Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)

Édouard Sill

▶ **To cite this version:**

Édouard Sill. Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938). Histoire. Université Paris sciences et lettres, 2019. Français. NNT : 2019PSLEP026 . tel-02902706

HAL Id: tel-02902706
https://theses.hal.science/tel-02902706v1

Submitted on 20 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE DE DOCTORAT

de l'Université de recherche Paris Sciences et Lettres
PSL Research University

Préparée à l'École Pratique des Hautes Études

Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)

École doctorale de l'EPHE – ED 472

Spécialité : Mention « Histoire, textes, documents » (HTD)

COMPOSITION DU JURY :

M. Jean Marc LARGEAUD
Université François Rabelais de Tours

M. Jean VIGREUX
Université de Bourgogne-Franche-Comté

M. Serge WOLIKOW
MSH de Dijon

Mme Mercedes YUSTA
Université Paris 8 Vincennes –Saint Denis

Soutenue par :
Édouard Sill
le 18 juin 2019

Dirigée par :
Gilles PÉCOUT

École Pratique des Hautes Études | PSL RESEARCH UNIVERSITY PARIS

Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936 1938)

Thèse de doctorat en Histoire Contemporaine préparée par

Édouard Sill

Sous la direction de M. le Professeur Gilles PÉCOUT

***

Volume I

« Les aventures de Dédé et Doudou », feuilleton dessiné dominical de Robert Fuzier in *Le Populaire* du 20 septembre 1936 p. 6.

À la mémoire de :

Eric Hobsbawm (1917- 1er octobre 2012)
Cesar Lorenzo (1939 – 21 octobre 2015)
Claudio Pavone (1920 – 29 novembre 2016)
Sir Hugh Thomas (1931 - 6 mai 2017)

Aucun mouvement ne peut exister sans archétype héroïque, le camarade Ivan Ivanovitch des usines Poutilov était notre Buffalo Bill.

Arthur Koestler, *Hiéroglyphes.* Paris, Les Belles Lettres, 2013 [*Invisible Writing*, Londres, 1953], p. 236.

Remerciements

Cette thèse n'aurait pu être menée à bien sans la diligence et à la confiance de mon directeur de thèse, M. le Professeur Gilles Pécout, et le soutien de M. le Professeur Serge Wolikow. Malgré les vicissitudes traversées, j'ai pu compter sur leur présence et leur intérêt. Je dois cette thèse à mon ancien directeur de Master à l'Université François Rabelais de Tours, Jean Marc Largeaud, non seulement pour ses encouragements, son enseignement et sa culture, et pour m'avoir permis de me lancer dans cette longue aventure.

J'ai eu la chance d'avoir pu effectuer trois séjours de recherches fondamentaux à Moscou et à New York. Sur place, ma gratitude va à l'ensemble de l'équipe de l'Institut *Erich Remarque* de New York et à la conservatrice du RGASPI de Moscou, Svetlana Rosenthal, pour son aide précieuse et sa maîtrise de l'espagnol qui ont vaincu bien des obstacles dans cette institution.

Durant mes séjours dans les centres de recherches, j'ai également pu compter sur la présence bienveillante et les conseils d'un grand nombre d'historiens et de documentalistes. À la BDIC tout d'abord, qui fut ma seconde résidence durant ces années, ma gratitude va à l'ensemble du personnel en soulignant le rôle majeur de Franck Veyron, qui fut un facilitateur et un soutien. Au Centre d'Histoire Sociale du XXe Siècle, Claude Pennetier fut un interlocuteur stimulant qui m'a orienté fort utilement. Mes séjours au CHS furent en outre toujours facilités par la célérité de Rossana Vaccaro. En France et en Espagne, dans chacun des centres de conservation dans lesquels j'ai travaillé, archives institutionnelles, départementales ou provinciales, j'ai trouvé des interlocteurs aimables, disponibles et efficaces.

Les rencontres et échanges amicaux avec Jean Vigreux, Roger Martelli, Kees Rodenburg (IISG) et José Gotovitch (Carcob) se sont révélés très fructueux pour considérer certaines de mes problématiques. Ma gratitude va également à l'équipe du projet ANR Paprika@F, dont Victor Lagarde, et à Romain Ducoulombier pour son soutien. Les échanges avec Rémi Skoutelsky, et son accès généreux à ses archives personnelles, ont été d'un apport inestimable. Enfin, les intervenants et les participants aux séminaires *Se battre pour des idées XVIIIe-XXe* à l'ENS ont fourni grande matière à ma réflexion.

Infirmant la réputation conflictuelle entre histoire et mémoire, j'ai eu la très grande chance de collaborer l'ACER, et notamment sa secrétaire générale Claire Rol-Tanguy, dont les membres furent des soutiens et des moteurs dans mon travail d'écriture. Je remercie également le public et les rencontres faites à l'occasion des débats et des conférences où j'ai eu le plaisir d'être invité à m'exprimer.

Enfin, ces mots n'auraient jamais été écrits sans le soutien indéfectible de mes parents et en particulier grâce au travail de relecture de ma mère. Sur ce point, la dette est immense envers Marion Buchheit-Kapell et Maëlle Dubois mais également envers Patrice Crespy, Héloise Duché, Dimitri Dugeny, Catherine Klein, Martine Laplume, Kevin Quinsac, Delphine Rahib et Mathilde Sill.

Je dédie enfin mes remerciements à Tiphaine Jagu et à tous mes proches qui ont supporté la présence permanente de cette thèse.

Sommaire

Volume I

Introduction générale……...5

Première partie : ***Typologie du phénomène et de ses manifestations***……..……33

Chapitre 1 : Aux origines du phénomène de volontariat international combattant antifasciste durant la guerre d'Espagne……..……37

Chapitre 2 : Les formes organisées du volontariat international combattant antifasciste en Espagne (juillet 1936 - septembre 1938).…….....79

Chapitre 3 : Les remues d'hommes : inventaire du phénomène…….……...….133

Chapitre 4 : Du technicien au fantassin, ou l'ambition d'un volontariat spécialisé transmué en volontariat de masse.……..…….…….……...….181

Chapitre 5 : Caractères communs et logiques fondamentales du volontariat international combattant antifasciste en Espagne.…….…….225

Deuxième partie : ***Les Brigades internationales : un projet politique transnational hétéronome (été 1936- automne 1937)***…….**271**

Chapitre 6 : Le volontariat combattant vers l'Espagne, un objet consubstantiel de la solidarité internationale.……..……..……275

Chapitre 7 : Du projet communiste français de Colonne internationale au projet kominternien de Brigades internationales.……...……323

Chapitre 8 : Les Brigades internationales, une organisation de masse éphémère et circonstancielle du Komintern.……..……367

Chapitre 9 : « Unir. Unir pour sauver l'Espagne ». Les Brigades internationales comme support d'une stratégie unitaire extérieure à la guerre civile espagnole…….…...411

Volume II

Troisième partie : ***La transformation du phénomène par l'intervention de facteurs participant à son altération, sa limitation et son extinction***…..…….…..457

Chapitre 10 : Discipline et militarisation : les formations combattantes internationales confrontées à la régularisation militaire.……....461

Chapitre 11 : Regretter, renoncer, repartir.……...…….....501

Chapitre 12 : L'hispanisation des Brigades internationales……...…….547

Chapitre 13 : Le volontariat étranger, un acteur inattendu dans la guerre civile et un allié rapidement importun…….……..…….....581

Quatrième partie : ***La reformulation des Brigades internationales (automne 1937-automne 1938)***……...……....**629**

Chapitre 14 : Le virage stratégique du Komintern à l'automne 1937 et la désinternationalisation des Brigades internationales.……...…….....633

Chapitre 15 : L'éthos du volontaire : le façonnement de la norme et la sanction de l'écart.……...……..…….....673

Chapitre 16 : De l'internationalisme à la fraternité : la fabrication d'une communauté combattante transnationale.…….....……...725

Chapitre 17 : Les Brigades internationales comme formations militaires modèles du PCE et la capitalisation de l'expérience espagnole par le Komintern……771

Conclusion générale…….....817

Volume III

Table des sigles……..…….....I
Tables des figures……..…….……V
Sources et bibliographie ……..……..……...XI
Annexes documentaires……..…….……XLIX
Table des matières……..…….……..…… ……..LXXIX
Résumé…….……..…...…….....CCXI
English abstract…….……..…...….....CCXXV

Le métier de témoin m'a toujours fait horreur. Que suis-je, si je ne participe pas ? J'ai besoin, pour être, de participer[1].

L'Espagne ainsi achevait de transformer en combat spirituel et matériel à la fois, en croisade véritable, la longue opposition qui couvait dans le monde moderne. Ses brigades internationales, des deux côtés, scellaient dans le sang les alliances. Par toute la planète, des hommes ressentaient comme leur propre guerre, comme leurs propres victoires et leurs propres défaites, le siège de Tolède, le siège d'Oviedo, la bataille de Teruel, Guadalajara, Madrid et Valence […] *Dans la fumée grise des obus, sous le ciel en feu parcouru par les avions de chasse russes contre italiens, les contradictions idéologiques se résolvaient, en cette vieille terre des actes de foi et des conquérants, par la souffrance, par le sang, par la mort. L'Espagne donnait sa consécration et sa noblesse définitive à la guerre des idées*[2].

Introduction générale

[1] SAINT-EXUPÉRY (Antoine de), *Pilote de guerre*, Paris, Folio, 2009 [1942], p. 166.
[2] BRASILLACH (Robert), *Les Sept Couleurs*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1995 [1939], p. 209.

****

La guerre civile qui a déchiré l'Espagne du 17 juillet 1936 au 1er avril 1939 s'est singularisée par un phénomène remarquable, caractérisé par un mouvement migratoire hors du commun, qui conduisit vers la péninsule ibérique plusieurs dizaines de milliers d'individus pour prendre part aux combats de part et d'autre des factions en lutte. Ce déplacement a concerné un espace mondial, bien que ses réalités extra-européennes doivent être réinterrogées. Pour les observateurs contemporains comme ses participants, ce phénomène de volontariat armé a semblé initialement spontané et dénué d'intérêts particuliers, seulement guidé par le désir d'apporter un soutien pragmatique et décisif à la faction espagnole en lutte de leur choix. Enfin, il s'agit d'un mouvement presque exclusivement issu du monde civil concernant des hommes et des femmes appartenant majoritairement à une organisation ou un parti du mouvement ouvrier. Sauf cas particuliers, sa vocation militaire fut objective et circonstancielle et son inscription dans l'événement fut avant tout politique.

Il faut tout d'abord préciser les conditions historiques dans lesquelles le phénomène survient parce que cette matrice lui a octroyé ses principales caractéristiques. La période comprise entre 1933 à 1939 constitue l'acmé de l'affrontement entre fascisme et antifascisme dont le point culminant est la guerre d'Espagne, où la communion des luttes antifascistes produisit sa démonstration la plus spectaculaire dans les Brigades internationales[3]. De fait la désignation de la guerre d'Espagne comme une guerre interétatique par procuration, ou même une guerre civile européenne, était une démonstration déjà courante parmi les observateurs contemporains[4].

L'antifascisme n'était jusqu'alors parvenu ni à susciter pareille mobilisation ni à élaborer un récit global : ni les combats des antifascistes autrichiens en février 1934, ni ceux des travailleurs asturiens en octobre de la même année, ni encore la défense désespérée des éthiopiens et les appels à l'aide d'Hailé Sélassié devant la SDN en 1935 n'avaient déplacé vers un point embrasé du globe des délégations armées du reste du monde. Il existe une originalité espagnole, qui a été relevée par les sciences politiques et les historiens spécialistes du phénomène au XIXème ont pratiquement tous souligné la place majeure occupée par la

[3] DROZ (Jacques), *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, La Découverte, 2001, p. 10.
[4] La bataille de Guadalajara en avril 1937, victoire majeure de l'armée républicaine espagnole reposant sur des divisions bien équipées, entrainées et motivées et sur l'action décisive de l'aviation soviétique, put être immédiatement présentée comme une bataille opposant le corps expéditionnaire italien à ses compatriotes des Brigades internationales.

séquence espagnole dans la globalité du phénomène sur le long terme. Il faut donc considérer la présence du phénomène durant la guerre d'Espagne dans son historicité.

Ce phénomène a été identifié à différentes époques et selon des contextes distincts. Ainsi, la définition qui a été utilisée comme clef interprétative dans l'écriture de cette thèse est celle proposée par Gilles Pécout à propos des volontaires internationaux dans l'Italie risorgimentale au XIXème siècle:

> The phenomenon of the international volunteer fighter can in its simplest form be defined as the spontaneous movement of men who had no initial attachment to any regular or established army, who left their own country without having the need to earn money as their sole motivation (which does not mean they would not earn some) in order to go serve in a military and political struggle in a country other than their own, in another nation-state or region that was ethnically, politically or administratively distinct from that of their country of origin[5].

Des filiations sont identifiées et balisées depuis la Révolution française et tout au long du XIXème siècle, parcouru d'engagements internationaux armés, depuis les Philhellènes en Grèce (1821-29), jusqu'à la légion internationale de *Esercito meridionale* de Garibaldi (1860-61), en passant par les printemps des peuples (1848-49) en Europe, ou dans les guerres dites de libération en Amérique Latine ou au Texas. Le mouvement est encore perceptible en Amérique du Nord durant la Guerre de Sécession (1861-65) puis en France durant la guerre franco-prussienne (1870-71). De fait, le XIXème a indiscutablement doté le phénomène de ses caractéristiques fondamentales. Le premier tiers du XXème siècle s'éveille avec un conflit comprenant une forte participation de volontaires étrangers : la (seconde) guerre des Boers (1899-1902). Quoique le sujet ait été encore peu étudié, la première guerre mondiale connut elle aussi un mouvement spontané de volontaires étrangers qui s'enrôlèrent dans l'armée française, marquant également un cap quantitatif : 22 000 postulants en 1914[6]. Enfin, la guerre civile russe (1917-1922) vit l'émergence d'une nouvelle génération du phénomène, sous des formes toutefois insidieuses. En effet, bien qu'environ 20 000 étrangers aient été

[5] *Le phénomène des combattants volontaires internationaux peut être défini comme le mouvement spontané d'hommes qui n'avaient pas d'attache à une armée régulière ou établie quelle qu'elle soit, qui ont quitté leur propre pays sans être poussés par le besoin de gagner de l'argent (ce qui ne veut pas dire qu'ils n'en gagnèrent pas) afin de servir dans un engagement militaire et politique dans un pays autre que le leur, dans un autre État-nation ou région qui était ethniquement, politiquement ou administrativement distinct de leur propre pays d'origine.* PÉCOUT (Gilles), « The International armed volunteers: pilgrims of a transnational Risorgimento » in *Journal of Modern Italian Studies*, Vol.14, n°4, 2009, p. 414.

[6] BECKER (Jean-Jacques), « Les volontaires étrangers de l'armée française au début de la guerre de 1914 » in HEYRIÈS (Hubert) et MURACCIOLE (Jean-François), *Le Soldat volontaire en Europe au XXe siècle. De l'engagement politique à l'engagement professionnel. Actes du colloque international de Montpellier du 3 au 5 avril 20*03, Montpellier, Presses Universitaires de Méditerranée, 2007, pp. 87-88.

engagés dans les rangs de l'armée Rouge et que l'on relève la mise sur pied de deux formations intitulées « brigades internationales », pratiquement tous étaient d'anciens prisonniers de guerre issus des armées austro-hongroise, allemande, bulgare et ottomane, s'enrôlant parfois par simple opportunisme[7]. De plus, le phénomène durant la guerre civile russe eut une postérité très réduite[8]. Malgré la l'existence de caractéristiques pouvant présenter de prime abord quelques similitudes, sa filiation avec la guerre civile espagnole paraît infructueuse ; elle n'est que très rarement employée par les observateurs et les promoteurs du phénomène en Espagne.

Ce rapide retour en arrière permet de mettre en évidence un premier constat fondamental, selon lequel le volontariat international combattant apparait comme une séquence singulière d'un phénomène transnational récurrent dans laquelle les Brigades internationales constituent un objet original par elles-mêmes. Pour appréhender la morphologie du phénomène dans sa séquence espagnole, il faut, en premier lieu, parcourir et définir son périmètre.

Observons tout d'abord sa temporalité. Il n'épouse pas tout à fait la même chronologie que le conflit civil espagnol. En effet, s'il survient immédiatement après le déclenchement du coup d'État militaire, il ne devint réellement perceptible que deux mois plus tard, en septembre 1936, et disparait en octobre 1938, six mois avant la capitulation du gouvernement républicain espagnol, le 1er avril 1939. Cette étude traite donc d'un temps très court, plus réduit encore que les 986 jours de la guerre civile espagnole. La clôture chronologique qui a été choisie est justifiée par deux conditions logiques : l'enregistrement du dernier volontaire étranger en Espagne et la démobilisation totale de tous les étrangers servant sous les drapeaux de la République espagnole ainsi que leur retrait du front en prévision de leur départ d'Espagne. La reprise des combats en janvier 1939 par une partie des vétérans étrangers attendant leur évacuation d'Espagne, dans une tentative désespérée d'endiguer l'offensive italo-espagnole déferlant sur la Catalogne, est exclue de l'étude.

[7] Voir à ce sujet : ERICKSON (John), « Red Internationalists on the March : the Military Dimension, 1918-1922 » in BRENNAN (Cathryn) et FRAME (Murray) (dir.), *Russia and the Wider World in Historical Perspective,* Houndmills - New York, Palgrave Macmillan, 2000, pp. 126-152 ; JANSEN (Marc), «International Class Solidarity or Foreign Intervention? Internationalists and Latvian Rifles in the Russian Revolution and the Civil War» in *International Review of Social History* Vol. 3 n°1, avril 1986, pp. 68-79 ; ERICKSON (John), « The Origins of the Red Army » in PIPES (Richard) (dir.), *Revolutionary Russia*, Cambridge, Cambridge, Harvard University Press MA, 1968, pp. 224-258.

[8] La mémoire des combattants étrangers en Russie soviétique fut gommée par Staline, désireux de russifier l'histoire de la guerre civile et exalter la résistance nationale russe face à une invasion étrangère.

Le phénomène a concerné en Espagne des espaces et des acteurs spécifiques durant la guerre civile et sous des formes diverses. C'est très majoritairement dans le camp dit loyaliste, objectivement antifasciste, que le phénomène se concentre. Cet ensemble concerne naturellement le gouvernement républicain espagnol et les gouvernements autonomes de Catalogne et du Pays Basque, mais également les principales organisations prolétariennes espagnoles et catalanes. La qualification par l'antifascisme permet donc de considérer plus précisément l'ensemble du volontariat international combattant en Espagne républicaine là où d'autres qualificatifs seraient insuffisants.

D'une part, il ne s'agit pas d'un volontariat militaire étranger de type mercenaire qui eût trouvé une destination politique, bien que cette dimension n'ait pas été absolument absente. Il est le rejeton assumé, l'excroissance militarisée d'une sensibilité transpartisane et transnationale récemment établie au plan mondial : l'antifascisme. De ce fait, les réceptacles du phénomène ont été tout d'abord, et durablement, des organes politiques. Il s'agit des organisations et partis politiques de la gauche catalane et espagnole (*Federación Anarquista Ibérica* (FAI), *Juventudes Socialistas Unificadas* (JSU), *Partido Comunista de España* (PCE), *Partido Obrero de Unificación Marxista* (POUM), *Partido Socialista Unificado de Catalunya* (PSUC)) et les deux centrales syndicales majoritaires (*Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) et *Unión General de Trabajadores* (UGT)), avant que le gouvernement central n'en devienne son principal puis unique interlocuteur. Très rapidement, le phénomène a secrété une entité politique et militaire originale, les Brigades internationales, également déterminée à sa création par la dimension antifasciste mais dont la survenue a considérablement influé sur sa nature, ses dimensions, ses formes et ses destinations.

Il faut préciser d'emblée la définition du terme de « Brigades internationales ». L'expression suggère qu'il s'agirait d'unités militaires, soit des *brigadas mixtas* de l'armée républicaine espagnole dites « brigades internationales ». L'acception désigne un ensemble bien plus important dont les unités militaires susnommées ne sont qu'une partie. Les « Brigades internationales » furent un organisme indépendant et privé, soit une « Base » située dans la ville espagnole d'Albacete. Cette dernière servit de caserne, de centre administratif et de direction politique d'unités militaires diverses et d'hôpitaux, d'usines, d'écoles et disposait de délégations et de divers services techniques et politiques dispersés sur le territoire républicain. Davantage que les multiples brigades internationales, c'est avant tout la Base qui a déterminé les Brigades internationales comme un organe singulier, incomparable et proéminent du phénomène.

****

L'historiographie du volontariat international durant la guerre civile espagnole souffre de deux défauts génétiques, qui se sont parfois cumulés suivant les périodes et les contextes.

Le premier défaut récurrent consiste en la surestimation des différences de nature parmi les volontaires internationaux, en exagérant l'importance d'un cloisonnement séparant volontaires étrangers dans et hors des Brigades internationales, diluant par là même le caractère conjoncturel qui a prévalu le plus souvent dans les affectations. Pour les observateurs contemporains, les étrangers parvenant en Espagne participaient d'un même continuum. Hans-Erich Kaminsky, dans son livre-reportage sur la Catalogne révolutionnaire publié en 1937, consacrait un chapitre au phénomène, sous l'intitulé « La légion étrangère de la révolution » où il confondit toutes les manifestations du volontariat international[9]. En 1936, les journaux espagnols et étrangers décrivaient également les exploits d'une « Colonne internationale » douée du don d'ubiquité, vue tantôt en Aragon, devant Bilbao ou à Madrid. Les considérants politiques des volontaires internationaux n'avaient guère d'importance, pas plus que leurs vocations, leur seule présence suffisait en soi, et ces questions n'intéressaient pas les reporters[10]. Dans leur enthousiasme pour la « brigade internationale » à Madrid, les anarchosyndicalistes français saluaient « cette fameuse brigade créée par notre grand et regretté Durruti » comme une création des anarchistes espagnols, en raillant au passage l'inaction des communistes en France[11]. Mais ces derniers ne furent guère plus clairvoyants, confondant régulièrement les diverses colonnes internationales et s'enthousiasmant parfois pour d'authentiques antistaliniens[12]. Ces cas furent fréquents et l'équivoque profita d'ailleurs à toutes les formations concurrentes, tantôt pour légitimer une présence plus ancienne ou bien pour bénéficier de l'extraordinaire publicité mondiale autour de la « brigade internationale ».

Ces équivoques attestent de la difficulté épistémologique rencontrée tant par les observateurs contemporains que par les historiens pour parvenir à définir le phénomène et ses agents. En 1936, ce grand mouvement migratoire détonnait et n'était en aucun cas réductible à une réminiscence d'une période passée ou à un récit unique. Les diverses manifestations ont

[9] KAMINSKY (Hans-Erich), *Ceux de Barcelone*, Allia, Paris, 2003 [1937], pp. 52-58.
[10] Les itinéraires erratiques de la correspondance adressée aux volontaires attestent de ces nombreuses confusions. Ainsi, une lettre postée depuis l'Irlande et adressée à la « Brigade internationale » arriva à destination, à Albacete, tandis qu'elle félicitait la brigade catholique irlandaise combattant dans le camp opposé.
[11] « Ceux de la Brigade internationale » et « Aux espagnols de France » in *Le Combat Syndicaliste* n°189 du 1er janvier 1937, pp. 2 et 4.
[12] « Nouvelles d'Espagne. Lettre du camarade Lorrain aux camarades des Lilas » in *La Voix de l'Est* du 29 janvier 1937, p. 3.

été désignées avec hésitation (« légion », « colonne », « corps franc », « groupe d'assaut », etc.). L'absence d'un qualificatif évident ou d'un exonyme suggestif a directement agi sur la difficulté à désigner le groupe social des volontaires, contrairement aux philhellènes, aux garibaldiens ou, plus tard, aux djihadistes. De fait, durant la guerre d'Espagne tout au moins, ils ne se sont pas désignés autrement que comme les « volontaires » ou, plus tard, les « Internationaux »[13].

La locution « volontaire international » est une terminologie directement issue de la guerre civile espagnole dont l'emploi n'est pas relevé à propos du XIXème siècle. La désignation des agents a évolué et le qualificatif original tend à être remplacé par des néologismes dont la diffusion est très récente. Le premier, « brigadiste », par une confusion issue d'un précédent néologisme, le terme de « *brigatista* », fut inventé par les journalistes italiens durant les années 70 à propos du groupe terroriste gauchiste des *Brigate Rosse*. Les néologismes français « brigadiste », espagnol « *brigadista* », et anglais « *brigader* », sont désormais couramment employés. Son suffixe, « brigadisme », prend aujourd'hui valeur de concept non défini, dont la validité sera interrogée en conclusion. Le qualificatif d'« interbrigadiste », est quant à lui contemporain de la guerre d'Espagne. Il provient de la guerre civile russe (*интербригадовцы*) et fut popularisé par le biais de l'allemand « *interbrigade* ». Si le terme avait été conservé par les historiens communistes des deux langues, il n'avait jamais fait souche dans les langues latines ni anglo-saxonnes avant la fin du XXème siècle. La terminologie courante nous renseigne donc davantage sur les différentes cultures mémorielles que sur la séquence espagnole proprement dite. Le terme de « brigadiste » ne répond pas aux définitions objectives attendues puisque, d'une part, l'armée républicaine, comme son adversaire, étaient entièrement composées de brigades et que, d'autre part, les Brigades internationales ont compté davantage d'Espagnols que d'étrangers[14]. Ces néologismes posent de plus un problème majeur de définition en renvoyant l'ensemble des volontaires internationaux aux seules brigades internationales, faisant disparaitre d'un mot la diversité du phénomène.

Le second défaut récurrent est en effet l'effacement de la pluralité des formes du volontariat étranger combattant sous une de ses manifestations. Ainsi, l'historiographie

[13] Ainsi, lorsqu'en 1938 le peintre français André Bourdil (1911-1982) fit le portrait d'un blessé en convalescence avec lui au sanatorium de Saint Hilaire du Touvet, il lui donna le titre sobre de *Le combattant volontaire de la guerre d'Espagne* (1938, huile sur toile. Musée Calvet, Avignon).

[14] Leur usage fait oublier de surcroit que les termes de « milicien » puis de « volontaire » furent utilisés dans les Brigades internationales pour désigner un de leurs membres, comme substitut de « soldat ».

suggère presque unanimement de distinguer deux périodes successives, d'inégale longueur, séparées par la création des Brigades internationales, entre octobre et décembre 1936[15]. La première époque serait caractérisée par la spontanéité, la dispersion et l'inorganisation du volontariat international. La seconde période serait au contraire l'expression de son rassemblement et de sa maturité. Les termes de « précurseurs » ou de « pionniers » sont fréquemment utilisés pour qualifier les volontaires étrangers présents durant la première période. De plus, les autres formes du volontariat étranger politico-militaire n'auraient été que des prolégomènes aux Brigades internationales, ou un fait anecdotique voire incomparable s'agissant des formations étrangères dans les rangs de l'armée ennemie. Les Brigades internationales se retrouvent ainsi à la fois consubstantielles du volontariat combattant international et unique manifestation régulière du phénomène dans une sorte de transfiguration. Cette métonymie, produit de la propagande communiste, a stérilisé l'observation globale de la nature, des formes et des intentions du volontariat politico-militaire international durant la guerre d'Espagne. Sans doute, la diversité initiale des formes adoptées par le volontariat international armé disparut progressivement au profit d'une entité unique, les Brigades internationales, devenues de ce fait consubstantielles du phénomène. Mais ces dernières se sont donc surajoutées, sans se confondre, à d'autres formes, dans une dynamique qui les a précédées et qui s'est maintenue durablement de manière distincte. En effet, le dernier bataillon dit « international » hors des brigades éponymes ne fut dissous qu'en juillet 1937.

Il s'agit donc dans cette thèse de faire surgir le phénomène de derrière l'écran des Brigades internationales afin de pouvoir replacer ces dernières dans leur situation véritable, comme une des manifestations du phénomène et pouvoir interroger les rapports dialectiques entre les deux. Cette perspective induit un exercice de définition et de réinterprétation de la place des Brigades internationales dans les stratégies géopolitiques et culturelles transnationales du mouvement communiste et dans le champ politique de l'antifascisme.

Le volontariat international combattant durant la guerre civile espagnole (1936-1939) est un sujet particulièrement étudié, à la mesure de l'originalité du phénomène. Étayée sur un corpus d'archives en grande partie inédit, cette thèse s'attache à mettre en relief le phénomène du volontariat international combattant durant la guerre d'Espagne, en considérant sa

[15] Ce consensus transcende les querelles historiographiques : Ramon Salas Larrazàbal, historien militaire espagnol et ex-officier franquiste durant la guerre civile, comme Bill Alexander, historien communiste anglais et ancien volontaire international, partagent paradoxalement cette lecture.

dimension majoritaire antifasciste, pro-républicaine, pour essayer de saisir sa matérialité comme un objet distinct de la guerre civile espagnole.

Un sujet-gigogne

La première difficulté notable est celle induite par l'espace et le territoire du phénomène, soit une perspective mondiale, du moins en apparence. De fait, malgré quatre-vingt ans de distance et des milliers de travaux historiques associés, le volontariat international durant la guerre civile espagnole demeure un objet mal défini plutôt que mal connu, de par sa situation liminale à plusieurs ensembles majeurs. La délimitation de la périphérie du sujet suppose un certain nombre de contraintes du fait de sa situation de confluence de trois grands ensembles : l'objet encore peu exploré du volontariat armé occidental contemporain, le temps court de la guerre d'Espagne et l'agent causal que forment les mouvements sociaux européens des années trente dont en premier lieu le communisme et sa structure mondiale le Komintern. Enfin, cette rencontre s'est opérée sur une toile de fond surchargée, les relations géopolitiques européennes durant l'entre-deux-guerres.

Le sujet se situe au centre d'un carrefour historiographique. La détermination des outils conceptuels et épistémologiques fut donc un problème en soi. Pour parvenir à faire dialoguer le phénomène avec le contexte de l'époque, avec l'événement (la guerre civile espagnole) mais également avec les Brigades internationales et l'Internationale Communiste, le choix d'un processus dialectique a été retenu. Ce carrefour est enfin traversé par une perspective supplémentaire bien plus large, celle de l'historicité du phénomène et de son propre champ de référence implicite. De ce fait, l'emploi de l'histoire sociale seule semblait impropre. Si la pertinence de son emploi dans les grandes monographies sur les Internationaux en Espagne est incontestable, il m'a semblé qu'elle opérait un tropisme qui associait trop étroitement le phénomène en Espagne comme une part de l'histoire du mouvement ouvrier, au détriment de la pluralité des influences et des facteurs. L'angle choisi est en fait à mi-chemin entre la démarche structuraliste et les approches culturelles pour identifier et définir le phénomène dans sa séquence espagnole par rapport à son histoire longue, en intégrant les propositions conceptuelles et méthodologiques des sciences politiques et des relations internationales.

À l'instar de nombreux historiens, j'utilise un concept comme outil interprétatif, le « transnationalisme », permettant de définir le phénomène comme un espace dynamique. Apparu en sociologie au début des années 90 puis employé dans l'étude des relations

internationales, le transnationalisme est un outil conceptuel permettant la construction de champs sociaux pluriels qui traversent les frontières géographiques, culturelles et politiques[16]. Naturellement, il s'agit d'un appareil interprétatif déjà repéré pour réévaluer le volontariat international combattant dans une dimension diachronique[17].

Méthodologie

La première étape méthodologique, et non la moindre, a été de circonscrire plus précisément le sujet en écartant certains aspects pour baliser le champ analytique suivi. Trois dimensions fondamentales du sujet ont ainsi été mises de côté.

L'objectif initial de cette thèse devait porter sur l'ensemble du volontariat, en intégrant ses manifestations catholique et anti-communiste. Cependant, une fois le premier corpus documentaire réuni, je me suis aperçu que la couverture de l'ensemble des manifestations du phénomène, donc dans les deux Espagne en guerre, supposait un immense déséquilibre : il y eut dix fois plus de volontaires étrangers du côté gouvernemental, une perspective globale allait donc rallonger considérablement l'ouvrage. Prise isolément, la dimension antifasciste s'est révélée, au fil de l'exploitation des archives, le bon angle d'analyse par sa cohérence et la multiplicité de ses idiosyncrasies.

Ensuite, il m'a fallut écarter toutes analyses de genre du sujet, du fait des immenses perspectives ouvertes par cette approche pour me concentrer sur le fait majoraire masculin. En effet, si les milices antifascsites comptèrent quelques dizaines d'étrangères dans leurs rangs, les Brigades internationales ont immédiatement placées dans le cadre de l'armée régulière de la République espagole établie sur le principe de la non-mixité. La masculinaisation des diverses formations internationales, dont les Brigades internationales, prit cependant un certain temps ; à Albacete les femmes furent proscrites du port de l'uniforme le 1er décembre 1936[18]. J'ai donc isolé cette question transversale et l'ai dirigé vers la rédaction d'un autre travail analytique en parallèle de la thèse[19].

---

[16] BAYLY (Chris), BECKERT (Sven), CONNELLY (Matthew), HOFMEYR (Isabel), KOZOL (Wendy) and SEED (Patricia), « AHR Conversation: on Transnational History » in *The American Historical Review,* Vol. 111, n°5 décembre 2006, pp. 1441-1464.

[17] PÉCOUT (Gilles), « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale du Risorgimento » in *Revue d'histoire du XIXème siècle* n°44 vol. 1, 2012 ; MALET (David), *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2013 ; ARIELLI (Nir) et COLLINS (Bruce) (dir.), *Transnational Soldiers. Foreign Military Enlistment in the Modern Era*, Houndmills - New York, Palgrave Macmillan, 2013.

[18] RGASPI 545.2.44 : *Note de service du 1er décembre 1936*, par « Vidal », commandant de la Base d'Albacete.

[19] Une partie a servie de base à la préparation du colloque international *¡Solidarias! L'engagement féminin international et l'action des femmes étrangères dans la solidarité avec l'Espagne républicaine et antifasciste* en

Enfin, j'ai également écarté la problématique des motivations individuelles au départ, en estimant qu'il s'agissait d'un sujet en soi, déjà particulièrement traité et qui supposait une méthode analytique différente. La question des communautés d'intérêts partagés par les volontaires avec les républicains espagnols a bien été identifiée et traitée, sans d'ailleurs faire l'unanimité[20]. Mais l'inventaire des motivations (« pourquoi ») ne permet pas répondre aux interrogations portées sur les formes adoptées par volontariat (« comment ») ni d'analyser leurs présences à l'événement (« où » et « quand »). C'est justement la combinaison de ces trois interrogations qui compose le répertoire heuristique de cette thèse.

Tandis qu'ils forment habituellement la structure principale des études, les témoignages ont été uniquement employés en complément ou en illustration des faits traités ou des hypothèses formulées. Ce choix est justifié par deux conventions délibérées dans l'élaboration du corpus documentaire. D'une part, la matière est diffuse dans la vaste bibliographie et d'autre part, ce travail s'appuie presque exclusivement sur des sources premières qui contiennent quantité de témoignages et de déclarations inédites (correspondances, enquêtes, biographies du Komintern, procès-verbal de police, démarches consulaires, déclarations de déserteurs, etc.).

Une fois ces choix déterminés, il restait à maîtriser l'immense bibliographie, entreprise heureusement facilitée par les nombreux guides bibliographiques et études historiographiques disponibles, sans, évidemment, pouvoir envisager de l'épuiser en totalité.

Le volontariat international politico-militaire durant la guerre d'Espagne est un sujet particulièrement étudié, ayant fait l'objet de plus de 2 300 ouvrages selon le dictionnaire bibliographique critique de Fernando Rodríguez de la Torre publié en 2006[21]. Le fait a déjà été souligné, ce sont les Brigades internationales qui occupent la quasi-intégralité des espaces historiographique et bibliographique. L'immense bibliographie qui leur est consacrée plonge cependant ses racines dans une surface très étroite, et peu renouvelée avant la fin des années 1990. Elle s'est donc épuisée en juxtaposant les témoignages avec les rares matériaux à disposition : presse, documentation militante et archives diplomatiques ou de police. L'ouverture des archives des Brigades internationales a opéré une révolution copernicienne

---

octobre 2018 à Paris et à la coordination du numéro spécial des *Cahiers d'Histoire. Revue d'Histoire Critique* « *« Internationalisme au féminin. De la guerre d'Espagne au Rojava* » (mai 2019)

[20] Voir sur ce point la controverse instructive entre Rémi Skoutelsky et Fraser Ottaneli. SKOUTELSKY (Rémi), « Les volontaires français des brigades internationales : patriotisme et/ou internationalisme ?... », *op. cit.,* p. 96 ; OTTANELLI (Fraser M.), « Anti-Fascism and the Shaping of National… », *op. cit*., pp. 10-11.

[21] RODRÍGUEZ DE LA TORRE (Fernando), *Bibliografía de las Brigadas Internacionales y de la participación de extranjeros a favor de la República, 1936-1939*, Albacete, Instituto de Estudios Albacetenses, 2006.

qu'il ne faut pas sous-estimer et qui a par conséquent rendu caducs un grand nombre de travaux précédents. Un certain nombre d'ouvrages, considérés comme des classiques et exagérément repris (voire plagiés) ont été délibérément écartés ou peu mobilisés pour cette thèse, à l'exemple de la monographie classique d'Andreu Castells publiée en 1974[22].

La forte crispation historiographique entourant les Brigades internationales constitue un obstacle important à une lecture critique échappant aux interprétations politiques. Il faut donc procéder avec précaution, en s'appuyant sur les études épistémologiques disponibles. Durant près d'un demi-siècle, trois écoles historiographiques opposées, partagées en diverses sensibilités et variétés, s'étaient affrontées au sujet des Brigades internationales. La première regroupe la position communiste officielle et les interprétations afférentes, qui présentent les Brigades internationales comme le produit spontané de la solidarité internationale. La deuxième présente au contraire les Brigades internationales comme un instrument machiavélique de la politique de Staline, « camouflée » en Espagne et déployée selon trois objectifs corrélés : faciliter la prise du pouvoir par le parti communiste, briser les perspectives révolutionnaires et faire durer la guerre pour permettre à l'URSS de gagner du temps en focalisant l'attention internationale vers l'Espagne. Unie dans une même dénonciation résumant le mouvement communiste international à Staline, cette interprétation réunit des auteurs situés aux extrêmes, de part et d'autre des polarités politiques[23]. Cette « école » intentionnaliste procède de la même soumission de l'écriture historique. S'appuyant sur le témoignage, peu solide, de l'ex-espion soviétique Krivitsky passé à l'ouest en 1939 et de l'ex-ministre communiste espagnol Jesús Hernández, l'essayiste et romancier britannique Vincent Brome a été le précurseur de cette interprétation des Brigades internationales comme un objet télécommandé par le NKVD[24]. Ces thèses ont été récemment réaffirmées dans les différentes

[22] CASTELLS (Andreu), *Las Brigadas Internacionales de la guerra de España*, Ariel, Barcelone, 1974.

[23] Nonobstant les auteurs pro-franquistes, les partisans de ces hypothèses parmi les plus souvent cités sont : BOLLOTEN (Burnet), *The Grand Camouflage. The Communist Conspiracy in the Spanish Civil War.* Londres, Hollis & Carter, 1961 ; BROUÉ (Pierre) et TÉMINE (Émile), *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1972 ; BROUÉ (Pierre), *Staline et la révolution. Le cas espagnol*. Paris, Fayard, 1993 ; RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.), SEVOSTIANOV (Grigory), *Spain Betrayed: The Soviet Union and the Spanish Civil War*, Londres, Yale University Press, 2001 ; PAYNE (Stanley G.), *The Spanish Civil War, the Soviet Union and Communism*, New Haven & London, Yale University Press, 2004 ; RICHARDSON (R. Dan), *Comintern Army : The International Brigades and the Spanish Civil War*, Lexington, University Press of Kentucky, 1982 ; VIDAL (Cesar), *Las Brigadas Internacionales*, Madrid, Espasa Forum, 2006 [1999].

[24] KRIVITSKY (Walter, général), *In Stalin's secret service*, New York & Londres, Harper & brothers, 1939 ; HERNÁNDEZ (Jesús Tomás), *Yo fui un ministro de Stalin*, Mexico, Ediciones America, 1953 ; BROME (Vincent), *The International Brigades. Spain 1936-1939.* Londres, Heineman, 1965. Cet auteur cite plusieurs archives soviétiques, dont il aurait eu connaissance et qui étayent son propos. Malgré l'aide des conservateurs du RGASPI, j'ai cherché en vain les documents cités.

éditions du best-seller d'Antony Beevor sur la guerre d'Espagne et du témoignage-fiction d'un volontaire polonais déçu, Zigmunt Stein[25].

La troisième école, dans l'héritage de laquelle je m'inscris, reconnaît la paternité du Komintern dans la genèse des Brigades internationales mais dans un cadre politique qui dépasse largement la situation intérieure espagnole et en récusant la démonstration de l'existence d'un plan, ou d'une intention, de « soviétiser l'Espagne »[26]. Elle a formé le substrat sur laquelle s'est appuyée une nouvelle génération historiographique. En effet, la bibliographie disponible s'est considérablement renouvelée grâce à une douzaine de travaux publiés vers la fin des années 90 et des événements mémoriels et scientifiques organisés autour du 60ème anniversaire de la guerre civile espagnole. Il s'est agi d'une redécouverte des sources et de l'émergence d'une nouvelle historiographie critique espagnole. Cinq monographies sur des contingents nationaux ont fait date : sur les volontaires britanniques (Richard Baxell), canadiens (Michael Petrou), états-uniens (Peter N. Caroll), français (Rémi Skoutelsky) et helvétiques (Nic Ulmi et Peter Huber)[27]. D'autre part, la recherche historique espagnole faisait également une percée significative, concrétisée par une série de publications (revue *Ebre 38*, la collection *Luz de la Memoria*) et par les travaux de l'historien Manuel Requeña Gallego[28]. Ces monographies ont été solidifiées par plusieurs travaux universitaires inédits sur des contingents nationaux, notamment belges, polonais, yougoslaves ou nord-américains. Cette génération s'est appuyée pour la première fois sur la consultation directe des archives des Brigades internationales du RGASPI complétées, pour certains, par des sources non mobilisées jusqu'alors (les archives judiciaires suisses notamment). Le profil des

[25] BEEVOR (Antony), *The Battlle for Spain. The Spanish Civil War 1936-1939,* Londres, 2006 ; SYGMUNT Stein, *Ma guerre d'Espagne. Brigades internationales : la fin d'un mythe*. Postface de Jean Jacques Marie, Paris, Le Seuil, 2012.

[26] CARR (Edward Hallett), *The Comintern and the Spanish Civil War*, Londres, The Macmillan Press LTD, 1984 ; ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO (Marta), *Queridos camaradas. La internacional comunista y España*, 1919-1939. Barcelone, Planeta, 1999 ; GALLEGO REQUEÑA (Manuel), «Las Brigadas Internacionales : una aproximación historiográfica » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, pp. 11-35 ; JACKSON (Michael), *Fallen Sparrows. The international Brigades in the Spanish Civil War*, Philadelphie, APS, 1994, RYBALKIN (Yuri), *Stalin y España. La ayuda militar soviética a la República*. Madrid, Martial Pons Historia, 2007 [Moscou, 2000] ; PONS (Sylvio), *Stalin and the Inevitable War 1936-1941*, Londres & New York, Routledge, 2014 [2002].

[27] BAXELL (Richard), *Unlikely warriors. The British in the Spanish Civil War and the Struggle Against Fascism.* Londres, Aurum Press Ltd., 2012 ; CARROLL (Peter N.), *The Odyssey of Abraham Lincoln Brigade. Americans in the Spanish Civil War*, Stanford, Stanford University Press, 1994 ; PETROU (Michael), *Renegades. Canadians in the Spanish Civil War*, Vancouver, UBC Press, 2008 ; SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1999 ; ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936 1939*, Lausanne, Antipodes, 2001.

[28] Les travaux de Manuel Requeña Gallego, auteur prolixe, sont cités dans la bibliographie présente dans le troisième volume.

volontaires est désormais bien connu : ils ont très majoritairement entre 23 et 32 ans, sont au deux tiers célibataires, appartenant à la classe ouvrière et aux trois quarts membres ou sympathisants du parti communiste, avec des différences sensibles suivant les contingents, qu'ils ont rejoint très récemment (1934-1938)[29].

Cette thèse n'aurait pu être envisagée sans les monographies de la génération précédente sur laquelle elle repose. Cependant, ce renouveau bibliographique s'était presque exclusivement concentré sur les Brigades internationales, laissant les autres manifestations dans la marge. La principale exception consiste en la remarquable thèse d'Enrico Acciai sur les miliciens italiens de la *Sezione Italiana* en Aragon[30]. J'avais pour ma part entrepris un travail similaire, bien plus modeste, lors de mon mémoire de Master, sur les miliciens français. Deux travaux de qualité ont été consacrés récemment aux volontaires étrangers hors des Brigades internationales, l'un réalisé par un collectif d'historiens amateurs, intitulé les Giménologues, sur le groupe international de la colonne *Durruti* et le second dirigé par l'historien allemand Dieter Nelles sur les volontaires anarchosyndicalistes allemands[31].

La considération du phénomène comme un sous-genre de sa principale manifestation, ne pose pas qu'un problème méthodologique mais également épistémologique. Les Brigades internationales ne furent en aucun cas un objet neutre, bien au contraire. Il s'agit d'une présence massive qui a percuté profondément le contexte de la guerre civile espagnole et d'un mastodonte politique directement élaboré par l'Internationale Communiste, le Komintern, et ses sections nationales, donc provenant d'URSS et voulu par Staline.

La décision de Staline d'aider l'Espagne et le soutien militaire soviétique ont fait l'objet de travaux récents qui ont largement renouvelé l'historiographie et la documentation disponible. Silvio Pons a replacé la guerre d'Espagne dans le champ large des intérêts géopolitiques soviétiques et des interférences staliniennes en posant la question maîtresse : quelles furent les interactions entre le contexte international, la situation intérieure espagnole

[29] PREZIOSO (Stéphanie), « Présentation » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (Dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Éditions Syllepse, 2008, p. 15.

[30] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo : volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Gabriella Ciampi et Leonardo Rapone, Université de Viterbo (Università degli studi della Tuscia, Italie) 2010.

[31] GIMENEZ (Antoine) et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, Montreuil-Marseille, L'Insomniaque et les Giménologues, 2006 ; NELLES (DIETER), LINSE (Ulrich), PIOTROWSKI (Harald), GARCIA (Carlos), *Antifascistas alemanes en Barcelona (1933-1939). El Grupo DAS : sus actividades contra la red nazi y en el frente de Aragón*. Barcelone, Ediciones Sintra, 2010.

et l'attitude de l'URSS stalinienne[32] ? Yuri Ribalkin puis Daniel Kowalski ont travaillé sur la perspective soviétique de l'aide militaire à l'Espagne et ont apporté un certain nombre de corrections à la thèse pionnière de Gerald Howson en mobilisant une documentation nouvelle issue des archives militaires soviétiques[33]. Les aspects diplomatiques de la guerre d'Espagne avait été largement traités par l'ouvrage désormais classique de Jean-François Berdah. Enfin, la grande synthèse, sous la forme d'une trilogie, d'Ángel Viñas a complété l'ensemble des études précédentes[34]. C'est sur la base des postulats développés par Ángel Viñas que ce travail de thèse s'inscrit.

À propos des politiques espagnoles du mouvement communiste international, j'ai suivi les travaux pionniers de Carlos Serrano, peu démodés en trente ans, complétés ensuite par Rémi Skoutelsky[35]. Les analyses de Serge Wolikow et de Silvio Pons ont conduit ma réflexion, par leur remarquable capacité à distinguer le Komintern, les partis communistes, Staline, l'URSS, le mouvement communiste et le front populaire comme des ensembles profondément interconnectés mais distincts dont la subtilité des rapports ne peut être réduite à une simple pyramide déterminée par le totalitarisme soviétique[36]. Je me suis également appuyé sur les travaux de Sophie Cœuré sur les sociabilités communistes et j'ai mobilisé notamment trois travaux d'importance sur les organisations de masse communistes : le travail d'Éric Vial sur l'*Unione popolare Italiana*, ceux de Jocelyne Carré-Prézeau sur Paix et Liberté et les études de Gerben Zaagsma sur les associations juives communisantes[37].

Le phénomène, limité à sa dimension majoritaire dans l'espace républicain espagnol, s'inscrit dans un mouvement politique et intellectuel majeur, l'antifascisme, qu'il convenait

[32] PONS (Silvio), « La diplomatie soviétique, l'antifascisme et la guerre civile espagnole » in BLETON-RUGET (Annie) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du front populaire*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon - IHC CNRS UMR 5605, 1998, p. 59.
[33] HOWSON (Gerald), *Arms for Spain : The Untold Story of the Spanish Civil War*, New York, Murray, 1998 ; KOWALSKY (Daniel), *Stalin and the Spanish Civil War*, New York, Columbia University Press, 2004 ; RYBALKIN (Yuri), *Советская военная помощь республиканской Испании (1936-1939),* Moscou, AIRO-XX, 2000.
[34] VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*. Barcelone, Crítica, 2006 [2010] ; *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*. Barcelone, Crítica, 2007 ; *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*. Barcelone, Crítica. 2010.
[35] SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor/Éditions sociales, coll. Histoire, 1987. Voir la liste des travaux de Rémi Skoutelsky en bibliographie.
[36] Voir en bibliographie le détail des ouvrages Silvio Pons et de Serge Wolikow qui ont été mobilisés.
[37] CARRÉ-PRÉZEAU (Jocelyne), *Amsterdam Pleyel (1932-1939). Histoire d'un Mouvement de Masse*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Claude Willard. Université de Paris VIII. 1993 ; CŒURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union Soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999 ; VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École Française de Rome, 2007 ; ZAAGSMA (Gerben), *Jewish Volunteers, the International Brigades and the Spanish Civil War*, Londres, Bloomsbury, Coll. «War, Cuture and Society Series », 2017.

naturellement également d'observer dans ses multiples dimensions et cultures. Les travaux d'Enzo Traverso et de Serge Wolikow ont, principalement, forgé la matrice conceptuelle de mes hypothèses.

De par sa situation historique, les années trente, et son immersion dans la guerre civile espagnole, le phénomène vient rencontrer un grand nombre de facteurs qui ont directement agi sur sa nature, sa morphologie et ses intentions objectives. Le sujet ne peut donc être extrait de son environnement multiple, ce qui oblige au recours à la monumentale bibliographie sur la guerre civile espagnole. L'entreprise s'avère immédiatement ardue, du fait de l'inclusion du sujet dans les disputes mémorielles et les querelles historiographiques sur la période, sensibilité augmentée par le fait que les Brigades internationales sont devenues un lieu de mémoire majeur de la gauche. Les monographies anciennes, tel l'ouvrage classique d'Hugh Thomas, ont été récemment complétés par des ouvrages de qualités, en France avec François Godicheau, en Grande-Bretagne avec Helen Graham, et aux États-Unis avec Michael Seidman[38]. À propos du communisme espagnol, les travaux d'Antonio Elorza et Marta Bizcarrondo ont été largement renouvelés par la thèse inédite de Fernando Hernández Sánchez[39]. Concernant le mouvement anarchiste en Espagne, j'ai requis les monographies classiques de Cesar Lorenzo et José Peirats[40]. Sur les aspects militaires, la somme monumentale de Ramón Salas Larrazabal semble aujourd'hui encore un ouvrage incontournable, bien que le plus souvent méjugé, avec les travaux de Michael Alpert[41].

Enfin, le sujet a été entièrement envisagé dans le temps long, dans son historicité, en bénéficiant modestement des travaux précédents, portant majoritairement sur le XIXème siècle, pour considérer la guerre d'Espagne comme une séquence d'un phénomène sur le long cours.

[38] THOMAS (Hugh), *The Spanish Civil War*, Londres, Penguin Book, 1961 ; GODICHEAU (François), *La Guerre d'Espagne. République et Révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004 ; GRAHAM (Helen), *The Spanish Republic at War 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; SEIDMAN (Michael), *Republic of Egos. A Social History of the Spanish Civil War*, Madison, University of Wisconsin Press, 2002.

[39] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas. La internacional comunista y España*, 1919-1939, Barcelone, Planeta, 1999 ; HERNÁNDEZ SÁNCHEZ (Fernando), *El PCE en la Guerra civil*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Dr. D. Juan Avilés Farré, Universidad Nacional de Education a Distancia, UNED, 2010.

[40] LORENZO (César M), *Le mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*. Toulouse, Les éditions Libertaires, 2006 ; PEIRATS (José), *La CNT en la revolución española* – Tome 1, Buenos Aires-Toulouse, Ediciones CNT, 1953.

[41] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular de la República*, 4 tomes, Madrid, Editora Nacional, 1973 ; ALPERT (Michael), *El ejército republicano en la guerra civil*, Madrid, Siglo Veintiuno, 1977.

Il y a, depuis une quinzaine d'années, un renouveau considérable des études sur le volontariat de guerre, notamment aux États-Unis par les travaux récents de David Malet et en Grande-Bretagne avec Nir Arielli[42]. Le sujet suscite un intérêt nouveau en Allemagne également, notamment au centre de recherche de l'université de Tübingen[43]. En France, sous l'impulsion de Gilles Pécout et d'Olivier Wieviorka, un séminaire s'est tenu de 2007 à 2011 à l'École Normale Supérieure, dont cette thèse est directement le fruit. Les travaux français sont inscrits dans la temporalité du XIXème siècle, par le biais du Groupe de recherche international de l'Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine (CNRS) et du Département d'histoire de l'ENS intitulé « Volontaires internationaux en Méditerranée » sur l'espace euro-méditerranéen[44]. Contrairement aux États-Unis ou à l'Allemagne, la recherche en France a été marquée par la redécouverte à la fin des années 90 des travaux précurseurs de l'historien germano-américain George Mosse sur l'histoire du volontariat combattant, tandis que ce dernier était plutôt mobilisé ailleurs sur d'autres sujets[45]. Celui-ci appelait de ses vœux l'écriture d'une histoire des engagés volontaires au travers du « mythe de la guerre ». Le tropisme culturel dans l'approche française du phénomène est pleinement revendiqué et révélé dans les travaux d'Hervé Mazurel sur les philhellènes et Simon Sarlin sur les volontaires étrangers légitimistes en Italie[46]. En complément, l'anthropologie de la guerre appliquée au premier conflit mondial, conflit de référence pour la guerre d'Espagne, a été mobilisée, en puisant dans les travaux de Stéphane Audoin Rouzeau, Gérard Canini, Paul Fussell, Eric Leed et Frédéric Rousseau[47].

La bibliographie ne pouvait à elle seule, même croisée et envisagée sous des perspectives originales, apporter une matière suffisante pour traiter le sujet. D'autre part, j'ai

[42] MALET (David), *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2013 ; ARIELLI (Nir) et COLLINS (Bruce) (dir.), *Transnational Soldiers. Foreign Military Enlistment in the Modern Era*, Houndmills-New York, Palgrave Macmillan, 2013.
[43] KRÜGER (Christine G) et LEVSEN (Sonja) (dir.), *War Volunteering in Modern Times. From the French Revolution to the Second World War*, Basingstoke, Palgrave Macmilllan, 2011.
[44] Dirigé par Gilles Pécout et associant depuis 2004 les Écoles françaises d'Athènes et de Rome, et l'Institut Remarque de New York University.
[45] MOSSE (George Lachmann), *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford, 1990. [*De la Grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes,* 1999].
[46] MAZUREL (Hervé), *Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec*. Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 19 note 18 ; SARLIN (Simon), *Le légitimisme en armes. Histoire d'une mobilisation internationale contre l'unité italienne*, Rome, Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 2013, p. 16.
[47] AUDOIN ROUZEAU (Stéphane), *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIXe – XXe siècle)*, Paris, Seuil, 2008 ; CANINI (Gérard), *Combattre à Verdun. Vie et souffrance quotidienne du soldat 1916-1917*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988 ; FUSSELL (Paul), *Wartime. Understanding and Behaviour in the Second World War*, 1989 [*À la guerre, psychologie et comportement pendant la Seconde guerre mondiale*, 1992] ; LEED (ERIC J.), *No Man's Land. Combat and Identity in World War I*. Londres, New York etc., Cambridge University Press, [2009] ; ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18,* Paris, Éditions du Seuil, 2009 [2014].

fait le choix immédiat d'emprunter un itinéraire plus long et mal cartographié, celui d'un « retour aux sources » assumé.

Présentation du corpus documentaire et des sources mobilisées

Après deux décennies ayant bénéficié de la facilitation des accès aux sources principales du phénomène, la découverte ou le rassemblement de nouvelles collections, la matière documentaire disponible est désormais immense. Le phénomène du volontariat international combattant dans sa séquence espagnole a été un puissant producteur documentaire débouchant sur l'accumulation d'une superposition de strates documentaires imposantes, composées de matériaux de supports et d'origines diverses, produits modernes de la propagande de masse et de l'irruption des vecteurs nouveaux de diffusion de la seconde mondialisation des années 1920.

Complexité supplémentaire, cette production documentaire enchevêtre des échelles et des surfaces à la fois nationales, multinationales et transnationales. Du fait des soixante-dix-sept nationalités recensées parmi les volontaires en Espagne, l'éclectisme de l'ensemble est renforcé par son caractère polyglotte. Trois principaux producteurs d'archives ont opéré : premièrement, les promoteurs et les destinataires politico-militaires du phénomène, deuxièmement, ses observateurs et interlocuteurs et troisièmement, ses agents, c'est-à-dire les volontaires eux-mêmes. Il s'agit des trois échelles qui ont été mobilisées pour constituer le corpus archivistique de la thèse.

Les archives directes des différentes manifestations du volontariat international combattant durant la guerre d'Espagne sont particulièrement déséquilibrées. Les volumineuses archives des Brigades internationales sont le fruit de trois systèmes bureaucratiques interagissant : l'administration de leur « Base » à Albacete, les différents ministères et états-majors républicains espagnols et les organes du Komintern. Les autres expressions du volontariat international n'ont pas bénéficié, pour des raisons diverses, d'une production comparable ni d'un souci analogue dans la préservation immédiate des archives.

De par son originalité, le phénomène et ses agents ont été observés avec attention par de nombreuses institutions à travers le monde, intervenant à des titres divers et des niveaux variés. Ces interventions institutionnelles ont à la fois participé à une production documentaire nationale (rapports de police, circulaires ministérielles et préfectorales, comptes rendus de contrôles aux frontières, rapports des agents consulaires ou des renseignements

militaires, décisions de justice, débats parlementaires, etc.) et transnationale, de par l'activité des États pour juguler puis interdire le phénomène (actes et échanges diplomatiques interétatiques, SDN, Comité de Non-intervention, etc.).

Les volontaires ont évidemment été les principaux contributeurs de la production documentaire de leur mobilisation. Cet ensemble, sur des supports variés, constitue la mémoire sensible du phénomène. Il s'agit pourtant de la part la plus mal connue : la correspondance, immense, a été mal conservée ou éparpillée, faisant l'objet d'une attention soutenue de collectionneurs. Les journaux et les autres productions littéraires des volontaires ont été mieux préservés, du moins pour les Brigades internationales.

Malgré les vicissitudes ayant suivi la défaite de la République espagnole en mars 1939 et les pertes subies durant la Seconde guerre mondiale, les sources documentaires du phénomène demeurent remarquables par la cohérence des ensembles conservés. Cependant, la dispersion des collections et l'éparpillement des petites sources compliquent singulièrement l'approche holistique que le sujet nécessite. Cette situation a largement contribué à la mobilisation excessive d'une part réduite de la documentation, participant à la stérilisation d'un sujet déjà largement soumis à des pressions idéologiques et mémorielles. La dissimulation de certains fonds a été accentuée par l'attention portée sur les archives des Brigades internationales, ce qui a contribué à écraser la diversité des sources. De plus, l'identification et la mise en valeur des collections ont été opérées selon des modalités très différentes suivant les pays et les stratégies de conservation et d'exploitation employées.

La documentation primaire est très lacunaire concernant les six premiers mois de présence du phénomène en Espagne, eu égard au contexte d'urgence et d'expédients. De manière générale, les formations miliciennes ont montré peu d'appétence pour la constitution d'archives selon les normes traditionnelles. Ainsi, la rédaction de journaux de marche ou de minutes d'enrôlement, typiques de l'administration des grandes unités, fut irrégulière voire inexistante en Espagne républicaine.

Les sources statistiques présentent quant à elles une situation paradoxale : nombreuses mais erratiques et souvent erronées. Les services du personnel des Brigades internationales ont régulièrement avoué leur incapacité à pouvoir donner un décompte exact des volontaires et se tinrent le plus souvent derrière des estimations. Le contrôle systématique des arrivées de l'étranger ne fut véritablement introduit qu'en mars 1937, avec d'importantes variations suivant les sources et les services, et efficient seulement en mai. En décembre 1937, eut lieu la

première radiographie disponible des effectifs des Brigades internationales, complétée en avril 1938. La démobilisation des combattants étrangers en octobre 1938 fut l'occasion d'un ultime recensement global des effectifs concernés. Malgré tout, les rapports statistiques ne peuvent pas prétendre à l'exhaustivité ni être considérés comme des sources exactes. Cette difficulté de lecture est également présente dans le suivi individuel des centaines de formations internationales. Pour obtenir la meilleure cartographie possible des unités militaires, services, délégations et interlocuteurs des différentes manifestations, j'ai emprunté un chemin original : les archives des services postaux et un ouvrage érudit de marcophilie[48].

****

Cette thèse repose sur la fréquentation et l'exploitation de plus de vingt centres d'archives, sept portails documentaires numériques et un dépôt privé, soit une trentaine de fonds mobilisés. La consultation des sources s'est immédiatement confrontée à plusieurs obstacles venant compliquer mon travail d'édification d'un corpus documentaire. Il s'agit en premier lieu de la dispersion mondiale des principaux lieux de conservation d'archives et les difficultés d'accès. Malgré l'interruption de mes recherches durant quelques années, le reste du temps fut largement occupé par l'exploitation de plusieurs centres d'archives en France (Auxerre, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Perpignan et Toulouse, sans compter les sites franciliens de Paris, Nanterre et Vincennes), en Espagne (une quinzaine de séjours de recherche à Albacete, Ávila et Salamanque), au Canada (un séjour à Ottawa), en Hollande (six séjours à Amsterdam), complétés par deux bourses de recherche à Moscou (2010 et 2014) et une à New York (2011).

L'immensité du sujet, et sa grande fréquentation, obligeaient à une détermination minutieuse de la documentation nécessaire et à la hiérarchisation de leur mobilisation. Ces prolégomènes méthodologiques ont monopolisé énormément de temps, du fait de l'absence presque générale de guides ou d'annuaires précis des fonds obligeant l'historien à élaborer ses propres outils de recherches empiriques. L'établissement d'un corpus archivistique renouvelé a occupé une large partie de cette thèse, par la conjugaison de collections réparties sur huit pays. Cette absence de guides fut particulièrement problématique concernant les archives des Brigades internationales sises au RGASPI à Moscou. J'ai procédé à un premier balisage à

[48] HELLER (Ernst), *La historia y el servicio postal de las Brigadas Internacionales*, Madrid, Lindner Filatélica Ibérica, 2007. Les archives des postes des BI ont été fort utiles puisque ce service fut confronté aux mêmes interrogations que l'historien pour déterminer à quel endroit et à quel moment se trouve un groupe et sous quel nom.

partir des index disponibles, un complet, disponible en russe sur ArchiDoc au RGASPI et quatre autres, incomplets, rédigés par les centres ayant obtenu des copies (BDIC, ANC, ALBA et IISG). Tous présentent de multiples erreurs provenant le plus souvent de la version initiale russe et aucun n'offre suffisamment de détails sur le contenu des dossiers. Cet état de fait m'a obligé à la confection d'un inventaire systématique *ad hoc*, une entreprise particulièrement chronophage et au long cours mais permettant de disposer de l'indispensable : un itinéraire et une boussole[49]. Enfin, l'exploitation a nécessité la mobilisation de huit langues dont quatre en permanence[50].

J'ai pu bénéficier des excellents conseils des historiens m'ayant précédé dans la découverte de ces fonds singuliers et ai été à la fois instruit de leurs limites et vigilant sur leur capacité de fascination[51]. Ces indications historiographiques m'ont permis de soumettre ces fonds à une critique des sources exigeante. Le corpus a été divisé en deux ensembles : un socle fondamental, entièrement élaboré à partir d'archives institutionnelles émanant des promoteurs et des destinataires du phénomène en Espagne et un ensemble de fonds complémentaires développant ce que le socle principal ne permettait pas d'observer ou bien pour des apports circonstanciels.

Dès le début de mon travail de thèse, j'ai placé le fonds du Komintern concernant les Brigades internationales principalement conservées au RGASPI (fonds 545), encore mal connu, au cœur de mes recherches[52]. J'ai également largement consulté le fonds 495 « Comité exécutif de l'Internationale Communiste », les fonds du PCF (517.1), et celui du secrétariat d'André Marty (517.3), en partie par des consultations directes à Moscou en suivant notamment le chemin des consultations précédentes de Rémi Skoutelsky, et par la fréquentation assidue des archives numérisées disponibles sur le portail PANDOR à partir de

[49] Cet inventaire de plus de plus 3 100 entrées va être publié en ligne sous la forme d'un guide archivistique.
[50] Le corpus documentaire déployé dans cette thèse est issu des langues suivantes, par ordre d'importance : Français, Espagnol, Anglais et Italien, et occasionnellement : Allemand, Russe, Roumain et Polonais.
[51] SKOUTELSKY (Rémi), « Les archives des Brigades internationales et l'analyse prosopographique » in WOLIKOW (Serge) (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1996, pp 245-246 ; HUBER (Peter) et UHL (Michael), « Die Internationalen Brigaden : politische Überwachung und Repression nach Sichtung der russischen und westlichen Archivaren » in *Ebre 1938. Revista Internacional de la Guerra Civil (1936-1939)* n°11, décembre 2004, p. 12 . WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010, pp. 247 et 252 ; FRANÇOIS (Étienne), « Les « trésors » de la Stasi ou le mirage des archives » in BOUTIER (Jean) et JULIA (Dominique) (dir.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'Histoire*, Paris, Éditions Autrement, 1995, p. 148.
[52] *Российский государственный архив социально-политической истории - Centre russe pour la conservation des archives en histoire politique et sociale*

2015[53]. Cependant, une partie importante de la documentation produite par les Brigades internationales n'a pas été versée avec celles déposées à Moscou, soit pour avoir été saisie par les armées rebelles en Espagne soit pour avoir été intégrées dans d'autres fonds. Des ensembles plus ou moins importants sont aujourd'hui dispersés entre les archives militaires espagnoles d'Ávila (AGMA), le centre des archives de la guerre civile espagnole à Salamanque et les archives personnelles d'André Marty au Centre d'Histoire Sociale du XXème siècle à Paris[54].

Déjà largement fréquenté par une première génération d'historiens occidentaux qui ont redécouvert ces archives à partir de 1992, le fonds du Komintern avait été essentiellement abordé à partir des dossiers individuels des volontaires. Ce fonds a fait l'objet d'une mise en ligne très récente, en 2014, limitée par des difficultés techniques partiellement résolues en 2016. Avant cette date, et en l'absence de mise en place effective du projet *Incomka* de numérisation des archives du Komintern par les Archives Nationales, j'ai dû essentiellement travailler à partir des copies partielles de ce fonds détenues par la BDIC de Nanterre, les Archives Nationales du Canada et l'ALBA de New York. À partir de 2015, j'ai pu systématiser mes recherches et consolider mes hypothèses par un recours constant à la documentation numérisée, avec une productivité évidemment incomparable.

Ce fonds est le produit du dépôt des archives de la Section Étrangère des Cadres du Parti Communiste Espagnol remises aux archives du Komintern. Les archives de la Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE où les volontaires étaient répartis en cinq grands groupes linguistiques[55]. La conservation a été aléatoire, avec un optimum clairement perceptible en 1938 et sous l'effet d'un puissant tropisme politique et disciplinaire et un très net désintérêt des aspects militaires. L'intention de contrôle interne a primé absolument dans le choix de la documentation conservée, soit identifier les individus selon leur situation par rapport au Parti et à la ligne politique, observer leur conduite en Espagne et les déterminer selon des critères précis et communs à tous les contingents, selon un habitus stalinien de la

[53] Le Portail Archives Numériques et Données de la Recherche est un outil de diffusion et de valorisation de corpus numériques créé par la MSH de Dijon (USR CNRS - uB 3516). https://pandor.u-bourgogne.fr/

[54] D'autres lots, de taille plus réduite, sont conservés dans la plupart des centres d'archives évoqués ici.

[55] Groupe Anglosaxon : (Américains, Argentins, Britanniques, Canadiens, Chypriotes, Cubains, Mexicains, Palestiniens et Sud-Américains) ; Groupe Francobelge : (Algériens, Andorrans, Asiatiques, Belges, immigrés espagnols, Français, Luxembourgeois, Suisses francophones) ; Groupe Germanique : (Allemands, Autrichiens, Hollandais, Scandinaves, Suisse) ; Groupe Italien (Albanais, Arméniens, Italiens, Portugais, Suisses italophones) ; Groupe Slave : (Bulgares, Estoniens, Finlandais, Grecs, Hongrois, Lettons, Lituaniens, Polonais, Roumains, Russes, Tchécoslovaques, Turcs et Yougoslaves).

bureaucratie soviétique[56]. Une partie des documents sensibles a été extraite mais il demeure en creux suffisamment d'indices pour déterminer grossièrement la nature des documents escamotés.

De plus, le corpus est trompeur : les dossiers individuels ne concernent pas seulement des membres des Brigades internationales, d'où les confusions et erreurs d'estimation que l'on retrouve dans l'historiographie[57]. Enfin, la compilation et le traitement demeurent inachevés, notamment pour les Belges, Britanniques, Français et Nord-américains, puisqu'ils furent définitivement interrompus lors de l'invasion de l'Union Soviétique par les forces de l'Axe en juin 1941.

Plusieurs ensembles typologiques de ce fonds n'avaient pas été jusqu'alors exhumés, ou seulement très partiellement. Le premier concerne les « sections historiques » des Brigades internationales. Au printemps 1937, la direction des Brigades internationales avait décidé d'entreprendre une démarche d'auto-histoire par le biais d'une grande collecte de récits et de documents parmi les volontaires. Cette collection exceptionnelle, demeurée dans son état originel contient des informations fondamentales et aborde des sujets absents de l'historiographie habituelle. Les autres sous-fonds inédits exploités concernent principalement le commissariat général (politique) des Brigades internationales (CGBI), les rapports militaires (équivalents des Journaux de Marche et des Opérations), les archives judiciaires et celles du contrôle postal.

En complément de la fréquentation des archives du Komintern, j'ai fait un usage constant des documents traduits publiés durant les quinze dernières années sous la forme de recueils de documents ou d'annexes documentaires. Deux recueils anglophones, rassemblant un nombre élevé de documents et associés à un dispositif critique scientifique, ont été mobilisés : l'ouvrage de Ronald Radosh, Mary Habeck et Grigory Sevostianov sur les initiatives et intentions soviétiques en Espagne et le travail d'Alexander Dallin et Fridrikh Igorevich Firsov sur la correspondance entre Staline et Dimitrov[58]. Ces traductions m'ont été

[56] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010, p. 14.

[57] Ainsi, il y a 5 563 dossiers individuels d'Allemands dans les archives des Brigades internationales mais seulement un peu moins de la moitié furent effectivement volontaires en Espagne. Le reste est constitué d'Allemands résidents ou passés par l'Espagne et de suspects situés à l'étranger.

[58] RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.), SEVOSTIANOV (Grigory), *Spain Betrayed: The Soviet Union and the Spanish Civil War*, Londres, Yale University Press, 2001 (J'ai utilisé la traduction espagnole dont je disposais d'un exemplaire : *España traicionada. Stalin y la Guerra civil*, Barcelone, 2002) ; DALLIN (Alexander) et FIRSOV FRIDRIKH (Igorevich), *Dimitrov and Stalin, 1934-1943: Letters from the Soviet Archives*, New Haven, Yale University Press, 2000.

indispensables sur de nombreux aspects non éclairés par mes propres investigations, concernant des documents encore classifiés du Komintern ou issus des archives militaires soviétiques. Cependant, j'ai pris de grandes distances avec l'appareil critique présent dans le premier recueil cité. Le corpus kominternien a été complété par deux autres apports. Premièrement par les journaux de deux dirigeants communistes : Marcel Cachin et Georges Dimitrov, sources directes majeures quoique lacunaires et parfois très abstraites, et deuxièmement les archives en annexes de l'ouvrage d'Antonio Elorza et Marta Bizcarrondo et de la trilogie d'Ángel Viñas précédemment cités.

Trois fonds complémentaires ont été également sollicités à propos des Brigades internationales, tous rassemblent des collections issues de dépôts privés et de ce fait conservent des documents uniques. Les archives privées déposées au *Centro de Estudios de las Brigadas Internacionales* (CEDOBI) d'Albacete (Espagne), celles de l'*Abraham Lincoln Brigade Archives* (ALBA) sises à la *Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives* de New York (États-Unis d'Amérique) et le fonds « André Marty » du Centre d'Histoire Sociale à Paris.

La documentation la plus importante à propos des volontaires internationaux hors des Brigades internationales est celle de la CNT-FAI et de ses services étrangers, déposée à l'Institut International d'Histoire sociale d'Amsterdam (IISG). Cependant, la base de données confectionnée a été élaborée à partir des dossiers des *Archivo General de la Guerra Civil Española* de Salamanque, notamment les fiches individuelles de la *Casa de los Voluntarios* de la CNT-FAI, croisées avec les archives de l'IISG susdites. Pour l'observation du phénomène par les Internationales socialistes et syndicales, j'ai travaillé sur les archives de l'IOS-FSI de l'IISG et la documentation numérisée du *Trade Union Congress* de l'Université de Warwick. J'ai eu la chance de pouvoir effectuer deux séjours de recherches aux archives militaires d'Ávila avant les restrictions d'accès au public. Les rapports de renseignements militaires nationalistes sur le phénomène et sur ses manifestations dans l'espace républicain ont été un complément tout aussi précieux que la documentation saisie sur les champs de bataille. Enfin, j'ai également eu la possibilité d'exploiter la documentation privée rassemblée par Rémi Skoutelsky entre 1996 et 2006, dont j'ai entrepris l'inventaire analytique depuis 2013 dans la perspective de leur dévolution vers des centres de conservation.

Il m'a semblé rapidement nécessaire de confronter la documentation produite par les promoteurs ou les récipiendaires du phénomène à celle émanant de ses observateurs,

contempteurs et partenaires. Il s'agit principalement d'archives institutionnelles françaises, issues de trois centres institutionnels : le Ministère des Affaires Étrangères (Centre des Archives Diplomatiques de Nantes et les recueils des Documents Diplomatiques Français), le Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre (Service Historique de la Défense) et le Ministère de l'Intérieur (Préfecture de Police de Paris et préfectures départementales).

Les archives consultées dans les deux premiers centres ont apporté une matière inestimable et inédite à propos du sujet. Je me suis attaché à l'analyse et à l'exploitation de la correspondance des consulats de France en Espagne tandis que l'historiographie avait jusqu'alors préféré l'échelon supérieur, celui de l'Ambassade. Or, ce furent les consulats qui ont été directement concernés par le volontariat et qui en ont le plus rendu compte. Cette matière a notamment permis de faire surgir sous un angle très différent la question des désertions et des déserteurs. La découverte d'un fonds d'archives françaises spoliées récemment revenues de Russie et issues de diverses institutions (Affaires étrangères, Intérieur, et Armée de Terre), déposées au Service Historique de la Défense à Vincennes (SHD) a marqué un cap qualitatif et quantitatif documentaire, apportant des centaines d'interrogatoires de volontaires à leur retour en France. Ce fonds, alors non inventorié lors de ma consultation en 2013 et ouvert à la suite de mon insistance, a conclu positivement une longue enquête entamée deux ans auparavant dans les archives départementales. Enfin, les archives de police, déjà bien connues, ont complété le corpus des archives issues des observateurs du volontariat. Quelques centres d'archives départementales ont été ajoutés, soit en qualité de métropoles (Lille, Lyon, Marseille), soit pour la qualité des archives conservées à propos de la période et de la situation du département dans le phénomène (Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Isère, Moselle, Nord, Pyrénées-Orientales, Rhône et Yonne). Parmi ces derniers centres, les riches collections des archives départementales de l'Yonne concernant le mouvement antifasciste et les engagements locaux vers l'Espagne, dont les fonds avaient fait l'objet de deux chantiers historiographiques croisés ont apporté un éclairage inestimable élargissant la perspective des seuls grands centres urbains[59] Les archives départementales des Pyrénées-Orientales ont, quant à elles, exigé un séjour particulier pour l'indispensable traitement des archives de la commission internationale de retrait des combattants étrangers d'Espagne, émanation de la SDN, dont une grande partie de la documentation a été déposée à Perpignan.

[59] *Les Cahiers d'Adiamos 89* n°1 « Les gauches dans l'Yonne (1919-1947), octobre 2008 et n°5 « L'Yonne et la guerre d'Espagne. Actes du colloque international organisé par les associations ADIAMOS 89 et MHRE 89 à l'IUT d'Auxerre (université de Bourgogne) le samedi 27 novembre 2010 », 2011.

La presse a été également largement mobilisée dans ce travail de thèse. Tout en étant conscient des limites et des précautions que ce support impose, il n'en s'agit pas moins d'une source exceptionnelle sur les attentions exprimées, les acteurs évoqués, les procédés discursifs déployés et les cadres de références créés ou relayés, des dimensions souvent absentes de la documentation archivistique qui en est ainsi enrichie. La fréquentation assidue de ce corpus, particulièrement dispersé mais remarquablement bien conservé, a également permis de faire émerger des aspects instantanés dont les archives n'avaient pas ou mal gardé les traces et offert la possibilité de réaliser des études croisées et comparatives. Sur ce point, deux ensembles ont été distingués : d'une part, les journaux préexistants au phénomène et, de l'autre, ceux créés par les différentes manifestations du volontariat international combattant.

Concernant le premier ensemble, j'ai essentiellement travaillé sur la grande presse politique française et espagnole, avec six quotidiens particulièrement mobilisés[60]. Une quinzaine d'autres journaux (américains, belges, britanniques, canadiens, espagnols, français et italiens) ont également été utilisés sur la période considérée. Le second ensemble rassemble les journaux de propagande à destination de l'extérieur de l'Espagne et la presse à destination des volontaires eux-mêmes, suivant un arc partant de l'organe politique jusqu'au journal de tranchées. L'intégralité de la collection disponible a été parcourue, guidée par la monographie de l'historienne espagnole Mirta Núñez Díaz-Balart[61]. Cette place faite dans notre travail à la presse a également intégré un large spectre de brochures, d'opuscules et d'imprimés divers, armes lourdes de la propagande déployée autour du volontariat international en Espagne républicaine comme les brochures du Komintern, de ses sections nationales et ses organisations de masse. Pour ce type de fonds, j'ai consulté, en plus des centres cités précédemment, les collections conservées à la BDIC (Nanterre), au CARCOB (Bruxelles), à l'IISG (Amsterdam) et les collections numérisées des Archives Nationales de France (Gallica), du Portail Archives Numériques et Données de la Recherche de l'université de Bourgogne (PANDOR), des archives nationales espagnoles (*Portal de Archivos Españoles* PARES) et de diverses initiatives privées.

****

[60] *L'Humanité* (PCF, France), *Le Populaire* (SFIO, France), *Le Libertaire* (Union Anarchiste, France), la *Vanguardia* (Catalogne) ; *Mundo Obrero* (PCE, Espagne) et *Solidaridad Obrera* (CNT, Espagne).
[61] NÚÑEZ DÍAZ-BALART (Mirta), *La disciplina de la conciencia: las Brigadas Internacionales y su artillería de papel*, Barcelone, Flor del viento ediciones, 2006.

Fort de ces sources et de cette méthodologie, j'ai déterminé un postulat heuristique composé de trois grands axes problématiques.

Le premier propose un changement d'échelle dans l'analyse du phénomène, en retournant la perspective habituelle qui envisage uniquement les volontaires et leurs parcours selon les critères de l'histoire sociale, pour envisager au contraire le phénomène d'un point de vue systémique afin d'en révéler les ressorts, l'espace qu'il occupe ce dont il atteste et représente. Le deuxième axe propose de dégager le phénomène de l'ombre des Brigades internationales pour observer et comparer ses différentes manifestations pour en révéler la pluralité et les variétés et interroger leurs rapports et présences, entre elles et avec l'événement. Le troisième considère les intentions et destinations politiques ayant déterminé le phénomène, son ampleur, sa périodicité et ses variétés. Ce fil heuristique permet de revoir l'historicité du phénomène, comme séquence d'une histoire longue dont il porte les traces tout en soulignant sa dépendance à des logiques partisanes circonstancielles.

****

La thèse est divisée en quatre parties diachroniques mais séquencées de manière chronologique, les deux premières traitant de la période allant de juillet 1936 à septembre 1937, les suivantes couvrent la période courant d'octobre 1937 à octobre 1938. Deux parties (la première et la troisième) considèrent le phénomène dans sa globalité, c'est-à-dire ses formes et ses agents, associé à une attention portée en direction de ses interlocuteurs, observateurs et promoteurs espagnols et étrangers. Les deux autres (la deuxième et la quatrième) sont entièrement consacrées aux Brigades internationales, dans leurs origines, intentions et situations dans le phénomène, ce qui signifie naturellement une observation plus attentive en direction du mouvement communiste international et de l'URSS.

La première partie se présente sous la forme d'une description panoramique et d'un inventaire typologique du phénomène et de ses agents tandis que la deuxième observe la survenue des Brigades internationales et les desseins poursuivis par l'Internationale communiste dans leur création. La troisième partie est consacrée aux transformations subies par le phénomène durant son immersion espagnole et aux processus ayant conduit à sa réduction puis à son extinction. La dernière partie considère les Brigades internationales, devenues l'unique manifestation du phénomène durant leur dernière année d'existence, et les conséquences de l'aggiornamento de la politique espagnole du Komintern.

Ich came nach Spain in Januar
Yo hablar seulement English
But jetz I say Comment savar,
Wie gehts, Que tal, tovaritsch.
Ich faren mit mein ambulance
In workin short and panties.
No tengo tiempo por romance,
Y arbeit más duro que antes.

Wen abend komt, I say Bonsoir,
Mi couvertures alles veloren,
Ich bin sehr kalt, but I am told
C'est la guerre, das der kreig, there's a war on.

[…]

Pero, una idea es uber alle,
An idea muy profundo,
We'll arbeit scwer for Franco's fall,
And U.H.P. en todo el mundo[62].

Première partie

Typologie du phénomène et de ses manifestations

[62] « The internationalist », poésie anonyme signée « I.R » parue dans le journal de la XVème brigade internationale *The Volunteer for Liberty*, Vol. II, n°19 du 1er mai 1938, p. 15.

Introduction de la première partie

La première partie se présente comme un état des lieux du volontariat international combattant durant la guerre civile espagnole, dans sa dimension pro-gouvernementale et antifasciste. Cette typologie préliminaire doit permettre de saisir la nature et la matière du phénomène, d'en délimiter les contours et d'en inventorier les formes. Cet examen propose d'évaluer l'ensemble des manifestations organisées du volontariat international combattant durant la guerre d'Espagne à partir de cinq perspectives analytiques, faisant chacune l'objet d'un chapitre. La première réévaluation porte sur les origines mêmes du phénomène, dès avant sa survenue en Espagne, pour distinguer les différents éléments et facteurs qui se sont conjuguer pour le secréter, favoriser sa survenue ou déterminer sa réalisation en Espagne. Les deux chapitres suivant consistent en une taxinomie chronologique des formes organisées du phénomène, depuis sa survenue jusqu'à son extinction, suivie d'un inventaire quantitatif et typologique de sa matière, c'est-à-dire les volontaires étrangers. Les quatrième et cinquième chapitres portent également sur les agents du phénomène, sous une forme dynamique collective, le volontariat, en insistant sur son élaboration initiale et les facteurs qui sont intervenus dans sa constitution, puis en considérant ses caractéristiques et logiques systématiques collectives. Cette typologie didactique préliminaire doit ainsi permettre une lecture d'ensemble du relief, de l'épaisseur et des dynamiques du phénomène durant la guerre civile espagnole.

Chapitre 1. Aux origines du phénomène de volontariat international combattant antifasciste durant la guerre d'Espagne

De manière parfaitement similaire avec les manifestations précédentes du volontariat international armé durant le XIXème siècle, en Grèce comme en Sicile, au Texas comme au Transvaal, la destination ibérique des volontaires s'apparentait à un confin. L'Espagne n'occupait plus qu'une place périphérique dans les affaires du monde depuis sa coûteuse défaite lors de la guerre hispano-américaine en 1898. Enfin, aucun des conflits immédiatement contemporains n'avaient provoqué un engouement aussi considérable, engendré une mobilisation internationale comparable, ni encore suscité de mythes dotés d'une telle force de suggestion, dans un espace de dimension mondiale. Il y eut pour la guerre civile espagnole quelque chose de plus.

L'historiographie considère presque unanimement que c'est l'internationalisation du conflit, du fait des interventions italienne et allemande puis soviétique, qui a transformé une faible mobilisation en une dynamique plus large, du fait d'un contexte subitement devenu global. Cette interprétation vient se conjuguer à une autre toute aussi commune, considérant la mobilisation autour de la guerre civile espagnole comme le produit cathartique des affrontements idéologiques contemporains. Sans doute, ces deux clefs de lectures ne sont pas inexactes, mais leurs caractères très mécaniques n'expliquent pas l'ampleur, la vitalité et l'origine spontanée du volontariat, ni les contours, les spécificités et la survenue du phénomène durant la guerre d'Espagne. Pour envisager ses idiosyncrasies, il convient d'évaluer, d'une part, ce qui a transformé l'événement local espagnol en un fait transnational et, d'autre part, le cadre de référence transversal et transpartisan qui lui a donné sa matière et son dynamisme.

A. Un phénomène situé à l'intersection du contexte global et de l'événement local

Avant de considérer en détail la nature et la matière du phénomène, il faut observer sa matrice, c'est-à-dire le contexte et le cadre périodique dans lesquels il s'inscrit, et la situation de l'événement dans cet espace multidimensionnel. Génératrice du phénomène, l'exception espagnole fut le produit de la conjonction de quatre facteurs corrélés associant les pesanteurs du contexte géopolitique, la reconfiguration subite des rapports de forces politiques en Europe, le demi-fiasco inattendu du coup d'État militaire en Espagne et un imprévisible *quiproquo*, une méprise de la solidarité internationale.

1. Le contexte : des relations internationales marquées par une fièvre obsidionale

Depuis la conclusion du précédent conflit mondial, l'Europe était soumise à une lame de fond autoritaire qui avait renversé la plupart des régimes démocratiques : l'Italie tout d'abord en 1922, puis les jeunes démocraties portugaise et polonaise en 1926, le régime constitutionnel de Yougoslavie en 1929 puis l'Autriche en 1934 et la Bulgarie en 1935. L'effondrement sans coup férir de la République de Weimar en 1933 fut la consécration du fait que le renversement du positivisme qui avait présidé depuis plus d'un siècle en Europe était désormais un fait général. La répression contre les oppositions politiques et les diverses législations antisémites jetèrent sur les routes de l'exil des milliers d'indésirables et de victimes des nouveaux régimes, venant rejoindre en France, Belgique, Suisse, Tchécoslovaquie, Grande-Bretagne mais également outre-Atlantique, la grande masse des immigrés économiques européens. Ces diasporas ont immédiatement créé ou rejoint des sociabilités transnationales, des groupes d'opposants interconnectés, diversement perçus par des opinions publiques partageant leurs préoccupations plutôt que leurs combats. Ces grandes migrations venaient en effet s'insérer dans une situation sociale internationale déjà très morose ; malgré la sortie de la crise de 1929, le contexte économique demeurait marqué par le chômage de masse dont les immigrés étaient parmi les premières victimes et constituaient la variable d'ajustement. Aux marches de chômeurs dans les pays anglo-saxons répondaient les grandes grèves ouvrières en Europe, parfois ponctuées d'épisodes insurrectionnels réprimés dans le sang, comme en Espagne en 1934 ou en Roumanie en 1935. Pour la quasi-totalité des

pays européens, la Grande-Bretagne en tête, le bolchévisme demeurait la principale menace extérieure et intérieure, considérée comme un facteur d'instabilité et comme cause première du durcissement des régimes d'Europe centrale, également perçus comme menacés par l'URSS. Pourtant, toutes les démocraties européennes connaissaient des épisodes de violences politiques qui, sans mettre en péril les institutions (sauf en Roumanie), attestaient de la présence grandissante de mouvements autoritaires inspirés par les exemples italien et allemand. Partout, les gauches secrétaient fiévreusement des milices d'autodéfense, brandissaient le poing et appelaient à réagir par la force face à l'inertie des gouvernements et des institutions internationales[63]. Comme le relevait le marxiste antiautoritaire italien Carlo Rosselli dans le journal des *fuorusciti* italiens *La Libertà*, le fascisme était devenu en 1933 un phénomène européen, le fascisme était désormais une cause internationale :

> Comunque, quale che sia l'analisi del fenomeno e delle sue cause, un fatto è certo : che con l'espandersi del fascismo in Europa, anche la lotta antifascista si trasporta necessariamente su piano europeo, e la battaglia decisiva dovrà darsi e vincersi su piano europeo. Cio' non significa che il crollo del fronte fascista debba avvenire di colpo; chè anzi si puo' prevedere e si deve volere che popoli come l'italiano che da undici anni soffrono l'oppressione fascista, siano i primi a risvegliarsi e a dare il segno della riscossa[64].

Partant de ce constat, Rosselli appelait de ses voeux la formation d'un vaste rassemblement antifasciste unitaire, transcendant les frontières partisanes et associant les États démocratiques comme l'URSS. De fait, l'évaluation du péril intérieur fut désormais corrélée aux périls extérieurs que faisait planer le nouvel équilibre des forces politiques en Europe. L'année 1936 avait de plus commencé sous de très mauvais augures, par la réoccupation militaire de la Rhénanie par l'Allemagne nazie puis par la victoire italienne en Éthiopie, dans l'apathie plutôt que l'indifférence des démocraties, immobilisées par le pacifisme majoritaire des opinions publiques et la croyance en une politique d'apaisement. Face à ce contexte déprimant, les victoires des fronts populaires en Espagne puis en France avaient soulevé d'immenses espérances remisant tout fatalisme. Directement issues de l'évaluation nouvelle

[63] VERGNON (Gilles), « Le « poing levé », du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique » in *Le Mouvement Social*, n°212, juillet-septembre 2005, pp. 77-91.

[64] *Cependant, quelle que soit l'analyse du phénomène et de ses causes, un fait est certain: du fait de l'expansion du fascisme en Europe, la lutte antifasciste est nécessairement transposée au niveau européen et la bataille décisive devra avoir lieu et être gagnée au niveau européen. Cela ne signifie pas que l'effondrement du front fasciste doit se produire subitement; en effet, on peut prédire et souhaiter que des peuples tels que les Italiens qui ont souffert l'oppression fasciste durant onze ans soient les premiers à se réveiller et à donner le signal de la révolte*. « L'azione antifascista internazionale nella relazione di Carlo Rosselli ». Par C. Rosselli in *La Liberta. Giornale della concentrazione antifascita* du 31 août 1933, p.4. Extrait de : ROSSELLI (Carlo), *Scritti dell'esilio* – Vol. I, *"Giustizia e Libertà" e la Concentrazione Antifascista (1929-1934)*, Turin, Einaudi, 1992, p. 244.

des antagonismes politiques intérieurs et extérieurs, ces victoires électorales d'une gauche élargie furent le produit immédiat d'une révision stratégique des intérêts extérieurs du jeune État soviétique.

2. Le coefficient : la révolution stratégique de la diplomatie soviétique en Europe

Depuis la conclusion de la guerre civile puis la naissance de l'URSS, en 1922, les relations internationales de l'État Soviétique s'étaient peu à peu normalisées, bien que considérablement affectées par la dualité de sa diplomatie partagée entre la priorité accordée aux intérêts de l'État et ceux du mouvement communiste international. Á partir de 1929, le Komintern et, par conséquent, le mouvement communiste international, furent subordonnés par Staline aux intérêts de l'URSS[65]. Du fait de sa hantise de voir de nouveau se constituer contre elle un front anti-soviétique, la diplomatie soviétique avait entrepris une série d'accords bilatéraux de coopération ou de non-agressions, dans la perspective de voir les Etats « impérialistes » s'entre-déchirer[66].

La montée des tensions en Europe et l'arrivée d'Hitler à la Chancellerie, l'apathie des démocraties et la destruction ou la répression subie par plusieurs partis communistes, comme l'agressivité de l'Empire japonais aux portes orientales de l'Union Soviétique obligèrent le Kremlin à reconsidérer sa stratégie géopolitique et à introniser un « nouveau cours » inscrit cette fois sous le signe de la sécurité collective. Ce changement de cap fut notamment illustré en mai 1935 par la signature du pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle. Les instructions données au Komintern, comme centre de coordination transnational, s'éloignèrent désormais de la lutte des classes pour venir renforcer la ligne géopolitique de sécurité collective de l'URSS, à commencer par la reconsidération et la désignation de la menace : l'impérialisme fasciste[67]. De fait, la ligne précédente de « classe contre classe », désignant la social-démocratie comme l'adversaire principal de la classe ouvrière et comme allié objectif du fascisme, s'était révélée un échec cuisant, coûtant à l'Internationale communiste une perte notable d'influence et la destruction de sa principale section, le parti communiste allemand (KPD). Le VIIème congrès de l'Internationale Communiste en juillet 1935 avait introduit cet

[65] WERTH (Nicolas), *Histoire de l'Union Soviétique. De l'Empire Russe à la Communauté des États Indépendants*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, pp. 298-299.
[66] *Idem,* pp. 309-312.
[67] PONS (Silvio), « The Comintern and the Issue of War in the 1930s : The Debate in March-April 1936 » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996, p. 115.

aggiornamento et ébauché un fonctionnement nouveau. Dimitrov, nouveau secrétaire du Comité exécutif de l'Internationale Communiste (CEIC) et désormais investi d'une popularité internationale depuis son retentissant acquittement lors du procès de Leipzig (celui des incendiaires présumés du Reichstag) en décembre 1933 fut l'architecte de l'application théorique de la nouvelle ligne politique soviétique de front populaire antifasciste, soutenue activement par le français Maurice Thorez et l'Italien Alfredo Togliatti. Le texte d'orientation signé de Dimitrov intitulé « Le front unique de lutte pour la Paix », publié en mai 1936 dans l'organe du comité exécutif du Komintern, projetait les grandes lignes du plan stratégique poursuivies ensuite par le Komintern.

Sans évidemment présumer des événements qui surviendront dans la péninsule ibérique deux mois plus tard, le document inscrivait la question de la paix et du maintien de la sécurité collective comme l'axe fondamental des préoccupations des communistes pour prévenir une nouvelle guerre mondiale[68]. Les sections nationales de l'IC furent exhortées à jouer un rôle majeur dans la vie politique de leur pays, à concentrer leurs attaques contre un adversaire multiforme, le fascisme, à la fois intérieur et incarné par l'Italie et l'Allemagne, en procédant par un large rassemblement. Cette reconfiguration stratégique fut accompagnée d'un assouplissement des structures internes de l'appareil, permettant à ses sections nationales de résoudre désormais un certain nombre de problèmes par elles-mêmes tandis que la stalinisation de l'organe était renforcée, ce que Serge Wolikow appelle une « double dynamique paradoxale[69] ». Bien que la nouvelle ligne ait rencontré parfois des résistances dans certains partis communistes, obligeant le Komintern à l'insistance, les succès pratiquement immédiats de l'application de la stratégie de front populaire, y compris dans les urnes en Espagne en février puis en France en mai 1936 annonçaient des horizons favorables, non sans un optimisme exagéré[70]. Indéniablement, l'application de la nouvelle ligne dite

[68] DIMITROV (Georges), « Le front unique de lutte pour la Paix » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°5 mai 1936, pp. 541-552. En juillet 1936, il désignait la Chine comme prochaine victime du fascisme après l'Éthiopie, puis l'Autriche, la Tchécoslovaquie et Dantzig ; prédiction entièrement exacte, dans l'ordre et avec trois ans d'avance, où ne manquait naturellement que l'Espagne. « Le front de la paix doit vaincre » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°8 août 1936, p. 943.

[69] ABDIBEKOV (Grant) et SHAKHNAZAROVA (Eleonora), « Reconstructions of the Comintern Organisational Structure » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery…, op. cit.*, p. 70 ; WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010, p. 30.

[70] SEIGNEUR (André), « Les succès du Front Unique Prolétarien et du Front Populaire en 1936 » in *Les Cahiers du Bolchévisme* Vol. 14, n°6-7, juillet 1937, pp. 611-613 ; WOLIKOW (Serge), *Le Front populaire en France*. Paris, Éditions Complexe, coll. « Questions au XXème siècle », 1996, pp. 95 et 106 ; EADEN (James) et RENTON (David), *The communist party of Great Britain since 1920*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, pp. 54-55.

antifasciste s'est accompagnée d'une croissance vertigineuse des effectifs et de l'influence du mouvement communiste. Ainsi, dans les pays anglo-saxons où les communistes étaient traditionnellement faibles, les partis enregistrèrent une formidable vague d'adhésion : le CPGB passait ainsi de 6 500 membres en février 1935 à 17 750 en juillet 1939, le CPUSA passa de 30 386 membres en janvier 1936 à 54 012 en janvier 1938[71]. Au Canada, le CPC était interdit ; ses membres étaient dispersés dans de nombreuses organisations de masse, dont la puissante section canadienne de la Ligue contre la Guerre et le Fascisme regroupant 211 organisations et syndicats, additionnant 337 000 membres[72]. Dans tous les pays d'immigration, les communistes furent particulièrement actifs dans les associations culturelles immigrées.

En France, le principal vecteur de déploiement de la nouvelle ligne fut le PCF, désormais promu à la place de porte-parole dans les démarches unitaires et d'instrument central de coordination et de coopération[73]. Considéré jusqu'en 1934 comme un élève médiocre de l'IC, le PCF devint après l'effondrement du KPD le parti modèle, quasiment par dix ses effectifs entre 1934 et 1937. *L'Humanité* doublait son tirage, les alliances électorales permirent la conquête de nombreuses mairies et l'obtention de 72 députés tandis que le congrès de Villeurbanne (janvier 1936) consacrait l'abandon de la logorrhée révolutionnaire au profit d'une rhétorique nationale[74]. Dans sa fulgurante ascension, le PCF s'appuya sur ses puissantes organisations de masse dont la Main d'Œuvre Immigrée (MOI) et sur les 4 millions d'adhérents à la CGT désormais réunifiée, dont 25 000 Italiens et 80 000 Polonais[75]. Plusieurs partis communistes étrangers étaient actifs en France parmi les travailleurs immigrés ou les exilés, où ils furent davantage sensibilisés à la stratégie unitaire de front populaire que leurs camarades demeurés au pays.

L'alliance électorale conclue en France entre socialistes, communistes, radicaux et une centaine d'associations et organisations politiques permit la victoire d'une gauche pour la première fois réunie et élargie au centre. Elle fut immédiatement suivie par une série de

[71] EADEN (James) et RENTON (David), *The communist party of Great Britain…*, *op. cit*., pp. 61-62 ; BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives. Americans in the International Brigades, Spain 1936-1939 », *MA Thesis* sous la direction de John M. Gates, College of Wooster, 1995, p. 28.
[72] PETROU (Michael), *Renegades. Canadians in the Spanish Civil War*, Vancouver, UBC Press, 2008, p. 19.
[73] WOLIKOW (Serge), « Le regard de l'autre – le Comintern et le PCF » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery…, op. cit.*, p. 201.
[74] WIEVIORKA (Annette), *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*. Paris, Fayard, 2010, p. 211 ; CŒURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union Soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999, p. 258.
[75] COURTOIS (Stéphane), PESCHANSKI (Denis), RAYSKI (Adam)*, Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1994, p. 31.

conquêtes sociales qui, sans être directement produites par l'alliance de Front populaire, furent portées à son crédit et semblaient donner de la matière aux capacités de transformations sociales de l'antifascisme. La dissolution des ligues fit office de naïve conjuration du fascisme dit intérieur. En Espagne enfin, l'élection d'un gouvernement de front populaire en février 1936 (sans ministre socialiste et en partie grâce à l'absence de consignes abstentionnistes) et les réunifications réalisées dans le syndicat UGT et entre les jeunesses socialistes et communistes s'inscrivirent naturellement dans ce courant favorable de rassemblement antifasciste, dans un climat délétère cependant. Lorsque fut connue l'annonce du coup d'État militaire en Espagne, il ne faisait alors pas de doute qu'il s'agissait d'une attaque avant tout dirigée contre une dynamique globale, opposant démocratie et fascisme.

3. L'événement : le pronunciamiento raté et la résistance populaire espagnole

Le soulèvement d'une partie de l'armée en juillet 1936 ne fut pas entendu comme la précédente « sanjurjada[76]» de 1932 ou ses dizaines d'avatars antérieurs mais comme une offensive d'origine réactionnaire située dans une série de précédents dirigés contre les démocraties et les gauches depuis le début des années 20 et désormais qualifiés de « fascistes ». Bien que la rébellion militaire apparut rapidement comme ayant échoué à provoquer l'effondrement du régime républicain, le gouvernement espagnol fit face à une situation exceptionnellement grave dans un contexte très fragile. Au-delà du gouvernement de front populaire, l'État lui-même fut déstabilisé et délégitimé par la sécession d'une large fraction de l'armée, soutenue par les formations conservatrices et par une partie de la société civile. D'autre part, l'autorité centrale fut atomisée en une série de pouvoirs locaux atrophiant et contestant ses fonctions régaliennes. Cette situation fut la résultante de la décision de distribuer des armes à une autre partie de la population et l'abandon de l'exercice de la coercition aux syndicats et partis de gauche, principal facteur de la résistance populaire victorieuse au *pronunciamiento* dans plusieurs centres urbains. L'armée régulière fut ainsi déclarée dissoute, dans une candide tentative de conjuration du mal. Dans certaines régions, en Catalogne surtout, les syndicats disposèrent désormais de prérogatives dépassant largement leurs activités normales, dont la maîtrise et la régulation de la violence publique, semblant préfigurer un renversement des institutions.

[76] Soulèvement militaire dirigé par le général espagnol José Sanjurjo qui échoua en août 1932. Sanjurjo fut également la principale figure des conjurés en 1936 mais périt accidentellement le 20 juillet.

Si la révolution sociale fut très rapidement renvoyée comme un simple horizon idéel, l'extrême politisation de la société espagnole demeura, parfois artificiellement entretenue comme dans le cas du décret de syndicalisation obligatoire en Catalogne. Ainsi, la CNT put revendiquer un million d'adhérents en 1937 tandis que l'UGT passait de 40 000 syndiqués au printemps 1936 à 480 000 un an plus tard. La croissance exponentielle avait également concerné les partis politiques dont, en premier lieu, les partis communistes : le PCE (passant en quelques mois de 12 000 à 249 0000 membres) tandis que le tout jeune PSUC (créé en juillet 1936) affiliait environ 50 000 catalans au printemps[77]. De fait, le choix fait en septembre 1936 de nommer le « patron » de l'UGT, Largo Caballero (socialiste) comme Président du Conseil et ministre de la Guerre et de faire entrer des ministres socialistes et communistes dans un gouvernement de front populaire actait un changement indéniable des rapports de force sociaux. En Catalogne notamment, la situation a semblé augurer durant un temps une transition révolutionnaire[78]. Les préoccupations du gouvernement et de la Généralité de Catalogne, furent cependant centrées sur l'évolution des opérations militaires, une réalité à laquelle l'UGT et la CNT se soumirent également rapidement.

Angel Viñas relève que sur les quatre dynamiques qui ont converti un soulèvement « à moitié raté et à moitié réussi », trois sont liées à la scène internationale : la rétractation immédiate des démocraties (malgré les contreparties proposées par le gouvernement républicain), l'appui précoce de l'Italie et de l'Allemagne à Franco et l'aide soviétique à l'automne, permettant la survie de la République espagnole[79]. De fait, l'attitude des nations européennes devant la guerre civile espagnole fut tout d'abord déterminée par la peur du désordre et de la guerre tout autant que de par la croyance en l'émergence d'un mouvement révolutionnaire international dirigé depuis Moscou[80]. La République paraissait faible à l'intérieure et isolée à l'extérieur. D'autre part, l'hostilité, de notoriété publique, de la Grande-Bretagne pour le régime en place en Espagne stérilisait les éventuelles sympathies européennes ou américaines.

---

[77] RGASPI 495.18.1231a : Conférence internationale des PC du 21 avril 1937 à Ivry. Intervention de Pedro Checa pour le PCE, pp. 27-30 et de Joan Comorera pour le PSUC p. 247 ; GODICHEAU (François), *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939*). Paris Odile Jacob, 2004, p. 149.

[78] Pour une large part de l'historiographie, cette révolution eut bien lieu, quoique rapidement entravée ou avortée. Je renvoie ici aux travaux de François Godicheau qui, en s'appuyant sur les historiens Enric Ucelay da Cal et José Antonio Pozo González, souligne les exagérations partisanes et la complexité du processus politico-social alors en cours. GODICHEAU (François), *La guerre d'Espagne*…, *op. cit.,* pp. 96-97 note 41 et 124.

[79] VIÑAS (Ángel), *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*. Barcelone, Crítica. 2007, p. 629.

[80] LABORIE (Pierre), « Espagnes imaginaires et dérives pré-vichystes de l'opinion française, 1936-1939 » in SAGNES (Jean) et CAUCANAS (Sylvie) (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne, actes du colloque de Perpignan les 28,29 et 30 septembre 1989*, Saint Estève, Presses Universitaires de Perpignan, 2004, p. 94.

Les arguments ayant conduit les États à intervenir ou inversement à se réfugier derrière une non-intervention synonyme d'expectative puis de renoncement, sont désormais très bien documentés. La première raison réside dans la peur des démocraties de voir la guerre survenir de nouveau par l'enchaînement délétère d'actions diplomatiques entamées par des pays considérés comme infréquentables, en l'occurrence l'Italie, l'Allemagne et l'URSS.

De fait, si la guerre civile espagnole n'a pas beaucoup intéressé les chancelleries, la guerre d'Espagne fut, elle, immédiatement entendue comme un conflit international par interposition sinon par procuration. Les renseignements militaires français décrivaient ainsi la guerre d'Espagne comme « un véritable champ de bataille international » et comme un « prélude » d'un conflit plus étendu « dont l'hypothèse n'est pas à écarter »[81]. L'objectif des démocraties européennes était donc d'associer à tout prix l'Allemagne et l'Italie aux négociations diplomatiques, tandis que l'Allemagne avait quitté la SDN depuis le 14 octobre 1933 et que l'Italie menaçait de faire de même depuis l'annexion de l'Éthiopie[82].

Toujours selon Angel Viñas, trois voies s'offraient, au gouvernement légitime espagnol à la fin de l'été 1936 : accepter l'affrontement armé (option suivie par le président du conseil Largo Caballero), rechercher une médiation (option recherchée par le président de la République Azaña) ou bien rendre les armes[83]. Dans les deux premières options, toutes deux poursuivies, la recherche de partenaires à l'étranger s'imposait. Durant l'intégralité du conflit, les demandes de l'Espagne à ses interlocuteurs étrangers se résumèrent à un vœu : obtenir des armes auprès des autres États ou la possibilité d'en acquérir sur les marchés privés extérieurs. En 1936, tous les secteurs de l'antifascisme espagnol sans exception ont soutenu et relayé dans leur presse les attentes exprimées vers l'étranger, soit la livraison d'armes, ou au moins le rétablissement de la liberté de commerce et le boycott des factieux. L'existence de deux fronts dans la guerre civile fut immédiatement une évidence pour l'ensemble des protagonistes : l'un militaire en Espagne même, l'autre diplomatique à l'extérieur. C'était sur ce second champ de bataille que l'expression de la solidarité internationale était invitée à s'engager par des actes concrets. Les étrangers furent directement interpellés par les syndicats, organisations prolétariennes et partis politiques espagnols et catalans et appelés à agir depuis leur pays par des actions de pression sur leur gouvernement et de mobilisation de

[81] SHD 7 N² 2544 Dossier 2 : « Plan de renseignements sur l'Espagne ». 20 février 1937.
[82] L'Italie quittera la SDN le 11 décembre 1937.
[83] VIÑAS (Ángel), *El escudo de la República...*, *op. cit.,* p. 630.

l'opinion publique[84]. Tandis que les espérances étaient par conséquent fortes envers la France et les démocraties en général, ne vinrent finalement de l'étranger (URSS et Mexique exceptés) peu ou pas de canons et d'avions, mais des hommes désarmés par milliers.

4. Le paradoxe : « *Hombres sobran*[85] », les attentes déçues des Espagnols

Le phénomène ne fut en aucun cas le produit d'un appel aux armes provenant d'Espagne mais s'est au contraire immédiatement singularisé comme une dynamique indépendante et erratique, spontanément produite par la solidarité étrangère. Ce mouvement vers l'Espagne n'a pas été sollicité ni même favorisé par les Républicains espagnols ; tandis que ces derniers attendaient avec impatience des canons et des avions de l'étranger, ce furent des hommes désarmés qui se présentèrent. Il faut absolument insister sur l'extériorité complète de la dynamique initiale du phénomène et de son absence de correspondance avec les besoins et les attentes du gouvernement espagnol, puisque l'historiographie demeure curieusement silencieuse sur cet aspect fondamental.

Ni le gouvernement central, ni les différentes entités régionales plus ou moins souveraines mais chargées de pouvoir dans l'espace républicain, n'ont requis les Espagnols résidant à l'étranger avant une date tardive. Ces derniers furent enjoints de participer aux initiatives de mobilisations des opinions publiques à l'étranger, bien qu'en réalité les immigrés, spontanément revenus en nombre en Espagne, aient été accueillis avec ferveur. Quant aux étrangers, leur survenue immédiate ne laissa pas d'autre choix que de prendre acte de leur présence, non sans un certain quiproquo. En effet, les arrivées massives des étrangers et leur enthousiasme exubérant, furent perçus comme le signe d'une hyper-mobilisation des opinions publiques européennes et d'un immense désir d'action solidaire du prolétariat étranger. S'ils furent accueillis au début avec bonheur, nous y reviendrons, le Comité Central des Milices Antifascistes de Barcelone faisait néanmoins paraître une déclaration dissuasive dans la presse anarchiste française dès le 25 août 1936 :

> De différents côtés de France nous arrivent des offres faites par des techniciens militaires disposés à aller en Espagne à l'aide des travailleurs révolutionnaires. Nous avons le devoir de leur dire qu'à l'heure présente il ne manque pas en Espagne de techniciens militaires ni de combattants et que tous les postes sont pourvus de façon

[84] « Aux travailleurs de tous les pays » (appel de la CNT FAI) » in *Le Combat Syndicaliste* n°172 du 4 septembre 1936, p. 1.
[85] Textuellement « *Des hommes il y en a déjà assez* ». Le mot est attribué à Largo Caballero durant l'été 1936.

> satisfaisante. Nous remercions sincèrement tous les hommes qui, par-delà les frontières, s'offrent à venir Espagne lutter pour la Révolution et pour la liberté. Mais à l'heure présente nous aspirons simplement à ce qu'ils s'inscrivent sur une liste, prêts au premier appel que pourra leur adresser le Comité Central des Milices. Ce que nous demandons tout spécialement c'est que les camarades de France fassent tout ce qu'ils peuvent pour réunir du matériel de guerre efficace et pour l'envoyer le plus rapidement possible aux travailleurs révolutionnaires d'Espagne[86].

Il faut relever ici, outre l'emploi du terme de « technicien militaire » qui exprime parfaitement la croyance en une qualification militaire intrinsèque des volontaires étrangers, la pleine correspondance du besoin unanimement partagé par les organisations prolétariennes catalanes comme du gouvernement républicain : l'armement. Les Renseignement Généraux signalèrent ainsi rapidement la réserve dans laquelle se tenaient les autorités républicaines vis-à-vis des Français désireux de combattre et leur refus d'enrôler comme miliciens des membres de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT) venus pour les Olympiades[87].

Pour la plupart, les organisations antifascistes étrangères ont relayé les instructions espagnoles. Leur presse a régulièrement publié des lettres de miliciens étrangers dissuadant leurs camarades de venir en Espagne : « il n'y a plus besoin d'hommes » ou « des hommes, il y en a déjà »[88]. Un anarchiste suisse, demandant à rejoindre l'Espagne comme milicien, reçut la réponse décevante suivante :

> À mon grand regret, je dois te dire que nos camarades d'Espagne nous écrivent chaque fois que personne ne doit aller en Espagne. Là-bas, il y a déjà trop de monde. Et tous ceux qui débarquent là-bas ne font que compliquer la besogne d'organisation et la misère[89].

En octobre 1936, le Comité Régional de la CNT-FAI ordonnait au comité de solidarité de Perpignan (CDREA) de suspendre l'envoi de volontaires étrangers[90]. La politique de découragement du volontariat fut régulièrement rappelée et les offres de services des étrangers réorientées vers l'agitation politique et la propagande[91]. Ce principe demeura

[86] « Le Comité Central des Milices de Barcelone aux camarades français » in *Le Combat Syndicaliste* n°173 du 11 septembre 1936, p. 2.
[87] APP BA 1665 Dossier Révolution Espagnole – Mouvement de solidarité envers la République Espagnole : *AS du recrutement de volontaires pour l'Espagne*. 9 août 1936.
[88] « Pour la liberté » in *Le Combat Syndicaliste* n°172 du 4 septembre 1936, p. 2 ; « Avant de mourir en héros, un socialiste lyonnais lance un appel pour l'aide à l'Espagne » par Jean Trontin in *Le Travailleur de L'Yonne - Côte d'Or* du 28 novembre 1936, p. 5.
[89] MINNIG (Albert), « Cahier d'un milicien suisse dans les rangs de la CNT-FAI » in *Pour le bien de la révolution. Deux volontaires suisses miliciens en Espagne, 1936-1937*, Lausanne, CIRA, 2006, p. 17.
[90] « Avis important » in *Le Combat Syndicaliste* n°176 2 octobre 1936, p. 2.
[91] Voir ANNEXE I Document 1-1 : Avis de découragement au volontariat international combattant publié par la CNT FAI au printemps 1937.

inchangé durant l'intégralité du conflit. Tandis que le Komintern procédait pourtant à un second recrutement massif de volontaires pour renforcer les Brigades internationales fin 1937, *L'Humanité* publiait au même moment un entretien du général Miaja qui ne laissait aucun doute sur les besoins réels de la République espagnole et le caractère superficiel de la présence des volontaires étrangers :

> Pour battre l'ennemi nous n'avons pas besoin d'hommes. Cependant, nous remercions l'aide que nous ont apporté ceux qui sont volontairement venus en Espagne constituer les brigades internationales. Ils l'ont fait avec un grand désintéressement, pensant seulement à s'enrôler dans les rangs républicains pour défendre l'idéal de liberté et de justice. La République espagnole, pour vaincre, n'a pas besoin d'autre chose que du rétablissement de ses droits à acheter des armes. Et sur ce point, les gouvernements et les peuples démocratiques peuvent faire quelque chose[92].

Ce qui semble à première vue une méprise de la solidarité internationale ne peut se résumer comme la seule résultante de l'application du traité de non-intervention le 8 août 1936. Il y avait déjà des velléités d'engagement et des trains emplis de volontaires partant vers l'Espagne avant cette date et avant la décision de Staline d'intervenir indirectement en Espagne par la mise à disposition de moyens matériels et militaires, et par un biais paramilitaire via le Komintern.

Ce paradoxe entre la matière de la demande et la nature de l'offre marque un des traits saillants du phénomène en Espagne. Il fort bien résumé par l'historien catalan Enric Ucelay Da Cal, selon lequel la solidarité se définit davantage par les préoccupations de celui qui offre que par les réalités de celui qui en bénéficie[93]. Ainsi, l'anarchiste helvétique évoqué précédemment partit tout de même en Espagne et se fit combattant, comme des dizaines de milliers d'autres avant et après lui. La politique de déception du volontariat ne fut pas scrupuleusement suivie par les organisations antifascistes étrangères mais le hiatus résidait certainement ailleurs : il était tout simplement impensable que le volontariat combattant puisse être une expression superfétatoire de la solidarité ou considéré comme une action non souhaitée par les Espagnols tant cette guerre là semblait universelle et fortuitement espagnole.

[92] « Chez le général Miaja » par Marty in *L'Humanité* du 3 janvier 1938, p. 1.
[93] UCELAY DA CAL (Enric), « Ideas preconcebidas y estereotipos en las interpretaciones de la guerra civil española: el dorso de la solidaridad » in *Historia Social* n°6 1990, p. 40.

B. Un artefact d'une sociabilité transnationale préexistante : l'antifascisme

L'établissement du répertoire des motivations qui ont déterminé plusieurs dizaines de milliers d'étrangers, résidant parfois aux antipodes, à se diriger vers l'Espagne et, inévitablement, y prendre le risque d'y mourir, a constitué la matière principale du renouvellement bibliographique du sujet à la fin des années soixante[94]. Ces initiatives ont permis de relever la grande concordance des ressorts et la richesse des prédispositions et des raisons. Mais il ne renseigne que partiellement sur l'ampleur exceptionnelle du phénomène et de son spectaculaire engouement. Pour comprendre ce « désir d'Espagne » qui a décidé des milliers d'individus à envisager la possibilité d'un départ, ou à répondre favorablement aux sollicitations ou suggestions, il faut interroger l'espace de sociabilité dans lequel il s'est inscrit et auquel il s'est adressé.

1. Une mobilisation internationaliste ?

L'élan qui a conduit en Espagne des milliers d'étrangers dès l'été 1936 est régulièrement défini dans l'historiographie, comme étant d'ordre « internationaliste », sans davantage de précision. Mais ce concept marxiste est-il en soi suffisant pour expliquer la venue en Espagne de plusieurs dizaines de milliers d'étrangers, dont l'écrasante majorité avait comme préoccupation première la situation militaire des fronts et non la mise en place de collectivités agricoles en Aragon ? Malgré sa grande popularité dans nombre de travaux de référence sur le sujet, l'internationalisme prolétarien paraît bien trop théorique et réducteur pour donner une définition opérante au phénomène dans sa globalité. Elle est théorique parce qu'elle sous-entend que le volontariat est une émanation automatique obéissant à un mécanisme solidaire d'appartenance à une communauté transnationale, en l'occurrence, le prolétariat. Or, nous avons vu en introduction que d'autres séquences par le passé n'avaient pas suscité une mobilisation comparable, y compris locale, transfrontalière. Elle est réductrice parce qu'elle suppose que tous les volontaires partis en Espagne se sont envisagés comme tels, ont inscrits leur geste dans ce cadre ou ont donné à leur entreprise une finalité politique ou sociale.

Une fois de plus, la popularité réservée après-guerre à certains témoignages de militants, justifiant leur présence par la situation révolutionnaire et leur participation au

[94] GALLEGO REQUENA (Manuel), «Las Brigadas Internacionales : una aproximación historiográfica » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, p.18.

combat par la défense d'une expérience sociale exceptionnelle a largement influencé l'historiographie. La lecture internationaliste du phénomène a été renforcée par l'assimilation opérée entre la dynamique transnationale et le cadre singulier des expériences sociales en Catalogne, sans parler de la proximité lexicale entre « internationalistes » et « internationaux », néologisme espagnol, et la confusion, incontestable, existant entre les deux termes durant l'été 1936.

L'analyse du champ lexical choisi dans la presse politique en Espagne et à l'étranger pour traduire la présence de ces étrangers nous fournit de précieux indices. Seule la presse du POUM traite abondamment du caractère dit « internationaliste » de la présence des combattants étrangers, en employant ce terme pour qualifier ces « forgerons de l'instrument de la Révolution mondiale », venus en Espagne parce qu'il s'y déroulait l'acte premier menant vers « les États-Unis Socialistes du Monde »[95]. La CNT était bien plus circonspecte, utilisant plus volontiers le terme « d'internationaux », ces derniers faisant preuve d'un « internationalisme intégral », tandis que le cadre kominternien français André Marty déclarait en 1939 que « les Internationaux prirent donc en Espagne un véritable bain d'internationalisme prolétarien[96] ».

Dans les discours des partis communistes et, par conséquent, celui des Brigades internationales, le terme « internationaliste » est quasiment absent. Quelques rares mentions firent référence au caractère « bolchevik » ou « internationaliste » de la présence et de l'action de la « colonne internationale » mais des directives furent rapidement données pour supprimer cet usage. Serge Wolikow et Annette Wieviorka relèvent que les références à l'internationalisme prolétarien avaient pratiquement disparu des discours du Komintern[97]. Effectivement, hormis quelques exceptions notables, les raisons avancées par les volontaires eux-mêmes entre 1936 et 1939 ne font guère référence à l'internationalisme comme raison première de leur venue[98]. Ainsi, 55 volontaires italiens arrivés à des dates différentes dans les Brigades internationales, selon des modalités différentes et depuis des pays distincts mais interrogés au même moment (avril 38) répondaient à la question « Pour quelles raisons êtes-

[95] « La Revolución española, inicio de una nueva era del movimiento obrero internacional » in *La Batalla* du 22 août 1936, p. 1.
[96] « Los internacionales » par E. Endériz in *Solidaridad Obrera* du 1er décembre 1936, p. 3 ; RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime. Volontaires internationaux en Espagne*. Manuscrit d'André Marty, 1939, p. 119.
[97] WOLIKOW (Serge), « L'échec des internationalismes au XXème siècle » in *Acte du Symposium international des 12 et 15 novembre 1992 : Nations, Nationalismes, Transitions XVIème-XXème siècles,* Université de Rouen Centre de recherches d'histoire comparée des transitions (IRED), Paris, Éditions Sociales, 1993, p. 336 ; WIEVIORKA (Annette), *Maurice et Jeannette. …, op. cit.,* p. 196.
[98] Ce que confirment les interviews de vétérans français réalisées par Rémi Skoutelsky.

vous venus en Espagne ? » très majoritairement par « pour combattre le fascisme » (45) tandis qu'un seul invoquait des « raisons de classe » et aucun l'internationalisme[99].

Cela correspond parfaitement à la rupture épistémologique opérée par la ligne de front populaire théorisée par Dimitrov. En effet, le « front unique de la paix » subsumait un nouvel internationalisme constitué autour des « nations et les peuples opprimés des pays dont l'indépendance est menacée par les fauteurs de guerre »[100]. L'originalité du texte d'orientation de Dimitrov repose sur la nécessité de faire jouer à la classe ouvrière un nouveau rôle, géopolitique celui-ci, de diplomatie des peuples en « s'emparant de question sécurité collective » dans « l'intérêt du prolétariat »[101]. Il s'agit d'un changement majeur du cadre théorique de l'internationalisme dont Dimitrov assumait parfaitement l'importance en affirmant la nouveauté des temps présents : les agressions impérialistes étaient désormais, ou pour le moment, uniquement le fait des États fascistes[102]. Comme le souligne Serge Wolikow, on assiste alors au passage d'un internationalisme théorique (classe ouvrière) à un internationalisme objectif (antifascisme), l'antifascisme permettant un « sursaut » internationaliste, par le passage du théorique à une intention objective[103].

Cette modalité nouvelle de l'internationalisme n'est pas venue remplacer en totalité l'ancien axiome marxiste mais fut incontestablement un moteur suffisamment opérant pour devenir un vecteur dynamique dépassant très largement le seul ensemble des militants et sympathisants communistes.

2. L'antifascisme comme sociabilité transpartisane

L'engouement mondial autour de la guerre civile espagnole s'explique par son inscription harmonieuse dans un grand récit préexistant : l'antifascisme. Essaimé par les exilés politiques italiens, les *fuoriusciti,* essentiellement en France, en Belgique et en Suisse, l'antifascisme s'imposa au début des années trente comme une convergence objective des résistances, non plus seulement limitée au contexte italien mais élargie au plan européen, voire international. Le péril fut dès lors entendu comme une menace portant bien au-delà de la

[99] RGASPI 545.3.168 : Fiches éparses de volontaires italiens constituant un groupe de renfort comprenant au moins 33 communistes et sympathisants, 2 anarchistes et 2 socialistes, associant des vétérans et des primo-arrivants, issus de 9 pays différents. S. d. [janvier-mars 1938].
[100] DIMITROV (Georges) « Le front unique de lutte pour la Paix… », *op. cit*., pp. 544 et 552.
[101] *Idem*, pp. 545-546.
[102] *Ibidem*, pp. 547-548.
[103] WOLIKOW (Serge), « L'échec des internationalismes au XXème siècle… », *op. cit*., p. 336.

seule classe ouvrière, contrairement aux analyses précédentes, voyant dans le fascisme une abstraction utilitaire du capitalisme. L'antifascisme traçait dès lors une nouvelle ligne de faille partageant le monde, non plus sur un postulat marxiste mais universel, recoupant des plans différents, ce que résume fort bien l'aphorisme de Franz Dahlem : « de Madrid à Shanghai via Rome : une seule et même tranchée[104] ». Comme moteur d'action solidaire et dénominateur commun, l'antifascisme est entendu ici comme une idéologie qui transcende les différentes attitudes partisanes tout en admettant des variantes, dites « secteurs », selon la terminologie employée en Espagne durant la guerre civile et utilisée dans cette thèse. Pour David Malet, l'antifascisme rentre dans le cadre de ce que l'auteur conceptualise comme une « identité transnationale » :

> Antifascist became established as a transnational identity that linked disparate individuals who did not otherwise share historical, linguistic or sectarian ties, and it was furthermore established as an identity under an attack that required the defense of its members[105].

Dès sa matrice italienne, l'antifascisme connut de nombreuses évolutions et variations. L'historien Bruno Groppo souligne d'ailleurs que le terme souffre d'abord de sa polysémie qui englobe : « un mouvement historique réel, organisé ou spontané, d'opposition et de résistance au fascisme (sens le plus courant, celui retenu ici), une idéologie, une stratégie politique, une référence identitaire, une source de légitimité politique, une sensibilité politique, une attitude morale (« antifascisme éthique »), une forme de religion civile, un certain type de militantisme, une formule de gouvernement (« coalition antifasciste »), une tradition, un mythe[106].

Le fait est connu, l'antifascisme générique a été souvent assimilé à un antifascisme communiste. De fait, comme le souligne l'historien italien Silvio Pons, le lien entre communisme et antifascisme devint alors si puissant qu'il s'imposa comme une nouvelle identité[107]. De fait, la mise en doute de son autonomie politique réelle constitue le substrat de

---

[104] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад о работе комиссариата и комиссаров интербригад*. Non signé [Luigi Longo]. Non daté [achevé début 1939], p. 433.

[105] *L'antifasciste s'est fixé comme une identité transnationale établissant un lien entre des personnes disparates ne partageant pas de liens historiques, linguistiques ou partisans ; il a également été établi en tant qu'identité par le fait d'une agression qui nécessitait la défense de ses membres*. MALET (David), *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2013, pp. 108-109.

[106] GROPPO (Bruno), « Fascismes, antifascismes et communismes » in DREYFUS (Michel), GROPPO (Bruno), INGERFLOM (Claudio Sergio), LEW (Roland), PENNETIER (Claude), PUDAL (Bernard) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, p. 740.

[107] PONS (Silvio), *The Global Revolution. A History of International Communism 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 80.

l'hypothèse de François Furet sur le philocommunisme illusionné occidental[108]. Cependant, de nombreux historiens contextent la superposition entre communisme et antifascisme. Bruno Groppo exclut ainsi toute confusion en s'appuyant notamment sur l'exemple de l'organisation antifasciste italienne *Giustizia e Libertà*, viscéralement démocratique et de ce fait en confrontation presque permanente avec le mouvement communiste[109]. On pourrait également citer l'exemple del'organisation caritative internationale *solidaridad internacional antifascista* créée en mai 1937 par la CNT espagnole sur le modèle du SRI et en contestation de ce dernier. Enzo Traverso quant à lui propose le postulat séduisant que la chronologie de la genèse de l'antifascisme démentirait la thèse, notamment développée par Annie Kriegel et Stéphane Courtois, selon laquelle le communisme constituerait la matrice même de l'antifascisme et que ce dernier constituerait un sous-produit du communisme stalinien[110]. Progressant dans la même direction, Bruno Groppo et Jacques Droz considèrent que l'antifascisme, comme système de référence identitaire générique, n'est pas seulement un produit de la gauche, mais sert de dénominateur commun à des courants et sensibilités différents car il porte la marque de traditions politiques et idéologiques qui ont présidé à sa naissance[111]. Enzo Traverso, y ajoute que l'antifascisme plonge ses racines d'abord dans les résistances démocratiques et citoyennes en restituant aux organisations prolétariennes une matrice dont les communistes, en France notamment, ont compris les opportunités et la capacité de mobilisation[112]. De fait, le sentiment antifasciste fut mis en grammaire et diffusé par les organisations de masse communistes, dont en premier lieu Le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme, puis sa consécration dans Paix & Liberté, et relayé par des centaines d'associations, de comités et de clubs communisants ou philocommunistes, dont le maillage n'avait cessé d'augmenter depuis le début des années trente et agissant comme autant de relais opérateurs des mots d'ordre kominterniens. Par ces médiateurs, l'antifascisme fut incontestablement le courant politique hégémonique au sein de la culture européenne. Il s'agit en effet davantage d'une philosophie politique, au même titre que le pacifisme qu'il transcende alors, que d'une idéologie ou d'un appareillage théorique comme son envers

[108] Voir les chapitres « Communisme et antifascisme » et « Culture antifasciste » in FURET (François), *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au 20e siècle*, Paris, Robert Laffont, Calmann-Léyy, 1995, pp. 349-514.
[109] GROPPO (Bruno), « La spécificité de l'antifascisme de Carlo Rosselli dans le contexte de l'antifascisme européen » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2000, Vol. 57, n°1, pp. 30-31.
[110] TRAVERSO (Enzo), *Á feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, pp. 313-314.
[111] DROZ (Jacques), *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, La Découverte, 2001, p. 10 ; GROPPO (Bruno), « La spécificité de l'antifascisme de Carlo Rosselli… », op. cit., pp. 11-12.
[112] Voir le chapitre 8 « Les antinomies de l'antifascisme » dans l'ouvrage précédemment indiqué d'Enzo Traverso, et notamment les pages 315 à 322.

supposé, le fascisme. Ainsi, sa diffusion véloce fut davantage déterminée par sa capacité, selon Enzo Traverso, à s'imposer comme « un éthos collectif » associant la défense des valeurs démocratiques et de la paix dans une dimension transpartisane[113]. Si l'antifascisme peut se subdiviser en une pluralité de courants, ces derniers peuvent cohabiter dans un même héritage revendiqué des Lumières, soit une base minimale de rassemblement dessinant les grandes lignes d'un espace public européen[114].

3. Un cosmopolitisme moderne

Cette résurgence d'un espace public politique à la fois transnational et transpartisan correspond parfaitement avec les définitions du phénomène de volontariat armé dans sa séquence romantique, comme le résume Gilles Pécout :

> Fighting for the cause of others in a foreign land, without compulsion and often in violation of the law of one's own authorities, was to enter an environment dominated by exalted transnational collective sentiments that found expression in a common language in which the liberty of nations and the right to self-determination were at the forefront[115].

En effet, pour Carlo Rosselli, fondateur de *Giustizia e Libertà* et l'un des théoriciens majeurs de l'antifascisme générique, le fascisme n'était pas une doctrine menaçante réductible au national mais un fait politique universel : « On ne vaincra pas le fascisme sur le plan national ni sur un plan purement politique. On le vaincra sur le plan universel d'humanisme révolutionnaire[116] ». Cet espace transnational ainsi créé par l'antifascisme a été sillonné et sédimenté par les actions convergentes de trois groupes d'agents distincts mais profondément entrelacés, participant tous à l'émergence d'une sociabilité cohérente internationale quoique polymorphe et traversée par des conflits théoriques profonds.

Le premier rassemble les exilés, les réfugiés et d'une manière générale les militants qui ont quitté l'Italie puis l'Allemagne, mais également les régimes autoritaires d'Europe

[113] *Idem*, p. 312.
[114] *Ibidem*, pp. 315-317.
[115] *Se battre pour la cause des autres dans une terre étrangère, sans contrainte et souvent en violation des lois de leur propre pays, c'était entrer dans un environnement dominé par des sentiments transnationaux collectifs exaltés qui trouvait son expression dans un langage commun dans laquelle la liberté des nations et le droit à l'autodétermination des peuples étaient au premier plan*. PÉCOUT (Gillles), « The International armed volunteers : pilgrims of a transnational Risorgimento » in *Journal of Modern Italian Studies*, « International Volunteers and the Risorgimento Introduction » vol. 14 n°4, 2009, p. 413.
[116] « Noi non siamo dei vinti : siamo dei combattenti (février 1937) » in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*. Turin, Einaudi Editore, 1967, p. 116.

orientale et se sont immergés dans les démocraties européennes et ont parfois rejoint le continent américain. Enzo Traverso souligne le fait que la culture antifasciste est dans une très large mesure une culture de l'exil, « portée par une foule de parias errant d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, ambassadeurs d'une Europe humaniste menacée d'anéantissement[117] ».

Le deuxième groupe rassemble les intellectuels. Le fait est connu, leur rôle majeur a consacré une intervention des Lettres inédite dans le champ public depuis la fin du XIXème, cette fois dans un espace largement mondialisé. En Grande-Bretagne, où la *Pink Decade* prenait fait et cause pour l'Espagne républicaine par les voix de Wystan Hugh Auden, Christopher Isherwood ou Stephen Spender, en France, où des auteurs inattendus sur ce sujet, tels que Georges Bernanos, Jacques Maritain ou François Mauriac, mêlaient leurs voix à celles de Romain Rolland, André Gide et Joseph Kessel. Aux États-Unis (John Dos Passos, Upton Sinclair, John Steinbeck, etc.) comme dans la diaspora allemande (Erwin Piscator, Ludwig Renn, Berthold Brecht, Anna Seghers, Ernst Toller, etc.), ces intellectuels ont, par la plume, le pinceau, la voix ou la caméra, entretenu la force de suggestion, renforcé la puissance d'évocation du *topoï* ibérique et donné du sublime à l'horrible guerre d'Espagne. Beaucoup sont d'ailleurs partis combattre en Espagne, façonnant par leur geste davantage encore le mythe et reprenant une tradition interrompue depuis Lord Byron et leurs prédécesseurs de 1914-18 (Blaise Cendrars, Alan Seeghers, José Garcia Calderon, etc.)[118].

Enfin, le processus fut stimulé par un troisième groupe, les militants investis dans des parcours transnationaux et les révolutionnaires professionnels. Ces pérégrins des luttes sociales et autres vétérans des diverses insurrections et affrontements symptomatiques de l'entre-deux-guerres n'ont malheureusement pas encore fait l'objet d'une étude systématique. Ce groupe se distingue des exilés dans le sens où leur situation transnationale détermine leur engagement cosmopolite et la largeur de leur champ d'investissement : l'Europe, voire le monde entier. Pèlerins de l'internationalisme, ils se partagent selon l'intégralité des secteurs de l'antifascisme, agissant comme des vecteurs de transferts politiques et culturels, comparables aux libéraux du siècle précédent[119]. Ils résidaient pour la plupart en France, en

[117] TRAVERSO (Enzo), *Á feu et à sang…, op. cit.,* p. 315.
[118] Parmi ces intelellectuels combattants figurent les volontaires allemands August Regler, Alfred Kantorowicz et Ludwig Renn, le belge Achille Chavée, les britanniques John Cornford, George Orwell, Ralph Fox, Julian Bell et Humphrey Slater, les français Benjamin Péret ou Simone Weil ; l'italien Emilio Lussu et les nord-américains Sam Levinger et Joseph Seligman.
[119] PÉCOUT (Gilles), « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale du Risorgimento » in *Revue d'histoire du XIXeme siècle* n°44 Vol.1, 2012, p. 34.

Suisse, en Belgique ou déjà en Espagne ; d'autres étaient en URSS depuis l'échec des révolutions hongroise, bavaroise et allemande, rejoints en 1934 par les membres du *Schutzbund* autrichien. En 1936, les annonces nécrologiques attestent de la présence nombreuse de ces déracinés en Espagne, rompus au franchissement des frontières et fichés par la plupart des polices d'Europe. Certains étaient déjà en Espagne depuis 1933-34, comme le socialiste maximaliste Fernando de Rosa, bientôt rejoints par des camarades de longue date, habitués à porter leurs exils éternels au gré des circonstances. D'autres encore étaient d'ex-révolutionnaires professionnels devenus fonctionnaires du Komintern. La notoriété d'André Marty, comme figure glorieuse d'un internationalisme datant déjà d'un autre âge, détermina entièrement sa désignation à la tête des Brigades internationales. Il faut d'ailleurs relever la présence parmi les premiers volontaires en Espagne de nombre d'anciens insurgés internationalistes de 1918-1920. Il s'agit précisément le plus souvent d'anciens marins mutins, parmi les Français et les Allemands, mais également dans d'autres contingents, tels que l'italien Remigio Maurovic, tombé à Irun en septembre 1936 et ancien membre de la révolte des marins de la flotte austro-hongroise des bouches du Kotor en février 1918. Le Komintern puisera enfin largement parmi les anciens *Internatsonalisty* de la guerre civile Russe pour trouver les cadres des *Interbridaovtsy* en Espagne, tels que les hongrois Maté Zalka (« Lukacz ») et János Gálicz (« Gahl »), le galicien Manfred Stern (« Kleber »), le polonais Karol Świerczewski (« Walter ») ou les frères croates Vladimir et Milan Ćopić.

Tous ces groupes participent d'un espace politique transnational préexistant, où l'Espagne ne constitue plus uniquement une extension conjoncturelle du domaine de la lutte mais une occasion formidable aux possibilités inouïes.

C. L'Espagne *Hic et Nunc.* Un phénomène produit spontané d'une émotion mondiale

Suivant la suggestion de François Godicheau, il faut impérativement redéfinir la toile de fond émotionnelle formant le cadre du phénomène et restituer le système de références des acteurs contemporains[120]. François Godicheau insiste en effet sur la nécessité de retrouver le « cadre conceptuel familier » des contemporains, c'est-à-dire « la structure socio-historique

[120] GODICHEAU (François), *La guerre d'Espagne*…, *op. cit.,* p. 21.

d'arrière-plan qui habitait alors les protagonistes »[121]. Selon le sociologue Harald Welzer et l'historien Sönke Neitzel, les cadres de références participent à définir des espaces d'interprétation d'une situation, grâce à des points de repère et des éléments de connaissance de la situation, pour obtenir « une matrice composée de modèles d'interprétation capables de donner un ordre et une organisation » qui forment une structure socio-historique, culturelle et émotionnelle[122]. C'est l'interprétation commune des événements et de la situation qui a déterminé le champ des actions individuelles possibles et la nature des exigences attendues ou admissibles conduisant au volontariat combattant, traduisant l'événement local en un objet universel.

1. L'Espagne, « Armageddon » de la guerre civile européenne

Les événements espagnols vinrent, presque naturellement, se placer au cœur des cristallisations de l'opinion mondiale, endossant immédiatement un rôle cathartique, résumé plus tard par un éminent témoin, l'historien britannique Eric Hobsbawm :

> À l'époque, pourtant, il semblait à ceux qui luttaient contre le fascisme [que l'Espagne] fût le front central de la bataille, parce que c'était le seul où l'action ne cessa jamais pendant plus de deux ans et demi, le seul où ils purent s'engager à titre individuel, sinon en uniforme, puis en recueillant de l'argent, en aidant les réfugiés et en orchestrant des campagnes incessantes pour faire pression sur des gouvernements timorés[123].

La représentation de la guerre d'Espagne comme un épisode paroxystique de la Guerre civile Européenne, concept théorisé par Ernst Nolte, que nous reprenons ici muni des précautions élaborées par Enzo Traverso, semble faire l'unanimité[124]. Ainsi, s'inscrivant lui aussi dans une lecture marxiste, à l'instar d'Eric Hobsbawm et Enzo Traverso, Benedict Anderson voit dans la guerre d'Espagne un exemple même d'une conscience simultanée faisant de l'Espagne « le centre où s'affrontaient des forces et des causes historiques universelles »[125]. Grande guerre antifasciste, affrontement décisif et attendu, voire espéré, la vocation universelle de la guerre d'Espagne fut unanimement inscrite dans une eschatologie

[121] *Idem*.
[122] NEITZEL (Sönke) et WELZER (Harald), *Soldats. Combattre, tuer, mourir : Procès-verbaux de récits de soldats allemands*. Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2013, p. 22.
[123] HOBSBAWM (Eric J.), *L'âge des extrêmes. Histoire du Court Vingtième Siècle 1914-1991*, Paris, Éditions Complexe, 1999, p. 217.
[124] TRAVERSO (Enzo), *Á feu et à sang…*, *op. cit*., pp. 35-41 et 312.
[125] ANDERSON (Benedict), *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions la Découverte-Poche, 2002, p. 202.

antifasciste unanimement partagée, fruit des passions cathartiques des volontaires étrangers. Cette dimension eschatologique a ainsi apporté au conflit les caractéristiques fascinantes d'un drame épique.

L'imaginaire de cette guerre menée au nom de la civilisation des Lumières contre la barbarie fasciste puise d'ailleurs, de part et d'autre des camps en guerre, frontalement en Espagne ou par procuration à l'étranger, dans un imaginaire médiéval[126]. Si la référence aux croisades fut surtout une métaphore employée parmi les auteurs et acteurs proches des Franquistes, elle n'est pas tout à fait absente chez certains soutiens contemporains des Républicains[127]. Dans tous les cas, c'est l'idée de la guerre sainte, du « combat spirituel », du combat « pur pour un idéal », du « sacrifice » des volontaires et de l'Espagne vécue et perçue comme terre sainte et terre martyre qui justifie à chaque fois ces références eschatologiques :

> Allemands, Italiens, Polonais, Anglais, Hongrois, Américains du Sud et du Nord, Tchèques, Yougoslaves, Roumains et Bulgares se feront plutôt tuer sur place que de laisser l'ennemi entrer dans Madrid. Sur les fronts de la Cité Universitaire et de la Casa del Campo, ce Bois de Boulogne de Madrid, ils savent que c'est Paris et Bruxelles et l'Europe non encore contaminée qu'ils défendent des hordes barbares et qu'en faisant reculer la barbarie, c'est la civilisation et la culture qu'ils sauvent de la destruction certaine[128].

Une dimension eschatologique imprègne incontestablement les discours contemporains, dans le vocabulaire et les références choisies. La « guerre d'Espagne » prend un sens métaphysique, absent de la guerre civile espagnole. Par sa charge de passions cathartiques et sa dimension manichéenne, elle est réinterprétée comme une épopée moderne du bien contre le mal. Un officier des Brigades internationales écrivait ainsi ces lignes étonnamment mystiques : « Pourquoi ai-je la gorge serrée » [...] Mais tu es l'Humanité ! Et pour toi, rien n'est sacrifice, tout est joie[129] ». « Madrid, c'est l'épopée de notre temps » titrait encore un des premiers numéros de l'organe officiel des Brigades internationales tandis

[126] La propagande pro-républicaine et celles des organisations ouvrières espagnols (CNT comprise), comme la presse étrangère assimilent régulièrement la présence des « Regulares » aux Sarrasins médiévaux et les Allemands aux « Godos » (Goths) de la fin de l'Antiquité.
[127] L'étendard des volontaires catholiques irlandais qui combattirent quelques mois dans les rangs Nationaux au sein de l'*Irish Brigade* était une copie d'un fanion médiéval datant des croisades.
[128] « Le témoignage d'un écrivain sur Madrid en armes » Tristan Tzara in *L'Humanité* du 7 décembre 1936, p. 3.
[129] « Pourquoi ai-je la gorge serrée » par le Commandant Jacquot, *El Soldado de la República - Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°50 du 8 octobre 1937, double page centrale intitulée « Comment je suis venu et pourquoi », non numérotée.

qu'André Marty choisit le titre de *L'épopée sublime* pour son projet d'histoire officielle des volontaires internationaux en Espagne[130].

Dès le 11 août 1936, *Mundo Obrero*, l'organe du Parti Communiste Espagnol parlait d'une « guerre nationale, d'une guerre sainte », transcendant l'affrontement entre démocratie et fascisme pour devenir un combat contre l'anéantissement de l'Espagne comparable au combat contre les Maures au VIIIème siècle[131]. Curieusement, quoique le paradoxe puisse s'expliquer, c'est me semble-t-il le chantre de l'anarchisme et du pacifisme français, Sébastien Faure, qui employa le premier l'expression de « guerre sainte », au nom, non pas de la révolution, mais de la liberté :

> Cette guerre-là est libératrice et sainte [...] La cause qu'ils défendent est celle de la liberté ; elle est la nôtre. La liberté n'a pas de patrie ; elle plane bien au-dessus des frontières. Qui la défend ici ou là la défend partout. Défaite au sein d'une nation, elle s'affaiblit au sein de toutes les autres ; victorieuse dans un pays quelconque, elle est fortifiée dans toutes les autres[132].

L'idée de guerre politique entendue comme une guerre juste, guerre définitive et parousiaque participe à la création d'un champ de référence universel eschatologique autour de la guerre civile espagnole qui supplante presque intégralement ses aspects locaux et spécifiquement espagnols.

2. L'enveloppe émotionnelle du phénomène : une indignation mondialisée

La situation en Espagne et les interprétations tirées des origines et de la survivance de la rébellion militaire sont venues démontrer et justifier le discours antifasciste tel que défini depuis 1934. Cette large mobilisation, cet « ébranlement des consciences », pour reprendre l'expression idoine d'Hervé Mazurel, qui fit du volontariat armé la forme choisie par des dizaines de milliers d'étrangers pour exprimer leur solidarité fut le produit d'une émotion mondialisée. La mobilisation générale civique pour l'Espagne constitue la preuve d'un « sentiment public international », comme le redéfinit Gilles Pécout en s'inspirant de l'expression d'Anatole France[133]. L'Espagne, et spécifiquement Madrid en 1936, furent

[130] « Madrid, c'est l'épopée de notre temps. » in *Le Volontaire de la Liberté. Organe des brigades internationales* n°7 14 janvier 1937, p. 1 ; RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime...*, *op. cit*.
[131] NUÑEZ (Xosé – Manoel) et FARALDO (José), « The First Great Patriotic War : Spanish Communists and Nationalism 1936-1939 » in *Nationalities Papers* Vol. 37n° 4, juillet 2009, p. 404.
[132] « Les deux Espagne » par Sébastien Faure in *Le Libertaire* n°507 du 31 juillet 1936, p. 1.
[133] PÉCOUT (Gilles), « The International armed volunteers…», *op. cit*., p. 423 ; PÉCOUT (Gilles), « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale…», *op. cit*., p. 38.

élevées au rang de miroir cathartique des peurs et des indignations de la période, largement surexposées par la mondialisation des médias.

Pour le sociologue Daniel Cefaï, les émotions structurent des identités collectives qui font émerger les mouvements sociaux mais sans déterminer absolument les choix d'actions des individus[134]. Il faut pour cela que des agents organisés au sein de ce mouvement élaborent des stratégies de mobilisation affective, en agissant sur les affects, « en gérant des mythes et des rites de rassemblement communautaire, en créant des dispositifs de participation et de dramatisation affective[135] ». Ainsi, les émotions collectives sont fabriquées et associées à des situations pour lesquelles elles servent de grilles de lecture et connectées à des actions pour lesquelles elles font office de motifs[136] ».

L'universalité, nous dirions aujourd'hui la globalisation, des événements espagnols, fut permise par les progrès des vecteurs de diffusions de l'information de la seconde mondialisation, celle des années 1920. Les nouveaux médias (radio, disque, cinéma) ont été les catalyseurs transnationaux des événements espagnols dans un espace public désormais mondialisé, comme l'attestent fort bien certains volontaires, à l'instar de cet écossais : « Lo que había oído por la TSF, lo que había leído en los diarios, visto en los cines, me había decidido a partir a España para combatir en las filas de los obreros[137] ». L'information est désormais presque instantanée et le suivi des événements s'effectue en temps réel, sans être gêné comme durant la Grande guerre par une censure étatique. Les mentions « dernières heures », « par téléphone» ou « de notre envoyé spécial » attestent de l'immédiateté des informations et de l'avidité du public devant les nouvelles d'Espagne. L'omniprésence de la Guerre d'Espagne dans la presse française est ainsi incontestable. Dans sa monographie consacrée à la presse départementale de la Loire, Pascale Moiron relève une moyenne mensuelle de quarante articles sur le sujet d'août 1936 à août 1937 et plus de cinquante d'août à octobre 1936[138]. La grande circulation de l'information et les modalités de la narration du conflit ont permis le maintien de la galvanisation des esprits.

---

[134] CEFAÏ (Daniel), *Pourquoi se mobilise-t-on ?, les théories de l'action collective*, Paris La découverte, 2007, pp. 519-520.
[135] *Idem,* p. 521.
[136] *Ibidem.*
[137] *Ce que j'avais entendu à la radio, ce que j'avais lu dans les journaux et vu au cinéma m'avait décidé à partir en Espagne pour combattre dans les rangs des ouvriers*. ISSG FAI PE 52.8 : *Con la Brigada Internacional*. [Traduction d'un article paru dans *Controversy* (Royaume-Uni)]. Par Robert Martin. Sans date. (4 pages).
[138] MOIRON (Pascale), « La guerre d'Espagne (sur)exposée dans la presse française. Étude locale de la presse du département de la Loire (42) » in *Diacronie* [Online], n° 7, 3 | 2011, documento 11, Mis en ligne le 29 juillet 2011. URL : http://diacronie.revues.org/3447 ; DOI : 10.4000/diacronie.3447.

La fascination suscitée à l'étranger par la guerre civile espagnole doit énormément à la force d'entraînement exercée par le champ intellectuel européen, tout entier mobilisé. Si la grande majorité des volontaires étrangers partis en Espagne n'avaient certainement pas lu un seul des centaines de livres parus, l'avalanche des feuilletons, romans, témoignages vécus et essais littéraires participa à donner ses contours imaginaires au conflit civil espagnol et à forger dans les esprits une représentation irrationnelle des aspects de la guerre, soit ce que Malraux nomme l'« illusion lyrique » et Aragon la « première convulsion des consciences »[139]. Chaque quotidien européen et américain a envoyé un reporter prestigieux[140].

Les événements espagnols survinrent dans un champ déjà fécond en sujets d'indignation. Arthur Koestler soulignait ainsi très justement que Franco déchaîna à travers le monde une vague d'indignation plus passionnée que le nazisme jusqu'alors, par ses « horreurs publiques » qui « touchaient directement les archétypes collectifs de la mémoire européenne »[141]. Nombreux furent les vétérans qui, effectivement, ont placé *a posteriori* l'indignation au cœur de leur initiative spontanée.

Au-delà des atrocités de la guerre, l'indignation a d'abord été dirigée contre l'inaction des démocraties et les interventions italiennes et allemandes. C'est parce qu'il fallait que les « Italiens lavent, fût-ce au prix de leur sang, la honte de l'appui apporté par le fascisme italien au fascisme espagnol » que Pietro Nenni justifiait la présence des garibaldiens[142]. Les discours compassionnels, présentant l'Espagne comme la triple victime du fascisme, de l'agression étrangère et de l'abandon des démocraties, a donné peu à peu toute sa matière aux discours de sympathie et au contenu de la propagande républicaine vers l'extérieur. Tandis que les défaites se succédèrent, le registre compassionnel augmentait en morbidité, prenant le monde à témoin :

---

[139] Titre de la première partie de l'Espoir. MALRAUX (André), *L'Espoir*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1996 (1937) ; SOLÀ (Pere), « Aragon : « Quand l'Espagne pleurait et... rêvait... à la mort des tyrans » in *Aden. Paul Nizan et les années trente*. n°5 « Intellectuels, écrivains et journalistes aux côtés de la République espagnole (1936-1939) octobre 2006, p. 124 ; MESNARD (Philippe), « Héroïsme et désenchantement » in MILKOVITCH-RIOUX (Catherine) et PICKERING (Robert) (dir.), *Écrire la guerre*, Clermont Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal - Maison de la recherche, coll. « Littératures », 2000, p. 223. En France, *Espagne, Espagne !* de Jean Richard Bloch paru le 30 novembre 1936 mais avait été publié à la fin de l'été en feuilletons. Il fut suivi en 1937 par *L'Espoir* de Malraux puis, en 1938, par *Les Grands Cimetières sous la lune* de Bernanos.

[140] Ernst Hemingway pour la *North American Newspaper Alliance* (équivalent américain de l'AFP), Arthur Koestler pour *News Chronicle*, Ilya Ehrenbourg pour les *Izvestia*, André Salmon dans *Le Petit Parisien*, Louis Delaprée dans *Paris-Soir* et Antoine de Saint-Exupéry pour *L'Intransigeant*, pour ne citer que quelques noms.

[141] KOESTLER (Arthur), *Hiéroglyphes,* Paris, Les Belles Lettres, coll. « Le goût des idées », 2013 (1953), p. 473.

[142] « Pourquoi les volontaires italiens combattent en Espagne » par Pietro Nenni, discours en italien prononcé à Radio CNT à Madrid puis publié dans *Nuevo Avanti* le 19 décembre 1936. Cité in NENNI (Pietro), *La guerre d'Espagne*, Paris, François Maspero, coll. « Cahiers libres », 1959, pp. 189-190.

> Ces soldats qui se sont laissé écraser par des tanks à leur poste de combat, acceptant que leurs os d'Espagnols fussent broyés sous le fer allemand, symbolisent merveilleusement l'esprit de notre lutte. On pourra l'écraser, mais non le faire se rendre. La mort est préférable à l'esclavage et il est préférable de rester enseveli dans notre terre d'Espagne que continuer d'y vivre à côté des envahisseurs. Le monde entier sera ému d'une abnégation si sublime[143].

Cette toile de fond pathétique a permis une infinité d'interprétations et donc de raisons valables pour se persuader ou être persuadé d'aller combattre en Espagne, de motivations en support d'un principe, en défense d'une cause et en refus d'une situation donnée. La guerre d'Espagne constituait alors un grand écran où, selon les mots d'Annette Wieviorka à propos de la révolution d'Octobre, « où chacun projette ses rêves, ses espoirs[144] ». La simultanéité et la globalisation de cette contraction émotionnelle ont reposé sur les processus d'identification opérés.

3. La cause espagnole et le processus de transfert et d'identification

La guerre d'Espagne a dramatiquement renforcé la peur obsidionale qui étreignait non seulement les militants de gauche des démocraties d'Europe mais également d'Amérique du Nord[145]. Le mouvement qui a donné lieu au phénomène de volontariat international combattant en Espagne s'inscrivit dans le cadre d'une mobilisation défensive marquée par la peur et par la transposition immédiate et plausible des événements espagnols à sa propre situation domestique[146].

Ce qu'il se passe en Espagne est universellement compris, se traduit parfaitement, se conjugue dans toutes les cultures. Il ne s'agit pas d'une simple solidarité, mais mobilisation sous la forme d'une communion qui interprète la situation espagnole suivant une symbolique établie sur les situations locales. Ainsi, pour ne garder que trois exemples, un syndicaliste américain justifiait sa présence en Espagne comme un « pas logique » depuis les piquets de grève chez Ford tandis que les communistes brésiliens estimaient être confrontés aux mêmes menaces du « fascisme international » et que les volontaires chypriotes avaient le

[143] « L'héroïsme des Républicains. Les soldats ne reculent pas devant les tanks qui les écrasent » in *L'Humanité* du 26 mars 1938, p. 3.
[144] WIEVIORKA (Annette), *Maurice et Jeannette…*, *op. cit.*, p. 69.
[145] FISHER (Harry), *Comrades ! Tales of a Brigadista in the Spanish Civil War*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 1998, p. 16 ; ROSENSTONE (Robert A.), « The Men of the Abraham Lincoln Battalion» *in The Journal of American History*, Vol. 54, No. 2 (Sep., 1967), pp. 330 et 336 ; ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause. Canadians in the Spanish Civil War 1936-1939*, Vancouver-Toronto, Whitecap Books, 1996, p. 46.
[146] MALET (David), *Foreign Fighters…*, *op. cit.*, p. 124.

sentiment de participer en Espagne à une lutte anticoloniale comparable à leur propre combat[147]. Selon Robert Franck, la mise en place de tels processus d'identification avec les « autres », par le biais de mécanismes de transferts et de réappropriation, déterminent absolument les actions solidaires[148].

L'universalité du champ émotions ainsi engendrée a développé son propre système sémiologique et une communion solidaire qui a dépassé largement la simple communauté d'intérêts. La dynamique justifiant le départ et l'action directe en Espagne fut incontestablement le produit de la capacité de la guerre d'Espagne à sécréter une cause, par l'alchimie des différents éléments abordés précédemment.

Cette cause portée ou attribuée à la République espagnole revenait au radical des grandes causes des siècles précédents, celles des « causes sacrées » du peuple, de la liberté, contre la tyrannie[149]. Le journal des jeunesses socialistes belges cité plus haut appelait ses lecteurs en décembre 1936 à se porter à la défense de la « fraternité universelle » et à soutenir « la sainte cause » en Espagne[150]. Les correspondances des volontaires et les mémorialistes font une place d'honneur à « la Cause ». C'est par ce mot que la plupart jurent d'être venus, sans pour autant exprimer clairement sa nature. C'est enfin parce qu'ils ont le sentiment d'avoir fait leur devoir pour la Cause que fut posée la question du retour. Sa puissance d'évocation provoque chez eux une intériorisation et une acceptation d'un système de valeur au nom duquel ils se jugent eux-mêmes et ont le sentiment d'être estimés[151]. Cette cause a sécrété par nature un sens du devoir, par le principe de la conscience de la tâche nécessaire cher à Spinoza.

De nombreux vétérans ont effectivement fait part de leur sentiment d'obligation à l'action, imposé par leur conscience, au désir impérieux d'être présent, d' « en être ». Ce désir de s'impliquer, de prendre une part des événements sur soi, de concrétude, s'incarne dans le

[147] ROSENSTONE (Robert A.), « The Men of the Abraham Lincoln Battalion… », *op. cit*., pp. 330 et 336 ; « La victoire de l'armée populaire espagnole, c'est la victoire du peuple brésilien menacé lui aussi par le fascisme internationale » par Lacerda in *La Correspondance Internationale* n°58 du 26 décembre 1936, p. 1547 ; « Contribution of Cyprus to the Cause of Spanish Democracy » par Michael Economides in *The Volunteer for Liberty* Vol. II. n°2 du 13 janvier 1938, p. 10.

[148] FRANCK (Robert), « Émotions mondiales, internationales, transnationales 1822-1932 » in *Monde(s). Histoire espaces relations* n°1, Dossier « Le débat transnational XIXe-XXIe», mai 2012, p. 66.

[149] GARRIGOU (Alain), *Mourir pour des idées. La vie posthume d'Alphonse Baudin*, Paris, Les Belles Lettres, coll. « L'histoire de profil », 2010, pp. 22-23.

[150] « Sur les fronts d'Espagne » par Tonelli in *Jeunesse Nouvelle JGS* n°45 du 5 décembre 1936, p. 1.

[151] RIDEL (Charles), *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 58. Ainsi, un volontaire suédois grièvement blessé dès son arrivée en Espagne se lamentait : « je n'ai rien fait pour la cause ». ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause*…, *op.cit.*, p. 106.saint

refus évoqué par de nombreux volontaires français de « demeurer les bras croisés ». Le double refus, celui de la place du spectateur et de mise à distance d'avec le lieu de l'action, et donc du dénouement, motive la « participation » du volontaire, qui peut ainsi se désigner lui-même, comme Saint Exupéry le notait dans ses carnets de guerre en 1940[152]. En 1938, Simone Weil n'écrivait pas autre chose à George Bernanos, à propos de son propre départ vers l'Espagne :

> En juillet 1936, j'étais à Paris, je n'aime pas la guerre ; mais ce qui m'a toujours fait le plus horreur dans la guerre, c'est la situation de ceux qui se trouvent à l'arrière. Quand j'ai compris que, malgré tous mes efforts, je ne pouvais m'empêcher de participer moralement à cette guerre, c'est-à-dire de souhaiter tous les jours, toutes les heures, la victoire des uns, la défaite des autres, je me suis dit que Paris était pour moi l'arrière, et j'ai pris le train pour Barcelone dans l'intention de m'engager[153].

Ne pas en être, « demeurer chez soi », c'était « trahir » pour un jeune milicien franco-russe tandis qu'un membre des Brigades internationales écrivait quant à lui qu'il était venu en Espagne pour « guérir sa tranquillité morale »[154]. Le volontaire agit, il participe ; il répond à une exigence intérieure qui lui de impose prendre position, de marquer son camp[155]. C'est ce qu'un volontaire d'une autre guerre, Christian La Mazière, combattant français sur le front russe sous l'uniforme allemand, décrivait de manière très malrucienne : « mettre ses actes en accord avec ses convictions »[156]. Enfin, l'Espagne fut durant deux ans le lieu où il fallait être pour qui voulait participer directement à donner un cours nouveau à l'ordre des choses.

4. L'Espagne, une « occasion »

Après une série de victoires foudroyantes du fascisme, la guerre civile espagnole offrait, par la coïncidence de sa situation géographique et de la défaite initiale du coup d'État, une opportunité d'agir, soit une conjonction exceptionnelle du désir et du possible. Cette situation opportune, ce kairos, a déterminé, enfin, la possibilité de l'action pour les volontaires étrangers. Ainsi, Carlo Rosselli expliquait que ses compatriotes antifascistes comme lui-même

[152] SAINT-EXUPÉRY (Antoine de), *Pilote de guerre*, *op. cit*., p. 166.
[153] WEIL (Simone), « Lettre à Georges Bernanos » in *Écrits historiques et politiques*, Paris, Gallimard, 1960, p. 406.
[154] SOSSENKO (George), *Aventurero idealista*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha. coll. « La Luz de la Memoria », 2004, p. 103.
[155] MESNARD (Philippe), « Héroïsme et désenchantement…. », *op. cit*., p. 224.
[156] CARRARD (Philippe), *Nous avons combattu pour Hitler*, Paris, Armand Colin, 2011. [*The French who fought for Hitler: memories from the outcasts*, 2010], p. 186.

ne se sentaient pas comme des vaincus parce sa génération, celle des *fuoriusciti,* n'avait eu « ni le temps ni la possibilité de livrer son combat et de donner sa mesure »[157].

L'Espagne devait être l'occasion de la contre-offensive, le moment de l'inversion du rapport de force, sentiment général fort bien résumé par George Orwell :

> Depuis 1930, les fascistes avaient partout eu le dessus ; il était temps qu'ils reçussent une raclée, et peu importait, presque, qui la leur donnerait. Si nous parvenions à repousser à la mer Franco et ses mercenaires étrangers, il en pourrait résulter une immense amélioration dans la situation mondiale, même si l'Espagne, elle, devait sortir de là étouffée sous une dictature et avec tous les meilleurs hommes en prison. Rien que pour cela déjà, il valait la peine de gagner la guerre[158].

L'occasion du combat était désormais en Espagne, où vaincus et vainqueurs seraient définitivement déterminés par le sort des armes. C'est le sens de l'appel aux armes lancé aux italiens par Carlo Rosselli sur Radio Barcelona le 13 novembre 1936 : « Gioventú d'Italia, sveglia ! Antifascisti italiani, sveglia ! Uomini liberi, in piedi[159] ! ».

Ce kairos espagnol a agi comme une catharsis : il était possible de faire en Espagne ce que l'on ne peut ou ce que l'on n'a pas pu faire chez soi. Le volontariat combattant en Espagne fut la continuité par les armes des combats de rue contre les fascistes. André Marty expliquait ainsi à un contingent de volontaires américains que les Brigades internationales étaient la « continuité du front populaire en armes[160] ». Cette perception clausewitzienne qui irradie le volontariat international combattant durant la guerre d'Espagne plonge ses racines dans le contexte de violence politique des années 30 où les aspirations paramilitaires touchent toutes les organisations antifascistes. L'Espagne vint porter à son paroxysme la confrontation politique, substituant le pavé et le revolver par la grenade et la mitrailleuse.

Le transport d'un événement local à l'échelle mondiale a érodé les particularismes propres à la guerre civile espagnole et l'a doté de caractéristiques universelles. L'été espagnol de 1936 est ressenti, parfois avec décalage, par les étrangers comme un grand festival, une célébration intense dont l'universalité des émotions dépasse les frontières de l'Espagne. Les sourires de la population, les images de fêtes, les poses des miliciennes, les déclarations fières

[157] «Noi non siamo dei vinti : siamo dei combattenti (février 1937) » in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna…*, *op. cit.*, p. 115.
[158] ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne*, Paris, éditions Ivréa, 2004, p. 170.
[159] *Jeunesse d'Italie, réveille toi ! Antifascistes italiens, réveillez-vous ! Hommes libres, debout !* « Oggi in Spagna, domani in Italia » in *Giustizia e Libertà* du 26 novembre 1936, p. 1.
[160] RGASPI 545.1.46 : Transmission de Luigi Longo à la section historique de la Base des BI du texte du discours de Marty à l'arrivée d'un « fort groupe de Camarades américains », probablement en février ou mars 1937. 11 novembre 1937.

et martiales de robustes miliciens inondent les journaux de gauche du monde entier. Le soleil est partout, il se devine dans les ombres des photos et des reportages cinématographiques, dans les tenues estivales, les visages bronzés des hommes et les bras nus des femmes. Les foules chantent, les prolétaires défilent et les titres annoncent d'éclatantes victoires. En Aragon, loin des déroutes sur le Tage et des défaites au Pays Basque, la saison de la guerre joyeuse dure tout l'été 1936 et les volontaires l'écrivent avec enthousiasme à leurs camarades restés au pays.

La guerre civile c'est enfin le lieu des opportunités, des revanches, des confrontations avec la mort[161]. Par nature, la guerre civile espagnole ouvre grand le champ des possibles. Elle propose une gamme immense de possibilités justifiant le départ. Cette conjonction révolutionnaire ne s'était pas produite depuis plus d'une décennie en Europe, « on était las de théoriser et de prêcher la révolution, on voulait la vivre » écrivait alors Rosselli[162]. Les volontaires des Brigades internationales ne diffèrent pas sur ce point. Tous sont persuadés de défendre et d'aider « à la création d'un monde nouveau qui s'étendra sur le monde entier [163] ». Il s'agit moins d'ailleurs de révolution que de « situation révolutionnaire », c'est-à-dire un temps arrêté, une période inachevée où tout semble possible et où la présence de chacun semble nécessaire. Ce n'est pas un hasard si les événements de mai 1937 à Barcelone auront pour effet d'éteindre les désirs de départ vers l'Espagne d'un certain nombre d'étrangers : le temps et l'occasion de la révolution étaient clos, seule la guerre demeurait.

Le phénomène en Espagne est avant tout le révélateur d'un puissant mouvement d'opinion autour de l'Espagne et d'une vaste mobilisation dont il constitue une des expressions, une situation déjà relevée à propos des formes antérieures du phénomène. Cette « émotion espagnole » n'a pas seulement frappé les imaginations, elle a également étreint les relations internationales ; les États voyant dans le volontariat combattant international un phénomène dangereusement capable d'étendre les champs de bataille d'Espagne à l'Europe entière.

[161] MARTIN (Jean-Clément), « Introduction » in *La guerre civile entre Histoire et Mémoire. Colloque d'octobre 1994 à la Roche-sur-Yon*, Centre de recherches sur l'Histoire du monde atlantique, Ouest Edition, coll. « Documents et enquêtes », Nantes, 1995, p. 14.
[162] « Noi non siamo dei vinti : siamo dei combattenti (février 1937) » in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna…*, *op. cit.*, p. 117.
[163] « Extraits de lettre. Pourquoi nous vaincrons ! » in *Le Volontaire de la Liberté. Organe des brigades internationales* n°7 14 janvier 1937, p. 4.

D. Un objet géopolitique central de la guerre d'Espagne

Une interrogation problématique traverse l'historiographie de la guerre civile espagnole et a suscité des réponses contrastées : la politique de non-intervention fut-elle la cause ou la conséquence du phénomène de volontariat international vers l'Espagne ? La question semble pourtant mal posée. La présence exponentielle d'étrangers devint immédiatement un fait en soi et s'est naturellement surimposée sur le véritable second front de la guerre civile espagnole, le terrain diplomatique. Le phénomène a immédiatement changé les conditions objectives de la non-intervention, aspect confirmé par la précocité de la survenue de la question du retrait des volontaires étrangers d'Espagne dans les négociations diplomatiques. La place centrale du phénomène fut déterminée par l'analogie arbitraire établie entre toutes les formes de manifestations étrangères combattantes en Espagne.

1. Le phénomène et son reflet. Des présences combattantes étrangères aux côtés des rebelles

L'armée espagnole soulevée et ses soutiens politiques reçurent immédiatement un soutien militaire de la part de l'Allemagne et de l'Italie, et dans une moindre mesure du Portugal. Dans les deux premiers cas, ce soutien s'est manifesté par la présence de corps expéditionnaires : le *Corpo Truppe Volontarie* (CTV) italien qui réunit un total de 78 000 soldats en Espagne, et la *Legion Condor* allemande, qui, comprenant de l'aviation, de l'artillerie et le groupe blindé Imker, ne réunit jamais plus de 6 000 hommes simultanément[164]. Ces corps expéditionnaires furent fallacieusement présentés comme des formations de volontaires, comme le revendiquaient ingénument le titre même du CTV et le nom de code choisi : « opération *Garibaldi* », ou le terme de *Legion*. La majeure partie des membres italiens du CTV furent puisés dans les effectifs des *Milizia Volontaria Sicurezza Nazionale*, les Chemises Noires (CCNN), pour un engagement certes volontaire mais sans connaître la destination de cet engagement, tandis que le personnel allemand était entièrement composé de militaires professionnels[165]. Les excentricités majorquines du comte italien Rossi

[164] COVERDALE (John F), *La intervención fascista en la Guerra Civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1979, pp. 133-135.

[165] Une prime de 3 000 lires d'avance et une solde de 40 lires par jour étaient promises. La plupart venaient de régions pauvres : Sicile, Campanie, Calabre ou des Pouilles. José Luis Alcofar Nassaes parle à leur propos de « volontaires sans volonté ». ALCOFAR NASSAES (José Luis), *Los Legionarios italianos en la Guerra Civil Española*, Barcelone, Ediciones Dopesa, 1972, p. 57.

et ses « dragons de la mort » ne peuvent pas plus être considérées comme un objet de notre champ d'étude[166].

Cependant, il y eut également des formations étrangères distinctes des corps expéditionnaires italien et allemand dans les armées nationalistes, intégralement composées de volontaires étrangers venus individuellement ou recrutés à l'extérieur de l'Espagne. Cette présence en miroir du phénomène a pu paraître anecdotique du fait des faibles effectifs concernés mais elle présente cependant des traits similaires aux formalisations majoritaires du phénomène dans sa dimension antifasciste. Cependant, ces manifestations minoritaires du volontariat international combattant furent soumises à des contraintes supérieures et des restrictions qui les ont finalement asphyxiées. Il y eut plusieurs velléités de créer dans les rangs nationalistes des formations de volontaires étrangers mais seuls deux projets furent menés à bien, avant de faire long feu. Les raisons de leurs faillites sont instructives pour notre étude du phénomène dans sa dimension majoritaire.

Trois grands desseins de volontariat combattant en sympathie pour la cause défendue par les rebelles sont identifiables. Tous ont comme point commun d'être en réalité la réédition de projets belliqueux anciens, l'Espagne étant davantage un prétexte plutôt qu'une finalité.

L'émigration Russe blanche dispersée en Europe attendait l'occasion d'une revanche et d'une croisade qui rassemblerait les diasporas russes avec la Russie comme point de mire. En Irlande en 1935, l'ex-général d'O'Duffy de l'Armée Républicaine Irlandaise avait proposé à Mussolini de mettre à son service une légion irlandaise de volontaires, proposition qui fut éconduite et ridiculisée en Irlande[167]. La même année en France, le fantasque Charles Trochu, chef du rassemblement d'extrême droite *Front National*, proposa également de lever un corps expéditionnaire français pour participer à la campagne en Éthiopie[168]. Ces deux desseins, éconduits par le Duce, furent remis en pratique quelques mois plus tard mais proposés cette fois au généralissime Franco.

L'immigration russe blanche en France a fourni dès la fin de l'été 1936 un certain nombre des volontaires pour l'armée rebelle espagnole. Les journaux de la communauté publièrent régulièrement des informations sur ces derniers, où, assurait un journal, ils se

[166] MARTÍNEZ BANDE (José Manuel), *La invasión del Aragón y el desembarco en Mallorca. Monografías de la Guerra de España n°5*. Madrid, Servicio Histórico Militar, Editorial San Martin, 1970, pp. 197-198.
[167] OTHEN (Christopher), *Las Brigadas internacionales de Franco*, Barcelone, Ediciones Destino, 2007, p. 141.
[168] DEWAELE VALDERRÁBANO (Hélène), « La extrema derecha francesa en España: mitos y realidades de la bandera Jeanne d'Arc (1936-1939) » in *Histórica y Política : ideas, procesos y movimientos sociales* n°8, 2002, pp. 280-281.

battaient pour la Russie[169]. La propagande en faveur du recrutement de volontaires donna des résultats fort mitigés et rencontra l'hostilité de Franco lui-même. Malgré les plans grandiloquents d'armées blanches en Espagne échafaudés par l'ex-général russe Chatiloff et la ROVS (Union Russe pour le Service Armé), seuls deux noyaux russes-blancs existaient en Espagne en mars 1937[170]. La police française avait en effet promptement démantelé la filière de la ROVS dès février 1937[171]. Selon Christopher Othen, un projet similaire arménien n'eut pas plus de succès[172].

S'appuyant sur une opinion catholique irlandaise très favorable à la rébellion militaire espagnole et indignée par les violences perpétrées contre le clergé espagnol, le *Blueshirt movement*, Eoin O'Duffy ouvrit des listes pour le recrutement de volontaires pour une « croisade » en Espagne le 10 août 1936[173]. On attendait 5 à 7 000 volontaires potentiels. Ils furent dix fois moins à Cáceres en Espagne en décembre 1936, réunis dans la XVème *Brigada Irlandesa* de la Légion. En janvier, ils auraient dû être rejoints par un autre contingent mais les autorités espagnoles n'acheminèrent pas le cargo attendu. De son côté, O'Duffy fit valoir l'adhésion de l'Irlande au traité de Non-intervention et la promesse faite à ses soldats d'un engagement de six mois pour demander leur congé, qui fut donné avec empressement[174]. Le 21 juin 1937, l'intégralité des Irlandais rentraient à Dublin[175].

La *Bandera* française fut le dernier projet de bataillon étranger accepté par les autorités de Burgos. Il s'agissait du syncrétisme de plusieurs initiatives françaises distinctes : un rassemblement de légionnaires français organisé par un officier oranais d'extrême-droite, un autre issu du *Tercio El Alcazar* et une démarche privée du général français Lavigne-Delville auprès de Franco en avril 1937[176]. La *Bandera* fut baptisée *Juana de Arco* (*Jeanne d'Arc*) par Lavigne-Delville mais les effectifs fantastiques promis n'eurent aucune réalité et les volontaires déjà présents préférèrent demeurer dans leurs formations politiques de la

[169] APP BA 1664 : *AS des répercussions des événements en Espagne, parmi la colonie russe de Paris*. Extrait d'une lettre publiée dans le journal russe blanc *La Sentinelle* en septembre 1936. Paris, 1er octobre 1936.
[170] Dans le 28ème régiment de *Requetés* aragonais (milices carlistes) *Tercio de Da. Maria de Molina.*
[171] APP BA 1664 : Secret Copie d'un rapport n°7929, en date du 15 octobre 1937 de Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police Spéciale d'Hendaye.
[172] OTHEN (Christopher), *Las Brigadas internacionales de Franco…, op. cit.*, p. 229.
[173] KEENE (Judith), *Fighting for Franco. International Volunteers in Nationalist Spain during the Spanish Civil War*, Londres, Hambledon Continuum, 2007, pp. 116-118.
[174] CADN Madrid Ambassade Série B - Dossier 562 Guerre civile. Télégramme n°20. Dublin, 29 avril 1937.
[175] Moins six tués par un échange de tir fratricide et deux morts de maladie. CADN Madrid Ambassade Série B - Dossier 562 Guerre civile. Monsieur François Briere, chargé d'affaires de France à Dublin, à son Excellence Monsieur Yvon Delbos, Ministre des Affaires Étrangères à Paris. *Arrivée à Dublin de la Brigade Irlandaise*. Dublin, 3 juillet 1937.
[176] SHD 7 N² 2604 : *Renseignement. La constitution de la Bandera française*. Alger, 22 juin 1937.

phalange ou des *Requetés* plutôt que de signer un engagement dans la Légion. Le 26 septembre 1937, la *Juana de Arco* était transformée en compagnie et versée dans la XVIIème Bandera *Coronel Yagüe* de la Légion[177]. Les divers milieux de l'extrême-droite française se sont toujours opposés à la constitution d'une formation combattante française comme au recrutement de volontaires. Cette position tint avant tout au pacifisme des droites nationales européennes mais également à leur refus de perdre des militants précieux[178]. Il était de plus impensable de se compromettre dans des actions pouvant attirer une répression accrue ou pire, les faire passer pour des « interventionnistes ». En Belgique, l'extrême-droite fut elle aussi confrontée aux désirs de volontariat combattant de certains de ses membres mais Léon Degrelle comme les nationalistes flamands s'y opposèrent[179].

Les volontaires étrangers arrivés individuellement furent, dès la fin de l'année 1936, invités à procéder par le canal habituel des bureaux d'engagement de la Légion, quelles que soient leurs motivations[180]. L'immense majorité d'entre eux souhaitaient intégrer les formations paramilitaires comme les carlistes, avant d'être contraints de rejoindre la Légion étrangère espagnole. Celle-ci formait le réceptacle par définition du volontariat militaire étranger et c'est à ce titre qu'elle fut la destination naturelle des volontaires étrangers souhaitant combattre aux côtés des rebelles[181]. Elle comptait avant le déclenchement de la rébellion militaire un très faible nombre d'étrangers. En août 1938, elle accueillait 1 248 volontaires étrangers venants de 37 pays différents, dont deux-tiers de portugais et seulement 72 Français[182]. Il est indéniable que le déclenchement de la guerre civile suscita des vocations légionnaires, l'ambassadeur espagnol du gouvernement de Burgos en Allemagne constatait en décembre 1936 la très forte augmentation du nombre de postulants pour la Légion[183].

La réduction du phénomène du côté nationaliste tint à une conjonction de facteurs extérieurs dont les principaux résidèrent dans le fait que ses promoteurs furent des

[177] AGMA C.2323, L. 46, Cp 100/3. Réponse du QGG à Yagüe au Généralissime Franco. Salamanque, 26 septembre 1937. La XV[a] Bandera fut hispanisée et renommée *Reino de Aragón*.
[178] Charles Maurras soutint lors de son procès en 1945 qu'il avait dissuadé les Camelots de se porter volontaires en Espagne car « la France avait besoin de toute sa belle jeunesse ». DEWAELE VALDERRÁBANO (Hélène), « La extrema derecha francesa en España…», *op. cit.*, p. 279.
[179] BALACE (Francis), « La droite Belge et l'aide à Franco » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine,* Vol. 3-4, n°18, « *La Belgique et la guerre civile d'Espagne* », 1987, pp. 656-657.
[180] AGMA ZN C.2331 L60 Cp73 CGG-EM 1° Sección Nota para secretaria general. Salamanque, 5 janvier 1937.
[181] En 1937, elle change de dénomination, passant d'*El Tercio* à *La Legión*.
[182] Le Deuxième Bureau les estimait pourtant à 1 600 Français depuis juillet 1936, la différence réside probablement dans les nationalités d'emprunts déclarées par les engagés ; SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Renseignements 2e Bureau EMA SCR. *AS de volontaires étrangers*. 17 mars 1937.
[183] AGMA C 2328 L.60 Cp. 71 : Ambassade d'Espagne à Berlin. Circulaire n°120. Berlin, 2 décembre 1936.

individualités de second ordre, politiquement marginalisées, et ne trouvant pas de soutien ni de moyen de diffusion dans les canaux militants traditionnels et dans la difficulté à appeler au volontariat pour un camp soutenu par l'Allemagne. Les facteurs intérieurs furent quant à eux plus limitatifs encore, du fait du peu de sympathie de Franco pour ces projets, de la francophobie régnant dans le territoire tenu par Burgos et surtout de la préexistence d'un réceptacle approprié, la Légion, qui avait l'avantage de ne pas faire de politique.

Bien que de nature fort différente, ses présences étrangères dans les rangs nationalistes ont largement participé à une lecture extérieure les assimilant toutes au même radical.

2. La lecture analogique et symétrique des présences militaires étrangères en Espagne

Les deux démarches combattantes d'origines extérieures au conflit civil espagnol, c'est-à-dire les corps expéditionnaires et le volontariat militaire à titre étranger, furent immédiatement associées et confondues. Cette analogie symétrique présentant tous les agents extérieurs actifs opérant en Espagne comme des volontaires fut un fait communément admis, à l'exception des principaux intéressés et de leurs soutiens ou promoteurs ; c'est-à-dire comme des volontaires plus ou moins encouragés ou aidés par leur État[184]. Les Brigades internationales incarnèrent, pour les observateurs hostiles à la République, une intervention soviétique, soutenue par la France[185]. Orwell en quittant la péninsule ibérique, écrivait cette phrase singulière : « Bonne chance à tous ! J'espère qu'ils gagneront leur guerre et chasseront d'Espagne tous les étrangers, les Allemands, les Russes et les Italiens[186] ».

La SDN et le comité de Non-intervention se gardèrent de reconnaître officiellement la présence de corps expéditionnaires issus d'armées régulières. Le simple constat des présences avérées suffisait, la question des effectifs totaux ou des modalités de survenue étant considérée comme accessoire. La symétrie opérée permettait le parallélisme des dénonciations. Ainsi, les volontaires furent renvoyés dos à dos, comme des agents, conscients ou inconscients, issus d'entreprises hégémoniques et agressives de trois États déjà particulièrement surveillés : l'Allemagne, l'Italie et l'URSS. Cet aspect a naturellement

[184] Cette lecture analogique perdure encore. De nombreux auteurs, dont des historiens de qualité comme Hugh Thomas, jouent sur les mots en traitant des engagements volontaires en Italie et en Allemagne pour la *Legion Condor* ou les bataillons CCNN du CTV.
[185] *I Accuse France (by a Barrister),* Londres, Spanish Press Services Limited, 1937, pp. 8-19.
[186] ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne…*, *op. cit.*, p. 224.

particulièrement renforcé la perception de la guerre civile espagnole comme un espace pouvant accoucher d'une guerre mondiale[187]. C'est cette perception qui a directement motivé l'installation du volontariat au centre de la table des négociations à Londres comme Yvon Delbos l'expliquait en décembre 1936 aux députés français :

> Une autre question est venue se poser aussi avec une acuité croissante : celle des volontaires étrangers à l'Espagne, qui n'a pas été réglementée, en vertu du principe de la liberté individuelle. Mais leur afflux est devenu tel et surtout il pourrait prendre un tel caractère qu'on en vient à se demander si la responsabilité des États ne risque pas d'être engagée, ce qui serait un péril non moins grave que celui d'envois d'armes massifs et directs. Il y a donc lieu d'examiner si une extension de l'accord de non-intervention ne doit pas être envisagée. Le Comité de Londres vient de se saisir du problème, qui ne peut être utilement résolu que par des mesures arrêtées en commun et également observées par tous, ce qui nécessite, ici encore, le contrôle vigilant dont je parlais tout à l'heure[188].

En janvier 1937, conformément aux engagements progressivement adoptés par les membres du Comité de non-intervention, les législateurs français discutaient des mesures à adopter pour contrevenir aux départs de volontaires, très majoritairement des citoyens français. Léon Blum soutint l'adoption d'une loi, navré du spectacle de l'Espagne « recouverte » par « des vagues alternées de migrations armées » tandis que le socialiste Salomon Grumbach reconnaissait qu'il était pénible de devoir « traiter de la même façon les volontaires qui se battent pour un idéal et les « involontaires » dont des « régiments entiers ont été envoyés en Espagne par l'Allemagne et l'Italie d'abord, par la Russie ensuite[189] ».

L'analogie des interventions extérieures sous couvert du volontariat s'est appuyée sur les propagandes des deux camps, extrêmement actives sur le fait de relever, ou extrapoler le plus souvent, les preuves de l'action de forces étrangères en Espagne. Durant toute l'année 1936 et le printemps 1937, les journaux étrangers comme espagnols colportèrent quotidiennement de folles rumeurs à propos de l'irruption de forces étrangères en Espagne, le plus souvent en se citant les uns les autres. Les nouvelles rapportées d'Espagne par les envoyés spéciaux comme les communiqués des deux camps en lutte dressaient un tableau dramatique de la situation réelle sur les étrangers combattants dans la Péninsule. En un mois seulement, de la mi-août à la mi-septembre 1936 un lecteur du journal conservateur français *Le Temps* apprenait que des centaines de volontaires Belges de gauche affluaient vers les

[187] Un volontariat transnational combattant déterminé comme provenant de tous les pays à l'exception des trois mentionnés n'aurait, à l'évidence, pas motivé les mêmes conséquences diplomatiques et géopolitiques.
[188] « La déclaration de M. Yvon Delbos, hier, à la Chambre » in *Le Populaire* du 5 décembre 1936, p. 5.
[189] « L'interdiction des engagements pour l'Espagne » in *Le Temps* du 17 janvier 1937, p. 3.

milices basques, que les rebelles connaissaient une forte demande d'engagements d'étrangers, qu'une légion catholique irlandaise se préparait au départ vers l'Espagne, que des volontaires britanniques et suisses combattaient dans les rangs gouvernementaux et que la ville d'Irun était défendue par une milice étrangère[190]. Madrid fut tour à tour présentée comme entièrement défendue par des étrangers, ou à l'inverse, assiégée par des troupes étrangères. Selon les Nationalistes, le gouvernement en quittant Madrid avait confié la défense de la ville à « 7 000 étrangers aguerris », des « mercenaires russes, mexicains et français » obligeant la population civile terrorisée à demeurer dans la ville assiégée, tandis que des avions soviétiques arrivaient (effectivement) à Murcie[191]. Au contraire, *L'Humanité* et *Le Populaire* affirmaient qu'une « armée internationale » composée de plusieurs divisions italiennes et marocaines, de « 10 000 Allemands » et « 20 000 portugais, Roumains, Hongrois » et « 2 000 Français » combattait la République en Espagne, poussant cette estimation jusqu'à « 237 000 étrangers » en 1938[192]. L'ambassadeur de France rapportait en février 1937 que les effectifs des Brigades internationales étaient estimés à 75 000 étrangers, dont 35 000 français, encadrés par des « Russes » tandis qu'on comptait en face 40 000 fantassins italiens et quelques spécialistes allemands[193]. Tout au long du conflit la presse nationaliste mettra en évidence les Français dans les rangs des « Rouges », poussant l'estimation maximale à 30 000 en décembre 1938, un mois après le retrait quasi total des volontaires français d'Espagne[194].

Durant le conflit, les Nationalistes ont présenté l'intégralité du soutien international à la République comme un fait d'abord français puis russe. Le nombre de français capturés au front ou bien identifiés comme tels après inspection des dépouilles sur les champs de bataille fut évidemment présenté comme une preuve, comme le matériel récupéré[195]. Une exposition de trophées de guerre fut organisée par les Nationalistes à Saint Sébastien (Donostia) pour

[190] « Volontaires belges à la Frontière française » in *Le Temps* du 18 août 1936, p. 2 ; « Les volontaires irlandais » (30 août, p. 2) ; « Les rebelles acceptent le concours de volontaires étrangers » (3 septembre p. 1) ; « Mort de volontaires étrangers » (5 septembre, p. 2) ; « Déclarations d'un officier des milices » (14 septembre, p. 2).
[191] SHD 7 N 2760 : EMA/Espagne. Ministre de la Marine. *Situation générale*. 1er décembre 1936 ; *La Falange. Órgano en Extremadura de Falange Española de las JONS* (Cáceres) n°71 du 20 novembre 1936 ; *La Prensa* (Santa Cruz de Tenerife) du 16 décembre 1936.
[192] « 40 000 Italiens et 10 000 allemands attaquent en Aragon » *in L'Humanité* du 22 mars 1938, p. 1 ; « Les forces antinationales des « Nationaux ». Que comprend l'hétéroclite armée du tueur Franco ? » par Jean Longuet in *Le Populaire* du 7 janvier 1938, p. 3.
[193] SHD 7 N 2757 : *Renseignements militaires (sources diverses paraissant sûres).* L'ambassadeur de France en Espagne à Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères. Saint Sébastien le 19 février 1937.
[194] « 30 000 franceses en las filas rojas » in *La Gaceta del Norte* du 31 décembre 1938.
[195] CADN Madrid Ambassade Série B - Dossier 562 Guerre civile. Rapport du Commissaire Divisionnaire à Monsieur le Sous-préfet. Bayonne, juillet 1937 ; APP BA 1664 Dossier RE – Insurgés. *AS des précisions apportées par l'agence DNB de Berlin sur l'aide militaire à l'Espagne républicaine*. 30 août 1938.

mettre en évidence le soutien français, où trônait, symboliquement, le drapeau du bataillon *Commune de Paris*[196].

La *Legion Condor* et le CTV furent tout d'abord présentés comme de simples contingents mercenaires recrutés parmi les chômeurs d'Italie et d'Allemagne, selon les mêmes considérations que la presse à propos des Brigades internationales[197]. Le consul de France à Turin signalait en décembre 1936 que des volontaires italiens étaient recrutés pour l'Espagne via le Secrétariat Fédéral du Parti Fasciste[198]. D'Allemagne, on signalait qu'une campagne de recrutement était en cours et qu'une « colonne de volontaires anti-communistes» de 30 000 hommes se préparait[199]. Le chargé d'affaire français à Rome précisait pour sa part qu'entre un et deux milliers de « volontaires Bavarois » attendaient à La Spezia leur embarquement[200]. L'Allemagne répondait à ce propos qu'il ne pouvait s'agir que d'individuels s'étant mis à disposition des rebelles « de la même façon que des volontaires étrangers ont offert leurs services au Gouvernement de Madrid »[201]. La *Gazetta del Popolo* du 13 février 1937 rapportait laconiquement qu'étant donné qu'il y avait en Espagne des volontaires de toutes les parties du monde, il n'y avait rien d'étonnant à ce qu'il y ait des Italiens, ce dont le régime s'enorgueillissait d'ailleurs[202].

Il est cependant certain que les combattants étrangers, de part et d'autre de la ligne de front, ont sécrété une boucle de causalité où l'envoi des volontaires, réels ou feints, fut justifié, ou rendu justifiable, du fait de la présence d'étrangers dans l'autre camp. Le phénomène pu paraître comme étant en partie sa propre cause. Le volontariat eut cependant indéniablement un effet d'autostimulation. Nombre de volontaires ont expliqué *post-act* s'être convaincus de venir en Espagne en apprenant la présence chez l'ennemi de compatriotes. Pour le gielliste Emilio Lussu, une des raisons justifiant la création d'une légion italienne antifasciste en Espagne résidait dans le fait que l'adversaire recrutait ouvertement des volontaires italiens, allemands et portugais[203]. Ce volontariat en miroir se place dans une

[196] SHD 7 N² 2532 : EMA2SCR Dossier 3. Note non datée. 1938.
[197] « Deux divisions allemandes, 15 000 soldats italiens sont recrutés pour aider Franco» in *L'Humanité* du 6 décembre 1936, p. 3 ; SHD 7 N 2757 : Le MAE à Monsieur le Ministre de la DNG. *Renseignements sur la situation militaire espagnole recueillis à Saint Sebastien*. Paris 18 décembre 1936
[198] SHD 7 N 2757 : M. Pierre Destribats, Consul général chargé du consulat de France à Turin à Monsieur le MAE. *AS des événements d'Espagne*. Turin, 9 décembre 1936.
[199] SHD 7 N 2760 : EMA Espagne. *Situation générale. d- Aide allemande*. 1er décembre 1936 ; 7 N² 2616 Dossier 2 : *idem,* 5 janvier 1937.
[200] SHD 7 N 2757 : Le MAE à M. le MDNG. *Passage de troupes allemandes en Italie*. Paris 29 janvier 1937.
[201] SHD 7 N 2760 : EMA Espagne. *Situation générale. d- Aide allemande*. 2 décembre 1936.
[202] « La guerre civile en Espagne » in *Le Temps* du 14 février 1937, p. 1.
[203] « La Legione italiana in Ispagna » par Emilio Lussu In *Giustizia e Liberta* du 2 octobre 1936, p. 3.

continuité logique et cathartique des combats de rues entre « rouges » et « blancs ». Il ne fut d'ailleurs pas le seul fait des volontaires antifascistes[204].

Du fait de l'ampleur, réelle ou supposée, du phénomène en Espagne et des analogies opérées, le volontariat combattant devint rapidement un objet central de la non-intervention et un enjeu diplomatique dans les tentatives de règlement du conflit.

3. Le phénomène et la non-intervention d'août 1936 à mars 1937

La SDN se déchargea de ses responsabilités sur le Comité de Londres (CNI), coordination interétatique chargée de l'application de l'idée française, donnée aux Britanniques, de non-immixtion. Cette délégation de pouvoirs de la SDN auprès du comité de non-intervention se révéla fatale pour la République espagnole.

Les interventions de pays tiers furet de fait très vite avérées ; les livraisons d'armes et l'envoi d'avions démilitarisés par la France et la réalisation du pont aérien italo-allemand entre le Maroc et l'Espagne (du 27 juillet au 9 août 1936) étaient de notoriété publique. La première préoccupation est donc le risque d'engrenage et de conflagration en Europe. Après l'intermède de la « non-intervention relâchée », le gouvernement français interdisait l'exportation d'armes puis fermait la frontière pyrénéenne le 8 août. Le principe d'un cordon sanitaire autour de la péninsule ibérique sous la forme d'un traité de non-ingérence fut proposé par la France à la Grande-Bretagne, qui acceptait le 4 août, à condition que l'Allemagne et le Portugal y soient également associés. L'Italie exprima son intention de s'associer au projet, en exigeant son extension aux transferts de fonds (les souscriptions issues des campagnes de solidarité) et au recrutement de volontaires étrangers[205]. Le 17 août, l'Allemagne conditionnait également son adhésion à l'intégration de l'arrêt du recrutement de volontaires dans les pays ayant signé le pacte[206].

---

[204] Un *requetès* français expliquait à un journal navarrais sa présence parmi les carlistes par son désir de participer à l'écrasement du communisme comme « ennemi mondial » et pour faire la démonstration du fait qu'il y avait de « bons français qui sont attristés de voir tant des leurs combattre aux côtés des rouges espagnols. *El Pensamiento Navarro* du 1er octobre 1936 cité in DE MESA (José Luis), *Los otros internacionales. Voluntarios extranjeros desconocidos en el Bando Nacional durante la Guerra Civil (1936-1939),* Madrid, Ediciones de Barbarroja, Colección Documento, 1998, p. 58.

[205] DDF 1932-1939. 2ème série (1936-1939) Tome III (19 juillet - 19 novembre 1936). *M. De Chambrun, Ambassadeur de France à Rome, à M. Delbos, MAE. Télégrammes nos 986 à 992.* Document 173, pp. 246-247.

[206] UWLDC Publications from the archive of Henry Sara and Frank Maitland Pamphlets and Leaflets. 15/3/8/240 : *A summary of the history of non-intervention and a survey of the proceedings of the International Committee of Non-Intervention of Spain.* Brochure publiée par The Union of Democratic Control. Londres, février 1937.

Le 9 septembre se tint la première réunion du Comité de non-intervention, dit comité de Londres qui rassemblait vingt-cinq pays européens[207]. Il se dota immédiatement d'un comité permanent, appelé « sous-comité » où furent appelés à siéger les huit pays grands producteurs d'armes : Belgique, Tchécoslovaquie, France, Allemagne, Italie, Suède, Grande-Bretagne et URSS[208]. Le sous-comité connut immédiatement une première crise dès le mois suivant, l'URSS menaçant de lever sa participation en protestation contre les ingérences italo-allemandes en faveur des rebelles. Les premières livraisons soviétiques de ravitaillement et de matériel de guerre arrivèrent dans la foulée, tandis que Berlin et Rome reconnaissaient officiellement le gouvernement de Burgos[209].

Entre octobre et décembre 1936, le gouvernement d'Anthony Eden fit régulièrement état au sous-comité de son inquiétude concernant plusieurs infractions documentées de l'URSS et de l'Italie concernant l'envoi de matériel de guerre et de volontaires étrangers, redoutant une escalade réciproque[210]. La question des volontaires devint prééminente à partir de décembre, par l'addition des preuves formelles d'un changement d'échelle dans le phénomène, soit l'irruption à Madrid des Brigades internationales (premiers combats le 11 novembre), des premiers T-26 (29 octobre) et I-15 soviétiques (4 novembre), le déploiement de la *Legion Condor* allemande (à partir du 7 novembre) puis le débarquement du CTV à Cadix (créé le 7 décembre).

Le 5 décembre 1936, la France et la Grande-Bretagne présentèrent un plan définitif d'application de la non-intervention aux pays membres du comité de Londres qui exigeait pour la première fois le retrait de tous les combattants étrangers en Espagne[211]. Cette proposition était donc antérieure au déploiement de l'opération *Garibaldi*. C'est à l'évidence l'immense inquiétude provoquée par les départs non dissimulés de milliers de volontaires individuels, « partis contre la volonté et à la méconnaissance des gouvernements », surtout de

[207] Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, URSS et Yougoslavie.
[208] BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances 1931-1939*. Paris, Berg, 2000, p. 268.
[209] DEGRAS (Jane), *Soviet Documents on Foreign Policy.* Vol. III 1933-1940, Londres- New York, Toronto, Oxford University Press, 1953, pp. 211-212.
[210] UWLDC Archives of the TUC Spanish Rebellion - Documents 1936. 292/946/15b/1 : *Report on the Non-Intervention Committee and Spain : Appendix,* pp. 4-5.
[211] BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée…, op. cit.*, pp. 286-287 ; UWLDC Archives of the TUC Spanish Rebellion - Documents 1936. 292/946/15b/1 : *Report on the Non-Intervention Committee and Spain : Appendix,* p. 5.

France et de Belgique mais concernant en fait l'intégralité des pays membres du sous-comité de Londres, qui détermina le cadre du plan franco-anglais[212].

Le 16 novembre 1936, le principe d'un dispositif de contrôle de la non-intervention avait été adopté. En outre, le Comité de Londres s'accorda pour appeler en préalable chacun des pays membres à modifier sa propre législation nationale pour interdire les départs et les recrutements vers Espagne. L'URSS accepta sous conditions le 30 décembre, suivie par l'Italie et Allemagne le 7 janvier 1937. Ces deux pays exigèrent que les étrangers non-combattants soient intégrés dans le retrait. La lenteur du processus laissa à l'Italie le temps nécessaire de pouvoir déployer la majeure partie du CTV en décembre 1936, soit 9 500 soldats, en application du traité secret signé entre Rome et Burgos le 26 novembre 1936, et au Komintern de procéder à l'extension du recrutement de volontaires pour les Brigades internationales[213]. En janvier et février, la quasi-intégralité des pays membres du Comité de Londres interdisaient le recrutement et le transit de volontaires, y compris l'URSS, le Portugal, l'Allemagne et l'Italie. Le 16 février 1937, le Comité de non-intervention entérinait officiellement l'interdiction du volontariat, intégré dans le dispositif de non-intervention et, le 6 mars à minuit, le contrôle de la non-intervention entrait en vigueur aux frontières de l'Espagne.

Conclusion

Le phénomène de volontariat international durant la guerre d'Espagne fut la résultante de l'étincelle produite par le contact entre l'hypersensibilité d'une opinion antifasciste mondialisée et une situation locale exceptionnelle. L'origine entièrement exogène à la guerre civile espagnole du phénomène s'explique par son appartenance à une mobilisation secrétée par un alignement cathartique d'un contexte international chargé marqué par l'exacerbation des tensions et des peurs accumulées. La situation espagnole fut de ce fait immédiatement interprétée selon un cadre de référence élargi et réévalué sur des considérations universelles. La sociabilité antifasciste transpartisane a assimilé le déclenchement des événements espagnols comme la démonstration d'une prophétie auto-réalisatrice selon un schéma apocalyptique énoncé depuis trois ans et d'après le relevé de signaux convergents et annonciateurs. La guerre civile des Espagnols fut donc placée au pinacle de la ligne de tension entre « fascismes » et démocraties, désignée comme une bataille essentielle et donc comme

[212] UWLDC Archives of the TUC Spanish Rebellion …. *idem*, p. 6.
[213] BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée…, op. cit.*, p. 295 ; VIÑAS (Ángel), *El escudo de la República…, op. cit.*, Barcelone, Crítica. 2007, p. 28.

une occasion au combat. Le kairos espagnol, entendu comme prétexte et non comme cause première, n'avait de ce fait pas besoin d'être sollicité ni d'être en correspondance avec les besoins prosaïques du gouvernement ni même des organisations prolétariennes espagnoles. Cette confluence a déterminé la convergence vers l'Espagne d'une formidable remue d'hommes, devenant par là même un acteur inattendu du conflit. Cette intrusion a eu un impact considérable sur le déroulement de la guerre de par les conséquences géopolitiques et diplomatiques engendrées.

La survenue du phénomène dans le conflit civil espagnol et son incubation étant définies, il faut désormais en observer les manifestations dans leur pluralité et son métamorphisme.

Chapitre 2. Les formes organisées du volontariat international combattant antifasciste en Espagne (juillet 1936 - septembre 1938)

Les diverses manifestations du volontariat international dans l'espace gouvernemental durant la guerre civile espagnole sont relativement bien connues, quoique les Brigades internationales aient recouvert en grande partie les formes alternatives ayant coexisté à l'extérieur de ces dernières. Cependant, il convient de réinterroger la spatialisation, la distribution et les évolutions des formes du phénomène. Cet examen procède selon un traitement à la fois chronologique, comme fil conducteur, et dynamique, pour distinguer les différents modèles interprétatifs. Ce traitement doit permettre une analyse des évolutions structurelles et des ruptures remarquables pour en souligner et y distinguer les démarches intentionnelles, les créations circonstancielles et les interventions institutionnelles ayant déterminé les différentes formes adoptées par les manifestations du phénomène.

Cette démarche heuristique s'oppose donc à la lecture traditionnelle qui propose de considérer les Brigades internationales comme la forme mature du phénomène. Cette hypothèse considère en effet que les formes alternatives, immatures, ont été immédiatement absorbées par l'organe le plus vigoureux[214]. Il semble au contraire que ces dernières aient constitué une rupture majeure dans un paradigme préexistant admettant des formalisations plurielles et que plusieurs facteurs soient intervenus pour réduire le phénomène à une forme unique de l'été 1937 à leur subite disparition en septembre 1938.

A. Le temps des milices (été 1936)

Fin juillet 1936, alors que la situation se stabilisait dans la quasi-totalité des villes d'Espagne, les combats s'exportèrent dans les campagnes en direction des centres urbains occupés par l'ennemi. La situation militaire recouvrait deux espaces dynamiques opposés, séparés par une diagonale partant de Malaga au sud à Irun au nord en passant au centre par Tolède et Madrid. Dans sa part orientale, la situation était passive, du fait des échecs

[214] Cette lecture gradualiste fut en réalité une création contemporaine de la propagande des Brigades internationales.

permanents des milices catalanes et gouvernementales dans leurs opérations offensives en Aragon et en Andalousie. Dans la part occidentale, les opérations furent au contraire marquées par une extrême labilité due au recul constant des forces gouvernementales. La capitale, menacée à l'est et au nord, essayait désespérément d'établir des points d'appui pour ralentir l'armée d'Afrique qui progressait inexorablement depuis l'Estrémadure. Plus au nord, les Basques résistaient à une forte offensive venue de Navarre. Au contraire, de l'autre côté de cette diagonale, les Catalans s'étaient projetés jusqu'aux portes de Teruel et de Saragosse et entreprenaient le siège de Huesca en profitant de l'absence de pression de l'ennemi, avant de noyer leurs efforts dans une opération amphibie de grand style contre les Baléares qui s'acheva par une défaite. C'est cette carte que les observateurs étrangers suivaient quotidiennement dans la presse, durant le bel été 1936 où l'actualité trompait son ennui en Espagne.

1. Le Pays basque et la poche Nord : un espace rapidement circonscrit puis marginalisé

Dès la fin du mois de juillet 1936, des étrangers franchissaient les Pyrénées pour combattre aux côté des miliciens basques. Il s'agissait principalement d'Espagnols émigrés et de communistes, français ou immigrés, venus du littoral atlantique français ou des départements frontaliers[215]. Les combats se déroulant à quelques kilomètres de la frontière, le Parti Communiste Français (PCF) et la Main d'œuvre Immigrée (MOI) avaient désigné Irun et Bilbao plutôt que la Catalogne comme point de destination de l'aide clandestine durant l'été 1936 et des cadres militaires furent dirigés vers cette destination[216]. Le 6 août 1936 arrivait à la frontière basque le premier groupe organisé de volontaires étrangers, environ 25 volontaires communistes issus majoritairement de la MOI qui semble avoir pris le nom de *Waléry Wrobewski*[217]. Près d'eux, des germanophones venus de France et de Belgique s'organisaient dans un groupe de mitrailleurs baptisé *Edgar André* et commandé un militant social-

[215] AGGCE PS BILBAO 24.12 : *Fichas de milicianos comunistas alemanes de la Columna Lasarte*. S.d.
[216] JEROME (Jean), *La part des hommes. Souvenirs d'un témoin*, Paris, Acropole, 1983, p. 181. Parmi les cadres communistes présents dans la zone basque figurèrent les Italiens Remigio Maurovitch dit « Gorizia » et Albino Donati (tous deux morts à Irun), le Polonais, Joseph Epstein (dit également « Jozef Andrey », « Josef Andrus », « Thomas Pelat »), le Franco-russe Joseph Jampolski dit « Jean Paul » et le Franco-polonais Jack Menachem.
[217] RGASPI 545.2.171 : Manuscrit *Hechos. Primeros mes agosto 1936 Septiembre 1936. Primeros polacos en España.* par Sewek Kirszenbaum. S.d. ; « Irun » in *Ochotnik Wolności. Organ Polskich ochtnikow republikanskiej armji Hiszapanskiej* n°50 du 24 octobre 1937, p. 5 ; « Voluntarios extranjeros antifascistas - Hendaya » in *El Día. Diario portavoz de los pueblos de Alicante* du 17 août 1936, p. 4.

démocrate allemand[218]. Les deux groupes étrangers faisaient partie des milices MAOC (*Milicias Antifascistas Obreras y Campesinas*), combattant à Saint Sebastien (Donostia), puis San Martial, défendant la ville frontière d'Irun, jusqu'à la chute du fort le 3 septembre. L'ultime défense d'Irun, concentrée autour du pont international sur la Bidassoa, fut notamment assurée par un groupe de combattants volontaires communistes venus de France[219].

La perte de la frontière terrestre ne signifia nullement l'asséchement total du volontariat international vers la zone nord, une liaison maritime demeurant entre Bilbao et Bordeaux. Des volontaires venus de l'étranger, majoritairement des immigrés ou descendants d'immigrés espagnols et venus d'Amérique du Sud et de France, mais également des Portugais et des Français, furent répartis indifféremment dans les différentes milices et bataillons des armées de la zone nord jusqu'en juillet 1937, chute de Bilbao[220]. En octobre 1936, le Comité Central du Parti Communiste d'Euzkadi, décidait du regroupement des étrangers en un bataillon spécifique à Bilbao[221]. Le projet se résuma finalement à une simple compagnie internationale du bataillon *Larrañag*a (MAOC n°1) dont la direction fut confiée à deux français[222]. Les autres étrangers furent réunis dans les bataillons communistes basques *Rusia* (compagnie *Thälmann*) et *Karl Liebknecht* (compagnie de mitrailleuses)[223].

Les anarchistes basques souhaitèrent également disposer de leur propre formation internationale. Le journal de la CNT basque annonça par conséquent qu'au 7 janvier 1937 on inscrirait les volontaires étrangers qui le souhaiteraient dans un *Batallón Internacional del Norte*[224]. Il ne réunit qu'une cinquantaine d'étrangers, finalement versés dans le bataillon anarchiste *Isaac Puente* entre mars et avril 1937, leurs camarades préférant demeurer dans

[218] ZUR MÜHLEN, (Patrik von), *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im Spanischen Bürgerkrieg 1936 bis 1939*, Bonn, VerJag Neue Gesemmschaft, 1983, p. 208.
[219] CERETTI (Giulio), *À l'ombre des deux T. 40 ans avec Maurice Thorez et Palmiro Togliatti*, Paris, Julliard, 1973, p. 168.
[220] AGGCE PS Gijon K 236.2 : *Ejercito del Norte. Caja de recluta 1 de Gijón (Asturias) Expedientes personales de voluntarios extranjeros* ; RGASPI 545.6.1315 : Fiche sans date du CG des BI sur le capitaine français Menant Charles, chef d'opération XIIème brigade.
[221] Selon une source unique mais contemporaine des faits, ce bataillon aurait été baptisé *Europa*. RGASPI 545.6.1299 : Dossier individuel du volontaire français R.Marceau. *Autobiographie*. Albacete, 16 janvier 1937.
[222] Le capitaine Menachem et le militant communiste Marceau. « Adelante ! Journal d'une escouade internationale » par Bochot in *L'Avant Garde* du 6 février 1937, p. 2.
[223] VARGAS ALONSO (Francisco Manuel), « Voluntarios internacionales y asesores extranjeros en Euzkadi (1936-1937) » in *Historia Contemporánea* n°34, 2007, pp. 331-332.
[224] VARGAS ALONSO (Francisco Manuel), « Anarquismo y Milicias de la CNT en Euskadi» in *Vasconia* n°24, 1996, p. 292 ; AGGCE PS Bilbao 84.1a6 : *Milicias Antifascistas de la CNT. Asesoría técnico militar comandancia. Fichas de milicianos del Batallón "Internacional" (ordenes alfabéticamente par los apellidos de los mismos).* Fiches concernant uniquement les étrangers membres du bataillon entre 12 mars et le 6 mai 1937.

leur unité d'élection[225]. Le projet anarchiste fut contrecarré par une seconde initiative des communistes basques de bataillon international à la même période ; le PC basque ayant ouvert à Bilbao un *Bureau de la Brigada Internacional de Euzkadi* et un *Comité Brigada Internacional*[226]. Un appel fut émis en direction des volontaires étrangers « sans distinction de parti » cinq jours seulement après l'annonce similaire de la CNT[227]. Ce bataillon international n'eut pas plus de succès que les précédents, et les membres de ces formations embryonnaires demandèrent leur transfert vers Madrid et les Brigades internationales[228].

L'espace basque fut très rapidement circonscrit par la pression des opérations militaires, ce qui compliqua, sans l'interdire, l'arrivée de volontaires étrangers. Exceptions faites des officiers sous contrat et des pilotes mercenaires très recherchés, le volontariat international ne fit pas l'objet d'une promotion particulière dans l'armée basque. Les isolats étrangers ne semblent pas avoir revendiqué un statut singulier ou une reconnaissance spécifique, peu motivés par les tentatives communistes et anarchistes basques concurrentes d'imitations des Brigades internationales. Le phénomène au Pays Basque fut très probablement immédiatement marginalisé par le transfert des cadres militaires étrangers vers la Catalogne où il connut au contraire son véritable essor.

2. La Catalogne, l'espace d'expansion du phénomène

Barcelone présentait aux étrangers parvenant en Espagne un tout autre visage que le Pays Basque : les combats étaient passés et gagnés, la guerre se déroulait désormais au loin, en Aragon. Les étrangers se dispersèrent, ou furent orientés, vers trois casernes de Barcelone : la vaste et moderne caserne Del Bruch, sise dans le quartier de Pedralbes (son nouveau patronyme révolutionnaire, *Miguel Bakunin*, eut peu de succès) puis la caserne d'artillerie Docks (*Espertaco*) pour la CNT FAI, celle du 10ème Régiment de cavalerie (*Lenín*) pour les milices du POUM et la caserne d'infanterie *Jaime I* (*Carlos Marx*) pour le PSUC. Elles étaient toutes placées sous la direction théorique du Comité Central des Milices Antifascistes

[225] AGGCE PS BILBAO 41.11 : *Milicias antifascistas. Hoja de control de movilización de dos milicianos del Batallón Internacional*.
[226] VARGAS ALONSO (Francisco Manuel), « Voluntarios internacionales y asesores…», *op. cit.,* p. 328.
[227] *Idem,* p. 329 ; AGGCE PS BILBAO 228.20 : *Brigada internacional* [1937].
[228] AGGCE Madrid PS 486.7 : *Voluntarios extranjeros*. Sauf conduit pour la Colonne internationale.CNT *Comité de Defensa*. Albacete. S.d. [Entre janvier et mai 1937].

de Catalogne (CCMAC), organe révolutionnaire créé en juillet 1936, indépendant du Ministère de la Guerre sis à Madrid puis Valence[229].

Vers le 15 août, plus de 18 000 miliciens étaient partis combattre dans l'une ou l'autre des grandes colonnes catalanes, dont 13 000 affiliés à la CNT, 3 000 du POUM et 2 000 du PSUC et de l'UGT[230]. Les colonnes se déployèrent de Teruel à la frontière française autour des trois points d'appui de l'ennemi : le bourg agricole de Belchite et les deux capitales régionales d'Aragon, Saragosse et Huesca. Le front d'Aragon était composé d'un agrégat de dizaines de formations hétéroclites, plus ou moins réunies à une « colonne » et dépendantes du quartier général catalan. Les étrangers y étaient au nombre d'environ 2 000 (hommes et femmes) en présence constante à l'automne 1936, un effectif marqué à la fois par une progression régulière et par un *turn over* constant. La majeure partie étaient inscrits comme miliciens ou officiaient dans les hôpitaux campagne. Les autres étaient soit des militants étrangers, actifs à Barcelone et souvent en lien avec le front, soit avaient été recrutés sous contrat comme spécialistes (ouvriers ou instructeurs). Si on ajoute les immigrés espagnols surnommés « los francès (les français) », la présence des étrangers était fort peu discrète, ce qui explique leur surestimation tant par l'ennemi que par les observateurs étrangers.

Parmi les colonnes miliciennes catalanes, sept comportaient des noyaux ou des groupes constitués de miliciens étrangers, pour un total d'une douzaine de formations internationales en Aragon de l'été 1936 au printemps 1937[231].

a) La colonne Durruti (CNT-FAI)

Le 23 juillet, la colonne *Durruti*, la plus célèbre des colonnes anarchistes catalanes, quittait Barcelone en direction de l'Aragon où elle compta bientôt 5 000 miliciens dont quelques étrangers et beaucoup d'Espagnols immigrés. Le premier noyau d'étrangers s'organisa dans la 24ème centurie en août 1936 autour d'un groupe d'étrangers déjà installés à Barcelone[232]. Régulièrement renforcé, ce noyau fut rebaptisé *Grupo internacional de la*

[229] Remplacé en septembre1936 par la Conseillerie de défense.
[230] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular de la República*, Tome 1, Madrid, La esfera de los libros, 2006, p. 429. Les effectifs proposés par l'auteur à propos de l'UGT me semblent largement sous-estimés.
[231] IISG CNT C8 3 : *Estado Mayor del Ministro de la Guerra Sección de operaciones. Estado de las fuerzas el día de 16 de octubre de 1936* ; *Inspección de frentes.* Madrid, 27 octobre 1936 ; *Estado demostrativo de las Fuerzas armadas de los grupos de milicias que a continuación se detallan*. Sans date [octobre ou novembre 1936].
[232] RGASPI 545.6.1207 : *SIM de la XIVème BI. Interrogatorio del detenido Geoffroy Alexis 14 Brigada*. Front, le 12 août 1938.

Columna Durruti et comptait 230 membres, hommes et femmes, en octobre 1936[233]. Il semble que ses effectifs aient été relativement stables quoique marqués par un fort *turn over*[234]. Cette volatilité du groupe s'explique par sa publicité à l'étranger, l'absorption de formations microscopiques d'étrangers et la mobilité de ses membres entre le front, Barcelone et l'étranger. Le groupe international participa aux engagements contre Huesca puis dans la Sierra dominant Saragosse. Après deux engagements meurtriers en octobre 1936, où tombèrent son chef charismatique, Louis Berthommieux, et une cinquantaine d'Internationaux, le groupe se délita progressivement.

b) Les colonnes Hilario-Zamora puis Ortiz-Sur Ebro (CNT-FAI)

La colonne *Hilario-Zamora* (du nom de ses chefs politique et militaire) fut constituée en juillet 1936 sur la base de miliciens du haut Aragon et de Cerdagne. Les immigrés espagnols et les volontaires étrangers qui arrivaient en Espagne par la Cerdagne furent en partie rassemblés dans un petit « Groupe international de Puigcerdá »[235]. Le 21 août 1936, la colonne fusionnait avec plusieurs petites formations et devint une grande unité : la colonne *Ortiz-Sur Ebro*[236]. Les étrangers furent réunis dans un groupe international qui prit ses quartiers dans la vallée de l'Èbre, face à Belchite[237]. Il n'a pas bénéficié de la présence dans ses rangs de chroniqueurs, raison de sa relative discrétion comparativement à son alter ego de la *Durruti*. Le groupe comprenait deux cent cinquante miliciens à l'automne 1936, divisés en quatre centuries étrangères (française, allemande, hongroise et italienne)[238].

---

[233] IISG FAI Pe 15 A2 : Lettre du Comité Français de Pedralbes au Comité central de la caserne. S.d. [octobre 1936]. Cette formation internationale a fait l'objet d'une monographie : GIMENEZ (Antoine) et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, Montreuil-Marseille, L'Insomniaque et les Giménologues, 2006. 558 pages.

[234] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Le général Pagezy commandant la 8ème Région à M. le Ministre de la DNG. EM de l'Armée 2ème Bureau SCR Paris. *Compte rendu d'interrogatoire d'un engagé volontaire français dans les troupes gouvernementales espagnoles rapatrié via Barcelone et Marseille (Pemartin Gilbert)*. Dijon, 3 mai 1937 ; Procès-verbal établi par Lucchini commissaire divisionnaire de Police Spéciale de Dijon. *Déclarations du sieur Pemartin Gilbert au sujet des conditions dans lesquelles il a été incorporé dans les Armées Gouvernementales Espagnoles*. Dijon, 26 avril 1937.

[235] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *Le Ministre de l'Intérieur DGSN à Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. EMA 2ème Bureau SCR. Volontaires de retours d'Espagne. Déclaration de Spanier Théodore, Chine René et autres*. Paris, 11 février 1937 ; « La vérité sur le « front paresseux » » par Carpentier-Ridel in *Le Libertaire* du 15 avril 1937, p. 3.

[236] Du nom de son chef, l'anarchiste Antonio Ortiz Ramírez et de celui du secteur : la rive sud de l'Èbre.

[237] « Le groupe international de la seconde colonne Ortiz-Ascaso » in *Le Libertaire* n°515 du 25 septembre 1936, p. 3 ; IISG FAI PE 64 : *Columna Sur Ebro « Centuria Internacional - Service Sanitat* », Barcelone, s. d. [1936].

[238] Il comptait encore 120 Français et une vingtaine d'Allemands début 1937. SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Le Commissaire de Police Mobile Paul Allinant détaché en mission à Monsieur le Préfet des Pyrénées Orientales Perpignan*. Perpignan, 6 mars 19337 : EMA 2ème Bureau SCR. Le Général de Montmarin Commandant de la 9ème Région à Monsieur le Ministre de la DNG. *Objet : Rapatriés d'Espagne*. Tours, le 27 avril 1937 ; NELLES (DIETER), « La Légion Étrangère de la révolution : les anarchosyndicalistes allemands dans les milices anarchistes durant la guerre civile espagnole » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-

c) Les colonnes Garcia Oliver et Ascaso (CNT-FAI)

La dernière grande formation anarchiste catalane à destination de l'Aragon le 28 août 1936 fut baptisée *Los Aguiluchos de la FAI* (Les Aiglons de la FAI) ou *Garcia Oliver*, du nom de son délégué général. Elle fusionna avec une autre colonne confédérale l'ayant précédée sur le front : la colonne *Ascaso* qui assiégeait Huesca. Ce fut dans cette forte colonne milicienne que les étrangers furent les plus nombreux. Il y eut tout d'abord un groupe de mitrailleurs « français », réunissant des volontaires de France et de Suisse durant la première quinzaine d'août et accompagné de l'ambulance de l'Œuvre Suisse d'entr'aide Ouvrière[239]. Parfois surnommé « Colonne française Ascaso », il fut dispersé fin 1936[240]. La colonne comprenait également un groupe de mitrailleurs anarchosyndicalistes allemands, baptisé *Erich Müsham* fin août 1936, rejoint par des socialistes et communistes non staliniens germanophones, helvétiques et néerlandais[241]. Fin novembre 1936, il fut versé dans la colonne *Durruti* et comptait une cinquantaine de membres[242]. D'autres allemands servaient comme artilleurs dans la batterie *Sacco e Vanzetti* de la même colonne[243].

Le 31 juillet 1936, des exilés anarchistes italiens, du groupe *Malatesta* de la FAI à Barcelone, appelèrent à la constitution d'une formation milicienne italienne anarchiste[244]. À la suite de la réunion de projets similaires portés séparément par l'anarchiste italien Camillo Berneri et le gielliste Carlo Rosselli, un fort groupe de volontaires italiens venus de France rejoignirent la colonne *Ascaso* le 19 août 1936, et s'associèrent aux anarchistes italiens du groupe *Malatesta* sous la dénomination de « *Sezione italiana della colonna Ascaso*» dite « colonne italienne »[245]. Le groupe réunit bientôt 130 italiens, au deux tiers anarchistes[246].

Jacques) (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Éditions Syllepse, 2008, p. 219.

[239] RGASPI 545.6.1320 : Dossier personnel du volontaire français Million.

[240] « L'Espagne d'aujourd'hui » par Viola in *Le Libertaire* n°564 du 2 septembre 1937, p. 3 ; AGGCE Madrid PS 487 *Brigadas internacionales* : Fiche du milicien suisse Louis Walter ; AGMA ZN Cuerpo de Ejercito de Aragon – Organización C.1299 Cp.31 : *Informacion del enemigo Columnas rojas Frente de Huesca ; Cp.6 Información del enemigo Columnas roja*. Novembre 1936 ; Cp. 20 : *Columnas rojas Ascaso*. Raport divers. novembre 1936.

[241] IISG FAI PE 1B Grupo DAS/ Sección Alemana. *Al comité del cuartel de Pedralbes. Grupo Erich Muesam, Adherido de la Columna Los Aguiluchos*. Barcelone, sans date ; FAI PE 1B Grupo DAS/ Sección Alemana : Lettre adressée à Michealis, Barcelone, 28 janvier 1937 ; NELLES (DIETER), « La Légion Étrangère de la révolution… », *op. cit*., p. 218.

[242] GIMENEZ (Antoine) et les Giménologues, *Les Fils de la nuit…, op. cit.,* p. 320 note 40.

[243] AGGCE Madrid 487.2 « Brigadas internacionales » : Fiche du milicien allemand Alfonso Molina.

[244] Encart « Atención italianos ! » in *La Vanguardia* du 30 juillet 1936, p. 6.

[245] Cette formation a fait l'objet d'une thèse inédite : ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo : volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, thèse d'histoire mention *Storia d'Europa: società, istituzioni e sistemi politici europei* soutenue sous la direction de Gabriella Ciampi et Leonardo Rapone, Université de Viterbo (*Università degli studi della Tuscia*, Italie), 2010. 401 pages.

d) La colonne Lenín (POUM)

La seconde colonne du POUM dénommée *Lenín* comprenait, dès son départ de Barcelone le 31 août 1936, un groupe international éponyme[247]. Régulièrement appelé « colonne internationale», il réunissait une cinquantaine de miliciens italiens, français, belges et allemands[248]. Des Allemands et des Italiens communistes non staliniens déjà installés en Catalogne étaient à l'origine de cette formation, rejoints par des jeunes socialistes français et belges et par quelques trotskistes[249]. Le groupe international du POUM attira un grand nombre de figures de l'antifascisme européen, dont le poète communiste anglais John Cornford ou le secrétaire général du parti maximaliste italien Guido Picelli qui tous deux rejoignirent très vite les Brigades internationales non sans avoir participé à la popularité de la micro-formation[250]. Après la dernière offensive importante contre Huesca le 21 octobre 1936, les miliciens étrangers du POUM furent tenus hors des combats ou rejoignirent la formation de choc *Rovira* de la colonne.

e) Les colonnes Del Barrio-Carlos Marx, 19 Juliol et Jaume Graells (PSUC–UGT)

Le 26 juillet, la colonne *Del Barrio* du PSUC et de l'UGT, du nom de son délégué politique le communiste catalan Del Barrio et connue également sous le nom de *Carlos Marx*, quittait Barcelone pour le front sud de Huesca. Les 4ème et 7ème centuries comprenaient un certain nombre d'étrangers, pour la plupart déjà installés en Catalogne, quelques rares sportifs des Spartakiades qui avaient été acceptés malgré les avis contraires des Catalans, et un groupe de 64 volontaires socialistes et communistes, français et immigrés d'Europe centrale venus

[246] « Desde Vicién (Frente de Huesca). Llega a nuestro frente un grupo de ciento cincuenta camaradas italianos, procedentes de Francia, Bélgica, Inglaterra y Argelia » in *Solidaridad Obrera* du 30 août 1936, p. 6 ; «News from the front. Our Italian Militians Put to Flight a Column of 500 fascists » in *Information Bulletin of the POUM* n°2, septembre 1936, p. 6. (Article extrait du journal du POUM *La Batalla* du 30 août 1936).

[247] La première colonne du POUM dite *Maurin* était au front depuis le 23 juillet 1936. Les deux colonnes fusionnèrent pour devenir en 1937 la 29ème division *Lenín* de l'Armée de Catalogne.

[248] « The Lenin international column » in *Information Bulletin of the POUM* n°4 du 22 septembre 1936, p. 7 ; « En suivant la révolution espagnole avec les milices de Barcelone » in *La Jeune Garde* n°7 du 24 octobre 1936, p. 1.

[249] « La muerte de Robert de Fauconet » in *La Batalla* du 8 septembre 1936, p. 3.

[250] BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors. The British in the Spanish Civil War and the Struggle against Fascism*, Londres, Aurun Press Ltd. 2012, p. 84 ; GORKIN (Julian), *Les communistes contre la révolution espagnole*, Paris, Pierre Belfond, coll. « Ligne de mire », 1978, p. 56. Gorkin propose une version peu crédible du choix de Picelli de rejoindre les Brigades internationales et de sa mort. Selon cet auteur très fréquemment cité, Picelli aurait été enlevé par le NKVD, pour l'empêcher de diriger le groupe de choc *Rovira* du POUM. Ses ravisseurs l'auraient ensuite obligé à s'engager dans les Brigades internationales avant de l'envoyer en premières lignes où il aurait été tué dans des circonstances troubles. Picelli choisit de rejoindre le bataillon *Garibaldi* dès sa création et fut nommé commissaire politique. Une batterie d'artillerie des Brigades internationales adopta son patronyme.

d'Algérie, le 25 juillet 1936[251]. Début août 1936, un fort groupe international composé majoritairement de Français et d'immigrés venus de France s'était constitué comme unité de mitrailleuses (16ème centurie du PSUC) et tenait le front à Tardienta[252]. Il réunissait une centaine d'étrangers, certains résidant à Barcelone avant le déclenchement de la guerre, d'autres venus pour les Spartakiades, des étrangers surpris en Catalogne durant leurs vacances ainsi que des volontaires venus de France[253]. Un petit groupe de germanophones, composé d'exilés et de quelques sportifs venus pour les Olympiades, adopta le patronyme d'*Ernst Thälmann* en faisait partie[254]. Il rassemblait une vingtaine de communistes et d'anarchistes, sous la direction du polonais germanophone Max Friedenmann[255]. Une partie du groupe international fut détachée dans la colonne d'assaut *Bayo* pour l'opération amphibie sur Majorque en septembre 1936, et regroupée dans la *centuria extrangera* dont le petit groupe de britanniques baptisé *Centuria Inglese Tom Mann*[256]. Les survivants furent rapatriés à Barcelone et répartis entre les colonnes *Liberta* et *Carlos Marx*.

Fin août, une seconde colonne du PSUC fut constituée à Barcelone, dénommée *19 Juliol*. Elle fut rapidement amalgamée à la colonne *Carlos Marx*. Au même moment, un fort contingent de communistes allemands arrivait à Barcelone, dont l'ex-député communiste allemand Hans Beimler. Une seconde formation allemande également intitulée *Thälmann* fut mise sur pied, en essayant vainement d'amalgamer la première du nom[257]. La 31ème centurie *Ernst Thälmann* partit au front le 29 août avec un fort effectif de 90 à 180 hommes et femmes suivant les sources. Les deux groupes germanophones *Thälmann* cohabitèrent sur le front de Huesca, mais la centurie éponyme sut cultiver une image de marque singulière. Elle a en effet

[251] IISG FAI PE 1C : *Grupo DAS/ Sección Alemana*. Lettre du volontaire yougoslave Jacob Houdick. Transmission par le CIA de Barcelone de la protestation des étrangers emprisonnés à la préfecture de Police. s.d. [mars ou avril 1937].
[252] CADN Barcelone Consulat Série B - Dossier 14 Prisonniers (A N). Lettre de René Jambon au Ministre de la Guerre. s.d. [1937] ; RGASPI 545.6.1541 : Dossier du volontaire Balroventhie Platon, sans nationalité.
[253] Soit une trentaine de Français, vingt Allemands, des Russes et des Britanniques. La popularité de ce groupe tient à la présence en son sein de nombreuses étrangères, dont la première volontaire morte au combat, l'artiste britannique Felicia Brown. « En Aragon. Une garnison internationale à Tardienta » in *Le Populaire* du 16 août 1936, p. 3 ; « Hablando con los jefes militares que dirigen las operaciones en el Frente Aragones » in *La Vanguardia* du 28 août 1936, pp. 10-11 ; RGASPI 545.2.170 : *Hecho. El primer voluntario ingles*. Sans date ; PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary. Tom Wintringham, 1898-1949*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2012 (2004), p. 114.
[254] RGASPI 545.2.171 : *Hechos* « *Columna Thaelmann* », sans date ni auteur.
[255] RGASPI 545.3.98 : *I. Gruppe Thalmann. Dir Ereignisse der ersten Wochen nach dem 19. Juli 36. Nach einen Bericht des Gen[ossen] Werner Hermelin*. Albacete, sans date.
[256] Tom Mann (1856-1941) avait été en 1889 la figure de la grève des dockers londoniens, puis membre fondateur du CPGB. UWLDC Library Special Collections – Political Pamphlet Collections JD10.P6 PPC 1724 : BOLSOVER (Philip) et alii, *British Battalion XV International Brigade*, Londres, Marston, 1939, p. 12 ; « Un peuple en lutte pour la liberté. 24 heures en colonne sur le front de Saragosse » par J.E. Pouterman in *Regards* n°135 du 13 août 1936, pp. 4-5 ; *Columna de Baleares. Diario de combate antifascista* n°1 sans date [août 1936]
[257] RGASPI 545.3.98 : *I. Gruppe Thalmann. Bericht des Gen[ossen] W. Hermelin*. Albacete, sans date.

fasciné les observateurs par son allure martiale et fut la première unité internationale à être évoquée dans *L'Humanité*, en première page[258]. Elle subit de très lourdes pertes durant la première bataille de l'ermitage de Santa Quiteria à Tardienta le 21 octobre 1936, perdant peut-être jusqu'à 60% de ses effectifs[259]. Les survivants furent envoyés à Albacete pour rejoindre la seconde brigade internationale où la centurie dissoute donna son patronyme au deuxième bataillon germanophone d'Albacete.

Dans la *Columna de Hierro de Jaume Graells*, dite également *Columna de Ferro,* créée le 19 septembre 1936 à Barcelone par les JSU et l'UGT, se trouvait également une centurie internationale, regroupant quelques communistes étrangers. En majorité Tchèques et Hongrois, ils s'organisèrent dans le « *Grupo Rákosi* » commandé par Mihaly Szlavai[260]. La colonne fut orientée vers Madrid, où les étrangers furent versés dans le *5º Regimiento* à la caserne madrilène de la Montaña.

f) La colonne Llibertat (CNT-FAI et PSUC)

La colonne *Llibertat* fut formée à Barcelone à la fin du mois d'août 1936 et prit tout d'abord le nom de *Primera Columna de Choque Catalana*, puis *Lopez-Tienda*, du nom de ses dirigeants politique et militaire. Elle devait rejoindre les grandes colonnes catalanes parties à la reconquête de l'Aragon. Cette colonne était composée majoritairement de miliciens anarchistes mais sa direction politique et militaire était tenue par le PSUC. Dès le début du mois de septembre 1936, des volontaires communistes étrangers, dont de nombreux vétérans d'Irun, furent agrégés à la colonne en formation, soit un groupe d'une cinquantaine d'Italiens et d'une quarantaine de Polonais, immigrés de France[261]. Le 5 septembre était formée la *Centuria de Especialidades Gastone Sozzi*[262]. Le 7 septembre, ils furent rejoints par un fort groupe de Français, dont une majorité d'Espagnols naturalisés ou immigrés et quelques Belges, qui formèrent de leur côté la centurie *Commune de Paris*. Un groupe d'une trentaine

[258] *L'Humanité* du 8 septembre 1936, p. 1.
[259] ZUR MÜHLEN, (Patrik von), *Spanien war ihre Hoffnung…, op. cit.*, pp. 208-211.
[260] MARTINEZ BANDE (José Manuel), *La invasión del Aragón…, op. cit.*, 1989, p. 96 ; AGGCE Madrid PS 321-2 *Brigadas internacionales* : Dossier du milicien communiste tchèque Habelt Walter,
[261] RGASPI 545.2.171: Manuscrit intitulé *Hechos. Primero mes agosto 1936 Septiembre 1936. Primeros polacos en España*, par Sewek Kirszenbaum. S.d. ; 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937, p. 111 ; 545.6.1315 : Fiche sans date du CG des BI sur le capitaine français Menant Charles.
[262] Commandée par le Catalan Bovey puis l'Italien Antonini tandis que le délégué politique était l'Italien Francisco Leone. Ce dernier avait été envoyé depuis Paris comme délégué d'une commission du SRI. Sa mission terminée, il demeura en Espagne pour accueillir les volontaires italiens qui venaient combattre en Espagne. RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe sobre la actividad de la XII y de la XII Garibaldi*, p. 41 ; « Un militante : Francesco Leone » par Lino Novas Calvo in *Lo Stato operaio. Rassegna di politica proletaria*, Anno XI n°11 Janvier 1937, pp. 46-47 ; 545.3.1634 : Coupure de presse d'un article issu de *Dino Novas* du 5 décembre 1936.

de Polonais fondaient enfin une section de mitrailleuses nommée *Jaroslav Dabrowski* le 6 septembre 1936[263].

Le 9 septembre, la colonne catalane reçut l'ordre de se diriger non vers l'Aragon mais vers l'Estrémadure, pour s'opposer à l'irrésistible progression de l'Armée d'Afrique devant Madrid. À Ciniciento, Pelahustan et Húmera, les Italiens et les Polonais subirent de lourdes pertes dans la vallée du Tage. Le 15 septembre, les survivants des centuries étrangères quittèrent les Catalans pour rejoindre le *5º Regimiento* à Madrid[264].

3. À Madrid et au Levant : des formations miliciennes internationales inopinées

Au Levant et dans la région madrilène, le volontariat international combattant adopta des prolégomènes aux formes très différentes de celles du Pays Basque et de la Catalogne. La plupart des miliciens étrangers présents étaient généralement des individus isolés résidant déjà en Espagne, comme le socialiste italien Fernando Rosa qui commandait une centurie des JSU de Madrid comprenant des socialistes italiens et yougoslaves. Du fait de la présence de nombreux exilés et immigrés cubains à Madrid, une formation de volontaires cubains fut levée à la fin de l'été 1936, dénommée *Batallón Especial Cubano* et affectée par la suite à la Première brigade mixte du jeune chef communiste Enrique Líster[265]. Par la suite, du fait de l'engouement autour du terme « international », confondant non espagnols, émigrés espagnols et descendants d'immigrés espagnols, diverses formations miliciennes adoptèrent ce qualificatif. Ainsi, les volontaires venus de Tanger et d'Afrique du Nord, en grande majorité de nationalité espagnole, furent réunis dans un pseudo-bataillon dénommé *Batallón internacional Tánger*[266].

Madrid accueillit également des formations internationales d'un tout autre type : les escadrilles constituées de personnel étranger. La première avait été créée en Aragon, début août 1936, sur le petit aérodrome de Sariñena et avait reçu le renfort de spécialistes français

[263] RGASPI 545.1.11 : Biographie de Matuszczak pour sa demande de nomination comme Commissaire de Guerre. Avril 1937.
[264] La *Gastone Sozzi* comptait alors 71 Italiens (venus de France, immigrés et naturalisés) et Polonais (et une Française). La *Commune de Paris* rassemblait 105 Français, Polonais, Espagnols immigrés et Belges. RGASPI 545.3.163 : *Lista dei componnenti la centuria « G. Sozzi»*. Par Sarpi. Valence, 2 décembre 1937 ; BALK (Theodor), *La Quatorzième. D'après des rapports, des conversations, des carnets de notes*. Madrid, Éditions du commissariat des Brigades internationales, 1937, p. 179 ; 545.2.170 : *Centuria Commune de Paris* . Sans date.
[265] VERA JIMÉNEZ (Fernando), « Cubanos en la Guerra Civil española. La presencia de voluntarios en las Brigadas Internacionales y el Ejército Popular de la República » in *Revista Complutense de Historia de América* n°25 1999, pp. 299-301.
[266] « Batallón internacional Tánger » in *La Vanguardia*, 5 février 1937, p. 4.

approchés par le PCF avec le soutien de l'ambassade d'Espagne à Paris[267]. Les projets transnationaux d'aviation militaire plus structurés virent le jour à Madrid, autour de deux escadrilles dites *Potez* et *Marcel Bloch*, rejointes le 20 août par l'escadrille mercenaire *España,* rassemblée par André Malraux[268]. Toutes furent constituées à partir des avions français convoyés en Espagne par la filière mise en place par Malraux et Pierre Cot et d'équipages recrutés en France. Les candidats furent trop nombreux, seuls les spécialistes vérifiés et les volontaires politiquement sûrs furent acceptés[269]. Expédient dû à l'urgence de la situation, l'escadrille *España* fut le produit d'une initiative privée réunissant une trentaine d'étrangers seulement[270]. Tandis qu'elle avait été originellement dotée en priorité sur les deux autres, son aura publicitaire fut largement supérieure à ses potentialités tactiques, et les rapports ne furent guère élogieux sur la turbulente formation française[271]. Le terrain d'aviation de Los Llanos à Albacete fut choisi pour accueillir les escadrilles internationales, en association avec la « colonne internationale » alors en formation. Le Groupe « Potez », renommé en septembre 1936 *Esquadra Internacional*, ou encore *Lacalle* du nom de son chef (Andrès García Lacalle) mais ne fut pas placé sous la tutelle de Colonne internationale. Elle accueillit la plupart des pilotes étrangers, dont certains refusaient de servir dans l'escadrille « française » *España*, et des pilotes non-soviétiques venus d'URSS[272].

Le phénomène s'est donc concentré naturellement en périphérie, près de la frontière. Sa repolarisation postérieure fut intentionnelle. Avant de considérer précisément cette inflexion, il faut suspendre le fil chronologique de notre analyse pour observer les règles de structuration des manifestations du phénomène prévalant avant la survenue des Brigades internationales.

[267] AGMA ZN *Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización* C.1299 Cp. 5 *Información de la oficina central de Burgos* – SIM Burgos, 22 octobre 1936 ; Archives de la Préfecture de Police (APP) - BA 1663. *Dossier Révolution Espagnole : correspondances 1936. Le DRGPJ à Monsieur le Préfet de Police. A.S. du recrutement de pilotes civils pour l'Espagne,* Paris le 20 octobre 1936 ; SAIZ CIDONCHA (Carlos), *Aviación Republicana. Historia de las Fuerzas Aéras de la República Española (1937-1939)*, Tome 1, Madrid, Almena Ediciones, 2006, pp. 149-150.
[268] SAIZ CIDONCHA (Carlos), *Aviación Republicana..., op. cit*., p. 190.
[269] BÉNIT (André), « L'engagement espagnol de Malraux vécu et relaté par son « commissaire politique », in *Espacio, Tiempo y Forma*, Série V, *Historia Contemporànea*, Tome 11, 1998, p. 250. GISCLON (Jean*), La Désillusion : Espagne 1936*, Paris, France-Empire, 1986, pp. 55-56.
[270] TODD (Olivier), *André Malraux. Une vie*, Paris, Gallimard, Nrf « Biographies », 2001, p. 229.
[271] AGMA ZR EM Fuerzas areas 1° Region C.1111 Cp1 D1. Rapport du chef d'escadrille Antonio Camacho à sa hierarchie. Getafé, 2 septembre 1936.
[272] SAIZ CIDONCHA (Carlos), *Aviación Republicana...,op. cit*., pp. 236-238 et 297.

B. Le creuset catalan : les formes initiales du phénomène (été-automne 1936)

Comment se sont structurées les manifestations initiales du phénomène ? L'invariabilité de la finalité objective, le combat, n'excluait pas la présence de profondes différences dans les formes adoptées, entre empirisme et intentionnalité. Les structurations furent tout d'abord conjoncturelles avant de subir des contraintes institutionnelles différentes selon les espaces. Le phénomène s'inscrivit tout d'abord dans une géographie. Les deux espaces qui accueillirent les premiers volontaires étrangers sont deux espaces frontaliers, en substance les deux portes d'entrée terrestres de la péninsule ibérique : par le littoral atlantique vers le Pays Basque (Irun) et par la Catalogne (Port-Bou, La Jonquera et Puigcerdá), tous deux disposant d'accès maritimes internationaux (Bilbao et Barcelone). Du fait de la proximité du front, immédiate en Guipúzcoa et contiguë en Aragon, ces deux espaces jouèrent un rôle de tamis retenant la quasi-intégralité des volontaires étrangers. La majeure partie des souches des formations internationales prirent naissance en Catalogne jusqu'au printemps 1937, adoptant des formes constitutives fortement marquées par les singularités locales.

1. La Catalogne, une matrice déterminante dans le développement des formes matures du volontariat combattant étranger

Le creuset catalan détermina absolument les formes et la distribution future du phénomène, proposant à ce dernier un environnement et un biotope particulièrement favorables : l'absence de pression de l'ennemi et la présence de structures politiques affinitaires organisées, favorables et déjà intégrées à des réseaux transnationaux. Ces espaces matriciels ont constitué des débouchés naturels de la dynamique solidaire étrangère et ont agi comme des sas de transition entre extérieur et intérieur de l'Espagne. La Catalogne était alors la principale porte internationale de l'Espagne et un hub européen ancien. Ce caractère fut considérablement renforcé lorsqu'elle devint la dernière liaison terrestre de Madrid à Paris après la chute d'Irun le 5 septembre 1936[273]. Les étrangers venus d'Afrique du Nord (Oran, Alger et Tanger) atteignaient l'Espagne via le port d'Alicante, mais surtout via Barcelone. Enfin, les transformations sociales menées par la CNT et les autres organisations prolétariennes, profitant de l'effondrement de l'autorité centrale, de l'armement de leurs

[273] La frontière cerdane de Bourg-Madame fut néanmoins fermée le 20 septembre, suite aux exactions commises dans la région. BLANCHON (Jean Louis), *Une expérience libertaire en Cerdagne 1936-1937*, Mémoire de Maîtrise soutenu à l'Université de Toulouse le Mirail, 1986, p. 15.

membres et de la faiblesse de la Généralité de Catalogne et l'attraction que la situation produisit sur les visiteurs et journalistes étrangers, firent de la Catalogne la capitale internationale de l'Espagne révolutionnaire, avant que Madrid ne devienne la capitale internationale de l'antifascisme. Cette interface catalane fut renforcée par les concentrations dans la cité Condale, et non à Madrid, et des terminaisons des comités de solidarité étrangers ; les premiers comités de France qui disposèrent rapidement tous de succursales à Barcelone.

Vieille cité cosmopolite tournée vers l'Europe et la Méditerranée, Barcelone accueillait depuis longtemps des communautés étrangères importantes, renforcées par les arrivées récentes des exilés politiques, notamment italiens et allemands. Sur un échantillon de 7 000 immigrés allemands, 4 250 étaient arrivés en 1934, en même temps que 2 248 Français et 1 165 Italiens[274]. Des organisations révolutionnaires et antifascistes italiennes avaient choisi la Catalogne plutôt que la France comme exil et le siège de l'AIT avait quitté Berlin en 1933 pour Barcelone, entraînant avec lui de nombreux militants anarchosyndicalistes[275]. Les étrangers qui arrivaient en Espagne à partir de juillet 1936 furent accueillis par des structures préexistantes, comme le comité italien *Malatesta* de la FAI. Enfin, plusieurs militants français s'y étaient installés et les liaisons entre anarchistes français et espagnols étaient vigoureuses depuis les années 20. Cette immigration politique, rapidement renforcée par des militants accourus de l'étranger, forma la matrice des structures d'accueil des volontaires, soutenue par les grandes formations politiques et syndicales catalanes. Ces présences transnationales antérieures se sont mobilisées et ont appelé leurs compatriotes à s'engager dans les milices espagnoles, pour lutter contre les « alliés » de leurs propres tyrans, pour reprendre les termes de l'appel aux Portugais de Barcelone d'août 1936[276].

Les premiers noyaux de miliciens étrangers parmi les combattants concernèrent systématiquement des étrangers préétablis à Barcelone, parfois accompagnés d'amis ou de compatriotes en vacances et de quelques sportifs étrangers venus participer aux Olympiades populaires. Ces dernières ayant été annulées du fait des événements, quelques-uns, une minorité, firent le coup de feu dans les combats de rue. Ces sportifs-combattants contribuèrent

[274] NELLES (DIETER), LINSE (Ulrich), PIOTROWSKI (Harald), GARCIA (Carlos), *Antifascistas alemanes en Barcelona (1933-1939). El Grupo DAS : sus actividades contra la red nazi y en el frente de Aragón*. Barcelone, Ediciones Sintra, 2010, p. 20.
[275] NELLES (DIETER), « La Légion Étrangère de la révolution… », *op. cit.*, p. 211.
[276] « Llamamiento a los emigrados portugueses » in *Solidaridad Obrera* du 4 août 1936, p. 5.

à populariser la présence de nombreux étrangers engagés dans les événements espagnols et à susciter des vocations[277].

La situation exceptionnelle, à plusieurs titres, de la Catalogne a conjugué un ensemble de facteurs favorables à l'épanouissement du phénomène. La situation révolutionnaire, à deux heures de train de Perpignan et au cœur de l'été, a bien évidemment formé un cadre propice et générateur. D'autre part, l'évaporation des cadres militaires traditionnels et la déliquescence de l'autorité étatique dans les périphéries de l'Espagne gouvernementale ont permis au phénomène de se constituer sans avoir à justifier de sa présence ni devoir correspondre à une norme ou une attente précise. L'effacement initial de l'autorité catalane au profit des organisations ouvrières a permis de placer la reconnaissance des engagements étrangers selon des justifications internationalistes qui se suffisaient à elles-mêmes. Enfin, le polycentrisme local et le fractionnement durable des institutions paramilitaires en Catalogne ont offert autant d'opportunités d'insertion au phénomène.

Les volontaires internationaux se sont tous associés dans une des grandes formations paramilitaires contrôlées par les organisations politiques et syndicales (POUM, CNT-FAI, UGT-PSUC-JSU) et aucun projet ou velléités d'engagement collectif n'a été proposé par la Généralité de Catalogne. Ce schéma n'est pas propre aux étrangers, les formations paramilitaires populaires se sont elles-mêmes constituées spontanément comme excroissances militarisées des formations politiques. Toutes les formations militaires furent immédiatement intitulées « colonnes » en juillet 1936 un terme évoquant pour les Espagnols comme les étrangers à la fois les guerres coloniales et la forme traditionnelle des expéditions de secours[278]. Les colonnes « expéditionnaires » ou *leales* (fidèles) répondaient à la progression des « colonnes soulevées » ou « rebelles ».

Sous l'influence d'un facteur grégaire, les étrangers se sont rassemblés entre eux, sans projet ni plan d'organisation particulier, « rassemblés par petits groupes au hasard des sympathies » comme le relevait un observateur militaire français[279]. En dehors des insertions individuelles, les premiers Internationaux présents durant l'été 1936 se dispersèrent entre les

[277] REIN (Raanan), « Echoes of the Spanish Civil War in Palestine : Zionists, Communists and the Contemporary Press » in *Journal of Contemporary History* Vol. 43 n°1, 2008, p. 18 ; CORDILLOT (Michel), « Jules Brugot (1912-1942). Retour sur l'itinéraire d'un interbrigadiste » in *Les Cahiers d'Adiamos 89*, n°5 « L'Yonne et la guerre d'Espagne », avril 2011, pp. 59-84.

[278] Observation tirée d'une analyse sémantique systématique dans le journal catalan *La Vanguardia* et le journal communiste français *L'Humanité* sur les sept premiers mois de l'année 1936. Ajoutons que le terme avait pour les germanophones déjà une acception paramilitaire (*Kolonn)* tout comme le terme *Centurie.*

[279] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *AS Interrogatoire de Miliciens retour d'Espagne.* Le commandant Le Forestier de Quillien, chef de la Section d'Études à Alger à Monsieur le colonel, chef de la SR et SCR. Alger, 20 avril 1937.

colonnes d'Aragon ou du pays Basque selon deux schémas réguliers d'association collective aux combattants espagnols. Le premier cas, majoritaire, concerne les arrivées en petits groupes déjà rassemblés avant le départ au front ou même directement à l'étranger qui s'intégrèrent dans une formation de combat existante en conservant une certaine autonomie. Dans le deuxième cas, ces groupes ont créé ex nihilo des formations distinctes, appelées communément « internationales ». La présence d'un groupe de compatriotes dans l'unité rejointe ou souhaitée constituait un facteur essentiel pour les nouveaux arrivants, pour des raisons pratiques et rassurantes, et générateur d'une dynamique centripète d'agrégation des étrangers d'une même colonne ou d'un même front.

Cependant, l'évolution des stratégies d'accueil en Catalogne va rapidement agir de manière déterminante sur la formalisation et la distribution des manifestations organisées.

2. Le phénomène à l'épreuve des concurrences partisanes en Catalogne

Les volontaires étrangers arrivant en Catalogne devaient franchir deux contrôles successifs. Le premier à la frontière opéré par les miliciens catalans auxquels étaient parfois adjoints des délégués étrangers et le second effectué par des membres des sections étrangères de la CNT-FAI, du POUM et du PSUC chargés de l'accueil et l'orientation des volontaires parvenant à Barcelone depuis la frontière espagnole par la gare du Nord[280] et la gare de France[281]. Les laissez-passer déterminaient la destination des volontaires. Ceux qui se présentèrent sous des affiliations imprécises telles que « antifasciste », « communiste », « socialiste », « syndicaliste » ou même « sympathisant » et sans idée exacte de destination représentaient une source de convoitise. De nombreux témoins ont évoqué l'accueil en gare où « les volontaires étaient attendus par les tenants des différents partis politiques de la ville, que signalaient d'énormes pancartes et qui s'emparaient au petit bonheur des volontaires arrivants[282] ». Ces pancartes firent l'objet de nombreuses contestations entre les sections étrangères, chacune accusant l'autre d'être tendancieuse et source de « confusions »[283]. Les gares de Barcelone se muaient en véritables foires d'empoigne, les délégués présents proposant « leur » formation internationale aux arrivants. Les registres de la Section Française

[280] Bourg-Madame, Le Perthus, La Tour de Carol et Oloron par Puicerda, La Junquera et Figueras.
[281] Cerbère par Port-Bou, les plus nombreux.
[282] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le commandant Le Forestier de Quillien, chef de la Section d'Études à Alger à Monsieur le colonel, chef de la SR et SCR Paris. *AS - Interrogatoire de Miliciens retour d'Espagne*. Alger, 20 avril 1937.
[283] IISG FAI Pe 15 A3 *: Mandat de la délégation des Sections française et allemande auprès de Diego Abad de Santillan*. S.d. [octobre ou novembre 1936].

de Barcelone regorgent d'anecdotes savoureuses sur les détournements ou escamotages de groupes de volontaires entre factions concurrentes. Un milicien français de la CNT-FAI relatait ainsi l'une de ses mésaventures :

> Je dus me disputer à la gare avec un type portant le brassard du POUM qui à toute force voulait emmener un camarade italien au POUM. Cet individu me dit que je n'étais pas qualifié, bien que je lui fis voir mon Passe-libre portant le cachet du Comité. Il me dit également que ma place était au front et non dans les gares[284].

Tous les volontaires accueillis par les permanents des gares (et menés à bon port par eux) étaient conduits vers une des casernes. Ils étaient ensuite rassemblés par groupes, en fonction de leur date d'arrivée et de leur nombre puis intégrés comme section de renfort vers la colonne dont dépendait la caserne-dépôt.

La concentration et l'ampleur du phénomène en Catalogne suscitèrent immédiatement l'intérêt des militants non espagnols des services étrangers des trois organisations catalanes qui s'occupèrent de mettre en place des dispositifs *ad hoc* très concurrentiels. En plus de leurs activités normales de confection de la propagande étrangère, activité devenant stratégique du fait des événements, les services étrangers jouèrent un rôle administratif d'accueil, de prise en charge et d'accompagnement des volontaires étrangers, Brigades internationales comprises. Ils tenaient des maisons de repos, organisaient des visites au front, s'occupaient des blessés, des permissionnaires et de la correspondance, soit un rôle de dépôt militaire qui participa à polariser et segmenter les volontaires étrangers.

L'hégémonie de la CNT en Catalogne donna aux anarchistes étrangers une visibilité et des moyens tout à fait hors de proportion comparativement à leur situation habituelle à l'étranger. Divisées en section linguistiques, en liaison étroite avec l'extérieur, les anarchistes étrangers disposaient en outre d'une situation locale initialement très privilégiée par rapport aux communistes du POUM ou du PSUC. La caserne du quartier Pedralbes où ils étaient accueillis et formés était également la principale caserne confédérale de Barcelone et le siège de la commission technique du Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne, soit le centre névralgique politico-militaire de la Catalogne. Des comités anarchistes français tenaient les deux principales portes d'entrée en Espagne républicaine de Cerdagne (Section Française de Puigcerdá) et du Roussillon (Comité de Défense de la Révolution Espagnole Antifasciste de Perpignan), ce qui leur permettait de diriger les arrivants vers leurs propres

[284] IISG FAI Pe 15 A-2 Dossier 64. *Voluntarios franceses 1936-1937* : *Rapport du 26 août du camarade Deflèche.*

comités à Barcelone[285].

La CNT-FAI constitua ensuite une *Delegación Internacional de Voluntarios* qui supervisait les comités de langues responsables de l'accueil et de l'instruction des volontaires étrangers. Le groupe allemand, dirigé par les anarchosyndicalistes du DAS, se chargeait du contrôle des volontaires germanophones, Hollandais et Scandinaves[286]. Après la création du comité italien, sur les bases préexistantes des anarchistes italiens en exil, le comité français vit le jour le 21 août 1936, sous une direction collégiale française composée de délégués de l'Union Anarchiste (UA), de la Confédération Générale du Travail-Syndicaliste Révolutionnaire (CGTSR) et de la Fédération Anarchiste de langue Française (FAF).

Les étrangers rejoignant la caserne *Lenín* du POUM devaient quant à eux faire montre de leur proximité politique avec le petit parti marxiste. La faiblesse du POUM comparée à l'hégémonie de la CNT catalane était contrebalancée par sa relative notoriété dans la presse étrangère et les visites de personnalités socialistes auprès « de la milice internationale du POUM » à Barcelone. Cependant, le POUM semble avoir été plutôt contraint par l'enthousiasme de ses partenaires européens à propos du volontariat, avant de l'encourager.

Le PSUC accueillit tout d'abord les volontaires étrangers à la même caserne que les anarchistes à Pedralbes avant d'investir la caserne *Carlos Marx*. Des militants communistes étrangers venus de France prirent en charge l'accueil des volontaires tandis que le service des étrangers du PSUC, créé plus tardivement, en septembre 1936, par des Allemands du KPD en exil, s'occupa davantage de contre-espionnage et de la lutte contre les « éléments provocateurs » étrangers, et spécialement les « agents » allemands et italiens[287].

Le jeune et petit parti communiste « unifié » catalan bénéficia de plusieurs facteurs exogènes lui permettant de contester avec succès l'hégémonie des anarchistes en Catalogne sur l'accueil et l'encadrement du volontariat étranger. Premièrement, il bénéficia largement de son image de parti issu de l'unité organique entre communistes et socialistes, perçu comme une démarche exemplaire d'unité antifasciste et un véritable parti de front populaire. Deuxièmement, il profita de la présence de liens communistes transpyrénéens étroits et

[285] SILL (Édouard), *Ni Franco, Ni Staline ! » Les volontaires français de la Révolution espagnole. Miliciens et militants révolutionnaires en Espagne 1936-1939*, mémoire de Master II d'histoire contemporaine soutenu sous la direction de Jean Marc Largeaud, Université de Tours François Rabelais, 2006, pp. 54-72.
[286] IISG FAI PE 1B Grupo DAS/Sección Alemana: *Aval.* Barcelone, 29 septembre 1936.
[287] Cette section connut très vite une dérive policière dans ses activités, au point d'inquiéter les responsables du PCE comme du PCF. Sa terrible réputation était connue de la plupart des volontaires étrangers séjournant à Barcelone comme des consulats étrangers. La « légende noire » d'Albacete provient dans une grande mesure des activités de ce service catalan pourtant non directement lié aux Brigades internationales.

préexistants à sa création, et de la présence immédiate de militants communistes venus de France. Troisièmement, le soutien opérationnel du PCF fut déterminant pour le doter d'un réseau et d'une logistique efficace. Quatrièmement, les comités de front populaire d'Afrique du Nord (AFN et Tanger) dirigèrent délibérément les convois vers la caserne du PSUC à Barcelone, y compris via Alicante et Valence.

Le tropisme politique du POUM, l'abandon par la CNT-FAI de la prise en charge et de l'organisation des volontaires étrangers à ses sections internationales et la domination des communistes dans les comités pro-espagnols de l'étranger expliquent en partie le choix d'une proportion grandissante d'étrangers de rejoindre les milices du PSUC. Enfin, le PSUC sut travailler de concert avec le gouvernement catalan en faveur d'une organisation unique transpartisane dédiée aux volontaires internationaux. Fin 1936, le Commissariat de Propagande de la Généralité de Catalogne donna naissance sous son patronage à un organisme officiel : le Foyer du français antifasciste[288]. Cette institution servit de cantine, de centre de permission, de boîte aux lettres et d'auberge pour les visiteurs de passage, et répondit ainsi à une demande logistique des volontaires étrangers[289]. Il connut un franc succès et se dota en mars d'un petit journal francophone sympathique, *L'Avant-Garde*, dont le contenu tranchait singulièrement avec la roborative propagande théorique habituelle[290]. Il était en théorie sous le contrôle des organisations révolutionnaires de Barcelone et sous la tutelle du Commissariat de Propagande de la Généralité de Catalogne. Les anarchistes français, méfiants face à cette structure qui concurrençait directement leurs actions, ne s'associèrent pas à l'initiative[291]. La direction du foyer et du journal, à l'incontestable œcuménisme, tint une ligne de front populaire antifasciste très proche de *Paix et Liberté*. Sans être une création directement communiste, le foyer se plaça naturellement sous l'influence du PCF, comme émanation du Front populaire français. Ses liens avec les formations internationales du PSUC en Aragon devinrent de plus en plus étroits, jusqu'à sa suppression-captation par les Brigades internationales en mai 1937.

Ces logiques de concurrence dans l'accueil et la prise en charge des volontaires étrangers à Barcelone déterminèrent leur ventilation selon des affinités politiques parfois extérieures aux intentions initiales des intéressés.

[288] Voir ANNEXE Document 2-1 : *Affiche de promotion du Foyer français antifasciste de Barcelone*.
[289] « Los antifascistas de todos los países se unen » in *Solidaridad Obrera* du 29 octobre 1936, p. 10.
[290] « Au lecteur » in *L'Avant-Garde. Journal du front* n°1 du 27 mars 1937, p. 1.
[291] *Bulletin d'information CNT FAI section française* n°13 du 20 janvier 1937 et n°17 du 13 mars 1937.

3. La redistribution des formations internationales selon les évolutions politiques intérieures à l'espace républicain espagnol

Selon l'historiographie traditionnelle, la polarisation politique des volontaires étrangers date d'avant leur venue en Espagne. Le fait est incontestable pour de nombreux militants révolutionnaires, venus en Espagne comme militants internationalistes et guidés par le désir de participer en Catalogne à la révolution sociale en cours. Cependant, plusieurs éléments semblent contester cette lecture intentionnaliste reposant essentiellement sur l'extrapolation de récits de figures connues, pour la plupart trotskisantes, tandis que ces derniers étaient en réalité en proportions infimes.

Il n'est pas évident que la nature politique de l'unité rejointe ait été une donnée absolument essentielle pour les premiers volontaires étrangers en 1936. Dans les registres de la *Casa de los Voluntarios,* les précisions sur l'obédience des volontaires étrangers enrôlés dans les milices de la CNT-FAI figurant sur leurs fiches individuelles ne nous renseignent en aucun cas sur le degré ou l'ancienneté de l'affiliation[292]. Les adjectifs « anarchistes » sont plus nombreux que les mentions précisant effectivement une organisation déterminée, sans parler de ceux qui, après avoir changé de colonne, précisèrent des orientations inverses. Un grand nombre se sont simplement dits « antifasciste » ou encore « communiste ». D'autre part, tous les témoignages issus de miliciens soulignent au contraire la diversité des opinions et la prévalence de l'engagement antifasciste sur les considérations partisanes. Orwell résumait ainsi son non-choix à son arrivée à Barcelone en des termes que l'on retrouve dans de nombreux témoignages :

> Au début, je n'avais tenu aucun compte du côté politique de la guerre, et ce ne fut que vers le mois de février qu'il commença de s'imposer à mon attention. [...] Quant au kaléidoscope des partis politiques et des syndicats, avec leurs fastidieuses appellations […] il m'exaspérait tout simplement. L'on eût dit, à première vue, que l'Espagne souffrait d'une épidémie d'initiales. Je savais que je servais dans quelque chose qui s'appelait POUM (si je m'étais engagé dans les milices du POUM, c'était simplement parce que j'étais venu en Espagne avec un laissez-passer de l'ILP), mais je ne me rendais pas compte qu'il y avait de graves différences entre les partis politiques[293].

[292] AGGCE, dossiers « Brigadas internacionales » des cartons suivants : *Barcelona Generalitat* 335; *Barcelona Político social* 454, 455 et 523 ; *Madrid Político social* 321 (1), 321 (2), 485.2, 486.2, 486.4, 486.6, 486.7, 487.2, 487.4, 487.6, 487.7, 488.2, 488.4.
[293] ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne*…, *op. cit.*, p. 235.

Effectivement, on trouve dans le *Groupe international* de la colonne Durruti, formation avec laquelle les anarchistes français revendiquaient naturellement des liens privilégiés, aussi bien des membres du PCF que des trotskistes et ce fait elle ne formalisait aucunement les auditoires des meetings en France[294]. Ces mélanges furent communs aux différentes formations internationales d'Aragon et les rapports étaient fraternels, y compris entre étrangers des milices du PSUC et du POUM durant l'été 1936. Les affectations se sont faites selon un ensemble de facteurs personnels, sans toujours en parfaite concordance, ce qui favorisa le développement d'un mouvement de transfuge permanent en Aragon[295]. Enfin, les organisations ouvrières catalanes et leurs émanations militaires n'étaient elles-mêmes pas toujours absolument homogènes d'un point de vue affinitaire.

Les miliciens étrangers s'organisèrent en groupes de combat distincts selon des critères objectifs (langue, amitiés, camaraderies militantes, affinités politiques) dans lesquels le critère strictement national était absent, sauf dans un cas précis : les Italiens. La revendication nationale avait ici le sens de la démonstration de la communion antifasciste entre les deux peuples. Cependant, diverses tentatives de nationalisation des groupes internationaux des colonnes confédérales en Aragon eurent lieu (Italiens vers la colonne *Ascaso,* Français vers la *Ortiz* et germaniques vers la *Durruti*) mais ces projets ne furent jamais totalement concrétisés[296]. Les groupes internationaux demeurèrent des formations multinationales avec, le plus souvent, une dominante linguistique.

L'homogénéité se détermina progressivement sur des caractères politiques, principalement en conséquence des distributions opérées à l'arrivée à Barcelone, de la saturation du politique en Catalogne et de la cristallisation des tensions entre les différentes organisations. Les fragmentations politiques et les redistributions consécutives opérèrent selon des facteurs superposés. L'obligation d'un choix partisan définitif s'est imposé pour des considérations pratiques, la vie politique économique et sociale étant largement dominée par l'appartenance à l'une ou l'autre des organisations ouvrières. Ces affiliations, de cœur ou de raison, ont polarisé les volontaires étrangers et favorisé leur immersion profonde dans le bain politique catalan.

[294] « Le meeting de Wagram » in *Le Combat Syndicaliste* n°172 du 4 septembre 1936, p. 1.
[295] À titre d'exemple, un jeune socialiste pivertiste français rencontra lors de son trajet vers l'Espagne un groupe de volontaires communistes allemands. Il décida de s'inscrire avec eux dans la centurie allemande *Thaelmann* du PSUC, avant d'en changer pour le groupe *Lenín* du POUM, puis, n'étant toujours pas satisfait, d'en repartir pour les Brigades internationales où son parcours sinueux ne joua pas en sa faveur. RGASPI 545.6.1934 : Dossier individuel du volontaire Français Maurice Sandler.
[296] IISG FAI PE 1B : *Grupo DAS/Sección Alemana* : « An alle Deutschsprechenden Kameraden ! » S. d. [debut 1937].

La surpolitisation fut également un topique du front d'Aragon du fait de la situation statique des fronts qui permit une activité militante continue et diffuse. À l'immédiat arrière-front, l'Aragon rural reconquis constitua un véritable laboratoire social pour les militants, intellectuels et urbains, barcelonais comme étrangers. Le façonnement du militant-combattant se trouva ainsi renforcé par la participation à la vie politique de l'arrière et par la très forte présence de cadres catalans chevronnés dans les milices du front[297]. Les formations miliciennes étaient des émanations des organisations syndicales et politiques et par conséquent des entités politico-militaires façonnées par des militants pour des combattants.

Les descriptions faites par les volontaires étrangers de leurs formations attestent bien de la nature exotique de l'unité de combat et de leur difficulté à la définir exactement :

> L'organisation de notre colonne n'est pas militaire, ni bureaucratique. Elle naquit organiquement du mouvement syndicaliste. C'est une association révolutionnaire et non pas une troupe. Nous formons une association de prolétaires opprimés qui luttent tous pour la liberté […] Camaraderie et discipline volontaire forment sa base, et son but est le communisme, rien d'autre [...] La colonne est une communauté syndicale combattante[298].

Pour beaucoup des vieux militants, les rivalités entre factions politiques ne pouvaient évidemment être résorbées par la simple présence fédératrice d'un groupe national homogène. De plus, les inimitiés entre anarchistes et communistes parmi les étrangers en exil à Barcelone, déjà très fortes avant la guerre civile, se transmirent naturellement aux nouveaux arrivants[299]. Les demandes d'affection dans les formations internationales furent rapidement politiquement motivées et les affinités politiques de chaque formation internationale renforcées par ces réajustements opérés par les volontaires quittant une formation de combat pour une autre. À Figueras ou Albacete, les Français et Belges d'obédience libertaire, venus depuis Paris durant le grand recrutement, écoutèrent d'abord médusés puis épouvantés les discours de bienvenue accompagnés de diatribes anti-anarchistes[300]. Des Italiens du bataillon *Garibaldi* exigèrent également de rejoindre leurs compatriotes anarchistes de la colonne anarchiste *Ascaso*[301]. Inversement, un groupe de volontaires communistes germanophones avait été orienté depuis Barcelone vers le *Groupe international* de la colonne *Durruti* en

[297] Dans les colonnes catalanes, les rayons syndicaux, de quartier ou selon les communes ont déterminé les subdivisions internes, recomposées ensuite selon les affinités.
[298] IISG CNT 103 D Propaganda Exterior 1937-1938 : « La colonne Durruti » par Karl Einstein in *Durruti*, Brochure éditée par les services officiels de propagande de la CNT FAI. 1937, p. 19.
[299] NELLES (DIETER), et alii, *Antifascistas alemanes en Barcelona*…, *op. cit.*, pp. 53-55.
[300] LEGER (Robert), *De Brigade en brigades*, Edition à compte d'auteur, 2004, pp. 124-127.
[301] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.,* p. 275.

Aragon, où ils se rendirent compte avec effroi qu'ils étaient entourés d'antistaliniens :

> Eines Abends sangen einige der sich Anarchisten nennenden « Nieder mit den Hunden der Komintern ». Darauf protestierte ich ganz energisch und sagte den Betreffenden, dass das für mich eine Beleidigung und für tausende Proleten eine ganz gemeine Beschimpfung sei. Da sagte mit einer (Moses): „Ihr habt hier nichts zu sagen und wenn Ihr nicht ruhig seid, machen wir es mit Euch, wie es die Kommunisten mit uns In Madrid machen". Verschiedentlich äußerten sich einige (es waren Deutsche), dass bei der nächsten Attacke aufgepasst werde, dass die Hetzer nicht hinten bleiben[302].

Dans un mouvement similaire, leurs camarades anarchistes s'inquiétèrent de la menace que représentait selon eux « l'invasion des éléments autoritaires » staliniens dans les milices d'Aragon[303]. La redistribution des étrangers selon les différents secteurs de l'antifascisme vint donner une cohérence affinitaire aux structurations conjoncturelles initiales, suivant une dynamique valable pour l'ensemble des colonnes catalanes tout en exacerbant les préoccupations théoriques dès les premiers mois de l'année 1937.

À partir de l'automne 1936, les situations militaires en Aragon et en Castille s'opposaient absolument. Tandis les offensives catalanes furent partout mises en échec (Huesca, Saragosse, Majorque puis Teruel et Belchite à l'hiver 1936-1937), l'ennemi ne réalisa aucune action d'envergure sur ce front avant 1938. À l'inverse, Madrid subissait la plus grande part de la pression des colonnes rebelles et l'attention des états-majors se fixa durablement sur la capitale menacée. En novembre 1936, le point de convergence du volontariat international combattant fut déplacé de Barcelone vers Albacete, en partie par correspondance avec le centre de gravité des opérations militaires et principalement pour des raisons d'ordre politique et logistique.

Cette translation du phénomène a induit l'épuisement de la matrice catalane au profit de Madrid jusqu'alors peu concernée par le phénomène et provoqué un changement de nature des formes initiales du volontariat international.

---

[302] *Un soir, certains de ceux qui s'appelaient anarchistes chantaient « À bas les chiens du Komintern ». Je protestais énergiquement et dis aux intéressés qu'à mes yeux c'était une offense, et que c'était une insulte abjecte faite à des milliers de prolétaires. Alors un d'eux (Moses) me dit : « Vous n'avez rien à dire ici et si vous ne vous tenez pas tranquilles, nous ferons avec vous comme les communistes ont fait avec nous à Madrid ». À diverses reprises, certains prirent la parole (c'étaient des Allemands) pour dire qu'il faudrait faire attention à ce que lors de la prochaine attaque, l'auteur des insultes ne reste pas à l'arrière.* RGASPI 545.2.147 : *Abschrift. 2. Bericht. Die Grupo Internacional du DAS* (sic).

[303] IISG FAI PE 1B Grupo DAS : *Para el compañero Cristóbal*. Barcelone, 18 novembre 1936.

C. Les Brigades internationales -première période : une armée privée (automne 1936 – été 1937)

Contrairement aux autres formations préexistantes, les Brigades internationales constituèrent un dispositif exogène distinct des organisations politiques et institutions étatiques espagnoles. Ce dispositif ambitieux d'implantation d'un corps de bataille d'origine extérieure a évolué de manière exponentielle dans une autonomie presque complète jusqu'en septembre 1937, en secrétant une entité hybride de direction politico-militaire, la « Base des Brigades internationales », qui s'est imposée comme un interlocuteur légitime auprès des autorités espagnoles républicaines.

1. L'irruption d'un nouvel acteur

Le 19 septembre 1936, le Comité Exécutif du Komintern (CEIC) décidait du lancement d'une campagne mondiale de solidarité avec l'Espagne républicaine comprenant l'envoi de volontaires étrangers. Cette décision vint valider le projet proposé précédemment par le PCF de créer en Espagne une colonne de combattants composée de volontaires venus de France. Ces derniers furent rassemblés début octobre à Figueras en Catalogne où les appareils spéciaux des partis communistes les plus impliqués dans cette initiative (PCF, PCI, KPD) étudiaient les possibilités d'implantation dans l'espace catalan[304]. Trois semaines plus tard, la colonne internationale fut déplacée vers Albacete, capitale régionale de Castille-la-Manche et ville d'arrière-front.

La volonté d'opérer une translation du point de convergence du volontariat étranger a constitué une rupture à plusieurs titres. Il s'agit sans conteste d'une entreprise de déconnection et de dérivation du flux des volontaires aux dépens des organisations catalanes et de la création de toute pièce d'un dispositif unique d'accueil et de prise en charge des volontaires entièrement indépendant des organisations politiques espagnoles, PCE compris. Ainsi, l'interlocuteur unique de la colonne internationale fut le gouvernement républicain lui-même, le 5ème Régiment du PCE n'ayant eu qu'un rôle de facilitation.

Albacete, ville moyenne d'environ 45 000 habitants selon l'enquête démographique de 1934, venait d'être reconquise après le soulèvement de la garnison et, de ce fait, considérée comme sûre. Elle était située sur un axe stratégique, carrefour entre le Levant et Madrid et

[304] RGASPI 545.2.71 : *Proposiciones para el camarada Benito Ruiz*. Puigcerda, 18 octobre 1936.

entre le front sud et la Catalogne. La gare d'Albacete était placée sur la voie ferrée de Valence à Madrid, au cœur du réseau routier de la Manche vers l'arrière-pays levantin ce qui permettait de disposer des facilités portuaires d'Alicante et Valence et des infrastructures de Murcie. En plus de la présence d'un aérodrome, Albacete était un des dépôts du *Quinto Regimiento* du PCE et accueillait les spécialistes soviétiques. C'était également une place d'armes de la République puisque l'ancienne division territoriale organique d'Albacete avait été réemployée en dépôt de la nouvelle armée républicaine *l'Ejército Voluntario de la República* (EVR) créée par décret de Giral le 2 août 1936. Cette tentative de création d'une armée régulière de volontaires ne fut pas suivie de la levée en masse attendue et fut remplacée le 28 septembre 1936 par la restauration d'une institution militaire obligatoire et unique, l'*Ejército Popular de la República* (EPR), complétée le 16 octobre par la création du corps des commissaires de guerre (dits commissaires politiques)[305]. La concomitance de la formation des Brigades internationales avec la création d'une armée régulière républicaine fut une coïncidence bénéfique mais non la raison de ce déplacement.

Entre le 8 et le 13 octobre, deux convois totalisant entre 1 500 et 2 000 volontaires étrangers partis de France parvenaient à Albacete. Le premier fut conduit par l'ancien capitaine de l'armée française Jean Marie, vétéran d'Irun, qui stationnait déjà au château de Figueras. Le second, conduit par des cadres communistes de la MOI (l'Italien Nicoletti, le Yougoslave Ilitch et l'Allemand Neumann), parvenait à Alicante via Marseille[306]. Quatre bataillons furent rapidement organisés : le 1er bataillon *Edgar André* (Allemands, Belges Anglais, Autrichiens et Yougoslaves), 2ème *Commune de Paris* (Français et Espagnols immigrés), 3ème *Garibaldi* (italophones) et 4ème *Dombrowski* (Polonais, Hongrois et Balkaniques)[307]. Le 20 ou le 22 octobre 1936, la « colonne internationale » donnait naissance à une unité de combat régulière, la 9ème brigade mobile, renommée XIème brigade mixte internationale, par décision du Conseil des Ministres de la République le 1er novembre et placée sous le commandement de l'ancien officier de l'armée austro-hongroise Manfred Stern dit « Kleber », militaire soviétique détaché auprès du PCE.

[305] *Comisario General de Guerra* (CGG), organe dirigé par le Ministre d'État Julio Álvarez del Vayo (PSOE) assisté de Crescenciano Bilbao (PSOE), Ángel Gil Roldán (CNT), Ángel Pastaña (Parti Syndicaliste) et Antonio Mije (PCE) et Felipe Pretel Iglesias (UGT) comme secrétaire général.
[306] LONGO (Luigi), *Las Brigadas Internacionales en España*. Mexico, Ediciones ERA, 1966, p. 47 ; RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 4.
[307] La colonne internationale était alors sous la direction militaire du français Jean Marie et politique du communiste italien Mario Nicoletti.

Au 6 novembre au matin, les trois premiers bataillons de la XIème brigade mixte internationale arrivaient à Madrid et montaient peu après en lignes. Le 3ème bataillon italien demeura à Albacete avec sept compagnies de diverses nationalités qu'on réunit ensuite dans deux bataillons pour former une seconde brigade internationale : le 5ème bataillon *Thälmann* (trois compagnies allemandes dont les survivants de la centurie éponyme d'Aragon, une polonaise et une balkanique composée de vétérans venus du front d'Estrémadure) et le 6ème *André Marty* (quatre compagnies françaises et une belge) communément appelé *Franco-belge*[308]. La seconde brigade (XIIème brigade internationale) fut créée le 10 novembre et commandée par l'officier soviétique d'origine hongroise Béla Frankl, dit « Máté Zalka » ou « Lukács » en Espagne. Après un baptême du feu infructueux au Cerro de los Angeles, elle rejoignait la première brigade à Madrid. Les pertes furent terribles. La XIème brigade tomba à 45% des effectifs et son bataillon polono-balkanique pratiquement annihilé tandis qu'au moins 20% des effectifs de la XIIème étaient portés manquants au troisième jour de combats dans la Cité universitaire[309]. Cette érosion rapide des effectifs obligea à l'envoi quasi-constant de volontaires à peine arrivés et à l'amalgame de combattants espagnols associés directement au front.

La terminologie ne doit pas faire illusion : sous le format de « brigade » internationale on retrouve à peu de chose près les contours des formations internationales miliciennes d'Aragon, avec un effort de coquetterie martiale supplémentaire et une technicité bien supérieure due à un encadrement de meilleure qualité. Ce qui a distingué les Brigades internationales du paradigme initial catalan ce fut leur accompagnement par une entité exécutive singulière, hybride et autonome : la Base d'Albacete.

2. La Base d'Albacete : un organe hybride inattendu du volontariat international

Initialement, la création d'une « Base » n'avait absolument pas été envisagée, la colonne internationale devant être soutenue plutôt qu'intégrée dans le dispositif du *Quinto*

[308] RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe…, op. cit.*, p. 63 ; 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales…, op. cit.*, p. 111.
[309] RGASPI 495.74.206 : *Rapport de Manfred Stern sur le travail en Espagne*. 14 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.), SEVOSTIANOV (Grigory), *España traicionada. Stalin y la Guerra civil*, Barcelone, Planeta. Historia y Sociedad, 2002. Document 60, p. 371 ; 545. 3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata Internazionale dalla sua costituzione (ottobre 1936 al* [illisible] *per Las Rosas a Madrid (Gennaio 1937). Originale seritto dal 24-6 al 9-7-1937*. Par Roasio, p. 34.

Regimiento du PCE[310]. Le 10 novembre 1936, un décret du Ministère de la Guerre républicain autorisait la création d'une Base internationale à Albacete, soit l'implantation d'un centre décisionnel spécifique et autonome, probablement sur une demande soviétique. Le dépôt de la première brigade internationale devint l'organisme issu du phénomène le plus original entre tous.

On ne peut résumer la Base d'Albacete à un simple organisme « analogue au centre d'instruction divisionnaire d'une division d'infanterie française » selon les mots de Vital Gayman, c'est-à-dire un centre mobilisateur, un centre d'instruction et de direction générale des services[311]. Il s'agissait en réalité à la fois d'un organe militaire et d'un organe politique, disposant de prérogatives absolues dans son périmètre, dépendant du Sous-secrétariat d'État à la Guerre et placée sous la tutelle théorique de l'État-Major de la Division territoriale d'Albacete. Elle assurait des activités variées telles que la réception, la formation et l'encadrement des volontaires étrangers auxquels s'ajoutèrent des Espagnols dès décembre 1936, l'intendance, la justice militaire, divers services et enfin et surtout, disposait de son propre commissariat politique. Lorsqu'une brigade quittait Albacete pour le front, elle passait sous l'autorité militaire du secteur de destination dont elle recevait l'armement et l'approvisionnement[312]. Les Brigades internationales s'organisèrent comme une armée privée et autonome. Pendant les trois premiers mois, les deux directions exécutives furent confondues, l'état-major de la Base étant subordonné au Conseil militaire. La séparation entre politique et militaire ne fut officielle qu'en janvier 1937[313]. Il faut attendre septembre 1937 et surtout avril 1938 pour que cette indépendance soit réellement restreinte.

Dans une certaine mesure, elle opérait donc une continuité de la double nature militaire et militante des colonnes miliciennes, à une époque où justement le processus de régularisation de l'armée républicaine cherchait à séparer nettement les deux dimensions. Son décalque du fonctionnement du *Quinto Regimiento* est évident et ne doit rien aux soviétiques, d'ailleurs fort étonnés par cette curiosité paramilitaire créée par le PCE madrilène entre juillet

[310] Le terme de « Base » était employé durant l'été 1936 en Espagne comme substitutif du mot « dépôt » pour les colonnes miliciennes. *Columna de Baleares. Diario de combate antifascista* n°6 du 28 août 1936, p. 2.
[311] RGASPI 545.2.33 : *Rapport sommaire sur la base des BI (13 octobre 1936 – 1er août 1937).* Par Gayman, p. 1 ; 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste*, manuscrit de Lugi Longo. S. d. [1937], p. 94 ; 545.6.312 : Fiche « Karbov » rédigée par André Marty, 17 juin 1940.
[312] RGASPI 495.18.1179 : Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole, p. 21 ; 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales…, op. cit.*, p. 52.
[313] RGASPI 545.2.33 : *Rapport sommaire sur la base des BI (13 octobre 1936 – 1er août 1937).* Par Vidal. [été 1937], pp. 5-7.

et décembre 1936. Comme cette dernière, la Base d'Albacete fut imaginée comme un dépôt unique et autonome, un creuset politique de formation militaire, un incubateur de cadres et de commandants formés « à demeure »[314]. La volonté d'en faire surgir des unités de choc, semblables aux « Compagnies d'Acier » (*Compañías de Acero*) du *Quinto Regimiento* constitue une seconde similitude. La description faite par Mihail Koltsov serait ainsi parfaitement transposable à propos de la Base d'Albacete :

> El 5º Regimiento, más bien que una unidad militar es un comisariado de guerra, un centro de instrucción […] El 5º Regimiento es, al mismo tiempo, un regimiento. Tiene su Estado Mayor y ejecuta algunas operaciones que la encomienda el Alto Mando. Tiene un núcleo básico bien formado – varios miles de combatientes – junto a Madrid. En total, el 5º Regimiento ha instruido ya cerca de treinta mil hombres. Esto, naturalmente, es extraordinario para un regimiento, incluso en tiempo de guerra. […] El nombre de 5º Regimiento da cohesión a las unidades, confiere autoridad a los mandos, dignidad y valentía a los combatientes. Este nombre obliga. Es necesario leer periódicos y limpiar el fusil[315].

S'il s'agit d'un organe autonome et jaloux de ses prérogatives étendues, ce ne fut jamais un centre autosuffisant. Au fur et à mesure de son extraordinaire croissance, la Base fut de plus en plus dépendante des dotations de l'armée espagnole, en matériel et en argent, aspect fondamental sur lequel nous reviendrons. Cette situation fut génératrice de crispations avec l'état-major central républicain, les officiers ne pouvant recevoir d'ordres de leurs supérieurs hiérarchiques que « contresignés et traduits en ordres émanant du Commandant de la Base »[316]. Néanmoins, les commissaires politiques furent instruits de rappeler en toute occasion que les Brigades internationales n'étaient pas « une Armée dans l'Armée Régulière, mais [des] unités spéciales, d'une valeur militaire élevée qui restent cependant sous l'autorité de l'UNIQUE commandement militaire [de] l'État-Major Général de l'Armée qui siège à

[314] COMIN COLOMER (Eduardo), *El 5º Regimiento de milicias populares. Historia de la unidad político-militar que fue cina del Ejercito Popular y del Comisariado político*, Madrid, Librería Editorial San Martin, 1973, pp. 199 et 205.

[315] *Le Cinquième Régiment, bien plus qu'une unité militaire, est un commissariat de guerre et un centre d'instruction* […] *Le Cinquième Régiment est également un régiment. Il possède son État-Major et exécute certaines opérations que lui confie le Haut Commandement. Il dispose d'un noyau dur bien formé – plusieurs milliers de combattants près de Madrid. Au total, le Cinquième Régiment a déjà instruit près de trente mille hommes. Cela, naturellement, est extraordinaire pour un régiment, surtout en temps de guerre* […] *Le nom de Cinquième Régiment donne de la cohésion aux unités, confère de l'autorité aux commandants, dignité et vaillance aux soldats. Ce nom oblige. Il y faut tout autant lire les journaux que de nettoyer le fusil.* KOLTSOV (Mijail), *Diario de la guerra de España*, Paris, Ruedo Ibérico, coll « España contemporánea », 1963, pp. 88- 91. Texte rédigé le 16 septembre 1936.

[316] RGASPI 545.2.44 : *Note de service n°116-J3 du 25 novembre 1936*. Par Vidal. Novembre 1936.

Valence[317]». Il s'agit moins d'un double langage que d'une difficulté durable d'Albacete à trouver sa juste place.

La Base d'Albacete eut jusqu'à l'automne 1937 une stratégie d'extension exponentielle tout à fait singulière et sans correspondance aucune avec des besoins militaires ou d'efficacité.

3. Un corps de bataille en croissance permanente

Après la formation de la seconde brigade internationale et la création de la Base, une rupture majeure s'opéra dans le projet initialement poursuivi d'implémenter en Espagne une colonne de volontaires étrangers militairement préparés. Décision fut prise de ne pas alimenter régulièrement les deux brigades par un dépôt accueillant des renforts étrangers convenablement sélectionnés, mais de constituer de nouvelles unités. Ce procédé fut avalisé à la mi-novembre par la réservation de la numérotation pour trois brigades supplémentaires auprès du Ministère de la Guerre[318]. Jusqu'en juillet 1937, trois nouvelles vagues de création de bataillons internationaux s'ajoutèrent à la première d'octobre-novembre 1936.

La seconde vague regroupe les bataillons levés en décembre 1936, à partir des effectifs surnuméraires engendrés par le vaste recrutement en France et en Belgique, et dans une moindre mesure dans la plupart des pays européens. Les volontaires français formèrent la substance des troisième et quatrième brigades internationales (XIIIème et XIVème) créées début décembre. La XIIIème rassemblait deux bataillons français (10ème *Louise Michel* et 11ème *Maurice Thorez*, finalement rebaptisé *Henri Vuillemin*) et un bataillon multinational (8ème *Tchapaiev* surnommé *Vingt et une nationalités*). La quatrième brigade (XIVème) fut également constituée sur une base de volontaires francophones, avec deux « bataillons mobiles de mitrailleuses » (le 9ème, surnommé *Trente-deux nationalités,* et le 10ème), les 12ème *La Marseillaise* et 13ème bataillon *Henri Barbusse* et un éphémère 14ème bataillon belge *Jaquemotte*. Une dizaine de batteries d'artillerie de campagne internationale furent constituées pour chacune des brigades, avant d'être réorganisées en une demi-douzaine de Groupes d'Artillerie (GA) indépendants ou divisionnaires.

[317] RGASPI 517.3.11 : *Aux commissaires politiques des XIe et XIIe Brigade et de la Base*. Par Marty. Albacete, 27 novembre 1936.
[318] RGASPI 545.1.17 : *El camarada André Marty de las Brigadas Internacionales al Camarada Francisco Largo Caballero ministro de la Guerra*, Valencia. Valence, 27 novembre 1936.

Tandis que recrutement de volontaires en France à l'automne 1936 plaçait Madrid comme ligne d'horizon, les deux nouvelles brigades ne furent pas engagées sur ce front. La XIIIème connut son baptême du feu en décembre dans la neige à Teruel, où elle perdit la moitié de ses effectifs dans six d'assauts infructueux contre la ville nichée à 900 mètres, avant d'être envoyée à Motril sur la côte grenadine pour arrêter l'impétueuse offensive italo-espagnole en février 1937. La XIVème perdit immédiatement deux bataillons dans ses premiers engagements catastrophiques en Andalousie, à Montero puis Lopera fin décembre 1936.

Paradoxalement, les problèmes d'effectifs se posèrent immédiatement dans les quatre brigades déployées en janvier 1937. Elles furent de ce fait toutes renforcées par l'incorporation d'un ou plusieurs bataillons espagnols en leur sein, généralement par amalgame sur le champ de bataille, par l'addition de formations débandées ou raccrochées. Dès le début du mois de décembre, il avait d'ailleurs été convenu que chaque brigade internationale serait formée de trois bataillons d'étrangers et de trois bataillons de milices espagnoles[319]. En fait, les effectifs furent la plupart du temps versés directement dans les bataillons internationaux ou employés comme bataillons d'accompagnement jusqu'à la bataille du Jarama. Ces apports espagnols permirent d'affecter les renforts étrangers à la création de nouveaux bataillons.

La troisième vague (janvier et février 1937) eut pour principale singularité l'arrivée massive de volontaires anglo-saxons, le grand recrutement ayant débuté en décembre 1936 en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Les anglo-saxons formèrent donc la matière de la cinquième brigade (XVème) organisée fin décembre 1936 autour du bataillon *Saklatvala* (Britanniques), du *Dimitrov* (Italiens, tchécoslovaques, Polonais et Balkaniques), du *Six Février* (Français et Belges), du *Lincoln* (Américains) et de deux bataillons formés de volontaires espagnols et d'étrangers hispanophones (21ème *Pepe Diaz* et le 24ème dit *Espagnol*). En février 1937, le nombre de bataillons d'infanterie dépendants des Brigades internationales avait doublé en trois mois, soit vingt-quatre bataillons.

Entre avril et août 1937, la quatrième vague fournit huit nouveaux bataillons. Tous furent créés pour permettre la formation de brigades supplémentaires par transfert d'unités : 20ème international (multinational), *Rákosi* (Hongrois), *Hans Beimler* (germaniques et scandinaves), *Đaković* (Balkaniques et Europe Centrale), *George Washington* (Américains),

[319] *Ordre du général en chef de l'Etat Major Central du Ministère de la Guerre du 8 décembre 1936.* Cité in : RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 75.

Zwölfte Februar (Autrichiens), *Mackenzie Papineau* (Américains et Canadiens), *Mickiewicz* et *Palafox* (Polonais). En avril 1937, deux nouvelles brigades internationales étaient organisées : la XIIème bis (devenue 150ème en juin) dédoublée de la seconde brigade internationale et la 86ème par un amalgame extérieur. La constitution de ces deux brigades avait pour objectif le passage des Brigades internationales au niveau divisionnaire.

En mai 1937, Albacete contrôlait quatre divisions (15ème, 17ème, 35ème et 45ème), sept brigades internationales et trente-trois bataillons. Durant leurs six premiers mois, les Brigades internationales comptaient également un élément blindé. Les tankistes devaient d'ailleurs être un des fleurons des « Forces internationales », celles-ci fondant beaucoup d'espoir sur des unités de combat qui, selon André Marty, « bien encadrés par les Russes feront une unité d'élite[320] ». Les volontaires spécialistes des chars étaient répartis en deux groupes à la base de tanks d'Archena près de Murcie : les uns allant prendre possession des chars Renault FT-17 du ci-devant régiment blindé de Madrid pour donner naissance au *Bataillon français de Tanks Renault* (trois compagnies) et les autres dirigés vers les chars soviétiques[321]. La Base d'Archena fut rapidement extraite du giron d'Albacete tandis que le *Bataillon français de Tanks Renault* était annihilé durant la bataille de Guadalajara[322].

Aux côtés des bataillons d'infanterie, une dizaines de batteries d'artillerie supplémentaires furent constituées. Sous l'action d'individualités efficaces telles que les officiers de réserve français Agard, Etienne, Maurice et Rigaud, l'artillerie des Brigades internationales se structura en imitation du système français avec un incontestable succès. Plusieurs formations importantes furent mises sur pied dont, entre autres, les deux premiers groupes d'artillerie lourde (GAL) dits *Slave* et *Skoda,* le groupe d'artillerie DCA (renommé *Carlos Prestes* en 1938), et les deux groupes d'artilleries divisionnaires *Rosa Luxemburg* et *Ana Pauker* créés au printemps et à l'automne 1937.

[320] RGASPI 545.2.44 : *Rapport sur les tankistes.* Décembre 1936.
[321] RGASPI 545.3.640 : Ordre-nomination du Bataillon français de Tanks Renault ; Valence, 19 mars 1937 ; SHD 7 N² 2604 *: Le ministère de la Défense Nationale et de la Guerre. État-Major de l'Armée 2ème Bureau. Fiche de renseignement de volontaire rentré d'Espagne Guelff Emile*. Montpellier, 13 avril 1938.
[322] Lors de la contre-offensive de Guadalajara, sur 104 engins engagés, 65 furent détruits. Les taux de pertes dans les personnels spécialisés dépassèrent ceux de l'infanterie, on relève ainsi 85% de pertes parmi les 200 tankistes étrangers lors de la bataille du Jarama. SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman sobre la Base de las Brigadas Internacionales (1936-1937) » in *Estudios de Historia Social* n°50-51, 1989, p. 393-394 ; SHD 7 N 2755 : *Le Lt Col Morel AM auprès de l'Ambassade de France en Espagne à Monsieur le ministre de la Défense nationale et de la Guerre*. Valence, le 27 avril 1937 ; 7 N² 2604. Garde Républicaine Mobile - Secteur de Cerdagne. *Rapport du chef d'Escadron Rouyer, commandant le secteur de Cerdagne sur les renseignements fournis par un déserteur Espagnol* [Français, Marcel Delabre]. Bourg-Madame, 29 mars 1938.

Cette croissance constante s'est appuyée sur des méthodes monopolistiques destinées à s'emparer d'organes extérieurs considérés comme utiles et pour contrevenir à l'émergence de projets similaires concurrents.

4. Une volonté monopolistique et extensive

Les Brigades internationales ont immédiatement adopté un plan de développement extensif par l'assimilation ou la contestation des autres initiatives internationales alternatives. Cette volonté monopolistique procéda selon trois vecteurs : l'amalgame de projets isolés préexistants, la recherche de l'hégémonie et la dénonciation des projets similaires considérés comme concurrents.

a) L'amalgame des missions sanitaires internationales

La plupart des initiatives de volontariat étranger vers l'Espagne avaient été envisagées et organisées hors du cadre du Komintern et bien avant la création des Brigades internationales. Au Royaume-Uni, grâce aux financements réunis par le *Spanish Medical aid Committee* (SMAC) et les *Trade Union Congress* (TUC), une première équipe sanitaire s'était constituée et avait été envoyée en Catalogne. En août 1936, un hôpital anglais s'installait sur le front d'Aragon, à Grañen près de Huesca. Deux semaines plus tard, deux autres colonnes médicales parvenaient en Espagne, l'une écossaise à Aranjuez près du front de Madrid et la seconde, venue de Suisse, s'associait à la colonne *Ascaso* en Aragon[323].

Les premiers bataillons des Brigades internationales à Madrid bénéficièrent des services sanitaires assurés par les formations médicales étrangères rencontrées en route ou qui se placèrent spontanément à disposition. Cette association empirique souligne l'absence initiale de tout dispositif médical cohérent lors de la création de la colonne internationale, défaillance très symptomatique de l'état d'esprit de ses promoteurs. Cet oubli fut cependant rapidement comblé, en partie par la symbiose immédiatement opérée entre volontariat international armé et sanitaire.

Fin novembre 1936 était créé le Service Sanitaire International (SSI), soit un dispositif performant de médecine de l'avant, résultant de l'amalgame de la quasi-intégralité des projets

[323] PRESTON (Paul), « Dos médicos y una causa : Len Crome y Reginald Saxton en las Brigadas Internacionales » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n°56, Vol. 4, 2004, p. 54 ; FUSSINGER (Catherine), « Solidarité avec l'Espagne républicaine : quelle division sexuelle du travail » in CERRUTTI (Mauro), GUEX (Sébastien), HUBER (Peter) (dir.) *Suisse et Espagne 1936-1946. De la guerre civile à l'immédiat après deuxième guerre mondiale,* Lausanne, Antipodes, 2001, p. 315.

sanitaires l'ayant précédé et rattaché à la Base d'Albacete[324]. Comme les Brigades internationales, le SSI était un organe imaginé initialement à destination exclusive des étrangers, détermination justifiée par André Marty de la manière suivante : « ceci parce que les combattants étrangers ne connaissent pas l'espagnol, et les soins sont [de ce fait] difficiles à réaliser »[325]. Ce dispositif sanitaire international efficace fut établi sur le modèle français durant la Grande guerre et ses missions dépassèrent très largement la présence médicale d'urgence au front en structurant un formidable réseau hospitalier dans la zone républicaine[326]. Pendant la seconde moitié de 1937, le SSI rassemblait à son zénith des effectifs impressionnants[327].

Désormais, les recrues et les collectes pour les services sanitaires étaient envoyées vers le SSI. Il semble pourtant que le souhait de l'équipe médicale anglaise eut été de continuer à opérer au sein d'un hôpital de campagne indépendant, souhait d'ailleurs partagé par le *Labour Party* placé devant le fait accompli[328]. Les deux projets britanniques subirent l'influence de deux dynamiques : la force d'attraction de la Base d'Albacete en Espagne et la capacité du CPGB à faire converger toutes les initiatives médicales et sanitaires en Grande Bretagne, grâce à son action au sein du SMAC[329]. La dizaine de convois médicaux américains dits *American Medical Unit* (AMU) furent également entièrement dirigés vers les Brigades internationales. Albacete n'eut de cesse de tenter de contrôler plus étroitement le personnel médical qui n'était pas entièrement issu de ses propres recrutements, sans jamais y parvenir totalement[330].

La seconde « prise de guerre » de la Base d'Albacete fut l'escadrille *España*, bientôt renommée *Malraux* lors de son intégration dans les « brigades et forces internationales ».

---

[324] À l'exception notable de l'équipe de transfusion sanguine madrilène du médecin québécois Norman Béthune, dont les communistes firent un compagnon de route après sa mort en Chine en novembre 1939.

[325] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales…, op. cit.*,. Annexe 14 *Organisation générale du SS des Brigades et unités internationales (décembre 1936)*.

[326] Notons enfin que le SSI fut le seul secteur des Brigades internationales où le volontariat féminin fut accepté et militarisé, quoique fortement limité. Le 23 janvier 1937, les hôpitaux internationaux furent nominalement placés sous la tutelle de la *Jefatura de Sanidad Militar* de l'armée républicaine mais, dans les faits, le SSI demeura contrôlé par les Brigades internationales jusqu'à l'automne 1937.

[327] 224 médecins, 608 infirmiers et infirmières, 600 brancardiers, 13 équipes chirurgicales, 150 ambulances, 9 autochars, 3 groupes mobiles d'évacuation, 4 groupes dentaires et 6 000 lits répartis dans une douzaine d'hôpitaux, de cliniques et de centres de rééducation. JIRKU (Gusti) [Augusta Franziska Stridsberg], *Nous luttons contre la mort ! Le travail du service sanitaire des Brigades internationales*, Madrid, Sans éditeur annoncé, 1937, p. 7.

[328] UWLDC Archives of the TUC - Spanish Medical Aid Committee (Dr H.B. Morgan) 1936-1941. 292/946/2/132 : Lettre du docteur Morgan au Vicomte Christoper Addison. 22 janvier 1937.

[329] RGASPI 545.6.88 : *Report of work of British Medical Aid Unit in Spain*. Par Goldman. Sans date.

[330] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A M Elliott. « Les volontaires anglais en Espagne étudié au point de vue de*[s] *cadres »*. s. d. [1939], pp. 21-25.

b) La saisie de l'escadrille España

Les autorités républicaines se désintéressèrent rapidement de l'escadrille *España*, considérée comme inefficace et coûteuse, au profit de l'autre escadrille internationale sans aucun lien avec Albacete[331]. Néanmoins, l'escadrille malrucienne était fort connue en France et ses liens avec les Radicaux Socialistes et diverses personnalités influentes du gouvernement étaient de notoriété publique ; il n'était pas question de la dissocier du projet de colonne internationale, opportunément fixé à Albacete également. En novembre 1936, l'escadrille fut réorganisée en l'absence d'André Malraux et placée sous la tutelle des Brigades internationales par l'entremise de son commissaire politique, le communiste belge Paul Nothomb[332]. L'escadrille fut alors renommée *André Malraux*, dans une intention de propagande évidente[333]. Les contrats mercenaires furent révisés et seuls les engagements volontaires furent conservés ; ceux qui refusaient de rejoindre les Brigades internationales furent versés dans l'escadrille Lacalle[334]. En février 1937, l'escadrille *André Malraux* fut finalement dissoute[335]. Les deux armes modernes provenant d'URSS, l'aviation et les chars, furent strictement dévolues aux formations hispano-soviétiques dès le printemps 1937.

Cette stratégie en cheval de Troie, destinée à prendre le contrôle d'unités « utiles » par l'incubation de ces cadres, fut plus évidente encore à propos de la 86ème brigade mixte.

c) La création de la 86ème brigade pseudo-internationale

Un projet d'extension malhabile fut mené en mars 1937 autour du 20ème bataillon international pour phagocyter une formation extérieure aux Brigades internationales. Face à la pression nationaliste dans la région de Cordoue, l'état-major républicain demanda aux Brigades internationales l'envoi immédiat d'une unité dans la région de Pozoblanco. Aucune brigade n'étant disponible, il fut décidé le 19 mars 1937 de lever en urgence un bataillon, le

[331] GISCLON (Jean), *La Désillusion…, op. cit.,* p. 268 ; SAIZ CIDONCHA (Carlos), *Aviación Republicana…, op. cit.*, pp. 236-238.

[332] Paul Nothomb était élève officier (navigateur bombardier) en Belgique. Il a rendu compte de son rôle dans l'escadrille dans son roman, écrit sous son nom de plume de Julien Segnaire. Par la suite, Nothomb s'est vivement distancié de son récit, invoquant une invention à des fins de narration. Son propos concorde cependant parfaitement avec les archives disponibles. SEGNAIRE (Julien), *La Rançon*, Paris, Gallimard, 1952, p. 49 ; TODD (Olivier), *André Malraux. Une vie*, Paris, Gallimard, Nrf « Biographies », 2001, p. 231.

[333] SEGNAIRE (Julien) [Nothomb Paul], « L'Escadrille André Malraux » in *Le Magazine Littéraire* n°11, 1967. Source citée in BÉNIT (André), « L'engagement espagnol de Malraux… », *op. cit.*, p. 251 ; RGASPI 517.3.11 : *Situation d'ensemble des brigades et forces internationales (à la date du 19 février 1937)*, par André Marty, p. 5.

[334] DE CISNEROS (Ignacio Hidalgo), *Memorias*, Tome 2, *La Republica y la Guerra de España*, Paris, 1964, p. 232.

[335] L'escadrille semi-mercenaire internationale Lacalle, comprenant la fameuse *Patrula Americana* fut elle rapidement équipée de chasseurs soviétiques I-15 et fit une brillante carrière, sans aucun lien avec les Brigades internationales. CARVER EDWARDS (John), *Airmen without Portfolio: US Mercenaries in Civil War Spain*, Wesport, Praeger, 1997, p. 31.

20ème, par l'addition de compagnies incomplètes destinées originellement à servir de renfort pour la XIIIème brigade[336]. Ce petit bataillon multinational (moins de 500 combattants) fut agrégé à la fin du mois à la 86ème brigade mixte, de création récente, sur demande de l'état-major républicain[337]. La nouvelle brigade se composait d'un ensemble hétéroclite de quatre bataillons : le 20ème international, le bataillon socialiste *Pablo Iglesias* et deux bataillons de carabiniers[338]. Cette brigade fut donc organisée comme une unité puissante, avec deux bataillons de volontaires et deux de professionnels. C'est probablement la raison pour laquelle Albacete entreprit de s'emparer de cette unité par la tête, en y distribuant des cadres étrangers[339]. Le commandant franco-italien du 20ème bataillon prit en effet rapidement la direction de la brigade et envoyait un rapport à Albacete dont le passage suivant est extrait :

> J'ai accompli la mission que Tu m'avais confiée, organiser la Brigade, mettre des éléments de l'Internationale dans les différents Bataillons espagnoles, cela est fait. Les Bataillons sont encadrés avec une partie d'officiers à nous[340].

Pauvrement dotée et étrillée dans les durs combats de Pozoblanco en mars, puis lors de l'offensive malheureuse sur Ségovie en mai, la 86ème brigade eut un destin tragique, ponctué de violents incidents entre étrangers et Espagnols.

Enfin, Albacete a entrepris une politique monopolistique sur le phénomène lui-même, en contestant la présence de formes alternatives et en contrariant leurs évolutions.

d) La tentative d'extension du périmètre d'Albacete à la Catalogne au printemps 1937

La direction d'Albacete s'était vivement inquiétée des projets catalans de constituer des bataillons internationaux dans l'ERC. Début janvier 1937, André Marty et Luigi Longo préparèrent deux requêtes, adressées l'une au Président du Conseil Largo Caballero et l'autre au président de la Généralité de Catalogne Lluís Companys[341]. Cette initiative fut doublée d'une demande de soutien auprès du PCE afin d'obtenir l'appui du gouvernement contre « les

[336] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 228 ; MONKS (Joe), *With the Reds in Andalusia…, op. cit*., p. 20.
[337] Soit une compagnie française, une germano-polonaise, une franco-hollando-belge et une compagnie anglo-saxonne de mitrailleuses. RGASPI 545.2.47: *Compte rendu de la réunion du Conseil militaire*. Par Vidal. Albacete, 19 mars 1937.
[338] RGASPI 545.3.548 : *Al Ministro de la Guerra del Ejército Popular de la República Española*. Du commandant de la 86ème Brigade Mixte. Pozoblanco, 11 avril 1937.
[339] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 230
[340] RGASPI 545.3.550 : *Au commandant de la la Base des BI à Albacete*. Par Morandi, commandant de la 86ème Brigade Mixte. Pozoblanco le 17 avril 1937.
[341] Voir ANNEXE I Documents 2-2a et 2-2b : Lettres de Luigi Longo et André Marty à Largo Caballero et Lluís Companys du 7 janvier 1937.

dangers qu'une telle initiative peut constituer pour le Front populaire et pour la création d'une armée unique régulière avec une seule discipline et un seul commandement[342] ».

Ainsi, Albacete attirait l'attention de ses interlocuteurs sur le fait que ces « autres » brigades internationales pouvaient être associées à des partis et que cette initiative « dangereuse » risquait de diviser la solidarité internationale et de créer des frictions entre les différents secteurs de l'antifascisme ; ils proposaient en outre l'intervention des Brigades internationales en Catalogne. Ces démarches n'ont peut-être pas été formulées en l'état, mais les textes préparés sont particulièrement instructifs du sentiment d'Albacete à propos de formations perçues comme concurrentes. Au même moment, André Marty préparait un projet de création d'une sixième brigade internationale dite « catalane » dont l'ECCI avait accepté le principe fin décembre 1936[343]. Elle devait réunir 1 500 à 2 000 étrangers, en amalgamant les combattants étrangers présents en Catalogne et par un recrutement de Catalans et de Français dans le département des Pyrénées-Orientales et « au Sud de la ligne de Bordeaux à Marseille »[344]. Du fait du soutien soviétique à la démarche internationale visant à l'interdiction du volontariat en Espagne, le projet fut abandonné non sans une ultime évocation en mars 1937[345].

Trois objectifs étaient directement poursuivis dans ce projet de nouvelle brigade : contester la domination de la CNT-FAI sur le volontariat étranger en Catalogne, amalgamer les formations internationales existantes en étendant la surface monopolistique d'Albacete et surtout, renforcer le champ de propagande en direction des Catalans d'Espagne et de France, dans une exaltation nationale propre à conforter les ralliements, déjà nombreux, des catalanistes de l'ERC vers le PSUC, dans une sorte de front populaire catalan. Le projet prévoyait la création d'une seconde base et une direction collégiale (CNT UGT PSUC IR PCF). Sans correspondance avec un quelconque besoin militaire, ce projet catalan fut entièrement déterminé par des motivations politiques placées sous un vernis de catalanisme, sans même parler de la surestimation des capacités réelles de recrutement.

[342] RGASPI 545.1.9 : *Au Comité Central du Parti Communiste Espagnol*. Lettre signée Marty et « Gallo ». 7 janvier 1937. Le Commissariat de Guerre fut également sollicité.
[343] RGASPI 495.18.1132 : Secrétariat du Komintern : *Decisión sobre el trabajo en España*. Moscou, 2 janvier 1937, p. 2.
[344] RGASPI 495.18.1179 : *Question espagnole. Création d'une brigade catalane française*. Par André Marty, 16 mars 1937.
[345] DIMITROV (Georgi), *Journal 1933-1949*, Paris Éditions Belin, 2005, p. 191 ; RGASPI 495.18.1179 : Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937. *Question espagnole : résolution (sur le rapport du camarade André Marty)*, 10 mars 1937, p. 6.

Les Brigades internationales parvinrent effectivement à une situation de monopole, non sans avoir été considérablement aidées par les velléités et l'absence de projet concret de la part des autres émanations organisées du volontariat international combattant antifasciste.

D. La césure de l'été 1937 : la relégation puis la disparition des formes alternatives du phénomène (printemps – été 1937)

La rupture qu'a constitué la création des Brigades internationales, en octobre-décembre 1936, n'a pas signifié la disparition des autres manifestations du phénomène. Bien au contraire, la dynamique provoquée par le grand recrutement en France a également irrigué les formations internationales d'Aragon jusqu'en février 1937, date de la fermeture de la frontière et de la prohibition du volontariat international. Ces dernières furent également alimentées par des filières parallèles non associées aux réseaux communistes.

L'été 1937 constitua dans l'histoire courte du phénomène de volontariat international combattant une césure fondamentale. En juin, un premier décret du Ministère de la Défense Nationale obligeait les combattants étrangers à rejoindre les Brigades internationales ; en juillet, disparaissait le dernier bataillon international hors de la tutelle d'Albacete. Cette période correspond également à une succession d'engagements violents. La situation de Madrid avait été assurée par deux coups d'arrêt aux offensives des rebelles (sur le Jarama en février puis à Guadalajara en avril) mais les forces italo-espagnoles progressaient au sud à Malaga puis au nord vers Bilbao. Les armées républicaines prirent l'initiative de plusieurs offensives associant des brigades internationales (vers Ségovie en mai-juin, Huesca en juin puis Brunete en juillet), à chaque fois mises en échec. Parallèlement, l'État républicain se fortifiait, soutenu par le PCE, qui fut le grand bénéficiaire des hésitations stratégiques de la CNT. En mai 1937 le polycentrisme inhérent à l'action politique de l'espace républicain disparaissait, non sans de dramatiques affrontements entre les différents secteurs de l'antifascisme à Barcelone suivis de la répression des militants révolutionnaires catalans, dont le POUM dans son ensemble. De nombreux étrangers se retrouvèrent directement mêlés aux affrontements ou réprouvèrent publiquement l'évolution délétère de la situation intérieure, favorisant par là même l'émergence d'une profonde méfiance des autorités catalanes et valenciennes à l'endroit des turbulents volontaires internationaux.

1. Évolutions des formes et des structurations

En Catalogne, la période révolutionnaire proprement dite se termina le 27 septembre 1936 avec la constitution d'un gouvernement catalan reconnu par les organisations ouvrières. Le 22 octobre, la CNT signait avec le PSUC et l'UGT un pacte dit de « militarisation » qui amorçait la constitution d'une armée catalane. Le comité central des milices fut démantelé et remplacé par un ministère, la Conseillerie de Défense, où les anarchistes se retrouvèrent en minorité. Le système milicien était en voie de liquidation, remplacé par les divisions régulières de l'*Exèrcit Popular de Catalunya* (EPC) ; quatre classes étaient appelées sous les drapeaux en Catalogne et dans l'espace aragonais sous contrôle catalan. L'EPC fut organisée sur un schéma régimentaire, sur un amalgame de divisions « anciennes » de volontaires et « nouvelles » de conscrits, et non le système des brigades mixtes de l'EPR[346].

C'est sous cette contrainte structurelle qu'évoluèrent les formations internationales du front d'Aragon. Les premiers régiments catalans commencent à s'organiser au front, d'abord dans la colonne de l'UGT-PSUC et celle des nationalistes catalans, puis parmi les autres colonnes, pour la plupart peu enthousiastes vis-à-vis de la réforme. Le 10 janvier 1937, toutes les colonnes miliciennes au front étaient théoriquement endivisionnées. À l'exception de la division *Júbert*, toutes comprenaient une ou plusieurs formations internationales où les étrangers furent peu à peu rassemblés, parfois contre leur gré.

Dans la grande formation *Carlos Marx,* les étrangers tout d'abord dispersés dans diverses unités de la colonne (soit une centaine de Français et quelques Portugais, Italiens, Tchèques, Russes et Polonais et un fort groupe d'immigrés espagnols) furent regroupés début 1937[347]. S'élabora alors un véritable embryon de bataillon international au sein du 3ème Régiment *Engel* et ce dernier reçut en renfort la 8ème batterie d'artillerie des Brigades internationales[348].

Le Groupe international de la colonne *Durruti* agrégea progressivement les noyaux internationaux des autres formations confédérales, dont la centurie anarchiste française *Sébastien Faure* de l'ex-colonne *Ortiz-Sur Ebro*. Cette dernière avait attaqué sans succès

[346] Chaque division rassemblait trois régiments de trois bataillons.
[347] IISG CNT 94 G : *Division Carl Marx.* Sans date [printemps 1937].
[348] AGGCE PS BARCELONA GENERALITAT 335.3 : *Generalitat de Catalunya – Conselleria de Defense. Informe n°7 : Confidencial. Informe que al jefe de la sección técnica elevan los comandantes Martinez Anglada y Guarner, como resultado de la visita a los estados mayores del Frente*. Barcelone, 18 janvier 1937 ; AGMA ZR C. 1078 Arm. 7 L.1 249 C.18 *Persona. Índice de la documentación de la 123° BM – 2º Batallón.*

Belchite fin décembre 1936 et les pertes avaient été importantes parmi les étrangers[349]. En janvier 1937, les miliciens étrangers de la division *Ascaso,* non membres de la formation italienne et pour la plupart français, furent versés dans les régiments *Durruti* et *Rojo y Negro*.

Dans la division du POUM, la plupart des étrangers furent versés dans le bataillon de choc *Rovira*, du nom de son promoteur et commandant de la division *Lenín*[350]. Au côté de cette formation offensive, un deuxième groupe d'étrangers fit son apparition, les vingt-cinq volontaires, en majorité écossais, levés et organisés par l'ILP en Grande-Bretagne avec pour ambition de former un bataillon anglophone dans la « colonne internationale du POUM »[351]. Ils furent rejoints en avril par un second groupe de socialistes britanniques[352].

À la jointure des fronts de Madrid et d'Aragon, un troisième ensemble de combattants étrangers apparut en décembre 1936 à Teruel et au Levant, par un curieux procédé de parthénogénèse des Brigades internationales. En effet, au grand regret de ces dernières, Albacete et Valence étaient également le siège d'un comité militaire important de la CNT-FAI. Deux colonnes confédérales prirent naissance à Albacete tandis que la ville était littéralement envahie de milliers d'étrangers désireux de partir pour le front le plus vite possible et dédaignant la vie de garnison et ses exercices de caserne. Entre novembre et décembre 1936, plusieurs dizaines d'étrangers, dont une majorité de Français, rejoignirent la colonne *España Libre* de la CNT en partance pour le front de Madrid, suscitant un appel d'air dont la Base d'Albacete s'inquiéta profondément[353]. La seconde formation confédérale d'Albacete, la *Columna de Choque Iberia de la FAI* partit protéger Valence de la menace d'un débarquement nationaliste embarquant au passage quelques dizaines d'étrangers plus à l'aise avec les principes anarchistes de la guerre[354]. Cette dernière fut amalgamée ensuite dans la *Columna de Hierro* (Colonne de Fer) et rejoignit le front de Teruel le 17 décembre 1936. Chacune de ces trois formations miliciennes comprenait des groupes internationaux organisés,

[349] SOSSENKO (George), *Aventurero idealista*…, *op. cit*., p. 128.
[350] AGMA ZN Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización C.1299 Cp. 39 *Centuria inglesa*. 18 mars 1937 ; « For the International Working Class » in *The Spanish Revolution* Vol.2 n°2 du 3 février 1937, p. 8 ; CADN Dossier Barcelone Consulat Série C - 63 Recrutement militaires - Retour en France de miliciens Français-correspondance officielle. Lettre de Petel à Zyromski. Barcelone le 22 avril 1937.
[351] « Fighting Men From Britain » et « British Author With the Militia » in *The Spanish Revolution* Vol. 2 n°2 du 3 février 1937, p. 2. L'écrivain Eric Blair dit George Orwell, s'associa à ce groupe.
[352] « The I.L.P. Contingent in Action » in *The Spanish Revolution* Vol. 2 n°7 du 21 avril 1937, p. 4 ; ORWELL (George), « Notes on the Spanish's Militias » in *An age like this 1920-1940, The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, Harcourt, Edition Sonia Orwell, 1971, p. 362.
[353] Voir ANNEXE I Document 2-3 : *Signalement des désertions de volontaires étrangers d'Albacete vers les colonnes de la CNT-FAI en décembre 1936.*
[354] RGASPI 545.2.44 : *Rapport sur des déserteurs*. 15 décembre 1936 ; SHD 7 N² 2544 Dossier 2 : Le commandant de la 8ème Région Militaire à monsieur le MDN et de la Guerre. *Compte rendu d'interrogatoire. 2ème Bureau*. Dijon, 27 février 1937.

presque tous déserteurs des Brigades internationales[355]. Dans la *Colonne de Fer*, une compagnie française fut organisée (et dirigée par un Italien) et en janvier 1937, la colonne ne comptait pas moins de 6% d'étrangers[356]. Tandis que des transferts s'opérèrent ensuite vers l'Aragon, quelques étrangers demeurèrent dans ces formations jusqu'à la fin de l'année 1938[357].

Au printemps 1937, l'ensemble des formations internationales créées en 1936 avaient subi une mutation profonde sous l'effet de la régularisation des colonnes miliciennes. Les volontaires étrangers ont été particulièrement contraints par le processus dit de militarisation du fait de leur prise de parole prolixe et de leur difficulté à se déterminer positivement dans cette transformation structurelle interprétée comme politique.

2. La militarisation et les résistances à la régularisation comme lignes de force de la restructuration du phénomème en Catalogne

La régularisation des formations miliciennes s'inscrivit dans le contexte de reconstruction de l'autorité étatique et de réaffirmation des prérogatives miliaires étatiques sur un principe wébérien. Le processus de régularisation clôt véritablement la période d'expérimentation qui avait conduit à la levée de milices partisanes plutôt que populaires, envisagées comme des entités militaires procédant de la dynamique révolutionnaire. Il a par conséquent marqué une transition des formes militaires du volontariat étranger, l'armée régulière de la République espagnole prenant acte de la présence en son sein d'agents transnationaux.

La reconstruction s'est opérée avec un certain décalage chronologique, partant du centre et du sud avant d'atteindre le Levant puis la Catalogne d'avril à juin 1937. La crise de la militarisation atteignit son paroxysme durant les trois premiers mois de 1937 dans un climat

[355] Certains d'ailleurs regrettèrent immédiatement leur « désertion » des Brigades internationales, peut-être échaudés par une intégration difficile dans une unité espagnole. RGASPI 545.2.44 : Rapport sur des déserteurs. 15 décembre 1936 ; 545.6.756 : Fiche individuelle du volontaire Polonais Pianowski Michal ; SHD 7 N² 2544 Dossier 2 : 2ème Bureau. Le commandant de la 8ème Région Militaire à monsieur le MDN et de la Guerre. *Compte rendu d'interrogatoire*. Dijon, 27 février 1937.

[356] AHPA BI 63241 : *Revue de presse sur les retours de volontaires belges en Espagne*. *La Flèche* du 1er juillet 1938 ; SHD 7 N² 2616 Dossier 3 *: Renseignements. Renseignements donnés par un Milicien en retour de Teruel*. 31 janvier 1937 ; AGMA ZN Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización C.1299 Cp. 27.

[357] IISG FAI PE 1B *Grupo (DAS)/ Sección Alemana* : Correspondance adressée Michaelis. Lettre du 2 février 1937 ; FAI PE 59 : Bribes sur des volontaires français du 4ème bataillon de la 83ème brigade mixte (ex Colonne de Fer) ; « Despues de la retirada de los voluntarios internacionales ¡Algunos Franceses se van! » par Fernand Fortin in *Umbral* n°56 du 10 décembre 1938, pp. 3-4.

déjà particulièrement morose marqué par la chute de Malaga (3-7 février 1937). La responsabilité de cette défaite, essentiellement due à l'irrésistible supériorité du corps mécanisé italien, fut attribuée aux milices « indisciplinées » et à l'absence de commandement unique. Inversement, la victoire défensive du Jarama et la contre-offensive de Guadalajara furent portées au crédit de la nouvelle armée régulière.

En Aragon, le processus de militarisation commença début décembre 1936, non sans de violents débats qui agitèrent et divisèrent les volontaires internationaux. Les colonnes communistes donnèrent l'exemple, celle du POUM également, avec cependant des aménagements notables quoique jugés inacceptables par certains étrangers. La régularisation fut particulièrement laborieuse dans la plupart des formations miliciennes de la CNT-FAI où la « militarisation » fut considérée comme arbitraire et contre-révolutionnaire[358]. Il faut souligner le fait que les colonnes confédérales les plus hostiles au processus, *Ascaso* et *Durruti* sur le front d'Aragon et *de Hierro* et *Iberia* situées dans le secteur de Teruel, comprenaient toutes au moins une formation internationale.

Le processus de militarisation aboutit tout d'abord à la création des bataillons internationaux divisionnaires, où furent concentrés progressivement les miliciens étrangers. Encadré par d'anciens combattants étrangers d'Irun, le régiment semi-international *Engels* de la division communiste *Carlos Marx* devint le 2ème bataillon de la 123ème Brigade Mixte[359]. Il ne comprenait plus qu'environ deux cents étrangers qui furent progressivement envoyés vers Albacete durant l'été 1937[360]. Les Italiens de la *Sezione Italiana* obtinrent une solution alternative et une éphémère autonomie, après un long affrontement politique avec la direction de la colonne puis de la division *Ascaso* sur la nature de la formation italienne[361]. Elle fut réorganisée en détachements d'assaut dans un bataillon italien, parfois surnommé *bataillon*

[358] ALPERT (Michael), *El Ejército Popular de la República, 1936-1939*, Crítica, Barcelone, 2007, p. 40.
[359] AGMA ZN Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización C. 1299 Cp.49. SIFNE. *Fuerzas Rojas en el frente de Aragon*. Salamanque, S. d. [avril ou mai 1937] ; SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Subdivision de Casablanca – État-major 3ème Bureau. *Volontaires rapatriés d'Espagne. Compte rendu de* l'interrogation [sic] *d'un volontaire Français rapatriés d'Espagne*. Casablanca, 22 juin 1937.
[360] IISG CNT 94 G : *División Carlos Marx.* S.d. [printemps 1937]. CADN Dossier Barcelone Consulat Série C - 63 Recrutement militaires - Retour en France de miliciens Français-correspondance officielle : *Dossier René Correnc, capitaine d'infanterie de réserve démissionnaire de la division Karl Marx.* 9 avril 1937 ; AD 13 4 M 2366 : Déclarations des volontaires français rapatriés Predere et Rignol. Marseille, 19 avril 1937 ; AGMA ZR C.1078 Armario 77 Rollo 215 L1249 C18 : *Personal Indice de la documentacion de la 123° BM – 2º Batallón* . Robres, 11 mai 1937.
[361] *Al comitato politico misto sezione italiana colonna ascaso ed ai compagni del comando*. Barcelone, 13 novembre 1936 in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna…*, *op. cit.*, pp. 67-68.

d'assaut Cieri, du nom de son chef[362]. Une quinzaine de volontaires anarchistes bulgares tentèrent de se regrouper dans un bataillon *Nestor Makhno* au sein de la colonne Durruti, avant d'être versés dans le bataillon italien, dernière formation à s'opposer à l'application stricte de la réforme[363]. Les régiments semi-internationaux *Durruti* et *Tierra y Libertad* de la division *Ascaso* furent progressivement militarisés de force, les étrangers maintenant leur refus furent également envoyés vers les Italiens[364].

En janvier 1937, lors de la militarisation de l'ex colonne *Durruti*, le Groupe international fut dissout et les étrangers acceptant les nouvelles normes furent versés dans une compagnie internationale organisée sur une structuration linguistique : français, germanophone, italien et bulgare tout en conservant un certain nombre de pratiques non réglementaires[365]. Écœurés par les débats suscités par l'application de la réforme militaire, certains volontaires préférèrent rejoindre les Brigades internationales, un choix que d'autres suivront par la suite. Un mois plus tard, alors que la militarisation devint obligatoire, la plupart des étrangers des divisions confédérales maintinrent leur refus et furent démobilisés d'office ou quittèrent d'eux-mêmes le front[366]. Les reliquats étrangers regroupés dans la compagnie internationale subirent de lourdes pertes le 13 avril 1937 contre la position fortifiée de l'ermitage de Santa Quiteria (10 à 15% de morts). En mai 1937, la compagnie forma la base d'un projet ambitieux de brigade internationale en Aragon, dont un unique bataillon vit le jour, le *1º Batallón internacional de choque* de la 26ème division (bataillon divisionnaire). Il regroupa l'essentiel des volontaires étrangers encore présents dans les régiments catalans contrôlés par la CNT-FAI, à l'exception des Italiens[367].

En février 1937, une nouvelle formation internationale avait été mise sur pied, à Barcelone : le *Batallón de la Muerte*. Il était dirigé par deux anarchistes italiens, Cando Testa, ancien *arditi*, et Emilio Strafelini, ancien *alpini*[368]. Parfois dénommé *Bataillon Malatesta* ou

[362] *Guerra di Classe* du 1er février 1937 p. 2 ; « A nos camarades italiens » in *Le Combat Syndicaliste* n°196 du 19 février 1937, p. 1.
[363] AGGCE Madrid PS 487 Brigadas internacionales : Lettre adressée à Giusti par un milicien italien du bataillon international de la division Ascaso, 5 avril 1937. La plupart appartenait à la Fédération Anarcho-Communiste de Bulgarie (FACB), provenant surtout des immigrations bulgares de France, Belgique et Suisse.
[364] AGGCE Madrid PS 487 Brigadas internacionales : Fiche individuelle du volontaire italien Catani Arrigo ; MINNIG (Albert), « *Cahier d'un milicien suisse dans les rangs de la CNT-FAI… », op. cit.,* p. 47.
[365] AGGCE Madrid PS 488.4 : *Brigadas internacionales*. Dossier Matouski Assen Janatchov.
[366] SHD 7 N² 2604 : Groupement Supérieur des troupes de Tunisie. État-Major. 2° Bureau. *Objet : AS Interrogatoire d'un militaire rapatrié d'Espagne*. Tunis, 28 octobre 1938.
[367] « Fiesta en honor del batallón de choque de la 28 División » in *La Vanguardia*, 5 juin 1937, p. 4.
[368] « Apuntes a pluma - Strafelini del "Batallón de la Muerte » par E. Rubio Fernández. *Mi Revista. Ilustraciones de actualidad* n°8 du 15 janvier 1937. Cando Testa, (alias de Mario Weber) était correspondant spécial du

Bataillon de Grenadiers Testa, il fut constitué en partie sur des effectifs étrangers arrivés à Barcelone en décembre 1936, des anarchistes et des volontaires n'ayant pas voulu rejoindre Albacete. Ces derniers furent agrégés à un fort groupe d'Italiens qui, pour des raisons obscures, avaient quitté le front de Huesca en septembre 1936 pour rejoindre Barcelone. Le *Bataillon de la Mort* connut un véritable succès en revendiquant rapidement 960 combattants sur les 500 prévus, majoritairement des Italiens et de nombreux Français[369]. Cette formation milicienne n'aurait pu voir le jour sans le soutien du ministre anarchiste catalan Diego Abad de Santillan, désireux de disposer en Catalogne de formations paramilitaires sûres. Elle fut organisée sur le principe des centuries, tandis que l'intégralité des unités militaires espagnoles était au contraire en train de l'abandonner et attira un grand nombre d'étrangers désireux de continuer le combat dans le cadre d'un corps franc indépendant[370]. Elle participa à l'attaque de Siétamo en mars 1937 puis fut durement engagée lors de l'attaque de Santa Quiteria en avril.

La militarisation a provoqué le départ d'Espagne, ou du moins le retrait des combats, d'un grand nombre de volontaires étrangers désormais en décalage avec les évolutions de la situation politique en Espagne. Enfin, les projets de formations autonomes des Brigades internationales furent emportés par les événements survenus en Catalogne en mai 1937 et la suppression de l'armée catalane qui s'en suivit.

3. Dégénérescence et disparition des manifestations alternatives du phénomène

L'éphémère *Exèrcit Popular de Catalunya* fut une des victimes de la remise au pas de la Catalogne au sein de la République espagnole à la suite des événements de mai 1937. Le 6 mai, l'armée catalane était intégrée d'office dans l'armée républicaine sous le nom d'*Ejército del Este*, selon un processus rapide entamé dès le 28 avril 1937. Les sept divisions catalanes étaient maintenues, les régiments étant remplacés par des brigades mixtes[371]. L'amalgame des deux armées républicaines mit un terme à la tentative de constitution d'une brigade

journal de l'immigration italienne en Argentine *L'Italia del Popolo* et du journal argentin *Capital.* Il se disait anarchiste mais fut ignoré, voire méprisé, par les anarchistes italiens de la FAI.

[369] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : XVème Corps d'Armée – Place de Marseille – Dépôt des isolés métropolitains. *Enquête auprès des miliciens français venant d'Espagne. Rapport du Lieutenant Terras du Dépôt des isolés métropolitains*. Marseille le 12 juin 1937. Il fit des émules en Andalousie où un Italien participa à la création d'un autre *Batallón de la Muerte*, entièrement espagnol. « Batallón de la Muerte » in *Solidaridad Obrera* du 4 février 1937, p. 3.

[370] « A los bravos antifascistas. El Batallón de la Muerte es una fuerza de choque valiente y disciplinada » par Juan M. Soler in *Mi Revista. Ilustraciones de actualidad* n°9 du 15 février 1937, pp. 14-15.

[371] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…,* Tome 2, *op. cit.*, pp. 1382-1383.

internationale en Catalogne comme « brigade d'offensive ». Les espoirs avaient été vite déçus à propos de ces corps francs internationaux : l'armement était défectueux et les étrangers venus à Barcelone pour intégrer ses formations spéciales furent pris dans la tourmente des affrontements d'avril et mai 1937 et pour la plupart arrêtés et incarcérés sous des prétextes divers (port d'armes, désertion, infraction à la législation des étrangers, suspects, etc.)[372]. La destruction du POUM aboutit à la dissolution de la 29ème division *Lenín* dont les étrangers, doublement suspects, subirent la répression de plein fouet[373].

Deux formations survécurent à cette régularisation impérative, comme des corps francs aux allures de régiments étrangers : le *1er Bataillon international de Choc* et le *Bataillon de la Mort*. Les témoignages affirment unanimement que les résultats du *Batallón de la Muerte* ne furent guère probants. Il fut défait lors de ses premiers engagements à Almudevar et Montalban puis participa, en compagnie du bataillon *Garibaldi,* à l'offensive infructueuse contre Huesca, décidemment imprenable. Le *Batallón internacional de choque* rassemblait environ 500 combattants, anciens miliciens ou déserteurs des Brigades internationales, et fut traité comme une unité disciplinaire[374]. Il participa durant deux mois à plusieurs attaques sanglantes en Aragon. La première compagnie allemande demanda à être démobilisée. À la fin juillet 1937, après une nouvelle offensive sur le Monte Oscuro, le bataillon démoralisé était au bord de la mutinerie. Devant le refus d'attaquer de la troupe, le bataillon de choc était relevé et dissous[375]. Les étrangers qui souhaitaient être démobilisés le pouvaient, les autres rejoignirent la XIIème brigade internationale ou la 26ème division[376]. À la même date, les survivants du ci-devant *Batallón de la muerte* intégraient la 153ème brigade de la 28ème Division qui comptait déjà dans ses rangs leurs camarades italiens et français de l'ex-division *Ascaso*. Les Internationaux refusant un engagement pour la durée de la guerre eurent

[372] RGASPI 545.2.42a : *Rapport de la maison de prévention des Brigades Internationales à Albacete*. 27 juin 1937.
[373] Ils furent expulsés du territoire, et non assassinés comme le répètent inlassablement certains auteurs. La répression subie par les anciens volontaires internationaux fut motivée autant par des raisons politiques et partisanes que du fait de la suspicion générale à l'encontre des étrangers, motifs conjugués avec leur situation non-conventionnelle à l'arrière du front qui les assimilèrent aux « incontrôlés » unanimement dénoncés. Voir à ce sujet les travaux François Godicheau.
[374] AGGCE PS ARAGON 91 : *Fecha de Julio 1937. Batallón internacional de choque. Lista de revista de la de comisario del mes de la fecha*. Monegrillo, 1 juillet 1937 ; RGASPI 545.2.147 : *Berichtueber die Attacke Santa Cruz am 16. Juni 1937.*Sans date [1937].
[375] Le commandant français et son adjoint, accusés d'avoir détourné la caisse du bataillon, étaient arrêtés et écroués à Barcelone. IISG Pe 64b : Lettre du volontaire français Humbert Milas à la CNT FAI à propos de la dissolution du 1er Bataillon de choc International. 8 juillet 1937.
[376] GMÜR (Edi), « *Journal d'Espagne*… », *op. cit.,* pp. 125-128 ; « Pour léger. Une lettre de solidarité de ses anciens camarades de combat » in *Le Libertaire* n°575 du 18 novembre 1937, p. 4.

l'obligation de quitter l'Espagne, les autres furent pour la plupart arrêtés directement au front en août 1937 et emprisonnés quelques temps pour « sédition »[377].

Par un décret de l'EMC du MDN publié le 19 juin 1937, les étrangers furent presque tous obligés de rejoindre les Brigades internationales, devenus dès lors l'unique réceptacle du volontariat étranger dit international. Les autres formations militaires spécifiquement étrangères ou semi-internationales furent liquidées, au mois de juillet pour la dernière d'entre elles. Le décret s'appliqua également aux reliquats étrangers de la Zone nord, mais l'ordre dut être réitéré en novembre 1937 et en février 1938[378].

Les formations internationales qui avaient émergé en Catalogne et en Aragon en 1936 ont souffert au printemps 1937 de l'absence d'un soutien institutionnel constant. La CNT catalane eut bien quelques velléités en permettant aux étrangers de s'organiser en imitation des Brigades internationales, mais il est évident que l'attitude de la majeure partie d'entre eux, ou d'une minorité active extrêmement hostile à la régularisation, contribua à les priver d'un projet concret et durable. La contrainte de la militarisation puis les affrontements de mai à Barcelone, soit les deux pans du rapport de force et d'affirmation de l'autorité étatique entrepris par la République contre ses marges contestataires, ont brisé l'espace interstitiel qu'avaient occupé les manifestations du phénomène en Catalogne et les ont conduits à une dégénérescence très largement tributaire des volontaires eux-mêmes. En effet, les bataillons de choc et autres corps francs, derniers avatars organisés du volontariat international en Aragon, étaient à contre sens de la dynamique de régularisation, d'étatisation et de dépolitisation des unités militaires.

La disparition des formes alternatives du phénomène en Catalogne a signifié de fait le monopole des Brigades internationales sur le volontariat international combattant. Le phénomène fut réduit à une forme unique durant les quatorze mois suivants.

[377] 24 volontaires Français furent ainsi emprisonnés à Lérida, croyant être condamnés à mort. CADN Barcelone Consulat Série B - Dossier 14 Prisonniers (A N) SIM. Lettres des volontaires Magnon, Bouillot et Blanchard. Barcelone, 15 août et 23 octobre 1937.

[378] RGASPI 545.6.1184 : Dossier individuel du volontaire français Fitte. *Note sur le volontaire Fitte*, par André Marty, 22 novembre 1938 ; VARGAS ALONSO (Francisco Manuel), « Voluntarios internacionales y asesores extranjeros…», *op. cit.,* p. 329.

E. les Brigades Internationales - deuxième période : le phénomène désormais circonscrit à une seule manifestation (été 1937 – été 1938)

Jusqu'à leur démobilisation en septembre 1938, les Brigades internationales n'ont cessé de se développer et de créer de nouvelles émanations. Cette croissance exponentielle, savamment exploitée par la propagande comme la démonstration d'une montée en puissance, fut en fait davantage une lutte constante pour leur survie. À partir du printemps 1937, la part des recrues espagnoles au sein des formations internationales devenait chaque mois plus importante et obligea les Brigades internationales à gérer cette hispanisation imprévue. Tandis que l'intégralité des autres formations internationales dépendait hiérarchiquement de dispositifs espagnols, les Brigades internationales avaient au contraire intégré des Espagnols dans leur propre dispositif, provoquant naturellement nombre de conflits d'autorité avec le Ministère de la Défense Nationale occupé par Indalecio Prieto de mai 1937 à mars 1938. D'autre part, le recrutement à l'étranger s'amenuisait considérablement, mettant dangereusement en péril la pérennité du projet initial. Cette période fut également marquée par de profonds bouleversements internes dans les Brigades internationales. La série d'offensives de l'été 1937 provoqua des crises infrastructurelles profondes tandis que le gouvernement adoptait en septembre 1937 un décret qui, sous le prétexte de la régularisation de la situation juridique des Brigades internationales et de ses membres, convertissait définitivement l'engagement volontaire international combattant en volontariat militaire à titre étranger.

1. Le zénith artificiel des Brigades internationales durant l'été 1937

Avant l'été 1937, aucune brigade n'était homogène d'un point de vue national ou linguistique, les bataillons étaient multinationaux, à l'exception des bataillons français et du *Garibaldi*[379]. Les autres bataillons étaient des agrégats de noyaux de volontaires germaniques, polonais, slaves et de diverses nationalités venues de France, de Belgique, de Suisse et de Tchécoslovaquie. En décembre, la composition de la cinquième brigade (XVème) fut plus cosmopolite encore que les quatre précédentes. Véritable mosaïque de nationalités, son état-major comprenait quinze nationalités différentes et douze interprètes[380]. Le 18ème bataillon *Dimitrov* était alors composé d'une douzaine de nationalités tandis que le 17ème *Lincoln*, dit

[379] le 2ème *Commune de Paris* (Français), le 3ème *Garibaldi* (Italiens), le 10ème *Louise Michel* (Français), le 11ème *Henri Vuillemin* (Français) et le 13ème *Henri Barbusse* (Français).
[380] RGASPI 545.2.45 : *Additif à l'ordre du jour n°13* [Base des BI]. 7 février 1937.

américain, regroupait en fait vingt-cinq nationalités : Nord-américains, Chiliens, Japonais, Néo-zélandais, Palestiniens, Philippins, etc[381]. La présence des Espagnols était partout en constante progression et dominait parfois[382].

Selon un principe de rationalisation et sous la pression de plusieurs facteurs exogènes, les Brigades internationales ont peu à peu adopté une forme transnationale par la création de formations nationales spécifiques. Au mois d'août 1937, les brigades furent réorganisées sur cinq formations (la XIIIème et la 150ème furent dissoutes et une nouvelle XIIIème fut formée) selon une segmentation dite linguistique: XIème brigade internationale dite germanophone baptisée *Thälmann*, XIIème dite italophone (*Garibaldi*), XIIIème dite slavophone (*Dombrowski*), XIVème dite francophone (*La Marseillaise*) et XVème dite anglophone (*Lincoln*).

La rationalisation des brigades selon des principes linguistiques durant l'été 1937 mit à dessein de l'ordonnancement dans les dispersions initiales. En dehors des nécessités de la propagande extérieure, la « nationalisation » des bataillons des Brigades internationales fut d'abord induite par la redistribution des bataillons d'instruction où, pour un confort compréhensible, les volontaires étaient répartis sur des bases linguistiques.

Les « nouvelles » brigades internationales furent concomitamment toutes engagées dans une série d'offensives estivales organisées depuis l'espace centre-oriental pour tenter soulager la pression sur le Nord et inverser le sort des armes. La grande offensive infructueuse de Brunete fut, à bien des égards, l'acmé de l'engagement des Internationaux en Espagne d'un point de vue militaire mais marqua également la fin de leur zénith.

2. La régularisation des Brigades internationales (septembre 1937- mars 1938)

L'été 1937 s'acheva sur un fond de crises internes majeures traversant les Brigades internationales. Les pertes subies à Brunete puis Belchite ne furent pas justifiées par les résultats obtenus. La démoralisation sévit, avec une acuité différente selon les unités : mutineries dans la XVème, désespoir dans la nouvelle XIIIème, renfermement sur soi dans la XIème. Le système initial du volontariat militaire non-statutaire caractérisé par des devoirs

[381] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 27.
[382] Dès la fin janvier 1937, le second bataillon germanique *Thaelmann* comptait 639 hommes répartis sur dix-sept nationalités, dont 48% d'Espagnols, 26% d'Allemands, 6% d'Autrichiens et 4% Français RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit.*, p. 55.

exempts de droits, arrivait à son terme. Épine dorsale des Brigades internationales, les vétérans exigèrent de pouvoir obtenir une permission à l'étranger tandis que d'autres, estimant que leur temps de service était terminé, demandaient à rentrer chez eux. Les Espagnols composaient désormais la moitié des effectifs[383]. Tout imposait une révision globale du dispositif et de ses objectifs.

La reprise en main fut relativement douce, les autorités d'Albacete partageant le souhait des volontaires de disposer d'un statut. Le Komintern fut très tôt informé, ou plutôt alarmé, par ses envoyés en mission et interrogé sur la suite à donner au projet[384]. Le mois de septembre constitue à ce titre un moment charnière entre deux époques des Brigades internationales. D'une part, elles reçurent par décret un statut légal de légion étrangère qui détermina considérablement leur situation et mit un terme à l'autonomie de leur direction. D'autre part, le Komintern révisa intégralement sa politique espagnole et donc le projet objectif des Brigades internationales. En conséquence, la direction fut presque entièrement changée et le 15 novembre 1937 André Marty reprenait la tête des Brigades internationales accompagné d'un plan de reconfiguration décidé à Moscou le mois précédent.

Les Brigades internationales furent profondément réorganisées entre septembre 1937 et mars 1938. Les unités isolées furent liquidées, les états-majors semi-internationaux des 15ème et 17ème divisions supprimés et l'artillerie réformée[385]. Le second effort de recrutement de volontaires décidé par le Komintern, suivi avec des succès divers par les partis communistes, a apporté en Espagne de nouvelles recrues, par définition motivées, et permis de procéder à la systématisation du principe de relève et des permissions. Sur ces renforts, Albacete choisit, comme à l'accoutumée, de procéder à une cinquième et dernière vague de création de bataillons et batteries entre octobre 1937 et mars 1938. Plusieurs petites unités dites « nationales » furent constituées à des fins de propagande à l'étranger, dont la plus connue fut sans conteste la compagnie polonaise dite juive *Naftali Botwin*.

La majorité des renforts arrivés de l'étranger, ou obtenus par la rationalisation des unités et des services, étaient alors des Français et Polonais. La XIVème brigade internationale fut au centre de l'attention d'Albacete. L'amalgame de diverses compagnies dispersées avait suscité un sureffectif permettant la création d'une seconde brigade francophone par fissiparité.

[383] Seule la XIVème *La Marseillaise,* peu engagée durant l'été, conservait des effectifs étrangers importants.
[384] RGVA 3398.3.1015 : Rapport non signé provenant de Valence et transféré par Dimitrov à Voroshilov. Valence, 30 juillet 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit.,* Document 46, p. 289.
[385] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 233.

Des sept bataillons franco-belges, une nouvelle brigade fut créée par dédoublement : XIVème brigade « bis » en décembre 1937. Elle rassemblait les bataillons *Henri Vuillemin* et *André Marty,* et le nouveau bataillon belge *Pierre Brachet*[386]. Malgré une campagne de propagande significative en Belgique, le projet belge fut un échec et se réduisit finalement à une simple compagnie wallonne dans un bataillon de la XIVème tandis que les Flamands furent réunis aux Hollandais dans une nouvelle compagnie batave de la XIème en mars 1938, *Zeven Provinciën*[387].

En janvier 1938, la XIVème *bis* fut dissoute, ainsi que les bataillons *Pierre Brachet*, *Henri Vuillemin* et *Ralf fox*. La dernière brigade fut créée en février 1938, la 129ème brigade internationale, à dominante tchécoslovaque et balkanique par extrapolation d'un bataillon ancien, le *Dimitrov*. Du fait des affrontements internes entre les deux groupes nationaux étrangers majoritaires, elle ne fut pas baptisée. Elle regroupait les bataillons *Dimitrov*, *Đaković* et *Masaryk* et un bataillon dit « divisionnaire ». En mars 1938 était également créé le dernier bataillon des Brigades internationales, le *Vaillant Couturier.* Du fait de plusieurs dissolutions d'unités et de la réorganisation des grandes formations, le total des bataillons internationaux était ramené à vingt-cinq en mars 1938.

Raffermies, les Brigades internationales furent cependant engagées dans de durs combats où elles furent défaites à chaque engagement : à Cuesta de la Reina en octobre - novembre 1937 (XIVème et XIVème bis), lors de la phase défensive de la bataille de Teruel en janvier-février 1938 (XIème et XVème) et en Andalousie à Zalamea en février (XIIème, XIIIème et 129ème). L'année 1938 fut pour les Brigades internationales un long calvaire savamment dissimulé par des artifices de propagande transmuant des défaites en victoires et par l'introduction efficace de nouveaux dispositifs politiques internes.

[386] Du nom d'un jeune volontaire belge (communiste) des JGS, fils du recteur de l'ULB et mort à Madrid en novembre 1936. Il fut régulièrement question de créer un bataillon belge spécifique, rassemblant Wallons et Flamands. En octobre 1936, les premiers étaient versés dans le 5ème bataillon franco-belge *André Marty* tandis que les seconds, peu nombreux, étaient pour leur part dirigés vers le 1er bataillon germanique *Edgar André*. À la fin de l'automne 1936, les renforts wallons furent réunis dans le 14ème bataillon d'instruction *Jacquemotte* qui fut dissous en janvier 1937 et versés dans 15ème bataillon franco-belge *Six Février*.

[387] Du nom du croiseur hollandais dont l'équipage se mutina en 1933. RGASPI 545.3.476 : Document sans titre [Histoire du Bataillon *6 février*] par Gabriel Fort. Sans date ; « Pierre Brachet. Naissance d'un Bataillon » par Willy Obrentch in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n° spécial « La Quatorzième » n°52 17-25 décembre 1937, p. 14 ; 545.6.400 : *Bericht über die 'holländischen Freiwilligen in der Zeit vom November 1936, bis zur ihrer Zurückziehung. S.d.* [fin 1938 ou début 1939], p. 6.

3. Érosion et extinction du phénomène (mars–août 1938)

Jusqu'au retrait des volontaires étrangers, décidé le 21 septembre 1938, la dernière période d'activité des Brigades internationales fut marquée par trois engagements militaires majeurs : la seconde phase (défensive) de la bataille de Teruel en janvier-février, la tentative de résistance à l'offensive-éclair nationaliste en Aragon en mars-avril, et les deux phases de la bataille de l'Èbre en juillet-septembre. Toutes furent marquées par la défaite des armées républicaines, avec des intensités variables et selon deux séquences opposées : leur quasi disparition en Aragon, suivie d'une renaissance lors de la bataille de l'Èbre, second lieu de mémoire après Madrid dans la mythologie des Brigades internationales.

Paradoxalement, les Brigades internationales eurent en 1938 une véritable double vie. D'un côté, leur existence fut constamment minorée voire délibérément escamotée par le gouvernement et la propagande espagnols, soucieux d'hispaniser le conflit et de liquider la représentation des Brigades internationales comme les unités d'élite de la République[388]. Cette modestie, tranchant singulièrement avec l'année précédente, fut renforcée par l'hispanisation des Brigades internationales voulue par le Komintern à l'automne précédent et leur transfert sous la tutelle du PCE. De l'autre, 1938 correspond à l'acmé de la production éditoriale des Brigades internationales vers l'étranger et à l'exacerbation de leur rôle de représentation, induisant un regain d'activité des comités associés à l'étranger. Ces deux situations, symétriquement opposées, ont été conduites alors que les arrivées de volontaires étrangers s'effondraient de nouveau, tendance accentuée par une sévérité inaccoutumée dans la sélection des candidats.

Le 7 mars 1938, les forces italo-espagnoles lancèrent une offensive générale en Aragon et percèrent le front républicain sans difficulté à Belchite. La rupture du front stupéfia le commandement républicain et la déroute fut consommée dès le 13 mars. Les 35ème et 45ème divisions internationales furent déployées en urgence et engagées très durement à Alcañiz, Caspe, Batea et Calaceite. Début avril, la retraite républicaine se transformait en débâcle. Plusieurs bataillons internationaux furent encerclés, dont parfois seuls quelques groupes de combattants parvinrent à rejoindre les lignes[389]. Les XIème et XVème brigades internationales

[388] La conquête, temporaire, de Teruel en janvier 1938 fut présentée comme un triomphe politique tout autant qu'une victoire militaire. Selon la propagande républicaine abondamment reprise à l'étranger, Teruel faisait la démonstration de la maturité de l'armée populaire, mettant en avant « l'hispanité » de la victoire puisque les Brigades internationales n'avaient pas été engagées. Placées en réserve, elles furent cependant engagées lors de la contre-offensive nationaliste en février.

[389] RGASPI 545.3. 475 : *Historia documental… op. cit.*, pp. 201 et suivantes.

ont été quasiment annihilées lors de la bataille et les pertes se chiffrèrent en milliers[390]. Pris de panique, des internationaux débandés parvinrent jusqu'à la frontière française. Le 15 avril 1938, la 4ème division navarraise atteignait la Méditerranée à Vinaroz, coupant en deux le territoire républicain. Après un échec en direction de Valence, Franco ne poursuivit pas son avantage vers Barcelone et donna l'ordre de cesser l'offensive, sauvant la République pour une année[391].

La grande défaite en Aragon fut suivie d'une période de raffermissement dans l'espace républicain, désormais coupé en deux. Après une crise gouvernementale majeure, le PCE exigea et obtint la tête du Ministre de la Défense Nationale Indalecio Prieto. Le 5 avril, le portefeuille fut désormais rattaché au Président du Conseil Juan Negrín. La CNT rejoignait le gouvernement d'union nationale et signait un pacte d'unité d'action avec l'autre centrale syndicale, l'UGT. La République se militarisait et fit de la résistance à outrance un credo associé à la mobilisation de l'arrière, la fortification des fronts et l'appel anticipé de nouvelles classes de conscrits

La Base d'Albacete fut évacuée vers la Catalogne avant la coupure mais une part importante des Brigades internationales demeura bloquée dans la zone centrale. La 129ème brigade internationale, la majeure partie des groupes d'artillerie internationaux et plusieurs centaines de blessés répartis dans les différents hôpitaux, soit environ 2 600 combattants internationaux, continuèrent une existence autonome durant les six derniers mois[392]. La Base fut réinstallée à Horta, commune de l'agglomération de Barcelone, avant d'être dissoute le 1er juin 1938 et remplacée par une simple délégation constituée de services administratifs aux antennes dispersées[393].

Traumatisées, les Brigades internationales furent fermement reprises en main par une sévère épuration des cadres qui adopta des formes exemplaires inouïes. Par l'ajout de milliers de recrues catalanes, les formations internationales de Catalogne retrouvèrent rapidement leurs effectifs, dont seulement un tiers d'étrangers. Les Brigades internationales furent

[390] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., pp. 338-339.
[391] VIÑAS (Ángel), *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*. Barcelone, Crítica. 2010, pp. 323 et 348 ; SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular...*, Tome 4, *op. cit.*, p. 2405.
[392] La délégation de Valence assurait la liaison avec la Catalogne avec à sa tête le communiste Italien Giuliano Pajetta.
[393] La Base fut remplacée par un service : le *Negociado de extranjero - Secretariado General Técnico (Sección Administrativa de las Brigadas Internacionales)* dépendant du sous secrétariat de l'Armée de Terre - Ministère de la Défense. SHD 7 N 2755 : Ambassade de la République Française en Espagne. L'attaché militaire. *Note sur les Brigades internationales*. Barcelone, 9 mai 1938.

soumises à une formation intense et reçurent, pour la première fois, de l'armement moderne d'origine soviétique en abondance, parvenu grâce à la réouverture de courte durée de la frontière française. Lorsque les forces républicaines initièrent leur offensive sur l'Èbre, les brigades internationales étaient dans un état de préparation inégalé, après trois mois d'un entraînement soutenu, et furent particulièrement mises à contribution : cinq brigades et deux groupes d'artillerie internationaux participent à l'offensive sur l'Èbre[394]. À la fin de la phase offensive, chacune avait subi au minimum un tiers de pertes[395]. Dans la zone centrale la 129ème Brigade internationale et les autres groupes d'artillerie internationaux participaient à plusieurs combats, en Andalousie notamment.

4. Disparition subite et rémanences du phénomène

Le 21 septembre 1938, alors que certaines brigades étaient encore engagées dans des combats, l'annonce par le président Negrín du retrait unilatéral des combattants étrangers fut mise immédiatement à exécution. Début octobre, les survivants étrangers étaient rassemblés dans des dépôts à l'arrière dénommés « camps de démobilisation » afin d'être contrôlés par la commission de contrôle de la SDN. Le retrait toucha tous les étrangers présents dans la zone républicaine. Des étrangers résidant en Espagne parfois depuis longtemps furent ainsi obligés de rejoindre les camps de démobilisation, y compris ceux ayant une famille sur place, tout comme les techniciens étrangers des usines et plusieurs centaines d'anciens volontaires étrangers demeurés en Espagne par choix ou par absence de choix parce que détenus.

Ainsi, sur un total de 12 208 étrangers démobilisés au 21 septembre 1938 et appartenant à plus de quarante nationalités, seuls 7 102 (58%) venaient effectivement des Brigades internationales. 1 946 (15%) étaient issus de formations combattantes espagnoles (en majorité des Sud-américains) et les 3 160 (26%) restants appartenaient aux « deux catégories », c'est-à-dire des démobilisés restés en Espagne, des militants, des déserteurs et des détenus[396]. Le chiffre augmenta par la suite, tous les condamnés étrangers ayant été élargis

[394] 35ème division (XIème *Thaelmann*, XIIIème *Dombrowski* et XVème *Lincoln*) et le GAD *Ana Pauker* au sein du XIIème CE de Tagueña et 45ème Division (XIIème *Garibaldi*, XIVème *La Marseillaise* et la 139ème brigade mixte) accompagné du GA *Rosa Luxemburg* dans Vème CE de Líster.
[395] RGASPI 545.3. 475 : *Historia documental…, op. cit.,* p. 201 et suivantes.
[396] Estimation corrigée au 12 janvier 1939 comme suit : Zone Barcelone : 9 843, Zone de Valence : 2 830, soit un total de 12 673 étrangers recensés. AD 66 31W273 Dossier Commission militaire internationale : *Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne*. Genève, 15 janvier 1939, pp. 5 et 8.

par décret présidentiel en décembre 1938[397]. Ces supplétifs permirent de gonfler artificiellement les chiffres des étrangers retirés du front et firent effectivement illusion. Les grands perdants furent les binationaux espagnols et les espagnols de l'immigration, soumis à de nombreux tracas administratifs. Les étrangers ayant obtenu leur naturalisation en Espagne durant la guerre civile furent également invité à quitter le territoire[398][399].

Fin décembre 1938, les forces italo-espagnoles franchissaient le Segre et les corps d'armée républicains plièrent immédiatement sous la pression ennemie, la route de Barcelone était ouverte. Le 21 janvier 1939, le commandant en chef du *Grupo de Ejércitos de la Región Oriental* (GERO) Juan Hernandez Saravia demanda à l'ancienne direction des Brigades internationales de lui envoyer des renforts, puisés parmi les étrangers démobilisés et attendant, vainement, leur évacuation. 642 fantassins et 90 artilleurs étrangers aptes au front (presque exclusivement des balkaniques, Polonais et Sud-américains) furent rassemblés en cinq compagnies et trois batteries, soit l'effectif d'une brigade[400]. Associés aux volontaires provenant d'autres camps de démobilisation, parfois très peu motivés comme parmi les Italiens, un *Agrupación Internacional* informel fut constitué prenant la forme de trois crypto-brigades en sous-effectifs[401].

Cette perception d'une reformation des Brigades internationales le 26 janvier 1939, fait exagéré après-guerre par l'historiographie communiste, ne repose sur aucune réalité puisque l'*Agrupación Internacional* n'avait aucun caractère officiel et que les ex-brigades internationales, intégralement hispanisées depuis septembre 1938, existaient toujours. Par effet d'émulation, les étrangers se sont rassemblés d'eux-mêmes, par esprit de corps et dans les traditions de leurs anciens groupes de combat. Il s'agit donc d'une situation conjoncturelle déliée du phénomène, d'une rémanence postérieure à sa disparition survenue par le choix

[397] SHD 7 N 2757 : Traduction du texte du décret présidentiel relatif aux volontaires étrangers condamnés ou en instance de jugement du 9 décembre 1938.
[398] Bien que l'offre de naturalisation fut de nouveau proposée aux vétérans internationaux lors du retrait, Negrín fit savoir à la commission chargée du contrôle du retrait que les naturalisés après le 16 juillet 1936 seraient également concernés, ces derniers étant autorisés à revenir après la victoire de la République. Pour une centaine d'entre eux, la commission militaire internationale conclut cependant au maintien en Espagne des intéressés. Les autres reçurent un passeport espagnol visé par la République mais leur interdisant tout retour avant la fin des hostilités. AD 66 31W273 : Dossier Commission militaire internationale… *op. cit*., pp. 14-15.
[399] Il s'agissait en majorité d'étrangers résidant sur le territoire espagnol avant le déclenchement de la guerre civile ou bien mariés avec une Espagnole. Le décret régularisant les Brigades internationales en septembre 1937 avait confirmé la possibilité pour les combattants étrangers de demander leur naturalisation, après enquête toutefois. Seuls 436 d'entre eux en avaient fait la demande entre le 16 juillet 1936 et le 15 octobre 1938, soit moins de 1% des volontaires étrangers combattants en Espagne toutes formes confondues.
[400] RGASPI 545.3.778 : *Centro de Desmovilizacion « F » de las BI – Comisariado Al Comisario Inspector de las BI*. 25 janvier 1939.
[401] RGASPI 545.1.73 *Índice de informe sobre la actividad de la XIIe et de la XIIe Garibaldi*, p. 763 ; 545.3.475 *Historia documental de la XV Brigada Internacional,* p. 290.

désespéré d'une partie des étrangers coincés en Catalogne, et ce dans un contexte de retraite générale. Disposé à 30 kilomètres au nord de Barcelone, l'*Agrupación Internacional* rencontrait l'ennemi à Granollers et sur la rivière Tech. D'une manière générale les résultats furent nuls et les Internationaux acculés à la retraite vers la frontière française[402]. Le 8 février Figueras tombait et les armées italo-espagnoles contrôlaient l'intégralité de la frontière pyrénéenne deux jours plus tard.

Officiellement, plus un seul volontaire étranger n'était présent dans la zone républicaine. Les Brigades internationales avaient définitivement cessées d'exister comme institution militaire de l'armée Républicaine en persistant cependant comme une institution politique informelle dans les camps d'internement français, toujours comme une émanation kominternienne.

Conclusion

Les diverses manifestations du volontariat international antifasciste doivent avant tout être observées selon quatre facteurs dynamiques : temporalité, spatialité, intensité et opportunité. Entre juillet 1936 et juillet 1937, deux paradigmes du phénomène ont coexisté dans des temporalités, des spatialités et des intensités distinctes et toujours dépendantes des opportunités structurelles et temporelles. La survenue tardive mais concentrée de la colonne internationale a non seulement garanti la persistance du phénomène mais a provoqué une « levée en masse » à l'étranger que le premier paradigme n'avait pas suscité ni même souhaité. Il faut donc éviter toute lecture téléologique des manifestations successives du phénomène comme un ensemble répondant à un paradigme unique. La concentration progressive a été entièrement le fait de facteurs strictement espagnols : l'évolution de la situation militaire et géostratégique associé au retour du monopole étatique sur la conduite de la guerre et de la direction des armées qui a signifié la disparition des marges où s'était inscrit le volontariat international. La désignation des Brigades internationales comme réceptacle légitime et statutaire du volontariat étranger en septembre 1937 a signifié la disparition du phénomène et préparé le licenciement des étrangers un an plus tard. Entre juillet 1936 et septembre 1938, plusieurs dizaines de milliers d'étrangers avaient cependant décidé de rejoindre l'Espagne pour s'associer volontairement aux combats, donnant aux diverses manifestations organisées du phénomène sa substance.

[402] SZUREK (Alexander), *The Shattered Dream*, New Yorkn Columbia University Press, 1989, p. 272.

Chapitre 3. Des remues d'hommes : inventaire du phénomène

Le 9 septembre 1938, arrivaient en Espagne les deux derniers volontaires dont l'enregistrement dans les Brigades internationales nous est parvenu, d'Autriche et des États-Unis[403]. Durant vingt-six mois, plusieurs dizaines de milliers, hommes et femmes, les avaient précédé en Espagne, venant de près de soixante pays différents et additionnant près de quatre-vingt nationalités. Assurément, le phénomène de volontariat international armé durant la guerre d'Espagne, dans sa dimension antifasciste, semble indiscutablement établi sur une surface mondiale. Il s'agit d'un immense brassage de nations, de cultures et d'expériences, d'incessantes remues d'hommes, pour reprendre le titre d'un ouvrage classique d'histoire moderne, dans un mouvement pendulaire par-dessus les Pyrénées, l'océan Atlantique et les frontières d'Europe, durant deux années[404].

Il s'agit dans ce chapitre d'observer, d'organiser et de comparer les effectifs des volontaires venus de l'étranger pour combattre en Espagne entre juillet 1936 et septembre 1938, afin de rendre compte de l'épaisseur du phénomène, de ses rythmes et de ses intensités. Cette analyse quantitative s'appuie sur les sources statistiques disponibles. Elle a pour vocation de doter notre étude d'un corpus analytique raisonné et d'un panorama chronologique et géographique permettant de révéler les tendances lourdes et les différences structurelles indispensables pour la poursuite de l'observation du sujet. Cet inventaire est organisé autour de deux observations thématiques dynamiques : l'ampleur et la périodicité du phénomène, puis deux analyses comparatives selon les nationalités des volontaires et les pays de provenance et leurs disparités selon les contingents avant de terminer en interrogeant les absences dans les statistiques.

A. La multitude, caractéristique fondamentale du phénomène

Les statistiques disponibles concernent presque exclusivement les seules Brigades internationales. La majeure partie des auteurs tiennent pour valable l'estimation d'environ

[403] RGASPI 545.6.36 : *Entrada de voluntarios. Día 9-Septiembre 1938. Via Massanet.* Il s'agit du dernier relevé des arrivées quotidiennes opéré par les Brigades internationales.
[404] POITRINEAU (Abel), *Remues d'hommes*: essai sur les migrations montagnardes en France aux XVIIe et XVIIIe siècles, Paris, Aubier Montaigne, 1983. 325 pages.

35 000 étrangers présents dans ces dernières, soit la proposition émise par Hugh Thomas en 1961, confirmée par la monographie de Jacques Delperrié de Bayac parue sept ans plus tard[405]. Cette amplitude concorde parfaitement avec les décomptes opérés par la commission militaire de la Société Des Nations (SDN) en 1938 et 1939.

Les clarifications historiographiques entreprises ensuite par l'historien américain Michael W. Jackson en 1994 puis les historiens espagnols Santiago Alvarez en 1996 et Manuel Gallego Requeña en 2004 ont achevé de démontrer la solidité de cette hypothèse, quoique les surestimations héritées des propagandes pro-franquistes soient encore vivaces[406]. Les différents totaux sont tous situés dans une amplitude serrée, soit entre 32 109 et 34 387 volontaires étrangers au total présents dans les Brigades internationales entre octobre 1936 et octobre 1938[407]. Les monographies les plus récentes consacrées à certains contingents nationaux s'appuient directement sur les statistiques présentes dans les archives des Brigades internationales et proposent des estimations légèrement revues à la hausse, confirmées par les travaux prosopographiques[408].

Cette amplitude n'intègre pas les volontaires étrangers qui n'ont pas rejoint les Brigades internationales. La plupart des auteurs estiment, toujours à la suite d'Hugh Thomas, qu'ils furent environ 5 000 à combattre en dehors des Brigades internationales. Bien que

[405] THOMAS (Hugh), *La guerre d'Espagne. Juillet 1936 - mars 1939*, Paris, Robert Laffont, 1999 [1961] ; DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales*, Paris, Marabout, 1968.

[406] JACKSON (Michael W.), *Fallen Sparrows. The international Brigades in the Spanish Civil War*, Philadelphie, APS, 1994, pp. 61-72 ; ALVAREZ (Santiago), *Historia política y militar de las Brigadas Internacionales. Testimonios y documentos*. Madrid, Compañía Literaria, 1996, p. 309; GALLEGO REQUEÑA (Manuel), « Las Brigadas Internacionales : una aproximación historiográfica » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, pp. 2-27 ; BAXELL (Richard), « Myths of the International Brigade » in *Bulletin of Spanish Studies*, Vol. 61, n° 1–2, 2014, p. 11. Les statistiques fantasques du vétéran catalan des Brigades internationales Andreu Castells, malheureusement encore largement citées, n'ont guère facilité le travail des historiens.

[407] Voir ANNEXE I Document 3-1 : *Récapitulatif des sources principales relatives aux effectifs totaux de volontaires étrangers en Espagne*.

[408] SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1999 ; ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936-1939*, Antipodes, Lausanne, 2001 ; REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano. Los brigadistas de la Europa del Este en la guerra civil española*. Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla - La Mancha, coll. « La luz de la memoria », 2009 ; BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors…*, *op. cit.* Sauf dans le cas des canadiens : 512 Canadiens seulement ont été recensés par les Brigades internationales, tandis que l'association *The Friends of Mackenzie Papineau Battalion* comptait 1 237 volontaires canadiens. Michael Petrou parle de 1 681 volontaires des Brigades internationales partis du Canada. Ces différences d'amplitudes s'expliquent naturellement par la prise en compte ou non des immigrés venus du Canada. PETROU (Michael), *Renegades…, op. cit.,* p. 13. Enfin, les quelques prosopographies existantes confirment tout à fait les estimations, comme dans le cas du travail minutieux et inédit de recensement des volontaires Étasuniens entrepris par l'américain Adolph Ross en 1953 et quasiment achevé à son décès en 1996 qui aboutit pratiquement au même résultat que les statistiques du Komintern. AHPA BI 63241 Dossier Adolf Vodicka - *American volunteers in the Spanish War* ; ALBA Vertical Files : *Guide to the Adolph Ross Papers and Photographs. Series I: Biographical Dictionary Project*.

plausible, cette estimation, difficile à déterminer exactement, pourrait être sous-estimée. Il s'agit en fait de deux ensembles distincts de volontaires, tout d'abord ceux ayant rejoint une des formations miliciennes internationales sans rejoindre ensuite les Brigades internationales et, d'autre part, ceux directement intégrés dans des unités régulières espagnoles, majoritairement Sud-américains et portugais.

L'absence de sources statistiques ne permet malheureusement pas, pour le moment, de procéder à une analyse quantitative des quelques centaines d'étrangers qui ont combattu dans les milices de la zone basco-asturienne. La chute rapide d'Irun a de plus détourné le flux transfrontalier vers la Catalogne, où la matrice du phénomène s'est établie durablement.

1. Les étrangers dans les milices antifascistes catalanes (1936-1937)

Les combattants étrangers des milices confédérales ont laissé davantage de traces dans une documentation qui demeure parcellaire et parfois contradictoire. En août 1937, la section internationale du Comité de défense de la CNT de Catalogne possédait 4 000 fiches de volontaires de toutes nationalités tandis qu'Augustin Souchy, cadre allemand de la CNT, estimait ces derniers aux alentours de 3 000[409]. Les archives de Salamanque conservent pour leur part un ensemble d'environ 1 200 fiches individuelles de miliciens résidant à l'étranger, dont, entre autres, 335 immigrés espagnols, 413 italiens, 169 français et 32 allemands[410]. Enfin, les services italiens de la CNT ont répertorié environ 500 miliciens italiens dont 80% d'anarchistes[411]. Enrico Acciai a pour sa part identifié 644 miliciens italiens passés par les rangs de la *Sezione Italiana* de la colonne *Ascaso*[412]. Dans mon précédent travail sur les miliciens français (hors milices du PSUC), j'avais retrouvé trace de quelques 332 Français, soit une hypothèse basse de la présence française dans les milices établie aux alentours de

[409] IISG CNT 94 G : Document sans nom adressé au CR de la CNT de Barcelone - *Seccion Defensa*. Par Lorenzo Giusti. Barcelone, 25 août 1937. NELLES (DIETER) et alii*, Antifascistas alemanes en Barcelona…, op. cit.*, p. 139. Créée en juin 1937, la Section internationale du Comité de Défense de la Confédération Régionale de la Catalogne CNT remplaçait la précédente *Casa Internacional de Voluntarios*.

[410] AGGCE Barcelona Generalitat 335; Barcelona Político social 454, 455 et 523 ; Madrid Político social 321 (1), 321 (2), 485.2, 486.2, 486.4, 486.6, 486.7, 487.2, 487.4, 487.6, 487.7, 488.2, 488.4.

[411] AGGCE PS Barcelona 1335.1 : *Actividad italiana en la guerra revolucionaria Española, año 1936 y 1937.* Rapport établi par la rédaction de *Guerra di Clase* et les responsables de la section italienne des services étrangers de la CNT FAI. 1937 ou début 1938.

[412] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo*..., *op. cit*., pp. 71 et 73.

500-600 de juillet 1936 à mars 1937[413]. Selon Dieter Nielles, près de 250 miliciens allemands firent partie des milices confédérales durant cette même période[414].

Les statistiques issues des archives institutionnelles de la CNT-FAI sont donc très lacunaires et les monographies postérieures réévaluent régulièrement à la hausse la présence des étrangers dans les milices confédérales, notamment par la constitution de prosopographies. La CNT FAI assurait en avril 1937 qu'un tiers des étrangers étaient morts au combat, proportion invérifiable en l'état de connaissance des archives et probablement exagérée[415].

Le nombre d'étrangers dans les milices du POUM a été à l'inverse grandement surestimé. En se basant sur les travaux de Willy Bushak, Andy Durgan propose une estimation de 600 à 700 étrangers dans les rangs du POUM[416]. Les relevés effectués aux archives de Catalogne par Ausin Hervella ne donnent trace que d'environ 200 étrangers parmi les différentes milices du POUM d'Aragon entre août 1936 et janvier 1937[417]. De plus, selon la presse même du POUM, le groupe international de la colonne *Lenín* ne comptait en septembre 1936 que 50 membres, 60 à son apogée en octobre, dont une majorité de Français et de Belges[418]. Enfin, le bataillon de choc *Rovira* rassemblait 190 miliciens en mars 1937, dont deux tiers d'étrangers[419]. Il faut donc vraisemblablement diviser par trois les estimations proposées habituellement, ce qui permet en outre de retrouver une proportion plus en regard avec les faibles effectifs miliciens du POUM en Catalogne.

Concernant les formations de PSUC, aucune étude à ce jour n'a permis d'estimer le nombre de miliciens étrangers mais divers témoignages et archives laissent supposer qu'ils

[413] SILL (Édouard), *« Ni Franco, Ni Staline ! » Les volontaires français de la Révolution espagnole. Miliciens et militants révolutionnaires en Espagne 1936-1939*. Mémoire de Master II d'histoire contemporaine soutenu à l'Université de Tours sous la direction de Jean-Marc Largeaud, 2006, p. 134.
[414] NELLES (DIETER) et alii, *Antifascistas alemanes en Barcelona …, op. cit.*, p. 92.
[415] AGGCE PS BARCELONA 523.3 : Réponse du vice-secrétaire du CR CNT - Comité de Estadística y Control à Dionisos Eroles. Barcelone le 30 avril 1937.
[416] Estimation issue de BUSHAK (Willy), *Das Londoner Burö. Europäische Linkssozialisten in der Zwischenkriegszeit*, Amsterdam, Stichting Internationaal Instituut voor Sociale (Institute of Social Studies), 1982 ; ERDOZIAIN (Pello), « El POUM en el frente de Huesca », Contribution pour les journées de la Fundación Andreu Nin, octobre 2008. Leciñena (Aragon, Espagne). Edición digital de la Fundación Andreu Nin, 2008.
[417] Extrait de « *Milicians del POUM - segons dades de microfilms de l'ANC : 59 - Els milicianes POUM* estrangers », relevés des archives des Arxiu Nacional de Catalunya (San Cugat, Catalogne, Espagne) - document rédigé et mis en ligne par JL Ausin Hervella. Consulté le 28 mai 2012.
[418] « The "Lenin" international column » in *Information Bulletin of the POUM* n°4 du 22 septembre 1936, p. 7 ; « Il gruppo internazionale del POUM » in *Giustizia e Libertà* Vol.3 n°40, 2 octobre 1936, p. 2 ; « En suivant la révolution espagnole avec les milices de Barcelone » in *La Jeune Garde* n°7 du 24 octobre 1936, p. 1.
[419] Soit à une période où les milices catalanes étaient pourtant en sureffectif. AGMA ZN Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización C.1299 Cp. 49. *Unidades Rojas. « División Lenin » (Generalidades). Batallón de choque « Rovira »*. 19 mars 1937.

furent nombreux dans la colonne *Carlos Marx*, y compris après sa promotion en division catalane. En janvier 1937, leur présence nombreuse justifiait d'ailleurs un déplacement d'une délégation du Front populaire français et la livraison de 500 colis[420]. Rémi Skoutelsky compte 396 Français arrivés avant octobre 1936 dans son échantillon de 7 328 volontaires français des Brigades internationales (5,4% des effectifs), en très grande majorité issus de milices de l'UGT et du PSUC selon mes sondages réalisés à partir de sa prosopographie[421]. Cette amplitude est confirmée par les statistiques des Brigades internationales à propos des Garibaldiens : sur 2 057 volontaires italiens dont la date d'arrivée en Espagne est connue, au moins 11,5% d'entre eux (236) étaient miliciens avant la création des Brigades internationales[422].

Ces chiffres, quoique très mobiles, semblent suggérer une sous-estimation du nombre de volontaires étrangers dans les milices confédérales et celles du PSUC et une exagération de l'historiographie concernant les volontaires étrangers engagés dans les milices du POUM.

La majeure partie des miliciens étrangers non membres des Brigades internationales sont arrivés à l'automne 1936, soit à l'acmé du phénomène de volontariat international et concomitamment à la mise sur pied de la Colonne internationale à Albacete. Les archives de la FAI conservent 23 listes de départs collectifs depuis Barcelone vers les unités internationales des colonnes confédérales combattant sur le front d'Aragon entre septembre 1936 et février 1937[423]. Ces listes concernent 476 miliciens seulement, dont 61% de Français, 22% d'émigrés espagnols, 9% d'Allemands et une dizaine d'autres nationalités réparties dans les 8% restants. Il s'agit donc d'une source parcellaire que l'on peut cependant utilement croiser avec les relevés opérés par Enrico Acciai à propos des miliciens italiens de la *Sezione Italiana* en Aragon.

[420] ADAMI [Romano Cocchi], *Visite aux volontaires de la Liberté. Une délégation du CIAPE, sous la présidence du camarade Nolla, représentant du Front Populaire d'Espagne, a visité les fronts de la liberté et les Volontaires des Brigades Internationales*. Paris, Éditions du Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. (Commission Internationale pour l'Aide aux Familles des Volontaires), février 1937, p. 10.
[421] SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine 1936-1939*. Thèse pour le doctorat d'histoire (nouveau régime). Sous la direction de Monsieur Antoine Prost. Université de Paris I - Panthéon Sorbonne. Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme. 1996, p. 134.
[422] RGASPI 545.6.471 : *Commission des Cadres (étrangers) du Comité Central du PCE Volontaires Italiens dans l'Espagne républicaine (1936 1939) Statistiques*. Moscou, novembre 1940, p. 2.
[423] IISG FAI Pe 15 a3 : *Liste des Compagneros* (sic) *étant parti au Front*. 7 septembre 1936 – 22 février 1937.

Figure 3-a : Effectifs de volontaires étrangers envoyés vers les groupes internationaux des colonnes de la CNT-FAI en Aragon entre août 1936 et février 1937[424].

Nationalités	août-36	sept-36	oct-36	nov-36	déc-36	janv-37	févr-37	Total
Italiens	212	56	48	69	41	80	16	522
Français	NP	55	75	79	48	30	5	292
Émigrés espagnols	NP	17	21	9	17	30	10	104
Allemands	NP	25	1	9	1	6	0	42
Autres	NP	6	13	3	12	4	0	38
Totaux	212	159	158	169	119	150	31	998

NP : Non précisé

Il s'agit de chiffres très partiels, d'autant plus que les arrivées immédiates et spontanées de juillet et d'août 1936, que l'on sait nombreuses, sont absentes ; il faut donc probablement au moins doubler ces effectifs. Malgré ses lacunes, ce tableau suggère que l'amplitude des envois d'étrangers vers les groupes internationaux de la CNT-FAI en Aragon fut constant et régulier jusqu'au mois de janvier 1937. Les relevés réalisés par Ausin Hervella à propos des miliciens étrangers du POUM attestent également que les trois-quarts (148) arrivèrent en Espagne entre septembre et novembre 1936[425]. Néanmoins, peu d'indices nous renseignent sur la constance de la présence au front des étrangers. La formation la mieux étudiée, la *Sezione Italiana* par Enrico Acciai, rassemblait en permanence entre août et octobre 1936 de 200 à 250 antifascistes italiens, avec un important turn-over qui semble avoir été partagé par les autres formations internationales miliciennes[426]. D'après les informations disponibles dans la presse, les rapports et les témoignages, le nombre de miliciens étrangers présents au front dans les formations internationales paraît avoir été stable jusqu'en janvier 1937 et jamais supérieur à 250 individus dans une même unité. Après cette date, il s'effondre progressivement sous l'intervention de quatre facteurs cumulatifs : la fermeture de la frontière française, la militarisation des milices catalanes, la dissolution des formations paramilitaires internationales et la captation des étrangers vers les Brigades internationales

Tous les étrangers n'ont pas rejoint une formation internationale combattante. Plusieurs volontaires étrangers isolés n'ont pas ressenti le désir de s'associer avec des

[424] IISG FAI Pe 15 a3 : *Liste des Compagneros étant parti au Front... op. cit.* ; ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.,* Figura 1.2 – *Afflusso mensile di volontari*, p. 76.
[425] Mois d'août absent, décompte établi non sur la date d'arrivée mais sur le premier acte administratif les concernant. Premiers contrôlés le 31 août 1936 et derniers contrôlés le 13 mai 1937. ANC POUM : relevés réalisés par Ausin Hervella *: Els milicians poum estrangers. Segons les dades de les butlletes, trobem els següents milicians estrangeres*. Lien : https://blocpavellorepublica.ub.edu/2012/05/04/milicians-del-poum-segons-les-dades-dels-microfilms-de-larxiu-nacional-de-catalunya/ Consulté en juillet 2012.
[426] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo*..., *op. cit.,* pp. 49 et 280.

compatriotes ou avec d'autres étrangers. Certains réussirent même à demeurer dans une formation régulière espagnole malgré les différents ordres enjoignant, à partir de juin 1937, de verser les étrangers dans les Brigades internationales. Trois ensembles nationaux homogènes de volontaires furent dans une situation intermédiaire, sans obligation de rejoindre les Brigades internationales tout en y étant représentés et les bienvenus : les étrangers hispanophones, les Portugais et les Marocains.

2. Un espace interstitiel du phénomène : étrangers hispanophones, Portugais et Marocains en dehors des formations internationales

De nombreux Sud-Américains, Marocains et Portugais étaient déjà présents sur le territoire espagnol lors du pronunciamiento militaire et se sont engagés dans les milices madrilènes ou levantines en 1936. Ils ne furent pas versés dans les Brigades internationales en octobre 1936 mais amalgamés dans différentes unités de l'armée régulière de la république espagnole. Leurs compatriotes arrivés par la suite en Espagne se sont en partie détournés des Brigades internationales et dispersés dans d'autres unités, probablement par connaissance de l'existence d'un groupe de compatriotes dans une brigade mixte en particulier.

Un document, émanant des archives militaires espagnoles, donne de précieuses indications sur la ventilation des étrangers dans l'armée gouvernementale. Il s'agit d'une liste nominative des étrangers ayant servi dans des unités ou des services de l'armée républicaine dressée après la guerre civile[427]. Sur 1 762 étrangers identifiés dans l'armée régulière républicaine (EPR, hors milices), il recense 819 soldats étrangers hors des Brigades internationales, dont une majorité sans nationalité connue et 210 sud-américains, 124 Portugais et 30 Marocains et Tangérois. En tenant compte de son caractère incomplet, ce document atteste néanmoins de la présence, et donc de la persistance, de noyaux homogènes d'étrangers hors des Brigades internationales à des dates tardives : Marocains dans les 66ème et 80ème brigades mixtes, Portugais dans les 89ème et 91ème et Cubains dans les 101ème et 105ème.

L'estimation précise du nombre de volontaires procédant d'Amérique Latine rencontre plusieurs obstacles. Plusieurs études ont pointé le problème des nationalités qui ne coïncident

[427] AGMA ZN CGG *Información* C.2483 L.276 *Brigadas Internacionales. Relaciones nominales* Cp. 5/1-48 *Ministerio de Defensa Nacional subsecretario Ejercito Tierra Sección de Movilización y organización. Brigadas Internacionales. Relaciones nominales de voluntarios extranjeros al servicio de los rojos de varias nacionalidades y desconocidas (por unidades a que pertenecen)*. 48 pages. Malheureusement, le document n'est pas daté et aucune information ne précise comment cette liste a été établie ni dans quel but (décompte des morts et des prisonniers sur les champs de bataille ?).

pas forcement selon les sources et le double décompte régulièrement opéré, comme dans le cas des italo-argentins. Gino Baumann, dans son étude concernant les volontaires Sud-américains durant la guerre civile, semble avoir identifié 425 combattants hors des Brigades internationales et 1 174 dans ces dernières[428]. Trois pays dominent : l'Argentine, Cuba et le Mexique. Toutes les études soulignent la grande dispersion des Latino-américains dans l'armée républicaine, confirmant ainsi une observation d'André Marty selon laquelle la plupart des volontaires hispanophones n'avaient pas été versés dans les Brigades internationales[429].

Un pays d'Amérique Latine fait totalement exception de par le nombre de ses ressortissants combattant en Espagne dans les rangs gouvernementaux : Cuba. Les historiens soviétiques établirent en 1974 la présence de 850 volontaires Cubains tandis que Denise Urcelay Maragnès, auteure de la dernière étude sur ce contingent, porte ce nombre à 1 056[430]. L'auteure signale que Cuba comptait alors une importante communauté immigrée espagnole d'extraction récente, situation seulement partagée en Amérique Latine par l'Argentine et l'engouement pour la République espagnole fut important dans l'île. Comme le Mexique, l'armée cubaine fourni à la République espagnole un certain nombre d'officiers, mais ces derniers furent traités avec méfiance par les Brigades internationales qui déclinèrent la plupart des offres reçues[431]. Volontaires ou sous contrat, ils furent orientés vers les unités républicaines, à l'exception des cadres formellement envoyés par les partis communistes cubain et mexicain[432].

Enfin, les Portugais fournirent un contingent relativement important majoritairement engagés en dehors des Brigades internationales. En janvier 1939, dans le cadre du retrait des combattants étrangers, les services de l'armée républicaine avaient identifié 410 volontaires portugais encore présents tandis que les Brigades internationales en recensaient seulement 134 dans leurs rangs lors de la démobilisation[433]. L'immense majorité d'entre eux résidaient en

[428] BAUMANN (Gerold Gino), *Los voluntarios latinoamericanos en la guerra civil española*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, coll. « La Luz de la Memoria », 2009, Tableau 1 : *Efectivos latinoamericanos en la Guerra Civil española,* p. 34.
[429] RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime...*, *op. cit.,* pp. 55-56.
[430] URCELAY MARAGNÈS (Denise), *Les volontaires Cubains dans la défense de la République Espagnole 1936-1959. La légende rouge*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 82.
[431] RGASPI 545.6.19 : *Note sur les volontaires Nord-américains et Canadiens*. De Marty à « Gallo », s.d. ; 545.2.37 : Courrier de Marty au Comité d'aide au Peuple Espagnol. Barcelone le 10 mars 1938.
[432] RGASPI 545.6.8 : *Informe sobre los cuadros extranjeros.* Par Marty. Sans date. [avril ou mai 1938].
[433] RGASPI 545.1.18 : Courrier d'André Marty à Cordon. Barcelone, 8 janvier 1939.

Espagne avant le déclenchement de la guerre civile, les autres venant essentiellement de France[434].

L'estimation de 5 000 étrangers engagés en dehors des Brigades internationales est donc tout à fait admissible comme seuil, ce qui rehausse le nombre total des volontaires étrangers combattants dans les armées de la République espagnole aux alentours de 40 000 individus. Près de neuf sur dix ont été, à un moment donné, membres des Brigades internationales.

3. Les Brigades internationales, principales récipiendaires du volontariat étranger antifasciste

Les Brigades internationales furent incontestablement un puissant corps de bataille, de la taille d'un corps d'armée, qui reçut la plus grande part du volontariat étranger et qui fut créé en partie sous ce prétexte. Si la part des autochtones, c'est-à-dire les volontaires et conscrits espagnols, fut très rapidement majoritaire, l'intégralité des observateurs (à l'exception du gouvernement espagnol, nous y reviendrons) et les agents diplomatiques ont toujours considéré les Brigades internationales comme un corps entièrement composé d'étrangers.

Selon les statistiques officielles des Brigades internationales, sur l'effectif total de 32 056 volontaires étrangers engagés dans leurs rangs, plus de la moitié d'entre eux, 18 714 (58,37%), sont arrivés avant mars 1937[435]. Mais la validation définitive de ce chiffre est impossible car on ne connait pas le détail des arrivées mensuelles avant le mois de mars 1937 et l'administration des Brigades internationales reconnaissait sa propre incapacité à établir le

[434] RGASPI 545.6.816 : Fiche « Portugal » Sans date. [Fin 1938] ; *Inventario general de orden de la cartoteca de nacionalidad portuguesa*. Barcelone, 26 mai 1938 ; 545.1.18 : Courrier d'André Marty à Cordon. Barcelone, 8 janvier 1939.

[435] RGASPI 545.2.35 : *Informe*. S.d. [Marty, 1938], p. 1. Pour Vidal Gayman, cette amplitude était celle du 1er août 1937, où il recensait « approximativement » 18 216 étrangers enrôlés, avant de proposer le chiffre de 24 000, sans donner de renseignement sur cette variation importante d'un quart des effectifs totaux. RGASPI 545.2.55 : *État des effectifs des brigades Internationales depuis l'origine jusqu'à la date du 30 juillet 1937* ; 545.2.33 : *Note confidentielle sur la situation des Brigades Internationales à fin juillet 1937*. Par « Vidal », p. 7 ; 545.1.4 : *Precisiones sobre la organización de las BI*. 11 août 1937.

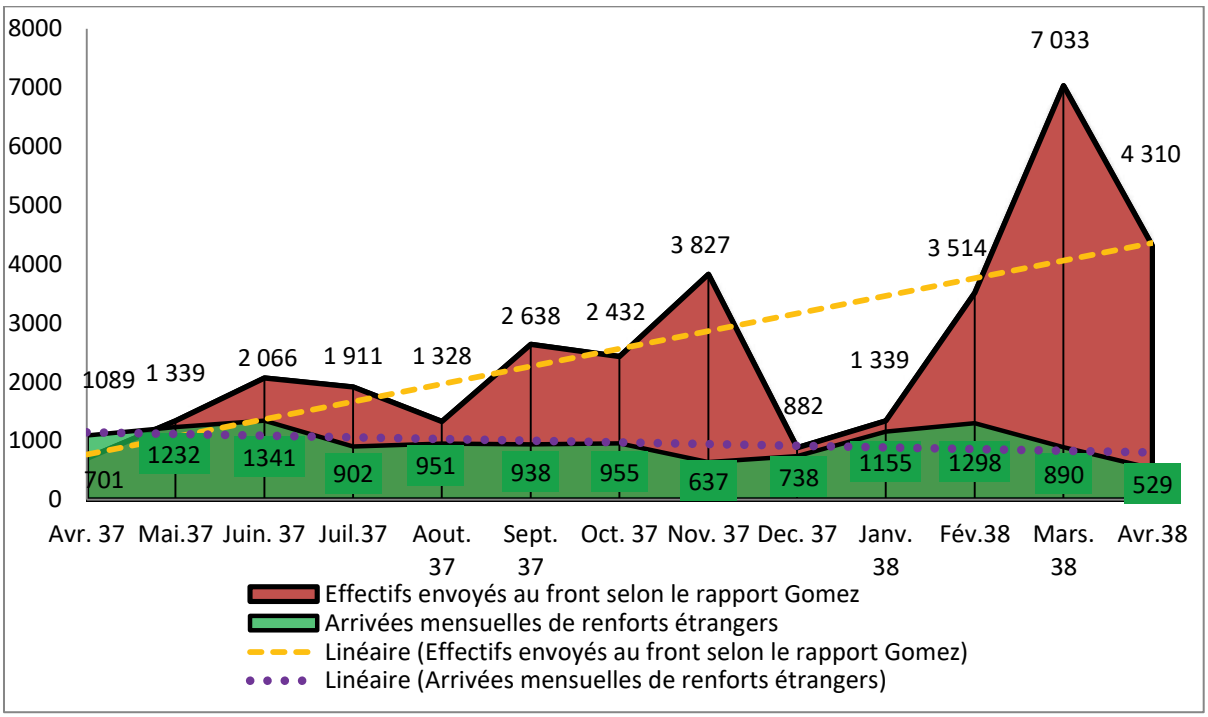
nombre de volontaires passés par Albacete du fait des envois rapides au front[436]. Les statistiques de la Base devinrent plus rigoureuses à partir de l'été 1937[437].

Ramón Salas Larrazabal estimait qu'entre 25 000 et 35 000 étrangers furent présents dans les Brigades internationales au même moment et à leur acmé[438]. Pour Hugh Thomas et Michael Jackson ce chiffre était inférieur à 18 000 tandis que Georges Soria, suivi par Rémi Skoutelsky, le situait à 15 000 au maximum[439]. Les différentes statistiques établies par les Brigades internationales nous renseignent assez bien sur l'amplitude et les variations des effectifs[440]. Le cap de 20 000 étrangers passés par la Base fut atteint en février 1937 d'après un rapport de Luigi Longo, puis 23 278 en août 1937 d'après le rapport dit de « Gomez », pseudonyme du nouveau commandant des Brigades internationales, l'Allemand Wilhelm Zaisser[441]. Le nombre des étrangers encore présents à cette dernière date nous est fourni par le cadre français Vital Gayman : 12 502 (4 094 au front, 3 287 blessés et 5 121 à l'arrière) sur 23 814 membres des Brigades internationales à l'été 1937[442]. Ce chiffre semble cependant très largement sous-estimé selon divers rapports concordants. Ainsi, une grande enquête effectuée en décembre 1937 dans les services de la Base d'Albacete qui visait à la rationalisation des services du personnel, nous a laissé le meilleur instantané disponible sur les effectifs, à une période sans opérations militaires majeures pour les Brigades internationales. Il est ainsi possible de déterminer l'acmé des effectifs des Brigades internationales à la fin de l'année 1937, avec environ 20 000 étrangers sur 46 814 combattants[443]. Entre octobre 1936 et avril

[436] RGASPI 545.2.34 : Courrier du chef d'état-major de la base au Ministère de la Défense Nationale – sous secrétariat de l'armée de Terre. Albacete 17 décembre 1937.
[437] RGASPI 545.2.55 : *État des effectifs des brigades Internationales depuis l'origine jusqu'à la date du 30 juillet 1937* ; 545.2.33 : *Note confidentielle sur la situation des Brigades Internationales à fin juillet 1937*. Par « Vidal ». [été 1937] p. 7 ; 545.1.4 : *Precisiones sobre la organización de las BI*. 11 août 1937.
[438] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular...*, Tome 4, *op. cit.*, p. 2 912.
[439] JACKSON (Michael), *Fallen Sparrows…*, *op. cit*., p. 68 ; SORIA (Georges), *Guerre et révolution en Espagne 1936-1939*. Tome III. *Le tournant.* Paris, Robert Laffont. 1976, p. 341 ; SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine…*, *op. cit*., p. 96.
[440] Voir ANNEXE I Document 3-2 : *Arrivées totales de volontaires étrangers selon les statistiques officielles des Brigades internationales* et Document 3-16 : *Situation des membres étrangers des Brigades internationales présents et passés au 30 avril 1938 et détermination de la part des absents*.
[441] RGASPI 545.1.70 : *Compte rendu de la conférence des commissaires de guerre du 2 février 1937*. Par « Gallo » ; 545.1.1 : *Projet- Mémorandum de la situation des Brigades Internationales* [à l'issue de la bataille de Brunete]. Par Luigi Longo S.d. [été 1937], p. 10 ; 545.2.108 : Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG. Document sans titre ni date [effectif total des volontaires étrangers].
[442] RGASPI 545.2.55 : *État des effectifs des brigades Internationales depuis l'origine jusqu'à la date du 30 juillet 1937* ; 545.1.1 : *Conclusions au mémorandum sur la situation des Brigades Internationales.* Par Luigi Longo. S.d. [été 1937].
[443] RGASPI 545.2.108 : *Composición política de los voluntarios internacionales en España de fecha del 22 Diciembre 1937*.

1938, 52 000 hommes (espagnols et étrangers) ont été envoyés au front par les Brigades internationales, sans compter les services arrière[444].

Figure 3-b : Effectifs mensuels comparés des combattants versés au front et des étrangers arrivés en Espagne à destination des BI entre avril 1937 et avril 1938[445].



La Base d'Albacete a envoyé au front 32 320 soldats entre avril 1937 et avril 1938, tandis qu'elle recevait de l'étranger seulement 12 655 volontaires durant le même temps. Le renforcement des brigades et la création de deux nouvelles formations à l'automne 1937, puis les pertes considérables subies durant la bataille d'Aragon au printemps 1938 sont clairement visibles dans les chiffres mensuels d'envoi de combattants au front. Durant les mandats de Gomez puis du commandant bulgare « Bielov » (Loukanov Carlo Feodor) à la tête des Brigades internationales, les volontaires étrangers stationnant dans la Base sans motivations explicites, appelés les « embusqués d'Albacete », furent pourchassés et renvoyés au front. Entre le 31 juillet 1937 et le 1er mars 1938, les services perdaient la moitié de leurs effectifs, tandis que la proportion des troupes à l'instruction à la Base passait de 39,4% à 70,6%[446]. Les Brigades internationales culminèrent ainsi à 45 000 hommes jusqu'en février 1938[447]. Durant

[444] RGASPI 545.2.35: *« Relación de los camaradas que se han marchado al frente »* in *Informe.* S.d. [Marty, sur la base du rapport dit Gomez, mai 1938] p. 9.
[445] Idem ; 545.2.35 et 545.2.108 : Tableau sans titre des arrivées mensuelles des volontaires étrangers entre fin mars 1937 et avril 1938.
[446] RGASPI 545.2.35 : *Relación de los camaradas componentes de la Base orgánica de las BI* in *Informe* S.d. [Marty, mai 1938], p. 13.
[447] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 4, p. 2897.

les opérations désastreuses d'Estrémadure et d'Aragon de février à avril 1938, le maximum des envois au front était atteint : 13 857 recrues et récupérés, soit autant que durant les neuf mois précédents. Au 1er mai 1938 les Brigades internationales concentraient de nouveau 37 351 hommes, dont une moitié de recrues[448]. Au moment de la démobilisation des étrangers les Brigades internationales ne comptaient plus que 25 099 membres dont seulement un tiers d'étrangers[449].

Au 31 octobre 1938, l'administration des Brigades internationales recensait 9 973 étrangers dans les camps de démobilisation de Catalogne dont seulement 54,87% (5 473 individus) étaient issus de propres unités et services, auxquels vinrent s'ajouter ensuite 1 700 autres de la zone centre (129ème brigade internationale, artillerie et services divers) et 2 500 hospitalisés. Le total des étrangers concernés par la démobilisation se situa en définitive dans une fourchette de 12 208 à 12 673 individus répartis sur une quarantaine de nationalités dont 1 946 étrangers sans lien avec les Brigades internationales[450].

Le corpus global désormais défini, il convient d'observer et identifier les rythmes et périodes du phénomène en lui-même.

B. Identification des flux et mise en contexte des périodes du phénomène

Le découpage par périodes du phénomène n'est envisageable qu'à propos des Brigades internationales, selon une contrainte entièrement documentaire. De fait, ces dernières ont concentré 87,5% des effectifs étrangers pour une longévité sans comparaison possible avec les autres formations internationales : vingt-quatre mois d'existence pour les premières, quelques mois pour les autres, dix mois pour le Groupe international de la colonne *Durruti* si on l'assimile à sa dégénérescence tardive, le 1er bataillon international de choc de la 26ème division. Les statistiques issues des Brigades internationales traitant des arrivées mensuelles de volontaires étrangers sont très fournies mais comportent de nombreuses

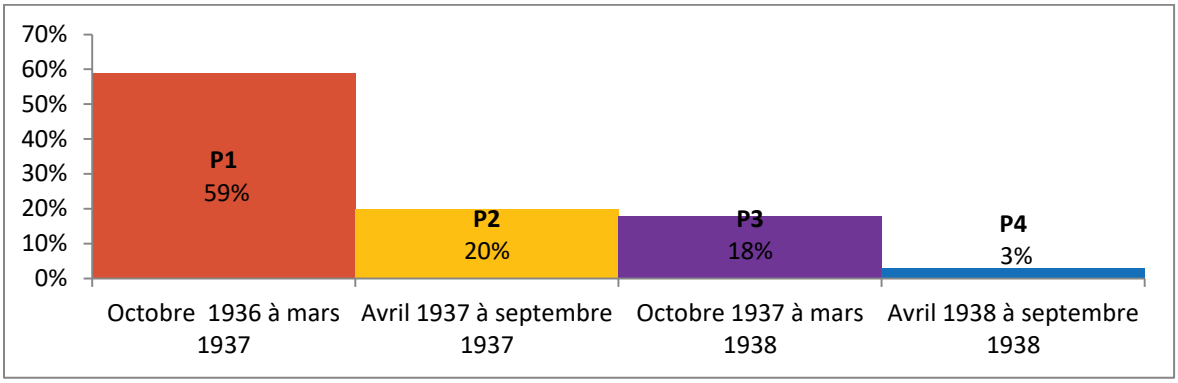
[448] AGMA SHM L 1 263 C2 : *Estado de fuerza de las brigadas XI XII XII XIV XV y base en 1 de mayo de 1938*. Barcelone, 16 mai 1938.
[449] AD66 31W273 Dossier Commission militaire internationale *: Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne. Genève, 15 janvier 1939*, pp. 5 et 13.
[450] Voir ANNEXE I tableau 3-3 : *Effectifs par nationalités des ex Brigades internationales dans les camps de démobilisation de Catalogne au 31 octobre 1938* ; AD 66 31W273 Dossier Commission militaire internationale : *Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne*. Genève, 15 janvier 1939, pp. 5 à 10. Sur demande expresse de la Grande-Bretagne, les travailleurs étrangers des usines de guerre furent également concernés par le retrait.

variations. Elles nous permettent néanmoins de dégager des grandes tendances instructives qu'il convient d'analyser par période.

1. Analyse des quatre périodes constitutives des Brigades internationales

Un découpage chronologique de quatre périodes égales de six mois environ permet de mettre en valeur les contrastes importants dans la distribution des arrivées de volontaires durant les vingt-deux mois d'existence des Brigades internationales. Ces quatre périodes sont les suivantes : octobre 1936 à mars 1937 (P1), avril à septembre 1937 (P2), octobre 1937 à mars 1938 (P3), avril à août 1938 (P4).

Figure 3-c : Distribution selon quatre périodes chronologiques des arrivées totales de volontaires étrangers dans les Brigades internationales d'après les statistiques officielles[451].

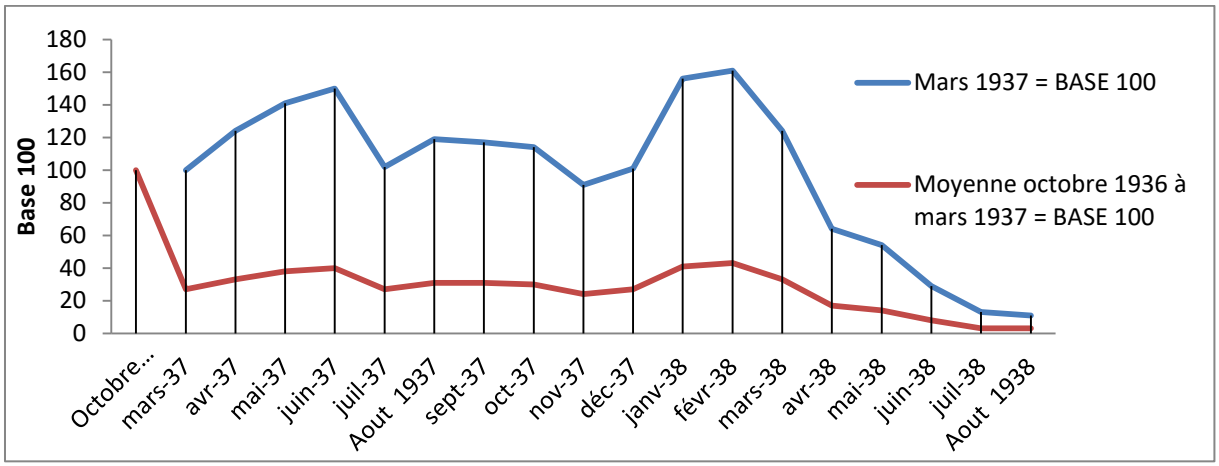


Les six premiers mois (P1) concentrèrent 59% des arrivées et seulement 3% des effectifs arrivent durant les cinq derniers mois (P4).

Au sein de ces quatre périodes, on relève dans les arrivées mensuelles des volontaires étrangers des rythmes qui se caractérisent par des inflexions particulièrement significatives. En mettant de côté la première période, non renseignée par des statistiques mensuelles détaillées, il est possible d'obtenir une lecture précise des trois autres périodes sur la base des documents statistiques disponibles et pondérés sur des moyennes mensuelles. Afin de conserver la tendance générale sur toute la période, une courbe supplémentaire a été ajoutée, ici en rouge, prenant pour base 100 la moyenne des arrivées de la première période, divisée arbitrairement en moyenne mensuelle. On identifie très bien plusieurs tendances remarquables.

[451] Source : RGASPI 545.2.108 : *Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG.., op. cit.*

Figure 3-d : Indice en base 100 des moyennes des arrivées mensuelles pour la période allant de février-mars 1937 à août 1938 comparée aux arrivées totales d'octobre 1936 à août 1938[452].

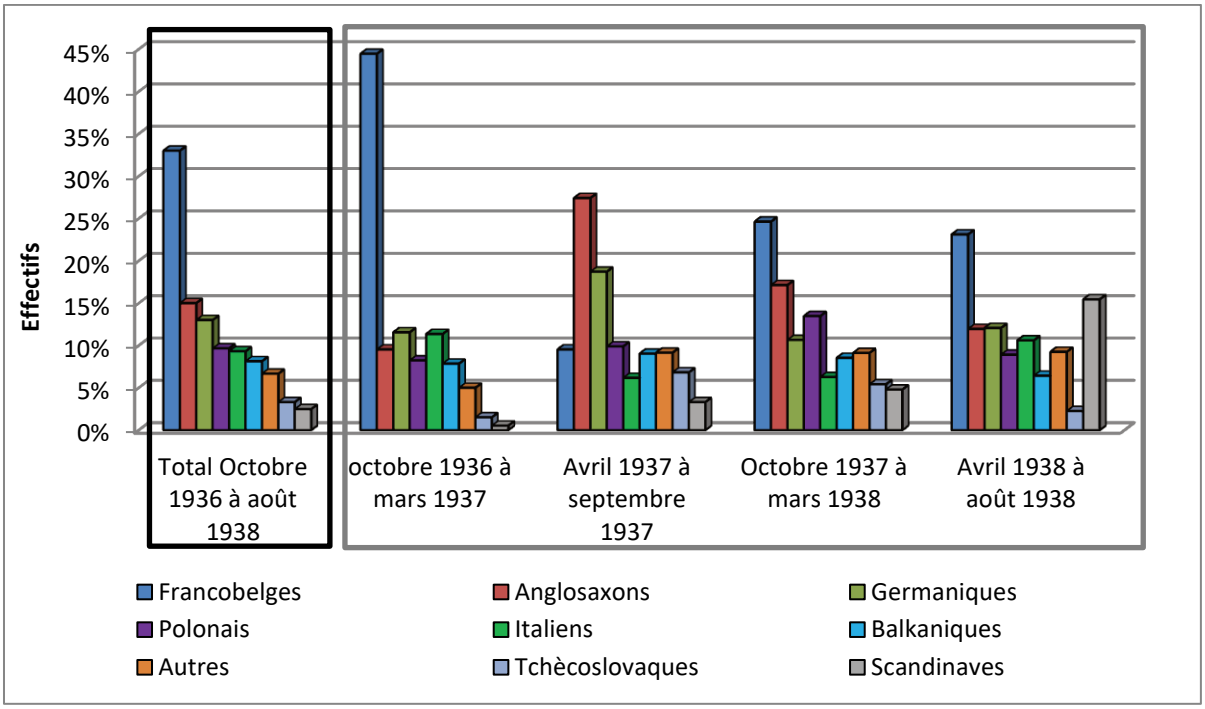


La courbe rouge établie sur un indice base 100 comprenant l'ensemble de la séquence illustre le net fléchissement des moyennes des arrivées mensuelles à partir de mars 1937. Cet affaiblissement connaît cependant plusieurs interruptions marquées par deux épisodes de croissance culminant en juin 1937 pour le premier, avec un rebond en août-septembre, et le second, beaucoup plus important, culminant en février 1938. La lecture de la courbe bleue, dont l'indice base 100 est constitué par le mois de mars 1937, détaille davantage l'observation des tendances identifiée dans la séquence. Après une forte décroissance à la fin de la première période (février mars 1937), on assiste à une nette recrudescence des arrivées de l'étranger durant la seconde période qui s'achève à la fin de l'été 1937, avec un mois particulièrement creux en juillet 1937. La croissance des effectifs mensuels reprend ensuite fortement dès décembre 1937, avec un pic en janvier et février 1938. La courbe s'effondre ensuite durant la quatrième période.

Enfin, l'analyse de la composition nationale des arrivées mensuelles selon chaque période nous donne des informations supplémentaires fondamentales.

[452] Voir ANNEXE I document 3-4 : *Vérification des effectifs totaux des arrivées en Espagne de volontaires étrangers selon huit sources statistiques issues des Brigades internationales.*

Figure 3-e : Proportions des groupes nationaux dans les arrivées totales et selon les quatre périodes identifiées[453].



Durant l'ensemble de la séquence, les Français et Belges ont constitué un tiers des effectifs totaux, les Anglo-Saxons et les volontaires dits « germaniques » un quart et les Polonais, Italiens et Balkaniques formant un autre quart. Le reliquat rassemble les Tchécoslovaques, les Scandinaves et les autres nationalités.

Mais le découpage de la séquence sur les quatre périodes fait apparaître de profondes disparités. Les Français et Belges furent très largement majoritaires durant la première période, presque la moitié des effectifs, suivis par les Germaniques et les Italiens. Les Scandinaves et les Tchécoslovaques sont quasiment absents. Durant la seconde période, la proportion des Anglo-Saxons a triplé, celle des germaniques a presque doublé tandis qu'à l'inverse celle des Français et des Belges fut divisée par quatre. Les Tchécoslovaques et Scandinaves arrivent à cette période. La troisième période est marquée par une forte remontée des Franco-belges et des Polonais et une diminution des tendances de la période précédente. Les effectifs franco-belges restent majoritaires lors de la dernière période (un quart du total) tandis que les effectifs scandinaves se sont très fortement accrus, à l'inverse des Tchécoslovaques. On observe une relative régularité durant toute la séquence des arrivées mensuelles des volontaires Balkaniques.

[453] Source : RGASPI 545.2.108 : *Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG.., op. cit.*

Au-delà de son homogénéité de proportion, ce découpage en quatre périodes correspond également à des cycles tout à fait distincts.

2. Première période (octobre 1936 – mars 1937) : le « grand recrutement »

Le grand recrutement correspond à l'intervention d'un facteur capital dans le phénomène du volontariat international combattant durant la guerre d'Espagne : la sollicitation et la recherche d'éventuels candidats au départ vers l'Espagne en France et en Belgique tout d'abord puis dans d'autres pays européens. Le grand recrutement se caractérise par une explosion du nombre de volontaires étrangers sur la période précédant l'entrée en application du traité de non-intervention et la fermeture de la frontière pyrénéenne. Ces renforts vinrent s'ajouter aux quelques centaines de volontaires réunis à Albacete dès le 2 octobre 1936 pour former la « Colonne internationale »

Au 20 octobre 1936, la colonne devenue une brigade internationale, rassemblait 1 820 soldats répartis sur quatre gros bataillons ; dix jours plus tard ils étaient 3 500, au rythme d'un convoi tous les trois à quatre jours, soit environ 600 à 800 volontaires venus de France[454].

Le grand recrutement prit son essor en novembre 1936. En une semaine seulement, entre le 15 et le 23 novembre 1936, la police recensait 2 200 départs depuis Paris[455]. En recoupant toutes les sources à disposition (rapports de police, articles de presse et témoignages concordants de volontaires, il y eut au moins neuf trains spéciaux affrétés depuis Paris et Lyon entre le 3 novembre et le 3 décembre 1936, dont deux convois transportant plus de 2 000 volontaires arrivant à Barcelone les 21 novembre et 3 décembre 1936[456]. D'autres trains spéciaux quittaient Lyon et un minimum de 3 000 volontaires gagnèrent Barcelone par voie de mer depuis Marseille entre octobre et décembre 1936[457]. Le 26 novembre 1936, la

[454] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Présidium du Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 4 ; SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman… », *op. cit.,* pp. 313 et 316.
[455] APP BA 1663 : Dossier recrutement de volontaires pour l'Espagne. AS *de départs de volontaire pour l'armée gouvernementale*. Paris, 23 novembre 1936.
[456] Trains spéciaux de nuit affrétés depuis les gares d'Austerlitz et de Lyon. Départs des 3, 8, 11, 18, 19, 24, 27, 28 novembre et 3 décembre 1936.
[457] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.*, p. 157. Rotations opérées par les navires français *Ville de Madrid* et espagnol *Ciudad de Barcelona.*

Base d'Albacete recensait 5 000 volontaires supplémentaires, devenus 12 000 au 20 décembre 1936, estimations confirmées par les différents rapports internes du Komintern[458].

Tandis que les militants faisaient état en décembre 1936 des difficultés nouvelles qu'ils rencontraient dans le recrutement, Maurice Thorez exigeait au contraire une accélération des enrôlements par le biais d'un quota à atteindre pour la région parisienne de 1 500 volontaires par semaine[459]. Cet effort supplémentaire fin 1936 explique très certainement l'absence de tassement dans les envois à cette période. Aucun ralentissement n'est réellement perceptible avant le mois de janvier 1937, date à laquelle les Français devinrent minoritaires dans les convois. Ces rapports sont confirmés par les relevés des postes frontières sur les Pyrénées[460]. Au poste du Perthus, les douaniers dénombrèrent pas moins de 8 463 volontaires entre le 1er décembre 1936 et le 20 février 1937, dont 3 111 en janvier 1937, estimation confirmée par les services de renseignement nationalistes en Espagne, d'une part, et la préfecture de Police de Paris, d'autre part[461]. En janvier 1937, les services de police estimaient qu'entre 20 000 et 25 000 volontaires étaient sortis de France à destination de l'Espagne depuis le déclenchement de la guerre civile dont 50% de Français[462]. À l'issue de son séjour en Espagne en janvier 1937, Maurice Thorez reprenait, dans différents rapports, le chiffre total de 16 106 volontaires partis de France (12 000 français et de 4 000 immigrés), pour un total de 20 000 hommes et une moyenne de 800 arrivées hebdomadaires[463]. Le

[458] AGMA ZR *Comandancia militar de Madrid* C.773 Cp 9 D1/38 *Día 14 de Noviembre 1936* ; D1/75-76 *Día 22 de Noviembre 1936* ; D1/97 *Día 26 de Noviembre 1936* ; RGASPI 545.1.20 : *Rapport sur les Brigades Internationales du 20 décembre 1936 au 10 janvier 1937*. Par Luigi Longo. 13 janvier 1937 ; 495.2.266 : *Rapport d'André Marty devant le Presidium du Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou*, p. 4 ; DIMITROV (Georgi), *Journal…*, *op. cit*., p. 176.

[459] APP BA 1665 Dossier : Révolution Espagnole. Départs de volontaires pour l'Espagne. *AS du recrutement des volontaires pour l'Espagne Républicaine*. 16 décembre 1936.

[460] Voir ANNEXE I Document 3-5a: *Passages de volontaires étrangers non espagnols se rendant en Espagne depuis la France par le poste frontière du Perthus entre le 1er décembre 1936 et le 20 février 1937* et Document 5b : *Estimations des Renseignements Généraux sur le nombre de volontaires partis de Francesur trois dates*.

[461] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : Renseignement. *AS Passage de volontaires pour les Milices espagnoles. Source : sûreté nationale février 1937*. 2 mars 1937 ; AGMA ZN *Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización* C.1299 Cp. 34 D2/5 à 7 : *Resumen numérico de los voluntarios rojos de distintas nacionalidades reclutados en Francia y oficiales rusos cuyo paso por la frontera de Port-Bou se ha registrado de manera fehaciente durante el mes de Enero último*. Saragosse, 9 février 1937. À partir du 21 février 1937 les rapports de l'escadron de la compagnie de gendarmerie des Pyrénées-Orientales ne font plus mention du total des « Volontaires se rendant en Espagne par le Perthus », j'ai donc choisi d'arrêter mon décompte à cette date. Ne sont donc pas compris les voyageurs vers l'Espagne passant par le train et contrôlés à Cerbère, ni ceux de La Tour de Carol et du Col de la Serre.

[462] APP BA 1665 Dossier : Révolution Espagnole. Départs de volontaires pour l'Espagne. *Réponse à télégramme Paris 433 14h 1/2 du 16 février 1937 de l'Intérieur*. Paris, le 16 février 1937 ; Formation de centuries *AS du recrutement des volontaires pour l'Espagne.* 7 décembre 1936 ; SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : Note sans titre : *Très confidentiel. Ne doit pas sortir de l'EM de l'Armée*. 12 janvier 1937.

[463] RGASPI 517.1.1856 : Rapport Dutilleul - Thorez, *Exposé des camarades M. Thorez sur son voyage en Espagne*. S.d. [Février 1937], p. 1 ; 517.1.1856 : *Au sujet de la note manuscrite sur le voyage de Jean [Thorez] en Espagne.* Par Marty. 9 octobre 1937, p. 11 ; CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947*. Tome IV. 1935-1947. Paris, CNRS Éditions, 1997, pp. 475-476.

Deuxième Bureau français relevait quant à lui le chiffre de 7 350 français en février 1937, soit à peu près les relevés d'André Marty et un chiffre proche des statistiques plus tardives de la Base d'Albacete[464].

3. Deuxième période (avril –septembre 1937) : essoufflement du recrutement français et maintien de la dynamique par les arrivées transatlantiques

Le 21 février 1937 la frontière était fermée sur ordre du gouvernement français et la consigne de suspension des visas pour l'Espagne fut scrupuleusement appliquée par les préfets[465]. Peu après, le 6 mars 1937, le traité de non-intervention entrait en vigueur et les observateurs danois et suédois du Comité de Londres s'installaient à la frontière. Dès lors, la frontière demeurera quasiment hermétique, obligeant les volontaires à emprunter les sentiers de montagne. À Paris comme à Perpignan, les structures chargées de l'accueil et du transit des volontaires se conformèrent aux dispositions du décret, en exprimant leurs regrets dans la presse[466]. Les rapports des préfets établis entre février et mai 1937 confirment une interruption quasi totale des départs. Après un mois atone, les filières vers l'Espagne se remettaient en activité en semi-clandestinité à la fin du mois d'avril[467]. S'agit-il dès lors d'une rupture dans l'envoi des volontaires après l'interdiction de février 1937 ou bien assiste-t-on à un tassement naturel des arrivées du fait d'une diminution des candidats ? Il s'agit en tout cas d'un fort ralentissement suivi d'une suspension du phénomène plutôt qu'un coup d'arrêt.

Son principal effet fut en réalité l'assèchement des arrivées de volontaires vers les formations internationales d'Aragon. Le dernier convoi organisé par la Section française (anarchiste) depuis Barcelone pour les colonnes confédérales eut lieu le 22 février 1937. Seuls 14 miliciens étrangers du POUM furent contrôlés entre février et mai 1937 et Enrico Acciai signale que les arrivées d'Italiens pour la *Sezione Italiana* après janvier 1937 ne concernent

[464] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *Renseignement Espagne Source sûre.* [Tampon : Secret. À ne pas reproduire. Ne faire aucune communication de ce document sans entente préalable avec l'État-Major de l'Armée]. 2ème Bureau S.R. 1er février 1937 ; RGASPI 517.1.1856 : *Au sujet de la note manuscrite sur le voyage de Jean* [Thorez] *en Espagne*. Par Marty. 9 octobre 1937, p. 11.
[465] APP BA 1663 : *Du ministre de l'Intérieur à Messieurs les préfets*. *Suspension des visas vers l'Espagne*. Note du 18 février 1937.
[466] « Oui, mais.... Ou comment le comité antifasciste a accueilli dans le vieil hôpital militaire de Perpignan les nouvelles mesures de non-intervention » in *Le journal* du 17 février 1937, p. 4 ; AD 66 1 M 749. *Activité des Partis Politiques au cours du mois de février 1937. Le commissaire spécial de Perpignan à monsieur le préfet des Pyrénées Orientales*. Perpignan, le 3 mars 1937.
[467] SKOUTELSKY (Rémi), *L'espoir guidait leur pas…*, *op. cit.,* p .134.

que 4% du total[468]. Les conséquences de ce tarissement ne furent pas immédiatement sensibles pour les Brigades internationales, du fait de l'intégration concomitante de milliers de recrues espagnoles dans leurs rangs.

Après avoir composé plus des deux tiers des effectifs des volontaires avant décembre 1936, les effectifs français chutèrent très brutalement, sans que cela soit, semble-t-il, la résultante d'une directive[469]. La continuité des arrivées en Espagne entre les mois d'avril et septembre 1937 correspond en fait à l'effet d'une dynamique retardée, celle de la mondialisation du recrutement et de la survenue des volontaires en provenance des pays où la dynamique fut plus tardive : en Europe du Nord et en Amériques.

Le recrutement dans ces pays ne s'amorça réellement qu'en janvier 1937 et atteignit son amplitude maximale entre février et juillet 1937, soit en décalage flagrant avec le grand recrutement en France, Belgique et Suisse. Tancé par le Komintern, le CPGB se vit dans l'obligation de renforcer sa propagande en faveur du volontariat vers l'Espagne et de promettre l'envoi d'un millier de volontaires britanniques, tout en signalant les difficultés inhérentes à cette opération, comme le signalait Harry Pollitt : « That does not sound very many for our party. But I ask the comrades to remember that it is not a conscript country and it has not been an easy job to get those men away[470] ». Les premières arrivées massives provenant de Cuba sont observées à partir d'avril 1937, leurs compatriotes les ayant précédés étant partis des États-Unis ou résidaient déjà en Espagne. Le PC Hollandais vit sa campagne de recrutement porter ses fruits à partir de la fin du printemps 1937 mais l'embarquement public d'une quarantaine de volontaires bataves le 5 juin suscita immédiatement l'inquiétude et l'intervention des autorités royales[471]. Le Canada et les États-Unis fournirent ensuite les gros contingents jusqu'en juillet 1937 avant de chuter brutalement. Selon l'étude de Steward, sur 1 558 passeports identifiés comme ayant été fournis par les autorités américaines à des volontaires pour l'Espagne, 65% partirent entre février et juillet

[468] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.,* Figura 1.2 – *Afflusso mensile di volontari*, p. 76

[469] RGASPI 517.1.1856 : *Appréciations* [brouillon sténotypé], par André Marty, 7 juin 1937 ; 545.1.11 : Courrier de Maurice Lampe au comité central du PCF. Albacete le 12 novembre 1937.

[470] *Cela ne semble pas beaucoup pour notre parti. Mais je demande aux camarades de se rappeler que nous ne sommes pas un pays de conscription et que cela n'a pas été une tâche facile pour envoyer ces hommes là-bas.* RGASPI 495.2.241 : Rapport de Pollit sur les Brigades Internationales en Grande Bretagne rédigé en 1937, p. 7. Preuve des difficultés, le petit CPGB dû envoyer plusieurs personnalités communistes, dans une démarche d'exemplarité, tels que le leader du CPGB d'Écosse Peter Kerrigan et celui de Londres Dave Springhall.

[471] APP BA 1663 Dossier « Correspondance ». *Communication de la légation des Pays-Bas à propos de l'afflux de volontaires néerlandais vers l'Espagne*. Paris, 12 juin 1937.

1937, puis 17% jusqu'en décembre 1937 puis seulement 8% en 1938, ce qui correspond à nos relevés[472].

4. Troisième période (octobre 1937 – mars 1938) : le second grand recrutement, un rebond artificiel

La troisième période se caractérise par une recrudescence remarquable des arrivées de volontaires étrangers et par la survenue d'une seconde campagne de recrutement qui vint inverser le fléchissement de la tendance générale depuis l'hiver 1936-1937. Elle présente cependant des disparités intrinsèques à chaque contingent national[473] . En décembre 1937, les Franco-belges et Germaniques ne représentaient plus que 21% du total, dépassés désormais par les « Slaves » (Balkaniques, Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques). Les Anglo-Saxons comptaient pour 18% du total et les Italiens pour 9%.

À l'automne 1937, le Komintern décidait d'augmenter le nombre d'étrangers dans les Brigades internationales en portant les renforts à un minimum de 3 000 nouveaux volontaires par mois[474]. Cette décision était guidée par deux objectifs : permettre la survie des unités existantes selon les critères déterminés par le gouvernement républicain (soit 40 à 50 % d'étrangers) et créer deux nouvelles brigades. La principale caractéristique de cette seconde campagne de recrutement fut la réintroduction de quotas à remplir par certains pays. Il s'agissait d'une véritable relance du projet de Brigades internationales, et donc d'une initiative qui aurait eu des conséquences majeures sur la non-intervention s'il elle avait eu le succès escompté. L'observation des arrivées mensuelles entre mai 1937 et août 1938 montre très clairement que le second grand recrutement a globalement échoué et n'a véritablement concerné que des franco-belges, et, dans une moindre mesure des Polonais et des Anglo-saxons. Si quelques pays, jusqu'ici peu sollicités, réussirent à augmenter sensiblement le nombre de volontaires recrutés (Scandinavie et Hollande), les objectifs prescrits ne furent atteints nulle part. Le recrutement fut mauvais en Amérique du Nord et en Grande Bretagne et

[472] BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives…», *op. cit*., p. 94.
[473] Voir ANNEXE I Document 3-6 : *Arrivées moyennes des volontaires issus des neuf groupes nationaux majoritaires entre mai 1937 et août 1938.*
[474] RGVA 33987.3.1033 : Note de Voroshilov à Staline. 21 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit.,* Document 50, pp. 306-310 ; DALLIN Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich), *Dimitrov & Stalin, 1934-1943 : Letters from the Soviet Archives*, coll. « Annals of Communism Series ». New Haven et Londres, Yale University Press, 2000, p. 62.

quasiment nul en Belgique[475]. En décembre 1937, le CPUSA procéda même à un recrutement public par voie d'annonce[476]. Ainsi, pour « trouver » des Allemands, on envoya des propagandistes dans les immigrations germaniques de Scandinavie, de Hollande et du Canada[477]. En France, principal pourvoyeuse de volontaires, les résultats étaient loin des espérances, y compris dans les immigrations :

> Nous arrivons à 1000-1100 avec assez de difficultés. Nous tenons à indiquer les difficultés rencontrées que vous devez bien penser. Nous ne recevons plus aucun colis[478] de l'Europe centrale, les envois étant complètement arrêtés de ce côté-là. Et nous n'avons aucune perspective de remédier à cette situation. Aussi, avons-nous orienté nos efforts vers les pays nordiques où nous avons spécialement envoyé un camarade pour activer l'envoi de nos colis. Concernant la France, pour les Français, nous essayons d'augmenter les envois, nous essayons aussi d'augmenter surtout les envois de Polonais mineurs. Nous tenons à indiquer que nous sommes absolument mécontents de l'activité des camarades italiens dans ce domaine. Nous avons discuté personnellement avec le BP du PC italien. Malgré cela, nos camarades ne recrutent pas et sont placés les 9ème dans la liste[479].

L'appareil mondial de recrutement, mis en place entre décembre 1936 et avril 1937 était désormais largement défaillant. La plaque tournante de Prague avait été abattue à l'été 1937 par une opération de police et les délégués tchécoslovaques déplacés à Paris. La justice helvétique appréhendait également plusieurs animateurs du réseau suisse à la même période[480]. En septembre 1937, le centre de recrutement bulgare était démantelé, en février 1938 c'était au tour du réseau suédois[481]. Toute la filière d'acheminement des volontaires issus d'Europe centrale, balkanique et danubienne dépendait désormais du « goulot » autrichien. La montée des tensions à partir de février 1938 paralysa le transit, l'*Anschluss* mit un terme définitif à cette filière vitale le mois suivant. Tchécoslovaques, Polonais

[475] RGASPI 545.2.39a : *Rapport de Rebière sur la situation du Bureau N°10 à la Grange aux Belles*. Paris, 11 février 1938 ; APP BA 1665 Dossier : Recrutement de volontaires après l'interdiction: *Information. AS du recrutement dans les organisations communistes de volontaires pour l'Espagne Républicaine*. 23 février 1938

[476] « U.S. Communists Recruit in Open » in *Volunteer for Liberty* n°27, 20 Décembre 1937 p. 12.

[477] RGASPI 545.1.1 : *Aide-mémoire sur l'application des dernières décisions concernant les Brigades internationales.* [Luigi Longo ?] S.d. [automne 1937]

[478] Le terme « colis » désigne « volontaires » dans la correspondance et les rapports de cette période.

[479] RGASPI 545.6.54 : Lettre de M.T. [Maurice Tréand ?] à propos des « colis » [volontaires] à un interlocuteur de l'IC indéterminé. 25 mars 1938.

[480] ULMI (Nicola), « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Éditions Syllepse, 2008, pp. 267-287.

[481] DRAGANOV (Dragomir), « La presencia de búlgaros en las Brigadas » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…*,*op. cit.*, p.163 ; APP BA 1663 Dossier Correspondances. Légation de la République Française en Suède. M. Roger Maugras, Ministre de France à Stockholm à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères. *Recrutement pour l'Espagne*. Stockholm, 16 février 1938 et 18 mars 1938.

Yougoslaves, Autrichiens, Hongrois et Roumains étaient désormais bloqués[482]. Divers projets de contournement furent étudiés, comme l'organisation de fausses manifestations touristiques ou sportives ou professionnelles en France[483]. Désormais particulièrement sollicitées, les filières canadiennes et américaines ne disposaient quant à elles plus des fonds nécessaires pour faire traverser l'Atlantique aux postulants[484].

5. Quatrième période (avril septembre 1938) : un phénomène essoufflé qui s'éteint naturellement

La dernière période du phénomène ne concerne que 3% des arrivées totales de volontaires dans les Brigades internationales. Elle marque l'extinction définitive du recrutement, interrompu six mois seulement par le second grand recrutement. Les effectifs des arrivées de la quatrième période correspondent en fait à la rémanence du second grand recrutement effectué principalement en France et concernant de ce fait essentiellement des Français, des Polonais et des Italiens. La forte proportion des Scandinaves, néanmoins relative au vu de la faiblesse des effectifs totaux concernés, est dû au décalage du second grand recrutement dans ces pays et à la distance à parcourir pour rejoindre l'Espagne, comme les Nord-Américains durant la seconde période.

La création des Brigades internationales en octobre 1936 et le grand recrutement qui suivit, d'abord en France puis dans les autres pays, ont dirigé soudainement vers l'Espagne près de 15 000 volontaires étrangers, créant de ce fait un fantastique appel d'air dans un phénomène jusqu'alors limité dans sa quantité. Durant les vingt mois suivants l'acmé de cette remue d'hommes, provoquée intentionnellement, le phénomène s'est constamment épuisé et son extinction naturelle fut retardée par la décision de procéder à un second recrutement massif de volontaires.

Il faut désormais concentrer notre analyse sur les nationalités des volontaires et les lieux de provenance du phénomène.

[482] RGASPI 545.2.39a : *Rapport de Rebière sur la situation du Bureau n°10 à la Grange aux Belles*. Paris, 11 février 1938 ; AD 13 1M822 : PC - *Affaires d'Espagne - Engagement de volontaires*. Marseille, 20 février 1938.
[483] RGASPI 545.2.39a : *Suggestion Observations*. Rebière. Paris, Sans date [février1938].
[484] RGASPI 545.1.11 : Lettre de Minor à Marty. Sans date [avril ou début mai 1938].

C. Nationalités, citoyennetés et origines géographiques des volontaires

Jusqu'en 1938, la propagande des Brigades internationales insistait sur le chiffre de vingt-cinq nationalités différentes représentées en leur sein[485]. Ensuite, le nombre de cinquante-trois « nations » s'imposa durablement, notamment après la redécouverte des Brigades internationales en Europe de l'Ouest lors du vingtième anniversaire de leur création en 1956[486]. Mais s'agit-il de pays d'origine, de nationalité ou de citoyenneté ? Si on accepte toutes les nationalités relevées par les services administratifs des Brigades internationales, on relève soixante-dix-sept nationalités représentées au moins par un individu, issues de cinquante-sept pays ou territoires à juridictions extraordinaires (Sarre, Dantzig, Chypre, etc.)[487]. Mais le socle du volontariat a reposé sur une base très étroite. Sur les cinquante-cinq nationalités recensées parmi les volontaires venus en Espagne durant les douze derniers mois du phénomène (octobre 1937 et octobre 1938), deux nationalités seulement (Français et Polonais) ont fourni plus de cinquante volontaires par mois tandis que trente nationalités ne comptèrent en réalité qu'un individu ou moins par mois[488]. De plus, la nationalité ne détermine en aucun cas le pays de provenance d'un volontaire. Il faut impérativement distinguer nationalités, citoyennetés et pays de provenance comme trois facteurs distincts et interactifs.

1. Nationalité ou citoyenneté ?

L'historiographie a conservé la classification linguistico-culturelle peu explicite utilisée par les Brigades internationales et, partant, par la SDN, pour ordonner les volontaires internationaux par groupes dits nationaux. On retrouve ainsi seize nationalités : allemande, américaine (étasunienne), anglaise (britannique), autrichienne, belge, bulgare, canadienne, française, grecque, hollandaise, hongroise, italienne, polonaise, portugaise, suisse (helvétique) et tchécoslovaque et quatre ensembles nationaux composites : Balkaniques, Scandinaves, divers et Baltes.

[485] MARTY (André), *Douze mois sublimes.* Paris, Éditions du Comité populaire de Propagande, 1937, p. 24.
[486] C'est également le chiffre cité par le président du Conseil Juan Negrín le 25 octobre 1938 à Las Masies (Tarragone) lors de la « Despedida » des Brigades internationales.
[487] Voir ANNEXE I document 3-7: *Correspondances des 77 nationalités relevées dans les archives administratives des Brigades internationales avec les citoyennetés reliées et les critères nationaux de classification employés et la situation.*
[488] Voir ANNEXE I : Document 3-17 : *Moyenne mensuelle des arrivées (hors retour de permissionnaires) de volontaires étrangers entre le 1er octobre 1937 et le 1er octobre 1938 selon la délégation des BI de Figueras*.

Sous le nom de « Balkaniques » furent rassemblés les Albanais, Bulgares, Grecs, Roumains, Turcs et Yougoslaves. L'ensemble « Scandinaves » réunit naturellement les Danois, Norvégiens et Suédois et non les Finlandais. L'ensemble « divers » regroupe toutes les petites nationalités dont les nationalités suivantes : Argentins, Arméniens, Australiens, Chiliens, Chinois, Égyptiens, Équatoriens, Palestiniens, Philippins, Turcs et un sous-groupe dit « sans nationalité » réunissant supposément les détenteurs d'un passeport Nansen. Le groupe « Baltes » correspond à un ensemble artificiel élaboré selon des critères politiques.

Pour complexifier le tout, ces nationalités ou groupes de nationalités furent recomposés dans les Brigades internationales selon des ensembles administratifs de nationalités composites. À la suite de leur réorganisation à l'été 1937 puis leur officialisation en cinq brigades déterminées sur des critères linguistiques peu ou prou homogènes, les services administratifs et politiques d'Albacete fut refondus sur cinq Commissions des Cadres dites « groupes de langues »[489]. Tous les étrangers furent répartis tant bien que mal dans les groupes de langue « germanique » (Allemands, Autrichiens, Belges flamands, Hollandais, Scandinaves, Suisses germanophones), « franco-belge » (Français (coloniaux, mandats et protectorats compris), Belges wallons, Suisses francophones, Luxembourgeois et Andorran), « Italien » (Italiens, Suisses italophones et possiblement les Portugais), « Anglo-saxons » (Britanniques (coloniaux, *Commonwealth*, mandats et protectorats compris), Nord-Américains, Sud-Américains) et un super-groupe dit « Slave » (Tchécoslovaques, Balkaniques, Polonais, Hongrois, Baltes, Finlandais et Russes)[490]. Chacun de ses groupes étant ensuite subdivisé en « sections » suivants les nationalités. Il s'agit d'une nomenclature administrative, les seize nationalités et les quatre groupes composites de désignation usuelle n'étant pas remis en cause.

Il existe un groupe bien différent dans sa constitution : le groupe « Baltes ». Les rapports concernant les contingents Lituaniens et Estoniens manquent. Tout juste savons-nous que 81 volontaires lettons furent recensés comme membres des Brigades internationales[491]. Mais les statistiques officielles dénombrent étonnamment pas moins de 892 Baltes durant la période, soit plus que les volontaires autrichiens ou suisses. Les trois quart seraient de surcroit venus avant mars 1937. Il est difficile d'imaginer que plus de 600 baltes aient pu être présents à Albacete à l'hiver 1936 sans que cela ait donné lieu à une compagnie, un journal ou au

[489] Processus achevé en décembre 1937. Les espagnols ne relevaient pas de ce dispositif.
[490] RGASPI 545.6.16 : *Comisión para los extranjeros. Nómina de los camaradas que están trabajando*. 1 décembre 1938.
[491] RGASPI 545.4.52 : *Letonii in Spania Republicana.* Sans date [1939].

moins un officier ou un cadre supérieur identifié. Du reste, ce chiffre ne correspond pas du tout aux arrivées d'étrangers constatées aux postes frontières. En appui sur une analyse documentaire et statistique comparative minutieuse, on peut assurer avec certitude que deux nationalités ont été ajoutées aux Baltes : les Finlandais, ce qui est recevable sans toutefois oublier que la plupart provenaient en fait du Canada, et les Russes[492].

Les volontaires russes forment en effet un cas à part. Il ne s'agit pas ici des délégués du Komintern (éventuellement présents sous la mention *« Especial »* (spéciale) dans les archives) ou des militaires soviétiques détachés auprès de l'armée républicaine espagnole (dits « Mexicains » ou venant de « Mexico », ou plus simplement « nos amis »). D'autre part, les volontaires provenant d'URSS, environ un demi-millier, furent recensés selon leur nationalité de naissance. L'administration des Brigades internationales a gardé trace de la présence de plus de 340 volontaires russes non soviétiques, issus de la diaspora russe de l'entre-deux-guerres[493]. Le total des russes blancs combattants volontaires en Espagne fut en fait bien supérieur à ce chiffre et ils étaient déjà nombreux à l'été 1936 dans les colonnes miliciennes d'Aragon[494]. Dès l'automne 1936, Albacete recensait de nombreux russes parisiens, venus par le biais de l'association soviétique CBP (Union pour le retour à la Patrie)[495]. Ils furent considérés comme une catégorie spécifique, selon les ordres stricts du Komintern et ne pouvaient solliciter leur intégration au parti communiste[496]. Trop nombreux pour être oubliés des statistiques, embarrassant pour la Non-intervention, ils furent classés comme Baltes.

Les problèmes de détermination des nationalités des volontaires ne sont pas un casse-tête seulement pour l'historien, les services du personnel des Brigades internationales eurent eux aussi bien du mal à s'y retrouver. Ainsi, le responsable des Hongrois des Brigades internationales, le kominternien Szabo, comparait en mai 1938 la liste des Hongrois récemment arrivés et contrôlés par lui à celle des volontaires versés dans le bataillon magyare

[492] RGASPI 495.76.46a : *Brigades internationales. Archives personnelles du camarade André Marty*. S.d. [1941?].
[493] RGASPI 545.6.1538 : Dossiers individuels des volontaires Russes. Les très rares cas de citoyens russes partis de leur propre chef en Espagne depuis l'URSS, souvent de Leningrad, firent l'objet d'enquêtes individuelles approfondies.
[494] Les services étrangers de la CNT FAI disposaient ainsi d'une section russophone.
[495] En 1937, un rapport d'un conseiller soviétique fait état, avec quelque exagération, de la présence d'au moins 20% de Russes blancs dans chacune des compagnies slaves. RGVA 33987. 3. 960 : « Al comisario del pueblo de Defensa de la URSS, Mariscal de la Unión Soviética, Cam. Voroshilov » Par le chef du Service de Renseignement de l'Armée Rouge, commandant de corps Uritski, 3 juin 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit.*, Document 30, p. 164.
[496] Un volontaire russe (immigré en France) fut ainsi déchût de sa qualité de membre du PCE en 1938 et sa cellule tancée car : « nous n'étions pas autorisés à accepter dans le Parti des citoyens russes ». RGASPI 545.6.1541: Fiche individuelle du volontaire russe Barachkof Michel.

Rákosi. Il en attendait 74 mais en trouve 97. Il s'aperçut que des Tchèques, des Canadiens et des Roumains déclarés comme tels à leur arrivée s'étaient finalement dits Hongrois[497].

En Europe centrale et danubienne, on distingue la citoyenneté de la nationalité des habitants. Ainsi, les 2 171 volontaires de citoyenneté tchécoslovaque identifiés par la Commission des cadres étrangers du Comité central du PCE se composent en fait de six nationalités, soit 41% de tchèques, 19% de Slovaques, 18% d'Allemands des Sudètes, 10% de Hongrois et 3% d'Ukrainiens subcarpathiques[498]. Les minorités nationales de Tchécoslovaquie furent le plus souvent regroupées avec des formations homogènes d'un point de vue culturel ou linguistique, rarement avec leurs compatriotes. La maîtrise de la langue semble en effet avoir été un argument capital dans la détermination des volontaires issus de minorités nationales, comme dans le cas des alsaciens français, des belges flamands, des finno-canadiens, des ukrainiens et surtout des volontaires dits « Juifs », à ceci près, dans ce dernier cas, que cette catégorie nationale n'eut de réalité administrative dans les Brigades internationales qu'entre l'été 1937 et le printemps 1938.

2. Le poids des immigrations

Les immigrations constituèrent la source principale du volontariat international combattant en Espagne républicaine. D'une manière générale, si la part des immigrations dites antifascistes (Italiens et Allemands notamment) fut particulièrement mise en évidence, celle des autres immigrations, moins politiquement circonstanciées (Polonais, Yougoslaves, Hongrois, etc.) est peu abordée par l'historiographie. Mais cette dichotomie est-elle réellement opérante ? Dans un échantillon de 55 volontaires italiens d'une même formation venus en Espagne à des dates différentes mais ayant tous répondu aux mêmes questions au même moment, les 46 immigrés de l'échantillon ont tous précisé les raisons de leur émigration : 19 pour des motifs politiques, 19 pour des raisons économiques, 7 pour les deux motifs et 1 par antimilitarisme[499].

Il faudrait également y ajouter les naturalisés, difficiles à estimer. Dans un échantillon de 1 472 volontaires citoyens français, 9% d'entre eux étaient nés à l'étranger, tandis que les

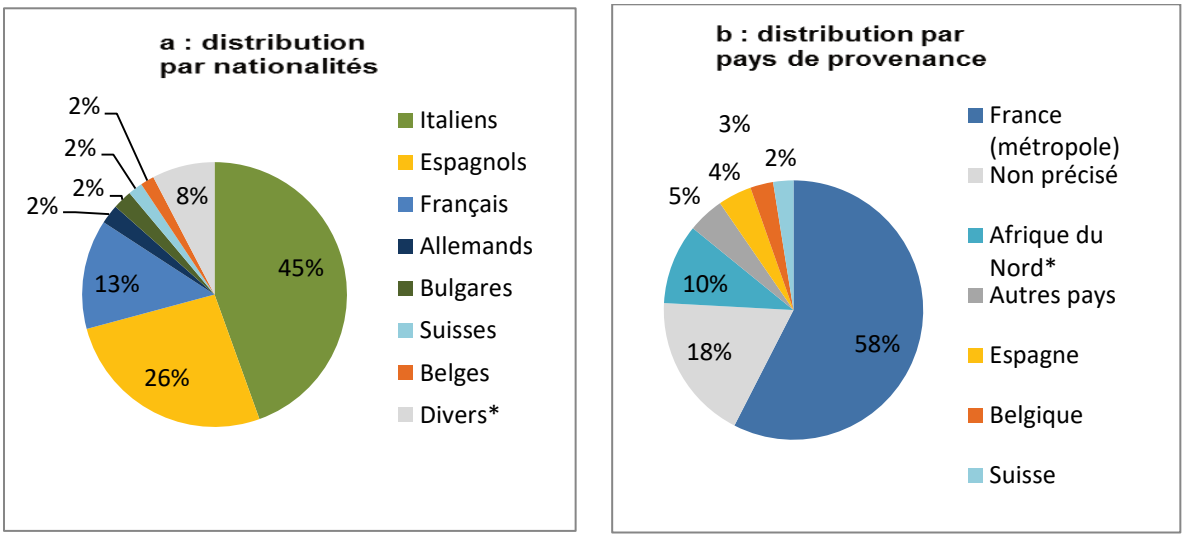
[497] RGASPI 545.2.107. Courrier de Szabo. Mai 1938.
[498] Voir ANNEXE I Document 3-8 : *Répartitions nationales de 2 271 volontaires de citoyenneté tchécoslovaque.*
[499] RGASPI 545.3.168 : Fiches individuelles sous forme d'un questionnaire d'un groupe de renfort en avril 1938.

naturalisés ne constituaient que 1,6% de la population française en 1936[500]. Le Chargé d'Affaire de France à Valence signalait d'ailleurs à son ministre de tutelle que parmi les volontaires dits français en Espagne avaient été comptés des étrangers « de langue française ou des ouvriers étrangers de toute origine ayant travaillé en France[501] ».

Quelles que soient les origines de leur situation allogène, les immigrés ont constitué immédiatement une part très importante des volontaires internationaux en Espagne, dans les Brigades internationales mais également dans les formations miliciennes. La distinction des nationalités par rapport aux pays de provenance doit impérativement être effectuée à propos de chacun des contingents.

Observons tout d'abord un corpus constitué de 1 189 miliciens étrangers des colonnes de la CNT-FAI en Aragon entre l'été 1936 et le printemps 1937.

Figure 3-f : Distributions par nationalités (a) et par pays de provenance (b) de 1 189 miliciens étrangers des colonnes confédérales catalanes[502].



* : *15 Russes, 13 Tchécoslovaques, 12 Hollandais, 9 Polonais, 8 Yougoslaves, 7 Hongrois et 6 Autrichiens.*
** : *Algérie 71, Maroc 24, Tanger 16, Tunisie 8.*

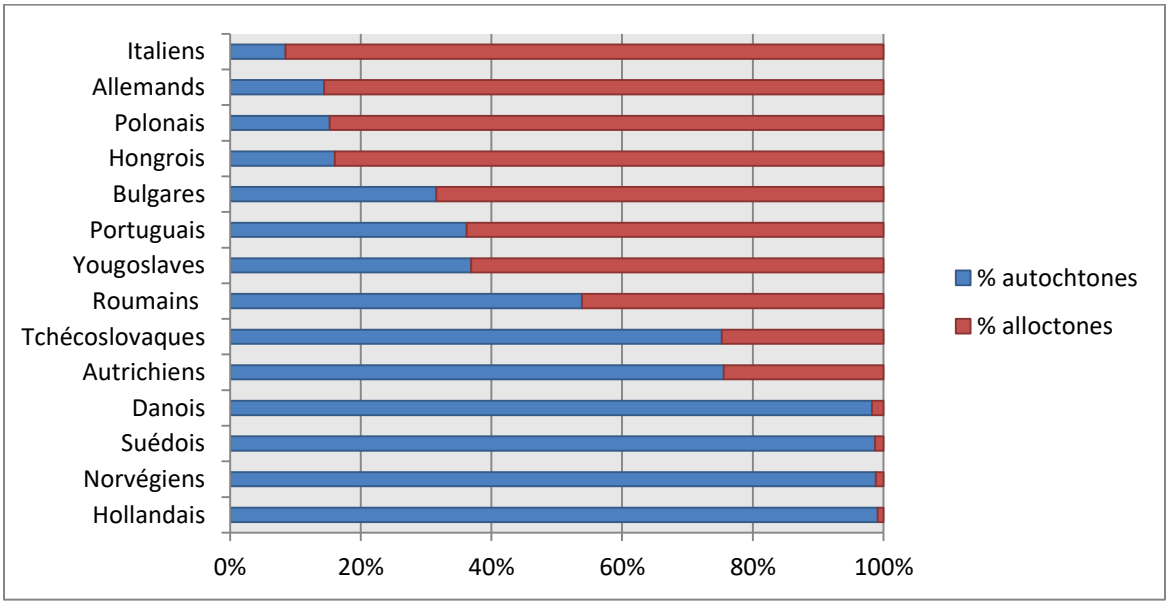
[500] Nés en Italie, Allemagne, ex Empire Russe et Espagne pour la plupart. Cela n'exclut cependant pas la possibilité qu'il y ait eu parmi eux des Français nés à l'étranger de parents français. AD 66 31W273 : *Le docteur Albertin Inspecteur départemental d'Hygiène à Monsieur le Préfet des Pyrénées Orientales. Liste des volontaires rapatriés d'Espagne le 12 novembre 1938.* Perpignan, rapport des 12 novembre et 14 novembre 1938 ; GUICHARD (Éric) et NOIRIEL (Gérard) (dir.), *Constructions des nationalités et immigration dans la France contemporaine*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1997, p. 43.
[501] DDF Tome VII (29 septembre 1937- 16 janvier 1938). M. Payart, Chargé d'affaires de France à Valence, à M. Delbos, Ministre des Affaires Étrangères. T. n°570. Valence, 26 octobre 1937. Document 139, p. 232.
[502] Cet échantillon a été élaboré sur la base du dépouillement des fiches individuelles des miliciens étrangers réunies dans les archives de *Casa de los Voluntarios* et déposées aux Archives Générales de la Guerre Civile Espagnole de Salamanque, soit 1 189 individus retenus dont la fiche précise nationalité et pays de provenance. Voir *Supra* note 7.

On relève parmi eux quatorze nationalités différentes, dont 45% d'italiens et 13% de Français. Les émigrés espagnols forment un quart des effectifs, la quasi-totalité d'entre eux résidaient en France métropolitaine ou en Afrique du Nord, et dans une proportion moindre en Belgique ou en Suisse. De la même manière, la Section française (anarchiste) de Barcelone avait contrôlé, en 1938, 256 volontaires dits « français » dont les Français ne constituent pourtant que la moitié des effectifs (51%) et comprenant 16% d'émigrés espagnols[503].

Il faut donc distinguer au sein d'un même contingent national deux catégories de volontaires : d'une part les autochtones, soit les effectifs issus d'un pays dont ils possédaient la nationalité, et les allochtones, ceux dont la nationalité diffère du pays où ils résidaient avant de venir en Espagne. L'emploi de ces deux critères antinomiques permet d'apprécier réellement la part des immigrations dans le phénomène de volontariat international combattant antifasciste.

Des statistiques détaillées concernant les pays de provenance des volontaires sont disponibles pour quatorze contingents nationaux grâce aux données collectées et traitées par les différentes commissions des cadres étrangers des Brigades internationales en 1938. Ces informations permettent de réaliser un panorama comparatif distinguant les origines autochtones et allochtones des effectifs de ces contingents nationaux.

Figure 3-g : Distribution entre origines allochtones et autochtones des volontaires de 14 contingents nationaux des Brigades internationales.



[503] IISG FAI Pe 17.5 *Grupo Francés/ Sección Francesa : Relación de los milicianos franceses en España (256 nombres).* S.d.

Quatre contingents sont parfaitement homogènes : la quasi-intégralité des Hollandais, Norvégiens, Danois et Suédois provenaient de leur pays de citoyenneté[504]. Les onze autres présentent à l'inverse une ventilation plus ou moins étendue de provenance. La part des allochtones des contingents italiens, allemand, polonais et hongrois représente 80% des effectifs nationaux. Il pourrait, ici encore, s'agir d'une estimation minimale. L'historien Iván Harsányi a recensé 965 volontaires hongrois ou d'origine hongroise dans les Brigades internationales, soit ceux venus de Hongrie ou de l'émigration et les Hongrois ethniques d'Europe centrale. Seuls 11% d'entre eux sont partis de Hongrie, la part de l'immigration est donc supérieure encore à celle du relevé ci-dessus portant sur 368 volontaires hongrois seulement[505]. Plusieurs contingents nationaux furent majoritairement composés de volontaires allogènes : Portugais, Bulgares et Yougoslaves. On pourrait étendre ces constats à d'autres contingents non pris en compte dans la figure 6, tels que les Russes (provenant majoritairement de France), Grecs (Grande-Bretagne et USA) ou Finlandais (Canada).

D'après les statistiques disponibles établies par les Brigades internationales, les volontaires allochtones vinrent très majoritairement de six pays[506].

Figure 3-h: Distribution des volontaires de 19 nationalités différentes selon les six principaux pays de provenance du contingent total[507].

PAYS	Autochtones	Allochtones	Totaux par pays	Effectifs des allochtones dans le total par pays	Effectifs du pays dans le total des six pays considérés	Effectifs du pays dans le total officiel des BI (32 297)
France	8 962	5 204	14 166	37%	65%	44%
USA	2 341	213	2 554	8%	12%	8%
Belgique	1 722	717	2 439	29%	11%	8%
Tchécoslovaquie	1 105	262	1 367	19%	6%	4%
Canada	512	386	898	43%	4%	3%
Suisse	408	103	511	20%	2%	2%
Total	15 050	6 885	21 935	31%	100%	68%

Autochtones : Américains, Belges, Canadiens, Français, Suisses et Tchécoslovaques.
Allochtones : Allemands, Autrichiens, Bulgares, Danois, Hollandais, Hongrois, Italiens, Norvégiens, Polonais, Portugais, Roumains, Suédois, Tchécoslovaques et Yougoslaves.

[504] Voir ANNEXE I Document 3-9: *Détails des sources du RGASPI utilisées pour la constitution des tableaux d'analyses croisés des contingents Allemands, Autrichiens, Bulgares, Danois, Espagnols, Hollandais, Hongrois, Italiens, Norvégiens, Polonais, Portugais, Roumains, Suédois, Tchécoslovaques et Yougoslaves.*
[505] 33% de France, 12% du Canada, 5% de Belgique, 2% d'URSS, 1% des USA et 2% déjà en Espagne. HARSÁNYI (Iván), « La participación de húngaros… », *op. cit.*, p. 83.
[506] Voir ANNEXE I Document 3-10 : *Pays de provenance des volontaires de onze contingents nationaux d'après les statistiques de la commission des cadres étrangers du Comité Central du PCE.*
[507] Sources : RGASPI 545.2.108 : Effectif total des volontaires étrangers des Brigades internationales, août 1938, et voir *Infra* note 100.

L'ensemble des effectifs cumulés de ces six pays couvrent plus des deux tiers (68%) du total des volontaires recensés par les Brigades internationales (32 297 volontaires). La part du volontariat allochtone constitue un tiers des effectifs de volontaires venus de ces six pays. Il s'agit de proportions minimales, l'amplitude exacte est bien plus élevée comme l'atteste les effectifs relevés par différentes monographies : deux fois inférieurs dans le cas des Suisses par rapport aux relevés établis par la monographie faisant autorité (Ulmi et Huber) et trois fois dans le cas des canadiens (Petrou)[508]. Cette part prépondérante des allochtones peut être observée également au Luxembourg : Henri Wehenkel relève un tiers d'immigrés parmi les volontaires luxembourgeois tandis que la population étrangère résidant au Grand-duché en 1936 ne dépassait pas 13% de la population[509].

Les six principaux pays pourvoyeurs sont tous des démocraties et des terres d'immigration. La part des volontaires des Brigades internationales venus de France approche de la moitié du total officiel (44%), plus de la moitié (52%) si on y ajoute la Belgique. La prééminence de la France s'explique également par l'importance de sa population immigrée (515 étrangers à demeure pour 10 000 habitants en 1931) et sa situation vicinale de l'Espagne[510]. Dans le corpus constitué de dix-neuf nationalités présenté précédemment dans la figure 3-h, 97% des 21 935 volontaires considérés sont nés en Europe. La spatialisation du phénomène est clairement européenne et marginalement mondialisée.

3. Un phénomène transnational européen et non mondial

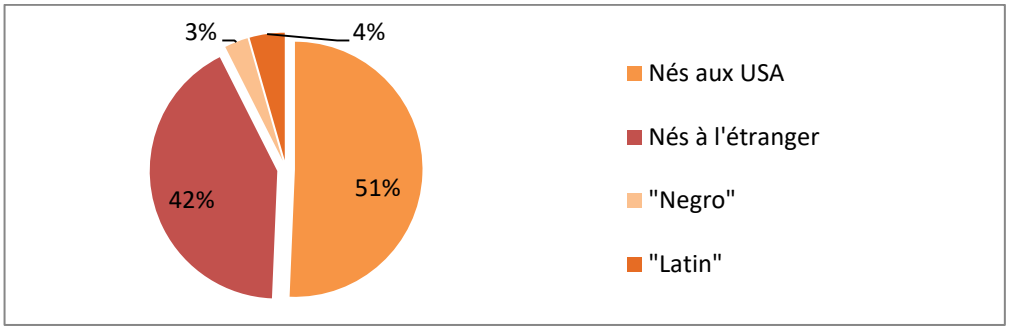
Du fait de l'importance du nombre des volontaires allochtones et de la prégnance des immigrations européennes dans contingents non-européens, le phénomène doit être résolument inscrit d'abord dans un cadre européen qui fut marginalement mondialisé par le biais des diasporas immigrées. Prise isolément, la mention du pays de provenance peut induire en erreur. Ainsi, Denise Urcelay Maragnès a identifié parmi les volontaires cubains trois foyers d'origine recouvrant des situations très différentes : l'île de Cuba, la ville de New York

[508] ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne…*, *op. cit.*, pp. 52-53 ; PETROU (Michael), *Renegades…*, *op. cit.,* pp. 22-23.
[509] 28 immigrés dont 20 Italiens sur 87 volontaires partis du Grand-Duché. WEHENKEL (Henri), « Les volontaires du Grand-Duché du Luxembourg » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (Dir.),*Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Éditions Syllepse, 2008, p. 292.
[510] COURTOIS (Stéphane) et alii*, Le sang de l'étranger…*, *op. cit.,* p. 18.

(au minimum 11% du contingent) et ceux résidant en Espagne au déclenchement de la rébellion militaire en juillet 1936 (au minimum 16%)[511].

D'après le tableau précédent (figure 3-h), l'Amérique du Nord n'a fourni qu'environ 11% des effectifs totaux dont 17% d'immigrés européens. Une observation plus attentive donne cependant des résultats différents. Le *US Passeport Office* estimait que 40% des volontaires partis des États-Unis étaient des immigrés ou des étrangers disposant d'un passeport en règle[512]. Peter Caroll confirme cette proportion en relevant dans un échantillon de 200 vétérans américains interrogés dans les années 80 qu'au moins un tiers était né en Europe[513]. Les statistiques des Brigades internationales concernant le contingent dit américain donne une amplitude bien supérieure en distinguant quatre catégories parmi les 2 471 volontaires venus des USA : « Native American Born », « Foreign Born », « Negro » et « latin ».

Figure 3-i : Répartition des catégories établies par l'administration des Brigades internationales à propos du contingent américain (sur 2 471 volontaires)[514].

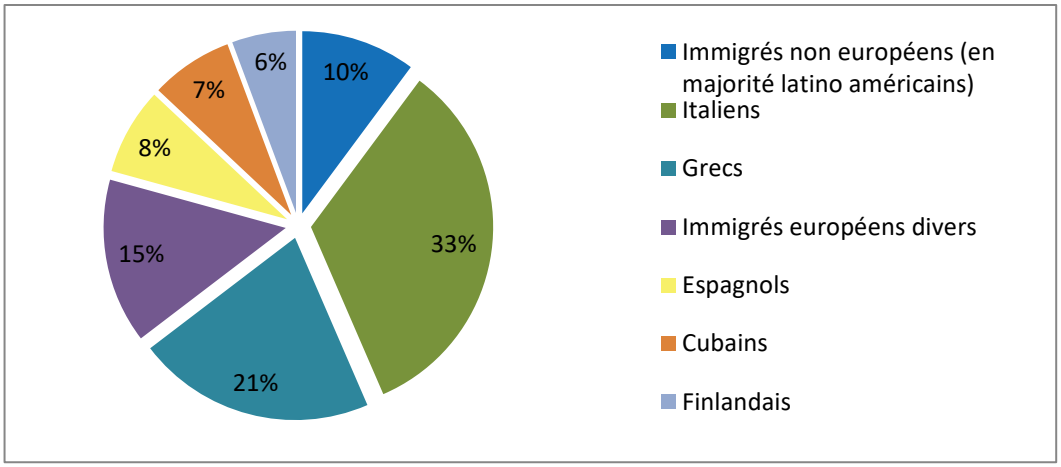


Sans présumer des contours précis de ces catégories raciales, on relève que 42% des volontaires du contingent américain étaient nés à l'étranger. Il est possible d'affiner encore notre analyse des origines des éléments allochtones du contingent américain. Sur une liste de 1 667 volontaires venus des États-Unis et membres de la XVème brigade internationale, on relève 246 étrangers soit 14,76% des effectifs, soit une proportion très proche des effectifs du

[511] URCELAY MARAGNÈS (Denise), *Les volontaires Cubains…, op. cit.,* p. 50.
[512] BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives…», *op. cit*., pp. 82-83.
[513] CARROLL (Peter N.), *The Odyssey of Abraham Lincoln Brigade. Americans in the Spanish Civil War*, Stanford, Stanford University Press, 1994, p. 16.
[514] RGASPI 545.6.5 : *American Section* [au 22 décembre 1937]. J'ai conservé les catégories « Negro » et « Latin » par incapacité à déterminer exactement leurs périmètres exacts.

CPUSA à cette période, dont 20% des membres étaient d'origine étrangère, répartis sur plus de trente nationalités[515].

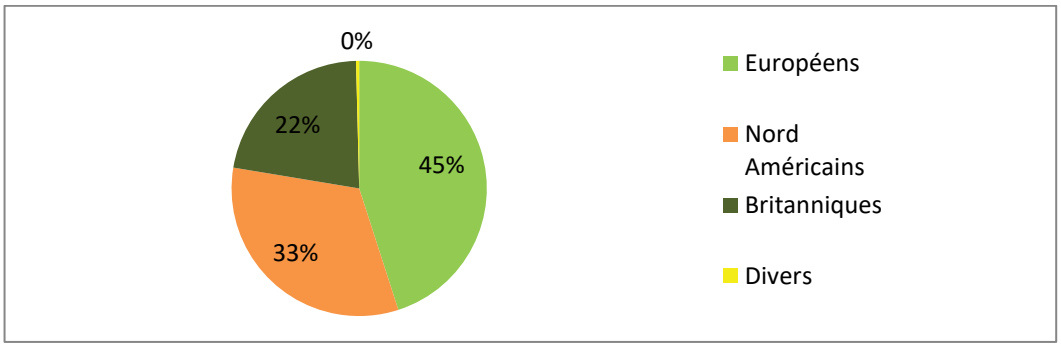
Figure 3-j : Distribution par nationalité de 246 volontaires de la XVème brigade venus des États-Unis mais non citoyens américains[516].



D'après la figure 3-j, 83% d'entre eux étaient des immigrés d'origine européenne. Cette distribution est, une fois de plus inférieure à la réalité : au milieu de l'année 1937, 82 Grecs venus des États-Unis étaient recensés dans les Brigades internationales[517].

Le nombre d'européens de naissance est également très important dans le contingent canadien : les trois quarts étaient nés en Europe ou de nationalité européenne, dont presque un quart de nationalité britannique.

Figure 3-k : Nationalités des volontaires du contingent canadien par origines continentales (sur 755 volontaires)[518].



[515] BLOOMFIELD (Sidney), « Le communisme est l'américanisme du XXe siècle » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol. 20 n°8 Août 1938, p. 1318.
[516] Sources : RGASPI 545.6.845 : *Relación aproximativa de voluntarios Internacionales (Norte América) EE UU. Hecho a base material del servicio del Personal. Inventario general de la cartoteca XV Brigada por orden alphabetico Nacionalidad Norteamericana*. Barcelone, mai 1938.
[517] RGASPI 545.3.477 : « Greek Fighters ».
[518] RGASPI 545.6.5 : *Canadian statistics.* [décembre 1937]. Voir le detail : ANNEXE I Document 3-9 : *Nationalités des volontaires du contingent canadien (sur 755 volontaires).*

L'analyse de Michael Petrou sur le contingent canadien présente des proportions tout à fait similaires pour une surface plus grande : sur 1384 volontaires canadiens qu'il a identifiés, 78% étaient nés en Europe et 80% de ces derniers étaient des immigrants arrivés récemment, entre 1925 et 1930[519].

Les diasporas immigrées européennes ont donc été largement concernées par le phénomène de part et d'autre de l'Atlantique. L'importance du volontariat allochtone semble essentiellement due à l'action de réseaux transnationaux préexistants et favorables au volontariat combattant vers l'Espagne. L'influence du plus important d'entre eux, le réseau des partis communistes, est évidente mais il faut également y ajouter les solidarités et les liaisons horizontales culturelles et nationales. Ce fait est naturellement valable en Europe dans les immigrations mais également en Amérique du Nord. L'existence d'un réseau communautaire développé et centripète participa largement à maintenir le centre de gravité politique et identitaire en Europe, comme parmi les immigrés d'Europe centrale au Canada ou les italo-américains aux USA. D'après les travaux de Michael Petrou, les deux réseaux transnationaux, communiste et culturel, étaient étroitement entremêlés. Les volontaires allochtones venus du Canada furent principalement des Ukrainiens, des Hongrois et des Finlandais, vivant pour la plupart dans des communautés situées en marge de la société compartimentée canadienne, en nette surreprésentation parmi les volontaires par rapport à leur proportion réelle dans la population canadienne[520]. Le CPC eut une politique d'intervention active dans les associations et coopératives culturelles, caritatives ou sportives immigrées juives, hongroises, germanophones et surtout finlandaises et ukrainiennes[521].

On retrouve ces prédispositions parmi les italo-américains étudiés par l'historien Fraser Ottanelli. Selon ce dernier, aux États-Unis, contrairement aux pays d'immigrations européens où une élite politisée d'immigrants faisait jonction entre immigrants récents et organisations nationales du pays, le syndicat AFL était à l'inverse plutôt hostile aux immigrés, obligeant ces derniers à développer leurs propres structures transnationales[522]. L'antifascisme servit également de repère et de support politique : sur les 300 italo-américains que l'auteur a

[519] PETROU (Michael), *Renegades*…, *op. cit.,* pp. 13 et 22.
[520] *Idem*, p. 22.
[521] Parmi lesquelles l'*Ukrainian Labor-Farmer Temple Association*, *l'Association to Aid the Liberation Movement in Western Ukraine*, l'*Association for the Defence of Bukovina and Bessarabia*, la *Finnish Organization of Canada.*
[522] OTTANELLI (Fraser M.), « Anti-Fascism and the Shaping of National and Ethnic Identity: Italian American Volunteers in the Spanish Civil War » in *Journal of American Ethnic History*, University of Illinois Press, n°1, automne 2007, pp. 11-12.

étudié, les engagements politiques sont déterminants (60% de communistes et 20% d'anarchistes) et attestent de leur intégration dans des réseaux transnationaux[523].

Au-delà de la question de la spatialisation des sources du volontariat, la séparation fondamentale entre volontaires autochtones et allochtones signifie également la présence de caractéristiques distinctes et de disparités élémentaires entre les membres des deux groupes, notamment sur leur situation en Espagne, leurs droits et leurs possibilités individuelles d'action et d'évolution. Ces singularités se retrouvent également à l'intérieur même de certains contingents nationaux.

D. Des volontaires inégaux entre eux

On ne peut considérer l'ensemble des volontaires internationaux comme un bloc homogène. De fortes disparités existent entre eux selon leur nationalité et leur pays d'origine, mais également selon leur situation juridique *Ante bellum*. Ces différences induisent des inégalités relatives et observables sur plusieurs plans : leurs statuts et fonctions mais également dans les risques encourus et leur capacité à pouvoir s'extraire de leur situation pourtant commune d'étrangers combattants volontaires en Espagne. Ces disparités imprègnent considérablement la physionomie du volontariat international en Espagne.

Du fait de l'absence d'une documentation précise à propos des étrangers des milices et formations paramilitaires, les analyses et conclusions présentées ici se limitent aux seules Brigades internationales.

1. Inégalités dans les grades et fonctions

En décembre 1937, les distributions globales par grades parmi les 42 447 membres des Brigades internationales (espagnols compris) étaient de 5% d'officiers, 12% de sous-officiers (caporaux inclus) et 83% de soldats du rang[524]. Lorsqu'on déplace le point d'observation vers chacun des contingents nationaux, la ventilation fait état de disparités sensibles. La construction d'un tableau synthétique à partir des statistiques officielles disponibles de onze

[523] *Idem,* p. 13.
[524] Proportions desquelles il faut soustraire les délégués et commissaires politiques, non précisés dans cette statistique de décembre. RGASPI 545.2.108 : *Relación de las Brigadas internacionales. Période du 1 au 10 décembre 1937, par le chef de la trésorerie générale*. Albacete, 6 décembre 1937.

contingents nationaux, sur l'ensemble de la période, donne des écarts de répartitions entre cadres et soldats du rang flagrants selon les nationalités considérées.

Figure 3-l : Répartition par grades et fonction des volontaires internationaux selon treize contingents nationaux[525].

Nationalités	Effectif de référence	% Officiers	% Sous-officiers	% CP	% Soldats
Français	3 910	11%	17%	2%	69%
Polonais	3 805	7%	14%	4%	71%
Italiens	3 108	9%	6%	4%	81%
Allemands	2 318	19%	15%	6%	60%
Tchécoslovaques	2 171	8%	11%	4%	75%
Yougoslaves	1 192	12%	11%	4%	67%
Autrichiens	1 133	18%	13%	2%	65%
Hongrois	687	14%	14%	2%	83%
Roumains	403	9%	19%	5%	53%
Bulgares	354	25%	6%	3%	54%
Suédois	314	4%	6%	2%	89%
Danois	228	3%	6%	1%	90%
Norvégiens	172	1%	6%	2%	91%
Moyennes		***11%***	***11%***	***3%***	***73%***

En rouge : les écarts supérieurs de plus 5 points à la moyenne
En jaune : les écarts inférieurs de plus 5 points à la moyenne

Dans cet échantillon, sept volontaires étrangers sur dix furent fantassins et deux sur dix ont obtenu un grade en moyenne. La forte proportion de sous-officiers parmi les Français est conforme à l'attention portée en France à la recherche de cadres militaires médians pour les Brigades internationales. Certains contingents attestent de fluctuations importantes. Hongrois et Scandinaves furent très majoritairement fantassins (neuf volontaires sur dix), à l'inverse des Roumains et des Bulgares.

Un volontaire allemand sur cinq était officier ainsi qu'un Bulgare sur quatre, ce qui confirme le ressentiment d'un sur-encadrement allemand et « russe » partagé par de nombreux volontaires. Les sources s'accordent sur le fait que la Base d'Albacete et les services politiques ont effectivement absorbé un grand nombre d'officiers d'origine germanique et Bulgare. La forte proportion de volontaires venus d'URSS parmi les Allemands (16%),

[525] Sources : ANNEXE I Document 3-9 : *Détails des sources du RGASPI utilisées pour la constitution des tableaux d'analyses des contingents Allemands, Autrichiens, Bulgares, Danois, Espagnols, Hollandais, Hongrois, Italiens, Norvégiens, Polonais, Portugais, Roumains, Suédois, Tchécoslovaques et Yougoslaves* ; SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine 1936-1939…*, *op. cit.*, pp. 309-310.

Bulgares (27%) et les Autrichiens (10%) pourrait expliquer la surreprésentation des officiers de ces contingents.

De par cette distribution inégale des postes et des fonctions selon les contingents, peut-on déterminer une inégalité relative dans les risques encourus? Le soupçon d'un rapport inégal face à la mort établi selon une stratification nationale, entre, d'une part, les volontaires d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord et, d'autre part, la « chair à canon » venue d'Europe Centrale et Orientale fut relevé par de nombreux intervenants lors du colloque de Lausanne de 1997[526]. Malheureusement, les statistiques globales des pertes ne peuvent nous renseigner absolument sur ce point tant les chiffres sont imprécis. Il faut d'emblée souligner un constat sans appel : la réelle inégalité au contact du feu dans les Brigades internationales s'est établie avant tout entre Espagnols et étrangers, aspect développé dans le chapitre 12.

L'envoi au front des volontaires étrangers a constitué une urgente priorité pour la direction des Brigades internationales à partir de l'été 1937 comme nous l'avons vu précédemment. Cependant, en mai 1938, un volontaire français sur deux était au front, proportion similaire pour les Allemands, les Canadiens et les Roumains[527]. En revanche, trois Tchécoslovaques sur quatre étaient alors en ligne, au même titre que les Belges ou les Scandinaves. Cependant, l'arrière comprenait également les troupes à l'instruction, ce qui ne permet pas de tirer des conclusions définitives sur cette observation. Entre un quart et un tiers des volontaires Autrichiens et Hollandais étaient hospitalisés à cette date, ce qui correspond à l'annihilation de la XIème brigade *Thälmann* durant les mois précédents. L'évacuation des blessés pose précisément la question des inégalités quant aux possibilités de pouvoir s'extraire provisoirement ou définitivement du conflit.

2. Inégalité dans la capacité à s'extraire de leur situation partagée de volontaire étranger

Les statistiques concernant les rapatriements vers l'étranger organisés par les Brigades internationales séparent nettement les volontaires en deux groupes établis selon leur capacité à pouvoir s'extraire ou être extrait du conflit. Les rapatriements, selon certains motifs stricts, ont été autorisés par le gouvernement espagnol à partir du mois de mai 1937, avec des interruptions régulières. J'ai retrouvé parmi les archives du Komintern une liste détaillant les

[526] ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine… op. cit.*, p. 284. Note 164.
[527] Voir ANNEXE I Document 3-11 : *Répartitions des effectifs étrangers entre le front, l'arrière et les hôpitaux en mai 1938.*

noms et les motifs de rapatriement de 4 530 volontaires des Brigades internationales entre mai 1937 et août 1938[528]. En juillet 1938, l'amicale des Anciens Volontaires en Espagne Républicaine (AVER) avait identifié 6 500 volontaires revenus d'Espagne, dont 4 500 venus de France ; cette liste couvre donc plus des deux tiers des rapatriements autorisés[529]. Les Français forment à eux seuls 47% des rapatriés de l'échantillon (54% en y associant les Belges), très loin devant les contingents britanniques (8%), Nord-américains (8%), Italiens (7%) ou Polonais (5%). 75% des rapatriés étaient issus de contingents autochtones provenant d'un pays démocratique.

Figure 3-m : Répartition par nationalités des 4 530 volontaires étrangers des Brigades internationales rapatriés légalement entre mai 1937 et le 5 août 1938[530].

Nationalités rationalisées	Nombre des rapatri-ements légaux	Part des nationalités dans le total des rapatri-ements légaux	Proportions des rapatriements dans le total officiel des étrangers membres des BI		
			Effectif officiel des étrangers membres des BI pondéré (25% de pertes)	Minimum des rapatriés dans le total officiel pondéré	Minimum des évacués définitifs avant le retrait des étrangers
Francobelges	2 433	54%	8 013	30%	15%
Britanniques	362	8%	1 382	26%	18%
Suisses	63	1%	306	21%	9%
N. Américains	380	8%	2 140	18%	13%
Scandinaves	99	2%	599	17%	14%
Tchécoslov.	131	3%	800	16%	11%
Hollandais	68	2%	471	14%	8%
Italiens	302	7%	2 252	13%	6%
Divers	112	2%	842	13%	7%
Polonais	242	5%	2 335	10%	6%
Hongrois	40	1%	396	10%	6%
Germaniques	186	4%	2 317	8%	5%
Portugais	8	0%	101	8%	3%
Balkaniques	80	2%	1 571	5%	3%
Baltes	24	1%	669	4%	2%
Totaux et moyennes	4 530	Moy. hors français = 3%	24 192	Moy. = 14%	Moy. = 8%

En rouge : les écarts supérieurs de plus 5 points à la moyenne
En jaune : les écarts inférieurs de plus 5 points à la moyenne

[528] RGASPI 545.2.290 : *Relación de los combatientes de las Brigadas Internacionales que han regresado al extranjero hasta el primero de agosto de 1938 autorizados por el ministerio de Def. Nacional.* S.d. [août 1938]. Voir ANNEXE III Document 11-3 : *Tableau illustrant les proportions des motifs (rationalisés) de rapatriements entre mai 1937 et le 5 août 1938*.
[529] RGASPI 545.6.14 : 1er Congrès des Volontaires de l'Espagne Républicaine. 1 cité Paradis - Congrès des 15 et 16 juillet 1938.
[530] RGASPI 545.2.290 : *Relación de los combatiente… op. cit.* ; 545.2.108 : *Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG…, op. cit.*

En admettant un ratio arbitraire de 25% de morts et disparus dans chacun des contingents, un volontaire sur cinq a pu être rapatrié définitivement ou provisoirement avant la fin du conflit. En réalité, cette proportion est d'un sur trois pour les franco-belges contre un Italien ou un Polonais sur dix et un Balkanique ou un Balte sur vingt. Parmi les volontaires citoyens de pays démocratiques, seuls les Suisses, les Tchécoslovaques, les Scandinaves et les Hollandais ont eu des difficultés pour être rapatriés. La politique répressive de la Suisse justifie ce faible taux ; la distance et le nombre des frontières expliquent les contraintes subies par les trois autres contingents. Les volontaires allochtones n'ont pu être extraits du conflit qu'exceptionnellement, 90% des blessés, malades, mutilés ou indésirables Allemands, Autrichiens et des Italiens ont dû demeurer en Espagne jusqu'en février 1939. La distance et surtout le coût du rapatriement ont eu également une influence discriminatoire, comme dans le cas des Nord-américains.

Les disproportions entre les volontaires furent, de manière attendue, plus flagrante encore lors du retrait des combattants étrangers des rangs de l'armée républicaine annoncé le 21 septembre 1938. À partir d'octobre 1938, seuls les ressortissants issus de démocraties européennes peuvent franchir la frontière française. Les évacués de novembre 1938 étaient tous citoyens français ou en situation régulière sur le territoire français.

3. Inégalités dans leur destin immédiat *post bellum*

Le 15 janvier 1939, la commission militaire internationale de la SDN chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne publiait son rapport définitif. À cette date, seuls 4628 ex-volontaires étrangers avaient été évacués. Les ressortissants de pays démocratiques avaient tous été rapatriés ou en instance de l'être, à l'exception des Tchécoslovaques. Les règles en vigueur instaurées par la commission de non-intervention prévoyaient que les combattants retirés seraient dirigés sur le pays dont ils sont ressortissants sauf ceux dont le retour signifierait potentiellement des persécutions à leur encontre. Ils devaient être dirigés vers un pays qui leur donnerait la garantie de ne pas les poursuivre. La Commission de la SDN n'avait donc pas envisagé, ou refusé d'envisager, la situation de la grande majorité des volontaires des Brigades internationales, venus des immigrations. En y ajoutant ceux venus en Espagne depuis un État autoritaire sans espoir de retour, l'immense majorité des étrangers démobilisés et stationnés en Catalogne devaient donc attendre un geste de la part des pays signataires de la SDN pour trouver un pays d'accueil. Il n'en fut rien, seule

la Belgique et le Royaume Uni acceptèrent le retour des immigrés résidant plus ou moins légalement sur leur territoire avant leur départ et les États-Unis, pour les étrangers pouvant faire la preuve d'une installation ancienne.

En août 1937, 69% des volontaires Italiens du *Garibaldi* vivaient légalement en France, 74% de ceux provenant de Belgique étaient également en situation régulière avant leur départ[531]. Il s'agit d'une proportion largement inférieure aux observations réalisées à propos des *Garibaldini* résidant aux États-Unis (1 sur 5 en situation illégale) et ceux venant de Suisse (2 sur 3)[532]. La France n'a donc pas accepté immédiatement le retour d'immigrés résidant légalement sur son territoire, des dispositions de sévérité avaient été ordonnées à leur endroit[533].

Hormis les Allemands, les Autrichiens et les Italiens qui étaient dans une situation insoluble, d'autres groupes nationaux furent placés également dans une situation dramatique : les Bulgares et les Polonais. Depuis mars 1938, les volontaires Polonais avaient perdu leur nationalité et étaient donc considérés comme apatrides. Afin de satisfaire aux conclusions de la commission de la SDN, la Pologne accepta le retour des seuls Polonais non juifs ou ukrainiens pouvant apporter la preuve qu'ils étaient partis pour l'Espagne depuis la Pologne et non depuis un État tiers, ce qui excluait 85% des volontaires polonais[534]. La comparaison du nombre de volontaires étrangers des Brigades internationales présents en Catalogne en octobre 1938 et celui des volontaires étrangers effectivement évacués au 14 janvier 1939 nous permet de constater qu'il n'y a pas de contingent national équitablement partagé entre rapatriés et non rapatriés, sauf les Polonais (62% de retenus en Espagne). Les cotoyens Américains, Belges, Britanniques, Canadiens Français, Hollandais et les ressortissants des pays Scandinaves n'ont pas eu de problème de rapatriement, contrairement aux Allemands, Autrichiens, Balkaniques, Cubains, Hongrois, Polonais, Portugais et Tchécoslovaques[535].

---

[531] RGASPI 545.6.479 : *Elenco dei voluntari italian che vengono direttamente dall'Italia*. Août 1937.
[532] OTTANELLI (Fraser M.), « Anti-Fascism and the Shaping of …», *op. cit*., p. 17.
[533] Fait confirmé par les rapports des préfets disponibles dans les centres d'archives départementales visités.
[534] CIECHANOWSKI (Jan Stanislaw), « La participación de ciudadanos polacos y de origen polaco en las Brigadas internacionales. » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano*…, *op. cit.*, p. 119.
[535] RGASPI 495.76.21: *Relación por nacionalidades de las fuerzas que se encuentran en los campos de desmovilización de las Brigadas internacionales en la fecha del 31 de octubre 1938* ; AD66 31 W 273 Dossier Commission militaire internationale : *Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne*. Genève, 15 janvier 1939, p. 10.

Sans surprise, on retrouve la majorité des volontaires n'ayant pas été évacués en janvier 1939 dans le camp d'internement de Gurs (Pyrénées-Atlantiques) au printemps 1939. Nous obtenons alors des indications précieuses parce que quasiment définitives sur les effectifs réels des combattants étrangers sans destination possible dès 1938. À l'exception de la Suisse, du fait de la fermeté de ses dispositions judiciaires contre les volontaires, on retrouve les mêmes effets positifs ou négatifs selon les contingents. L'augmentation considérable des effectifs Lettons est due à l'ajout d'un grand nombre de soviétiques camouflés parmi les Baltes. Une partie des Portugais, Tangérois et Sud-Américains combattants hors des Brigades internationales ont rejoint leurs camarades Internationaux à Gurs. En septembre 1939, 10% environ du total des membres des Brigades internationales venus en Espagne étaient internés en France. Un an après la démobilisation des Brigades internationales à l'automne 1938, un tiers des Internationaux survivants n'avaient pas trouvé de solution pour rentrer eux ou pour trouver un pays d'accueil[536].

Ces inégalités peuvent être également relevées au sein d'un même contingent national, entre volontaires allochtones et autochtones. L'observation comparée des pays de provenance des internés polonais du camp de Gurs en 1939 fait état d'une profonde différence de destin pour les Polonais selon le pays où ils résidaient avant de venir en Espagne.

Par la mise en comparaison des statistiques réalisées par la Commission des Cadres étrangers du CC du PCE concernant les pays de provenance des volontaires Polonais et celles effectuées à Gurs, on relève nettement que les Polonais partis de Belgique, d'Amérique du Nord et d'URSS ont pu rentrer chez eux. Inversement, les Polonais partis d'Amérique du Sud, de Grande-Bretagne et de Hollande ont trouvé porte close en 1939, dans des proportions paradoxalement supérieures à ceux venus d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie, ou même de Pologne. Un tiers seulement des Polonais venus de Palestine, de France et de Tchécoslovaquie ont pu trouver un pays d'accueil[537].

Ces analyses comparées de la situation et des possibilités d'évolution individuelle selon l'appartenance aux groupes nationaux considérés nous amènent directement à interroger les absences des statistiques, c'est-à-dire la part des disparus.

[536] Voir ANNEXE I Document 3-12 : Situations des volontaires de nationalités italienne, allemande, tchécoslovaque et polonaise fin 1939.
[537] Voir ANNEXE I Document 3-13 : *Distribution par origines des Polonais internés en France au camp de Gurs au 28 août 1939 et proportion d'internés polonais par rapport à leurs pays de provenance*.

E. Le problème des absents : la moitié des effectifs a disparu

Il est assurément impossible de parvenir à déterminer exactement le nombre d'étrangers morts en Espagne, faute d'une documentation statistique solide. Cela est d'autant plus valable pour celles et ceux qui se sont engagés dans les milices antifascistes entre l'été 1936 et le printemps 1937. Le seul indice disponible est une estimation crédible, réalisée en interne par les services étrangers de la CNT-FAI fin 1937 ou début 1938 précisant que sur environ 500 miliciens italiens recensés, 5% étaient décédés[538]. Il n'y a aucune raison de ne pas extrapoler cette estimation à l'ensemble des miliciens étrangers des colonnes antifascistes d'Aragon. Pour les Brigades internationales, les sources parcellaires à notre disposition attestent toutes d'un nombre vertigineux de disparus sans toutefois jamais proposer un décompte précis.

1. Les pertes officielles, un difficile décompte et un problème politique

Tous les témoignages directs issus des Brigades internationales sont unanimes sur la dimension colossale des pertes subies lors des premiers engagements. Les rapports internes d'Albacete ne sont pas moins loquaces sur leur caractère terrifiant[539]. Ils font état de pertes équivalant à un tiers des effectifs engagés, avec des sommets à 80% pour certaines compagnies annihilées. Des centaines de recrues fraichement arrivées de l'étranger entre octobre 1936 et mars 1937, trouvèrent immédiatement une mort foudroyante et anonyme dès leur baptême du feu. Le très informé attaché militaire français à Madrid considérait qu'au minimum un tiers des effectifs avait été perdu durant les premiers engagements des Brigades internationales[540]. Les rapports des conseillers soviétiques font état de pertes supérieures encore, peut-être la moitié des effectifs combattants[541].

---

[538] AGGCE PS Barcelona 1335.1: *Actividad italiana en la guerra revolucionaria Española, año 1936 y 1937.* Rapport établi par la section italienne des services étrangers de la CNT FAI. 1937 ou début 1938.

[539] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 20.

[540] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *Renseignement Espagne Source sûre*. 2ème Beau S.R. 1er février 1937. Sans titre, porte les mentions *Secret à ne pas reproduire* et *Ne faire aucune communication de ce document sans entente préalable avec l'État-Major de l'Armée*.

[541] RGVA 33987.3.960 : « Al comisario del pueblo de Defensa de la URSS, Mariscal de la Unión Soviética, Cam. Voroshilov » Du chef du Service de Renseignement de l'Armée Rouge, commandant de corps Uritski. S.l., 3 juin 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit.,* Document 30 , p. 159 ; RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste…, op. cit.,* p. 79 ; 545.1.20 : *Rapport sur les Brigades Internationales du 20 décembre 1936 au 10 janvier 1937*. Par Luigi Longo, 13 janvier 1937 ; 545.1.70 : *Réunion des commissaires politiques du 2 février 1937*.

Contrairement aux Français, de nombreux volontaires anglophones ont fait publier le récit de leur périple espagnol. Nous possédons donc une excellente bibliographie de témoignages directs sur les diverses unités britanniques, y compris à propos de la période opaque de l'automne-hiver 1936. Lorsque le mémorialiste ou le témoin s'est attaché à suivre un petit groupe d'individus en particulier, la démonstration de la rapidité de l'attrition subie par le groupe est patente. Parmi le petit groupe de treize Irlandais venus en Espagne avec le leader nationaliste de gauche Franck Ryan le 14 décembre 1936, six étaient morts et trois autres blessés avant les premiers jours de janvier. La compagnie *English-speaking Machine gun company*, perdit 64 combattants sur 144 durant son premier engagement en décembre 1936. Lorsque la section anglaise du 1er bataillon *Edgar André* fut versée dans le nouveau 16ème bataillon britannique en janvier 1937, elle ne comptait plus que cinq Britanniques indemnes. En octobre 1938, seuls huit Britanniques et Grecs de la compagnie initiale étaient encore en Espagne, en sachant qu'environ 20% seulement des Britanniques furent rapatriés durant le conflit[542].

En 1937, c'est durant la bataille du Jarama que les pertes furent les plus importantes. Les chiffres « officiels » des délégués du Komintern firent état de deux tiers des effectifs engagés perdus et une seconde vague de désertion conduisit de nombreux volontaires vers leurs représentations diplomatiques en Espagne[543]. Presque un tiers des volontaires Anglais venus en Espagne durant la Guerre d'Espagne sont morts sur la Jarama, un quart des volontaires Français[544]. Tous les contingents nationaux furent totalement déstructurés par l'intensité des combats dans la vallée du Jarama : des 64 volontaires cubains identifiés par l'historienne Denise Urcelay Maragnès venus en Espagne avant février 1937, seuls 12 étaient encore en vie après la bataille[545]. À l'été suivant, la Bataille de Brunete engagea 50 000

[542] MONKS (Joe), *With the Reds in Andalusia*, publié et mis en ligne par le John Cornford Poetry Group, Londres, 1985, p. 18 ; 545.3.476 *: Folleto sobre el Batallón Británico preparando por Donalson Alex (no editado) Lopera – Las Rozas (Cordova and Guadarrama Fronts – dec. 1936 to jan. 1937).*Sans date, p. 1 ; *In Spain with the International Brigade. A personal Narrative*. Londres, Burns Oates & Washbourne LTD.1938, p. 13 ; « The first british company (dec. 1936 - Jan. 1937) » par Peter Kerrigan in *The Volunteer for Liberty. Organ of the international brigades*. Vol.1 n°18, 11 octobre 1937, pp. 4-5.

[543] Des 9 000 soldats (étrangers et espagnols) engagés, au moins 4 000 y furent tués ou blessés. RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…, op. cit.*, p. 14 ; 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste…, op. cit.,* pp. 187-188.

[544] PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary…, op. cit.,* p. 139 ; SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine…, op. cit.,* Tableau 15 : « Estimation du nombre de Français tués par périodes et batailles », p. 306.

[545] URCELAY MARAGNÈS (Denise), *Les volontaires Cubains…op. cit.*, p. 136.

combattants républicains dont 13 410 soldats des Brigades internationales. En vingt jours d'affrontements, les républicains perdirent 29 017 soldats dont 3 706 étrangers[546].

Enfin, les Brigades internationales furent pratiquement toutes brisées lors de la grande déroute républicaine en Aragon au printemps 1938[547]. Les pertes atteignirent en avril la moitié des effectifs dans quatre brigades (XIIème, XIIIème, XIVème et 129ème), les XIème et XVème étant quant à elles virtuellement annihilées[548]. Les renforts reçus immédiatement firent illusion sur l'aspect catastrophique de la situation : des milliers de conscrits espagnols furent immédiatement versés dans les deux divisions internationales, en plus de reliquats étrangers récemment arrivés et des disciplinaires[549]. Les nationalistes firent largement connaître l'étendue du désastre subi par les Républicains : 7 754 morts enterrés par leurs troupes, 18 312 prisonniers, dont seulement 187 étrangers[550]. Trois mois plus tard, la bataille de l'Èbre et ses corolaires ajoutèrent au minimum 1 450 blessés et invalides de plus parmi les étrangers, si on se base sur l'augmentation des évacuations sanitaires vers la France entre juillet et septembre 1938[551].

La plupart des volontaires décédés formellement identifiés sont morts à l'hôpital, ceux tombés au front sont morts le plus souvent dans l'anonymat. Les soldats ne portaient pas de plaques d'identification et des témoignages rapportent que les papiers d'identités du décédé étaient mis dans une bouteille placée entre ses jambes lors de son inhumation et donc non versés aux services[552]. De plus, il n'y eut pas de publication officielle de listes de morts :

[546] 764 morts, 592 disparus et 2 350 blessés. SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 3, *op. cit.*, p. 1752 ; RGASPI 545.1.72: *L'Espagne sous le feu fasciste…, op. cit.,* p. 308 ; 495.76.4a : *Informe sobre la acción de la 13 y de la 15 Brigada en la ofensiva del Guadarrama*. Par Luigi Longo, Madrid, 30 juillet 1937, p. 2. En comparant la documentation statistique disponible, il s'avère que ces chiffres ne concernent que les volontaires étrangers des Brigades internationales.

[547] RGASPI 545.2.40 : *Au secrétariat du CC du PCE*. Par Marty. Front de Caspe (Aragon), 19 mars 1938 ; *Notes sur la situation de la 35 et 45e Division et 129 Brigades Internationales pour les jours 25-26-27 mars*. Par Luigi Longo. 28 mars 1938.

[548] RGASPI 495.76.4b : *Nota sobre la misión recibida del Ministerio de Defensa Nacional con fecha 28 enero de 1938.* Marty, 12 abril 1938.

[549] RGASPI 495.76.4b : *Mesures pour renforcer les Brigades internationales.* Sans auteur [Marty]. S.d. [avril 1938] ; 545.6.1043 : *Al comisario de guerra. 5e Cuerpo de Ejército. Informe correspondiente a los días 5 y 6 abril 1938.* Par le commissaire de la division Vittori. 6 avril 1938. ; 545.1.73 : *Indice de informe sobre la actividad de la XII et de la XII Garibaldi.*

[550] Dont 141 Britanniques, 42 Français et 28 Portugais. Ce chiffre ne laisse aucun doute sur le sort funeste subi par les nombreux internationaux capturés. SHD 7 N 2757 : *Le premier secrétaire, chargé des services de l'Ambassade de France en Espagne à Saint Jean de Luz à M. le Ministre des Affaires Étrangères. Statistiques nationaliste des pertes de l'Armée républicaine du 9 au 31 mars*. Saint Jean de Luz, avril 1938.

[551] RGASPI 545.6.54 : Tableaux des convois sanitaires vers la France en 1938 ; 545.6.33 : Lettre d'André Marty au premier ministre Negrín. Barcelone, 13 août 1938.

[552] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Commissariat Spécial de Montauban. Procès-verbal administratif. Déclaration de Jouanet Robert volontaire de retour d'Espagne résidant à Montauban*. Montauban, 8 avril 1937. Ce fut

celles-ci furent pourtant régulièrement demandées par les partis communistes nationaux aux Brigades internationales qui refusèrent pour ne pas ajouter de pessimisme dans un climat déjà bien morose[553].

D'après les déclarations officielles du Sous-secrétariat de l'Armée de Terre et du Ministère de la Défense Nationale de la République Espagnole, le chiffre des morts et disparus parmi les membres des Brigades internationales durant le conflit était estimé à 13 000, étrangers et espagnols confondus[554]. Le PCF et le Komintern estimaient de leur côté le nombre d'étrangers tués et disparus entre 5 000 et 8 000 (dont 2 309 disparus) et à 20 000 le nombre de blessés et mutilés, plus 323 prisonniers en Espagne franquiste en 1939[555]. Au moins un volontaire étranger sur six est donc officiellement mort en Espagne (contre un sur dix pour la totalité des forces armées républicaines)[556]. Malheureusement, les statistiques établies par le Komintern lors de la compilation des archives des Brigades internationales entre 1938 et 1941 ne sont d'aucun secours pour valider cette estimation : les pertes relevées par contingent présentent des disparités qui affectent absolument leur crédibilité[557].

2. Une attrition constante

L'estimation de 17% de morts et disparus constitue probablement un seuil minimum très inférieur à la réalité. André Marty présentait en août 1939 des statistiques de décédés pour quelques contingents situées entre un quart et un tiers des effectifs italiens, français et britanniques ; chiffres validés par les monographies postérieures[558]. Les pertes globales

---

d'ailleurs une aubaine pour la propagande nationaliste qui put exhiber régulièrement divers papiers militaires français ou belges tendant à prouver l'intervention directe de certains pays dont en premier lieu la France.

[553] RGASPI 545.1.11 : Lettre de Minor à Marty. Sans date [1938] ; 545.6.13a : Lettre de Marty au CC du PCF. Barcelone, le 6 octobre 1938.

[554] RGASPI 517.3.27 : *Comité d'Aide aux Volontaires, Combattants, blessés, mutilés, prisonniers, veuves et orphelins de l'Espagne Républicaine. Service de recherches, enquête, informations des volontaires des BI*. Paris, le 13 juillet 1939.

[555] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, pp. 39-40 ; RGASPI 517.3.27 : *Commission de secours aux Volontaires Internationaux prisonniers en Espagne*. 1939 ; RGVA 33987.3.1149 : « Al comisario del pueblo de Defensa de la URSS, Mariscal de la Unión Soviética, Cam. Voroshilov.» De Sverchevsky, 20 novembre 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit.,* Document 75, p. 552. La seule mention des 8 000 morts et disparus apparait dans : « Les brigades internationales » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.21 n°3 Mars 1939, p. 345.

[556] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 4, *op. cit.*, pp. 2913-2914.

[557] Tandis qu'un quart des 228 volontaires Danois recensés seraient morts en Espagne, un volontaire italien ou polonais sur dix seulement aurait subi le même sort…. et aucun Norvégien ou seulement dix-huit Roumains.

[558] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. *Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou*, p. 42.

officielles étaient en effet déjà estimées à un tiers des effectifs durant l'hiver 1936 puis presque deux tiers durant le Jarama, blessés compris[559]. André Marty rapportait en mars 1937 devant le Comité Exécutif du Komintern que seule la moitié des 18 000 volontaires internationaux arrivés en Espagne demeuraient valides[560]. En août 1937, Vital Gayman recensait un total de 45% de pertes, dont 19% de morts et disparus, 8% de déserteurs et 18% d'hospitalisés[561]. Le 1er mai 1938, les proportions étaient officiellement de 41% de pertes, dont 15% de morts et 19% de rapatriés, sans compter les disparus ni les hospitalisés[562]. En décembre 1937, le service du personnel Franco-belge avait recensé 2 140 morts et disparus parmi les 7 000 volontaires identifiés, dont seuls 3 225 demeuraient encore en Espagne à cette date[563]. Ce résultat est confirmé par les travaux de Rémi Skoutelsky qui relève un taux de décès de 23 à 25% parmi les Français[564]. Cela recoupe parfaitement les observations effectuées par les différentes monographies sur la plupart des contingents nationaux tels qu'ils furent présentés lors du colloque de Lausanne en 1997 : entre 21 et 29% pour l'Europe Occidentale et Amérique du Nord, davantage pour certains contingents : 39% pour la Hongrie, 50% pour la Yougoslavie et le Canada[565]. Les monographies concernant les volontaires étasuniens s'accordent sur le fait qu'un tiers d'entre eux est mort en Espagne[566].

Le nombre de blessés confirme la forte attrition que subirent les Brigades internationales tout au long de leur existence. Sur huit mois seulement, entre janvier et août 1937, on relève 10 812 étrangers hospitalisés, dont 29% de Français et 7 171 espagnols, soit une moyenne de 2 250 blessés mensuels en 1937 puis autour de 3 000 début 1938[567]. En décembre 1937, deux blessés sur trois sortis de l'hôpital étaient déclarés inaptes au service

[559] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937). Rapport d'André Marty pour l'ECCI.* 4 mars 1937, p. 12.
[560] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 17.
[561] RGASPI 545.2.55 : *État des effectifs des Brigades internationales jusqu'au 30 juillet 1937*. Par Vital Gayman. 9 août 1937.
[562] RGASPI 545.3.15: *Voluntarios Extranjeros de las BI* 1-5-1938 ; RGASPI 545.2.35 : *Efectivo del 31-III-38 de los camaradas Internacionales en las diversas Unid*[ades] in *Informe,* S.d. [Marty, mai 1938], p. 13.
[563] RGASPI 545.6.1042 : *Base des BI-EM Service du personnel section Franco-Belge*. *Effectifs*. Albacete le 23 décembre [1937].
[564] SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine…*, *op. cit.*, p. 304.
[565] ULMI (Nicola), « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse »,*op. cit.*, pp. 267-287.
[566] BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives…», *op. cit*., pp. 7 et 126 ; AHPA BI 63241 Dossier Adolf Vodicka - *American volunteers in the Spanish War*. Travaux d'Adolph Ross, sur le nombre de volontaires américains en Espagne.
[567] RGASPI 545.2.108 : *Statistik über die durch die Teilnahme an den Kämpfen in Spanien verwundeten und erkrankten Kameraden der Internationalen Brigaden.* Albacete, 25 août 1937 ; 545.1.21 : Tableau des blessés et des malades des Brigades Internationales par nationalités du 20 août 1937 au 15 janvier 1938. 1 février 1938 ; 545.3.21 : *Estado nominativo de los voluntarios de las Brigadas internacionales hospitalizados* [février – mars 1938].

armé[568]. L'amplitude proposée notamment par Michael Jackson de 45 à 50% de pertes dont 20% à 25% de morts et disparus semble parfaitement acceptable[569].

3. Le spectre des absents

En septembre 1938, le Comité International d'Aide au Peuple Espagnol et la CSI signalaient avoir évacué d'Espagne 7 000 Internationaux, probablement depuis le mois de mai 1937 et avant la démobilisation des Brigades internationales[570]. Le chiffre correspond effectivement aux différentes statistiques des évacuations sanitaires par trains vers la France et à celles de la commission de réforme des Brigades internationales[571]. Cela porte le nombre de vétérans survivants en 1939 à environ 17 000, soit près de la moitié des effectifs totaux tels que déterminés par les statistiques des Brigades internationales. Où sont les absents ? Quel fut leur sort ?

L'administration d'Albacete fut tout à fait consciente du problème arithmétique de la disparition d'une part considérable des effectifs. En avril 1938, Wilhelm Zaisser constatait laconiquement dans un rapport un « trou » de 5 740 (en fait 5 355) étrangers absents, qu'il estimait en partie dû aux rapatriés non enregistrés (soit seulement 400 à 500) et les autres comme des morts et disparus non homologués[572]. À partir de ses conclusions, reprises par André Marty, il est possible de dresser un état des lieux instructif des situations des membres des brigades internationales présents et passés au 30 avril 1938[573].

La somme des volontaires étrangers effectivement présents en mai 1938, au front ou à l'arrière, ne représentait donc que 58% du nombre total des étrangers membres des Brigades internationales depuis octobre 1936, selon les estimations officielles de ces dernières. En

[568] RGASPI 545.2.34 : Statistiques des Brigades internationales présentes dans un courrier de Belov au Ministère de la Défense National. Albacete, 3 décembre 1937.
[569] JACKSON (Michael), *Fallen Sparrows…*, *op. cit.*., p. 106. Malheureusement, les études diachroniques des pertes par contingents manquent dans les monographies, à l'exception de celle, fort instructive, présente dans la thèse de Rémi Skoutelsky. SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine…*, *op. cit.,* Tableau 15. *Estimation du nombre de Français tué par périodes et bataille*, p. 306.
[570] « Compte Rendu du CE du 17 septembre 1938 » in *Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. Circulaire d'information* n°9. Octobre 1938, pp. 5-6.
[571] RGASPI 545.6.54 : Tableaux des convois sanitaires vers la France en 1938 ; 545.2.290 : *Relación de los combatientes de las Brigadas Internacionales que han regresado al extranjero hasta el primero de agosto de 1938 autorizados por el ministerio de Def. Nacional.* S.d. [août 1938].
[572] RGASPI 545.3.15: *Voluntarios Extranjeros de las BI 1-5-1938* ; 545.2.35 : *Efectivo del 31-III-38 de los camaradas Internacionales en las diversas Unid*[ades] et tableau intitulé *Hasta el 30 de Abril 1938* in *Informe* S.d. [mai 1938], pp. 12-13.
[573] Voir ANNEXE I Document 3-15 : *Évaluation comparative des effectifs attendus et effectivement présents des Brigades internationales sur six dates*.

outre, la soustraction à ce nombre des rapatriés, des morts et des disparus recensés, soit 31% aurait dû annoncer un total de 69% d'absents. Les services d'Albacete ignoraient donc le sort d'un tiers des effectifs totaux de volontaires étrangers venus entre octobre 1936 et avril 1938, soit environ 9 000 individus. Or, les proportions des « absents » varient considérablement entre les nationalités : 61 % des Balkaniques ont disparu, presque autant chez les Baltes, la moitié des Hollandais, etc. Incontestablement, certains d'entre eux ont pu se retrouver classés parmi les « nationalités douteuses » mais les proportions demeurent[574]. Les pertes annoncées sont donc tout à fait sous-estimées, qu'il s'agisse de morts, de disparus ou de déserteurs.

Ce panorama des absents permet de mettre en lumière des aspects infraliminaux du corpus comme les disparités et inégalités dans la distribution des fonctions et des risques encourus des volontaires étrangers. Un volontaire belge, son camarade polonais venu de Pologne et un troisième Allemand venu de France présentaient tous trois d'immenses différences dans leur statut apparemment commun de volontaire des Brigades internationales. Ces fragilités juridiques ont déterminé leur destin et donc leur situation en Espagne et leur capacité à s'en extraire. Cette gigantesque remue d'hommes qui achemina vers l'Espagne républicaine plus de 40 000 étrangers fut caractérisée en effet par une grande volatilité des effectifs, le plus souvent pour des raisons dramatiques, la mort ou la disparition au front, et, partant, par l'existence d'un fort *turn over* lisible quoique difficile à quantifier exactement.

Enfin, ces mesures statistiques ne couvrent pas l'ensemble des absents. Les volontaires parvenus en Espagne ne forment que la part visible du mouvement migratoire dont l'autre part rassemble ceux qui, pour des motifs divers n'ont pas pu, les hésitants dissuadés, les interceptés, refoulés, ou morts en cours de route sur les sentiers de montagne ou dans les soutes d'un navire torpillé et naturellement ceux recalés par les diverses commissions de réforme. Autant de raisons de ne pas considérer l'intensité du phénomène uniquement d'après les statistiques disponibles des présents.

Conclusion

À l'issue de cette typologie statistique, nous disposons désormais d'un panorama dynamique du phénomène étudié. Le volontariat international combattant en faveur de

[574] Voir ANNEXE I Document 3-14 : *Évaluation comparative des effectifs attendus et effectivement présents des Brigades internationales sur six dates* et Document 3-15 : *Situation des membres des brigades internationales présents et passés au 30 avril 1938 et détermination de la part des absents.*

l'Espagne républicaine se caractérise comme un phénomène transnational, court dans le temps, épais dans ses effectifs, particulièrement concentré dans sa chronologie et très dépendant de mécanisme d'incitation et de suggestion. Son espace géographique et culturel est presqu'entièrement circonscrit au champ européen, en y associant la part européenne de l'Union Soviétique. La France métropolitaine, l'Afrique française du Nord et la Belgique constituèrent la matrice initiale du phénomène, qui s'est étendu ensuite par aspiration aux démocraties voisines, sans toutefois jamais atteindre l'intensité observée dans son espace matriciel, puis à l'Europe Centrale et balkanique. Sa périphérie parvint ensuite, à partir de 1937, à l'espace américain et à l'Europe scandinave.

Son essoufflement rapide fut artificiellement interrompu par l'irruption d'un second recrutement à l'étendue cette fois essentiellement circonscrite dans l'espace européen. Considérée sur l'ensemble de la période, la spontanéité du phénomène paraît avoir été également favorisée par des interventions extérieures. La mondialisation apparente du phénomène transnational est cependant moins due aux effectifs de volontaires en soi qu'à la capacité du phénomène à se présenter comme mondial et à sa communication politique réellement internationale.

Chapitre 4. Du technicien au fantassin, ou l'ambition d'un volontariat spécialisé transmué en volontariat de masse

Contrairement aux requêtes des antifascistes espagnols qui attendaient de l'étranger non des renforts numéraires mais des armes, du matériel et accessoirement des techniciens, les promoteurs des formations internationales justifièrent leurs activités et leur présence en Espagne par l'importation de compétences militaires induites dans un volontariat de sympathie. Les volontaires étrangers devaient donc être en majorité à la fois *formés* et *expérimentés* au combat. Les rapports des militaires et officiers de police chargés d'interroger les volontaires français revenus d'Espagne se ressemblent pourtant tous quant aux portraits-types qu'ils dégagèrent des vétérans. En juillet 1937, un officier français introduisait ainsi un rapport à sa hiérarchie : « Ce sont tous des combattants de toute première ligne et tous des fantassins[575]». Quelques mois auparavant, on parlait pourtant encore d'eux comme des « techniciens », « spécialistes » ou vétérans étrangers venus spontanément en Espagne ou bien recrutés pour former ou renforcer les différentes formations internationales. La massification exponentielle du volontariat, encouragée depuis l'étranger, a changé radicalement le postulat initial en substituant à la qualité la quantité.

A. Un volontariat originellement destiné à importer en Espagne des compétences et des spécialités depuis l'étranger

D'une manière générale, la bibliographie consacrée à la guerre d'Espagne tient pour acquis le fait que les Républicains espagnols n'avaient quasiment aucune expérience militaire. Cette assertion revient à considérer qu'il n'existait pas en Espagne de système de conscription, ce que soutiennent ou sous-entendent d'ailleurs certains auteurs. Dans sa monographie consacrée aux Brigades internationales, Delperrié de Bayac résume parfaitement le point de vue standard : « [La République] a les milices, c'est-à-dire des masses d'hommes souvent très courageux mais presque sans armes, sans connaissances militaires, sans

[575] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : *Compte-rendu du Capitaine Bonnefons de la PM et ICR. Interrogatoires des miliciens français rapatriés d'Espagne (Séance du dimanche 18 juillet 1937)*. Marseille, le 23 juillet 1937.

expérience du combat[576] ». La plupart des auteurs reprennent cette antienne, totalement issue des représentations contemporaines de la propagande pro-républicaine étrangère. Les historiens reconnaissant l'existence du service militaire obligatoire en Espagne ne sont guère plus cléments. Hugh Thomas précise que les conscrits espagnols étaient pour la majorité en permission «spéciale » pour les moissons, « quand ce n'était pas durant le restant de leur temps de service national»[577] . Michael Alper précise quant à lui qu'avec un service très réduit, les exemptions, les insoumis et les recalés, les Espagnols arrivèrent particulièrement novices dans les combats de la guerre civile[578]. On pourrait objecter que cela concernait donc logiquement l'ensemble des requis et réservistes des deux camps en belligérance.

L'Espagne disposait bien d'un service national obligatoire qui concernait tous les sujets masculins espagnols à partir de vingt ans. Depuis 1930, le service militaire était d'une durée d'un an, la Seconde République n'ayant pu modifier cette réglementation. En outre, la loi de 1912 avait supprimé la plupart des nombreuses exemptions. Dans sa thèse portant sur le service militaire dans la région de Lérida, Fidel Molina Luque constate qu'en 1920 64,5% des appelés avaient accompli leur service[579]. Les chiffres manquent à propos des années trente, mais l'auteur constate une amélioration globale des levées. Si l'on se fonde sur les statistiques de Molina Luque, au moins les deux tiers des espagnols ont donc fait leur service militaire, une proportion comparable à la situation Française[580]. S'il faut sûrement relativiser le niveau technique des conscrits espagnols, il n'y eut pas à proprement parler de découverte totale du maniement des armes ou des activités militaires. Seule la qualité de l'instruction, notion fortement relative entre les pays, constitue un élément différentiel important quoique subjectif.

La formule lapidaire mais éloquente « d'amateurs » affrontant des « professionnels » de Delperrié de Bayac demeure néanmoins exacte, surtout à propos des combats menés contre

[576] DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales…*, *op. cit.*, pp. 36-37.
[577] THOMAS (Hugh), *La guerre d'Espagne…*, *op. cit.*, p. 257.
[578] ALPERT (Michael), *El Ejército Popular…*,*op. cit.*, p. 4.
[579] MOLINA LUQUE (J. Fidel), « Quintas y servicio militar: Aspectos sociológicos y antropológicos de la conscripción (Lleida, 1878-1960) », Université de Lleida. Thèse dirigée par Xavier Roigé i Ventura. 1996, p. 59. Tableau 5.
[580] En effet, la loi du 31 mars 1928 abaissait à un an le service militaire, assorti toutefois du maintien d'une classe de disponibles sous les drapeaux durant une année supplémentaire en 1935. Selon l'étude de Philippe Boulanger consacrée à la conscription en France entre 1914 et 1923, 63,4% des inscrits de 1922 furent jugés aptes et envoyés au service armé CREPIN (Annie), *Histoire de la conscription*. Paris, Gallimard, coll. « folio histoire ». 2009, p. 346 ; BOULANGER (Philippe), *La France devant la conscription (1914-1923),* Paris, CFHM-ISC Economica, 2001, p. 345.

l'armée d'Afrique remontant vers Madrid[581]. D'autre part, la Catalogne et le Levant ne furent pas sujets à une « levée en masse » parmi la population malgré leur forte démographie et contrairement à Madrid et à la zone asturo-basque ; les capacités de mobilisation étaient puissantes en 1936 et les ressources humaines loin d'être épuisées[582].

À défaut de l'armement attendu, unique importation espérée par le gouvernement et les organisations ouvrières espagnoles, l'étranger pouvait au moins fournir des spécialistes et des cadres. Certains « spécialistes » se présentaient d'ailleurs spontanément, tandis que d'autres étaient envoyés ou recommandés, y compris par les ambassades d'Espagne, compensation à demi-consciente de l'impotence de l'étranger. Les ressources semblaient en tout cas pouvoir combler largement les besoins.

1. La recherche et l'importation de spécialistes étrangers vers l'Espagne

Dès l'échec du pronunciamiento militaire en Espagne et sa transformation en guerre civile fin juillet 1936, le PCE fit connaître au Komintern et aux délégués du PCF envoyés auprès de lui ses besoins urgents en experts militaires pour encadrer ses propres milices. À Paris, la sous-section hispanophone de la MOI relaya la demande auprès du CC du PCF et reçu l'autorisation de Thorez pour prospecter en interne auprès des militants communistes disposant des qualifications requises et prêts à se rendre en Espagne[583]. Les organisations révolutionnaires et antifascistes de France, Belgique et Suisse en contact avec les anarchistes espagnols ou les communistes non-staliniens du POUM précédèrent souvent les partis communistes dans cette démarche et envoyèrent en Espagne certains de leurs membres compétents et motivés. Les trois organisations antifascistes espagnoles qui s'ouvrirent aux volontaires internationaux (CNT-FAI, PCE-PSUC et POUM) disposèrent rapidement d'instructeurs étrangers dans leurs casernes respectives de Barcelone, Bilbao et Madrid.

Dans les rapports de la police française et des Renseignements Généraux, principales sources en la matière, il existe très peu de traces d'appels publics pour le recrutement explicite de spécialistes et donc de volontaires pour l'Espagne durant l'été 1936. Il semble que ces appels furent plus le fait d'individus exprimant leur opinion personnelle plutôt que de directives précises. Le 30 juillet 1936, lors du grand meeting tenu salle Wagram, André

[581] DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales*, *op. cit.*, pp. 36-37.
[582] ALPERT (Michael), *El Ejército Popular…*, *op. cit.*, p. 65 ; SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 1, *op. cit.*, p. 441.
[583] CERETTI (Giulio), *À l'ombre des deux T…*, *op. cit*., p. 166.

Malraux fut ainsi le seul orateur à parler explicitement des besoins des Espagnols en spécialistes et partant, d'une possibilité concrète de se rendre en Espagne pour prêter main-forte aux Républicains : « Par exemple les Espagnols ont besoin de chauffeurs d'auto, ont besoin d'instructeurs pour les différentes branches de leur défense, des médecins, des ingénieurs »[584]. À Marseille, en août 1936 et devant deux mille auditeurs réunis, un orateur exprimait le souhait que « la France » envoie en Espagne « des pilotes civils, des techniciens, des armes et de l'argent[585]». On pouvait donc aider les Espagnols en proposant de placer ses compétences au service de la cause.

Les engagements contractuels individuels sur une base technique ou de spécialité formèrent tout au long du conflit un volontariat marginal et rapidement circonscrit. Après avoir proposé leur service et décliné leurs qualités et motivations dans un consulat espagnol, les techniciens et spécialistes étrangers engagés sous contrat étaient dirigés vers Madrid auprès du Ministère de la Guerre[586]. La majeure partie d'entre eux étaient des techniciens militaires professionnels, des spécialistes des industries d'armement, des pilotes d'avions et un certain nombre d'officiers de carrière engagés sur la base de contrats mercenaires[587]. Dès le 5 août 1936, la police française identifiait le recrutement en cours de pilotes et mécaniciens, particulièrement dans les aérodromes du sud-ouest[588]. La nouvelle du recrutement par les Républicains espagnols de divers spécialistes militaires et industriels fut rapidement connue dans les milieux favorables à la République. La CGT et le PCF furent sollicités pour faciliter ces opérations et les lieux de concentration d'enregistrement des volontaires spontanés et des spécialistes sous contrat convergèrent rapidement au point de se confondre[589].

---

[584] « Le grandiose et enthousiaste meeting de Wagram » in *L'Humanité* du 31 juillet 1936, p. 1.

[585] AD 13 1 M 834 : Partis et mouvements politiques PS (SFIO), PSC, PRS, JEUNES, etc. 1930-1940*: AS d'une conférence tenue par Nocher au Racati*. Marseille, 18 août 1936.

[586] Le (futur) général français Jean Vincent, alors lieutenant-colonel au Maroc, a laissé dans ses mémoires inachevées et inédites une intéressante description des modalités qu'il suivit pour pouvoir proposer ses services à l'Espagne Républicaine. Archives privées de Rémi Skoutelsky. Général Jean Vincent. *Servir la France. Souvenirs de la guerre d'Espagne 1936-1939*. Manuscrit inachevé, 12 pages. Par contre, la carrière du leader socialiste autrichien Julius Deutsch, général-inspecteur en Espagne, est une exception avant tout due à sa qualité de secrétaire de l'IOS et à sa réputation d'orgnaisateur du *Schutzbund*.

[587] Néanmoins ces officiers ne pouvaient ignorer que ce faisant ils se plaçaient dans une situation hautement répréhensible vis-à-vis de leur pays, ce qui explique en partie le très faible nombre d'officiers d'active ou de réserve partis spontanément et individuellement. Signalons tout de même que ce fut également pour les états-majors étrangers un excellent moyen de placer un officier des renseignements militaires dans une position d'observateur-participant, ce dont le Deuxième bureau français ne se priva pas de faire.

[588] APP BA 1663 : Le Ministre de l'Intérieur à messieurs les préfets, DGSN, DPTE, Police de l'Air et de la TSF. En communication à M. les Commissaires Spéciaux, Chefs de Secteurs et S/s de Police Aérienne et des Aéroports. Secret. Paris, 5 août 1936.

[589] APP BA 1663 Révolution espagnole – correspondance 1ère partie (1er sept 36 – 31 août 37): Le DRPJ à Monsieur le Préfet de Police. *A.S. du recrutement de pilotes civils pour l'Espagne*. Paris le 20 octobre 1936.

La République accepta des offres reçues de la part de militaires professionnels jusqu'à la fin de l'été 1937[590]. Cependant, dès le mois de mars 1937, les engagements mercenaires décrurent brutalement, remplacés par le flot des postulants au volontariat et par la présence des spécialistes soviétiques. Les contrats existants furent pour la plupart révisés ou annulés[591]. L'assurance-vie et la solde mirobolante disparurent des nouveaux contrats signés[592]. Cette liquidation des contrats mercenaires ne concerna cependant pas la zone Nord qui continua à recruter des techniciens étrangers[593].

La première cause de la relégation puis de la liquidation des contrats de spécialistes fut évidemment leur coût excessif mais le recrutement à grande échelle de volontaires à l'étranger pour les Brigades internationales eut pour conséquence de confondre les vocations. Spécifiquement recherchés par les recruteurs, les étrangers disposant d'une formation ou d'une expérience militaire se mêlaient aux postulants au volontariat vers les Brigades internationales.

2. Formation et expérience militaires préalables des volontaires étrangers

Les Brigades internationales justifièrent immédiatement leur naissance par le fait de rassembler un personnel de haut niveau technique, motivé et disposant de l'expérience militaire faisant défaut aux combattants républicains espagnols. Peu de temps après leur création, certains cadres internationaux envisagèrent une révision drastique du projet initial, du fait des pertes colossales subies. André Marty s'y opposa catégoriquement en rappelant la raison d'être des Brigades internationales :

> Je vous rappelle qu'elles ont été constituées par des hommes, soldats de métiers ou soldats qualifiés, dans le but de servir de modèle à nos camarades espagnols qui, depuis 60 ans n'ont pas eu l'occasion de subir de grandes guerres. Donc, d'apprendre le maniement des armes et des grandes unités[594].

[590] AGMA ZR Brigadas internacionales - Base de Albacete C. 1092 Cp.5 D.1 : *Contracto de* [signature illisible]. Valence, 20 août 1937.
[591] SHD 7 N 2755 : Le Lieutenant-Colonel Morel AM auprès de l'Ambassade de France en Espagne à Monsieur le Ministre de la Défense nationale et de la Guerre. *Objet : Au sujet des volontaires français en Espagne.* Valence le 12 avril 1937 ; GISCLON (Jean), *La Désillusion…, op. cit.*, p. 259.
[592] RGASPI 545.2.122 : *Negociado de Extranjeros- Subsecretaria de Aviación. Relación de personal extranjero que actualmente presta sus servicios en las Fuerzas Aeras con fecha y observaciones de cada uno de ellos*. Valence, 24 septembre de 1937.
[593] LAUREAU (Patrick), « Les pilotes mercenaires pendant la guerre civile : Problèmes, légendes et réalités » in *Mélanges de la Casa de Velázquez*. Tome 22, 1986, p. 467.
[594] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*.

Les trois profils ici évoqués (le professionnel, le réserviste et l'ancien combattant) permettent de dessiner le stéréotype du volontaire étranger attendu par les Brigades internationales. Mais cela est particulièrement subjectif et dépend dans une large mesure des nationalités considérées et donc de la culture de guerre du pays de citoyenneté du volontaire. Il faut donc s'interroger sur la réalité concrète de l'expérience militaire qu'apportèrent en Espagne ces volontaires étrangers issus de cultures militaires bien différentes.

L'attention de l'administration des Brigades internationales comme des milices se porta en effet davantage sur le profil politique et social des volontaires. De ce fait, les indications sur leur formation militaire, leur expérience de la guerre ou leur éventuelle spécialisation civile transposable dans le domaine militaire sont vagues ou absentes. Étonnamment, on ne s'était pas particulièrement intéressés à cet aspect, à la militarisation des individus. L'observation des seize nationalités ou groupes de nationalités ayant fourni le plus de volontaires en Espagne permet de constater que 64% des individus possédaient la citoyenneté d'un pays appliquant un service militaire obligatoire entre 1920 et 1936 (Groupe A) contre 22% issus de pays dépourvus d'un programme obligatoire de formation militaire avant 1936 (Groupe B).

Tableau 4-a : Distributions des effectifs de volontaires étrangers suivant les régimes de conscription du pays dont ils ont la nationalité, selon les critères des Brigades internationales[595].

Groupe A : Effectifs possédant la citoyenneté de pays appliquant un service militaire obligatoire entre 1920 et 1936	
Français	8 962
Polonais	3 117
Italiens	3 002
Belges	1 722
Tchécoslovaques	1 066
Baltes	892
Scandinaves	799
Hollandais	628
Suisses	408
Total	***20 596*** (64% de l'effectif total)

Groupe B : Effectifs possédant la citoyenneté de pays n'appliquant pas un service militaire avant 1936 (exclu)	
Américains	2 141
Allemands	2 117
Anglais	1 825
Hongrois	528
Canadiens	512
Total	***7 123*** (22%)
Cas particuliers et ensembles mixtes	
Balkaniques	2 095
Divers	1 256
Autrichiens	878
Total	***4 429*** (13%)

Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937. Annexe 43. *Aux commissaires politiques des XIe et XIIe Brigade et de la Base*. Par Marty. Albacete, 27 novembre 1936, p. 3.

[595] Le tableau considère les régimes de service militaire des États jusqu'en 1936 (exclu). La base statistique utilisée est celle des effectifs officiels des Brigades internationales. Le groupe *Balkanique* est partagé entre pays appliquant un régime de conscription obligatoire (Grèce, Roumanie et Yougoslavie) et sans (Albanie et Bulgarie jusqu'en 1936). Le groupe *Divers* n'est pas exploitable. Le service militaire obligatoire fut rétabli en Autriche à partir du 1er avril 1935, ce qui ne permet pas de placer formellement le pays dans l'une des catégories.

Cependant, le rapport de proportion des volontaires des Groupes A et B fut probablement plus équilibré que ce que la distribution par nationalités semble suggérer. En effet, parmi les nationalités assimilées aux pays disposant d'un service militaire, on trouve la présence de contingents majoritairement allochtones dont beaucoup n'avaient pas accompli de ce fait leur service militaire, comme les Polonais et les Italiens[596].

L'historiographie consacrée aux contingents de volontaires issus des trois principaux pays considérés dans le Groupe B (Grande-Bretagne, États-Unis et Canada) donne de manière attendue des chiffres peu élevés de volontaires disposant effectivement d'une formation militaire. Richard Baxel signale que moins de la moitié du contingent venu de Grande Bretagne avait une expérience militaire[597]. Selon Peter Caroll, seuls un tiers des volontaires résidant aux États-Unis avaient une formation militaire (dont 3% d'anciens combattants)[598]. Michael Petrou compte seulement 13% de volontaires canadiens revendiquant une connaissance des armes, dont aucun militaire de carrière[599].

Le Groupe A rassemble quant à lui des situations contrastées qui invitent à la nuance. À partir du corpus très détaillé des volontaires venus de Suisse, Nicola Ulmi affirme que les deux tiers avaient effectué leurs obligations militaires[600]. Inversement, l'administration des Brigades internationales a établi que sur 314 volontaires Suédois recensés, moins d'un tiers (27%) affirmaient avoir reçu une formation militaire[601]. Un rapport issu du Parti Communiste de Hollande sur les volontaires néerlandais précise qu'aucun n'avait reçu de formation de ce type[602].

Nous ne disposons malheureusement pas d'études statistiques globales pour les Belges et les Français mais quelques documents donnent de précieuses indications. Ainsi, une série de rapports issus du 15ème bataillon international franco-belge *Six février* détaillent le niveau

[596] La Pologne exempta ses émigrés de leurs obligations militaires jusqu'en 1936. PONTY (Janine), *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, p. 348.
[597] BAXEL (Richard), « El Batallón Británico de la XV[a] Brigada Internacional» in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, p. 168.
[598] CARROLL (Peter N.), *The Odyssey of Abraham Lincoln Brigade. Americans in the Spanish Civil War*, Stanford, Stanford University Press, 1994, p. 65.
[599] PETROU (Michael), *Renegades*…, *op. cit.,* p. 20.
[600] ULMI (Nicola), « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse » …*op. cit.*, p. 281.
[601] RGASPI 545.6.1504 : *Statistik der Schwedischen Freiwilligen.* S. d., p. 6.
[602]Ce qui n'est pas tout à fait exact puisqu'un service militaire de six mois était alors en vigueur aux Pays-Bas. RGASPI 545.6.399 *An dem Vertrerer des EKKIs - Valencia*. Par Jan, 24 décembre 1937.

d'instruction militaire de ses membres[603]. Étrillé au printemps 1937, il ne comptait plus au 1er juin 1937 que 224 Français et Belges et quelques espagnols immigrés. 80% d'entre eux étaient des réservistes. Parmi les 37 cadres, 30 disposaient d'une formation militaire dont seulement deux comme officiers. Seuls 38 soldats n'avaient aucune expérience déclarée, soit une proportion normale pour un bataillon majoritairement composé de Français et de Belges astreints au service militaire. Élément notable, on trouve parmi les fantassins 43 officiers et sous-officiers réservistes, ce qui tend à prouver l'absence d'une réciprocité systématique entre le grade obtenu dans l'armée d'active ou de réserve et celui reçu en Espagne. Cependant, ce sondage ne concerne qu'un bataillon et exclut de fait les franco-belges versés dans les services, l'artillerie ou les services sanitaires.

L'analyse d'un échantillon de 775 étrangers de diverses nationalités engagés dans des unités miliciennes confédérales entre août 1936 et avril 1937 nous offre un panorama plus instructif[604]. Parmi ces derniers, 36% (278) miliciens étrangers ont déclaré n'avoir aucune expérience des armes tandis que 64% (497) restant ont précisé une formation militaire ou paramilitaire[605]. Après croisement des diverses informations disponibles, il semble réaliste d'envisager que moins des deux tiers des volontaires issus des pays du Groupe A avaient effectivement reçu une *formation militaire* préalable, de qualité et d'intensité variable, contre moins d'un tiers des volontaires issus du Groupe B. Il est beaucoup plus malaisé d'estimer l'*expérience militaire* des étrangers suivant les deux groupes.

En effet, peu de postulants ont déclaré au moment de leur enrôlement être anciens combattants, ce fut par exemple le cas de moins de 10% des Italiens partis de France à l'automne 1936[606]. Ce fait est confirmé par une observation similaire de Michael Alpert réalisée à partir des travaux de Rémi Skoutelsky et Richard Baxell sur le nombre d'anciens combattants potentiels selon les moyennes d'âge des volontaires[607]. Selon cet auteur, seule une minorité avait éventuellement pu être soldat durant la Grande guerre. Sur un échantillon de 3 910 volontaires français, Rémi Skoutelsky ne recensait en effet qu'une centaine de

[603] RGASPI 545.3.494 : *Bataillon Franco-Belge de la XVème Brigade. Caractéristiques des officiers et cadres du 15ème Bataillon. 30 mai 1937* ; *15ème bataillon de la XVème Brigade Franco-Belge. Cadres des compagnies*. S. d.
[604] Échantillon constitué à partir de fiches individuelles dressées par la Section étrangère de langue Italienne du Comité régional de la CNT de Catalogne (*Casa International de Voluntarios*). Elles ont été établies à partir d'août 1936 et entretenues jusqu'en avril 1937. Sur les 1 200 miliciens étrangers fichés, 425 n'ont fait aucune mention sur leur connaissance ou expérience militaire. Il faut donc largement pondérer ce partage entre volontaires qualifiés et non qualifiés. AGGCE Barcelona PS 454- 455 ; Madrid PS 321 (1) et (2) ; 485.2 ; 486.2-4-6-7, 487.2-4-6-7, 488.2-4.
[605] Parmi les 278 sans expérience militaire figurent 46 volontaires de moins de 21 ans.
[606] Selon l'étude des mentions présentes dans les listes présentes dans le dossier RGASPI 545.6.476
[607] ALPERT (Michael), *El Ejército Popular…,op. cit.*, p. 249.

vétérans dont un quart ayant combattu durant la guerre du Rif (1921-1926)[608]. Les résultats ne sont guère plus probants pour les conflits de l'entre-deux-guerres. Le Komintern exigea que les vétérans de la guerre russo-polonaise (février 1919 - mars 1920) fussent interrogés à ce propos. Ainsi, dans un corpus de 205 recrues polonaises destinées au bataillon *Palafox* en février 1938, 41% signalaient avoir reçu une formation militaire dont 3% comme vétérans de la Grande guerre et 5% de la guerre russo-polonaise[609]. Inversement, 4,41% seulement des volontaires Autrichiens étaient vétérans du premier conflit mondial tandis que 67,43% d'entre eux avaient fait partie des milices du *Schutzbund* et reçu de ce fait une formation paramilitaire[610].

Il se pourrait que dans les milices d'Aragon, et par conséquent parmi les premiers volontaires étrangers, le nombre d'anciens combattants ait été beaucoup plus important. C'est en effet ce que semble suggérer un certain nombre d'indices et de témoignages malheureusement imprécis. Enrico Acciai relève dans la *Sezione Italiana* de la colonne *Ascaso* un nombre relativement important d'anciens combattants[611]. Cet indicateur qualitatif est ici cependant en pleine conformité avec les intentions des promoteurs de cette unité italienne de ne réunir que des volontaires disposant d'une certaine expérience.

Malgré une attention initiale similaire portée sur les qualités des postulants, les Brigades internationales ne furent en aucun cas cette élite stéréotypée dont elles se revendiquèrent à l'origine, en prétendant rassembler des volontaires pour la plupart militaires professionnels ou réservistes et des anciens combattants. Ce constat fut d'ailleurs immédiatement exprimé et regretté par ses promoteurs.

3. L'absence des compétences attendues

Tandis que la première brigade formée comprenait une proportion relativement élevée de volontaires compétents, la direction d'Albacete dut reconnaître que cela n'était plus le cas dès la seconde[612]. Le 27 octobre 1936, André Marty envoyait un courrier au PCF à Paris se

[608] SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine…, op. cit.,* pp. 201-202.
[609] Dont 2 seulement dans les rangs de « l'armée rouge Polonaise ». 7 autres avaient combattu durant la Grande guerre RGASPI 545.3.265 : *Batallón Palafox*. Sans date. [Février 1938].
[610] RGASPI 545.6.71 : Extraits non titrés du rapport de la Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE à propos des volontaires autrichiens en Espagne républicaine (1936-1938) (version allemande). *Militarischer vorbildung*, p. 19.
[611] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo …*, *op. cit*., p. 258.
[612] RGASPI 545.2.33 : Rapport *sommaire sur la base des Brigades internationales (13 octobre 1936 – 1er août*

plaignant de l'absence de qualification des volontaires nouvellement arrivés. Sur les 515 derniers volontaires reçus, 42% n'avaient pas fait leur service militaire et figuraient parmi eux des réformés et des malades. Les instructions étaient alors soulignées :

> Je vous rappelle que vous ne devez envoyer que des ex-militaires et si possible les plus qualifiés. L'envoi d'hommes qui n'ont aucune instruction militaire est absolument inutile. Il est dangereux parce qu'il affaiblit sensiblement la force militaire de l'unité en constitution. [...] Les seuls n'ayant pas fait le service militaire qui peuvent être envoyés ne doivent être que des spécialistes (aviateurs, mécaniciens, etc.)[613].

Ce constat est parfaitement valable pour l'ensemble des unités. Peu de temps après la constitution du bataillon *Garibaldi* en octobre 1936, les cadres s'aperçurent que la plupart des volontaires Italiens ne connaissaient en fait pas ou mal le fonctionnement des mitrailleuses, contrairement à leurs déclarations[614]. Le commandant du 20ème bataillon international de la 86ème brigade mixte signalait à propos d'une de ses compagnies que celle-ci ne pouvait accomplir la mission reçue du fait de « sa composition d'éléments anglais et américains et espagnols d'Amérique : hommes qui n'ont jamais été au feu[615] ». Enfin, André Marty justifiait devant le comité exécutif du Komintern l'ampleur des pertes subies par les Brigades internationales comme principalement dues à l'inexpérience et à la méconnaissance des principes tactiques élémentaires d'infanterie par les volontaires[616].

Les groupes internationaux des milices d'Aragon, nonobstant les discours emphatiques des journaux catalans, n'obtinrent pas de meilleurs résultats pour les mêmes raisons. Avec réalisme, une milicienne suisse écrivait à propos de son passage dans le Groupe international de la colonne *Durruti* qu'« en dehors de quelques déplacements de patrouilles, aucune action militaire n'eut lieu. D'ailleurs, des entreprises militaires de plus grande envergure n'étaient pas de notre compétence et, du fait de notre armement très rudimentaire, absolument exclues[617] ».

1937). Par Vidal. [été 1937], p. 11.

[613] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937. Annexe 58. Lettre au PCF du 27 octobre 1936. Par Marty et Nicoletti.

[614] RGASPI 545. 3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata…, op. cit.,* p. 9.

[615] RGASPI 545.3.550 : *20ème Bataillon des Brigades internationales. Au commandant de la 86ème Brigade à Pozoblanco*. Par Morandi, 7 avril 1937.

[616] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937, p. 12.

[617] THALMANN (Pavel) et THALMANN (Clara), *Combats pour la liberté. Moscou-Madrid- Barcelone-Paris*. Quimperlé, La Digitale, 1997, p. 139.

Les compétences des volontaires furent avant tout celle qu'ils déclarèrent, de bonne ou de mauvaise foi. Le fait de se revendiquer détenteur d'une formation militaire ou d'avoir reçu une spécialisation lors du service militaire permettait aux postulants d'être acceptés sans discussion comme volontaires[618]. C'est pourquoi tant de volontaires étrangers se sont déclarés « mitrailleurs »[619]. Environ un tiers des italiens partis de France entre fin septembre et mi-novembre 1936 se disent « mitrailleurs ». Parmi 775 miliciens observés précédemment, on trouve 220 fantassins, 84 artilleurs et 57 « mitrailleurs »[620]. En suivant ce principe, la majorité des volontaires ayant effectué leur service militaire pouvaient passer pour des « spécialistes ».

Termes flous, spécialités imprécises, grade exagéré, tous les contingents se ressemblent quant aux déclarations des volontaires pour définir leurs propres capacités. Les commentaires souvent laconiques des recruteurs joints aux listes de départ vers l'Espagne, trahissent souvent leur propre manque de connaissances : « Il a fait le militaire », « il a fait le soldat », « il a fait la guerre », « connaissance de toutes armes » ou des spécialités douteuses : « ardito de guerre et mitrailleur-lance-flammes »[621]. On trouve également un nombre important de volontaires engagés en raison de leur métier : monteur-ajusteur, mécanicien d'aviation ou automobile, tourneur-fraiseur, chauffeur automobile, motoriste, etc. Ces mentions remplaçaient les indications de compétences militaires mais disparurent dès la fin de l'automne 1936.

De toute manière, le fait d'avoir eu une formation militaire lors de son service national n'était pas non plus une garantie de connaissances étendues dans le domaine des armes, comme le relèvent la correspondance ou les mémoires de nombreux volontaires regrettant en Espagne leurs réticences passées lors de leur service militaire. Les témoignages des volontaires concordent sur la « sélection » effectuée à Albacete : on demande à haute voix aux officiers de réserve ou d'active de s'avancer, puis aux sous-officiers, puis à main levée les spécialistes de chaque arme. Aucune vérification des compétences réelles n'étant prodiguée en amont avant la fin du printemps 1937, les remplacements pour incompétences étant

[618] APP BA 1665 Dossier : Révolution Espagnole. *Départs de volontaires pour l'Espagne. AS du recrutement de volontaires pour l'Espagne*. Paris, 27 août 1936 ; AD 59 M 149 35 Rapports généraux sur le département et affaire diverses traitées par le Cabinet du Préfet 1902-1940. Dossier 35 : Relations avec l'Espagne 1925-1938. *Le Commissaire Divisionnaire de Police Spéciale à Lille à Monsieur le Préfet du Nord.* AS *Constitution de groupes d'assaut.* Lille, le 2 décembre 1936.

[619] Paul Nizan précisait aux lecteurs de *Regard*s durant l'été 1936 qu'à l'hôtel Colon, siège du PSUC, figurait un panneau : « Nous avons un besoin urgent de mitrailleurs » « Hôtel Colon, Quartier Général des Milices » par Paul Nizan in *Regards* n° 136 du 20 août 1936, p. 4.

[620] Voir *Supra* note 26.

[621] RGASPI 545.6.476 : *Région de Marseille.* [Italiens partis entre le 4 octobre et le 18 novembre 1936 inclus].

effectués dans le feu de l'action.

L'absence de compétences militaires des volontaires est un fait continu sur toute la période considérée. Un document d'avril 1938 confirme très clairement que les instructions obligeant à un recrutement qualitatif n'ont pas été, ou plutôt n'ont pas pu, être appliquées : « Il n'est plus possible de recevoir des volontaires qui n'ont pas fait leur service et qui sont un poids considérable dans la lutte. Ce fait doit être particulièrement souligné aux Américains[622] ». La responsabilité de cette inversion fut naturellement attribuée aux organismes chargés du recrutement et du tri des aspirants volontaires à l'étranger.

B. « Bon pour le front ». Du qualitatif au quantitatif, une transition déterminante du volontariat étranger vers l'Espagne républicaine

Durant l'été 1936, deux types de volontariats se superposent : d'un côté le personnel technique et spécialisé recruté ou s'étant mis spontanément en disponibilité, et de l'autre un volontariat politique de sympathie, avant tout marqué par son désir de participer concrètement aux événements en cours dans la péninsule. Avec la formation des groupes internationaux et la démultiplication du phénomène par l'initiative communiste de former un corps international, le processus prit une dimension massive qui imposa une redéfinition du « spécialiste » et donc de la finalité du volontaire étranger. De manière absolue, cette redéfinition devint le propre du volontaire étranger, soit un individu apportant simplement sa présence et son désir de combattre, selon des critères distincts des besoins réels. L'assouplissement des critères de recrutement qui survint très rapidement signifiait en creux le passage définitif à un système de sélection des individus sur d'autres critères que les compétences, au sein d'un recrutement ouvert à toutes les bonnes volontés.

1. Le recrutement des bonnes volontés

L'ensemble des formations internationales combattantes connurent une évolution similaire vers le quantitatif. Après une longue hésitation, le POUM fit paraître dans sa presse en langue étrangère en février 1937 un encart appelant les étrangers désireux d'apporter leur

[622] RGASPI 545.1.11 : *Recrutement.* Instructions de Marty à « Edo ». 25 avril 1938.

aide à s'enrôler dans ses milices, sans mention de spécialité[623]. La sympathie avec la cause et le simple désir de vouloir combattre devinrent les caractères fondamentaux retenus chez les postulants au volontariat, la compétence ne formant plus qu'un critère apprécié. Cette évolution correspond en fait à une perception bien présente dans l'esprit des premiers promoteurs et apôtres de la création de formations combattantes composées d'antifascistes étrangers. Lorsqu'un projet de Légion italienne fut initié en août 1936, Carlo Rosselli le définissait comme une forme supplémentaire d'aide concrète à l'Espagne distincte de l'acheminement de spécialistes militaires :

> I primi giorni ci occupammo di reclutare elementi tecnici spezializzati (piloti, motoristi, artiglieri ecc.) che abbiamo già versato... Contemporaneamente inviammo a Barcelonna elementi. [...] Il progetto in via di attuazione, consiste nella constituzione in Catalogna (il luogo di concentramento e varie altre modalita sono già stabilite) di una legione, o milizia antifascista italiana, col suo comando, i suoi quadri, le sue armi[624].

Au même moment, le communiste britannique Tom Wintringham, envoyé par son parti comme observateur en Espagne, précisait dans un rapport au CC du CPGB les contours et fondements d'une formation de combattants internationaux, ou tout du moins britanniques, qu'il appelait de ses vœux :

> Send ten percent trained men to act as corporals, and the rest as kids and enthusiasts. Most of them will come back with very valuable experience. Discipline and common-sense are the two things we need[625].

Avec clairvoyance, ou cynisme, il préfigurait ainsi parfaitement des règles à venir concernant le recrutement des volontaires dès l'automne 1936. À partir de septembre 1936, des inflexions nettes apparaissent dans les rapports concernant les recrutements opérés par le PCI parmi les Italiens: la mention des spécialités militaires ou paramilitaires des postulants tend à disparaître. Ainsi, pour le départ du 4 octobre 1936, seule la moitié des volontaires

[623] Voir ANNEXE I Document 6-2 : Encart paru dans la presse anglophone du POUM.
[624] *Les premiers jours, nous nous occupions de recruter des éléments techniques spécialisés (pilotes, ingénieurs, artilleurs, etc.) que nous avons déjà envoyés. Dans le même temps, nous avons envoyé des éléments à Barcelone. Le projet est mis en œuvre, est de mettre en place en Catalogne (le lieu de concentration et de diverses autres procédures sont déjà établis) d'une légion, ou une milice antifasciste italienne, avec son propre commandement, ses propres cadres, ses propres armes*. Lettre de Carlo Rosselli à Schiavetti, août 1936. Cité in : ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo…*, *op. cit*., p. 240.
[625] *Envoyez dix pour cent d'hommes entraînés pour servir comme caporaux, et les autres comme des gamins et des amateurs. La plupart reviendront avec une expérience de premier ordre. La displine et le bon sens sont les deux seules choses dont nous avons besoin.* Cité in PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary…, op. cit.,* p. 115.

disposaient désormais d'une expérience ou d'une connaissance des armes[626]. Enfin, les célibataires ne furent plus les seuls concernés. Les volontaires italiens mariés et ceux ayant famille ou parents à charge furent de plus en plus nombreux dans les groupes au départ en France[627].

Durant le même temps, la probabilité d'être accepté dans un convoi à destination de l'Espagne se multipliait ; certains lieux de recrutement se distinguaient par leur souplesse sur les critères. Ainsi, le bureau mis en place par l'Union Anarchiste rue d'Alésia (Comité pour l'Espagne Libre) acceptait les postulants refusés par les bureaux du 8 avenue Mathurin Moreau pour les Brigades internationales, dont un certain nombre de mineurs[628]. Un rapport d'un indicateur de l'OVRA signalé par Enrico Acciai précisait en septembre 1936 qu'après avoir suspendu le recrutement de volontaires non spécialistes ou techniciens, le comité international anarchiste italien de Paris n'opposait désormais pratiquement plus de restriction aux postulants, vérifiant seulement les motivations[629]. De fait, le nombre de volontaires italiens présents sur le front d'Aragon augmenta considérablement. Le fait d'avoir privilégié le nombre plutôt que les qualités permit d'entretenir artificiellement un phénomène essoufflé.

La forte reprise des arrivées de volontaires étrangers constatée à la fin de l'année 1937 ne put avoir lieu qu'avec l'aide d'une politique de recrutement élargie et latitudinaire. La remise en œuvre du système des quotas de recrutement à l'automne 1937 ne pouvait s'accompagner d'une exigence de formation militaire ou d'expérience de la guerre comme critère fondamental ; le fait de procéder de nouveau à un recrutement quantitatif ne pouvait correspondre avec des exigences qualitatives. Seuls les officiers et sous-officiers professionnels ou de réserve continuèrent à être spécifiquement recherchés. Les critères signifiés au PCF par le commissaire politique de la Base d'Albacete Maurice Lampe à l'occasion de la nouvelle « levée en masse » exigée de 1 200 francophones en novembre 1937 furent bien moins exigeants que l'année précédente :

> Il est utile d'attirer l'attention sur la nécessité qu'il y a de recruter des hommes physiquement sains (jeunes de préférence) et politiquement vérifiés (ne pas traduire exclusivement communistes). Tout recrutement qui ne comporterait pas ces deux éléments essentiels ne peut non seulement ne peut nous être d'aucune aide, mais on ne

[626] RGASPI 545.6.476 : *Région de Marseille, Italiens partis le 4 octobre 1936.*
[627] RGASPI 545.6.477 : *Note sulle partenze del 28 novembre 1936.* Néanmoins, certains centres furent plus méticuleux jusqu'en décembre 1936, comme celui de Nice.
[628] Selon un témoignage, on ne demandait ici aucun papier, ni de décliner leur âge ou leur situation militaire mais une solide motivation. SOSSENKO (George), *Aventurero idealista*…, *op. cit*., p. 103.
[629] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.*., p. 274.

> peut même affirmer qu'il ne peut qu'être nuisible pour réaliser les tâches dont nous avons la responsabilité. Revenant sur une appréciation donnée plus haut, il convient aussi de faire un effort de recruter d'anciens officiers ou en tout cas de sous-officiers. Parce que dans l'ensemble les cadres militaires étaient trop faibles techniquement, le pourcentage des pertes n'en a été que plus sensible. Nos camarades suppléaient souvent à leurs méconnaissances militaires, par un courage et une audace qui a fait de sérieux ravages dans leurs rangs [...][630].

On retrouve ici parfaitement le schéma formulé par Tom Wintringham l'année précédente, un dixième d'hommes formés et le reste d'amateurs et de jeunes. Dans certains pays, la sélection des volontaires avant leur départ pour Paris ne s'est réellement mise en place qu'au milieu de l'année 1937, au Royaume-Uni notamment[631]. Jusqu'à cette date, chacun pouvait se présenter comme volontaire, sous réserve de sa motivation et de la détention de preuves attestant de ses opinions antifascistes. Il en va des casernes comme des entreprises, la qualité de la recrue dépend aussi de celle du recruteur.

2. Les candidats refusés et réformés : une marginalité éclairant le fait majoritaire

En avril 1937, du fait de l'entrée en vigueur du traité de non-intervention le mois précédent, Perpignan perdit son rôle de plateforme de réception et de distribution des volontaires. La délégation des Brigades internationales de Figueras devint la principale officie chargée de recevoir, contrôler et trier les étrangers parvenus en Espagne. Les postulants reçus étaient ceux qui avaient été jugés aptes à partir en Espagne par le responsable local du recrutement de la région ou du pays dont ils provenaient. Tous avaient été ensuite envoyés à Paris, au 8 avenue Mathurin Moreau, où une commission politique les avait entendus sur leurs motivations, leurs opinions politiques, leur profession, leurs connaissances militaires et contrôlait leurs éventuelles activités militantes et recommandations. Ensuite, une seconde commission, médicale cette fois, jugeait de leur capacité physique. Une fois déclarés politiquement et physiquement aptes, ils étaient envoyés tous frais payés vers l'un des sas d'entrée clandestins vers l'Espagne. En bout de chaîne, Albacete recevait donc des volontaires sélectionnés lors de deux étapes au minimum.

Les commissions de réforme successives que le candidat devait en théorie rencontrer

[630] RGASPI 545.1.11 : Courrier de Maurice Lampe au comité central du PCF. Albacete le 12 novembre 1937.
[631] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A M Elliott. « Les volontaires anglais en Espagne étudié au point de vue de*[s] *cadres »*. S.d. [printemps 1939], pp. 17 et 17 bis.

n'auraient dû que confirmer les choix des sources locales de recrutement. Or, nous l'avons vu, les recruteurs devaient avant tout faire du zèle, sans toujours disposer des éléments nécessaires pour déterminer l'exactitude des déclarations du candidat, ni des critères des commissions de réforme[632]. Peter Caroll précise que les recruteurs américains reconnurent par la suite n'avoir eu aucune formation militaire eux-mêmes et que 95% des postulants auraient été acceptés[633]. D'autre part, certaines commissions de réforme furent réputées pour leur laxisme, comme celle de Perpignan selon de nombreux témoignages[634].

De fait, de nombreux volontaires furent réformés à leur arrivée en Espagne, après avoir été jugés pourtant aptes en France. En février 1938, 45 volontaires inutiles ou indésirables furent renvoyés vers la France en seulement deux semaines[635]. La sévérité du tri à Figueras ne fut d'ailleurs pas du goût du comité parisien. Ce dernier fit ainsi part début 1938 de son incompréhension face au zèle de leurs camarades « qui appliquent des directives, sans doute reçues, avec une rigidité qui n'est pas pour faciliter notre tâche et va à l'encontre des buts à atteindre[636]». D'autre part, la déception de certains recalés porta préjudice aux activités du comité parisien[637]. De par les correspondances entre Albacete, Figueras et Paris, on constate que Paris cherchait à remplir les quotas, appelés « plans de travail », gêné en cela par le zèle pragmatique de la commission de réforme des Brigades internationales[638]. Le volume des aspirants n'a cessé de se réduire au printemps 1938. Tandis que les Brigades internationales subissaient entre février et avril 1938 de très fortes pertes, le nombre des refusés augmenta pourtant considérablement à partir du mois de mai 1938, jusqu'à atteindre quasiment la moitié des postulants durant l'été 1938.

Les minutes de la commission chargée du tri des volontaires du 8 avenue Mathurin Moreau à Paris ont été conservées pour une période de six mois, entre mars et août 1938. Ce corpus nous permet d'étudier les motifs de réforme et le profil des postulants refusés, soit 506 aspirants volontaires refusés entre le 7 mars et le 25 août 1938, et apporte un éclairage

[632] La commission parisienne du 8 avenue Mathurin-Moreau se plaignit en août 1938 que le comité de Bruxelles leur avait envoyé sur trois jours treize postulants dont onze furent réformés à leur arrivée à Paris. RGASPI 545.6.55 : Rapport de la commission médicale du 22 août 1938.
[633] CARROLL (Peter N.), *The Odyssey of Abraham Lincoln Brigade. Americans in the Spanish Civil War, Stanford*, Stanford University Press, 1994, p. 66.
[634] À titre d'exemple, la myopie n'était pas discriminante. Il semble que seules les maladies, et particulièrement les infections vénériennes, étaient recherchées.
[635] RGASPI 545.2.39a : Lettre du CC du PCE à Maurice Thorez. Barcelone, 28 mars 1938.
[636] RGASPI 545.1.30 : *Note.* Signature illisible. 18 février 1938.
[637] Acrimonies d'autant plus fortes que le bureau de Figueras conserva parfois les papiers d'dentité des refoulés. RGASPI 545.2.39a : Courrier de Rebière au responsable du Parti de Figueras. Barcelone, 16 avril 1938.
[638] RGASPI 545.2.39a : Courrier de Rebière à la Base des BI. Paris, 7 mai 1938 ; *Procès-verbal de la réunion du 23 mai à Figueras*. 25 mai 1938.

fondamental sur le fait majoritaire, c'est-à-dire sur le profil des candidats acceptés.

Tableau 4-b : Proportions mensuelles des postulants acceptés et refusés entre le 7 mars et le 25 août 1938[639].

Mois	Total des postulants	Acceptés	Refusés	% des refusés
mars-38	945	890	55	6%
avr-38	569	509	60	11%
mai-38	569	451	118	21%
juin-38	337	237	114	34%
juil-38	207	109	97	47%
août-38	128	90	62	48%
Total	**2 755**	**2 286**	**506**	**18%**

Un minimum de 2 755 aspirants s'est présenté à la commission de réforme à Paris dans l'espoir de s'engager dans les Brigades internationales entre mars et août 1938 inclus. Environ un postulant sur cinq fut refusé durant ces six mois. Tandis que les postulants étaient majoritairement Français (29% du total), Scandinaves (12%) et Polonais (11%), La majorité des refusés concerne des franco-belges (33%)[640]. Au moins 127 Nord-Américains furent remis tous frais payés dans un Transatlantique après leur arrivée à Paris, sans compter les immigrés venus d'Amérique du Nord, dont nous ignorons le nombre exact des refusés.

Tableau 4-c : Ensembles rationalisés des motifs de refus ordonnés par la commission chargée du tri des postulants à Paris entre le 7 mars et le 25 août 1938[641].

Incapacités physiques	285	56,3%
Jugés indésirables	103	20,4%
Absence de garanties	54	10,7%
Motivations insuffisantes	38	7,5%
Autres	26	5,4%
Total des refusés	**506**	**100%**

Sans surprise, les motifs de réforme concernèrent avant tout des inaptitudes physiques

[639] Source : RGASPI 545.6.55 Liste des volontaires refusés ou refoulés, rapports quotidiens ou hebdomadaires. Minutes datées du 7 mars 1938 au 25 août 1938 ; 545.2.108 : Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG. Document sans titre ni date [effectif total des volontaires étrangers des Brigades internationales, août 1938].

[640] Voir ANNEXE I Document 4-1 : *Proportions par nationalités des postulants entre mars et août 1938*.

[641] RGASPI 545.6.55 : Liste des volontaires refusés ou refoulés, rapports quotidiens ou hebdomadaires. Minutes datées du 7 mars 1938 au 25 août 1938.

(30% des refus) ou de santé (20%)[642]. Curieusement, certains aspirants réussirent à faire illusion avant leur passage devant la commission parisienne sur des inaptitudes pourtant évidentes[643]. C'est le cas de plusieurs Norvégiens dont le comité d'Oslo paya le voyage jusqu'à Paris tandis que leurs infirmités excluaient totalement d'en faire des soldats. Onze postulants mineurs furent logiquement recalés et dix autres postulants furent refusés pour des devoirs militaires à accomplir dans l'année en cours.

Parmi les motifs de refus, on retrouve évidemment les causes traditionnelles d'engagement : misère, affliction sentimentale, disputes familiales ou simple désespoir (« désespéré », « un peu perdu »)[644]. Ceux-là ne furent pas pris, la motivation étant jugée insuffisante. Enfin, certains jugés aptes et acceptés ont réfléchi entre la visite et le jour du départ : sept se sont finalement dédis : « s'est dégonflé », « a changé d'idée», « après […] réflexion ne veut plus partir », etc. La faiblesse des refus ordonnés pour des raisons d'ordre politique (3% des refusés) ne doit pas faire illusion puisqu'il s'agit du principal critère observé par les comités locaux pour diriger un volontaire vers Paris. Ce critère de sélection s'opéra donc très probablement en amont. Le profil politique du postulant fut indiscutablement un facteur déterminant dans son acceptation ou non dans les Brigades internationales.

3. Le critère politique dans le choix des postulants, un indice performatif et restrictif

Nous avons vu que les trois principaux critères données aux recruteurs étaient la constitution physique, les connaissances militaires et l'affiliation politique ou militante. Le premier critère est d'ordre commun dans le volontariat militaire, le second est corrélationnel du volontariat international. Le troisième semble à première vue évident mais réclame quelques précisions. Certes, il s'agissait de ne pas recruter d'agents de l'ennemi ou des adversaires politiques dans les rangs des formations internationales des trois organisations destinataires du volontariat étranger. Cette crainte des infiltrations ennemies fut portée à son paroxysme dans les Brigades internationales. Pour des raisons quelque peu contradictoires, les volontaires allemands, autrichiens et italiens furent à la fois un objet d'attention de la

[642] Voir ANNEXE I Document 4-2 : *Récapitulatif synthétique des principaux motifs invoqués par la commission de réforme de Paris pour refuser l'engagement de 506 postulants entre mars et août 1938*.
[643] Ainsi, un postulant belge venu par le biais de représentation consulaire espagnole en Belgique avait l'index droit coupé.
[644] Les extraits mentionnés entre parenthèses sont issus des commentaires de la commission parisienne chargée du tri des volontaires. RGASPI 545.6.55 : *Liste des volontaires refusés ou refoulé… op. cit.*

propagande et de méfiance de l'appareil politique. En mai 1938, leur acceptation dans les Brigades internationales fut même remise en question du fait des risques potentiels d'infiltration que leur présence induisait[645]. Une sélection politique rigoureuse fut mise en place afin d'envoyer en Espagne des volontaires au minimum politiquement réceptifs et prédisposés, si possible déjà militants. Cette sélection devait agir comme une garantie sur les qualités attendues du futur combattant en Espagne. Un militant polonais décrivait son recrutement ainsi :

> Lors des événements espagnols, j'ai cherché le moyen de partir en Espagne pour remplir mon devoir de révolutionnaire et pour combattre le fascisme. Comme il n'y avait pas directement de bureaux de recrutement j'ai fait allusion [à un membre responsable de la sous-section juive de la MOI] qui me sollicita de partir pour l'Espagne. Je lui disais ceci « Je n'ai jamais été soldat et je lui demandais s'il était bien nécessaire que je parte ? » Il me répondit que cela n'avait aucune importance, car on avait besoin de communistes en Espagne et que des révolutionnaires comme nous feront l'affaire mieux que des soldats espagnols[646].

Ce témoignage exprime à l'envi la prééminence intentionnelle du critère politique sur le critère militaire et la garantie performative due à son expérience militante. Lors de la sélection des impétrants, trois critères affinitaires coopérants étaient étudiés chez le postulant : les motivations personnelles, la communion de ses motivations avec les préceptes communistes et sa capacité à présenter une caution attestant de sa conformité politique. 10% des postulants recalés n'ont pas pu présenter de lettre d'introduction d'un comité local ou d'une section syndicale ou politique. Il fallait donc être reconnu et identifié localement et politiquement pour pouvoir partir combattre en Espagne.

C'est en cela que le système se distinguait du fonctionnement traditionnel des armées. Le critère politique opère comme disqualifiant, au même titre que les faits passés de droits communs d'addiction à l'alcool. Sur ce point encore, les motifs d'ajournement nous renseignent sur le fait majoritaire. Pour être enrôlé, il fallait ainsi avoir une certaine opinion sur la situation en Espagne plutôt qu'une motivation au combat. Certains ne furent pas acceptés parce que pas suffisamment renseignés (« Ne sait pas qui est Franco », « Ignore ce qu'il se passe », « Ne sait pas bien ce qu'il va faire »), ou parce qu'ayant une perception erronée des enjeux (« Ne comprend rien à la lutte », « Mauvaise argumentation politique »,

[645] RGASPI 545.2.39a : *Procès-verbal de la réunion du 23 mai à Figueras…*, *op. cit.,* Intervention de Vidal Gayman, p. 3.
[646] IISG FAI Pe 17.5 et FAI Pe 18 : Grupo Francés/ Sección Francesa : *Rapport,* par « Henri Martin » alias de Monek Kresh, s.d. [1937], p. 1.

« Politiquement nul ») ou bien professant une opinion non conforme à la doxa communiste : (« désaccord avec la politique de main tendue », « Anarchisant sans scrupules », « Pivertisant », « Trotskiste », « Trotsky a fait beaucoup pour la révolution, le POUM a bien défendu la République espagnole », « Mauvais arguments sur Juin 36, on ne dit pas la vérité sur le traité de non intervention », etc[647].). Inversement, et paradoxalement, trois volontaires ont été refusés car jugés « trop emballé » ou « un peu exalté ».

Le fait d'avoir été soldat dans la Légion étrangère française était un critère discriminant. Il faut relever la forte présence d'anciens volontaires revenus d'Espagne et souhaitant repartir. 82 aspirants qui se déclarèrent ou furent reconnus comme vétérans ne furent pas acceptés, cette raison n'étant jamais avancée comme principale sauf lorsqu'il s'agissait de déserteurs des Brigades internationales (19)[648]. Quasiment un cinquième des refusés disposait donc d'une expérience militaire espagnole qui ne fut pas considérée comme un critère favorable.

L'élargissement du recrutement lors du grand recrutement s'est accompagnée d'une massification et d'une déqualification du phénomène seulement limitée par des critères principalement établis sur la constitution physique et la moralité, et une sélection opérée non pas sur les compétences militaires du postulant mais sur ses antécédents politiques. Cet élargissement fut facilité par un contexte favorable au départ vers l'Espagne et l'intervention de facteurs stimulants.

C. Les facteurs stimulants de la massification du volontariat

L'ampleur et la vigueur du recrutement de volontaires durant l'automne-hiver 1936 ne peut s'expliquer seulement par l'enthousiasme et l'action des organisations antifascistes européennes. Des facteurs connexes propitiatoires sont intervenus pour stimuler et amplifier l'engouement autour du volontariat vers l'Espagne républicaine.

Les discours tenus aux postulants furent, on s'en doute, particulièrement positifs et les promesses nombreuses. Certains laudateurs insistèrent par exemple sur l'accueil enthousiaste qui attendait les volontaires en Espagne : « Dès la frontière, il suffit que le passage d'un groupe de volontaires de la Liberté soit annoncé pour que les habitants se pressent dans les

[647] Citations extraites du dossier RGASPI 545.6.55 : Liste des volontaires refusés ou refoulés, rapports quotidiens ou hebdomadaires. Minutes datées du 7 mars 1938 au 25 août 1938.
[648] Dont un déserteur passé devant le conseil de guerre à Albacete. Très majoritairement, au moins 6 mois séparent leur départ de leur sollicitation au retour. 5 souhaitent revenir moins de deux mois après leur départ. On retrouve la surreprésentation des Français (40) et Belges (20) parmi ces anciens d'Espagne.

gares pour leur apporter des fleurs, des cigarettes, du vin, des fruits[649] ». Dans ce même article parut en Belgique, on donnait des exemples très attractifs des prix des produits de consommation courante en Espagne : cigarettes, pâté, café ou petit pain, sans oublier l'habituelle distribution gratuite d'oranges aux volontaires, poncif des témoignages contemporains[650]. L'excellence de la nourriture, la distribution de « cigarettes américaines », le faible coût de la vie durant l'été 1936, et d'autres arguments plus grivois, formaient autant d'arguments merveilleux en complément des discours lénifiants tenus par certains orateurs communistes. Maurice Lampe, qui revenait pourtant d'un séjour d'un mois à Albacete, s'adressa aux secrétaires de cellules du PC parisien en décembre 1936 en vantant les « soixante bataillons internationaux » des Brigades internationales, ses « éléments bien instruits », les « pertes légères » et la fausse réputation des Maures, du Tercio et des Allemands[651].

Mais ces discours de propagande, quoique non négligeables puisque émis dans les deux exemples précédents par deux cadres communistes de premier plan en Belgique et en France, ne sauraient être suffisants en soi pour expliquer pourquoi quinze mille étrangers se dirigèrent vers l'Espagne entre septembre 1936 et mars 1937. D'autres sources de motivations intervinrent, plus prosaïques mais non antagoniques aux motivations d'ordre politique.

1. Une grande rumeur opportune

On retrouve fréquemment dans l'historiographie consacrée aux Brigades internationales des « preuves » que les volontaires auraient été grassement rémunérés. Rappelons avant toute chose qu'à l'été 1936 la peseta républicaine est favorable aux étrangers, le taux de change s'établissant à 14,7 pour 100 francs français ou 39 pour 100 Livres sterling, avant de chuter brutalement en septembre[652]. Un rapport bien connu du préfet des Vosges au ministre Marx Dormoy semble attester de l'existence de contrats à prime proposés aux postulants au volontariat en Espagne, ainsi « entraînés dans pareille aventure par

[649] « Notre camarade Leemans, l'un des commissaires politiques des brigades internationales, nous accorde une interview » in *La Voix du Peuple Organe quotidien d'information et de combat édité par le Parti Communiste (SBIC)* du 1er et 2 janvier 1937, p. 2.
[650] *Idem*
[651] CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D2 Volontaires français : *A.R. à propos du discours de Lampe prononcé à la salle des fêtes du Petit journal*. Paris, 17 décembre 1936.
[652] VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Union Soviética*. Barcelone, Crítica. 2010, pp. 111 et 308.

la promesse d'avantages pécuniaires en partie illusoires[653] ». Ce rapport, exagérément cité dans les monographies hostiles à l'Espagne républicaine, est utilisé comme démonstration du caractère mercenaire des volontaires étrangers antifascistes[654]. Mis en comparaison avec d'autres rapports préfectoraux, le document évoque en réalité toute autre chose, la présence d'une formidable rumeur qui accompagna le grand recrutement.

Il est incontestable que sévit durant quelques mois une formidable rumeur qu'on ne peut assimiler à une initiative délibérée pour trouver, et berner, des candidats. En Suède, en Belgique comme en Hollande, des échos d'une rumeur similaire sont observables, dans des proportions cependant plus faibles qu'en France. Selon les différents échos de cette rumeur, le candidat volontaire était censé recevoir son hypothétique prime d'engagement juste avant de passer la frontière, selon les promesses faites à Lille (1 000 frs), ou juste après selon les promesses faites à Mézières (10 000 frs) ou encore, à Paris, « payée en Espagne » (5 000 frs)[655]. La prime put être promise « à la signature de la paix », selon un ex-volontaire d'Épinal (12 à 15 000 frs), fort marri[656].

Dès la mise en œuvre du recrutement par le PCF et ses organisations de masses, il est avéré avec certitude que des promesses de primes furent régulièrement émises par certains rabatteurs, sans doute mal informés ou peu scrupuleux. Ces promesses ne sont pourtant pas généralisées et certains prévenaient au contraire les postulants qu'il n'y avait pas de prime d'engagement ou de démobilisation à espérer[657]. Cette prime dont chacun parle, aucun ne l'a reçue. Mais les rumeurs furent suffisamment relayées pour que la presse régionale s'en soit fait l'écho et serve du même coup d'amplificateur. En effet, certains volontaires déçus signalent qu'ils avaient été convaincus « d'après les rumeurs » ou par « ouï-dire » : « En

[653] DDF Tome III (19 juillet 1936 - 19 novembre 1936). *Note du Département pour le Ministre. Volontaires pour l'Espagne*. 19 novembre 1936. Document 512, p. 883.
[654] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 2, *op. cit.*, p. 996.
[655] AD 59 M 149 35 : *Recrutement de volontaires pour l'Espagne. Rapport du commissaire de Police Chef de la sûreté de Lille à M. le Préfet du Nord* [interrogatoire de Delbergue Alphonse]. *Lille, 14 novembre 1936* ; SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Préfet des Ardennes à M. le Ministre de l'Intérieur. Objet : Volontaires de retour d'Espagne.* [Interrogatoire de Fruit Auguste Raymond]. Mézières, 27 mars 1937 ; 7 N 2757 : *Le Ministre des Affaires Étrangères à monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. AS renseignements sur le recrutement des volontaires étrangers en Espagne*. Paris, 26 décembre 1936.
[656] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : 20ème Région Militaire 4ème Division Nord-Africaine état-major. Compte-rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié d'Espagne [Gerriet]. Épinal, 5 juin 1937.
[657] AD 13 2366 : Dossier Surveillance étrangers, volontaires de la guerre d'Espagne : listes, Rapports, correspondance 1937. *Déclaration de Dars Fernand.* Marseille, février 1937. Des postulants peu convaincus par les rumeurs fantastiques colportées firent preuve de méfiance. Un volontaire polonais du Nord suivit ses camarades à Paris, voyage payé, pour connaitre « les offres qui lui seraient faites ». Déçu, il revint seul à Douai. AD 59 M 149 35 : Rapport du Maréchal des Logis Chef Noeuveglise (Raoul), commandant la brigade d'Aniche, sur le recrutement de volontaires pour l'Espagne. Objet : *Recrutement de volontaires pour l'Espagne*. Douai, 26 novembre 1936.

arrivant en Espagne, on nous avait promis une forte prime, sans préciser le montant, toutefois certains volontaires disaient qu'elle se monterait à environ 10 000 frs chacun[658] ». Le Parti Communiste eut naturellement vent de ces bruits mais aucun démenti formel et définitif ne fut publié. Un article paru dans le journal communiste régional *La Voix de l'Est* évoque pourtant directement le sujet :

> D'après eux, ceux-ci auraient touché (tenez-vous bien !) 15 000 francs de prime, les familles 50 francs par jours etc. [...] Les camarade partis sont allés pour combattre le fascisme sans autre arrière-pensée que l'éloigner de chez nous et ceux qu'ils ont laissés ici n'ont d'autres secours et n'espèrent qu'en la solidarité de tous les antifascistes[659].

Le propre d'une rumeur est de s'appuyer sur des faits avérés. Y aurait-il eu des volontaires rémunérés ou des promesses faites publiquement venant justifier ou tout du moins expliquer la longévité et l'amplitude de diffusion de ces rumeurs ? Trois éléments semblent être intervenus comme facteurs de confusion.

Un grand nombre d'observateurs confondirent la prime hypothétique d'engagement avec la subvention allouée individuellement au départ à chaque volontaire pour les frais du voyage[660]. Il semble bien que l'origine et l'intensité de la rumeur soient principalement dues à cette confusion. L'octroi d'une subvention sous forme d'un défraiement était l'objet principal des comités à travers le monde qui assuraient l'enregistrement, le tri puis l'envoi des postulants vers l'Espagne. Dès juillet 1936, le premier comité prenant à sa charge l'envoi de volontaires depuis Paris, le *Comitato Anarchico Pro-Spagna* italien, prévoyait une subvention importante de 400 francs censée couvrir les frais du volontaires jusqu'à l'Espagne[661]. Par la suite, lors de la mise en place du grand recrutement vers les Brigades internationales, le subside prit des proportions et des formes variables, dépendantes de l'éloignement du lieu de départ aux deux portes extérieures de l'Espagne républicaine, Perpignan et Marseille. Ainsi, il se disait à Oran en novembre 1936 qu'on donnait à Tanger 225 francs aux volontaires pour

[658] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Commissariat spécial de Rouen. Procès-verbal de l'interrogatoire de Steiner. Rouen, 13 mars 1937. ; L'Inspecteur principal Petit à M. le Commissaire Spécial chef de service. *AS du Sr. Kempf Louis de retour d'Espagne*. Nancy, le 1er février 1937.
[659] « Les goujats » in *La Voix de l'Est* n°165 du 27 novembre 1936, p. 4.
[660] AD 57 26 Z 29 : Commissariat de Sarreguemines. *Affaire : au sujet de son engagement dans l'armée gouvernementale espagnole et de son retour en France*. Sarreguemines, 30 décembre 1936.
[661] ACCIAI (Enrico), « I primi volontari italiani ....», *op. cit.*, p. 15.

l'Espagne républicaine, ce qui correspondait en fait aux frais engendrés par le périple compliqué de Tanger à Barcelone via Marseille ou Port-Bou[662].

Seconde possibilité de méprise, la « prime de blessure », une allocation octroyée par le gouvernement républicain, dont des primo-volontaires partis durant l'été et blessés ou convalescents firent effectivement état à leur retour[663]. Cette indemnité était d'un minimum de 300 pesetas, soit un mois de service, et était versée au volontaire à son retour[664]. La presse communiste régionale française avait, dès l'été 1936, détaillé précisément le fonctionnement et les montants des secours apportés en Espagne aux familles des combattants et les pensions octroyées aux blessés et mutilés. Sans doute, ces articles constituèrent-ils une base de renseignements venant conforter les décisions des postulants comme les argumentaires des recruteurs[665]. Il est difficile de déterminer exactement la réalité de cette promesse faite lors du recrutement. Ce fut seulement en mai 1937 que la Base d'Albacete mit en place un système de pensions pour les blessés et les invalides[666].

Troisième confusion possible, les primes des spécialistes recrutés sous contrat. Cette catégorie marginale de volontaires revenus d'Espagne à l'automne-hiver 1936 fut effectivement particulièrement prolixe à propos de l'existence de salaires et primes fantastiques. Ces derniers avaient même pour certains reçus une partie de leurs émoluments au moment de la signature du contrat, dans une ambassade d'Espagne. Les autres, revenus définitivement ou provisoirement, ne se firent pas prier pour faire l'éloge de la poule aux œufs d'or espagnole[667]. La rumeur assurait qu'on proposait en Espagne 25 000 frs par mois pour un ouvrier spécialisé dans le montage d'avion[668]. Sans atteindre de tels sommets, les « spécialistes », instructeurs, artilleurs, ingénieurs ou techniciens étrangers recrutés en tant

[662] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Renseignement n°342. Espagne. Source : Informateur occasionnel [Oran]. *Objet : Situation à Barcelone*. Sans date. [mars 1937].
[663] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Préfecture de Meurthe et Moselle. Le commissaire spécial de Nancy à Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle. *AS du Sieur Leidner Georges, volontaire de retour d'Espagne*. Nancy, le 30 mars 1937.
[664] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le commissaire divisionnaire de Police Spéciale de Lille à Monsieur le Préfet du Nord. *AS du nommé Delbergue Adolph, volontaire rapatrié d'Espagne*. Lille, 31 mars 1937.
[665] « Où va l'argent des collectes ? Le travail du Comité Central de secours de Madrid » in *Rouge-Midi. Organe régional du PCF* du 14 août 1936.
[666] RGASPI 545.2.50 : Secret - Traduction - *Memorándum sobre algunas cuestiones relativas a las Brigadas Internacionales. 5°-Problemas de las pensiones.* Par Vidal Gayman, 9 mai 1937. Les étrangers blessés percevaient à leur retour une simple indemnité, appelée « prime de blessure », octroyée par les autorités républicaines aux soldats sans distinction d'origine et du reste plutôt chiche.
[667] APP BA 1664 - Dossier Révolution Espagnole. *A.S. des affaires d'Espagne. Correspondance du 5 janvier 1937.*
[668] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Commissariat spécial d'Agen. n°701 Cabinet. Le commissaire Spécial à Monsieur le Préfet du Lot et Garonne. [Déclaration de Casteran Jean]. Agen, 1er juin 1937.

que tels pouvaient néanmoins espérer des salaires hors de proportions avec leurs revenus habituels, du moins durant l'été 1936[669]. Un chauffeur de taxi montpelliérain ayant effectué son service militaire en France dans les blindés fut bien satisfait de son salaire de plus de mille francs mensuels, « nourri, logé, blanchi » comme instructeur de tank en Espagne[670]. Cependant, les engagements initiaux ne furent pas toujours respectés. Un « mitrailleur » lyonnais membre de la CGTSR et instructeur à Barcelone regretta amèrement à son retour que son salaire promis de 1 250 francs ait été réduit à 200 francs, nonobstant son précédent panégyrique sur le salaire unique mensuel imposé en Catalogne (de 80 pesetas)[671].

Les rumeurs alléguant de l'existence d'une prime, et sans doute les agissements de quelques recruteurs peu scrupuleux, s'estompèrent début 1937 sous l'action de multiples facteurs. Le Royaume-Uni et le continent américain ne semblent pas avoir connu ce phénomène, ce qui semble circonscrire cette rumeur au grand recrutement franco-belge de novembre 1936 à janvier 1937. Au printemps 1937, les directives au recrutement étaient désormais mieux connues et le retour massif des blessés, déçus et déserteurs (parfois les trois) porta à la connaissance générale les conditions réelles du volontariat en Espagne[672].

La perception des contours exacts de l'engagement volontaire en Espagne demeura confuse tout au long du conflit, à commencer par la persistance de la conviction qu'il était possible de trouver du travail en Espagne ou d'être un « volontaire de l'arrière ».

2. S'engager pour l'Espagne ou s'engager pour le front ?

Durant l'été 1936, la République Espagnole recruta ou accepta les propositions spontanées des nombreux ouvriers et ingénieurs étrangers spécialisés dans l'industrie d'armement. La possibilité d'être embauché « sans discussion » en Espagne comme spécialiste dans l'industrie de guerre était connue et diffusée dans les groupes communistes de

[669] AGMA ZN CGG EM C. 2608 Cp. 103/26 2° Sección *Nota para la Jefatura de Aviación*. [Rapport d'une mission d'espionnage du SIFNE datant de 1936 sur l'escadrille « Écrivain » (Malraux)]. Salamanque, 28 avril 1937 ; SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le Ministre de l'Intérieur DGSN à Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre - EMA - 2ème Bureau SCR. Volontaires de retour d'Espagne. Paris, 27 avril 1937.
[670] SHD 7 N² 2604. Le ministère de la Défense Nationale et de la Guerre État-Major de l'Armée 2ème Bureau. *Fiche de renseignement de volontaire rentré d'Espagne Guelff Emile*. Montpellier, 13 avril 1938.
[671] AD 13 2366 : Dossier *Surveillance étrangers, volontaires de la guerre d'Espagne (toutes nationalités dont quelques français) : listes, Rapports, correspondance 1937. Liste et déclarations des rapatriés du 23 janvier 1937.* Marseille, 29 janvier 1937.
[672] En 1938, quelques volontaires précisaient encore au triage à Figueras qu'ils étaient venus sur la promesse d'une prime. RGASPI 545.6.55 : *Retours* et *Refusés étrangers*. 11 mars - 8 octobre 1938.

la région Parisienne dès le mois d'août 1936[673]**.** Les Renseignements généraux français relevèrent à l'automne que le personnel technique de la métallurgie, de l'aviation, de l'automobile faisait l'objet d'un recrutement spécial et bénéficiait de conditions d'engagement plus avantageuses[674]. Aux États-Unis, la presse du parti communiste fit publier des appels incitant les ouvriers américains à venir occuper un poste en usine en Espagne[675]. Des annonces similaires furent diffusées également en France ; le recrutement d'ouvriers spécialisés et de techniciens industriels fut constant[676].

À Lyon, on promettait du « travail à volonté » en Espagne[677]. À Douai, où le recrutement parmi les travailleurs Polonais, Yougoslaves et Russes fut important, les volontaires interrogés déclarèrent qu'ils avaient été abordés au café et qu'on leur suggéra de se rendre en Espagne « où il y avait du travail[678] ». Le rapport des agents de police infiltrés dans une fête niçoise en faveur des volontaires pour l'Espagne en janvier 1937 témoigne des stratégies des recruteurs: « Ils promettent aux candidats une solde journalière de 28 pesetas valant 50 francs, un emploi en rapport avec leurs aptitudes, conducteur d'auto en particulier, et un confort plus grand que celui que comporte leur situation actuelle (logement dans un hôtel)[679] ». On assurait à Paris que tout le monde était accepté et qu'on « affectait chaque élément suivants ses aptitudes[680]». Il paraissait donc possible de proposer ses services à la République comme travailleur volontaire, sans être soldat, cela y compris dans les Brigades internationales.

Les premiers étrangers venus à Barcelone n'avaient pas de difficulté à être embauchés dans une usine, pour peu qu'ils soient munis d'une affiliation syndicale et d'une preuve de leurs qualifications. Un certain nombre de militants étrangers furent acheminés en Espagne

[673] APP BA 1665 : Dossier Révolution Espagnole. Départs de volontaires pour l'Espagne. *AS du recrutement de volontaires pour l'Espagne*. 14 août 1936.
[674] APP BA 1665. Dossier Révolution espagnole. *AS du recrutement des Volontaires pour l'Espagne républicaine*. Paris, 26 décembre 1936.
[675] RICHARDSON (Dan R.), *Comintern Army. The International Brigades and the Spanish Civil War*. Lexington, The University Press of Kentucky, 1982, p. 34 ; BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives…», *op. cit.,* p. 54.
[676] En 1938, André Marty rappelait encore que les deux profils possibles étaient fantassin ou spécialiste pour les usines de guerre.
[677] AD 69 4 M 303 : Brigades internationales et volontaires français –retour et départs, statistiques 1936-1938. Commissariat spécial des Sports « La Joliette ». Copie. *L'Inspecteur Foucon Eloi à M. le Commissaire Spécial sous-chef de service*. Marseille, 19 décembre 1936.
[678] AD 59 M 149 35 : Rapport du Commissariat Central de Douai. Douai, le 4 novembre 1936.
[679] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : EMA 1er Bureau. *Renseignement - Renseignement sur la milice espagnole*. 13 janvier 1937.
[680] CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D2 Volontaires français : *A.R. à propos du discours de Lampe prononcé à la salle des fêtes du Petit journal*. Paris, 17 décembre 1936.

par leurs organisations en tant qu'agents techniques ou spécialistes industriels. La Base d'Albacete elle-même fit appel à des ouvriers spécialisés étrangers pour ses ateliers de réparation (automobile et armement)[681]. En outre, plusieurs projets de manufactures militaires furent concrétisés par les Brigades internationales : usines de grenades, cartoucherie, atelier d'usinages divers, etc[682]. La vocation de ses volontaires était donc d'occuper un poste à l'arrière en tant qu'agent de maîtrise ou ouvrier spécialisé. Certains furent toutefois versés dans des unités d'arrière-front, notamment dans le 1er *Régiment (international) du Train* des Brigades internationales, selon leur profession (chauffeurs poids-lourds, taxis et mécaniciens de l'automobile)[683].

Néanmoins, ce volontariat industriel ne prit jamais les mêmes proportions que le volontariat combattant. Il s'agit d'un recrutement d'opportunité et très spécialisé, donc limité. Mais cette possibilité fut incontestablement une source de confusions chez les recruteurs et donc de déceptions chez les postulants. En effet, l'affectation définitive s'effectuait évidemment en Espagne, sans toujours tenir compte des qualifications et surtout des promesses ayant motivé l'engagement du postulant. Un volontaire français de Nice, répondit en novembre 1936 à une annonce parue dans *Le Petit Niçois* à ce propos. Il lui était proposé de s'engager comme chauffeur pour 25 francs par jours, nourri, logé et habillé, et la promesse de quinze jours de permission tous les deux mois[684]. Parvenu à Albacete, il se retrouva artilleur dans la XIIème brigade et bien déçu.

Les ambigüités abordées précédemment traduisent bien l'implémentation de la possibilité du volontariat étranger vers l'Espagne dans un cadre commun et « civil »

[681] RGASPI 495.18.1179 : *Note spéciale A*. Par André Marty. 4 mars 1937.

[682] Le cadre communiste Jean Jérôme (dit « Farkas » ou « Leblanc ») fut nommé directement durant l'été 1937 par le PCF à la direction et la gestion des industries de guerre dépendant des Brigades internationales et approvisionnées par les réseaux clandestins du PCF, avant d'en être évincé avec son frère début 1938 lors du retour d'André Marty à la tête des Brigades internationales. Originellement, ces usines dépendaient exclusivement de la Commission des Achats et du Matériels (CAM) située à Paris. JÉROME (Jean), *La part des hommes. Souvenirs d'un témoin*. Paris, Acropole, 1983, pp. 191 et 220. RGASPI 545.6.1180 : « Rapport de l'état général des Usines achetées par la commissions des achats de Paris. Rapport manuscrit. Par Farkas, Valence 25 août 1937. RGASPI 545.2.106 : *Servicio de personal de la Industria - Mercantil - Albacette (sic.) Résumé de la activitud de Brigadas Internacionales en la industria de la guerra y de servicio de cuadros de la industria* (sic). Vladimir Palkovsky, Albacète 7 janvier 1938, p. 2 ; 545.6.1180 : « Rapport sur mon activité en Espagne ». Par « Farkas ». Paris, 25 avril 1938.

[683] 200 volontaires majoritairement Américains et Français, répartis dans trois escadrons de transport et réparation. RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou. p 31.

[684] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *Le Ministre de l'Intérieur DGSN à Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. EMA 2ème Bureau SCR. Volontaires de retours d'Espagne. Déclaration de Spanier Théodore, Chine René et autres*. Paris, 11 février 1937.

préexistant de recrutement, celui de l'embauche et du débauchage des travailleurs journaliers. On parle salaire au moment du recrutement, par le biais d'un recruteur qui sillonne les lieux fréquentés par la population ciblée. Dans les charbonnages de Lorraine ou de Belgique, la pratique du recrutement par débauchage de journaliers était déjà une pratique courante, comme pour les manœuvres du bâtiment dans les villes. Le café est un lieu récurrent dans les rapports concernant le recrutement de postulants au volontariat combattant en Espagne, soit le lieu déjà couramment fréquenté par les débaucheurs de journaliers. C'est également un lieu de sociabilité pour les chômeurs et l'endroit idéal pour s'entretenir avec d'éventuels candidats au départ. Entre octobre et décembre 1936 à Paris, on parlait ainsi aux postulants de « salaires journaliers » sur place, suivant la spécialité civile ou militaire[685]. Le fait est d'ailleurs suffisamment connu pour qu'il suscite les inquiétudes de la presse conservatrice qui y voit la réminiscence des méthodes de recrutement des marines de guerre de l'Ancien Régime. On accusait les recruteurs de saouler les pseudo-candidats, parfois encore mineurs, et de leur faire signer un engagement pour l'Espagne. Ces cas sont tout à fait improbables : un candidat demeure libre jusqu'en Espagne, où il peut éventuellement se déjuger à Figueras[686].

La possibilité offerte de partir en Espagne a pu évoquer davantage pour certains la vie de garnison, c'est-à-dire le gîte, le couvert et la solde, et évidemment l'exotisme plutôt que les affres des combats. En cela, ces motivations peuvent se rapprocher des engagements réguliers pour la Légion étrangère. Le fait est d'autant plus vrai que la Légion elle-même se plaignit d'une baisse considérable des recrutements fin 1936[687]. Un comble pour les Képis blancs : certains postulants s'adressaient à leurs bureaux pour partir combattre en Espagne tandis que d'autres intégraient la Légion faute d'avoir été pris dans les Brigades internationales[688].

---

[685] APP BA 1663 Recrutement de volontaires pour l'Espagne : *DGSN Contrôle Général des Services de Police Administrative. Recrutement pour l'Espagne d'Indigènes Nord-Africains. Le Ministre de l'Intérieur - DGSN à M. le Préfet de Police - Cabinet*. Paris, 24 novembre 1936 ; Préfecture de Police - Service des Affaires Indigènes Nord-Africaines. *Renseignements Affaires d'Espagne*. *Rapport des inspecteurs Bentounsi et Poggi à Monsieur le Directeur Adjoint Chef du Service*. Paris, 4 décembre 1936 ; *Idem* 5 décembre 1936 ; [Rapport sans titre sur les recruteurs fréquentant les cafés arabes de la banlieue parisienne]. Paris, 22 décembre 1936.

[686] Les cas de contraintes sont exceptionnels et n'eurent lieu qu'entre Perpignan et la frontière. Ainsi, un volontaire comptait empocher une prime, s'échapper en cours de route puis s'engager comme matelot. Retenu de force par ses camarades de convoi, il se retrouve loin des Mers du Sud grelotant de froid dans les tranchées devant Teruel avant de déserter. SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : 20ème Région Militaire 4ème DNA EM. Compte rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié d'Espagne [le 29 mai 1937]. Épinal, le 5 juin 1937.

[687] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : Renseignements de Strasbourg. Départ de volontaires pour l'Espagne en Alsace. Strasbourg, 21 décembre 1936.

[688] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : 16ème Région. *Le Colonel Didic Commandant p. i. Groupe de Subdivisions à Monsieur le Général Commandant la 18ème Région État-major 2ème Bureau*. Bordeaux, 11 juin 1937 ; 7 N² 2616 Dossier 2 : *Renseignement - Source très bonne. AS. Recrutement en France pour l'armée gouvernementale espagnole*. 31 décembre 1936.

S'il n'y eut pas de recrutement selon le principe de la « presse », il est incontestable que les chômeurs et journaliers fournirent les cibles les plus faciles pour des recruteurs astreints à des quotas et procédant selon les méthodes et les lieux habituels de débauchage. Singuliers mais loin d'être anecdotiques, ces cas de figures sont révélateurs de la situation sociale pénible dans laquelle se débattaient nombre de postulants au départ vers l'Espagne.

3. Les pensions familiales, une contrepartie incitative

Dès les premiers départs collectifs durant l'été 1936, les familles avaient été prises en charge, sans caractère systématique, par des comités de patronage et d'entraide généralement préexistants aux événements. À Perpignan, le *Centro español* créait une commission spécialement chargée des familles des immigrés espagnols partis combattre tandis que les comités locaux italiens de Paris, Grenoble, Marseille ou Toulon faisaient de même. Malgré la bonne volonté évidente des débuts, les moyens financiers de ces structures de soutien aux familles demeuraient très limités. Le *Centro español* ne put bientôt plus subvenir aux besoins des familles prises en charge et dut fusionner avec le comité mis sur pied par le PCF[689]. Certaines familles ne recevaient plus d'aides, ce qui suscita quelques remous lorsque cela parvenait aux oreilles des miliciens étrangers en Espagne[690].

Nervus belli, l'argent fut le principal facteur de la réussite communiste de démultiplication du volontariat combattant. Associé à ces réseaux très diversifiés, solidement implantés et reposant sur des militants dynamiques, les Partis de France et de Belgique et leurs sous- sections de la MOI surent mettre sur pied un système efficace de soutien, donc de facilitation, qui agit comme un élément incitatif.

La grande innovation apportée par la décision communiste de procéder à un recrutement à grande échelle à partir d'octobre 1936 fut l'ajout d'une allocation familiale fixe dont le montant pouvait dépasser très largement la solde promise au volontaire en Espagne.

Cette allocation n'est dès lors plus une simple facilitation au choix de partir combattre mais une incitation suggestive. Il s'agissait d'une rémunération supplémentaire qui n'existait pas en Espagne : conscrits et volontaires espagnols subvenaient aux besoins de leur famille

[689] IISG Papiers Antoine Espigoulet : « 1936-1939. Souvenirs de la Guerre Civile d'Espagne vécus par les membres du Comité de front populaire franco-espagnol » Antoine Espigoulet, Perpignan, 1939, p. 17.
[690] AGGCE PS BARCELONA 454 *Brigadas Internacionales* : Lettre de Zanasi Gelindo à Lorenzo Giusti. Front de Huesca, lettre du 30 septembre 1936, p. 3.

par leur solde. Plusieurs rapports de police font état du caractère immédiat de l'introduction de cette mesure, elle fut donc décidée dès la mise en place du grand recrutement d'octobre 1936[691]. Ce soutien aux familles, aux veuves et aux orphelins fut commun à tous les contingents et prévu pour une durée de vingt-quatre mois[692]. Les montants furent précisés définitivement en décembre 1936, à savoir :

> 10 francs par jour pour un foyer sans enfant (soit 300 francs français par mois).
> 15 francs pour un foyer avec un enfant (soit 450 francs français par mois).
> 18 francs pour un foyer avec deux enfants (soit 540 francs français par mois)
> 21 francs pour un foyer avec trois enfants (soit 630 francs français par mois)[693]

Ces pensions furent déterminées sur le barème et les taux des allocations familiales en France[694]. Les pères de plus de quatre enfants n'étaient pas censés être acceptés comme volontaires, ce qui fut pourtant parfois le cas[695]. Les immigrés résidant en France reçurent des allocations du même montant, soit une possibilité que ne leur offrait pas leur situation administrative. En Belgique, l'allocation était de 18 francs belges pour un couple sans enfant et 21 francs belges pour un enfant[696]. Dans les communes où la municipalité était communiste, notamment les communes de petite ceinture parisienne d'où provinrent un très grand nombre de volontaires français et immigrés, mais aussi dans l'agglomération lyonnaise et la vaste conurbation de la vallée de la Fensch dans le sillon mosellan, l'inscription des familles de volontaires aux caisses communales et intercommunales de secours était facilitée. Des démarches similaires eurent lieu en Belgique auprès des administrations communales à majorité ouvrière[697]. Les pensions étaient versées en France par mandat postal depuis le 8 avenue Mathurin Moreau, ou bien par le biais d'un gros comité régional ou local. Dans les

---

[691] AD 59 M 149 35 : *Rapport du Maréchal des Logis Chef Mairesse, commandant de la brigade, sur le départ d'un volontaire pour l'Espagne*. Dorignies, 1er novembre 1936.
[692] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 162.
[693] RGASPI 545.2.44 : *Décisions* [du Commandant de la Base des Brigades internationales*]. II. À propos du prêt*. 12 décembre 1936 ; AD 69 4 M 303. Dossier : Brigades internationales et volontaires français – retour et départs, statistiques 1936-1938. *Le Préfet du Rhône au Cabinet du Ministre de l'Intérieur - Direction Générale de la Sûreté Nationale - Contrôle Générale des Services de police administrative*. Lyon, 7 janvier 1937.
[694] Arrêté du 24 juin 1936 (Accords de Matignon) modifié par l'arrêté du 15 décembre 1936 sur les taux d'allocations familiales applicables dans les catégories professionnelles énumérées par le décret du 19 novembre 1936 fixant la date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales.
[695] Le comité anarchiste de Marseille réclama le retour d'un volontaire Italien père de sept enfants. AGGCE Madrid PS 321 -2 *Al Comagno Delegato Politico del Battaglione Internazionale della Divizione F. Ascaso*. Barcelone, 15 février 1937.
[696] VAN DOORSLAER (Rudi), « Les volontaires gantois pour les Brigades internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour conflit politico-militaire » in *Cahiers d'Histoire de la Seconde guerre mondiales*, n°6, Bruxelles, pp. 150-151.
[697] VAINSEL (Élisa), « Les volontaires bruxellois dans les Brigades internationales durant la guerre civile espagnole (1936-1939) : les militants-soldats, de la révolte à l'engagement militaire ». Mémoire de licence en Histoire. Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 2002, pp. 126-127.

autres pays elles l'étaient par le SRI ou, comme au Canada ou aux États-Unis, par le Comité d'Entraide national spécifiquement lié aux Brigades internationales. Les familles des volontaires résidant dans un pays autoritaire ou fasciste furent prises en charge directement depuis la France[698].

La question de la prise en charge de la famille durant l'absence du volontaire fut un élément déterminant dans le choix au départ vers l'Espagne de ce dernier. Un grand nombre d'éléments attestent de l'intérêt des volontaires pour cette question évidemment sensible. Un cadre des Brigades internationales reconnaît dans ses mémoires être parti malgré l'opposition franche de sa femme mais : « Ayant obtenu la promesse que ma femme serait aidée par le Comité de soutien aux familles des volontaires, je pris la ferme décision de partir»[699]. Un volontaire d'Épinal fut prévenu de l'absence de prime ou de durée d'engagement mais la promesse qu'une caisse de solidarité serait mise en place par le Front populaire pour venir en aide à sa femme suffit à le convaincre au départ[700]. Un de ces camarades vosgiens partit quant à lui sur la promesse que le loyer de son foyer serait pris en charge[701].

Le départ vers l'Espagne ne signifiait pas l'abandon des siens, il est indéniable qu'un grand nombre de volontaires ne seraient pas partis s'ils n'avaient pu mettre leur famille à l'abri du besoin. Le Komintern connaissait parfaitement la force de suggestion de ces mesures dans le recrutement de volontaires et l'incitation au volontariat. Lorsqu'à l'automne 1937 il fut décidé de relancer pour la seconde fois une grande vague de recrutement, l'argument choisi pour soutenir le volontariat fut de populariser les « droits » des volontaires soit les « aides aux familles, pensions pour les mutilés, temps de service dans l'armée espagnole, droit d'aller en permission dans leur propre pays, etc[702] ».

[698] MORELLI (Anne), « Les italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine. Numéro spécial La Belgique et la guerre civile d'Espagne* n°18, vol 1-2, 1987, p. 195 ; RGASPI 545.1.11 : Une demande d'un Polonais pour secours à sa femme en Pologne et idem de la part d'un autrichien de Vienne. 6 janvier 1937.
[699] Archives privées Rémy Skoutelsky. Mémoires inédites d'Aldo Jourdan, p. 31.
[700] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Commissariat Spécial d'Épinal. Procès-verbal. Objet : instruction de M. le Préfet des Vosges du 3 mars 1937. *Déclarations du nommé Masson René, âgé de 36 ans, plombier demeurant Rambervilliers, combattant volontaire de retour d'Espagne*. Épinal, 31 mai 1937.
[701] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Compte rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié d'Espagne [le 29 mai 1937]. 20° Région Militaire 4ème Division Nord-Africaine État-Major. Épinal, le 5 juin 1937.
[702] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. Rapport du 31 octobre 1937 par André Marty, p. 9.

Élément remarquable, cette pension pouvait très facilement se cumuler avec les allocations versées par l'État[703]. Le fait était d'ailleurs souvent mis en avant par les recruteurs du Parti Communiste, et fortement dénoncé par ses contemporains. En Belgique ces cumuls étaient particulièrement pourchassés par l'Assistance publique, qui cessait immédiatement ses propres versements s'il était avéré que le conjoint était parti en Espagne[704]. Si tous les volontaires ne s'étaient pas spécifiquement renseignés sur cette aide, il apparaît évident que le contexte économique et les préoccupations quotidiennes des volontaires potentiels avaient été parfaitement prise en compte. Ces aides furent dans le même temps une source de motivation incitative déterminante pour beaucoup postulants en grande fragilité sociale ou en situation de chômage.

D. « Les fils de la crise[705] » : l'influence prépondérante du contexte économique

Il est extrêmement difficile de déterminer avec exactitude la situation active ou inactive des volontaires avant leur départ en Espagne tandis que connaissons très bien désormais leur formation professionnelle et leur métier. Tandis que les volontaires de l'été 1936 précisaient leur profession lors de leur enrôlement dans une milice catalane, presque aucun ne se signale comme étant sans emploi. Cette confusion entre métier et activité réelle est valable également dans les Brigades internationales. L'historienne belge Élisa Vainsel relève ainsi de plus les nombreuses contradictions dans les déclarations des volontaires bruxellois à propos de leur activité professionnelle, la volatilité des professions exercées par chacun et leur tendance à se sur-qualifier[706]. Il y a également un problème d'effet de sources puisque nous disposons de plus de documents sur les « mauvais » volontaires sanctionnés durant leur séjour espagnol que sur les autres. L'administration des Brigades internationales eut en effet tendance à « charger » les dossiers personnels des prévenus. De ce fait, les très

[703] D'autres moins scrupuleux firent bénéficier leur maîtresse plutôt que leur épouse, ou une débrouillarde ayant connaissance de l'existence de l'allocation. RGASPI 545.6.1320 : Dossier personnel du volontaire français Million ; CEGES, Collection Guerre d'Espagne : AA 1200/1. *Dossiers de la section administrative des Brigades Internationales - Lettre à « Xavier », autour d'août 1938*.

[704] VAN DOORSLAER (Rudi), « Les volontaires gantois pour les Brigades … », *op. cit.,* p. 162 ; DAVID (Éric), « La condition juridique des volontaires Belges pendant la Guerre d'Espagne » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine* n° XVIII vol 1-2, 1987, pp. 70-71.

[705] J'emprunte ce titre à Ricardo de la Cierva, sans toutefois partager l'analyse de cet auteur. DE LA CIERVA (Ricardo), *Brigadas Internacionales 1936-1939. La verdadera historia. Mentira y error de Estado*, Madrid, Editorial Fénix, coll. « Serie Máxima », 1997, p. 99.

[706] VAINSEL (Élisa), « Les volontaires bruxellois dans les Brigades… », *op. cit.,* p. 45.

nombreuses mentions « chômeur » ou « lumpenprolétaire » présentes dans les notules et fiches individuelles étaient employées comme disqualifiant politique tandis qu'il n'y a aucune raison de penser que les chômeurs furent plus fréquemment sanctionnés que les autres. Mais ces mentions ne seraient-elles pas des indices témoignant justement d'une surreprésentation de chômeurs parmi les volontaires ?

1. Le chômage, une toile de fond ou un facteur fondamental du phénomène ?

La plupart des auteurs s'entendent sur la difficulté de pouvoir évaluer l'influence du chômage dans la décision au départ du postulant volontaire, c'est-à-dire sur le fait que la situation de chômage d'une partie des volontaires ait pu être une source de motivation. Les différentes monographies semblent bien confirmer la présence d'un très grand nombre de chômeurs s'étant engagés dans les Brigades internationales.

Dans son étude sur les volontaires français Rémi Skoutelsky relève l'impact prégnant du chômage tandis que Rudi Van Doorslaer note le nombre important de chômeurs parmi les volontaires gantois[707]. Selon Nicola Ulmi, la moitié des volontaires helvétiques semble avoir été au chômage au moment de leur départ, tandis que le taux de chômage des communistes suisses était seulement de 30% environ[708]. Michael Petrou signale deux éléments importants à propos des Canadiens : d'une part, que parmi eux seuls 130 volontaires ont indiqué être au chômage avant leur départ et, d'autre part, que les rapports du CPC insistaient au contraire sur leur importance numérique : « Most of these boys have never had any but the most casual transient kind of a job in their lives ... Neither do they have any homes, having been on the tramp since leaving school[709] ». Malgré l'absence d'une étude aussi minutieuse que les précédentes sur les volontaires américains, il semble avéré que la moitié d'entre eux n'avaient pas d'activité professionnelle[710].

[707] SKOUTELSKY (Rémi), *L'espoir guidait leurs pas…, op. cit.,* p. 185 ; VAN DOORSLAER (Rudi), « Les volontaires gantois pour les Brigades internationales … », *op. cit.,* pp. 150-151.
[708] ULMI (Nicola), « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse », *op. cit.*, pp. 272-273 ; ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine*…, *op. cit.*, p. 57.
[709] *La plupart de ces garçons n'ont jamais eu le moindre petit travail dans leur vie…Pas plus qu'une maison à eux, ils ont clochardisé depuis qu'ils ont quitté l'école.* RGASPI 545.6.569 : *Precis of Statement Made by Myself during a Meeting with comrades Lewis and Elliott of the Central Committee*. P ar E. Cecil-Smith, 30 décembre 1938.
[710] ARIELLI (Nir), « Getting There : Enlistment Considerations and the Recruitment Networks of the International Brigades during the Spanish Civil War » in ARIELLI (Nir) et COLLINS (Bruce) (dir.), *Transnational Soldiers...*, *op. cit.,* p. 220.

Jacques Girault précise que la crise économique avait constitué en France un moment favorable pour l'implantation du Parti Communiste dans une population ouvrière très qualifiée, via les comités de chômeurs en apparaissant comme la seule force tangible de contestation[711]. En Grande-Bretagne également, un grand nombre de volontaires britanniques avaient fait leur apprentissage politique dans les *National Unemployed Workers' Movement* (NUWM) où le CPGB était très actif[712]. De la même manière, au moins 20% des volontaires venus du Canada avaient effectué un séjour dans un des camps de chômeurs, les *Reliefs Camp Workers*, largement infiltrés par le CPC[713] . En 1935, le CPC et la YCL furent à la pointe des grandes marches de chômeurs canadiens. En tenant donc compte du fait que les partis communistes avaient, jusqu'à cette époque, des contacts profonds avec le lumpenprolétariat urbain, ces derniers n'auraient-ils pas constitué une cible potentielle, pour ne pas dire facile, aux recrutements vers l'Espagne ?

Être en situation de chômage pouvait induire pour certains postulants la possibilité que le départ en Espagne puisse corresponde à une amélioration de leur condition. Pour tous, le chômage augmentait de fait leur disponibilité, au contraire des travailleurs actifs contraints de préserver leur situation de salarié. Cette disponibilité supérieure considère l'aptitude d'un individu à être en état d'accomplir une fonction ou une action, c'est-à-dire l'amplitude de son autonomie. Comme le relève fort justement Jean-François Muracciole à propos des volontaires de la France Libre, la disponibilité est d'abord d'ordre matériel : il faut que partir soit possible[714]. L'un des premiers volontaires britanniques, et accessoirement neveu de Churchill, Esmond Romilly, accouru en Espagne à bicyclette, reconnaissait dans son témoignage rédigé en juin 1937 que si sa situation avait été meilleure à Londres, il ne serait pas parti en Espagne, quoique sa sympathie fut totale avec la cause des antifascistes espagnols[715]. La disponibilité et la sympathie pour la cause défendue furent indéniablement les deux principaux facteurs de départs. Ce furent donc inévitablement des chômeurs et des travailleurs à temps partiels qui formèrent la catégorie socio-professionnelle la plus encline à prendre le départ.

---

[711] GIRAULT (Jacques), « L''implantation du parti communiste Français dans la région parisienne » in GIRAULT (Jacques) (dir.), *Sur l'implantation du Parti Communiste Français dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Éditions Sociales, 1977, p. 70.
[712] BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors*…, *op. cit.*, pp. 24-25.
[713] PETROU (Michael), *Renegades*…, *op. cit.,* p. 18.
[714] MURACCIOLE (Jean-François), *Les Français libres. L'autre résistance*. Paris, Tallandier, 2009, pp. 218-219.
[715] ARIELLI (Nir), « Getting There : Enlistment Considerations…. », *op. cit.,* p. 220.

2. Un formidable vivier d'hommes disponibles

Après une hausse importante en Europe occidentale entre 1931 et 1935, le nombre de travailleurs sans emploi était en forte baisse entre mars 1936 et octobre 1937. En juillet 1936, il avoisinait cependant encore avec le million en France, dont 77% d'hommes[716]. Les huit départements français qui comptaient le plus grand nombre de chômeurs en 1936 coïncident avec les huit départements ayant fourni le plus grand nombre de volontaires Français selon les observations de Rémi Skoutelsky, soit par ordre décroissant : Seine, Nord, Seine et Oise, Bouches-du-Rhône, Seine-Inférieure, Rhône, Pas-de-Calais et Haut-Rhin[717]. Le département de la Seine rassemblait en juillet 1936 19,8% de la population active totale mais 48,4% de l'ensemble des chômeurs secourus[718].

Les monographies récentes consacrées aux volontaires de chacun des contingents nationaux relèvent toutes l'âge relativement élevé des volontaires. Il s'agit indiscutablement d'un phénomène de trentenaires, d'hommes déjà présents sur le marché du travail. En 1936 en France, le pic de l'âge moyen des sans-emplois de sexe masculin était fixé autour de trente ans environ, soit l'équivalent de l'âge moyen des volontaires français[719]. Dans les autres pays principaux points de départs des volontaires pour l'Espagne, la situation est identique. On retrouve des valeurs supérieures en Belgique où l'âge moyen des chômeurs en 1936 se situe autour de 40 ans et 10 mois, et en Grande-Bretagne (en 1935) où 41 % des chômeurs ont entre 21 et 44 ans[720]. Aux États-Unis, la moitié des chômeurs ont 20 et 39 ans, soit des classes d'âge qui concernent également 50% des actifs américains[721].

La disponibilité supérieure due à la situation de chômage peut être circonstancielle et maîtrisée dans le temps. La durée de chômage était en moyenne de 216 jours (plus de 7 mois) à Paris et 193 (6 mois) dans le reste de la France. Les travailleurs qui connaissaient alors la durée de chômage la plus longue étaient les manœuvres et manutentionnaires (26,60% du

[716] LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 1 : Le chômage en France de 1930 à 1936*. Paris, Institut Scientifique de Recherches Scientifiques et Sociales, Librairie du recueil Sirey, 1938, pp. 62-63 et 66.
[717] *Idem,* p. 119 ; SKOUTELSKI (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas… op. cit.,* p. 153.
[718] *Ibidem*, pp. 116 et 147.
[719] LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 3 : Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après le budget de 265 familles*. Paris, Institut Scientifique de Recherches Scientifiques et Sociales, Librairie du recueil Sirey, 1949. Graphique 1 « Répartition des chômeurs par catégorie d'âge d'après différentes enquêtes », p. 16 ; SKOUTELSKI (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas… op. cit.*, pp. 141-142.
[720] LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 2 : Les chômeurs d'après les fiches* des fonds de chômage de Paris, Lyon et Mulhouse. Paris, Institut Scientifique de Recherches Scientifiques et Sociales, Librairie du recueil Sirey, 1942, p. 156 et *Tableau XL « Age des chômeurs complets et durée du chômage en Belgique »,* p. 157.
[721] LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 1…, op. cit.,* p. 75.

total des actifs de la profession), les travailleurs du transport (15%) mais aussi les travailleurs des industries métallurgiques et mécaniques, durée souvent ponctuée de nombreuses périodes de reprises[722]. La durée des périodes de chômage est légèrement plus longue chez les étrangers que les Français[723]. De plus, au chômage d'ordre conjoncturel, directement imputable à la crise économique, s'ajoutait également un chômage saisonnier. Ainsi, certaines catégories de travailleurs connaissaient des périodes de morte-saison : dans le bâtiment et le terrassement de novembre à mars ou certaines industries textiles d'avril à fin août, pour ne citer que des catégories de travailleurs bien représentées parmi les volontaires étrangers[724]. Certains chômeurs ou travailleurs saisonniers ont pu être tentés de vivre un intermède espagnol ou bien de profiter de leur disponibilité relative pour partir quelques mois en Espagne.

On retrouve également un lien entre les localités de résidence des volontaires et les concentrations de chômeurs, venue majoritairement de région parisienne[725]. La situation était comparable dans les principaux pays d'origine des volontaires. En Belgique on comptait 213 000 chômeurs complets à la fin de l'année 1934, soit la moitié de la population active en y ajoutant le chômage partiel. À partir de 1930, le gouvernement prit une série de mesures restreignant sévèrement les conditions d'entrées et l'accès à l'emploi pour la main-d'œuvre étrangère. Des mesures de contingentement touchent les travailleurs étrangers, qui perdent également leur droit à l'assurance chômage[726]. Au Canada en 1933, 30% de la population active était au chômage, sans allocations ni pensions.

Les différentes études sur chacun des contingents nationaux ont toutes mis en avant le caractère prolétaire des volontaires étrangers, le fait est connu. Mais les immigrés venus de France, de Belgique, d'Amérique du Nord ou de Suisse semblent avoir eu quant à eux des métiers plus humbles encore, souvent journaliers, irréguliers et instables, tout à fait en adéquation avec les secteurs professionnels employant de nombreux travailleurs immigrés et fortement touchés par un chômage structurel.

---

[722] *Idem,* Tableau XXXV « Durée moyenne du chômage individuel et intensité du chômage par profession » et graphique VIII « Durée moyenne annuelle et intensité du chômage dans les différentes industries », pp. 143-144.
[723] *Ibidem,* pp. 50 et 265.
[724] LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 1…, op. cit.,* p. 195.
[725] SKOUTELSKY (Rémi), « Les volontaires des Brigades internationales de la région parisienne » in GIRAULT (Jacques) (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960),* Paris, Publication de la Sorbonne, 2002, p. 469.
[726] EGGERICKX (Thierry) et SANDERSON (Jean-Paul), « La transition migratoire dans la Belgique industrielle de l'entre-deux-guerres » in *Actes du colloque de Budapest de l'Association Internationale des Démographes de Langues Française*, 2004. Document : *Les migrations internationales. Observation, analyse et perspectives*, p. 404.

Tableau 4-d : Comparatif en pourcentages des taux de chômage entre travailleurs français et étrangers en France en 1936 sur trois secteurs d'activités dominants parmi les volontaires internationaux en Espagne[727].

Secteurs professionnels	Français	Étrangers
Manœuvres et journaliers	21,20%	**32,66%**
Bâtiment et constructions	13,10%	**21,87%**
Industries métallurgiques et mécaniques	17,30%	**20,07%**

Les travailleurs étrangers furent les premières victimes de la crise économique mondiale. À l'issue de la Première Guerre mondiale qui avait entraîné la mort d'un million et demi d'hommes et laissé plus de deux millions d'handicapés, la France fit massivement appel à la main-d'œuvre étrangère et adopta une législation favorable à leur installation. À la suite de la Grande crise, les réglementations visant à limiter l'emploi des étrangers se multiplièrent[728]. La qualité de réfugié politique fut également remise en cause à partir du 5 août 1936 : les émigrants sans passeports visés ou autorisation spéciale n'étaient plus acceptés, à l'exception des apatrides reconnus par la Convention de Genève de la SDN (Loi du 20 octobre 1936)[729].

Dans la plupart des secteurs d'activités, la part des travailleurs étrangers employés a fortement chuté entre 1931 et 1936. Ainsi, les travailleurs étrangers ne représentaient plus que 10% des actifs dans la construction et le bâtiment et 30% dans les mines en 1936. Cette diminution importante des travailleurs étrangers se retrouve également dans l'industrie textile (-41,2% entre 1931 et 1936), les constructions mécaniques (-44%), la sidérurgie (-53%) et les forges (-48,5%)[730]. En région parisienne ils représentaient 11,7% des chômeurs contre 28,4% en région Lyonnaise en 1936[731]. En moyenne générale, près d'un quart des chômeurs de 30 à 39 ans sont des travailleurs étrangers[732]. Les immigrés italiens furent les plus touchés[733]. Natacha Lillo relève dans sa thèse consacrée aux espagnols dyonisiens au XXème siècle que près d'un sur deux était au chômage en 1936, soit 47% contre 17% des français résidents à

[727] Tableau élaboré à partir des chiffres issus de : LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 1…, op. cit.,* Tableau V : *Répartition des chômeurs par profession d'après différentes enquêtes*, p. 22.
[728] SCHOR (Ralph), *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXème siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, pp. 132-133.
[729] BADIA (Gilbert), « L'émigration en France : ses conditions et ses problèmes… », *op. cit.,* p. 56.
[730] GUICHARD (Éric) et NOIRIEL (Gérard) (dir.), *Constructions des nationalités...*, *op. cit.*, pp. 42-43. Voir ANNEXE I Document 4-3a : Répartition en pourcentage par nationalité des chômeurs étrangers en France en 1931 et 1936 et Document 4-3b: Comparatif des taux de chômage entre travailleurs français et étrangers en France en 1936 sur trois secteurs d'activités dominants parmi les volontaires en Espagne.
[731] LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 2… op. cit.* p. 245 et 248.
[732] *Idem,* p. 24.
[733] Voir ANNEXE I Document 4-3a: Répartition en pourcentage par nationalité des chômeurs étrangers en France en 1931 et 1936.

Saint-Denis ; les deux tiers des chômeurs étaient des manœuvres ou des journaliers[734]. Sur 29 Espagnols dyonisiens engagés dans les Brigades internationales dont l'historienne a retrouvé la profession, la moitié (14) était au chômage et un seul en activité salariée fixe[735].

Au-delà de la disponibilité et de la fragilité sociale (facteurs *push*), le départ vers l'Espagne put également prendre la forme d'une échappatoire ou d'une possibilité d'amélioration d'un ordinaire frugal ou particulièrement hostile (facteurs *pull*), indépendamment des motivations politiques personnels.

3. Partir en Espagne comme une échappatoire

Dans les procès-verbaux des interrogatoires de volontaires par un inspecteur ou un officier français à leur retour, la question des motivations est généralement détaillée. Il s'agit dans la plupart des cas de volontaires ayant effectivement une opinion de gauche très ferme et nettement antifasciste, mais dont le substrat politique est souvent concomitant d'autres préoccupations, peut-être secondaires mais sûrement déterminantes :

> Cette idée m'est venue puisque mon salaire de 800 francs par mois, que je gagnais aux Aciéries de Rombas, ne suffisait pas pour entretenir ma famille, ma femme enceinte et deux enfants ; j'ajoute que le troisième enfant est venu au monde ensuite. [...] Pendant mon absence, ma femme a touché 360 frs par mois qui lui furent versés par le Comité d'aide au Peuple Espagnol d'Hagondange[736].

Ainsi, beaucoup parlent de la situation « pénible » (veuvage, chômage, pensions d'invalidité ou d'ancien combattant refusées), non pas comme un élément directement motivant mais comme déclencheur. Enfin, beaucoup d'autres n'ont aucun complexe à parler immédiatement de la solde espérée ou reçue, parce qu'étant « sans travail, sans ressources »[737]. Le « coup de tête », regretté ou non, fut le détonateur d'une décision sûrement difficile à prendre mais dont les difficultés économiques, sentimentales ou professionnels ont formé la matière : « J'étais sans travail et complètement découragé », reconnaissait un

[734] LILLO (Natacha), *Espagnols en « banlieue rouge ». Histoire comparée des trois principales vagues migratoires à Saint Denis et dans sa région au XXe siècle*. Thèse sous la direction de Pierre Milza pour l'obtention du Doctorat de l'IEP (Histoire). Institut d'études politiques de Paris. Cycle supérieur d'histoire du vingtième siècle. 2001. Vol. 1, p. 392.
[735] *Idem*, p. 439.
[736] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Ministère de l'Intérieur. Direction de la Sûreté Nationale. AS Volontaire franç[ais] pour les armées des gouvernementaux en Espagne, nouvellement rapatrié. Affaire Simon Charles, né le 14 février 1912 à Ludwigshafen (Palatinat). Procès-verbal. Metz, 6 avril 1937.
[737] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Subdivision de Casablanca - Etat Major 3ème Bureau. Volontaires rapatriés d'Espagne. Compte-rendu de l'interrogation [sic] d'un volontaire Français rapatriés d'Espagne. Casablanca, 22 juin 1937.

volontaire italien naturalisé français, instructeur de mitrailleuses dans la colonne Durruti[738]. Le fait de disposer d'une compétence ici recherchée, en l'occurrence militaire, a pu décider certains sans autres moyens de subsistance, en déshérence ou en difficultés conjoncturelles, à mettre à profit cette qualité et à s'engager en Espagne pour une juste cause.

Au Canada comme en Suisse, les gouvernements eurent recours à la création de camps destinés à « secourir » les chômeurs. Au Canada, les chômeurs, catégorie qui regroupait également les sans domicile fixe et les journaliers itinérants, y travaillaient comme cantonniers en échange d'un hébergement de fortune et de soupe populaire[739]. Nicola Ulmi observe qu'en Suisse, le caractère paternaliste ou carcéral de la prise en charge du chômage renforça un profond sentiment de rejet[740]. La moitié des dépositions des volontaires suisses inquiétés par la justice helvétique à leur retour d'Espagne parlent du poids du chômage ou de l'espoir de trouver du travail en Espagne[741]. Pour les chômeurs canadiens comme les suisses, partir vers l'Espagne pouvait donc apparaître comme une porte de sortie favorable d'une situation quotidienne subie et un avenir peu engageant.

La situation de chômage ne peut être à elle seule la raison première de l'engagement combattant en Espagne, mais elle constitue un élément déterminant dans la prise de décision de choix du départ, et donne à l'intéressé un horizon possiblement positif. N'ayant finalement que peu à perdre, autant participer à une cause gigantesque où chacun semble pouvoir être utile.

4. Une source de candidats potentiels surexploitée par les recruteurs

La toute première instruction que nous connaissons des autorités d'Albacete à Paris, André Marty et Giuseppe di Vittorio, à propos du recrutement fin octobre 1936 est éloquente quant à notre propos : « cesser de recruter d'abord dans les chômeurs. [...] Ce serait un danger extrêmement grave de continuer à envoyer des déclassés : le discrédit qui en résulterait pour nous serait considérable[742] ». Aucun grand centre de recrutement n'échappait alors à leurs

[738] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : *Le Ministre de l'Intérieur DGSN à Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. EMA 2ème Bureau SCR. Volontaires de retours d'Espagne. Déclaration du nommé Masseroli Jean*. Paris, 24 juin 1937.
[739] ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause…*, *op.cit.*, p. 9.
[740] ULMI (Nicola), « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse…», *op. cit.*, p. 277.
[741] *Idem.*
[742] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937. Annexe 58. *Lettre au PCF du 27 octobre 1936*. Par Marty et Nicoletti.

violentes critiques : Nice, d'où venaient selon Marty des « trotskistes» et des « scissionnistes », Paris : des « alcooliques, trotskistes et anarchisants », Lyon : « recrutement de masse en novembre fait par la police lyonnaise pour se débarrasser des éléments suspects », Oran : « immense majorité d'éléments très louches, décomposant en masse les unités », Belgique : « toujours été initiateurs de la décomposition et de la désertion en masse. Très mauvais combattants en général»[743]. Même en tenant compte de l'exagération coutumière du patron des Brigades internationales, le tableau semblait bien sombre. Il était décidément bien difficile de demander aux militants communistes de se muer en sergents recruteurs. Les responsables anarchistes français de la Caserne Pedralbes se lamentèrent également du recrutement du tout-venant opéré en France et demandèrent régulièrement aux « dirigeants des organisations anarchistes françaises [de] contrôler très sérieusement les hommes qu'ils envoient en Espagne » et « de ne plus diriger ici des ivrognes, des parasites de tous genres ou mêmes des possesseurs de cartes syndicales trop récemment délivrées[744] ».

Ces constats ne concernent pas que la France ou la Belgique mais reflètent une situation générale. Dans un rapport détaillé sous forme de bilan à destination du Komintern à propos du recrutement des Hollandais pour les Brigades internationales, un membre du Comité Central du CPN n'hésita aucunement à dépeindre crument le profil des volontaires bataves :

> Eine Anzahl Kameraden kam nach Spanien ohne irgendwelche politische Grundlage, nur um Geld zu verdienen oder Sorgen zu vergessen, und sind natürlich nicht imstande unter den scheren Umständen zu leben, mit als Folge: Desertion[745].

La dénonciation de la très mauvaise qualité du recrutement fut constante et les admonestations tardives attestent du fait que les directives ne furent jamais réellement appliquées. En avril 1938, des responsables communistes de Lorraine durent faire leur autocritique et reconnurent que les chômeurs avaient bien constitué une cible choisie :

> La marchandise (indésirables) de certains convois a été récoltée auprès des chômeurs (Bureau des placements) par notre camarade chargé de ce travail. Sous ces conditions il ne lui était pas possible de contrôler cette marchandise comme il aurait fallu. Nous regrettons beaucoup que cela est arrivé, nous en tirons une leçon pour l'avenir. Nous

[743] RGASPI 517.3.25 : *Quelques données sur les cadres des Brigades internationales par André Marty*. 9 octobre 1937.
[744] « Avis aux camarades de France » in *Bulletin d'information CNT FAI section française* n°3 du 3 décembre 1936.
[745] *Un certain nombre de camarades est venu en Espagne sans aucune base politique, juste pour faire de l'argent ou oublier leurs soucis et n'ont pas réussi à résister aux conditions difficiles, avec comme résultat : la désertion.* RGASPI 545.6.399 : *An dem Vertrerer des EKKIs - Valencia*. Par Jan, 24 décembre 1937, p. 2.

vous demandons de ne pas croire qu'il s'agissait d'une provocation, c'était seulement une imprudence de la part de notre camarade[746].

Les différents rapports établis par la police française confirment en tous points ce constat. Celle-ci signalait régulièrement que le recrutement s'effectuait « parmi les sans travail » ou qu'il « n'y a guère que parmi les chômeurs qu'on trouve encore quelques éléments qui consentent à s'enrôler », ou encore : « ces recrues se composent surtout d'individus sans travail appartenant à des pays où sévit avec le plus d'acuité la crise économique»[747]. On signalait en décembre 1936 au préfet du Rhône que sur les 900 volontaires recensés partis de Lyon, hormis les suisses allemands « bien vêtus », les autres semblaient de « pauvres diables à l'aspect minable, paraissant surtout recherche les moyens de manger à leur faim, mais n'ayant pas du tout le « feu sacré »[748]. D'après les renseignements recueillis par l'ambassade de Pologne en France à propos des ressortissants polonais enrôlés en France, il y avait trois catégories de volontaires : « Les idéologues, d'abord, peu nombreux, puis les chômeurs ou ceux qui sont dans une situation difficile et qui forment le plus gros de l'effectif. Enfin ceux qui sont gagnés par la contagion de l'exemple[749] ». À Metz, à l'occasion d'une longue enquête de la police sur le recrutement qui permit le démantèlement du réseau, les inspecteurs signalèrent à leur hiérarchie que les postulants étaient quasiment tous des « sans-travail et sans domicile fixe » fréquentant la gare centrale[750].

Les témoignages de certains volontaires au profil plus militant relèvent également leur surprise de découvrir autant d'individus venus « pour le beefsteak[751] ». *Giustizia e Libertà* faisait également les mêmes constats à propos du grand recrutement opéré par le PCF et ses succursales en France, en le distinguant nettement leurs propres méthodes :

---

[746] RGASPI 545.2.39a : Lettre du PCF d'Hangondange à Rebière. Hagondange, 11 avril 1938.

[747] APP BA 1663 : *AS du recrutement de volontaires étrangers pour l'Espagne*. Paris, le 16 novembre 1937 ; BA 1665 Dossier RE Formation de centuries Information. AS du recrutement dans les organisations communistes de volontaires pour l'Espagne Républicaine. 28 février 1938.

[748] AD 69 Rhône 4 M 303. Dossier : Brigades internationales et volontaires français – retour et départs, statistiques 1936-1938. Le Commissaire spécial de Lyon à Monsieur le Préfet du Rhône (Secrétaire général pour la police). Objet : Réunion communiste, pour les volontaires pour l'Espagne. Lyon, 5 décembre 1936.

[749] APP BA 1665 Dossier RE Formation de centuries. M. Louit, Commissaire de Police à Monsieur le directeur des RG. Paris, 6 novembre 1936.

[750] AD 57 304 M 185 : Police d'État de Metz – Cabinet du Commissaire Central. *Les Inspecteurs Royer et Quirin de la Police d'État de Metz à Monsieur le Commissaire Central de la Police à Metz*. Metz, le 12 janvier 1938.

[751] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : Renseignement 2ème Bur - Espagne. *Organisation du recrutement par le parti communiste pour les gouvernementaux.* Paris, 28 janvier 1937. Un capitaine des Brigades internationales déclara à son retour en France que celles-ci étaient composées de « 35% d'idéologistes combattants, 21 [25]%, d'ouvriers chômeurs, 40% de clochards et de soudards ». SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : EM 2ème sec. 2ème Bur.. *Le Lieutenant Maurice, officier de Renseignement du 141ème RIA à Monsieur le Général Commandant la 15ème Région État-Major 2ème Bureau. Objet : Compte rendu d'interrogatoire*. Marseille, 28 mai 1937.

> Il reclutamento è stato fatto soprattutto tra i disoccupati, forzando alquanto la volontà, che non era precisamente offensiva. Quest'ultimo punto è quello che più mi preoccupa. I nostri elementi sono sceltissimi, di prim'ordine, volontari al cento per cento, che per venire in Spagna hanno piantato in asso situazioni, famiglia, ecc. Nella situazione spagnola, ciò che conta è anzitutto la qualità non il numero[752].

La dichotomie que Rosselli relève dans cet exemple est fondamentale dans l'explication globale de la massification du volontariat opérée par la création des Brigades internationales et par le fait de devoir trouver toujours davantage de postulants pour les renforcer. Les chômeurs, comme source disponible, constituèrent la masse critique déterminante dans l'hypertrophie du phénomène. On ne peut cependant confirmer totalement l'impression de la police française en 1938 selon laquelle les chômeurs auraient pris le relais des militants[753]. Ces derniers demeurent dans les effectifs, tout comme les volontaires disposant d'une formation militaire accomplie, mais le passage immédiat du souhait d'un volontariat spécialisé, et donc limité à un volontariat de masse des bonnes volontés les a noyé au sein d'une multitude. Tous n'en partageaient pas moins les mêmes idéaux.

Conclusion

Le stéréotype initialement attendu du volontaire international (soldat professionnel, réserviste ou ancien combattant) ne résiste donc pas aux faits : dans l'immense majorité des cas, les volontaires étaient des non-professionnels, des vétérans âgés et des citoyens ayant éventuellement accompli une période militaire d'intensité et de qualité très variable. Pourtant le critère qualitatif aurait pu demeurer saillant sans la profonde altération de la massification. Les recrutements pour les Brigades internationales furent marqués par l'action de deux facteurs antagonistes : d'une part, l'augmentation des volontaires moins motivés politiquement du fait de l'application de quotas par pays ordonnés par le Komintern et, d'autre part, les tentatives d'Albacete de maintenir un recrutement de qualité en assurant une sélection des candidats. Il s'agissait donc désormais d'un modèle classique : recruter des volontaires puis les former militairement. Ce rôle de prytanées militaires n'avait absolument

[752] *Le recrutement a été surtout fait en particulier parmi les chômeurs, en forçant un peu les choses mais sans être offensant. Ce dernier point est ce qui m'inquiète le plus. Nos éléments sont soigneusement choisis, de première classe, volontaires à cent pour cent, qui pour venir en Espagne ont abandonné situations, famille, etc. Dans le cas espagnol, ce qui compte avant tout c'est la qualité et non le nombre*. Lettre de Rosselli à Lussu du 5 novembre 1936 cité in ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo*…, *op. cit*., p. 327.

[753] APP BA 1665 : Dossier : Recrutement de volontaires après l'interdiction. 28 février 1938 Information. *AS du recrutement dans les organisations communistes de volontaires pour l'Espagne Républicaine*.

pas été envisagé de façon systémique lors de la création des Brigades internationales, ni d'ailleurs le besoin d'importer d'URSS les cadres et les spécialistes manquants pour encadrer ces volontaires étrangers.

Ces derniers n'en formaient pas moins un ensemble homogène original, particulièrement distincts des Espagnols par ses caractéristiques intrinsèques et composant un corps social répondant à des logiques et des références transnationales et transpartisanes communes.

Chapitre 5. Caractères communs et logiques fondamentales du volontariat international combattant antifasciste en Espagne

Le mouvement qui a conduit des milliers d'étrangers à venir en Espagne pour s'associer par les armes au conflit en cours fut motivé par un ensemble de raisons qui ne s'opposent absolument que par le côté de la ligne de front choisi. Dans le groupe, ultra majoritaire, qui fait l'objet de cette thèse, les volontaires antifascistes ont formé un ensemble relativement homogène et un corps social fortement marqué par un habitus militant. Cet aspect majeur a été particulièrement mis en avant et analysé dans les différentes monographies réalisées sur chacun des contingents nationaux. Il n'est en effet pas possible d'envisager ce groupe sans relever la prégnance des engagements politiques, syndicaux et militants préalables des volontaires, dont une grande majorité partageait en outre une commune appartenance au parti communiste. Mais cette identité fondamentale ne nous renseigne pas sur l'autre dimension de ce collectif, l'ensemble militaire.

Observé depuis ce point de vue, diamétralement opposé au précédent, le collectif fait cette fois rejaillir leur commune situation de civils étrangers engagés dans une activité militaire. Comme le résume fort bien Hervé Mazurel, reprenant George Mosse, le volontaire n'est pas un soldat comme les autres, il est nimbé d'un prestige, d'une aura noble tirée de son libre arbitre, opposée au conscrit qui, lui, subit sa situation militaire[754]. Sans une absolue homogénéité, ils ont partagé des comportements grégaires et des définitions communes, très discursives, de leur identité de volontaire. Ils se sont revendiqués, et ont été désignés, comme des soldats hétérodoxes disposant de droits intrinsèques découlant de leur double situation d'étrangers et de volontaires. Pour achever cette première partie typologique, une approche heuristique doit permettre de cerner ses caractéristiques communes, de déterminer les dénominateurs délimitant ce groupe singulier et d'envisager sa situation avec le cadre militaire espagnol.

[754] MAZUREL (Hervé), *Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec*. Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 215.

A. Le volontaire international, un personnage construit par antithèses

Nous avons vu que la désignation de ces étrangers combattants en Espagne n'a pas été évidente. Cette difficulté a suscité une attention constante de la part des acteurs et promoteurs du volontariat international. L'exercice étant d'autant plus ardu que l'on dénonçait chez l'ennemi le recours à des troupes étrangères. Les contours discursifs fondamentaux du « volontaire international » ont de ce fait surgi d'une confrontation avec trois modèles antithétiques fréquemment mobilisés pour dénoncer les agents transnationaux en Espagne : le « soldat étranger », le « mercenaire » et le « légionnaire ». Une étude sémiologique paraît donc nécessaire pour comprendre l'interactivité de ce système de référence qui s'est diffusé par contraste, par l'addition de contretypes pour créer le champ de références positif dont les volontaires se sont emparés ou bien où ils ont été placés malgré eux.

1. L'étranger, c'est l'ennemi

Puisque l'ennemi disposait lui aussi de renforts étrangers, soldats italiens, marocains ou allemands, il était nécessaire de nettement distinguer les « volontaires internationaux » des « spadassins étrangers » importés par les nationalistes. La première caractéristique, le facteur transnational, ne permettait pas cette opérabilité. Celle-ci fut établie sur la fonction objective : le volontaire international n'est pas un soldat de l'étranger, soit l'agent d'une puissance étatique extérieure. C'est au contraire un défenseur : le volontaire international vient au secours. Pour la propagande républicaine et antifasciste, l'étranger c'est « l'autre », c'est l'agresseur. Cette construction rhétorique n'est pas nouvelle. Gilles Pécout a relevé que les volontaires armés, dans le long cours, ne se perçurent jamais comme « étrangers » mais bien comme « internationaux »[755]. Une volontaire socialiste anglaise expliquait ainsi que les Catalans distinguaient nettement les « étrangers » des « internationaux »[756]. Un volontaire français fit la même démonstration, en décrivant le défilé parmi la foule barcelonaise de la « Colonne française Ascaso » en partance pour le front : « Ils sont tous là, vieux, femmes et enfants, qui acclament délirant de joie, qui veulent accueillir et saluer non les « étrangers » mais leurs frères opprimés qui viennent chez eux, premier contingent international, pour accomplir leur devoir dans la milice révolutionnaire[757] ».

[755] PÉCOUT (Gilles), « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale… », *op. cit*., p. 41.
[756] LOW (Mary) et BREÁ (Juan), *Carnets de la guerre d'Espagne,* Verticales, Genève, 1997, p. 87.
[757] « L'Espagne d'aujourd'hui » par Viola in *Le Libertaire* du 2 septembre 1937, p. 5.

Dans ces deux exemples, l'International est un transfuge amical de l'étranger, son internationalisme supposé le libérant d'une assignation nationale par conséquent hostile ou intéressée. De plus, « les étrangers » de l'ennemi furent désignés sur des correspondances précises : fascistes italiens, nazis allemands, et « Maures » marocains. Ces correspondances ont été martelées à l'envi, en Espagne républicaine comme dans les journaux étrangers favorables à la République, par des centaines de caricatures, volontiers chauvines et racistes, sur le « type » d'étrangers, prétendument majoritaires dans les rangs rebelles[758].

Ces rôles de composition étaient imposés par une évidence qui ne pouvait être escamotée : des étrangers s'affrontaient sur le sol espagnol. Cette réalité posait un problème évident à la République espagnole et ses soutiens : comment à la fois légitimer la présence spontanée d'étrangers désignés comme amicaux et démontrer que l'Espagne était dans une nouvelle guerre d'indépendance contre « des envahisseurs étranger » ? Sans être pour autant de fervents partisans de Franco, certains observateurs et journalistes étrangers relevaient d'ailleurs fréquemment la situation ambiguë de la République espagnole, à la fois juge et partie, dans sa dénonciation de l'invasion étrangère, le terme de « volontaires » n'étant aucunement une garantie[759]. De plus, il ne fallait donner aucune prise à une interprétation de guerre privée et à un effet de miroir présentant l'Espagne comme le champ de bataille des catharsis politiques des pays voisins. C'est dans cette intention que la presse communiste n'eut de cesse de dénoncer « la grande presse hitlérisée » relatant la présence de « Russes » en Espagne, rappelant que « l'armée républicaine espagnole n'a pas besoin de mercenaires ou de renforts de l'étranger comme c'est le cas pour les soi-disant « nationalistes »[760].

Malgré ces injonctions répétées, il fut régulièrement nécessaire de rappeler ces distinctions, preuve de l'existence d'un doute, comme l'illustre cet extrait d'un article du journal des artilleurs polonais de la batterie *Głowacki* adressé à leurs camarades espagnols :

> Algunos cientos de metros adelante se encuentran los fascistas, soldados de los ejércitos extranjeros, mandados a España por Hitler y Mussolini. Pero, cuidadosos, nuestros soldados vigilan con el fusil y la ametralladora esta parte de terreno, como verdaderos hijos del pueblo español. Es verdad que nosotros somos extranjeros, pero

[758] Voir ANNEXE I : Documents 5-a : *« L'étranger c'est l'ennemi. Caricatures de l'adversaire ».*
[759] Comme l'atteste le soin de la presse communiste et celles des Brigades internationales à éviter d'évoquer les « Banderas » étrangères de l'ennemi tandis que le sujet était régulièrement abordé ailleurs. Seul un article, destiné aux volontaires anglo-saxons, s'attardait sur la présence de la Brigade catholique irlandaise d'O'Duffy « O'Duffy's inglorious Dupes » in *The Volunteer for Liberty*, Vol. I, n°2 du 1er juin 1937, p. 6.
[760] « Les « conducteurs russes » de tanks n'existent que dans l'imagination de la presse fasciste » in *L'Humanité* du 5 novembre 1936, p. 3.

de muy distinta manera de aquellos que Hitler y Mussolini mandan, porque nosotros hemos venido aquí voluntariamente, solamente guiados por el ánimo de solidaridad hacia el pueblo español en su lucha contra los traidores e invasores[761].

Le volontaire international ne redevint un « étranger » qu'en septembre 1938, lors de la démobilisation des combattants non espagnols dont le retrait fut alors élevé comme l'ultime démonstration de la différence de nature séparant les étrangers combattants en Espagne, entre ceux venus librement et ceux en service commandé.

2. L'individu : le volontaire international comme l'envers du mercenaire

Dans les discours dénonçant les soldats étrangers « apportés en Espagne » par l'ennemi, une permanente confusion, parfois inconsciente, s'opérait entre soldats italiens du CTV, les légionnaires du Tercio (en très grande majorités des Espagnols), le détachement allemand *Legion Condor* et les *Regulares* marocains. Tous étaient considérés comme des agents inconscients au service d'intérêts supérieurs et non comme des hommes libres. Au contraire, le volontaire international fut dépeint comme ne connaissant pas « l'obéissance servile », sa cause n'était pas celle d'un maître mais celle du « peuple »[762].

C'est donc la problématique de l'intérêt et du désintéressement qui fut convoquée comme facteur opératif de distinction. Le volontaire international n'était pas un soudard ou un séide, il était insensible à l'appât du gain qui déterminait son opposé : le « mercenaire du fascisme international » et les « soi-disant spécialistes ou aviateurs, militaires chassés pour escroqueries des armées capitalistes ou vulgaires aventuriers [qui] « offrirent leurs services » à des conditions fantastiques »[763]. Le désintéressement des volontaires pouvait être prouvé en invoquant le fait qu'ils avaient quitté une meilleure situation que celle qu'ils avaient trouvée en Espagne. Leur désintéressement s'accompagnait d'un renoncement commun et partagé :

---

[761] *Quelques centaines de mètres au-devant se trouvent les fascistes, soldats des armées étrangères, envoyés en Espagne par Hitler et Mussolini. Mais, attentifs, nos soldats veillent avec leurs fusils et mitrailleuses sur cette partie du terrain, comme de vrais fils du peuple espagnol. Il est vrai que nous autres sommes des étrangers, mais d'une manière très différente que ceux qu'Hitler et Mussolini ont fait venir, parce que nous sommes venus ici volontairement, seulement guidés par l'esprit de solidarité envers le peuple espagnol dans sa lutte contre les traîtres et les envahisseurs*. «Nuestro primero de Mayo... en la batería polaca "Bartos Glovacki (sic)" » in *¡¡Fuego!!* n°4 mai 1938, p. 4.

[762] ANANIEVA (Anna), « Alfred Kantorowicz: Tschapaiew. Das Bataillon der 21 Nationen » in BANNASCH (Bettina) et HOLM (Christiane) (dir.), *Erinnern und Erzählen: der Spanische Bürgerkrieg in der deutschen und spanischen Literatur und in den Bildmedien*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 2005, p. 200.

[763] « Pour intensifier l'aide à l'Espagne républicaine » in *Les Cahiers du Bolchévisme* 20 mai 1937 Vol. 14 n°4-5, pp. 116- 118 ; RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium du PCUS le 26 août 1939 à Moscou, p. 5.

qu'ils soient « modestes ouvriers, d'humbles travailleurs » ou « chirurgiens célèbres et des écrivains fameux », tous « vivants paisiblement de leur travail », ils quittèrent « ce qu'ils avaient de plus cher au monde, femme, enfants, foyer, amis, le pays », abandonnant « de belles situations » pour aller « sur un sol étranger, défendre la liberté d'un peuple »[764]. Pour la journaliste communiste française Simone Téry, la présence des « Allemands, [des] Italiens, [des] Yougoslaves, [des] Bulgares, [de] tous ceux qui vivent sous le joug de gouvernements féroces, [de] tous les candidats à la prison, à l'huile de ricin, aux camps de concentration et à la hache, [de] tous ceux qui avaient dû prendre le chemin de l'exil, qui mangeaient le pain amer de l'étranger » était émouvante, mais elle insistait davantage encore sur les sacrifices des volontaires français :

> Mais les Français, eux, pourquoi sont-ils venus ? Ils vivaient chez eux, tranquilles, avec leur femme et leurs enfants, ils étaient heureux. Ils avaient un gouvernement de Front populaire […] Et pourtant ils sont venus. Ils ont quitté leur femme et leurs petits, et leur maison, ils ont quitté la bonne cuisine de chez nous, les petits plats mijotés et le camembert, et le cinéma le dimanche ; ils ont quitté tout cela volontairement, sans que personne ne le leur demande. Et ils savaient où ils allaient. Ils allaient vers la boue, vers le sang, vers le froid et le chaud, également implacables, vers la mort. Ils ont tout quitté, et ils sont venus[765].

Dans leur représentation symbolique, les volontaires furent définis par leur foi en une cause supérieure, qui les distinguait du soldat ou du mercenaire, mobilisé de force ou par égoïsme, les « mercenaires » ou « aventuriers » opposés par l'ennemi, ne pouvant trouver en Espagne ses soldats.

La noblesse des sentiments et de l'idéal poursuivi était garantie par l'esprit de renoncement pour la « cause librement choisie, passionnément chérie [qui] les anime, jusqu'au sacrifice, jusqu'au martyre[766] ». Le volontaire international se déterminait donc par le don de soi et non par le prêt de son corps sur l'autel de la solidarité, comme l'écrivait ce volontaire anarchiste :

---

[764] « L'anniversaire de la création des Brigades internationales » par André Marty in *L'Humanité* du 21 octobre 1937, p. 4 ; « Volontaires de la liberté » par François Vittori in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°50 du 8 octobre 1937, p. 6 ; RGASPI 545.1.46 : Transmission de Longo à la section historique de la Base du texte du discours de Marty à l'arrivée d'un « fort groupe de Camarades américains » [en février ou mars 1937]. 11 novembre 1937.

[765] « En Espagne sur les front de la Liberté ils ont sauvé l'honneur de la France » par Simone Téry in *Regards* n°249 du 20 octobre 1938, p. 11.

[766] « Les volontaires des brigades reviennent des tranchées de la liberté. Des hommes ! » par Pierre Scize in *Regards* n°250 du 27 octobre 1938, pp. 6-7.

> Ils sont venus offrir leur vie à leurs frères espagnols leur vie ; c'est tout ce qu'ils possèdent. Ils luttent, prêts à vaincre ou à mourir, pour que le monde soit meilleur et plus juste pour ceux qui travaillent et qui n'ont rien[767].

Pour laver l'atonie ou les parjures de leur gouvernement, « ils offrent leurs corps en lieu et place des marchandises que la France refuse de vendre au Gouvernement régulier d'un pays ami »[768]. Ce don de soi renvoie naturellement à la notion du martyre. Le sacrifice librement consenti vint, plus que toute autre référence, creuser le sillon distinguant le volontaire du mercenaire ou du soldat. Cette dichotomie fut permise par l'invocation d'un idéal : la liberté, qui sépare, d'un point de vue uniquement littéraire mais communément admis, le volontaire du mercenaire.

La référence permanente à la liberté recouvre l'ensemble des agents du phénomène en Espagne républicaine et s'est presqu'entièrement substituée aux autres références. Cela atteste largement du fait que l'antifascisme des années trente, de Paix et liberté à *Giustizia e Libertà*, fut résolument une résurgence de l'idée de liberté. L'apothéose libérale espagnole se manifesta tout d'abord au travers de la surenchère des métaphores employées : le front de la liberté, les tranchées de la liberté, les baïonnettes de la liberté, le bastion de la liberté (Madrid) et naturellement les Volontaires de la liberté[769]. Il est difficile de déterminer avec précision si ce personnage de défenseur de la liberté a été revendiqué directement par les premiers volontaires ou bien proposé par les Brigades internationales, tant sa référence semble avoir été précoce et spontanée. Il est cependant indiscutable qu'il a été entièrement élaboré dans un champ de référence ancien et influencé par les canons littéraires du Soldat de l'An II, de Victor Hugo à Jules Michelet en passant par François Rudes, soit des modèles bien éloignées des réalités relevées par les historiens[770].

Les premiers volontaires belges et français furent immédiatement associés à cette construction défensive : « Ils partent sur le front du prolétariat international défendre jusqu'à la mort la liberté et le socialisme », champ référentiel dont attestent également les récurrences dans les *In Memoriam* et les avis nécrologiques publiés dans la presse sympathisante étrangère : « Morts pour la liberté du peuple espagnol» ou plus simplement « Morts pour la

[767] « De la colonne Hilario. Ceux qui luttent pour la liberté » par Armand Aubrion in *Le Libertaire* n°520 du 30 octobre 1936, p. 3.
[768] « Aux avants-postes (sic) de la liberté » par Tristan Tzara in *Regards* n°154 du 24 décembre 1936, p. 5.
[769] Cette dernière expression, surlaquelle nous reviendrons dans le chapitre 15, qualifiait à l'origine les miliciens d'Espagne puis les immigrés espagnols quittant la France.
[770] CREPIN (Annie), *Histoire de la conscription. ..., op. cit.*, p. 93.

liberté »[771]. C'est en 1937 que le personnage du volontaire fut définitivement stabilisé dans une définition universelle et défensive :

> Les financiers et leurs agents ne pouvaient évidemment pas comprendre que des hommes se sacrifient volontairement pour la cause du peuple. Rien de commun entre nos volontaires et les mercenaires de Mussolini, du Tercio de Franco, des Légions Étrangères des différents pays. Seul, l'amour sacré de la liberté, la haine de cette bête immonde, le fascisme, a jeté sur les champs de bataille, avec une force indomptable, les volontaires de la Liberté[772].

Ce texte, de François Vittori, fut probablement longuement discuté pour ce numéro spécial du *Soldat de la République* fêtant le premier anniversaire des Brigades internationales, à un moment où la légitimité de ces dernières étaient remise en cause par la saturation des conscrits espagnols en leur sein.

Enfin, le volontaire international fut intégré au sein d'un collectif informel, un espace interstitiel transnational situé entre le pays de provenance et celui du combat.

3. Le collectif : une multitude innombrable comme une anti-légion étrangère

Pour beaucoup d'observateurs et de vétérans d'Espagne, la différence entre « volontaire » honorable et « légionnaire » honni s'établit dans la motivation et la situation *ante bellum* du combattant. Le volontaire était un « homme tranquille » prenant parti parce que convoqué par le devoir ou la cause tandis que le légionnaire était un guerrier sans cause ni patrie, banni de la société des hommes. Les premiers textes des volontaires internationaux se plaçaient d'ailleurs dans un antagonisme très extérieur à l'Espagne :

> Face à la Légion marocaine, ce ramassis de tueurs et de voleurs venus en Espagne pour restaurer l'ordre bourgeois, se dresse la Légion internationale des sans-patrie, qui sont venus se battre dans la péninsule pour l'ordre ouvrier et révolutionnaire[773].

Mais ce parallèle ne répondait en aucun cas à la volonté de la propagande et de la diplomatie républicaine de faire la démonstration du caractère national de sa lutte et de l'agression extérieure subie. L'expression de l'indignation internationale, de la rescousse des

[771] « En suivant la révolution espagnole avec les milices de Barcelone » in *La Jeune Garde* n°7 du 24 octobre 1936, p. 1.
[772] « Volontaires de la liberté » par François Vittori in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°50 du 8 octobre 1937, p. 6.
[773] « De la colonne Durruti », lettre de Ridel et Carpentier in *Le Libertaire* du 21 août 1936, p. 1.

peuples vers l'Espagne agressée permettait par contre de justifier la présence de défenseurs extérieurs, à condition d'insister sur leur caractère multinational.

La multitude, la diversité des origines des volontaires constituaient les valeurs cardinales du volontariat international combattant. Ils représentaient le monde entier solidaire, convergeant vers l'Espagne, issus de toutes les classes, de toutes les philosophies, de toutes les langues et de tous métiers, dans une sorte d'Arche de Noé socialiste où l'énumération des nationalités faisait foi tout en abolissant toute forme de nationalisme :

> En arrivant au village où se trouve une colonne ou une partie de colonne, on est tout de suite frappé par la diversité des langues parlées par les miliciens. Voici des Allemands chassés de leurs foyers par le sanglant Hitler ; là ce sont des Italiens depuis longtemps expulsés de chez eux par le dictateur noir, ici, des Belges parlent avec des Suisses. Toutes les races sont représentées […] Au front, pas de nationalité, pas de race ; il n'y en a que des prolétaires, des ouvriers, épris d'une société où l'homme ne sera plus un esclave, mais où régnera enfin la liberté par la libre initiative individuelle[774].

Cette diversité fut symboliquement renforcée dans les discours par l'emploi de stéréotypes régionaux, culturels ou de classes : « Le paysan de la Beauce ou de la Touraine voisine avec le robuste garçon venu des lointaines montagnes neigeuses du Canada » ; « L'ouvrier métallo » de la région parisienne vit « intiment mêlé » aux « intellectuels que le fascisme […] a chassé de leurs pays » ; « Il y avait là des Français de tous les coins de France, mêlant les accents de leurs terroirs à ceux plus gutturaux des autres provinces de l'antifascisme [, les] Marseillais voisinaient avec les Belges[, les] Italiens se mêlaient aux Serbes et aux Roumains » ; « Le grand chirurgien américain y fut le frère de l'ouvrier révolutionnaire allemand échappé de Dachau et du député communiste de la Chambre italienne, celui paysan polonais catholique [et sous] la mitraille, la gouaille du volontaire parisien déridait jusqu'au froid Scandinave[775]. Le prolétariat est venu « des quatre coins du monde » et s'est incarné dans les Brigades internationales, où chacun se « comprend sans paroles[776]».

[774] « De la colonne Hilario. Ceux qui luttent pour la liberté » par Armand Aubrion in *Le Libertaire* du 30 octobre 1936, p. 3.
[775] « Lettre ouverte et fraternelle, à une camarade anonyme française qui envoya en Espagne républicaine cet appel, encarté dans le livre portant de titre de « Boubouroche » in *Le Volontaire de la Liberté* n°16 du 5 juin 1937, p. 3 ; « Une semaine de combats » par Georges Soria in *Regards* n°149 du 19 novembre 1936 ; « Aujourd'hui 2 avril 1939, journée du blessé et du mutilé » par André Marty in *L'Humanité* du 2 avril 1939, p. 2.
[776] « Ceux de la Brigade internationale » in *Le Combat Syndicaliste* n° 189 du 1er janvier 1937, p. 2.

Dans les descriptions collectives, l'insistance sur les métiers des volontaires ne consistait pas en une simple énumération destinée à préciser les contours du prolétariat. Elle servait aussi à démontrer que cette armée-bohème était faite de citoyens et non de soldats ou « d'aventuriers ». Cette multitude cosmopolite, cette « union fraternelle, solidement scellée » fut érigée comme démonstration de son altérité, l'ennemi ne pouvant combattre quant à lui « que par nationalité » rivales[777].

L'évocation nationale n'avait donc de sens que considérée dans un ensemble pluriel, une multitude. Le format traditionnel du volontariat transnational armé depuis le XVIIIème siècle des légions nationales ne pouvait être satisfaisant en Espagne. La tentative de « légion italienne » fut immédiatement changée en bataillon *Garibaldi* et pas seulement par caprice du PC : l'ennemi déployait lui-même des ersatz de légions nationales et disposait d'une légion étrangère. Ces lectures et définitions ont cependant évolué entre 1937 et 1938, notamment dans les productions éditoriales des Brigades internationales à destination de pays en particulier, mais le socle demeura immuable lorsqu'il s'agissait de présenter l'ensemble collectif des Brigades internationales.

Les volontaires étrangers se sont tous fixés dans ces mêmes définitions antithétiques, à défaut de déterminer des caractères plus communs lorsque la politique opposa différents secteurs de l'antifascisme entre eux. Ils se sont le plus souvent emparés d'un discours apposé sur eux. Quelles que soient leurs intentions politiques ou justifications de leur présence en Espagne, ils ont formé assurément un groupe à part, régi selon des règles spécifiques, auto-justifiées et inhabituelles au cadre militaire.

B. Les cadres statutaires labiles de l'engagement combattant volontaire

À l'exception des spécialistes engagés sous contrat, les volontaires étrangers n'ont jamais eu, avant octobre 1937, notion des droits et devoirs assortis à leur engagement et à leur situation d'étrangers au sein de l'armée régulière espagnole et dans les milices paramilitaires. Dans ce dernier cas, le statut de « *miliciano* » se suffisait à lui-même, étant par essence antimilitariste et d'origine militante. Seule la solde perçue déterminait la reconnaissance de leur situation contractuelle. D'autre part, contrairement aux Espagnols masculins appelés

[777] « Gloire à la douzième Brigade » par Armand Maniou in *Vers la Liberté. Journal du Bataillon* « A. Marty » n°32 18 mai 1937, p. 1.

obligatoirement au service armé à partir de septembre 1936 pour la durée du conflit, les étrangers demeurèrent dans un flou relatif concernant la durée de leur service. Jusqu'au décret de la République espagnole du 27 septembre 1937 reconnaissant les Brigades internationales, l'absence de statuts firent du libre arbitre et des appréciations par l'encadrement des situations, les normes de l'engagement volontaire international.

1. L'hypothèse du volontariat par nature gratuit et non contractuel

Un mythe demeure à propos du volontaire en général : celui-ci ne serait pas payé, son idéal élevé le dispenserait des besoins triviaux du soldat ou de l'esprit de lucre du mercenaire. Les volontaires étrangers durant la guerre d'Espagne ne firent pas exception à cette conviction. Louis Delaprée, journaliste à *Paris Soir*, écrivait ainsi dans un des premiers articles consacrés à la Colonne internationale en 1936 : « Ils n'ont d'autre espoir que le triomphe de leur foi et ils ne reçoivent pas de solde. Les aviateurs étrangers sont payés, mais cette héroïque « piétaille » ne touche pas un « maravédis »[778]. Cet article fut bien entendu régulièrement cité et reproduit[779]. Dans le même esprit, les journaux espagnols, désireux de rompre avec la référence traditionnelle au soldat, dit « d'Ancien régime », se complaisaient dans des articles emphatiques sur le caractère désintéressé des miliciens antifascistes :

> El soldado voluntario no lucha por la paga, sino por el ideal. La remuneración no es una exigencia del soldado voluntario, sino un deber de la sociedad que no puede abandonar en la miseria a los que ofrendan su propia vida para guardar la ajena[780].

Si les témoignages directs de volontaires étrangers exprimant leur surprise (ou leur refus) d'être payés sont rares, certains semblent bien avoir été agréablement étonnés de découvrir que leur geste leur donnait droit à une rétribution, d'ailleurs fort généreuse[781]. Ils furent en effet soldés au même titre que les miliciens et soldats espagnols. Le 15 août 1936, la solde quotidienne des membres de l'*Ejército Voluntario* de la République, armée volontaire éphémère remplaçant la ci-devant armée espagnole, fut fixée à 10 pesetas, soit en réalité 2,50 conservés pour la nourriture et le reste « dans la main » ; l'*Ejército Popular*, qui lui succéda

[778] « Une visite au front de Babel avec la brigade internationale où les officiers et sous-officiers doivent être polyglotte » par Louis Delaprée in *Paris-Soir* du 24 novembre 1936, p. 3.
[779] ADAMI [Romano Cocchi], *Visite aux volontaires de la Liberté…op. cit.*, p. 44.
[780] Le *soldat volontaire ne se bat pas pour la paye mais pour l'idéal. La rémunération n'est pas une exigence du soldat volontaire mais un dû de la société qui refuse de le laisser à la misère tandis qu'il offre sa vie pour protéger les autres.* Encart in *El Día. Diario portavoz de los pueblos de Alicante* du 19 septembre 1936, p. 3.
[781] « Fighting Men from Britain » in *The Spanish Revolution* Vol.2 n°2 du 3 février 1937, p. 2.

conserva ce montant, assorti de quelques bonifications[782]. La solde devint bientôt l'équivalent du prêt en vigueur dans l'armée française, c'est-à-dire la solde et la prime d'habillement et de subsistance, payée chaque dizaine ou quinzaine[783]. La solde était volontairement élevée, les soldats recevaient avant-guerre 1,90 pesetas par jour tandis qu'un paysan journalier gagnait entre 2 et 5 pesetas[784]. Cette somme, supérieure aux émoluments proposés dans la Légion étrangère espagnole, fit le bonheur des miliciens, espagnols comme étrangers, avant que l'inflation ne vienne plomber l'économie républicaine[785]. Mika Etchebéhère, milicienne franco-argentine du POUM, disait des miliciens qu'ils étaient « si riches qu'ils mépris[ai]ent la popote de la caserne[786] ».

L'automaticité du traitement induisit donc l'existence d'un rapport contractuel : le volontaire étranger était identifié et sa rémunération régulièrement versée par une trésorerie lui reconnaissant un statut militaire, soit une situation normalement déterminée par la signature de la feuille d'engagement, un document inexistant dans les Brigades internationales.

En effet, un contrat réglementaire d'engagement auprès de l'armée républicaine signifiait la reconnaissance d'un enrôlement mercenaire formel, susceptible d'être lourdement sanctionné pour le volontaire et pour l'organisme procédant à sa débauche sur son territoire national. Le cadre législatif ayant été renforcé par la quasi-intégralité des pays sur la question du volontariat (assimilée au mercenariat), il ne pouvait être question d'adopter un système contractuel d'engagements réglés. C'est donc sous l'angle politique que le problème fut contourné : on ne signait pas de contrat avec la cause, elle exigeait d'être jurée et assermentée. Le serment devait rendre manifeste un engagement contractuel absent en s'y substituant.

2. L'assermentation comme succédané à l'absence de contrat d'engagement

D'une manière unanimement relevée dans l'historiographie des Brigades internationales, les volontaires auraient prêté, à leur arrivée, un serment sous la forme d'une déclaration solennelle précisant le sens et la nature de leur engagement. Ce serment établissait

[782] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 2, *op. cit.*, p. 544.
[783] Fin décembre 1936, dans le cadre du processus imposé de dissolution des milices, la solde des miliciens et soldats fut désormais versée exclusivement par les trésoriers de l'armée.
[784] CORRAL (Pedro), *Desertores ! La Guerra Civil que nadie quiere contar*, Barcelone, Debate, 2006, p. 87.
[785] AGMA C 2328 L.60 Cp. 71 : Ambassade d'Espagne à Berlin. Circulaire n°120. Berlin, 2 décembre 1936.
[786] ETCHEBÉHÈRE (Mika), *Ma guerre d'Espagne à moi. Une femme à la tête d'une colonne au combat*, Paris, Denoël/Lettres Nouvelles, 1976, p. 19.

de fait une différence pratique de nature entre le volontariat contractuel mercenaire et le volontariat généreux, tout en l'inscrivant dans un cadre irrévocable quoique « librement consenti ». Le soldat étranger demeurait, par ce contrat moral lié avec sa conscience, dans une dimension tout à fait différente du soldat espagnol, soumis obligatoirement aux prescriptions militaires de son pays. Dans les deux cas, l'individu était néanmoins intégré dans la communauté combattante par la reconnaissance d'un acte contractuel, qu'il soit de nature formelle (pour les Espagnols) ou coutumière (pour les étrangers).

Le texte apocryphe d'un serment prêté par les Internationaux est largement présent dans la littérature consacrée aux Brigades internationales. Il apparaît pour la première fois en 1957, dans une brochure éditée par l'AVER avant d'être reprise *in extenso* dans l'ouvrage fondateur de Delperrié de Bayac :

> Je suis un volontaire des Brigades Internationales parce que j'admire profondément la valeur et l'héroïsme du peuple espagnol en lutte contre le fascisme international. Parce que mes ennemis de toujours sont les mêmes que ceux du peuple espagnol, ce sont les fascistes. Parce que je sais que si le fascisme est victorieux en Espagne, demain il le sera dans mon pays et mon foyer sera dévasté. Parce que je suis un travailleur, un ouvrier ou un paysan, qui préfère mourir debout que vivre à genoux. Je suis ici parce que je suis volontaire, et donnerai s'il le faut jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour sauver la liberté de l'Espagne, la liberté du monde[787].

Or, on ne trouve aucune référence ou allusion à ce texte dans la documentation contemporaine des faits, ni même dans aucune production non-francophone, y compris communiste ou soviétique. Tout porte à croire qu'il s'agit d'une légende élaborée par l'historiographie communiste de l'après-guerre en France, dans le cadre de la redécouverte des Brigades internationales à partir de 1956.

Cette invention d'un serment juré par les volontaires internationaux permit de replacer *a posteriori* leur engagement dans un cadre politique plutôt que militaire et dans une acception antifasciste et internationale. Il y eut bien quelques serments collectifs solennels mais toujours liés à une cérémonie spécifique, et absolument rien n'atteste de la présence d'un serment officiel. Les seuls serments liés à l'engagement volontaire authentifié furent ceux

[787] *Épopée d'Espagne. Brigades internationales 1936-1939. Recueil de récits vécus et de documents historiques édité par L'Amicale des Anciens Volontaires Français en Espagne Républicaine*. Paris, 1957, p. 51 ; DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales…*, *op. cit.*, p. 89. On le retrouve également dans la plupart des monographies plus tardives.

pratiqués dans les milices, où tous les impétrants, espagnols et étrangers, signèrent la même déclaration sur l'honneur :

> Yo, [nom et prénom] declaro alistarme de mi propia voluntad, sin ninguna influencia, en las milicias populares antifascistas y abrigo de toda responsabilidad el Gobierno regular español y las asociaciones en las cuales voy a servir la causa de la Libertad[788] .

Il s'agissait d'un serment contractuel, rappelant le caractère éminemment volontaire de l'acte d'engagement, sans autre formalité que la présence de deux témoins qui attestaient du libre engagement et corroboraient le contrat ainsi conclu.

À partir du milieu de 1937, lors de l'assimilation de toutes les forces combattantes dans l'EPR, les combattants espagnols puis les membres des Brigades internationales à l'automne 1937, portaient sur leur carnet militaire espagnol le rappel des devoirs du soldat[789]. Dans ce dernier ne figure aucune référence à la dimension antifasciste du combat ni à un serment.

Aucun document administratif individuel stipulant les droits et devoirs des volontaires des Brigades internationales n'a été identifié et aucun témoignage sérieux n'y fait allusion, sauf, au contraire pour en souligner l'absence. Jusqu'au décret de septembre, la désertion d'un volontaire pouvait être constatée et dénoncée par les Brigades internationales mais ne pouvait être attaquée devant un tribunal espagnol. Les très nombreux déserteurs repris en 1937 qui usèrent de la grève de la faim pour contester leur incarcération savaient parfaitement qu'ils ne pouvaient être poursuivis pour ce seul fait. Les « déserteurs » étrangers des prisons de Barcelone en 1937 étaient inquiétés, à tort ou à raison, pour espionnage ou comme suspect, pour une éventuelle participation aux événements insurrectionnels de mai 1937, ou, plus prosaïquement, pour port d'armes, vagabondage ou infraction à la législation des étrangers. Dans la majeure partie des cas, le renvoi dans les Brigades internationales ou l'expulsion à la frontière soldait la situation[790]. L'absence de contrat ou de preuve d'un engagement contractuel a généré un flou juridique délicat pour les volontaires étrangers bien identifié par les agents diplomatiques français :

---

[788] *Moi,* [nom et prénom] *déclare m'enrôler de ma propre volonté, sans contrainte, dans les milices populaires antifascistes, et je libère de toute responsabilité le Gouvernement légitime espagnol et les organisations dans lesquelles je vais servir la cause de la Liberté*. AGGCE Madrid PS 486.6 : *Voluntarios extranjeros* et PS 488.27 *Brigadas internacionales* ; IISG FAI PE 1A Grupo DAS/ Sección Alemana : Certificat vierge d'enrôlement, s. d.
[789] AGGCE SM Sección Militar 5499.4 *Cédula Militar de Identidad* (version sans grade). 3ème page du carnet.
[790] Il en fut tout autrement après septembre 1937.

> La plupart de nos compatriotes n'auraient point, à la vérité, signé d'engagement. Mais le fait de la part d'un soldat de réserver sans cesse sa liberté de mouvements personnelle, pour en faire usage au moment qu'il entend choisir, est évidemment incompatible avec le principe même de tout service militaire, la présence de recrues qui n'auraient rejoint leur corps que dans un pareil état d'esprit finirait sans doute par devenir plus dangereuse qu'utile à la cause qu'elles prétendraient servir [...][791].

Il fallait donc imposer un cadre statutaire sans s'appuyer sur un code militaire pour obliger les volontaires. Tandis que les milices faisaient référence à des « codes miliciens », il n'y eut pas d'équivalent formel dans les Brigades internationales. La répression de la désertion procéda par l'invocation de valeurs morales (l'honneur, le devoir, la honte) et évidemment l'éthique du militant, soit des registres appartenant effectivement à l'assermentation[792].

Le fait de concevoir l'enrôlement comme une simple convention tacite pose la question de l'interprétation personnelle et individualisée de l'acte d'engagement. De fait, non seulement le volontaire ignorait pour combien de temps il partait, mais il devait également feindre de l'ignorer et interpréter cette durée par lui-même, en fonction de facteurs extérieurs suggestifs, d'impératifs personnels et de l'évolution introspective des raisons ayant déterminé sa venue en Espagne, c'est à dire de sa propre décision de se mettre en danger.

3. La durée d'engagement, une notion fluctuante

Plusieurs mémorialistes ont rapporté les problèmes rencontrés par les Brigades internationales à l'été 1937 lorsqu'un grand nombre des volontaires anglo-saxons exigèrent leur rapatriement, beaucoup ayant effectué au moins six mois de front effectif. Le vétéran américain Harry Fisher rapporte dans ses mémoires les propos de son commandant : « You all volunteered to fight to the end, and only death or a bad wound will end it for you »[793]. Aussi terrible qu'il soit, ce témoignage est tout à fait conforme aux discours alors tenus sur l'épineuse question de la durée de l'engagement :

> Le dernier point du décret qui fixe que tous les volontaires s'engagent pour la durée de la guerre, souligne encore plus fortement que nos Brigades ne sont pas formées par des mercenaires, mais par des volontaires disposés à combattre jusqu'au bout pour la

[791] DDF Tome IV (20 novembre 1936 - 19 février 1937) M. Barbier, chargé d'affaires de France à Madrid, à M. Delbos, Ministre des Affaires Étrangères. Valence, 7 janvier 1937. Document 259, p. 435.
[792] Voir *Supra* chapitre 15.
[793] *Vous vous êtes tous engagés comme volontaires pour combattre jusqu'à la fin, seule la mort ou une blessure grave feront que cela se termine pour vous*. FISHER (Harry), *Comrades…*, *op. cit*., p. 137.

> défaite du fascisme espagnol et international […] Vaincre ou mourir est leur mot d'ordre comme c'est le mot d'ordre de tous les Espagnols[794].

La durée de l'engagement était considérée pour beaucoup comme induite dans le caractère volontaire de leur engagement, le sacrifice de soi n'étant pas considéré comme un absolu mais contingent au libre don de leur personne ; en somme, ils se « prêtent » à l'Espagne sans se « louer ». Dans la perception de nombreux volontaires, ils se sont engagés selon des critères circonstanciels bien définis, ou supposés tels, qui n'incluent pas de manière évidente la fin des hostilités comme horizon. Les volontaires venus pour « sauver Madrid » en 1936 comptaient participer de cette manière à la victoire, mais pas forcément pour défiler dans les rues de Burgos. La victoire est d'ailleurs un sujet absent de leur correspondance, du moins pour les lettres retrouvées. La notion justificatrice qui revient toujours est celle du « coup de main » aux Espagnols.

La question de la finalité et par conséquent de la durée de l'engagement fut donc particulièrement subjective et, très rapidement, elle s'articula avec la question de la possibilité du retour, définitif ou provisoire. La définition d'un engagement limité à une situation précise semble ici déliée de toute notion chronologique et entièrement inscrite dans une appréciation sentimentale individuelle et implicite autorisant de déterminer à un certain moment leur devoir comme étant rempli et qu'ils pouvaient sans déshonneur ni regret librement repartir en cédant la place à d'autres, en l'occurrence aux espagnols eux-mêmes.

Les volontaires américains furent très nombreux à faire valoir leur droit à rentrer chez eux après une période de six mois, comme cela leur avait été promis avant l'embarquement[795]. Les faits concordent pour pouvoir affirmer qu'une promesse d'engagement de six mois fut également émise auprès des volontaires anglais, hollandais, scandinaves et de la plupart des Italiens[796]. Ces derniers pouvaient en effet se targuer d'un document tangible : le texte du pacte d'unité d'action cosigné par le PSI, le PCI et le PRI qui donna naissance au bataillon *Garibaldi*, précisait effectivement que les volontaires s'engageaient pour six mois[797]. Certains déserteurs se justifièrent également en considérant de leur propre chef que leur « engagement» avait pris fin par une « démission ». Il est vrai que leurs camarades étrangers démobilisés des

[794] « Nos droits et nos devoirs » par Luigi Longo in *Le Volontaire de la Liberté* n°27 du 27 octobre 1937, pp. 12-13.
[795] IISG FAI PE 37.4 : *Report* [témoignage d'un volontaire américain sur son expérience dans les Brigades internationales]. Par Albert M. Wallach. 8 décembre 1937.
[796] RGASPI 545.6.15 : *Informe sobre el 42 Batallón,* 25 juin 1938 ; 545.6.400 : *Bericht über die 'holländischen Freiwilligen… op. cit.*, p. 2.
[797] Voir ANNEXE II Document 9-1 : *Texte du pacte de Paris ratifié par le PSI, le PCI et PRI le 27 octobre 1936*.

milices d'Aragon avaient effectivement obtenu une démission plus ou moins régulière lors de la militarisation des colonnes miliciennes.

Les promesses militairement et financièrement saugrenues d'un engagement étranger assorti d'un temps strictement défini furent naturellement impossibles à tenir. Les commissaires politiques furent donc chargés de démentir cette idée et de placer les volontaires devant l'obligation d'assumer jusqu'au bout leur engagement. Les promesses furent rangées au registre des rumeurs répandues par les éléments démoralisants ou démoralisés, non sans relever la responsabilité de certains partis communistes dans ces assurances maladroites, dont les partis anglo-saxons[798]. En 1938, André Marty s'opposa catégoriquement aux demandes du parti communiste américain de faire rentrer les vétérans suite au désastre d'Aragon, en se justifiant par le refus de « créer des différences et des catégories de privilégiés entre soldats qui ont une égale valeur » et accusa ses interlocuteurs de faire preuve de favoritisme et d'égoïsme[799] . Lors du second recrutement de l'automne 1937, « de nombreux bureaux de recrutement de France » furent accusés d'avoir donné des garanties fallacieuses aux postulants, comme l'assurance d'un séjour en Espagne de trois mois seulement, après lesquels ils seraient remplacés par d'autres, ou bien d'une convalescence en URSS[800] . Cette rumeur, ou bien ces promesses effectivement reçues, furent communes à l'ensemble des contingents nationaux, les déclarations des déserteurs à leur retour le confirment.

De fait, dès la création de l'Armée Populaire Républicaine en 1936, les engagements antérieurs dans l'armée républicaine furent considérés comme valables pour tout le temps de la campagne, y compris pour les étrangers, fait confirmé par décret le 1er décembre 1937. Pour que cette considération s'appliqua définitivement aux étrangers, il fallut la dotation d'un statut légal aux Brigades internationales, affiliant directement ces dernières à la ci-devant Légion étrangère de la République espagnole[801]. Les étrangers furent dès lors considérés comme des soldats contractuels d'une armée régulière, et soumis aux mêmes règles que les Espagnols.

[798] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV^a Brigada Internacional.* Non signé, p. 61 ; RGVA 33987.3.961. Rapport au comintern d'Alfredo [Togliatti] in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit*., Document 51, p. 312.
[799] RGASPI 545.6.19 : *Note sur les volontaires Nord-américains et Canadiens*. De Marty à « Gallo », s.d [mai ou juin 1938].
[800] RGVA 33987.3.1149 : Rapport de Walter introduit par Gendin à Voroshilov. 2 août 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit.,* p. 562. Cette remarque de Walter concorde parfaitement avec les déclarations des déserteurs français interrogés à leur retour par la police ou le Deuxième bureau français.
[801] RGASPI 545.2.2 : *Comisariado General de Guerra - Orden del día 27 de septiembre 1937*. Par Prieto. Valence, 23 septembre 1937.

Leur engagement volontaire étranger ne leur octroya pas, ou plus, de statut singulier et privilégié et les déterminait irrévocablement dans un cadre militaire traditionnel.

C. Une sous-estimation assumée du cadre militaire de l'engagement combattant volontaire

Affirmer que les volontaires ont particulièrement sous-estimé les conditions militaires de leur engagement espagnol peut sembler un paradoxe tant les finalités martiales de cette forme d'action solidaire paraissent à première vue évidentes. Nous avons vu dans le chapitre précédent que les connaissances militaires des volontaires, sans être absentes, ne constituaient ni le critère déterminant du recrutement ni la justification élémentaire du départ vers l'Espagne. Sans pour autant parler d'un quiproquo sur la situation réelle dans la Péninsule, l'attraction guerrière, comme conséquence de la projection symbolique de la guerre civile vers l'extérieur, a conduit des dizaines de milliers d'étrangers à se présenter comme combattants volontaires dans une guerre dont beaucoup ignoraient les conditions. Ces civils s'improvisant militaires ont sublimé les valeurs militaires tout en méprisant le plus souvent leurs conséquences prosaïques. Ce mépris des conditions militaires se révèle sous trois aspects saillants : l'absence assumée de véritables compétences techniques, le dédain ou le désintérêt pour l'entraînement et la préparation technique et, enfin, la fascination pour l'exemplarité performative qui rend par essence caduques les normes collectives militaires traditionnelles.

1. L'expérience militaire, une notion utile mais dispensable

Les volontaires étrangers n'eurent pas toujours conscience de ce que leur choix initial de s'engager signifiait réellement : la mort, la blessure, la faim mais aussi la discipline, la caserne et la hiérarchie militaire, c'est-à-dire tout ce qui constitue le cadre habituel d'une armée en campagne comme en garnison. Un officier britannique du 16ème bataillon des Brigades internationales exigea auprès du secrétaire général du CPGB que soit revu le discours des recruteurs au Royaume-Uni :

> Some lads have no desire to serve in the army. All recruits must understand they are expected to serve. Tell them: this is a war and may will be killed. This should be put brutally, with a close examination of their hatred of fascism. A much greater discipline

is needed. Recruits must be told there is no guarantee of mail and the allowance is only three pesetas a day[802].

Dans le cas britannique particulièrement, ces recommandations de bon sens ne furent pas suivies et ne pouvaient de toute manière pas l'être, compte tenu de la limitation drastique que cela aurait entrainée sur le nombre de postulants retenus.

La rareté des volontaires réellement formés ou habitués aux métiers de la guerre eut pour effet logique de mettre ces derniers en valeur, et de leur donner une position proéminente parmi leurs camarades. Comme il n'était pas question de reconstituer une « caste militaire » ou de céder au « militarisme », l'intention fut toujours de parvenir à une symbiose difficile entre compétences techniques et motivations politiques dans l'encadrement militaire. Jusqu'aux premiers mois de 1937, dans la majorité des formations internationales, Brigades internationales comprises, les cadres militaires intermédiaires étaient élus. Cette disposition démocratique devait garantir à l'officier une légitimité non pas militaire mais empirique. D'autre part, le double système de commandement généré dans les milices espagnoles, c'est-à-dire le fait de confier dans la mesure du possible à des militaires les postes techniques et de les flanquer d'un responsable politique, ne fut pas remis en cause jusqu'en 1938. Durant les premiers temps, la revendication d'un grade passé (et parfois imaginaire), ou la présentation d'un simple carnet militaire, distinguaient les volontaires capables d'assurer une fonction des autres, simples fantassins. Par la suite, la qualité de meneur d'hommes, soit une disposition également militante, fut retenue comme critère déterminant les cadres potentiels, au détriment des compétences techniques.

Les Brigades internationales eurent dans les premiers temps le même souci de confier à des professionnels les postes de direction militaire, avant de devoir accepter le fait de leur rareté ou leurs défaillances politiques. Le manque patent de volontaires rompus aux questions militaires parmi les officiers était largement connu : « Naturellement on préférerait des militaires professionnels, mais il faut prendre ce qu'on a » soupirait André Marty devant le comité exécutif du Komintern[803]. Les profils manquaient de toute manière dans les sources potentielles de recrutement. À l'exception de quelques contingents, autrichiens ex-vétérans du

[802] *Certains gars n'ont aucun désir de servir dans une armée. Toutes les recrues doivent avoir conscience de ce qui les attend. Dites-leur : c'est la guerre et ils peuvent être tués. Cela doit être dit d'emblée, avec un examen minutieux de leur détestation du fascisme. Une discipline plus intense est nécessaire. Les recrues doivent savoir que le courrier est erratique et que la solde n'est que de trois pesetas par jour*. PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary…, op. cit.,* p. 134.

[803] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 18.

Schutzbund notamment, venus en Espagne après une formation militaire, les cadres militaires étrangers envoyés d'Union Soviétique ne furent jamais suffisants[804]. Marty s'était plaint auprès du PCF, dans son style inimitable, exigeant du parti français qu'il trouva parmi ses effectifs les cadres militaires faisant défaut aux Brigades internationales :

> Les combattants français (ouvriers dans leur immense majorité) savent et disent qu'un instituteur ou un fonctionnaire, tous officiers de réserve, et qu'on compte au moins par centaines dans le PCF, peuvent obtenir un congé sans solde de un, deux ou trois ans. Qu'il soit blessé, même gravement, et il a 80% de chance de reprendre son métier ; qu'il soit totalement invalide ou tué, sa femme – fonctionnaire dans les 3/4 des cas au moins – à sa vie d'assurée[805].

Sans même parler du caractère irréaliste de la demande ni de la valeur des arguments énoncés, le PCF dut de toute manière rapidement reconnaître sa difficulté à convaincre ses membres officiers de réserve de se faire volontaires en Espagne. Soulignons que la diffusion de consignes de recrutement spécifiques parmi les réservistes aurait fait courir des risques inouïs au PCF de poursuites pénales.

Les pertes terribles subies par l'encadrement, notamment durant la bataille du Jarama en février 1937, ne purent donc jamais être compensées. En mai 1937, le bataillon *Six Février* ne comptait plus que onze officiers étrangers, dont deux seulement avaient été officiers avant de venir en Espagne. Six autres avaient été sous-officiers et deux n'avaient aucune expérience militaire (moyenne d'âge 33 ans)[806]. Notons que le seul officier ancien élève de Saint-Cyr fut nommé responsable de l'intendance tandis que l'adjoint du commandant du bataillon et un commandant de compagnie étaient tous deux caporaux de réserve dans l'aviation française. Trois sous-officiers étrangers n'avaient aucune expérience militaire, dont un insoumis[807]. Preuve des difficultés à former en urgence des cadres extraits des rangs, le premier officier du bataillon *Six Février* sorti de la première promotion de l'école des cadres d'Albacete fut immédiatement jugé incapable lors de sa nomination comme commandant de compagnie.

Ce fut naturellement dans les armes techniques (artillerie, cavalerie et chars de combat) que les officiers de carrière ou de réserve furent principalement recherchés. Malgré

---

[804] LANDAUER (Hans), *Diccionario de los voluntarios austriacos en la España republicana 1936-1939*. Madrid, Asociación de Amigos de las Brigadas Internacionales, 2005, p. 27. Selon cet auteur, ces cursus furent réduits puis supprimés courant 1937, probablement à la suite de l'assèchement des effectifs selon mon opinion.
[805] RGASPI 517.1.1856 : *Brigades internationales - question Espagnole. Au sujet de la note manuscrite sur le voyage de Jean en Espagne.* Par André Marty, 9 octobre 1937, p. 11. Souligné dans le texte.
[806] RGASPI 545.3.494 : *Bataillon Franco-Belge de la XVe Brigade. Caractéristiques des officiers et cadres du 15ème Bataillon. 30 mai 1937.*
[807] *Idem.*

leurs indéniables réussites dans ce domaine, leur concentration dans l'artillerie créa un certain nombre de frictions entre la Base d'Albacete et les batteries, jalouses de leur niveau d'expertise comme de leur organisation singulière, où les formes militaires furent plus prégnantes qu'ailleurs. Ces affrontements entre « politiques » et « militaires » firent l'objet de très nombreux rapports et témoignages[808]. Dans la plupart des cas, ces tensions furent la résultante d'interprétations profondément opposées entre des cadres techniciens et la direction politique, sur les usages militaires des formations de combats.

2. Une préparation militaire considérée comme accessoire

L'imaginaire de guerre des volontaires étrangers reposait sur ce qu'ils avaient entendu, lu ou vu au cinéma à propos de l'Espagne : des foules en armes, des barricades, des miliciens joyeux et d'autres prenant fièrement des poses martiales. Les représentations lyriques du conflit dans la presse étrangère ont durablement fixé les lieux communs du spectacle attendu de la guerre. Ces images venaient surenchérir un discours élaboré le plus souvent sur une opposition symbolique entre la ténacité populaire et la technicité militaire de l'ennemi. Il ne s'agissait d'ailleurs nullement d'une construction rhétorique dispensée par des journalistes imaginant le conflit depuis l'étranger, les volontaires eux-mêmes ont abusé de ce registre lyrique dissymétrique dans leurs récits publiés dans la presse étrangère :

> Le 8 octobre, les fascistes, en force, attaquent. Il semble que leur ruée ne puisse être endiguée. La cavalerie, l'artillerie, l'aviation, les tanks et l'infanterie conjuguent leur action et l'art militaire qui émane de cette cohorte apparaît comme le symbole de la force voulant écraser l'infinitésimale faiblesse qui semble se dégager du troupeau bigarré, coloré, tout semblable à celui de Valmy, que forment les héros de la liberté[809].

Les titres choisis pour les articles traitant des combats des volontaires en 1936 attestent de l'importance de cette construction rhétorique : l'expérience ou la technicité ne semblaient pas être un préalable nécessaire pour vaincre, comme l'illustre admirablement ce titre d'un article de Sébastien Faure paru dans *Le Libertaire* : « Où l'on voit des miliciens novices dans l'art de la guerre l'emporter sur les militaires de métier[810] ». Les témoignages venus d'Espagne assuraient que la victoire était proche et que l'ennemi ne pouvait vaincre

[808] Ces oppositions entre « politiques » et « militaires » ne furent pas l'apanage des Brigades internationales, Orwell releva une fracture identique parmi les miliciens étrangers du POUM. ORWELL (George), « Notes on the Spanish's Militias… », *op. cit.*, p. 362.
[809] « Les miliciens nous écrivent. L'affaire de Farlete » in *Le Libertaire* n°520 du 30 octobre 1936, p. 4.
[810] « Où l'on voit des miliciens novices dans l'art de la guerre l'emporter sur les militaires de métier » par Sébastien Faure in *Le Libertaire* n°512 du 4 septembre 1936, p. 4.

: « Si n'intervenait que la question purement militaire, les fascistes seraient forts. Mais un ver les ronge : c'est leurs troupes qui ne marchent que contraintes et forcées et qui peuvent se retourner au premier contact avec les révolutionnaires[811] ».

Loin de s'inquiéter de la qualité des formations dispensées dans les casernes de Barcelone durant l'été 1936, les témoignages publiés à l'étranger ont tout au contraire rendu compte de la satisfaction générale de ne pas y retrouver les activités traditionnellement associées à ces lieux. Un reportage de l'organe de propagande francophone de la CNT réunit fort bien les différents arguments :

> L'instruction des miliciens a lieu en permanence est assurée par des techniciens militaires très qualifiés et de confiance. On se borne au maniement des différentes armes de combat et aux connaissances de tactique militaire indispensables pour la lutte. Pas de perte de temps inutile à apprendre les évolutions idiotes et les marques extérieures de respect, en quoi consistait l'instruction militaire d'autrefois[812].

Cet état d'esprit antimilitariste prévalait largement en Catalogne, étant communément admis par l'ensemble des organisations prolétariennes catalanes et garanti par le CCMA puis la Conseillerie de Défense tandis qu'il fut au contraire rapidement résorbé à Madrid, sous l'impulsion du Cinquième régiment. D'un point de vue général, l'acculturation militaire espagnole des volontaires étrangers fut déterminée par la matrice révolutionnaire catalane : les volontaires étrangers rassemblés à Albacete à l'automne 1936 avaient été nourris des témoignages et reportages faisant de la situation catalane une généralité espagnole et ils comptaient parmi eux des vétérans des colonnes miliciennes catalanes.

Jusqu'à l'automne 1937, la formation des volontaires fit largement défaut dans les Brigades internationales. Les bataillons d'instructions fonctionnèrent d'abord essentiellement en simples dépôts ou servirent de base arrière à chacune des sept brigades. La durée de l'instruction militaire des volontaires étrangers fut extrêmement variable, la date de départ pour le front du nouveau bataillon ou du groupe de renfort déterminant arbitrairement le moment où les effectifs devaient être réunis à cet effet. En novembre-décembre 1936, lors du pic des arrivées en Espagne des volontaires étrangers, la durée moyenne de l'instruction

[811] « En marche sur Saragosse avec la colonne Durruti… » par Ridel in *Le Libertaire* n°508 du 7 août 1936, p. 3.
[812] « Barcelone révolutionnaire. La Caserne Michel Bakounine » in *L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT* n°7 (Septembre) 1936, p. 2.

semble s'être située entre quinze et vingt jours, et ce jusqu'en février 1937 puis sans doute un mois[813].

La qualité de l'instruction prodiguée fut le plus souvent médiocre et le manque d'armes disponibles pour les *drills* fut un problème récurrent. Les instructeurs français et allemands de la caserne anarchiste de Pedralbes avaient alerté la CNT dès août 1936, en faisant part de leur souhait de ne «pas envoyer au front de la chair à canon mais des hommes parfaitement préparés[814] ». La situation fut similaire dans les Brigades internationales, comme le relatait un volontaire irlandais avec humour: « We had no guns so our training concentrated on the relationship that exists between the infantryman, under fire, and the kindly earth to which he must cling for most of the time if he is to go on living[815]». À Almanza, la base des artilleurs, le manque d'obus et de pièces empêchait les exercices : l'ennui démoralisa rapidement les volontaires.

Des volontaires disposant d'une véritable formation militaire furent estomaqués de l'ineptie des exercices et des principes tactiques enseignés[816]. Leurs témoignages sont particulièrement révélateurs de leurs sentiments, comme celui de ce réserviste français : « Résultat il est parti cette réflexion de la bouche de tous ceux que j'ai vu et de moi-même [:] si ça marche de la même façon en première ligne, on en a pas pour longtemps à faire des morts[817] ». L'hispanisation progressive des Brigades internationales imposa une amélioration de l'instruction et une attention accrue portée à la préparation technique mais, contrairement à la formation politico-culturelle qui atteignit alors son apogée, la préparation militaire demeura un sujet secondaire. En novembre 1937, le responsable de l'instruction du bataillon belge *Pierre Brachet* signalait à sa hiérarchie son inquiétude et sa désapprobation au sujet de l'envoi au front des renforts wallons et espagnols dont il avait suivi l'instruction :

> Je suis obligé de dire que la situation ne permet pas d'engager dans un combat prochain ces compagnies tellement l'instruction est en retard sur le programme fixé [...] La situation du camp a été indiquée par moi-même dès mon arrivée au camp mais

[813] RGASPI 545.2.33 : *Rapport sommaire sur la base des Brigades internationales… op. cit.,* p. 11.
[814] IISG FAI PE 15A2 Dossier n°64. *Voluntarios franceses'. 1936-1937* : Lettre de la Section française et du comité de Pedralbes signée par le responsable Dupoux, s. d. [octobre 1936].
[815] *Nous n'avions pas d'armes, alors notre entraînement se résuma aux liens qui unissent le fantassin, pris sous le feu, avec la terre protectrice vers laquelle il lui faut s'accrocher la plupart du temps s'il veut continuer à vivre*. MONKS (Joe), *With the Reds in Andalusia…, op. cit.,* p. 6.
[816] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : 20ème Région Militaire État-Major 2ème Section 2ème Bureau. Événements d'Espagne. *Interrogatoire du Sergent Henry du 153ème Régiment d'Infanterie, déserteur ayant servi dans les troupes gouvernementales espagnoles pendant sa désertion, du 19 décembre 1936 au 4 février 1937*. Nancy, 26 mars 1937.
[817] RGASPI 545.6.1407 : Dossier Soudale : Rapport [sur ses activités en Espagne]. Sans date.

> on s'est figuré que je voulais exagérer ou critiquer dans le vide [...] Je tiens à dire que de cette façon il ne faut rien espérer de bon et que les recrues qui monterons au front seront sacrifiées inutilement ou gêneront les opérations par leur manque de connaissances militaires[818].

L'attention de la direction politico-militaire fut en fait avant tout portée sur l'élan de la troupe et par conséquent sur la capacité des cadres militaires et politiques à entraîner leurs hommes. L'enthousiasme des combattants, l'abnégation des cadres militaires et l'exemplarité des cadres politiques sur le terrain devaient suppléer aux faiblesses techniques.

3. Une surexposition sacrificielle

Durant les premiers mois, le caractère sacrificiel des cadres fut compris comme une preuve de dévouement et une véritable ordalie : « il y a au front une vraie sélection naturelle qui se fait pendant la bataille » expliquait sobrement Marty lors de son premier rapport sur les Brigades internationales[819]. Avec un goût macabre qui tranche très nettement avec le ton des autres publications des Brigades internationales, les journaux du Commissariat étaient remplis d'évocations de morts héroïques de commissaires[820]. Ce martyre des cadres, encouragé par le principe de l'exemplarité, eut évidemment de profondes répercussions sur les capacités de combat des unités, du fait de la dilution de l'encadrement et d'un *turn-over* trop important des hommes : les délégués politiques de compagnie formèrent à eux seuls entre 80 et 85% des pertes dans l'encadrement politique[821]. Les promotions en grades furent de plus en plus rapides et fortement liées à des préoccupations politiques, engendrant une confusion entre cadres-militaires et cadres-militants sortis du rang peu formés aux principes tactiques[822]. La propagande s'attacha par la suite à inscrire ces nominations politiques dans une dimension héroïque :

---

[818] RGASPI 545.6.1300 : Dossier individuel du volontaire français [belge] Marchal Pierre. *XIV Brigada Mixta*, *14ª Batallón Belga Pierre Brachet.* 8 novembre [1937].
[819] RGASPI 495.18.1179 *: Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 42.
[820] Alvarez del Vayo lui-même s'enorgueillit qu'en quatre mois d'existence le commissariat puisse « présenter un bilan glorieux » c'est-à-dire 60 Commissaires de Guerre tués et plus de 150 blessés. RGASPI 545.1.64 : « Un grand discours du camarade Alvarez del Vayo, Commissaire général de guerre (prononcé à Albacete, le 23 juin, à l'occasion de l'inauguration du Foyer du Soldat) » in *Notre Bulletin, Our Bulletin, Unser Bulletin* : n° 1 (s.d.) [juillet 1937], p. 7.
[821] RGASPI 545.3.435 : *Rapport sur les difficultés rencontrées dans le travail politique de la* [XVème] *Brigade*. Par Durbecq. Juin 1937 ; 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 200.
[822] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…, op. cit.*, Annexe 9 : *École de cadres. Formation politique, cours donné par André Marty*.

> Lorsqu'un dirigeant de section ou de compagnie tombait ou était blessé, quelqu'un sortait des rangs avec le cri : « Camarades ! C'est moi qui commande, suivez-moi ». C'est un camarade du Parti qui souvent n'avait absolument aucune instruction militaire et même n'avait jamais été soldat. Mais il était pleinement conscient de son devoir de communiste[823].

La réalité fut naturellement bien différente. Prosaïquement, les témoignages font état des grandes difficultés des volontaires à endosser les fonctions de cadres militaires et de meneurs d'hommes. Ainsi un volontaire communiste espagnol venu de France et récemment nommé lieutenant, écrivit ces mots à son commandant :

> Mais en vérité je n'ai aucune connaissance militaire car j'ai été réformé définitif au bout de deux mois […] Ayant monté le 26 juillet 1938, je te mets en connaissance dans l'intérêt de tous que mes connaissance militaire ne correspondent pas au grade de lieutenant et par ma propre volonté je ne veux prendre la Responsabilité de ma compagnie dans laquelle la vie de mes camarades sont en jeu, et que par manque de connaissance militaire je pourrais faire du mal inconsciemment. Mais comme je ne peut me dégrader moi-même je me mets à la disposition de ma Brigade, pour qu'on m'utilise selon ma connaissance, à la cause antifasciste[824].

Cette situation atteste du traditionnel paradoxe relevé par George Mosse, à savoir la supériorité du désir du volontaire désir à faire la guerre sur sa capacité à pouvoir la faire effectivement[825]. Le volontaire ne se définit pas comme un soldat mais comme un combattant. Si la finalité objective est similaire, battre l'ennemi, les moyens d'y parvenir divergent. Le volontaire se confondant avec la cause qu'il défend, c'est cette dernière qui a déterminé sa présence sur un champ de bataille où il n'a pas été requis. Ses aptitudes supérieures, ou supposées telles, tiennent en grande partie de sa démarche spontanée, son élan sacrificiel. Sönke Neitzel et Harald Welter soulignent ainsi que la notion de sacrifice *sui generis* ne fait pas partie du système de valeur militaire mais constitue par contre un topique des cadres de référence développés par les unités d'élite[826]. C'est cet habitus élitaire qu'il convient désormais d'observer pour comprendre cet élan commun aux volontaires internationaux en tant que corps social combattant.

[823] RGASPI 545.6.27 : Commissions des cadres (étrangers) du CC du PCE - Volontaires allemands en Espagne Républicaine - (BI 1936-1938) - *Rapport général Avril 1940. Les communistes*, p. 17.
[824] RGASPI 545.6.1339 : Dossier individuel du volontaire franco espagnol Ortega Salvador. Lettre manuscrite d'Ortega Salvador au commandant du 9ème Bataillon. 27 juillet 1938.
[825] MOSSE (George Lachmann), *De la Grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette Littératures, 1999, p. 30.
[826] NEITZEL (Sönke) etWELZER (Harald), *Soldats. Combattre, tuer, mourir …*, *op. cit*., pp. 463 et 498.

D. Une conscience de soi providentielle

Au–delà des variétés dans les motivations au départ, les volontaires étrangers en Espagne ont partagé une conscience d'eux-mêmes largement déterminée par leur extériorité et leur méconnaissance du pays qu'ils rejoignaient. Le modèle interprétatif d'une Espagne nouvelle, républicaine ou révolutionnaire, prise dans une lutte à mort contre une Espagne du passé incarnée par la rébellion militaire, se fixa d'autant plus facilement qu'il était en accord avec les représentations littéraires des siècles précédents. L'Espagne folklorique, imaginée par les voyageurs étrangers depuis le XVIIIème siècle, reposait ainsi sur une série de poncifs : cruauté, indolence, orgueil, mais aussi plaisir, passion et exotisme. Ces stéréotypes traditionnels ont imprégné la matrice culturelle des étrangers en Espagne, y compris les centaines de journalistes, écrivains et correspondants, célèbres et anonymes, étant donné que l'immense majorité d'entre eux y effectuaient leur premier séjour[827]. Ces perceptions néoromantiques et infantilisantes des Espagnols, ont eu des conséquences littéraires et historiographiques durables[828]. Ainsi, certains ont dépeint à leurs correspondants l'Espagne qu'ils voyaient selon les standards des guides touristiques :

> Tout de suite vous êtes remplis d'amour pour les Espagnols. Ils sont amicaux, francs et infiniment aimables. Et cependant pleins de dignité. Physiquement ils sont très attractifs. Les miliciens habillés d'un vêtement bigarré de haillons, marchent silencieusement et gracieusement comme des chats. Si Barcelone et la Catalogne sont excitants, Madrid vous frappe par son intensité passionnée[829].

Ces représentations participèrent naturellement à développer chez les volontaires étrangers une perception largement imaginaire de l'Espagne qu'ils venaient défendre, donc des Espagnols qu'ils venaient aider et, par conséquent, de leur propre rôle performatif.

---

[827] TOUBOUL TARDIEU (Éva), « Hommage à la Catalogne de George Orwell, Un Testament espagnol d'Arthur Koestler. D'une vision pittoresque de la guerre d'Espagne à la désillusion politique » in *Aden. Paul Nizan et les années trente*. Numéro 5 « Intellectuels, écrivains et journalistes aux côtés de la République espagnole (1936-1939) octobre 2006, p. 33 ; UCELAY DA CAL (Enric), « Ideas preconcebidas y estereotipos… », *op. cit.,* p. 32.

[828] UCELAY DA CAL (Enric), « La imagen internacional de España en el periodo de entreguerras: reminiscencias, estereotipos, dramatización neorromántica y sus consecuencias historiográficas » in *Spagna Contemporanea* n°15, 1999, pp. 23-24.

[829] « Visage de la révolution espagnole. Lettre d'un volontaire américain. Extrait de *The Nation* » par Jean Longuet in *L'Espagne Socialiste - CASPE* n°2-3 du 1er mai 1937, p. 7. Texte original daté de février 1937.

1. « De braves garçons». Une perception fantasmée de l'Espagne et des Espagnols

Durant le « bref été de l'anarchie[830] », les militants révolutionnaires étrangers dressèrent le portrait d'une société nouvelle en devenir, une « nouvelle Espagne très éloignée de l'ancienne » émergeant des cendres encore chaudes de la révolution[831].

Un volontaire anarchiste italien naturalisé helvétique écrivait depuis Barcelone à ses camarades un anarchiste italien naturalisé helvétique écrivait ces mots à ces camarades, le 6 août 1936, les mots suivants :

> On vit en plein enthousiasme. Ici, si ce n'est pas l'anarchisme pur, nos camarades espagnols nous ont montré que l'on peut vivre sans patrons [...] C'était mon rêve, la révolution a été l'aspiration de ma vie toute entière[832].

Les jeunes socialistes français insistèrent eux aussi sur les « richesses » de l'Espagne : le ravitaillement était bon, la population accueillante et les autorités diligentes avec les miliciens[833]. L'Espagne révolutionnaire put facilement paraître comme un pays de cocagne pour un étranger peu au fait des réalités ibériques. Un militant algérien de la CGTSR parisienne, correspondant régulier et bravache du Groupe International de la colonne *Durruti*, présentait en octobre 1936 un tableau plutôt saisissant de la situation militaire en Aragon :

> Les fascistes […] ne sont en réalité que de vulgaires lapins, se sauvant à la première escarmouche. Jamais ils n'ont avancé d'un pas pendant que nous leurs prenions des positions et de belles encore. Ne pouvant nous déguiser en hommes-avions pour conquérir toute la province, nous progressons à pied, il nous faut donc du temps. Selon moi, d'après ce qui se passe dans notre secteur, le Fascisme est d'ores et déjà inscrit comme mort et enterré. Aux polichinelles qui vous font croire que nous nous battons là-bas pour une bonne petite République, dites-leur que le Communisme Libertaire est déjà en route ici. Nous ne manquons de rien, la nourriture est abondante : c'est la prise au tas, tout le monde mange à sa faim[834].

Tandis qu'il se préparait à rejoindre l'Espagne, le secrétaire général du Parti Socialiste Italien, Pietro Nenni avait été entretenu de la situation par son camarade socialiste italien

[830] Selon le joli titre du roman d'Hans Magnus Hezensberger, *Der kurze Sommer der Anarchie*, Francfort-Sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 1972. [Version française : *Le bref été de l'anarchie. La vie et la mort de Buenaventura Durruti*, Paris, Gallimard, 1975].
[831] IISG FAI PE 1B *Grupo DAS/ Sección Alemana:* Document intitulé *« Blatt 11 »*.
[832] MINNIG (Albert), « *Cahier d'un milicien suisse dans les rangs de la CNT-FAI… », op. cit.,* p. 10.
[833] « La milice » in *La Jeune Garde* n°3 du 29 août 1936, pp. 1-2.
[834] « Nouvelles du front d'Aragon » par Sail Mohamed in *Le Combat Syndicaliste* n° 179 du 23 octobre 1936, p. 2. Entre la date de rédaction et de parution de cet article, le Groupe international subit de très lourdes pertes.

Fernando de Rosa, déjà présent dans une milice madrilène : « Tu verras, ce sont de braves garçons. Ils sont capables de se faire tuer sans raison apparente, mais aussi de s'enfuir sans plus de motifs. Ils savent se battre, ils ne savent pas combattre[835] ». L'attaché militaire français dressait un tableau similaire à sa hiérarchie après une visite sur le front de la Sierra. Il y relevait les grandes faiblesses militaires des miliciens mais aussi leur: « bonne volonté, bonne humeur, gentillesse, inexpérience totale de la guerre même chez les rares professionnels » et concluait à l'égale incapacité des deux belligérants[836].

Brusquement, les assurances d'une victoire rapide des républicains furent escamotées dans la presse étrangère en novembre 1936 et replacées par leur exact envers : l'immense de la défaite. Cette dimension va demeurer l'axe central des discours pro-gouvernementaux et des représentations lyriques de la guerre en Espagne. De « Génie triomphant », le peuple espagnol devint une victime expiatoire tandis que le gouvernement républicain, impuissant, résistait désespérément à un ennemi supérieur à tous points de vue. Le registre compassionnel fut largement employé tandis les opinions publiques à l'étranger se révélèrent plus sensibles aux horreurs de la guerre qu'aux exploits, certes peu nombreux, des armées républicaines. La victoire défensive de Guadalajara fut ainsi dépeinte comme la victoire du pot de terre contre le pot de fer.

La lettre d'un volontaire français résume parfaitement la puissance d'évocation de l'incapacité pathétique des républicains au combat. Cette émotion fut le déterminant de sa décision de partir en Espagne, pour faire acte de « vrai » soldat :

> En novembre 1936, l'Huma disait après la chute de Tolède, il y a 100 000 miliciens à Madrid. Mais chaque jour les fascistes avançaient. Je ne comprends pas. Un jour, je lis dans un journal : un bataillon de femmes est parti à l'assaut à la baïonnette à la Cité universitaire. C'en étais trop et d'un seul coup je comprenais, mais malgré mon calme froid de militant syndicaliste, des larmes tombèrent sur mes joues. J'avais compris trop vite que nos mots d'ordre « des canons, des avions pour l'Espagne » n'étaient pas complets, qu'il y avait peut-être 100 000 miliciens mais qu'il n'y avait pas de soldats, et que c'étaient des soldats qu'il fallait surtout[837].

[835] DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales…,op. cit.*, p. 59.
[836] SHD 7 N 2754 : *Télégramme Départ le 18 août 1936. 20h. Par Ambassade. Attaché Militaire à Ministère de la guerre et de la défense nationale et Ambassade*. 18 août 1936.
[837] RGASPI 545.6.1076 : Dossier individuel du volontaire français Berget. *Au Camarade André Marty organisateur de la victoire antifasciste*. Lettre non datée de Berget Albert de Villejuif, ex responsable politique de la 2ème batterie anti-char de la XIIème Brigade.

Ces stéréotypes, abondant dans la correspondance des volontaires, reposaient naturellement sur une vision implicitement dépréciative des Espagnols. Il fallait faire la guerre en Espagne *malgré* les Espagnols.

Le sentiment de supériorité vis-à-vis des Espagnols fut une constante qui, dans des proportions variables, imprégna durablement la mentalité des volontaires étrangers. Pour l'écrasante majorité d'entre eux, il s'agissait de leur premier séjour dans ce pays, nous l'avons dit, mais pour de nombreux autres, il s'agissait de leur premier contact avec l'Europe latine, voire avec l'Europe tout court. S'émanciper immédiatement des *a priori* issus non seulement de la rencontre d'une culture différente mais aussi de leur quasi-complète immersion dans celle-ci, relevait de l'impossible. Il ne semble pas que la communion des idées politiques ait d'ailleurs fondamentalement changé cet état d'esprit, comme l'illustre le rapport d'un officier anarchiste catalan d'une formation semi-internationale à propos des étrangers de son bataillon :

> Uno de los factores que más influyeron en la marcha casi catastrófica [del batallón] ha sido la incomprensión y la mal actuación de los mandos, principalmente los extranjeros, ya sea por desconocimiento de la psicología de nuestro pueblo, ya por apetencias de mando y egoísmos personales[838].

À leur retour en France, deux vétérans déclarèrent à l'officier chargé de leur interrogatoire qu'ils étaient partis en Espagne « où le service militaire n'était pas obligatoire, pour apprendre aux Gouvernementaux à se battre et leur permettre ainsi de mener à bien leur lutte contre le fascisme[839] ». On retrouve ce discours à l'envi dans les questionnaires remplis par les volontaires démobilisés à l'automne 1938 : ne pouvant ou ne sachant mener convenablement leur guerre, les républicains espagnols reçurent le renfort de véritables soldats venus de l'étranger pour les épauler et les instruire.

2. Apporter« la guerre moderne » en Espagne

Au début du mois de décembre 1936 à Lyon, des volontaires prêts au départ assistaient

[838] *Un des facteurs qui influèrent le plus sur l'évolution presque catastrophique* [du bataillon] *a été l'incompréhension et le mauvais comportement des commandants, principalement les étrangers, par méconnaissance de la psychologie de notre peuple et par le désir de commander et les égoïsmes personnels*. IISG CNT 94 G : *28 División. Brigada Mixta 153. Informe que este comisario eleva del llamado Batallón de la Muerte*. Binefar, 3 août 1937.

[839] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le Ministre de l'Intérieur. Direction Générale de la Sûreté Nationale à Monsieur le ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. *Volontaires de retour d'Espagne. Déclarations des nommés Perrault Maurice Gouget Jean*. Paris, 2 avril 1937. [Commissariat spécial de Melun. Melun, 11 mars 1937].

à une conférence d'un milicien français les informant sur l'Espagne et sur le rôle qui les attendait là-bas. D'après l'agent de police présent, ce dernier leur dit textuellement : « Vous formerez les cadres de l'armée républicaine espagnole - les Espagnols sont courageux mais ils n'ont pas le sens de la discipline, à vous de leur donner l'exemple[840] ». Il ne s'agissait nullement d'un cas isolé. À Albacete, fin octobre 1936, Vital Gayman expliquait en effet aux officiers et commissaires politiques de la Colonne internationale la raison de leur présence en Espagne ; ce n'était pas par manque de *combattants* mais par manque de *soldats* que les étrangers étaient ici :

> Le rôle des Brigades internationales consiste essentiellement à mettre à côté du peuple espagnol les connaissances techniques militaires que la guerre mondiale d'une part, que d'autre part, le service militaire obligatoire dans les pays d'Europe occidentale ont permis de donner à des milliers d'ouvriers et de paysans antifascistes de France, de Belgique, d'Italie, d'Allemagne, d'Europe centrale et des Balkans. C'est pourquoi, les bataillons des Brigades internationales parce qu'ils [sont] composés d'hommes qui ont connus la guerre mondiale, ou les guerres coloniales, ou ont été instruits dans le métiers militaire pendant des mois ou des années passées dans les casernes des armées capitalistes, doivent constituer les bataillons de choc de l'armée populaire espagnole. C'est leur tâche de montrer à nos frères d'Espagne comment on doit battre les soldats de métiers des généraux rebelles. C'est leur tâche de mettre au service du peuple d'Espagne la technique de la guerre moderne[841].

On retrouve dans ce discours toutes les notions élémentaires de la représentation du volontariat international à ses débuts, durant l'année 1936. On relève en creux l'évident sentiment de supériorité vis-à-vis des Espagnols. Emilio Lussu exhortait également les antifascistes Italiens de *Giustizia e Libertà* à venir apporter leur science aux Espagnols. Selon lui, si les Italiens avaient été présents à Irun, la ville ne serait pas tombée :

> Se due o tre nostri battaglioni, cosi' inquadrati, si fosserro, per esemplo trovati a Irun, é matématicamente certo che, di fronte alle forze che hanno attacato, avrebbero potuto resistere non una settimana, ma un anno, con poche perdite. Alle milizie spagnole sono mancate técnica e displina[842].

---

[840] AD 69 4 M 303 : *Réunion communiste pour les volontaires pour l'Espagne, le Commissaire spécial de Lyon à Monsieur le Préfet du Rhône (Secrétaire Général pour la police)*, Lyon le 5 décembre 1936.

[841] RGASPI 545.2.32 : *La Base des Brigades internationales* par Vital Gayman. Conférence « La guerre civile en Espagne et les volontaires des Brigades internationales » *Première partie - Les volontaires des Brigades internationales et les miliciens espagnols.* S.d. [Vers le 25 octobre 1936].

[842] *Si deux ou trois de nos bataillons ainsi encadrés s'étaient trouvés par exemple à Irun, il est mathématiquement certain que face aux forces qui ont attaqué, ils n'auraient pas résisté une semaine mais un an, et avec peu de pertes. Aux milices espagnoles il ne manque que technique et discipline.* « La legione Italiana in Ispania » in *Giustizia e Libertà* n°40 du 2 octobre 1936, p. 3. Lussu ignorait qu'une centaine de miliciens étrangers (Français, Polonais et Belges) avaient pourtant combattu à Irun.

C'était avant tout leur expérience supposée, soit « la technique si compliquée de la guerre moderne », que les volontaires « forcés autrefois par le capitalisme à devenir des soldats expérimentés pour défendre ses intérêts » apportèrent en Espagne en « [accourant pour] offrir leurs vies avec leurs connaissances militaires »[843]. La nature de « l'expérience » apportée n'était pourtant pas toujours explicitement précisée et la praxis de la guerre et celle des luttes sociales furent bien souvent confondues[844].

Cependant, il est indéniable que les Espagnols antifascistes étaient, en 1936, pour la plupart convaincus de leur infériorité technique sur l'adversaire, inexpérience due pour certains à la neutralité de l'Espagne durant le précédent conflit mondial. L'évocation de la connaissance supérieure des étrangers dans les techniques de la guerre est un fait constant dans les discours espagnols. Les miliciens étrangers avaient d'ailleurs remarqué le complexe d'infériorité étreignant « techniquement et psychologiquement » les combattants anarchistes espagnols « sur le terrain de la « guerre moderne »[845]. Les études produites par des militaires républicains à propos du manque de mordant et d'enthousiasme des soldats furent nombreuses : la ténacité de l'ennemi, la difficulté d'insuffler un esprit de résistance à la troupe formèrent les thèmes récurrents des rapports, et on rechercha une panacée que certains crurent trouver dans les traditions militaires françaises[846].

La survenue massive des volontaires étrangers disposant d'une haute idée de leur valeur collective et de leur capacité combative vint se conjuguer à l'automne 1936 avec la doctrine d'offensive qui inspirait alors le gouvernement républicain. Le rapport de l'attaché militaire français à Madrid est sur ce sujet particulièrement éclairant :

> Du côté gouvernemental, qui stratégiquement est sur la défensive, existe une mystique de l'offensive qui est la transposition par les politiciens, dans le domaine militaire, d'une mystique sociale et politique. Dynamisme d'un régime neuf, volonté d'action dans tous les domaines, cela se traduit dans le domaine militaire par une doctrine d'offensive partout et tout le temps : « En avant, toujours en avant ! Ne disons pas : ils ne passeront pas ; disons nous passerons » etc. Tous ces slogans de réunion publique, ce sont les soldats qui en payent les frais. Attaques ridicules et sanglantes, à peine esquissée par les milices espagnoles qui connaissent le jeu, mais valent aux troupes internationales des pertes démoralisantes ; l'armée républicaine n'a ni le matériel, ni la

[843] « L'anniversaire de la création des Brigades internationales » par André Marty in *L'Humanité* du 21 octobre 1937, p. 4.
[844] « Madrid's International Volunteers » par James Hawthorne in *New Masses* Vol. XXII n°3 du 12 janvier 1937, pp. 3-5.
[845] « La FAI se normalise » par Rhillon in *Le Libertaire* du 12 août 1937, p .4.
[846] IISG CNT 005 E1 : Rapport de la *Sección Información* de la CNT au Comité National de la CNT sur des questions d'ordre militaire. Barcelone, 12 avril 1938.

> valeur morale, ni l'expérience tactique qu'il faut pour attaquer. Mais la mystique de la contre-attaque, de l'offensive sur tous les fronts, de la défensive déshonorante, parce qu'elle est, sur le plan militaire, l'équivalent du conservatisme sur le plan social, ont sacrifié et continuent à sacrifier ceux qui prennent au sérieux cette idéologie facile de politiciens bavards[847].

La recherche commune d'une offensive définitive, partagée tant par les volontaires que le gouvernement républicain, va sceller pour un certain temps la doctrine d'emploi du volontariat international. Venus pour combattre, les volontaires étrangers partagèrent une même impatience faisant de l'impétuosité la condition de la victoire.

3. L'Espagne c'est le front. Une volonté impatiente de faire la guerre

D'après les commentaires unanimes des délégués des services étrangers chargés de l'accueil des volontaires à Barcelone, le premier souhait des arrivants était de partir « le plus vite possible », « immédiatement », « directement », au front[848]. Certains préférèrent rejoindre la caserne d'une autre organisation en apprenant qu'aucun départ n'avait lieu le jour même dans celle qu'ils avaient choisie selon des critères affinitaires. Le déroutage et la concentration du volontariat étranger à Albacete fut sur ce point une déception, la caserne devenant un sas obligatoire avant le front. Les montées en ligne s'effectuèrent par compagnies et après un temps d'instruction. Beaucoup de volontaires étrangers se retrouvèrent dans une position qu'ils n'avaient pour la plupart pas prévue : tandis que les communiqués de guerre exaltaient les combats acharnés autour de Madrid encerclée, que les camions transportant renforts et blessés traversaient Albacete, ils devaient faire des exercices. Ses « têtes chaudes » qui souhaitaient partir immédiatement au combat posèrent un problème épineux aux autorités de la Base d'Albacete, sur lequel nous reviendrons. André Marty reconnut pleinement l'existence de ce problème tout en attribuant la responsabilité de cet état d'esprit aux « saboteurs » qui prêchaient « le départ individuel ou volontaire pour les milices au front » et des mesures coercitives furent adoptées[849].

---

[847] SHD 7 N 2755 : Le Lt Col Morel AM auprès de l'Ambassade de France en Espagne à Monsieur le ministre de la Défense nationale et de la Guerre. Valence le 29 mars 1937 *Objet : Envoi d'une note sur la bataille de Madrid. Note sur la bataille de Madrid. Impressions tactiques. IV. Infanterie,* p. 1.

[848] IISG FAI PE 15A2 Dossier 64 : *Voluntarios franceses*. *1936-1937*. Rapport des arrivées quotidiennes. Volontaires arrivés de France entre le 19 août 1936 et le 9 septembre 1936 reçus par le Comité français de contrôle à Barcelone.

[849] RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime...*, *op. cit.,* p. 24 ; RGASPI 545.2.45 : Réunion du comité militaire, par Vital Gayman. 28 janvier 1937.

Ce désir irrépressible du front participait pourtant à la raison même de leur venue : accourir en Espagne pour prendre de vitesse l'ennemi. De plus, c'était justement pour ne pas demeurer à l'arrière et passer à l'offensive, qu'ils avaient pris le chemin des champs de bataille. Être volontaire pour l'Espagne, c'était vouloir être un combattant actif et non un soldat passif. Dans les tranchées protégeant Madrid, certains volontaires exigèrent d'« en finir avec les tranchées » et d'attaquer[850]. Les miliciens internationaux du front d'Aragon s'employèrent eux aussi à imposer leur propre rythme impétueux à l'inertie du front, à l'étonnement des Espagnols. Le chef du bataillon Italien de la Colonne *Ascaso* se plaignait d'être contraint de tenir les lignes alors qu'ils « n'étaient pas venus pour ça »[851]. Dans la colonne internationale du POUM, certains regrettaient que seul leur manque de connaissance sur le maniement des armes puisse les limiter dans leur ardeur[852]. Mais d'autres ne s'embarrassèrent pas de tels aspects prosaïques :

> Les débuts furent assez durs car les armements faisaient défaut, beaucoup partaient au front avec un simple revolver, d'autres sans armes comptaient en prendre à l'ennemi. Le ravitaillement était défectueux. Mais qu'importe ! L'enthousiasme révolutionnaire pourvoit à tout. Les armes ? On les prendra à la canaille fasciste. Le pain ? On s'en passe pour un jour [...] La discipline ? Nous n'en avons pas. Notre enthousiasme la remplace avantageusement[853] .

Cette impatience du combat fut largement partagée parmi les volontaires internationaux de toutes les formations. Tous s'insérèrent dans un engagement envisagé initialement sur le temps court : leur irruption dans les combats devant à coup sûr forcer le destin et leur venue en Espagne apporter la victoire. Cet élan enthousiaste fait directement écho aux volontaires de l'An II, dont Annie Crépin relève qu'ils étaient persuadés qu'un « mouvement tumultuaire spontané » sauverait la République, incarné par leur renfort auprès des armées aux frontières[854]. Cet état d'esprit favorisa le développement d'un esprit de corps élitiste, remarquablement entretenu tant par la presse ibérique que la propagande à l'étranger, voyant dans leur enthousiasme et leur impétuosité les caractéristiques d'une formation par essence supérieure. Cependant, cet esprit d'offensive des étrangers fut moins la marque d'un désir d'héroïsme qu'en réalité l'importation en Espagne d'une culture de guerre spécifique directement issue des violences politiques de la décennie précédente.

---

[850] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…, op. cit.*, Annexe 48. Courrier de Nicoletti à Marty à propos des travaux des commissaires politiques. 9 février 1937.
[851] RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…, op. cit.,* p. 234.
[852] « L'azione della Colonna Lenin » par Giuseppe Bogoni in *Avanti*, 11 octobre 1936, p. 3.
[853] « La colonne Hilario » par Armand Aubrion in *Le Libertaire* du 25 septembre 1936, p. 3.
[854] CREPIN (Annie), *Histoire de la conscription…, op. cit.*, p. 102.

E. Le volontariat étranger envisagé comme un appoint offensif

Si, contrairement aux volontaires du siècle précédent l'attrait héroïque de la « belle mort » sur « un champ de gloire » ne paraît pas avoir été un élément particulièrement opérant, du moins collectivement, à propos des volontaires étrangers en Espagne, le phénomène s'est cependant caractérisé durant sa séquence espagnole par une appétence mortifère pour l'offensive et l'assaut violent*. Cette fascination était moins présente dans les actions des volontaires eux-mêmes que dans le regard porté sur eux et dans le champ de référence développé autour du volontariat étranger. De même, la détermination des volontaires étrangers comme un renfort par nature offensif fut un aspect largement dépendant du complexe d'infériorité en Espagne, sur-accentué par l'état d'esprit inverse des promoteurs du volontariat international.

Les formations combattantes internationales ont presque toutes évolué, dans leur intention et destination, vers une forme militaire singulière : les formations d'offensive et d'assaut. À priori, rien ne prédéterminait les formations internationales à un emploi strictement offensif, sauf l'impétuosité revendiquée des volontaires et la propagande déployée autour d'eux. Cette évolution ne fut pas la conséquence d'une doctrine d'emploi imposée mais d'une sollicitation, parfois d'une réclamation des étrangers eux-mêmes. Ces parangons de corps-franc se sont cependant inscrits dans un contexte culturel particulier, soit l'engouement espagnol pour une terminologie nouvelle et moderne : le « choc » et les formations spéciales composées de volontaires sélectionnés selon leurs aptitudes. Cet attrait ibérique pour le « choc » eut une influence fondamentale dans l'évolution des formes du volontariat international combattant en Espagne.

1. Les formations de choc en Espagne

Au début de l'automne 1936, tandis que Madrid assiégée s'apprêtait à recevoir l'attaque décisive des colonnes rebelles, le *Quinto Regimiento* annonça la création de quatre « Brigadas de choque » composées de volontaires sélectionnés pour tenter de suppléer par l'offensive à l'impéritie dont on accusait les chefs militaires[855]. Le mois précédent, la formation paramilitaire communiste madrilène avait déjà mis sur pied une série de formations miliciennes dites de « choc », les *Compañías de Acero*, sur lesquelles le PCE avait largement

[855] « Las brigadas de choque » in *La Vanguardia* du 21 octobre 1936, p. 11.

appuyé sa propagande pour une armée unifiée et disciplinée. L'engouement pour ces formations de combat offensif dites « de choc » atteignit la Catalogne quelques mois après, en se combinant avec l'appétence des miliciens pour la constitution de commandos ou « groupes d'assauts » destinés à opérer des actions nocturnes « démoralisantes » chez l'ennemi[856]. Chaque colonne catalane s'enorgueillissaient de posséder de telles formations, comprenant souvent des étrangers dans leurs rangs, comme les fameux *Los Hijos de la Noche* ou *Los Dinamiteros de Utrillas*[857]. Liquidé par la régularisation des milices à Madrid, le mouvement prit une vigueur exceptionnelle au Levant et en Catalogne où les enjeux de la militarisation et la réflexion sur les formes alternatives des formations combattantes existantes permettaient de telles divagations, sans pour autant aboutir à une théorie générale de l'emploi de partisans sur les arrières de l'ennemi. C'est en effet le choc seul qui parut la panacée attendue, une sorte d'art nouveau de la guerre reposant sur « une psychologie miliaire » qui avait l'avantage de ne pas exiger le retour aux formes anciennes du militarisme et de reposer essentiellement sur le volontarisme et l'audace[858]. Ces unités de choc devaient être mobiles et réservées pour les attaques, dans la continuité des corps francs inaugurés durant la Grande guerre.

L'association entre le volontariat international et les formations d'élite, faisant du volontaire étranger un combattant prédisposé à un emploi offensif, semble avoir été relativement commune en Espagne durant l'été 1936. Ce fut probablement une forme de réaction à l'emploi par l'ennemi de troupes de choc étrangères, le *Tercio* et les *Regulares* marocains. La symétrie opérée peut être relevée fréquemment dans la presse espagnole comme étrangère. En septembre 1936, un officier catalan écrivait ainsi ces lignes prémonitoires :

> ¿Qué inconveniente hay por nuestra parte […] para que en las filas antifascistas, figuren también otros tercios extranjeros, construidos por legiones del proletariado internacional? Elementos valiosísimos de este proletariado universal, que a la hora presente vibra al unísono con el proletariado español, […] vendrían a nuestras filas, ansiosos de dar la vida por la libertad y la redención de España en las que – con la maravillosa intuición de las multitudes – ven todos los pueblos, por su propia libertad y la propia redención[859].

[856] *Columna de Baleares. Diario de combate antifascista*. Suplément au n°5 du 27 août 1936, p. 1.
[857] RUFFAT (Ramon), *Espions de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la Guerre d'Espagne*, Editions Allia, Paris, 1990, p. 27.
[858] « De psicología militar ¿Cómo seleccionar hombre para las tropas de choque? » in *Solidaridad Obrera* du 9 décembre 1936, p. 3.
[859] *Quel inconvénient pourrait-on nous opposer* […] *sur le fait que dans nos rangs antifascistes également figurent d'autres légions étrangères ? Des éléments formidablement vaillants du prolétariat universel, qui à*

Il appelait de ses vœux que des milliers et des milliers d'étrangers se pressent en Espagne à brève échéance pour constituer des « Légions étrangères prolétariennes ». L'expérience et les qualités belliqueuses des étrangers semblaient en effet évidentes, exprimées par leur *marcialidad* (martialité) enthousiasmant le public lors des défilés[860].

Dans les colonnes miliciennes d'Aragon, suivant une dynamique en partie conséquente du processus de régularisation dans l'*Exèrcit de Catalunya*, un certain nombre d'unités de combat avaient déjà reçu le qualificatif de « Choc », dont la plupart des formations internationales. Cette évolution sémantique s'est inscrite dans un cadre de référence martial déjà solidement installé. Le *Grupo internacional* de la colonne *Durruti* était régulièrement représenté comme une « centurie de choc » employé comme groupe offensif pour les coups de main ; il était d'ailleurs considéré comme tel par le renseignement militaire ennemi[861]. Contrairement aux autres groupes internationaux d'Aragon, il participa aux combats par petits détachements, pour des coups de main violents. Cette singularité suscita nombre d'articles emphatiques et héroïques dans la presse anarchiste étrangère. Ainsi, le journal anarchiste français *Le Libertaire* présentait également le *Grupo internacional* comme un groupe d'élite :

> Composé de Suisses, d'Italiens, d'Allemands, d'Espagnols et de Français, il fut toujours aux avant-postes de la ligne de feu […] Notre ami Durruti ne nous a pas caché sa satisfaction d'avoir près de lui cette légion internationale et nous savons la peine qu'il dut ressentir quand les exigences de la situation sur un point névralgique du front lui firent prendre la décision d'envoyer en renfort du côté de Huesca, en pleine fournaise, la centurie de choc[862].

Les autres formations internationales organisées d'Aragon suivirent une évolution similaire, dans un mouvement initié par les italiens. Après la bataille de Monte Pelato, la *Sezione Italiana* fut restructurée en détachements d'assaut ainsi présentés :

> Essi costituivano una forza sicura, non suscettibile di tentennamenti e tradimenti e, allo stesso tempo, esperta di tecnica militare. I volontari sarebbero d'ora innanzi

---

l'heure actuelle vibre à l'unisson avec le prolétariat espagnol, […] viendraient dans nos rangs avides de donner leur vie pour la liberté et la libération de l'Espagne au point que – avec cette merveilleuse intuition des masses – il en viendrait de tous les peuples, pour leur liberté et leur propre libération. « Contra el Tercio y Regulares, las Legiones Extranjeras Proletarias » par Gil Cabrera in *Solidaridad Obrera* du 24 septembre 1936, p. 2.

[860] *Un nuevo batallón de alemanes y austríacos comunistas* in *La Vanguardia* du 1er octobre 1936, p. 3.

[861] AGMA ZN Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización C.1299 Cp 65 D3 : *5° Div Orgánica Información del enemigo Fuerzas rojas en el frente de Aragón.* 6 novembre 1936 ; *Columna Rojas. Columna de Durruti. 3 février 1937*.

[862] « Le groupe international dans la bataille » in *Le Libertaire* n°515 du 25 septembre 1936, p. 4.

> chiamati a partecipare più attivamente ai combattimenti nei vari settori, quasi una forza d'attacco[863].

Les étrangers de la colonne communiste *Carlos Marx* furent concentrés dans le bataillon de choc *Engels* début 1937, tandis que ceux du POUM se rassemblaient en partie dans le *Batallón de choque Rovira*. Le foyer du Français antifasciste de Barcelone fut mis à contribution pour rassembler et recruter les volontaires étrangers pour ces bataillons de choc. Sur demande de la CNT catalane, les sections étrangères de la CNT FAI préparèrent au printemps 1937 un plan directeur pour plusieurs « Bataillons de choc » levés en Catalogne sur le principe du volontariat. Ils furent composés en partie de membres des Jeunesses Libertaires (JJLL) et encadrés par des étrangers. Le rapport détaillé, présenté le 5 mai 1937, se terminait par ces mots évocateurs : « Nous vous formerons des troupes d'élite avec la jeunesse anarchiste qui surclassera en qualité guerrières tous les bataillons de la mort[864] ».

L'incarnation paroxystique de cet engouement pour les formations de choc fut sans conteste, le *Batallón de la Muerte*. Vedette des défilés militaires à Barcelone, il constitua un sujet exotique de choix pour la presse catalane qui retranscrivait avec gourmandise les propos des cadres italiens de cette formation picaresque :

> Este batallón estará compuesto de 500 hombres antifascistas, rigurosamente seleccionados entre los más capacitados y que demuestren aptitud para lanzamiento de bombas de mano y usar el puñal [...] La misión especial de este batallón será atacar y ocupar la posición que el Mando considere difícil, actuando posiblemente de noche y por sorpresa [...] El comandante con sus oficiales tomarán parte en todos los combates a la cabeza de los milicianos. Terminada la acción, el batallón se retirará a unos diez kilómetros de la línea de fuego a descansar, cubrir bajas y organizarse. El Batallón será autónomo[865].

Ces déclarations ne furent pas qu'un artifice de propagande, les volontaires étrangers qui en firent partie ont corroboré en tous points les descriptions de cette formation d'assaut

[863] *Ils constituaient une force sûre, ne connaissant ni hésitation ni renoncement et, en même temps, experte dans la science militaire. Les volontaires seront désormais appelés à participer plus activement aux combats dans différents secteurs, comme une sorte de force d'attaque.* Cité in ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo*, *op. cit*., pp. 272-273.

[864] IISG CNT 94 C 10 Archivo del Comité Regional de la CNT de Cataluña - Sección Defensa. *Pour le Comité Régional CNT- FAI. Comité de Guerra, Barcelona (sur demande du camarade Ascaso le 3 mai 1937)*. Document anonyme, 5 mai 1937.

[865] *Ce bataillon sera composé de 500 hommes tous antifascistes, rigoureusement sélectionnés parmi les plus capables et qui auront démontré des aptitudes pour l'emploi de bombes à main et l'usage du poignard l* [...] *La mission spécifique de ce bataillon sera d'attaquer et d'occuper les positions que le commandement considère comme difficiles, en agissant le plus souvent de nuit et par surprise* [...] *Le commandant et ses officiers prendront part à tous les combats à la tête des miliciens. Une fois l'action terminée, le bataillon sera retiré à une dizaine de kilomètres en arrière de la ligne de feu pour se reposer, combler ses pertes et se réorganiser. Le bataillon sera autonome*. « El batallón de la muerte » *La Vanguardia*, 2 décembre 1936, p. 2.

« qui ne marche que la nuit » et « dont le travail consiste à attaquer toujours et partout»[866]. Ces terminologies martiales, mortifères et viriles eurent un effet certain dans les esprits de ses membres comme des observateurs, y compris les plus avisés comme l'illustrent ces lignes d'Orwell :

> Il y avait plusieurs centaines de réfugiés allemands qui faisaient la guerre avec le POUM. Ils étaient organisés en un bataillon spécial, qu'on appelait le *Batallón de choque* ; du point de vue militaire, ils étaient à un tout autre niveau que le reste des milices ; je dirais qu'ils étaient plus véritablement soldats que tous ceux que j'ai vu en Espagne, si l'on fait exception des gardes d'assaut et de certaines troupes des Brigades internationales[867].

Il y a, derrière cet engouement en Catalogne pour les formations dites de choc, deux aspects fondamentaux. Tout d'abord, il est évident que s'exprimait ici le désir de créer sur le front d'Aragon de véritables brigades internationales, à l'imitation de Madrid et de « sa » Brigade internationale. D'autre part, on y retrouve l'antienne du corps-franc autonome, cher à beaucoup de volontaires étrangers, composé de combattants d'élite à l'enthousiasme politiquement motivé et seulement employé pour des actions offensives ponctuelles. On a souvent considéré que cela n'avait été que le fait des anarchistes, mais ces exubérances militaires ont été largement partagées, y compris par les communistes. Ainsi, le bataillon de choc semi-international du PSUC se proposait quant à lui de mener des combats audacieux contre les chars, bien rares pourtant sur le front d'Aragon à cette période[868].

On trouve en Espagne un contexte conjoncturel tout à fait propice au développement de cette fascination romantique du volontaire-soldat d'assaut, et de son association avec les volontaires étrangers. Ce contexte opportun peut être observé selon trois dimensions. Premièrement, la fragilité organique de l'armée républicaine et l'atomisation du commandement conjugué avec un antimilitarisme élevé en théorie militaire ont permis cette émergence. Deuxièmement, le manque de combativité de la troupe en générale, l'absence d'élan et de cohésion en opération des formations miliciennes et régulières, en Aragon notamment, ont favorisé cette croyance en une émulation provoquée par des unités dites d'élite. Troisièmement, la stabilisation très prolongée de certains fronts, évoluant en guerre de

[866] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : XVème Corps d'Armée – Place de Marseille – Dépôt des isolés métropolitains. *Enquête auprès des miliciens français venant d'Espagne. Rapport du Lieutenant Terras du Dépôt des isolés métropolitains*. Marseille le 12 juin 1937 ; « Le Groupe International au combat » in *L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT* N°10 10 octobre 1936, p. 3.
[867] ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne…*, *op. cit.*, p. 69.
[868] « Apremiante llamamiento a los valientes ¡Alistaos en el glorioso regimiento « Engels », el de los heroicos « Destripadores de tanques »!» in *La Vanguardia*, 10 février 1937, p. 3.

position et de tranchées, et les réussites des coups de main réalisés par des groupes téméraires, tels que « Los Hijos de la Noche » de la colonne *Durruti*, finirent de convaincre des avantages de cette « nouvelle » doctrine.

Les volontaires étrangers ont eu une influence fondamentale dans cette évolution et la fascination pour le choc et l'assaut. Cet *impetum* consubstantiel des formations internationales fut un produit synthétique de la culture militaire composite des volontaires étrangers, mélange de réminiscences héroïques de la Grande Guerre et des théories paramilitaires déployées au paroxysme des violences politiques de l'entre-deux-guerres.

2. Un héritage importé en Espagne des violences politiques de l'entre-deux-guerres

Durant la Grande guerre, des corps francs furent constitués par la plupart des belligérants : *reparti di Arditi* en Italie, *stoßtruppen* en Allemagne, corps Francs en France. L'usage de formations spéciales autonomes, engagées seulement lors des actions offensives et des coups de main, fut une réadaptation militaire de la guerre de siège imposée par la guerre de position[869]. Ces détachements furent élaborés dans le but de forger un combattant se distinguant par sa combativité et un puissant esprit de corps, au sein d'une troupe considérée parfois comme apathique et peu motivée pour l'offensive[870]. Leur forte cohésion reposait sur la reconnaissance implicite de leur fonction sacrificielle par l'éviction de certains traits inhérents à la fonction soldatique subalterne : absence de corvée, solde augmentée, baraquements supérieurs à l'arrière et par le fait d'être volontaires pour cette fonction périlleuse d'infanterie d'assaut, y compris en échange d'une amnistie, ce qui suscita des vocations. Dans la mythologie de Vittorio-Veneto, les *Arditi* avaient, par leur abnégation, leur courage et leur sacrifice, ouvert le chemin de la victoire[871]. Mais c'est avant tout dans les représentations issues de la littérature de guerre que ces modèles agressifs de combattants façonnèrent l'imaginaire collectif[872]. Leur importation dans le champ politique prit des chemins convergents, imbriqués dans la guerre civile européenne entre bolchévisme et

[869] LEED (ERIC J.), *No Man's Land. Combat and Identity in World War I*. Londres & New York, Cambridge University Press, 2009, p. 37 ; FRANCESCANGELI (Eros), *Arditi del popolo. Argo Secondari e la prima organizzazione antifascista (1917-1922)*, Rome, Odradek Edizioni, 2009, p. 13.
[870] Gramsci signalait pourtant qu'il ne fallait pas considérer l'arditisme italien comme un signe de combativité, mais au contraire comme un signe de passivité et de démoralisation de la troupe. GRAMSCI (Antonio), *Cahiers de prison.* Vol. 1, Paris, Gallimard-NRF, coll. « Bibliothèque de philosophie », 1996. Cahier 1 §133 « Art politique et art militaire », p. 118.
[871] FUSCHINI (Ivan), *Gli arditi del popolo*, Ravenne, Longo Editore, 1994, p. 30.
[872] LEED (ERIC J.), *No Man's Land…, op. cit.,* p. 37.

nationalismes réactionnaires. Après les armistices de 1918, ces représentations héroïques et combatives trouvèrent des continuités politiques marquées à droite (*Freikorps* Allemands, certaines ligues françaises d'anciens combattants, *fasci di combattimento* italiens) mais également à gauche, en Italie notamment, avec la mise sur pied en avril 1921 des *Arditi del popolo*.

Cet imaginaire paramilitaire fut également fixé par les représentations mythifiées de la guerre civile russe : la supériorité de la volonté sur la technique, l'intervention victorieuse d'« armées de choc », la prééminence du combattant politique sur le soldat traditionnel, etc. L'influence des grands succès rencontrés en Europe par certains films soviétique, tels que *Les Marins de Kronstadt* en 1936 et surtout l'année précédente *Tchapaïev*, le roman de Fourmanov publié en 1923 dont le film des frères Vassiliev s'est inspiré, est incontestable et a directement participé au façonnement de l'identité du combattant politique en Espagne. Les deux films furent à l'affiche partout en Espagne en 1936 et constamment projetés au front devant la troupe durant le conflit. Ces références ont profondément inspiré l'esprit du *Quinto Regimiento*.

L'usage du terme « choc » ne fut quant à lui pas une importation des étrangers mais bien une création locale espagnole. Il n'était pas d'usage commun en France, appartenant plutôt au vocable communiste allemand[873]. Son itération dans la presse espagnole permet sans conteste de déterminer son apparition d'abord dans les journaux marxistes à l'été 1936 puis anarchistes à l'automne-hiver, dans une évocation soviétique. Il est fort probable que les volontaires et instructeurs allemands de Catalogne participèrent également à la diffusion de cette culture martiale. Enfin, la dissémination des étrangers en petits groupes très cohérents dans les différentes divisions a ensuite permis sa réalisation concrète. Nombre d'Italiens anciens *Arditi del Popolo* eurent des fonctions importantes en Espagne, dans les Brigades internationales comme Francesco Leone (PCI) ou Guido Picelli (PSI) comme dans les milices tel Antonio Cieri (anarchiste) ou Emilio Lussu (LIDU et GL)[874]. La puissance évocatrice des *Arditi del Popolo* transposée en Espagne fut naturellement portée à son paroxysme par le *Batallón de la Muerte* dont les membres portaient de plus l'uniforme verdâtre et les symboles morbides des Arditi.

[873] L'expression « troupe de choc », récurrente dans la presse de l'entre-deux guerres en France, communiste comprise, était péjorative et désignait généralement l'extrême-droite.
[874] Enrico Accai souligne que 9% des volontaires italiens de la *Sezione Italiana* de venaient de la région de Bologne, très concernée par le phénomène squadriste. ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo…, op. cit.,* p. 96.

Figure 5-a : Photographie d'un groupe de volontaires italiens du *Batallón de la Muerte* au printemps 1937 lors d'un défilé à Barcelone[875]

Ce modèle élitiste et sacrificielle du volontaire étranger comme agent offensif eut également une profonde influence dans les Brigades internationales.

3. « Nos Brigades doivent être des Brigades de choc »[876]

De nombreux volontaires des Brigades internationales furent très fiers de rapporter qu'ils faisaient partie de formations considérées comme des unités d'élite. Leur correspondance privée comme les lettres publiées dans la presse communiste française en témoignent. Certains, déserteurs ou déçus, insistaient d'ailleurs sur cette notion de formation de choc pour justifier leur renoncement : « Après quelques jours d'exercice, j'ai été affecté sur le front de Valence à la brigade Internationale, brigade de choc qui participait généralement aux coups durs[877] ». Tandis qu'au printemps 1937 on accusait en France les républicains espagnols d'employer les volontaires étrangers comme « chair à canon », un vétéran prit la parole, pour rappeler que les Brigades internationales étaient des unités d'élite et employées comme telles :

> Nos camarades espagnols se sont rendus compte que nous étions des troupes de choc, que pour nous démoraliser et nous faire lâcher prise il fallait se lever de bonne heure, et naturellement nous sommes utilisés au maximum. Est-ce que nous devons le déplorer ? Seuls les lâches peuvent le penser…[878].

[875] Source : http://www.agenteprovocador.es/publicaciones/onsmgs0xlyjftg4ghbje3rvwhl9prq
[876] RGASPI 545.1.70 : *Réunion du 2 octobre*. Sténogramme de la réunion des commissaires politiques, discours de Luigi Longo. Octobre 1937.
[877] CADN Madrid Ambassade Série B - Dossier 562 Guerre civile. *A.S. d'un volontaire français* [de] b*retour d'Espagne*. Jeumont, 19 janvier 1937.
[878] « En réponse aux allégations des « Volontaires Doriotistes » » in *L'Étincelle de Boulogne Billancourt* n°42, mars 1937, p. 5.

C'est bien comme unité d'offensive et de colmatage que les Brigades internationales officièrent jusqu'à l'été 1937. Au Cerro de los Angeles, à la Cité Universitaire, à Majadahonda, à Teruel, à Motril, sur le Jarama, à Brihuega ou à La Granja : elles furent employées pour des attaques frontales ou déployées en urgence pour contrer sur la brèche une forte attaque ennemie. À la suite de la série d'offensives échouées de l'été 1937 (Huesca, Brunete et Saragosse), leur emploi comme forces de rupture fut suspendu durant un an, jusqu'à l'offensive de l'Èbre (juillet-août 1938). Les pertes terribles subies lors de ces dix mois d'engagement presque constant au front et l'érosion permanente due aux désertions furent principalement le fait d'une application à la lettre d'une doctrine d'emploi exclusivement offensive et, partant, sacrificielle.

La mythologie des Brigades internationales s'est également délibérément placée dans cette dimension offensive, héroïque et sacrificielle du volontariat international en Espagne. Ainsi, l'histoire officielle des Brigades internationales a inventé après-guerre leur acte de naissance lors d'une rencontre des délégués communistes venus de France, Longo, Wisniewski et Rebière, avec le président du conseil espagnol Diego Martínez Barrio en octobre 1936. Le dialogue est connu car repris à satiété dans la littérature consacrée :

> - [Martínez Barrio] Dans quelles conditions voulez-vous participer à notre lutte ?
> - [Les délégués du PCF, auxquels s'ajoute André Marty suivant les auteurs] Nous ne posons aucune condition. Nous ne désirons qu'une chose : que les Brigades internationales soient considérées comme des unités uniquement subordonnées au gouvernement et à ses autorités militaires ; qu'elles soient utilisées comme troupes de choc, en tous lieux où ce sera nécessaire[879].

On ne manquera pas de comparer cette déclaration apocryphe et son contexte avec une autre, fameuse celle-ci, attribuée au Marquis de Lafayette devant le Congrès américain à Philadelphie en 1776 et largement diffusée dans la culture populaire : « Je ne veux obtenir de vous qu'une seule faveur, celle de me battre comme simple soldat, volontaire et sans solde »[880].

[879] *Épopée d'Espagne. Brigades internationales 1936-1939.* Recueil de récits vécus et de documents historiques édité par L'Amicale des Anciens Volontaires Français en Espagne Républicaine. Paris, 1957, p. 50. Il semble qu'il s'agisse de la mention la plus ancienne, et donc la source de ce dialogue apocryphe, puisque toutes les autres références sont postérieures bien que le plus souvent cette source ne soit pas citée.

[880] La référence est ancienne. Après consultation du portail Gallica de la BNF, son origine pourrait provenir du pamphlet hagiographique suivant : *Notice historique sur M. le marquis de La Fayette, suivie de la lettre d'un père à son fils, désespéré de n'avoir pas été élu officier dans la Garde nationale*, Paris, De l'Imp. de la veuve Delaguette, 1789, p. 4.

Aucun des trois délégués (Rebière et Luigi Longo ont pourtant relaté la rencontre), ni Martínez Barrio n'ont jamais rapporté de tels propos. André Marty non plus, bien qu'il résumait en 1939, avec sa crudité familière, que les volontaires étaient venus en Espagne pour « recevoir un coin de terre pour y mourir »[881]. Cette « invention » par l'historiographie communiste d'un serment sacrificiel prêté au nom des volontaires avant même la création Brigades internationales est cependant parfaitement en accord avec la volonté immédiate de forger autour d'elles un imaginaire élitiste et héroïque reposant sur une prétendue détermination offensive et sacrificielle. Le propos provient en fait d'une déclaration contemporaine, celle du pacte d'unité d'action entre le PCI, le PRI et le PSI, acte de naissance de la Légion Italienne, sur laquelle nous reviendrons plus loin, qui stipulait :

> La legión estaría al servicio del pueblo y del Gobierno español, ella sería combatiría como tropa de choque, en los puntos de mayor peligro; en cambio hubiera gozado, se entiende, en los límites de las exigencia de guerra y respetando en absoluto las líneas generales de la política española, de una autonomía o por lo menos de una libertad bastante amplia[882].

Mais cette conception lyrique et entièrement théorique du combat, largement partagée par les différents promoteurs et partisans étrangers du volontariat combattant, fut naturellement interprétée littéralement par les premiers volontaires enthousiastes. Durant l'été 1936, le communiste britannique et futur capitaine Tom Wintringham, venu alors en observateur en Espagne, avait très tôt critiqué les pratiques de combat des étrangers qui, prônant la hardiesse et l'offensive comme des absolus guerriers, ne donnaient pas un bon exemple aux miliciens espagnols, en partant à l'assaut «comme à Verdun » :

> An army that consists of troops who are willing to do nothing much except at intervals find graves and glory - such an army needs an example and training of exactly the opposite sort to that given by the Thaelmann Centuria. It allowed itself to be used in very gallant, almost futile, repeated attacks on an impossible position. It attacked an enemy hill as if it was Verdun[883].

---

[881] MARTY (André), *L'épopée sublime…, op. cit.*, p. 18. Il attribuait cependant, à tort, la paternité de cette phrase au président Negrín.

[882] *La légion sera au service du peuple et du gouvernement espagnol, elle devra combattre comme troupe de choc, aux secteurs les plus dangereux, en l'échange de quoi elle bénéficiera, sous-entendu dans la limite des exigences de la guerre et dans le respect absolu des cadres de la politique espagnole, d'une autonomie ou au moins d'une grande liberté d'action.* RGASPI 545.1.73 : *Indice de informe sobre la actividad de la XIIe et de la XIIe Garibaldi*, pp. 208-209.

[883] *Une armée qui ne consisterait qu'en troupes destinées à ne faire rien d'autre que trouver conjointement de la gloire et des tombes - une telle armée a besoin d'un exemple et la formation d'exactement le contraire de ce que propose la Centurie Thaelmann. Elle ne permet que d'être utilisée dans des actions vaillantes mais vaines, des*

Pourtant, ce fut bien ainsi que les premiers bataillons internationaux furent engagés. En guise de baptême du feu, les trois bataillons de la seconde brigade internationale (XIIème) furent envoyés en novembre 1936 à l'assaut de la position fortifiée du Cerro de los Angeles où, faute de coordination, d'échelles et d'armes lourdes, ils subirent de lourdes pertes dans un combat à la baïonnette et à la grenade[884].

À l'automne 1937, les Brigades internationales réemployèrent ce vocable et on parla à nouveau de « Division de choc ». Les Internationaux furent invités à s'approprier cette terminologie mais sous le sens désormais désincarné et soviétisé de dynamisme et de capacité qui faisait alors florès dans les discours du PCE, nous reviendrons amplement sur ce point dans le chapitre 17. La notion de choc évolua donc vers une signification éminemment politique, son application militaire et littérale s'étant révélée catastrophique.

Conclusion

Les caractéristiques collectives qui ont été mises en évidence dans ce chapitre sont consubstantielles du corps social qu'ont formé les combattants volontaires étrangers antifascistes durant la guerre civile espagnole. Par ces traits communs, ils présentent une homogénéité qui les distingue des combattants espagnols par leur obéissance à un logiciel culturel exacerbant leur altérité et participant à ériger un personnage inédit : « l'International », rapidement subjugué dans les Brigades internationales sous le syntagme de « Volontaires de la Liberté ». Leur même lecture des raisons objectives ayant conduit à leur survenue en Espagne a induit des logiques singulières d'association au combat, produits de leurs propres revendications et de contraintes structurelles. Leur hétérodoxie en fait un troisième agent guerrier, très à distance des deux autres pôles traditionnels des agents militaires traditionnels : le conscrit requis d'office et le soldat professionnel, éventuellement mercenaire. L'affirmation de leur altérité, d'étranger mais sans que le mot ne soit prononcé, a permis de justifier le prétexte de la revendication d'une auto-organisation éminemment politique, martiale mais non militaire, prédisposé à l'offensive mais sans contrainte. Ce modèle du volontaire, situé au point de rencontre entre le militaire et le citoyen, correspond à

attaques répétées contre des positions inexpugnables. Elle a attaqué une colline tenue par l'ennemi comme s'il s'était agi de Verdun. PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary…, op. cit.,* p. 115

[884] RGASPI 545.3.174 : *Il Battaglione Giuseppe Garibaldi …, op. cit.,* pp. 12-24.

un impensé, celui du soldat-politique qui se confond directement dans la cause qu'il défend et non dans les opérations militaires auxquelles il participe.

Conclusion de la première partie

Cette première partie typologique a permis de circonscrire l'objet de cette étude : le phénomène de volontariat international durant la guerre civile espagnole, dans sa dimension antifasciste, et la pluralité de ses manifestations. Désormais défini dans son environnement, évalué dans sa diversité et envisagé d'après ses idiosyncrasies, le phénomène apparait comme un objet complexe ayant connu de nombreuses évolutions. Produit spontané d'une série de dynamiques coïncidentes et convergentes vers l'Espagne, il constitue la réification d'une mobilisation et d'une émotion mondialisées. Sa vitalité a été très rapidement assurée et entretenue par l'introduction de mécanismes artificiels, soit la mise en place de structures d'opportunité et d'opérateurs facilitateurs. L'accélération de la dynamique et la massification de la mobilisation furent de ce fait entièrement le fruit de l'intervention d'un agent extérieur, le Komintern, proposant son propre dispositif à l'ensemble des postulants. Le grand recrutement de volontaires durant l'automne-hiver 1936, tout d'abord en France puis rapidement mondialisé, a provoqué une subite et immense remue d'hommes disponibles, peu formés techniquement et peu au fait des circonstances locales, mais politisés et enthousiastes, qui a alimenté l'ensemble des manifestations organisées. Ce recrutement des bonnes volontés a imposé au phénomène des modalités imprévues et directement inspiré les formes collectives choisies et les évolutions successives des formations internationales. Les Brigades internationales, forme dominante puis monopolistique du phénomène, ont accueilli entre 85 et 90% du total des combattants étrangers. Elles ont considérablement évolué, soumises aux conditions contingentes de la guerre en Espagne mais également et surtout sous le joug des corrections apportées de l'extérieur au projet initial de « colonne internationale ». Il faut désormais porter l'analyse sur leur nature singulière, les conditions ayant déterminé leur réalisation et les intentions poursuivies, afin de pouvoir les envisager comme une manifestation à la fois exceptionnelle et centrale du phénomène.

Je me souviendrai toujours des questions que me posaient les femmes, les enfants espagnols que j'ai rencontré à Valence et à Madrid lors de mon voyage en Espagne : « Nous laisserez-vous massacrer ? Les ouvriers français le permettront-ils ? Non, cela n'est pas possible ! » Je me souviendrai aussi des paroles viriles que j'ai entendues dans les tranchées, sous les bombes fascistes, à quelques pas des Marocains et des Allemands venus conquérir l'Espagne. Dans ces tranchées de Madrid, […] *dans la Brigade internationale, on ne récrimine pas, on ne se plaint pas. Mais les poings se serrent sur les fusils, les yeux étincellent, et l'on dit « Nous luttons pour notre liberté et pour la vôtre. Nous repousserons aujourd'hui l'ennemi qui vous menacera demain. Le comprenez-vous ? C'est votre bataille à vous, démocrates de tous les pays, que nous menons contre les fascismes. Grâce à nous, ils ne passeront pas*[1] !

Deuxième partie

Les Brigades internationales : un projet politique transnational hétéronome (été 1936- automne 1937)

[1] THOREZ (Maurice), *Fils du Peuple* [version de 1937]. Paris, Éditions sociales internationales, 1937, pp. 179-180.

Introduction de la deuxième partie

La seconde partie de notre étude porte presqu'exclusivement sur une seule des formes organisées du volontariat international combattant antifasciste: les Brigades internationales. Il s'agit indubitablement d'un objet transnational hors du commun, divergent sur de nombreux aspects des manifestations qui l'avaient précédé, tant par l'amplitude des effectifs réunis, par sa structuration, par sa subordination à un agent extérieur à l'Espagne et sa raison d'être guidée par des considérations géopolitiques plutôt que militaires. À cette fin, un exercice préliminaire semble nécessaire pour comprendre comment le volontariat combattant a pu s'imposer comme une forme admissible d'action solidaire, afin d'observer les formes choisies, les projets envisagés et considérer leur réalisation. En effet, les Brigades internationales ne peuvent se résumer à une simple contribution militaire de la solidarité internationale du fait des ambitions politiques ayant présidé à leur constitution et de leur hétéronomie. Cette perspective oblige à prendre de la distance avec la localisation espagnole des Brigades internationales pour interroger leurs caractéristiques et tenter de mettre en révélation les raisons réelles ayant conduit à leur survenue, en Espagne. Il faut donc considérer de façon distincte leurs relations avec l'étranger, avec le Komintern et ses sections nationales périphériques, et avec l'État soviétique qui déployait parallèlement en Espagne une projection militaire d'une tout autre nature. Une fois ce canevas disposé, l'étude se porte spécifiquement sur le rôle d'interface des Brigades internationales, comme plateforme transnationale entre l'extérieur et l'intérieur de l'Espagne, comme support de la stratégie de Front populaire et comme plateforme d'unité d'action entre l'Internationale Communiste et les internationales socialiste et syndicale.

Chapitre 6. Le volontariat combattant vers l'Espagne, un objet consubstantiel de la solidarité internationale ?

Plusieurs projets transnationaux de volontariat collectif combattant furent imaginés à l'extérieur de l'Espagne en 1936. Cet ensemble réunit des projets totalisants, comme les Brigades internationales, mais également et surtout des ébauches, des tentatives hétéroclites, parfois pittoresques, où dominent les imitations et les velléités de concurrencer ou de contester la manifestation la plus aboutie. Il forme cependant un cadre préexistant dont l'observation est fondamentale pour envisager convenablement la singularité des Brigades internationales. La principale caractéristique commune de ses esquisses et prémisses réside dans leur hétéronomie et dans le fait qu'elles partagent l'inscription du volontariat combattant comme une démarche politique plutôt que militaire. Tous ces projets furent marqués par des contraintes politiques qui ont, dans la plupart des cas, empêché ou limité la réalisation du projet. L'identification de ces freins et facteurs ayant participé à restreindre la réalisation du volontariat combattant permet de remettre en contexte l'action des sections nationales du Komintern précédant la décision de matérialiser un projet transnational massif et assumé de volontariat combattant.

A. La fabrique du volontariat armé transnational durant l'été 1936

Il s'agit ici d'observer les dynamiques de la solidarité vers l'Espagne et de l'addition du volontariat combattant comme une des options possibles ou nécessaires. Par une évolution à la fois progressive et transgressive des initiatives de solidarité initiées depuis l'étranger, le volontariat combattant prit en quelques mois une importance extraordinaire au sein d'un répertoire d'actions solidaires pourtant fort riche. L'application de la non-intervention a-t-elle eu une importance déterminante dans cette évolution ? Il est en tout cas certain que cette évolution a bénéficié de la présence de facteurs d'entrainement favorisant son émergence et à sa croissance.

1. La solidarité communiste inhibée par la diplomatie soviétique

Au déclenchement de la rébellion militaire, l'Union Soviétique s'est immédiatement déclarée solidaire du gouvernement républicain espagnol et d'une diplomatie active, tout en demeurant dans une stricte neutralité.

a) L'immédiate neutralité soviétique

En 1936, le facteur déterminant des grandes décisions soviétiques en politique extérieure fut la montée des tensions internationales, ce que Silvio Pons a décrit comme une « bataille pour la paix » (*struggle for peace*) de l'URSS qui, depuis la seconde moitié des années 30, se caractérise par la recherche d'une stabilité européenne et la suppression de la menace pesant contre elle depuis sa création[2]. Selon Silvio Pons, l'adoption de la ligne antifasciste par le Komintern l'avait placé en conjonction avec la politique étrangère de l'URSS : le mouvement communiste recherchait des alliés politiques tandis que le Narkomindel concluait des alliances avec des démocraties européennes, notamment la France et la Tchécoslovaquie en mai 1935[3]. Le déclenchement de la guerre civile en Espagne vint cependant rompre l'harmonie des efforts du Komintern et du Narkomindel, selon un antagonisme établit entre un principe de conviction au travers de la ligne de Front populaire antifasciste et un principe de réalité ordonné par les nécessités dues à la sécurité collective[4]. C'est en fonction de ces divergences que furent élaborées les stratégies solidaires soviétiques et celles du mouvement communiste international.

En effet, la précarité de la situation française en cas de victoire des rebelles paraissait en soi de nature à obliger enfin la France à une position de fermeté face à l'Allemagne et de soutien aux Républicains espagnols. Staline choisit donc une voie modérée et une attitude de complète neutralité, espérant favoriser, par l'adhésion de l'Union Soviétique à la non-intervention, la survenue d'une sorte de « pacte de Locarno » circonstanciel[5]. La modération soviétique, contrastant avec le ton adopté par les gauches européennes, fut d'ailleurs

[2] PONS (Silvio), « The Comintern and the Issue of War in the 1930s: The Debate in March-April 1936 » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery…, op. cit.*, pp. 114-115.
[3] PONS (Silvio), *The Global Revolution. A History of International Communism 1917-1991*, Oxford, Oxford University Pres, 2014, p. 80.
[4] PONS (Silvio), *The Global Revolution…, op. cit.,* p. 82 ; PONS (Silvio), *Stalin and the Inevitable War. 1936-1941,* New York, Routledge, 2014, p. 47.
[5] PAYNE (Stanley G.), *The Spanish Civil War, the Soviet Union and Communism*, New Haven & London, Yale University Press, 2004, p. 142 ; ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO (Marta), *Queridos camaradas. La internacional comunista y España*, 1919-1939. Barcelone, Planeta, 1999. Annexo « Nota sobre las Brigadas internacionales y la Comintern », pp. 460-461 ; VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*. Barcelone, Crítica, 2010, pp. 279-282.

remarquée par les Chancelleries[6]. Probablement malgré l'opinion de Dimitrov, le Komintern fut donc cantonné durant l'été 1936 dans la collecte d'informations et l'accompagnement de la grande campagne mondiale de solidarité du SRI décidée dès le 23 juillet puis réévaluée en septembre 1936[7]. Cette campagne permit d'ailleurs à l'URSS de faire la démonstration à la fois de son extériorité et de sa sympathie, en donnant l'exemple en apportant une part considérable à la collecte mondiale de l'été 1936 transmise ensuite au gouvernement espagnol, dont le montant atteint, l'équivalent de 34 millions de francs, atteste de l'attrait de la cause espagnole parmi la population soviétique[8]. Mais avant tout, le Komintern fut principalement chargé de placer les partis communistes au diapason de la diplomatie soviétique, dans une prudente retenue.

b) Une solidarité intergouvernementale et non internationaliste

Staline, partisan d'un certain «gradualisme tactique » selon l'expression idoine des historiens Alexander Dallin et Fridrikh Igorevich Firsov, fit immédiatement appliquer par le Komintern une ligne strictement démocratique légaliste qui signifiait l'absence de soutien aux mots d'ordre révolutionnaires en Espagne et, concernant le PCE, de soutien extérieur au gouvernement de front populaire espagnol[9]. Le PCF reçut des consignes identiques vis-à-vis de la situation espagnole le 26 juillet 1936 :

> Dans pourparlers expliquez clairement que dans la situation actuelle ni PC Espagne ni Komintern ne veulent établissement dictature prolétarienne en Espagne, que nous ne quittons pas position de défense république et démocratie et qu'en Espagne maintenant se décide largement le sort de la démocratie européenne. Nécessaire urgente aide efficace au peuple espagnol[10].

[6] APP BA 1664 Dossier RE – Insurgés : *A.S. des événements* d'Espagne, 10 août 1936.
[7] RGASPI 495.18.1101 : Secrétariat de l'IC *Rapport d'information sur la révolte militaire fasciste d'Espagne : Rapporteur Gere*. Moscou, 23 juillet 1936 ; *Ordre du jour de la séance du secrétariat du CE de l'IC du 2 août 1936 à 2 heures de l'après-midi dans le cabinet du camarade Dimitrov. 1) Information sur les événements d'Espagne. Rapporteur : le camarade Manuilski ;* 495.18.1105 : *Protokoll (A) Nr 64 der Sitzung des Sekretariats des EKKI am 3. August 1936* ; 495.2.233 : Rapport de Codovilla au CE de l'IC du 22 septembre 1936 ; 495.18.1151 : *Projet de décision du secrétariat sur le rapport du camarade Tom Bell*. 10 janvier 1937. Cette initiative était en grande partie prête avant le déclenchement de la guerre civile puisque déterminée comme campagne mondiale d'unité d'action antifasciste pour 1936 où l'on retrouve beaucoup d'éléments ensuite réemployés en faveur de l'Espagne. RGASPI 495.18.1105 : *Projet de décision du secrétariat concernant le travail de la fraction communiste dirigeante du PCPR et des sections nationales du SRI (à la suite du rapport sur la conférence Internationale du Droit d'Asile)*. 2 juillet 1936.
[8] « La campagne de solidarité pour l'aide au peuple espagnol » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°9 septembre 1936, pp. 1156.
[9] DALLIN (Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich*), Dimitrov & Stalin, 1934-1943: Letters from the Soviet Archives,* New Haven et Londres, Yale University Press, 2000, p. 46.
[10] RGASPI 495.184.21 : Courrier de Dimitrov et Manuilsky au BP du PCF. 26 juillet 1936.

La ligne suivie par le Komintern s'opposait en effet à une mise à bas des institutions espagnoles et souhaitait la préservation des organes légaux du pouvoir, dont l'armée, sur laquelle le PCE reçu des instructions durant l'été 1936 pour y renforcer son influence[11]. Le processus politique révolutionnaire « légaliste » de l'IC fut clairement définie ensuite par Togliatti dans son article « Des particularités de la révolution espagnole » paru dans *La Correspondance Internationale* : « C'est une révolution populaire. C'est une révolution nationale. C'est une révolution antifasciste[12] ». L'IC exigeait en priorité le rassemblement antifasciste et la cohésion du gouvernement de front populaire, en acceptant l'éventualité de la nomination de ministres communistes puis obligeant le PCE au soutien du gouvernement Caballero lors du remaniement de septembre 1936[13]. La solidarité internationale communiste s'est portée auprès des sections espagnoles du Komintern, le PCE et le PSUC et le Parti Communiste d'Euskadi, en prenant appui sur la France et le PCF.

c) La délocalisation en France de la solidarité pragmatique

Le Komintern ordonna la mise en place en France d'une commission technique, probablement lors de la remise au PCF de sa propre feuille de route le 19 juillet (mobiliser les masses et opinion publique, meetings, demander mesures énergiques contre les factieux espagnols en France et leurs alliés français) ou peu après[14]. La commission réunissait des représentants du PCF, du PCB, du CPGB et du PCE et plaçait de fait le centre de gravité de la coordination de la solidarité avec l'Espagne. Elle équivalait à une véritable délégation de pouvoir sur un sujet très sensible pour l'URSS dont les appels à la modération récurrents de l'IC, soulignés par Serge Wolikow, doivent être lus en ce sens[15]. La commission technique semble incontestablement être la manifestation d'un principe de subsidiarité contrôlé par le Komintern, afin de développer en toute discrétion une aide clandestine à l'Espagne et de coordonner les actions des principaux partis communistes directement impliqués. Comme l'ont souligné les historiens russes Grant Abdibekov et Eleonora Shakhnazarova, le VIIe congrès avait ouvert des possibilités nouvelles dans les prises de décision au sein de l'IC en introduisant un principe nouveau de délégation vers les sections donnant à ces dernières une

[11] ELORZA (Antonio), « Le Front populaire espagnol à travers les archives du Komintern » in WOLIKOW (Serge) (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1996, p. 262.
[12] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010, p. 194.
[13] DALLIN Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich), *Dimitrov & Stalin…, op. cit.,* p. 49.
[14] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO (Marta), *Queridos camaradas…, op. cit.,* pp. 125-126.
[15] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste…*, *op. cit.,* p. 105.

marge de manœuvre très relative mais tout à fait inédite[16]. Le PCF, désigné comme locomotive des directives du Komintern après le VIIe, constituait déjà un instrument de coordination et de coopération de l'action internationale communiste et, selon Serge Wolikow, comme socle d'organisation de l'action antifasciste du Komintern[17]. Néanmoins, la politique de non-intervention, suivie en France comme en URSS, a joué un rôle prépondérant dans l'exercice des vecteurs de solidarité communistes.

2. L'influence de la non-intervention sur les formes actives de la solidarité internationale

On retrouve souvent dans l'historiographie l'affirmation selon laquelle la survenue des volontaires étrangers en Espagne fut une conséquence directe de l'application de la non-intervention. Cela revient donc à considérer que sans ce choix diplomatique franco-britannique il n'y aurait pas eu de volontaires étrangers, assimilant ces derniers à une résurgence de la diplomatie des peuples par le refus de la neutralité imposée par les diplomates. La corrélation ne semble pas aussi évidente qu'il n'y paraît et correspond de plus à une vision statique des enjeux autour du Comité de Londres qui, souvent, fut près de changer drastiquement sa politique vis-à-vis de l'Espagne républicaine. Il faut de plus relativiser l'irritation de la population face à non-intervention, du moins avant avril-mai 1937 (bombardement aérien de Durango et Guernica et bombardement naval d'Almeria). À titre d'exemple, le puissant SNI (syndiquant 85% des instituteurs français en 1939), malgré son incontestable sympathie pour la cause des républicains espagnols, soutint largement la non-intervention, considérée comme une politique « conforme aux exigences de la raison[18] ».

Cependant, la non-intervention eut bien une action déterminante dans l'évolution des expressions de la solidarité et ce par le fait de trois facteurs. Premièrement, la non-intervention a neutralisé les initiatives étatiques ou institutionnelles, contribuant à couper les organisations espagnoles de l'aide en matériel qu'elles pouvaient attendre de leurs amitiés et réseaux transnationaux. Deuxièmement, elle a désarmé la solidarité en limitant ses actions à des formes non militaires. Troisièmement, elle a délimité un cadre décevant des actions

[16] ABDIBEKOV (Grant) et SHAKHNAZAROVA (Eleonora), « Reconstructions of the Comintern Organisational Structure » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery…, op. cit.*, p. 70.
[17] WOLIKOW (Serge), « Le regard de l'autre – le Comintern et le PCF » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery…, op. cit.*, pp. 189-202.
[18] GIRAULT (Jacques), « Le syndicat national des instituteurs et le début de la guerre d'Espagne (1936-1937) » in *Le Mouvement Social* n°103 avril-juin 1978, pp. 88-89 et 96.

possibles qui eurent pour effet de désespérer les émotions, favoriser l'indignation et de donner le sentiment que les efforts solidaires étaient notoirement insuffisants.

a) Une solidarité neutralisée

Ce fut à l'occasion de la réunion des exécutifs de l'IOS et la FSI le 28 juillet 1936 à Bruxelles que les délégués anglais apprirent la décision de Blum de ne pas livrer d'armes. À la suite de la mise en place de la politique de non-intervention, la FSI et l'IOS refusèrent de désavouer les positions françaises puis britanniques, pour ne pas « faire le jeu des communistes français »[19]. Cette position fut confirmée lors de la Conférence internationale socialiste organisée à Paris du 22 au 26 août 1936, réunissant les secrétaires de l'IOS et de la FSI et en présence de Mertens et Delvigne (Belgique), Gillies (Grande Bretagne), Bracke (Alexandre Desrousseaux), Longuet et Zyromski (France), sur la question de la solidarité avec l'Espagne à partir des exposés de Jouhaux et de Brouckère revenant alors d'Espagne. Cependant des fractures surgirent aussitôt, notamment au sein de la CGT. Le risque était grand de voir le Front populaire se briser sur l'Espagne[20]. L'IOS-FSI n'eurent d'autre choix en octobre 1936 que de reconnaître le droit de l'Espagne à acheter des armes, tout en laissant les sections nationales décider, ce qui avait l'avantage d'annuler instantanément la résolution adoptée[21]. La FSI était dès l'été 1936 dans la recherche d'un règlement international du conflit espagnol, position bientôt renforcée en 1937 par la volonté d'opérer le retrait des combattants étrangers comme préalable à une solution négociée via une médiation internationale[22].

Principal parti communiste européen concerné par les événements en Espagne, naturellement après le PCE et le PSUC, le PCF naviguait paradoxalement entre les deux mêmes eaux que les internationales socialiste et syndicale. À l'étonnement des Renseignements Généraux, le PCF n'eut en effet pas d'attitude hostile à la déclaration de neutralité de la France, sous réserve d'une réciprocité allemande et italienne et en exigeant, dès le 10 août 1936, la levée de l'embargo sur les armes et le rétablissement de la liberté de commerce de la République. Au stade Buffalo, Maurice Thorez déclarait que l'Espagne pouvait se défendre seule si on lui en donnait les moyens, c'est-à-dire en levant le blocus. C'est d'abord le choix d'une solidarité active entièrement extérieure qui fut retenu et un respect, plutôt qu'un soutien, de la ligne diplomatique franco-anglaise. Suivant les directives

[19] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, p. 64.
[20] BERNSTEIN (Serge), *Léon Blum*, Fayard, 2006, p. 521.
[21] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…, op. cit.,* p. 48.
[22] *Idem*, p. 79.

du Komintern, avec cependant des incartades relevées par Carlos Serrano, le PCF estimait qu'il était possible d'être efficace même dans le cadre strict de la non-intervention : « pour la non-intervention mais contre le blocus »[23]. Cette position singulière motiva un coup de semonce de la SFIO le 22 août dans un article signé de Mureine ordonnant au PCF de cesser d'attaquer la ligne suivie par le gouvernement Blum sous peine de briser l'accord de Rassemblement populaire et en lui enjoignant « de bien vouloir mettre en accord les déclarations de ses chefs et son action […] publique », tout en reconnaissant à demi-mot que les critiques communistes rencontraient un écho certain dans ses rangs[24].

Il est fort probable que la semonce fut entendue jusqu'à Moscou.

Point d'avions et de canons français pour l'Espagne donc. Pour demeurer dans le cadre strict de la non-intervention, les initiatives transnationales de solidarité avec l'Espagne poursuivies par l'ensemble des secteurs du mouvement ouvrier européen, furent immédiatement élaborées dans une dimension logistique et médicale, non sans se lancer dans des trafics d'armes transfrontaliers à première vue teintés d'amateurisme[25].

b) Une solidarité désarmée

Durant l'été 1936, le premier effort des organisations de gauche en Europe était d'ordre sanitaire. Matériel pharmaceutique, ambulances et convois médicaux furent préparés et dirigés vers l'Espagne. La France fut parcourue par des centaines de camions et traversées par les clinquantes ambulances britanniques et helvétiques, chaleureusement accueillies durant leurs étapes. Les ouvriers parisiens achetèrent par souscription un avion sanitaire, ceux des usines Renault et Citroën offrirent les camions et ambulances remplis et équipés par les comités de front populaire.

Dès le 5 août, le CC du PCF examinait la possibilité de l'envoi d'un corps de médecins en Espagne[26]. De l'autre côté de la Manche, Harry Pollit signait début août 1936 un

[23] *« Pas de blocus contre l'Espagne républicaine ! » Déclarations de Jacques Duclos, Jean Zyromski, Eugène Hénaff, Georg Branting à leur retour d'Espagne, devant la Conférence de la Presse le 16 septembre 1936*. Brochure éditée par le Comité contre la Guerre et le Fascisme, Paris, 1936, pp 45-46 ; SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor/Éditions sociales, coll. « Histoire », 1987, pp. 20-33.

[24] « Dissipons l'équivoque » par André Mureine (André Meunier) in *Le Populaire* du 22 août 1936, p. 6.

[25] Aspect méconnu de la solidarité extérieure durant la guerre d'Espagne que la thèse en cours de Pierre Salmon (Université de Caen) viendra éclairer.

[26] RGASPI 495.18.1139 : *Décision du BP* [du PCF] *du 24 Juillet 1936* ; SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol…., op. cit.,* p. 40.

article intitulé « Que devons-nous faire pour le peuple espagnol[27] ? ». Il y reprenait quatre propositions issues des consignes de campagne du Komintern en faveur l'Espagne républicaine : « contraindre le gouvernement anglais » à autoriser le ravitaillement et le commerce aux Espagnols républicains et l'interdire pour les nationalistes, mobiliser la SDN sur le cas de l'Espagne, organiser des collectes et pousser la Croix Rouge à « envoyer des médecins, des ambulances et de l'équipement nécessaire pour soigner les combattants blessés qui ont défendu la démocratie »[28].

Lors de la réunion précédemment abordée du 28 juillet 1936 à Bruxelles, le bureau de l'IOS et la FSI examinèrent la situation les « possibilités de secours à la classe ouvrière espagnole en lutte contre l'agression fasciste », dont la création d'une sorte de « Croix Rouge socialiste » pour l'Espagne[29]. Malgré l'approbation du délégué espagnol, la FSI jugea qu'il s'agissait d'une initiative pouvant apparaître comme contrevenant à la non-intervention. Le soutien à l'Espagne sera avant tout d'ordre humanitaire, à travers le fonds international de solidarité en coordination entre l'IOS et la FSI, mis en place en partenariat avec l'UGT et le PSOE, mais sans la CGT[30]. Le FIS soutint notamment la création du *Spanish Medical Aid Committee* de Charles Brook, avant de s'en retirer rapidement après le constat de la mainmise des communistes anglais sur le comité[31].

Des hôpitaux de campagne internationaux furent très rapidement montés en Espagne, dont le premier, sis à Vicíen en Aragon, naquit non d'une volonté extérieure mais plutôt d'un rassemblement pragmatique des infirmières, infirmiers et médecins venus depuis l'étranger ou résidents à Barcelone. Les ambulances, d'abord écossaises et suisses, arrivèrent au même moment, en août 1936. L'envoi d'équipes médicales étrangères s'est rapidement accompagné du recrutement de médecins et d'infirmières, en correspondance avec un besoin déclaré par le

[27] « Que devons-nous faire pour le peuple espagnol ? » par Harry Pollit in *La Correspondance Internationale* n° 35 du 8 août 1936, p. 962. Article précédemment paru dans le *Daily Worker* sous le titre de « Pas de neutralité ».
[28] *Idem.*
[29] « Les internationales à Bruxelles » in *Le Populaire* du 28 juillet 1936, p. 3.
[30] Le FIS fut présidé par le britannique John Price (membre du secrétariat de l'IOS, déjà chargé en 1934 à la campagne en faveur de l'Autriche), assisté du tchécoslovaque Georges Stolz (secrétaire adjoint de la FSI) et du belge Jean Delvigne (secrétaire général du POB, membre du CE et de la CA de l'IOS). La CGT fit le choix de ne pas s'y associer et d'effectuer ses secours à l'Espagne par ses propres moyens. IISG ARCHIVES LSI 2763 : Traduction de la déclaration de fondation du Comité Espagnole (sic) du Fonds de Solidarité Internationale (FSI) signé par son président John Price, l'UGT et le PSOE. Madrid, 18 septembre 1936. IISG Archives LSI 2763 : *Rapport de la Délégation en Espagne du FIS du 10 au 21 septembre 1936* ; Lettre de Schevenels à la CGT Française, copie envoyée à Adler. Paris, 5 août 1936.
[31] « Une ambulance anglaise part pour l'Espagne » in *Le Populaire* du 23 août 1936, p. 3 ; BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…, op. cit*., p. 158.

gouvernement républicain et les organisations prolétariennes catalanes[32]. Les appels au volontariat sanitaire et médical furent largement diffusés par voie de presse, constituant les seuls appels explicites au recrutement[33]. Ce volontariat de spécialistes fut constant durant tout le conflit, permettant le développement d'un réseau médical performant, parallèlement au volontariat combattant. Cependant ces deux formes du volontariat transnational ne participèrent pas des mêmes logiques émotionnelles.

c) Une solidarité décevante

Dans ses *Cahiers de prison*, Antonio Gramsci soulignait le manque de concret et de passion, c'est-à-dire de sens politique, de la solidarité sanitaire, nous dirions « humanitaire » aujourd'hui[34]. C'est ce qui explique ce « glissement insensible », selon Rémi Skoutelsky, du passage de la « solidarité active » au recrutement de volontaires[35]. Ce déplacement transgressif fut légitimé par le désir d'apporter à l'Espagne une aide au moins égale à son sacrifice, un soutien viril et direct. Le volontariat combattant répondait quant à lui à ces insuffisances, comme le résumait parfaitement Pietro Nenni au micro de Radio CNT en décembre 1936 :

> Avec la constitution des Brigades internationales, la solidarité a pris une forme concrète, répondant parfaitement aux temps d'acier que nous vivons. Les ordres du jour de solidarité ne suffisent plus, les souscriptions non plus. La solidarité politique doit s'incarner dans une solidarité militaire[36].

La démonstration de la vacuité de la solidarité internationale s'imposa de manière évidente dès septembre, lors de la progression irrésistible des rebelles sur Madrid et des échecs offensifs des gouvernementaux, ayant pour conséquence l'évaporation du sentiment répandu à l'étranger d'une victoire rapide du « peuple » sur « l'armée ». L'inefficacité et l'impuissance de la solidarité furent naturellement attribuées à la non-intervention. Cette lecture émotionnelle des événements mit en évidence la disproportion entre le caractère dramatique de la situation, les attendus de la solidarité et la production effective de celle-ci :

---

[32] « En el frente faltan enfermeros de centuria » in *Solidaridad Obrera* du 27 octobre 1936, p. 4.
[33] « Il faut des médecins en Espagne » par Marie Louise B. in *Le Libertaire* n°521 du 6 novembre 1936, p. 3 ; « Des médecins ! Des infirmiers ! Pour la Brigade internationale ! » in *L'Humanité* du 17 décembre 1936, p. 1
[34] GRAMSCI (Antonio), *Cahiers de prison.* Vol. 2, Paris, Gallimard - NRF, coll. « Bibliothèque de philosophie », 1996. [Einaudi 1975] Cahier 8 § 132 p. 334.
[35] SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1999, p. 114.
[36] « Pourquoi les volontaires italiens combattent en Espagne » par Pietro Nenni, discours en italien prononcé à Radio CNT à Madrid puis publié dans *Nuevo Avanti* le 19 décembre 1936. Cité in NENNI (Pietro), *La guerre d'Espagne*, Paris, François Maspero, Coll. « Cahiers libres », 1959, pp. 189-190.

> Une fois de plus les anarchistes ont défendu pied à pied, à coups de révolver, une attaque par toutes les forces matérielles (canons lourds, avions de bombardement, tanks, etc.) dont peut disposer une armée approvisionnée par le capitalisme international […] ils sont tombés la rage au cœur, *trahis une fois de plus par vous, Monsieur Blum*, qui faites de l'antifascisme de parlement et de réunion publique et qui lorsque les copains crèvent en étreignant leurs fusils déchargés, venez mielleusement leur proposer des sérums et des paquets de pansement ! Merci, encore merci, Monsieur Blum, pour les cache-nez et pour la ouate hydrophile... Le malheur est qu'à Irun, les fascistes n'ont fait ni blessés ni prisonniers. Tout être vivant a été égorgé, comme aux temps bibliques des rois de Judée on égorgeait les chiens et les chats des Cananéens[37].

L'indignation et le sentiment d'impuissance participèrent directement à l'évolution des formes de la solidarité et à l'acceptation d'une expression supplémentaire, celle du volontariat armé vers l'Espagne. Ce glissement fut favorisé par l'existence de facteurs d'entrainement qui créèrent l'émulsion nécessaire pour conduire des étrangers, ignorant le plus souvent tout de l'Espagne et sans intérêt personnel direct, à rejoindre les combats.

3. La synergie des facteurs d'entrainement au volontariat transnational

Le principal facteur d'entrainement participant à la création d'une dynamique de volontariat transnational vers l'Espagne fut le fait de deux courants souterrains convergents. D'une part, le retour d'Espagnols vers l'Espagne et, d'autre part, leur confluence avec les militants et exilés antifascistes, soit un mouvement marginal mais étendu dans de nombreuses localités européennes. Ce courant vers l'Espagne s'inscrivit de plus dans un espace transnational du fait de la dispersion des diasporas espagnoles et italiennes.

a) La dynamique créée par les immigrés espagnols durant l'été 1936

La précocité du volontariat étranger vers l'Espagne depuis la France, la Belgique et la Suisse ne pourrait se comprendre sans le formidable engouement créé par et autour des départs des immigrés espagnols. La presse communiste trouva aux Espagnols en partance pour rejoindre leurs compatriotes le surnom de « volontaires de la Liberté », promis à un bel avenir, dès le 26 juillet 1936[38]. Suscitant la confusion, certains journaux parlèrent de volontaires « répondant à l'appel » de leur gouvernement, ce qui n'était pourtant pas encore le

[37] « Les Ponce Pilate » in *L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT* N°7 (Septembre) 1936, p. 1.
[38] « Aux frontières de l'Espagne » in *L'Humanité* du 26 juillet 1936, p. 4.

cas[39]. À la seule date du 28 juillet, plus d'une dizaine de trains arrivaient à Barcelone apportant avec eux 600 espagnols émigrés et quelques étrangers[40]. Depuis Toulouse, un service de cars fut organisé dès la fin du mois[41]. L'historien du front Nord, Manuel Vargas Vargas Alonso, a identifié 200 étrangers et environ 3 100 espagnols émigrés ou franco-espagnols parmi les milices Basques[42]. L'afflux vint également d'Afrique du Nord, d'Oranie, de Tanger et de Casablanca, principalement. Le correspondant du *Populaire* à Madrid affirmait le 30 août que les Casablancais arrivés ce jour portaient à 553 le nombre des Espagnols d'Afrique du Nord parvenus à la caserne madrilène de la Montaña[43]. Réunis par les comités de Front Populaire de Tanger et d'Oran et aidés par les *Centro Cultural Español* et les consulats, plusieurs départs groupés de volontaires ibériques furent organisés à destination d'Alicante ou de Port-Bou via Marseille[44].

Cette grande inversion du flux migratoire fut d'autant plus visible qu'en plus du camarade d'atelier, de parti ou du voisin, ce furent des familles entières qui rejoignaient l'Espagne[45]. L'appel d'air ainsi créé suscita immédiatement un élan propice et des occasions au départ qui n'auraient pas été aussi évidentes et immédiates. Fin juillet, *Le Libertaire* rapportait qu'aux Espagnols établis en France retournant en Espagne s'étaient ajoutés « les copains français qui d'un peu partout sont partis ou se préparent à les rejoindre[46] ». *Le Populaire* se fit également l'écho d'un « certain nombre de travailleurs français » traversant les Pyrénées pour se diriger vers Saragosse pour s'engager dans la milice et « faire le coup de feu » aux côtés de « leurs frères espagnols »[47]. Les reportages de guerre au sein des colonnes miliciennes, que l'on appellerait aujourd'hui *embedded*, fournirent de nombreux feuilletons

[39] « Des Espagnols de France regagnent l'Espagne pour soutenir le Front Populaire » in *Rouge-Midi. Organe régional du PCF* du 24 juillet 1936, p. 4.
[40] « De nombreux volontaires espagnols rentrent pour défendre la république » in *Le Populaire* du 28 juillet 1936, p. 3 ; NELLES (DIETER), « La Légion Étrangère de la révolution : les anarchosyndicalistes allemands dans les milices anarchistes durant la guerre civile espagnole » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Éditions Syllepse, 2008, p. 210.
[41] « Enorme ola de solidaridad internacional con la republica española » in *Milicia popular. Diario del 5° Regimiento de Milicias Populares* n°5 du 31 juillet 1936, p. 4.
[42] VARGAS ALONSO (Manuel Vargas), « Voluntarios internacionales y asesores extranjeros en Euzkadi (1936-1937) » in *Historia Contemporánea* n°34, 2007, pp. 324-325.
[43] « Des volontaires espagnols arrivent de l'Afrique du Nord à Madrid » in *Le Populaire* du 30 août 1936, p. 3.
[44] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Renseignement n°342. Espagne. Source : Informateur occasionnel [Oran]. *Objet : Situation à Barcelone*. Sans date. [mars 1937] ; KOERNER (Francis), « Les répercussions de la guerre d'Espagne en Oranie (1936-1939) » in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine* Tome XXII, juillet-septembre 1975, p. 481.
[45] AD 38 52 M 98 : Événements d'Espagne- recrutements pour les BI : Note du service d'information du commissariat central au préfet de l'Isère au sujet de volontaire pour l'Espagne. Grenoble, 4 février 1937.
[46] « Ce que veulent les révolutionnaires espagnols » in *Le Libertaire* n°507 du 31 juillet 1936, p. 2.
[47] « Des volontaires français pour délivrer Saragosse » in *Le Populaire* du 28 juillet 1936, p. 2.

dans la presse. Les étrangers profitent en effet des facilités offertes par les consulats d'Espagne et les comités de solidarité espagnols pour pouvoir bénéficier d'un laissez-passer[48]. La première évocation dans un quotidien français au sujet de la présence explicite de volontaires étrangers aux côtés des miliciens espagnols date du 31 juillet 1936, dans les colonnes du journal *Le Libertaire*[49].

b) Les démultiplicateurs italiens et anarchistes

Les Bourses du Travail en France et la Maison des Huit Heures à Bruxelles accueillaient à la fin du mois de juillet des réunions tenues par l'immigration italienne afin de recenser et préparer les départs. Les rapports étroits entre le SRI Belge et le consulat d'Espagne à propos du volontariat étaient de notoriété publique[50]. En Suisse, des départs de volontaires, majoritairement d'Italiens, étaient signalés début août, motivant les autorités helvétiques à renforcer leurs dispositions juridiques contre le volontariat le même mois[51]. À la fin juillet 1936 était créé à Paris le *Comitato Anarchico Pro-Spagna* qui s'installe au Comité du droit d'asile de la CGT situé 8 avenue Mathurin Moreau[52]. Il s'agit du premier comité de solidarité parisien à se mettre en place, dans un lieu appelé à jouer un rôle prépondérant dans le volontariat international en faveur de l'Espagne antifasciste. Le comité assurait le défraiement des frais de transport des volontaires italiens vers l'Espagne, le versement des pensions aux familles, des envois d'armes légères et de munitions, d'ambulances, de vivres et de vêtements[53]. À Marseille, un autre comité italien fut constitué, unitaire celui-ci, et s'occupa très vite des volontaires postulants de toutes les nationalités[54]. À Bruxelles, le Comité International de Défense Anarchiste (CIDA) fournit aux volontaires, essentiellement Italiens,

[48] AD 59 M 149 35 : Reproduction d'un certificat de l'ambassade d'Espagne pour un enrôlement dans les milices espagnoles signé le 17 septembre 1936. Coupure de presse issue de *La Dépêche* du 4 novembre 1936 ; APP BA 1665 : Dossier Révolution Espagnole – Mouvement de solidarité envers la République Espagnole. *AS du recrutement de volontaires pour l'Espagne*. Paris, 9 août 1936 ; *AS des événements d'Espagne*. Paris, 16 août 1936.

[49] « Ils vaincront ! » in *Le Libertaire* n°507 du 31 juillet 1936, p. 1.

[50] « Un faux fasciste in *La Voix du Peuple Organe quotidien d'information et de combat édité par le Parti Communiste (SBIC)* du 12 novembre 1936, p. 3.

[51] ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936 1939*, Antipodes, Lausanne, 2001, pp. 22-23.

[52] AGGCE Madrid PS 488.2 *Brigadas internacionales* : Fiche personnelle (n°70) du volontaire italien Pizzano. Sans date.

[53] AGGCE Barcelona PS 1335.1: *Actividad italiana en la guerra revolucionaria Española, año 1936 y 1937.* Rapport établi par la rédaction de Guerra di Clase et les responsables de la section italienne des services étrangers de la CNT FAI. 1937 ou début 1938.

[54] AD 13 1 M 821 : PCF, activités et manifestations 1936-1937 : Confidentiel. Le Commissaire Divisionnaire, Chef des Services de la Police Spéciale à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône. Activité du parti communiste. Volontaires pour l'Espagne, envoi de vivres, etc. Marseille, 31 octobre 1936.

des laissez-passer à l'intention des miliciens catalans contrôlant la frontière pyrénéenne[55]. Dans les immigrations italiennes du monde entier des comités similaires se montèrent, comme autour des journaux *Il Martello* et *L'Adunata dei Refrattari* de New-York, le cercle culturel italo-américain de Chicago, le Comité Italien de Genève, etc[56]. Les volontaires étaient envoyés vers Port-Bou puis orientés vers la Casa CNT-FAI à Barcelone où se trouvait le bureau d'enrôlement tenus par les exilés anarchistes italiens de Catalogne.

À la mi-août 1936, les libertaires français fondaient à Paris le Comité Anarcho-Syndicaliste pour la Défense et la Libération du prolétariat Espagnol (CASDLPE)[57]. Il ouvrit immédiatement une souscription nationale permanente et incita les comités locaux à se greffer sur l'initiative et à multiplier les comités de solidarité. Ces derniers s'y rattachèrent bientôt sous des appellations diverses : Comité de Défense de la Révolution Espagnole à Marseille, Comité de Défense de la Révolution Espagnole Antifasciste à Toulon et Perpignan, Comité Anarcho-Syndicaliste de Défense de l'Espagne à Lyon, etc. Dans la plupart des villes de France et en Belgique, les CAS locaux organisèrent des centres de ravitaillement et de stockage du matériel qui était ensuite convoyé vers Barcelone et l'Aragon, via Bourg-Madame (Puigcerdá) ou Perpignan (Port-Bou). Le plus important de ces centres de ravitaillement fut celui mis en place par des personnalités de l'Union Anarchiste à Paris : le Centre de Ravitaillement des Milices Antifascistes. En octobre 1936 un autre comité organisé par des libertaires parisiens se met en place : le Comité pour l'Espagne Libre (CEL) dont les activités dépassèrent très largement les initiatives des CASDLPE. Installé à la même adresse que le Centre de ravitaillement de la rue d'Alésia, ce dernier constitua bientôt la véritable base logistique arrière des volontaires étrangers du front d'Aragon.

Outre ses activités de propagande en faveur des antifascistes espagnols, le CEL adopta une série d'initiatives qui s'inscrivaient totalement dans la problématique du volontariat[58]. Il n'y avait pas eu d'appel public au volontariat ou d'activité directe de recrutement mené par

[55] Le CIDA fut constitué en 1926 lors de la campagne internationale en faveur des anarchistes catalans du groupe « Los Solidarios » (Buenaventura Durruti, Gregorio Jover et Francisco Ascaso) puis en direction des militants anarchistes emprisonnés ou persécutés.

[56] AGGCE PS Barcelona 1335.1: *Actividad italiana en la guerra revolucionaria Española, año 1936 y 1937.* Rapport établi par la rédaction de *Guerra di Clase* et les responsables de la section italienne des services étrangers de la CNT FAI. 1937 ou début 1938.

[57] C'est-à-dire l'Union Anarchiste, la Confédération Générale du Travail –Syndicaliste Révolutionnaire (CGT-SR), la toute nouvelle Fédération Anarchiste de langue Française (FAF) et diverses publications anarchistes. Le manifeste de la déclaration du CASDLPE parait dans *Le Combat Syndicaliste* n°169 du 14 août 1936.

[58] Les appels du CEL dans *Le Libertaire* donnent parfois lieux à des slogans curieux dans un journal se réclamant du pacifisme telle la légende des photographies qui illustrent un article sur le centre de ravitaillement : « Pour ceux qui versent leur sang… apportez votre appui matériel » in *Le Libertaire* n° 520 du 30 octobre 1936.

les CASDLPE mais ces derniers fournissaient les laissez-passer nécessaires pour le franchissement de la frontière et « vérifiaient » politiquement les postulants qui se présentaient. Preuve de son intense activité de facilitateur du volontariat et de ravitaillement des miliciens en Espagne, les services de Police confondirent pendant plusieurs mois l'activité du centre de ravitaillement du CEL avec la vaste campagne de recrutement opérée par la suite par le Parti Communiste[59]. Celui-ci dirigeait camions et ambulances vers les groupes internationaux constitués dans les colonnes confédérales du front d'Aragon[60]. Le CEL accueillait le Comité de liaison international des combattants antifascistes. Il avait un rôle essentiel entre les deux pays : c'est par lui que transitaient les courriers, le suivi administratif et le relais des informations entre le front, Barcelone et Paris, dont les avis de décès des volontaires[61]. De son côté, le POUM soutenait en octobre 1936 le Comité de Défense de la Révolution Espagnole rue de Sambre et Meuse à Paris, aux fonctions similaires[62].

c) Une dynamique perceptible outre-Atlantique

Au Mexique et en Amérique du Sud, une dynamique similaire était à l'œuvre, sous l'action des retours de résidents espagnols vers l'Europe. La presse catalane fit régulièrement écho de la préparation et la constitution à Montevideo, au Chili et au Mexique de groupes de volontaires pour l'Espagne comprenant des immigrés espagnols et des nationaux venant « s'offrir » au service de la République et de la lutte antifasciste[63]. Les départs de contingents furent également organisés par les comités d'aide à l'Espagne et les syndicats[64]. La sympathie du gouvernement Cárdenas fut indéniablement un facteur favorable qui explique en grande partie la vigueur et la pluralité des initiatives mexicaines[65]. Il fut même question de la création d'une *Brigada Antifascista Mejico* entièrement équipée, en demandant l'appui du président de

[59] APP BA 1665 - Dossier RE - Départs de volontaires pour l'Espagne. *Le Directeur des Renseignements Généraux et des Jeux à Monsieur le Préfet de Police. Objet : AS d'un centre de recrutement pour les milices espagnoles 203 rue d'Alésia*. Paris, le 30 novembre 1936.
[60] *Le Libertaire* du 2 octobre 1936 ; *Le Libertaire* du 23 octobre 1936.
[61] *Le Libertaire* du 1 janvier 1937.
[62] Avec le soutien des représentants du bureau de Londres, de la GR de la SFIO, du POI et de diverses revues et hebdomadaires marxiste-léniniste non staliniens. APP BA 1665 Dossier Révolution Espagnole Comité d'Entr'aide au Peuple Espagnol. AS de la création d'un Comité d'Aide à la Révolution Espagnole. Le 6 octobre 1936.
[63] « La classe ouvrière mexicaine souhaite la victoire du Front Populaire espagnol » in Le Populaire du 4 août 1936, p. 3 ; « El proletariado mundial contra el fascismo » in *Solidaridad Obrera* du 3 novembre 1936, p. 9 ; « Voluntarios a España » in *Solidaridad Obrera* du 4 décembre 1936, p. 8 ; « Voluntarios a España » in *Solidaridad Obrera* du 9 décembre 1936, p. 9.
[64] « Méjico, vanguardia de la libertad. El Comité de Ayuda a España se ofrece con hombres, armas y dinero, para luchar al lado de la Libertad y de la Revolución española » in *Solidaridad Obrera* du 7 janvier 1937, p. 12.
[65] POWELL (Thomas G.), *Mexico and the Spanish Civil War*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1981, p. 71.

la République[66]. Ce projet fit long feu et les volontaires mexicains prirent, semble-t-il, la route de New-York afin de gagner l'Espagne[67]. En effet, Lázaro Cárdenas eut soin, par précaution diplomatique, de ne pas participer à un effort de recrutement, tout en octroyant aux syndicats et à l'ambassadeur espagnol en poste à Mexico des facilités, y compris à des officiers de carrière mexicains[68].

Grâce à l'existence de ces courants transnationaux, le volontariat combattant parvint à s'enraciner dans les marges des initiatives de la solidarité internationale. D'abord essentiellement un phénomène isolé et individuel, il fut envisagé par plusieurs organisations politiques étrangères comme une entreprise nécessaire et utile, parfois à des fins domestiques.

B. Typologie des projets de volontariat combattant exportés vers l'Espagne

Il faut désormais observer les projets collectifs de volontariat combattant imaginés depuis l'étranger et, par conséquent, leurs formes implicites ou assumées pour faire surgir les limites et les obstacles. Ces initiatives collectives se caractérisent par une intention commune : l'organisation de l'acheminement et un rôle de facilitation du volontariat vers une structure déterminée à l'avance. Toutes ces formations constituées se dotèrent de divers outils assurant de leur vocation de propagande et furent la résultante d'une intention politique extérieure à l'Espagne.

1. Les projets collectifs élaborés depuis l'étranger

Au moins quatre projets importants de départs collectifs et organisés depuis l'étranger de volontaires peuvent être identifiés entre juillet et décembre 1936. Il s'agit dans la plupart des cas de projets issus d'organisations politiques identifiées prenant en charge tout ou partie de l'initiative. Sauf dans le cas du projet nord-américain, ces entreprises ont été suscitées par la présence préalable de miliciens étrangers qui ont incité ou dirigé la constitution d'une formation internationale depuis l'extérieur de l'Espagne. Dans tous les cas, l'objectif était d'augmenter, de structurer ou de rendre plus visible une présence internationale en Espagne

[66] « Las organizaciones obreras mejicanas han invitado al proletariado a formar una Brigada antifascista para luchar al lado de los revolucionarios españoles » in *Solidaridad Obrera* du 3 février 1937, p. 7.
[67] « Ha salido para Espana un grupo de trabajadores mejicanos para luchar contra el fascismo » in *Solidaridad Obrera* du 13 février 1937, p. 7. Certains auteurs ont cru voir à tort la présence de bataillons mexicains dans les Brigades internationales.
[68] POWELL (Thomas G.), *Mexico and the Spanish Civil War…, op. cit.,* p. 104.

plutôt que de subvenir aux besoins des volontaires déjà présents ou à ceux des antifascistes espagnols.

a) Le « *bataillon Peyrotte* »

Durant les tous premiers jours d'août à Béziers, le comité de Front Populaire franco-espagnol et la Ligue Antifasciste hispano-française jetaient les bases d'un comité *ad hoc* chargé de l'acheminement de volontaires français et espagnols vers l'Espagne[69]. Dans le même temps, la question d'une formation transnationale composée de Catalans venus des deux côtés des Pyrénées était évoquée à Barcelone, suggérée, semble-t-il, par des miliciens français soutenus par le *Parti Republicano Democrata de Catalunya* (PRDC)[70]. Un accord fut conclu peu après entre le PRDC, le PSUC et la Ligue Antifasciste hispano-française et actait la création d'un bataillon catalan franco-espagnol sous le patronyme de *Peyrotte*, en l'honneur de Louis Peyrotte président de la Ligue Antifasciste hispano-française pour « symboliser l'union antifasciste des peuples de France et d'Espagne », sur une proposition du représentant catalan de la Ligue[71]. Les trois premières centuries venues de Béziers arrivèrent par train à Barcelone le 26 novembre 1936 et rejoignirent la caserne Carlos Marx du PSUC pour former le bataillon susnommé, complété par des volontaires catalans recrutés conjointement par le PRDC et le PSUC[72]. Le comité Franco-espagnol de Béziers s'occupa ensuite essentiellement du ravitaillement des miliciens et de la population catalane[73]. Cependant, le « bataillon Peyrotte » ne semble pas avoir existé sous cette forme dans les milices. Une partie des volontaires français rejoignirent la colonne *Carlos Marx* et les services étrangers du PSUC à Barcelone.

b) La centurie Sébastien Faure

La presse anarchiste française publia des informations régulières à propos de la formation de groupes de volontaires au départ vers la Catalogne. On invitait alors « tous les camarades anarchistes désireux d'en faire partie [de] se munir de documents attestant leur activité libertaire[74] ». Certains de ces projets préfigurèrent dès leur constitution de la forme

[69] « Manifestación al Frente Popular Español en Béziers » in La Vanguardia du 5 août 1936, p. 13.
[70] « Ofrecimiento de la colonia francesa » par Pedro Figuera in *Solidaridad Obrera* du 2 août 1936 , p. 2.
[71] « Nueva unidad de combate – El batallón Peyrotte » in *Solidaridad Obrera* du 20 novembre 1936, p. 10 ; *La Vanguardia* du 24 diciembre 1936, p. 3.
[72] « Tres centurias del « Batallón Peyrotte » para el frente » in *Solidaridad Obrera* du 27 novembre 1936, p. 4 ; « Fuerzas al frente » in *La Vanguardia* du 28 novembre 1936, p. 2 ; « Liga Antifascista Hispano-francesa Batallón Peyrotte » in *Solidaridad Obrera* du 19 décembre 1936, p. 4.
[73] *La Vanguardia* du 3 janvier 1937, p. 4 ; « La ayuda del Frente Popular francés » in *La Vanguardia* du 16 avril 1937, p. 3.
[74] « Groupe d'action libertaire » in *Le Combat Syndicaliste* n° 178 16 octobre 1936, p. 2.

paramilitaire envisagée en Espagne en adoptant le nom de « centurie » ou de « colonne » et en distribuant parmi ses membres des rôles et fonctions politico-militaires. Ainsi une « forte colonne » de volontaires étrangers ayant déjà préalablement élu ses délégués politiques et militaires (français et allemands) parvenait à Barcelone en décembre 1936 pour rejoindre les milices confédérales[75]. En octobre, une autre pseudo-colonne intitulée *Malatesta* s'était constituée à Marseille dans le même objectif[76]. Le projet le plus abouti fut mis sur pied conjointement par l'Union Anarchiste et le CEL. Les anarchistes français, sur l'initiative de miliciens revenus d'Espagne et de militants déjà chargés du ravitaillement des formations internationales en Catalogne, annoncèrent la constitution d'une nouvelle formation de combat à destination du front d'Aragon, baptisée « Centurie Sébastien Faure », en hommage au théoricien de l'anarchisme et, jusque-là, du pacifisme intégral, figure de l'Union Anarchiste. L'appel au recrutement se fit notamment par voie de presse dès le 25 septembre 1936[77].

Le *Libertaire* publia chaque semaine un encart sur la future formation. Explicitement destinée au « front de Saragosse », dans une intention double, lutter « à côté de ses frères espagnols pour abattre le fascisme et par la véritable révolution sociale établir le communisme libertaire[78] ». En fait, il semble qu'au-delà des militants ou sympathisants libertaires, le recrutement opéré par le CEL constitua plutôt une sorte de repêchage des postulants ayant été refoulés par les officines communistes. Ainsi, certains jeunes volontaires refusés ailleurs en raison de leur âge, furent acceptés sans discussion pour la centurie *Sébastien Faure*[79]. Avec un peu plus d'une centaine de volontaires, en majorité français, elle parvint en Catalogne début novembre 1936 et s'agrégea au groupe international de la colonne *Ortiz- Sur Ebro* face à Belchite, en conservant son patronyme et sa forme[80]. Le POUM bénéficia également de projets solidaires étrangers présentés sous une forme similaire.

c) Le contingent de l'Independant Labour Party britannique

En janvier 1937, un petit contingent de vingt-cinq britanniques patronné par l'*Independant Labour Party* (ILP) quittait Londres pour rejoindre la colonne *Lenín* du POUM

[75] « Ayuda efectiva a la causa antifascista » in *Boletín de la CNT y FAI* n°115 du 28 novembre 1936, p. 9.
[76] « Groupe d'action libertaire….», *op. cit*, p. 2.
[77] « Centurie Sébastien Faure » in *Le Libertaire* n°516 du 2 octobre 1936, p. 1.
[78] « De la Centurie Sébastien Faure. Un salut à tous les anarchistes de France » in *Le Libertaire* n°532 du 22 Janvier 1937, p. 3 ; « Solidaridad internacional contra el fascismo - Centuria Sebastian Faure » in *La Vanguardia*, 8 octobre 1936, p. 6 ; « Centurie Sébastien Faure » in *Le Libertaire* n°517 du 9 octobre 1936, p. 3.
[79] SOSSENKO (George), *Aventurero idealista*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha. coll. « La Luz de la Memoria », 2004, p. 103.
[80] « La solidarité internationale » in *Le Libertaire* n°521 du 6 novembre 1936, p. 4 ; SOSSENKO (George), *Aventurero idealista*…, *op. cit.,* p. 112.

en Aragon[81]. Ce projet avait été préparé depuis novembre 1936, après le retour d'Espagne d'un membre éminent de l'ILP, Bob Ewards, où il avait accompagné l'envoi d'une ambulance par l'ILP. En correspondance avec le souhait du POUM de faire venir en Espagne des volontaires étrangers, une campagne de recrutement avait été initiée en Grande-Bretagne, y compris par voie de presse[82].

Plus de cent volontaires se présentèrent mais, après une sévère sélection, l'ILP ne retint que les célibataires et ceux ayant une expérience des armes, soit un quart des postulants seulement. Ce contingent aurait dû être le premier d'une série d'envois réguliers mais la Grande-Bretagne décidait de l'application du *Foreign Enlistment Act* le même mois ce qui mit un terme définitif aux ambitions de l'ILP. Le petit groupe reçut un entraînement de deux semaines à Barcelone et fut progressivement renforcé par quelques individus dont son membre le plus célèbre, Eric Blair dit George Orwell. La formation fut associée au groupe international du POUM, la trentaine de britanniques participa au siège de Huesca où elle fut principalement chargée de travaux de terrassement. Un autre parti socialiste révolutionnaire, nord-américain cette fois, s'était lancé précédemment dans une entreprise plus ambitieuse encore.

d) La Debs Column, seule tentative de contestation de la primauté communiste sur le volontariat combattant vers l'Espagne

L'une des initiatives les plus originales de constitution depuis l'étranger d'un groupe de volontaires pour l'Espagne fut le projet de l'*Eugen Debs Column* aux États-Unis durant l'hiver 1936. Par le biais d'une campagne d'affiches et d'encarts dans les journaux, et d'une association intitulée *Friends of the Debs Column*, le petit parti *Socialist Party of USA* (SPUSA), trotskisant, souhaitait réunir la somme nécessaire à l'envoi de cinq cent volontaires américains, soit cinq cent dollars pour chacun, à destination des Brigades internationales[83]. Si le projet avait été mené à son terme, le «*Eugen Debs* » aurait été le premier bataillon strictement américain des Brigades internationales et de surcroît organisé et pris en charge par un parti antistalinien proche du POUM. Le projet reçut une publicité importante, en partie due à son caractère baroque, et fut connu en Catalogne dès le 25 décembre 1936[84].

[81] « Figting Men from Britain » in *The Spanish Revolution* n°2 du 2 février 1937, p. 2.
[82] Voir ANNEXE II Document 6-2 : Encart paru dans *The Spanish Revolution* n°2 Vol. 2 février 1937, p. 2.
[83] Voir ANNEXE II Document 6-1 : Affiche du *Socialist Party* et des Fr*iends of the Debs Column*. 1936.
[84] « Solidaridad del proletariado norteamericano con el movimiento español » in *Solidaridad Obrera* du 25 décembre 1936, p. 7.

Il demeure autour du projet de l'*Eugen Debs Column* un certain flou quant à ses intentions exactes. Ses promoteurs assuraient qu'il ne s'agissait pas d'une campagne d'enrôlement mais d'une collecte destinée à l'envoi en Espagne de « techniciens » qualifiés et expérimentés, soit une concurrence directe des efforts menés par le CPUSA au même moment.

Le projet survenait à un moment où le Socialist Party connaissait une crise profonde, marquée par des affrontements internes et une chute vertigineuse des effectifs, tandis que le CPUSA connaissait au contraire une forte expansion. En s'inscrivant délibérément en concurrence des initiatives du CPUSA, il s'agissait d'une stratégie évidente de contestation du leadership communiste dans l'envoi de volontaires en Espagne et du désir du *Socialist Party* d'être visible dans la campagne de solidarité avec l'Espagne :

> It is also important to recognize that in addition to helping Spain the present campaign for the Debs Column is giving Socialists throughout the country an excellent opportunity to implement our slogan of making the Socialist Party a party of mass struggle. By means of the Spanish campaign Socialists will find it possible to involve large sections of the American working-class in our activities. This is one of the many steps in drawing nearer to them and in turn getting them into our sphere of influence. In other words, the Debs Column can be used as an effective means of building socialism in the United States. Remember, Fellow-Workers, it is not only their own battle which the Spanish workers are fighting; it is ours too[85].

De ce fait, les promoteurs de la colonne accusèrent le CPUSA de vouloir remplir les rangs de la Brigade internationale de ses seuls membres[86]. L'initiative avorta, les critiques étant plus nombreux que ses partisans. Du fait des oppositions internes, le projet des communistes américains parut immédiatement mieux étayé et structuré. Le 26 décembre, le premier contingent de volontaires américains recrutés par le parti CPUSA embarquait pour l'Espagne. Certains militants socialistes étaient déjà partis en Espagne et s'étaient

[85] *Il est aussi important de reconnaître qu'en plus d'aider l'Espagne, la présente campagne pour la Colonne Debs donne aux socialistes dans tout le pays une excellente occasion de mettre en œuvre notre slogan de faire du Parti socialiste un parti de lutte de classe. Par le biais de la campagne espagnole, les socialistes verront qu'il est possible d'impliquer de larges sections de la classe ouvrière américaine dans nos activités. C'est l'une des nombreuses étapes nous rapprochant d'eux et permettant ensuite de les amener dans notre sphère d'influence. En d'autres termes, la colonne Debs peut être utilisée comme un moyen efficace d'édification du socialisme aux États-Unis. Rappelez-vous camarades travailleurs, ce n'est pas simplement leur propre bataille que les travailleurs espagnols mènent; c'est également la nôtre*. Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives. Abraham Lincoln Brigade Archives (ALBA) Collections. ALBA Vertical Files. *Debs Battalion/Debs Column*. Brochure : *Why the Debs Column ?* Friends of Debs Column, p. 6.

[86] Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives. Abraham Lincoln Brigade Archives (ALBA) Collections. ALBA Vertical Files. *Debs Battalion/Debs Column*. Brochure : *Why the Debs Column ?* Friends of Debs Column, pp. 4 et 10.

naturellement engagés dans les rangs du POUM[87]. D'autres, réunis pour le projet de *Eugen Debs Column*, rejoignirent les Brigades internationales, en gardant le temps du voyage le nom du défunt bataillon et contribuant ainsi à confondre les deux initiatives[88].

Ces différents projets, élaborés depuis l'étranger, se sont finalement convertis en une entreprise unique de convoyage de volontaires vers l'Espagne. Leur hétéronomie s'est définitivement dissoute en Espagne lors de leur agrégation à une formation de combat internationale préexistante. Cependant, l'idée de former un corps international sur des présupposés politiques affinitaires préoccupa également certains anarchistes étrangers présents en Catalogne.

2. Le projet avorté de « brigade internationale anarchiste » en Aragon

À l'automne 1936, les militants libertaires étrangers de Barcelone s'aperçurent du potentiel politique que représentaient les centaines de volontaires arrivant chaque jour en Catalogne, à destination des Brigades internationales. Ceux qui n'étaient pas fortement encadrés dans un convoi organisé depuis la France s'adressaient naturellement aux différentes officines étrangères de la Confédération pour pouvoir s'engager, sans être sympathisants anarchistes. Les miliciens français constatèrent tout d'abord la sympathie, inhabituelle pour eux, dont ils jouissaient auprès des nouveaux arrivants. Le prestige de la CNT n'était évidemment pas étranger à cette curiosité nouvelle. Il fallait donc les sensibiliser, les agréger et les former :

> La plupart de ceux qui arrivent ici pour se battre contre les fascistes ne sont pas des camarades du mouvement Libertaire mais de braves prolos qui veulent purement et simplement lutter. Ils ne connaissent rien ni de nos idées ni de ce que nous sommes. Si quelques-uns arborent une carte de parti, ils n'en sont pas moins ignorant pour cela et ne connaissent rien pour la plupart du parti politique auquel ils sont affiliés. Ils sont seulement des antifascistes sincères. Comme ils sont obligés de séjourner quelques temps à la caserne avant de partir, je vous supplie de me faire parvenir

[87] « American Comrades » in *The Spanish Revolution* n°4 du 3 mars 1937, p. 8.
[88] ROSENSTONE (Robert A.), « The Men of the Abraham Lincoln Battalion » *in The Journal of American History*, Vol. 54, No. 2 (Sep., 1967), p. 334 note 24 ; FISHER (Harry), *Comrades ! Tales of a Brigadista in the Spanish Civil War*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 1998, p. 22 ; Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives. Abraham Lincoln Brigade Archives (ALBA) Collections. ALBA Vertical Files. *Debs Battalion/Debs Column*. ROTENSTREICH (Daniel), *The Debs Column, Factionalism and the Legacy of American Socialists in the SCW*, p. 7.

> personnellement du matériel de propagande : journaux, brochures, livres, tout ce que vous pourrez me faire parvenir[89].

La Section (anarchiste) française de Barcelone prit la décision de mettre en place une structure dédiée à la diffusion de l'anarchisme parmi les volontaires étrangers, sur le constat que « de plus en plus affluent à la « Section française » des éléments recrutés en France par des politiques, mais n'ayant aucune idéologie – marxiste ou autre – ou sympathisants à l'anarchisme[90] ». Les miliciens Italiens firent le même constat, en considérant de plus le fait que les communistes italiens venus en Espagne s'étaient mis, selon eux, en contradiction et donc en opposition, avec la ligne du PCI, ce qui pouvait laisser espérer des perspectives politiques favorables par la suite[91].

Durant les premiers mois de l'année 1937, différents projets de concentration des volontaires internationaux furent examinés sur le constat de la présence des centaines d'étrangers répartis dans les différentes divisions catalanes en Aragon[92]. Il s'agissait de les réunir en une « brigade » internationale, c'est-à-dire un régiment, selon les normes de l'armée catalane, constitué d'un bataillon italien, d'un autre français et d'un troisième germano-slave. Ce projet « non partisan » a rencontré le refus catégorique des miliciens étrangers confédéraux :

> Die Gruppe DAS lehnt das Projekt einer allgemeinen deutschen Truppe unter Militärzeit der CNT und UGT und Hinzuziehung von Kräften wie ehemaliger russische Offiziere und oppositioneller National-Sozialisten ab[93].

C'est probablement sur ce constat qu'un second projet de brigade internationale, cette fois entièrement dépendante de la CNT FAI dans une nouvelle division catalane régulière fut envisagé[94]. Les sections étrangères avaient ainsi commencé à travailler sur ce projet et, enthousiastes, certaines annoncèrent des prévisions fantastiques. La section slave assurait par

---

[89] IISG FAI PE 15A2 Dossier n°64. Voluntarios franceses. 1936-1937 : Lettre de Jean Dupoux du Comité Français de Pédralbes au Comité Anarchosyndicaliste de Paris. S.d. [avant novembre 1936].
[90] IISG FAI Pe 17.5 Grupo Francés/ Sección Francesa : Lettre de la Section Française au Comité Local de la FAI. Barcelone 25 janvier 1937.
[91] IISG CNT 94 G : Rapport sans titre de Lorenzo Giusti sur les volontaires internationaux. Sans date [1937].
[92] AGGCE PS BARCELONA GENERALITAT 335.3 : *Generalitat de Catalunya – Conselleria de Defense. Confidencial. Informe que al jefe de la sección técnica elevan los comandantes Martinez Anglada y Guarner, como resultado de la visita a los estados mayores del Frente*. Barcelone, 18 janvier 1937.
[93] *Le groupe DAS refuse le projet d'un groupe allemand sous le contrôle militaire de la CNT et l'UGT ainsi que le recours à d'anciens officiers russes et des nationaux-socialistes oppositionnels (sic*). IISG FAI PE 1B Grupo Deutsche Anarcho-Syndikalisten (DAS)/ Sección Alemana : *Vorschlag*, s.d.[début 1937].
[94] IISG CNT 94 G : Document sans nom adressé au CR de la CNT de Barcelone - *Seccion Defensa*. Par Lorenzo Giusti. Barcelone, 25 août 1937 ; CNT 94 C 10 Archivo del Comité Regional de la CNT de Cataluña - Sección Defensa : *Una nueva división en el Ejercito Popular*.S.d. [Début 1937] Porte le tampon de la *Sección Anarquista de Lengua Eslavas-Rusa*.

exemple que pouvaient venir plusieurs centaines d'anarchistes de Bulgarie, de France, de Yougoslavie, de Belgique, d'Autriche et de Tchécoslovaquie[95].

Le principal obstacle à ces diverses tentatives de propagande ou d'enrôlement d'étrangers fut le désintérêt et la méfiance de la CNT FAI vis-à-vis des volontaires étrangers. En octobre 1936, peu après le lancement du grand recrutement par le PCF, le comité français de Pedralbes constatait la forte augmentation des demandes d'engagement d'étrangers pour les colonnes confédérales d'Aragon et faisait une demande d'armes et d'équipements auprès de la CNT de Catalogne :

> On m'a répondu qu'il n'y en avait pas besoin. La frontière étant soi-disant fermée, il n'arrive plus d'étrangers. C'est du moins l'opinion de Santillan et des officiels. La mienne est qu'il en arrive plus que jamais et que ce sont des éléments d'élite qu'il ne faudrait pas négliger. Donc je vous répète, tachez de me faire savoir chaque fois combien d'hommes vous pouvez armer, et de mon côté, je vous informerai régulièrement de ce que je dispose comme effectif[96].

Le souhait des libertaires étrangers ne fut donc pas soutenu par leur tutelle catalane. De ce fait il n'y eut pas de suite concrète aux projets internationaux en Catalogne. Les débats sur la militarisation des milices mirent de toute manière un point final aux relations symbiotiques entre la plupart des anarchistes étrangers et la CNT. Seuls les Italiens parvinrent à conserver une formation internationale, du fait de l'association immédiate des différents secteurs de l'antifascisme italien pour lesquels la présence d'une légion italienne en Espagne était un fait politique indispensable et une opportunité politique.

3. Les projets italiens : un antifascisme transnational et pluriel

L'élan précurseur des projets transnationaux italiens élaborés à destination de l'Espagne se distingue par sa multiplicité et ses concurrences politiques internes mais également sur les différents horizons projetés : la révolution sociale ou l'Italie, soit des motivations certes antifascistes mais transcendant largement la seule solidarité avec le peuple espagnol.

[95] IISG CNT 94 C 10 Archivo del Comité Regional de la CNT de Cataluña - Sección Defensa : Document anonyme et sans date [vers février mars 1937]. Porte le tampon de la *Sección Anarquista de Lengua Eslavas-Rusa*.
[96] IISG FAI PE 15A2 Dossier n°64. Voluntarios franceses'. 1936-1937 : Lettre du Comité Français de Pedralbès au Groupe international de la Colonne Durruti. 17 octobre 1936.

a) Une idée précoce

Giustizia e Libertà fut la première organisation politique à avoir envisagé d'envoyer en Espagne un groupe de combattants. Son fondateur et principale figure, Carlo Rosselli, s'était précocement lancé dans la préparation d'une formation de combat antifasciste italienne sous un critère non pas simplement politique mais qualitatif : des techniciens, des cadres et des soldats préalablement formés et armés[97]. Dès le 29 juillet 1936, il avait échangé en ce sens avec Randolfo Pacciardi, président du *Partito Repubblicano Italiano* (PRI) en exil, pour lui proposer de prendre le commandement à Madrid d'une « eventuale formazione italiana o sezione di una legione internazionale[98]». Dans le journal *Giustizia e Libertà*, il appelait deux jours plus tard à l'unité des forces antifascistes avec l'Espagne. Son projet d'unité de combat italienne autonome rencontra une fin de non-recevoir du PSI et du PCI. Les giellistes s'adressèrent aux autres organisations italiennes, maximalistes et anarchistes, et obtinrent leur accord. Le projet fusionna finalement à la mi-août avec celui des exilés anarchistes italiens à Barcelone qui souhaitaient doter leur comité d'exilés *Malatesta* d'une milice combattante[99]. La *Sezione* fut intégrée dans la colonne catalane confédérale *Ascaso* sous une forme équivoque : la CNT FAI conservait l'autorité militaire sur la formation mais reconnaissait l'œcuménisme antifasciste de la *Sezione*[100].

b) Un projet faisant de la libération de l'Italie son horizon

La formation italienne fut donc le produit d'une confluence entre une initiative extérieure à l'Espagne et d'une autre intérieure. Mais le projet gielliste s'inscrivait dans une dimension antifasciste plus profonde et un horizon situé hors d'Espagne. En cela, il n'avait pas pour objet de réunir les centaines d'autres étrangers présents dans la colonne *Ascaso*. Le projet était Italien, l'Espagne n'étant qu'une étape vers l'Italie, comme le résumait Emilio Lussu dans un article fameux de l'organe de *Giustizia e Libertà* :

> Noi antifascisti italiani ci troviamo, peraltro, di fronte ad un problema politico, più che militare. E italiano, più che spagnolo. Io mi permetto di affermare che noi abbiamo bisogno di andare in Spagna più di quanto la Repubblica spagnola non abbia bisogno

[97] Lettre de Carlo Rosselli à son épouse. Paris, 3 août 1936. Cité in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*. Turin, Einaudi Editore, 1967, p. 21.
[98] *Une éventuelle formation italienne ou section d'une légion internationale*. Cité in : ACCIAI (Enrico), « I primi volontari italiani nella guerra civile spagnola : genesi e nascita della sezione italiana della colonna Ascaso. », *Ebre 1938* n°4, 2010, p.14.
[99] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo : volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, thèse d'histoire mention *Storia d'Europa: società, istituzioni e sistemi politici europei* soutenue à l'Université de Viterbo (Università degli studi della Tuscia, Italie), sous la direction de Gabriella Ciampi et Leonardo Rapone, 2010, p. 19.
[100] ACCIAI (Enrico), « I primi volontari italiani… », *op. cit.,* p. 24.

> di noi. All'antifascismo italiano manca una gloria rivoluzionaria [...] La piccola avanguardia politica dell'emigrazione italiana deve generosamente sacrificarsi e affrontare quest'impresa. Essa si farà un'esperienza e un nome sui campi di battaglia. E diventerà il nucleo affascinante, attorno a cui si formerà la più grande avanguardia rivoluzionaria italiana di domani. Si pensi a quello che poterono fare i garibaldini[101].

Sous la plume de Lussu, la légion italienne s'inscrivait dans une dimension mazzinienne parfaitement compatible avec les aspirations de Randolfo Pacciardi, « dernier mazzinien » selon une biographie récente, qui avait été à l'origine pressenti pour en prendre le commandement[102]. Les giellistes souhaitaient transformer la légion italienne d'Aragon en une grande formation italienne antifasciste qui, par-delà l'Espagne, aurait vocation à franchir les Alpes et combattre en Italie. On retrouve ici l'esprit et la lettre du projet avorté des *Avant-gardes garibaldiennes* (devenues *Légions garibaldiennes de la liberté* en janvier 1925) de Ricciotti Garibaldi en 1924 pour entreprendre une reconquête de l'Italie[103]. Ainsi, le journal *Giustizia e Libertà* du 9 octobre 1936 affirmait que la légion italienne était une affaire strictement italienne, indépendante des partis mais révolutionnaire dans son essence, et non pas un projet paramilitaire international limité à la situation espagnole :

> E' necessario costituire la Legione italiana, non una legione internazionale nella quale noi non saremmo che una sezione. Noi dobbiamo costituire la grande Legione nostra. Nessuna migrazione è cosi' numerosa come la nostra [...] E nessun paese, in Europa, si trova nella situazione politica nella quale è l'Italia. Nessun paese offre la possibilità di sviluppi rivoluzionari come il nostro. La Legione italiana è un problema rivoluzionario italiano. Chi non comprende questo non è un rivoluzionario[104].

Mais Rosselli s'était montré fort sceptique sur cette conception hybride et s'inquiétait de l'accueil en Espagne d'un tel projet. Par contre, la légion italienne rencontra

[101] *Nous, antifascistes italiens, sommes cependant confrontés à un problème politique plutôt que militaire. Et italien plutôt que espagnol. Je crois pouvoir affirmer que nous avons plus besoin d'aller en Espagne que la République espagnole n'a besoin de nous. Il manque à l'antifascisme italien une gloire révolutionnaire* [...] *La petite avant-garde de la politique italienne doit généreusement se sacrifier et assumer cet engagement. Cela nous fera une expérience et un nom sur les champs de bataille. Cela deviendra le noyau d'attraction, autour duquel se formera la grande avant-garde révolutionnaire italienne de demain. Pensez à ce qu'ils pourraient alors faire les garibaldini* in « La Legione italiana in Spagna » par Lussu in *Giustizia e Libertà* Vol.3 n°35, 28 août 1936, p. 2.

[102] Titre et intention de la biographie de Pacciardi par Paolo Palma : PALMA (Paolo), *Randolfo Pacciardi. Profilo politico dell'ultimo mazziniano*, Soveria Manelli,Rubbetinno Editore, 2012. 221 pages.

[103] HEYRIÈS (Hubert), « Les garibaldiens en France après Garibaldi. De 1914 à 1940 » in GREVY (Jérôme), HEYRIÈS (Hubert), MALTONE (Carmela) (dir.), *Garibaldi et garibaldiens en France et en Espagne. Histoire d'une passion pour la démocratie*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2011, pp. 82-83.

[104] *Il est nécessaire de former une Légion italienne, et non une légion internationale dans laquelle nous ne serions qu'une section. Nous devons être cette grande légion. Aucune immigration n'est plus grande que la nôtre* […] *Et aucun pays en Europe ne se trouve dans la situation politique dans laquelle est l'Italie. Aucun pays n'offre la possibilité de développements révolutionnaires comme le nôtre. La Légion est une question révolutionnaire italienne. Qui ne le comprend pas n'est pas un révolutionnaire.* « La guerra civile in Spagna e la Legione Italiana » par Emilo Lussu in *Giustizia e Libertà* du 9 octobre 1936 Vol.3 n°41, p. 3.

immédiatement un fort enthousiasme dans l'immigration italienne, notamment de par sa double nature antifasciste unitaire et italienne, comme le résume l'anarchiste Viola qui y fut officier :

> Pour deux raisons j'acceptai l'idée : la première parce qu'une telle formation exclusivement italienne aurait suscité un enthousiasme naturel parmi la masse des émigrés antifascistes et constitué un facteur d'encouragement pour le recrutement ; la seconde parce que cette formation pourrait avoir - comme ce fut le cas - une répercussion logique, du point de vue moral en Italie, en donnant l'exemple et la preuve que les Italiens n'étaient pas tous des résignés et des lâches[105].

La *Sezione Italiana* de la colonne Ascaso atteint son apogée en septembre 1936 avec environ un demi-millier de membres, avant de se réduire à 300 miliciens italiens dès le mois suivant[106]. Si la formation italienne continua d'attirer anarchistes et communistes dissidents même après la création du *Garibaldi*, la recherche de l'unité de l'intégralité de l'éventail antifasciste italien se faisait désormais dans le célèbre bataillon des Brigades internationales.

c) Des scissions politiques sous des formes militaires

Le 6 décembre 1936, Carlo Rosselli et les giellistes quittaient la *Sezione Italiana* et faisaient connaître leur intention de fonder une nouvelle unité internationale, le *Battaglione italiano Giacomo Matteotti*[107]. Il s'agit donc de la troisième formation antifasciste italienne en Espagne, entre le bataillon italien *Malatesta* d'Aragon, devenu de fait une unité purement anarchiste, et le bataillon *Garibaldi* du front de Madrid. L'intention de Rosselli était de reprendre la vieille idée d'une légion italienne unitaire[108]. Les giellistes distribuèrent leurs propres délégués dans les différents points de contact du volontariat étranger, notamment à la frontière, rajoutant ainsi encore plus de confusion et de dispersion dans les filières vers le front. Les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances : le bataillon *Matteotti* ne réunit qu'une cinquantaine de volontaires au lieu du millier attendu[109].

En février 1937 le « bataillon » rejoignait le front d'Aragon et était intégré dans la Division *Durruti* comme un simple groupe de mitrailleuses[110]. À peine un mois plus tard, des pourparlers étaient entamés pour unir le « bataillon » aux Brigades internationales[111]. Cette

[105] « L'Espagne d'aujourd'hui » par Viola in *Le Libertaire* n°564 du 2 septembre 1937, p. 3.
[106] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo…, op. cit.,* pp. 274 et 279-280.
[107] *Idem,* pp. 330-331.
[108] Rapport d'un informateur de l'OVRA du 19 janvier 1937. Cité in ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo…, op. cit.,* p. 333.
[109] *Idem,* p. 327.
[110] AGGCE Madrid PS 488.4 Brigadas internacionales. Lettre à Giusti de Barthel, Budajaroz le 1er mars 1937.
[111] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo…, op. cit.,* p. 336.

idée avait déjà été envisagée dès novembre 1936 au moment de la création du bataillon *Garibaldi* mais Rosselli, après un entretien avec Pietro Nenni, s'était montré dubitatif sur les possibilités politiques réelles d'une formation dominée par les communistes tandis que ces derniers considéraient ce microscopique bataillon comme une simple « fantaisie » de ses dirigeants[112].

d) Les projets socialistes

Giellistes et anarchistes italiens ne furent pas les seuls à envisager la formation d'une unité combattante antifasciste italienne. Pietro Nenni, secrétaire du Parti Socialiste Italien, y réfléchissait également. Parti en Espagne le 4 août avec De Brouckère, il effectua une tournée des fronts de Madrid, dont une visite aux italiens des milices JSU[113]. En effet, le socialiste italien Fernando De Rosa, en exil en Espagne depuis 1934, était en juillet 1936 à la tête d'une centurie du *Batallón Octubre n°2* de la JSU, soit la résultante de la fusion organique des jeunesses socialistes et communistes[114]. Le socialiste serbe Mirko Turkovic était l'administrateur de la petite formation et un certain nombre d'italiens y combattaient. La centurie italienne pris le nom de *De Rosa* après son décès au combat à Cabeza Lijar le 16 septembre 1936.

Sur le constat de la présence de très nombreux volontaires étrangers dans les milices, Pietro Nenni s'était convaincu en septembre 1936 de l'intérêt de les fédérer dans une force internationale cohérente, une colonne « internationale » mise à disposition du gouvernement républicain. Il ne s'agissait plus donc d'une formation spécifiquement italienne. Il écrivit à cet effet au secrétariat de l'IOS le 7 octobre 1936, soit quelques jours avant la création de la première brigade internationale, événement qu'il ne pouvait connaitre. Selon lui, cette formation serait utile comme modèle d'encadrement et de discipline :

> Per il momento mi interesso alla organizzazione di una colonna socialista italiana per la Spagna – Stimo in effetti che il problema essenziale e primario per i nostri amici spagoli non é quello delle armi, ma quello dei quadri. Non si fa la guerra delle colone riunite con improvvisazione, senza coesione, senza disciplina, senza instruzione militare. [...] Mi domando allora se uno sforzo interzionale in questo senso non sarebbe du gran utilità. Ci sono dei compagni italiani, francesi, belgi, austriaci, tedeschi, ecc. Che vanno in Spagna individualmente. Perché non provare ad

[112] RGASPI : 545.2.149 : Courier de [illisible] à la Base des Brigades internationales, à propos des Italiens de la colonne Ascaso. S.d. [février 1937].
[113] NENNI (Pietro), *La guerre d'Espagne...*, *op. cit*., pp. 137 et 140.
[114] SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano.* Tome III « *I fronti populari, Stalin, la guerra* », Turin, Giulio Einaudi Editore, 1970, p. 87.

organizzarli in modo da mettere a disposizione del governo una forte colonna internazionale che potrebbe fornire istruttori e quadri per le milizie reubblicane[115].

L'annonce de la création d'une «colonne internationale » à Albacete dispensa l'IOS d'avoir à répondre et Nenni s'associa au projet décidé par le Komintern.

Le rachitisme, ou les échecs, de ses différentes tentatives d'exportation organisées du volontariat combattant et leurs difficultés à exister en dehors des Brigades internationales furent en partie la résultante d'oppositions politiques internes. C'est avant tout l'absence d'enthousiasme, ou l'hostilité latente, des groupes sociaux directement concernés ou sollicités qui ont déterminé les obstacles insurmontables rencontrés par ces initiatives parallèles.

C. Les limites théoriques du volontariat solidaire en armes

Les différents projets collectifs transnationaux envisagés depuis l'étranger tout autant que les initiatives de facilitation et d'accompagnement du volontariat combattant international furent tous confrontés à des contestations théoriques refusant de considérer cette entreprise comme une forme évidente ou souhaitable de solidarité. L'empreinte du pacifisme tout d'abord puis les querelles d'interprétation sur l'état de lutte des classes en Espagne et la crainte de l'hégémonie communiste participèrent puissamment à marginaliser le volontariat combattant motivé par des raisons internationalistes.

1. Le volontariat armé confronté au pacifisme intégral

Pour les gauches européennes et américaines, l'année 1936 constituait une répétition de l'année 1914, renouant ou exacerbant avec les sentiments pacifistes et antimilitaristes. Avec les lois militaires de Camille Chautemps, la guerre en Éthiopie, la remilitarisation de la Rhénanie, la montée des tensions en Europe dues aux succès des régimes autoritaires et

[115] *Pour le moment, je suis intéressé par l'organisation d'une colonne italienne socialiste pour l'Espagne- J' estime en effet que le problème principal et essentiel pour nos amis espagnols ne sont pas les armes, mais les cadres. Vous ne pouvez pas faire la guerre avec des colonnes formées dans l'improvisation, sans cohésion, sans discipline, sans instruction militaire [...] Je me demande alors si un effort international dans ce sens ne serait pas d'une grande utilité. Il y a des camarades italiens, français, belges, autrichiens, allemands, etc. qui vont en Espagne individuellement. Pourquoi n'essayez-vous pas de les organiser afin de mettre à la disposition du gouvernement une forte colonne internationale, qui pourrait fournir des instructeurs et des superviseurs pour les milices républicaine*. Cité in MANCINI (Mario), « L'IOS dalla guerra di Spagna al patto tedesco-sovietico » in COLLOTI (Enzo) (Dir.), *L'internazionale operaia e socialista tra le due guerre*, Milan, Feltrinelli Editore, 1985. Appendice : Lettre de Nenni à Adler en date du 7 octobre 1936 sur la formation d'une colonne internationale socialiste en Espagne, p. 223.

fascistes, ces organisations sont convaincues d'assister à une nouvelle marche à la guerre. Les journaux pacifistes intégraux s'alarmèrent immédiatement des risques que faisaient courir les partisans les plus résolus de la République et de la révolution espagnole[116]. Les syndicats, les partis de gauche et les organisations antifascistes comme le CVIA étaient alors traversés par des clivages sur la question du pacifisme et de la priorité à donner entre l'antifascisme et lutte contre la guerre. Tandis que le PCF avait réglé la question en quittant le CVIA et en donnant toute la priorité à son organisation de masse *Amsterdam Pleyel* pour populariser une position symétrique et performante entre guerre et fascisme, les autres organisations furent littéralement coupées en deux, dilemme que certains résolurent en séparant strictement la Péninsule de la marche du Monde. La question du volontariat ou, a minima, du soutien aux volontaires étrangers partis vers l'Espagne, aiguisa les controverses. Le journal anarcho-pacifiste *La Patrie Humaine* refusa de publier dans ses feuilles un article de soutien aux anarchistes espagnols « parce qu'il constituait un véritable appel aux armes[117]». Les articles du journal anarchiste *Le Libertaire* se partageaient entre la crainte d'un embrasement mondial à cause de l'Espagne et un virulent enthousiasme pour les événements en cours[118]. Le journal des jeunesses socialistes de la Seine (pivertistes) publiait autant des tribunes assurant que « la liberté ne pouvait se porter par la pointe des baïonnettes » et que « les fauteurs de guerre [étaient] ceux qui les font comme ceux qui les prolongent par tous les moyens » tout en annonçant fièrement que de jeunes socialistes français et belges combattaient au Pays Basque[119].

Au sein de nombreux comités locaux pro-espagnols, existaient de fortes oppositions à toutes formes de solidarité pouvant être employées en Espagne à des fins militaires. Lors de la création de leur fonds de solidarité commun pour l'Espagne, le FIS, les Internationales socialiste et syndicale prirent l'invraisemblable précaution de faire inscrire dans ses statuts que l'argent ne servirait pas à l'achat d'armes, disposition renforcée par l'envoi d'une délégation pour s'assurer de son bon usage[120]. Il ne s'agissait pourtant pas d'une précaution isolée, loin de là. Avec ironie, le responsable de la section française du SRI signalait qu'en France et en Belgique, certains comités indiquaient qu'ils n'enverraient en Espagne que des

[116] « Alerte contre la croisade démocratique » in *Le Semeur* du 10 septembre 1936, p. 1.
[117] APP BA 1664. Note des RG : *Du retour à Paris de libertaires*, 26 septembre 1936.
[118] « Neutralité de trahison » in *Le Libertaire* du 7 août 1936, p. 1.
[119] « Chant et drapeaux révolutionnaires » de Lucien Weitz in *La Jeune Garde* n°1, juillet 1936, p. 4.
[120] IISG Archives LSI 2763 : Lettre de Schevenels à l'UGT Espagnole, copie envoyée à Adler. Paris, 22 août 1936 : Traduction de la déclaration de fondation du Comité Espagnole (sic) du Fonds de Solidarité Internationale (FSI) signé par son président John Price, l'UGT et le PSOE. Madrid, 18 septembre 1936 ; Rapport de la Délégation en Espagne du FIS du 10 au 21 septembre 1936.

tricots limités à la taille douze ans afin d'être sûrs qu'ils ne pourraient habiller un milicien[121]. Début août 1936, la CGT avait freiné les propositions d'une partie des ouvriers de l'entreprise Renault qui réclamaient que les fonds rassemblés soient investis dans un tank fabriqué à demeure. Ces ouvriers ralliaient un mouvement qui se dessinait dans la région parisienne : les métallos de Gnome-et-Rhône et ceux des établissements Hispano-Suiza avaient voté l'envoi d'un avion, et ceux de Hotchkiss l'envoi de mitrailleuses[122]. Ce fut finalement un chargement de sucre qui partit vers l'Espagne.

Partir combattre en Espagne n'allait pas de soi. Lorsque plus la plupart des comités de solidarité se lancèrent dans des activités de facilitations ou, plus rarement, de recrutement, ils suscitèrent nombre de désapprobations. Ainsi, le projet du parti socialiste américain de former et d'envoyer une colonne de combattants intitulée *Eugen Debs* fut mis en échec par la gauche socialiste elle-même, après avoir rencontré un véritable tollé s'étendant au-delà même du parti révolutionnaire américain. L'Internationale des Résistants à la Guerre (IRG), partisane d'une neutralité absolue, dénonça l'initiative du Parti Socialiste américain, membre de cette Internationale. Le choix du patronyme d'Eugen Debs, militant pacifiste et défaitiste révolutionnaire, emprisonné pour ce fait durant la Grande guerre fut jugé particulièrement déplacé[123]. De fait, une grande partie du SPUSA jugeait cette initiative « militariste » et de ce fait contraire aux principes de Debs lui-même[124]. Il est ainsi intéressant de relever que la brochure éditée par le SPUSA pour promouvoir en interne la formation de la *Eugen Debs Column* commençait par un long plaidoyer dirigé contre les arguments des détracteurs du projet. Ses auteurs reconnaissaient que le projet rencontrait l'hostilité de plusieurs adhérents du parti, certains se sentant même trahis dans leurs convictions. En dix développements, les promoteurs de la colonne américaine répondaient aux accusations de militarisme, de trahison de l'esprit pacifiste du parti et des idéaux de Debs lui-même, d'être un premier pas pour entraîner les États-Unis dans une nouvelle guerre, d'être une justification aux déploiements militaires réactionnaires, d'attirer l'attention de la police sur le parti, d'entraîner le parti socialiste dans une « politique de guerre sanglante et de violence, de participer au commerce

[121] RGASPI 495.18.1151 : *Projet de décision du secrétariat sur le rapport du camarade Tom Bell*. Intervention de Cordier. 10 janvier 1937, p. 13.
[122] SCHWEITZER (Sylvie), « Les ouvriers des usines Renault de Billancourt et la guerre civile espagnole » in *Le Mouvement Social* n°103 avril-juin 1978. p. 112.
[123] « La réconciliation et l'Espagne » in *Le Résistant à la Guerre. Bulletin de l'Internationale des résistants contre la guerre.* n°42 été 1937 (juillet).
[124] FLEISHMAN (Harry), *Norman Thomas A biography*. New York, W.W. Norton & Company Inc., 1964, p. 175.

des armes, d'être finalement d'un apport ridiculement modeste pour la lutte, etc[125]. Cette énumération est instructive parce qu'elle recoupe la quasi-totalité des arguments déployés par les opposants de gauche au volontariat combattant vers l'Espagne antifasciste, en Amérique comme en Europe.

Cependant, la nature du conflit permettait des aménagements doctrinaux de circonstances, que certains s'empressèrent de mettre en valeur pour favoriser l'émergence d'un vaste et puissant mouvement de solidarité. Pour la plupart des organisations révolutionnaires, il ne s'agissait pas d'un conflit classique mais bien d'un vaste processus révolutionnaire passant nécessairement par un affrontement violent. À l'instar du *Combat Syndicaliste,* qui titrait le 14 août 1936 « Cette guerre-là, c'est la nôtre ![126]», *Le Libertaire* adopta peu à peu un discours plus offensif, considérant qu' « il n'y a que dans les guerres civiles que les travailleurs savent pourquoi ils se battent[127] ». L'Union Anarchiste considérait que le volontariat n'était pas l'unique solution pour aider l'Espagne, ni la plus utile et qu'elle n'était pas une demande de la CNT FAI. Cependant, la principale organisation anarchiste française signalait à ces lecteurs que même si elle avait refusé de se faire « sergent recruteur pour la guerre en Espagne », elle n'en reconnaissait pas moins le principe comme légitime, comme « une tradition ouvrière »[128].

La Ligue Internationale des Combattants de la Paix, pourtant très circonspecte aux premières heures du conflit, déclara son soutien unilatéral aux combattants antifascistes ; son président (René Guérin) ajoutait en juillet 1937 que comme « combattant de la Paix », il était prêt à « être le soldat d'une guerre civile[129] ». Pour certains tenants du pacifisme intégral, il n'y avait pas là de paradoxe : la paix universelle serait de mise après l'accomplissement de la révolution sociale ; la lutte des classes engendrera la paix[130]. Soutenir l'Espagne c'était donc soutenir la paix et éviter une prochaine guerre :

> Aider l'Espagne dans l'accouchement sanglant du nouvel univers humain qu'elle porte en ses flancs, est la tâche qui s'impose aujourd'hui à tous les hommes de bonne

[125] « The Debs Column : Facts for Class-Conscious Workers ! » par Eward Grove in *Why the Debs Column ?* Brochure éditée par l'association Friends of Debs Column, New York, 1936, p. 1.
[126] Éditorial du *Combat Syndicaliste* n°169 du 14 août 1936. On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec la déclaration pacifiste de la Conférence de Zimmerwald de septembre 1915 dont la substance se résumait alors à : « Cette guerre n'est pas notre guerre ».
[127] *Le Libertaire* n°530 du 8 janvier 1937, p. 1.
[128] « Oui, de la poudre et des balles ! » de Fremont in *Le Libertaire* du 26 janvier 1939, p. 1.
[129] « Pacifisme intégral et guerre civile » in *Le Libertaire* du 8 juillet 1937, p. 4.
[130] « Discurso pronunciado ante el micrófono de la CNT-FAI Barcelona por el compañero Rogelier (sic) Monclin de « La Patrie Humaine » »in *Boletín de Información* (CNT FAI) n°42 du 4 septembre 1936, p. 3.

> volonté. C'est aussi le seul moyen d'éviter les horreurs d'une nouvelle guerre des États, et de faire heureusement aboutir les destructions de la guerre civile. Voilà l'œuvre à laquelle nous vous convions dès aujourd'hui et que nous entendons poursuivre jusqu'à la victoire finale[131].

L'*Humanité* ne disait finalement pas autre chose en novembre 1936 en appelant les « Pacifistes, français, hommes de cœur » à s'unir pour soutenir l'Espagne et sauver la paix[132]». Selon l'historien américain Robert Rosenstone, le pacifisme fut même un facteur puissant d'engagement pour les volontaires américains qui voyaient dans la résistance armée à l'impérialisme fasciste un gage de paix[133]. Un anarchiste français se félicita avec humour « de voir par ailleurs d'authentiques non violents d'hier se rallier aujourd'hui à la thèse de la défense de la révolution espagnole[134]». Effectivement, le célèbre pacifiste et objecteur de conscience britannique Fenner Brockway, figure de l'IRG, quittait cette dernière en décembre 1936 en reconnaissant que « s'il était en Espagne il serait combattant »[135]. Peu après, il participa à la mise sur pied du petit contingent de volontaires de l'ILP. Gérard Leretour, fondateur de la Ligue des Objecteurs de Conscience, ne voyait quant à lui aucun paradoxe dans le fait que « nombre de pacifistes (voire d'objecteurs) d'insoumis dans leur patrie, de déserteurs, sont venus se ranger dès la première heure aux côtés des milices, sont venus prendre les armes en Espagne sans rien renier de leur idéal»[136]. Ce renversement des fondamentaux pacifistes se retrouve également dans les témoignages de certains vétérans communistes[137].

Néanmoins, certains facteurs vinrent remettre en cause et annihiler ces évolutions doctrinales. Tous prirent naissance dans les inquiétudes suscitées par l'évolution défavorable des réalisations dites révolutionnaires. L'internationalisme prolétarien n'était donc pas directement soluble dans l'internationalisme antifasciste ni dans le soutien inconditionnel aux organisations sœurs en Espagne.

---

[131] « Où va l'Espagne ?» par Prudhommeaux in *Les cahiers de Terre Libre* n°3, octobre 1937, p. 2.
[132] « Sauvez l'Espagne c'est sauver la paix ! » in *L'Humanité* du 10 novembre 1936, p. 1.
[133] ROSENSTONE (Robert A.), « The Men of the Abraham Lincoln… », *op. cit*., p. 329.
[134] « Le magnifique meeting de mardi » in *Le Libertaire* du 7 août 1936, p. 3.
[135] *Le Résistant à la Guerre. Bulletin de l'Internationale des résistants contre la guerre.* n°41 hiver (décembre) 1936.
[136] *Rectitude. Organe de la Ligue des Objecteurs de Conscience* n°4, Décembre 1936.
[137] CODOU (Roger), *Le Cabochard. Mémoires d'un communiste 1925-1982*, Paris, Éditions François Maspero, coll. « Actes et mémoires du peuple », 1982, p. 86.

2. Un soutien inconditionnel rapidement circonscrit par la dénonciation des évolutions politiques et sociales intérieures espagnoles

Deux démarches issues de partis s'inscrivant dans une interprétation non stalinienne du marxisme-léninisme coexistèrent, l'une collective issue des organisations membres du Bureau International des partis socialistes révolutionnaires (IBRSU) et celles dispersées des organisations trotskistes, chacune soutenant officiellement le POUM. Les anarchistes se partageaient quant à eux entre les anarcho-syndicalistes membres de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) largement dominée par sa section espagnole, la CNT, et les organisations anarchistes synthésistes, dont l'Union Anarchiste en France. Tous dirigèrent naturellement leur solidarité vers la CNT et la FAI.

Quelques jours à peine après le déclenchement de la rébellion militaire en Espagne, l'organisation trotskiste française POI adressait une proposition d'action commune à la SFIO et au PCF en faveur des «masses populaires d'Espagne » où, en filigrane, la question du recours au volontariat combattant n'était pas exclue[138]. Il s'agit de la première initiative du genre et cette adresse contenait d'ailleurs la majorité des éléments de langage déployés quelques mois plus tard par le PCF. Cette initiative n'eut évidemment aucun succès et, en septembre, le Comité Central du POI et des JSR prit la décision d'accentuer son soutien au POUM en apportant, entre autre, « une aide technique » et d'envoyer des militants[139]. En août 1936 le Bureau International des partis socialistes révolutionnaires (IBRSU) annonçait son entier support aux travailleurs espagnols et particulièrement au POUM et reconnaissait sa fierté de savoir que certains de ses membres français, allemands et italiens combattaient côte à côte avec leurs camarades espagnols[140]. Un groupe important de militants de la fraction italienne de la gauche communiste (bordiguiste[141]) rejoignirent collectivement Barcelone vers le 20 août 1936, avec l'intention de s'agréger à la « colonne Internationale des milices du POUM »[142]. Le Parti Ouvrier Internationaliste (POI) n'était pas en reste et organisait le départ d'une cinquantaine de combattants de Paris, Marseille et Lyon en août et septembre 1936,

[138] APP BA 1943 - Dossier Parti Ouvrier International (sic) – Rapports divers. *AS de l'activité du POI*. Le 27 juillet 1936.
[139] APP BA 1943 - Dossier Parti Ouvrier International (sic) – Rapports divers. *AS de l'attitude du POI à l'égard des événements d'Espagne*. Paris, 16 septembre 1936.
[140] ISSG IOS FSI LSI 2763 : International Bureau for Revolutionary Socialist Unity. *Declaration to Spanish Workers*. Londres, 17 août 1936.
[141] Partisans de Bordiga, qui à sa suite quittèrent le PCI en 1927 lors du congrès de Pantin.
[142] « Documents de la minorité. Communiqué de la minorité. Motion (adresse) votée à la réunion du groupe de Barcelone de la FIGC (Avant de partir pour le Front) » in *Bilan*. *Bulletin théorique mensuel de la fraction italienne de la Gauche Communiste*. n°36 octobre-novembre 1936. p. 1204.

quantité non négligeable compte tenu des effectifs squelettiques du parti et comparativement aux autres formations marxistes révolutionnaires trotskisantes d'Europe[143]. Lors d'un meeting à Marseille le 7 octobre 1936, un membre du comité central du POI déclarait ainsi que : « Le devoir des militants français […] est d'organiser la solidarité ouvrière en faveur de l'Espagne et aussi d'aller se battre avec les combattants prolétariens espagnols[144] ». Les combattants étrangers de tendance marxiste-léniniste non staliniens et trotskistes s'agrégèrent majoritairement au groupe international de la colonne *Lenín* (POUM), une minorité dans celui de la colonne *Durruti* (CNT FAI) en Aragon et isolément dans diverses petites formations.

L'atavisme doctrinaire reprit rapidement le dessus. Les militants du POI à Barcelone se regroupèrent rapidement au sein d'un « Parti Bolchevick-Léniniste Section Française de la IVème Internationale[145] ». De leur côté, les bordiguistes italiens fondaient en Catalogne le « Groupe de Barcelone de la Gauche Communiste Italienne ». Le Bureau pour l'Unité Socialiste Révolutionnaire dit « Bureau de Londres » ou « bureau de la IVème Internationale » (non encore formée) retint principalement l'attention et l'action des militants étrangers. Les volontaires du POI, du SAP comme les bordiguistes étaient avant tout des militants et accessoirement des combattants. Les rivalités et disputes doctrinales avec le POUM mirent rapidement un terme à l'engouement indéniable des débuts.

Les différences d'interprétations théoriques de la situation politique et sociale en Espagne, et plus encore en Catalogne, participèrent largement à réduire les relations solidaires transnationales. Les organisations marxistes léninistes non staliniennes et les sections nationales de l'AIT se sont très vite embourbées dans une gnose permanente et stérilisante sur la nature de la révolution espagnole. Certains groupuscules furent bientôt plus préoccupés à distribuer des anathèmes que des colis de ravitaillement. Ainsi, une partie de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique déclarait qu'il fallait «au volontariat, opposer la désertion, à la lutte contre les Maures et les fascistes, la fraternisation »[146]. En France, la fraction italienne de la gauche communiste dénonçait ses propres membres partis en Espagne,

[143] APP BA 1943 - Dossier Parti Ouvrier International (sic) – Rapports divers. AS de militants de tendance trotskyste qui combattent dans les rangs des milices ouvrières espagnoles. 18 août 1936 ; *Rapport moral du congrès du POI des 10 et 11 octobre 1936* ; AD 13 1M824 : *AS d'une réunion du POI à Marseille*. Paris, 13 Octobre 1936 ; AD 69 4 M 303. Dossier : Brigades internationales et volontaires français –retour et départs, statistiques 1936-1938. Minute envoyée au Ministre de l'Intérieur (DGSN) Contrôle Général des Services de police administrative Lyon, 26 septembre 1936.

[144] APP BA 1944 - Dossier POI – Tracts et affiches. *Renseignement 7986. Propagande du POI*. *Source : Bonne.* Marseille, 10 octobre 1936.

[145] AD 59 M 154 193 G : Tract du Parti Bolchevick-Leniniste Section Française IVe Internationale

[146] APP BA 1944 - Dossier POI – Rapports divers. *AS de la propagande italienne au sein de la IVe Internationale et des groupes oppositionnels.* 19 mars 1937.

au nom du « mensonge de l'antifascisme » et de « l' « opportunisme » du POUM, et excluait sa minorité comme des « militants irresponsables » ayant emmené à la mort de jeunes français[147]. La crise entre ces différents groupes eut pour effet de limiter considérablement le soutien international au POUM et la participation de volontaires étrangers demeura marginale. La délégation du petit parti trotskiste français POI auprès du POUM avait permis à quelques volontaires de partir, mais quelques mois plus tard le POI conseillait finalement à ses volontaires de rejoindre les unités de la CNT[148]. Les relations étaient alors très tendues comme l'illustre l'enterrement de Robert de Fauconnet, membre français du POI tombé au front de Huesca en septembre 1936. Ses funérailles furent suivies par des milliers de miliciens à Barcelone mais le déploiement du drapeau de la IVème internationale provoqua un incident « diplomatique » sérieux entre « poumistes » et trotskystes[149]. Peu de temps auparavant, les trotskistes espagnols, les Bolchéviques-Léninistes, avaient été exclus des bureaux du POUM pour « activité de faction[150] ». Prenant acte, le POI décidait en novembre 1936 de suspendre l'envoi de volontaires vers l'Espagne[151].

Le POUM voulut s'appuyer à l'étranger sur les liens créés lors de la conférence des organisations de la IVème Internationale tenue à Genève du 29 au 31 juillet 1936, avec les pivertistes et les responsables de diverses publications marxistes françaises, l'ILP britannique, le SAP allemand, les maximalistes italiens et une myriade de groupuscules nationaux[152]. Des militants de ces organisations étaient présents à Barcelone ou sur le front d'Aragon. La seconde conférence internationale de janvier 1937 fit la démonstration de la difficulté d'unir pragmatiquement des positionnements politiques très divergents dont le volontariat militaire en Espagne constituait pour certain un positionnement inacceptable[153]. Le POUM demeurait

[147] « La consigne de l'heure : ne pas trahir » in *Bilan. Bulletin théorique mensuel de la fraction italienne de la Gauche Communiste* n°36 octobre-novembre 1936, pp. 1173-1179 ; « L'isolement de notre fraction devant les événements d'Espagne » in *Bilan. Bulletin théorique mensuel de la fraction italienne de la Gauche Communiste*. n°36 octobre-novembre 1936, pp. 1199-1203.

[148] JANVIER (Félix), « Les vies parallèles de Benjamin Péret à l'épreuve de la guerre d'Espagne » in *Paul Nizan et les années trente, Revue du Groupe Interdisciplinaire d'Études Nizaniennes* n°3 octobre 2004, p. 157.

[149] LOW (Mary) et BREÁ (Juan), *carnets de la guerre d'Espagne (The Red Spanish Notebook),* Verticales, Genève, 1997, pp. 126-127.

[150] SEDRAN (Domenico), « Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire » in *Cahiers Léon Trotsky*, n°29, mars 1987, p. 83.

[151] Le POI choisit néanmoins de soutenir pour des raisons de stratégie politique une minorité dite « bolchevik-léniniste » au sein du POUM, fraction bientôt exclue de ce parti. APP BA 1943 - Dossier Parti Ouvrier International (sic) – Rapports divers. Rapport moral du congrès du POI des 10 et 11 octobre 1936 ; BA 1943 - Dossier Parti Ouvrier International (sic) – Rapports divers. AS des difficultés rencontrées en Espagne par les membres du Parti Communiste Internationaliste. 5 novembre 1936.

[152] APP BA 1664 - Dossier RE - Insurgés. AS de la Conférence Internationale de Barcelone des groupements qui se placent à l'avant-garde de la Révolution Sociale. 4 janvier 1937.

[153] APP BA 1943 - Dossier Parti Ouvrier International (sic) – Rapports divers. AS de la tenue à tenue à Barcelone d'une conférence des Partis d'idéologie trotskyste. 23 décembre 1936.

très méfiant vis-à-vis de ses propres miliciens étrangers comme l'écrivait amèrement Benjamin Péret à André Breton : « Toute collaboration avec le POUM était impossible. Ils voulaient bien accepter des gens à leur droite, mais pas à leur gauche [154]». De fait, les mauvaises relations entre trotskistes et organisations associées au Secrétariat international du bureau de Londres était membre empoisonnèrent l'organisation d'une solidarité internationale efficace autour du petit parti de Nin et Maurín.

Les organisations anarcho-syndicalistes membres de l'AIT adoptèrent également dès l'automne 1936 une position critique puis hostile aux choix « circonstancialistes » de la CNT :

> Nous insistons donc de la façon la plus formelle auprès de nos camarades de la Régionale de Catalogne pour qu'ils rectifient, sans attendre davantage, les erreurs que nous leur avons signalées. De même, nous attirons l'attention de la CNT tout entière pour que ces erreurs ne soient pas généralisées et entraînent le mouvement qu'elle représente en dehors de la route qu'il doit suivre et que les Congrès de la CNT ont si lumineusement tracé. […] Nous attendons donc d'eux les actes nécessaires : ceux qui doivent redresser radicalement la situation en leur faveur et donner l'expérience en cours toute sa signification révolutionnaire sur le plan qui nous est commun[155].

Cette situation provoqua une scission dans l'AIT en deux camps irréconciliables, entre français et allemands notamment, et favorisa une profusion d'articles dénonciateurs. Excédée, la CNT se sépara des journaux étrangers qu'elle avait pourtant contribué à lancer pour sa propre propagande étrangère et dont la ligne divergeait de plus en plus de la sienne. L'affrontement entre la CGT-SR et la CNT se conclut en décembre 1937 lors du congrès de l'AIT par l'éviction du français Pierre Besnard du poste de secrétaire de l'internationale. Dès lors, la CGT-SR et la FAF franco-belge multiplièrent les attitudes hostiles, créant leurs propres structures de solidarité, dénoncées par la CNT, et contribuant à compliquer singulièrement les efforts de la propagande pro-républicaine à l'étranger déjà en forte déprime[156]. Le retour des militants étrangers licenciés des milices espagnoles acheva la rupture avec la CNT et persuada certaines franges des gauches révolutionnaires européennes de faire de l'anticommunisme un combat supérieur à l'antifascisme.

[154] Lettre de Benjamin Péret à André Breton citée dans JANVIER (Félix), « *Les vies parallèles de Benjamin Péret…* », *op. cit.,* p. 156.
[155] « Redressement nécessaire » in *L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT* n°14 du 24 octobre 1936, p. 1.
[156] *Le Combat Syndicaliste* n°222 du 20 août 1937 ; *Le Combat Syndicaliste* n°248 du 18 février 1938.

3. Partir comme volontaire en Espagne c'est soutenir les communistes

Le volontariat combattant, initialement perçu comme un acte nécessaire intégralement situé dans la logique internationaliste parut bientôt perverti par les Brigades internationales. Ces dernières semblaient la manifestation d'une offensive « internationale » communiste menée contre les acquis révolutionnaires, en Catalogne notamment. Les Jeunesses Anarcho-Communistes de France publièrent fin 1936 une brochure sur les événements espagnols intitulée *La révolution espagnole et l'impérialisme* qui, dès la première page, dénonçait une « intervention russe en Espagne » et regrettant finalement les appels à l'aide de l'été 1936 : « Tout concourt ainsi, pour nous, à faire de l'aide aux combattants révolutionnaires espagnols, de cette aide massive, efficace dont on parle toujours et qui ne vient jamais, une hantise et un remords[157]». Cette analyse était partagée par certaines sections étrangères de la FAI en Espagne. L'objectif n'était alors plus tant de combattre le fascisme que de devoir se préparer à lutter contre l'invasion des volontaires étrangers communistes. Dans leur rapport au Comité Régional de la CNT de Catalogne, les sections étrangères relevaient que le rapport de force commençait à s'inverser entre la CNT FAI et le PSUC (le POUM étant curieusement associé à ce dernier) du fait de l'arrivée continuelle des volontaires étrangers :

> La CNT FAI no puede esperar más a tiempo aun. No puede tolera que, una vez termina la guerra [permanecen], tendrá en contra de su voluntad constructiva, de 40 000 hasta 50 000 comunistas extranjeros, sin poder [hacer] nada en contra[158].

Des anarchistes italiens firent également le constat que le péril communiste devenait plus inquiétant encore que l'ennemi fasciste. Face à l'affermissement des communistes en Espagne, il fallait désormais se préparer à une confrontation au sein du camp antifasciste. Un rapport d'un indicateur de l'OVRA signalait en janvier 1937, à propos du congrès des anarchistes italiens de Grenoble, que ces derniers avaient l'intention d'intensifier le recrutement de volontaires « non tanto per combattere contro i nazionalisti, quanto per

[157] BERNIER (Jean), *La révolution espagnole et l'impérialisme*, Les cahiers libertaires n°2 Paris, Éditions Jeunesses Anarcho-Communistes, 1936, p. 1.

[158] *La CNT FAI ne peut plus attendre d'avantage. On ne peut pas accepter qu'une fois la guerre terminée* [demeurent]*, malgré votre indéniable bonne volonté, 40 000 à 50 000 communistes étrangers, sans pouvoir* [faire] *quelque chose contre cela*. IISG CNT 94 C 10 Archivo del Comité Regional de la CNT de Cataluña - Sección Defensa. Document anonyme et sans date [vers février mars 1937]. Porte le tampon de la *Sección Anarquista de Lengua Eslavas-Rusa*.

rafforzare i gruppi anarchici in vista delle violente divergenze che stanno per sorgere tra loro e i comunisti[159]».

Le pacifisme intégral et les querelles sur l'interprétation de l'antifascisme constituèrent une ligne de fracture majeure dans la détermination du volontariat armé comme expression de la solidarité et de la volonté de participer directement aux événements espagnols. Paradoxalement, si l'internationalisme prolétarien ne fut pas un moteur puissant dans l'irruption en Espagne de volontaires étrangers, il fut par contre toujours invoqué pour justifier leur présence. Les militants communistes furent quant à eux incontestablement mieux équipés théoriquement pour faire de l'antifascisme une projection combattante internationaliste et, partant, d'en faire un acte légitime et nécessaire de la solidarité internationale.

D. Les partis communistes d'Europe occidentale et la question du volontariat combattant de juillet au début du mois de septembre 1936

Tandis que le Komintern demeurait dépendant de la lecture soviétique exclusivement géopolitique du conflit, la périphérie française s'était quant à elle immédiatement placée dans une démarche solidaire transfrontalière avec l'Espagne. Le fait du volontariat s'était donc imposé de lui-même, du fait des puissantes dynamiques en cours en France, posant évidemment une question incontournable aux solidarités communistes.

1. Une dynamique incontestable en France, des positions contrastées ailleurs

En août 1936, un délégué du CC du Parti communiste Suisse visitait les sections communistes locales helvétiques pour inciter les militants à s'engager. Pourtant, une trentaine de volontaires suisses coincés à Paris, faute de moyens pour continuer leur voyage vers l'Espagne, reçurent l'ordre de rebrousser chemin[160]. Au cours du même mois en Belgique, le point 3 de l'appel commun du POB et de la Commission Syndicale, soutenu par le BP du PCB, enjoignait de soutenir et de favoriser le « rapatriement des ressortissants espagnols

[159] *Non pas tant pour combattre contre les nationalistes, mais pour renforcer les groupes anarchistes en vue de la violente confrontation à venir entre eux et les communistes.* Cité in: ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.*, p. 338.
[160] STRUDER (Brigitte), *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931 à 1939*, Lausanne, L'Age d'Hommes, 1994, p. 491.

habitant la Belgique et désireux d'apporter leur concours à la défense de République espagnole contre le fascisme[161]». Parallèlement, des militants des JGS(U) et de l'USAF gagnaient Irun par petits groupes[162]. De fait, les partis communiste et socialiste belges reconnurent en septembre la présence des volontaires belges à Irun, en rendant hommage à leurs morts dans les organes *Le Drapeau Rouge* et *La Jeune Garde-JGS*[163].

Lors de son séjour en Catalogne en août 1936 comme observateur, Tom Wintringham fit part à Harry Pollitt de son espoir de voir se constituer une légion de volontaires étrangers, en relevant le manque d'experts militaires sur place[164]. Le CPGB se montra cependant très critique à l'endroit du volontariat et Tom Wintringham lui-même n'avait pu partir qu'après avoir été vainement dissuadé par le Parti[165]. En août 1936, le CPC répondait à deux militants communistes croates postulants au volontariat qu'il s'agissait là d'une « entreprise abstraite et aventureuse [et] anarchosyndicaliste en substance[166] ». Selon Sylvie Schweitzer, les responsables syndicaux français n'étaient pas plus favorables aux départs vers l'Espagne, arguant que « des nécessités surgies de la « ruée » syndicale et politique qui suit les grèves du printemps : le manque de cadres se fait nettement sentir, et les organisations préfèrent ne pas voir s'expatrier les anciens militants capables d'encadrer les nouveaux venus[167]».

Cependant, il n'y a aucune trace ni évocation d'une interdiction émise par le PCF à propos des départs de militants vers l'Espagne. *Paix et Liberté* rend compte de la présence de « volontaires marseillais » dès la mi-août et *L'Humanité* traite plusieurs fois du sujet, sans s'étendre, par la photographie, en identifiant à chaque fois le sujet : « volontaires italiens », « camarades allemands », « ambulance française », etc., en leur octroyant la première page par deux fois en septembre 1936[168].

---

[161] « Pour l'Espagne libre Souscrivez ! » in *Le Drapeau Rouge. Organe du PC SBIC* du 1er août 1936, p. 1.
[162] « De nombreux camarades belges et français rejoignent les rangs des milices espagnoles » in *La Jeune Garde* n°3 du 29 août 1936, p. 2.
[163] « Trois camarades, membres de l'exécutif JGS de Bruxelles, sont encore partis en Espagne pour remplacer les deux vaillants tués sur le front d'Irun » in *La Jeune Garde JGS. Hebdomadaire de la FN des Jeunes Gardes Socialistes* n°4, 19 septembre 1936, p. 3 ; « Morts pour la liberté ! » in *Le Drapeau Rouge. Organe du PC SBIC* du 12 septembre 1936, p. 1.
[164] PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary. Tom Wintringham, 1898-1949. Enlarge, revised and updated Edition*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2012 (2004), p. 112.
[165] *Idem*, p. 113.
[166] PETROU (Michael), *Renegades. Canadians in the Spanish Civil War*, Vancouver, UBC Press, 2008, p. 39.
[167] SCHWEITZER (Sylvie), « Les ouvriers des usines Renault de Billancourt et la guerre civile espagnole » in *Le Mouvement Social* n°103 avril-juin 1978, p. 116.
[168] « À Barcelone, devant l'Hôtel Colon, devenu le siège du Parti Socialiste Unique (sic) de Catalogne, un groupe de volontaires marseillais » in *Paix et Liberté* n°28 du 16 août 1936, p. 2 ; *L'Humanité* du 8 septembre 1936, p. 1 ; *L'Humanité* du 8 septembre 1936 ; *L'Humanité* des 14 septembre 1936, p. 1 et *L'Humanité* du 17 septembre 1936, p. 1 ; *L'Humanité* du 27 septembre 1936.

L'Humanité avait d'ailleurs annoncé le 7 août, avec une certaine légèreté, que le gouvernement français autorisait la formation de groupes de volontaires pour venir en aide aux travailleurs ibériques, le journal se félicitant de cette initiative :

> Dans un magnifique mouvement de solidarité les travailleurs ont commencé à réunir de l'argent pour les républicains espagnols, à préparer l'envoi de produits médicaux, à organiser le départ de centaines de femmes françaises comme infirmières en Espagne. Certes, ce n'est qu'un début. Le gouvernement français autorise la formation de groupes de volontaires pour venir en aide aux travailleurs ibériques : de tels groupes se formeront nombreux, et nous sommes sûrs que les « volontaires de la liberté » afflueront non seulement en France, mais d'autres pays aussi[169].

Indiscutablement, le PCF fut immédiatement très impliqué dans les événements espagnols, sujets de plus de 300 meetings en France durant les deux premiers mois[170]. Dès le 10 août, trois délégués spéciaux nommés par le Bureau Politique étaient envoyés dans les régions limitrophes de l'Espagne pour organiser la solidarité et comme correspondants directs[171]. D'autre part, les séjours de dirigeants communistes français en Espagne étaient déjà nombreux avant le déclenchement de la guerre civile, du fait de la situation de semi- tutelle du PCE vis-à-vis du PCF. Dès le mois d'août, ce dernier avait dépêché en Espagne plusieurs membres du Bureau Politique. Jacques Duclos fit au moins deux séjours en Espagne durant l'été 1936, à Irun en août et à Madrid en septembre[172].

Début septembre, Maurice Thorez lui-même se rendit en Espagne, séjour très probablement décidé de son propre chef, en compagnie d'Émile Dutilleul. En effet, son rapport présenté au secrétariat du Komintern à Moscou le 16 septembre 1936 porte étonnamment à la fois sur la situation en France et en Espagne, venant sur ce point doubler le rapport demandé à André Marty et présenté par lui début octobre[173].

La connaissance des dirigeants communistes français de la situation espagnole fut de ce fait sûrement supérieure à celle de la diplomatie soviétique et du Komintern, en

---

[169] « La lutte du Peuple espagnol pour la liberté » in *L'Humanité* du 7 août 1936, p. 3 ; « Le peuple français remplit son devoir de défense de la République espagnole. Lettre de la frontière franco-espagnole » in *La Correspondance Internationale* n° 35 du 8 Août 1936, pp. 961-962.
[170] RGASPI 517.1.1801 : *Discours de Maurice Thorez Secrétaire Générale du PCF* [Rapport de Thorez devant le secrétariat du Komintern] Moscou, 19 septembre 1936, p. 30.
[171] Calas dans les Pyrénées-Orientales, Guillieminaut en Haute Garonne, Seinforin dans les Hautes-Pyrénées. RGASPI 495.18.1139 : *Décision du secrétariat* [du CC du PCF] *du 10 août 1936.*
[172] DUCLOS (Jacques), *Mémoires. Tome 2 : 1935-1939 Aux jours ensoleillés du front populaire*. Paris, Fayard, coll « Les grandes études contemporaines » 1969, p. 171.
[173] Dans son journal, à la date du 13 septembre, Dimitrov relevait lui-même l'incongruité de ces initiatives parallèles. DIMITROV (Georgi), *Journal 1933-1949*, Paris, Éditions Belin, 2005, p. 158.

communication avec l'Espagne par le biais de ses délégués, le hongrois Ernö Gerö à Barcelone et l'italo argentin Codovilla à Madrid puis Valence.

De fait, les premiers projets combattants solidaires depuis l'étranger ne furent pas le fait du Komintern mais d'une intervention progressive et diffuse de ses périphéries, avec l'accord et le soutien du PCF.

2. Les premières expériences du feu : Irun et le Pays Basque

Des militants communistes désireux de se rendre en Espagne pour combattre, via la section espagnole de la MOI, consultèrent plusieurs dirigeants du PCF[174]. Des filières de passage vers l'Espagne furent notamment installées à travers les Pyrénées par les soins des militants communistes du Roussillon. Ce service clandestin eut pour premier objet de faire parvenir en Espagne des spécialistes et des ingénieurs militaires[175]. Le 31 août 1936, un contingent d'une quarantaine de volontaires français, accompagnés du député communiste parisien Berlioz, arrivait à Barcelone pour rejoindre le PSUC ; tous étaient munis de papiers espagnols en règle[176]. Durant l'été 1936, Lise London travaille au bureau de la MOI au 120 rue Lafayette. Elle rapporte dans ses mémoires que la MOI fut littéralement assaillie de demandes de postulants pour l'Espagne en septembre 1936[177]. Elle avait comme instruction de notifier aux volontaires de se regrouper et d'attendre « le feu vert » et d'en diriger certains vers les offices de l'ambassade d'Espagne à Paris. Le comité Franco-espagnol (section hispanophone de la MOI) fut évidemment le premier concerné[178].

Durant la même période, le Pays Basque attire également des initiatives militaires organisées depuis l'étranger. Un grand nombre d'étrangers, dont de nombreux Belges, se rendirent durant l'été 1936 à Saint Sébastien (Donostia), Bilbao et Irun. La MOI parisienne avait d'ailleurs chargé l'un d'entre eux de s'enquérir à Irun des besoins « réels » des

[174] CERETTI (Giulio), *A l'ombre des deux T. 40 ans avec Maurice Thorez et Palmiro Togliatti*, Paris, Julliard, 1973, p. 166 ; SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le Ministre de l'Intérieur DGSN à Monsieur le Ministre de la DN et de la G - EMA - 2ème Bureau SCR. Volontaires de retour d'Espagne [Déclaration de Chaverou Paul] Alger, 8 avril 1937 ; Le Ministre de l'Intérieur DGSN à Monsieur le Ministre de la DN et de la G - EMA - 2ème Bureau SCR. Volontaires de retour d'Espagne [Déclaration de Bourel Charles] Paris, 27 avril 1937 ; 19ème Corps d'Armée. EM 2ème Bureau. Compte-rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié d'Espagne. Alger, avril 1937.
[175] IISG Papiers Antoine Espigoulet : « 1936-1939. Souvenirs de la Guerre Civile d'Espagne… » Antoine Espigoulet, Perpignan, 1939, p. 7.
[176] IISG FAI PE 15A2 Dossier 64. *Voluntarios franceses 1936-1937*.
[177] LONDON (Lise), *Le printemps des camarades*, Paris, Seuil, coll. « Mémoire », 1996, pp. 237-238 et 242.
[178] CERETTI (Giulio), *A l'ombre des deux T. 40 ans avec Maurice Thorez et Palmiro Togliatti*, Paris, Julliard, 1973, p. 166.

Espagnols[179]. L'impréparation et l'absence de contact en Espagne donnèrent lieu à de nombreuses difficultés. Un des premiers groupes de communistes italiens fut arrêté et ils furent tous emprisonnés par les miliciens espagnols à la frontière d'Hendaye, leur libération fut obtenue depuis Paris par le PCI via les autorités miliciennes de Saint Sébastien[180]. Le PCF suivit attentivement les opérations autour de San Marcial, Hernani et Irun ; les présences de Marty et de Duclos à Irun sont assurées, c'est-à-dire les deux dirigeants assurant les liaisons entre PCF et PCE depuis 1931-32[181]. Giulio Cerretti affirme que la défense du Pont international, confiée à une forte compagnie de volontaires majoritairement polonais et venus expressément de France, avait été une initiative de la MOI, autorisée par le PCF[182]. Contrairement à l'envoi de spécialistes ou de matériel autorisé durant l'été par le PCF, les projets militaires entrepris isolément par le PCI et par la MOI sortent donc du cadre du simple soutien opérationnel et logistique et s'inscrivent de plein pied dans une démarche de volontariat international.

Durant le mois de septembre, après la chute d'Irun, le PCF opéra un transfert de son personnel vers la Catalogne. Les survivants étrangers furent évacués, regroupés puis orientés vers Barcelone et Figueras, d'autres rejoignirent l'escadrille *España*. Ces militants désormais vétérans furent largement mis à contribution dans l'organisation des convois de volontaires vers la Catalogne puis Albacete[183]. Le militant communiste italien Palladino fut chargé début août de la presse du PSUC et du contrôle des volontaires italiens venant s'engager dans la caserne *Carlos Marx*[184]. Fin septembre le comité militaire du PSUC le chargeait avec le français Marie du passage de la frontière des volontaires étrangers et des arrivées d'armes.

[179] RGASPI 545.6.476 : Lettre de Mauro Nasi à Bonora. Paris, 18 août 1936.
[180] RGASPI 545.6.476 : Lettre du comité d'aide aux Espagnols, 8 avenue Mathurin Moreau. [Nasi] à Barbaza Albert.
[181] RGASPI 495.18.1117 : *Secrétariat de l'IC Réunion de l'IC.* Rapport d'André Marty, 10 octobre 1936, pp. 34-35 ; ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO (Marta), *Queridos camaradas…, op. cit.,* p. 86. Si la raison de la présence de Duclos vers le 25 août 1936, soit deux jours avant l'assaut des Navarrais contre la ville, demeure inconnue, rien ne prouve que Marty y ait eu un rôle militaire et aucun témoignage ne parle de lui comme chef des « volontaires communistes français » comme l'affirme pourtant Antony Beevor. BEEVOR (Antony), *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2008 [2006], p. 220.
[182] CERETTI (Giulio), *A l'ombre des deux T…, op. cit.,* p. 168 ; Archives privées Skoutelsky. Témoignages de Giulio et Georges Cerreti « Paul » recueillis par Alain Guérin à Castiglioncello le 30 mai 1971 ; « Han llegado a Hendaya numerosos voluntarios extranjeros » in *La Vanguardia* du 15 août 1936, p. 15.
[183] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le Ministre de l'Intérieur DGSN à Monsieur le Ministre de la DN et de la G - EMA - 2ème Bureau SCR. Volontaires de retour d'Espagne [Déclaration de Chaverou Paul] Alger, 27 avril 1937.
[184] RGASPI 545.2.306 : Courrier de *Rouge Midi* à Palladino et à la rédaction de *El Miliciano Rojo*. 16 septembre 1936.

Ces premiers volontaires étaient réunis au château San Fernando de Figueras, lieu de concentration des volontaires communistes durant l'été 1936[185].

3. Les projets communistes de volontariat combattant durant l'été 1936

Ce fut sans conteste le PCI qui, le plus tôt et le plus activement, se préoccupa d'organiser un système d'envoi de volontaires vers l'Espagne. Le PCI avait refusé de s'associer aux démarches des giellistes, sur demande de l'IC d'après Carlos Serrano, considérant l'initiative comme « politiquement pas claire et quasi provocatrice[186] ». Le partenaire recherché était alors le PSI, avec lequel une déclaration commune était signée le 19 août 1936 dans *Il Grido del Popolo*, pour rendre hommage aux volontaires italiens partis en Espagne sans toutefois faire mention de la principale formation italienne, la *Sezione Italiana*[187].

Paolo Spriano affirme que ce fut vers la fin du mois de septembre que le CC du PCI, en présence de dirigeants du PCF et de « Medina », s'intéressa à la formation d'une colonne « plus grande que celle de Rosselli[188]». Revenant d'Espagne, Teresa Noce (« Estella », épouse de Luigi Longo) déclarait au CC du PCI : « Oggi i compagni spagnoli chiedono a noi un nuovo contingente di quadri : chiedono 1 000 compagni. In qualche giorno piú di 700 compagni si sono già offerti per combattere a fianco dei fratelli spagnoli[189]». Cette déclaration put avoir lieu légèrement plus tôt, durant le mois d'août. En effet, au 15 août, des volontaires communistes italiens étaient enregistrés sur des listes à Grenoble, Marseille, Toulouse et Paris, tandis que de nombreux autres étaient déjà partis[190]. La documentation laissée par le PCI et le Comité italien d'aide à l'Espagne à Paris donne un aperçu inestimable de l'organisation des départs des volontaires vers l'Espagne. Au minimum cinq départs furent

[185] RGASPI 545.2.142 : *Copia del informe al SIM delegación Levante*, [illisible] *con fecha de 6 de febrero 1938* [illisible] *de esta sección SIM Valencia BI* [illisible] [illisible] Levante. 5 mars 1938.
[186] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.,* p. 16 ; SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol…, op. cit.,* p. 53.
[187] *Il Grido del Popolo* du 19 août 1936, p. 1.
[188] SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano…, op, cit.,* p. 94.
[189] *Aujourd'hui, les camarades espagnols nous demandent un nouveau contingent de cadres: ils veulent 1 000 camarades. En quelques jours, plus de 700 camarades ont déjà proposé de combattre aux côtés des camarades espagnols*. Cité in : SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano…, op, cit.,* p. 94.
[190] RGASPI 545.6.477 : *Liste des spécialistes volontaires pour l'Espagne* [début août 1936] ; *Lista dei probabli partenti* [vers le 15 août 1936] ; Courrier de Mauro Nasi et Michele Bizzoni à un postulant italien au volontariat en Espagne. Paris, 18 août 1936.

organisés en août 1936 depuis Paris, concernant au moins 296 militants et sympathisants communistes Italiens[191].

Fin août, une douzaine de militants communistes italiens s'étaient quant à eux agrégés au convoi parisien organisé par *Giustizia e Libertà*[192]. Le premier départ organisé en commun par le PCI et le PSI est daté du 21 août 1936, à destination du front d'Aragon, patronnés par les journaux *Il Grido del Popolo* et *Nuovo Avanti*[193]. À partir du 4 septembre, le recrutement et l'envoi de volontaires communistes fut interrompu durant un mois, jusqu'au 30 septembre[194].

L'autre « grand » parti communiste en exil en France, le KPD, eut une approche analogue. Dès le début du mois d'août, le KPD avait incité ses membres à rejoindre l'Espagne et un premier groupe de communistes allemands, dont l'ex-député du Reichstag Hans Beimler arrivait le 4 août à Barcelone[195]. Des volontaires communistes allemands s'étaient déjà organisés en Catalogne, pour partie issus de la colonie allemande de Barcelone et membres du PSUC et immédiatement rejoints par un groupe venu de France sous la direction Albert Schreiner (« Albert Schindler »), Hermann Geisen et « Moritz », et en relation avec le KPD[196]. Tandis que certains se dispersèrent dans les services allemands à l'arrière, comme Hans Beimler, les deux groupes miliciens convergèrent le 1er septembre 1936 dans la création d'une centurie exclusivement étrangère intitulée *Thälmann* au sein de la Colonne Carlos Marx, projet souhaité par les militants du KPD venus de France. Cette création fut fort mal vécue par les miliciens allemands du PSUC. Ces derniers s'opposèrent initialement à la fusion imposée par les « nouveaux venus » de Paris, en arguant de leur préférence à demeurer parmi leurs camarades espagnols, notamment pour les former, mais en reprochant également au

[191] Statistiques établies selon l'organisation et la gestion des départs organisés par le PCI à Paris durant cette période. RGASPI 545.6.477. *Liste des spécialistes volontaires pour l'Espagne* [début août 1936] ; *Lista dei probabli partenti* [vers le 15 août 1936] ; 545.6.476 : *Lista dei Partiti al 15 Agosto 1936* ; Courrier de Mauro Nasi et Michele Bizzoni à un postulant italien au volontariat en Espagne. Paris, 18 août 1936. ; *Italianos salidos para Tardienta el dia 21 8 1936* ; *Partiti il 28/9/36* ; *Lista dei compagni partiti* [sur les départs des 28, 31 août et 3 septembre 1936].

[192] RGASPI 545.6.476 : *Lista dei compagni partiti* [sur départs des 28, 31 août et 3 septembre 1936].

[193] RGASPI 545.6.476 : *Italianos salidos para Tardienta el dia 21 8 1936.*

[194] Riccardo Formica (Aldo Morandi) signale dans ses mémoires que le Komintern avait interdit aux volontaires italiens de gagner l'Espagne, ce qui semble effectif uniquement pour cette période. MORANDI (Aldo), *In nome della libertà. Diario della guerra di Spagna*. Mursia Editore, Milano, 2002, pp. 26-27.

[195] ZUR MÜHLEN, (Patrik von), *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im Spanischen Bürgerkrieg 1936 bis 1939*. Bonn, VerJag Neue Gesemmschaft, 1983, p. 209 ; STRUDER (Brigitte), *Un parti sous influence…, op. cit*., note 56 p. 490.

[196] ZUR MÜHLEN, (Patrik von), *Spanien war ihre Hoffnung… op. cit.*, p. 209. RGASPI 545.3.98 : *Gruppe Thaelmann. Die Ereignisse der ersten Wochen nach dem 19. Juli 36.* Par Werner Hermelin. S.d.

projet son caractère « arrogant » vis-à-vis des Espagnols[197]. Malgré l'envoi d'une délégation de miliciens du front vers Barcelone pour rediscuter du projet, les Allemands furent tous réunis dans la centurie et envoyés au front de Tardienta, sous l'ermitage de Santa Quiteria. La formation allemande fut incontestablement une sorte d'avant-projet des Brigades internationales, en étant la première formation étrangère en Espagne à avoir édité son propre journal, *Die Rotesturmfahne* et à développer autour d'elle une publicité internationale. La centurie (dite « Kolonn » à l'étranger) *Thälmann* reçut visites et soutiens, de Ludwig Renn à Heinrich Mann et parvint, par sa promotion à l'extérieur de l'Espagne, à susciter des vocations, parfois venus de fort loin[198].

Jusqu'à la fin septembre 1936, le PCF eut à l'endroit du volontariat combattant une position ductile. Sans jamais évoquer publiquement la question ni laisser de traces de discussion sur le sujet, le PCF fut pourtant directement touché par la question, ne pouvant ignorer que de très nombreux français et immigrés communistes combattaient en Espagne, et les visitant parfois, comme à Irun puis à Madrid, mais sans en encourager le principe.

Ces présences communistes combattantes avaient toutes émergé des périphéries du Komintern et en France. L'IC s'était chargée de soutenir les efforts d'organisation militaire du PCE à travers sa grande réalisation paramilitaire : le fameux *Quinto Regimiento*, le Cinquième Régiment des milices populaires.

4. Le Komintern se mobilise pour le *Quinto Regimiento* à Madrid

En juillet 1936 le PCE jetait les bases d'une unité militaire encadrée initialement par les officiers de son association militaire clandestine *Unión Militar Republicana Antifascista* (UMRA) : le *Quinto Regimiento de milicias Populares*, constitué sur une base de miliciens volontaires. Le « régiment » consistait en fait en une véritable division organique servant de centre d'enrôlement, d'instruction et de dépôt pour des unités combattantes auquel il donne naissance. Il fut avant tout un organisme madrilène, débordant en Andalousie et en Castille-la-Manche. À sa tête furent nommés Enrique Castro Delgado, membre du CC du PCE puis l'italien Vittorio Vidali « Carlos Contreras » qui en devint le commissaire politique.

[197] RGASPI 545.3.98 : *I. Gruppe Thalmann. Bericht des Gen[ossen] W. Hermelin*. Albacete, sans date.
[198] Trois frères danois firent le trajet à vélo pour pouvoir s'y enrôler.

Le Komintern envoya de nombreux cadres auprès du PCE madrilène, dont Luigi Longo dit « Gallo » dans les premiers jours d'août 1936, auprès du PCE à Madrid puis comme délégué auprès de la centurie *Gastone Sozzi*, avant de rentrer en France en septembre pour soumettre son rapport auprès du CC du PCI et recruter des spécialistes militaires pour le PCE[199]. Le PCF avait, quant à lui, envoyé le militaire de réserve Vital Gayman « Vidal » le 20 août comme chargé de mission auprès du *Quinto Regimiento*[200]. Parmi les instructeurs figuraient des communistes portugais (Oliveira), italien (Arturo Zanoni), hongrois (lieutenant-colonel « Blanco » (Deszö Fried) venant d'Union Soviétique et ancien officier de l'armée austro-hongroise) et allemand (Wilhelm Zaisser dit « Gómez »)[201]. « Kleber » (Manfred Stern, Bukovinien procédant également d'Union Soviétique et ancien officier de l'armée austro-hongroise) fut quant à lui envoyé en Espagne par Manuilsky comme lien entre le Komintern et le CC du PCE pour les questions militaires et arrivait le 15 septembre à Madrid. Il fut finalement chargé de la section des opérations de l'état-major du *Quinto Regimiento* puis de la direction de son dépôt divisionnaire à Albacete.

Largo Caballero avait été sondé, peut-être dès le mois d'août lors de sa rencontre avec Jacques Duclos puis avec André Marty en septembre[202]. D'après Vital Gayman, c'est à cette occasion que l'idée d'une formation internationale lui avait été suggérée par André Marty. Il s'agissait de la réunion des étrangers présents à Madrid, pour la plupart issus des centuries internationales de la colonne *Llibertat* parvenue dans la capitale consécutivement. Dites « unités spéciales des volontaires étrangers », elles étaient destinées à « tirer le rendement maximum des connaissances, du dévouement de l'esprit de sacrifice qui animent ces

[199] RGASPI 545.3.1634 : *Biographies des commandants de la XIIe*. Sans date ; 545.1.71 : Autobiographie de Luigi Longo, p. 2. [février 1937] ; LONGO (Luigi), *Las Brigadas Internacionales en España*. Mexico, Ediciones ERA, 1966, p. 42.

[200] SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman sobre la Base de las Brigadas Internacionales (1936-1937) » in *Estudios de Historia Social* n°50-51, 1989, p. 315.

[201] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou. p. 10 ; 495.74.206 : Rapport de M. Fred [Manfred Stern] sur le travail en Espagne. 14 août 1937 ; Cité in RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.), SEVOSTIANOV (Grigory), *España traicionada. Stalin y la Guerra civil*, Barcelone, Planeta. Historia y Sociedad, 2002, Document 60, pp. 357-359 ; SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 1, *op. cit*., p. 308.

[202] Le premier avait été mandaté avec Zyromski (SFIO), Henaff (CGT) et Brantig (PS de Suède) par la conférence européenne pour la paix du 13 août 1936 et rencontrait durant son séjour, André Malraux, Largo Caballero, Luis Companys et des dirigeants du PCE. André Marty fit quant à lui partie, avec André Ribard (de *Paix et Liberté*), de la délégation élue lors du meeting pour l'Espagne du 3 septembre 1936 au Vel d'Hiv et il rencontra à peu de chose près les mêmes interlocuteurs que Duclos.

volontaires »[203]. Largo Caballero semble s'être opposé à ce projet, y voyant « une manœuvre de la IIIème internationale», mais sans interrompre sa mise en place à Madrid[204].

La petite centurie *Commune de Paris*, déjà largement popularisée à Madrid sous le nom de « Colonne de Paris » devint bientôt une « compagnie française », à la caserne madrilène de la Montaña, commandée par le français Jules Dumont et fut rejointe par d'autres volontaires venus de France en septembre. Deux volontaires parisiens ont confirmé le projet suggéré par André Marty de « regrouper tous les Français se trouvant dans les différentes colonnes espagnoles et d'en constituer une unité[205]». La centurie *Commune de Paris* combattit tout d'abord près de Tolède, en repli permanent, ensuite de Brunete à Madrid où elle fut chargée de la défense du Pont des Français jusqu'à la mi-octobre où ses 157 membres demandèrent à rejoindre la Colonne internationale à Albacete[206]. La *Gastone Sozzi* participa quant à elle aux combats d'Estrémadure, sur la côte 1300 près de Real Ciniciento et de Pelahustan puis Talavera, avant d'être elle aussi prise dans la déroute des forces républicaines devant Madrid. En octobre, elle était engagée dans les combats de Chapineria[207]. Fin octobre, les deux centuries étrangères rejoignaient la *Columna internacional* du *5° Regimiento de Milicias populares* à Albacete, c'est-à-dire la première brigade internationale[208]. À la même période, le *Quinto Regimiento* prit en charge la constitution de deux « brigades de choc » dont la première, dénommée *Brigada de la Victoria*, fut confiée à Lister. Il avait été prévu que ses quatre bataillons recevraient chacun une compagnie internationale sur la base de celle de la colonne *Llibertat*[209].

Quoi qu'il en ait été, ces projets étaient fondamentalement différents, dans leur nature et leurs intentions, des soutiens militaires apportés par le Komintern. L'encadrement par des spécialistes étrangers des formations miliciennes du *Quinto Regimiento* n'a donc absolument rien à voir avec les autres manifestations du volontariat combattant ayant eu cours en Espagne républicaine durant la guerre civile. Il s'agit d'un projet strictement technique et

[203] SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman…», *op. cit.,* pp. 313-315.
[204] RGASPI 545.3.401 : *Sur le Bataillon « Commune de Paris »*, par Pierre Rébière, mars 1937, p. 16.
[205] « Un volontaire de la liberté : Alfred Brugère (dit Frédo) par le Lieutenant-Colonel D... [Dumont] in *L'Avant-Garde. Journal du front* n°5 du 24 avril 1937, p. 2.
[206] RGASPI 545.2.341 : Courrier de Lister au commandant du bataillon *Commune de Paris*. Madrid, 22 octobre 1936.
[207] RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe sobre la actividad de la XII y de la XII Garibaldi*, p. 41 ; 545.2.170 : *Antes de ceder, morir !* Par Francesco Leone. Sans date ; 495.74 .206 : Rapport de M. Fred [Manfred Stern] sur le travail en Espagne. 14 août 1937 in RADOSH (Ronald) et *alii*, *España traicionada…, op. cit*., Document 60, pp. 367-368.
[208] Marque postale n°117 citée in HELLER (Ernst), *La historia y el servicio postal de las Brigadas Internacionales*, Madrid, Lindner Filatélica Ibérica, 2007, p. 266.
[209] RGASPI 545.2.170 : *Hechos. Centuria « Commune de Paris »*.

secondairement politique, dans l'affermissement de la position du PCE en Espagne *stricto sensu*.

Conclusion

Plusieurs projets hétéronomes ont précédé les Brigades internationales, projets dont la vocation militaire ne fut pas toujours évidente. Malgré le glissement progressif des formes de la solidarité vers l'intégration de l'idée de volontariat combattant, la réalisation de projets collectifs cohérents, tout autant que le volontariat individuel, se sont heurtés à des obstacles le plus souvent insurmontables ou participant à la limitation drastique des initiatives. Pris dans sa globalité, le volontariat combattant fut durant l'été 1936 un fait relativement marginal, très dépendant de facteurs dynamiques contribuant à son émulation : les départs d'Espagnols immigrés et le volontarisme de l'immigration antifasciste italienne essentiellement. Si individuellement sa spontanéité n'est pas discutable, le volontariat a nécessité, pour devenir un phénomène massif et durable d'être suggéré, incité, accompagné, voire suscité.

Chapitre 7. Du projet communiste français de Colonne internationale au projet kominternien de Brigades internationales

Il est indéniable que le Komintern fut le créateur, l'organisateur et le recruteur des Brigades internationales. D'autre part, leur mise en place en Espagne correspond exactement au changement de l'attitude soviétique et à la décision de Moscou d'apporter un soutien militaire au gouvernement légitime espagnol tandis que les opérations militaires étaient défavorables aux Républicains. La question d'un contrôle soviétique sur ces dernières doit être relativisé sur un premier point : les Brigades internationales furent militairement placées au service direct de l'armée républicaine espagnole tout en étant communistes dans leur inspiration, leur direction et leur encadrement et au service de la politique approuvée par le Parti[210]. La maturation de ce projet politico-militaire fut la résultante de plusieurs initiatives distinctes au sein de l'Internationale Communiste, non pas parallèles mais bien au contraire perpendiculaires, aboutissant à un « bricolage » à la fois militant et militaire relativement éloigné du projet initial[211].

A. La diplomatie soviétique et l'intégration du volontariat combattant comme vecteur de la solidarité communiste en septembre 1936

En septembre 1936, la nature de la solidarité internationale avec l'Espagne républicaine avaient considérablement changé. Cette mutation a débouché le mois suivant sur une double intervention, d'une part, nationale du fait de l'arrivée de forces militaires soviétiques et, de l'autre, transnationale, par la survenue de volontaires provenant très majoritairement de France. Ces deux initiatives furent le produit d'un aggiornamento de la politique extérieure soviétique opéré par un double mouvement : la mobilité du centre décisionnel soviétique jusque-là stationnaire et l'action d'une dynamique provenant d'un pôle de sa périphérie française. Cette évolution en congruence a permis la transformation d'un

[210] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 3, *op. cit.,* p. 2870.
[211] SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas…, op. cit.*, p. 51 ; ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses …, op. cit*, p. 123.

projet périphérique en un vecteur fondamental de l'action soviétique en Espagne et par le monde, via le Komintern.

1. L'URSS et la question espagnole

D'après la plupart des auteurs, la position soviétique évolua vers le 14 août, soit après le constat du refus français de prêter main forte au gouvernement espagnol et la preuve d'un soutien militaire, au moins italien, aux rebelles. Staline, alors en villégiature à Sotchi, émet le vœu d'une aide militaire « indispensable et discrète » soviétique pour l'Espagne[212]. Les difficultés d'un soutien direct militaire soviétique furent rapidement pointées par Litvinov, faisant état de la distance mais également des dangers qu'une telle décision provoquerait en Europe tandis que l'URSS essayait au contraire de renforcer le système de sécurité collectif et de rassurer ces interlocuteurs[213]. Malheureusement, le Journal de Dimitrov est muet sur l'Espagne avant cette date mais il fait état le 31 août de la décision suivante : « Envoyer les émigrés espagnols de l'Amérique et d'autres pays en Espagne » assortie de la précision de « (pilotes, aide matérielle à l'Espagne) »[214]. L'évolution est dès lors indéniable et le 2 septembre, Staline avalisait, par téléphone depuis Sotchi, les consignes politiques adoptées par le Politburo à propos de l'Espagne[215]. Il faut relier cette inflexion au fait que la stabilité gouvernementale était désormais assurée en Espagne, consécutivement à la formation du nouveau gouvernement républicain le 6 septembre.

Cette révision radicale de l'attitude soviétique, qui allait faire du volontariat combattant un pan majeur de sa nouvelle stratégie solidaire, fut entièrement dépendante du constat d'échec de la politique de non-intervention suivie jusqu'ici par l'URSS. En septembre, la perspective d'une rencontre internationale et d'un changement de l'attitude française vis-à-vis de la non-intervention semblaient improbables tandis que la situation de la République s'aggravait. Les interventions italo-allemandes, l'hostilité de la diplomatie britannique, l'offensive vers Madrid et la chute d'Irun exigeaient une décision rapide et une assistance militaire immédiate. La décision du Komintern du 18 septembre 1936 constitue une étape logique dans le processus graduel et mesuré de soutien à la République espagnol en évitant l'implication dans le conflit. La nouvelle position soviétique de défiance face au sein du

[212] BIZCARRONDO (Marta) et ELORZA (Antonio), « Las Brigadas Internacionales. Imagenes dese la izquierda » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea* n° 56, Vol. 4, 2004, p. 74.
[213] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO (Marta), *Queridos camaradas…, op. cit.,* p. 460.
[214] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 153.
[215] *Idem*, pp. 153-154.

Comité de non-intervention et au sein du sous-comité de Londres le confirme amplement. Selon Ángel Viñas, l'URSS avait également parfaitement perçu l'intérêt de s'opposer à la non-intervention et de s'appuyer sur l'opinion publique française pour obliger le gouvernement de front populaire de Léon Blum à adopter une position de fermeté[216].

En considérant, d'une part les besoins militaires immédiats du gouvernement espagnol et, d'autre part, la nécessité de faire évoluer la France, mais également le Royaume-Uni et la Belgique, par la pression des opinions publiques de ces démocraties, l'URSS devait adopter une stratégie gagnante sur ces deux aspects. En intervenant directement par des moyens militaires modernes, l'Union Soviétique donnait un avertissement à l'Allemagne tout en faisant la démonstration à la France qu'elle était un allié fiable et attentif à la sauvegarde de la sécurité collective. D'autre part, cela démontrait à l'opinion publique mondiale, et à la population soviétique, que l'URSS n'abandonnait pas le prolétariat espagnol. Ainsi, Antonio Elorza et Ángel Viñas soutiennent qu'il y eut en 1936 une « communauté » d'intérêts entre URSS et démocraties occidentales et une « convergence » d'intérêts entre la République espagnole et l'URSS[217]. Face à l'agressivité italo-allemande, l'Union Soviétique pouvait réintégrer le champ diplomatique européen par la porte de l'Espagne et par une démonstration de puissance limitée et proportionnelle, qui assurait sa situation dans un nouveau pacte de sécurité collective européen que les événements espagnols auraient suscités. Quoi qu'il en soit, Ángel Viñas relève avec raison que les démarches soviétiques en Espagne furent toujours marquées par la prudence et la possibilité d'être infléchies, de faire marche arrière ou arrêtées[218].

L'installation d'une colonne internationale de volontaires permettait une redéfinition « active » de la solidarité envers la république en y ajoutant un volet absent, ou plutôt contenu, durant l'été comme une pièce venant contester la non-intervention sans la remettre en cause, et peut-être, de démontrer son caractère caduque. Silvio Pons présente la nouvelle position soviétique comme une « combinaison paradoxale d'interventionnisme et d'isolationnisme » déterminée par sa propre sécurité[219]. Pour cet auteur, il s'agit très

[216] VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República…, op. cit.*, p. 346.
[217] ELORZA (Antonio), «Stalinisme et internationalisme en Espagne, 1931-1939 » in WOLIKOW (Serge) et CORDILLOT (Michel) (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1993, p. 198 ; VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República…, op. cit.,* p. 440.
[218] VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República…, op. cit.*, p. 278.
[219] PONS (Silvio), « La diplomatie soviétique, l'antifascisme et la guerre civile espagnole » in BLETON-RUGET (Annie) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du front populaire*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon - IHC CNRS UMR 5605, 1998, p. 63.

rapidement, dès janvier 1937, non pas de soutenir l'Espagne mais d'une tentative de prolongation du conflit en évitant une défaite rapide de l'Espagne de manière à déplacer l'épicentre de nouvelles crises sur des points névralgiques de la scène européenne en attendant l'inévitable guerre[220]. Il semble indéniable que, pour Staline, les Brigades internationales ne constituaient, début 1937, plus qu'un objet périphérique. Celles-ci n'étaient pas même abordées lors des discussions tenues avec l'ambassadeur espagnol Marcelino Pascua, à Moscou le 3 février 1937[221].

Le volontariat combattant fut un moyen circonstanciel employé par le Komintern comme levier pour la mobilisation des masses qui demeura étroitement dépendant de la diplomatie soviétique. Il fut intégré en septembre 1936 comme un dispositif utile dans une certaine conjoncture, en correspondance avec les demandes des partis communistes européens dont en premier lieu le PCF. De fait, ce dernier constituait depuis juillet 1936, autour de Maurice Thorez, le véritable centre névralgique de la solidarité internationale communiste avec l'Espagne républicaine.

2. Le projet « français » de Maurice Thorez

Dès la fin août 1936, la commission technique de coordination demandée par le Komintern et mise en place en France relevait ses propres limites et soulignait les contradictions de son cadre directeur. En l'état actuel des découvertes documentaires, nous ne disposons que des échanges de la deuxième séance plénière de la commission du 26 août 1936, réunissant Harry Pollitt, Maurice Thorez, André Marty et Pedro Checa[222]. Convoquée à la suite d'une demande orale du Komintern, la Commission fut chargée des questions « spéciales » d'acheminements clandestins vers l'Espagne et s'est réunie probablement irrégulièrement, ses membres étant eux-mêmes forts occupés[223]. Thorez avait été chargé des « démarches politiques », Marty du « travail spécial », Pollitt des questions internationales et l'Espagnol Checa avait été investie des fonctions de secrétaire. La commission fut suspendue début septembre, sur le constat conjoint de Maurice Thorez et de Pedro Checa de la nécessité d'une efficacité accrue, donc d'un changement drastique de méthode dans l'expression de la

[220] PONS (Sylvio), *Stalin and the Inevitable War…, op. cit.*, pp. 42-76.
[221] VIÑAS (Ángel), *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*. Barcelone, Crítica. 2007, pp. 334-350.
[222] Les notes d'André Marty constituent une source exceptionnelle et unique, la sténographie ayant été prohibée lors de la réunion. RGASPI 495.74.510 : *Séance plénière de la commission – Deuxième séance 26 août.* Notes d'André Marty, 1er septembre 1936.
[223] La commission s'occupa notamment des transferts ferroviaires entre la poche d'Irun et la Catalogne.

solidarité communiste avec l'Espagne, contestation à laquelle s'opposa André Marty. De fait, les sujets abordés par les participants dépassèrent très largement le domaine des tâches opératives et ils avaient, à des degrés divers, fait part de leurs très grandes inquiétudes sur l'évolution de la situation en Espagne, l'attitude pusillanime du gouvernement de Front populaire et des mots d'ordres communistes, notamment lors de la manifestation de Buffalo où la foule et quelques orateurs se montrèrent plus déterminés par les intervenants communistes[224].

Selon Carlos Serrano et Serge Wolikow, ce hiatus entre les positions et intérêts respectifs du PCF et du Komintern correspondait à une orientation voulue par ce dernier[225]. Néanmoins, les discordances furent probablement plus fortes que prévues ; l'exploitation du Journal de Dimitrov a d'ailleurs permis d'apprécier l'intensité des tensions entre Moscou et Paris à la fin du mois d'août[226]. Le PCF était bien informé de la situation dans la péninsule par la multiplicité de ses points de contacts et ses rencontres directes, comme l'attestent la présence au BP du PCF du 4 septembre 1936 d'Ernst Gerö « Pedro » délégué du Komintern auprès du PSUC, et Dolorès Ibarruri « Pasionaria » membre du CC du PCE ou les séjours concomitants de cadres français en Espagne.

Le PCF était alors directement soumis à une pression de la base naturellement moins prégnante pour le centre décisionnel soviétique. Giulio Ceretti signale ainsi qu'il avait conduit une délégation de la MOI vers André Marty pour organiser l'envoi de volontaires et que ce dernier les éconduisit vertement[227]. André Marty s'était en effet plaint le 26 août devant Thorez, Pollitt et Checa, des nombreux cadres et militants qui lui demandaient des armes «de façon inadmissible (depuis 21 jours c'est la même chose en toute occasion)», allusion sibylline au fort désir de volontariat pour l'Espagne qui agitait alors les rangs communistes[228].

À la suite des études de Carlos Serrano puis de Rémi Skoutelsky, nous connaissons les grandes étapes du processus qui conduisit le Secrétaire général du PCF à porter à Moscou la question du volontariat combattant. Mais les archives demeurent bien chiches. L'évocation d'Hugh Thomas selon laquelle Willy Münzenberg se serait fait l'entremetteur de Maurice Thorez à ce propos en septembre 1936 est la seule allusion à propos de la réception à Moscou

[224] RGASPI 495.74.510 : Séance plénière de la commission – Deuxième séance 26 août. Notes d'André Marty, 1er septembre 1936.
[225] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas…, op. cit.,* p. 126 ; WOLIKOW (Serge), *Le Front Populaire en France*, Paris, Complexe, 1996, p. 215.
[226] DIMITROV (Georgi), *Journal …, op. cit.,* p. 152.
[227] CERETTI (Giulio), *À l'ombre des deux T…, op. cit.,* p. 166.
[228] RGASPI 495.74.510 : Notes d'André Marty à propos de la réunion du BP du PCF du 27 août 1936.

de la proposition française[229]. Le témoignage de Ceretti constitue toujours l'unique narration du processus. Ainsi, avec le soutien du Comité franco-espagnol de la Main d'œuvre immigrée (MOI), une délégation de militants communistes rencontrait Maurice Thorez probablement vers la fin du mois d'août[230]. Dans un entretien donné en 1971 et retrouvé par Rémi Skoutelsky, Giulio Ceretti revenait plus précisément sur cet épisode fondateur :

> J'en parlais à Maurice. Maurice s'intéressa tout de suite à la question. Il comprit et dit, « écoute Pierre avec ton petit bureau là, commence à organiser les camarades pour partir en Espagne, parce que je l'avais mis au courant qu'il y avait des masses de camarades, des centaines de camarades italiens, polonais, tchèques, espagnols, allemands qui voulaient partir. Alors tu commences à préparer des listes, tu commences à préparer des affaires pour les départs. Organises ça sérieusement, avec un comité et c'est de là qu'est parti le petit comité qui est devenu par la suite le Comité international de l'aide à l'Espagne. Alors Maurice au fond avait donné la disposition, il avait pris la décision sur lui de commencer à organiser les départs d'hommes pour l'Espagne dans les Brigades international. Mais il m'avait dit de préparer un document pour l'envoyer à Moscou, pour avoir l'opinion de l'IC, mais qu'en tout cas je m'arrête pas de préparer la chose et d'attendre une décision pour l'envoi des hommes, mais qu'ils soient prêt à partir [...] C'était en 1936, quelque chose comme quatre ou cinq semaines après la révolte. À la fin août. […] Quelques semaines après je suis appelé chez Maurice et il m'apprend que de Moscou il avait reçu ni le oui ni le non […] que la chose devait se faire. On avait pas seulement à organiser des départs, il fallait chercher des fonds, des moyens pratiques et techniques pour les départs et Maurice Thorez se chargea de l'organisation effective de l'envoi des volontaires en Espagne, des volontaires Français j'entends[231].

Le témoignage semble parfaitement crédible, à l'aune de la qualité de ses mémoires. Il y eut donc une suggestion d'un projet de volontariat combattant transnational auprès du Komintern venant de France, locomotive de l'application de la ligne de front populaire et d'unité d'action en Europe, le plus impliqué dans la solidarité avec l'Espagne et agissant comme interface entre Madrid et Moscou. Pour être entendue, cette suggestion devait être produite dans un cadre propice et ne pouvait concerner que la France et sa propre périphérie, la MOI et les partis communistes en exils installés en France.

La possibilité d'une aide militaire directe procédant par le biais inédit du Komintern fut évoquée lors d'une réunion du Politburo du 28 août 1936, élément dont nous avons connaissance par une phrase sibylline de Dimitrov dans son journal « Question d'aide aux

[229] THOMAS (Hugh), *La guerre d'Espagne. Juillet 1936-mars 1937*, Paris, Robert Laffont, 1999, p. 349.
[230] CERETTI (Giulio), *A l'ombre des deux T..., op. cit.*, p. 166.
[231] Archives privées Skoutelsky. Témoignage de Giulio et Georges Ceretti « Paul » recueilli par Alain Guérin à Castiglioncello le 30 mai 1971.

Espagnols (organisation éventuelle du corps international)»[232]. S'agissait-il du projet de colonne sanitaire internationale popularisée par Harry Pollitt en août 1936 ou bien d'une formation de combattants ? Les deux interprétations demeurent ouvertes[233]. On remarquera que cette date précède de peu l'arrêt des envois de volontaires italiens depuis la France et le départ d'André Marty, Deszö Fried et de Manfred Stern pour Espagne, l'un comme délégué du Komintern en mission et les deux autres comme assesseurs militaires auprès du CC du PCE[234]. La dichotomie des envois vers l'Espagne de cadres issus du centre kominternien et de la périphérie française est d'ailleurs instructive. Tandis que plusieurs cadres du PCF étaient envoyés en Espagne en association avec des initiatives paramilitaires à Irun, Barcelone puis Madrid, le Komintern agissait de manière conventionnelle en envoyant des cadres chargés du suivi politique des événements et de l'accompagnement du PCE et du PSUC.

3. Un projet décidé ou validé par le Komintern ?

L'intégration du volontariat combattant comme vecteur de la solidarité communiste avec l'Espagne fut décidée lors d'une réunion du secrétariat du CEIC le 18 septembre 1936[235]. La veille, une réunion du Présidium avait rassemblé les 16 et 17 septembre un nombre inhabituel de participants, comme l'ont montré Marta Bizcarrondo et Antonio Elorza, soit 132 personnes dont aucun espagnol (l'italo-argentin Vittorio Codovilla faisant office de représentant du PCE) et probablement Maurice Thorez[236]. Ce dernier était à Moscou depuis le 13 septembre et présentait le 19 un rapport où il n'évoque pas la question du volontariat combattant mais déroule les prémices de la campagne mondiale qui avait été adoptée la veille par le secrétariat du CEIC sans que sa présence ne soit indiquée[237] À ce propos, Yuri Rybalkin semble suggérer que ce rapport avait été présenté une première fois le 16 tandis que Dimitrov évoque quant à lui deux entretiens avec Maurice Thorez les 13 et 14 septembre[238].

---

[232] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 151.
[233] S'appuyant sur cette unique mention puis en se citant successivement, de nombreux historiens y ont vu les prodromes des Brigades internationales. DALLIN Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich*), Dimitrov & Stalin…, op. cit*., p. 48.
[234] VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República…, op. cit.,* p. 275 ; RGASPI 495.74.206 : Rapport de M. Fred [Manfred Stern] sur le travail en Espagne. 14 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et *alii*, *España traicionada…, op. cit*., Document 60, p. 357.
[235] RGASPI 495.18.1435 : *Vertraulich. Protokoll (A) Nr 74 der Sitzung des Sekretariats des EKKI am 18. September 1936*.
[236] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas…, op. cit.,* p. 104.
[237] RGASPI 517.1.1801 : *Discours de Maurice Thorez…*, *op. cit.*
[238] RYBALKIN (Yuri), *Stalin y España*. Madrid, Martial Pons Historia, 2007, p. 48 ; DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 158.

Le protocole relatif à l'action du Komintern en faveur de l'Espagne adopté par secrétariat du CEIC le 18 septembre se divise en deux parties distinctes : d'une part, la mise en place d'une campagne mondiale de soutien au peuple espagnol à réaliser en neuf points, d'autre part, la nomination d'une commission de travail et d'une délégation chargée de rencontrer les dirigeants de la Deuxième internationale pour l'associer à cette campagne. Cette dernière est énoncée en deux parties. La première partie comporte neuf points dont les sept premiers reprennent largement le contenu de la campagne de solidarité de l'été 1936, auxquels s'ajoutent deux points concernant explicitement une intervention sur le territoire de la République espagnole :

> Il est nécessaire que notre campagne de soutien au peuple espagnol se développe avant tout et de toutes nos forces dans les directions suivantes : [...]
> 7) Procéder au recrutement, parmi les ouvriers de tous les pays, de volontaires ayant une expérience militaire, en vue de leur envoi en Espagne.
> 8) Organiser l'aide technique au peuple espagnol par l'envoi d'ouvriers et de techniciens qualifiés[239].

Mais le texte original est cependant légèrement différent concernant le point 7, avec une nuance absente du texte français : « 7. Unter den Arbeitern aller Länder ist eine Werbung von Freiwilligen, die im Militärwesen ausgebildet sind, zu betreiben, um sie nach Spanien zu schicken[240] ». Il n'y a pas de référence au fait de recruter mais une notion de suggestion et de prospection de potentiels volontaires par la promotion de la possibilité de partir combattre en Espagne. Mais avant tout chose, la décision ne prévoit ni la création d'un corps spécifique ni d'effort sur la quantité mais bien sur les qualités des volontaires.

Convoqué à Moscou, André Marty fit lecture du rapport de son séjour d'observation à Madrid et Barcelone au Secrétariat du CEIC le 10 octobre 1936. La partie relative aux questions militaires accablait les milices antifascistes, comme Thorez précédemment, et recommandait l'introduction de cadres étrangers dans les rangs du *Quinto Regimiento*[241]. Il n'évoque ou ne rapporte cependant aucun projet de constitution d'un corps de volontaires étrangers, tout juste signale-t-il la présence de nombreux anarchistes étrangers à Barcelone[242]. Marty n'était vraisemblablement pas au courant de la décision du 18 septembre.

---

[239] RGASPI 495.18.1435 : *Traduction en français des points 1 à 9 de la résolution adoptée par le secrétariat du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste le 18 septembre 1936*. 19 septembre 1936.
[240] *Mener une campagne de publicité auprès des travailleurs de tous les pays, afin d'envoyer tous les volontaires militairement compétents (éduqués) en Espagne* ; 495.18.1435.1 : *Vertraulich. Protokoll…, op. cit.*
[241] RGASPI 495.18.1117 : *Secrétariat de l'IC Réunion de l'IC* [10 octobre 1936]. Rapport d'André Marty, p. 30.
[242] *Idem,* p. 20.

Il semble que seules quelques personnes aient été mises au courant de cette décision évidemment ultrasecrète à un moment où la diplomatie soviétique évoluait vite au sous-comité de non-intervention. Le protocole fut présenté à Maurice Thorez par Fried (Klement) à son retour de Moscou le 24 septembre 1936, lors d'une réunion à Ivry désormais bien étudiée[243]. Un témoignage supplémentaire, rédigé en 1939, nous renseigne davantage encore sur le processus en cours au mitan du mois de septembre. Il rapporte les prodromes de la mise en œuvre du projet de colonne internationale. Antoine Espigoulet, jeune cadre communiste de Perpignan, rencontrait Maurice Thorez le 28 septembre 1936 en route vers Madrid. Au Millas, siège du comité régional du Parti Communiste des Pyrénées-Orientales et future plaque tournante logistique des Brigades internationales, le secrétaire général du PCF lui tint un discours qu'il retranscrivit ensuite :

> L'aide à l'Espagne va offrir à la région les moyens de nous montrer de vrais communistes internationaux et que cela devra se faire dès son retour de Madrid. Quatre jours après, il est de retour, et nous apprend que l'envoi de volontaires de France et de nombreux autres pays va rentrer dans une phase officielle […]. Le Parti, d'accord avec l'IC à Moscou et le gouvernement espagnol va immédiatement ouvrir une grande souscription Nationale pour collecter des fonds, et organiser l'envoi en Espagne de milliers de volontaires connaissant déjà la technique militaire actuelle, pour créer quelques divisions, qui lutteront à côté de leurs camarades espagnols […][244].

Cela correspond parfaitement avec la temporalité de l'installation du dispositif du PCF en Espagne qui, très certainement, justifiait également ce second séjour de Thorez en Espagne : il s'agissait d'installer un embryon de base à Figueras, confiée au franco-espagnol Eloy Horcajo le 25 septembre 1936[245]. Au même titre que l'italien Palladino à Barcelone, Horcajo fut une des chevilles ouvrières de l'émergence *ex-nihilo* des futures Brigades internationales et des filières d'acheminement des volontaires en Catalogne[246]. La circulation des listes d'enrôlement et les départs vers Barcelone furent réactivés parmi les Italiens de France, après avoir été interrompus en septembre 1936. Durant le même temps, l'Italien Palladino s'occupait à Barcelone de l'accueil et du suivi politique des miliciens étrangers qui

[243] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas…, op. cit.,* p. 324 ; CERETTI (Giulio), *A l'ombre des deux T…, op. cit.*, p. 167 ; KRIEGEL (Annie) et COURTOIS (Stéphane), *Eugen Fried…, op. cit.*, pp. 253-254 ; LONGO (Luigi), *Las Brigadas Internacionales…, op. cit.,* p. 42 ; LONDON (Lise), *Le printemps des camarades…, op. cit.,*p. 244 ; SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas…, op. cit.*, p. 140.
[244] IISG Papiers Antoine Espigoulet : *1936-1939. Souvenirs de la Guerre Civile d'Espagne…, op. cit.,* p. 8.
[245] RGASPI 545.2.302 : *Reportaje de finanzas*, par Eloy Horcajo. Janvier 1937.
[246] RGASPI 545.2.302 : *BI. Informe del camarada Eloy Horcajo*. Figueras, 29 janvier 1937.

stationnaient à la caserne *Carlos Marx*[247]. Le KPD préparait l'arrivée de « Centuries allemandes » venues de France, près de Puigcerdá en Cerdagne, ce qui sous-entendait une augmentation drastique des volontaires[248].

B. Une amplification immédiate du projet de colonne internationale

Si le choix de former une nouvelle colonne internationale composée d'étrangers rigoureusement sélectionnés pour leurs compétences et politiquement « sûrs » près de Madrid peut se justifier, cela n'explique pas pourquoi cette décision aboutit à la création de cinq brigades internationales et à la survenue et la concentration de près de 15 000 volontaires étrangers en quelques mois. L'arrivée à Albacete de 800 étrangers venus de France début octobre était déjà un fait exceptionnel en soi et créait de fait la plus grande formation de volontaires internationaux en Espagne républicaine. Un rapport d'André Marty remis au secrétariat du CEIC le 10 octobre signale, d'après une archive du RGASPI consultée par l'historien Pelai Pagés i Blanch mais désormais incommunicable, que Maurice Thorez assurait début octobre que « quatre ou cinq mille » volontaires étaient déjà prêts à partir via Marseille[249]. Dès leur première esquisse, les Brigades internationales se caractérisèrent donc comme une concentration hétéroclite et empirique de fantassins étrangers et non comme un corps expéditionnaire organisé rationnellement selon des principes militaires efficients.

1. L'implémentation du projet en Espagne républicaine

L'historiographie propose traditionnellement les dates des 17, 18 ou 22 octobre pour déterminer l'acte de naissance des Brigades internationales, « autorisées » ou « approuvées » par le gouvernement républicain espagnol ce jour-là. Ce flou dans les dates et les termes est tout à fait révélateur des problèmes que pose la détermination de l'implémentation en Espagne du projet. Un mois sépare la décision du 18 septembre prise à Moscou et sa concrétisation en

[247] RGASPI 545.2.306 : Correspondance de Palladino, septembre 1936.
[248] RGASPI 545.2.71 :*Proposiciones para el camarada Benito Ruiz*. Puigcerda, 18 octobre 1936.
[249] PAGÉS I BLANCH (Pelai), « Marty, Vidal, Kleber y el Komintern. Informes y confidencias de la dirección política de las Brigadas internacionales » in *Ebre 38 - Revista Internacional de la Guerra Civil (1936-1939)* n°1, pp. 13-14. Je n'ai pas pu prendre connaissance de ce document, le dossier étant désormais incommunicable. Par contre, la cote 495.18.1117 : *Ordre du jour de la séance du Secrétariat du CE de l'IC du 10 octobre 1936 à midi dans le cabinet du camarade Dimitrov* confirme sans contestation son existence et sa teneur.

Espagne ; les découvertes documentaires futures nous permettront bientôt de mieux appréhender et jalonner cet épisode[250].

Le projet fut tout d'abord installé à Figueras, où avaient été dirigés une partie des vétérans d'Irun. Durant la première semaine d'octobre, près de 1 500 volontaires venus de France stationnaient dans le château, faisant rapidement exploser les capacités de ravitaillement locales. Tandis que d'autres centaines de volontaires arrivaient de Marseille à Barcelone, la situation devenait extrêmement difficile, tous attendant que la colonne internationale soit acceptée par le gouvernement espagnol et dirigée vers Madrid, depuis que l'idée initiale d'un établissement en Catalogne avait été écartée. Luigi Longo fut dépêché à Madrid pour presser les choses. En attendant de pouvoir rencontrer les autorités espagnoles, le chef du *Quinto Regimiento* d'Albacete, Barneto, qui avait connu Longo à Moscou, proposa d'accueillir les volontaires étrangers arrivés à Barcelone, chose faite dès le 14 octobre[251].

Nous avons vu que la proposition faite par André Marty auprès de Largo Caballero en septembre 1936 avait obtenu une réponse dilatoire. La décision d'implémenter près de Madrid une colonne formée de volontaires étrangers encadrée par le *Quinto Regimiento* avait donc été prise sans son accord. Trois rencontres furent nécessaires pour obtenir l'accord des représentants du gouvernement espagnol. Consulté le premier, le Président de la République Azaña se montra favorable au projet, tout en faisant valoir qu'il ne disposait pas du pouvoir de décider seul d'une telle décision il renvoya Luigi Longo et Diaz vers le seul véritable décideur : le Président du Conseil et Ministre de la Guerre Francisco Largo Caballero. La rencontre eut lieu le 17 octobre 1936, entre ce dernier et une délégation venue d'Albacete et composée de l'italien Luigi « Gallo » (Luigi Longo), du français « Pierre » Rebière (Philippe Rebière) et du polonais « Stephan Wisniewski » (Boleslaw Krzykalski)[252].

Il est dit que Largo Caballero s'était montré hostile au projet et n'avait dû céder que sous la pression soviétique. Largo Caballero fut effectivement souvent particulièrement critique dans ses différents écrits vis-à-vis des communistes mais, jusqu'à preuve du contraire, rien ne permet d'affirmer qu'il se soit opposé à l'installation en Espagne d'une formation de combattants étrangers, fait d'ailleurs plutôt secondaire dans la situation dramatique que subissait alors le gouvernement. Dans ses mémoires, il précise simplement que du fait de

[250] Ils permettront notamment de tirer au clair le rôle exact de l'ambassadeur soviétique Rosenberg.
[251] LONGO (Luigi), *Las Brigadas Internacionales…, op. cit.,* pp. 46-48.
[252] RGASPI 545.3.401 : *Sur le Bataillon « Commune de Paris »*, par « Pierre » Rébière, mars 1937, pp. 18-19 ; LONGO (Luigi), *Las Brigadas Internacionales…, op. cit.,* pp. 51- 53.

l'urgence, on accepta les volontaires étrangers sans avoir le temps de vérifier leurs qualités et leurs intentions[253].

Les témoignages contemporains de la rencontre, y compris la première version du récit de Longo, n'évoquent pas d'hostilité, mais insistent sur le caractère fugace de l'entrevue et l'inquiétude du PCE vis-à-vis de l'acception du projet par Largo Caballero. Dutilleul et Thorez confirmèrent ensuite d'ailleurs le fait dans un rapport au Komintern de février 1937, parlant à son propos d'une attitude « très réservée mais pas hostile » et son opinion que «seuls [les communistes], comme parti, [apportaient] une aide sérieuse et effective[254] ».

Selon le témoignage de Rebière, le Président du Conseil s'était inquiété de deux questions seulement : si les volontaires étaient déjà armés (ce qui n'était pas le cas) et s'ils seraient ravitaillés par les organisations antifascistes de France[255]. L'évolution de Largo Caballero sur l'opportunité d'une formation militaire composée d'étrangers semble avoir été avant tout guidée par un souci pragmatique. Début octobre, la situation militaire et diplomatique de la République était alors tout autre qu'en septembre. Le front du Tage s'était écroulé, Tolède était tombée, aucune action offensive des milices antifascistes n'était couronnée de succès, y compris les encerclements d'Oviedo et de Huesca. Les ingérences italo-allemandes étaient désormais évidentes et lourdes de menaces pour la suite, tandis que la France avait fait définitivement la preuve de sa pusillanimité[256]. Le soutien soviétique, quant à lui, était désormais assuré et annonçait un partenariat solide et vital pour la survie de la République.

De fait, la rencontre avait été précédée par une série de faits accomplis ne laissant guère d'options, sauf à froisser des interlocuteurs forts utiles sur d'autres aspects. La dégradation de la situation militaire sur le Tage et les premières réunions du Comité de Londres, objet diplomatique non identifié, préoccupaient certainement davantage le gouvernement républicain. Sans faire, semble-t-il, manifestement preuve de réticences ni d'enthousiasme, Largo Caballero renvoya ses interlocuteurs vers Martinez Barrio, ce qui revenait à une acceptation de principe.

[253] CABALLERO (Largo), *Mis recuerdos. Cartas a un amigo*. Mexico, Ediciones Unidas, 1976 (1954), p. 172.
[254] RGASPI 517.1.1856 : Rapport Dutilleul - Thorez (février 1937), *Exposé des camarades M. Thorez sur son voyage en Espagne*. S.d. [Février 1937], p. 6.
[255] RGASPI 545.3.401 : *Sur le Bataillon « Commune de Paris »*, par « Pierre » Rébière, mars 1937, pp. 18-19.
[256] VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República…, op. cit.*, pp. 232-234.

Au-delà des légendes sur la spontanéité de volontaires venus de par le monde pour se placer au service du gouvernement républicain, ou répondant aux appels au secours de celui-ci, la création des Brigades internationales fut rendue possible grâce à l'action d'un membre haut placé de la République espagnole, Diego Martínez Barrio, alors Président des Cortès[257]. Il cumulait également d'autres responsabilités importantes : président de la commission pour la réorganisation de l'Armée de la République, président de la commission de classification et distribution du matériel de guerre et représentant du gouvernement au Levant[258]. Enfin, après la création de l'Armée Populaire de la République et la liquidation de l'armée de volontaires, Martínez Barrio, sera de plus chargé du suivi de la formation de ses premières brigades mixtes[259]. C'était donc la personne idoine, disposant de prérogatives très étendues. Son enthousiasme pour le projet d'une colonne de volontaires étrangers aguerris, dépassa largement les attentes de ses promoteurs qui obtinrent satisfaction à toutes leurs demandes et une avance de 100 000 pesetas pour les soldes[260]. Dans ses nombreux rapports, Vital Gayman lui rend régulièrement hommage, rappelant que sans son intervention les brigades n'auraient pu voir le jour[261]. Il se pourrait que Martínez Barrio ait eu une forte sympathie pour le PCE, qui se serait traduite par un certain favoritisme dans l'armement accordé aux milices communistes[262]. Il s'agissait, en tout cas, d'un homme profondément atteint par l'évolution des événements et passablement pessimiste[263]. De ce fait, il était particulièrement sensible aux mots d'ordre de discipline sociale et de réforme militaire du PCE, témoignant d'une proximité davantage pragmatique que théorique. L'indispensable nouvelle armée disciplinée devait selon lui s'appuyer sur « les forces qui arrivent de l'étranger » pour aider la République à s'organiser militairement[264]. Les Brigades internationales comptèrent également tout au long de leur existence sur le soutien actif du socialiste philo-communiste Álvarez del Vayo, ministre des Affaires Étrangères (*Ministro de Estado*) de septembre 1936 à mai 1937 puis à la

[257] Marty ainsi de Martínez Barrio : « C'est lui qui parfois contre la volonté du gouvernement Caballero nous donne l'argent et les moyens […] Quand on va chez Martinez Barrio de la part du PC on obtient ce qu'on demande ». RGASPI 517.1 1802 : *Réunion du BP du PCF du 24 décembre 1936*. Intervention sur l'Espagne par André Marty, p. 24.
[258] ALVAREZ REY (Leandro), *Diego Martínez Barrio. Palabra de republicano*, Séville, Ayutamiento de Sevilla. Instituto de la Cultura y las artes de Sevilla (ICAS), 2007, p. 96 ; CABALLERO (Largo), *Mis recuerdos…, op. cit.,* p. 178.
[259] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste*. Manuscrit de Luigi Longo, s. d. [été 1937], p. 25 ; 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales…, op. cit.,* p. 15 ; ALPERT (Michael), *El Ejército Popular de la República, 1936-1939*, Crítica, Barcelone, 2007, p. 39.
[260] SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman …», *op. cit.,* p. 316.
[261] RGASPI 545.2.33 : *Rapport sommaire sur la base des BI (13 octobre 1936 – 1er août 1937)*. Par Vital Gayman. [été 1937], p. 1.
[262] AMUTIO (J. MARTINEZ), *Chantaje a un pueblo*. Madrid, G. del Toro Editor, 1974, p. 128.
[263] ALVAREZ REY (Leandro), *Diego Martínez Barrio…, op. cit.,* p. 96.
[264] *Idem,* p. 714.

tête des commissaires politiques aux armées (*Comisario General del Ejército)* du 5 avril 1938 à mars 1939. Peut-être était-ce la raison pour laquelle Largo Caballero par précaution nomma le 18 novembre 1936 un de ses fidèles comme gouverneur d'Albacete, muni des pleins pouvoirs et sous son autorité directe[265].

2. L'élévation du projet transfrontalier en un corps de bataille international

Il est certain que la décision soviétique d'intervenir directement dans le conflit espagnol par l'envoi de matériel et de techniciens ne fut pas étrangère à la transformation du projet initial et périphérique de formations internationales auprès du PCE en un dispositif différent. Le projet étudié au mois d'août et défendu par André Marty ne paraissait plus en concordance avec les besoins ni avec le contexte géopolitique. Madrid était désormais directement menacée et les ingérences italo-allemandes avérées.

En octobre 1936 le Komintern ne pouvait qu'être certain de l'imminence d'une intervention diplomatique à l'initiative des pays membres du Comité de Londres et peut-être de la SDN devant l'internationalisation du conflit. La présence de milliers d'étrangers en lutte en Espagne ne pouvait que susciter une réaction ferme et une condamnation de la politique italo-allemande. Voyant l'échec de la non-intervention, la France aurait peut-être été contrainte de s'affirmer, quelques mois après la remilitarisation de la Rhénanie. S'agissait-il de procéder comme le fit Mussolini : envoyer en Espagne un maximum de volontaires avant la survenue d'une décision internationale de retrait bilatéral ? Cela semble peu probable, puisque Staline décida début janvier 1937 d'interrompre le recrutement et l'envoi de volontaires. Cette décision nous est connue par le journal de Dimitrov, confirmée par un rapport de la police française signalant l'application de cette décision par le PCF[266]. Mais Staline fit machine arrière quelques jours plus tard et les recrutements reprirent. Les députés communistes français votèrent peu après, « avec toutes les réserves que l'on sait » disait *L'Humanité*, l'interdiction du recrutement et du départ vers l'Espagne, sans que le Parti ne cesse effectivement ses activités en la matière[267].

[265] AMUTIO (J. MARTINEZ), *Chantaje a un pueblo…, op. cit.,* pp. 131 et 134.
[266] APP BA 1665 : *AS des départs de volontaires pour l'Espagne républicaine*, 8 janvier 1937 ; DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 180.
[267] « Pas de « neutralité » à sens unique ! » in *L'Humanité* du 15 janvier 1937, p. 1 ; « Journée parlementaire. L'interdiction des engagements pour l'Espagne » in *Le Temps* du 17 janvier 1937, p. 3.

L'idée d'un retrait des volontaires, ou soi-disant tels, était déjà dans les papiers des réunions du Comité de Londres à l'automne 1936 et Staline déclara le 14 mars 1937 que la dissolution des Brigades internationales interviendrait si une décision internationale venait à exiger le départ des forces étrangères présentes en Espagne[268]. On peut sur ce point élaborer une autre hypothèse en considérant que ce retrait aurait nécessité l'envoi d'enquêteurs ou peut-être même permis une trêve sous contrôle international. Les volontaires internationaux seraient alors rentrés chez eux, couverts de gloire, et probablement regroupés dans une association de vétérans toute acquise aux communistes.

La délocalisation du volontariat combattant de la Catalogne à Madrid fut probablement déterminée durant le mois séparant la décision de son implémentation. Ce choix était tout autant stratégique que politique. Certes, la montée en puissance du PSUC et la présence de nombreux militants étrangers en Catalogne faisait de cette région frontalière un choix évident. Mais le front d'Aragon dépendait de la Généralité de Catalogne où le PSUC était faible au contraire de la CNT, et la présence du POUM était sans aucune mesure plus importante qu'à Madrid. La présence des autres colonnes internationales était gênante et un succès militaire sur ce front statique n'aurait eu pour effet que de renforcer la CNT FAI en Catalogne. Enfin, la situation militaire imposait une installation sur le front décisif de Madrid, dangereusement menacé. Tous les rapports des observateurs du PCF et du Komintern confirmaient l'absence de ténacité et l'indiscipline des colonnes miliciennes au sud-ouest de Madrid ; une formation de combat de taille moyenne composée de volontaires étrangers aguerris et demandant à se faire tuer sur place aurait eu un impact militaire et politique certain. La possibilité de compter sur le soutien logistique du *5º Regimiento* et la ferme structuration du PCE achevaient de confirmer la justesse de cette relocalisation de Barcelone à Madrid. Enfin, Thorez avait défendu la présence d'un corps de volontaires internationaux en Espagne par son maître mot : « servir », servir le peuple espagnol, en plaçant la colonne au service du gouvernement de front populaire, ce qui excluait une localisation périphérique[269].

Tandis que les premiers convois de volontaires partaient de France à destination d'Albacete, le Komintern réorientait sa stratégie espagnole. Le 11 octobre 1936, son secrétariat déclarait que « la popularisation de l'action d'aide internationale à la République

[268] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 191.
[269] RGASPI 517.1.1856 : Rapport Dutilleul - Thorez (février 1937), Exposé des camarades M. Thorez sur son voyage en Espagne. S.d. [Février 1937], p. 1.

espagnole devait être organisée en Espagne même[270] ». La semaine suivante, Staline adressait à Diaz le télégramme contenant ces mots fameux : « la libération de l'Espagne de l'oppression de la réaction fasciste n'est pas une affaire privée des Espagnols, mais la cause commune de l'entière humanité progressiste » annonce officielle d'une intervention directe en faveur de l'Espagne.

Le 20 octobre, André Marty et les deux cadres militaires associés au *Quinto Regimiento,* Vital Gayman « Vidal » et Deszö Fried « Blanco », quittaient leurs fonctions précédentes et étaient mutés à Albacete. Les premiers volontaires étrangers y stationnaient depuis le 2 octobre 1936, en l'occurrence un groupe d'Italiens venus de Paris et commandés par Alloca (Italien, PCF) et Senigaglia (idem, PCI)[271]. La constitution de la colonne internationale proprement dite commença le 12 octobre, sous la direction du *Quinto Regimiento,* jusqu'au 30 octobre. Les premiers convois ferroviaires acheminèrent vers la ville manchègue les volontaires enregistrés les semaines précédentes à Paris, Marseille et Lyon, qui furent rejoints par les vétérans des combats d'Irun, regroupés au château de Figueras. Ils étaient accompagnés d'un chargement d'armes de 400 fusils hétéroclites rassemblés en France et tout à fait insuffisants[272].

Une fois l'accord de Largo Caballero obtenu, la Colonne internationale fut officiellement intronisée le 22 octobre 1936 comme 9ª *brigada mobile* de la nouvelle armée républicaine, née le même jour, et placée sous la dépendance de la division territoriale d'Albacete[273]. La brigade s'organisait sur un format de légions nationales constituées en quatre bataillons : le premier germanique (commandé par l'Allemand « Hans » (Hans Kahl), venu de France), le second français (le Français Dupré), le troisième italien (l'Italien Galleani, venu des États-Unis) et le quatrième slave (le Polonais « Bolesław » dit « Bolek » (Stanislaw Ulanowski), venu de France). Le premier conseil militaire de la colonne internationale se tint le 20 octobre et André Marty en prit immédiatement la direction (sans titre officiel, ni politique, ni militaire), tandis que Vital Gayman était placé à la tête de l'état-major de la 9ème

[270] RGASPI 495.18.1117 : *Décisions sur l'action pour L'Espagne 11 octobre 1936,* pp. 24 à 27.
[271] RGASPI 545. 3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata Internazionale dalla sua costituzione (ottobre 1936 al* [illisible]) *per Las Rosas a Madrid (Gennaio 1937).* Roasio, juillet 1937, p. 1.
[272] RGASPI 545.2.33 : *Rapport sommaire sur la base des BI (13 octobre 1936 – 1er août 1937).* Par Vidal. [été 1937], p. 1 ; 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales…, op. cit.,* p. 15.
[273] Ordre de la Présidence du conseil signé par Largo Caballero le 22 octobre 1936. *Gaceta de Madrid* n°297 du 23 octobre 1936, p. 438 ; RGASPI 545.3.47 : *9ème Brigade Ordre de mouvement n°1*. 22 octobre 1936 ; *Armée Espagnole Novena Brigada. Commandancia. Décision du 27 octobre 1936 ;* Armée Espagnole 9ème Brigade État Major. Décisions du commandant de la Brigade. 28 octobre 1936 ; SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular...*, Tome 1, *op. cit.,* pp. 652-654.

brigade mobile[274]. Au 30 octobre, la brigade comptait déjà 3 500 étrangers présents, soit des effectifs largement excessifs pour la brigade et ses services. La 9e brigade mobile eut une existence éphémère, le 2 novembre elle devenait la XIème brigade par décision de Largo Caballero[275]. Son commandant, le Français Marie, était rayé des cadres de service le même jour et remplacé par l'officier soviétique Manfred Stern dit « Kléber »[276]. La Base était officiellement intronisée et Vital Gayman quittait la tête de l'état-major de la XIème pour en prendre la direction[277]. Une semaine plus tard, les journalistes Louis Fischer et Ludwig Renn, tout juste arrivés d'URSS, intégraient l'état-major de la XIème[278]. Le 23 novembre, la « brigade internationale » devenaient « brigades internationales ».

3. Les Brigades internationales, filles du grand recrutement

L'événement déterminant dans l'apparition des futures Brigades internationales fut la mise en place du grand recrutement par la sollicitation, l'incitation et la suggestion au volontariat vers l'Espagne, très probablement à partir de réunion du Comité Central du PCF des 16 et 17, en présence de Marty qui rejoint Albacete trois jours plus tard. Ce fut cette initiative hors du commun qui permit l'envoi entre novembre 1936 et février 1937 de près de 12 000 volontaires supplémentaires, aux trois quarts venus de France et de Belgique. Il semble que cette initiative ait été d'avantage le fait du zèle des partis communistes de France et de Belgique et des immigrations de ces deux pays, plutôt que d'une décision explicite adoptée par le Komintern. Aucun document ou allusion explicite n'a été pour le moment identifié dans les sources directes ou indirectes du Komintern permettant d'attester de la nécessité d'augmenter autant, et immédiatement, les effectifs. Tous les témoignages de cadres présents à Albacete à l'automne 1936 convergent pour signaler que l'afflux fantastique des effectifs n'avait pas été prévu ou anticipé, quoique accueilli avec ferveur.

---

[274] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937, p. 111 ; 545.3.401 : *Sur le Bataillon « Commune de Paris »*, par P. Rébière, mars 1937, pp. 20-21 ; SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman …», *op. cit.,* p. 314.

[275] RGASPI 545.3.47 : Armée Espagnole 11ème Brigade mixte État-Major. 1er bureau Ordre général n°1. Albacete, le 2 novembre 1936.

[276] Marie fut la première victime d'André Marty. Il justifia son éviction devant le Comité exécutif du Komintern par son « hostilité » et ses « conceptions très étroites ». RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.,* p. 51.

[277] Remplacé par le colonel français Jean Vincent.

[278] Le premier comme intendant le second comme responsable direction instruction Loin d'être un « agent du Komintern en Espagne » comme certains l'ont présenté, Louis Fischer partit d'URSS vers Albacete « à la suite de ses demandes réitérées d'avoir une charge » et laissera le souvenir d'un intendant catastrophique et vite remercié. RGASPI 545.6.889 : notule *Louis Fisher.* Par Marty, 17 juin 1940.

Ce procédé diffère totalement du système d'enregistrement sur des listes et de l'envoi des postulants inscrits qui avaient prévalu entre août et octobre 1936. Pourtant, les responsables des Brigades internationales à Albacete n'attendaient pas à l'origine une augmentation du nombre de volontaires mais une amélioration qualitative des effectifs par un choix opéré sur un plus grand nombre de postulants[279]. Ces derniers devaient être sélectionnés selon leurs aptitudes et seule une minorité devait être effectivement envoyée. Tel ne fut pas le cas, malgré les directives exigeant de porter attention à la qualité du recrutement et de privilégier les cadres, comme l'atteste ce rapport de police transmis au ministre de l'Intérieur Roger Salengro :

> Les instructions verbales données à tous les secrétaires de rayon précisent qu'il « s'agit de faire sous la forme la plus discrète la mobilisation de tous les membres du Parti les plus réfléchis, les plus aptes à prendre un commandement au feu et décidés à sacrifier leur vie pour la République espagnole ». Il est ajouté que cette initiative ne doit pas être considérée comme un coup de sonde destiné à révéler l'étendue des sympathies que les membres du Parti Communiste portent à leurs camarades d'Espagne, mais au contraire comme la mise en fonction d'un organisme à marche régulière qui aura pour tâche d'alimenter en cadres l'armée républicaine[280].

En Belgique, le Bureau politique du PCB procéda exactement de même, chaque niveau hiérarchique devant recruter un certain nombre de cadres du niveau inférieur[281]. Les méthodes et dispositifs de recrutement des volontaires ont été étudiés par Rémi Skoutelsky pour la France, Elisa Vainsel et Rudi Van Doorslaer pour la Belgique et Nic Ulmi et Peter Huber pour la Suisse. Le sujet est désormais bien connu. Cependant, il faut le replacer spécifiquement dans son acmé : le grand recrutement de novembre à décembre 1936.

Le grand recrutement eut pour toile de fond l'objectif de « sauver Madrid ». Il ne concerna pas directement la première brigade (ancienne « colonne internationale ») mais essentiellement les suivantes. La seconde brigade, constituée dès novembre 1936, fut d'ailleurs appelée parfois « colonne de renfort » ou « colonne de secours international pour Madrid » et présentée comme telle dans les réunions publiques durant le recrutement[282]. C'était cette dernière, la XIIème, que les volontaires pensaient rejoindre. Paradoxalement, ces supplétifs recrutés lors du grand recrutement n'allèrent pas combattre à Madrid et connurent

[279] RGASPI 545.1.11 : Fragment de courrier du 27 octobre [1936] adressé aux services chargés en France de l'envoi des volontaires vers l'Espagne. Probablement rédigé par Vital Gayman.
[280] APP BA 1664 Dossier RE - Insurgés. *A.S. des événements en Espagne*. 23 octobre 1936.
[281] RGASPI 545.6.242 : Autobiographie du cadre communiste Belge Henri Agon rédigée le 13 janvier 1938.
[282] AD 06 4 M 530 : Divers rapports de meetings et réunions publiques organisés à Antibes le 3 novembre, Roquebrune-Cap Martin le 19, Grasse le 15, Cannes le 17 et Nice le 22 novembre 1936.

pour la plupart un baptême du feu ingrat et mortifère en Andalousie et à Teruel. La grande masse des volontaires issus du grand recrutement était composée de Français et de Belges, si nombreux qu'ils formèrent les effectifs pour six nouveaux bataillons franco-belges, en plus des deux déjà existants, et d'une dizaine de batteries d'artillerie.

Il paraît évident que le succès dépassa largement les attentes initiales, mais la raison du projet ne peut s'expliquer par le simple but de constituer de nouvelles unités militaires en Espagne. Le grand recrutement n'avait pas pour vocation d'assurer l'arrivée régulière de renforts mais bien de transformer le projet initial local d'une formation de combat aguerrie, en un véritable corps de bataille international. Vers la mi-novembre, André Marty avait obtenu l'accord du ministre de la Guerre, Largo Caballero, pour la création de trois brigades internationales supplémentaires, sur la base des effectifs présents et attendus, soit 9 000 hommes sans compter les services[283]. L'objectif était alors de parvenir à la constitution d'une « division internationale » dont le dépôt serait la « Base internationale ». La facilité avec laquelle l'autorisation de dédoublement de la brigade internationale et de sa jumelle fut obtenue doit sans doute beaucoup aux états de service des Internationaux qui, dans les tranchées de la Cité universitaire et à Casa de Campo, se faisaient tuer sur place sans céder[284].

Le grand recrutement bénéficia d'un triple effet surgénérateur : la puissance évocatrice des combats devant et dans Madrid, l'évidence des preuves d'une intervention massive de l'Italie et de l'Allemagne et les atermoiements des démocraties européennes. Par son ampleur, il occupa l'espace médiatique et vint amalgamer l'ensemble des projections solidaires armées favorables aux Républicains. Cependant, les Brigades internationales ne peuvent pas être comparées ou assimilées au soutien militaire soviétique en Espagne qui fut déployé au même moment et qui s'est en partie dissimulé derrière elles.

[283] RGASPI 545.1.17 : *El camarada André Marty de las Brigadas Internacionales al Camarada Francisco Largo Caballero ministro de la Guerra*, Valencia. Valence, 27 novembre 1936.
[284] L'échec sanglant de la XIIème brigade au Cerro de los Angeles lors de son baptême du feu fut rapidement oublié au profit de ses actions suivantes à Madrid.

C. Les Brigades internationales comme projet militaire distinct du soutien soviétique à la République espagnole

L'hypothèse d'un « camouflage » d'une intervention soviétique en Espagne par et au travers des Brigades internationale est récurrente dans l'historiographie des Brigades depuis la proposition faite par Burnett Bolloten durant les années soixante[285]. En substance, plutôt que d'envoyer directement des soldats en Espagne, Staline aurait accepté la suggestion des communistes européens de recruter activement des volontaires. Or, les Espagnols demandaient des armes, des munitions et des spécialistes, non des fantassins ou des artilleurs pour des fusils et des canons qui, justement, leur manquaient. Pour bien envisager la place des Brigades internationales dans la projection militaire soviétique en Espagne, il faut distinguer deux vecteurs : d'une part le vecteur géostratégique qui détermine les préoccupations de l'État soviétique et d'autre part le vecteur géopolitique qui est occupé par le Komintern. Les deux convergent dans une action solidaire de l'Espagne républicaine dans une forme indéniablement militaire mais dont les natures et manifestations ne sont pas identiques et ne se recouvrent quasiment pas.

1. L'*Opération X*, un dispositif soviétique totalement indépendant du Komintern

L'*Opération X*, appelée « Mission S[286] » dans les rapports des cadres communistes en Espagne, correspond à la forme technico-militaire de l'aide déployée vers l'Espagne par l'Union Soviétique, décidée le 29 septembre 1936 par le Bureau politique du CC du PCUS, sur un plan établi le 14 septembre 1936 et sans aucun lien avec le Komintern[287]. Sous la direction du Commissariat à la défense (NKO) et en liaison avec le Commissariat aux affaires étrangères (Narkomindel), le déploiement consista en la livraison d'armes, d'engins de guerre, de matériel et en prêt de personnels spécialistes. Cela correspondait aux commandes précises du gouvernement républicain, et les livraisons furent payées et garanties grâce au stock d'or de la Banque d'Espagne déplacé à Moscou au début de l'automne 1936[288]. L'envoi des conseillers militaires et de techniciens ne fut pas une imposition soviétique mais une demande

[285]BOLLOTEN (Burnet), *The Grand Camouflage. The Communist Conspiracy in the Spanish Civil War.* Londres, Hollis& Carter, 1961.
[286] D'après les habitudes d'emploi des initiales dans les rapports des cadres des Brigades internationales, il s'agit vraisemblablement d'un diminutif pour « Mission soviétique ».
[287] RYBALKIN (Yuri), *Stalin y España…, op. cit.,* pp. 51 et 59.
[288] Nous ne reviendrons pas sur la querelle historiographique concernant la mise en sécurité du stock d'or de la Banque d'Espagne à Moscou et son usage dans l'achat du matériel soviétiques, en renvoyant aux travaux récents d'Ángel Viñas, Daniel Kowalski et Yuri Rybalkin sur le sujet.

des gouvernementaux[289]. Le 29 octobre 1936, les premiers T-26 soviétiques passaient à l'offensive sur terre, suivis de peu par les I-15 et I-16 dans les airs, avec des succès variables mais incontestables sur le front de Madrid. Ces envois furent placés auprès de l'État-Major Central, sans liens directs avec le PCE ni avec les Brigades internationales.

Durant les six premiers mois, il y eut une certaine porosité entre les Brigades internationales et le dispositif soviétique. Il faut souligner le fait que les deux armes offensives de la guerre moderne, les chars de combat et l'aviation, ont été très vite retirées des compétences de la Base des Brigades internationales. Les détachements de guérilleros, camouflés sous l'appellation de «groupes DCA » internationaux, furent constitués sous un régime mixte, encadrés par les Brigades internationales d'un point de vue du personnel mais sous contrôle opérationnel soviétique. Ce n'est qu'à l'automne 1937 qu'ils furent définitivement rattachés à l'armée républicaine[290]. Cette porosité explique l'usage du terme « Brigadas y fuerzas internacionales » pour qualifier les Brigades internationales jusqu'au printemps 1937, avant la dissolution de l'escadrille *André Malraux* (ex *España*) et du régiment international de chars de combat.

Cette collusion ne fut pas à proprement parler une dissimulation de l'intervention soviétique mais doit être replacée dans son contexte : le manque de personnel pour les chars Renault FT-17 du Régiment de char de Madrid et l'organisation conjointe de la 1ª *brigada blindada* composée initialement d'Espagnols, d'étrangers non soviétiques et de professionnels soviétiques issus de l'*Opération X*. Cependant, l'amalgame entre nationalités, et surtout entre spécialistes « pseudo-Mexicains » et Français, fut difficile[291]. Les unités de chars furent redéployées par les soviétiques en unités indépendantes et les tankistes étrangers survivants furent versés dans les brigades blindées commandées par les soviétiques Seymon Krivoshein, Paul Arman « Greisser » et Dmitri Grigorievitch Pávlov « Pablo » de la Base de tanks de l'EPR sise à Archena[292]. Les commissions des cadres de la Base d'Albacete se sont occupées de suivre administrativement et politiquement le personnel étranger non soviétique de ses

[289] RYBALKIN (Yuri), *Stalin y España…, op. cit.,* p. 72.
[290] AHPA 61834 53 à 59 : Dossier volontaires yougoslaves et serbes. Souvenirs de Lazar Udovicki, du Dimitrov ; SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman … » *, op. cit.,* p. 382.
[291] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit., Situation d'ensemble des brigades et forces internationales (à la date du 19 février 1937*, p. 88.
[292] *Idem,* p. 5 ; 545.2.120 : *Lista de compañeros de casa. Compañeros que han terminado un curso de tres meses.* S.d.; MEDINA TORNERO (Manuel Enrique), « Instalaciones militares en Archena durante la Guerra Civil : escuela de tanques y aeródromo » in GOMEZ MOLINA (Cruz) et CARRASCO MOLINA (José) (dir.),*4° Congreso Internacional Valle de Ricote. Despierta tus Sentidos. Centro Cultural de Ricote 8-11 noviembre 2007*, Ricote, Consorcio Turistico Mancomunidad « Valle de Ricote », 2007, pp. 276-279.

formations désormais indépendantes[293]. Seules les batteries de DCA et les deux « divisions » de guérilleros peuvent être considérées comme des unités mixtes, du fait d'un personnel majoritairement étranger contrôlés par Albacete et d'un encadrement technique soviétique.

En décembre 1936, l'hypothèse d'adjoindre au sein des Brigades internationales une brigade composée d'étrangers résidant en Union Soviétique et préalablement formés militairement avant leur envoi fut évasivement formulée[294]. Cette esquisse de brigade pseudo-soviétique permet de mettre en évidence la séparation nette posée par les soviétiques entre les deux projets militaires. Les Brigades ne bénéficièrent pas d'un appui logistique ou technique de l'Opération X, ni de militaires de l'Armée Rouge en service commandé. Tandis qu'Albacete distribua une partie de son personnel spécialisé selon les besoins de l'EPR et des conseillers soviétiques, l'inverse ne se produisit jamais.

2. Les relations entre les cadres soviétiques en Espagne et les Brigades internationales

Il faut distinguer impérativement trois catégories d'agents soviétiques en Espagne aux prérogatives distinctes : premièrement les délégués de l'IC auprès du PCE et du PSUC, les cadres provenant d'URSS envoyés dans les Brigades internationales et les militaires soviétiques membres de l'Opération X. Les deux premières catégories furent quasiment toutes constituées d'étrangers résidant sur le territoire soviétique ou membres de secrétariats de l'IC tandis que les conseillers militaires, tous citoyens soviétiques, furent déployés dans l'armée gouvernementale. Leurs nombreux rapports et témoignages nous renseignent largement sur leurs relations tendues, concurrentielles ou contradictoires, y compris avec des responsables communistes.

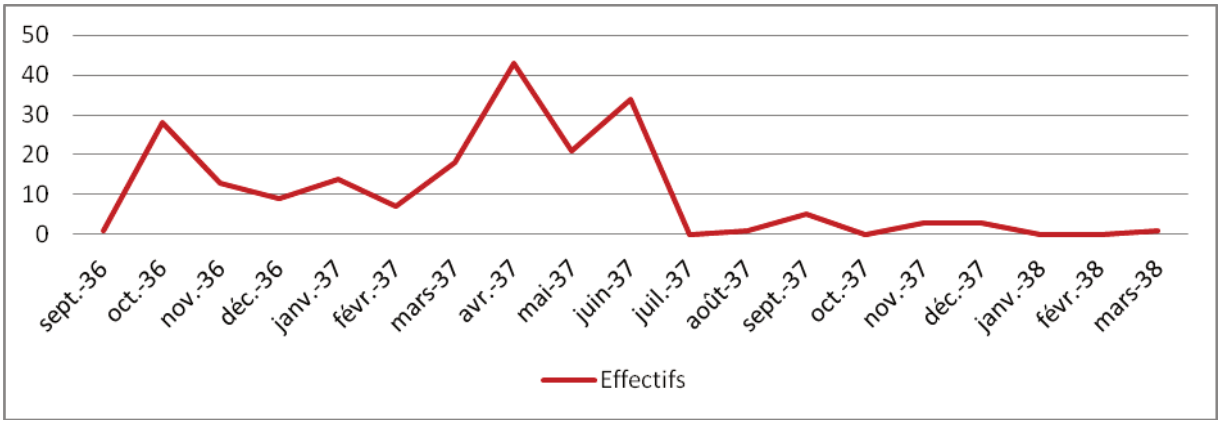
Il n'y eut officiellement aucun volontaire de nationalité soviétique dans les Brigades internationales mais plusieurs étrangers venus d'Union Soviétique y officièrent cependant. Durant la guerre d'Espagne, le mythe de propagande des volontaires venus de 53 pays exclut l'URSS. Cette exception fut d'ailleurs curieusement rappelée par Marty devant le Présidium

[293] RGASPI 545.2.120 : *Lista de compañeros de casa. Compañeros que han terminado un curso de tres meses.* S.d. ; MEDINA TORNERO (Manuel Enrique), « Instalaciones militares en Archena …», *op. cit.*, pp. 276-279.
[294] RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.), SEVOSTIANOV (Grigory), *España traicionada. Stalin y la Guerra civil*, Barcelone, Planeta. Historia y Sociedad, 2002, p. 314 ; VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República…, op. cit.,* p. 435.

du Parti Communiste d'Union Soviétique[295]. Ce n'est que sous Khrouchtchev que les Soviétiques devinrent un « contingent » à part entière dans la mémoire associée aux Brigades internationales[296].

L'estimation traditionnelle du nombre de « soviétiques » dans les Brigades internationales établie aux alentours de 4 000 par l'historiographie traditionnelle paraît bien imprudente. Il semble, d'après les archives du Komintern, qu'il n'y ait eu qu'à peu près 725 étrangers résidant sur le territoire soviétique sans en avoir la citoyenneté qui se portèrent candidats pour les Brigades internationales, dont seulement 589 furent effectivement envoyés (115 possédaient également la nationalité soviétique)[297]. Parmi les contingents nationaux sur lesquels nous disposons de statistiques établies par le Komintern, seuls 4% des effectifs provenaient (en moyenne) d'URSS. Les Bulgares (27%), les communistes allemands (16%), les Autrichiens (10%) et les Yougoslaves (8%) font exception. Cependant, les rythmes de leurs envois en Espagne sont fort instructifs. Sur une liste de 256 étrangers résidant en URSS identifiés comme « Mexicains » par les Brigades internationales, on dispose de la date d'arrivée en Espagne de 201 d'entre eux[298].

Graphique 7-a : Arrivées en Espagne de 201 étrangers officiers ou spécialistes provenant d'URSS entre septembre 1936 et mars 1938 et passés par les Brigades internationales[299].



[295] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales…, op. cit.,* p. 4.
[296] Chapitre « Les volontaires soviétiques » in *Épopée d'Espagne. Brigades internationales 1936-1939. Recueil de récits vécus et de documents historiques,* Amicale des Anciens Volontaires Français en Espagne Républicaine. Paris, 1957, p. 57.
[297] KOWALSKY (David), *La Unión Soviética y la guerra civil española. Una revisión crítica*. Barcelone, CRÍTICA, 2004 [2003], p. 124 ; HARSÁNYI (Iván), « La participación de húngaros en las Brigadas internacionales en retrospectiva historica » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano. Los brigadistas del Europa del Este en la guerra civil española*. Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla - La Mancha, coll. « La luz de la memoria », 2009, p. 78.
[298] RGASPI 545.6.37 : *Liste der Mexikaner*. 15 mars 1937 ; *Lista de los Mexicanos*, S.d. ; *Características de los voluntarios llegados de Mexico*. Barcelona, 4 juin 1938.
[299] *Idem.* 10% sont répertoriés comme morts au combat avant cette date.

Il s'agit pratiquement du rythme inverse des arrivées mensuelles en Espagne de volontaires étrangers durant cette période. L'apogée des « Mexicains » est située au printemps-été 1937, soit le moment où le volontariat s'effondrait. Cela s'explique aisément, il s'agit du moment où plusieurs bataillons supplémentaires furent créés. Leurs professions, tout à fait similaires à celles des autres volontaires, nous confirment qu'il s'agissait de militants qui avaient été formés en URSS dans des spécialités ou qui ont suivi un cursus dans une académie militaire soviétique sans rapport avec leur métier[300]. On trouve ainsi parmi eux 11 commandants, 18 capitaines et 82 lieutenants : les cadres manquants ont été indéniablement trouvés parmi les communistes étrangers résidant en URSS. À partir d'août 1937, les envois furent minimes, probablement par épuisement des ressources humaines tandis que les besoins demeuraient. Ils furent distribués de manière homogène, selon les demandes exprimées par l'EPR (aviation, marine, industries de guerre) et les Brigades internationales. Les envois dirigés vers ces dernières correspondent à des groupes organisés : on trouve ainsi de nombreux Yougoslaves en 1936 tandis que l'idée de créer un bataillon de cette nationalité était acquise[301]. La quasi-intégralité des étrangers résidant en Union Soviétique et partis ou envoyés en Espagne avant la création des Brigades internationales ont été ensuite adjoints à ces dernières, c'est notamment le cas des spécialistes placés auprès du *Quinto Regimiento*.

Si les premières brigades internationales furent toutes dirigées par un officier étranger provenant de l'Armée rouge ou bien formé à l'académie Frounze, c'est parce que le manque patent d'officiers supérieurs qualifiés parmi les volontaires obligea à cette solution, option d'ailleurs plus sûre pour les commandements. Les officiers supérieurs à titre contractuel ou s'étant spontanément mis à la disposition du gouvernement espagnol, peu nombreux et dont on se méfiait, furent intégrés dans les états-majors mais ne reçurent jamais un commandement opérationnel. On ne peut en aucun cas parler d'un plan assumé d'encadrement soviétique des Brigades internationales. Leur promotion en interne se fit le plus souvent par extraction des rangs, y compris pour des fonctions stratégiques ou supérieures.

Prenons par exemple les cas de deux cadres communistes bulgares provenant d'URSS à leur demande : « Karbov » (Ludomir Todorov) et « Bielov » (Loukanov Carlo Feodor)[302]. Le premier arrivait en décembre 1936, capitaine d'infanterie « sur la base des fonctions

[300] RYBALKIN (Yuri), *Stalin y España…, op. cit.,* p. 95.
[301] *Idem.* 10% sont répertoriés comme morts au combat avant cette date.
[302] Dit aussi « Belov. Il est régulièrement confondu dans l'historiographie avec son compatriote et cadre kominternien Georgi Damjanov qui était à Moscou en 1937 où il dirigeait le service des cadres du Komintern sous le même pseudonyme de « Belov ».

techniques exercées en URSS » puis nommé commandant, directeur de l'Intendance de la Base du fait de l'incapacité de ces prédécesseurs. Le second, également capitaine d'infanterie en octobre 1936, était nommé chef d'opération de l'état-major de la XIIème le mois suivant puis commandant de la Base neuf mois plus tard, le 1er août 1937[303]. Dans les deux cas, les promotions furent régulières et circonstancielles, déterminées par leurs compétences[304] . À l'inverse de ces parcours, le chef militaire soviétique initial, Manfred Stern, soutenu par l'EMC républicain dans son désir de fusionner les Brigades internationales dans une division internationale directement rattachée à l'armée du centre, fut contrecarré par ses collègues kominterniens mais non soviétiques[305].

Les Brigades internationales furent en contact avec les agents soviétiques missionnés au travers trois points de contact.

Le premier maillon est d'ordre militaire, via les conseillers soviétiques, et a concerné directement les chefs des grandes unités. La présence de conseillers militaires soviétiques à un niveau inférieur de la division dans les Brigades internationales n'est pas assurée et ce ne fut probablement pas le cas[306]. D'ailleurs, celles-ci ont-elles été militairement placées sous la direction d'un conseiller soviétique spécifique ? Le général soviétique Kirill Meretskov dit « Petrovich » fut en 1936 le premier interlocuteur militaire soviétique, pour peu de temps probablement[307]. Le rôle du conseiller attitré au suivi des Brigades internationales semble avoir été jusqu'à l'été 1937 un certain Colonel Simonov (nom de code « Valois ») établi à Valence et non remplacé à son retour en URSS à l'été 1937. Nous ignorons tout pour le moment de son activité exacte, il n'apparaît presque jamais dans la documentation. Un rapport signé de sa main et présenté par Voroshilov à Staline en août 1937 atteste largement de sa grande méconnaissance des Brigades internationales[308]. Aucun rapport administratif, militaire ou du Komintern n'évoque de liens directs avérés entre les chefs de la mission militaire soviétique en Espagne et Albacete ni la présence d'un conseiller de tutelle à partir de l'été

[303] RGASPI 545.6.312 : Fiche « Karbov ». Marty, 17 juin 1940 ; 545.6.311 : *Bielof (Loukanov Carlo Feodor) Caractéristique de son travail en Espagne*. Par Marty. Moscou, 25 juin 1940, p. 4.
[304] Tous deux demandèrent leur rapatriement en URSS, déprimés mais avec d'excellents états de service.
[305] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne …*, *op. cit.,* p. 57.
[306] En novembre 1936, Dmitri Grigorievitch Pávlov fut nommé très peu de temps chargé de l'instruction de la première brigade internationale, avant de prendre la direction de la brigade de chars en formation. Peu de temps après il était nommé auprès de la base de chars d'assaut d'Archena et était remplacé par l'écrivain Ludwig Renn.RGASPI 545.3.47 : Armée Espagnole 11ème Brigade mixte État-Major. 1er bureau Ordre général n°1. Albacete, le 2 novembre 1936.
[307] RGASPI 517.1.1856 : *Sur la note manuscrite du 9-10-37*. Par Marty, 22 décembre 1939.
[308] RGVA 33987.3.1033, pp.95-101. Transmission de Voroshilov à Staline d'un rapport sur les Brigades Internationales signé par Petrovitch et Simonov. 21 août 1937 in RADOSH (Ronald), *et alii*, *España traicionada…, op. cit.,* Document 50, pp. 306-310.

1937, si tant est qu'une telle tutelle ait existé[309]. De toute manière, André Marty a régulièrement souligné dans ces rapports son regret que les conseillers soviétiques (de brigade) « n'avaient pas pouvoir exécutif »[310].

Le second maillon est d'ordre politique. Ici encore, aucun document n'atteste pour le moment d'un organigramme exact ni de prérogatives précises. Le Komintern a disposé en Espagne de deux représentations : le soviétique Ivan Petrovitch Stepanov dit « Moreno »[311] comme délégué du Comité Exécutif de l'IC et l'Argentin Vittorio Codovilla puis l'Italien Togliatti à partir de l'été 1937, auprès du CC du PCE[312]. Stepanov fut quant à lui l'interlocuteur de Marty comme de Thorez à propos des Brigades internationales. En plus d'un long séjour en France auprès du PCF à la fin des années 20, il avait été également chargé de l'Espagne auprès du Komintern, avant de recevoir la direction secrétariat latin en 1932[313]. Envoyé sur place en janvier 1937, il y reste jusqu'en février 1939. Un personnage non identifié apparaissant sous le pseudonyme de « Pribitch », semble avoir eu des prérogatives importantes[314]. D'après André Marty, ce dernier était « chargé du travail politique dans les Brigades internationales en novembre 1936[315]. Son autorité n'était pas supérieure à celle de Marty, qui le désavoue dans un cas documenté, mais il disposait apparemment d'une prérogative concernant la nomination des cadres supérieurs[316].

[309] Jan K. Berzin dit « général Grishin » ou « Donizetti » (juillet 1936- juin 1937) puis Grigori Mikhaïlovitch Chtern « Grigorovich » (juin 1937-avril 1938) puis K. M. Kachanov (1938-1939).

[310] RGASPI 545.6.1536 : *Note sur le commandant MORENO (Yougoslave) chef du service d'investigation Militaire (SIM) des Brigades Internationales (Janvier -12 juin 1938) et sur quelques point du fonctionnement du SIM des BI (Octobre 1937 – 1er juin 1938)* Par André Marty, Moscou, 24 octobre 1939, p. 8.

[311] Ivan Petrovitch Stepanov dit « Step » ou « Moreno » en Espagne mais cité comme « Chavaroche » dans la correspondance d'André Marty qui le connu en France auparavant sous ce pseudonyme. Entrée *STEPANOV Ivan Petrovitch* dans le Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français dit « Maitron » (version en ligne) rédigée par Michel Dreyfus et Serge Wolikow. http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article49943

[312] ELORZA (Antonio), « Stalinisme et internationalisme en Espagne, 1931-1939 » in WOLIKOW (Serge) et CORDILLOT (Michel) (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1993, p. 198 ; SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano…, op, cit.,* p. 215.

[313] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas…, op. cit.,* pp. 61 et 106.

[314] Ou *Privic* en serbo-croate ? André Marty signale l'avoir rencontré en URSS avant la guerre d'Espagne.

[315] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, Annexe 47.

[316] Il est évoqué une seule fois, à propos de son accord donné à la nomination du jeune italien Locatelli comme Commissaire Général des Brigades internationales par Antonio Pretel Fernández, député communiste et commissaire adjoint auprès du Ministère de la Guerre le 28 novembre 1936, en l'absence de Marty. Ce dernier refusa catégoriquement cette nomination et imposa Luigi Longo à ce poste. Versé dans la XIVème brigade, Locatelli disparu à Lopera en décembre 1936, achevant de triste manière une carrière internationale de cadre prometteur du Komintern : membre du PCI, école militaire en Union Soviétique, instructeur militaire des émigrés espagnols en URSS après l'insurrection des Asturies. Envoyé ensuite au Brésil comme instructeur militaire auprès du PC Brésilien puis en France, il partit en Espagne de son propre chef. RGASPI 545.1.42 *: Au camarade Bretel* (sic), *Commissaire de Guerre*, Valence. Par Marty, Albacete, le 8 décembre 1936.

Le troisième maillon est d'ordre sécuritaire, par l'entremise du contre-espionnage des Brigades internationales. « Orlov » (Lev Lazarevitch Feldbine dit Alexandre Orlov) et « Bielaief » (Alexander Belyaev alias de Naum Markovich Belkin), membres soviétiques du NKVD, avaient été envoyés comme conseillers auprès de la sécurité intérieure du gouvernement Espagnol, dans le *Servicio de Investigación Militar* (SIM). Les Brigades internationales se dotèrent bientôt d'un organe similaire intitulé *Service de Sûreté Militaire* puis renommé, en français, *Service d'Information Militaire* comme service de contre-espionnage. Ses dirigeants étaient nommés par Orlov puis Bielaief mais leur relation avec André Marty étaient exécrables.

Objet de tous les phantasmes dans l'historiographie consacrée, le Service de Sûreté Militaire des Brigades internationales, ne mérite en aucun cas la réputation qui lui est faite d'antenne du NKVD en Espagne. Sur ce point, le goût d'André Marty pour le dressement « policier » des archives est fort utile pour l'historien. Tous ses rapports font la démonstration de l'incapacité, quasiment congénitale, du Service de sûreté puis du SIM à identifier et réprimer l'action d'agents ennemis. De sa création en novembre 1936 jusqu'à sa suppression fin mai 1938, ses dirigeants successifs, probablement nommés mais peu ou pas suivi par Orlov puis Bielaiev, furent considérés comme des « incapables » ; deux, selon Marty, agirent en « ennemis »[317]. Selon ce dernier, le SIM (des Brigades internationales) fut « une mauvaise police de caserne arrêtant les ivrognes et les retardataires à l'appel, les provocateurs connus de tout le monde ; mais ne découvrant jamais les organisations de fascistes et de saboteurs [318]». Loin de constituer un organe à part, Marty obtint d'ailleurs à chaque fois leur destitution, six se relayèrent en dix-huit mois. À partir de juin 1938, le nouveau titulaire fut un espagnol nommé par le CC du PCE (jugé tout aussi incapable par Marty qui, cette fois, n'avait plus les prérogatives nécessaires pour obtenir son remplacement)[319]. *Last but not least*, les deux opérations policières menées au sein des BI, à l'hiver 1936 puis au printemps 1938, furent entièrement de son fait, décidées et imposées par lui seul.

[317] En l'occurrence le commandant franco-polonais Carnet jusqu'en décembre 1936, le serbe Fein jusqu'en juillet 1937, deux autres officiers yougoslaves venus d'URSS, le commandant Stepanovitch à l'automne 1937 et le capitaine Koslof Sergiei Sergieievich dit Moreno de janvier à avril 1938 puis Soria en mai 1938 (frère du journaliste et historien communiste George Soria). RGASPI 545.6.1536 : *Fiche Koslof Sergiei Sergieievich Yougoslave (Moreno).* Par Edo, Moscou 19 octobre 1939 ; *Annexe II Sur le Service de Sûreté Militaire des BI (SIM)* Par Marty, Moscou, 23 octobre 1939 ; *Note sur le commandant MORENO (Yougoslave) chef du service d'investigation Militaire (SIM) des Brigades Internationales (Janvier -12 juin 1938) et sur quelques point du fonctionnement du SIM des BI (Octobre 1937 – 1er juin 1938).* Par Marty, Moscou, 24 octobre 1939.

[318] RGASPI 545.6.1536 : *Note sur le commandant MORENO (Yougoslave) chef du service d'investigation Militaire (SIM) des Brigades Internationales (Janvier -12 juin 1938) et sur quelques point du fonctionnement du SIM des BI (Octobre 1937 – 1er juin 1938)* Par André Marty, Moscou, 24 octobre 1939, pp. 1-2.

[319] *Idem.*

L'absence d'un encadrement soviétique préalablement déterminé dans les Brigades internationales est à placer en correspondance avec l'absence de soutien logistique, d'armes et de ravitaillement venant d'URSS.

3. Les Brigades internationales exclues de la chaîne logistique militaire soviétique vers l'Espagne

Dans l'historiographie postérieure comme dans certaines déclarations contemporaines figurent régulièrement des affirmations selon lesquelles les Brigades internationales auraient été mieux équipées que les autres formations républicaines ou antifascistes et/ou qu'elles furent les destinataires exclusives, principales ou régulières des envois de matériels soviétiques.

Or, les archives administratives et les rapports des états-majors des Brigades internationales attestent nettement que celles-ci n'ont jamais été directement destinataires de l'équipement soviétique. Les dotations procédaient selon les choix de l'armée républicaine et les Brigades internationales ne furent nullement privilégiées. Dans son premier rapport devant le Comité exécutif du Komintern, André Marty se plaignait d'ailleurs de leur sous-équipement et y voyait une intention délibérée du gouvernement républicain espagnol, préférant équiper d'autres brigades en priorité[320]. Plusieurs audits détaillés sur l'armement des Brigades internationales furent réalisés à partir de février 1937. Tous font état d'une dotation disparate, très insuffisante, et apportent la preuve que l'armement soviétique y était proportionnel à la dotation des autres brigades opérationnelles. On refusa ainsi jusqu'en 1938 de doter les Brigades internationales en camions soviétiques ; le matériel roulant était en majorité issu de la Commission des Achats Militaires (CAM) du PCF à Paris et des usines et ateliers « bricolés » sous la direction de Jean Feintuch[321]. La décision de créer en Espagne un atelier de fabrication de grenades à main artisanales dans des conditions rocambolesques (il sauta accidentellement) atteste qu'un ravitaillement de ce type n'existait pas depuis l'URSS.

Les armes automatiques, surannées, demeurèrent perpétuellement en nombre insuffisant. Une compagnie de mitrailleuses détachée des Brigades internationales ne possédait en janvier 1937 que 3 000 cartouches pour 17 engins et une seule paire de jumelles

[320] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 88.
[321] RGASPI 545.6.1180 : « Rapport sur mon activité en Espagne » Par Farkas. Paris, 25 avril 1938.

pour un front de cinq kilomètres, aucun téléphone de tranchée ni casques pour les servants[322]. En février 1938, la situation n'avait guère changé. Dans la XIVème brigade (5 000 hommes), 1 012 soldats étaient désarmés, 8 mitrailleuses sur 57 étaient en état de marche, et il n'y avait que 7 FM Degtiarev Mle 1928 soviétiques et 18 FM Chauchot Mle 1915 français pour six bataillons[323]. Ces exemples sont valables pour l'intégralité des unités internationales, sans oublier les artilleurs de plusieurs batteries internationales, finalement versés dans l'infanterie, faute d'obus ou de pièces. C'est après la réouverture de la frontière franco-espagnole par le second gouvernement Blum, en mars 1938, que les Brigades internationales, dont cinq sur six étaient en Catalogne, furent reconstituées et équipées en partie sur du matériel soviétique comme les autres divisions du secteur, en prévision de l'offensive à venir. Durant l'été 1938, la bataille de l'Èbre consacra donc un instantané trompeur de l'équipement soviétique et moderne des Brigades internationales. L'examen des archives déposées au RGASPI l'atteste formellement : l'armement provenait des dépôts espagnols mais une grande part de la chaîne logistique des Brigades internationales était obtenue via la CAM à Paris, et de commandes passées sur des marchés privés extérieurs, européens et transatlantiques, acheminées ensuite via la société-écran *France-Navigation*. Une autre partie venait des collectes réalisées par les Comité d'aide au Peuple espagnol et dirigées ensuite vers Albacete. Cette destination, pas toujours évidente pour la direction des comités, a motivé des rappels à l'ordre récurrents du gouvernement espagnol dès janvier 1937 et des réponses dillatoires des Brigades internationales[324] .

Une constatation s'impose : l'aide soviétique allait exclusivement au gouvernement espagnol, qui en disposa ensuite comme il lui semblait. Un cas bien documenté nous renseigne sur ce point. Fin novembre 1936, le délégué des Brigades internationales au Levant, l'Italien Palladino, se rendait à Alicante pour saisir, sur ordre d'André Marty, la cargaison des steamers soviétiques *Rambon* et *Tchitcherine*. Il s'agissait, entre autres, de vivres et surtout de 10 000 paires de souliers militaires dont Albacete avait cruellement besoin pour la formation puis l'envoi au front de trois brigades supplémentaires, de nouveaux effectifs arrivant constamment sous l'effet du grand recrutement. Or, le représentant soviétique des cargos refusa obstinément d'obtempérer, en arguant que la cargaison avait été consignée pour le

[322] RGASPI 545.1.44 : CDGIBI : *Au Commandant de la Base d'Albacete.* Par Luigi Longo, Valence, 5 janvier 1937.
[323] RGASPI 495.76.4a : Rapport du commandant de la XIVème à André Marty. 16 février 1938 ; *Rapport sur la situation morale et militaire de la 14e*. Par Dumont. En campagne, le 18 février 1938.
[324] RGASPI 545.2.37 : Rapport confidentiel de Anker à Vidal. Albacete, 5 février 1937.

gouvernement espagnol et lui appartenait donc[325]. Des interventions insistantes auprès du CC du PCE, de la mission commerciale soviétique et du ministère de la Guerre républicain n'y changèrent rien. Le Komintern, par l'entremise de Fischer, intima l'ordre à la Base d'Albacete de cesser séance tenante ses réclamations. La XIIIème brigade attaquait un mois plus tard Teruel en chaussures de ville et par une température de moins trente degrés.

Cette anecdote tragique permet de mettre en valeur le fait que le Komintern n'avait pour « ses » Brigades internationales aucune prérogative spéciale sur le soutien logistique et militaire soviétique. Les volontaires étrangers tankistes, dont une partie (germaniques et balkaniques) venait d'URSS, ne disposaient pas même de casques ou de paletots de cuir pour les protéger ; sans doute il eut été facile de s'en procurer en Union Soviétique, y compris via le MOPR. Casques, pelles, pioches, fils barbelés, télégraphiques ou pièces de rechange furent obtenus et achetés par la CAM, financée par les comités de solidarité de l'étranger. En août 1938, camions, matériels électriques et équipement d'été étaient encore commandés auprès du PCF[326].

De façon prévisible, la sous-dotation en divers équipements affaiblit considérablement les capacités des Brigades internationales qui ne purent jamais, de ce fait notamment, être les unités d'élite que l'on attendait. D'autre part, leur vocation militaire ne pouvait en aucun cas être comparable à l'apport performant, technique et moderne de l'*Opération X*. Cette projection militaire soviétique était intégralement déterminée par et selon les besoins des forces armées républicaines, besoins parmi lesquels les fantassins étrangers ne figuraient pas.

D. Les Brigades internationales, un projet éminemment politique du Komintern

Dans sa définition originale, l'idée d'une formation de combat composée d'étrangers correspond naturellement à un projet d'ordre militaire, le fait n'est pas contestable. Cependant, son extrapolation démesurée, sa massification par le grand recrutement, sa mondialisation et son énorme production documentaire déterminent les Brigades internationales comme un objet avant tout politique, un formidable véhicule de propagande et un axe majeur de l'unité d'action au cœur de la stratégie de Front populaire. Pour considérer

[325] RGASPI 545.2.306 : *Rapport n°5. Le camarade Palladino, délégué de la Base des Brigades Internationales à Valence au Camarade André Marty à Albacete Valence*, le 29 novembre 1936.
[326]RGASPI 517.1.1886 : *Au Secrétariat du PCF*. Barcelone, 5 août 1938.

les définitions globales officielles dans lesquelles les Brigades internationales furent inscrites, nous disposons d'un corpus concordant. André Marty résumait dans son second rapport devant le comité exécutif du Komintern les termes généraux des objectifs officiellement poursuivis :

> a) apporter à l'armée espagnole des éléments militaires déjà suffisamment instruits pour donner à la jeune armée populaire de la République les forces et les méthodes de combat qui lui manquent encore ; en d'autre termes, du point de vue militaire, les forces internationales constituent un exemple au sein de l'armée espagnole.
> b) apporter au peuple et au gouvernement de la République la force antifasciste absolument sûre dont les cadres et les volontaires sont animés, leur même foi[327].

À cette définition pragmatique s'ajoutait une version politique publiée pour la première fois le 11 novembre lors de l'arrivée des Brigades internationales à Madrid puis, légèrement remaniée, distribuée comme matière aux commissaires politiques des deux premières brigades internationales le 27 novembre 1936[328]. Son signataire, l'Italien Giuseppe di Vittorio, très probablement son coauteur avec son compatriote Luigi Longo, y précisait les conditions et la nature politiques des Brigades internationales :

> La base politique d'union de toute la brigade réside dans le but même que chaque camarade visait en accourant volontairement combattre en Espagne : celui d'aider efficacement le peuple frère d'Espagne à défendre sa république, ses libertés, ses conquêtes sociales, pour sauver à la fois la liberté de tous les peuples et la paix du monde, contre le fascisme oppresseur et provocateur de guerre. Par sa composition et par son but, la brigade internationale est en quelque sorte *une brigade du Front Populaire d'Europe*. Elle symbolise en même temps l'union des travailleurs de toutes tendances et l'union des peuples dans leur lutte commune pour le pain, la paix et la liberté. Elle exprime la solidarité vivante de tous les peuples d'Europe pour le peuple héroïque d'Espagne. Les travailleurs de tous les pays, à quelques courants politiques qu'ils appartiennent, peuvent considérer et aimer la brigade internationale comme

[327] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 47.
[328] « Salut de la Brigade Internationale au peuple d'Espagne » in *Le Peuple en arme*. Organe de la 11ème Brigade Mobile (Brigade internationale) n°2, 11 novembre 1936, p. 2. Le texte complet fut publié dans *La Correspondance internationale* puis dans l'ensemble des bulletins théoriques nationaux : « L'action victorieuse de la brigade internationale aux portes de Madrid » par Mario Nicoletti in *La Correspondance Internationale* n°52 du 28 novembre 1936, p. 1432 ; RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 47.

> l'émanation de leur pensée, leur propre détachement armé, luttant sur le front mondial de la paix et de la liberté[329].

De ces deux définitions objectives, la première, pragmatique, servait de justification à la seconde, politique, celle-ci constituant la véritable raison d'être des Brigades internationales comme émanation, représentation et projection des rassemblements de front populaire par son incarnation de l'unité d'action.

1. Placer la création des Brigades internationales sous un patronage commun

Le premier appel à une démarche internationale unitaire associant les deux grandes internationales fut le fait du Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme, par un télégramme signé de Langevin, envoyé le 23 juillet 1936, à l'IC et à l'IOS-FSI en faveur d'une réunion à Paris ou Bruxelles[330]**.** Le Komintern assura très vite de sa volonté d'établir des contacts étroits avec l'IOS et la FSI à propos de l'Espagne. Dès la fin juillet, sur la continuité de cet appel, la recherche d'une association, ou du moins d'une coordination commune, était envisagée :

> L'unité d'action de l'Internationale Communiste, de l'Internationale d'Amsterdam et de la Fédération Syndicale d'Amsterdam peut seule assurer dans le monde entier une véritable base de masse à la campagne en faveur de la république espagnole, de la révolution démocratique en Espagne. Elle seule peut coordonner l'action des différentes sections du prolétariat et assurer le succès de cette campagne. […] Nous ne savons pas si l'IOS a pris la main que lui tend l'IC pour marcher et combattre ensemble[331].

À la fin du mois d'août, le CC du PCF adoptait une ligne politique spécifique. Lors de la réunion du secrétariat du 24 août 1936, décision fut prise de « Multiplier toutes les formes de travail commun avec les organisations du PS. Donner des directives aux régions dans ce sens, en soulignant la nécessité de resserrer les liens du Front Populaire et l'action commune de toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour la Paix et la sécurité de la France[332] ». Le 31 juillet 1936, sur une proposition du Secours Populaire de France et des Colonies (SPFC), le Comité National du Rassemblement Populaire (CNRP) décidait de la constitution d'une Commission de solidarité du Rassemblement Populaire pour l'aide au

[329] « L'action victorieuse de la brigade internationale aux portes de Madrid » par Mario Nicoletti in *La Correspondance Internationale* n°52 du 28 novembre 1936.
[330] IISG LSI 2763 : *Télégramme du Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme*. 23 juillet 1936.
[331] « De l'aide pour l'Espagne » par A. Komjat in *La Correspondance Internationale* n°34 1er août 1936, p. 932.
[332] RGASPI 495.18.1139 : *Décision du secrétariat* [du CC du PCF] *du 24 août 1936.*

Peuple espagnol[333]. Elle rassemblait 12 délégués des organisations membres du Rassemblement Populaire[334]. Elle avait pour mission de centraliser les différentes initiatives prises en faveur de l'Espagne républicaine, de quelque nature qu'elles soient[335]. Avec la mise en place de la politique de « non-immixtion » du gouvernement Blum début août 1936, la Commission de Rassemblement populaire se vida de sa substance : elle engageait trop loin pour la SFIO et trop peu pour le PCF. Second problème, le Rassemblement Populaire ne prenait pas d'adhésion individuelle, ce qui constituait un obstacle politique majeur pour la tactique d'entrisme des organisations de masse communisantes[336].

Il fallait donc déterminer une nouvelle structure plus à même de pouvoir consacrer une unité d'action entre les trois Internationales. Ce fut en substance l'objet principal de la décision du Komintern du 18 septembre 1936, qui déploya l'architecture de la stratégie des partis communistes et des organisations auxiliaires. La seconde partie du protocole du 18 septembre n'est jamais mise en évidence dans l'historiographie. Elle est pourtant fondamentale puisqu'elle détermine totalement le cadre dans lequel vont se placer les futures Brigades internationales :

> b) Die Genossen Dimitroff, Kuusinen und Manuilski zu beauftragen gemeinsam mit den Genossen Codovilla und Fried die Vorschläge, wonach sich die Kommunistischen und Sozialistischen Partei ein sowie die Gewerkschaftsbünde in Spanien und Frankreich an die Parteien und Organisationen der Zweiten und Amsterdamer Internationale und andere Arbeiterorganisationen wenden sollen zwecks Ausarbeitung von gemeinsamen Aktionen zur Unterstützung des spanische Volkes Sitzung des Sekretariats zur Bestätigung vorzulegen[337].

---

[333] BDIC F delta RES 0251: Dossier : Commission Solidarité du rassemblement populaire pour l'aide au peuple espagnol (sic).

[334] Dont le PCF, la SFIO, le PR, la CGT, la LDH, le CMFGF, le SPFC et des organisations d'anciens combattants membres du front populaire, sous la présidence de Victor Basch (déjà président de la Ligue des Droits de l'Homme) et Jean Chauvet, (déjà secrétaire du SPFC) comme secrétaire, bientôt remplacé par Émile Bureau de la même organisation. APP BA 1665. Dossier : Révolution Espagnole – Mouvement de solidarité envers la République Espagnole. *AS du recrutement des volontaires pour l'Espagne*. Paris, 7 décembre 1936 ; Dossier : Recrutement de volontaires pour l'Espagne. *AS du recrutement des Volontaires pour l'Espagne républicaine*. Paris, 26 décembre 1936.

[335] MARTY (André), *Avec l'Espagne pour nos libertés et la paix !* Paris, Éditions du Comité populaire de Propagande (120 rue Lafayette), 14 août 1936, p. 62.

[336] CARRE-PRÉZEAU (Jocelyne), *Amsterdam Pleyel (1932-1939). Histoire d'un Mouvement de Masse.* Thèse de doctorat d'Histoire sous la direction de Claude Willard. Université de Paris VIII. 1993, p. 422.

[337] *b) Charger les camarades Dimitroff, Kuusinen et Manuiliski avec les camarades Codovilla et Fried de formuler, et de soumettre à l'approbation de la réunion du secrétariat du lendemain, une proposition visant à ce que les partis communistes et socialistes ainsi que les syndicats en Espagne et en France s'adressent aux organisations de la deuxième Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam et à d'autres organisations de travailleurs, dans le but d'élaborer des actions communes de soutien au peuple espagnol*. RGASPI 495.18.1435.1 : *Vertraulich. Protokoll (A) Nr 74 der Sitzung des Sekretariats des EKKI am 18. September 1936*..

Début octobre, la grande campagne mondiale de solidarité était initiée et placée sous la responsabilité d'un « Comité des trois » à Paris, remplaçant la commission mise en place durant l'été à Paris et rassemblant à l'exécutif Maurice Thorez, Harry Pollitt et, fait significatif, Willy Münzenberg, remplaçant désormais André Marty[338]. Cette campagne devait être déployée « en Angleterre, en France, en Tchécoslovaquie en Hollande, en Suisse en Belgique, en Suède, aux États-Unis et en Argentine[339] ». Un de ses premiers objectifs fut d'aboutir à la tenue d'une grande conférence unissant les trois Internationales en faisant suggérer cette idée par les Espagnols eux-mêmes.

Dix jours plus tard, le CC du PCF matérialisait plus précisément les directives du Komintern en s'adressant officiellement à l'IOS et à la FSI, tandis qu'avait cessé toute attaque directe contre les socialistes[340]. L'invitation « cordiale » adressée à de Brouckère et Adler par Cachin et Thorez pour une rencontre sur « l'action commune immédiate de toutes les organisations ouvrières internationales » concernant l'Espagne aboutit favorablement le 14 octobre à Paris[341]. Les deux représentants français de l'IC proposèrent une unité d'action des trois Internationales, autour de cinq actions communes : campagne mondiale de solidarité, levée de l'embargo et du blocus, boycott des factieux, envoi d'une aide alimentaire et médicale aux républicains et parrainage des familles des miliciens espagnols[342]. L'IOS refusa de s'engager dans cette démarche à l'évidence piégée. Le 30 octobre, une nouvelle initiative de rapprochement eut lieu, cette fois en direction de la seule CAP de la SFIO, puis une troisième le 12 novembre 1936. Cette démarche était cette fois doublée. Elle réitérait les précédentes propositions tout en y associant une demande nouvelle : la reconnaissance de la présence de nombreux volontaires français en Espagne. Établis sur « le souvenir de nos camarades socialistes et communistes français tombés en héros sous le drapeau de la République Espagnole », les termes de l'accord proposaient de faciliter, parrainer et soutenir le volontariat international combattant en Espagne :

> Pour faciliter par tous les moyens en notre pouvoir l'action des volontaires Internationaux qui se mettent au service de l'Espagne. Pour organiser le parrainage des

[338] RGASPI 495.18.1117 : *Décisions sur l'action pour L'Espagne* [secrétariat du CEIC]. 11 octobre 1936.
[339] On y reconnaîtra évidemment les principaux pays pourvoyeurs des Brigades internationales, à l'exception du Canada, probablement associé ici aux États-Unis.
[340] RGASPI 495.18.1139 : *Décision du secrétariat* [du CC du PCF] *du 29 septembre 1936*.
[341] Tous deux furent désignés porte-paroles par l'IC auprès des socialistes. WOLIKOW (Serge), *Le Front populaire…*, *op. cit.,* p. 106 ; « Marcel Cachin et Maurice Thorez proposent à de Brouckère et Adler en commun l'organisation de l'action ouvrière internationale en faveur de la République espagnole » in *L'Humanité* du 7 octobre 1936, p. 1.
[342] « Hier, à Paris se sont rencontrés les représentants des deux Internationales » in *L'Humanité* du 15 octobre 1936, p. 1.

> diverses unités combattantes des troupes républicaines afin de répondre ainsi aux nombreuses sollicitations dont nous sommes l'objet de la part de travailleurs socialistes, communistes et syndicalistes des usines pour faire ensemble une démarche auprès du camarade Salengro afin d'obtenir que les frontières du territoire ne soient pas fermées aux volontaires français et étrangers qui désirent se rendre en Espagne[343].

Il semble que l'IC ait particulièrement pressé le PCF d'injonctions afin d'obtenir une rencontre avec l'IOS et la FSI, si on en juge le télégramme de rappel de Dimitrov adressé à Duclos et Thorez le 15 décembre, cité par Serge Wolikow[344]. Le 20 décembre, le Komintern réitéra à sa section française sa volonté d'une association étroite avec l'IOS et la FSI autour des volontaires internationaux. Les points suggérés demeuraient les mêmes, soient « une assistance complète au mouvement de volontaire en faveur de la république espagnole » et « le patronage des Brigades internationales », appel relayé publiquement par Marcel Cachin dans *L'Humanité* du 27 décembre[345]. Cette initiative n'eut qu'un seul et faible écho : le 24 décembre 1936, Pietro Nenni, Luigi Longo et André Marty ratifièrent un appel de la Commission Politique des Brigades Internationales appelant au soutien des Brigades internationales, notamment le patronage par les organisations de la classe ouvrière[346].

2. La décision politique de décembre 1936 : l'extension du volontariat au monde entier

Le mois de décembre constitue à n'en point douter un changement majeur dans la politique internationale pro-espagnole du Komintern. La première mention des Brigades internationales dans le journal de Dimitrov apparait d'ailleurs à une date tardive, le 10 décembre 1936. Dimitrov consignait à cette date qu'une « direction politique des brigades internationales » était désormais indispensable et que le commandement et l'organisation devaient être renforcés, quasiment deux mois après leur création[347]. En décembre 1936, le secrétariat du Komintern affinait sa politique espagnole, notamment sur la base d'un rapport établi par Raymond Guyot le 14 décembre 1936[348]. À son retour à Paris puis en Espagne, son

---

[343] « La lettre du Parti Communiste au Parti Socialiste » in *Rouge-Midi. Organe régional du PCF* du 13 novembre 1936, p. 5.
[344] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste…*, *op. cit.,* p. 109.
[345] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* pp. 173-174 ; « Hitler contre l'Europe » de Cachin in *L'Humanité* du 27 décembre 193, p. 1.
[346] NENNI (Pietro), *La guerre d'Espagne…*, *op. cit.,* pp. 197-198.
[347] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 169.
[348] RGASPI 495.18.1125 : *Protokoll (A) n°93 des Sekretariats des EKKI vom 14 dez 1936* [Sténogramme de l'intervention de Raymond Guyot sur l'Espagne] ; *Mémorandum du camarade Guyot sur les questions espagnoles à la réunion du secrétariat de l'ECCI du 21 décembre 1936* ; 495.18.1132 : *Réunion de secrétariat*

rapport fut communiqué sous la forme d'un mémorandum rédigé comme une série d'instructions auprès du PCF (destinataires Thorez/Clément), du PCE (Diaz, Codovilla) et à la Base (Albacete) sans rencontrer d'objections[349].

La dimension politique venait désormais se confondre totalement avec la dimension militaire. Le point concernant les Brigades internationales annonce le changement de nature du projet et l'extension de sa dimension extérieure à l'Espagne :

> En élargissant le champ géographique du recrutement et en lui donnant un caractère de front unique pour renforcer la brigade ; lui assurer une meilleure direction politique surtout de la part du CC du PCF ; accentuer le recrutement d'officiers français qui manquent ; améliorer la qualité du recrutement en faisant attention à l'infiltration de la Gestapo surtout par le recrutement allemand et belge et à l'infiltration anarchiste (des cas sont signalés à Lyon et en Suisse) ; améliorer la qualité physique par une visite médicale élémentaire des recrues ; poser justement le rôle brigade « solidarité de la démocratie internationale pour aider l'Espagne » et non que la brigade sauvera l'Espagne etc... et de ce point de vue régler certaines question personnelles (en particulier Général Kléber) ; améliorer le rapports entre la direction de la brigade et le BP du PCF[350].

Les recommandations du mémorandum étaient déjà appliquées en France, comme l'atteste le compte rendu de la réunion du BP du PCF du 11 novembre 1936[351]. Il fut suivi d'un second volet, le *Protokoll (A) n°99*, adopté par le secrétariat du CECI trois jours plus tard qui établissait la nouvelle feuille de route du PCE et des PC vis-à-vis de Espagne[352].

Les deux protocoles intronisent un changement d'échelle de la campagne autour des Brigades internationales jusqu'ici essentiellement concentrée en France et en Belgique. Désormais, le volontariat fut mondialisé et des consignes de recrutement en masse de volontaires données aux partis communistes de dix-sept pays associés : France, Espagne (immigration), Allemagne, Italie, Tchécoslovaquie, Pologne, Belgique, Hollande, Autriche, Suède, Danemark, Norvège, Yougoslavie, Suisse, Luxembourg, Royaume-Uni et États-Unis.

---

de l'IC du 27 décembre 1936. Le choix de Raymond Guyot peut étonner. S'il se trouvait effectivement en Espagne pour le KIM et puis à Paris pour la Conférence internationale de la Jeunesse sur l'Espagne le 19 décembre, qui fut un grand succès, il faut probablement entendre la voix de Maurice Thorez dans le Mémorandum porté par Raymond Guyot à Moscou ; c'est toutefois mon hypothèse.

[349] RGASPI 495.18.1125 : *Mémorandum du camarade Guyot sur les questions espagnoles à la réunion du secrétariat de l'ECCI du 21 décembre 1936*, p. 1. Lors d'un court passage à Paris et invité par Gitton et Duclos à faire une présentation de la situation espagnole devant le BP, André Marty abordera le Mémorandum en parlant « d'instructions » de « la Maison » qu'il venait de recevoir. RGASPI 517.1 1802 : *Réunion du BP du PCF du 24 décembre 1936*. Intervention sur l'Espagne par André Marty, p. 28.

[350] RGASPI 495.18.1125 : *Mémorandum du camarade Guyot…*, *op. cit.,. Point 5* : *Sur la brigade internationale.*

[351] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste…*, *op. cit.,* p. 108.

[352] RGASPI 495.18.1132 : *Protokoll (A) n°99 der Sitzung des Sektretariats des EKKI am 27 Dezember 1936*.

La priorité absolue des directives du Komintern reposait sur deux objectifs : la recherche d'une victoire militaire en Espagne et la consolidation du Front populaire par l'unité d'action[353].

Entre décembre 1936 et mars 1937, la plupart des dix-sept partis communistes directement associés à la stratégie espagnole du Komintern furent reçus à Moscou[354]. La stratégie de front unique fut alors martelée aux sections nationales. Les communistes belges reçurent les instructions suivantes, similaires à la plupart de celles adressées aux autres sections nationales du Komintern :

> Le PCB a pour tâche de renforcer partout les actions de Front unique et de mener une campagne quotidienne particulièrement active pour l'unité dans l'action d'aider à l'Espagne, en vue d'aboutir à la conclusion d'un accord avec le POB sur cette question. […] Le PCB liera son action pour l'unité ouvrière et antifasciste en Belgique avec une campagne persévérante pour l'unité internationale en montrant devant les travailleurs et, en particulier devant les ouvriers socialistes, que placés sous la menace directe de Hitler, ils ont un besoin vital de la lutte commune à l'échelle internationale contre les forces du fascisme et de la guerre et d'une aide internationale unie. Les communistes indiqueront devant les masses et dans les organisations ouvrières l'équivoque dangereuse et inadmissible dans les positions de plusieurs dirigeants socialistes qui, tout en se prononçant pour l'unité d'action antifasciste en Belgique, s'abstiennent d'œuvrer pour l'unité à l'échelle internationale, et entreprennent des attaques contre de puissants remparts de la lutte internationale contre le fascisme comme l'URSS[355].

L'établissement de quotas, dans certains de ces pays seulement, fut décidé à cette période. L'emploi de quotas n'était pas chose nouvelle pour le Komintern, les consignes de recrutement d'adhérents à l'association des Amis de l'Union Soviétique (AUS) étaient en France également établies selon des quotas départementaux[356]. Il semble que cela n'ait concerné que certains pays : l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni, les pays scandinaves et la Tchécoslovaquie, sur une estimation proposée par chacun d'eux. Ainsi, Harry Pollitt, reçu à Moscou entre le 30 décembre et le 4 janvier 1937, s'engagea sur un quota à atteindre de mille volontaires pour l'Espagne avant la fin janvier et reçut instruction de faire campagne autour

[353] RGASPI 495.18.1132 : Secrétariat du Komintern *: « Muy secreto ». Resolución (decisión) del secretariado sobre el trabajo del Comité Central del PC de España. Decisión sobre el trabajo en España*. Moscou, 2 janvier 1937, p. 5.
[354] Tous sûrement. Je n'ai retrouvé trace que de onze rencontres avérées durant cette période et sur les mêmes mots d'ordre. RGASPI 495.18.1149, 495.18.1156, 495.18.1169.
[355] RGASPI 495.18.1169 : *Résolution du Comité Exécutif de l'IC sur le PC Belge*. Moscou, 23 mars 1937, pp. 4-5.
[356] AD 66 1 M 768. *Situation de la Société des Amis de l'URSS. Le ministre de l'Intérieur à Messieurs les préfets*. Paris, le 23 janvier 1936.

du bataillon britannique et des Brigades internationales par tous les moyens[357]. Les consignes données au sein du PCF en décembre ne font pas état de quota mais de volonté « d'accroissement » et d'augmentation du nombre des départs, comme à Lyon en décembre 1936[358].

En février 1937, Maurice Thorez prônait un « renforcement des Brigades internationales, par l'intensification du recrutement » mais « sans aggraver la crise du Front populaire », ce qui probablement sous-entendait davantage de discrétion[359]. La décision de procéder au recrutement massif de volontaires aux États-Unis et au Canada fut prise courant décembre 1936 par le Komintern[360]. Des corrections et inflexions sur les effectifs à fournir étaient ensuite apportées par la Base d'Albacete, où l'on demanda régulièrement plus de Polonais et de Balkaniques. L'introduction des quotas modifia le phénomène initial de volontariat spontané et donna une impulsion mondiale au grand recrutement qui changea d'échelle tout en s'épuisant progressivement dans sa surface initiale franco-belge.

3. Le PCF comme délégué de pouvoir du Komintern pour la campagne de solidarité vers l'Espagne : la conférence des PC d'avril 1937 en France

Au printemps 1937, le contexte en faveur de l'unité d'action avec les internationales socialistes et syndicales semblaient à son acmée. Le Komintern donna ordre fin mars 1937 d'intensifier les démarches entreprises, via une feuille de route déterminée le 5 avril 1937 où le PCF recevait la conduite des opérations[361]. Les consignes devaient être données par « les Camarades français » aux partis européens légaux par courriers spéciaux[362]. Elles seront cependant précisées d'une manière plus formelle encore, par l'organisation précipitée d'une réunion exceptionnelle dans l'histoire du mouvement communiste internationale : « la conférence des internationale » des partis communistes qui a porté un certain nombre de

[357] RGASPI 495.18.1149 : *Draft resolution of secretariat on report of comrade Pollitt.* 4 janvier 1937, p. 1 ; 495.18.1149 : *Precis of points in Pollitt's report to secretariat*. 31 décembre 1936, p. 8 ; 545.2.39 : Extrait d'une lettre de Pollitt à la Base des Brigades internationales. Albacete, 20 décembre 1936.
[358] AD 69 4 M 303. Dossier : Brigades internationales et volontaires français – retour et départs, statistiques 1936-1938. *Commissaire spécial de Lyon à Monsieur le Préfet du Rhône (Secrétaire général pour la police). Objet : A/S de volontaire se rendant en Espagne*. Lyon, 9 décembre 1936.
[359] RGASPI 517.1.1856 : *Rapport Dutilleul - Thorez (février 1937), Exposé des camarades M. Thorez sur son voyage en Espagne*. S.d. [Février 1937], p. 6.
[360] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 178.
[361] Voir ANNEXE II Document 9-2 : « Quelques mesures en vue de la réalisation de l'offre d'unité faite à l'I.O.S. et la F.S.I. pour l'action en faveur de l'Espagne »
[362]RGASPI 495.10a.4 et 5 Documents du secrétariat de D. Manouilski au Comité Executif de l'Internationale Communiste

titres : « conférence européenne des partis communistes », « Conférence internationale des PC 21 avril 1937 » ou « Conférence de 15 Parti Communiste en France », préparée et annoncée par secrétariat du BP du PCF le 12 avril 1937[363]. Ce format extraordinaire semble avoir été choisi par le PCF, par Thorez.

De fait, bien qu'annoncée à Paris le 21 avril 1937, la réunion eut lieu à Ivry, dans le fief de Maurice Thorez, et réunit les partis communistes concernés et intégrés dans le grand dispositif autour de l'Espagne et des Brigades internationales depuis décembre 1936. Pour la première fois de son histoire, le Komintern organisait une réunion de ses principales sections nationales, par délégation de pouvoir vers un pôle de sa périphérie désormais promu en un second centre, sous son contrôle cependant, représenté à Ivry par Gottwald et Duclos. Second fait notable, cette réunion devait être rendue publique, en imitation de la conférence récente des exécutifs de l'IOS et de la FSI[364]. Il s'agissait d'établir à cette occasion un bilan des quatre derniers mois et « d'examiner en commun quelle est la situation et ce qu'il conviendrait de faire pour rendre plus efficace la pression de l'opinion publique sur les gouvernements démocratiques, pour rendre plus efficace l'action, sous de multiples formes »[365]. Certains représentants firent état de leurs difficultés, y compris la répression que la campagne de recrutement avait attiré sur eux, comme en Autriche, en Tchécoslovaquie ou en Suisse.

Chargé de la conclusion des travaux, Duclos rappela l'objectif principal de la campagne autour de l'Espagne et des Brigades internationales : parvenir à un accord d'unité d'action entre les trois Internationales ouvrières, en déplaçant l'origine des appels à l'unité de l'IC vers les sections nationales des dix-sept pays réunis[366]. La conférence fut également l'occasion de réaffirmer fortement un aspect, introduit nominalement pour la première fois dans le Mémorandum dit de Guyot du 21 décembre : la lutte contre les trotskistes et la désignation du POUM comme un ennemi à éliminer, « en liaison avec le procès de Moscou », Gottwald soulignant qu'« on ne l'a pas fait assez avec l'exemple espagnol[367] ».

Un bilan critique fut développé durant la conférence et deux lignes contradictoires apparurent nettement entre les deux principaux orateurs : celle de Thorez et Duclos prônant

[363] RGASPI 495.18.1187 — Procès-verbal n°127 de la réunion du Secrétariat du CEIC.
[364] RGASPI 495.18.1231a : *Conférence internationale des PC du 21 avril 1937 à Ivry*. Conclusion de la conférence par J. Duclos, p. 321. Rendue publique dans *L'Humanité* trois jours plus tard : « Pour intensifier l'aide à l'Espagne républicaine. Pour l'unité d'action internationale » in *L'Humanité* du 24 avril 1937, p. 4.
[365] RGASPI 495.18.1231a : *Conférence internationale des PC du 21 avril 1937.* Discours de M. Thorez, p. 6.
[366] *Idem.*, Conclusion de la conférence par Jacques Duclos, pp. 342-343.
[367] *Ibidem*, Intervention de K. Gottwald, p. 319-320.

l'accélération des démarches vers l'unité d'action avec les Internationales, tout en dénonçant l'attitude d'obstruction de certains leaders de l'IOS et de la FSI, et celle de Marty voyant au contraire autour des Brigades internationales une dynamique suffisamment puissante en elle-même et propice à un développement autour des Partis communistes seuls. Tandis que le recrutement allait en s'asséchant, Duclos réaffirme la nécessité de continuer l'envoi de volontaires[368].

À l'issue de la conférence, la stratégie du Komintern qui avait été déterminée en septembre 1936 et amplifiée en décembre 1936, fut réévaluée et recoordonnée autour du bilan de la campagne unitaire de solidarité avec l'Espagne et du projet de Brigades internationales. Ce bilan, et les directives données, déterminèrent la nouvelle feuille de route des dix-sept pays associés, dans les faits jusqu'en octobre 1937. La première conclusion suivie, non sans mal, fut la mise à l'écart d'André Marty.

4. Le sacrifice du chef pour la sauvegarde du projet

À partir du début du mois de décembre 1936, de nombreux signaux faisant état d'un dysfonctionnement majeur à Albacete parvinrent au Bureau politique du PCF. De nombreux cadres revenaient en France emplis d'une grande acrimonie à l'encontre d'André Marty. En effet, de nombreux changements parmi les cadres avaient eu lieu, le plus souvent sans ménagement. Les cadres militaires français initiaux avaient été pratiquement tous remplacés sur ordre d'André Marty. Le 30 novembre 1936, une véritable opération de police était orchestrée par Marty contre l'hôpital des Brigades internationales d'Albacete (SRI n°1), qui se solda par l'arrestation de plusieurs médecins et infirmières, l'éviction de la plupart des volontaires féminines de la Base et l'arrestation du chef du Service des Cadres, un cadre polonais de la MOI. Une seconde opération fut menée à Valence à la fin du mois où ce fut cette fois le délégué Palladino qui fut jeté en prison, l'une des affaires les plus amères des Brigades internationales[369]. D'autre part, le jugement suivi de l'exécution du capitaine français Delesalle, commandant du 12ème bataillon *La Marseillaise,* avait suscité un malaise perceptible. Pire, des milliers de déserteurs et de mécontents quittaient les Brigades internationales, se répandant ensuite en imprécations contre le Parti Communiste.

[368] *Ibid.*, p. 321
[369] Il ressortira de prison plusieurs mois plus tard, mentalement brisé et infirme. Les Brigades internationales, en l'absence de Marty, reconnaitront une erreur judiciaire et il fut replacé dans un service auxiliaire…

L'autoritarisme de Marty et l'omniprésence des rumeurs formaient un climat délétère à Albacete. Les plaintes s'amoncelaient, adressées à plusieurs députés et cadres communistes importants : arbitraire, emprisonnements synonymes de « disparitions » et menaces d'exécution avaient considérablement, et durablement, choqué. Des cadres communistes français et espagnols de premier plan se plaignirent également. Marcel Cachin notait dans son carnet à la date du 17 janvier 1937 les disputes publiques entre Vital Gayman et André Marty, le premier regrettant d'être peu soutenu par le Bureau politique du PCF[370]. En mars 1937, ce furent cette fois les responsables du PCE qui firent connaître leur refus de travailler avec André Marty et signalèrent de violentes oppositions entre cadres du PCF et envoyés du Komintern à Albacete[371]. L'affaire était sérieuse mais délicate puisque Marty ne tirait pas son mandat du PCF mais du Komintern. En septembre 1936, Dimitrov faisait déjà mention des problèmes causées par la collaboration forcée entre Thorez et Marty, tandis que le rapport de Raymond Guyot préconisait en décembre d'améliorer de manière urgente les rapports « entre la direction de la brigade et le BP du PCF »[372]. Enfin, Codovilla était parfaitement au fait des problèmes causés par André Marty, agissant en Espagne « comme un éléphant dans un magasin de porcelaine[373]».

Le 31 décembre 1936, Maurice Thorez effectuait un second voyage en Espagne jusqu'au 13 janvier 1937[374]. Officiellement, il s'agissait d'un séjour destiné à la propagande mais il rencontra officieusement plusieurs personnalités de premier plan telles que Companys, Largo Caballero et Barrio, et des dirigeants de la CNT, fort étonnés[375]. Accompagné d'Émile Dutilleul et en liaison constante avec l'inspecteur du Komintern Ivan Petrovitch Stepanov, cette visite eut les attours d'une inspection surprise. Marty était d'ailleurs absent, en déplacement à Utiel pour réorganiser la XIIIème brigade en débandade[376]. Thorez visita la Base et s'entretint avec des volontaires, dont ses deux (futurs) beaux-frères Vermeersch.

Concomitamment, un rapport exhaustif sur les Brigades internationales avait été commandé à André Marty. Son travail achevé le 20 février, il fut invité à le présenter

[370] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947*. Tome IV : 1935-1947, Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 471.
[371] *Idem*, p. 496 ; Sur le retrait d'André Marty, voir les analyses formulées par Rémy Skoutelsky sur les différentes hypothèses dans : SKOUTELSKY (Rémi), « André Marty et les Brigades…», *op. cit.,* pp. 106-108.
[372] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 158 ; RGASPI 495.18.1125 : *Mémorandum du camarade Guyot sur les questions espagnoles à la réunion du secrétariat de l'ECCI du 21 décembre 1936.*
[373] CERETTI (Giulio), *A l'ombre des deux T…, op. cit.,* p. 202.
[374] WIEVIORKA (Annette), *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*. Paris, Fayard, 2010, p. 223.
[375] RGASPI 517.1.1856 : Rapport Dutilleul - Thorez (février 1937), *Exposé des camarades M. Thorez sur son voyage en Espagne*. S.d. [Février 1937], p. 6.
[376] RGASPI 517.1.1856 : *Sur la note manuscrite du 9-10-37*. Par Marty, 22 décembre 1939, p. 14.

directement à Moscou, le 7 mars 1937 devant l'ECCI. Entretemps, le 30 janvier 1937, Maurice Thorez avait fait un compte rendu de son séjour en Espagne devant le Bureau politique du PCF, communiqué à Moscou vers le 8 février 1937[377]. Le contenu, tout en demeurant dans une tournure classique, est accablant pour la gestion d'André Marty. D'autre part, Thorez y reprenait quasiment intégralement les conclusions du mémorandum de Raymond Guyot de décembre 1936, qui critiquait le développement autonome des Brigades internationales[378]. Le rapport dit « Thorez-Dutilleul » fut un désaveu politique et personnel implacable contre Marty : « En résumé le problème est d'ordre politique et psychologique en ce qui concerne la question essentielle, celle du maniement des Brigades internationales[379] ». Thorez avait reçu l'appui de Stepanov, notamment sur sa critique des méthodes disciplinaires en vigueur à Albacete. Si on ne peut affirmer que le rappel de Marty correspondit à une demande de Thorez, les rapports entre le Bureau politique du CC du PCF et André Marty s'étaient indiscutablement dégradés[380]. Le rapport Thorez-Dutilleul ne fut pas communiqué à André Marty ou même évoqué devant lui avant plusieurs mois[381].

L'inimitié notoire régnant entre les deux hommes mise à part, il semble que la suspension du mandat d'André Marty, fut la résultante d'un choix politique. C'est ce que suggère la référence présente dans le rapport de Thorez et Dutilleul soit la « confirmation d'une orientation pas juste » d'André Marty à propos du rôle des Brigades internationales, c'est-à-dire de l'application de la ligne de Front populaire[382]. Sa perception de la ligne de Front populaire se confondait peu ou prou avec la ligne de front unique telle qu'elle existait avant le VIIème congrès. Remarquons que dans la presse communiste comme celle des Brigades internationales, les articles les plus violents à l'encontre des dirigeants sociaux-démocrates, furent toujours signés de Marty.

---

[377] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947…*, *op. cit.*, pp. 475-476 ; RGASPI 517.1.1856 : *Au sujet de la note manuscrite sur le voyage de Jean* [Thorez] *en Espagne.* Par Marty. 9 octobre 1937.

[378] RGASPI 517.1.1856 : *Exposé du camarade M. Thorez sur son voyage en Espagne*. S.d. [Février 1937], p. 1.

[379] *Idem.*

[380] WIEVIORKA (Annette), *Maurice et Jeannette…*, *op. cit.*, pp. 224-225.

[381] Celui-ci découvrit son existence en octobre 1937, avec une émotion compréhensible et s'en servira comme support pour préparer sa riposte et son retour à la tête des Brigades internationales à l'automne 1937. RGASPI 517.1.1856 : Brigades Internationales - Question Espagnole. Strictement confidentiel. *Au sujet de la note manuscrite sur le voyage de Jean [Thorez] en Espagne.* Par Marty. 9 octobre 1937, p. 3 ; *Appréciations.* Brouillon sténotypé, par André Marty, 7 juin 1937, p. 4.

[382] Les doutes d'André Marty vis-à-vis de la ligne décidée lors du VIIème congrès du Komintern étaient connus, il avait été remplacé en 1935 pour cette raison à *L'Humanité* par Vaillant Couturier. D'autre part, selon Claude Pennetier, les relations entre André Marty et Maurice Thorez étaient tendues depuis 1927 ; l'envoi de Marty en Espagne a pu permettre au Secrétaire général de l'éloigner. PENNETIER (Claude), « Thorez-Marty: Paris-Moscou, Moscou-Paris » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery…, op. cit.*, pp. 208 et 212 ; RAYSKI (Adam), *Nos illusions perdues*, Paris, Éditions Balland, 1985, p. 56 ; LECOEUR (Auguste), *Le Partisan*, Flammarion, 1963, p. 72.

Son hostilité à l'encontre d'une association de l'IOS ou même de cadres socialistes dans les Brigades internationales transparaît largement dans son rapport oral sur la question espagnole devant le secrétariat du comité exécutif de l'Internationale communiste, le 7 mars 1937. Il jugeait la proposition d'augmenter le nombre de commissaires politiques socialistes une « canaillerie[383] ». Il accusait Pietro Nenni de vouloir « constituer une brigade qui appartienne entièrement à la IIème Internationale » à propos du bataillon Garibaldi, dans l'objectif « de jouer sur nous et même de s'opposer à nous »[384]. Il attribua à Pietro Nenni les conclusions même du Conseil Militaire du 14 février 1937 qui traitait de l'élargissement des Brigades internationales aux Espagnols, réunion où Nenni était naturellement absent, et dénonçait les postulats du pacte d'unité d'action italien dit « Pacte de Paris »[385]. En avril 1937, lors de la Conférence internationale des Partis Communistes, il présenta une ligne dure, sans être suivi, manifestant ainsi sa liberté de ton et ses divergences flagrantes avec le cadre balisé par Thorez et Dimitrov[386]. Tandis que Thorez réaffirmait à Ivry la nécessité de l'application d'une véritable ligne de front populaire dans les Brigades internationales, non sans critiques des directions socialistes, André Marty prêchait au contraire pour y « marquer le rôle du Parti[387] ».

La sanction tomba : André Marty devait venir s'expliquer à Moscou. Après quelques semaines de tergiversations et finalement convaincu après une conversation houleuse avec Stepanov le 7 février, Marty arrivait à Paris le 26 du même mois et le lendemain à Moscou[388]. Il participa à une réunion restreinte sur l'Espagne avec Staline, Voroshilov, Molotov, Kaganovitch, Dimitrov et Palmiro Togliatti, dont on ignore la teneur[389]. Il était de retour en Espagne le 16 mars 1937, pour un mois : mais le rapport présenté à Staline par Stepanov le 23 mars 1937 achevait de convaincre Moscou de la gravité de la situation et de la nécessité de retirer à André Marty ses responsabilités, sans toutefois le désavouer[390]. À l'issue de la réunion d'Ivry, il partait vers Moscou sans repasser par l'Espagne[391].

---

[383] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 26.
[384] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 87.
[385] Idem, p. 85.
[386] RGASPI 495.18.1231a : *Conférence internationale des PC du 21 avril 1937, discours d'André Marty*, p. 201.
[387] *Idem*, p. 232.
[388] RGASPI 517.1.1856 : manuscrit du rapport du séjour de Dutilleul et Thorez en Espagne. Février 1937, p. 1 ; CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947…*, *op. cit.*, p. 482 ; DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 180.
[389] DALLIN Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich), *Dimitrov & Stalin…*, *op. cit.*, p. 50.
[390] *Idem*.
[391] L'historiographie s'était perdue en conjectures sur la date du rappel d'André Marty à Moscou et sur l'hypothèse de la présence d'André Marty en Espagne en mai 1937 (voir SKOUTELSKY (Rémi), « André

François Billoux, homme lige de Thorez envoyé en Espagne à fin du mois de mars, assura officiellement l'intérim à Albacete à partir du mois de mai[392]. Il avait été précédemment envoyé en Espagne sur décision du CC du PCF avec comme mission de le représenter auprès du PCE et des Brigades internationales, sans mandat officiel, et très sûrement comme représentant direct de Thorez. Il n'y eut d'ailleurs pas de remplaçant durant son absence de huit mois, celui-ci n'étant investi d'aucune fonction officielle à Albacete[393]. Son absence permit de régler un certain nombre de problèmes et de décrisper sensiblement les rapports entre les Brigades internationales et l'intégralité de leurs interlocuteurs et partenaires.

Conclusion

Le projet de Brigades internationales fut la résultante d'un processus transnational partagé entre la France, l'URSS et l'Espagne. Il y a eu une suggestion française, portée par Thorez, une décision soviétique, celle du Komintern, une validation espagnole, par Caballero, Azaña et Barrio, et une direction franco-soviétique, celle de Marty. L'objectif des Brigades internationales résidait dans trois faits simples : s'imposer comme le réceptacle légitime du volontariat combattant étranger, être visible et se couvrir de gloire. *L'Opération X* devait au contraire se faire discrète, donner des victoires aux Républicains et affronter officiellement l'Allemagne et l'Italie dans une démonstration de force soviétique. Les Brigades internationales n'eurent de ce fait pas une vocation strictement militaire mais une immense ambition politique, au service d'un projet politique global placé dans un cadre circonstanciel et opportuniste. Pour appréhender cette dimension politique stratégique, il faut désormais observer les Brigades internationales comme un élément central du dispositif stratégique mondial déployé par le Komintern autour de la solidarité avec l'Espagne républicaine.

Marty et les Brigades…», *op. cit.,* p. 106 notes 25 et 26), soit à une période particulièrement déterminante. Naturellement, Marty fut peu disert sur son rappel. Néanmoins, un document rédigé de sa main donne la réponse définitive sur cet épisode, et confirme l'absence d'André Marty avant mai 1937. Dans un rapport consacré à l'officier ougrio-soviétique János Gálicz dit Gahl, il écrit : « D'autre part, comme je devais à ce moment quitter l'Espagne pour une période indéterminée et que le cas Gahl ne pouvait être rapidement solutionné, vu aussi sa provenance (URSS), ma seule ressource était de saisir les conseillers soviétiques ce que je fis par le lettre du 19.IV.37 à 48 heures de mon départ ». RGASPI 545.6.331.25-38 : *Dossier GAHL (Hongrois) 7 janvier 1940. Strictement confidentiel*. Par André Marty, 3 janvier 1940, p. 10.

[392] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947…, op. cit.,* p. 494.

[393] André Marty signe le plus clair du temps ces écrits de ses nom et prénom et fort rarement, et uniquement en 1936, avec la mention de « Secrétaire politique des Brigades internationales ».

Chapitre 8. Les Brigades internationales, une organisation de masse circonstancielle et éphémère du Komintern

Il est naturellement impossible de résumer les Brigades internationales uniquement à travers leur nature formelle, soit un ensemble d'unités militaires réglementaires à recrutement étranger de l'armée républicaine espagnole. Il s'agit d'un objet qui, dès sa création, fut envisagé à partir d'un ensemble élaboré autour de lui et intégré progressivement dans un projet global politique qui dépasse largement l'espace ibérique. Cet objet singulier doit être interprété selon sa situation objective dans un cadre politique préexistant : le Front populaire antifasciste pour le « Travail (remplacé en France par « le Pain »), la Paix et la Liberté ».

Dans la cadre de la nouvelle tactique de Front populaire déterminée lors de son VIIème Congrès, le Komintern s'appuya largement sur ce que Claudio Natoli appelle des « organisations auxiliaires de l'Internationale communiste », soit des organisations de masse communisantes agissant en direction des opinions publiques[394]. Dès le premier format envisagé, la colonne internationale, les Brigades internationales furent élaborées pour être un objet démonstratif observé depuis l'extérieur. Comme véhicule de la propagande, elles furent à la fois le support d'un discours et l'incarnation d'un projet politique placé *in situ* en Espagne mais dont la cible était à l'étranger. De plus, la massification assumée du recrutement et la déspécialisation technique des postulants ont sous-entendu la considération progressive des volontaires comme des adhérents.

Organisées à l'intérieur selon les principes d'une organisation communiste de front populaire, elles furent inscrites à l'extérieur au sein d'un mouvement de masse agissant sur les opinions publiques européennes et américaines par l'action combinée et convergente d'une galaxie de comités. Extériorité et intériorité forment les deux surfaces de réflexion de cet objet politique et militant inédit aux contours *a priori* militaires mais résolument édifié comme une organisation militante composite et circonstancielle.

[394] NATOLI (Claudio), « Pour une histoire comparée des organisations communistes de solidarité : Secours ouvrier international et Secours rouge international » in GOTOVITCH (José) et MORELLI (Anne) (dir), *Les Solidarités internationales. Histoire et perspectives*. Bruxelles, Éditions Labor, 2003, p. 27.

A. Doter la mobilisation internationale autour de l'Espagne d'une organisation de masse

Les organisations auxiliaires du Komintern, dites organisations de masse, furent théorisées par Lénine en 1902 dans *Que Faire ?* comme des organes destinés à capter une audience très supérieure à celle que le Parti pouvait acquérir seul en direction des masses, c'est-à-dire comme des « courroies de transmission » du Parti qui lui fournit matériel, encadrement et militants. Ce dernier était placé au centre tandis que les organisations de masse formaient une couronne externe structurée en cercles concentriques, selon le vœu de Kuusinen de fixer autour du Komintern un « système solaire » d'organisations et de comités[395]. Ces organisations furent élaborées pour la conquête des masses ; à partir de 1932 elles furent chacune spécialisées dans une thématique spécifique[396]. Ainsi, elles devaient donner naissance à une myriade de comités qu'Henri Barbusse définissait comme des « microcosmes de front unique » et que l'historien Éric Vial, à propos de l'*Unione Popolare Italiane* (UPI), présente comme des « organisations communistes à vocation unitaire[397] ». Les réussites furent indéniables, certaines atteignant un rang et une surface mondial comme les sociétés des Amis de l'Union Soviétique (AUS), le Secours Rouge International (SRI, devenu en 1936 en France le Secours Populaire de France et des Colonies SPFC), le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme (CMGF, devenu en France et en Belgique « Amsterdam-Pleyel » puis « Paix et Liberté » en 1936) ou le Rassemblement Universel pour la Paix (RUP). Ces pôles avaient créé autour d'eux leur propre dynamique et constituaient autant de puissants propulseurs de la tactique de Front populaire : en 1936 en France, le SPFC rassemblait 1 500 comités et 100 000 adhérents et *Paix et Liberté* 2 600 comités pour 250 000 adhérents[398]. En janvier 1938, on comptait en France trente organisations de masses communisantes, en partie impulsées par Willy Münzenberg et sous le contrôle directe de l'IC[399].

[395] MORRIS (Bernard S.), « Communist International Front Organizations: Their Nature and Function » in *World Politics* vol .9, n°1, octobre 1956, p. 78.
[396] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste…*, *op. cit.,* pp. 38 et 42.
[397] CARRE-PRÉZEAU (Jocelyne), *Amsterdam Pleyel (1932-1939). Histoire d'un Mouvement de Masse.* Thèse de doctorat d'Histoire sous la direction de Claude Willard. Université de Paris VIII. 1993, p. 12 ; VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École Française de Rome, 2007, pp. 15 et 402.
[398] NATOLI (Claudio), « Pour une histoire comparée des organisations communistes…. », *op. cit.*, p. 39 ; CARRÉ-PRÉZEAU (Jocelyne), « Amsterdam-Pleyel : un mouvement de masse dans le Front populaire en région parisienne » in GIRAULT (Jacques) (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960),* Paris, Publication de la Sorbonne, 2002, pp. 443 et 448 ; COURTOIS (Stéphane) et LAZAR (Marc), *Histoire du Parti Communiste Français*, Paris, puf, 2000 [1995], pp. 153-156.
[399] COURTOIS (Stéphane) et LAZAR (Marc), *Histoire du Parti Communiste Français*, *op. cit.*, pp. 153-156.

Ces organisations de masse s'inscrivaient toutes dans une démarche de front unique. Leur rôle avait ainsi été réaffirmé par Staline en 1924 dans *Problèmes du Léninisme*, comme des « leviers » chargés d'attirer des non-communistes, un mérite reconnu par Maurice Thorez à propos d'Amsterdam-Pleyel en 1932 pour « avoir su attirer à nous, dans la lutte contre la guerre une fraction aussi importante du parti socialiste[400] ». Chaque organisation de masse agissait comme une chambre d'écho des mots d'ordre du Parti sur un thème spécifiquement déterminé, par une action de sensibilisation et de rassemblement reposant sur une forte activité locale des structures diverses de sociabilités[401]. L'« action de masse » supposait la définition préalable d'une cause, d'un ennemi et de partenaires à rassembler autour d'un message simple, déterminé parmi les axes de la stratégie de *softpower* soviétique.

1. L'émotion espagnole des opinions publiques, une double opportunité

La guerre civile espagnole vint puissamment justifier les préceptes du Front populaire et apparut comme une opportunité exceptionnelle, après quelques corrections d'interprétation destinées à lisser ou ignorer ses caractéristiques impropres aux orientations du VIIème Congrès de l'IC et aux préoccupations géopolitiques soviétiques. L'agression d'un pays neutre, d'une démocratie et d'un gouvernement de front populaire venait corroborer la convergence internationale objective poursuivie par l'URSS contre l'Allemagne et le Japon. D'autre part, l'Espagne constituait à coup sûr un champ émotionnel puissant dont il fallait tirer profit par une démarche opportuniste destinée à s'appuyer sur les circonstances, à renforcer la portée du discours communiste et à attirer la sympathie des opinions publiques. La force de suggestion et la polarisation des opinions autour des événements espagnols constituaient une condition propice et prometteuse, qualités parfaitement identifiées par Maurice Thorez lors de son rapport devant le Komintern le 19 septembre 1936 où il présentait la situation en Espagne comme « une aubaine » :

> Mais, il nous faut maintenant, pour nous communistes des autres pays examiner ce que nous faisons pour aider nos frères d'Espagne. Il y a dans la classe ouvrière de tous les pays une sympathie considérable pour la république espagnole. C'est un sentiment qui est dans la quasi-unanimité du prolétariat international, malheureusement, il faut constater que nous n'avons pas su utiliser cette sympathie spontanée des masses pour obliger les chefs et les organisations des partis social-démocrates à agir en faveur de

[400] CARRE-PRÉZEAU (Jocelyne), *Amsterdam Pleyel…, op. cit.*, p. 151.
[401] MAZUY (Rachel), « Le Rassemblement Universel pour la Paix (1931-1939) : une organisation de masse ? » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n°30, 1993, p. 43.

> l'Espagne républicaine […] Pourtant, il y a une excellente position pour la campagne du parti communiste. Ce n'est pas souvent, c'est même sans doute la première fois que les partis communistes dans leurs campagnes peuvent se présenter comme les champions de la légalité, les champions pour la lutte de la défense de la Constitution, défense de la démocratie[402].

En effet, l'attention des partis communistes venait pour la première fois se conjuguer avec une part importante des opinions publiques des démocraties européennes. L'historienne Sophie Cœuré cite le conseil que Romain Rolland donnait à Staline pour traiter l'opinion française, soit de toujours tenir compte de l'émotivité idéologique de l'Occident : « Si [l'opinion sentimentale] ne peut déterminer un gouvernement décidé, elle influence les gouvernements faibles et indécis[403] ». Les différentes campagnes et organisations de masses élaborées par Willy Münzenberg s'inscrivaient dans cette démarche, en faisant des opinions publiques le « cœur de cible », et non plus uniquement le prolétariat, par la recherche de compagnons de route et en procédant par une surenchère émotionnelle destinée à attacher, « sentimentalement à cette cause » et s'attacher ainsi les indignations et les partisans[404].

L'URSS et, par voie de conséquence, le Komintern étaient depuis le début des années trente dans une grande opération de séduction des démocraties européennes, soit une stratégie de *softpower* en direction des masses. À partir de l'été 1936, cet intérêt récent de l'Union soviétique pour son image extérieure vint coïncider avec le déclenchement du premier des grands procès du régime stalinien. C'est notamment dans ce cadre que se déroula la campagne de propagande autour de la constitution soviétique de 1936, dite « Constitution la plus démocratique du monde », dans une démonstration symbolique de la normalisation de l'État soviétique par la clôture de la période de la guerre civile et de transition du socialisme[405]. Le Komintern, comme d'autres organismes soviétiques étudiés notamment par Sophie Cœuré, fut naturellement sollicité pour l'accompagnement de ce *softpower* soviétique non plus seulement entendu comme le phare de la révolution prolétarienne mais comme défenseur de la paix par la sécurité collective et de la démocratie par l'antifascisme faces aux menaces nouvelles incarnées par les régimes fasciste et nazi et les tentations autoritaires en Europe.

[402] RGASPI 517.1.1801 : *Discours de Maurice Thorez ……*, *op. cit.,* pp. 26-27.
[403] CŒURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union Soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999, p. 258. Il s'agissait alors de la campagne de soutien pour la libération de Victor Serge en 1935.
[404] Comme il le résumait lui-même à son employé Arthur Koestler. KOESTLER (Arthur), *Hiéroglyphes,* Paris, Les Belles Lettres, coll. « Le goût des idées », 2013 (1953), pp. 321-323.
[405] LEFORT (Claude), *La Complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999, pp. 106-109.

Cette stratégie de *softpower* utilisa à plein régime les organisations de masse comme des miroirs hyperboliques et celles-ci furent de plus en plus sollicitées pour prendre une place grandissante dans le dispositif du Komintern. En tant que chef de l'AGITPROP du Komintern en Europe occidentale, Willy Münzenberg fut chargé, en collaboration avec Thorez et Pollitt, de la campagne en faveur des Espagnols républicains, en reproduction de sa précédente campagne contre les crimes du nazisme[406]. Ce triumvirat fut chargé par le Komintern de la construction d'une structure nouvelle, entièrement dédiée à la solidarité avec l'Espagne républicaine, transnationale et mondialisée et dans l'inspiration et la continuité des campagnes précédentes.

2. Un mouvement de masse composite dans son élaboration

Le projet d'une colonne internationale de volontaires en Espagne fut amplifié par une extrapolation politique entièrement conçue à l'extérieur de l'Espagne, dans un réseau cohérent et préexistant, issu des choix tactiques déterminés lors du VIIème congrès de l'IC. Les Brigades internationales furent placées au cœur d'une démarche unitaire, sous l'égide de l'unité d'action, et reliées à un réseau mondial par une kyrielle de comités nationaux et locaux sériés. La confection quasi immédiate de l'immense toile des comités et des initiatives à travers le monde furent permises par le réemploi méthodique d'éléments composites issus ou directement inspirés des campagnes de masses précédentes.

Entre septembre 1935 et 1936, le Komintern avait déployé deux grandes campagnes mondiales : d'une part, la mobilisation contre l'invasion italienne en l'Éthiopie et, d'autre part, la campagne pour la paix du RUP. Toutes deux avaient été des initiatives à vocation unitaire nécessitant la coordination de plusieurs dizaines de pays et engageant les partis communistes dans des stratégies transnationales inédites.

La crise abyssinienne fit, pour la première fois, entrer en résonnance les inquiétudes des opinions publiques avec les nouveaux mots d'ordre communistes. Portée notamment par le CMGF, son auxiliaire féminin et les comités italiens *Fronte Unico*, le Comité International pour la Défense du Peuple Ethiopien, créé à Paris à l'automne 1935 à l'appel d'un collectif de personnalités britanniques et françaises issues de la société civile et très majoritairement non communistes, avait essaimé à travers l'Europe et les Amériques de « Comités pour l'Aide à

[406] Il s'occupera de la fameuse mais peu étudiée « commission d'enquête sur l'intervention étrangère dans la guerre d'Espagne ».

l'Éthiopie », à l'instigation des organisations de masses communisantes (CMGF, CMF, SRI notamment). Rompant avec les fonctions traditionnelles essentiellement caritatives et « d'agit-prop » des précédents comités de soutien, ces structures nationales organisèrent rapidement un convoi international de médecins et l'envoi de matériel sanitaire, première initiative transnationale de solidarité pragmatique dans un conflit extérieur, associant de plusieurs dizaines de pays[407].

Le RUP connut son apothéose lors du Congrès universel de la paix à Bruxelles du 4-6 septembre 1936 (27 pays participants et une audience débordant largement les seules entités communistes)[408]. Sa capacité de mobilisation et le bon accueil reçu par sa plateforme unitaire semblaient avoir fait la démonstration de l'utilité de ce vecteur comme démultiplicateur des mots d'ordre de l'Internationale communiste. Il parvint à répondre au souhait de Dimitrov de « ceindre le globe d'un réseau d'organisations si dense des amis de la paix, d'un mouvement si puissant de la solidarité internationale, de mesures si efficaces de la politique unie internationale du prolétariat dans l'intérêt du maintien de la paix, que les mains criminelles des fomenteurs de la guerre en soient enchaînées[409] ». Le RUP fut la première organisation de masse postérieure au VIIème congrès à se définir comme « un mouvement de masse capable d'exercer une pression constante sur leurs gouvernements des pays capitalistes et sur SDN » et, partant, d'aligner les opinions publiques des démocraties sur la stratégie de l'URSS[410].

La guerre civile espagnole imposa et permit tout à la fois une nouvelle intensité dans la stratégie d'action mondiale de masse. Le Komintern procéda par un transfert de compétences reprenant largement les déterminants objectifs des deux campagnes précédentes et se plaçant dans leur continuité. Dès le début du mois d'août 1936, la campagne unitaire de solidarité surgit d'une engeance du CMGF : l'ex « Comité Populaire d'Aide à Toutes les Victimes du Fascisme en Espagne » renommé « Des avions pour l'Espagne »[411]. Les formes et contours s'inspirèrent des nouvelles formulations de l'internationalisme de Dimitrov mises en place lors de la campagne pour l'Éthiopie (campagne de pression sur les gouvernements, réclamation de « sanctions populaires », boycott, aide sanitaire, etc.). La brochure éditée par le CGMF et signée de Jules Dumont, futur commandant de la XIVème brigade *La Marseillaise*,

[407] BABICI (Ion), *La solidarité militante antifasciste en Roumanie 1933-1939*, Bucarest, Editions Meridiane, 1976, p. 64.
[408] « Le congrès universel de la paix et la classe ouvrière » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°6 Juin 1936, p. 678.
[409] DIMITROV (Georges) « Le front unique de lutte pour la Paix » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°5 Mai 1936, p. 544.
[410] *Idem*, p. 681.
[411] BDIC F°Δ Rés 251 Dossier « Espagne 1936-1939 » /3 : *Des avions pour l'Espagne.*

annonçait en effet un grand nombre de thématiques développées ensuite à propos de l'Espagne[412].

Après le constat des limitations intrinsèques de la Commission de Solidarité pour l'aide au Peuple espagnol du Rassemblement populaire en août 1936, le PCF changea de stratégie en réactivant un comité préexistant : le Comité Populaire d'Aide à Toutes les Victimes du Fascisme en Espagne, comité qu'il avait lui-même créé en 1934 lors de la répression de la Commune des Asturies[413]. Émanation du SRI, le comité conserva alors son comité d'honneur mais changea son nom en « Des avions pour l'Espagne » ; son unique réalisation fut l'appel du grand rassemblement du 25 août 1936 au vélodrome Buffalo à Montrouge[414]. C'est sous ce mot d'ordre et vers ce comité que les appels des organisations de masse liées au Parti Communiste invitèrent aux dons durant l'été 1936 pour « opposer aux mitrailleuses de Franco, aux *Junkers* et aux *Caproni* du fascisme, d'autres mitrailleuses, d'autres avions »[415]. Il permit immédiatement au PCF de se dépasser et de préparer une action plus pragmatique en direction de l'Espagne. Ainsi, dans son appel, *Paix et Liberté* suggérait à ses lecteurs que la campagne d'aide effective à l'Espagne ne revêtait pas « l'intensité qu'on serait en droit d'attendre étant donné la gravité de la situation» et demandait «qu'on ne se cantonne pas seulement à l'envoi de charpie et de médicaments»[416].

L'objectif de la campagne posait de manière évidente la question du dépassement de la Commission de solidarité du Rassemblement populaire, celle-ci demeurant selon ses organisateurs chargée de l'envoi des aides en nature et non soumises à l'embargo. Ce dépassement opéra une dichotomie dans l'action solidaire avec l'Espagne républicaine, entre humanitaire et militaire, sans être synonyme de volontariat combattant mais se situant délibérément dans la perspective d'une solidarité armée. Sensibles à cette interprétation, des lignes de failles se firent jour dans les rangs de la CGT, dans de très nombreuses sections socialistes et au sein même des directions socialistes européennes.

---

[412] *L'Éthiopie… Tombeau du fascisme ?* par l'ex-capitaine Dumont, Paris, Comité National de Lutte contre la Guerre et le Fascisme, 1er janvier 1936. 30 pages

[413] Dont la présidence avait été confiée à l'épouse du professeur Wallon. BDIC F delta RES 0251: Dossier *Comité Populaire d'Aide à Toutes les victimes du fascisme en Espagne*.

[414] À l'appel de Langevin, Malraux, Bloch, Chamson, Cudenet, Moran, Faure, Jourdain, etc. BDIC F delta RES 0251: Dossier : « Des avions pour l'Espagne ».

[415] Au secours du Peuple Espagnol » par Louis Aubry *in Front Populaire. Organe Mensuel des Comités de lutte contre la Guerre et le Fascisme de L'Yonne.* n° 11 et 12 août-septembre 1936, p. 1.

[416] « Appel du *Comité national de lutte contre la guerre et le fascisme. À tous les comités. Pour l'envoi d'avions à l'Espagne. Meeting du 25 août au Parc des Princes* ». Cité in CARRE-PRÉZEAU (Jocelyne), *Amsterdam Pleyel (1932-1939)…, op. cit.*, pp. 658-659. Le meeting n'eut toutefois pas lieu au Parc des Princes.

Le Comité d'Entr'Aide du Peuple Espagnol (CEAPE) fut initialement mis en place sous le patronage de l'Ambassade d'Espagne à Paris en association avec le SPFC, le Comité Franco-Espagnol (groupe de langue espagnole de la MOI) et de Paix et Liberté. Il se partageait entre la Maison des Syndicats au 33 rue de la Grange aux Belles (siège de la CGT), adresse de sa correspondance officielle, et au 8 avenue Mathurin Moreau (siège de la MOI, du SPFC, des comités de droits d'asile CGT et de la majeure partie des comités d'exilés en France, y compris d'obédiences anarchistes[417]. Le comité se donnait exactement les mêmes objectifs que la commission du Rassemblement Populaire à ceci près qu'il agrégeait des organisations et des individus, dans leur écrasante majorité, membres du parti communiste ou d'une de ses organisations de masse, de la MOI ou de la CGT[418]. Il comprenait notamment la Fédération (communiste) des immigrés espagnols de France, très active et déjà largement engagée dans le soutien aux combattants[419]. Le comité surpassa rapidement en activité toutes les autres structures similaires, du fait de la mise en ordre de bataille du PCF et de l'intégralité de ses satellites et organisations de masses au sein du comité et autour de lui. À l'image du comité parisien, des comités locaux essaimèrent dans de très nombreuses villes de France, de Belgique et de Suisse à partir de l'automne 1936, « même dans les cantons reculés » selon les rapports de police[420].

L'importation en Espagne des cadres et des codes français de l'organisation de masse antifasciste *Paix et Liberté* a fixé définitivement les formes, discours et symboliques des Brigades internationales, celles-ci matérialisant à l'évidence sa devise de l'organisation : « Au service du Front Populaire, contre les ennemis du Peuple ». *Paix et Liberté* ne fut pas le seul modèle d'importation et de transfert d'acquis d'expérience. Le système de parrainage des unités des Brigades internationales, analysé plus loin, reprenait quant à lui les patronages déjà présents dans les associations culturelles et nationales communisantes, très actives dans les immigrations canadiennes, américaines et françaises (fêtes, suivis des familles, activités caritatives, attention portée aux enfants, etc.). Éric Vial résumait ces actions comme des vecteurs « conçus pour créer un lien avec les masses sans les faire se sentir engagées en

[417] Encart in *La Défense* du 5 février 1937. RGASPI 545.2.37 : Lettre de Rebière du CIAPE à l'ambassade d'Espagne à Paris sur les difficultés financières du Comité. Paris, le 14 décembre 1937.
[418] COURTOIS (Stéphane), PESCHANSKI (Denis), RAYSKI (Adam), *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1994, p. 41.
[419] Son trésorier est l'incontournable Jean Chauvet du SPFC, assisté de Félix Dupont (SFIO, également trésorier de la CGT et membre du Comité Matteotti Français) ; APP BA 1663 *: AS d'une commission des Asturies signalée comme devant rendre incessamment visite à paris aux nommés Chauvet Jean et Dupont Félix*. Paris, 7 décembre 1936.
[420] AD 57 304 M 185 : *Le Commissaire Spécial à MSP de Thionville*. Thionville, le 12 janvier 1937.

matière politique[421]. Enfin, une citation rapportée par Sophie Cœuré et extraite d'un rapport de l'IC sur les sociétés des Amis de l'Union Soviétique pourrait s'appliquer exactement aux Brigades internationales, lorsque le Komintern exigeaient que celles-ci s'efforcent d'élargir leur recrutement tout en niant leurs liens avec le parti communiste « pour en faire de véritables organisations de masse, capables d'assurer l'influence du Parti tout en conservant et en popularisant le caractère sans Parti des sociétés [des Amis de l'URSS][422] ».

Cet usage des organisations de masse était de permettre d'inventer et de disposer d'un opérateur distinct du parti, à l'action apparemment autonome. Le projet initial de « colonne internationale » ne pouvait être revendiqué directement par le Komintern ou par une de ses sections nationales et devait s'imposer comme une émanation spontanée de front populaire apparue *ex nihilo* à Madrid, une entité n'appartenant à personne et présentée comme issue de tous.

3. Les Brigades internationales déclarées « Res Nullius »

C'est dans un entrefilet en troisième page de *L'Humanité* du 11 novembre 1936, soit un mois après la création de la colonne internationale, que les lecteurs français du grand quotidien communiste apprirent la présence de volontaires étrangers à Madrid aux côtés des gouvernementaux espagnols[423]. On y précisait son rôle de « premier plan » dans les combats et sa responsabilité dans la mise en échec des offensives ennemies. En Belgique, une brève publiée dans *La Voix du Peuple* du 15 novembre 1936, reprenant une dépêche laconique de l'agence Havas, signalait que « certaines organisations prolétariennes comme les partis communistes [avaient] dirigé ces courants [d'indignation] et permis aux travailleurs de se rendre en Espagne[424] ». L'importante couverture médiatique par la presse communiste européenne, espagnole comprise, dura ensuite trois mois, exactement le temps du grand recrutement, puis se tut de nouveau à quelques rares exceptions. Certains historiens ont voulu y voir un « camouflage » ou une « campagne du silence » délibérée[425]. Cependant, ce silence ne caractérise en aucun cas la presse nationale communiste nord-américaine. *The Daily Clarion* (Canada), *The Daily Worker* (USA) et *New Masses* (organe théorique du CPUSA) ont

[421] VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne…, op. cit.*, p. 16.
[422] RGASPI 495.20.896 : Décisions du Secrétariat du CE de l'IC sur le travail des AUS. 17 juillet 1936. Cité in CŒURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est…*, *op. cit.*, p. 270.
[423] « Une colonne internationale combat devant Madrid » in *L'Humanité* du 11 novembre 1936, p. 3
[424] VAINSEL (Élisa), « Les volontaires bruxellois dans les Brigades internationales … », *op. cit.*, pp. 146-147.
[425] CASTELLS (Andreu), *Las Brigadas internacionales…, op. cit.* pp. 148-149.

consacré aux volontaires nord-américains une couverture tout au long du conflit et l'organe canadien fut un des rares journaux à diffuser des listes de décédés[426]. La discrétion des quotidiens communistes français, espagnol et belge doit s'interpréter à l'aune de la profusion d'articles, d'appels et de récits diffusés, en France en tout cas, dans la presse régionale du parti et surtout dans la presse des organisations de masse comme *Paix et Liberté*, *La Défense* et *La voce degli Italiani*, chargés du relais en France des Brigades internationales.

Le déploiement des Brigades internationales à l'automne 1936 fut présenté comme une subite apparition, produit miraculeux de la spontanéité du prolétariat international. Nicoletti affirmait ainsi dans une interview donnée au quotidien communiste *Milicia popular* que personne ne pouvait s'attribuer le mérite d'avoir organisé les Brigades internationales et que celles-ci était la résultante de la venue spontanée et inattendue de milliers de volontaires étrangers[427].

Le besoin de doter les Brigades internationales d'une Genèse s'imposa presqu'un an après leur naissance. Une légende pré-formatée fut élaborée en 1937, faisant d'André Marty leur père putatif, par son « appel à tous les hommes de bonne volonté pour former les Brigades internationales » qui fit « à son nom » accourir en Espagne des hommes de tous les « recoins du monde »[428]. Dans son manuscrit de la première histoire officielle des Brigades internationales rédigé à l'été 1937, Luigi Longo précisait davantage encore cette légende originelle. Tandis qu'à l'été 1936 des volontaires étrangers accouraient « spontanément, isolément, […] contribution très modeste à la lutte armée contre l'invasion étrangère » quoique « très signifiante », survint André Marty, décrit en paladin de Josef Staline :

> Staline, le grand chef de la puissante Union Soviétique, proclama, dans un message au Secrétaire du PCE, José Diaz, que libérer l'Espagne de l'oppression des réactionnaires n'était pas une affaire privée des espagnols, mais la cause de toute l'humanité avancée et progressive. Ce fut alors qu'André Marty, le héros de la Mer Noire, prit l'initiative d'organiser dans le monde entier un grand mouvement de volontaires, disposés à aller en Espagne se battre, les armes à la main, contre le fascisme[429].

Cette origine légendaire vint parachever un dispositif existant dès la décision du Komintern de créer une colonne de volontaires étrangers en Espagne, visant à suggérer leur spontanéité par des initiatives artificielles. Pour cela, de formations et organisations

[426] « 44 Canadians Killed in Spain to date » in *The Daily Clarion* du 9 octobre 1937, p. 3.
[427] «Los delegados parlamentarios ingleses en Madrid » in *Milicia popular* n°112 du 27 novembre 1936, p. 2.
[428] RGASPI 545.2.177 : *Andre Marty*. [Biographie anonyme d'André Marty]. Sans date. [1938 ?].
[429] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste..., op. cit*., pp. 17-18.

auxiliaires proches ou directement issues du PC et membres du rassemblement de front populaire furent mise en avant, comme les structures syndicales, agissant comme matrices et porte-voix du projet.

Ainsi, la cellule d'entreprise des usines Citroën, largement tenue par les communistes, adopta une résolution publique début décembre 1936 appelant de ses vœux la formation d'une « colonne des métallurgistes pour renforcer la colonne internationale », dépassant largement les directives adoptées par la FSI[430]. Cette initiative se plaçait dans l'intensification de la solidarité avec l'Espagne républicaine « sous toutes ses formes », c'est-à-dire « tant par l'organisation du départ de volontaires, le soutien matériel et financier, que par la levée du blocus »[431]. L'appel fut opportunément relayé dans *L'Humanité* du 4 décembre 1936 tandis que Benoit Frachon accusait : « Qui oserait prétendre que, dans leur action si généreuse et si clairvoyante en faveur de l'Espagne républicaine, se cache on ne sait quelle manœuvre contre qui que ce soit de nos amis[432] ? ». La déclaration des travailleurs de l'automobile servit de prétexte au PCF pour appuyer et soutenir officiellement le recrutement de volontaires, l'initiative apparaissant extérieure à son fait.

Il y eut d'autres initiatives similaires. Le 21 janvier 1937 était distribué sur deux chantiers de construction de la ligne Maginot dans la Meuse un tract intitulé « Les Gars du bâtiment à l'aide de leurs camarades d'Espagne » et signalant la résolution du conseil national fédéral de la CGT appelant de ses vœux la tenue d'une conférence mondiale commune unissant la FSI et l'ISR. Cependant, le prospectus se terminait sur un appel explicite outrepassant les positions adoptées par la FSI :

> Mais comme l'indiquait la résolution du CN Fédéral, ce qu'il faut aux camarades d'Espagne, c'est une aide immédiate, ce qu'il faut c'est envoyer au plus vite un bataillon de volontaires du Bâtiment sur le front d'Espagne. Déjà, la Fédération du Bâtiment adresse à tous ses syndicats, dans le pays, une circulaire, en vue d'organiser rapidement le départ de ce bataillon. Les camarades qui le désireraient peuvent écrire dès maintenant à la Fédération du Bâtiment, 211 rue Lafayette, ou s'adresser à leur secrétariat régional ou à leur secrétaire de Syndicat. Dans la région parisienne déjà, un

[430] « Pour la levée du blocus et la formation d'une colonne des métallurgistes » in *Le Métallo. Organe de défense des ouvriers métallurgiste - Union syndicale des ouvriers et ouvrières métallurgistes et similaires de la Région Parisienne.* n°29. Décembre 1936, p. 1.
[431] « Au secours du peuple espagnol » in *Le Métallo…* n°29. Décembre 1936, p. 3.
[432] « À l'aide de l'Espagne républicaine. Les métallurgistes des usines Citroën demandent la levée du blocus » in *L'Humanité* du 4 décembre 1936, p. 5 ; « La loyauté d'abord ! » par Benoît *Frachon* in *L'Humanité* du 6 décembre 1936, p. 2.

nombre important d'ouvriers sont venus se faire inscrire. Certains camarades sont des membres responsables des grands syndicats du Bâtiment parisien[433].

Les travailleurs du bâtiment des départements de la Côte d'Or, de Saône et Loire et du Jura furent également sollicités pour s'engager dans cette formation : « La 9ème Région Fédérale lance un appel pressant aux gars du bâtiment pour former une brigade de volontaires qui ira participer à la défense de Madrid lutter pour la défense et la victoire de la liberté et de la paix »[434]. Début janvier 1937, une autre formation issue des ouvriers de l'automobile, dénommée « compagnie Renault », fut finalement abandonnée[435].

Contrairement au silence tenu par le PCF au niveau national sur la question du volontariat combattant en Espagne, les déclinaisons régionales de la presse du Parti et des organisations de masse furent, quant à elles, loin d'être aphones. En effet, elles se firent parfois le support d'appels publics au recrutement.

La majeure partie de ces appels fut issue de *Paix et Liberté*, le journal de l'organisation éponyme. Plusieurs vétérans français signalent dans leurs mémoires qu'ils s'étaient engagés après avoir lu un appel publié dans *Paix et Liberté*, ce que la brochure éditée par ce même mouvement reconnaissait d'ailleurs explicitement dans une mise en abîme intéressante : dans cet opuscule, trois volontaires Lillois témoignaient s'être engagés après avoir « lu dans *Paix et Liberté* que vous formiez un détachement *Henri Barbusse* pour partir en Espagne[436] ».

En Bourgogne, le recrutement de volontaires et la facilitation au départ procédaient au grand jour par voie de presse : « Que tous ceux qui veulent partir là-bas ou qui connaissent des camarades désirant s'engager, s'adressent à nos militants qui leur donneront les renseignements nécessaires »)[437]. Le journal communiste local donnait ainsi des informations précises sur les conditions exigées :

---

[433] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : Destinataire : Monsieur le Général commandant de la 2ème Région à Amiens. Rapport du Chef de Bataillon Ollagnier chef du génie à Mezières relatif à la distribution de tracts dans les cantines à proximités des chantiers de fortifications de Montlibert et de Thonne-le-Thil. Objet : Distribution de tracts pour le recrutement de volontaires pour l'Espagne. Mezières, 28 janvier 1937.

[434] « Tribune syndicale. Gloire aux vaillants gars du bâtiment de Dijon et de la région qui sont partis défendre l'Espagne républicaine » in *Le Travailleur de L'Yonne- Côte d'Or* du 30 janvier 1937, p. 2.

[435] SCHWEITZER (Sylvie), « Les ouvriers des usines Renault de Billancourt et la guerre civile espagnole » in *Le Mouvement Social* n°103 avril-juin 1978, p. 117.

[436] MABILLE (Léon), *Cinq semaines avec le bataillon Henri Barbusse en Espagne.* Paris, édité par le mouvement populaire « Paix et Liberté », 1937, p. 8.

[437] « Des volontaires pour l'Espagne » in *Front antifasciste. Organe Mensuel des Comités de lutte contre la Guerre et le Fascisme de L'Yonne.* (1936-1939) n°15 et 16 novembre- décembre 1936, p. 3.

> Nota : Les volontaires ne doivent pas avoir moins de vingt et un ans, ni plus de cinquante ans. Ils doivent être en état de santé normale et avoir souscrit aux obligations militaires. Le Comité d'aide au Peuple espagnol alloue une indemnité journalière pour les personnes à la charge des volontaires se trouvant en Espagne. Les volontaires doivent se présenter au secrétaire régional Côte d'Or, Saône et Loire et Jura de la CGT du bâtiment à la Bourse du Travail de Dijon[438].

Naturellement, il s'agissait avant tout de déployer un vaste paravent autour de l'action des militants communistes lors du grand recrutement. L'action des différents comités de solidarité avec l'Espagne parachevant le caractère diffus de l'opération tout en lui donnant une substance de front populaire en popularisant le grand récit et le discours démonstratif préparé par le Parti pour « L'organisation armée du Front populaire mondial » en Espagne[439].

B. Le bras armé du front populaire mondial

L'assimilation du volontariat armé comme part constitutive de la solidarité internationale vers l'Espagne républicaine s'est appuyé sur une réinterprétation transnationale des événements espagnols selon un cadre référentiel en correspondance avec la ligne de front populaire et les intérêts géostratégiques soviétiques. Cette réinterprétation devait accompagner et justifier le grand recrutement et imposait l'écriture d'un grand récit présentant les Brigades internationales comme l'expression virile du front populaire mondial, son bras armé. En effet, la définition récurrente des Brigades internationales comme un « détachement d'avant-garde du Front populaire mondial» opérait une rupture nette avec les discours précédents de promotion du volontariat armé qui demeuraient pour la plupart dans une lecture traditionnelle de solidarité de classe, d'internationalisme prolétarien. Ce grand récit fut organisé autour de volets intimement corrélés et se justifiant entre eux. La soustraction du caractère de guerre civile intérieure, la définition de la guerre d'Espagne comme prodrome de la seconde guerre déclenchée par l'Allemagne contre les démocraties européennes et la démonstration que la paix en Europe dépendait entièrement de la victoire du front populaire en Espagne. Ce grand récit permit de justifier émotionnellement la présence des Brigades internationales par le devoir antifasciste et la défense de la paix, en soulignant par conséquent les interprétations défendues par les sections nationales du Komintern.

---

[438] « Tribune syndicale. Gloire aux vaillants gars du bâtiment de Dijon et de la région qui sont partis défendre l'Espagne républicaine » in *Le Travailleur de L'Yonne- Côte d'Or* du 30 janvier 1937, p. 2.

[439] Définition d'André Marty en février 1937. RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 47.

1. Une guerre mondiale accidentellement espagnole

La négation du caractère strictement interne à la société espagnole, soit le déni de l'état de guerre civile, permit sa réappropriation et l'identification par les non-Espagnols. Les partis communistes pointèrent la cible réelle des agresseurs, le front populaire et le peuple espagnol unanimement réunis derrière lui. Par cet escamotage, le discours présentait les factieux comme étant aux ordres de la finance internationale et du fascisme étranger, permettant une translation simple de l'ennemi de classe à l'ennemi étranger. Le Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine (CICIAER), le grand comité mondial de solidarité pro-républicain mis en place par le Komintern, popularisa largement cette relecture de la guerre civile espagnole. Cette relecture proposait ainsi un modèle transposable dans tous les pays, notamment dans le cadre des interprétations du 6 février 1934 en France : la guerre en Espagne n'a jamais été une guerre civile « c'est-à-dire la lutte entre deux parties de la nation » mais une rébellion militaire financée de l'étranger, un coup d'État défini comme « une des formes de la guerre d'agression organisée par le fascisme international contre la sécurité des peuples pacifiques[440] ».

Cet aggiornamento avait été conceptualisé en octobre 1936 dans un texte signé de Palmiro Togliatti et intitulé « Des particularités de la révolution espagnole » puis, en décembre, par une résolution de l'IC rappelant le caractère de « guerre nationale » du peuple espagnol contre « l'intervention du fascisme étranger »[441]. Le conflit espagnol fut alors classé comme étant ou relevant d'une nature nouvelle, une « guerre nationale-révolutionnaire », c'est-à-dire une « révolution bourgeoise-démocratique d'un contenu social très profond et conforme aux intérêts des plus larges masses travailleuses » conjuguée avec une « guerre contre le fascisme international pour la paix et la liberté du monde entier »[442]. La guerre « nationale et d'indépendance contre les forces armées étrangères aux côtés des factieux » ne pouvait donc pas se limiter à l'Espagne comme le précisait Staline le 15 octobre 1936 : « La lutte du peuple espagnol n'est pas une affaire privée des espagnols mais cause commune de toute l'Humanité progressiste et avancée[443] ». Ce texte annonçait par métonymie les Brigades internationales, tout juste en cours de constitution. Selon Antonio Elorza, cette renormativité

[440] *Bulletin du Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne républicaine.* n°1 novembre 1936.
[441] « Des particularités de la révolution espagnole » par Ercoli in *La Correspondance internationale* n°47, 24 octobre 1936, p. 1311.
[442] LUC (R.), « Les Commissaires politiques de l'Armée de la République Espagnole » in *Les Cahiers du Bolchévisme* Vol. 16 n°1, janvier 1939, p. 81.
[443] « A tous les peuples d'Espagne ! À tous ceux qui aiment la paix, le progrès, la liberté. Appel du PCE » in *Les Cahiers du Bolchévisme* Vol. 14 n°1 15 janvier 1937, p. 66.

de la guerre civile espagnole avait été définie dès juillet 1936 sous la plume de Dimitrov[444]. Le texte ne fut pourtant rendu public qu'à l'automne, juste après le déploiement des Brigades internationales à Madrid et vint justifier et contextualiser le volontariat international combattant :

> Mais en Espagne les rebelles fascistes et leurs inspirateurs de Berlin et de Rome se sont trouvés face à face avec une force qui leur barra le chemin. Ils se sont heurtés au Front Populaire armé. Le peuple espagnol montre aujourd'hui, par sa lutte héroïque, comment il faut défendre la démocratie contre le fascisme. Ont intérêt à sa victoire tous ceux qui veulent préserver leur pays de l'arbitraire et de la barbarie fascistes. La victoire du peuple espagnol, c'est la victoire de toute la démocratie internationale, la victoire du progrès et de la civilisation du progrès et de la civilisation sur la réaction fasciste, la victoire du front de la paix sur les fauteurs fascistes de guerre. Elle renforcera le Front Populaire en France et portera un rude coup au fascisme dans tous les pays. Le sort du Front Populaire en Espagne, dont les vaillants combattants défendent la cause de la révolution espagnole, est lié de la façon la plus étroite au sort de la démocratie en Europe et à la lutte contre le fascisme et la guerre dans tous les pays. Tous les faits ces derniers temps et, en premier lieu, les enseignements d'Espagne témoignent que le moment est venu de défendre la démocratie contre les attentats fascistes par tous les moyens, y compris les armes à la main. Il faut que tous les ouvriers et travailleurs, tous ceux qui ne veulent pas être la proie du fascisme et de la violence barbare retiennent ces enseignements et se les gravent bien dans l'esprit[445].

Cette situation permettait la survenue d'un soutien extérieur aux défenseurs, aux « patriotes » espagnols, au nom de la défense du front populaire. La guerre de défense contre l'invasion étrangère et contre l'offensive générale du fascisme en Europe justifiait que des étrangers prennent place sur les parapets des tranchées d'Espagne.

Les Brigades internationales furent ainsi présentées comme une sorte de « branche armée » du Front populaire, son excroissance militaire sous la forme d'un détachement de combat issu de tous les fronts populaires du monde. Par extension, le journal de la XIIème brigade parlait des Brigades comme d'une « formule nouvelle de la défense de la liberté, de l'égalité à la base, et du droit[446] ». Partir se battre en Espagne, c'était agir concrètement pour la défense antifasciste des valeurs démocratiques et étendre le front populaire sur le monde entier :

---

[444] ELORZA (Antonio), « Stalinisme et internationalisme en Espagne, 1931-1939 » in WOLIKOW (Serge) et CORDILLOT (Michel) (dir.), *Prolétaires de tous les pays…*, *op. cit.,* p. 198.

[445] « Le Front populaire de lutte contre le fascisme et la guerre » par Georges Dimitrov (sic) in *La Correspondance Internationale* n°50 du 14 novembre 1936, p. 1377.

[446] « Les Brigades internationales « formule nouvelle » de la défense de la liberté, de l'égalité à la base, et du droit » in *A l'assaut. Journal de la XIIe Brigade internationale* n°1 du 14 février 1937, p. 3.

> Camarades de la 12ème Brigade Internationale ! C'est avec la plus grande fierté que nous fêtons le 3ème anniversaire de la naissance du Front populaire pour le Pain, la Paix et la Liberté, de la façon la plus virile et la plus forte : en luttant avec les armes à la main contre le fascisme assassin sous le drapeau invincible du Front Populaire d'Espagne et d'Europe ! [...] Le troisième anniversaire de la création du Front Populaire coïncide avec une nouvelle phase de notre lutte en Espagne : celle de l'attaque qui écrasera le fascisme, libérera l'Espagne des anciens généraux traitres et de l'invasion du fascisme International, qui fera triompher le Front Populaire du Pain, de la Paix et de la Liberté dans le monde[447] !

Ces discours venaient se conjuguer en France avec une réévaluation nationale du communisme français, en substance les références thoréziennes à la Révolution Française et à la « Grande Nation ». Le rapport de Maurice Thorez au 9ème Congrès d'Arles du PCF, en décembre 1937, portait le titre significatif de *La mission de la France dans le monde*, soit la vocation historique que la France devait remplir en vertu de ces traditions de liberté et de paix, pour « préparer la classe ouvrière à la grande et lourde tâche que l'histoire lui assigne : assurer la continuité de la France toujours plus grande, toujours plus aimée au sein d'une Europe réconciliée et unie dans le travail et la paix[448] ».

L'ennemi de la paix était désigné : l'Allemagne. Les volontaires français furent bientôt présentés comme partis combattre en Espagne pour atteindre Hitler. En décembre 1936, Jacques Duclos interpellait la Chambre des députés à propos des Internationaux en ces termes :

> Le peuple de France qui, tout au long de son histoire, s'est porté au secours de la liberté, a compris ce que signifie pour son avenir la lutte qui se déroule en Espagne, entre la civilisation et la barbarie que représentent à la fois les Aryens de Hitler et les Maures de Franco[449].

---

[447] « Unité politique » par Maniou in *À l'assaut. Journal de la XIIe Brigade internationale* n°1 du 14 février 1937, p. 3.

[448] *Le IXème Congrès du Parti Communiste tenu à Arles*, du 25 au 29 décembre 1937. Préface de Florimond Bonte. Paris, La Brochure Populaire n°7, janvier 1938. Rapport de Maurice Thorez, pp. 7-14.

[449] *Intervention du député Jacques Duclos lors du débat à propos de l'approbation de la politique étrangère du gouvernement.* Première séance du samedi 5 Décembre 1936 *Journal officiel de la République française. Débats Parlementaires. Compte rendu in extenso des séances du Sénat et de la Chambre des Députés. Questions écrites et réponses des ministres à ces questions* n°98 Année 1936. 6 Décembre 1936. Chambre des députés. 16ème Législature. 2ème session extraordinaire de 1936 - compte rendu in extenso 18ème séance, p. 3373.

2. Les prodromes espagnols de la guerre à venir contre l'Allemagne

Dès le mois d'août, le discours communiste français intégra immédiatement les événements espagnols dans une dimension franco-centrée et dans une perspective allemande. Dans une magnifique ellipse des événements intérieurs espagnols et de la situation révolutionnaire, était imprimée fin juillet 1936 par le PCF une affiche affirmant qu'après l'occupation de la Rhénanie, l'Allemagne, « poursuivant la politique de Guillaume II» s'attaquait désormais à « la frontière des Pyrénées et au Maroc[450] ».

Cette reformulation du conflit intérieur espagnol correspond à la lecture dictée par le Komintern, enjoignant à ses sections nationales de voir dans la Péninsule la rébellion des militaires espagnols comme une « émeute fasciste contre-révolutionnaire » menée par Sanjurjo et ourdie par l'Allemagne : « Les hitlériens ont aidé les fascistes espagnols à allumer la guerre civile en Espagne, afin de créer au fascisme allemand les conditions favorables à la prochaine guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde[451] ». Chargé de la présentation de la lecture officielle de la situation géopolitique devant les représentants des dix-sept partis communistes réunis à Ivry en avril 1937, Jacques Duclos reprécisait davantage cette origine extérieure des événements en Espagne : « Ces puissances étrangères n'ont pas déclaré la guerre à l'Espagne, mais elles ont utilisé une forme nouvelle de déclenchement des hostilités, elles ont volé au secours d'une insurrection intérieure qu'elles avaient préparée[452] ».

Cette reformulation des événements par le Komintern, désignant l'Allemagne comme le véritable responsable de la guerre civile espagnole, fut ensuite développée par les services de Willy Münzenberg et ses Éditions du Carrefour, et appliquée *ad nauseam* dans les Brigades internationales et leurs publications destinées à la propagande vers l'étranger[453].

Partant, le cadre communiste yougoslave « Theodor Balk » (alias de Fedor Dragutin) introduisait son histoire de la XIVème brigade internationale, parue fin 1937 et invitant ses lecteurs francophones à un exercice de prospective :

---

[450] AD 57 301 M 78 : Affiche du PCF « Avec l'Espagne pour la sécurité de la France ». Metz, 21 août 1936 ; « Avec l'Espagne pour la sécurité de la France » in *L'Humanité* du 3 août 1936, p. 6.

[451] « Le front de la paix doit vaincre » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°8 Août 1936, pp. 943-944.

[452] RGASPI 495.18.1231a : Conférence internationale des PC du 21 avril 1937 à Ivry. Intervention de Jacques Duclos, pp. 61-65.

[453] Voir ERCKNER (S.), *Die Grosse Lüge*, Paris, Éditions du Carrefour, 1936, résumé dans les Cahiers du Bolchévisme : ERCKNER (S.), « Le IIIe Reich et l'Espagne » in *Les Cahiers du Bolchévisme* Vol. 13 n°20-21 1er décembre 1936, pp. 1134-1339.

> Les Historiens de Demain, qui auront à exposer ce qui se passa en Espagne, le 18 juillet 1936, commenceront peut-être ainsi : « La seconde guerre mondiale débuta le 18 juillet 1936 par une invasion italienne et allemande de l'Espagne. Dans les premiers temps, bon nombre de contemporains crurent tout d'abord, qu'il s'agissait d'un putsch militaire du Général Franco. Puis, au bout de quelques mois, le monde entier – exception faite de quelques diplomates, français et britanniques -, le monde entier se rendit clairement compte de ce que l'on fomentait ici, dans la péninsule ibérique[454].

Reconnaissons tout d'abord qu'a posteriori les faits ne lui ont pas donné complètement tort. Dans sa démonstration, il s'agissait donc « d'un plan d'expansion ourdi par l'Allemagne et par l'Italie, la première espérant par l'Espagne atteindre la France dont elle a juré l'anéantissement, la seconde voulant assurer son hégémonie en Méditerranée », c'est-à-dire «une offensive du fascisme international qui a choisi l'Espagne pour commencer une grande attaque qui, par-delà ce pays, vise l'ensemble des pays démocratiques »[455]. Dans les meetings, les Espagnols, à l'exception des Navarrais, étaient présentés comme tous favorables à la République[456]. Les événements d'Espagne y étaient dépeints comme une « répétition générale de ce que les assassins de la liberté envisageaient pour la France » soit la préparation d'une offensive allemande par l'installation « de meilleures positions de départ, pour la marche à l'anéantissement, par Hitler, de notre pays »[457].

Cette intervention directe allemande fut présentée comme une démonstration de l'impuissance des rebelles à vaincre seuls. Madrid fut dès lors présentée comme assiégée par « les marocains et la Reichwehr », l'ambassadeur d'Allemagne étant en personne à la tête des chars[458]. On assure que parmi les assiégeants de Madrid « pas un seul parle l'espagnol[459] ». Dans les assemblées et les meetings, on cite des extraits de *Mein Kampf* afin d'expliquer en quoi les événements espagnols sont la preuve de la volonté d'encerclement de la France par

[454] BALK (Theodor), *La Quatorzième. D'après des rapports, des conversations, des carnets de notes*. Madrid, Éditions du commissariat des Brigades internationales, 1937, p. 9.
[455] APP BA 1665 Dossier Révolution Espagnole – Mouvement de solidarité envers la République Espagnole. Conférence de Presse sur les événements d'Espagne, à la Mutualité le 16 septembre. 17 septembre 1936
[456] *Pas de blocus contre l'Espagne républicaine ! » Déclarations de Jacques Duclos, Jean Zyromski, Eugène Hénaff, Georg Branting à leur retour d'Espagne, devant la Conférence de la Presse le 16 septembre 1936*. Brochure éditée par le Comité contre la Guerre et le Fascisme, Paris, 1936, p. 6. Le texte fut légèrement modifié lors de sa retranscription dans *Les Cahiers du bolchévisme* : « Pas de blocus contre l'Espagne républicaine ! » par Jacques Duclos *Les Cahiers du bolchévisme* Vol. 13 n°16-17 du 1er octobre 1936, pp. 1010-1026.
[457] « Il faut battre Hitler partout » par J. Berlioz in *La Correspondance Internationale* n°38 du 29 août 1936.
[458] « Les Allemands sur le front » in *L'Humanité* du 17 décembre 1936, p. 3 ; « Les marocains et la Reichwehr s'efforcent d'investir Madrid » in *L'Humanité* du 7 janvier 1937, p. 3 ; « La Reichswehr piétine devant Madrid » in *L'Humanité* du 12 janvier 1937. p. 1 ; « Nouvelles du front depuis le 6 février » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°1 du 16 février 1937, p. 4.
[459] « Le commandant du bataillon Henri Barbusse écrit à Paix et Liberté » in *Paix et Liberté* n°52 du 31 janvier 1937, p. 3.

Hitler[460]. Au grand meeting au stade Buffalo, Maurice Thorez rappelait que l'Allemagne entreprend en Espagne une stratégie d'ouverture d'un « troisième front » par la prise de positions stratégiques au Maroc, aux Baléares et à Gibraltar[461]. L'Italie n'y était évoquée que comme supplétive de l'Allemagne, à l'inverse des préoccupations diplomatiques des chancelleries en 1936 et des discours pro-républicains de l'année suivante.

Cette réinterprétation internationale fut largement admise en Espagne et transpira également en profondeur au sein des autres formations antifascistes dont en premier lieu la CNT-FAI. La démonstration de l'Espagne comme victime d'un complot nazi permettait de donner une lecture plus simple et d'expliquer les revers militaires. Les citations extraites de *L'Humanité* dans le grand quotidien anarchiste catalan *Tierra y Libertad*, de plus en plus nombreuses dès la fin de l'été 1936, relayaient la perception d'une Espagne subissant une invasion étrangère. À partir d'octobre, l'invasion allemande devint un leitmotiv du journal confédéral qui reprit les expressions « Madrid Verdun de la démocratie » ou encore « les boches » (en français dans le texte) ou bien dits « los Godos »[462]. En décembre, en suivant exactement les affirmations de *L'Humanité*, le journal anarchiste affirmait que Madrid était intégralement assiégée par des troupes allemandes, dénommées « los moros rubios[463] ».

La démonstration de l'Espagne comme victime d'une invasion militaire étrangère et internationale, demeura jusqu'à la fin du conflit. Au printemps 1938, l'accomplissement de l'Anschluss en Autriche servit d'écran pour projeter un scénario similaire, en Espagne cette fois[464]. *

[460] APP BA 1664 Dossier RE – *Insurgés. Correspondance. Meeting organisé en faveur de l'Espagne par le C*[omi]*té Front Populaire de La Garenne Colombes*. 26 août 1936.
[461] APP 1666 Brochure : *Des avions pour l'Espagne ! Contre l'encerclement de la France ! Discours prononcé par Maurice Thorez Secrétaire général du Parti Communiste le 25 août 1936 au Vélodrome Buffalo*, p. 3.
[462] « Lo que debe saber el proletariado mundial. La sublevación militar en España responde a un plan bélico del fascismo internacional » in *Solidaridad Obrera* du 20 septembre 1936, p. 3 ; « Madrid, el Verdun de la democracia internacional » in *Solidaridad Obrera* du 16 décembre 1936, p. 6 ; « La invasión de los barbaros » in *Solidaridad Obrera* du 7 janvier 1937, p. 1.
[463] « Más Moros rubios. Cinco divisiones de la Reichswer para el traidor Franco » in *Solidaridad Obrera* du 27 décembre 1936, p. 12 ; « Sigue el envió de moros rubios » in *Solidaridad Obrera* du 30 décembre 1936, p. 1 ; « Todas las fuerzas que presionan sobre Madrid son alemanas » in *Solidaridad Obrera* du 9 janvier 1937, p. 6 ; « Boches sobre Madrid y piratas sobre el mar » in *Solidaridad Obrera* du 8 janvier 1937, p. 5.
[464] « Après l'Autriche l'Espagne ? » in *L'Humanité* du 15 mars 1938, p. 1.

3. L'Espagne clef de la sécurité collective en Europe

L'élévation de Madrid comme incarnation allégorique du martyre de l'Espagne figure parmi les éléments cardinaux des discours déployés lors du grand recrutement. L'Espagne devint le « front de la liberté et de la paix mondiale », le point de départ d'une « guerre de conquête du fascisme international »[465]. Et la grande bataille se jouait à Madrid, Espagne réifiée, Golgotha allégorique : « Madrid But de la Ruée Fasciste. Le prolétariat mondial sauvera Madrid », « La Bataille pour Madrid, c'est la Bataille contre le Fascisme International », « La bataille pour Madrid, c'est la bataille pour Paris, pour Londres, pour Bruxelles, pour Berlin et pour Rome »[466]. *Le Populaire* reprit exactement les mêmes accents, faisant de Madrid le « camp retranché de la démocratie » et honorant les « héroïques » volontaires internationaux, « consacrant » par leur sang « le pacte de solidarité qui doit lier tous les antifascistes, tous les partisans de la liberté et de la démocratie aux héroïques défenseurs de Madrid, au gouvernement de l'Espagne républicaine »[467]. Par association, Madrid se transmua en un nouveau Verdun, le « Verdun de la Liberté », soit un parallèle symbolique évoquant la résistance à outrance mais également les moyens de la victoire : le sacrifice, la ténacité et le nombre des troupes jetées dans la bataille, mais aussi la conséquence : la paix suivant la victoire sur les forces du Mal, c'est-à-dire la guerre et le fascisme[468]. Aux Internationaux retranchés devant Madrid, on expliquait qu'ils protégeaient non seulement ici la France mais également l'URSS, parce que le fascisme international préparait ici, en Espagne, « l'agression contre l'URSS, citadelle avancée et solide des partisans du Pain, de la Paix et de la Liberté »[469].

En 1938, les comités pro-républicains anglo-saxons adoptèrent le slogan : « Save Spain is Save Britain » comme « Save Spain is save Canada »[470]. En Tchécoslovaquie, la situation espagnole fut également largement exploitée pour illustrer la situation locale. Devant le parlement tchécoslovaque en décembre 1936, Gottwald annonçait avec prémonition le

[465] « Discours prononcé le 13 avril 1937 au nom de notre Brigade Internationale, par notre Commissaire Barthel, devant le micro de Radio UGT » in *Notre Combat - Our fight* n°27 Journal de la XVe Brigade du 23 avril 1937, p. 2.
[466] « Madrid But de la Ruée Fasciste. Le prolétariat mondial sauvera Madrid » in *Le Volontaire de la Liberté. Journal des 11e et 12e brigades – (Brigades internationales)* n°2 14 novembre 1936, p. 1 ; « Ce que nous voulons » par André Marty in *idem* n°2 14 novembre 1936, p. 1.
[467] « Madrid camp retranché de la démocratie » in *Le Populaire* du 12 novembre 1936, p. 3 ; « La résistance héroïque de Madrid » in *Le Populaire* du 11 novembre 1936, p. 3.
[468] « "No Pasaran". Madrid, Verdun de la liberté » in *L'Humanité* du 11 novembre 1936, p. 1.
[469] « Accélérons la victoire » par Jospeh Leimans in *Le Volontaire de la Liberté. Journal des Brigades et Unités internationales* n°5 13 décembre 1936, p. 1.
[470] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War …, op. cit*., p. 123.

destin de la Tchécoslovaquie en comparaison avec l'Espagne agressée de l'extérieure avec le soutien d'un agent intérieur : « Aujourd'hui Madrid, demain Prague. Aujourd'hui Burgos, demain Eger »[471].

Ce discours de défense renvoyait aux notions civiques de secours, de défense, de rescousse. Cette cause s'incarnait dans la démonstration d'une communion internationale d'intérêts, expliquée par plans successifs :

> En Espagne, le fascisme cosmopolite s'est attaqué à la Liberté d'un Peuple pour maintenir et étendre sa dictature bestiale sur l'Europe et plus particulièrement, pour se créer une base d'attaque contre la France, berceau du Progrès et d'émancipation des travailleurs. Des hommes se sont opposés aux plans du fascisme international ; en premier lieu les espagnols qui ainsi ont donné au monde un exemple de ce que peut faire un peuple qui ne veut pas être esclave. Devant tant de courage manifesté par le Peuple Espagnol, les énergies se sont réveillées dans le monde. La preuve est faite qu'on peut résister au fascisme. Au Peuple Espagnol en lutte sont venus se joindre des hommes venant de tous les pays, Les Allemands, les Italiens, les Polonais, les Autrichiens et d'autres, chassés de leurs pays parce que militants pour la Justice, la Liberté et la Paix, avaient conscience qu'en battant les ennemis de l'Espagne Républicaine, ils regagnaient le droit à vivre en leur pays dans la tranquillité. Les Américains, les Anglais, les Belges, les Scandinaves et autres avaient conscience qu'ils luttaient pour conserver et étendre les Libertés démocratiques de leurs pays, lesquelles mêmes réduites, sont et doivent être défendues avec acharnement par ceux qui savent ce qu'elles ont coûté pour les obtenir ou pour les maintenir. Les français dont les traditions démocratiques et révolutionnaires sont menacées à travers l'Espagne, avaient en plus du devoir de les défendre, la responsabilité de sauvegarder le bastion Européen de la Démocratie qui représente la France pour les peuples opprimés […][472].

Jusqu'au retour des vétérans, le discours demeura le même et fut perpétuellement réitéré pour chacune des nations présentes ou représentées dans les Brigades internationales.

La substitution presque totale dans les discours des Brigades internationales du terme de prolétariat et son remplacement par « front populaire *mondial* ou *international* ou *du monde entier* » doit s'entendre sur cette remodélisation citoyenne et républicaine. Leur incarnation du front populaire mondial fut renforcée par leur structuration interne selon un schéma dit « de front populaire » procédant largement par auto-démonstration.

---

[471] GOTTWALD (Klement), « Pour la défense du peuple et de la République » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°12 Décembre 1936, p. 1439.
[472] RGASPI 545.6.14 : *1er Congrès des Volontaires de l'Espagne Républicaine. 1 cité Paradis - Congrès des 15 et 16 juillet 1938*, p. 2.

C. Le front populaire comme cadre de structuration interne et ligne politique

L'affirmation des Brigades internationales comme un corps consubstantiel du Front populaire demeura le credo sur lequel furent bâtis les discours et déterminée la ligne politique interne. C'était de « par sa composition et par son but » que « la brigade internationale » constituait « une brigade internationale du front populaire d'Europe », les références européennes étant rapidement remplacées par le mot « mondial ». Par une démarche suggestive et auto-affirmative, la démonstration s'appuyait sur ces caractéristiques explicites, c'est-à-dire son caractère multinational et œcuménique sur trois dimensions : en terme de classes, de nationalités et de sensibilités du mouvement ouvrier entendu dans son acception de front populaire :

> En effet, la brigade internationale est composée d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, d'artisans de presque tous les pays d'Europe : Allemagne, Italie, France, Angleterre, Hongrie, Yougoslavie, Belgique, Suisse., etc. Tous les courants politiques qui expriment la pensée des plus larges masses populaires d'Europe y sont représentés : communistes, socialistes, républicains, démocrates catholiques, etc. […] Elle symbolise en même temps l'union des travailleurs de toutes tendances et l'union des peuples dans leur lutte commune pour le pain, la paix et la liberté[473].

La structuration politique interne des Brigades internationales devait faire la démonstration, de par ses « formes politiques et sociales », de sa composition symbiotique de Front populaire[474]. Cet effort d'identification signifiait donner de la visibilité aux différents partis, organisations et syndicats représentés en leur sein par la présence de leurs affiliés ; il fallait donc donner à ces derniers des places dans la direction et l'encadrement.

1. Une organisation interne initiale syncrétique

Dans les premières formations, la distribution des fonctions militaires fut établie selon des critères politiques plutôt que techniques. Certains bataillons furent ainsi structurés pour être démonstratifs d'une organisation harmonieusement répartie entre les différentes sensibilités du mouvement ouvrier. Ainsi, dans le bataillon *Commune de Paris*, tandis que les officiers étaient choisis parmi les réservistes, les commissaires politiques furent distribués

[473] *Idem*.
[474] « À la Base des Brigades Internationales, où battent les cœurs de millions d'hommes de tous les pays » par Adami in *Le Volontaire de la Liberté. Organe des brigades internationales* n°8 19 janvier 1937, p. 2.

entre le Parti Communiste, le Parti Socialiste et la CGT[475]. Dans le bataillon *Henri Barbusse*, la distribution des postes se fit évidemment parmi les membres de Paix et Liberté, en respectant les diverses affinités politiques :

> Notre jeune camarade D. de la 15ème section socialiste, commandera la 1ère compagnie ; notre camarade X..., communiste de Nice, la deuxième. La troisième sera commandée par un camarade sans parti et la C[ompagnie de] M[itrailleuses] par notre jeune camarade G..., officier récemment sorti de Saint Cyr, sans parti également. Notre bataillon reflète bien ainsi le mouvement populaire *Paix et Liberté* dont il est l'émanation[476].

La distribution des fonctions dans le bataillon italien *Garibaldi* et dans certaines compagnies germaniques du bataillon *Edgar André* obéit exactement aux mêmes règles. La ponction de la mort se chargea ensuite de mettre à bas ces dispositifs artificiels. Durant les premiers mois d'existence des Brigades internationales, ces représentations par cartel furent introduites à tous les échelons, à l'exception de la direction politico-militaire : le Conseil Militaire et le Bureau Politique, rapidement intégralement communistes.

a) L'essai d'une infrastructure interne cartellisée

Le Bureau politique de la Base fit en novembre 1936 la promotion d'une structuration politique associant les différents partis, organisations et syndicats représentés dans les Brigades internationales. Cette démarche fut expliquée aux volontaires début décembre 1936 par le biais du premier organe officiel des Brigades internationales *Le peuple en Armes*[477]. L'œcuménisme des Brigades internationales, tout à fait inexact en réalité, fut un élément récurrent de leur propagande vers l'étranger jusqu'au printemps 1937 en visant à faire la démonstration que ces dernières, émanations spontanées du prolétariat international, fonctionnaient sur un principe d'un cartel de partis :

> Tous les partis ont d'ailleurs le droit de s'organiser au sein des Brigades internationales pour autant qu'ils soient antifascistes. Le nôtre, évidemment, y est très bien organisé. Nos camarades socialistes ne le sont pas moins. Radicaux et démocrates de toutes nuances peuvent en faire autant[478].

[475] RGASPI 545.3.401 : *Sur le Bataillon « Commune de Paris »*, par Pierre Rébière, mars 1937, p. 25.
[476] MABILLE (Léon), *Cinq semaines avec le bataillon Henri Barbusse en Espagne.* Paris, édité par le mouvement populaire « Paix et Liberté », 1937, p. 22.
[477] « Directives pour l'organisation et le fonctionnement des partis politiques dans les Brigades Internationales » in *Le peuple en Armes. Organe des Brigades internationales*. 15 décembre 1936, p. 2.
[478] « La vie politique dans les brigades internationales. L'interview de Leemans » in *La Voix du Peuple* du 4 janvier 1937, p. 3.

La seule condition posée à chaque parti pour pouvoir s'organiser au sein des Brigades internationales était de devoir faire « la preuve » de leur antifascisme, ce qui, dans l'acception stalinienne, empêchait les trotskistes ou le POUM d'avoir une existence. D'autre part, les partis devaient toujours veiller au «renforcement de l'Unité d'action»[479]. Comme les autres organisations de masse, les Brigades internationales s'attachèrent à associer et intégrer les volontaires non affiliés, soit la masse stratégique des « sans parti » selon la rhétorique communiste[480]. Ces derniers devaient faire l'objet d'une attention particulière des commissaires politiques tandis que les militants des autres partis étaient invités à « les assister, de travailler à l'élévation de leur conscience politique, pour que tous les camarades, sans exception, aient toujours le même esprit élevé de combat et la même volonté de vaincre l'ennemi fasciste qui est devant nos lignes, et derrière lequel se cachent les bourreaux fascistes de nos pays[481] ».

Jusqu'à l'échelon du bataillon, chaque parti, syndicat et association était invité à s'organiser de façon autonome, sur un système directement inspiré du fonctionnement interne du PCF, c'est-à-dire par une échelle pyramidale de comités élisant chacun un délégué pour le niveau supérieur jusqu'au comité de brigade. L'artillerie, la cavalerie, l'intendance et chaque service étaient invités à fonctionner de manière similaire et chaque parti devait nommer un commissaire politique de son obédience[482]. Durant la bataille de Madrid, ce système fut effectivement mis en place, à ceci près qu'il n'eut quasiment aucune réalité en dehors du bataillon *Garibaldi*. Ce système bancal suscita évidemment énormément de ressentiments et des conflits, la structuration politique revenant ni plus ni moins qu'à celle du parti communiste puisque les volontaires communistes représentaient entre les deux tiers et les trois quarts des effectifs à la fin de l'année 1936[483].

b) La structuration du parti communiste dans les Brigades internationales

Dès sa création, la Base fut immédiatement élaborée comme une direction militaire et politique reposant sur un fonctionnement collégial et international sous la présidence du cadre kominternien André Marty. Cette direction reposait sur un triumvirat regroupant l'état-major (dissous fin novembre 1936), du Conseil militaire (direction organique de la Base d'Albacete) et du Conseil politique (chargé des questions politiques, dissous début 1937). À côté du

[479] RGASPI 545.1.1a : *Projet : Importance des Commissaires et délégués politiques - leurs tâches*. 9 décembre 1936.
[480] VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne…*, *op. cit.*, p. 38.
[481] « Directives pour l'organisation et le fonctionnement…», *op. cit*., p. 2.
[482] *Idem*.
[483] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 54.

Conseil militaire de la Base fut placé le « Comité de direction » dit également « Bureau politique », dont l'existence n'était pas réglementaire selon les codes de l'armée républicaine espagnole. Envisagé implicitement comme un Comité Central, le Comité de direction était censé être distinct de l'appareil communiste, comme un comité de type Front populaire, ce qui ne fut jamais le cas, faute d'engagement effectif des socialistes[484]. Il possédait un Bureau Politique disposant d'une Commission des Cadres au périmètre confondant le plus souvent le Parti et les brigades proprement dites.

Ensuite, la structuration pyramidale du Parti était déroulée par paliers : chaque bataillon était assimilé à une région du Parti dirigée par un comité de bataillon élu par les échelons inférieurs avec, à sa tête, un responsable du Parti ; chaque compagnie (ou batterie d'artillerie) était assimilée à un comité du Parti avec, à sa tête, un responsable-délégué du Parti, qui ne devait pas être le commissaire politique ; chaque section (ou pièce pour l'artillerie ou escouade pour la cavalerie et les chars) était assimilée à une cellule avec un secrétaire comme responsable.

À chaque échelon, était nommé un responsable du Parti qui recevait les directives politiques directement du comité de direction. Néanmoins, les assemblées communistes dans les unités suscitèrent des récriminations. Seul le Parti communiste était réellement constitué et organisé et les volontaires non communistes se sentaient exclus des discussions et inquiets des décisions adoptées sans eux[485]. On décida rapidement d'interrompre l'imposition d'une organisation schématique du Parti. Courant janvier 1937, la cinquième brigade internationale (la XVème) fut ainsi la première unité sans structuration communiste intrinsèque. D'autre part, la multiplicité des partis communistes présents, associée à une grande diversité de cultures communistes ne se prêtait guère à une structuration unique. Ces derniers s'atomisèrent immédiatement, organisant leurs propres structurations, sous la férule de la direction centrale d'Albacete.

[484] Sauf le Parti Socialiste Italien, mais son secrétaire ne fut pas adjoint à la direction des Brigades internationales tandis qu'André Marty refusa la présence du socialiste autrichien Julius Deutch. Présence dont on ne sait si ce dernier en avait exprimé le souhait ou non.
[485] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 54.

2. Le « petit Komintern » : du problème structurel des diversités communistes dans les Brigades internationales

L'immersion dans un cadre de Front populaire défini sur un modèle importé de France se révéla difficile pour certaines cultures communistes. Selon les rapports rédigés concernant la compréhension par les combattants de la ligne de Front populaire, les Belges, Français et Italiens se révélèrent les meilleurs élèves, tandis que l'absence quasi complète de socialistes parmi les Allemands, les Polonais et les Balkaniques ne facilita pas l'application stricte de la ligne[486]. Néanmoins, ces difficultés d'acclimatation politique furent rendues plus fortes encore par la création, involontaire mais rendue nécessaire, d'une autre structure en cartel : celles des représentants des partis nationaux, véritable autorité parallèle et parfois contestataire de la direction organique.

Le surnom d'Albacete comme le «petit Komintern » correspond en effet à une réalité indéniable. Selon les normes du Komintern, les communistes étrangers auraient dû s'affilier au PCE. Cela avait été envisagé très tôt mais pas appliqué[487]. En effet, les Espagnols étant initialement et, par définition, absents des Brigades internationales, la question ne s'était pas posée de manière évidente et les partis nationaux ne voulurent en aucun cas être déconnectés de leurs affiliés[488]. Lorsque les Espagnols commencèrent à être nombreux, dès le printemps 1937, la question se posa de nouveau mais elle vint alors heurter un système désormais bien installé[489]. Au 22 février 1937, il y avait vingt membres de comités centraux ou de Bureau politique de Parti dans les Brigades internationales, en plus de ceux initialement prévus dans le dispositif organique[490]. La présence d'autant de cadres supérieurs des partis communistes n'avait absolument pas été anticipée ni prévue et il fallut s'adapter. André Marty présentait ainsi la solution trouvée devant le Komintern :

> Un groupe de ces camarades [dirigeants] est utilisé dans la section politique de la Base et un autre groupe à certaines fonctions, à la Base toujours. Chacun de ces camarades dirige le camarade de la commission des cadres de son parti et de sa nationalité. De cette façon ils sont dans l'armée espagnole sans que personne ne puisse rien dire et en

[486] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 76. Rayé dans le texte ; RGASPI 495.18.1179 : Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole, p. 24.
[487] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 56.
[488] Sauf dans le cas des volontaires internationaux des bataillons du PSUC. Dans ce cas, ils s'affilièrent immédiatement à la section des cadres étrangers du PSUC, tenue d'une main de fer à Barcelone par des militants communistes allemands.
[489] RGASPI 545.2.76 : Courrier d'Estrella au secrétariat d'Organisation du CC du PCE Valence. Madrid 24 juin 1937.
[490] RGASPI 545.6.33 : État nominatif des membres des CC de PC présents dans les BI au 22 février 1937.

même temps, ils exercent le contrôle de leur parti sur les camarades de leur nationalité. Nous les avons mis à la base parce que naturellement on ne veut pas les envoyer au front en première ligne, on les met là parce qu'on ne veut pas perdre les cadres dirigeants les partis[491].

Chaque parti reproduisit donc ses propres ramifications dans les Brigades internationales, intervenant, en exigeant parfois, la nomination ou le remplacement de certains de leurs cadres politiques et militaires. Les partis nationaux avaient désormais créé dans les Brigades de véritables succursales et le Bureau Politique de la Base d'Albacete avait associé à ses décisions les « représentants nationaux », dits aussi « représentants spéciaux », qui étaient pour la plupart des membres de Comités Centraux de plusieurs partis communistes. Cette atomisation communiste justifia elle aussi largement le remplacement de la structuration initiale par une autre plus réaliste et davantage fonctionnelle.

3. Le remplacement par une structuration de front unique

Du fait de la surreprésentation communiste, de l'inanité des présences des partenaires sociaux-démocrates et des inquiétudes du ministère de la Guerre (alors occupé par Caballero) quant à la prépondérance communiste dans les Brigades internationales, il fallut rapidement substituer l'architecture initiale par une autre. Cela revint en fait à recouvrir les superstructures trop apparentes du Parti dans une enveloppe dite de Front populaire mais, dans les faits de front unique, sans changer en rien la détermination ni l'application de la ligne.

a) La restructuration autour du commissariat politique

La restructuration fut effectuée début 1937 dans un système ne prenant pas en compte l'affiliation des combattants et excluant, du moins officiellement, les partis politiques des décisions et des activités militaires en s'appuyant sur les décisions similaires du PCE dans l'EPR[492]. À partir de décembre 1936 la nouvelle architecture reposa non plus sur les partis mais sur le commissariat politique, via les délégués politiques (de la section à la compagnie), puis par les « commissaires de guerre » (du bataillon à la brigade). Le premier système de répartition proportionnelle des charges de commissaires selon les tendances politiques représentées fut logiquement remisé et remplacé par un système d'élection en assemblée

[491] RGASPI 495.18.1179 : Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole, p. 28.
[492] RGASPI 495.18.1179 : *Question espagnole. Premières propositions par André Marty. Les conditions politiques et militaires de la victoire*. 2 mars 1937.

générale parmi des candidats « hommes de masse dont la loyauté antifasciste était garantie : secrétaire ou dirigeants de syndicats en premier lieu[493] ». Bien qu'en très grande majorité communistes, affiliés ou sympathisants, les fonctionnaires politiques avaient pour obligation d'être des délégués « du Front populaire et non d'un parti[494] ». La structure fut d'ailleurs renforcée par une introduction irrégulière inexistante dans le reste de l'armée républicaine : les délégués de sections. Ces derniers participèrent considérablement à resserrer le maillage de l'encadrement politique en faisant passer le nombre de fonctionnaires politiques par compagnie de un à potentiellement cinq.

b) L'introduction d'une ligne apolitique de front populaire

La restructuration non partisane fut renforcée par une attention vigilante sur l'interdiction des manifestations individuelles des identités partisanes. Les symboles ostentatoires furent prohibés dès le 26 décembre 1936 : « sur le cœur de chacun est gravé l'insigne de son parti, mais extérieurement chacun n'est que le soldat volontaire de la liberté sous le commandement du gouvernement unifié d'Espagne[495]». Cette interdiction eut principalement pour objectif de limiter la surabondante ostentation des symboliques communistes mais également de faire disparaitre les foulards, broches et calots de la CNT-FAI, vendus par des camelots omniprésents y compris à Albacete et dont les étrangers raffolaient. Sous prétexte d'unité antifasciste, Albacete exigea en effet rapidement l'abandon des breloques exhibées et donc la fin d'un certain folklore politique synthétique :

> Les Brigades internationales ne sont ni l'œuvre ni la chose d'aucun parti. Les Brigades internationales se placent exclusivement sur la base de la lutte contre le fascisme. Elles se réclament du front populaire, à l'image du Front populaire de France et d'Espagne. Il y a place dans les rangs des Brigades internationales pour tous les volontaires de quelque tendance politique ou religieuse que ce soit, à la seule condition que ces volontaires soient sincèrement antifascistes. En conséquence, et pour éviter tout malentendu ou interprétation tendancieuse, le commandement de la Base rappelle que le port de tous insignes de partis tels que faucille et marteau, les trois flèches, écussons ou insignes d'une organisation ou d'un parti, foulards brodés désignant un parti ou foulards aux couleurs d'un parti ou organisation, sont rigoureusement interdits pour tous les volontaires des Brigades internationales[496].

[493] RGASPI 495.2.266 : *Annexe au rapport sur les Brigades Internationales…, op. cit.,* p. 13.
[494] RGASPI 545.1.1a : *Projet : Importance des Commissaires et délégués politiques - leurs tâches*. 9 décembre 1936.
[495] MARTY (André), *Douze mois sublimes.* Paris, Éditions du Comité populaire de Propagande. 1937, p. 10.
[496] RGASPI 545.2.44 : *Décisions du 27 décembre 1936. Compagnie de jour, patrouilles en ville*. Par Vidal. 27 décembre 1936. Souligné dans le texte.

Des rappels à l'ordre furent régulièrement édictés, preuve du succès mitigé de cette interdiction, a priori inattendue, parmi les volontaires. Le remplacement des symboliques partisanes habituelles par une lexicologie inventée fut une entreprise difficile.

c) Sous le signe du front populaire : une renormativité symbolique

La promotion d'un apolitisme non partisan fut incarnée par l'introduction d'une nouvelle lexicologie œcuménique imaginée depuis les codes du Front populaire français. La direction politico-militaire des Brigades internationales esquissa en novembre 1936 une première lexicologie synthétique. Le principe était assez éloquent pour symboliser les Brigades internationales, en associant quatre logotypes communs et connus : un poing dressé, la faucille et le marteau (dans sa variante française), un bonnet phrygien et les trois flèches antifascistes des sociaux-démocrates.

Figure 8-a : En-tête du premier numéro du journal commun des Brigades internationales[497]

Cette tentative de blason syncrétique eut cependant une courte vie, du fait de l'inanité de la stratégie de cartellisation des Brigades internationales et probablement de par ses références par trop françaises. Deux mois plus tard l'usage de ces différents symboles était de toute manière banni par la décision du 27 décembre 1936 abordée précédemment.

Les nouvelles consignes d'apolitisme concernèrent également les drapeaux. La première réglementation concernant l'usage des étendards fut édictée le 3 décembre 1936. Elle précisait strictement que les drapeaux des brigades devaient être aux couleurs de la République espagnole tandis que ceux des bataillons devaient arborer un drapeau rouge, « couleur de la classe ouvrière Internationale [,] symbole de la solidarité internationale », avec une indication de nationalité « dominante » au coin supérieur gauche[498]. Mais l'ajout des

[497] *Le Volontaire de la Liberté. Journal des 11e et 12e brigades* n°1 du 7 novembre 1936, p. 1.
[498] RGASPI 545.2.44 : *Note sur les drapeaux des brigades du 3 décembre 1936*. Certains furent pris par l'ennemi et exhibés lors d'exposition de butins de guerre comme preuves d'une intervention communiste contre

couleurs nationales ne fut pas une évidence parmi les volontaires. Ainsi, les volontaires italiens de la seconde compagnie du bataillon *Garibaldi* avaient confectionné leur propre bannière : un drapeau rouge avec une étoile à cinq branches et l'inscription *Non Passeranno*. Les soldats en étaient très fiers mais le délégué politique de la compagnie leur expliqua qu'il fallait y ajouter les couleurs italiennes. Les volontaires s'y refusèrent, en arguant que l'emploi des couleurs nationales était peut-être politiquement une bonne chose en France mais non en Espagne[499]. C'est à la suite de la publication dans *Stato Operaio* de l'explication théorique de l'opportunité d'associer les couleurs italiennes au drapeau rouge que le commissaire politique parvint à leur faire arborer l'écusson et le drapeau italiens.

Les drapeaux nationaux de bataillon eurent une existence brève et furent remplacés au printemps 1937 par des étendards républicains réguliers, complétés à la fin de l'année par l'ajout en écu, au centre, de l'étoile à trois branches. Durant l'année 1937, la symbolique des Brigades internationales fut en effet progressivement décalquée depuis l'iconographie préexistante de Paix et Liberté, la branche française du CGMF, dont les codes étaient déjà étroitement liés à l'Espagne depuis l'été 1936.

Figure 8-b : Photographie du meeting du Conseil National de Paix et Liberté du 30 août 1936[500]

La symbolique républicaine inscrite dans les traditions nationales de Paix et Liberté était directement compatible avec les codes et références de l'Espagne républicaine. L'étoile d'Amsterdam-Pleyel, définie par Henri Barbusse en 1932 comme « Symbole du front populaire mondial » et l'alliance entre ouvriers, paysans et intellectuels, apparut tardivement

l'Espagne. Tel fut le destin de l'étendard pourpre du bataillon *Commune de Paris.* SHD 7 N² 2532 : Rapport de l'Ambassade de France. *Exposition de prises de guerre par les nationalistes à Saint Sébastien*. [Sans date].

[499] RGASPI 545. 3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi »...*, *op. cit.*, p. 10.

[500] *Paix et Liberté* n°27 du 9 août 1936, p. 1.

comme emblème officiel des Brigades internationales, soit au moment de leur régularisation par décret en septembre 1937[501].

D. Le front mondial : les démarches pour insérer et imposer le volontariat combattant dans la solidarité internationale

Imposer le volontariat armé vers l'Espagne comme un des vecteurs de la solidarité internationale en faveur de l'Espagne républicaine ne fut pas chose aisée. Imaginées comme une organisation de masse circonstancielle, les Brigades internationales devaient absolument être intégrées dans le dispositif solidaire mondial pour être visibles et réellement utiles à la stratégie d'unité d'action, mais pour pouvoir également être financées. Le « chemin de fer secret », bien étudié par Rémi Skoutelsky, fut déployé en relation étroite avec les initiatives solidaires nationales comme support des stratégies communistes locales d'unité d'action[502]. Cette détermination obligea à recomposer les structures de solidarité existantes ou les dépasser en les associant avec Albacete. Le plus souvent ce fut faute de partenaires tangibles que le parti communiste dut déployer son propre dispositif, utilisant à plein régime ses propres engeances : SRI, organisations de masse, associations culturelles communisantes, etc.

1. L'intégration du volontariat combattant dans les initiatives de solidarité extérieures avec l'Espagne républicaine

L'objectif d'association et d'assimilation des comités antérieurs dans une démarche pro-volontariat combattant procéda essentiellement par le biais d'une approche monopolistique évidente. Parallèlement à la constitution des comités, des centres dits de « ravitaillement » et de « liaison » furent mis en place, pour rassembler, généralement sous le patronage du SRI hors de France, les dons destinés aux volontaires. Selon la police, ce fut le cas en France dans quasiment «chaque mairie de banlieue où la municipalité est acquise aux directives du Parti Communiste »[503]. En effet, le CEAPE prit en charge la quasi intégralité des caravanes de ravitaillement vers Albacete ainsi que le service du courrier des volontaires et de

[501] Contrairement à ce que les représentations tardives des Brigades internationales suggèrent, l'emploi de l'étoile à trois branches fut marginal et essentiellement limité à un usage graphique, pour symboliser un « International » dans les illustrations.
[502] SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas….* p. 109 et suivantes.
[503] APP BA 1665 : Dossier Révolution Espagnole – Mouvement de solidarité envers la République Espagnole *AS du recrutement des volontaires pour l'Espagne.* 7 décembre 1936.

leurs familles[504]. Pour finaliser et assurer le dispositif, il fallait s'emparer des portes de l'Espagne. Si Paris était le point de convergence et de contrôle des volontaires, Perpignan était le sas.

Quelques jours après le déclenchement de la rébellion militaire en Espagne, des militants libertaires de Perpignan, soutenus par des catalans et par de nombreux militants socialistes (tendance Gauche révolutionnaire) avaient mis sur pied le Comité de Défense de la Révolution espagnole Antifasciste (CDREA) établi dans l'ancien hôpital militaire désaffecté. L'ancien hôpital eut tout d'abord comme objectif de servir de lieu de centralisation des dons et de centre de ravitaillement pour les milices antifascistes puis de lieu d'accueil et de transit pour les volontaires étrangers. Bénéficiant d'un lien étroit avec le Comité régional de la CNT de Catalogne et avec le comité franco-espagnol de Puigcerdá, les anarchistes y disposaient d'une forte prépondérance sur les autres groupes présents en étant investis par la CNT-FAI du droit d'octroyer ou non le viatique nécessaire pour le franchissement de la frontière[505]. Après la création de la Base d'Albacete, le Comité départemental de Front Populaire, moins la SFIO et les radicaux mais renforcé par la LDH, la CGT et des comités espagnols, s'installait lui aussi dans l'~~a~~ncien hôpital et intervient dans l'accueil et le convoyage des volontaires.

À partir de janvier 1937, il fut de plus chargé du tri des volontaires et fusionnait avec le Centro espagnol et imposa son monopole dans la région[506]. Enfin, le Parti communiste sut attirer à lui la population espagnole immigrée des Pyrénées-Orientales au détriment de la CNT et couvrit bientôt 35 comités locaux[507]. À la suite de la conférence nationale des comités d'aide d'avril 1937 à Paris, le comité de Perpignan fut chargé officiellement du service des colis, du triage des « rapatriés en règle de retour d'Espagne », des retours des corps, des valises, de la répartition des blessés légers des colonies de vacances des enfants des volontaires[508]. À l'été 1937, les Brigades internationales étaient désormais l'unique récipiendaire du volontariat étranger et l'intégralité du dispositif intérieur et extérieur était tenue par les filières communistes. Pourtant cette situation fut le fruit du refus de coopérer des

[504] APP BA 1665 : Dossier Révolution Espagnole – Mouvement de solidarité envers la République Espagnole. *AS de deux camions transportant du matériel pour l'Espagne, signalés par le Parquet de Fontainebleau*. 13 février 1937 ; Dossier Recrutement de volontaires pour l'Espagne. *AS du recrutement des Volontaires pour l'Espagne républicaine*. 26 décembre 1936.
[505] AD 66 1 M 631 *Le Commissaire Central de Police à Monsieur le Préfet des Pyrénées Orientales.* Perpignan, le 12 janvier 1937 ; 1 M 771. Tract du CDREA. Sans date [décembre 1936 ou janvier 1937].
[506] CADÉ (Michel), *Le Parti Communiste dans les Pyrénées Orientales de sa fondation à sa dissolution (1920-1939*). Thèse présentée sous la direction de R. Trempé. Université de Toulouse le Mirail. Toulouse. 1984, p. 579.
[507] Il devint le Comité Départemental Franco Espagnol d'Aide à l'Espagne Républicaine, largement dominé par le PCF. IISG Papiers Antoine Espigoulet : *1936-1939. Souvenirs de la Guerre Civile…, op. cit.,* pp. 17-19.
[508] *Idem*, pp. 49 et 52-54 ; FOURRIER (Jules), *Graine Rouge,* Paris, Éditions La Brèche, 1983, p. 66.

partenaires français envisagés initialement pour être associés autour des Brigades internationales.

Le 27 novembre 1936, un protocole était élaboré à Barcelone afin de déterminer les conditions d'acheminement, de contrôle et de transit des volontaires depuis la France vers Albacete via la Catalogne[509]. Le document disposait que des commissions de contrôles devaient être établies à Paris, Lyon, Lille et Perpignan. Elles devaient comprendre un représentant du PCF, de la SFIO, des Radicaux socialistes, de « l'organisation anarcho-syndicaliste française » et un délégué de Barcelone, afin d'examiner « le caractère politique des volontaires passant par ces commissions »[510]. On retrouve donc clairement l'intention de faire patronner les Brigades internationales ou a minima le volontariat international combattant par le rassemblement de front populaire, et même au-delà. Mais il s'agissait explicitement de court-circuiter la mainmise des comités de contrôle des sections étrangères de la CNT FAI et du POUM à la frontière catalane et en Catalogne elle-même. En invoquant le souci de fluidifier le circuit, il était précisé que les vérifications opérées par les commissions en France dispensaient des autres contrôles « jusqu'à son point d'arrivée en Espagne » et permettait de réduire le temps de présence des convois en Catalogne. Le protocole prévoyait donc de dérouter le volontariat des organisations révolutionnaires catalanes pour le canaliser vers Albacete. Ce projet n'eut aucune suite mais est éloquent sur la démarche. Puisque les partenaires envisagés firent défaut, il fallait à l'inverse partir des Brigades internationales pour créer une émulsion à l'extérieur autour des volontaires.

2. Lier les Brigades internationales à l'étranger par le parrainage

Un système de parrainage des combattants volontaires fut immédiatement introduit dès leur départ vers l'Espagne en 1936, en direction des volontaires eux-mêmes et de leur famille. Ce fut l'une des premières activités du Comité pour l'Espagne Libre des anarchistes français de l'UA et des comités des immigrations, principalement italiens et espagnols. Dans les Brigades internationales, le principe fut élevé au rang de système et constituait un des axes majeurs du dispositif de propagande. Dès la création des premiers bataillons, un principe de parrainage des bataillons fut décidé, en insistant sur le devoir d'y associer les organisations du

[509] Ce document, qui ne comporte malheureusement aucune signature, fut très sûrement le fruit d'une proposition des délégués de la Base d'Albacete ou d'une section étrangère du PSUC destiné à la Généralité de Catalogne. RGASPI 545.2.37 : *Protocolo.* Barcelone, 27 novembre 1936.
[510] *Idem.*

Front Populaire « en Europe et en Amérique (Nord, Centre et Sud)[511] ». Fin novembre 1936, le BP du PCF lançait une campagne massive de parrainage destinée à populariser les Brigades internationales et à susciter dons et volontaires, exigeant des régions et rayons la mise en place du parrainage de formations déterminées[512]. Ainsi, la région Paris-Ouest fut chargée du parrainage du 2ème bataillon *Commune de Paris* de la XIème brigade, Paris-Sud du 6ème bataillon *André Marty* de la XIIème, Paris-Nord du 10ème bataillon *Henri Vuillemin* de la XIIIème brigade et Paix et Liberté reçut naturellement le 13ème bataillon *Henri Barbusse* de la même brigade[513]. Certaines unités eurent plus de chance que les autres, tels les artilleurs français de la 3ème batterie d'artillerie *Franco-Belge*, particulièrement gâtés par la section du chantier de construction du lycée de Saint Maur-les-Fossés et les ouvrières de la biscuiterie *Idéale* de la même localité[514]. Dans l'immigration, les comités *Thälmann* et *Edgar André* furent mis à contribution pour les Allemands, les comités *Fronte Unico* puis de l'UPI pour les Italiens et enfin toutes les associations culturelles et journaux des immigrations proches des sections de la MOI, notamment parmi les Polonais et les Balkaniques. En complément, des comités d'aide aux familles étaient créés au niveau régional en France. Dans les autres pays les comités étaient nationaux et Paris accueillit les comités allemand, bulgare, espagnol, hongrois, italien, juif (Pologne), letton, polonais, portugais, roumain (immigrations), russe (de France), yougoslave et en 1937 les comités autrichien et tchécoslovaque démantelés par la police[515]. Les comités nationaux américain, argentin, belge, canadien, luxembourgeois, scandinave et suisse prenaient en charge les familles des volontaires autochtones et allochtones de leur pays.

Les donateurs recevaient une carte de « participation au parrainage » accompagnée d'un texte reprenant le credo du parti communiste sur la situation en Espagne[516]. Une fois

[511] RGASPI 545.1.11 : Fragment de courrier du 27 octobre [1936] adressé aux services chargés en France de l'envoi des volontaires vers l'Espagne.
[512] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947*…, *op. cit.*, p. 444 ; SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *A/S de l'activité du PC en faveur des républicains espagnols.* 8 janvier 1937 ; CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D2 Volontaires français… *À propos du discours de Lampe prononcé à la salle des fêtes du Petit journal*. Paris, 17 décembre 1936.
[513] « Résolution des secrétaires de cellules de l'Est Parisien » in *La Voix de l'Est* n°167 du 11 décembre 1936, p. 1.
[514] « Notre batterie est fière de votre parrainage (une lettre de France) » *Le soldat de la République. Journal de la XIVe. Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°12 mars 1937, p. 4 ; « On écrit aux soldats » in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe. Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°23 du 14 avril 1937, p. 3 ; « Les artilleurs de la 3ème batterie à leurs généreux parrains » in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°39 du 13 juillet 1937, p. 3.
[515] Voir ANNEXE II Document 8-1 : *Nombres de familles secourues en novembre 1937 par les comités nationaux établis à Paris.*
[516] SHD 7 N² 2616 Dossier 3 : *Gendarmerie Nationale. Basses Pyrénées. Rapport de l'Adjudant Desperriers sur un volontaire pour l'Armée Espagnole*. Bayonne, le 26 décembre 1936.

encore, ce fut le réseau de presse régional et local des presses communistes européennes, nord-américaines et argentines et celui des organisations de masse qui prirent à leur charge la communication des comités de parrainage, y compris après l'entrée en vigueur de la loi interdisant le volontariat vers l'Espagne :

> Pour l'aide aux familles de tous les volontaires en Espagne. Pour le parrainage des volontaires de la liberté. Républicains, démocrates, socialistes, anarchistes, communistes, vous tous qui n'êtes d'aucun parti, mais qui savez que les volontaires partis en Espagne luttent contre les troupes du capital international, pour tous nos enfants, nos familles puissent vivre en paix, pour que la France ne soit pas envahie comme en 1914... AIDEZ-NOUS par vos souscriptions régulières à assurer la vie aux femmes et aux enfants des volontaires. Partis politiques, syndicats, organisations, dans vos réunions, dans vos têtes, pensez aux familles des volontaires, réservez une petite part sur vos bénéfices pour notre caisse de solidarité. Venez nous demander des cartes de solidarité, diffusez-les en masse. Il ne faut pas oublier en effet que les volontaires qui sont partis combattre en Espagne ne se battent pas pour un parti quel qu'il soit, mais qu'ils luttent pour défendre la démocratie mondiale attaquée par les hordes du fascisme international. Nous devons donc tous ensemble les soutenir et être solidaires de leurs familles, pour que celles-ci ne connaissent pas la gêne[517].

La rationalisation des Brigades internationales durant l'été 1937, effectuée officiellement sur des critères linguistiques, fut en réalité directement établie sur des zones géographiques de propagande, où chaque brigade, bataillon, compagnie ou batterie avait vocation à être spécifiquement parrainé et mis en valeur.

Le parrainage était alors soit directement établi entre des sections et comités de partis communistes soit de manière indirecte et unitaire par le biais de comités de parrainages, tels que les fameux *Friends of the Abraham Lincoln Battalion* et *Friend of the Mackenzie-Papineau Battalion* pour les Nord-américains. Le Comité Thälmann appartint aux deux catégories. Ce dernier était, par simple changement de nom, la continuité du Comité pour la libération de Dimitrov, Popov et Tanev créé en 1933 pour la libération du leader communiste allemand éponyme[518]. Il s'agissait en fait d'une ébauche d'organisation de masse communisante, présidée par un parterre d'intellectuels allemands et à vocation unitaire[519]. Le comité se transposa immédiatement en structure de solidarité et de liaison avec le bataillon

[517] « Comité International d'Aide Au Peuple Espagnol » in *Rouge-Midi. Organe régional du PCF* du 23 avril 1937.
[518] BADIA (Gilbert), « Le comité Thaelmann » in BADIA (Gilbert), JOLY (Jean Baptiste) et alii (dir), *Les bannis de Hitler. Accueil et luttes des exilés allemands en France (1933-1939)*, Paris, Études et Documentations Internationales/ Presses Universitaires de Vincennes, 1984, p. 200.
[519] Rejoint en juin 1934 par le SPD et étendu aux Autrichiens. BADIA (Gilbert), « Le comité Thaelmann… », *op. cit*., p. 203.

puis la brigade éponyme des Brigades internationales, en y trouvant un second souffle. En février 1937, il parrainait officiellement le bataillon *Thälmann* par la remise d'un étendard et s'occupait des familles des volontaires[520].

Ce système de parrainage fut ancré profondément dans les immigrations en Europe comme en Amérique du nord sous forme de mutuelles et d'amicales, dans des modalités proches du système régional des *fratellanze* des immigrations italiennes, au niveau mondial cependant[521]. La correspondance conservée des batteries internationales lettone *Leona Paegles* ou roumaine *Tudor Vladimirescu*, de la compagnie dite juive *Naftali Botwin* ou la compagnie ukrainienne *Taras Szewczenko* avec leurs parrains et amicales attestent de l'ampleur du dispositif et du caractère mondial par ses ramifications réparties sur deux continents. En 1938, après l'échec de la stratégie unitaire, ces comités furent reconfigurés autour des organisations de masses ou des associations d'immigrés proches ou tenues par les communistes et formèrent l'interlocuteur extérieur des Brigades internationales dans une relation symbiotique mais désormais incestueuse.

Les familles des volontaires ne recevaient pas simplement une pension, elles étaient également associées dans un vaste réseau social tissé par les comités d'aide aux familles. Le Comité Mondial des Femmes, les Jeunes Filles de France, le SPFC et d'autres y étaient évidemment parmi les plus actifs en direction des familles et des veuves en France. Les instructions étaient de ne point pratiquer l'« aumône » mais d'entourer réellement les familles : « S'inquiéter de la santé de la femme, des enfants, des ascendants ; les inviter à toutes les manifestations de solidarité et leur réserver les places d'honneur » mais aussi leur trouver du travail en cas de chômage, les aider dans leurs démarches administratives et les faire parrainer par un comité ou une organisation[522].

Les enfants des volontaires firent l'objet d'une attention particulière des comités mis en place par le PCF, au travers des Noëls mais aussi des vacances. Dès décembre 1936, eut lieu le premier « Noël des enfants des volontaires de la colonne » internationale[523] ». S'adresser aux enfants, c'était évidemment entreprendre une opération de séduction auprès des familles mais aussi des volontaires eux-mêmes. En 1937 en France, au moins deux

[520] « Un appel des Allemands partisans de la Liberté. Pour le Front populaire allemand. Pour la paix, la liberté et le pain » in *L'Humanité* du 9 janvier 1937, p. 4.
[521] VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne…*, *op. cit.*, pp. 67-70.
[522] RGASPI 545.1.30 : *La commission d'aide aux familles*. 19 février 1938.
[523] « Les enfants des volontaires de la colonne internationale auront aussi leur Noël » par François Vittori in *La Défense* du 18 décembre 1936, p. 3.

campagnes (une d'été et une d'hiver) furent initiées par les différentes organisations de masse communistes membres des comités d'aide aux familles des volontaires d'Espagne. Chaque fois était rappelé le fait que « les enfants de nos camarades de toutes tendances […] rendront ainsi mieux compte que si leur papa n'est pas là, les organisations de la classe ouvrière savent apprécier à leur juste valeur les énormes sacrifices que font pour la liberté de tous les meilleurs d'entre nous » ou encore « leurs papas qui là-bas, dans les tranchées de l'Espagne républicaine ont permis par leur courage que cette année encore Noël soit pour les petits de France un jour de joie[524] ». Aux États-Unis, une organisation de jeunesse fut également créée, dénommée *Junior FALB*.

3. Le raccordement mondial et la mise en réseau des Brigades internationales

Dans le prolongement de la création des Brigades internationales, le Comité d'Entr'Aide au Peuple Espagnol de Paris se transforma rapidement en Comité « international » d'aide au Peuple Espagnol (CIAPE). Il s'agit en fait un pseudo-comité international, monté de toutes pièces par le PCF et ses satellites, destiné à centraliser les dons recueillis pour l'Espagne. Le 30 janvier 1937, le secrétaire du comité international d'aide au peuple Espagnol définissait dans les colonnes de *L'Humanité* les tâches « particulières » incombant à sa structure, soit « venir en aide aux combattants des brigades internationales et à leurs familles », financer les allocations familiales, distribuer les colis collectés pour les Brigades internationales[525]. Le comité se place sous la tutelle du CICIAER, créé au même moment, officiellement comme une commission, la « Commission Internationale pour l'Aide aux Familles des Volontaires[526]». Le comité déménage et s'installe au 1, Cité Paradis à Paris. En janvier 1937, le Comité International d'Aide au Peuple Espagnol envoyait une première délégation dite de Front populaire (en fait entièrement composée de délégués des comités de solidarité mis en place par le PCF et ses groupes de langues en France) et partait visiter les volontaires étrangers, c'est-à-dire les Brigades internationales et la formation semi-internationale du PSUC en Aragon[527]. Par sa puissante propagande, appuyée par l'intégralité

[524] « Ils auront leurs vacances ! » in *Rouge-Midi. Organe régional du PCF* du 11 juin 1937 ; « Pour le Noël des volontaires de la Libertés : du tabac et des cigarettes ! » in *Rouge-Midi. Organe régional du PCF* du 10 décembre 1937, p. 5.
[525] « La Conférence de presse du Comité international d'aide à l'Espagne » in *L'Humanité* du 30 janvier 1937
[526] La signature officielle de cette vraie fausse commission est jusqu'à l'automne 1937 : Comité International d'Aide au Peuple Espagnol (Commission Internationale pour l'Aide aux Familles des Volontaires).
[527] ADAMI [Romano Cocchi, UPI], *Visite aux volontaires de la Liberté. Une délégation du CIAPE, sous la présidence du camarade Nolla, représentant du Front Populaire d'Espagne, a visité les fronts de la liberté et les*

des organisations spécifiques communisantes et des partis communistes, le CIAPE n'eut aucun mal à obtenir non le monopole complet mais la primauté effective de la solidarité internationale vers les volontaires étrangers et agrégea autour de lui une galaxie de comités locaux[528].

La mondialisation du projet fut effectuée par l'interpellation de partenaires déjà associés dans des formations de Front populaire ou s'en rapprochant et par la mise en réseau de comités-champignon. Le point de convergence de cette vaste galaxie mondiale centripète était Paris, précisément le 8 avenue Mathurin Moreau. En aval, la ramification s'appuyait sur deux centres de concentration secondaires : Prague et New-York puis des centres secondaires : Bruxelles, Anvers, Luxembourg, Zurich, Stockholm, Londres, Toronto, Winnipeg, Detroit et San Francisco. Il s'agissait moins d'un système multinational que d'une liaison transnationale interurbaine entre des villes à la fois sources du recrutement, lieux d'activité et d'organisation de la solidarité et centres politiques importants. Ces villes avaient pour points communs leur situation de ville industrielle, dans un pays démocratique, avec le plus souvent une forte concentration de population immigrée, la présence d'un consulat espagnol et des comités communistes actifs.

Prague constitue le point de ralliement et d'acheminement des filières venues d'Europe centrale et Balkanique, mais aussi d'Allemagne. Ville cosmopolite et universitaire, foyer d'exil de nombreux militants et organisations pourchassés dans les pays voisins, la démocratie tchécoslovaque devint naturellement un des plaque-tournante du dispositif de transit vers l'Espagne. La présence de nombreux étudiants étrangers favorisa les départs collectifs et servit de prétexte pour se rendre en Tchécoslovaquie où il était reçu par le « centre » ou « la centrale », la maison des syndicats de Prague[529]. Après le démantèlement du

---

Volontaires des Brigades Internationales. Paris, Éditions du Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. (Commission Internationale pour l'Aide aux Familles des Volontaires), février 1937, p. 35.

[528] En plus des antennes locales du CIAPE, participaient en France début 1938 : le SPFC, le Conseil National des Femmes, les syndicats, l'UJFF, Paix et Liberté, l'ARAC, les comités d'Aide aux Évacués du Nord de l'Espagne (comité Bilbao), comité des Jeunesses sous l'égide du comité d'organisation des journées de sacrifice de la jeunesse française pour l'Espagne, Comités d'aide sanitaires travaillant sous l'égide de la CSF, comités pour l'Aide aux Combattants, aux Familles, aux Blessés, aux Mutilés, aux Veuves et aux Orphelins, comité de parrainage de villes de France à villes d'Espagne, Comité du camion pour l'Espagne, etc. RGASPI 545.1.31 : Courrier de directives d'A. Heussler : *À tous les organisateurs de la Solidarité pour l'Espagne républicaine*. Paris, le 23 février 1938.

[529] AHPA Brigades Internationales 61834 53 à 59 : Dossier volontaires yougoslaves et serbes. Souvenirs de Lazar Udovicki, du *Dimitrov* ; Mihail Florescu, *La guerra por la defensa de la libertad y democracia en España (1936-1939*), s.d, p. 8. et 63232 caja n°49, dossier Mihail Florescu. ; NALEVKA (Vladimir), « Los voluntarios checoslovacos: su contribución y su perfil político » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…, op, cit.,* p. 137 ; DRAGANOV (Dragomir), « La presencia de búlgaros en las Brigadas. » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno*

centre de Prague par la police tchèque en 1937, le système s'écroula. Les liaisons des filières d'Europe centrale et balkanique furent rendues très difficiles et le comité tchèque dû lui aussi s'exiler à Paris.

Outre Atlantique, la plaque tournante était établie à New York, lieu de départ des volontaires vers l'Europe via Le Havre et La Rochelle. En décembre 1936, le CPUSA érigea une structure destinée à prendre en charge la concentration et l'envoi des volontaires nord-américains et à centraliser les dons pour les Brigades internationales : *American Society for Technical Aid to Spanish Democracy* (ASTASD)[530]. En mai 1937, les informations données par un déserteur des Brigades internationales aux autorités fédérales obligèrent le CPUSA à démanteler l'ASTASD et la remplacer par une autre, l'association *Friends of the Abraham Lincoln Bataillon* (FALB) qui connut une activité et un succès supérieurs à la précédente structure. L'association fonctionna comme tous les autres comités de solidarité avec les Brigades internationales par le patronage de personnalités (Einstein, Helen Keller, Duke Ellington, Upton Sinclair, etc.) et la prise en charge des familles des volontaires. La FALB bénéficia de moyens considérables grâce aux dons collectés aux États-Unis. Quoique toujours insuffisants, les fonds collectés en Amérique du Nord servirent notamment à maintenir sous perfusion un projet européen extrêmement coûteux et dépendant de la solidarité extérieure pour sa survie.

4. Financer les Brigades internationales, une lourde charge répartie sur les solidarités

Le facteur financier constitue un aspect fondamental du sujet qui été très largement sous-estimé par l'historiographie. Les voyages et transits des volontaires vers Paris puis vers l'Espagne, hébergements en France et dans les villes relais, l'envoi de nourriture, de vêtements, d'objets divers, et surtout la prise en charge des familles des volontaires et des blessés et mutilés ont représenté un coût exorbitant.

Le secrétariat du CICIAER évaluait, fin décembre 1938, à 800 millions de francs les sommes collectées dans dix-sept pays pour l'Espagne républicaine depuis sa création[531]. Selon

republicano…, op, cit., p. 163 ; APP BA 1663 : Dossier Correspondance. Le Préfet du Haut Rhin à Monsieur le Ministre de l'Intérieur. Afflux d'étrangers à destination de l'Espagne. Colmar, 24 novembre 1936.

[530] L'organisation était hébergée dans les locaux du mensuel théorique communiste *New Masses.*

[531] « Toujours et partout pour la défense de la République espagnole » par Carino in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du CEIC* Vol.21 n°1 Janvier 1939, p. 111.

André Marty, en 1939, entre un tiers et la moitié du produit des dons de la solidarité internationale avaient été dirigés vers les Brigades internationales[532]. Cette charge financière formidable fut intégrée et répartie sur les comités et initiatives de solidarité avec l'Espagne républicaine. Jusqu'en 1939, le volontariat international combattant fut placé de gré ou de force au cœur des démarches de solidarité pour pouvoir trouver des sources de financement et se perpétuer artificiellement. Jusqu'à preuve du contraire et dans l'attente de la découverte de sources qui viendraient infirmer ce que nous suggère la documentation existante, l'argent ne vint pas de Moscou. Dès l'origine, le projet de Brigade internationale ne comptait que sur le produit de la solidarité internationale[533].

Le gouvernement espagnol prenait naturellement en charge la solde des volontaires et ces derniers étaient couverts par l'intendance de l'armée espagnole une fois au front. Mais cela n'a représenté qu'une part des besoins financiers des Brigades internationales, de leur intendance pléthorique singularisée par une diversité alimentaire liée aux cultures nationales, des administrations non statutaires dépendantes d'une Base elle-même hors cadre, de ses annexes et délégations, des trajets et, enfin, du transit international des volontaires. Le ravitaillement, l'essence, les achats à la CAM à Paris et enfin les hôpitaux non intégrés dans la *Jefetura de Sanidad* devaient être également financés par la solidarité.

Selon un accord signé à l'automne 1936, le gouvernement espagnol prenait partiellement en charge les pensions aux familles et les frais pour les défunts et blessés étrangers mais sous forme de remboursement de sommes avancées par les comités et en pesetas malgré la défaveur du change[534]. À partir du 10 décembre 1937, le gouvernement républicain espagnol cessa de subventionner le comité d'entraide aux titres des pensions aux familles, aux mutilés et aux blessés[535]. À cette date, le déficit du CIAPE atteignait déjà près de trois millions de francs ; il fallut redistribuer la charge directement sur les comités nationaux, régionaux et locaux[536].

---

[532] MARTY (André), *L'épopée sublime…, op. cit*., p. 45. Cette estimation mériterait une étude supplémentaire pour être étayée plus solidement mais elle n'a aucune raison d'être remise totalement en cause.
[533] Il n'y a pour le moment aucune confirmation de l'affirmation d'Andreu Castells selon laquelle le Komintern aurait disposé pour les Brigades internationales d'un fonds de 3 millions de francs réunis par les PC du monde entier. Le PCF fit un prêt de 30 000 francs seulement en novembre 1936. CASTELLS (Andreu), *Las Brigadas Internacionales…, op, cit.,* p. 92 ; RGASPI 517.1.1886 : Au Secrétariat du PCF. Barcelone, 5 août 1938.
[534] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste..., op. cit*., p. 252.
[535] RGASPI 545.1.22 : *Aide-mémoire à propos du décret du 23 septembre 1937*.
[536] RGASPI 545.2.37 : Lettre de Rebière du CIAPE sur les difficultés financières du Comité. Paris, 14 décembre 1937.

Par malchance, le Komintern venait justement à l'automne 1937 de relancer une nouvelle campagne de recrutement de volontaires assortie de quotas. Ce second grand recrutement induisit une augmentation de 200% des arrivées de volontaires dont l'envoi avait été accompagné de promesses concernant la prise en charge des familles. En effet, ce facteur fut identifié comme le plus déterminant pour les postulants au volontariat d'après les responsables français du recrutement[537]. De plus, les volontaires du second grand recrutement furent plus coûteux en raison de l'allongement des filières du fait des tensions européennes et de l'éloignement des « nouvelles » sources disponibles, en substance la Scandinavie (autochtones) et le Canada (allochtones), en plus de la France. Concomitamment, la solidarité internationale se remobilisait fortement pour les populations basques, asturiennes et santanderines, opérant, par le biais des Comités Bilbao, une translation des fonds levés vers des missions strictement humanitaires, notamment dans les démocraties.

Les deux années de prise en charge des familles de volontaires firent l'effet d'un puits sans fond pour les finances des comités d'entraide à travers le monde et, selon les pays, pour les partis communistes eux-mêmes. Ainsi, en avril 1938 le seul Comité d'aide aux familles de volontaires blessés ou mutilés avait distribué 10 650 000 francs depuis septembre 1936[538]. Pour chaque vétéran revenu mutilé des membres inférieurs, l'opération coûtait entre 18 et 20 000 francs. L'hôpital des « gueules cassées » des Brigades internationales à Eaubonne accueillait encore à cette date 68 invalides, bientôt rejoints par les milliers de grands blessés enfin évacués d'Espagne par les trains sanitaires de l'été 1938. Tous les comités français, principaux concernés par la prise en charge des blessés et mutilés, multiplièrent les signaux d'alarmes auprès du CIAPE ou au PCF directement.

Les pensions reversées aux familles représentaient quant à elles des sommes plus vertigineuses encore. Les archives font défaut jusqu'à présent pour évaluer le poids des pensions aux familles pour l'acmé de la période, de l'hiver 1936 à l'été 1937, mais il est possible d'estimer son coût considérable en se rapportant aux documents existants. Entre le 13 septembre et le 12 décembre 1937, soit treize semaines, 4 778 957,45 francs ont été alloués pour les seules allocations familiales des comités parisiens et des comités nationaux repliés à Paris[539]. Pour les familles des volontaires de la région parisienne et des comités nationaux

[537] RGASPI 545.2.302 : *Suggestion – observations (1938) « De Paris ».* s. d.
[538] « Les volontaires des brigades reviennent des tranchées de la liberté. Des hommes ! » par Pierre Scize in *Regards* n°250 du 27 avril 1938.
[539] Voir ANNEXE II : Document 8-2 : *Mouvements de fonds destinés aux familles des volontaires établis par le CIAPE entre septembre et décembre 1937.*

d'exil ou de l'immigration, 997 940 francs avaient été octroyés sous forme de pension pour le seul mois de novembre 1937. Les comités régionaux étaient eux aussi astreints à réunir des sommes importantes sur le même mois : 25 652 francs pour 80 familles à Marseille, 4 700 francs à Tarbes pour 21 familles de volontaires, 960 francs pour 4 familles à Troyes, etc[540].

La solution de la décentralisation n'a pas apporté de réponse à la hauteur des besoins. Un rapport de Police fit état en juin 1938 de la grande insatisfaction des familles de volontaires et des nombreuses protestations aux comités[541]. À l'occasion de l'arrivée en France des premiers grands convois sanitaires de volontaires étrangers blessés, le SPFC exigea que, désormais, la moitié des fonds recueillis pour l'Espagne républicaine soient reversés aux Comités locaux pour l'aide aux blessés et à leurs familles[542]. En septembre 1938, les comités locaux de France soutenaient encore directement 3 500 blessés et 4 800 familles de volontaires[543]. Les appels aux dons se multiplièrent dans la presse, sans succès : la crise de Munich avait relégué l'Espagne en périphérie des attentions des opinions publiques et au rang des causes perdues. Début 1939 le CC du PCF décidait de dissoudre les comités d'aide locaux. Les sommes restantes devaient être remises au SPFC pour la campagne en prévision d'aide aux réfugiés des camps, suscitant rancœur et amertume chez de nombreux militants[544].

Le problème de financement de la Base proprement dite se posa immédiatement, notamment pour assurer aux volontaires une variété de ravitaillement en rapport avec les différentes cultures nationales. Pour cette raison, Albacete établit durant les trois premiers mois un prélèvement obligatoire et important sur les soldes des volontaires. Cette opération déclencha la première crise majeure avec le gouvernement républicain et un immense mécontentement parmi la troupe, obligeant les Brigades internationales à faire machine arrière et à reconnaître la maladresse de l'opération[545]. La méthode fut remplacée par des collectes constantes et des appels à dons dans les bataillons pour inviter les combattants à reverser une partie de leur solde ; un système en vase clos d'ailleurs relativement efficace.

---

[540] « Les volontaires des brigades reviennent des tranchées de la liberté. Des hommes ! » par Pierre Scize in *Regards* n°250 du 27 avril 1938. Voir ANNEXE II : Document 8-1 : *Nombre de familles secourues en novembre 1937 par les comités nationaux établis à Paris.*

[541] APP BA 1664 : *Information : A.S. de la suppression des indemnités allouées aux familles des volontaires partis combattre dans les armées républicaines espagnoles.* Paris, 8 juin 1938.

[542] APP BA 1664 Dossier RE - Insurgés. *Information. AS de l'aide aux blessés retour d'Espagne*. 1er septembre 1938.

[543] RGASPI 545.6.33 : *Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. Circulaire d'information* n°9. Octobre 1938, pp. 5-6.

[544] IISG Papiers Antoine Espigoulet : *1936-1939. Souvenirs de la Guerre Civile d'Espagne..., op. cit.,* p. 82 et pp. 92-93.

[545] Voir *Supra* chapitre 13.

Pour les partis communistes, les Brigades internationales furent un gouffre financier, en plus d'être un drain de cadres et de militants chevronnés. Il fallut constamment opérer une dérivation d'une partie des dons recueillis par l'aide internationale vers l'Espagne républicaine vers les Brigades internationales. À l'instar d'autres petits partis communistes, le PC Canadien ne put ou ne voulut ouvrir ses propres finances et dut fonctionner intégralement sur les quêtes et les dons tandis que le CPUSA était lourdement grevé par la prise en charge des traversées transatlantiques En France, la police soupçonna très tôt le PCF et le SPFC de vendre des billets de souscription pour venir en aide aux enfants espagnols, dont les recettes couvraient en fait les trajets des volontaires vers l'Espagne[546].

Si on ne peut évidemment pas résumer la galaxie des comités essaimés à travers le monde par les sections nationales du Komintern à une simple opération de collecte financière, cet aspect fut cependant crucial pour la pérennité de la Base et ses dépendances et les prises en charge extérieures des volontaires et des vétérans.

Conclusion

Les Brigades internationales furent imaginées et organisées selon deux schémas structurels a priori opposés. Prévues et déployées en Espagne comme formations militaires, elles ont pourtant été davantage envisagées comme une organisation auxiliaire de l'Internationale communiste et inscrites dans une campagne mondiale dont elles devaient être l'incarnation et la projection armée. Organisation de masse de par leur enveloppe, leur structuration interne et leur mode de représentation, les Brigades internationales ont été façonnées et présentées comme une exportation du modèle français de rassemblement populaire dans un cadre transnational et à vocation internationale. Cet ensemble politico-militaire singulier créé par le Komintern fut élaborée comme une plate-forme d'unité d'action dirigée vers deux interlocuteurs identifiés au sein du mouvement ouvrier international, les Internationales socialiste (IOS) et syndicale, dite d'Amsterdam (FSI).

[546] AD 59 M 149 35 : *Du commissaire central de Lille au Préfet du Nord,* Lille 18 décembre 1936.

Chapitre 9. « Unir. Unir pour sauver l'Espagne[547] ». Les Brigades internationales comme support d'une stratégie unitaire extérieure à la guerre civile espagnole

Depuis le VIIème Congrès de 1935, l'Internationale Communiste (IC) menait une campagne assidue en faveur de la réunion du mouvement ouvrier divisé depuis quinze ans, lors des congrès de Tours, de Halle, de Madrid ou Livourne. Bien que l'unité de la classe ouvrière fût un mot d'ordre ancien aux contours variés suivant les périodes, il fut exprimé sous des formes particulièrement vigoureuses durant la guerre civile espagnole, ce dont l'historien du communisme italien Paolo Spriano fut l'un des premiers à en souligner l'étroite corrélation[548].

Les appels à l'unité, qu'elle soit gouvernementale, organique, syndicale, antifasciste, prolétarienne, internationale ou bien qu'il s'agît du commandement militaire, furent un leitmotiv en Espagne même comme dans les solidarités extérieures, y compris chez les libertaires français de, justement, l'Union Anarchiste[549]. Première guerre mondiale de l'antifascisme, la guerre d'Espagne venait confirmer le nouveau logiciel géopolitique établi par le Komintern depuis juillet 1935. La solidarité internationale en faveur des Républicains qui suivit constitua un formidable catalyseur des aspirations unitaires. Les pressions sur les internationales socialistes étaient fortes en interne et l'unité d'action internationale attendue en faveur de l'Espagne prenait réalité en de nombreux pays. En effet, le PCF n'eut de cesse de confondre jusqu'en 1938 l'unité organique avec l'unité d'action internationale en faveur de l'Espagne. Pas un numéro de *L'Humanité*, pas une brochure éditée, pas un discours de dirigeants communistes sans référence à l'objectif principal : le front unique par la « liquidation de la scission et l'unité de la classe ouvrière[550] ». L'unité d'action internationale en faveur de l'Espagne républicaine servit de support inespéré pour la grande offensive du

[547] Mot d'ordre figurant sur le calicot déployé lors du congrès d'unification des JGSU. Cité in GOTOVITCH (José), « La Belgique et la guerre civile espagnole » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine. Numéro spécial La Belgique et la guerre civile d'Espagne* n°18, Vol 3-4, 1987, p. 521.
[548] SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano…, op, cit.,* p. 79.
[549] « Union ici comme là-bas pour la révolution espagnole. Comité pour l'Espagne Libre » in *Le Libertaire* n°517 du 9 octobre 1936, p. 1.
[550] Titre de l'intervention de Jacques Duclos au IXème Congrès d'Arles du PCF en décembre 1937.

Komintern en direction des adhérents des Internationales sociales-démocrates. Celle-ci prit appui sur les Brigades internationales comme véhicule de propagande.

A. L'aide à l'Espagne en interface entre les trois Internationales

L'IOS et la FSI parurent rapidement dépassées par les événements espagnols de 1936. Les fractures apparues au sein même des sections de la Seconde Internationale, comme les pressions de l'opinion publique, mirent à mal son soutien à la politique de non-intervention. Une frange non négligeable de la SFIO, du Parti Ouvrier Belge, du *Labour Party* et des syndicats britanniques, firent part de leur réprobation. Les socialistes espagnols eux-mêmes étaient favorables à l'unité d'action internationale. Pietro Nenni rapporta les agacements d'Indalecio Prieto à propos de ses camarades français : « se rendent-ils compte, oui ou non, que le véritable agent de propagande communiste en Espagne, c'est l'avion soviétique[551]? ». Cette fragilité des deux internationales sociale-démocrates, partagées entre l'opinion pro-républicaine et antifasciste de leur base et le soutien aux gouvernements français, belge et britannique, fut immédiatement exploitée par le Komintern pour multiplier les attaques contre les directions et séduire leurs adhérents et sections affiliées. Cependant, les rapports bilatéraux entre les centrales internationales furent marqués par la tenue des procès de Moscou à la fin août 1936. Les dirigeants de l'IOS et de la FSI adressèrent leurs remontrances à l'URSS tandis que Dimitrov ripostait en accusant l'IOS et la FSI d'avoir plus d'empressement à dénoncer les procès de Moscou qu'à s'opposer au fascisme[552]. Les événements espagnols surprirent donc le mouvement ouvrier dans un contexte contrasté, autant marqué par de fortes tensions que par des collaborations sincères.

1. L'unité d'organique comme axe central de la stratégie du Komintern à partir de 1934

Des négociations vers l'unité d'action antifasciste avaient été entreprises dès 1934 dans l'ensemble des pays européens, avec des succès divers, du fait des situations nationales et des divisions au sein de l'IOS. Bien que des personnalités telles que l'Autrichien Otto Bauer ou l'Italien Pietro Nenni appelaient au dépassement des récriminations et à l'ouverture

[551] NENNI (Pietro), *La guerre d'Espagne*..., *op. cit.*, p. 59.
[552] « Prendre de misérables terroristes sous sa protection c'est aider le fascisme » de G. Dimitrov in *La Correspondance Internationale* n°38 du 29 août 1936, p. 1067.

de discussions, le Labour britannique rassemblant autour de lui un groupe hostile de représentants socialistes (notamment hollandais, scandinaves et tchécoslovaques) farouchement anticommunistes[553].

Bien que de nature très différentes, les affrontements entre la classe ouvrière et l'armée en Autriche en février 1934 puis en Espagne dans les Asturies en octobre, ont jettés les prodrômes d'une unité antifasciste par la base, gagnant bientôt les sommets. Sous le mot d'ordre d'« *Unidos, Hermanos Proletarios !* », les différents secteurs de la classe ouvrière espagnole avaient expérimenté, ou bien considéré immédiatement après, la nécessité du front commun et l'opportunité des Alliances ouvrières. Cette convergence aboutit en janvier 1936 au pacte de front populaire et à l'absence de consignes hostiles de la part de la CNT. En Autriche, le groupe d'autodéfense républicain créé en 1923 par l'ex-ministre de la défense socialiste Julius Deutsch, le *Schutzbund*, servit de courroie de transmission entre les partis socialiste et communiste. La faiblesse numérique du second fut compensée par sa présence majoritaire dans les rangs de la formation paramilitaire. Après la défaite de la résistance armée, un pacte d'unité d'action fut préparé en juillet 1934 entre le KPÖ, les jeunesses des deux partis, une branche dissidente socialiste et le *Schutzbund*, qui aboutit en mars 1936[554].

Les deux situations avaient motivé des tentatives de rapprochement entre les Internationales, initiatives portées par le CGMF. Bien qu'en France les contacts fussent plus longs, la rencontre organisée en octobre 1934 entre Thorez et Cachin avec Vandervelde et Adler ne déboucha sur aucune action concrète, les démarches de Doriot et les vélléités nouvelles de discussions issues des rangs socialistes ou confédéraux annonçaient une étape nouvelle.Comme le souligne Jacques Droz, l'émeute antiparlementaire du 6 février 1934 a créé en France « les conditions psychologiques nécessaires au Front populaire antifasciste » et permis la rencontre entre l'intelligentsia antifasciste et une mobilisation populaire entraînant les partis[555].

Le changement de cap impulsé par Dimitrov en juillet 1935 au VIIème congrès permit une nouvelle ligne d'approche unitaire, non plus bilatérale mais élargie, par la tactique de front populaire antifasciste. L'invasion de l'Éthiopie fournit la matière pour une reprise de contact, sur la base d'une proposition communiste largement édulcorée et réorientée sur les

[553] COLETTE (Christine), *The International Faith. Labour's Attitudes to European Socialism, 1918-1939*, Aldershot, Ashgate, 1998, p. 80 ; COLLOTI (Enzo) (Dir.), *L'internazionale operaia e socialista tra le due guerre*, Milan, Feltrinelli Editore, 1985, p. 206.
[554] DROZ (Jacques), *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, La Découverte, 2001, pp. 156-157.
[555] *Idem*, p. 185

questions de préservation de la paix et de renforcement de la SDN. La demande de rencontre échoua une nouvelle fois en septembre 1935, l'IOS faisant valoir le ferme refus des délégués (minoritaires) britanniques, hollandais, suédois et tchécoslovaques d'un accord tactique entre les deux Internationales.

Ce fut dès lors à l'échelon inférieur que l'unité d'action sut trouver un espace de dialogue. L'écho très favorable reçu en France par cette stratégie de dialogue avec la gauche social-démocrate avait fait du PCF le vaisseau amiral du Komintern et son point de contact le plus avancé dans son rapprochement avec les internationales ouvrières historiques[556]. Sous l'impulsion de Manouïlski et avec l'accord de Staline, le PCF reçut lors de sa Conférence nationale à Ivry en juin 1934 ordre de conclure un accord rapide avec la SFIO, objectif conclu le 27 juillet 1934 sous la forme d'un pacte d'unité d'action, soit une alliance essentiellement défensive contre le fascisme préparant des accords électoraux bientôt élargis à l'automne aux radicaux et à diverses autres organisations et partis de gauche. Une structure d'unité d'action similaire fut adoptée entre les partis socialiste, communiste et républicain italiens en août 1934 puis espagnols en décembre 1936[557]. Dans l'immigration allemande, le référendum sarrois de 1935 fut un premier essai de coalition entre les Internationales, conduisant à la création de comités communs ouverts aux catholiques, suivi, par la constitution d'un embryon de front populaire allemand le 2 février 1936 à Paris[558]. Dirigé par Heinrich Mann, il associait le KPD, l'organisation socialiste dissidente *Neu Beginnen* et quelques socialistes de la SOPADE[559].

Parallèlement, les organisations de masse telles que Paix et Liberté en France et la campagne mondiale du RUP surent sensibiliser les militants socialistes et les syndicats, établissant une surface de contact indéniable entre les deux Internationales, y compris en

[556] WOLIKOW (Serge), *Le Front populaire…*, *op. cit.,* p. 75.
[557] GRAHAM (Helen), *El PSOE en la Guerra civil. Poder, crisis y derrota (1936-1939)*, Barcelone, Debate, 2005, pp. 101-113.
[558] LANGKAU-ALEX (Ursula), « The Spanish Civil War and Popular Front Conflicts » in COSTA (Luis), CRITCHFIELD (Richard), GOSLAN (Richard) et KOEPKE (Wulf) (dir.), *German and International Perspectives on the Spanish Civil War : The Aesthetics of Partisanship*, Columbia, Camden House, 1992, pp. 22-23 ; COURTOIS (Stéphane), « La seconde mort de Willi Münzenberg » *in Communisme* n°38-39 2ème et 3ème trimestre 1994, p. 27.
[559] OMNÈS (Jacques), « L'accueil des émigrés politiques (1933-1938), l'exemple du Secours Rouge, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Parti Socialiste » in BADIA (Gilbert), JOLY (Jean Baptiste) et alii (dir), *Les bannis de Hitler. Accueil et luttes des exilés allemands en France (1933-1939)*, Paris, Études et Documentations Internationales/ Presses Universitaires de Vincennes, 1984, p. 64 ; BADIA (Gilbert), « L'émigration en France : ses conditions et ses problèmes » in BADIA (Gilbert) (dir.), *Les barbelés de l'exil. Études sur l'émigration allemande et autrichienne (1938-1940)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1979, p. 43.

Tchécoslovaquie, en Grande Bretagne ou en Pologne, renforçant les fissures désormais apparentes lors du congrès de l'IOS en mai 1936 puis celui de la FSI le mois suivant[560].

L'unité d'action fut naturellement entendue comme un premier pas conduisant vers l'unité organique, soit la réunification de la classe ouvrière divisée depuis 1919. En France, un compromis visant à l'unité organique entre la SFIO et le PCF avait été trouvé dès novembre 1935, suivi peu après par les partis espagnols. Au Royaume-Uni, le CPGB demanda son intégration dans le *Labour Movement*, comme en Belgique le PCB sa fusion dans le POB[561]. Au Canada et aux États-Unis, les stratégies communistes d'ouverture reposèrent sur des comités *ad hoc* pluri-partisans et la proposition baroque d'autodissolution du CPUSA dans un singulier « Parti-Ouvrier Farmer américain », soit un parti « ni socialiste ni communiste mais antifasciste sans être anticommuniste[562] ». En Belgique des comités de font populaire furent organisés dans plusieurs villes et donnent lieu à des listes électorales communes, malgré le désaveu de la direction du POB en janvier 1936[563].

La section italienne du Secours Rouge International (SRI) avait fusionné avec le Fonds *Matteoti* de la FSI tandis qu'au Royaume-Uni, la *Socialist League* de Sir Stafford Cripps, l'ILP et le CPGB rédigeaient un appel commun au *Labour Party* pour l'unité d'action en faveur de l'Espagne[564]. Certaines branches de la CGT française tenues par les communistes maintinrent une forte pression en faveur de l'unité d'action[565]. En effet, l'unité syndicale fut progressivement réalisée, en France et en Espagne notamment puis par la fusion-dissolution des syndicats de l'ISR dans les syndicats de la FSI, fin 1937[566]. Depuis décembre 1934, les fédérations sportives communistes et socialistes françaises avaient également fusionné, conduisant à la dissolution de l'Internationale Rouge des Sports en avril 1937.

---

[560] « Le front de la paix doit vaincre » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°8 août 1936, p. 949.

[561] « Nous voulons renforcer le grand Parti Ouvrier Belge » in *Le Drapeau Rouge. Organe du PC SBIC* du 26 septembre 1936, p. 3 ; COLETTE (Christine), *The International Faith. Labour's Attitudes to European Socialism, 1918-1939*, Aldershot, Ashgate, 1998, p. 80 ; EADEN (James) et RENTON (David), *The communist party of Great Britain since 1920*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, p. 54

[562] BROWDER « Le Parti Ouvrier-Farmer. Le Front populaire aux États-Unis » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.18 n°8 août 1936.

[563] GOTOVITCH (José), « La Belgique et la guerre civile… », *op. cit.*, p. 524.

[564] RGASPI 495.2.241 : Rapport Bullit sur BI en GB [en 37] p. 8 ; « La campagne pour l'Unité en Angleterre » » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.19 n°1&2 janvier-février 1937, p. 93 ; NATOLI (Claudio), « Pour une histoire comparée… » , *op. cit.*, p. 40.

[565] « Pour l'action commune internationale » in *Le Métallo…* n°28, novembre 1936, p. 2.

[566] TOSSTORFF (Reiner), « Moscou contre Amsterdam. L'internationale syndicale rouge (1920-1937) » in RÉGIN (TANIA) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Les syndicalisme en Europe. Tome III : À l'épreuve de l'international*, Paris, Syllepse – Université de Bourgogne – Institut CGT d'histoire sociale, 2002, p. 52.

L'unité organique fut enfin réalisée dans la jeunesse, en Espagne d'abord, à travers les *Juventudes Socialistas Unificadas* (JSU) et, partiellement, en Belgique et en Autriche. En France, le pacte d'unité d'action entre jeunesses communistes et socialistes, réaffirmé en octobre 1936, permit d'aboutir à minima à la formation de Comités de Coordination de la Jeunesse pour l'Aide à l'Espagne. Le 19 décembre 1936, Paris accueillit la conférence internationale de la jeunesse consacrée aux événements d'Espagne, convoquée par le *Frente de la Juventud* espagnol et réunissant pas moins de 73 organisations issues de 24 pays, majoritairement communistes mais également socialistes, pacifistes ou chrétiennes[567]. Enfin, les petits partis socialiste et communiste catalans avaient fusionné dès juillet 1936 dans le PSUC, une initiative d'ailleurs précipitée par le déclenchement de la guerre civile.

Ces succès indéniables ouvrirent des perspectives unitaires prometteuses, quoique largement surestimées, où ici encore la mobilisation pour l'Espagne joua un rôle porteur. Le vaste mouvement de solidarité en Grande Bretagne pour l'Espagne républicaine modifia favorablement la perception des organisations de gauches britanniques sur une alliance objective pour l'Espagne[568]. En Tchécoslovaquie, la droite de la sociale démocratie fut obligée à collaborer avec le KSČ malgré son hostilité par sa base, notamment au sein des syndicats[569]. En Hollande, la construction de la mobilisation pour l'Espagne s'appuya sur la constitution d'un rassemblement unitaire électoral, comprenant des socialistes et des syndicalistes et communistes ; des volontaires hollandais revenant de Madrid furent invités à prendre la parole durant la campagne électorale en décembre 1936[570]. Le CPUSA profita également de la guerre d'Espagne pour étendre son leadership dans le mouvement antifasciste via ses organisations de masses et en appelant à la création d'un front populaire (*Democratic front*). De plus, les Brigades internationales déclenchèrent un puissant engouement ; l'ambassade d'Espagne fut assaillie par des centaines de propositions d'engagement de jeunes américains[571]. En Belgique, en Tchécoslovaquie, en Suède ou dans l'immigration allemande,

[567] MASSIE « La Conférence Internationale de la Jeunesse pour l'aide à l'Espagne » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.19 n°1&2 janvier-février 1937, p. 64.
[568] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…, op. cit*., p. 5.
[569] RUPNIK (Jacques), *Histoire du mouvement communiste tchécoslovaque – des origines à la prise du pouvoir (1918-1948)*. Thèse de doctorat de 3e cycle, université de Paris I Sorbonne. Histoire des Relations Internationales. Thèse dirigée par M.A. Snejdarek, décembre 1977, pp. 320-322.
[570] SCHALKER « Un congrès de masse du Parti communiste de Hollande » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.19 n°1&2 janvier-février 1937, pp. 90-92.
[571] ROSENSTONE (Robert A.), « The Men of the Abraham Lincoln…», *op. cit*., p. 328, note 5.

la participation de personnalités socialistes dans les comités unitaires pour l'Espagne fut également l'occasion de renforcer l'unité d'action par-delà les partis.

2. Deux réussites unitaires mondiales autour des Brigades internationales : le CICIAER et la CSI

L'échec du patronage commun entre les trois internationales autour des Brigades internationales obligea l'Internationale communiste à ne pas reconnaître sa progéniture. Les efforts visant à la mise en place de cotutelles matérialisant une unité d'action internationale en faveur de l'Espagne républicaine furent désormais déployés de manière détournée.

À la suite du meeting du Vélodrome d'hiver du 8 août 1936, un certain nombre de participants parmi lesquels Vaillant-Couturier, Basch, Langevin, Boncourt, Cot, Jouhaux, Cachin et Zyromski, appelèrent à la tenue d'une conférence européenne afin de canaliser tous les efforts entrepris. Réunissant deux cents délégués le 13 août 1936 et obtenant un large écho dans la presse mondiale, celle-ci se transforma immédiatement en une structure internationale pérenne destinée « à concentrer dans une seule organisation tous les efforts faits dans le monde en faveur des veuves, des orphelins, des blessés, des réfugiés de l'Espagne républicaine » qui prit le nom de Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine (CICIAER). Son caractère international était dû à la présence des délégués américains et canadiens du *North American Committee to Aid Spanish Democracy*.

Le CICIAER se donna pour objectif de créer dans tous les pays un Comité National d'Aide à l'Espagne chapeautant les autres comités, tandis le comité mondial serait l'unique interlocuteur du gouvernement espagnol[572]. En France, la Commission du Rassemblement populaire pour l'aide à l'Espagne devint la section française du CICIAER. À sa seconde réunion, le 9 septembre, le CICIAER se dota d'une direction où dominaient les personnalités non-communistes, en invitant à ce que chaque pays se dote d'un comité directeur unique, à l'image du comité français, sous l'égide des organisations membres du front populaire[573].

[572] UWLDC Archives of the TUC. Spanish Rebellion - Documents 1938. 292/946/17a/60 : *Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine : report and accounts*. Mai 1938.
[573] BDIC F delta RES 0251: Dossier : CICIAER. Courrier du CICIAER à Duchêne portant la signature de Victor Basch du 30 septembre 1936.

Des comités nationaux se formèrent dans dix-sept pays, rejoints par des comités locaux de six autres pays (dont un comité soviétique). Le Service de Ravitaillement des Populations (qui centralisait les colis à destination de l'Espagne) fut installé dans la capitale française, faisant de Paris la plaque tournante du dispositif. La Section d'information s'occupa de la diffusion de dix-sept brochures nationales, d'un bulletin intérieur et des campagnes par voie d'affiche dont les thèmes reprenaient largement les thèmes développés par les organisations de masse communistes (contre l'encerclement de la France notamment).

Le CICIAER a matérialisé le grand projet précédemment imaginé de transformer le SRI en un vaste mouvement antifasciste de masse intégrant ses sections locales dans des comités unitaires[574]. Il s'imposa à la fois comme un intermédiaire entre les comités nationaux de solidarité et comme une internationale de la solidarité, amenant, par le jeu des changements d'échelle, certains comités plutôt hostiles à l'action unique à évoluer malgré eux. Ainsi, le CICIAER permit la coordination et l'amalgame de comités nationaux majoritairement tenus par les socialistes (Belgique, Danemark, Tchécoslovaquie et Hollande) avec ceux tenus par le PC (France et immigrations, Suède, Suisse francophone) et limita par là même l'action indépendante socialiste[575].

La seconde conférence internationale des 10 et 11 octobre 1936 confirma la réussite de l'initiative, en regroupant des délégations socialistes et communistes venus de dix-huit pays, dont la France (SFIO, PR, PCF, PRS), la Belgique (POB et PCB), la Grande-Bretagne (LP et CPGB), l'Irlande, la Tchécoslovaquie, l'Italie (PSI, PRI et PCI), Roumanie (Bloc Démocratique), la Suisse, l'Espagne, l'URSS et les USA[576]. Une motion fut adressée à l'IOS, au LP, au POB, à la CGT et à la Commission de Londres reprenant la ligne de l'IC : « Que la guerre en Espagne n'a jamais été une guerre civile, c'est à dire la lutte entre deux parties de la nation, mais la rébellion de généraux appuyés sur des troupes mercenaires, avec le concours financier et militaire de l'étranger[577] ». Le second objectif du Komintern, c'est-à-dire

[574] NATOLI (Claudio), « Pour une histoire comparée… », *op. cit*., 2003, p. 39.
[575] RGASPI 495.18.1151 : *Projet de décision du secrétariat sur le rapport du camarade Tom Bell*. Intervention de Cordier. 10 janvier 1937, pp. 17-18.
[576] « Compte rendu de la seconde conférence européenne tenue les 10 et 11 octobre 1936 à la salle de la Mutualité à Paris » in *Bulletin du Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne républicaine,* n°1 novembre 1936. Que treize pays représentés selon d'autres sources : BDIC F delta RES 0251: Dossier : CICIAER. *Communiqué de presse du CICIAER. Prière d'insérer du 12 octobre 1936* : « Une importante conférence internationale sur les violations du pacte de non-intervention et l'aide à l'Espagne républicaine ».
[577] *Bulletin du Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne républicaine.* n°1 novembre 1936.

l'intégration des volontaires internationaux comme destinataires des recettes et dons du CICIAER, fut également atteint, quoique sous une forme purement discursive[578].

La troisième conférence du CICIAER dite « pour l'aide aux blessés, aux veuves aux orphelins de l'Espagne Républicaine » tenue les 16 et 17 janvier 1937 paracheva l'immense succès tactique de l'IC au travers du CICIAER comme artifice d'unité d'action.

Sous la direction de la présidente de l'Internationale du Secours Rouge et déléguée du MOPR soviétique, Hélène Stassova, 500 délégués venus de 36 pays se réunirent à Paris. Le soutien et l'assistance aux « Combattants de la Paix et de la liberté» furent au centre des débats de la conférence : enfin, les Brigades internationales étaient adoubées[579]. Ce fut une tribune de choix pour l'IC : des représentants des Brigades internationales et de vétérans revenus d'Espagne s'y exprimèrent longuement, renchérissant le discours de Marcel Cachin, chantre de l'unité d'action, qui clôtura la conférence par un vibrant appel à l'unité : « L'unité, la coordination de tous les cœurs, de toutes les volontés, doit se réaliser pour le triomphe de l'Espagne républicaine..., de partout sortent des cris réclamant l'unité, la conférence aurait manqué son but si l'unité ne se réalisait pas... nous avons tous un devoir immédiat : Unir[580]! »

La question du parrainage de « la » brigade internationale fut associée directement par le CICIAER. Un des points édictés dès sa fondation le permettait, puisque le comité international demandait « aux grandes organisations internationales de participer en son sein » à l'organisation du parrainage « individuel et collectif des régiments et bataillons, des réfugiés et des enfants : des villes et des villages espagnols »[581]. Le comité international de coordination établit immédiatement un service de correspondance avec les Brigades internationales, mit en place aussi un service d'édition de brochures polyglottes et des transferts de télégrammes de vœux au Noël 1936 entre les volontaires et leurs familles[582].

Mais la principale réussite de la réunion de janvier fut le lancement de la matrice nourricière du Service Sanitaire International (SSI) des Brigades internationales à travers la création d'une commission spécialisée au sein du CICIAER : la Centrale Sanitaire

[578] RGASI 495.18.1151 : *Projet de décision du secrétariat…, op. cit.*, pp. 17-18.
[579] « À l'aide de l'Espagne républicaine ! Le pieux devoir de la solidarité humaine » in *L'Humanité* du 16 janvier 1937, p. 1.
[580] « La seconde journée de la Conférence d'aide à l'Espagne » in *L'Humanité* du 18 janvier 1937, p. 3.
[581] *Bulletin du Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne républicaine.* n°1 novembre 1936.
[582] Sous cet euphémisme : « l'acheminement de la correspondance adressée aux personnes non-espagnoles qui se trouvent actuellement dans la région de Madrid », *Bulletin du Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne républicaine.* n°2 janvier 1937.

internationale (CSI). Le SSI prit une importance politique grandissante à l'étranger et dans les desseins du Komintern, sinon dans les Brigades internationales elles-mêmes. Présenté comme « l'expression de l'union entre le Prolétariat en lutte et l'Intelligence progressive de l'humanité », le SSI eut les deux mêmes objectifs que les brigades combattantes : un rôle fonctionnel (soigner) et un rôle de propagande[583]. Le SSI fonctionnait grâce à trois sources de financement : premièrement par le produit et les dons de la solidarité internationale (ambulances, médicaments, instruments, colis, etc.) qui furent reçus et envoyés par la CSI depuis Paris ou bien directement par différents comités d'aide, deuxièmement par des collectes organisées par le SRI et dans les Brigades internationales et troisièmement par des dotations de l'armée républicaine[584]. Initialement prévu comme support médical des Brigades internationales, il fut, paradoxalement et incontestablement, la contribution la plus efficace et la plus utile de la solidarité internationale envers la République espagnole.

La Centrale Sanitaire Internationale d'aide à l'Espagne républicaine avait été envisagée à son origine comme coordination des diverses initiatives médicales et sanitaires des comités d'aide du monde entier. Elle devint de fait une union fédérative des comités nationaux d'aide médicale à l'Espagne et rassemblait 15 centrales nationales en 1939[585]. En donnant au SSI une place prépondérante dans la solidarité internationale, la CSI permit de dépasser l'échec initial de la reconnaissance des Brigades internationales comme entreprise collective et œcuménique de la solidarité antifasciste mondiale. De plus, le SSI pouvait légitimement revendiquer l'agrégation en son sein de toutes les autres initiatives médicales étrangères. La CSI et le SSI jouèrent le même rôle que les Brigades internationales sur la propagande. Au printemps 1937, alors que plus d'un millier de volontaires étrangers avaient rejoint le SSI via la CSI, seul un tiers d'entre eux étaient affiliés dans un parti[586].

Malgré les succès de la CSI et du CICIAER, leur caractère unificateur fut essentiellement de façade : ces entités, et particulièrement le CICIAER, rassemblèrent surtout les partis communistes, leurs émanations et organisations prête-noms et eurent peu de liens directs avec les internationales socialiste et syndicale elles-mêmes. Le Komintern poursuivit

[583] AGMA ZR BI C.1092 Cp1 D2 : Base de Albacete - *Extrait du discours du chef du SS des BI. Commandant Dr Oscar Telge à l'occasion de l'inauguration de l'hôpital Frederica Monseny à Murcia*. [printemps 1937].
[584] AGMA ZR BI C.1904 Cp.11 D/8-9 : *Servicio Sanitario Internacional (BI).* Par Oscar Telge [été 1937].
[585] Elle prit siège au 83 bis rue Lafayette à Paris, dans un immeuble du PCF. APP BA 1665 Dossier : Centrale Sanitaire internationale. *Projet d'aide sanitaire pour mars 1940. Organisations adhérentes*. 1er mars 1940.
[586] AGMAV ZR BI - Base de Albacete C.1092 Cp1 D2 : *Extrait du discours du chef du SS des BI. Commandant Dr Oscar Telge à l'occasion de l'inauguration de l'hôpital Frederica Monseny à Murcia*, p. 3.

tout de même son offensive unitaire en direction de l'IOS et de ses sections internationales durant toute l'année 1937.

3. 1937, « l'année de l'union dans la solidarité[587] »

Au printemps 1937, le contexte semblait plus que jamais favorable aux perspectives unitaires. Sauf en France et en Belgique, l'Espagne de 1936 avait surtout passionné jusqu'alors une frange de l'opinion marquée à gauche. En 1937 au contraire, l'opinion publique des pays démocratiques, notamment dans les pays anglo-saxons, fut davantage réceptive aux actes de guerre italo-allemands, au calvaire des populations basque et asturienne et aux horreurs des bombardements. D'autre part, les comités de solidarités de la galaxie du Komintern semblaient être les seuls vecteurs d'action concrète et efficace pour l'Espagne. Les subtilités doctrinales importaient peu pour le public : face aux dangers de l'heure, l'unité semblait un effort justifié et nécessaire.

Les mots d'ordre unitaires issus des partis communistes et de leurs organisations de masse furent à l'honneur durant toute l'année 1937. À la suite des consignes du Komintern de décembre 1936, les appels à l'unité deviennent un leitmotiv dans les discours de ses sections nationales et des organisations de masse affiliées :

> Des camps de concentration d'Allemagne, où ils subissent le joug humiliant de l'hitlérisme, les socialistes et communistes nous crient à nous communistes et socialistes de France : Faites l'unité ! Les déportés des îles Lipari qui savent ce qu'est la barbarie fasciste et qui connaissent le prix de la liberté nous crient du fond de leur abîme de douleur : faîtes l'unité ! Les soldats de la République espagnole qui luttent et meurent pour la liberté et pour la paix, scellant leur union de leur sang, nous crient au milieu du fracas des balles et des obus : Faites l'unité ! Les démocrates sincères qui veulent qu'on en finisse avec les fomentateurs de guerre civile, avec les traîtres et les stipendiés du fascisme international, nous crient : Faites l'unité[588] !

La Conférence nationale du Parti Communiste Français des 22 et 23 janvier 1937 à Gennevilliers se termina par l'adoption d'une résolution réaffirmant la priorité de l'unité d'action et l' « acheminement vers le Parti unique du prolétariat »[589]. Cachin et Thorez invitèrent à cette occasion de Brouckère, le secrétaire de l'IOS, à une réunion des deux

[587] Titre en une du journal du SPFC, *La Défense* du 13 novembre 1936, p. 1.
[588] DUCLOS (Jacques), *Mémoires. Tome 2…, op. cit.,* pp. 270-271.
[589] *Idem*, p. 197.

internationales. Celui-ci déclina et proposa à la place une rencontre personnelle[590]. En mars 1937, l'IOS et la FSI s'étaient rencontrées à Londres, sans débouchés concrets. Alors que les Républicains menaient une contre-offensive victorieuse à Guadalajara, que les actions des Brigades internationales et les combats désespérés des Basques touchaient une part de plus en plus importante de l'opinion internationale, les choix de l'IOS et de la FSI devenaient bien difficiles à assumer auprès de leur base.

Les stratégies dilatoires des internationales socialistes et les refus de leurs dirigeants de rencontrer l'IC furent inlassablement stigmatisés dans la presse communiste et celles des Brigades internationales, qui dénonçaient l'opposition de quelques hommes à la volonté écrasante des adhérents :

> It is tragic that leader of the Labour movement, such as Bevin and Citrine, can prevent, even for It little time, the unity of the anti-fascist and anti-war opinion, which now, lacking leadership and cohesion, and ineffectual, could unitedly become such a force as would compel its wishes to be carried out. History will look back with curiosity upon these few men, who have, in effect, the destiny of the world in their hands for a short space of time and it will wonder at their blindness and stupidity. But there are others in the Labour movement who see with clarity the danger which confronts the world, But will Unity arrive in time! Events are moving quickly[591].

Au Royaume Uni, des fractures sensibles apparurent dans les rangs du *Labour Party* et du *Trade Union Congress*, provoquées notamment par les efforts unitaires de Sir Stafford Cripps. La création des *Home Counties Labour Association* par des militants travaillistes désireux d'agir concrètement pour l'aide à l'Espagne républicaine obligea la direction nationale du LP à créer un sous-comité pro-espagnol, le *Labour Spain Committee,* en mars 1937, semblable au Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne de la SFIO[592]. Son succès immédiat fit craindre aux travaillistes anglais un dépassement par la base. Des comités du *Labour Party* ainsi que les *Trade Union Congress* écossaises avaient adopté des résolutions

[590] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947…*, *op. cit.*,, p. 626 note 39.
[591] *Il est tragique qu'un chef des Travaillistes comme Bevin ou Citrine, puisse empêcher, même pour peu de temps, l'unité de l'opinion antifasciste et anti-guerre qui jusqu'à présent a manqué d'une direction et d'une cohésion, et inefficace, qui pourrait en s'unifiant devenir une force telle qu'elle pourrait réaliser tous ses souhaits. L'histoire regardera avec curiosité ces quelques hommes qui eurent, à l'évidence, le destin du monde dans leurs mains pour un court instant et s'interrogera sur leur aveuglement et leur stupidité. Mais il y en a d'autres parmi les Travaillistes qui voient avec lucidité le danger qui menace le monde. Mais l'Unité sera à la bonne heure ! Les choses évoluent très vite en ce moment.* « Britain Remains Keys » in *The Volunteer for Liberty* Vol. 1 n°18 du 11 octobre 1937, p. 15.
[592] FLEAY (C.) et SANDERS (M. L.), « The Labour Spain Commitee : Labour Party Policy and the Spanish Civil War » in *The Historical Journal*, Vol. 28, n°1 mars 1985, p. 188.

demandant l'achat de canons de DCA et le recrutement de volontaires pour l'Espagne[593]. Les campagnes du CPGB intitulées *Unity Campaign !* en 1937 puis *Save Spain is save Britain* en 1938 s'appuyèrent sur ces divergences au sein des comités unitaires *Aid Spain* ou *l'United Peace Alliance* regroupant le LP, l'ILP et le PCGB[594].

Le 21 avril 1937, parallèlement à la conférence internationale des Partis communistes à Ivry, le triumvirat dirigeant les Brigades internationales (l'Italien Luigi Longo, l'Allemand Dahlem Franz et le Français François Billoux) rencontrait les trois représentants de l'IOS en Espagne (l'Italien Pietro Nenni, l'Autrichien Julius Deutsch et le Belge Jean Delvigne) à Madrid. Luigi Longo rappela lors de cette rencontre que tout était et serait fait pour attirer des non-communistes aux postes de responsabilités politiques et militaires, « pour souligner plus largement le caractère Front Populaire dans nos brigades[595] ».

La destruction de la ville basque de Guernica par l'aviation allemande le 26 avril puis le bombardement d'Almeria par le cuirassé *Deutschland* le 31 mai 1937 précipitèrent les événements. Ces deux preuves incontestables de l'agression allemande suscitèrent une indignation mondiale et justifièrent une nouvelle demande espagnole de rencontre des Internationales, signée par le PSOE, le PCE et l'UGT[596]. Celle-ci fut évidemment soutenue par Dimitrov au nom de l'IC, qui réitéra à cette occasion à l'IOS et à la FSI sa demande de constitution d'un comité de coordination « en vue de réaliser l'unité d'action internationale contre l'intervention militaire de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne »[597].

De Brouckère et Adler, jusqu'ici réticents, acceptèrent, poussés par la crainte de voir le PSOE quitter l'IOS. En effet, la fusion organique avec le PCE était désormais une éventualité discutée y compris parmi les socialistes de droite tels qu'Indalecio Prieto[598]. Face au risque d'éclatement de l'IOS, les Britanniques firent savoir qu'ils accepteraient les demandes espagnoles, sauf l'unité d'action avec le CPGB[599].

Dans sa réponse à l'IC, De Brouckère assura de sa complète solidarité avec la République espagnole et annonça que l'IOS allait adopter des mesures concrètes. Cependant,

[593] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…*, *op. cit.,* pp. 96 et 126-128.
[594] *Idem*, pp. 118-123 ; FLEAY (C.) et SANDERS (M. L.), « The Labour Spain Commitee …», *op. cit.,* p. 189.
[595] RGASPI 545.1.20 : *Compte rendu de la réunion entre Gallo, Franz, Billoux avec les socialistes Nenni, Deutsch et Delvigne*. Madrid, 21 avril 1937.
[596] DUCLOS (Jacques), *Mémoires. Tome 2…, op. cit.,* p. 229.
[597] « Unité d'action internationale pour l'Espagne ! » in *L'Espagne Socialiste* n°6 15 au 30 juin 1937, p. 2.
[598] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…*, *op. cit.,* p. 91 ; GRAHAM (Helen), *El PSOE en la Guerra civil. Poder, crisis y derrota (1936-1939)*, Barcelone, Debate, 2005, pp. 168-169.
[599] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…*, *op. cit.,* p. 93.

il rejeta la proposition de constitution d'un comité de coordination et donc un l'établissement d'un pacte d'unité d'action pour l'Espagne[600]. Dimitrov émit la proposition d'une rencontre établie « à titre informatif sur meilleure façon de poursuivre cette action, de commun accord si possible sans friction inutile»[601]. Dimitrov obtint un avis favorable de Brouckère le 15 juin, en vue non d'une unité d'action mais d'une « action concordante » entre les deux Internationales[602]. Fait imprévu, Léon Blum démissionna en France le jour même de l'ouverture de la rencontre, remplacé par le radical Camille Chautemps.

Les délégués de l'IC (Cachin, Bonte, Dahlem, Checa et Longo) rencontrèrent à Annemasse du 21 au 23 juin 1937, le président et le secrétaire de l'IOS. De Brouckère et Adler n'avaient aucun mandat et ne pouvaient par conséquent pas engager l'IOS. Cette rencontre eut néanmoins l'avantage de soulager la pression sur les sections nationales de l'IOS les plus hostiles aux contacts avec l'IC.

En prévision de la rencontre, les déclarations issues de syndicats ou de sections socialistes se prononçant en faveur de l'unité d'action sont épinglées et popularisées par la presse communiste[603]. L'entretien fut en effet minutieusement préparée par le PCF, y compris dans son protocole. Ainsi, les sections socialistes et communistes de la ville savoyarde souhaitèrent la bienvenue aux deux délégués de l'IOS en ces termes :

> La section communiste et la section socialiste du canton d'Annemasse, agissant dans le cadre du pacte d'unité d'action élaboré en juillet 1934, saluent la première réunion commune des exécutifs des deux Internationales prolétariennes et félicitent celles-ci pour l'heureuse initiative qu'elles ont eue en transportant sur le plan international une unité d'action existant depuis trois ans en France et ayant déjà fait ses preuves […] Souhaitent la réalisation prochaine de l'unité du prolétariat sur le plan international, dans le domaine syndical aussi bien que politique[604].

La rencontre se résuma par un simple « échange de vue » et donna lieu à une déclaration commune laconique attestant : « les deux Internationales ont suivi à l'égard de l'Espagne des politiques semblables[605] ». Une seconde entrevue eut lieu le 9 juillet à Paris, où l'IC proposa à l'IOS de s'engager conjointement au moins dans le CICIAER. La réunion

[600] « De Brouckère regrette que soit proposé un organisme commun pour arriver à l'unité... » in *L'Humanité* du 10 juin 1937, p. 4.
[601] «Unité d'action internationale pour l'Espagne ! » in *L'Espagne Socialiste* n°6 15 au 30 juin 1937, p. 2.
[602] *La Rencontre internationale d'Annemasse*. Préface de Marcel Cachin (Supplément à *L'Humanité* du 19 juillet 1937). Paris, Éditions du Comité Populaire de propaganda, p. 14.
[603] « En Belgique, la réaction ne désarme pas contre l'Espagne républicaine » in *Le volontaire de la liberté. Organe des Brigades internationales* n°20 du 4 août 1937, p. 5.
[604] *La Rencontre internationale d'Annemasse*…, o*p. cit.,* p. 18.
[605] *Idem*, p. 19.

n'eut pas plus de débouchés, de Brouckère et Adler demeurant campés sur leur position d'une action « parallèle » et non commune ou unitaire des deux Internationales[606].

Malgré cet échec, l'été 1937 a constitué l'acmé de la campagne unitaire et s'est accompagné d'un matraquage intensif de la propagande militaire auprès des volontaires, soit à un moment où les premiers permissionnaires et convalescents étaient autorisés à effectuer un séjour à l'étranger.

À l'exception du PCI qui confirma l'unité d'action signée avec le PSI le 26 juillet 1937, les efforts unitaires furent concentrés en direction du front populaire espagnol[607]. L'inaction de l'IOS et du FSI était alors la meilleure alliée de l'IC dans sa stratégie d'union entre le PCE et le PSOE. Le soutien puissant de l'URSS à l'Espagne républicaine fit évoluer certains responsables socialistes vers une acceptation de la fusion organique, avant de finalement l'écarter[608]. La fusion entre le PSOE et le PCE au sein d'un « parti ouvrier socialiste unifié » fut ainsi à l'ordre du jour de la réunion du Présidium du 14 mars 1937 entre Staline, Voroshilov, Molotov, Kaganovich, Marty et Togliatti, avec la précision de Staline qu'en cas de demande des Socialistes, ce parti unifié ne serait pas membre du Komintern ni de l'IOS[609]. Ce sujet avait été également abordé par Staline lors de son entretien avec l'ambassadeur de la République espagnole à Moscou, Marcelino Pascua, le mois précédent[610]. Ces efforts furent confirmés par l'envoi de Palmiro Togliatti durant l'été 1937 comme délégué du Komintern auprès de sa section espagnole : il s'agissait de tenter de réformer en profondeur la politique de front populaire du PCE en améliorant les relations avec les autres formations. Le 18 août 1937, une charte d'unité d'action était effectivement signée entre le PSOE et le PCE, ce qui entraîna la rupture d'une partie de l'UGT, emmenée par Caballero, provoquant une grave crise politique en Espagne et au sein de la FSI.

L'élan de solidarité faiblit à la fin 1937, ou plûtot change de destination, se dirigeant désormais vers des formes caritatives. En septembre, l'IC enregistrait encore plusieurs succès politiques renforçant son influence, notamment par le biais des grandes rencontres mondiales à Paris (rassemblement mondial contre la Guerre et le Fascisme, congrès mondial de la culture

[606] BONTE (Florimond), « L'entrevue d'Annemasse » in *Les Cahiers du Bolchévisme* 1er juillet 1937 Vol. 14, n°6-7, pp. 600-611.
[607] SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano…, op, cit.,* p. 220.
[608] GRAHAM (Helen), *El PSOE en la Guerra civil. Poder, crisis y derrota (1936-1939)*, Barcelone, Debate, 2005, pp. 168-169.
[609] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* p. 191 ; DALLIN Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich), *Dimitrov & Stalin…, op. cit*., pp. 50 et 67.
[610] VIÑAS (Ángel), *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*. Barcelone, Crítica. 2007, p. 340.

yiddish, etc.) mais ces initiatives ne s'inscrivaient plus dans le cadre strict de l'objectif initial. La consigne était toujours de passer par l'unité d'action si des oppositions à l'unité organique apparaissaient. Dans une lettre de Dimitrov à Staline du 16 septembre, ce dernier réaffirma la nécessité de continuer les campagnes internationales multipliant les comités de solidarité pour « parvenir rapidement à l'unité d'action des trois Internationales dans la défense de la République espagnole[611] ».

À l'issue de la rencontre d'Annemasse, la droite de l'IOS s'était soulevée et Hollandais et Tchécoslovaques menaçaient de faire scission[612]. La crise fut résolue par la proposition de démission collective du président De Brouckère, du secrétaire Adler et du trésorier de l'IOS Van Roosbroeck, démissions finalement refusées. L'IOS s'arc-bouta sur sa perception avant tout diplomatique du soutien en faveur de l'Espagne : dénoncer la piraterie des sous-marins italiens, négocier le retrait des combattants étrangers et la restauration des droits de commerce de la République espagnole[613]. Les relations entre les sections nationales socialistes et communistes se désagrégèrent lentement. Le POB interdit finalement la collaboration avec le PCB en juin 1937[614]. En France, le défaitisme ambiant vis-à-vis de l'Espagne et l'hégémonie communiste dans les actions de solidarité délitèrent progressivement les réseaux créés l'année précédente.

Avec la répression contre le POUM en Espagne, les procès de Moscou, les invectives de Dimitrov et les manœuvres communistes, même les militants socialistes les plus favorables à l'unité d'action en doutaient sérieusement à l'automne 1937. La fragile unité de l'antifascisme allemand vola en éclat[615]. La rupture définitive eut lieu durant les premiers jours de décembre 1937, par la publication d'un article violent de Dimitrov contre l'IOS, le renchérissement de Thorez dans *L'Humanité* et la rupture des négociations sur l'unité organique par la CAP de la SFIO le 24 novembre 1937[616]. Ces deux déclarations servirent de prétexte aux socialistes français pour interrompre *sine die* la poursuite des pourparlers relatifs

[611] RGASPI 495.2.357 : Lettre de Dimitrov à Staline 16 septembre 1937. Cité in DALLIN Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich*), Dimitrov & Stalin…, op. cit*., p. 70.
[612] « Information de panique » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.19 n°9 Septembre 1937, p. 895.
[613] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…*, *op. cit.,* p. 94.
[614] GOTOVITCH (José), « La Belgique et la guerre … », *op. cit.*, p. 522.
[615] DROZ (Jacques), *Histoire de l'antifascisme… Op. Cit.*, p. 113.
[616] KRIEGEL (Annie), « Les Communistes français et le pouvoir » in PERROT (Michelle) et KRIEGEL (Annie), Le socialisme français et le pouvoir, Paris, Editions EDI, 1966, p. 142 . « Maurice Thorez reprend contre les socialistes les accusations de Dimitrov » par Séverac in *Le Populaire* du 30 novembre 1937, p. 1.

à l'unité, à la veille du 9ème congrès du PCF à Arles (25 au 29 décembre 1937)[617]. Les appels à l'unité organique furent désormais associés à la démonstration de la traîtrise des chefs socialistes auprès de la classe ouvrière[618]. Au printemps 1938, les comités locaux de solidarité avec l'Espagne étaient moribonds.

Auprès des volontaires des Brigades internationales par contre, les discours demeurèrent inchangés, l'unité d'action par l'unité de la classe ouvrière mondiale demeurait la seule option qui puisse sauver l'Espagne, cette unité qu'incarnaient justement les volontaires par leur présence dans les Brigades internationales.

B. Les Brigades internationales, vitrine de l'unité organique

Les Brigades internationales furent immédiatement et continuellement présentées comme l'incarnation même de l'unité réalisée, à la fois internationaliste, par l'unité des nationalités, et politique par la fusion organique des partis ouvriers dans l'antifascisme. Le CIAPE l'affirmait, « Socialistes, Républicains, Démocrates et Communistes ont réalisé leur Unité de lutte commune contre le fascisme» dans les Brigades internationales » tandis que le Komintern annonçait le rôle moteur et précurseur dévolu aux Brigades internationales : « [Leur exemple] doit constituer un pas important sur la voie de l'unification de toutes les forces antifascistes pour une lutte semblable dans les autres pays[619] ».

1. Les Brigades internationales, « exemple vivant » de l'unité réalisée

L'esprit du Front populaire et l'unité antifasciste portée depuis 1934 trouvaient enfin une matérialisation fusionnelle, dans le sang et la mitraille en Espagne. On fit parler les morts pour cette occasion, et tout d'abord Henri Barbusse, en écornant son profond antimilitarisme :

> Ah oui, s'il était là, lui [Henri Barbusse], notre regretté camarade qui a donné sa vie pour la cause de la paix, qu'il serait fier de savoir qu'un bataillon de volontaires

[617] DUCLOS (Jacques), *Mémoires. Tome 2…, op. cit.,* p. 243 ; « Crier vive l'unité de suffit pas » de Séverac in *Le Populaire* du 8 décembre 1937, p. 1 ; « La CAP socialiste refuse au PC de reprendre les pourparlers d'unification » in *La Dépêche* du 11 décembre 1937, p. 4.
[618] X [Discours de Maurice Thorez devant la conférence des organisations communistes des usines Renault le 27 novembre 1937 «L'unité se fera. L'action du Parti Communiste français pour l'unité d'action et l'unité organique » in *Les Cahiers du Bolchévisme* Vol.14 n°11-12 novembre-décembre 1937, pp. 903-919.
[619] HEUSSLER (André), *Avec les héros de la Liberté. Espagne 1936-1937*. Paris, Éditions du CIAPE. Août 1937, p. 17 ; LEONE (Francesco) «Les Brigades internationales hier et aujourd'hui » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.19 n°5 Mai 1937, p. 460.

> français en Espagne a inscrit son nom sur son écarlate drapeau rouge. Lui qui a si vaillamment lutté pour « *tout faire pour unir et ne rien faire pour diviser* », quelle ne serait pas sa joie de voir ces travailleurs communistes, socialistes, radicaux et sans-parti monter coude à coude à l'attaque sur le front de la liberté[620].

Cette affirmation s'adressait à trois publics : les partis et syndicats membres de l'IOS et de la FSI mais aussi aux volontaires eux-mêmes et à ceux qui suivaient leur épopée. L'exacerbation de l'unité réalisée fut l'élément central de production documentaire et argumentaire. Les commissaires politiques furent régulièrement appelés à s'appuyer sur cette démonstration pour soutenir les stratégies politiques extérieures aux Brigades internationales, dans toutes leurs dimensions :

> c) Pour aider à la réalisation de l'Unité Internationale, extérioriser notre exemple vivant. Que les volontaires fassent connaitre dans leurs pays leur volonté de la voir se réaliser dans le plus bref délai. Lutter contre tous les adversaires de l'Unité dont les principaux sont les trotskistes. Ne pas laisser ces gens s'abriter derrière le paravent du Front populaire[621].

Dans leur presse, les Brigades internationales étaient représentées comme un exemple unitaire à imiter à l'extérieur : « L'unité que nous cimentons en Espagne est le coup de clairon du rassemblement universel de toutes les forces progressives[622]». Elles formèrent un support idéal dans l'approche vers les socialistes. Ainsi, la section communiste de Romainville pouvait engager la section socialiste de la ville à l'union, à l'image de « la Colonne Internationale où des camarades de nos deux partis se battent[623] ». La brochure consacrée aux volontaires flamands appelait de ses vœux qu'elle serve en Belgique à « resserrer les liens entre les socialistes, communistes, démocrates-chrétiens et nationalistes démocrates flamands en Flandre, sur la base de l'exemple qu'ont donné les Volontaires des Brigades Internationales[624] ». Dans le bataillon *Garibaldi*, bien que les communistes italiens fussent largement majoritaires, la propagande insistait sur son commandant républicain et la

[620] « Depuis cinq semaines le bataillon HB combat en Espagne » in *Paix et Liberté* n°50 du 17 janvier 1937, p. 6.
[621] « Développons parmi nos volontaires le moral de l'offensive décisive et victorieuse ! » in *Le volontaire de la liberté. Organe des Brigades internationales* n°18 25 juin 1937.
[622] « Un bel exemple à imiter » par Monnier in *Le volontaire de la liberté. Organe des Brigades internationales* n°18 25 juin 1937.
[623] « Romainville. Lettre à la section socialiste » in *La Voix de l'Est* n°167 du 11 décembre 1936.
[624] RGASPI 545.1.64 : « Flamands en lutte pour la Liberté ». Une brochure : « Nationale par sa forme, Internationale et antifasciste dans son contenu ». Par André Houllez in *Notre Bulletin, Our Bulletin, Unser Bulletin* : n° 2 15 août 1937, p. 28.

répartition équilibrée des commandements et des commissaires entre communistes, socialistes et anarchistes[625].

C'était également l'exemple espagnol qu'il fallait suivre. Durant l'acmé des tentatives unitaires du PCE vers le PSOE, les volontaires furent régulièrement informés des démarches entreprises en Espagne et des efforts du PCE pour parvenir à « l'Unité Politique du Prolétariat » c'est-à-dire « la fusion des deux Partis Ouvriers[626] ». L'exemple espagnol fut largement évoqué dans la presse des Brigades, pour démontrer que les hésitations socialistes n'étaient que quelques points de détail et contraires aux intérêts du prolétariat:

> On va vite à un parti unique du prolétariat en Espagne ; c'est la réponse du peuple espagnol à l'Internationale Communiste qui a proposé si souvent le front unique à l'Internationale Socialiste pour que se réalise l'unité, pour que les efforts soient décuplés en faveur de l'Espagne républicaine. C'est aussi un exemple, pour que nous en France, nous fassions notre parti unique du prolétariat avant que le fascisme nous ait attaqués. Parfois, on ergote sur des questions de détail ; là-bas nos camarades nous donnent la preuve que la vie elle-même se charge de liquider ces questions secondaires dans l'intérêt du prolétariat[627].

Les efforts de fusion organique opérés à l'étranger furent comparés aux efforts menés en Espagne contre l'ennemi, comme un combat à mort, le « front unique du sang », « Nous avons fait l'Unité dans le sang et nous ne laisserons pas la détruire »[628]. Ce sang des martyrs tombés en Espagne a créé une fraternité des morts, une « union sacrée » qui oblige les vivants à les imiter dans l'unité :

> Dans la XVème brigade, j'ai vu tomber ensemble, sous la même mitraille, des socialistes, des communistes, des anarchistes, des chrétiens libéraux, des Espagnols, des Anglais, des Américains, des Belges, des Italiens, des Yougoslaves, des Tchèques, des Hongrois, des Allemands et des Français, hier, frères ennemis, aujourd'hui, frères de combat. Et c'est cette union par-dessus les frontières géographiques et politiques qui fait le mérite de ces combattants, sur le Front et qui doit être l'exemple partout dans le monde, pour une grande victoire prochaine. Qu'on réalise avec les grandes

[625] LEONE «Les Brigades internationales hier et aujourd'hui » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol.19 n°5 Mai 1937, pp. 456-460.
[626] « Les grandes assises de l'unité » in *Le volontaire de la liberté*. Organe des Brigades internationales n°18 25 juin 1937, p. 5.
[627] HEUSSLER (André), *Avec les héros de la Liberté. Espagne 1936-1937*. Paris, Éditions du CIAPE. Août 1937, p. 61.
628 Titre d'un article du journal *Botwin*, de la compagnie éponyme. Cité in DIAMANT (David), *Combattants juifs dans l'armée républicaine espagnole : 1936-1939*, Paris, Éditions Renouveau, 1979, p. 205 ; « Brigades internationales » par A. Marty in *La Correspondance Internationale*. Numéro spécial n°27, 12 mai 1938, p. 65.

> Internationales syndicales et politiques cette union que nous avons scellée sur le front avec le sang de nos héros et le fascisme mordra bientôt la poussière[629].

Ce discours fut dupliqué et consciencieusement appliqué pour l'ensemble des contingents nationaux, prenant les directions socialistes à témoin de cette « unité dans le sang » :

> Si [les leaders britanniques du LP et des TU] ont encore une étincelle de sentiment humain et de solidarité internationale, que ce suprême sacrifice apporté par [Ralph] Fox et nos autres camarades les confondent et les incitent enfin à répondre, à se prononcer sincèrement et à mobiliser tout ce qui peut l'être dans ce pays […][630].

> N'est-il point temps, pour la direction de la social-démocratie allemande, de se rendre compte de la nécessité de soutenir effectivement la lutte antifasciste par la formation du front unique ? […] Il ne faut pas que coule inutilement le sang que versent les hommes de la Centurie Thaelmann[631].

En février 1937, anniversaire oblige, la presse des Brigades internationales puisait son inspiration dans la commémoration des premiers martyrs antifascistes, ceux tombés à Paris en février 1934. Dans une transposition symbolique, l'unité d'action qui avait barré la route au fascisme à Paris annonçait l'unité d'action réalisée en Espagne dans les Brigades internationales[632].

2. Les Brigades internationales en permanente représentation d'elles-mêmes

L'unité des peuples fut également utilisée pour symboliser l'unité politique. Le 26 mars 1937, un « Manifeste des militants communistes et socialistes en Espagne » appelait à l'action « concertée » pour l'Espagne[633]. La tactique était simple : l'unité d'action était nominalement absente du texte mais les signataires étaient associés à des nations et non à leur parti (« Julius Deutsch (Autriche), Jean Delvigne (Belgique), André Marty (France), Luigi

[629] « Notre Brigade Internationale » Discours de Barthel du 13 avril 1937 à Radio-UGT in *Notre Combat- Our fight - Nuestro Combate* n°27 de mai 1937, p. 4.
[630] POLLITT « À la mémoire des camarades anglais tombés en Espagne » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol. 19 n°1&2 janvier-février 1937, p. 70.
[631] « La Centurie Thaelmann » par Hans Behrend in *La Correspondance Internationale* n° 54 du 5 décembre 1936, p. 1475.
[632] « Paris, 9 février 1934 : l'unité d'action des travailleurs a barré la route au fascisme. Madrid, Février 1937 : L'Unité d'action réalisée dans les Brigades Internationales battra le fascisme » par André Marty in *Le Volontaire de la Liberté. Organe des forces et brigades internationales* n°10 7 février 1937, p. 1.
[633] « Manifeste des militants communistes et socialistes en Espagne » in *L'Espagne Socialiste* n°2-3 1er mai 1937, p. 3.

« Gallo » (Italie), Franz Dahlem (Allemagne)[634] ». Les deux Internationales, IC et IOS, pouvaient donc être implicitement liées dans un appel commun. Les trois dimensions unitaires (l'unité des peuples, l'unité d'action et l'unité organique entre partis socialiste et communiste) furent entièrement confondues et invoquées l'une pour l'autre. Les volontaires, toutes origines nationales et politiques confondues, étaient présentés comme « indissolublement unis » :

> L'Histoire de notre Brigade nous démontre aussi combien pourra être salutaire pour le sort de l'Espagne, la réalisation de l'unité d'action internationale de tous les travailleurs. Unité que nous représentons au sein de la XIVème […] Nous sommes communistes, socialistes, anarchistes, démocrates, tous les soldats antifascistes unis par le même lien, luttant pour la même cause. Nous symbolisons dans la XIVème Brigade comme dans toutes nos Brigades, l'unité par-dessus les frontières, les tendances et opinions politiques ; unité, gage de notre victoire[635].

Cette unité, initiée sur une surface nationale pour mieux atteindre un cadre politique, trouva de nombreuses déclinaisons dans des batteries, compagnies et bataillons des Brigades internationales. La seconde compagnie du 52ème bataillon d'infanterie *Palafox* de la XIIIème Brigade internationale *Dombrowski* baptisée *Naftali Botwin* en décembre 1937 est un bon exemple. Il s'agissait d'une formation rassemblant des Espagnols et des Polonais mais qui fut dite « juive » dans le cadre d'un des plans de propagande parmi les plus élaborés à propos d'une unité des Brigades internationales. Cette formation, censée rassembler « les meilleurs fils du peuple juif » dans un front unique antifasciste et armé, diffusait régulièrement des « appels des volontaires juifs du monde entier » appelant de leurs vœux un rassemblement unitaire autour de leur combat et leur présence en Espagne :

> Leur gloire appartient à tout le peuple juif. Sur les fronts d'Estremadure, d'Aragon et de Catalogne, un front populaire et antifasciste s'est constitué. Des travailleurs, des artisans, de petits commerçants et des intellectuels juifs de toute tendance combattent et versent leur sang pour le même objectif. [...] Notre appel s'adresse à des millions de gens des masses populaires juives. Avec nos forces unies, supprimons tous les obstacles sur la voie de l'unité. Opposons à nos ennemis une force unie et puissante. Vive l'unité du peuple juif contre la réaction, le fascisme et l'antisémitisme ! Vive la solidarité du peuple juif avec la République espagnole[636] !

Les visites des bataillons de volontaires par des délégués et des représentants politiques étrangers furent aussi un procédé de propagande particulièrement soigné qui avait

[634] *Idem.*
[635] « Six mois de lutte pour la liberté » par Marcel Renaud in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIV,* numéro spécial, 27 juin 1937, p. 6.
[636] « Appel des soldats Botwin à tous les juifs » in *Naye Prese* du 17 juillet 1938. Cité in : LUSTIGER (Arno), *Shalom Libertad ! Les juifs dans la guerre civile espagnole 1936 1939*, Edition du Cerf, Paris 1986, p. 475.

le double avantage d'avoir un puissant effet sur le moral des soldats et de faire la démonstration que les Brigades internationales n'étaient pas un instrument du Komintern. Les premières visites furent réalisées dès décembre 1936 par des délégués des Comités d'Aide à l'Espagne, en fait tous issus d'organisations de masse proches du PC, par des délégations syndicales et par des personnalités socialistes venues individuellement[637]. Ce mois-là, la XIème était visitée par l'ancien député socialiste allemand Kuttner, qui tint un discours panégyrique à la radio sur la nature Front populaire des Brigades internationales, « unissant en leur sein des socialistes, des communistes, des catholiques et des démocrates », preuve que sa visite fut soigneusement accompagnée[638].

L'acmé du nombre des visites mensuelles eut lieu durant l'été et l'automne 1937, avec comme point d'orgue la visite des délégués de l'IOS et de la FSI Adler et de Schevenels en juin, celles des délégués des jeunesses socialistes et communistes en juillet, des socialistes de Bruckère et Deustch en septembre, la visite du chef du groupe parlementaire du *Labour Party* ; le britannique Attlee, en décembre 1937 et la seconde visite de Schevenels juste après la rencontre d'Annemasse[639]. Les invités étaient régulièrement associés à des meetings ayant comme thème « l'unité d'action internationale » et les visites des délégations étaient ensuite largement évoquées dans la presse des Brigades internationales[640].

La dernière visite officielle d'un membre de l'IOS fut celle de Brouckère en septembre 1937 auprès des volontaires français et belges[641]. Cette visite, survenant après l'échec de la rencontre d'Annemasse, participa à convaincre les soldats que l'unité d'action était toujours l'objectif recherché et eut un impact relativement important dans les stratégies unitaires poursuivies en Espagne même, parmi la masse des soldats espagnols des Brigades internationales[642].

---

[637] ADAMI [Romano Cocchi], *Visite aux volontaires de la Liberté. Une délégation du CIAPE, sous la présidence du camarade Nolla, représentant du Front Populaire d'Espagne, à visité les fronts de la liberté et les Volontaires des Brigades Internationales*. Paris, Éditions du Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. (Commission Internationale pour l'Aide aux Familles des Volontaires) Février 1937. pp. 24 et 35 ; RGASPI 495.18.1179 : Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole, p. 25.

[638] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад о работе комиссариата и комиссаров интербригад.* Non signé [Luigi Longo]. Non daté [achevé début 1939], p. 23.

[639] « Une visite des jeunes » in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°39 du 13 juillet 1937, p. 1.

[640] « Aux camarades Adler et Schevenels » de Marcel Renaud in *Le Soldat de la République. Journal de la XVe Brigade* n°25 27 avril 1937, p. 3.

[641] « De Brouckère président de la IIème Internationale visite la XIVe Brigade » in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°48 du 20 septembre 1937, p. 1.

[642] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.,* pp. 434-435.

Les atermoiements, les fins de non-recevoir ou les stratégies dilatoires des centrales socialistes vis-à-vis de l'Espagne ou des Brigades internationales furent également fréquemment utilisés comme support de propagande en brocardant les dirigeants socialistes devant la masse des adhérents :

> Faites vite pour réaliser l'action commune des Internationales Socialiste, Communiste et Syndicale ! Faites vite pour l'aide effective à l'Espagne Républicaine […] Au moment où la balle ou l'obus de Mussolini les frappaient, les unissant dans la mort, nos camarades, dans leur dernier souffle, pensaient à l'Unité qui, seule, peut sauver notre vie, votre vie, la vie du monde entier[643].

Le ton était également volontiers pathétique ; les refus ou les atermoiements de l'IOS et de la FSI étaient présentés comme injustes et les chefs socialistes comme des ingrats ou des êtres insensibles au sang versé par les volontaires internationaux : « Notre exemple ne servira-t-il donc pas[644] ? ». Pour renvoyer les Internationales socialistes face à leurs contradictions ou mettre en valeur l'œcuménisme des Brigades internationales, les rares volontaires socialistes furent tout spécialement enjoints à s'exprimer.

3. Faire prendre la parole aux volontaires socialistes

Les visites de membres ou de délégations officielles de la FSI et de l'IOS, une dizaine en 1937, furent l'occasion de faire tenir aux volontaires des messages, des adresses destinées aux délégations, en faveur évidemment de l'unité d'action autour des Brigades internationales. Il y eut également de véritables mises en scène. En avril 1937, on fit passer en revue un bataillon franco-belge par une délégation socialiste. Le bataillon avait été en partie désarmé, ce qui émut profondément Schevenels[645].

Le choix du bataillon visité était capital car il fallait que des volontaires reconnus comme socialistes puissent y prendre la parole et apostropher les visiteurs. Pour les franco-belges, le bataillon-vitrine fut toujours le même : le 9ème (puis 12ème) *Commune de Paris*, c'est-à-dire la formation francophone des Brigades internationales la plus fermement reliée en

[643] « Nos soldats écrivent » « Au camarade Schevenels, secrétaire général de la FSI » in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°42 1er août 1937, p. 8.
[644] *Quelques récits de nos combats. Écrits sur le front de Madrid par un « Collectif » de Volontaires internationaux de la Liberté*. Paris. Éditions du Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. Comité pour l'Aide aux combattants, aux familles, aux blessés, aux mutilés, aux veuves et aux orphelins n°4. Sans date [mai-juin 1937], p. 108.
[645] RGASPI 545.3.394 : *Notes de souvenirs. Avril 37 au 10 février 1938*. Par Jules Dumont, 6 avril 1939, p. 2

France par un réseau de parrainage. Les courriers d'un de ses parrains, le Comité de Coordination PS-PC d'Argenteuil, furent régulièrement publiés et diffusés :

> Nous essayons, nous ici de nous inspirer de votre exemple pour mener la lutte sur le terrain qui nous [omission] dévolu, pour faire triompher la cause juste que nous défendons les uns et les autres. Nous travaillons activement pour que soit réalisé le Parti Unique de la classe ouvrière, pour vous y recevoir au lendemain de votre victoire, Parti Unique qui sera une arme, et un grand pas de fait vers l'émancipation du Prolétaire[646].

On fit également écrire les volontaires socialistes aux secrétaires de l'IOS et de la FSI pour les supplier de réaliser à l'image des Brigades internationales et « sur le sang mêlé des socialistes et des communistes » l'unité d'action internationale[647]. Les officiers socialistes prirent la plume pour tancer les partis socialistes de ne pas s'associer à « l'unité d'action, unité absolue, indéfectible »[648]. Ces personnalités socialistes furent régulièrement mises en valeur dans la presse communiste et communisante étrangère comme preuve du désaveu par les militants socialistes des positionnements de leurs responsables :

> Nous publions aujourd'hui quelques notes biographiques sur l'attitude courageuse d'un militant de notre Parti frère qui luttait en Espagne pour garantir la Paix du monde. C'est de la grandeur et du dévouement de tous ces hommes que sera fait le Parti Unique de la classe ouvrière. […] Puisse cet exemple servir à ceux qui se perdent en vaines palabres au lieu d'accentuer la réalisation de l'unité des communistes et socialistes fécondée en Espagne[649].

---

[646] « Aux vaillants combattants du 2ème Bataillon de la XIème (actuellement 9ème de la XIVe) » par le Comité de Coordination PS-PC d'Argenteuil in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°42 du 1er août 1937, p. 7.

[647] « Unité internationale » Courrier d'Harnéqueaux Jean, conseiller municipal socialiste d'Escaudain (Nord) et commandant d'artillerie de la XIVe adressée à Schevenels et Adler. Cité in HEUSSLER (André), *Avec les héros de la Liberté. Espagne 1936-1937*. Paris, Éditions du CIAPE. Août 1937, p. 63.

[648] « Comment aurions-nous pu rester en France ? » par le Capitaine Bernard in *Le Volontaire de la Liberté. Organe des brigades internationales* n°7 14 janvier 1937, p. 4.

[649] « En Espagne où, pour notre paix, combattent les volontaires de la Liberté » par Billoux in *Rouge-Midi. Organe régional du PCF* du 6 août 1937. Son dossier personnel de volontaire révèle toute l'étendue du stratagème : « *Fort n'est plus membre du PS français depuis 1936, ayant simplement cessé de participer à son activité. En Espagne il s'est déclaré symp. Com. et n'a jamais eu d'incidents avec le parti.* […] *On peut considérer Fort comme fidèle au Parti communiste –malgré qu'il n'en soit pas membre ; pour des raisons tactiques, le PCF à son retour d'Espagne lui a conseillé, en effet, de rester sans parti afin de pouvoir se présenter comme socialiste. Mais dans un pays capitaliste, s'il n'est pas conseillé, n'étant pas assez ferme, il peut encore tomber sous l'influence d'éléments ennemis du parti. Car il est encore extrêmement personnel et petit bourgeois. Il faut tenir compte que parmi les anciens officiers et commissaires des BI, le camarade Fort est le seul ancien socialiste, resté toujours Front Populaire, et faisant son possible pour appliquer les directives du Parti Communiste.* RGASPI 545.6.1187 : Dossier individuel du volontaire français Fort Gabriel. Sans date ni auteur [1938 ou 1939].

Lorsque des rumeurs (véridiques) firent état d'une possibilité que l'IOS intervienne en faveur d'un armistice en Espagne, on fit immédiatement prendre la plume à quatre britanniques membres du Labour Party pour que cette solution soit exclue[650].

Chaque déclaration d'un leader socialiste est exploitée, reprise, amplifiée. Lorsque de Brouckère fit des déclarations amicales à propos de l'URSS, les Brigades internationales s'empressèrent de déclarer que pour la première fois un chef socialiste remerciait l'URSS de son aide à l'Espagne[651]. Il fut régulièrement l'objet des adresses des volontaires des Brigades. Sa phrase demeurée célèbre « S'unir ou périr » fut répétée à satiété par la propagande des Brigades[652]. On incita naturellement les volontaires socialistes belges à lui répondre publiquement[653].

À défaut d'obtenir que les organisations sociale-démocrates, à l'exception notable du POB belge, fassent popularisent les volontaires sociaux-démocrates des Brigades internationales, ces dernières se sont naturellement occupé de combler cette absence. La plupart des publications produites par le CGBI possédaient plusieurs pages consacrées aux volontaires sociaux-démocrates de chaque contingents, à charge de la *Sección Historica* de les identifier et de trouver des ensembles documentaires les concernant[654]. En 1937, une brochure illustrée (ou bien un recueil documentaire destiné à être publié sous forme de feuilleton) fut entièrement consacré à la participation des sociaux-démocrates dans les Brigades internationales en quatorze portraits et introduit par un prologue signé de deux personnalités socialistes[655].

Cette association putative des socialistes et travaillistes aux Brigades internationales eut cependant une certaine réalité, incarnée dans les créations de formations de volontaires internationaux comme résultat d'une démarche unitaire entre un parti communiste et des

[650] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…*, *op. cit.,* pp. 111-112.
[651] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.,* p. 432.
[652] En replaçant frauduleusement cette injonction comme une réponse à une question absente dans son propos « combien de morts faudra-t-il encore ? ». BALK (Theodor), *La Quatorzième…*, *op, cit.,* 1937, p. 217.
[653] « En Belgique, la réaction ne désarme pas contre l'Espagne républicaine » in *Le volontaire de la liberté. Organe des Brigades internationales* n°20 4 août 1937, p. 5.
[654] RGASPI 545.2.162 : *Seccion Historica. Arbeitsplan fuer die Zeit bis zum 20 september* 1937. 24 août 1937.
[655] En l'occurrence le capitaine Otto Juergensens, (Allemagne, SPD. Tombé en août 1937 à Brunete), Fernando de Rosa (Italie, PSI. Tombé en septembre 1936 à Pereguinos), Gustave Lefebvre (France, SFIO), Pierre Marschall (Belge, POB), Franz Luda (Autrichien, SPÖ), Josef Kalscicz, (Hongrie, PS), Barcello-Lorento (Pologne, Bund), Rudolf Farda (Tchécoslovaque, SP), Conny Anderson Suède, JS), Hermann Van der Hamer, (Holllande, SP), Arthur Fischer (Allemand des Sudètes, JS), Gottfried Bogert, (Suisse, PS), un volontaire travailliste britannique et un socialiste espagnol non nommés. RGASPI 545.2.162 : *Exposé : Propagandabroschüre „Sozialdemokraten in Spanien. Vierzehn Kämpfer für die Internationale Arbeiter-Einheit*. Par Peter Kast. Albacete, sans date [automne 1937].

partenaires non communistes. Bien qu'en réalité limitées à un seul véritable spécimen, le bataillon italien *Garibaldi*, ces accords militaires d'unité d'action ont été recherchés, et parfois obtenus, avec des succès divers.

C. L'unité d'action réalisée par le volontariat armé : l'exemple de la *Connolly Column* et du *battaglione Garibaldi*

Tandis que l'échec du patronage partagé par les trois Internationales n'était pas encore pleinement consommé, quelques accords locaux d'unité d'action aboutirent au parrainage commun d'unités des Brigades internationales ou destinées à s'y agréger en Espagne. Un seul prit une certaine importance, suscitant paradoxalement davantage de tensions que d'unanimité entre socialistes et communistes.

1. L'éphémère *Connolly Column*, un projet unitaire irlandais

L'État Libre d'Irlande occupe en 1936 une situation singulière en Europe de l'Ouest vis-à-vis de l'Espagne du fait du soutien d'une part importante de la population irlandaise, pratiquement entièrement catholique, à la cause défendue par les rebelles espagnols. Dès le 10 août 1936, le *National Corporate Party* d'Eoin O'Duffy appelait au recrutement d'une brigade irlandaise pour soutenir la rébellion. Néanmoins, l'effort des gauches irlandaises fut également important et les syndicats firent part de leur soutien au gouvernement légal espagnol. En septembre, un premier convoi sanitaire irlandais fut organisé par l'envoi d'une ambulance. Les comités de l'État Libre d'Irlande et d'Irlande du Nord furent fédérés dans un *All-Ireland Spanish Aid Committee* patronné, comme partout ailleurs en Europe, par des personnalités non-communistes, dont un député travailliste et la fille de James Connolly[656]. À la suite des directives kominterniennes d'extension de la mobilisation autour des Brigades internationales reçues en décembre 1936 et appliquées dans les îles britanniques par Pollitt, le Parti Communiste d'Irlande (CPI) se mit en quête de volontaires et de partenaires pour l'envoi d'une unité nationale en Espagne. Courant décembre 1936, le détachement irlandais fut constitué sous les hospices d'une Déclaration d'intention (*Statement of purpose*) cosignée par l'écrivain et socialiste (*Republican Congress*) Peader O'Donnelle (qui était à Barcelone en

[656] *La solidaridad de los pueblos con la república española 1936-1939*, Moscou, Academia de Ciencias de la URSS – Comité soviético de veteranos de guerra. Editorial Progreso, 1974, p. 222.

juillet 1936 pour les Olympiades) et Sean Murray (secrétaire général du CPI), publié le 19 décembre 1936 dans le journal du CPI *The Worker*. Réunissant plus d'une centaine de volontaires pour la plupart issus du Republican Congress et placés sous la direction militaire de Franck Ryan de l'IRA, le détachement irlandais adopta le patronyme de *James Connolly*. La déclaration comprenait quatre points dont le troisième précisait nettement la volonté de promouvoir, par l'Espagne, l'émergence en Irlande d'une unité d'action de front populaire :

a) The Irish Contingent is a demonstration of revolutionary Ireland's solidarity with the gallant Spanish workers and peasant in their splendid fight for freedom.
b) To redeem Irish honor besmirched by the intervention of Irish fascism on the side of the rebels.
c) To aid the Irish Revolutionary, Republican, Communist and Labor Workers in Ireland to create a strong United Labor Republican Front against Irish Fascism.
d) To establish the closest fraternal bonds of kinship between the democracies of Ireland and Spain[657].

Cependant, les deux véritables interlocuteurs recherchés, l'*Irish Labour Party* et l'*Irish Trade Union Congress* refusèrent de s'associer au projet, non sans que des dissensions internes aient traversé leurs rangs. De ce fait, le projet d'unité d'action fut fortement limité dans ses intentions et représentations symboliques et la *Connolly Column* réduite à un symbole évanescent.

Associé comme compagnie de mitrailleuses à Albacete au 12ème bataillon *La Marseillaise* puis au bataillon britannique, le détachement irlandais subit de lourdes pertes dès son premier combat à Lopera le 24 décembre 1936 et puis fut pratiquement annihilé en février 1937 après les batailles de Majadahonda et du Jarama[658]. Les initiatives unitaires des communistes irlandais se concentrèrent désormais sur le comité *Irish Friends of the Spanish Republic,* notamment chargé du patronage des volontaires irlandais[659].

Malgré son extrait de naissance placé sous le sceau de l'unité d'action antifasciste, la formation irlandaise n'eut guère le temps de paraître comme un modèle concret d'unité

[657] *a)Le Détachement Irlandais est une démonstration de la solidarité de l'Irlande révolutionnaire avec les braves ouvriers et paysans espagnols dans leur formidable combat pour la liberté. b) [Il veut] racheter l'honneur irlandais sali par l'intervention de fascisme irlandais sur le côté des rebelles. c) [Il veut] aider les révolutionnaires, républicains et communistes irlandais et les travailleurs d'Irlande à créer un puissant front uni républicain ouvrier contre le fascisme irlandais d) [Il veut] établir des liens fraternels solides d'amitié les plus fraternels entre les démocraties d'Irlande et d'Espagne*. RGASPI 545.3.477 : *The James Connoly Section of the Lincoln Battalion*. Par Paul Burns. Sans date [1937].
[658] Il fut ensuite versé dans le bataillon américain *Lincoln,* voir chapitre 16.
[659] *Are you against fascism?* Affiche du *Irish Friends of the Spanish Republic- Women's Aid Committee*. Document numérique de la *National Library of Ireland*. http://catalogue.nli.ie/Record/vtls000661765#

d'action. La déclaration irlandaise avait été précédée deux mois auparavant par un projet similaire de plus grande ampleur, parmi les organisations antifascistes de l'immigration italienne en France.

2. Le Pacte de Paris pour une légion nationale italienne en Espagne

La guerre civile espagnole constitua immédiatement un axe majeur de la politique internationale du Parti Socialiste Italien. Une majorité de ses dirigeants s'accorda pour susciter un courant d'opinion international capable de faire pression sur les démocraties occidentales contre la non-intervention, sans pour autant la dénoncer et agir activement dans le *Comitato Italiano pro Spagna* à Paris[660].

Après l'échec de Légion italienne apolitique proposée par le chef du PRI, Randolfo Pacciardi en début septembre 1936, dont les communistes étaient absents, l'idée fut suggérée de nouveau, cette fois au sein du comité italien *pro Spagna* parisien réunissant les partis socialiste, communiste et républicain italien[661]. Les trois partis mandatèrent en octobre 1936 une délégation composée de Luigi Longo pour le PCI, Pietro Nenni pour le PSI et Randolfo Pacciardi pour le PRI pour soumettre à Largo Caballero, un nouveau projet de Légion italienne. Cette légion devait être encadrée et alimentée par des volontaires italiens des trois partis et être prise en charge par le comité parisien. La proposition fut acceptée, une dizaine de jours après la formation de la Colonne internationale à Albacete. De retour à Paris, les trois délégués présentèrent également le projet à l'ambassadeur d'Espagne. C'est, semble-t-il, à cette occasion que fut signé le 27 octobre 1936 à Paris un pacte d'unité d'action militaire unique en son genre entre le PCI, PRI et PSI.

Les trois partis s'associèrent pour la création d'une Légion antifasciste italienne dont la direction politique serait tripartite. La Légion italienne se dota d'une charte, le texte du pacte, réglementant les contours de cette initiative[662]. Il s'agit d'un document exceptionnel puisqu'il constitue l'unique manifestation de volontariat combattant définie précisément et inscrite dans un cadre politique extérieur à l'Espagne, en l'occurrence l'unité d'action entre

[660] AGOSTI (Aldo), « PSI et guerre d'Espagne » in SALAUN (Serge), SERRANO (Carlos) (dir.), *Autour de la Guerre d'Espagne 1936-1939. Actes du colloque organisé à la Sorbonne par le CRID les 7-8 novembre 1986*, Paris, Publications de la Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 175.
[661] Et non à Largo Caballero, comme cela est parfois dit. PACCIARDI (Randolfo), *Il Battaglione Garibaldi. Volontari italiani nella Spagna Repubblicana*, Rome, La Lanterna, 1945, p. 18.
[662] Voir ANNEXE II Document 9-1 : *Texte du pacte de Paris ratifié par le PSI, le PCI et PRI le 27 octobre 1936*.

trois partis réunis dans un comité établi à Paris. Le comité constituait l'unique autorité supérieure de la Légion italienne, choisissant les commandements, s'occupant de l'administration et de la justice et était l'intercesseur entre le gouvernement espagnol et la formation militaire. Le pacte précisait que les volontaires s'engageaient pour une durée fixe de six mois, ses premiers membres devaient donc été libérés en mai-juin 1937, et que le commandement était confié à Pacciardi.

Immédiatement, le PCI voulut créer dans la légion un comité de front unique en lieu et place du comité politique tripartite, ce qui fut refusé par le PRI et le PSI[663]. Le président du PRI reçut son commandement dès son arrivée le 3 novembre à Albacete. En effet, la Colonne internationale s'étant concomitamment transformée en Brigades internationales, ce fut naturellement dans ces dernières que s'adjoint le projet, malgré l'opposition franche de Pacciardi à la transformation de la légion italienne en un bataillon des Brigades internationales[664]. Entre temps, le Comité parisien donna naissance à un sous-comité, émanation du PCI et de l'UPI, le *Comitato di Assitenza ai Combattenti Italiana in Spagna.*

Ces entorses au pacte initial transformèrent profondément le projet initial mais les formes furent conservées. Les quatre compagnies du bataillon italien, intitulé *Giuseppe Garibaldi*, furent constituées sur la base d'un commun accord entre les trois partis à propos de la distribution des charges politiques et militaires. Le PCI, regroupant pourtant la très grande majorité des volontaires, accorda aux deux autres partis un nombre d'officiers très favorable. Fait unique dans les Brigades internationales, le bataillon disposait de deux commissaires politiques, le socialiste italien Amedeo Azzi fut ainsi le premier co-commissaire politique du bataillon et devint de ce fait bête noire du PCI qui ne cessa de chercher à supprimer cette dyarchie[665]. Tandis que les patronymes des compagnies furent choisis avec soin (deux syndicalistes, un communiste et un socialiste), toutes les nuances de l'antifascisme italien étaient mélangées dans les compagnies[666].

Le 4ème bataillon *Garibaldi* fut envoyé rapidement au front. Du fait des sureffectifs, on envisagea la création d'un nouveau bataillon, le 9ème, baptisé *Guido Picelli* par certains, créé autour du 15 novembre, avant d'être dissous peu après tandis que ses effectifs étaient versés

[663] RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe sobre la actividad de la XIIe et de la XIIe Garibaldi*, p. 213
[664] SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito comunista italiano…, op, cit.,* pp. 133-134.
[665] RGASPI 545.6. 489 : Fiche du volontaire italien Amedeo Aazzi. Par Edo et Pavinin, 22 août 1940.
[666] RGASPI 545. 3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » ..., op. cit.,* p. 4.

en renfort dans le *Garibaldi*[667]. D'autres compagnies italiennes existèrent, dans les 12ème, 18ème et 20ème bataillons et dans l'artillerie, ce qui souligne la volonté politique de ne conserver qu'une seule grosse formation italienne, fait confirmé quatre mois plus tard par la transformation du bataillon en brigade *Garibaldi*.

Des appels à l'unité furent dirigés vers les autres formations italiennes non communistes en Espagne. Les anarchistes italiens refusèrent catégoriquement toute association avec Albacete. En novembre 1936, Giuseppe Dozza adressait une lettre aux communistes Italiens de la *Sezione Italiana* de la colonne Ascaso (qu'il nommait « Colonne italienne de Catalogne ») au nom du PCI pour leur enjoindre de tout faire pour aboutir à la fusion de la colonne « fractionnelle » dans la « Légion » *Garibaldi*[668]. Si la fusion ne se fit jamais, certains miliciens italiens rejoignirent effectivement Albacete de leur propre chef[669]. Il s'agissait pour la plupart de volontaires expérimentés, en majorité communistes ou sympathisants, et de socialistes convaincus par la nature unitaire du bataillon *Garibaldi*.

3. La XIIème brigade *Garibaldi,* une vitrine fragile du front unique

Le principal objectif du maintien des artifices du Pacte de Paris fut déterminé par la grande popularité de la formation dans les diasporas italiennes, et son rôle de faire-valoir et de support : l'*Unione Populare Italiana* (UPI), lancée en grandes pompes en France fin mars 1937, puis en Belgique, en substitution des comités *Fronte Unico*[670]. Cependant, tandis que la brigade *Garibaldi* italo-espagnole succédait au bataillon italien éponyme en avril 1937, le PCI faisait le constat des difficultés d'entraînement de la dynamique unitaire, via les Brigades internationales, dans les immigrations italiennes et moins encore en Italie même[671]. De plus, un certain nombre de facteurs internes firent rapidement la démonstration du caractère obsolète des principes ayant conduit à la création d'une légion italienne unitaire.

Lors de la transformation du bataillon *Garibaldi* en trois bataillons italo-espagnols devant former la « nouvelle » XIIème brigade internationale, on nomma par promotion automatique les chefs de compagnies au rang de lieutenant par l'élévation des compagnies en

[667] « Le avanguardie del fronte popolare internazionale al servizio della Repubblica Spagnola » in *Lo Stato operaio. Rassegna di politica proletaria. L'État ouvrier (Revue Mensuelle)*, Anno X n°12 Décembre 1936, pp. 854.
[668] ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo..., op. cit.,* pp. 323-324.
[669] RGASPI 545.2.149 : Courier de Loa[illisible] à Platone, 13 février 1937.
[670] VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne, 1937-1940…*, *op. cit.*, p. 31.
[671] RGASPI 495.18.1231a : Conférence internationale des PC du 21 avril 1937 à Ivry. Intervention de Garlandi pour le PCI, p. 302.

bataillons[672]. La cohérence politique initiale des compagnies fut bouleversée à dessein, et le PCI prit à cette occasion une nette prédominance dans l'encadrement. En juin 1937, les derniers reliquats italiens de la colonne *Ascaso,* désormais dissoute, intégrèrent les Brigades internationales. Pacciardi profita de cette arrivée inattendue de cadres non-communistes, en majorité anarchistes, pour essayer de rétablir un équilibre dans la répartition politique des fonctions militaires. Les communistes demeurèrent largement majoritaires, mais les anarchistes italiens, bien plus nombreux que les socialistes et les républicains, devinrent la seconde force politique parmi les *garibaldini.*

Les particularismes du bataillon *Garibaldi,* inhérents au Pacte de Paris, notamment la désignation des officiers et des commissaires selon leur affiliation politique, furent rapidement dénoncés comme des « vices organiques » par les cadres du PCI[673]. La promotion des officiers parut rapidement comme le fait de jeux d'intrigues et de pression entre les différents partis, des machinations dont le responsable n'aurait été autre, selon les communistes, que le commandant de la brigade lui-même, Pacciardi. Ces derniers qualifiaient désormais de « scrupules excessifs » le maintien des prérogatives du Pacte. Néanmoins, le PCI lui-même était en pleine contradiction avec les principes de dépolitisation qu'il prônait, en maintenant des réunions clandestines du Parti, véritables lieux de décision. De plus, la transformation du bataillon *Garibaldi* en brigade avait finalement nettement diluée la position des communistes au sein de l'unité. Pacciardi était parvenu à limiter davantage l'influence communiste en faisant accéder à l'état-major une majorité de non-communistes en avril lors du dédoublement de l'unité, une exception dans l'histoire des Brigades internationales. Un compromis fut trouvé par la nomination comme chef d'état-major du gieliste Emiliano Lussu, malgré son âge avancé, à la place du communiste Platone. En juin 1937, la XIème brigade était un organisme bancal, proche de l'explosion, qui rassemblait paradoxalement une majorité d'Espagnols, syndicalistes et anarchistes, et une minorité d'Italiens, dominée par les communistes, tout en étant commandée par un état-major majoritairement étranger et non communiste[674].

[672] « L'unitá é la forza delle nostre Brigate. L'unitá é la forza del popolo Spagniolo in armi contro il fascismo » in *Il Garibaldino. Giornale della Brigata Garibaldi* n°3 16 mai 1937, p. 1.
[673] RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe sobre la actividad de la XIIe et de la XIIe Garibaldi* p. 210.
[674] *Idem*, p. 220.

4. Un projet unitaire en crise

Désormais complètement italo-espagnole, la XIIème brigade *Garibaldi* connut une forte polarisation politique. Les anarchistes italiens et espagnols, en nombre important, menaient une activité politique publiquement hostile aux communistes. Un rédacteur du PCI rapportait cette plaisanterie échangée dans les rangs garibaldiens :

> ¿Quieres ir con permiso a Francia? ¡Escríbete al Partido Socialista¡
> ¿Quieres que te hagan oficial? ¡Profésate anarquista¡
> ¿Quieres hacer tu deber? ¿Padecer en las trincheras, no gozar nunca de un momento de descanso? ¡Sé comunista[675]¡

Malgré les demandes de la base des combattants communistes de la *Garibaldi*, aucune contestation franche de Pacciardi n'eut lieu avant juillet 1937, de peur de rompre l'unité antifasciste et de créer des difficultés à l'étranger dans les immigrations italiennes. Les échecs sanglants des offensives contre Huesca (juin), Brunete (juillet) puis Saragosse (août) déclenchèrent une crise profonde dans les rangs de la brigade *Garibaldi*. Cette crise fut avant tout d'ordre structurel, les trois offensives ayant vu disparaître la plupart des cadres et des vétérans qui assuraient la cohésion de l'unité. À Villanueva del Pardillo (Brunete), la brigade perdit tous ses commissaires de bataillon, et la plupart de leurs remplaçants. Venant s'ajouter aux pertes et à la lassitude, la démoralisation s'empara de la brigade et modifia profondément la perception des garibaldiens de leur engagement espagnol[676].

Ces derniers, soutenus par Pacciardi lui-même, rappelèrent qu'en vertu du Pacte de Paris, leur engagement était circonscrit à six mois. Luigi Longo relevait ainsi le discours des volontaires italiens : « - Nous, Italiens, avons déjà fait trop de sacrifices, nous devons en finir avec le volontariat, nous devons conserver nos combattants pour la lutte à mener en Italie. Dissolvons, avec un grand geste, notre Brigade. Cela vaut mieux que de disparaitre petit à petit »[677]. Pacciardi, dans un mouvement de lassitude et de fatigue, jeta l'éponge et rentra à Paris pour porter la question de la dissolution ou du maintien d'une formation unitaire italienne en Espagne devant les membres du comité unitaire italien *pro-spagna*. Le PCI exigea un contrôle plus étroit sur la *Garibaldi,* immédiatement après son départ. Mais les

[675] *Tu veux aller en permission en France ? Écris au parti socialiste ! Tu veux qu'on te fasse officier ? Dis-toi anarchiste ! Tu veux faire ton devoir ? Passer ton temps aux tranchées, n'avoir jamais un moment de répit ? Sois communiste !* RGASPI 545.1.73 : *Índice de de informe sobre la actividad de la XIIe et de la XIIe Garibaldi*, p. 221.
[676] RGASPI 495.74.206 : Rapport de M. Fred [Manfred Stern] sur le travail en Espagne. 14 août 1937 Cité in RADOSH (Ronald) et *alii*, *España traicionada…, op. cit*., Document 60, p. 412.
[677] RGASPI 545.1.72 : L'Espagne sous le feu fasciste*..., op. cit*., p. 316.

principes du pacte de Paris furent maintenus, de manière tout à fait artificielle. En décembre 1937, tandis que le Komintern avait opéré un virage complet quant à ses attentes vis-à-vis des Brigades internationales, Luigi Longo regretta de n'avoir pas saisi l'occasion de liquider l'accord initial et de replacer la XIIème brigade dans le giron d'Albacete[678].

Au sortir de leur engagement meurtrier à Brunete, un certain nombre de volontaires exigèrent leur démission immédiate de la brigade. La majorité condamna cependant les « pacciardistes » et les « renonciateurs »[679]. Dans son rapport au PSI, Nenni prit comme origine de la crise le départ de Pacciardi pour Paris début août 1937. Deux thèses s'opposèrent : celle de Pacciardi, qui considérait que dans l'état où était la Brigade, du moins en tant que formation italienne, il valait mieux la dissoudre immédiatement, et celle des communistes, qui pensaient que cela serait préjudiciable et qu'il fallait la conserver, même hispanisée. Pacciardi revint en Espagne le 19 août 1937 avec un soutien de poids, Pietro Nenni. Tandis que la *Garibaldi* était passée du front centre au front de l'Est, il apprit qu'il n'était plus commandant de la brigade mais relégué à l'état-major de la 45ème division, une mesure de défiance évidente. Durant son séjour à Paris, décision avait été prise de le remplacer à la tête de la Brigade, disposition régulière selon le fonctionnement interne des Brigades internationales, mais contrevenant aux principes du Pacte de Paris. La succession des défaites avait en outre largement fragilisé la position de Pacciardi comme commandant militaire irremplaçable. Le PSI, par la voix de Pietro Nenni, regretta le fait accompli mais accepta la nouvelle situation, sur le principe de la primauté de l'intérêt général : « Bene o male essa rappresenta l'antifascimo italiano nella guerra di Spagna. Dobbiamo deplorare gli incidenti accorsi, ma non possiamo politicamente rompere la nostra solidaretà con la Brigata[680] ».

Pacciardi désavoué, ce fut la fin du pacte de Paris. Dès lors, la brigade garibaldienne devint une brigade identique aux autres Brigades internationales. De fait, les sources du volontariat italien étaient épuisées. Sur les 127 nouveaux volontaires italiens arrivés en Espagne en novembre et décembre 1937, dix fois moins qu'un an auparavant, 76 se déclaraient sans parti, 44 venaient du PCI plus 2 de l'UPI, contre seulement un gielliste, un

[678] RGASPI 545.1.12 : Courrier de Luigi Longo au Secrétariat du PCI. Barcelone, 16 décembre 1937.
[679] RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe sobre la actividad de la XIIe et de la XIIe Garibaldi*, p. 335.
[680] *De gré ou de force,* [la brigade] *représente l'antifascisme italien dans la guerre d'Espagne. Nous devons déplorer les incidents, mais il ne nous est pas possible politiquement de rompre la solidarité avec la Brigade*. RGASPI 545.1.27 : *Rapporte del Segretario del Partito alla Direzione* [du PSI]. De Pietro Nenni. 8 septembre 1937.

républicain et deux syndicalistes[681]. Cette écrasante disproportion demeura stable en 1938 : sur 271 primo-arrivants italiens arrivés sur six mois, entre janvier et juin 1938, 90 étaient classés comme inorganisés, 126 comme communistes et 17 de l'UPI, 28 affiliés à la CGT et seulement 6 socialistes, 2 giellistes, 2 membres de la LIDU et aucun anarchiste[682].

L'échec du projet unitaire de légion italienne fut à l'aune des stratégies erratiques de l'IOS vis-à-vis des Brigades internationales. Si de nombreux socialistes et syndicalistes non-communistes se firent combattants volontaires en Espagne, ils ne furent reconnus qu'à contrecœur et fort peu soutenus parce considérés comme posant un problème politique.

D. Les ambiguïtés socialistes à propos du volontariat international combattant

Lorsqu'en octobre 1936 surgissait à Madrid une colonne imposante de volontaires étrangers se réclamant de tous les partis et organisations des gauches européennes, du Front populaire et de l'antifascisme, les deux Internationales réformistes ne pouvaient ni les ignorer, ni les reconnaître, ni les accuser publiquement d'être une manœuvre grossière du Komintern. L'IOS, et plus encore certaines de ses sections nationales, tint durant la guerre d'Espagne incontestablement des rapports ambigus avec le volontariat combattant. L'Internationale socialiste fut écartelée entre des positions multiples et souvent contradictoires quant aux formes d'actions de solidarité directe en faveur de l'Espagne. Les Brigades internationales demeurèrent pour les socialistes européens tout au long du conflit en Espagne un objet inquiétant mais incontournable dans leur soutien aux gouvernementaux et l'organisation de la solidarité internationale avec le peuple espagnol.

1. Les Internationales socialistes et les Brigades internationales, une proximité essentiellement discursive

Le refus de s'associer au patronage des Brigades internationales n'a pas prémuni l'IOS et la FSI des constantes demandes en reconnaissance en paternité dirigées vers elles par les

[681] RGASPI 545.6.478 : *Volontari italiani passati da Figueras nel mese di Novembre e Dicembre che si son dichiarati membri del* [*Partito Communista, Giustizia e Libertà, Rebblicani, Union Popolare Italiano, Anarchici, Sindicato CGT, non organizzati*]. Bertini B, Figueras 30 juin 1938.
[682] *Idem.*

volontaires eux-mêmes, ni permis d'éviter une situation fort inconfortable de témoin-participant.

À l'issue de la réunion commune de l'IOS et de la FSI (sous la présidence de Walter Citrine et Louis de Brouckère), réunissant une trentaine de pays dont l'Espagne à Paris les 4 et 5 décembre 1936, une résolution fut adoptée. Saluant chaleureusement la « colonne internationale », la résolution se terminait sur une appréciation similaire de la situation par l'IC : « C'est la bataille pour la liberté, la démocratie et la paix universelles qui se livre actuellement en Espagne! C'est notre cause à tous que défendent les héroïques combattants de Madrid contre l'assaut meurtrier du fascisme international[683] ». D'ailleurs, Émile Vandervelde se félicitait publiquement de la présence en Espagne des Brigades internationales, soit « une force armée qui est bien décidée à opposer la force à la force des puissances fascistes[684] ». Même Charles Citrine, si critique à l'égard de l'IC et réservé quant aux Brigades internationales, leur rendait volontiers hommage en public[685]. Cette position enthousiaste se révéla cependant rapidement incohérente pour de nombreux militants socialistes.

Durant l'été et l'automne 1936, les gauches socialistes et, surtout, les jeunesses, s'étaient enthousiasmés pour le volontariat combattant. Quelques volontaires socialistes tombés en Espagne dans les milices avaient obtenus des *In Memoriam* significatifs dans la « grande » presse socialiste[686]. La presse socialiste belge fit régulièrement écho aux Brigades internationales. En 1937, le POB avait édité une brochure qui consacrait curieusement trois figures seulement des Brigades internationales, toutes socialistes : Pietro Nenni (qui n'a pas combattu), Julius Deutsch (qui n'a jamais été membre des Brigades internationales) et le jeune JGS Pierre Brachet tombé à Madrid[687]. À défaut de les reconnaître et encore moins d'y participer, le POB souhaitait tout de même mettre en valeur la présence de socialistes dans leurs rangs et leur donner une publicité extérieure.

---

[683] « Les internationales syndicales et socialistes pour l'Espagne Contre le ravitaillement des insurgés. Contre la destruction de Madrid », in *Le Populaire* du 7 décembre 1936, p. 3. Cependant, il est fort probable que cette « Colonne internationale » ait été, une fois de plus, confondue avec celle d'Aragon dont l'action avait été plusieurs fois relevée avec sympathie par la presse socialiste et travailliste en France, en Belgique et au Royaume-Uni.

[684] VANDERVELDE (Émile) et VANDERVELDE (Jeanne), Ce que nous avons vu en Espagne, Paris, Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine, 1938, pp. 33-34 ; CHS Archives Zyromski 115 - « Y aura-t-il la Guerre en 1938 ? » par Émile Vandervelde in *Informations Internationales,* Vol. XV n°1, 6 janvier 1938, p. 1. [Publié originellement dans le journal social-démocrate de Stockholm *Social-Demokraten* en 1937]

[685] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War …*, *op. cit.,* pp. 77-78.

[686] « Tombé pour l'Espagne libre » in *Le Populaire du* 31 octobre 1936, p. 1.

[687] UWLDC Publications from the archives of Paul Tofahrn 238/PUB/4/4 : Brochure : *No Pasaran. En Espagne un peuple lutte pour sa liberté ! In Spanje vecht een volk voor zijn vrijheid ! In Spanien Kämppft ein Wolk fur seine Freiheit!* Office de propagande du POB, au profit de l'aide aux enfants espagnols. 1937, p. 40.

À la création de la Colonne internationale, la FSI prit en charge au moins un envoi de matériel vers Albacete, des vêtements destinés explicitement aux volontaires italiens[688]. Cette initiative tendait à reconnaître de fait une association auprès des Brigades internationales et demeura probablement sans suite. Cependant, l'IOS et plus encore la FSI, s'inquiétaient de la grande popularité des Brigades internationales parmi leurs affiliés et la prédominance des communistes qui y développaient une propagande insidieuse contre elles. D'autre part, les comités nationaux d'aide à l'Espagne, notamment en Suède et en Tchécoslovaquie, étaient tenus par les partis communistes, tout en ayant à leur tête une personnalité socialiste reconnue favorable aux initiatives unitaires. En Pologne, en novembre 1936, le refus de l'unité d'action du PPS avait été fortement critiqué par le Bund et la CGT polonaise[689].

La direction de l'IOS était elle aussi tiraillée par des injonctions contradictoire. Quelques figures, dont un secrétaire, intervenaient régulièrement pour appeler à une collaboration plus étroite. Début décembre 1936, Pietro Nenni était en effet revenu à la charge auprès de l'IOS à propos du volontariat international combattant en Espagne :

> La presenza e il prestigio grandissimo delle Brigate Internazionali ha ancora accresciuto l'influenza dei communisti. Sono già due mesi che ho domandato la costituzione di un corpo di volontari dipendenti dalla direzione politica della nostra internazionale. Non lo si è sostituito e si è avuto torto. Ancor oggi non comprendo bene – anzi non comprendo affatto – perché i nostri compagni francesi, belgi, tedeschi, austriaci, si disinteressano delle Brigate Internazionali. Ci sono tra i miliziani dei socialisti, ma i partiti socialisti – salvo il Partito italiano – sono assenti. È questo un grave errore politica che avrebbe dovuto essere evitato e che bisognerà rimediare. Con la costituzione delle Brigate Internazionali si è aperta una fase nuova nell'espressione della solidarietà internazionale[690].

Le secrétaire du PSI exprima de nouveau le souhait que les sections nationales de l'IOS disposent de délégués dans les Brigades internationales, soit une démarche

[688] RGASPI 545.1.30 : Courrier de la FSI signé par Stolz et adressé à Luigi « Gallo ». Paris, 7 novembre 1936.
[689] RGASPI 495.18.1231a : Conférence internationale des PC du 21 avril 1937 à Ivry. Interventions des représentants du PCT, PCP et du KPD pp. 106-112 et 266 ; LENSKI, « L'expérience de la lutte pour le Front populaire en Pologne » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* Vol. 19 n°1&2 janvier-février 1937, p. 52.
[690] *La présence et le grand prestige des Brigades internationales ont augmenté l'influence des communistes. Il y a déjà deux mois je vous avais demandé la formation d'un corps de volontaires dépendant de la direction politique de notre internationale. Vous n'y avez pas donné suite et vous avez eu tort. Encore aujourd'hui je ne comprends pas très bien - en fait, je ne comprends pas du tout - pourquoi nos camarades français, Belges, Allemands, Autrichiens, ne sont pas intéressés dans les Brigades internationales. Il y a parmi les miliciens des socialistes, mais les partis socialistes - à l'exception du parti italien - sont absents. C'est une erreur politique grave qui aurait pu être évité et que nous devons corriger. Avec la création des Brigades internationales s'est ouverte une nouvelle phase dans l'expression de la solidarité internationale.* IISG Archives LSI 2770 : Courrier de Pietro Nenni au secrétariat de l'IOS. Madrid, 6 décembre 1936.

d'association plus étroite que la demande d'un patronage commun proposée par l'IC. La suggestion de Nenni fut repoussée par la commission administrative de l'IOS et il fut nommé, sans l'avoir demandé, non comme représentant officiel mais comme « homme de confiance » de l'IOS au sein de la Colonne internationale[691].

Début 1937, lors de la constitution du bataillon britannique, il fut proposé au *Labour Movement* de prendre financièrement à sa charge les 230 syndicalistes anglais et les 40 travaillistes présents, ce qui revenait à patronner le bataillon avec le CPGB. Citrine promit d'étudier la question mais n'en fit rien, arguant que les fonds récoltés pour l'Espagne étaient à destination des travailleurs espagnols et leurs familles[692]. De son côté, la délégation socialiste belge, de retour d'une visite en Espagne, appela en février 1937 à une conférence unitaire de « toutes les forces démocratiques et antifascistes du Monde entier » reprenant les revendications habituelles de l'IOS et de la FSI mais y ajoutant la création au sein de la « Base internationale » d'un service de ravitaillement, ce qui aurait conduit de facto à une collaboration entre les trois internationales autour de la Base d'Albacete[693]. En février, en effet, une ébauche de stratégie socialiste vers les Brigades internationales fut envisagée par Schevenels, après sa rencontre avec un officier socialiste allemand des Brigades internationales[694]. Il s'agissait de « faire valoir les Internationales socialistes et syndicales auprès des brigades internationales et d'apporter un soutien moral aux socialistes, aux social-démocrates et aux syndiqués de nos organisation et de notre tendance qui, à l'heure actuelle dans les Brigades internationales, et sous l'effet de la propagande communiste unilatérale pourraient se sentir isolés et abandonnés[695] ». L'idée ne fut pas suivie d'effet mais revint régulièrement, du fait de la présence clairsemée mais indéniable de socialistes.

L'IOS fut cependant bien présente en Espagne, et ce par le biais de plusieurs représentants et d'une délégation permanente, et par les nombreuses visites de son président, de personnalités comme Vandervelde ainsi que celles des délégations de la SFIO, du LP et du POB. Le belge Jean Delvigne et l'italien Pietro Nenni, furent ainsi les représentants mandatés de l'IOS. Le premier était chargé des questions sanitaires, le second était commissaire politique dans les Brigades internationales tandis que l'autrichien Julius Deutsch avait été

[691] IISG Archives LSI 2770 : Courrier d'Adler à Nenni du 17 décembre 1936.
[692] BUCHANAN (Tom), *The Spanish Civil War…*, *op. cit.,* pp. 159-160.
[693] « Les Socialistes Belges solidaires avec la RE. Résolution de la délégation des Parlementaires Belges venus en Espagne » in *Le Volontaire de la Liberté. Organe des forces et brigades internationales* n°10 7 février 1937, p. 2.
[694] IISG Archives LSI 2763 : Courrier de Schevenels à Delvigne. Paris, le 12 février 1937.
[695] *Idem*

nommé général inspecteur des forces du littoral, hors des Brigades internationales donc. Ce dernier bénéficiait d'une solide réputation internationale. Son adjoint était le socialiste allemand (*Neu Begginen*) Rolf Reventlov, particulièrement détesté des cadres kominterniens pour ses ingérences auprès des socialistes germanophones dans la XIème brigade[696].

Prieto Nenni, isolé à Madrid par décision d'André Marty, désireux de le tenir à distance du bataillon *Garibaldi*, ne cessait d'appeler ses camarades socialistes à soutenir ce bataillon et à envoyer des volontaires socialistes vers l'Espagne[697]. Les dirigeants d'Albacete, eux, se méfiaient particulièrement des cadres socialistes présents. L'annonce, évanescente, par le POB de l'envoi prochain de « commissaires politiques socialistes » en Espagne inquiéta fortement la direction des Brigades internationales[698]. De même, lorsque les commissaires sociaux-démocrates allemands, autrichiens et italiens demandèrent en novembre 1936 à pouvoir organiser leur propre service postal, et par conséquent disposer d'une censure distincte, cela leur fut refusé[699]. À la fois encouragés à rejoindre les Brigades internationales et à y prendre la parole et source de méfiance, les sociaux-démocrates ont constitué jusqu'à l'automne 1937 un groupe singulier parmi les Internationaux.

2. Les sociaux-démocrates dans les Brigades internationales, une minorité singulière

Si l'on ne dispose malheureusement pas d'études détaillées sur les affiliations des volontaires pour la totalité des contingents, la documentation disponible et les monographies soulignent la présence de profondes disparités parmi les effectifs non communistes des différents contingents nationaux. En globalité, ils formèrent une petite minorité des effectifs, Rémi Skoutelsky estimait ainsi que seulement 1,8% des volontaires français étaient affiliés à la SFIO[700]. Cette estimation basse se vérifie dans les affiliations des volontaires primo-arrivants du Bataillon *Commune de Paris* en octobre 1936 et des cadres militaires et

[696] RGASPI 545.6.353 : Fiche 1585 : « Reventlof ». Par Gustav Szinda, 25 février 1940.
[697] RGASPI 517.3.16a : Lettre de Pietro Nenni à André Marty. Madrid le 25 janvier 1937.
[698] RGASPI 495.76.8a : Visite de la délégation socialiste belge, information d'après *Le Peuple* du 31 décembre 1936.
[699] RGASPI : 545.2.33 : Le service de la censure et du courrier. Extrait du rapport du Commandant de la Base. Par Gayman, s.d. [été 1937], p. 3
[700] SKOUTELSKY (Rémi), *Les volontaires français en Espagne républicaine 1936-1939*. Thèse pour le doctorat d'histoire (nouveau régime). Sous la direction de Monsieur Antoine Prost. Université de Paris I -Panthéon Sorbonne. Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme. 1996, p. 227.

politiques franco-belges du 15ème bataillon *Six février* en mai 1937[701]. Les volontaires sociaux-démocrates provenant d'Amérique du Nord furent également quantité négligeable, sauf parmi les volontaires italo-américains étudiés par Fraser Ottonelli, où la proportion des non-communistes est forte : 6% de socialistes, giellistes et républicains et 20% d'anarchistes[702].

Enfin, d'après les statistiques établies par la commission des cadres du CC du PCE et traitées à Moscou par le Komintern, pour onze contingents nationaux de volontaires, les deux tiers d'entre eux (Bulgares, Danois, Hongrois, Norvégiens, Roumains, Suédois et Yougoslaves) comptait 3% ou moins de sociaux-démocrates ou assimilés.

Tableau 9-a : Répartitions politiques dans onze contingents nationaux selon les statistiques effectuées par la commission des cadres étrangers du PCE[703]

Contingents nationaux	Effectifs	% PC	% autres (SD, anars, etc.)	% Sans parti
Autrichiens	1 124	70%	8%	22%
Polonais	3 532	58%	6%	36%
Tchécoslovaques	1 696	65%	6%	29%
Allemands	2 131	66%	5%	28%
Hongrois	683	69%	3%	28%
Norvégiens	172	20%	2%	78%
Yougoslaves	798	40%	2%	57%
Bulgares	325	71%	1%	28%
Danois	226	36%	1%	63%
Roumains	287	51%	1%	48%
Suédois	310	38%	1%	62%
Moyenne		***60%***	***5%***	***35%***

En rouge : les écarts supérieurs de plus10 points à la moyenne
En jaune : les écarts inférieurs de plus 10 points à la moyenne

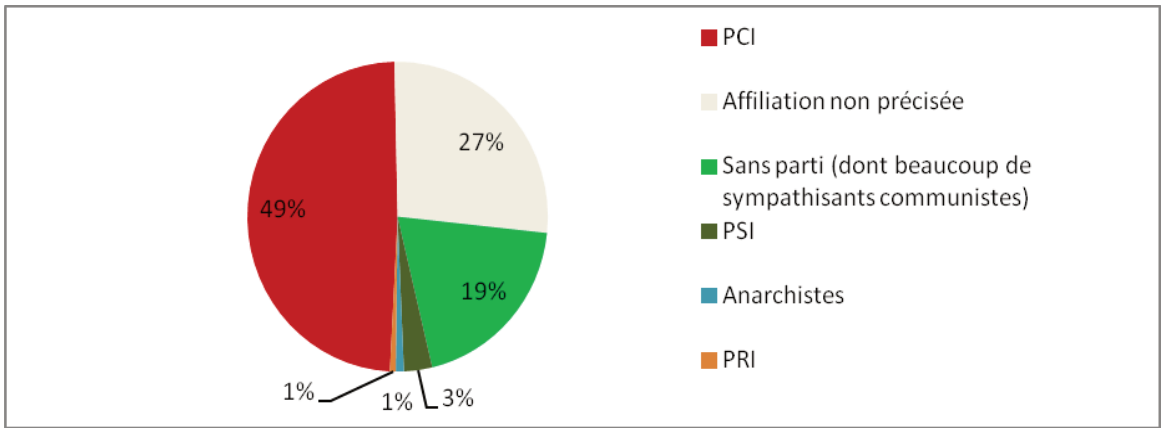
Bien que le PSI fut la seule section de l'IOS à avoir promu, durant les premiers temps, l'envoi de volontaires socialistes en Espagne, leur proportion parmi les *garibaldini* fut assez proche des conclusions du tableau ci-dessus (9-a). Au 31 octobre 1936, trois groupes de

[701] RGASPI 545.3.401 : *Sur le Bataillon « Commune de Paris »*, par Pierre Rébière, mars 1937, p. 30 ; 545.3.494 : *Bataillon Franco-Belge de la XVe Brigade. Caractéristiques des officiers et cadres du 15e Bataillon. 30 mai 1937*.
[702] PETROU (Michael), *Renegades…, op, cit.,* p. 24 ; OTTANELLI (Fraser M.), « Anti-Fascism and the Shaping of National and Ethnic Identity: Italian American Volunteers in the Spanish Civil War » in *Journal of American Ethnic History*, University of Illinois Press, n°1, automne 2007, p. 13.
[703] Voir le détail des sources dans ANNNEXE I Document 3-10 : *Détails des sources utilisées pour la constitution des tableaux d'analyses des contingents.*

volontaires spécifiquement organisés par le PSI étaient parvenus à Albacete[704]. Ainsi, 57 socialistes ou sympathisants socialistes furent envoyés entre le 17 octobre 1936 et le 28 novembre 1936, soit tout de même 8,7% de l'effectif[705]. Néanmoins, le grand recrutement en France et en Belgique ne concerna quasiment pas les socialistes italiens. En mars 1937, ces derniers ne représentaient que 3% des 1 739 volontaires italiens enregistrés à cette date.

Cependant, cette estimation ne constitue très probablement qu'un seuil minimum ; sans doute faut-il doubler ce chiffre du fait de l'incertitude concernant les affiliations de plus d'un quart des effectifs (27%).

Graphique 9-b : Répartition de 1 739 volontaires italiens recensés dans les Brigades internationales entre octobre 1936 et mars 1937[706].



À l'instar des Italiens, d'autres contingents attestent de proportions également plus contrastées. Nic Ulmi et Peter Huber ont identifié environ 12% de socialistes parmi les volontaires de nationalité helvétique, mais cette forte estimation porte également sur les volontaires en dehors des Brigades internationales, soit un tiers des volontaires identifiés[707].

Un certain nombre d'indices semblent démontrer que les socialistes belges furent également relativement plus nombreux que dans les autres contingents. Élisa Vainsel, dans son étude consacrée aux volontaires bruxellois dans les Brigades internationales, sur un échantillon de 170 individus, elle relève que 25% d'entre eux sont affiliés au POB et 14% à

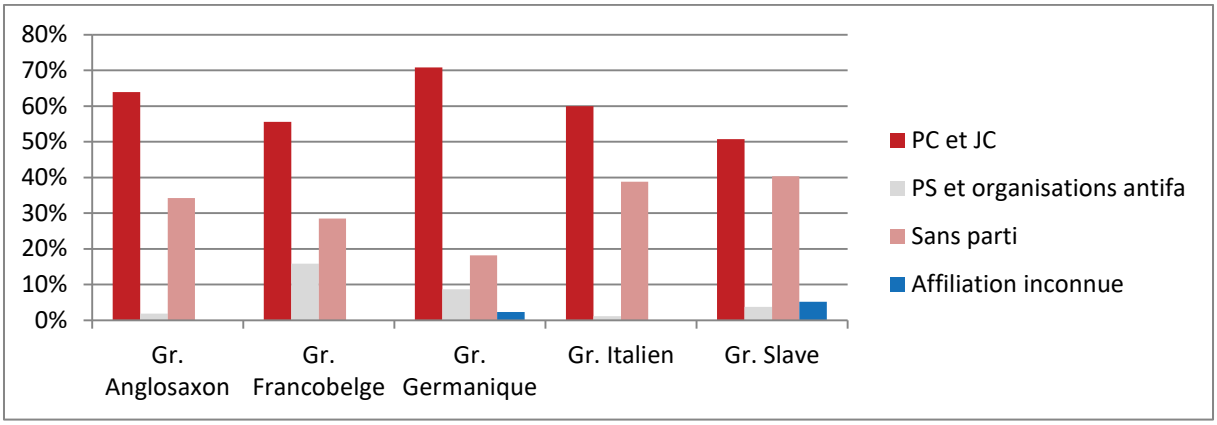
[704] RGASPI 545.6.476 : *Liste des camarades italiens convoqués pour le Samedi 17 octobre 1936. Liste présentée par les camarades socialistes ; Note sulle partenze del 31 ottobre 1936.*
[705] RGASPI 545.6.476 : Listes des départs quotidiens de volontaires Italiens organisés depuis Paris.
[706] RGASPI 545.6.471 : *Statistica dei compagni italiano volontari in Ispagna*. S.d. [mars 1937].
[707] ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses…, op. cit*, pp. 52-54 et Tableau 2.1 *Appartenance politique* (sur 65% du contingent), p. 279.

l'USAF. Cependant, il faut préciser que l'adhésion au POB découlait automatiquement de l'adhésion au syndicat ou à la coopérative[708].

Les archives des Brigades internationales donnent pour leur part les informations suivantes : sur 80 gradés belges présents ou passés au 31 décembre 1937, on relève 14 membres du POB et 4 JGS contre 32 PCB et 11 JC (JGSU). Les Belges adhérents au POB ont été tout particulièrement associés à l'encadrement, sauf aux fonctions politiques[709].

On dispose pour cette date d'un instantané grossier des proportions politiques dans les Brigades internationales. Les différents services du personnel de la Base d'Albacete ont fourni en décembre 1937 une estimation des affiliations des volontaires présents.

Graphique 9-c : Distribution par groupes de langues et par affiliations politiques des volontaires étrangers des Brigades internationales en décembre 1937[710]



Malheureusement, l'ensemble « partis socialistes et organisations antifascistes » est bien imprécise et recouvre des situations très différentes suivant les groupes. Comment, par exemple, mettre en rapport les 15,90% de militants socialistes ou non-communistes parmi les franco-belge du tableau 9-c avec les 1,8% de militants SFIO identifiés par Rémi Skoutelsky ? Cette estimation forte, très probablement exagérée, pourrait cependant confirmer les proportions proposées par Élisa Vainsel sur les volontaires belges affiliés au POB (25%).

L'enquête de décembre 1937 atteste cependant clairement que la proportion des Italiens socialistes et non communistes s'était effondrée. L'effort des socialistes italiens fut donc attaché à l'existence du pacte de Paris et rapidement dégressif.

[708] VAINSEL (Élisa), « Les volontaires bruxellois dans les Brigades internationales… », *op. cit.*, pp. 59 et 60. Note 144.
[709] RGASPI 545.6.237 : *Liste des volontaires Belges établie le 31 décembre 1937 (Gradés).*
[710] Source : RGASPI 545.2.108 : Composition des effectifs des Brigades internationales en décembre 1937.

Durant la première année d'existence des Brigades internationales, un effort important fut réalisé pour parvenir à un équilibre des représentations partisanes dans les fonctions politiques, dans des proportions très supérieures à leur poids réel en ce qui concerne les non-communistes. Les socialistes et autres sociaux-démocrates ont été particulièrement recherchés et associés aux fonctions internes. Selon une estimation large d'André Marty, les charges de commissaires politiques se partageaient début 1937 entre 66% de communistes, 25% de sociaux-démocrates et 9% de sans parti[711]. Progressivement, les fonctionnaires politiques ne furent plus déterminés sur des critères partisans impossibles à tenir mais sur leur capacité à représenter la masse des volontaires et, par capillarité, le front populaire lui-même.

Ces efforts tactiques internes ne furent pas suivis d'effet à l'extérieur, les Brigades internationales n'étant pas considérées comme un support pertinent pour l'action de solidarité socialiste avec l'Espagne républicaine. Confrontées à la prédominance de l'IC en Espagne, notamment à travers les Brigades internationales, les deux centrales socialistes avaient maintenu leur distance tout se déterminant sur un autre secteur d'intervention solidaire en Espagne : le volontariat médical et sanitaire.

3. L'action parallèle plutôt que l'unité d'action

Régulièrement accusées de faire peu pour l'Espagne ou du moins de faire moins que les communistes, les socialistes peinaient à justifier la prudence des Internationales socialistes et le caractère bien chiche du Fond International de Solidarité qu'elles avaient créé conjointement. Adler remarquait en décembre 1936 avec lassitude que les efforts en faveur de l'Espagne fournis par l'IOS s'accompagnaient « d'une campagne systématique du SRI et d'autres comités communistes, tendant par des manœuvres de concurrence aussi mesquines que pitoyables à obtenir des avantages politiques qui n'ont en réalité pour but que de discréditer l'IOS, la FSI et le fond de solidarité communs des deux internationales[712] ». Lors de la rencontre de janvier 1937 entre l'IOS, le FSI et l'IC, à la demande du PSOE et de l'UGT, le délégué Schevenels répéta une fois de plus « qu'aucune preuve ne nous a jamais été

[711] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, p. 60.
[712] IISG LSI 2763 : Courrier non signé (secrétariat d'Adler) à Auguste de Block (POB). 9 septembre [erreur : décembre] 1936.

fournie qu'une collaboration entre nos Internationales et les communistes pourrait apporter un supplément d'assistance quelconque aux camarades espagnols[713] ».

La conférence de l'IOS de mars 1937 à Londres confirma la prise de distance souhaitée des socialistes avec les initiatives communistes, distance que de Brouckère résumait alors ainsi : l'action parallèle plutôt que l'unité d'action. Or, cette action parallèle manquait singulièrement de consistance ; en l'absence d'une communication spécifique, les opinions publiques ignoraient absolument l'action de solidarité de l'Internationale socialiste[714].

En février 1937, à l'initiative de militants du POB, l'IOS trouva une réponse adéquate dans l'installation en Espagne de l'hôpital de campagne d'Ontoniente, dit « hôpital des deux Internationales » ou « hôpital belge » par l'IC, dans un ancien couvent de Jésuites des environs de Valence. La réalisation de l'hôpital de l'IOS et de la FSI fut en grande partie le fait de la ténacité prodiguée par la socialiste belge Marthe Huysmans. Devant les hésitations du POB et de l'IOS, celle-ci n'hésitait pas à rétorquer qu'elle irait chercher les financements à Moscou si nécessaire[715]. Les deux internationales socialistes se savaient dos au mur. Face aux critiques, en Espagne comme à l'étranger, Delvigne et Adler pressèrent leurs collègues de faire la démonstration que l'IOS et la FSI agissaient effectivement[716]. L'hôpital de chirurgie, très performant, est entièrement équipé suite aux dons récoltés en Belgique et en Hollande. Il s'agit du seul hôpital international qui fut entièrement géré et financé en dehors du réseau de solidarité sanitaire mis en place par les communistes. D'autres initiatives proches suivirent, par des médecins socialistes tchécoslovaques à l'hôpital tchécoslovaque *Jan Amos Comenio* (Comenius) inauguré en avril 1937 ou scandinaves à l'hôpital suédo-norvégien installé à Alcoy[717].

La dernière démarche de l'IOS reconnaissant la possibilité d'une action spécifique des socialistes dans les Brigades internationales, eut lieu en octobre 1937. L'adjoint en Espagne de Julius Deutsch, Rolf Reventlow, proposa au PSOE et à l'IOS que soit organisé en Espagne

[713] IISG LSI 2763 : *Pour les membres des Bureaux de la FSI et de l'IOS et du FIS. Rapport succinct sur la mission en Espagne du 21 au 29 janvier 1937 par W. Schevenels*. 5 février 1937, p. 6.
[714] IISG Archives LSI 2764 : Courrier de Schevenels aux centrales syndicales affiliées à la FSI à propos d'un courrier reçu de l'UGT. Paris, 7 avril 1937.
[715] IISG Archives LSI 2763 : Courrier non signé (secrétariat d'Adler) à Auguste de Block (POB). 9 septembre [erreur : décembre] 1936.
[716] IISG Archives LSI 2763 : *Délégation permanente en Espagne de l'IOS et de la FSI. Premier rapport.* Par Delvigne. 18 février 1937.
[717] BOUČEK (Jaroslav), « La ayuda inestimable : médicos y sanitarios checoslovacos. » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…, op, cit.*, p. 148 ; IISG Archives LSI 2763 : Courrier de Schevenels à la Préfecture des services sanitaires de l'Armée [républicaine espagnole]. Paris, 10 août 1937.

un secrétariat international « pour grouper les camarades socialistes étrangers se trouvant en Espagne soit dans l'armée, soit dans les services de l'État, et former des cadres de militants socialistes capables de faire un travail politique dans leurs milieux respectifs[718] ». L'IOS aurait de son côté fourni du matériel politique pour faire pièce à la propagande communiste. Ce fut sans doute à cette occasion que le Ministre de la Défense Nationale Indalecio Prieto étudia sérieusement la possibilité de nommer Julius Deutsch inspecteur général des Brigades internationales, en remplacement de l'inamovible Luigi Longo[719].

L'échec définitif des rencontres avec les centrales socialistes et le changement tactique opéré par l'IC fin 1937 mirent un terme à cette stratégie de dialogue direct en direction des socialistes.

Conclusion

Dessinées dès leur création comme un véhicule de propagande et comme vitrine de la stratégie de Front populaire, les Brigades internationales échouèrent à associer les Internationales réformistes dans leur patronage et à être reconnues comme manifestation de l'unité d'action internationale. La recherche d'un effet d'entraînement conduisant de l'unité d'action à l'unité organique se révéla infructueuse fin 1937, malgré les espoirs initiaux, et aucune section nationale de l'IOS ne s'aventura plus loin dans une démarche de fusion. Quoique que la participation individuelle et immédiate de volontaires socialistes français, belges et germanophones soit indéniable, et malgré les efforts du PSI en direction d'une association plus étroite de l'IOS avec les Brigades internationales, la méfiance, voire la défiance dans le cas des travaillistes ou socialistes britanniques, hollandais et tchécoslovaques ont présidé les rapports des Internationales socialiste et syndicale vis-à-vis du grand projet unitaire du Komintern. Jusqu'à la fin du conflit en Espagne, l'IOS et la FSI refusèrent l'unité d'action au profit de « l'action parallèle », sans jamais reconnaître officiellement les Brigades internationales comme une forme admissible ou utile de la solidarité internationale en faveur de l'Espagne républicaine.

[718] IISG Archives LSI 2771 : Courrier de Spinoy à Adler. Malines, 11 octobre 1937.
[719] *Idem.*

Conclusion de la deuxième partie

Inscrites dans une dynamique transnationale préexistante, les Brigades internationales se sont immédiatement singularisées par des caractéristiques absentes ou de faible intensité chez les autres manifestations du phénomène. Leur principale singularité fut sans conteste le fait d'avoir été le produit d'une politique et géopolitique globale avant d'être un agent militaire. Jusqu'à l'automne 1937, quoique le fait demeure en partie valable ensuite, elles furent les agents en Espagne d'une stratégie hétéronome dirigée principalement vers l'extérieur, comme un outil de propagande et comme support tactique du Komintern, sous la forme d'une organisation de masse éphémère et circonstancielle. Cette détermination politique et stratégique a principalement reposé sur la recherche d'une reconnaissance putative des Brigades internationales par les Internationales socialiste et syndicale, ou *a minima* de leurs affiliés, dans une démarche d'unité d'action avec l'Internationale communiste, prolongement de la doctrine de front populaire antifasciste. Cette perspective explique leur identité doctrinale biface : front populaire vers l'extérieur, front unique à l'intérieur. Tandis que le projet unitaire global avait échoué fin 1937, il dût évoluer. Le nouveau rôle des Brigades internationales, déterminé par les directives données par Staline au Komintern, feront l'objet de la quatrième partie, après avoir envisagé précisément les transformations que le phénomène de volontariat international combattant subit en Espagne durant l'année 1937. En effet, le phénomène connut en 1937 un formidable accroissement tout en subissant plusieurs mutations. Ces facteurs, pour la plupart disruptifs et déceptifs, ont atteint l'ensemble des manifestations du volontariat armé avec comme point commun la remise en cause et la marginalisation des manifestations, puis leur disparition au profit d'une seule entité, les Brigades internationales, elles-mêmes profondément transformées à l'automne 1937.

Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936 1938)

Thèse de doctorat en Histoire Contemporaine préparée par

Édouard Sill

Sous la direction de M. le Professeur Gilles PÉCOUT

***

Volume II

« Les aventures de Dédé et Doudou », feuilleton dessiné dominical de Robert Fuzier in *Le Populaire* du 20 septembre 1936 p. 6.

- Tu es déçu ?
- Pire, désenchanté... Nous avons cru à un mirage et nous avons été possédés. Tu te souviens de notre conversation de juillet ?
Duchène éclata de rire :
- On discutait comme des boys scouts qui s'imaginaient que les Espagnols attendaient désespérément notre venue pour mettre à la raison les rebelles fascistes[1].

La giovinezza della rivoluzione, tutto il suo idealismo e tutta la sua innocenza. Il popolo gioca alla guerra come un bambino[2].

Troisième partie

La transformation du phénomène par l'intervention de facteurs participant à son altération, sa limitation et son extinction

[1] GISCLON (Jean), *La Désillusion : Espagne 1936*, Paris, France-Empire, 1986, pp. 259-260.
[2] *La jeunesse de la révolution, avec tout son idéalisme et tout son enthousiasme. Le peuple joue à la guerre comme un enfant.* « Giornale d'un miliziano (sic). Barcelone, 12 août 1936 » in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna, domani in Italia*, Turin, Einaudi Editore, 1967, p. 30.

Introduction de la troisième partie

La troisième partie est consacrée aux altérations et mutations subies par les manifestations du phénomène en Espagne et son immersion dans les réalités propres de l'espace républicain en guerre. Cette transformation s'opéra essentiellement durant l'année 1937, sous l'influence de facteurs structurels et conjoncturels corrélés aux conditions objectives de la guerre civile, à l'évolution politique interne du camp antifasciste espagnol et à l'évolution géopolitique extérieure, celles-ci étant intimement liées. Elle conduisit à des changements profonds de nature et à la réduction du phénomène aux seules Brigades internationales. Chacun de ces facteurs de mutation fait l'objet d'un chapitre distinct. Le premier facteur fut la renormativité militaire imposée par la République espagnole aux forces armées, réforme qui rencontra une forte résistance parmi les combattants étrangers. L'évaporation d'un certain nombre d'illusions initiales partagées par les volontaires internationaux constitue le second facteur. Ces derniers furent traversés par un faisceau large de déceptions et de motifs de démoralisation fragilisant le phénomène et l'inversant parfois, en dirigeant des milliers de volontaires étrangers vers l'arrière, la frontière française ou les consulats. Le troisième facteur est propre aux Brigades internationales, du fait de leur caractère initial ségrégatif réservant leur fonction aux seuls étrangers. Contraintes par leur stratégie de croissance permanente, seul le recours aux conscrits espagnols permit de maintenir à flot les effectifs. Mais ce choix provoqua une hispanisation culturelle interne, modifiant irrévocablement leur code génétique. Enfin, le quatrième facteur regroupe les conséquences funestes des rapports tendus et parfois antagonistes, entre les formations politico-militaire internationales et les institutions politiques et militaires espagnoles.

Chapitre 10. Discipline et militarisation : les formations combattantes internationales confrontées à la régularisation militaire républicaine

Durant les premiers jours de l'automne 1936, la retraite désordonnée des milices au sud de Madrid et continue au Pays Basque comme la stagnation du front d'Aragon, démontrèrent la nécessité d'une unification du commandement et de l'intégration de la myriade de formations paramilitaires parfois microscopiques dans une armée régulière, directement soumise à l'autorité de l'État et à un commandement unique. L'impéritie des milices en défense en rase campagne comme dans les opérations offensives était un constat partagé par l'ensemble des états-majors. Ces échecs furent attribués à l'absence d'une stratégie globale planifiée, à l'inexpérience des cadres et surtout à l'absence de discipline de la troupe, trois arguments en faveur de la tenue d'une vaste réforme militaire dans le camp gouvernemental. Cette réforme fut effectuée en conjonction avec un processus d'affirmation de l'État républicain, dans lequel les étrangers ne furent évidemment que des éléments subsidiaires. Pourtant, ce processus de régularisation, dit « militarisation », eut des répercussions fondamentales sur les manifestations du volontariat international et provoqua un bouleversement déterminant dans la perception des volontaires étrangers de leur engagement combattant. Le terme de « militarisation » couvre en effet une signification plus large que la simple réforme militaire : il s'agit d'un processus culturel transposant un combattant irrégulier en un soldat régulier. Tandis que la régularisation dans les Brigades internationales fut davantage culturelle que structurelle, puisqu'elles étaient déjà implémentées dans l'armée régulière, les autres formations internationales furent en revanche directement concernées. Ces différences de formes constituent les deux plans sur lesquels se sont opérées les transformations : les milices étaient des organismes militants détachés sur le plan militaire et les Brigades internationales un organe militaire reposant sur des logiques militantes. Ce sont, par conséquent, la culture militaire et la culture de la guerre des formations de volontaires étrangers qui sont interrogés ici, en suivant le fil conducteur de la discipline comme cadre normatif tout à la fois militaire et politique.

A. La discipline comme pivot d'un modèle militaire alternatif

Le processus de régularisation des milices populaires antifascistes fut initié par le décret de Largo Caballero, daté du 28 septembre 1936, qui jette les bases d'une armée régulière, l'*Ejército Popular de la República* (EPR), directement dépendante du Ministère de la guerre. Formée des nouvelles unités issues de la conscription obligatoire, elle amalgamait aussi les formations miliciennes de volontaires et devait permettre leur institutionnalisation par le biais d'une mise aux normes militaires.

La nouvelle organisation reposait sur un socle de formations de taille moyenne, non divisionnées, reprenant la structuration traditionnelle des brigades polyvalentes de montagne espagnoles. Elles étaient appelées de ce fait « brigades mixtes »[3]. Il s'agissait d'en finir avec le système des colonnes miliciennes et d'imposer un commandement unique, dépendant de l'état-major républicain. Elle supposait également la réintroduction d'une hiérarchie formalisée de manière traditionnelle par des grades et le salut, une échelle des soldes et la nomination des officiers par la voie hiérarchique. La réforme avait enfin pour objectif de faire disparaître les liens filiaux entre les organisations ouvrières et les formations militaires.

La généralité de Catalogne fit quant à elle, comme au Pays Basque, le choix d'une armée nationale distincte, l'*Exèrcit Popular de Catalunya* (EPC), crée le 20 octobre 1936, mais procédant également selon les mêmes prérogatives, non sans rencontrer de grandes difficultés à imposer sa légitimité dans les colonnes catalanes d'Aragon et à Madrid[4].

1. Une réforme perçue comme une résurgence du militarisme

Dans les colonnes catalanes, les débats que le sujet suscita furent permis par l'immobilité du front, propice aux activités militantes et aux discussions politiques. De par sa situation périphérique, le front d'Aragon était alors davantage un Éden révolutionnaire qu'un front d'opérations ; les colonnes catalanes s'essayaient au communisme libertaire ou improvisaient un collectivisme agricole pour la plus grande joie des militants étrangers présents. Ce contexte est capital : il eut été, en effet, impensable que le débat sur la militarisation prenne une proportion aussi importante dans un espace constamment soumis à

[3] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular de la República*, Tome 1, Madrid, La esfera de los libros, 2006, p. 653. L'affirmation, fréquente dans l'historiographie, soutenant que ce modèle fut inspiré de l'Armée rouge et adapté en Espagne sous la pression des conseillers soviétiques, ne repose sur aucune preuve.
[4] ALPERT (Michael), *El Ejército Popular de la República, 1936-1939*, Crítica, Barcelone, 2007, p. 86.

des opérations militaires[5].

Les étrangers du front d'Aragon y trouvèrent d'une certaine manière la guerre idéale qu'ils étaient venus chercher : aux rares affrontements, quoique particulièrement violents, succédaient de longues périodes d'inaction permettant de suivre et de participer aux débats agitant l'arrière, c'est-à-dire Barcelone. Il n'y avait pas de casernes en Aragon, les miliciens étaient logés dans des cantonnements ou chez l'habitant, ce qui renforçait la confusion entre espace militant et espace militaire. Cette situation intercalaire neutralisait la pesanteur de l'environnement guerrier et détournait l'attention des miliciens étrangers vers l'arrière, vers des préoccupations politiques d'autant plus affirmées qu'ils étaient mélangés avec des militants catalans eux-mêmes fort agités par l'évolution décevante des transformations sociales et par la perte d'influence des organisations révolutionnaires. Le roulement des formations entre le front et l'arrière s'effectuaient régulièrement, un luxe presque inconnu dans les Brigades internationales, faisant des tranchées une nécessité contingente et non le cadre normal de leur présence en Espagne.

La régularisation institutionnelle des forces armées antifascistes fut accompagnée par un autre questionnement militaire qui s'y substitua parfois, en l'occurrence une réflexion sur la nature de la discipline exigée dans les formations miliciennes. Ce questionnement théorique traversa l'ensemble des formations militaires miliciennes mais aussi les Brigades internationales, qui partageaient avec elles la subordination assumée des aspects militaires sous les considérations politiques et étaient constituées de volontaires, soit deux aspects permettant d'envisager la discipline militaire sous des présupposés inhabituels.

La qualité de citoyen passe après celle de soldat dans tout système militaire, c'est d'ailleurs la discipline qui permet de distinguer nettement la société militaire de la société civile. L'historien allemand Cristoph Jarr résume parfaitement ce principe militaire cardinal : « Aucune armée ne fonctionne sans discipline, c'est elle qui garantit que les ordres des officiers seront suivis par les simples soldats [...] La conservation de la discipline est la *Ratio Legis* de toute loi militaire[6] ». La régularisation fut donc désignée comme une « militarisation » par la transformation d'organismes d'origine civile, les milices comme les Brigades internationales, en des organes militaires au profit d'un objectif unique : obtenir la

[5] Le front d'Aragon fut ainsi surnommé par les miliciens « notre front de Salonique », en référence au front de l'armée d'Orient durant la Grande Guerre.
[6] JAHR (Cristoph), « Désertion et déserteurs dans la Grande Guerre. Phénomènes et groupe marginaux ? » in *14-18 Aujourd'hui Today Heute*, Editions Noesis, n°4, 2001, p. 113.

victoire, ou plutôt, selon ses promoteurs, éviter la défaite.

Mais la lecture de cette nouvelle armée aux multiples qualificatifs (républicaine, populaire, révolutionnaire, antifasciste ou prolétarienne) fut laborieuse, notamment pour les volontaires étrangers. Les Internationaux furent en effet hésitants et divisés sur la nature de l'armée dont ils formaient le corps mais unanimes pour refuser le modèle ancien de l'armée « bourgeoise » ou le modèle ennemi dit « fasciste ». La recherche d'une discipline militaire alternative fut le plus souvent abstraite, comme une « discipline de guerre » opposée à la « discipline de la caserne »[7]. Cette discipline dite révolutionnaire possédait déjà une existence, du moins en théorie, dans l'armée soviétique. Roger Reese, historien de l'Armée rouge, précise qu'elle reposait, selon les théories soviétiques, sur l'enthousiasme révolutionnaire et la conscience nette par le travailleur de ses devoirs, en relation avec sa classe[8]. Les dirigeants politiques et militaires des Brigades internationales définirent, quant à eux, la nouvelle armée en termes vagues, à équidistance entre les armées occidentales et l'Armée rouge : « l'armée populaire espagnole n'est pas une armée rouge (armée de la dictature du prolétariat, armée d'un seul parti) quoiqu'elle ne soit plus déjà une armée bourgeoise dans le sens normal[9] ». Chaque membre de l'armée républicaine devait être « conscient » de ses devoirs comme de la nécessité de la discipline. De ce fait, il était un soldat « libre » : « No puede ser soldado voluntario quien no haya sido primero militante de la libertad. La disciplina de los batallones voluntarios brota de la conciencia libre del soldado[10]». Mais la définition de l'armée populaire de la République était floue. Seul le POUM réclamait la création d'une authentique Armée rouge[11]. Si certains volontaires étrangers avaient au début caressé l'espoir de rejoindre une armée prolétarienne, les Brigades internationales surent très vite se démarquer de cette référence politique et historique.

La discipline fut définie selon une interprétation politique du fonctionnement militaire, comme la grammaire introduite permettant et justifiant la suspension de certaines règles qui prévalaient dans les espaces civils et militants. Néanmoins, on retrouve sans doute ici la

---

[7] «Madrid's International Volunteers» par J.Hawthorne. *New Masses* Vol 22, n°3, 12 janvier 1937, pp. 3-5.
[8] REESE (Roger R.), *Stalin's Reluctant Soldiers. A Social History of the Red Army, 1925-1941*, Lawrence, University Press of Kansas, 1996, p. 55.
[9] RGASPI 545.6.1309 *: Note sur l'attitude du camarade Massin, ex commissaire politique de la XIIIe BM.* Par le commissaire Suschanek et le général Commandant (Gomez). QG de la XIIIème brigade, 27 mars 1937.
[10] *Il ne peut être soldat volontaire celui qui n'est pas d'abord un militant de la liberté. La discipline des bataillons de volontaires découle de la conscience libre du soldat*. Encart in *El Día. Diario portavoz de los pueblos de Alicante* du 19 septembre 1936, p. 1.
[11] «The working class can have no other army than the red army in the service of the revolution » in *Information Bulletin of the POUM* n°5 du 29 septembre 1936, p. 1.

traditionnelle quête de régularisation formelle des irréguliers, soit ce complexe d'infériorité déjà abordé tendant à l'imitation plutôt qu'à l'expérimentation.

2. Discipline révolutionnaire contre discipline militaire

L'absence de discipline militaire comme principe fondamental des milices antifascistes fut remis en cause dès l'automne 1936 par l'ensemble des protagonistes. Précédemment, l'enthousiasme et la conscience du devoir du milicien volontaire devaient suppléer à une organisation rationnelle et traditionnelle des combattants, comme le proclamait alors la CNT : « Des miliciens, oui ! Des soldats, non ! [...] La CNT sait qu'en appelant les miliciens aux armes aucun ne se dérobera, car la désertion serait la trahison[12]». Le combattant n'avait pas besoin d'être soldat car il disposait des vertus et de l'allant du militant. Un volontaire anarchiste français écrivait durant l'été 1936, au moment où l'Aragon oriental, peu ou pas défendu, fut facilement reconquis par les milices confédérales :

> Sous la direction des vaillants militants de la FAI, nous sommes à l'heure actuelle puissamment organisés [...]. La discipline ? Nous n'en avons pas. Notre enthousiasme le remplace avantageusement[13].

Georges Orwell, dans son observation attentive des colonnes miliciennes, ne vit pas de différence notable entre les principes disciplinaires des formations du PSUC et du POUM[14]. Ce constat peut s'étendre à l'ensemble des formations miliciennes d'alors : on combat comme on milite. Cependant, la stabilisation du front d'Aragon, les grandes débandades au sud de Madrid, la réduction du Pays Basque, l'échec des attaques sur Grenade et Majorque et le nombre élevé des pertes dans les rangs des miliciens suscitèrent rapidement un changement de perception. La forme milicienne était-elle effectivement un gage d'efficacité militaire ? À l'étranger, les témoignages inquiets des premiers miliciens revenus d'Espagne jetèrent le doute :

> Les camarades qui reviennent d'Espagne après avoir combattu aux côtés de nos frères espagnols nous avouent avec amertume que bien souvent la lenteur des opérations et le

---

[12] « Des miliciens, oui ! Des soldats, non ! » in *L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT* n°3 28 août 1936, p. 1.
[13] « La colonne Hilario » par Armand Aubrion du Groupe de Paris in *Le Libertaire* n°515 du 25 septembre 1936, p. 1. Cette lettre d'Aubrion fut écrite plusieurs semaines avant sa publication dans *Le Libertaire*, fin juillet ou début août 1936.
[14] ORWELL (George), « Notes on the Spanish's Militias » in *An age like this 1920-1940, The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, Harcourt, Edition Sonia Orwell, 1971, p. 356.

> nombre de morts sont dus à un manque total de discipline et de préparation technique et militaire. C'est un fait qui doit nous faire réfléchir[15].

La problématique de la discipline ne fut pas consubstantielle ou conséquente à la militarisation, mais parallèle. Pour les opposants à la réforme militaire, la discipline fut interprétée comme le facteur déterminant, dont l'application seule pouvait dispenser de la formalisation militaire. Tous reconnaissaient la validité de la loi traditionnelle de la guerre : pour vaincre, il faut de la discipline. Tandis que les promoteurs de la réforme souhaitaient une cohésion sur les formes militaires reformulée, les opposants n'entendaient cette cohésion qu'au travers du politique.

Le besoin de discipline prit la forme d'un impératif disciplinaire qui fut également imposé par une perception subjective de l'ennemi. En effet, la transformation de la guerre civile en guerre d'indépendance face à l'envahisseur germano-italien a contribué à la diffusion de cet impératif disciplinaire : la guerre a changé de nature avec le prétendu changement d'adversaire :

> Nous ne nous battons plus seulement contre une poignée de factieux, mais aussi contre une armée germano-italienne rigoureusement disciplinée, supérieurement armée et équipée, disposant d'un matériel ultra moderne et dirigée par des techniciens de premier ordre. Que nous le voulions ou non, il nous était nécessaire de nous mettre au diapason de nos ennemis. C'est pour cela que nous avons accepté la militarisation technique de nos milices. Nous disons bien technique et non une militarisation « cuartellaire » comme disent nos camarades espagnols, c'est-à-dire non une discipline de caserne inutilement tracassière et tatillonne comme celle qui sévit dans l'armée d'en face[16].

Face à ce nouvel adversaire, ou plutôt cette nouvelle façon de faire la guerre, « la discipline dans l'indiscipline » des anarchistes ne paraissaient plus la doctrine militaire la mieux adaptée. Il fallut donc trouver un équilibre entre obéissance et initiative du combattant, qui conserverait les vertus de la discipline militaire en la purgeant de ses aspects jugés inadmissibles. Des règlements de miliciens furent rapidement rédigés, formant un mélange de règles militaires élémentaires et de justifications candides :

---

[15] « Milices ouvrières » in *La Jeune Garde* n°6 du 10 octobre 1936, p. 1.
[16] « A propos de la militarisation des milices » in *Le Libertaire* n°558 du 22 juillet 1937, p. 3.

> Ces normes d'actions et de conduites ne sont pas de la discipline de caserne. C'est l'effort de tous, en commun, unis et disciplinés. Sans cette communion d'énergie pas de triomphe possible. Milicien : obéis, agis et tu vaincras[17].

Ces codes militaires sommaires furent le plus souvent rédigés en décalogue, sans doute pour être appris par cœur et éviter l'introduction dérangeante d'un adjudant de quartier[18]. Les très nombreux décalogues traduits ou rédigés en langues étrangères attestent de leur caractère exotique pour les Internationaux mais révèlent dramatiquement, en creux, l'ampleur du problème. Certains furent parfois l'occasion d'exercices de style, employant l'humour pour, une fois de plus, justifier de la présence d'un code disciplinaire[19].

Dans les unités internationales, comme dans l'ensemble des unités espagnoles, la discipline martiale fut donc développée à partir de l'automne 1936 sur un critère jugé révolutionnaire, en rupture avec les précédents principes militaires, estimés d'ancien régime, par opposition au militarisme du camp d'en face. Le milicien-militant devait quant à lui être remplacé par un soldat-politique, mieux à même de repousser les nouveaux adversaires.

3. Une tentation martiale se substituant à la vocation militaire

La militarisation fut la conséquence d'un questionnement sur la discipline dont les volontaires étrangers furent des acteurs à part entière. Ceux-ci se focalisèrent essentiellement sur la formalisation militaire. Eric Leeds présente dans son étude sur les combattants de la Grande Guerre les différences effectives entre le militarisme (*militarism*) et le cadre militaire (*military way*). Pour cet auteur, le second ensemble regroupe les *techniques* d'organisation, de mobilisation et de direction, soit les faits habituels des armées tandis que le premier constitue un *système* d'images, de symboles et de rituels destinés à exprimer le caractère du « guerrier » et de l'ensemble dans lequel il se trouve[20]. C'est singulièrement et involontairement ce dernier aspect qui fut un objet de fascination en Espagne et ce, justement, au détriment du cadre militaire.

---

[17] IISG FAI PE 1A Grupo Deutsche Anarcho-Syndikalisten (DAS)/ Sección Alemana. Traduction du règlement des Milices confédérales (CNT FAI FIJL) paru dans *Solidaridad Obrera* du 9 octobre 1936.
[18] Voir ANNEXE III Document 10-1 *:* Règlement adopté à l'unanimité par les miliciens de la colonne *Lenín* du POUM à Grañen le 2 août 1936.
[19] Voir ANNEXE III Document 10-2 : *« Les bons conseils » de Franco, de Hitler, de Mussolini aux mauvais Miliciens, encart ou affiche édité par les services étrangers du PSUC*.
[20] LEED (ERIC J.), *No Man's Land. Combat and Identity in World War I*. Londres- New York, Cambridge University Press, 2009, pp. 56-57.

Le refus des manifestations extérieures de la hiérarchie et de la soumission à commandement unique et unilatéral s'est accompagné d'une attention assidue aux formes martiales, soit généralement le port de l'uniforme, la pratique du défilé ou l'usage des drapeaux. La discipline militaire fut ainsi avant tout envisagée de façon spectaculaire et auto-réalisatrice ; le caractère martial des milices puis de la nouvelle armée devait faire illusion sur leurs capacités militaires. Il fallait à la fois rassurer la population et les soldats de l'armée mais aussi faire la démonstration à l'extérieur que la République n'était pas vaincue, mais s'affermissait et disposait désormais d'une armée solide. Le contrôle de son image au travers de la propagande extérieure fut la seule arme ô combien puissante que la République sut parfaitement utiliser durant le conflit. Il influença considérablement, de ce fait, les volontaires étrangers dans l'élaboration de leurs propres représentations inconscientes du cadre militaire en Espagne.

Le « mono-azul », la combinaison bleue des ouvriers espagnols dont les miliciens étaient largement pourvus, faute de mieux, fut en lui-même un uniforme, celui du travailleur en armes. Ce costume prit pour les étrangers arrivés en Espagne une symbolique plus forte encore, celle de la révolution triomphante. Il servit enfin de garantie ostensible de l'existence d'une armée « prolétarienne »[21]. Tom Wintringham insistait en septembre 1936 sur l'importance de donner un uniforme aux volontaires britanniques avant leur départ : « Then the whole centuria, English and others, will be dressed alike, and will be the only centuria in Spain, except for the Germans, to look disciplined[22]». Les Italiens du *Garibaldi* jalousèrent leurs camarades francophones et germanophones qui reçurent, eux, des uniformes, tandis que les premiers volontaires américains firent forte impression en arrivant en Espagne entièrement vêtus[23]. Curieusement, le port de l'uniforme, pourtant prévu dans le cadre de la réforme militaire républicaine, ne fut pas contesté, bien au contraire[24]. L'attaché militaire Morel ne s'y trompe pas : « L'habillement a sans doute fait beaucoup pour donner à cette

[21] VIDAL (Georges), « Ouvriers et volontaires dans l'organisation de l'autodéfense communiste de l'entre-deux-guerres : le cas français » in HEYRIÈS (Hubert) et MURACCIOLE (Jean-François), *Le Soldat volontaire en Europe au XXe siècle. De l'engagement politique à l'engagement professionnel. Actes du Colloque international de Montpellier du 3 au 5 avril 2003*, Montpellier, Presses Universitaires de Méditerranée, 2007, p. 256.
[22] *Quand toute la centurie, les anglais et les autres, sera habillée ainsi, elle sera la seule centurie en Espagne, à l'exception faite des Allemands, à avoir l'air disciplinée*. PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary. Tom Wintringham, 1898-1949,* Eastbourne, Sussex Academic Press, 2012 (2004), p. 115.
[23] RGASPI 545.3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata Internazionale dalla sua costituzione (ottobre 1936 al* [illisible] *per Las Rosas a Madrid (Gennaio 1937). Originale seritto dal 24-6 al 9-7-1937*. Par Roasio, p. 9.
[24] ALPERT (Michael), *El Ejército Popular de la República…, op. cit.*, p. 77.

armée nouveau-née l'impression qu'elle existait[25] ». L'uniforme fait le soldat, par son ostentation il renvoie à la discipline militaire, y compris de façon artificielle.

Quoique parmi les plus critiques, les étrangers furent paradoxalement des acteurs de cette mise aux normes par un rapport antagoniste entre le refus du militarisme et l'attrait du martial. Au moins jusqu'au printemps 1937, on fit défiler chaque groupe de renforts internationaux dans les rues de Barcelone, de Valence et parfois d'Albacete[26]. La pratique du défilé fut, pour certains groupes internationaux, une activité récurrente et un lieu d'exhibition martiale et virile recherché. Le bataillon de choc *Rovira* du POUM fut ainsi régulièrement exhibé pour les parades à Barcelone, en uniforme vert sombre[27]. Les champions du défilé furent sans aucun doute les anarchistes majoritairement italiens du *Bataillon de la Mort*, qui avaient un certain art de la mise en scène : le bataillon défilait en uniforme avec poignard apparent, précédé d'un escadron de motoristes[28].

La propagande des Brigades internationales s'appuya délibérément sur ce contexte d'exhibition martiale et d'effervescence disciplinaire pour être introduite auprès du public catalan et espagnol : les volontaires étrangers semblaient être des vétérans disciplinés puisqu'ils marchaient au pas et portaient un uniforme. André Marty décrivait en 1939 l'entrée à Madrid de la première brigade internationale en novembre 1936 en des termes parfaitement concordants avec les discours tenus trois ans auparavant :

> C'est la première fois que Madrid - et l'Espagne - voient sous leurs yeux ce que doit être l'Armée régulière ; comment il faut organiser les forces immenses du peuple. La foule comprend qu'une telle organisation, une telle discipline rendront invincibles les milliers de héros qui se battent déjà dans les tranchées. Elle voit en même temps, sous ses yeux, la réalité de la solidarité internationale des travailleurs du monde entier[29].

Cette appétence pour les manifestations martiales peut cependant surprendre de la part de volontaires étrangers partageant un fort sentiment antimilitariste, mais cette insistance

---

[25] SHD 7 N 2755 : Le Lt Col Morel AM auprès de l'Ambassade de France en Espagne à Monsieur le ministre de la Défense nationale et de la Guerre. Valence le 27 avril 1937. Le 6 janvier, le premier uniforme républicain est proposé. Il sera vite remplacé, un mois plus tard, jugé trop proche de l'uniforme soviétique. SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 2, *op. cit.*, pp. 1456-1458.
[26] LECOEUR (Auguste), *Le partisan*, Paris, Flammarion, 1963, p. 65.
[27] DURGAN (Andy), « Les volontaires internationaux des milices du POUM », in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (Dir.),*Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Éditions Syllepse, 2008, p. 195.
[28] « El Batallón de la Muerte » in *La Vanguardia*, 16 mars 1937, p. 2.
[29] RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime. Volontaires internationaux en Espagne,* texte dactylographié d'André Marty. Moscou, 1939, p. 10.

performative, allant jusqu'à la caricature, permettait, par imitation, éviter l'introduction effective des normes militaires traditionnelles haïs.

B. L'influence prépondérante d'une culture antimilitariste militante

Cette culture antimilitariste militante partagée par les volontaires a formé en Espagne le substrat sur lequel s'est établie la résistance des volontaires internationaux au formalisme militaire. Au même titre que les miliciens espagnols et catalans, ils tiraient leur imaginaire martial des différentes tentatives d'armées populaires et révolutionnaires de la fin du siècle précédent et surtout de l'immédiat après-guerre en Europe. De plus, ils évoluaient en Espagne dans un environnement et un contexte profondément hostile à l'institution militaire. Le passage en bloc de l'ancienne armée dans le camp ennemi et l'hostilité de la République envers les militaires professionnels espagnols vinrent conforter l'assimilation de la fonction militaire au camp réactionnaire et inquiéter quant à l'à-propos de la résurrection des institutions militaires par l'État central et la Généralité catalane.

1. Un puissant choc culturel

Tous les observateurs présents en Espagne durant l'été 1936 ont été fascinés par la propension des Catalans à faire la guerre en veillant à ne pas reproduire un schéma militaire. Lorsque Carlo Rosselli assista à un défilé dans les rues de Barcelone, il constata que les miliciens faisaient des efforts pour ne pas marcher au pas. Il eut ce commentaire mi-amusé ou mi-dépité : « Non vogliono essere confusi coi militari, loro. [...] Evidente questo non è un esercito, o non è ancora un esercito»[30]. Les miliciens étrangers des colonnes catalanes partageaient probablement pour beaucoup les affirmations de nombreux militants de la CNT et de la FAI, qui voyaient dans la réforme militaire le retour des grades, signifiant la « négation de l'anarchie », et le militarisme, c'est-à-dire « l'État dans toute sa splendeur » même s'ils acceptaient « la technique et la stratégie militaire »[31]. Cette croyance d'une

[30] *Ils ne veulent pas être confondu avec des militaires ceux-là* [...] *Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une armée, ou plutôt qu'il ne s'agit pas encore d'une armée.* «Giornale d'un miliziano. Barcelone, 12 août 1936» in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna..., op. cit.*, p. 29.
[31] IISG Archives CNT 94 E. 1 : *A los compañeros de las columnas confederales*. Proclamation signée de plusieurs éléments de la colonne Durruti dont le Groupe International. Gelsa, 8 janvier 1937.

distinction possible, révolutionnaire, entre la forme et le fond militaire constitue le point nodal des résistances à la réforme militaire.

Cependant, les aspects militaires ne pouvaient pas être entièrement ignorés. Le principe milicien du double commandement, l'un militaire et l'autre politique, associé au système de contrôle des cadres par les comités de soldats, permit la présence dans leurs rangs de militaires professionnels, souvent avec enthousiasme et respect de la part des volontaires. Le « capitaine » Berthommieux, ex-officier de la Coloniale et désormais « délégué militaire » du Groupe international de la colonne confédérale *Durruti* fut très apprécié par les volontaires anarchistes étrangers[32]. Le 1er bataillon international de Choc fut, ensuite, également confié à un autre ex-officier de carrière français, le capitaine Cardeur[33]. Ces officiers étaient ceux que la troupe s'était choisie, l'élection garantissait le maintien des pratiques égalitaires.

L'introduction de la réforme militaire républicaine supprimait cette modalité démocratique mais les volontaires étrangers parvinrent souvent à conserver leur système endogame de nomination. Ainsi, les volontaires britanniques du petit contingent de l'ILP mirent un point d'honneur à perpétuer les comités de soldats et à élire leurs officiers, tandis que le POUM désapprouvait désormais ce système[34]. Le respect des principes démocratiques militants fascinaient les observateurs étrangers, quoique qu'on puisse parfaitement lire dans leurs témoignages enthousiastes les limites inévitables du procédé : « Chaque décision, même la plus banale, faisait d'abord l'objet d'une discussion à laquelle participait toute l'unité, avant d'être votée définitivement[35] ». Les miliciens étrangers ou des militants de passage furent cependant tous plus diserts sur l'immédiat arrière-front que sur les parapets des postes avancées, tropisme éloquent des priorités d'intérêts.

La priorité du politique sur le sens commun militaire pouvait aller jusqu'à refuser d'exécuter un ordre si celui-ci était jugé non conforme à une certaine morale politique. Clara et Pavel Thalmann, militants révolutionnaires suisses de sensibilité trotskiste, relatent dans leur journal le refus du bataillon semi-international *Rovira* (POUM) de mettre aux arrêts une unité de miliciens de la CNT FAI débandée qui stationnait à proximité :

---

[32] « De la colonne Durruti. « La Légion « Internationale » contre la légion « étrangère » in *Le Libertaire* n°514 du 18 septembre 1936, p. 1.
[33] IISG FAI PE 1B Grupo DAS/ Sección Alemana : « Liebe Kamareden der DAS ». Barbastro, 3 février 1937.
[34] ORWELL (George), « Notes on the Spanish's Militias… », *op. cit.*, p. 355.
[35] THALMANN (Pavel) et THALMANN (Clara), *Combats pour la liberté. Moscou-Madrid- Barcelone-Paris*, Quimperlé, La Digitale, 1997, p. 138.

> Je ressentais un mélange de honte et de colère : je n'avais pas rejoint la première ligne du front pour jouer au flic. Comme les autres camarades partageaient mes sentiments, nous décidâmes de déléguer l'un d'entre nous auprès de Reiter, exigeant d'être retirés sur-le-champ de ce lieu […] Une demi-heure plus tard, nous nous retirions. Auparavant, nous fîmes bien comprendre aux camarades anarchistes que nous étions solidaires de leur action et nous nous séparâmes d'eux cordialement[36].

Presque au même moment, les Italiens du bataillon *Garibaldi* refusaient de participer aux patrouilles dans les rues d'Albacete, arguant du fait qu'ils n'étaient pas venus là pour faire les gendarmes[37]. Ces sentiments antimilitaristes ne furent pas l'apanage des miliciens ou des premiers volontaires étrangers parvenus à Albacete dès 1936. La majorité des volontaires hollandais, arrivés à partir de l'été 1937, furent également fortement surpris de l'atmosphère martiale et de la discipline militaire régnant dans les Brigades internationales. Cette difficulté fut interprétée par les cadres communistes hollandais comme relevant de leur « mentalité nationale » :

> Es fiel ihnen schwer sich in den Interbrigaden einzuleben und sie begriffen sehr langsam die spanischen politischen und ökonomischen Probleme. Ferner waren sie nicht begeistert von einer strengen militärischen Disziplin. Die militärische Disziplin war in der ersten Zeit für sie eines größten Übel. Aber dieses entspricht teilweise ihrer nationalen Eigenschaft[38].

La défiance partagée des volontaires étrangers vis-à-vis du formalisme militaire fut en effet régulièrement associée à un problème culturel. Certains cadres expliquèrent les insubordinations par le fait que la majorité des volontaires venaient de pays démocratiques « où il n'existe pas une discipline rigide dans les organisations, ni même parmi les communistes[39]». Il semble d'ailleurs que les insubordinations, ou plutôt « incivilités militaires», comme le refus du salut ou le maintien d'une certaine familiarité, aient été l'apanage des vétérans, faisant ainsi manifestation de leur esprit de corps[40].

Considérant le processus de militarisation des formations partisanes italiennes durant la Seconde Guerre mondiale, dont le propos est foncièrement proche du nôtre, Claudio

---

[36] *Idem,* p. 145.
[37] RGASPI 545.3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata Internazionale…, op. cit.*, p. 3.
[38] *Ils ont eu du mal à s'adapter dans les Brigades internationales et ils n'ont compris que très lentement les problèmes politiques et économiques espagnols. En outre, ils n'ont pas apprécié la discipline militaire stricte. La discipline militaire était malheureusement une nouveauté pour la plupart d'entre eux. Mais cela est en partie dû à leur culture nationale.* RGASPI 545.6.400 : *Bericht über die Holländischen Freiwilligen in der Zeit vom November 1936, bis zur ihrer Zurückziehung.* S.d [Début 1939], p. 1.
[39] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 9.
[40] RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe sobre la actividad de la XII[a] y de la XII[a] Garibaldi*, p. 408.

Pavone relève que les tensions liées aux obligations de type militaire s'expliquent par « la divergence entre une égalité ressentie comme une valeur fondée sur un choix définitif de liberté et d'acceptation du risque commun et cette autre égalité faussée qui, en temps de guerre, s'insère dans l'ordre hiérarchique et en devient une fonction »[41]. L'auteur considère ainsi que si la première de ces égalités permet de préserver ou d'amplifier l'individualité, la seconde la détruit. L'invocation de l'égalité intrinsèque entre les volontaires constitua un trait constant parmi les étrangers. En juillet 1938, le commissaire politique du 3ème Groupe d'Artillerie Lourde internationale signalait l'antimilitarisme des artilleurs français, qui se manifestait par le refus de toute inégalité de forme entre eux :

> Ils sont antifascistes mais profondément antimilitaristes. Ils ne comprennent pas qu'étant volontaires on leur impose une discipline militaire et pour eux discipline et ordres militaires sont des brimades et de la provocation[42].

Volontaire est un statut en soi qui sous-entend une égalité entre les individus. La question des plaintes sur les différences dites « de classes » entre soldats et officiers fut récurrente, et de ce fait éloquente de l'état d'esprit partagé des volontaires. La création du mess des officiers dans la Base d'Albacete, par exemple, souleva de vives protestations[43]. Les différences de traitement entre les hommes et les officiers furent dénoncées par de nombreux volontaires comme une reproduction inacceptable du fonctionnement des armées dites « bourgeoises » ou « capitalistes » et furent entendues comme des rapports de classes. Un volontaire écossais s'indigna ainsi du fait qu'on lui avait promis une « armée des travailleurs » où « tout le monde serait camarade et traité en égal[44]». Un Américain, ex-soldat, précise que les différences de traitement furent même supérieures encore à ce qu'il avait connu « dans l'armée bourgeoise[45]». Cette incontestable antinomie entre culture militaire et militante nécessita des trésors d'imagination à l'encadrement supérieur des Brigades internationales pour justifier les exigences militaires sans contester le fond des argumentations théoriques développées par les volontaires mécontents :

---

[41] PAVONE (Claudio), *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers Historique », 2005, p. 161.
[42] RGASPI 545.1.11 : Reproduction d'une lettre du commissaire Champion à Marty (écrite le 22 juillet 1938), 12 août 1938.
[43] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад о работе комиссариата и комиссаров интербригад*. Non signé [Luigi longo]. Non daté [achevé début 1939], p. 10.
[44] IISG FAI PE 52.8 : *Con la Brigada Internacional*. [Traduction d'un article paru dans *Controversy* (Royaume Uni). Témoignage de l'ex-volontaire écossais Robert Martin]. Sans date.
[45] IISG FAI PE 37.4 : *Report* [témoignage d'un volontaire américain sur son expérience dans les Brigades internationales]. Par Bernard Abramofsky. 7 décembre 1937, p. 2.

> Je sais très bien [que], tout comme moi, tu es antimilitariste mais les nécessités, non d'une révolution sinon d'une guerre internationale, nous obligent à redevenir les soldats disciplinés que nous étions par le passé. Cela ne veut pas dire esclavage. Crois bien, camarade, que si certains ont des galons (au front) et une responsabilité, c'est avant tout que, étant sortis des écoles de guerre, ils mettent leur peu de savoir à ton entière disposition, ils sont fiers de te conduire au combat et lorsque avec toi ils prennent quelques jours de permission ils ne sont plus que des copains. Si tu veux en terminer avec le fascisme, sois discipliné[46].

Ce fut cependant dans les Brigades internationales que le choc culturel ressenti par les volontaires étrangers fut le plus violent, du fait de la découverte immédiate, brutale et inattendue de la caserne rejointe en Espagne.

2. La caserne espagnole

À l'automne-hiver 1936, durant le grand recrutement, l'arrivée à Albacete et la découverte de la vie de garnison produisit, pour de très nombreux volontaires arrivant de France débordants d'enthousiasme, un choc brutal : peu d'entre eux n'avaient en effet imaginé se retrouver encaserné. Dès la création de la Base d'Albacete, sa fonction de caserne avait été contestée. Un volontaire anarchiste français, envoyé en mission de renseignement dans les Brigades internationales par la CNT-FAI, confirmait dans son rapport que cet encasernement « n'est pas sans causer des heurts entre l'idéal du milicien venu pour aller au front immédiatement et le séjour qu'on lui impose dans une caserne ainsi que les exercices sur le champ de manœuvre pendant une période dite d'instruction […] Les miliciens demandant à partir plus rapidement pour le front sont mis en prison et soumis à l'arbitraire[47] ». Ce fait est amplement confirmé dans les mémoires et témoignages des volontaires : les exercices militaires furent dénoncés comme une entrave à leur engagement volontaire et les principaux cas traités par le Conseil Militaire puis par la Commission judiciaire de la Base furent des faits de violence et d'alcoolisme, mais aussi d'insoumission.

La différence de culture militaire entre le front d'Aragon et la vie de caserne à Albacete fut également difficile pour les vétérans étrangers des milices catalanes. Lorsque les volontaires communistes italiens de l'ex–centurie milicienne *Gastone Sozzi* furent associés au bataillon *Garibaldi*, ils refusèrent catégoriquement de suivre l'instruction : « Questo é inutile

---

[46] « Quelques réflexions sur le front » in *L'Avant-Garde. Journal du front* N°1 du 27 mars 1937, p. 3.
[47] IISG FAI Pe 18 : *Rapport de Juliano Schwab, délégué à Albacete pour mission de propagande par le Comité National de la CNT AIT FAI*. Albacete, 28 janvier 1937.

per noi, gia sappiamo marciare al paso, noi siamo venuti in Spagna per comattere e non per fare la vita du caserna[48]». Une vingtaine demanda même à retourner dans la colonne *Llibertat*. La Base d'Albacete prit des mesures : le commissaire politique élu par la centurie fut envoyé à Valence pour « travail spécial » et la plupart des officiers furent cassés et renvoyés dans les rangs[49].

Le salut au drapeau fut également une épreuve, tout autant que le réveil au clairon[50]. Dans les archives des Brigades internationales sont conservées des lettres de protestation contre cette vie de caserne, rédigées par des volontaires le plus souvent anonymes, qui illustrent parfaitement l'indisposition de la troupe et son état d'esprit antimilitariste : « vous nous faite chier avec votre discipline garder la pour vous vous en avez grandement besoin[51] ». Cette contestation des exercices et de la discipline dura plusieurs mois. Le colonel Sverchevsky (« Walter ») se plaignit à la fin de sa mission dans les Brigades internationales d'avoir rencontré l'opposition des hommes comme des officiers lors des exercices de routine. Quand il avait tenté d'introduire au sein de la XIVème brigade des principes rationnels d'organisation militaire, il s'était fait traiter de « fasciste », tout officier soviétique et général qu'il était[52].

La militarisation fut naturellement un processus non évalué depuis l'étranger lors du départ. La réalisation de cet impensé provoqua chez de nombreux volontaires une profonde remise en cause de leur présence en Espagne, sentiment exprimant la mesure de l'amertume surgit de l'évanouissement de leurs illusions initiales à propos du métier de combattant. La lettre d'un volontaire francophone anonyme à sa famille, saisie par la censure, illustre bien le désenchantement subi :

> Mon idéal n'est pas atteint, je suis et je reste un marxiste, un révolutionnaire, un bolchévik [...]. Le fait brutal est celui-ci : j'ai quitté les brigades internationales. Pourquoi les ai-je quittées ; en voici l'explication. C'est dans le plus grand enthousiasme que je suis venu en Espagne [...] Heures inoubliables d'un voyage

[48] *Cela est inutile pour nous autres, nous savons déjà marcher au pas, nous sommes venus en Espagne pour combattre et non pour vivre la vie de garnison*. RGASPI 545.3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata... op. Cit.*, p. 2.
[49] RGASPI 545.3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata Internazionale... op. cit.*, p. 11.
[50] ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause. Canadians in the Spanish Civil War 1936-1939*, Vancouver-Toronto, Whitecap Books, 1996, p. 166.
[51] RGASPI 545.3.437 : Lettre anonyme adressée aux autorités des Brigades internationales. 13 mai 1937.
[52] RGVA 35082.1.95 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.), SEVOSTIANOV (Grigory), *España traicionada. Stalin y la Guerra civil*, Barcelone, Planeta. Historia y Sociedad, 2002. Document 70, p. 523.

> enchanteur au milieu d'un prolétariat magnifique dont toutes les attentions étaient pour nous. Ce fut comme le couronnement de notre vie révolutionnaire, les yeux embués par l'émotion nous pensions mourir, nous avions vécu et notre sacrifice n'était pas trop grand. Comparés à nous vous étiez des malheureux. Après notre arrivée à Albacete qui est la base des Brigades Internationales et notre répartition dans nos armes respectives, nous avons pressenti la fin de notre rêve. Progressivement l'armée des camarades disparaissaient pour faire place à un militarisme dur, doublé d'un favoritisme de plus en plus criard pour les Allemands et les Russes. Désormais nous avions compris, nous étions Belges, Italiens et Français dominés et soumis aux ordres d'un état-major allemand et russe : nous étions entre les mains de gens élevés à la prussienne avec lesquels nous n'avions aucune affinité de mœurs[53].

Loin d'être remerciés de leur geste, les volontaires étaient prévenus, par des harangues publiques, avant même d'avoir rejoint la ligne de front, qu'ils devraient se plier à une discipline sévère, ce qui en échauda plus d'un et eut un effet anxiogène[54]. Les déserteurs des bataillons francophones des XIIIème et XIVème témoignèrent unanimement d'un changement drastique dans les rapports entre les individus, et *de facto* entre les grades, durant les mois de novembre et décembre 1936. La discipline, qui leur avait semblé au début peu rigoureuse, leur apparut bientôt insupportable : « Nous vivions tous en camarades. Cette situation n'a pas tardé à changer. Certains officiers ont changé de tenue et prétendu nous faire manœuvrer en permanence, ce qui a amené un assez vif mécontentement[55] ».

La vie de caserne ne fut pas l'unique cause de leur déception, la situation de soldat en compagne et la dureté de l'encadrement furent des découvertes plus amères encore.

Les différents consulats de France en Espagne firent très vite état d'une multiplication de griefs aux motifs inattendus, témoignant de mauvais traitements et de la peur qui semble avoir étreint de très nombreux volontaires[56]. Toutes ces plaintes montraient le mépris que leur témoignaient les officiers et les « responsables de leurs partis » qui leur faisaient regretter « l'adjudant de quartier[57] ». Les rumeurs faisaient même état de « camps de concentration » gardés par des « miliciens allemands », où étaient jetés les réfractaires et les

---

[53] RGASPI 545.2.142a : Copie d'une lettre interceptée envoyée par le volontaire prénommé Marcel à sa famille. Valence, 19 mars 1937.
[54] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Renseignements recueillis auprès de M. Capelle, Louis domicilié 2, Cité Darblay à Villabe. Paris, 12 mai 1937.
[55] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le commissaire divisionnaire de Police Spéciale de Lille à Monsieur le Préfet du Nord. *AS du nommé Delbergue Adolph, volontaire rapatrié d'Espagne*. Lille, 31 mars 1937.
[56] SHD 7 N 2757 : Le MAE à monsieur le ministre de la DN et de la G. Paris. Recrutement de volontaires étrangers pour les milices gouvernementales espagnoles. Paris, 22 janvier 1937.
[57] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Espagne gouvernementale. AS des miliciens internationaux.* 30 mars 1937.

récalcitrants[58]. C'est également l'inconséquence de l'encadrement militaire qui est dénoncée par les volontaires mécontents et déçus : « les officiers sont bêtes et méchants, c'est trop » ou encore « ses chefs étaient absolument nuls et de plus d'une malhonnêteté révoltante»[59] . Plusieurs dénonçaient les « ordres stupides » du commandement et assuraient que « la valeur politique [avait] plus de poids que la valeur militaire pour l'attribution des galons » tandis qu'ils subissaient une autorité « à la prussienne » ou « à la russe »[60].

L'amertume des volontaires français fut effectivement portée à son comble par le fait de recevoir des ordres d' officiers « en tenue allemande » (il s'agit des uniformes de surplus de l'ex-armée espagnole dont les premiers volontaires avaient été vêtus) et de « Russes » (en fait des volontaires bulgares et yougoslaves) se comportant comme des « gardes chiourmes », maltraitant particulièrement les Français et soutenus par des « vaches » qui faisaient sortir les hommes des tranchées au sifflet et au revolver[61]. Ils avaient le sentiment d'être soumis à des « dictateurs » ou, pour certains, à des « caïds ». En novembre 1936, le baptême du feu du bataillon *André Marty* fut catastrophique. Déployés devant le Cerro de los Angeles, sanctuaire fortifié juché sur une colline au sud de Madrid, les volontaires français et belges furent renvoyés à l'attaque après un premier échec nocturne par des officiers français débordés, revolvers au poing et sous les insultes (« lâches, cons, cochons »)[62]. Devant le refus de la troupe de remonter dans ses positions d'offensive, le commandement leur déclara qu'ils ne seraient nourris qu'après avoir obéi ; plusieurs dizaines de volontaires désemparés choisirent alors de gagner Valence pour être rapatriés par le consul de France.

C'est justement lors de cette première grande vague de désertion en novembre-décembre 1936 que la réputation de « boucher d'Albacete »[63]d'André Marty fut édifiée parmi les troupes. Avant que cet anathème ne soit exclusivement consacré à André Marty par sa

---

[58] AD 13 4 M 2366 : *Interrogatoire du sieur Bosci Marius, volontaire milicien rapatrié le 12 février 1937.* S.d. [Marseille, 20 février 1937].
[59] AD 13 4 M 2366 : *Déclarations des volontaires rapatriés à Marseille le 29 janvier 1937* [Déclaration de Chine René].
[60] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Espagne gouvernementale. AS des miliciens internationaux.* 30 mars 1937 ; SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : 20ème Région Militaire. 4ème Division Nord-Africaine. État-Major. *Compte rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié d'Espagne* [Hans]. Épinal, 5 juin 1937.
[61] AD 13 4 M 2366 : Commissariat Spécial des Ports « La Joliette ». *Le Commissaire Spécial Doucet à Monsieur le Commissaire Divisionnaire Chef des Services de la Police Spéciale*. Marseille, le 20 février 1937 ; SHD 7 N 2757 : Le Ministre des Affaires Étrangères à Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. Paris. *Volontaires français dans l'armée gouvernementale espagnole*. Paris, 16 décembre 1936.
[62] RGASPI 545.2.306 : *Rapport n°4. Le camarade Palladino, délégué de la Base des BI à Valence, au Camarade André Marty à Albacete*. Valence, le 18 novembre 1936.
[63] AD 13 4 M 2366 : Le Ministre de l'Intérieur Direction Générale de la Sûreté Nationale. Cabinet du Directeur. *Secret. Déclarations faites par les volontaires Français engagés dans les milices gouvernementales espagnoles et rapatriés à Marseille*. Paris, 5 avril 1937.

réitération permanente dans la presse doriotiste et rexiste, d'autres avaient reçu ce surnom de la part de volontaires déçus ou débandés : le général Kleber et le commandant Gayman. La psychologie singulière et abrupte d'André Marty convenait parfaitement à ce rôle de croquemitaine. Un officier supérieur des Brigades internationales, militaire professionnel, confiait ainsi son désarroi à l'attaché militaire français en ces termes :

> L'impression que le témoin a rapporté d'Albacete est « d'une mission de fous ». Il ne fait aucun doute pour lui que Marty est en un état d'exaltation et de mégalomanie pathologique. Ce témoignage est confirmé par les impressions récentes de deux autres officiers français. Marty considère que celui qui s'est engagé au service de la révolution est définitivement à sa disposition. [...] Aucune discussion n'est possible avec cet illuminé qui n'est plus sensible à aucun raisonnement de bon sens […] Le témoin qui est un homme modéré et sans parti pris, parle de l'impression « infernale » que l'atmosphère d'Albacete lui a laissé l'impression d'un dément disposant, sans contrôle possible d'un droit de vie et de mort sur une dizaine de milliers de Français[64].

Ce témoignage pathétique d'un cadre des Brigades internationales illustre parfaitement les doutes et la réprobation des militaires professionnels quant au fonctionnement interne des Brigades internationales ainsi qu'à la conduite de la guerre, aspects symptomatiques de la traditionnelle opposition entre politiques et militaires.

3. Faire la guerre sans militaires

Le manque d'officiers et de cadres militaires préalablement formés et les pertes terribles subies par l'encadrement posèrent à l'ensemble des formations internationales des problèmes jamais totalement résolus. Aussi, alors qu'on exigeait des militaires professionnels qu'ils soient solidement formés politiquement, ces derniers se présentèrent en Espagne en faisant valoir davantage leur spécialité que leur affiliation.

Les militaires professionnels, pourtant si recherchés durant les premiers mois, attirèrent très vite sur eux la méfiance puis l'opprobre de la direction des Brigades internationales. Dans toutes les formations internationales, les militaires de carrière ou les officiers de réserve furent avant tout considérés comme des techniciens nécessaires et non comme des volontaires spécialisés. On attendait d'eux une expertise technique et non une intervention dans les affaires courantes ou la contestation des décisions. Ils ne furent donc pas

[64] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Renseignement sur les Brigades internationales*. Sans précision de lieu, 24 avril 1937. Souligné dans le texte.

jugés sur leurs capacités techniques proprement dites mais sur leurs qualités politiques. Ainsi, pour Marty, ils furent rétrospectivement considérés « presque toujours sans valeurs et fréquemment nos pires ennemis», parce qu'étant par définition « les agents d'une classe ennemie» porteurs des « tares » inhérentes à leur classe[65].

André Marty reconnaissait ainsi que les cadres militaires professionnels avaient été certes indispensables : « la formation rapide des unités militaires, leur direction pendant la lutte [,] leur habitude du combat fut un des éléments essentiels des premiers succès militaires remportés », mais qu'ils s'étaient rapidement révélés être « un frein au développement et au perfectionnement des forces de combat […] en couvrant leur lâcheté de considérations théoriques[66] ». Vital Gayman, pourtant lui-même officier de réserve, signalait dès le mois d'août 1937 dans son rapport général que le rythme rapide de constitution des bataillons internationaux n'avait pas permis de bien vérifier les cadres militaires et que certains officiers issus des armées bourgeoises avaient failli « pour des raisons diverses – les unes morales (aventuriers), les autres politiques (incompréhension de la situation dans un pays en état de révolution et de guerre civile)[67] ». En creux, il faut plutôt entendre ici le problème posé par leurs oppositions récurrentes avec le commandement et leurs critiques d'une instruction militaire très insuffisante qui, de ce fait, interféraient dans le champ politique.

Les militaires professionnels présents à l'hiver 1936 firent office de boucs émissaires des insuccès et furent de ce fait sacrifiés sur l'autel de la raison politique. Jean Marie, commandant de la XIème Brigade, Eugène Van Den Bossche, commandant de la place de Fuencarral, Paul Maurice, l'organisateur de l'artillerie des Brigades internationales, Jean Delesalle, commandant du 12ème *La Marseillaise*, Jean Vincent, premier chef d'état-major, Tom Wintringham, commandant du 16ème *Saklatvala* (*British battalion*) pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus connus, furent tous renvoyés ou emprisonnés, l'un fut même fusillé. Les nombreux officiers sud-américains et cubains qui offrirent régulièrement leurs services à la République furent pour la plupart refusés dans les Brigades internationales.

---

[65] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott. « Les volontaires anglais en Espagne étudié au point de vue de*[s] *cadres »*. S.l. S.d. [Rédigé nécessairement après avril 39], p. 14 ; 545.6.21 : Brouillon de *Report on the political development of the XVth IB.* Par Abe Lewis, 2 janvier 1939, p. 11 ; 545.6.1311 : Dossier individuel du volontaire français Maurice Paul. *SIM de la Base – Section Française. Rapport sur Maurice Paul*. Albacete, le 15 février 1938.

[66] RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime...*, *op. cit.,* p. 124.

[67] *Idem*, p. 9. Il sera d'ailleurs lui-même évincé pour « fatigue nerveuse » quelques jours après avoir rendu son rapport.

Cette situation obligea à promouvoir un modèle intercalaire de compensation, par la formation de cadres militaires sortis du rang. Pour pallier les faiblesses de l'encadrement, une école pour sous-officiers et commissaires politiques de compagnies fut créée, dont les premiers lauréats furent destinés à devenir eux-mêmes instructeurs dès février 1937[68]. En Aragon, des anarchistes allemands mirent également sur pied une école de sous-officiers à Caspe en janvier 1937[69]. L'arrivée massive de recrues espagnoles vint également justifier cette réforme politique de l'encadrement militaire. Enfin, ce modèle intercalaire vint épouser un substrat théorique antimilitariste, dont André Marty dressa bientôt le panégyrique :

> C'est que l'expérience a démontré que les meilleurs militaires à tous les points de vue, ont été les ouvriers – dans toutes les nationalités. [...] Cela parce que ces hommes – ouvriers ou ingénieurs – avaient ce qu'ignorait l'officier professionnel : la connaissance permanente de la masse et de longues périodes de militantisme dans le mouvement ouvrier[70].

Ce curieux syncrétisme constitua rapidement l'esprit et la lettre du discours des Brigades internationales sur leur propre structuration militaire et le déni de tout esprit « militariste » en leur sein[71]. Mais la promotion rapide d'un encadrement issu de la troupe fut la source de nombreuses difficultés d'interprétation sur lesquelles les témoignages et les rapports abondent :

> Les volontaires, nommés de go officiers, sentaient de la gêne à adopter une attitude ferme et exigente, dans le service, envers leurs subordonnés. Ils étaient partis avec eux, dans une commune décision, souvent, ils avaient travaillé dans une même usine, milité dans les mêmes syndicats, ils avaient été toujours bons compagnons, et maintenant... Pour beaucoup, ceci était trop fort[72].

Même s'il est incontestable que quelques-uns se révélèrent effectivement de grande qualité, les volontaires rompus au métier des armes n'eurent pas du tout le même avis sur ces officiers amateurs. La sélection s'effectua souvent selon des critères politiques, renforçant la faiblesse du commandement tactique, et ce favoritisme ne fut pas toujours bien reçu parmi la troupe ; un volontaire français fit ainsi le reproche qu'on choisissait pour être officiers « des

---

[68] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937. Annexe 9 : Écoles de cadres. Formation politique.
[69] IISG FAI PE 1B Grupo (DAS)/ Sección Alemana : *Primera Compania Internacional Division Durruti*. Sans auteur. Barcelone, 2 février 1937.
[70] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 64.
[71] « Comment renforcer notre formation de combat » par Carnet in *Le Volontaire de la Liberté. Journal des Brigades et Unités internationales)* n°5 du 13 décembre 1936, p. 2.
[72] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste*, manuscrit dactylographié de Luigi Longo, été 1937, p. 37.

militants syndicalistes ou politiques qui n'ont que le mérite d'avoir une carte d'un parti politique dans leur poche[73]». En outre, ces ouvriers-officiers, vrais militants et faux militaires, se firent parfois plus caporaux que de raison, sans doute par absence de psychologie militaire ou peut-être par sentiment d'illégitimité. La brutalité évidente de beaucoup de cadres des Brigades internationales eut souvent pour origine la difficulté à endosser une responsabilité difficile, où les soldats étaient des amateurs et les officiers d'autres soldats. Établis au bas d'une pyramide hiérarchique militaire et politique, tatillonne et bureaucratique, les cadres exprimèrent un excès de zèle qui venait durcir une discipline déjà mal comprise par la troupe.

C. Les conséquences de la régularisation militaire sur les étrangers hors des Brigades internationales

Les miliciens étrangers des colonnes confédérales d'Aragon abordèrent régulièrement le sujet de la réforme militaire dans leur correspondance. Ils participèrent nombreux aux débats tenus dans les assemblées réunies derrière les tranchées et se partagèrent, comme leurs camarades espagnols, entre partisans et opposants à la réforme militaire, sans que des groupes homogènes ne se distinguent selon les nationalités ou les sensibilités politiques. Un milicien suisse observa que dans son unité ce sont « [s]urtout les Français et les Espagnols qui sont les plus opposés [, les] Allemands sont pour, avec conditions » tandis qu'ailleurs des Français étaient d'un avis différent[74]. Les conséquences de ces résistances et refus eurent des conséquences affectant l'ensemble des étrangers des milices, quelques furent leurs dispositions par rapport à la réforme.

1. L'altération irréversible des conditions initiales ayant déterminé leur volontariat

Pour la plupart, les étrangers eurent le sentiment de disposer d'une sorte d'immunité les préservant de ce que leurs camarades espagnols devaient accepter contraints et forcés. La question de la militarisation prit pour les volontaires étrangers la forme d'un double dilemme. Ce dernier fut d'une part éthique : rester (et renier ses principes) ou partir (en demeurant

[73] RGASPI 545.6.1101 : Dossier individuel du volontaire français Brouzet. Lettre manuscrite envoyée de France par Brouzet à Marty. 23 juin 1938.
[74] GMÜR (Edi), « Journal d'Espagne » in *Pour le bien de la révolution. Deux volontaires suisses miliciens en Espagne, 1936-1937*, Présentation et traduction de Marianne Enckell, Lausanne, CIRA, 2006, p. 70.

ferme quant à ses convictions), et, d'autre part, moral : partir (abandonner ses camarades de combat) ou rester (combattre le fascisme malgré tout). Le problème de la militarisation vint contredire une définition originelle du volontariat international entendu comme un engagement combattant et non militaire, extérieur, circonstanciel et irrégulier. Pour les étrangers, la question de l'intégration dans une armée nationale pouvait effectivement poser problème. Ils n'étaient pas venus en Espagne pour s'engager comme soldat d'un État, mais pour combattre aux côtés de soldats dont ils partagent la cause.

Jusqu'en novembre 1936, la réorganisation ne fut pas prise au sérieux : la CNT était puissante en Catalogne, elle constituait un contre-pouvoir de poids face à l'autorité de Valence et imposait ses règles à la Généralité catalane. Les étrangers demeuraient, ou plutôt croyaient demeurer, dans les mots d'ordre et le contexte de l'été 1936 :

> Quant à la question de la militarisation des milices, criez-le à qui voudra l'entendre sans risque d'être démentis : dans toutes les colonnes dirigées par des anarcho-syndicalistes, et elles sont nombreuses : Miliciens, oui, soldats, jamais ! [Signé] Saïl Mohamed, sans grade ni matricule, comme tous ses camarades[75].

Le volontaire attendait le maintien des postulats qui l'avaient conduit en Espagne, la conformité de la situation avec les raisons qui l'avaient déterminé à venir combattre. Le débat s'articula donc autour de la notion du libre arbitre, entendue comme consubstantielle au volontariat, et de celle de la soumission volontaire à une autorité considérée comme légitime, parce que objectivement acceptable. Il fallait donc pouvoir justifier l'abandon de la responsabilité de ses actes et de ses choix à la volonté d'autrui (en l'occurrence une hiérarchie militaire étrangère, qui le faisait passer d'un état « autonome » à un état « agentique»[76)]. Il s'agit ici de la dialectique traditionnelle de la nécessaire contrainte et de l'intime conviction de sa nécessité, comme le relève Claudio Pavone, et par conséquent de la remise à plat des fins imaginées et souhaitées, la victoire contre les rebelles espagnols ou bien la participation à un épisode révolutionnaire[77].

S'agissait-il d'une question de formalisme ou d'un processus structurel ? Probablement autant des deux. Pour les Espagnols, la question du retour de l'autorité étatique

---

[75] « Farlete 30 octobre 1936. À mes bons camarades de la CGT-SR » par Saïl Mohamed in *L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT* n°17 du 4 novembre 1936, p. 1.
[76] RICHARDOT (Sophie), « L'apport de la psychologie sociale à la question de l'obéissance : les travaux de Stanley Milgram sur la soumission à l'autorité » in LOEZ (André) et MARIOT (Nicolas) (dir.), *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte - CRID 14-18, coll. « Recherches », 2008, p. 51.
[77] PAVONE (Claudio), *Une guerre civile…*, *op. cit.*, p. 173.

était déterminante, tout autant que celle du désarmement de la révolution. Pour les étrangers cependant, une dimension supplémentaire s'imposait : ils n'étaient pas venus pour être soldats au service d'un régime étranger.

2. Une mutation ouvrant le champ du renconcement

Les procès-verbaux des interrogatoires des volontaires questionnés à leur retour en France au printemps 1937 montrent sans contestation possible que ce fut la régularisation des milices qui détermina la majorité des étrangers des milices d'Aragon à repartir. Cela confirme absolument les témoignages publiés postérieurement. Il faut donc s'interroger sur l'imbrication des facteurs ayant déterminé ce dilemme sur la manière de faire la guerre, qui induisait un processus de défection. Perçue comme un ultimatum par de nombreux miliciens étrangers, la militarisation obtint une réponse proportionnée de leur part. Ils considérèrent que le cadre initial de leur engagement avait été rompu et qu'ils étaient de ce fait déliés de leur engagement moral.

Dès octobre 1936, plusieurs réunions de miliciens et des conférences militaires furent organisées dans les colonnes confédérales et la colonne *Lenín* du POUM en Aragon pour discuter des réformes militaires en cours. Les étrangers du Groupe international de la colonne *Ascaso* s'étaient faits menaçants : « Toutefois [...] dans le cas où les autorités nous considéreraient comme susceptibles d'en subir l'application, nous ne pourrions que nous considérer déliés de toute obligation morale et revendiquer notre pleine liberté d'action[78] ». De même, des pétitionnaires du groupe international de la colonne *Durruti* prévinrent le Comité Régional de la CNT qu'en cas de rejet de leur revendication « chacun des signataires considérera qu'il [aura] retrouvé son entière liberté d'agir[79] ».

Le 11 octobre, une assemblée de miliciens de la colonne *Lenín* déclara qu'ils étaient également déterminés à abandonner le front s'ils étaient militarisés de force. Une conférence militaire fut alors organisée à Lérida afin de discuter des consignes de militarisation. Elle aboutit à un compromis : une conformité partielle à la nouvelle réglementation garantit le

[78] GIMENEZ (Antoine) et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, Montreuil-Marseille, L'Insomniaque et les Giménologues, 2006, p. 309.
[79] IISG CNT 94 E.1 Comité Regional de la CNT de Cataluña - Sección Defensa : *Resolución del Grupo Internacional*. Pina, 10 janvier 1937 ; FAI PE 1B Grupo DAS/ Sección Alemana : *Informe para el comité Regional de la CNT*. Barcelone, 13 janvier 1937.

maintien des conseils de soldats et le salaire unique[80]. Un nombre conséquent de volontaires étrangers parmi les plus attachés aux formes révolutionnaires jugèrent cependant le compromis insuffisant, notamment les militants bordiguistes et trotskystes qui quittèrent le front à l'automne, tandis que d'autres rejoignirent des unités de la CNT demeurées en dehors de la militarisation[81].

Le compromis obligea surtout les miliciens étrangers à prendre une décision difficile, comme le reconnaissait naïvement l'organe confédéral en langue française *L'Espagne Antifasciste* :

> Mis dans l'alternative de se soumettre à la nouvelle loi ou de laisser le fusil en quittant les milices, les combattants considéraient les deux choses comme également nocives à la révolution qu'ils entendaient défendre et, malgré les ordres des organisations, la plupart tranchèrent la question en ne faisant ni l'un ni l'autre. Mais le moral en souffrit beaucoup. Ce fut la force de la colonne Durruti de se tenir dans l'ignorance de la nouvelle loi tout en appliquant certaines dispositions pratiques qui avaient leur bon côté, et qui la mettait à l'abri du reproche d'indiscipline[82].

Pour la majeure partie des volontaires étrangers, les compromis ne signifiaient pas l'abandon des principes miliciens. On préféra alors parler de « militarisation technique », par euphémisme. Ils bénéficièrent d'une relative autonomie par rapport au reste de la colonne :

> La Milice sera-t-elle l'Armée avec tout le sens que comporte ce mot ? Non. Les Milices militarisées ce n'est pas la vieille armée bourgeoise, force, oppression, source d'autorité et de contrainte. Les Milices restent et resteront avant tout l'expression du peuple en armes, ce n'est que l'organisation du combat qui diffère. Nous sommes en guerre et si l'on accepte la guerre, il faut la faire avec toute notre énergie, avec toutes nos forces : il faut de l'organisation c'est une nécessité vitale, indispensable pour conduire la lutte, indispensable pour vaincre. […] La stratégie et la tactique de guerre nous sont indispensables pour conduire une attaque avec le plus de chance de succès possible et pour cela l'appareil guerrier de l'armée moderne nous est nécessaire. Une discipline de combat n'est pas une discipline de caserne : voilà toute la question. Qui peut soutenir que l'abandon d'un poste est l'acte d'un révolutionnaire ? Militarisation est un terme qui fait frémir, si l'on regarde les choses superficiellement ; au contraire, en réfléchissant on constate tout ce que cela nous apporte d'aide dans la lutte que nous menons. […] Le nouveau code des Milices sera établi par nous et pour nous et non par une autre classe que la nôtre, cela est une garantie, le combat terminé nous resterons

[80] SEDRAN (Domenico), « Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire » in *Cahiers Léon Trotsky*, n°29, mars 1987, p. 87.
[81] Ce fut notamment le cas du poète français Benjamin Péret.
[82] « À propos de la militarisation des milices » in *L'Espagne Antifasciste* n°18 du 11 novembre 1936, p. 1.

> libres, c'est une autre garantie. Si nous gagnons la guerre, nous garderons nos armes et nous briserons nos cadres, nous supprimerons l'appareil militaire, c'est la plus sérieuse des garanties. Si, nous, qui luttons pour la Liberté, nous acceptons la militarisation telle qu'on l'applique à l'heure actuelle ; si nous, qui combattons l'autorité nous en acceptons un semblant momentanément, c'est pour un fait bien précis, bien net, la victoire sur le fascisme : rien de plus. La Révolution Sociale a des nécessités que nul ne peut prévoir. La guerre a des obligations que personne ne peut éviter sans courir vers une catastrophe[83].

Le compromis ne dura guère et les illusions des miliciens étrangers se volatilisèrent lorsque l'État-Major Central exigea une réforme définitive par l'intégration des formations catalanes dans un dispositif régulier et unifié. En janvier 1937, les commandants militaires des grandes formations confédérales (*Ascaso, Durruti, Ortiz-Sur Ebro*) se décidèrent à appliquer complètement la réforme militaire, soulevant dans la colonne *Durruti* notamment une vive protestation contre la remise en cause des aménagements acceptés précédemment.

Pour tenter de régler le problème, une « assemblée extraordinaire des miliciens » organisée par les délégués français des services étrangers de la CNT eut lieu le 9 mars 1937[84]. Cette réunion de crise fut tenue au siège du Comité Régional de la CNT à Barcelone en présence de deux personnalités éminentes de la Confédération. Des miliciens de toutes nationalités venus du front y représentèrent leurs camarades, opposants ou partisans de la militarisation. Le but était de tenter de trouver une adaptation à la militarisation obligatoire des milices et de raisonner les volontaires étrangers ayant quitté le front en protestation. Les débats furent vifs, les oppositions irréconciliables. Les opposants à la réforme exigèrent de pouvoir s'organiser entre eux de manière alternative sous peine de rompre les rangs :

> Je ne parlerai pas comme antifasciste mais en tant qu'anarchiste. Je m'oppose à toute autorité, surtout militaire. À Gelsa, il y a deux mois qu'ils nous ont présenté l'ultimatum [de se militariser]. Mais nous, nous ne voulons que des délégués techniques, pas de marque extérieur de respect, aucun exercice ni marche au pas, etc… Au cas où notre proposition de reformer un corps franc ne serait pas acceptée et si il n'y a pas moyen de s'entendre, je me sens prêt dans ces conditions, à retourner en France[85].

Mais la menace de quitter l'Espagne pesait bien peu : les étrangers représentaient une part tout à fait mineure des effectifs et le licenciement de la milice était possible. Les

---

[83] « La militarisation des milices et les miliciens » in *Le Libertaire* du 27 novembre 1936, p. 4.
[84] Voir ANNEXE III Document 10-3 : *L'Assemblée extraordinaire des miliciens étrangers du 9 mars 1937.*
[85] *Idem.*

volontaires étrangers pouvaient ainsi démissionner et recevoir leur prêt à leur départ, les instructeurs étrangers de Barcelone également[86]. Certaines démissions étaient d'ailleurs fort connues et donc exemplaires, comme celle de Carlo Rosselli qui quitta la *Sezione Italiana* le 6 décembre 1936 par désaccord politique. Cette possibilité ne concernait cependant que les étrangers, les miliciens espagnols démissionnaires devenaient *ipso facto* susceptibles d'être mobilisés lors de l'appel ou du rappel de leur classe, dans une unité régulière de l'armée catalane.

Entre janvier et avril 1937, la plupart des combattants étrangers avaient quitté les groupes internationaux, désormais transformés en bataillons semi-réguliers. Une fracture nette apparut au sein des étrangers, entre apostats et partisans de la primauté du combat antifasciste. Lors d'une conférence militaire, un militant français soupçonna ses camarades de prendre la militarisation comme un prétexte pour renoncer à leur engagement[87]. Certains miliciens anarchistes espagnols déplorèrent eux aussi le caractère « peu brave » de l'abandon de leurs camarades[88].

Les étrangers démobilisés rejoignirent les diverses formations paramilitaires de Barcelone, qualifiés « d'incontrôlés » par la généralité de Catalogne comme par la CNT désormais. Le groupe anarchosyndicaliste allemand sis à Barcelone, le DAS, fit publier une déclaration ferme engageant ses affiliés à regagner le front ou bien à quitter l'Espagne :

> Die Situation in Spanien nimmt aber Formen an, die in einer Revolution unumgänglich sind. Entweder sei Kämpfer oder Parasit. AN DIE FRONT GENHEN ODER HINAUS AUS SPANIEN. Besonders Ausländer haben allen Grund mit der Revolution Schritt zu halten ; wer dies verzäunt verliert jede Berechtigung sich von den spanischen Arbeitern zu aushalten zu lassen. Italiener, Franzosen, usw. mögen für sich selbst sprechen, für alle deutschsprechenden aber wie Schweizer, Holländer, Deutschen, Tschechen, usw. sei dies eine Mahnung und Aufforderung[89].

---

[86] MINNIG (Albert), « *Cahier d'un milicien suisse…, op. cit.*, p. 52 ; SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Renseignements demandés par les Affaires Étrangères par l'intermédiaire de l'Officier de liaison*. 7 avril 1937.

[87] Voir ANNEXE III Document 10-3 : L'Assemblée extraordinaire des miliciens étrangers du 9 mars 1937.

[88] « Todo por la reorganización de nuestra División Durruti » par José Mera in *El Frente. Portavoz de la 26ª División* (*Durruti*) n°73 du 8 février 1937, p. 3.

[89] *La situation en Espagne a pris des formes qui sont inévitables dans une révolution : soit on est un combattant soit on est un parasite. ALLEZ AU FRONT OU QUITTEZ L'ESPAGNE. Les étrangers particulièrement ont toutes les raisons d'aller au même pas que la révolution. Celui qui y manque* [perd] *toute justification de se faire entretenir par les ouvriers espagnols. Italiens, Français, etc peuvent parler pour eux-mêmes mais pour tous les germanophones, Suisses, Hollandais, Allemands, Tchèques, etc. que ceci serve d'avertissement et de rappel*. IISG FAI PE 1C Grupo DAS/ Sección Alemana : *Aufruf* [de la section Hollandaise du *Servicio de informacion CNT FAI Boletín Alemán*]. S.d. [printemps 1937].

La création de divers bataillons semi-internationaux permit de temporiser durant quelque temps sous la forme d'un aménagement circonstanciel et insatisfaisant. Mais un espace interstitiel était trouvé pour les miliciens étrangers refusant totalement ou partiellement la réforme.

3. Une relégation structurelle conduite comme un limogeage progressif

Lors de la transformation de la colonne anarchiste *Ascaso* en trois régiments de l'EPC, les Italiens obtinrent la promesse que, quoique la *Sezione italiana* devienne un *Batallón Italiano*, son fonctionnement ne serait pas changé, les comités politiques conservant leurs fonctions décisionnelles[90]. Au fur et à mesure de la régularisation des unités de combat, les étrangers qui le souhaitaient purent demander leur affectation dans une autre, en l'occurrence le Groupe international de la colonne *Durruti* à la fin de l'année 1936, puis le *Bataillon de la Mort* et le *Bataillon Italien* de la division *Ascaso* au début de l'année 1937, comme le rapporte fort bien ce témoignage d'un milicien suisse :

> Nous essayons de résister [à la militarisation], mais nous ne savons pas assez la langue pour bien nous faire comprendre et nous préférons, pour ne pas être militarisés de force, demander à rejoindre le bataillon italien qui veut garder à tout prix son autonomie. L'autonomie de passer dans ledit bataillon nous est accordée et nous quittons avec regrets les camarades espagnols qui, eux, sont obligés de subir une militarisation imbécile qui ne leur apportera du reste aucun des bienfaits promis[91].

Mais cette évolution eut évidemment comme résultat de concentrer les étrangers et par conséquent de les marginaliser dans des structures périphériques.

L'apparition des bataillons de choc sur le front d'Aragon vint offrir aux volontaires étrangers un cadre moins contraint par l'ordonnancement militaire et parfaitement adapté à leurs aspirations offensives et leur conception de la conduite de la guerre. Les bataillons semi-internationaux de choc du front d'Aragon constituèrent la dernière manifestation de groupes paramilitaires de combat constitués hors du cadre de l'armée régulière[92]. Nulle coïncidence dans le fait que le *Bataillon de la Mort*, acmé d'une forme paramilitaire en déclin en Espagne,

---

[90] « Al comitato politico misto sezione italiana colonna ascaso ed ai compagni del comando. Barcelone, 13 novembre 1936 » in ROSSELLI (Carlo), *Oggi in Spagna..., op. cit.*, pp. 67-68.
[91] MINNIG (Albert), *Cahier d'un milicien suisse dans les rangs de la CNT-FAI..., op. cit*., p. 45.
[92] *Batallón de Choque Rovira* de la division *Lenín* du POUM, *Batallón de Choque Rojo* de la division *Carlos Marx* du PSUC, *1º Batallón internacional de Choque* de la division *Durruti* de la CNT FAI, le bataillon italien de la division *Ascaso* de la CNT FAI et le *Batallón de la Muerte* (initialement non divisionné).

fut créé pendant le processus de militarisation et grâce au soutien actif de l'idéologue anarchiste catalan Diego Abad de Santillan, lui-même en opposition avec la direction de la CNT[93]. Mais une minorité des étrangers seulement choisit de rejoindre ces formations qui, à l'exception du bataillon de la Mort, furent considérées comme une destination par défaut. La plupart gagnèrent Barcelone ou rentrèrent chez eux tandis qu'un autre groupe rejoignait finalement les Brigades internationales par choix délibéré ou par lassitude, préférant se battre plutôt que de débattre. D'une certaine manière, les volontaires étrangers se reléguèrent d'eux-mêmes au sein de ces formations d'assaut politisées et obsolètes, pour ne pas être considérés comme soldats d'un État ou de la République espagnole.

L'adaptation au contexte et aux normes militaires des membres des Brigades internationales fut à l'origine de nombreux problèmes jusqu'à la fin du printemps 1937, à peu près à la même période que les troubles dus à la militarisation des milices. Cependant, Albacete su profiter de sa grande autonomie pour adopter un dispositif performant, sous la forme d'une régularisation incomplète.

D. L'accompagnement de la militarisation dans les Brigades internationales par le maintien d'un substrat militant

La création de l'armée régulière républicaine avait été concomitante à celle des Brigades internationales, le cadre institutionnel était donc très récent et par conséquent peu prégnant. Mais la structure interne initiale des bataillons des Brigades internationales ne fut de ce fait pas si différente de celle des bataillons internationaux d'Aragon après leur semi-militarisation à l'automne 1936 ; seule la terminologie de « brigades » faisait illusion. Durant longtemps, le terme de « milicien » fut maintenu dans les Brigades internationales, avant que le terme de « volontaire » ne s'impose par l'usage, pour éviter le mot de « soldat »[94].

L'aphorisme importé du fonctionnement partisan communiste dit de la « discipline librement consentie » fut la pierre de touche sur laquelle s'appuya l'intégralité du processus disciplinaire et de coercition.

---

[93] « A los bravos antifascistas. El Batallón de la Muerte es una fuerza de choque valiente y disciplinada » par Juan M. Soler in *Mi Revista. Ilustraciones de actualidad* n°9 du 15 février 1937.
[94] L'usage du terme « soldat » ne s'imposa qu'avec l'arrivée en masse des conscrits espagnols dans les Brigades internationales participant à rendre quasiment caduque l'emploi de « volontaire » en 1938.

1. Le maintien des pratiques démocratiques dans les Brigades internationales

Du fait de l'envoi relativement rapide des bataillons des Brigades internationales au front et de leur fréquence d'engagement, l'immersion des volontaires dans le bain bouillonnant de la politique espagnole fut bien moindre que dans les milices. Deux autres facteurs importants participèrent à cette moindre intensité : le caractère fédérateur de la ligne de Front populaire et l'absence, du moins pour la majorité, d'un modèle milicien précédent. La grande force des Brigades internationales fut d'avoir su opérer dans la continuité des modèles de référence initiaux des volontaires, sous une forme altérée.

Les archives recèlent un très grand nombre de comptes rendus de réunions de comités ou de cellules, qui illustrent nettement le maintien dans les Brigades internationales, et ce jusqu'à une date avancée, de pratiques militantes en tout point semblables aux milices. C'est avant tout la prépondérance des militants communistes qui explique la prégnance de cette continuité militante. Prévues dès octobre 1936, les réunions de cellules furent dans les faits confondues avec des réunions de « comités de soldats ». Organes basiques de la communauté combattante, ces réunions, appelées « causeries », abordaient tous les aspects politiques et militaires de l'unité réunie, souvent au-delà du seul parti communiste, pour établir « la critique des manœuvres et des exercices du jour » et « l'explication sommaire des exercices prévus[95]». Elles étaient également le cadre de l'élection des officiers et des fonctionnaires politiques.

Mais cet héritage du cadre militant fut à l'origine de tensions fortes entre la formalisation militaire et le désir de maintenir des pratiques démocratiques. « Walter » fit part dans son rapport à Moscou des difficultés du commandement à imposer ses décisions ; le fait de discuter les ordres du commandement était selon lui « une preuve de démocratie » dans les Brigades internationales[96]. Effectivement, les premiers comptes rendus des causeries des compagnies illustrent bien cette difficulté de trouver une symbiose entre pratiques militantes et impératifs militaires. En novembre 1936, durant les violents combats à la Cité universitaire, Français et Belges de la première compagnie du bataillon *André Marty* se rassemblèrent en réunion de cellule pour examiner la situation de leur compagnie :

---

[95] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, Annexe 50. Décisions n°7 (Extraits). Signé « Vidal », Albacete, le 23 décembre 1936.
[96] RGVA 35082.1.95 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.,* Document 70, p. 522.

> La question est introduite par le camarade Marchal sous-lieutenant, tous les assistants constatèrent que tous les camarades sont découragé et constatent qu'il y a à la direction militaire des incompétences flagrantes, voulue ou non, qui a eu pour résultat que nos camarades sont allés par deux fois à la boucherie (faits que nous pouvons expliquer verbalement). [C]'est ce qui explique dans une certaine mesure que nombre de camarades ont demandé leurs rapatriements, nous désapprouvons naturellement ces camarades pour la bonne raison que nous sommes venus ici pour combattre pour un idéal et que nous ne voulons pas faillir à notre tâche. […] Jamais aucun responsable politique ou militaire ne sont mis à la hauteur de la tâche à accomplir, aucune action n'est expliquée ni commentée nous marchons à l'aveuglette, nos camarades en ont assez des promesses des ordres et contre ordres qui restent toujours lettre morte […][97].

André Marty expliquait ces comportements par un puissant atavisme militant aux effets contraires : d'un point de vue positif, cela apportait « une grande compréhension politique, et une précieuse expérience d'organisation » mais également, en négatif, « l'habitude de discuter tout, de vouloir intervenir et décider sur tout. Ils ne se résignaient pas facilement, malgré les multiples explications des chefs et des commissaires, à tout accepter sans discussion et approbation préalables[98] ! ». Par conséquent, c'est également dans des références militantes que les formes contestataires puisèrent leur inspiration. Les diverses petites mutineries de bataillons des Brigades internationales (au moins une recensée par brigade) ont toutes abouti à la formation de meetings durant lesquels la troupe contestait ouvertement officiers et cadres politiques. Ces situations équivoques créaient des paradoxes sans fin. Lors de la mutinerie des 16ème et 17ème bataillons anglo-saxons de la XVème brigade en mars 1937, les cadres dénoncèrent immédiatement ces insubordinations collectives en affirmant que le fait d'être volontaires les empêchait par nature de devenir des mutins[99]. Les protestataires répliquèrent que si cela n'était pas possible dans une « armée capitaliste », ils étaient justement dans leur droit en tant que volontaires, « membres de l'armée du Peuple » et non des soldats[100].

Il ne s'agissait pas de mobilisations déterminées par des préoccupations politiques mais de « simples » contestations de l'ordre militaire selon un répertoire d'actions militant routinier parmi ses volontaires surpolitisés. Cela rejoint parfaitement l'observation d'André Loez à propos des mutins de la Grande Guerre qui puisaient dans une grammaire protestataire

---

[97] Archives privées Skoutelsky. *Cellule communiste de la 1ère compagnie* (Faculté de philosophie). 27 novembre 1936.
[98] RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime… op. cit.,* pp. 24-25.
[99] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 44 ; DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales*, Paris, Marabout, 1968, pp. 302-303.
[100] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 45.

empruntée aux mobilisations civiles, sans que l'action et le geste n'aient forcément besoin d'être politiquement motivés[101]. Ainsi, l'attaché militaire français Morel relevait parmi les déserteurs des Brigades internationales que ceux-ci s'étaient affublés des couleurs de la CNT FAI. De cette observation, il tirait la conclusion suivante : « Chez la plupart, le foulard noir et rouge a succédé aux insignes communistes ; c'est la façon locale de protester contre le marxisme : se dire anarchiste, c'est une façon maladroite de redevenir individualiste[102]».

L'atavisme militant fut cependant reconnu dans les Brigades internationales et légitimé de fait par un encadrement soumis aux mêmes références et issus des mêmes rangs, quoique désormais militarisés. Patiemment, les nécessités de la formalisation militaire furent expliquées aux volontaires. Les succès furent modestes, il fut constamment nécessaire de rappeler que le salut militaire n'était pas une attitude servile ou antidémocratique[103]. Les volontaires anglo-saxons de la XVème brigade refusèrent d'abord d'adopter les insignes réglementaires de l'Armée populaire espagnole et de coudre leurs galons, avant d'y être obligés par le décret de régularisation statutaire des Brigades internationales en septembre 1937[104]. Des cadres jugés trop proches de leurs hommes (pas d'uniforme distinct, refus de fréquenter le mess des officiers, etc.) furent sévèrement réprimandés et parfois cassés de leur grade mais rien ne semble indiquer une attention extrême portée sur les formalisations de la hiérarchie.

Cette persistance démocratique put s'opérer grâce à la mise en avant d'un modèle disciplinaire alternatif appelé « discipline librement consentie », aphorisme qui constituait déjà un leitmotiv de référence dans les milices antifascistes.

---

[101] LOEZ (André), *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*. Paris, Gallimard, 2010, pp. 222 et 299.
[102] VIAL (Éric), « Louis-Henri Morel, attaché militaire français dans la guerre d'Espagne » in *La Pierre et l'Écrit* n°12, 2001, p. 280.
[103] « Lo que es el saludo » in *Ochotnik Wolności. Organ Polskich ochtnikow republikanskiej armji Hiszapanskiej* n°60 du 15 février 1937, p. 9.
[104] RGASPI 545.1.11 : *Complément de la note au PCUSA*. [Marty, mai 1938] ; BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors. The British in the Spanish Civil War and the Struggle against Fascism*. Londres, Aurun Press Ltd. 2012, p. 271.

2. La « discipline librement consentie », un aphorisme performant d'origine militante

La conservation du caractère militant procéda par un reformatage politique et par l'éducation des consciences. Contrairement au soldat du modèle ancien, le combattant républicain devait être convaincu :

> Quand l'ennemi réussit-il ? Quand il y a insuffisance du travail politique. Comment remédier à cela ? Renforcer le travail politique. Ce qui tient les camarades, ce n'est pas la punition, les menaces ; ce qui les tient c'est la conscience du but qu'on veut atteindre. Lorsque quelque chose ne va pas bien, il faut expliquer ce que c'est que l'Espagne, sortant d'une semi-féodalité, désorganisée par le fascisme. Et si, parfois il n'y a pas de savon, de lettres, etc... Il faut leur expliquer pourquoi et leur mettre devant les yeux, le grand but. La force essentielle, c'est la conscience politique[105].

Par l'emploi des outils et des objets habituels de la praxis militante (tracts, affiches, journaux, disques, photographies, etc.) et par la discussion, le volontaire fut maintenu dans un environnement politique dont les cadres étaient militarisés.

La presse roborative des Brigades internationales fut ainsi le premier véhicule de la diffusion de ce nouveau paradigme militaire. La discipline, « condition de la victoire », constitue un des sujets politiques les plus traités dans l'intégralité de la presse, à tous les échelons, de la division à la compagnie[106]. C'est en effet dans ce média que les discours sur la nature et les formes de la discipline furent le plus souvent édictés, venant appuyer et illustrer les conférences des fonctionnaires politiques. On y trouve ainsi des centaines articles sous différents supports et styles, allant de la bande dessinée au traité théorique en passant par la poésie et l'histoire. Tous furent élaborés dans le but de combattre le sentiment d'enrégimentement prévalant dans l'esprit des volontaires en déconstruisant les codes, jugés préconçus, sur la vie militaire pour leur substituer le véritable sens politique des manifestations de l'autorité militaire. Ainsi, les Brigades internationales ne pouvaient être comparées aux régiments des armées capitalistes parce qu'elles étaient corps constitutifs d'une armée nouvelle, populaire et politique, disposant de ses propres codes et donnant au soldat des droits de citoyen :

---

[105] AGMA ZR Brigadas Internacionales Organisation Albacete C.1094 Cp 2 D1/24-27 *Le camarade André Marty aux Commissaires Politiques (notes du discours du camarade A. Marty aux Commissaires Politiques d'Albacete).* s.d. [avril 1937].

[106] «Dyscyplina prowadi do zwyciestwa » in *Dabrowszcak.Organ Polskich ochtnikow republikanskiej armji Hiszapanskiej* n°42 du 25 août 1937, p. 3.

> Alors que dans une Armée bourgeoise, en France par exemple, malgré le régime démocratique le soldat est tenu en marge de la vie politique et sociale du pays, ici nos prop[re]s journaux no[u]s informent sur toute la vie politique et militaire de la République espagnole en même temps qu'ils traduisent nos pensées et relatent nos faits. [...] Il y a aussi ces magnifiques panneaux muraux que de nombreuses compagnies, sections ou groupes ont eu l'initiative de créer jusque dans les tranchées. Et là sur ces panneaux, chacun apporte sa pensée, son sentiment, son opinion sur les plus hautes questions sociales ou politiques comme sur les plus petits détails de la vie de notre armée, en essayant par ses suggestions, d'atténuer les difficultés et d'élever le niveau du travail. C'est aussi avec beaucoup d'intérêt que les combattants, à la veille de l'offensive ont lu les tracts exprimant leur enthousiasme et l'objectif de leur combat. Notre Armée est une Armée consciente […][107].

Il faut souligner le fait que ces définitions de la discipline « librement consentie » étaient bien moins rigides et sévères que les différents décalogues et règlements des formations miliciennes. La discipline « militaire » était presque absente des journaux, sauf comme contre-exemple, tandis que la discipline « militante » ou « consciente » fut sans cesse rabâchée, y compris par des dessins, des caricatures et des saynètes. Ainsi, le « Sergent Tampon » rencontra un jour un camarade volontaire faisant la moue :

> - C'est tout à fait comme [dans l'armée] bourgeoise, me dit-il. Moi, je fis de grands yeux, comme si ce fut la première fois de ma vie que j'entendis parler d'une armée bourgeoise.
> - Ne fait pas l'imbécile me fit-il d'un air embêté, tu sais bien que c'est ainsi !
> - Eh, toi, petit malin, tu sais ben raconter des bêtises ! (Je lui lançais ça sur un ton de sergent indigné). As-tu jamais vu de la discipline à l'armée bourgeoise toi ? Pauvre petit ignorant ! L'armée bourgeoise n'a pas de discipline ! Moi, hein, moi, je te dis que ce n'est que de l'obéissance, de l'obéissance aveugle, de l'obéissance forcée, de l'obéissance très contre son gré, souvent. On veut la faire passer pour de la discipline, parce que la discipline est quelque chose de nécessaire et qui rend fort. La discipline c'est la conduite que doit adopter chacun de nous pour le mieux de la cause commune. Et une cause, ça n'existe pas dans l'armée bourgeoise. Ça n'existe que dans les organisations populaires et dans notre armée[108] !

Le volontaire international fut présenté comme discipliné par nature, parce que son choix lui imposait une responsabilité supérieure. Volontaire, il n'était pas libre pour autant devant sa conscience et était redevable devant la communauté, qu'elle soit combattante ou militante. Le volontaire s'était donc soumis lui-même à une cause et un devoir selon le

---

[107] « Nos journaux » in *Le Volontaire de la Liberté* n°19 du 14 juillet 1937, p. 10.
[108] « Et bien, oui, discipline » in *Nuestra Voz. Periódico del batallón « Pierre Brachet » 14ème Brigade Bis* n°3 du 15 janvier 1938, p. 2.

discours des commissaires politiques, et un parallèle fut naturellement fait entre le volontaire des Brigades internationales et le travailleur engagé dans une grève :

> J'suis volontaire, j'fais pas c'que je veux. Cela signifie que ce travailleur ne se reconnaît pas le droit de se soustraire à la discipline militaire à laquelle il s'est librement soumis pour vaincre le fascisme, pas plus qu'hier il ne se reconnaissait le droit de se soustraire à la discipline du Comité de grève qu'il avait volontairement acceptée pour vaincre son patron rapace[109].

D'autre part, si le volontaire ne peut pas faire ce qu'il veut, c'est parce qu'il représente dans la tranchée ses camarades restés au pays ou à l'usine. Il est un envoyé, un délégué qui a des comptes à rendre à ses camarades absents :

> We came here consciously as the representatives of the British workers. It is our duty now to consider how far we have carried out our job. How many of us are prepared to go home and tell the workers who sent us here that we played fast[110].

La remarquable adaptation disciplinaire fut facilitée et renforcée par l'isomorphisme existant entre culture communiste et culture militaire. Bernard Pudal, dans son étude consacrée à la sociologie du PCF, relevait que, depuis sa création, celui-ci avait transmué l'éloge de la discipline en une vertu préjudicielle[111]. En 1936, le Parti Communiste définissait justement ses principes disciplinaires internes de la façon suivante :

> La discipline du Parti est une discipline librement consentie. Elle a pour base la conscience et la compréhension des tâches du Parti ainsi que le dévouement des communistes à leur Parti et, à la cause du peuple. Ce n'est pas une discipline aveugle, c'est une discipline réfléchie. La discipline du Parti Communiste est une discipline démocratique. [Tous les communistes] sont soumis exactement à la même discipline. [...] La discipline du Parti doit être ferme. Elle doit être exigée réellement de tous les membres du Parti. Car, en même temps qu'une nécessité de l'action, la discipline est la garantie de la démocratie dans le Parti. La discipline garantit, en effet, que c'est la volonté collective du Parti qui prévaut les volontés individuelles. On observe, au contraire, dans les partis où il n'existe pas de discipline ferme, comme par exemple dans le Parti Socialiste, à la faveur de l'indiscipline, des individus ou des

---

[109] Voir ANNEXE III Document 10-4 : « J'suis volontaire, j'fais pas c'que je veux ! » par Jean « Barthel » (Chaintron).

[110] *Nous sommes venus ici avec la conscience d'être les représentants des travailleurs britanniques. C'est désormais notre devoir d'estimer si nous avons mené correctement notre travail. Combien d'entre nous sont prêts à pouvoir rentrer chez eux pour dire aux travailleurs qui nous ont envoyés ici que nous avons agi convenablement*. RGASPI 545.2.266 : « Company Discipline » par Bob Cooney. s. d.

[111] PUDAL (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, p. 39.

> groupes d'individus arrivant à brimer la majorité, à s'opposer systématiquement à sa volonté et à gêner ainsi l'ensemble du Parti[112].

Cette consécration du sujet collectif par la subordination de l'individu constitue un des principes fondamentaux du stalinisme. L'individu est considéré comme portant naturellement en lui les germes de la dissidence de par son libre arbitre, et peut ainsi menacer la collectivité. L'individualité est faillible, le collectif (soit le Parti) doit par sa discipline prévenir et corriger les défaillances. Staline écrivait ainsi en 1931 :

> Le vrai courage n'est pas de placer sa volonté individuelle au-dessus de celle de la collectivité, au-dessus de l'internationale communiste. Le vrai courage consiste à trouver en soi assez de force pour lutter contre soi-même, pour triompher de soi-même et pour subordonner sa volonté à celle de l'instance suprême du parti. Sinon, il n'est point de collectivité qui tienne. Sinon, il n'y a plus et il ne saurait y avoir de direction collective[113].

La transposition d'une perception militante de la discipline dans un cadre militaire était donc déjà largement acquise pour les volontaires communistes et, dans une moindre mesure, connue pour les militants syndicaux. Dans les Brigades internationales, le fond théorique demeurait le même, seules les manifestations changeaient parce que militarisées, à l'instar de la métamorphose du secrétaire de cellule en commissaire politique.

3. La militarisation du secrétaire de cellule

La transmission de cet impératif disciplinaire fut déléguée non à l'encadrement militaire (sous-officiers) mais aux fonctionnaires politico-militaires : les commissaires politiques. Les fonctions politiques dans les milices furent maintenues dans l'armée régulière, gouvernementale et catalane, par le biais du commissariat politique.

Le Commissaire politique devait être « le forgeron de la nouvelle armée espagnole, celle où le soldat doit comprendre[114] ». Ainsi, il eut pour mission d'inculquer aux soldats « la compréhension de la nécessité du sacrifice et de la plus grande activité par des explications

---

[112] *L'école élémentaire du PCF* - IIIe Leçon *Le Parti*. , brochure éditée par la section nationale d'éducation du Parti Communiste Français. Paris, 1936, pp. 16-17.
[113] STALINE (Joseph), *La question du léninisme*, Paris, Éditions sociales internationales, 1931, tome 2, p. 353. Cité in PUDAL (Bernard), *Prendre parti…, op. cit.,* p. 166.
[114] « Honneur à notre camarade Pierre Akkerman » par Houllez in Vers *la Liberté. Journal du Bataillon «A. Marty »* n°32 18 mai 1937, p. 6.

politiques et le travail éducatif » et « créer par [son] travail, une atmosphère telle que les soldats se subordonnent volontairement à la discipline militaire et aux ordres reçus »[115].

Grands ordonnateurs de la conscience du soldat et interface entre la troupe et l'encadrement, les commissaires politiques permirent de placer la réflexion politique individuelle du soldat entre les mains d'un fonctionnaire *had hoc* à la fois militant et militaire :

> Le seul fait que les premiers lutteurs étaient des Volontaires devait créer aux côtés du Commandant militaire la fonction même du commissaire. Il faut en effet à toute armée une discipline indiscutable et absolue. Dans l'armée bourgeoise on obtient cela au moyen d'un appareil de coercition et de force qui fait du soldat un simple automate. Un tel appareil et de tels moyens ne pouvaient exister ni peuvent se concevoir au sein des forces populaires d'espagnoles ou d'internationaux. Et pourtant il nous faut une discipline plus rigoureuse encore que celle d'une armée bourgeoise. C'est la discipline librement consentie qui fut précisément obtenue grâce à l'activité des commissaires, à la fois militants et soldats d'élite, facilitant la compréhension des ordres militaires à la masse des combattants, et aidant par leur exemple au premier rang à leur réalisation. Grâce à eux, à la discipline sèche, à la discipline des pantins, à la discipline de cadavres qui eut répugné aux volontaires, se substitua la discipline expliquée, consciente et consentie[116].

Initialement, une brigade comptait un commissaire de guerre à chaque échelon, dénommé délégué politique à partir de la compagnie, élu par ses camarades[117]. Les premiers règlements précisaient que le délégué politique devait être « le camarade, l'ami de tous les combattants ». Érigé en combattant modèle pour ses camarades, le commissaire avait également la lourde tâche d'être tout à la fois un arbitre, un animateur et un guide :

> [Dans] tous les cas de réclamations, il doit étudier avec un complet sang-froid les causes et il doit être l'animateur qui atténue tout effet de découragement chez nos combattants, en évitant par tous les moyens, par des méthodes de persuasion et d'énergie, la débandade de ses hommes[118].

---

[115] CHS AM 9 Brochures de l'École des Commissaires de guerre. 10ème Leçon : *Disposition pour le dixième thème. Notes sur le travail pratique et les devoirs des commissaires dans les unités militaires se trouvant sur le front*, p. 2.

[116] RGASPI 545.1.64 : « Le travail des Commissaires des Brigades Internationales. Un an de guerre antifasciste : quelques aperçus de notre Bilan ». Par Jean Barthel in *Notre Bulletin, Our Bulletin, Unser Bulletin* n° 2 du 15 août 1937, pp. 11-12.

[117] RGASPI 545.1.20 : *Rapport sur les Brigades Internationales du 20 décembre 1936 au 10 janvier 1937*. Par « Gallo ». 13 janvier 1937.

[118] AGMAV ZR *Brigadas Internacionales* C.1094 Cp 2 D1/3-4 :*« Réglement (sic) des commissaires politiques* ». S.d. (1936).

Les fonctionnaires politiques furent souvent confondus avec une sorte de factotum, celui qui « qui solutionnait tous les grands problèmes politiques et personnels et beaucoup de petits [problèmes]»[119]. Un volontaire français, venant d'être nommé commissaire, expliquait fort bien dans une lettre la perception des combattants de cette fonction fondamentale :

> J'ai tellement de boulot que je n'arrive pas à tenir ma correspondance à jour, surtout depuis que j'ai été nommé Commissaire politique. Je te jure que ça n'est pas un petit boulot que de s'occuper de 900 copains, qui, tous sans exception, ont quelque chose à réclamer. Notre tâche est un vrai sacerdoce, et je suis très fier d'avoir été choisi pour une telle chose, pour nous communistes c'est un des plus beau titre de gloire que les galons d'officier. Si tu pouvais savoir la complexité de notre rôle, tu en resterais baba ; bonne d'enfants, conférences, confesseur, pourvoyeur en vivres, en lit, en tout enfin... C'est incroyable[120]!!

Il avait été rapidement nécessaire de préciser la fonction et de proposer un modèle pour que les lauréats puissent envisager les formes élémentaires de la fonction, soit autorité, capacités et coercition. C'est ainsi le « délégué d'usine » qui servit de base de référence pour expliquer dans les premiers temps le rôle et la fonction de délégué et commissaire politique (dénomination définitive à partir de l'été 1937)[121]. Mais ce parallèle fut lui-même générateur d'incompréhensions en invitant les commissaires à se comporter comme des délégués du personnel, c'est-à-dire comme « des dirigeants de grève qui devaient présenter et appuyer les revendications et les protestations de leurs hommes à l'autorité supérieure avec le même esprit avec lequel ils s'étaient autrefois confrontés aux patrons[122]. Les cadres français s'inquiétèrent du fait que les volontaires démettaient de leur fonction les commissaires qui n'avaient pas suffisamment appuyés leurs « réclamations » ou « quand leurs commissaires étaient pas d'accord avec eux ils pensaient qu'il trahi[s]sait leurs confiance[123]». De plus, le choix de la troupe se portait parfois sur un de leurs camarades n'ayant pas un profil militant pour occuper le poste de commissaire, jugeant qu'ainsi il serait moins invasif et plus proche de leurs ressentis[124]. La suppression de l'élection directe des commissaires permit de régler en partie ce travers.

---

[119] *Idem*, p. 17 (bis).
[120] RGASPI 545.6.1079 : Dossier individuel du volontaire français Berthoneaux Georges. Lettre à sa femme du 2 août 1937.
[121] RGASPI 545.1.1a : *Projet : Importance des Commissaires et délégués politiques - leurs tâches*. 9 décembre 1936.
[122] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott. « Les volontaires anglais en Espagne…, op. cit.*, p. 28.
[123] RGASPI 545.3.373 : « Le commissaire politique de la XIV Brigade, 27 janvier 1937» in *Información sobre la actividad de la XIV brigada - Rapport sur l'activité de la XIV Brigade*, [été ou automne 1938] p. 5.
[124] ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause…, op. cit.,* p. 191.

André Marty affirmait en 1939 que les commissaires étaient toujours nommés « par une assemblée générale de l'Unité à sa formation[125] ». En réalité, ces erreurs d'interprétation générées par une inspiration inadaptée, celle du délégué d'usine ou de chantier, tout autant que le rôle névralgique du commissaire, motivèrent le remplacement des élections directes par un système de nomination indirecte. Au printemps 1937, ces nominations étaient déterminées selon une liste de candidats proposés par le Commissariat général et le parti communiste, les deux étant presque confondus[126]. Les gêneurs étaient écartés, c'est-à-dire ceux qui considéraient « que c'était les hommes qui devaient nommer les responsables » ou qui soutenaient les revendications sur des sujets sensibles, comme les permissions[127]. Ce système d'approbation par les soldats d'un fonctionnaire déjà choisi par la hiérarchie rencontra les sarcasmes de certains volontaires mais semble avoir été bien accepté en définitive[128].

Malgré la violence du choc culturel subi par un grand nombre de volontaires à leur arrivée dans les casernes d'Albacete puis dans les tranchées, l'incubation dans les Brigades internationales des normes et cultures militaires fut réalisée avec succès. Grâce à ce champ de référence militant unanimement partagé, le règlement militaire put être justifié, expliqué et intégré par la troupe. Preuve de son efficacité, le dispositif ne changea d'ailleurs que marginalement après la régularisation définitive des Brigades internationales en septembre 1937.

Conclusion

La réforme militaire de l'armée républicaine qui s'opéra de l'automne 1936 au printemps 1937 eut un impact considérable sur l'organisation et la formalisation des regroupements des volontaires étrangers, participant à remettre en cause leur présence en Espagne. Cette transformation conduisit à la relégation progressive des unités internationales en Aragon par leur concentration dans des formations spécifiques accessoirement

---

[125] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou. P26

[126] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne...*, *op. cit.*, p. 60.

[127] RGASPI 545.6.1341 : *Commission Judiciaire. Rapport n°930 en cause Padeloup André*. Albacete, 10 avril 1937.

[128] Des volontaires américains facétieux renommèrent leur « Commissar » en « Comic Star ». ROSENSTONE (Robert A.), « American Commissars in Spain » in *The South Atlantic Quarterly*, Vol. 67, n° 4, automne 1968, p. 690. D'autre part, certains volontaires ont fait part de leur étonnement d'être nommés commissaires, comme le mémorialiste Roger Codou, relevant avec surprise le fait que son métier de modeleur « me vaille d'autorité le grade de commissaire politique alors qu'on ne connaissait strictement rien de mes antécédents politiques. C'était un peu inquiétant ». CODOU (Roger), *Le Cabochard. Mémoires d'un communiste 1925-1982*, Paris, Édition François Maspéro, coll. « Actes et mémoires du peuple », 1982.

internationales mais bien marginales. La contestation des normes militaires constitua un trait caractéristique du phénomène de volontariat international en lui-même, procédant d'un sentiment antimilitariste puissant et adoptant suivant les situations et les contextes des réalités et des intensités différentes. Lorsque le fait d'être soldat fut exigé pour continuer à combattre, la défection parut un choix plus admissible pour beaucoup, qu'ils aient été forcés de devenir soldat (en Aragon) ou qu'ils se soient subitement réalisés soldats dans les casernes d'Albacete ou les tranchées de Teruel. Dans les groupes et bataillons internationaux d'Aragon comme dans les Brigades internationales, la recherche d'un droit à faire la guerre autrement s'est manifestée dans l'élaboration de principes disciplinaires sous forme d'une autojustification (le fond) visant en réalité à rendre acceptable une situation (la forme) jugée le plus souvent inacceptable. La difficile transformation de combattants irréguliers en soldats réguliers fut une des sources de nombreux traumatismes et déceptions qui vinrent se superposer à un ensemble de facteurs décevants et déprimants qu'il convient désormais d'observer.

Chapitre 11. Regretter, renoncer, repartir

Il y eut en Espagne une pluralité des motifs de déception, dont les ressorts sont aujourd'hui encore sujets à discussion. L'historiographie a le plus souvent considéré les regrets des volontaires étrangers uniquement sous l'angle politique. Ces ressentis sont généralement absents dans la littérature, qu'ils aient été occultés au profit du mythe ou étouffés par les considérations partisanes. Ainsi, les désertions sont abordées allusivement, ou avec d'infinies précautions. Pourtant, il s'agit plutôt d'une dynamique globale de désenchantement, marquée par des passions refroidies tout autant que de la découverte abrupte des peurs traditionnelles du soldat.

Il est difficile de déterminer précisément l'ampleur de ces ressentis mais plusieurs indices nous permettent d'en saisir les contextes, les temporalités et les conséquences. La documentation ne manque pas ; la démoralisation et les vagues de désertions étaient parfaitement connues de l'ensemble des observateurs, en Espagne comme à l'étranger[129]. Associés aux regrets, déceptions et renoncements, à la lassitude, la peur et la déprime, le souhait d'être délié se son engagement et de pouvoir repartir chez soi ont produit un flux transnational inverse, marqué par le départ d'Espagne de très nombreux volontaires étrangers, le plus souvent illégalement, à la recherche d'une sortie de guerre.

A. Décevante Espagne

Désillusion, déception, mécontentement, écœurement : les centaines de volontaires qui ont confié leur amertume aux consuls de France ou aux autorités à leur retour en France ne furent pas avares de mots pour décrire leur désarroi. Ce constat pourrait naturellement être étendu aux autres nationalités, mais ces déceptions furent très largement le fait des volontaires issus des deux grandes vagues de recrutement à l'automne 1936 et à l'automne 1937. Au printemps 1937, l'attaché militaire français à Madrid résumait parfaitement l'émotion

[129] Ainsi, prenant note des discussions lors d'une réunion du Bureau politique du PCF en décembre 1937, Marcel Cachin écrivait que « 60% » des volontaires étrangers en Espagne souhaitaient rentrer chez eux. CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947*. Tome IV. 1935-1947.Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 590.

générale : partis « ivres d'idéologies », les volontaires étaient, après quelques mois, passés « en pleine période de désintoxication » de leur expérience[130]. Nombreux étaient ceux en effet qui parlaient à leur endroit de « guérison » subite et qualifiaient leur choix initial d'un regretté « coup de tête »[131].

C'est le regret qui, tout compte fait, domine : « Est parti comme volontaire mais assure qu'on ne risque pas de le reprendre » ; « On ne [m]'y reprendra plus» ; « Je ne pensais pas que cela serait cela, je n'avais pas du tout pensé que je pourrais être blessé [...] Comme je regrette d'être venu » ; « Nous étions partis pour aider au triomphe d'une cause, nous revenons non seulement cruellement désillusionnés mais épouvantés par ce que nous avons subi »[132]. Ces désillusionnés pesaient leur situation présente au regard de celle qu'ils avaient quittée, ou mieux encore : ce que leur expérience leur avait coûté. On doit également y ajouter un autre facteur qui apparait en sous-jacence sans être directement énoncé : le manque de reconnaissance.

Il faut distinguer les déceptions d'ordre individuel (regrets, incompatibilités entre les attentes et la réalité, etc.), les déceptions conjoncturelles (difficulté, risques, etc.) et les déceptions motivées par des considérations politiques. La somme de celles-ci produisit un phénomène global et collectif de désillusion bien identifié par des observateurs

---

[130] SHD 7 N 2755 : *Le Lt Col Morel AM auprès de l'Ambassade de France en Espagne à Monsieur le MDNG. Objet : Envoi d'une note sur la bataille de Madrid*. Valence le 29 mars 1937.

[131] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le ministre de l'Intérieur. Direction Générale de la Sûreté Nationale à Monsieur le ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. *Volontaires de retour d'Espagne. Déclarations de Jouana Georges*. Paris, 1er avril 1937 [Tarbes, 15 mars 1937] ; Le ministre de l'Intérieur. Direction Générale de la Sûreté Nationale à Monsieur le ministre de la Défense Nationale et de la Guerre. *Volontaires de retour d'Espagne. Déclarations de Floréal Esteban*. Paris le 24 mars 1937. [Commissariat de Police de Bedarieux. Béziers, 1er février 1937].

[132] AD 13 2366 Dossier Surveillance étrangers, volontaires de la guerre d'Espagne : listes, rapports, correspondance 1937. Commissariat spécial des Ports « La Joliette ». *Le Commissaire Spécial Doucet à Monsieur le Commissaire Divisionnaire Chef des Services de la Police Spéciale*. [Déclarations des volontaires rapatriés le 12 février 1937]. Marseille, 20 février 1937 AD 66 1 M 637 : *Situation politique en Espagne et répercussion en France, surveillance : rapports, correspondance, coupures de presse - 1er-18 mars 1938*. « Des combattants de la brigade internationale accusent » in *L'indépendant* du 16 mars 1938 ; CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D2 Volontaires français. *Repport* (sic) *sur l'entrevue de Mr* (sic) *Rohrbach en sa qualité de Représentant de l'Agent Consulaire de France, à Saragosse, avec le Milicien Jean Ruz, engagé volontaire à Paris dans les troupes du Gouvernement de Valence*. Saragosse, le 20 février 1937 SHD 7 N² 2532 : Troupes du Maroc – Division de Meknès – État-major 2ème bureau. Compte rendu d'interrogatoire du nommé Hernandez Juan, effectué à l'état-major de la division de Meknès le 27 juin 1938 ; 7 N² 2544 Dossier 3 : Le commissaire divisionnaire de Police Spéciale de Lille à Monsieur le Préfet du Nord. AS du nommé Delbergue Adolph, volontaire rapatrié d'Espagne. Lille, 31 mars 1937.

contemporains, dont George Orwell, qui écrivait à ce propos : « Je pense qu'il est impossible que personne ait pu passer plus de quelques semaines en Espagne sans être désillusionné [133]».

1. Des perspectives révolutionnaires évanescentes

Les volontaires engagés dans les milices de la CNT FAI et du POUM en Catalogne figuraient naturellement parmi les plus véhéments dans leur déception. Ils ont en effet subi trois facteurs déceptifs simultanés : d'une part, la fin de la parenthèse prérévolutionnaire et le retour de l'autorité étatique, d'autre part, la dissolution des milices et leur militarisation, et enfin, conséquence directe des deux premiers facteurs, le fait qu'ils soient devenus les cibles corolaires de la répression qui suivie les affrontements interne en Catalogne en mai 1937. La répression de mai, qui ne concerna qu'une faible partie des étrangers présents, fit l'effet d'une prophétie auto-réalisée parmi les volontaires internationaux en Aragon, toutes sensibilités politiques confondues, déjà passablement inquiets de la tournure des événements depuis l'automne 1936.

Le « circonstancialisme » de la CNT marquée par la survenue de ministres anarchistes en Catalogne puis au gouvernement républicain de Valence fit l'effet d'une douche froide pour les dizaines de militants anarchistes étrangers, soutenus par de nombreux militants de la CNT FAI au front. Conjuguée avec la militarisation des milices, la situation politique fut perçue comme une défaite, ou une trahison. Les miliciens étrangers annonçant leur départ se justifièrent en invoquant le changement objectif qui était survenu : ils n'étaient pas ici pour défendre une « République » ou un « État Bourgeois ». Certains témoignages font état d'une profonde remise en cause de leur raison d'agir au printemps 1937 :

> Pourquoi sommes-nous mécontents ? […] Parce que ça ne s'est pas passé comme nous l'espérions quand nous sommes venus en Espagne. Beaucoup de nos idées se sont révélées fausses. Nous voulions la révolution sociale. Mais nous refusions toute dictature communiste, fasciste ou anarchiste. Il faut donc nous attendre à ce que l'une d'elle gagne. Nous sommes donc ici contre nos convictions[134].

L'absence de perspectives révolutionnaires et de possibilité de participer directement à l'érection d'une société nouvelle fut également un objet de déception parmi les membres des

[133] ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne…, op. cit.*, p. 168.
[134] GMÜR (Edi), *Journal d'Espagne… op. cit*., p. 118.

Brigades internationales. Certains ne comprenaient pas pourquoi les communistes espagnols ne s'emparaient pas immédiatement du pouvoir :

> For considerable time, comrades were under illusion that they were fighting a proletarian revolution [...] Our comrades, as a consequence, misconstrued the role of the Party, believing that the Party had a hegemony of the struggle [...] Our comrades felt that the Party could dictate any policy to the Popular Front[135].

Cette observation d'un cadre anglo-saxon recoupe parfaitement les sentiments évoqués par de nombreux volontaires étrangers dans leur correspondance et autobiographies. Les Brigades internationales devaient être un outil révolutionnaire, comme l'exprime ce volontaire communiste français fort déçu de son périple espagnol :

> J'estimais que j'avais là-bas l'occasion de mettre en pratique ce qui était en puissance en moi. Je ne devais pas attendre que la révolution vienne vers moi, mais aller vers elle. Pour moi, ce n'était pas simplement une lutte contre le fascisme ; mais c'était aussi l'avant garde du Prolétariat qui allait de diverses façons, selon les possibilités de chacun, montrer aux camarades espagnols que défendre les lois démocratiques qu'ils s'étaient données, et qu'on voulait leur voler, n'était qu'un acheminement vers d'autres avantages. Je pensais que la Colonne Internationale servirait en temps opportun, de point de départ vers ce but auquel aspirent tous les communistes[136].

Le facteur politique est sans conteste le motif de déception identifié le mieux connu parce qu'il fut, et est encore, largement invoqué par une historiographie partageant cette réprobation de l'évolution des réformes sociales en Espagne (pour ne pas dire dans la seule Catalogne) et de la restauration de l'autorité étatique. Mais cette perception est très réductrice puisqu'elle perçoit le volontariat comme un phénomène entièrement politique et assimile tous les volontaires à des agents politiquement conscients. Il faut replacer les considérants politiques dans leur contexte, au sein d'un ensemble de facteurs déprimants moins évidents à évoquer ou, isolément, insuffisants comme justifications au renoncement à la cause et à l'abandon de l'Espagne à son sort.

---

[135] *Depuis un temps considérable, les camarades étaient sous l'illusion selon laquelle ils étaient en train de lutter pour une révolution prolétarienne* [...] *Nos camarades, en conséquence, se sont mépris sur le rôle du parti, croyant que le Parti disposait d'une hégémonie dans la lutte.* [...] *Nos camarades croyaient que le Parti pouvait imposer à sa convenance ses directives au Front populaire.* RGASPI 545.2.75 : *Report on two years of political and military work in 15 Brig*[ade]. [fin 1938], p. 7.

[136] RGASPI 545.6.1297 : Dossier individuel du volontaire français Malvergne Fernand. *Pourquoi je suis parti en Espagne*. Par Fernand Malvergne. 21 février 1937, p. 1.

2. Promesses non tenues, gratifications insuffisantes et affectations décevantes

Les promesses reçues avant l'inscription sur une liste de volontaires, ou bien la présomption de gratifications attendues, entrent pour une bonne part dans les déceptions ressenties par les volontaires. L'absence ou l'insuffisance de celles-ci justifièrent leur désaveu et parfois suffirent au renoncement. La récurrence des allusions aux promesses non tenues et aux affectations décevantes concerne avant tout la période située entre l'automne 1936 et le printemps 1937 et émane très majoritairement des volontaires venus de France et de Belgique. Ces déceptions nous renseignent en creux sur les gratifications et les attendus des volontaires en échange de leur participation. Leur déclin à partir du printemps 1937 confirme nettement leur corrélation avec la massification des enrôlements durant le grand recrutement[137].

Si l'argent ne semble pas avoir été un facteur important de l'engagement vers l'Espagne, il est cependant un élément récurrent dans les critiques et les ressentiments partagés par les volontaires au début de l'année 1937. La découverte de l'inanité des promesses de primes comme la suppression des hauts salaires pour les spécialistes et instructeurs étrangers constituèrent un facteur important de remise en cause de la présence en Espagne, même si cela ne signifie pas qu'il fut l'unique déterminant. Le point commun se situe le plus souvent autour d'un sentiment d'injustice, dans une mise en correspondance des sacrifices imposés aux volontaires, ou qu'ils s'étaient imposés, avec la mesure des rétributions reçues.

Aucun témoignage de vétérans déçus ne souligne que la solde ait été trop faible mais beaucoup évoquent les retards dans son versement ou dans la remise des arriérés. Les membres étrangers des formations miliciennes eurent le sentiment de subir des mesures de rétorsion de la trésorerie militaire de l'*Exèrcit de Catalunya* contre les formations récalcitrantes à régularisation. Pourtant rien n'atteste de telles mesures. Les difficultés liées à la restructuration d'une armée entière et la mise en place d'une trésorerie unifiée n'ont évidemment pas été vues ni comprises par ces miliciens étrangers déjà passablement ébranlés et démoralisés. Le refus de certains d'entre eux de rejoindre une formation régulière les

[137] Certains déçus semblent avoir été bien naïfs ou du moins peu scrupuleux, comme ce volontaire dieppois qui évoquait à son retour deux déceptions : on lui avait promis que la nourriture serait abondante et qu'il serait envoyé avec sa famille en URSS en cas d'invalidité. SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le ministre de l'Intérieur. DGSN à Monsieur le MDNG. EMA 2ème Bureau SCR. *Volontaires de retour d'Espagne*. *Déclarations de Coutaud Jean*. Paris, 14 avril 1937.

empêcha de pouvoir revendiquer leurs arriérés de soldes et développa naturellement un profond sentiment d'ingratitude.

Dans les Brigades internationales, la situation critique des finances de la Base provoqua début 1937 de fréquents retards dans la solde qui soulevèrent de violentes protestations, prises très au sérieux par la direction politico-militaire[138]. Ces récriminations sur les retards se conjuguèrent avec le malheureux système de retenue sur solde opéré par la Base pour améliorer l'ordinaire et financer certaines infrastructures. Ce système, compliqué et opaque, fut à l'origine d'incompréhensions et d'indignation parmi les volontaires, certains résumant cette rétention à une équation inexacte mais imagée : « 3 pour les hommes, 7 pour le PC »[139]. Enfin, tous les volontaires se rendirent bientôt compte que leurs camarades espagnols n'y étaient pas assujettis. La direction des Brigades internationales était tout à fait informée de cette situation déprimante mais décida dans un premier temps de l'assumer, comme le résumait trivialement Gayman lors d'une réunion du Conseil militaire de la Base en février 1937 : « Nous perdrons quelques éléments mauvais qui exigeront les 10 pes[etas] pour se saouler. Ce sera un bien pour la Brigade[140] ». Certains acceptèrent le principe, s'enorgueillissant d'être « ceux du front » mais soupçonnaient leurs camarades d'Albacete d'être moins frugaux qu'eux[141]. Les plaintifs obtinrent néanmoins gain de cause, du fait des pressions du gouvernement républicain sur la Base, mais les nombreux déserteurs de la première crise de démoralisation revinrent en France et en Belgique persuadés d'avoir été abusés et justifièrent pour partie leur départ par les problèmes concernant la solde.

Les promesses d'emploi ou de situation reçues lors de l'engagement, ou du moins l'assurance ne pas se retrouver dans la « biffe », ont provoqué un malentendu suffisamment relevé par l'historiographie. Artilleurs, terrassiers, ouvriers-mécaniciens, infirmiers, marins, aviateurs ou télégraphistes, etc. : nombreux furent les « spécialistes » à avoir été versés d'office dans l'infanterie[142]. Ainsi, deux télégraphistes furent « très surpris d'être envoyés comme fantassin au front », tout autant que deux infirmiers qui « n'avaient pas pensé pouvoir

---

[138] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, Annexe 75. *Situation financière des Brigades internationales.* Rapport de Vidal, 14 février 1937.
[139] IISG CNT 81 B2 Archivo del Grupo Francés de la CNT - Correspondencia y documentos del Grupo Francés de la CNT en Barcelona : *Informe : La columna internacional.* Mai 1937.
[140] RGASPI 545.2.46 : *Réunion du Conseil Militaire du 14 février 1937*.
[141] RGASPI 545.3.437 : Lettre anonyme adressée aux autorités supérieures des Brigades internationales. 13 mai 1937.
[142] Fait déplorés par certains cadres des Brigades internationales. RGASPI 545.2.39a : *Procès-verbal de la réunion du 23 mai à Figueras*. 25 mai 1938.

être envoyés au front[143] ». Pour les volontaires recrutés sur la promesse d'être employés en Espagne selon leur profession déclarée, comme ouvrier spécialisé ou agent technique, la déception fut immense. Un maçon syndiqué jure qu'il était venu non pour combattre mais « pour aller faire en Espagne des tranchées à l'arrière du front[144] ». Un volontaire anglais, objecteur de conscience, parti en Espagne contre la promesse d'y être brancardier. Finalement refusé à ce poste, il déserta immédiatement[145].

Certains se persuadèrent que leurs capacités politiques et administratives justifiaient leur présence en Espagne, dans un engagement à l'arrière. Il semble bien que certains avaient été effectivement sollicités sur ces profils. Les consignes données par les sections étrangères de la CNT-FAI aux comités anarchistes de l'extérieur définissaient en effet trois profils admissibles de volontaires : les combattants, les ouvriers spécialisés des usines d'armement et les militants ayant des capacités d'organisation et d'administration politique et économique pour prendre un « poste de responsabilité dans l'Espagne nouvelle[146] ». Ce profil peu banal d'employés de la révolution et de bâtisseurs de société nouvelle dut intéresser de nombreux militants. Ils furent pourtant dirigés vers le front, suscitant ainsi déceptions et rancœur, comme le reconnaissait avec dépit un cadre italien de la CNT catalane :

> Ragione per cui molti compagni non intenti requisiti militari o combattivi e sovente in condizioni di salute precarie, obbedendo alla fede e al desiderio vivo di essere comunque utili alla grande opera rivoluzionaria che gli anarchici stanno compiendo in Ispagna, decisero di partire. Grande fu la loro delusione quando [...] s'accorsero che la loro buona fede era stata carpita e che in sostanza non rimaneva che scegliere tra la partenza per la trincea o il ritorno umiliante. I risultati erano facili prevederli. Diversi non appena raggiunto il fronte si sono ammalati, qualcuno si è rivelato inetto, altri han cominciato a lamentarsi e a protestare, in modo che i ritorni subitanei dal fronte si verificano giornalmente con un crescendo sconcertante[147].

---

[143] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Département du Nord. Arrondissement de Lille. Commissariat de Police de la Madeleine. Procès-verbal. *Déclaration : Dautricourt Théophile*. Lille, 13 mars 1937 ; AD 13 2366 Dossier Surveillance étrangers, volontaires de la guerre d'Espagne: listes, rapports, correspondance 1937. Le Commissaire Spécial Douvet à Monsieur le Commissaire Divisionnaire, chef des Services de la Police Spéciale. Marseille, le 24 janvier 1937.

[144] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le Commissaire de Police à Monsieur le Sous-préfet à Montreuil. Interrogatoire de Marseille Charles. Berck sur Mer, 25 mars 1937.

[145] BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors…, op. cit.,* p. 93.

[146] AGMA ZN Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización C.1299 Cp. 34 D.2 : *5a División Orgánica - Servicio de Información. Sobre reclutamiento y colaboración de extranjeros con los rojos - Correspondencia intervenida*. 8 février 1937.

[147] *Raison pour laquelle de nombreux compagnons n'ayant pas les qualités militaires et combatives et souvent en mauvaise santé, obéissant à la foi et au vif désir de se rendre utile à la grande œuvre révolutionnaire que les anarchistes sont en train d'accomplir en Espagne, décidèrent de venir. Grande fut leur déception […] lorsqu'ils*

Des militants et cadres communistes s'indignèrent également d'être envoyés au front tandis qu'on leur avait promis une place tout autre dans les Brigades internationales. Un secrétaire de cellule lyonnais croyait qu'il était venu pour y être propagandiste, un autre de Corse pensait être venu pour former des cadres, tandis qu'un troisième « avait quitté Nice pour aller tenir des meetings et non pour combattre[148]».

Le cadre de référence espagnol que les volontaires avaient élaboré sur la base d'images et de discours vus, lus et entendus avant de partir, s'évanouit dès leur première confrontation avec la situation réelle. Ainsi, pour les milliers de volontaires du grand recrutement de l'automne 1936, la distorsion entre leur perception fantasmée de la guerre et la vie quotidienne des Espagnols dans ce contexte fut parfois fatale à leurs motivations initiales.

3. Les sacrifiés. Faire la guerre à la place des Espagnols

Fréquemment, des volontaires firent part de l'indifférence et parfois de l'hostilité de la population à leur égard. Une expérience ou une rencontre malheureuse suffit parfois pour eux à démontrer l'ingratitude des Espagnols et remettre en cause leur choix : « Pensant que le geste consistant à se mettre à la disposition du Gouvernement espagnol leur donnait droit à une certaine considération, ils ont été péniblement surpris de constater l'hostilité avec laquelle la population civile les accueillait […][149]».

Cette ingratitude supposée vint se conjuguer avec la nonchalance que beaucoup relevaient à propos des miliciens espagnols comme de la population à l'arrière : « J'ai eu l'occasion de me rendre compte que les Espagnols n'apportaient pas à la lutte toute la ténacité

---

s'aperçurent que leur bonne foi avait été soutirée et qu'il ne leur restait en substance que le choix entre le départ pour le front ou le retour humiliant. Les résultats étaient prévisibles. Plusieurs sont tombés malades à peine arrivés au front, un autre s'est révélé inapte, d'autres ont commencé à se plaindre et à protester, de sorte que les retours soudains depuis le front se sont vérifiés quotidiens avec une intensité déconcertante. AGGCE Madrid PS 487.2 : *Brigadas internacionales.* Lettre de Lorenzo Giusti au groupe libertaire (italien) de Chambéry. Barcelone 12 février 1937.

[148] CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D2 Volontaires français. Le directeur de la Police d'État à monsieur le Procureur de la République de Nice- Copie. Nice, 21 décembre 1936 ; SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Le préfet du Rhône à Monsieur le Ministre de l'Intérieur (Direction de la Sûreté Nationale) contrôle Générale [*sic*] des Services de Police Administrative. *Volontaires de retour d'Espagne* [Déclarations de Baury, Charvolin, Lemire]. Lyon, le 19 mars 1937 ; RGASPI 545.6.1383: Dossier individuel du volontaire français Rossi. *SIM. Information sur le Camarade Rossi Jean.* 16 mars 1938.

[149] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *Le Commissaire Spécial Adjoint Conan Louis à Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la gare Paris PLM.* Paris, le 24 février 1937.

nécessaire » disait un volontaire normand à son retour[150]. Le manque d'allant au front et les pratiques singulières des miliciens qui désertaient les lignes la nuit « pour aller coucher dans un village à l'arrière », une pratique effectivement constatée par les observateurs étrangers comme par les autorités militaires républicaines, les stupéfièrent littéralement[151]. En comparaison avec leurs propres efforts et sacrifices, ces différences culturelles choquèrent beaucoup d'étrangers :

> Voilà trois mois que nous sommes au service des Espagnols mais leurs batteries parlent chacune leur tour, cela fait mal à la vue des camarades. Il ne faudrait pas prendre les colonnes Inter[nationales] pour des bouche trous et [il] ferait bien d'être un peut plus nerveux[152].

D'autres se plaignent d'être employés « pour tous les « coups durs » et « aux postes les plus périlleux » tandis que les miliciens espagnols venaient simplement « occuper le terrain conquis »[153]. Partant, les échecs subis au front par les Internationaux furent rapidement attribuer à l'apathie de leurs camarades ibériques : « Si les Espagnols s'étaient défendus avec autant de vigueur que nous, peut-être n'aurions-nous pas été obligés de reculer sans cesse[154] ».

Le décalage culturel le plus flagrant sur l'approche du conflit semble cependant avoir été particulièrement saillant encore lors des séjours dans les villes de l'arrière. La quiétude des Valenciens ou des Barcelonais rendit les volontaires étrangers présents particulièrement nerveux : « Dans cette ville des bagarres se sont produites entre les miliciens français et espagnols, les premiers ayant reprochés à ces derniers de rester à l'arrière dans la grande ville

---

[150] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Interrogatoire Dupin - DGSN Commissariat Spécial de Cherbourg. Le Commissaire Spécial Adjoint Remond à Monsieur le Commissaire Spécial, chef de Service à Cherbourg*. Cherbourg, le 7 mars 1937.

[151] AD 13 2366 Dossier Surveillance étrangers, volontaires de la guerre d'Espagne : listes, rapports, correspondance 1937. Très secret. Le Commissaire Divisionnaire, Chef des Services de la Police Spéciale à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône. *Volontaires français du front populaire espagnol arrivés à Marseille. Déclarations*. Marseille, 8 janvier 1937.

[152] RGASPI 545.3.437 : Lettre anonyme adressée aux autorités supérieures des Brigades internationales. 13 mai 1937.

[153] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Déclaration de Guiguay Léonidas.* Sans précision, sans date ; 7 N² 2616 Dossier 2 : Espagne – Catalogne : *Situation à Barcelone*, 22 janvier 1937 ; 7 N² 2604 : Commandement supérieur des Troupes de Tunisie. État-Major. 2ème Bureau. Le Général de Division à Monsieur le Président du Conseil Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, EM de l'Armée 2ème Bureau SCR. Objet : AS *Interrogatoire d'un militaire rapatrié d'Espagne*. Tunis, le 28 octobre 1938.

[154] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : DGSN Commissariat Spécial de Cherbourg. Le Commissaire Spécial Adjoint Remond à Monsieur le Commissaire Spécial, chef de Service à Cherbourg. *Interrogatoire Dupin.* Cherbourg, le 7 mars 1937.

pendant que les étrangers volontaires se battent en première ligne[155] ». Un volontaire français témoignait de son « dégoût » de voir « les Espagnols parader à l'arrière au lieu de se battre » tandis qu'un autre, venant d'arriver à Barcelone, exigea de rentrer séance tenante en France après avoir vu dans les rues « trop de jeunes gens espagnols »[156]. Les termes de « planqués » ou « d'embusqués » reviennent fréquemment, à l'encontre des bataillons espagnols jouxtant les lignes des Internationaux ou pour évoquer l'arrière.

Les scènes de violence et les affrontements entre organisations politiques, situations presque ordinaires au Levant et en Catalogne dès janvier 1937, constituèrent des motifs d'inquiétude, ou d'indignation, pour les étrangers, d'autant plus pour ceux qui étaient persuadés de trouver en Espagne un peuple uni par le front populaire et par la guerre. Ces impressions de désordre ne furent pas seulement le fait des volontaires peu politisés, loin de là. Edi Gmür, volontaire suisse sympathisant anarchiste, a laissé dans son journal un commentaire désabusé en date du 13 janvier 1937 : « Un certain nombre de choses me déprime passablement. D'abord, j'avais imaginé trouver une classe ouvrière unie et soudée dans la lutte contre le fascisme. Au lieu de cela, j'ai trouvé des foules qui se disputent[157] ». George Orwell s'est également interrogé avec lassitude sur ces luttes intestines omniprésentes en Catalogne et l'incapacité des organisations ouvrières à s'accorder[158].

Les volontaires étrangers jugèrent les Espagnols à l'aune de leurs propres motivations, selon une perception sentimentale de l'Espagne élaborée avant leur départ et directement le fait des représentations de propagande. Ce contraste participa grandement à l'installation d'un sentiment déprimant latent. Dans une symbolique issue des ressentis psychosociaux de la Grande Guerre, les Espagnols devinrent « l'arrière » aux yeux de certains Internationaux tandis qu'eux-mêmes se voyaient en simples « poilus », en sacrifiés. André Marty confirmait la prégnance de cette dépression en rapportant au secrétariat de l'ECCI à Moscou le 7 mars 1937 un commentaire entendu « [Ils] disent : Nous venons chez eux pour les aider et ils sont

---

[155] CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. *A.S de miliciens français de retour d'Espagne ayant combattu dans les rangs des Gouvernementaux*. Commissariat Spécial des Ports. Marseille 24 février 1937.

[156] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : *Compte rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié d'Espagne* [le 29 mai 1937] ; AD 13 2366 : Dossier Surveillance étrangers, volontaires de la guerre d'Espagne. Listes, rapports, correspondance 1937. Commissariat spécial des ports. La Joliette. *Le Commissaire Spécial Doucet à Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Chef des Services de la Police Spéciale. Déclaration de Rosello Albert (Alger).* Marseille, le 24 janvier 1937.

[157] GMÜR (Edi), *Journal d'Espagne…, op. cit*., p. 122.

[158] ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne*…, *op. cit.*, Appendice I : Les dissensions entre les partis politiques, p. 235.

tous là, à l'arrière, à ne rien faire[159] ». Un ex-milicien français émit une hypothèse relevée par l'officier français chargé de son interrogatoire : « Il a eu l'impression que des deux côtés, les Espagnols mettaient aux prises des étrangers et ne participaient guère aux opérations militaires[160] ».

Ces amertumes, d'origines diverses, favorisèrent une prise de parole des déçus rentrés chez eux, tant dans par souci de faire connaitre leurs mésaventures que dans un exercice cathartique.

4. Des déçus bavards et menaçants

La dégradation très nette de la situation des étrangers en Espagne républicaine, notamment en Catalogne, participa également à multiplier les prises de paroles hostiles au gouvernement républicain et, par assimilation, aux communistes en général. En effet, les volontaires mécontents et déçus furent particulièrement prolixes à leur retour, à condition de trouver des oreilles attentives. Dans tous les pays, la presse se fit à leur arrivée, souvent non sans arrière-pensée, le porte-voix de leur détresse[161].

En exutoire, certains déçus choisirent de faire connaître par l'écrit le témoignage détaillé de leurs mésaventures, dans de petits opuscules ou des articles rédigés comme des récits édifiants. Quelques-uns parvinrent à trouver un éditeur ou une revue pour exprimer leur déception, leur colère ou tout simplement par catharsis :

> Anybody who happens to read my rambling story will see there are wide differences between what we understand by democracy and the conditions under which the International Brigade, anyway its less influential members, were expected to live, and yet, they were the men, and it was nobody else, who saved Madrid[162].

---

[159] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 50. L'amertume du ressenti des volontaires internationaux est évident et confirmé par un discours d'Alvarez de Vayo, alors chef du commissariat général de guerre de l'ensemble des forces armées de la République, en juin 1937 à Albacete : « Il faut secouer ces gens-là et les mettre en face de ce qui reste encore en eux d'homme. Il faut leur demander jusqu'à quand et pour quel moment ils comptent se réserver ». « Un grand discours du camarade Alvarez del Vayo… », *op. cit.*, p. 13.

[160] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : SN 11ème Région État-Major 2ème Section. *Compte rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié de Nantes, le 16 avril 1937, en présence du Commandant Loyer de l'État-Major de la 11e Région.*

[161] La réinterprétation, voir la réécriture, de certains témoignages par les journalistes favorisa l'éclosion de rumeurs largement reprises ensuite, y compris par des volontaires déçus peu inspirés.

[162] *Quiconque qui lira mon histoire décousue pourra constater qu'il y a de profondes différences entre ce que nous entendons par démocratie et les conditions régnant dans la Brigade internationale, que ses membres,*

Ces témoignages trouvèrent pour la plupart un espace dans les revues et journaux d'extrême gauche, touchant un public limité. De ce fait, ils furent souvent assimilés, parfois malgré eux, à une démarche anticommuniste transposée par leurs détracteurs en une critique contre l'Espagne républicaine. Pourtant, beaucoup d'opuscules sont entourés de précautions discursives. Un ex-volontaire écossais fit publier son témoignage amer, mais se refusa à y faire figurer certains détails, pour ne pas nuire à une cause qu'il n'avait pas reniée :

> Escribo este relato con la esperanza de que suscite en su favor un movimiento de solidaridad y con el fin de que los numerosos y excelentes camaradas que tengo en el partido comunista comprendan al fin lo que su partido está haciendo en España[163].

Certains récits, souvent parmi les plus picaresques, bénéficièrent tout de même d'un relatif succès, y compris jusqu'à nos jours, comme celui du Belge Nick Gillain ou du Hollandais Jeff Last[164].

La prise de parole des déçus se fit souvent, de manière compréhensible, menaçante et revancharde. Un ancien cadre militaire supérieur belge des Brigades internationales, démis de ses fonctions en raison de ses prises de positions critiques au Conseil Militaire d'Albacete, écrivit à Largo Caballero dès son arrivée en France, et prévint : « Heureusement je suis en vie et je vais attaquer[165] ». Ils furent nombreux en effet à annoncer leur intention de rendre public leur témoignage : « Dès notre arrivée à Paris nous nous proposons de mettre au courant de tous ces faits nos représentants antifascistes, nos organisations d'extrême gauche, tous ceux qui, encore, se font quelques illusions[166] ». Les militants communistes se tournèrent vers leur cellule locale pour dénoncer les affres de leur séjour espagnol. Beaucoup étaient persuadés que ce qu'il se passait à Albacete était un abus de pouvoir que le Parti ne saurait admettre. Citons seulement deux exemples : « Je n'ai pas manqué de dire à mes anciens camarades communistes ce que je pensais de ma mésaventure » ; « Constate et porte à la connaissance de

---

certes les plus modestes, subissaient , tandis ces derniers sont, et personne d'autre, ceux qui ont sauvé Madrid. *In Spain with the International Brigade. A personal Narrative*. Londres, Burns Oates & Washbourne LTD, 1938, p. 56.

[163] *J'écris ce récit dans l'espoir qu'il puisse susciter un sentiment de solidarité afin que les nombreux bons camarades que compte le parti communiste comprennent enfin ce que leur parti est en train de commettre en Espagne*. IISG FAI PE 52.8 : *Con la Brigada Internacional….*, *op. cit.*, p. 1.

[164] GILLAIN (Nick), *Le mercenaire. Carnet de route d'un combattant rouge*, Paris, Librairie Arthème-Fayard, 1938 ; LAST (Jef), *Lettres d'Espagne*, Paris, Gallimard coll. « Nrf », 1939.

[165] RGASPI 545.6.299 : Lettre à Largo Caballero de Eugène Van Den Bossche, ex commandant (belge) de la place de Fuencarral. Cerbère, 2 mai 1937.

[166] AD 66 1 M 637 Événements militaires - Guerre d'Espagne. Situation politique en Espagne et répercussion en France, surveillance : rapports, correspondance, coupures de presse 1er - 18 mars 1938 : « Des combattants de la brigade internationale accusent » in *L'indépendant* du 16 mars 1938.

mes camarades communistes de mon village, la triste expérience que j'ai subie, par la faute des dirigeants communistes des Brigades internationales »[167]. D'autres s'adressèrent directement à des personnalités communistes éminentes. Plusieurs de ces documents ont été conservés, soit parce que les lettres ont été interceptées par la censure ou bien parce que le destinataire fit parvenir à Albacete les courriers et l'identité de leurs auteurs. Ces derniers croyaient faire leur devoir en alertant Thorez, Duclos ou Fajon : « Nous pensons qu'un tel état de chose ne puisse durer plus longtemps et nous avons l'espoir ferme que vous le Parti Français, nous abandonnez pas, car ce que je t'explique n'est qu'un épisode » ; « Je pense que tu peux avec le PC de France, que vous devez dans l'intérêt même de la lutte contre le fascisme, et du PC prêter attention et mettre au point le travail des commissaires politiques français qui donnent du Parti une idée fausse […][168] ».

L'amertume du séjour espagnol s'est en effet accompagnée d'une rancœur violente à l'endroit des partis communistes nationaux jugés directement responsables de leurs mésaventures par les déçus. Beaucoup de rapports évoquèrent « la différence entre le métier promis et le traitement infligé » et que « leur foi socialiste ou communiste a subi un rude assaut car rien, dans ce qu'ils ont vu, n'a été en accord avec les principes pour lesquels ils s'étaient enrôlés[169] ». Les communistes furent ainsi jugés collectivement coupables de les avoir trompés ou débauchés, y compris dans les cas où, à la lecture du témoignage, l'arrivée en Espagne s'effectua indubitablement sans le recours au Parti ou ses officines. Une inquiétante vague d'apostasie se développa parmi les militants communistes ; les agents consulaires français relevèrent ainsi la « surexcitation » des déserteurs hébergés, devenus « enragés anticommunistes »[170].

Cependant, deux types de dénonciations anticommunistes sont ici superposés. D'une part, les récriminations des volontaires déjà adversaires politiques du parti communiste et

---

[167] AD 13 4 M 2366 : DGSN. Le *Commissaire divisionnaire Chef des Services de la Police Spéciale à Monsieur le Sous-Préfet d'Aix en Provence. A/S du nommé Ceccherini Ezio volontaire de retour d'Espagne.* Marseille, 6 avril 1937 ; RGASPI 545.6.1101 : Dossier individuel du volontaire français Brouzet. Lettre manuscrite envoyée de France par Brouzet à Marty. 23 juin 1938.

[168] RGASPI 545.1.7 : Lettre collective (signée par quatre français, deux belges et deux américains) envoyée aux députés communistes Fajon et Waldeck-Rochet depuis l'hôpital international de Denia. Denia, 10 juin 1938. La lettre fut transmise par Fajon à Luigi Longo en juillet 1938 ; 545.6.1349 : Dossier individuel du volontaire français Perrier. Lettre d'Auguste Perrier à Jacques Duclos, Lyon le 15 septembre 1937 ; 425.270.7849 : *Rapport fait au Camarade Thorez Secrétaire Général du Parti communiste*. Par Marcel Chauvet. Paris, le 4 août 1938. Mes remerciements à Claude Pennetier pour m'avoir communiqué ce document.

[169] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *Renseignement.* Source : bonne. Destinataire : EMA 1er Bureau (suite à 9371 du 30.12.36 Section E-Midi). *Renseignements sur la milice espagnole.* 9 janvier 1937 ; 7 N² 2544 Dossier 3 : *Espagne gouvernementale. AS des miliciens internationaux.* 30 mars 1937.

[170] SHD 7 N 2755 : Lettre adressée par le Lt Colonel Morel au Général Schweisguth. Valence, 14 avril 1937.

d'autre part, les volontaires, éventuellement eux-mêmes communistes, qui considèrent avoir été trompés. Il s'agit donc de récriminations d'ordre idéologique et d'ordre structurel, les deux distinguant rarement les Brigades internationales et le Parti. Pour les premiers, les volontaires déjà politisés et le plus souvent anarchistes ou anarchisants, la détestation anticommuniste préexistait largement et s'est retrouvée confirmée par leur expérience. Mais pour certains militants communistes, le choc fut tout aussi violent. Un secrétaire de cellule recueilli par la section français de la CNT catalane disait qu'il y avait plus appris sur la « dictature sur le prolétariat » qu'en « deux ans d'Université Ouvrière[171] ».

Le sociologue Albert Hirschmann a montré que la défection peut produire son contraire : haine et détestation de l'ancienne communauté[172]. Ces défections ont en effet le plus souvent bouleversé la polarité politique des volontaires déçus et provoqué un rejet de leur ancienne communauté : « Nous revenons tous avec l'impression très nette d'avoir été roulés, ceux qui ont souffert là-bas de la discipline communiste qui est loin d'être aussi clémente qu'en France, seront entièrement découragés et deviendront de mauvais agents de propagande[173]». Ou, plus prosaïquement : « Le séjour que cet engagé volontaire a effectué en Espagne, semble avoir quelque peu modifié ses opinions politiques[174] ». À Barcelone, d'anciens militants communistes soutenus et pris en charge par la CNT ont signé des certificats de « décommunisation » ou des déclarations « d'abandon du communisme »[175].

D'une certaine manière, deux Espagne sont entrées en collision dans l'esprit de nombreux volontaires déçus, celle qu'ils croyaient rejoindre et celle jugée depuis leur propre expérience traumatique. Les désenchantements et déceptions nés de ce contact violent entre la réalité et un imaginaire militant parfois candide vinrent se superposer aux motifs déprimants inhérents à la guerre et à la situation traditionnelle du soldat en campagne. Ce sentiment fut renforcé par leur double identité trouble de volontaire et d'étranger, l'évolution défavorable du conflit et, par conséquent, l'absence de perspective positive.

---

[171] IISG FAI Pe 18 Grupo Francés/Sección Francesa : *Rapport.* Signé « Henri Martin » alias de Monek Kresh. s.d. [1937], p. 6.
[172] HIRSCHMAN (Albert Otto), *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1995, p. 175.
[173] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : Interrogatoire Dupin DGSN Commissariat Spécial de Cherbourg. *Le Commissaire Spécial Adjoint Remond à Monsieur le Commissaire Spécial, chef de Service à Cherbourg*. Cherbourg, le 7 mars 1937.
[174] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : *Renseignement recueillis auprès de M. Capelle, Louis domicilié 2, Cité Darblay à Villabe*. Paris, 12 mai 1937.
[175] Certificats et déclarations présents dans les cartons suivants : IISG CNT 81 B : *Correspondencia y documentos del Grupo Francés de la CNT en Barcelona* et FAI PE 53 Dossier *Asuntos Casa. 1937-1938 : B1. Dossier 'Courrier Front'. Cartas y listas de material de prensa y propaganda al frente. 1937-1938.*

B. Une guerre démoralisante

Traditionnellement, les désillusions des volontaires provoquées par le contact quotidien et intense avec la guerre constituent un ressenti largement identifié et reconnu, notamment à propos de la Grande Guerre, dont le point de bascule semble être la perte du sens héroïque et idéologique initial du combat[176]. Le processus de « dépolitisation » de l'engagement combattant volontaire ne fut pas seulement la résultante d'une incompréhension des enjeux espagnols ou d'un refus de l'omnipotence communiste dans les Brigades internationales mais également un fait psychosocial intrinsèquement lié au fait guerrier lui-même. Signalons que ce sentiment de désillusion et de pessimisme est perceptible dans la plupart des œuvres de littérature produites par les étrangers présents en Espagne, marquées par un sentiment d'inutilité et d'impuissance des témoins, puis inversement par une sublimation du contexte une fois sortis d'Espagne[177]. La déprime espagnole ne s'éteignit pas naturellement une fois les volontaires extraits du danger. L'officier chargé de l'interrogatoire de six étrangers (italiens, allemands, autrichien et hongrois) résidant légalement en France après leur démobilisation à l'automne 1938 déclara à leur propos que « Tous, sauf un […], ont manifesté une grande lassitude et une grande désillusion. [...] Tous ces hommes avaient l'impression de l'inutilité de leurs efforts en Espagne »[178].

Quatre facteurs déprimants se sont entremêlés : la remise en cause de la présence en Espagne du fait de son apparente inutilité, la démoralisation liée aux conditions de la guerre et à la situation militaire, et enfin l'absence de perspectives positives associée à un dispositif réglementaire de soustraction du conflit inopérant.

1. Le volontaire international, un soldat de l'« utile »

Les volontaires étrangers partagèrent un profond sentiment de déprime du fait de leur très forte dépendance à leur élan, celui-là même les ayant conduits en Espagne. C'était faire œuvre utile que de partir combattre sur une terre étrangère, parfois très éloignée de chez eux.

---

[176] NEITZEL (Sönke) et WELZER (Harald), *Soldats. Combattre, tuer, mourir : Procès-verbaux de récits de soldats allemands*. Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2013, p. 494.
[177] TOUBOUL-TARDIEU (Éva), « *Hommage à la Catalogne* de George Orwell, *Un Testament espagnol* d'Arthur Koestler. D'une vision pittoresque de la guerre d'Espagne à la désillusion politique » in *Aden. Paul Nizan et les années trente* n°5 « Intellectuels, écrivains et journalistes aux côtés de la République espagnole (1936-1939) octobre 2006, p. 47 ; ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne…, op. cit.*, p. 108.
[178] SHD 7 N² 2532 : 9ème Région Militaire. 23ème Division d'infanterie. 2ème Bureau. *Rapport du Capitaine Paoli de l'EM de la 23ème DI. Objet : Interrogatoire de volontaires rapatriés d'Espagne.* Limoges, 22 octobre 1938.

L'analyse de leur situation devait donc toujours être établie à l'aune des raisons les ayant poussés à s'engager. Les raisons de rester étaient quant à elles déterminées selon un rapport favorable entre l'utilité de la présence et la mise en danger. La réduction du rapport entre les deux conduisait à la remise en cause de la présence et la recherche d'une stratégie de soustraction individuelle du conflit.

Pour de nombreux volontaires, la perte du sens initial de leur présence en Espagne fut liée à l'évaporation des aspirations révolutionnaires et la disparition du miroir grossissant faisant de la situation sociale à Barcelone ou dans les villages pauvres d'Aragon un contexte général. Inexorablement, la guerre primait sur le politique, l'État sur la révolution, le devoir sur la cause. À l'été 1937, les miliciens étrangers démobilisés de force étaient partagés entre rancœur et consternation. Le Suisse Edi Gmür rapporte dans son journal son dépit : « La guerre n'est ni perdue ni gagnée, ni terminée[179] ». Quelques-uns justifièrent le fait de rester au regard du fait que nul ne voudrait ou ne pourrait venir les remplacer et qu'il valait mieux accepter leur sort avec résignation, par devoir antifasciste. Un jeune anarchiste français adressait ainsi à ses camarades une lettre résignée et pathétique :

> Je pense que pourtant que c'est un miracle, si je vis encore. Mais après avoir bien réfléchi je suis décidé à mourir […] Je me porte très bien, cependant je sais ce qui m'attend et il m'a fallu véritablement faire un effort de volonté pour m'y résigner. Je crois que nous sommes au diapason de la Grande Guerre […] Nous étions peu préparés pour une pareille boucherie. Combien il faut avoir de nerf pour se résigner à recevoir ces déluges de mitraille. Pourtant il le faut, car je pense que c'est mon devoir[180].

Un milicien anarchiste italien qui a rejoint la XIIème brigade *Garibaldi* expliquait à un correspondant qu'il l'a fait « pour être utile », tout en n'étant pas sûr de son choix et en ajoutant : « si on perd la guerre on perd tout[181] ». Un autre résumait avec fatalisme sa présence dans les tranchées d'Aragon, un an après son arrivée, à une motivation binaire et pratique : « pour Durruti et contre Franco, point[182] ». Ses compatriotes de la colonne *Ascaso* devant Huesca étaient également bien las :

---

[179] GMÜR (Edi), *Journal d'Espagne*…, *op. cit*., p. 120.
[180] « Une lettre du petit fils de Ferrer tué pendant les journées sanglantes de Barcelone » in *Le Libertaire* du 4 juin 1937, p. 3. Il s'agit du petit-fils du célèbre pédagogue anarchiste catalan Francisco Ferrer, exécuté comme victime expiatoire des émeutes à Barcelone lors de la « Semaine tragique » en juillet 1909.
[181] AGGCE PS MADRID 458 Correspondances. 1937-1938. Lettre adressée à Giusti, 5 juin 1937.
[182] *Idem.*

> Cio mi fa pensare che sia una cosa generale che si revela per tutto in questa benedetta Spagna e tra chi non fa e chi non vuole fare e chi vorrebbe fare si faccia una miscela tale di in conclusione da non risolve mai niente[183].

Un milicien allemand s'intéressait quant à lui au décalage existant entre les vétérans et leurs camarades nouvellement arrivés de l'étranger :

> Ich freue mich über die Frische, die allen noch anhaftet. Die alten Genossen hier an der Front sind müde und gleichgültig geworden, der Traum der ersten Monate, dass Spanien in Sturme von den Fascisten befreit werden könnte, ist fehlgeträumt worden, die andauernde Inaktivität hat ihre Enttäuschung mit Schlendrian gemischt. Davon wissen die „Neuen" noch nichts. Die meisten von ihnen sind an die Front gekommen wie wir damals in den ersten Monaten des Krieges[184].

Cette lassitude et ce sentiment d'inutilité attestent du ressenti partagé d'une guerre trop longue et aux perspectives floues. La censure postale des Brigades internationales pourchassa méthodiquement le pessimisme, synonyme de démoralisation, comme l'illustre cette lettre « retenue » :

> Peut-être que l'on a encore besoin de nous en Espagne. [...] J'ai lutté avec toute mon énergie de révolutionnaire pendant plus d'un an mais à l'heure actuelle je ne sens plus le même courage qu'auparavant, je ne sais si c'est que je n'ai pas encore eu satisfaction pour rejoindre quelques jours ma famille ou si c'est la fatigue de cette guerre qui influe sur le moral. […] Je deviens complètement léthargique, je ne peux plus éprouver une joie comme auparavant, cela me laisse froid à présent[185].

Le sentiment d'inutilité se retrouve inversement parmi les volontaires placés à l'arrière, loin du combat ou sur un front calme, notamment dans les compagnies internationales isolées en Andalousie, d'où un jeune volontaire écrivait ces mots : « Front tout tranquille où bien souvent on oublie qu'on est en guerre […] j'ai la conviction profonde que je suis ici un inutile[186] ». Être en Espagne mais hors du combat venait abimer le contrat moral

---

[183] *Cela me fait penser qu'il est une chose générale qui est valable dans toute cette sacrée Espagne c'est qu'entre celui qui ne fait pas, celui qui ne veut pas faire et celui qui voudrait faire, il se produit un mélange tel qu'en conclusion rien ne se résout jamais*. AGGCE Madrid PS 488.27 Brigadas internacionales : Lettre de Spada à Giusti à propos de la section italienne de la FAI à Barcelone. Front d'Aragon, 26 février 1937.

[184] *Je me réjouis de la fraicheur que* [les nouveaux] *possèdent encore. Les vieux camarades présents au front sont fatigués et las, le rêve des premiers mois que l'Espagne pourrait être libérée des fascistes d'un trait était un doux rêve, l'inactivité qui perdure a mélangé leur déception en un laisser-aller. Les « nouveaux » n'en savent encore rien. La plupart d'entre eux sont arrivés au front tels que nous l'étions nous aussi à l'époque, pendant les premiers mois de la guerre*. IISG CNT 63 D. Milicias antifascistas: Grupos Internacionales - Correspondencia de Helmut Rüdiger. Lettre adressée à Helmut Rüdiger depuis Pina de Ebro. 3 avril 1937.

[185] RGASPI 545.6.1196 : Lettre d'un volontaire français anonyme. Espagne, 22 janvier 1938.

[186] RGASPI 545.6.1120 : Dossier individuel du volontaire français Chauvignat Marcel. Lettre interceptée de Chauvignat à son père, depuis le « front de la Liberté » le 10 juin 1938.

tacite conclu avec l'Espagne, celui du sacrifice volontaire pour une cause supérieure imposé par l'urgence de la situation. C'est ce qu'évoquait, en creux, un volontaire dans une lettre à un ami, lettre retenue par la censure postale des Brigades internationales :

> Il s'agit toujours de la même question, celle de notre inaction ici et de notre inutilité flagrante […] Depuis 6 mois que nous sommes là, nous n'avons rien fait qui puissent ressembler à la guerre et pour vivre la vie de caserne comme à 20 ans, camarade de corvée, prendre le garde au poste etc… Alors, non, c'est de la rigolade (excuse ce terme vulgaire mais il est clair) et j'ai autre chose à faire de quand même plus sérieux, et puis la lutte contre le fascisme est mondiale et si elle est moins urgente en France, elle est utile également. Il y a encore autre chose, je n'ai pas la possibilité de laisser ma femme seule soit au point de vue matériel et moral, je l'ai toujours dit, je dispose de quelques mois au service de l'Espagne, ce n'est pas de faute si depuis 4 mois on gâche notre temps heure après heure […] Que faisons-nous ici[187] ?

Les artilleurs des Brigades internationales furent davantage soumis à ce sentiment d'inutilité que leurs camarades fantassins en raison du manque de matériel les maintenant dans l'attente et l'ennui. Cette pénurie obligea les Brigades internationales à verser dans l'infanterie une partie de ces spécialistes, pourtant recherchés à l'étranger, avec des répercussions évidemment peu satisfaisantes sur le moral des concernés.

Cette déprime se conjugua naturellement avec les facteurs dépressifs inhérents à la guerre : les défaites, les pertes et la lassitude des fantassins tenant les tranchées.

2. Le poids des défaites et la lassitude des combats

Le 14 mai 1937, le 11ème bataillon *Henri Vuillemin* connaissait une vague de désertions collectives (la troisième en cinq mois) que son commandant expliquait par l'intervention de dix facteurs corrélés : la fatigue physique et morale due à une présence au front durant cinq mois, la désertion de son commandant, les fortes pertes (la moitié des cadres politiques et militaires morts ou blessés), la violence des engagements à Pozo Blanco, la faiblesse du travail politique, le manque de réserve en cadres, le travail de désorganisation des mauvais éléments, l'attente insatisfaite d'un repos et enfin la disparition du « niveau politique, antifasciste » ayant cédé la place à un « esprit légionnaire »[188]. L'officier concluait en

[187] RGASPI 545.2.54 : Transcription d'une lettre interceptée par la censure. Albacete, 21 juin 1937.
[188] RGASPI 545.3.224 : 14 mai 1937, Rapport du chef du 2ème bataillon au Général Gomez commandant de la XIIIème brigade à propos des désertions dans son unité. 14 mai 1937.

signalant que la désertion des uns était «l'expression de la volonté de la grosse majorité des camarades du Bataillon»[189].

Très certainement, la succession des défaites fut avant tout la cause des chutes de moral parmi les volontaires étrangers, fait évidemment partagé par l'ensemble de l'armée républicaine espagnole[190]. Les trois grandes vagues de démoralisation des Brigades internationales suivent en effet des défaites : février-mars 1937 (choc du premier combat et pertes vertigineuses subies au Jarama), juillet-août 1937 (fatigue, échecs sanglants des offensives sur Brunete, Saragosse (« Belchite ») et Huesca) et enfin le désastre d'Aragon en mars-avril 1938 où les Brigades internationales furent pratiquement annihilées par encerclement lors de l'offensive des Nationaux vers Tarragone[191]. À ces trois périodes paroxystiques s'ajoute l'influence d'une démoralisation constante due à l'absence de relève et de périodes de repos. Ces vagues massives de désertions s'articulent autour de quatre facteurs : un recrutement opéré sur la quantité plutôt que la qualité, la présence en ligne de nombreux primo-arrivants, le choc du combat et les défaites démoralisantes qui suivirent tous ces engagements. La troisième vague du printemps 1938 s'inscrit dans un cadre traumatique plus global qui toucha l'ensemble des forces républicaines.

Durant la Grande Guerre, les soldats demeuraient environ trois ou quatre jours en ligne puis trois jours en réserve avant de partir en repos[192]. En Espagne, la faiblesse des effectifs engagés obligea à maintenir les unités en ligne pour des périodes extrêmement longues. De plus, les secondes lignes étaient le plus souvent absentes ou bien tenues par des unités dont le niveau d'instruction ne permettait pas un déploiement plus en avant. À Teruel, la XIIIème brigade tint des positions d'offensive sous les obus devant la ville haute durant trente-quatre jours, l'état-major ne pouvant la relever[193]. Au Jarama, les XIIIème et XVème ont tenu les lignes durant plus de deux mois ; des compagnies internationales détachées en Andalousie plus de

---

[189] *Idem.*

[190] Les premiers cas de miliciens français débandés se présentant en groupe dans les locaux consulaires sont consécutifs à la défaite républicaine sur le Tage en octobre 1936, avant même que la première brigade internationale ne soit déployée. SHD 7 N 2754 : *Télégramme Départ le 5 novembre 1936 20h Par Ambassade*.

[191] La bataille de l'Èbre (août-septembre 1938) ne fut pas vécue comme une défaite d'une part du fait de la démobilisation des étrangers à son issue et d'autre part du fait d'une puissante campagne de propagande aux accents victorieux. Le taux de pertes (officiel) parmi les étrangers fut pourtant le second en mortalité de la guerre, après la bataille du Jarama.

[192] LEED (ERIC J.), *No Man's Land… op. cit.*, p. 121.

[193] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : Le Ministre de l'Intérieur – Direction Générale de la Sûreté Nationale à Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre (ENA 2ème bureau SCR). *Volontaires de retour d'Espagne. Déclarations des nommés Hans Marcel et Gerriet Louis, Charles*. Paris, le 4 juin 1937.

trois mois[194]. En juillet 1937, le 15ème bataillon *Six Février* tint seul une position secondaire étendue sur seize kilomètres durant trois mois et dix jours[195].

Ces états de fait étaient parfaitement connus de la direction de la Base d'Albacete, qui demanda très régulièrement la relève de « leurs » brigades auprès de l'État-Major Central. La situation militaire des Gouvernementaux ne permit que rarement un roulement des grandes unités d'infanterie et pratiquement jamais pour les batteries et groupes d'artillerie. La guerre d'Espagne fut une guerre de mauvaises tranchées ponctuée d'offensives violentes, avec son quotidien de boue, de faim, de soif à Brunete et de froid glacial à Teruel. Il est incontestable que les conditions extrêmes du conflit associées au sous-équipement permanent eurent une forte influence sur la déprime des étrangers. Au bout d'une semaine en ligne à Brunete en juillet 1937, la XIIIème brigade fut déclarée hors de combat par son médecin-chef, la quasi-totalité des soldats étaient atteints « de maladies dues à l'exténuation, sous-alimentation et des maux d'intestins et d'estomac. […] Les hommes ne sont nullement capables de supporter Les souffrances qui leur sont imposés, ni physiquement ni psychiquement[196] ». Il recommandait sa relève immédiate, elle fut maintenue en ligne et se débanda effectivement[197]. À l'issue de la bataille, deux autres brigades internationales, également considérées comme mises hors de combat, furent maintenues en ligne sur des positions secondaires[198]. La demande de repos constitua les motifs des deux petites mutineries que connut la XVème brigade en 1937.

L'érosion constante des cadres et la perte de cohésion engendrée par celle-ci accentua encore le phénomène de démoralisation. Le *turn-over* important dans l'encadrement affaiblit et déstructura les noyaux élémentaires de combattants et la cohésion des compagnies, là où justement les liens de camaraderies sont censés être les plus forts. Le malheureux 15ème bataillon *Six Février* perdit lors de son premier engagement et en dix jours de combat la quasi-totalité de son encadrement[199].

---

[194] RGASPI 545.2.50 : Secret –Traduction - *Memorándum sobre algunas cuestiones relativas a las Brigadas Internacionales.* Vital Gayman, 9 mai 1937.
[195] RGASPI 545.3.394 : *Notes de souvenirs. Par Jules Dumont. Avril 37 au 10 février 1938*. 6 avril 1939, p. 10.
[196] RGASPI 495.76.4b : Courrier du médecin chef de la XIII Brigade Dr Jensen au camarade Commandant Krieger chef de la XIII. Poste de commandement, 9 juillet 1937.
[197] Après un début de mutinerie, la XIIIème fut dissoute et ses effectifs redistribués. Il s'agissait en réalité de faire un exemple stupéfiant puisque la décision de dissoudre la brigade avait été prise dès avant la bataille, dans le cadre de la rationalisation linguistique en cours.
[198] RGASPI 545.3.435 : *Condición física y moral de los componentes de la XV. Brigada.* Zone de guerre. 29 juillet 1937.
[199] Voir ANNEXE III Document 11- 1 : Tableau chronologique des évolutions tactiques du 15ème bataillon Six février du 13 au 23 février 1937.

Après l'âpre bataille de Brunete puis celle de Belchite, une rumeur parmi les bataillons assurait que les survivants seraient démobilisés[200]. Il n'en fut rien. Les rapports sur le moral des troupes relevèrent sans fard la morosité ambiante :

> La situation peut être définie ainsi : il n'y a pas une véritable amélioration du moral, mais les camarades plus ou moins déprimés se résignèrent à ce qu'ils pensent qui est leur destinée, c'est-à-dire de mourir en Espagne. Des opinions exprimées un peu partout indiquaient encore que, malgré les conférences, on continuait à croire que l'action avait été une défaite. L'importance de l'offensive pour le moral des camarades est sans doute celle-ci : elle a convaincu les camarades que la guerre va être longue et que les pertes seraient énormes. Ils voient peu de chance d'en émerger vivants […] Il y eut beaucoup de résignation silencieuse et amère[201].

Cette résignation des combattants, sentiment dont les signes furent perceptibles dans la correspondance dès le printemps 1937, vint d'une certaine manière parachever la transformation du volontariat international en un service militaire transnational. Venant modifier ou parfois se substituer à l'enthousiasme et l'abnégation initiaux, le sentiment du devoir maintint les volontaires en Espagne, par la reconnaissance du principe premier du soldat, c'est-à-dire, selon l'expression relevée par Paul Fussel, la considération de la guerre comme un « sale travail qu'il faut faire jusqu'au bout[202] ».

La présence par conviction a cédé en partie place à la présence par devoir, où les raisons morales de rester devaient demeurer supérieures aux raisons objectives ou politiques de partir, quelles que soient les formes affectives de la guerre. Ce renoncement partiel a naturellement engendré un fatalisme démoralisateur[203]. En l'absence d'alternative ou d'amélioration de leur situation présente, les perspectives paraissaient bien sombres ; le sort des volontaires étant entièrement lié à une issue victorieuse du conflit ou un accord bilatéral de retrait des combattants étrangers.

---

[200] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional*, op. cit., p. 40 ; BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors…, op. cit.,* p. 249.
[201] RGASPI 545.3.435 : *Rapport sur le moral de la XVème Brigade. Zone de guerre*, 8 juillet 1937.
[202] FUSSELL (Paul), *À la guerre. Psychologie et comportement pendant la Seconde guerre mondiale*, Paris, Seuil, 1992, p. 171.
[203] Le rapport cité précédemment note 201 sur l'état du moral dans la XVème brigade à l'été 1937 relevait ainsi que les volontaires américains soupiraient qu'après tout « Lincoln lui aussi avait été assassiné » et que seuls les déserteurs repartiraient vivants d'Espagne.

3. Une guerre sans fin

Dès l'été 1937, la temporalité de la guerre avait irrévocablement changé. Le volontariat international vers l'Espagne était à l'origine entendu par la majorité, sans doute par tous, comme inscrit dans un temps court : celui de l'aide décisive apportée à la République et d'une défaite inéluctable des rebelles. Dans ses mémoires de vétéran, Roger Codou résume très bien un sentiment vraisemblablement largement partagé : « De plus, j'avais surestimé mes forces et, sans doute, sous-estimé la nature du combat que nous allions devoir livrer. Beaucoup de volontaires, venus spontanément, croyaient qu'un combat de rues allait, en quelques semaines, libérer la République du fascisme[204] ».

Cette temporalité imprévue et difficile à appréhender obligeait les volontaires à réévaluer leur engagement dans une perspective à laquelle ils ne s'étaient pas préparés et qui les déprimait passablement. Ce décalage et ce ressenti étaient parfaitement connus des autorités d'Albacete :

> Beaucoup d'entre eux sont venus en Espagne avec l'illusion romantique, qu'en deux ou trois mois on aurait liquidé le fascisme espagnol et ses alliés du monde entier. Maintenant ils sont un peu déconcertés face à la multitude et à la complexité des problèmes qui se posent. Ils ne pensaient pas qu'il serait si compliqué et si difficile d'unir tout un peuple, sur un plan rigide de guerre. Il y en a qui commencent à désespérer de pouvoir conduire à bonne fin l'entreprise, qui commencent à prêter l'oreille aux tendances de capitulation, activement entretenues, par les agents fascistes qui travaillent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Armée, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Espagne[205].

Cet état d'esprit latent était fortement combattu par la propagande par des rappels réguliers sur le rôle et la mission des Brigades internationales en Espagne[206]. Malgré ce dispositif, de nombreux volontaires firent remarquer prosaïquement qu'ils étaient, eux, venus sur la base d'un engagement limité dans le temps et exigèrent leur remplacement et leur rapatriement[207]. Les volontaires étrangers percevaient fort bien que leur nombre s'amenuisait de plus en plus et qu'il ne venait plus de volontaires de l'étranger, ce qui les renvoyait à

---

[204] CODOU (Roger), *Le Cabochard…, op. cit.,* p. 74.
[205] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste*…, *op. cit*., pp. 314-315.
[206] « Le rôle des Brigades internationales dans la situation actuelle d'Espagne » in *Le Volontaire de la Liberté* n°20 du 4 août 1937, p. 1.
[207] RGASPI 545.2.50 : Secret – Traduction - *Memorándum sobre algunas cuestiones relativas a las Brigadas Internacionales*..Par Vital Gayman 9 mai 1937.

s'interroger sur l'utilité désormais de leur rôle en Espagne[208]. Ils ajoutaient que l'expérience acquise en Espagne ne leur serait d'aucune utilité par la suite s'ils continuaient à être ainsi sacrifiés[209]. Soutenus par le commandant italien de la Brigade *Garibaldi*, certains volontaires italiens demandèrent à être licenciés, conformément aux accords conclus lors du Pacte de Paris, puisque la plupart d'entre eux avaient plus de six mois de présence en Espagne. Les anglo-saxons n'acceptèrent la nouvelle de la « prolongation » de leur engagement pour un temps indéfini qu'avec la promesse d'obtenir des permissions régulières[210].

Pour demander leur retour, certains étrangers firent valoir une éventuelle cause supérieure à leur engagement volontaire en Espagne, généralement liée au service militaire ou à la mobilisation des réservistes. Ainsi, plusieurs volontaires français firent part de leur incompréhension de devoir déserter d'Espagne pour ne pas être porté déserteur en France, en établissant ainsi une relation directe de priorité entre le sens de leur engagement volontaire en Espagne et celui du devoir en général[211]. Cette question motiva évidemment les volontaires tchécoslovaques lors de la crise des Sudètes en septembre 1938. Indépendamment de la mobilisation des réservistes, ils s'interrogèrent sur les priorités de leur combat antifasciste : était-ce bien toujours par l'Espagne que passait la première ligne de front contre le fascisme ? Ne seraient-ils pas plus utiles en Tchécoslovaquie désormais ? Il leur fut répondu qu'étant tous membres du parti communiste espagnol, leur place était en Espagne. Peu convaincus, ils demandèrent immédiatement des permissions qui leur furent refusées[212].

En juin 1937, les commissaires politiques des Brigades internationales rapportèrent la propagation parmi les soldats de la nouvelle d'un retrait prochain de tous volontaires les étrangers. Comme la plupart des rumeurs, elle prit son départ dans les centres de convalescence et les hôpitaux[213]. En effet, les journaux étrangers et certains quotidiens espagnols annonçaient que le Comité de Londres envisageait la proposition d'un retrait bilatéral des combattants étrangers. *L'Humanité* publiait en effet le 3 juin 1937 une

---

[208] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 218.
[209] *Idem*, p. 213.
[210] RGASPI 545.6.88 : *Records in London. Observations.* 22 décembre 1937, p. 40 ; BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors…, op. cit.,* p. 248.
[211] CADN Barcelone Consulat Série B - Dossier 56 Prisonniers (O-Z). Lettre de Lucien Carbonne au consul. s.d. [1938] Lérida ; Barcelone Consulat Série C - 63 Recrutement militaires - Retour en France de miliciens français-correspondance officielle Lettre collective de volontaires français du 2ème Régiment d'Infanterie d'Aragon. Tardienta, 14 février 1937.
[212] RGASPI 545.3.531 : Rapport de Branko sur les volontaires tchécoslovaques de la 129ème brigade. Front, 8 septembre 1938.
[213] RGASPI 545.3.435 : *Minute of the Meeting of Political Commissars of the Battalions Held June 8th.* Front, 8 juin [1937].

déclaration en ce sens du ministre des Affaires Étrangères de la République espagnole, del Vayo[214]. Dès lors, une perspective nouvelle et politiquement acceptable émergeait et le sujet devint un topique des discussions parmi les volontaires[215]. Entre l'été 1937 et l'été 1938, les services de propagande des Brigades internationales s'employèrent à dénoncer le « soi-disant retrait des volontaires » comme un chantage de l'ennemi diffusé par les « trotskystes » puisqu'il n'était pas question d'établir de similitudes entre les « mercenaires d'Hitler et Mussolini » et les Volontaires de la liberté[216]. Des organes communistes étrangers, comme le *Daily Clarion* canadien, furent tancés par André Marty, pour avoir abordé la question de la démobilisation des étrangers. Les volontaires parlant ouvertement du retrait furent dénoncés comme défaitistes et comme des éléments démoralisateurs : « Il se raccrocha aux palabres du comité de Londres, comme un noyé à une branche, et chercha, quoique communiste, à entraîner les camarades Internationaux dans cette fausse conception que ce dit comité était capable de réaliser le retrait des volontaires[217]». Les officiers et commissaires rappelèrent avec insistance qu'il ne s'agissait en fait que d'un « rideau de fumée » destiné à détourner les volontaires des vrais enjeux, que seul le gouvernement républicain était légitime pour prendre une telle décision et qu'il était de toute manière impossible de retirer deux divisions du front[218].

Les rapports de la censure postale montrent que la plupart des courriers des volontaires abordaient la question du « retrait et du rapatriement » et que si tous exprimaient leur désir de vouloir rentrer, seule une minorité exigeait le retrait immédiat[219]. À l'issue de l'offensive républicaine sur l'Èbre qui se solda par un échec et de très lourdes pertes, la question des

---

[214] « La France et l'Angleterre souscriront-elles aux conditions des destructeurs d'Almeria ? » in *L'Humanité* du 3 juin 1937, p. 3.
[215] Des volontaires nord-américains créèrent avec humour une association appelée FONICS (Friends of the Non-Intervention Committee) qui prêchait le retrait des volontaires, ce qui ne fut pas du goût des autorités d'Albacete. BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives. Americans in the International Brigades, Spain 1936-1939. », MA Degree sous la direction de John M. Gates, College of Wooster, History 451-542. 1994-1995, p. 112.
[216] RGASPI 545.3.435 : *Reunion de comisarios politicos efectuada en Madrid el 16 de junio 1937*. Discours de Barthel, 16 juin 1937, p. 48 ; « Médiation et retrait des volontaires sont des formules de capitulation de la diplomatie » par S. Dewez, député du Nord de la France in *Le volontaire de la liberté. Organe des Brigades internationales* n°18 25 juin 1937, p. 2 ; FISHER (Harry), *Comrades ! Tales of a Brigadista in the Spanish Civil War*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 1998, p. 137.
[217] RGASPI 545.6.1197 : Dossier individuel du volontaire français Garnotel Lucien. Rapport judiciaire. 1938.
[218] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 219 ; 545.3.507 : *Daily log- Company Two*. [début août 1938] ; « The So-Called withdrawal of "Volunteers"» Par Luigi Longo in *The Volunteer for Liberty* Vol. II n°28 du 6 août 1938, p. 3.
[219] RGASPI 545.1.3 : *Rapport du service de censure postale des Brigades Internationales*. 15 juillet 1938.

perspectives et donc du retrait ressurgit naturellement[220]. En août 1938, les volontaires britanniques profitèrent d'une visite d'Harry Pollitt pour lui faire part de leur désarroi :

> What is the perspective ? […] Our own number are [illisible] dwindling, we have had no leave to see our families, until with recently postal communications with our families have been bad, now we cannot escape the fact, that is seems we are to be here until we are killed. We came to fight, we want to fight, but we believe we are entitled to have leave in England. […] Comrade Pollit, please tell us where we stand, and is the future for us just one of waiting to be killed[221]?

On fit appel aux soldats espagnols pour tenter de convaincre leurs camarades étrangers de changer d'état d'esprit, de faire cesser les rumeurs selon lesquelles le rôle des étrangers n'était plus utile[222]. D'après les commissaires politiques des Brigades, les conscrits espagnols réagirent quant à eux de trois manières : certains jugeaient que le rôle des volontaires internationaux était désormais révolu et comme l'armée républicaine était suffisamment solide, le retrait ferait forte impression au niveau international. D'autres considéraient au contraire qu'il ne fallait pas renoncer à l'aide des volontaires étrangers et même augmenter leur nombre. Enfin, ceux qualifiés de « mauvais éléments » comprenaient que les étrangers veuillent partir et considéraient de ce fait les désertions comme une chose normale[223].

Cependant, les autorités des Brigades internationales relevèrent nettement que la question du retour n'était pas posée par des éléments hostiles, déficients ou démoralisés mais bien par la plupart des combattants, au même titre que les interrogations sur l'autre grand sujet de préoccupation parmi les volontaires, les permissions temporaires à l'étranger[224].

---

[220] RGASPI 545.3.474 et 475 *Historia documental de la XV Brigada Internacional. La ofensiva del Ebro. Condiciones de las fuerzas*, p. 213.

[221] *Quelle est la perspective ?* […] *Notre propre nombre* [illisible] *diminue, nous n'avons pas eu de congé pour voir nos familles, jusqu'à présent les communications postales avec nos familles ont été mauvaises, maintenant nous ne pouvons pas échapper au fait que nous sommes ici jusqu'à ce que nous soyons tués. Nous sommes venus nous battre, nous voulons nous battre, mais nous croyons que nous sommes en droit de bénéficier d'un congé en Angleterre.* [...] *Camarade Pollit, s'il vous plaît, dites-nous ce qu'il nous attend, si l'avenir pour nous est d'attendre d'être tué ?* RGASPI 545.1.11 : *My Visit to the British Battalion*, par Harry Pollit au secrétariat du PCE. 1er septembre 1938, p. 1.

[222] RGASPI 545.3.435 : *Parte extraordinario de la reunión que celebró ayer el comisario de la Brigada con los comisarios de todas las pequeñas unidades que constituyen la misma.* 6 septembre 1938 ; 545.3.474 et 475 *Historia documental de la XV Brigada Internacional. La ofensiva del Ebro. Condiciones de las fuerzas*, p. 212.

[223] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental…, op. cit.*, pp. 218-219 ; 545.3.435 : *Parte extraordinario de la reunión que celebró ayer el comisario de la Brigada con los comisarios de todas las pequeñas unidades que constituyen la misma.* 6 septembre 1938.

[224] RGVA 33987.3.961 : Rapport en français d'Alfred (Togliatti) du 29 août 1937, p 24. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 51, pp. 311-312.

4. Un système de rapatriements et de permissions insuffisant et déprimant

Parce que volontaires, les combattants étrangers revendiquaient de pouvoir disposer de droits spécifiques, dont celui d'interrompre leur engagement dès qu'ils le souhaitaient et de bénéficier d'un séjour auprès de leur famille. De plus, le fait d'être volontaire ne signifiait pas le renoncement aux droits habituels, ou jugés comme tels, du soldat. L'encadrement politique et militaire des Brigades internationales reconnut d'ailleurs rapidement la légitimité de cette revendication. De plus, la mise en place d'un système de permission contribuerait à alléger les frustrations et proposerait un horizon moins maussade. L'introduction du droit à la permission servit de soupape temporaire mais se révéla une solution très imparfaite.

a) La reconnaissance du droit à la permission et les rapatriements impondérables

La permission temporaire représente pour l'ensemble des forces armées une coupure affective essentielle dans le maintien du moral du soldat. Pour les volontaires étrangers des formations miliciennes du front d'Aragon, les permissions temporaires étaient autorisées par le comité politico-militaire dont ils dépendaient. Le passage vers la France constituait une simple formalité jusqu'en janvier 1937 pour les étrangers détenteurs d'un laissez-passer, pris ensuite en charge à Perpignan[225]. La permission était assimilée à un simple congé militant. À partir de la mi-février 1937, on les prévint simplement qu'une fois en France, ils ne pourraient plus revenir du fait de la fermeture de la frontière. Par contre, aucun système de permission ou de séjour provisoire à l'étranger ne fut initialement prévu dans les Brigades internationales. L'engagement presque constant des bataillons au front ne permettait d'ailleurs pas de mise en place d'un système opérant. Pour les motifs urgents, les retours étaient effectués par les agents diplomatiques.

Parmi les motifs incontestables de rapatriements figurait l'accomplissement d'une période militaire et les mineurs réclamés. Les obligations militaires constituèrent une source constante de problèmes qui illustrent fort bien de l'impéritie du cadre général du recrutement des volontaires à l'étranger. Il fut en effet très tôt demandé de ne pas accepter les volontaires ayant à effectuer leur service militaire dans l'année ou bien ceux ayant une période militaire à effectuer prochainement. D'autre part, il se sut bien vite dans les Brigades internationales qu'il s'agissait d'un motif permettant de faire étudier sa situation par le consul et donc de

[225] Certains volontaires furent d'ailleurs quelque peu candides dans leurs demandes, comme ces deux miliciens allemands de la CNT-FAI qui sollicitèrent une autorisation de permission vers l'Allemagne. IISG FAI PE 1C Grupo DAS/ Sección Alemana : *Lista de los extranjeros que quieren marchar a sus país respectivos*. sans date. [fin 1936 -début 1937].

bénéficier d'une protection[226]. Le (trop) grand nombre de volontaires qui se sont « souvenus » qu'ils étaient assujettis à une période militaire n'échappa nullement aux consuls[227]. À ces motifs extraordinaires de rapatriement ou de permission temporaire à l'étranger s'ajoutèrent les demandes de repos et de congés à l'étranger.

b) La mise en place des permissions

Face à l'absence de directives en la matière, les commandants d'unité firent d'abord preuve de souplesse en autorisant les permissions exceptionnelles de vingt-quatre à quarante-huit heures vers l'arrière du front et de quelques jours chez eux pour les Espagnols[228]. Mais ce système montra très vite ses limites : des permissionnaires se saoulaient et multipliaient les incidents, d'autres en profitaient pour se présenter à leur consulat pour se faire rapatrier. Les permissions temporaires furent d'abord raccourcies avant d'être interdites, ce qui eut pour effet prévisible de multiplier les absences illégales[229]. Une solution fut improvisée en mai 1937 : on donna aux étrangers le même régime qu'aux Espagnols, en l'occurrence des permissions en Espagne dans des centres spéciaux où ils étaient suivis individuellement et quelques permissions à l'étranger accordées avec parcimonie[230].

Le régime en vigueur était de trois hommes par bataillon pour une durée de sept jours pour les centres de repos (*casa de recreo*) et de dix à quinze jours pour les centres de permissionnaires (*casa de permisionarios*)[231]. Ce système ne répondait pourtant pas à la principale revendication : la permission du volontaire étranger devait se passer à l'étranger.

---

[226] SHD 7 N 2755 : *Liste des Français soumis à des obligations militaires en France et réfugiés au collège français à Valence*. Valence le 28 avril 1937. L'attaché militaire français recommandait d'ailleurs la bienveillance en considérant que les français engagés volontaires en Espagne y auraient effectué une sorte de « période militaire » dont la valeur n'était pas négligeable. Son avis ne fut pas suivi et la plupart furent poursuivis pour insoumission à leur retour en poussant le zèle jusqu'à inculper des rapatriés grands mutilés de guerre. 7 N 2756 : *Le Lieutenant-Colonel Morel, AM auprès de l'ambassade de France en Espagne à Monsieur le MDNG*. Valence, le 28 avril 1937.

[227] D'anciens insoumis préférèrent risquer les tribunaux militaires français que la justice républicaine. Ou les balles franquistes. CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 588 Guerre civile CC 2-D Volontaires français. *13/14 : Information d'Henri Morel. 27 avril 1938*.

[228] RGASPI 545.3.435 : *The Meeting of the Political Comissars Held may 10th.* Zone de guerre, mai 1937.

[229] RGASPI 545-3-441 : *Documents de la XVe Brigade internationale*. *To Bill Lawrence*, lettre non signée. 9 octobre 1937.

[230] Et non en mai 1938 comme André Marty le soutint par la suite. RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 52.

[231] Les premiers furent de simples foyers du soldat, situés à la Base d'Albacete et dans les délégations des Brigades internationales. Les centres de permissions étaient quant à eux situés sur le littoral catalan (à Denia, Benisa et Benicassim) et conçus sur le modèle socialiste des centres de vacances.

Plusieurs refusèrent ce système, en faisant valoir qu'ils ne demandaient pas du repos mais de pouvoir embrasser leur famille[232].

Après à la vague de démoralisation et de désertion suivant la bataille de Brunete, la Base d'Albacete émit un certain nombre de propositions à l'état-major républicain en faveur de l'instauration d'une permission à l'étranger. Les critères reposaient sur la reconnaissance de l'ancienneté et selon des motifs familiaux ou les affaires commerciales urgentes, soient un quart des motifs de rapatriements autorisés entre mai 1937 et début août 1938[233]. Le dispositif fut confirmé par le décret de légalisation des Brigades internationales de septembre 1937 qui garantit à chaque volontaire le droit à une permission à l'étranger selon des tranches de six mois de front et suivant un prorata liant l'ancienneté en Espagne, le temps de présence au front et les blessures reçues[234].

c) Un système insatisfaisant et générateur de frustrations

Lorsque la possibilité des permissions à l'étranger devint réellement effective en septembre-octobre 1937, les permissionnaires furent soigneusement sélectionnés. Les choix furent faits parmi les militants, en tenant compte des états de services. Ce critère discriminant suscita évidemment un grand nombre de griefs, les volontaires ne manquant de relever que les commissaires politiques et les communistes avaient plus de facilités à obtenir une permission à l'étranger que les blessés et malades[235]. En effet, les Brigades internationales se doutaient qu'une fois rentrés chez eux, une partie des volontaires ne reviendraient pas. De plus, les partis communistes avouèrent leur incapacité à pouvoir contrôler efficacement le flux. Les retours de permissionnaires firent régulièrement l'objet d'articles dans la presse, sous des titres parfois révélateurs d'une inquiétude quant à leur retour en Espagne[236]. Certains désertèrent effectivement, semant le trouble parmi leurs camarades qui attendaient leur tour[237]. La solution adoptée pour limiter sinon éviter les désertions de permissionnaires fut d'organiser un système de rotation par groupes. Sur les deux premiers départs collectifs

---

[232] RGASPI 545.1.26 : Demande de permission de Scalcon Vittorio du bataillon *Garibaldi*. 1 février 1937.
[233] Voir ANNEXE III Document 11-3 : Tableau illustrant les proportions des motifs (rationalisés) de rapatriements entre mai 1937 et le 5 août 1938.
[234] RGASPI 545.6.1082 : Dossier individuel du volontaire français Birgy. Lettre de Marty ay secrétariat du PCF. Barcelone, 14 septembre 1938.
[235] RGASPI 545.6.1101 : Dossier individuel du volontaire français Brouzet. Lettre manuscrite envoyée de France par Brouzet à Marty. 23 juin 1938
[236] « Ils sont revenus » in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe*. n°55 1er décembre 1937, p. 5.
[237] Ce fut le cas du premier permissionnaire de la batterie d'artillerie italienne *Gramsci*, pourtant sélectionné selon ses états de services et membre du parti communiste. Luigi Longo dut écrire au PCI en France pour faire revenir le déserteur en Espagne. RGASPI 545.1.12 : Courrier de « Gallo » au PCI. Barcelone, 23 février 1938.

organisés au sein de la XIVème brigade, un volontaire sur cinq ne revint pas[238]. Entre le 21 octobre 1937 et le 5 août 1938, 635 permissionnaires des Brigades internationales sont revenus en Espagne tandis qu'ils avaient été 914 à partir durant la même période. Même en admettant le décalage entre les rythmes de départs et d'arrivées, l'érosion est incontestable[239].

Le système avait, de plus, le grand défaut d'admettre une soustraction problématique de vétérans, c'est-à-dire des éléments structurants des compagnies. Lors de la refonte de la XIVème brigade internationale et de la préparation de son dédoublement, deux convois de permissionnaires furent formés, choisis parmi les vétérans et les méritants en septembre et octobre 1937 (245 permissionnaires). Or, la brigade recevait au même moment 1 000 renforts, des recrues espagnoles et 300 ex-détenus étrangers du camp de rééducation des Brigades internationales, évidement peu motivés[240]. La cohésion des groupes de combattants fut nécessairement mise à mal, fait confirmé par la défaite subie peu de temps après à Cuesta de la Reina.

Les Français formèrent 67% des permissionnaires partis entre le 1er septembre 1937 et le 19 janvier 1938[241]. Les ressortissants des pays autoritaires, les immigrés illégaux et les volontaires venus d'outre-Atlantique (pour le coût du transport dans ce derniers cas) ne purent le plus souvent pas obtenir de permission à l'extérieur de l'Espagne[242]. Après le désastre d'Aragon en mars-avril 1938, les permissions à l'étranger furent presque entièrement suspendues, jusqu'au retrait des combattants étrangers[243].

En somme, le système de permission et de rapatriement ne fut jamais réellement opérant du fait des exigences de la guerre et des difficultés à sa mise en place et il fut marqué d'une profonde inégalité entre les volontaires suivant leur citoyenneté. En l'absence de

---

[238] RGASPI 545.1.46 : Courrier du « chef de service » à Maurice Lampe à propos des volontaires étrangers repartis. 17 janvier 1938.
[239] Voir ANNEXE III Document 11-2 : *Graphique chronologique des envois et retours de permission entre mai 1937 et septembre 1938*
[240] RGASPI 545.6.1371 : Dossier individuel de Marcel Renaud. *Au CC du PCE. Note sur la situation de la XIVe Brigade*. Par Marty. Madrid, 13 février 1938.
[241] RGASPI 545.1.46 : Courrier du « chef de service » à Maurice Lampe à propos des volontaires étrangers repartis. 17 janvier 1938. Cette proportion souligne les inégalités entre les contingents observées dans le chapitre 3.
[242] SHD 7 N 2755 : Ambassade de la République Française en Espagne. L'attaché militaire. *Note sur les Brigades internationales*. Barcelone, 9 mai 1938.
[243] RGASPI 545.1.2 : *Rapport général du Commissariat général des Brigades internationales sur l'ensemble de son activité*. Non signé [Luigi Longo]. Non daté [fin 1938 ou début 1939] ; 545.1.58 : Réponse de Luigi longo au camarade Grosjean Roger. Barcelone, 29 juin 1938.

perspectives vraisemblables d'être rapatrié ou de bénéficier d'une permission à l'étranger, le meilleur moyen pour s'éloigner du front ou quitter l'Espagne était de déserter.

C. La désertion, un congé multiforme et polysémique

La désertion de combattants constitua durant la guerre civile espagnole un phénomène de forte amplitude qui est relevé par l'ensemble de la bibliographie quoiqu'encore mal connu[244]. La désertion considérée du point de vue des combattants étrangers signifiait dans un sens absolu quitter l'Espagne et dans un sens restreint d'éviter le danger par une mise en retrait de soi[245]. Il convient donc d'observer les formes de la désertion selon sa polysémie et selon l'opérabilité de sa définition à propos de volontaires étrangers.

1. La qualification de la désertion suppose l'existence d'un cadre régulier d'engagement

La qualification de la désertion à propos des volontaires étrangers fut, en Espagne républicaine, consubstantielle à l'existence d'une armée régulière. Il fallut la création d'une institution militaire *stricto sensu* pour que le régime de présence au front des étrangers soit observé et compté précisément et, partant, pour que les désertions soient déterminées et évidemment sanctionnées. Dans les formations miliciennes, sauf celles du PSUC militarisées précocement, les étrangers semblent avoir été tacitement exemptés du délit militaire de désertion. En effet, aucun document ou témoignage ne fait état de milicien étranger des groupes internationaux de la CNT-FAI ou du POUM ayant été inquiété pour avoir voulu quitter le front ou l'avoir quitté effectivement. Les témoignages concordent au contraire à propos de la reconnaissance de leur libre arbitre et par conséquent de leur situation d'extériorité les préservant du code militaire milicien assimilant la désertion à une faute

[244] La désertion fait cependant l'objet d'un intérêt croissant. Voir à ce sujet la monographie de CORRAL (Pedro), *Desertores ! La Guerra Civil que nadie quiere contar*, Barcelone, Debate, 2006 et les travaux Theodore McLauchlin de l'Université de Montréal (Canada).

[245] BEAUPRÉ (Nicolas) et INGRAO (Christian), « Marginaux, marginalité et marginalisation durant la guerre » in AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane) et BECKER (Jean-Jacques) (dir), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, pp. 764-765.

grave[246]. Un volontaire faisait ainsi part de son sentiment à propos de ses compatriotes renonçant :

> É umano che alcuni, malgrado la loro buona volontà, non abbiano bastante spirito per battersi davvero con le armi in mano, ed è meglio che se ne ritornino, non per imboscarsi, a Barcellona o altrove, ma donde sono venuti. E' antipatico e intollerabile che [illisible] scuse e inventino pretesti e necessitò per scopare. Siano sinceri e lasciano le armi a chi sa adoperare[247].

Début 1937, l'absorption définitive des milices antifascistes dans les armées régulières gouvernementale et catalane signifia la mise en conformité à un code militaire unique qui engendra naturellement un état de désertion étendu aux étrangers. Cela constitua une rupture franche avec la situation prévalant jusque-là, comme le notait avec attention Orwell :

> On emprisonnait de plus en plus d'étrangers des Brigades internationales et des autres milices. En général ils étaient arrêtés en tant que déserteurs. C'était un trait caractéristique de l'état de choses que personne à présent ne savait avec certitude s'il fallait considérer un milicien comme un volontaire ou un soldat régulier. Quelques mois plus tôt, à tout homme s'enrôlant dans les milices on avait dit qu'étant un volontaire il pourrait toujours, s'il le désirait, obtenir son certificat de démobilisation à chaque fois que ce serait pour lui le moment de partir en permission. Le gouvernement semblait maintenant avoir changé d'avis […][248].

Les Brigades internationales ayant été immédiatement intégrées dans l'armée régulière gouvernementale, la désertion des volontaires étrangers fut donc considérée comme passible de sanction dès octobre 1936. Néanmoins, Albacete conserva une grande autonomie quant à ses prérogatives militaires de justice et par conséquent détermina ses propres définitions et considérations de la désertion jusqu'à la fin du printemps 1937. À partir de l'intégration statuaire des Brigades internationales comme corps constitutif, et non plus subordonné, de l'armée régulière républicaine en septembre 1937, les déserteurs étrangers furent jugés selon le code de justice militaire espagnol.

---

[246] IISG FAI PE 1A Grupo Deutsche Anarcho-Syndikalisten (DAS)/ Sección Alemana. Traduction du règlement des Milices confédérales (CNT FAI FIJL) paru dans la Solidaridad Obrera du 9 octobre 1936.

[247] *Il est humain que certains, malgré toute leur bonne volonté, n'aient pas l'esprit assez trempé pour se battre réellement les armes à la main et il vaut mieux qu'ils repartent, non pour s'embusquer à Barcelone mais là d'où ils venaient. Il est insupportable et intolérable qu' [ils se trouvent] des excuses ou inventent des prétextes pour pouvoir fuir. Il vaut mieux qu'ils soient sincères et laissent les armes à qui saura s'en servir*. AGGCE PS BARCELONA 454 Brigadas Internacionales. Correspondance de Zanasi Gelindo à « Lorenzo » [Giusti]. Front de Huesca, 30 septembre 1936.

[248] ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne…*, *op. cit.*, p. 189.

L'approche « milicienne » de la désertion des volontaires étrangers se retrouve cependant dans la correspondance tenue par certains volontaires des Brigades internationales. C'est le cas notamment de ceux qui quittèrent ces dernières pour rejoindre une autre unité de l'armée républicaine, une simple « démission » selon certains d'entre eux. Leurs lettres traduisent une contestation de l'encadrement des Brigades internationales mais non une remise en cause de l'engagement combattant. Souvent, ces lettres précèdent et récusent l'accusation de lâcheté en insistant sur leur désir de combattre[249]. Avec naïveté, ils envisageaient leur transfert comme une simple formalité bureaucratique, comme l'expliquaient à leur commissaire politique deux transfuges français : « Comme tu le vois nous ne trahissons pas notre idéal qui est le Communisme[250] ». De surcroit, la formalisation fréquente par une « lettre de démission » devait donner à leurs yeux une valeur légale les dédouanant de tout esprit de désertion. Mal leur en prenait puisque ces lettres devenaient de fait une preuve du caractère prémédité de leur entreprise.[251]

L'évocation de la « démission » l'illustre parfaitement, la désertion à couvert des réalités diverses qui participent à obscurcir l'observation du phénomène dans son intégralité.

2. Trouver, compter et lire les désertions des volontaires étrangers

Les désertions constatées de volontaires étrangers furent concomitantes de la survenue même du volontariat international en Espagne mais ne prirent des proportions massives qu'à partir de la fin de l'année 1936. Les premières évocations de désertions en groupe datent en effet de la fin novembre 1936, soit au milieu du pic des arrivées de volontaires étrangers en Espagne[252]. Dès le lendemain de leur baptême du feu malheureux contre le Cerro de los Angeles au sud-est de Madrid, une vingtaine de Français et de Belges en fuite jusqu'à Valence furent remis par la Délégation d'Ordre public de la ville portuaire au délégué des

[249] CADN Barcelone Consulat Série B - Dossier 14 Prisonniers (A N). Dossier Jambon. Lettre de René Jambon au Ministre de la Guerre. Demande d'incorporation. s.d. [1937].
[250] RGASPI 545.2.47: Demande de démission de deux volontaires français du 10ème bataillon de la XIIIème. 12 février 1937. Malheureusement pour eux, la colonne espagnole qu'ils rejoignirent fut amalgamée peu après à la XIIIème brigade et devint le bataillon *Juan Marco*.
[251] RGASPI 545.6.1237 : Dossier individuel du volontaire français Huret. Rapport de la Commission Judiciaire des Brigades internationales. *Rapport n°582 – en cause : Huret Georges*. 5 mars 1937.
[252] IISG FAI Pe 58 : Grupo Francès. Lettre de Pierre Besnard au Comité Régional de Catalogne à la suite de sa visite des prisons espagnoles. 25 décembre 1936.

Brigades internationales après avoir « manifesté d'une façon impérieuse, le désir d'être rapatriés : les uns en France, les autres en Belgique[253] ».

Une amplitude majeure s'opère ensuite du mois de janvier 1937 au mois de juillet 1937 avec des indices corroborant une très forte sortie d'Espagne de volontaires étrangers. Le manque de sources statistiques concernant les désertions des volontaires étrangers est patent, bien que certains auteurs se soient essayés à des estimations d'ordre général mais le plus souvent sans appui sur des sources directes[254]. Seul Rémi Skoutelsky confirme l'ampleur du phénomène en appuyant son analyse sur des sources croisées[255]. L'historiographie communiste n'est guère plus aidante puisque celle-ci assure que les désertions furent infinitésimales dans les Brigades internationales et ne concernèrent que des marginaux et les « volontaires les plus fragiles idéologiquement[256] ». Les archives diplomatiques françaises nous renseignent cependant utilement sur ce sujet. Entre le 30 octobre 1936 et le 15 mai 1937, les autorités consulaires françaises en Espagne républicaine ont rapatrié par voie de mer au moins 971 volontaires (dont 900 Français) depuis Barcelone, Valence et Alicante, en plus des évacués civils sous la protection de la France[257]. Cependant, d'août à décembre 1936, les évacuations étaient principalement organisées par chemin de fer et les archives manquent, ce qui autorise l'hypothèse d'une amplitude de retours très supérieure[258].

Les rapports rédigés par la Base d'Albacete et par les différents *missi dominici* du Komintern en Espagne constituent le corpus principal à propos du problème endémique des désertions dans les Brigades internationales. Il faut néanmoins les accompagner d'une solide critique des sources. Dans son rapport de janvier 1938, l'officier soviétique Karol

---

[253] RGASPI 545.2.306 : *Rapport n°4 Le camarade Palladino, délégué de la Base des BI à Valence, au Camarade André Marty à Albacete*. Valence, le 18 novembre 1936 ; IISG FAI PE 1A Grupo DAS/ Sección Alemana / Liste de détenus de plusieurs nationalités de la *Carcel Modelo*, s. d. [Décembre 36 ou janvier 37].

[254] Ou en reprenant les statistiques très contestables de l'historien catalan Andreu Castells. CASTELLS (Andreu), *Las Brigadas Internacionales…, op. cit.*, p. 383.

[255] SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1999, pp. 329-335.

[256] SORIA (Georges), *Guerre et révolution en Espagne 1936-1939*. Tome III. *Le tournant.* Paris, Éditions Robert Laffont. 1976, p. 351.

[257] CADN Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 *Listes de Français rapatriés vers la France. Le Consul gérant le Consulat général de France à Barcelone à Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères*. Volontaires français. 30 octobre 1936 – 15 mai 1937.

[258] La dernière tentative de rapatriement par le rail se solde par un échec le 1er février 1937. Trente-six déserteurs et « démissionnaires » français pourtant munis de sauf conduit du consulat furent arrêtés dans la gare de Valence et ramenés manu militari à la base des Brigades Internationales à Albacete. Suite à l'intervention du Consul, ils seront libérés peu après et évacués à bord d'un contre-torpilleur de la Marine Nationale. CADN Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. *Télégramme de M. Marcassin n°27.* Valence, 1er février 1937.

Sverchevsky, dit « Walter », insistait sur le fait que dans la XIème brigade *Thälmann,* les internationaux constituaient le groupe de déserteurs le plus important, mais que contrairement aux Espagnols, ils étaient moins punis pour ce fait[259]. Le document rapporte trois éléments instructifs : d'une part, les officiers avaient tendance à ne pas communiquer à leur hiérarchie les désertions avérées ; d'autre part, les moyens disponibles manquaient pour recenser réellement les déserteurs. Enfin, les différentes brigades internationales au front étaient marquées par un taux d'usure hors combat permanent. Cette érosion correspondait à des absences dont on ne sait précisément s'il s'agit de défections définitives, d'absences temporaires non réglementaires ou de disparus pour des raisons variables (changement d'affectation, blessés non comptabilisés, tués ou disparus au front).

Pourtant, cette érosion considérable, unanimement évoquée dans les rapports, est presque absente des études statistiques concernant les volontaires, du moins à première vue. Ainsi, au 23 décembre 1937, les services du personnel franco-belge de la base des Brigades internationales ne gardaient trace que de 155 déserteurs, soit 2,2% des effectifs[260]. Les rapports statistiques consacrés à chaque contingent national des Brigades Internationales dressés par la commission des Cadres étrangers du PCE entre la fin 1938 et 1940 présentaient des estimations similaires : seulement 30 déserteurs yougoslaves soit 2,5% des effectifs de ce contingent, ou encore 2,4% parmi les Polonais[261]. Les rapports concernant les petits contingents sont cependant bien plus précis, l'identification et le suivi des volontaires étant plus simples. Ils présentent de ce fait des effectifs de déserteurs sans commune mesure avec les effectifs des gros contingents nationaux. Parmi les volontaires suédois identifiés par la commission des cadres, 14,6% sont classés comme déserteurs, et la proportion atteint 28,2% parmi les Hollandais dont 8% sont parvenus à regagner les Pays-Bas par leurs propres moyens[262]. Faut-il dès lors envisager que seuls 2% des volontaires français, polonais ou yougoslaves ont déserté alors que près du tiers des volontaires hollandais et un Suédois sur six

---

[259] RGVA 35082.1.95 pp. 33-58 « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 70, pp. 533-534.

[260] RGASPI 545.6.1042 : *Organigrammes et statistiques du service du personnel - section Franco-belge de l'état-major des Brigades internationales*. Albacete 23 décembre 1937.

[261] RGASPI 545.6.1522 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires Yougoslaves dans l'Espagne Républicaine (1936-1938)*. Moscou, novembre 1940 ; 545.6.635 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires polonais dans l'Espagne Républicaine (1936-1938)*. Moscou, novembre 1940. Un des rédacteurs a cependant pris le soin d'ajouter à la marge : « Le nombre de déserteurs est sans doute plus grand, il va de 150 à 200 ».

[262] RGASPI 545.6.1504 : *Statistik der Schewedischen Freiwilligen.* s. d. [fin 1938 et fin 1939], p.5 ; 545.6.400 : *Bericht über den 'holländischen Personalbestand zur ihrer Zurückziehung*. 9 novembre 1938, p. 4.

ont été reconnus déserteurs ? Deux observations doivent être faites ici. Hollandais et Suédois constituent des contingents tardifs et la très grande majorité d'entre eux sont donc arrivés après mai 1937, soit à une date où la comptabilité des arrivées s'était grandement améliorée. Inversement, Français et Polonais formèrent la principale matière du grand recrutement, période durant laquelle les statistiques sont presque inexistantes.

Dans son rapport au Komintern d'août 1937, Togliatti proposait un résumé statistique de la présence passée et actuelle des volontaires étrangers des Brigades internationales, soit 18 216 depuis le début des hostilités selon lui[263]. Il n'y a pas de mention des déserteurs et il est difficile de savoir où situer précisément les déserteurs dans son rapport : dans les disparus (696), dans les évacués (1 500) ou, plus sûrement, dans les « partis à l'étranger » soit 4 652 du 14 avril au 2 août 1937 (25,5%)[264]. Il y a tout lieu de croire que parmi les « absents » identifiés et étudiés au chapitre 3 figure une grande partie de déserteurs, en proportion très forte chez les Français et Belges et moindre dans les autres contingents. Les rares monographies proposant une estimation étayée du nombre de déserteurs au sein d'un contingent national s'accordent sur une proportion d'environ 15% de déserteurs[265]. D'après une étude réalisée sur les déserteurs de la XVème brigade *Lincoln* sur une année, toutes les nationalités furent concernées et toujours en proportion avec leur poids respectif dans la brigade[266].

Enfin, la mention « déserteur » est un qualificatif multifonctionnel qui ne désigne pas forcément un déserteur qui a tenté ou réussi à quitter d'Espagne mais également un absent temporaire ou permanent. Sur 435 « mauvais éléments » identifiés par la XVème brigade parmi ses membres étrangers en 1938, on relève 162 déserteurs dont 59 « présumés » et 19 récidivistes. Parmi eux, seuls 16 ne furent formellement pas repris et classés comme disparus tandis que 50 autres furent interceptés et condamnés[267]. De même, la majorité des déserteurs hollandais repris étaient des récidivistes qui avaient réitéré parfois jusqu'à trois ou quatre tentatives[268]. Dans un échantillon de 98 déserteurs français repris, 62 s'étaient présentés auprès des services consulaires français, 10 s'étaient enrôlés dans une brigade anarchiste, un

[263] RGVA 33987.3.961 : Rapport d'Alfred (Togliatti) du 29 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* pp. 317-318.
[264] Ce constat est également valable à propos du grand rapport dit de « Gomez » d'avril 1938. Voir chapitre 3.
[265] ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936 1939*, Antipodes, Lausanne, 2001, p. 190 ; BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors…, op. cit.,* p. 250.
[266] RGASPI 545.2.127 : *Desertor*. sd. [Période couverte : du 23 novembre 1937 au 23 septembre 1938].
[267] RGASPI 545.3.451 : *List of suspicious Individuals and Deserters from the XV. Brigade.* Sans date [1938].
[268] RGASPI 545.6.400 : *Bericht über die 'holländischen Freiwilligen… op. cit.*, p. 4.

seul avait tenté de se livrer à l'ennemi[269]. Ces situations très différentes obligent à interroger les modalités polymorphes adoptées par les déserteurs étrangers des Brigades internationales.

3. Une fonctionnalité de mise en retrait

La désertion doit être avant tout envisagée comme une situation poreuse entre sortie définitive du conflit et évitement du danger. Selon Christopher Jahr, il ne s'agit donc pas forcement d'une désaffection définitive ou d'un refus de la guerre et du combat mais d'un « cas particulier d'éloignement non autorisé, intervenant lorsqu'un soldat s'éloigne de son unité, en reste séparé intentionnellement ou prolonge de son propre chef une permission dans l'intention de se soustraire aux obligations de services légales ou contractées »[270]. Jahr considère que la durée de l'absence n'intervient donc pas dans la différenciation entre désertion et absence sans permission[271].

a) La désertion vers l'arrière-front et les absences irrégulières

Le fait de déserter du front pour rejoindre l'arrière indique une intention de s'extraire non pas définitivement du conflit mais momentanément ou durablement d'une situation donnée. De la même manière, dans le cas des absences régulières, il ne s'agit pas d'une remise en cause absolue de la présence en Espagne mais d'un retrait individuel s'appuyant généralement sur la revendication d'un droit au repos suivi d'un passage à l'acte illégal. Le fait est particulièrement valable à propos des Brigades internationales. Dans la majeure partie des cas de désertion signalés, il s'agit d'escapades, de permissions irrégulières qui se soldent à leur retour par des mesures disciplinaires dont la sévérité dépend du contexte, de l'autorité du commandement et de la définition de l'acte par ce dernier. Trois autres modalités courantes de désertion par retrait temporaire peuvent néanmoins être identifiées : rejoindre la Base pour y demeurer, rejoindre un hôpital, rejoindre une autre unité par transfuge.

Déserter vers l'arrière tout en demeurant dans les Brigades internationales signifiait rejoindre la Base d'Albacete et une des branches non combattantes qui lui étaient affiliées (intendance, administration, services culturels ou politiques, etc.). Pour ce faire, il s'agissait de se mettre provisoirement en retrait en profitant de l'absence d'une police militaire officielle[272].

---

[269] RGASPI 545.6.1046 : *Liste des déserteurs (section française),* janvier 1938.
[270] JAHR (Cristoph), « Désertion et déserteurs dans la Grande Guerre….», *op. cit.*, p. 111.
[271] *Idem*, p. 116.
[272] RGASPI 517.3.11 : *Question Espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne …*, *op. cit.*, p. 11.

Ces « volontaires de l'arrière » ne furent pas invisibles : de nombreux rapports font état du stationnement à Albacete d'une population très nombreuse dont la présence ne reposait sur aucune nécessité. Non sans une certaine exagération, Togliatti rapportait au 9 août 1937 qu'il y avait plus de combattants étrangers présents à Albacete sous des prétextes divers qu'au front[273]. Zeisser parlait « d'invasion » de la base par « un grand nombre d'individus plus ou moins démoralisés ayant quitté le front » après la bataille de Brunete[274]. À la fin de l'été, lors de la réorganisation des Brigades internationales, une partie du personnel non indispensable fut reversé vers les unités de combat ou dirigé le circuit disciplinaire.

b) Les simulations et blessures volontaires

La blessure volontaire et la simulation de blessure constituèrent également une façon de s'extraire, momentanément ou définitivement, des combats, faits constatés en Espagne dès le 3 novembre 1936[275]. Les volontaires étrangers ont apporté avec eux une véritable contreculture militaire directement héritée de la Grande Guerre : celle des mixtures et autres techniques de simulation de blessure ; les rapports judiciaires de la XIVème Brigade francophone font état de la circulation de telles recettes[276]. Néanmoins, la blessure volontaire fut généralement un acte désespéré permettant d'être temporairement éloigné du front puis ouvrant éventuellement une possibilité de désertion une fois parvenu à l'hôpital. Les rapports de la commission judiciaire d'Albacete ne signalent pas beaucoup de cas d'automutilations chez les volontaires étrangers, la plupart d'ailleurs n'étant le plus souvent inquiétés qu'après avoir été dénoncés par leurs camarades.

c) Le transfuge d'unité

La principale forme de désertion vers l'arrière pratiquée par des volontaires étrangers constituait moins un refus de combattre qu'un refus de la forme et de l'encadrement que devait revêtir selon eux leur engagement combattant. Il s'agit du transfuge, du fait de quitter une unité combattante afin d'en rejoindre une autre. Cette dernière était choisie et évaluée selon sa proximité immédiate et selon des critères en réalité beaucoup moins affinitaires que de confort. Ces transferts illégaux se déroulaient généralement par contact, lorsque les

---

[273] RGVA 33987.3.961 : Rapport en français d'Alfred (Togliatti) du 29 août 1937, p. 32. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* p. 317.
[274] RGVA 33987.3.149 **:** « Al comisario del pueblo de Defensa de la URSS, Mariscal de la Unión Soviética, Cam. Voroshilov ». Par Gendin, 26 juillet 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* p. 545.
[275] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*, Tome 2, *op. cit.*, p. 931.
[276] Exemples extraits des dossiers judiciaires : RGASPI 545.6.1311 et 545.6.1330 : Dossier individuel du volontaire français Murer. *Rapport sur les déclarations faites par Murer et Maul.* Sans date.

volontaires internationaux côtoyaient une position tenue par une unité anarchiste. Il s'agit d'une désertion de type horizontal puisqu'en règle générale ce n'était pas l'éloignement du front mais la recherche d'une amélioration des conditions de vie au front qui motivait le déplacement. Le combattant ne se soustrayait pas au combat mais cherchait à modifier favorablement son rapport à celui-ci.

Avant la création de l'*Exèrcit de Catalunya*, la petite galaxie de formations hétéroclites catalanes fut propice aux changements, selon les goûts et les couleurs de chacun[277]. L'herbe étant habituellement plus verte ailleurs, nombreux furent les étrangers déçus à jalouser les situation des miliciens espagnols jouxtant leurs tranchées, les accusant « d'être mieux nourris, mieux cantonnés lorsqu'on est au repos, et mieux payés[278] ». Ces désertions horizontales opportunistes vers des formations anarchistes sont avérées dès la bataille de Madrid parmi les deux premières brigades internationales, mais ce fut au sein de la troisième (XIIIème) que les effets furent les plus impressionnants. Au 3 janvier 1937 à Teruel, cette brigade avait perdu la moitié de son infanterie, pour partie du fait de désertions vers les milices confédérales avoisinantes. Une rumeur, pas tout à fait infondée, faisait des milices anarchistes du secteur une véritable sinécure :

> Il n'était pas anormal qu'un milicien, trouvant que le secteur était trop dangereux, quitte son unité pour aller servir dans une autre moins exposée : ainsi fréquemment des miliciens d'infanterie passaient dans les rangs des anarchistes, car ceux-ci n'attaquaient jamais, tenaient un secteur très calme et « s'arrangeaient » pour n'effectuer que le minimum de présence en première ligne[279].

Certains avançaient des arguments plus prosaïques, comme la présence de vin, de nourriture abondante ou encore de femmes[280]. Une fois la XIIIème brigade retirée et mise au repos à Valence, les désertions continuèrent de plus belle, toujours vers des milices anarchistes et sans doute pour rejoindre des camarades déjà présents. Les cadres militaires

[277] Les itinéraires sinueux des volontaires étrangers des unités miliciennes catalanes identifiés dans la cartothèque du fonds AGGCE Madrid PS 484-489 « Brigadas internacionales » l'attestent fort bien.
[278] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Guiguay Léonidas*. Sans précision ni date [printemps 1937].
[279] SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : 20ème Région Militaire 4ème Division Nord-Africaine État-Major. *Compte rendu d'interrogatoire d'un volontaire rapatrié d'Espagne* [le 29 mai 1937]. Épinal, le 5 juin 1937.
[280] Archives privées Skoutelsky. *Breton André - Destouches Gilbert. Anciens d'Espagne*. Interview du 11 mars 1981. *Exemplaire inédit revu par A. Breton et G. Destouches en janvier 1984*, p 5.

furent contraints d'accepter le fait accompli et la brigade fut reconstituée grâce à l'incorporation de deux bataillons espagnols[281].

Sans jamais plus atteindre la même intensité, les 35ème, 39ème et 70ème brigades mixtes (confédérales) recueillirent encore régulièrement des déserteurs étrangers entre avril et juillet 1937 ; sur une liste de 98 déserteurs français repris par les Brigades internationales en 1937, 11% avaient rejoint une unité de la CNT-FAI[282]. La Confédération fut quelque peu décontenancée par cet engouement soudain mais jugea que son devoir était d'accueillir ces étrangers débandés[283]. L'affiliation syndicale du déserteur étranger lui donnait, ensuite, une protection permettant de pouvoir partir le cas échéant ; les anarchistes ne retenant pas les volontaires étrangers qui souhaitaient rentrer chez eux[284]. L'absence de censure dans les unités confédérales permettait de se faire connaitre et reconnaitre par les agents consulaires, et de demander un rapatriement ; tout contact direct avec les consulats étant formellement interdit et répréhensible dans les Brigades Internationales. Entre mai et juillet 1937, la quasi-totalité des déserteurs ayant rejoint une unité confédérale furent licenciés ou étaient déjà repartis d'Espagne.

4. Déserter vers les lignes ennemies : une dangereuse porte de sortie

Les désertions de volontaires étrangers républicains semblent avoir été exceptionnelles mais les sources en la matière sont rares. Elles constituent une forme extrême de désertion, une sorte de tentative de sortie de guerre de dernier recours car elle multipliait de fait les risques encourus. Lors de ce choix désespéré, le volontaire étranger devait nécessairement imaginer que les risque pris en se livrant à l'ennemi sont moindres que ceux pris en désertant vers l'arrière. Contrairement à la désertion vers l'arrière, la désertion vers les lignes ennemies place l'individu dans une situation univoque, la tentative de désertion en traversant la *Tierra de nadie* ne pourra être contestée ou bénéficier de circonstances atténuantes. En cas de

[281] RGASPI 545.6.1159 : Lettre à Marty de l'ex-commandant du 11e bataillon. Valence, 20 janvier 1937.
[282] RGASPI 545.3.474 et 475: *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 58 ; 545.6.1367 : Dossier individuel du volontaire français Raymond Gabriel. Rapport de la CJ du 24 juin 1937 sur Raymond Gabriel. 15ème bat de la XVème Brigade ; 545.66.1046 : *Note sur les listes de volontaires provocateurs, déserteurs, voleurs.* Paris, 2 juillet 1939. Liste dressée en janvier 1938.
[283] AGGCE Madrid PS 487 Brigadas internacionales : Lettre du secrétaire du comité provincial de la CNT d'Albacete au Comité Régional de la CNT de Catalogne - *Seccion de Defensa*. Albacete 7 mars 1938.
[284] AGGCE Madrid PS 486.6 *Voluntarios extranjeros* : Laissez-passer du volontaire russe Williams Antonoff, déserteur des Brigades internationales et membre de la division *Ascaso*.

découverte de la préparation de leur entreprise ou bien en cas de flagrant délit de désertion à l'ennemi, les fautifs sont fusillés sur le champ[285].

On relève cependant dans les archives plusieurs cas de désertion à l'ennemi d'étrangers, dont un officier français qui se présenta devant les lignes ennemies avec quelques-uns de ses hommes lors de la bataille de Brunete[286]. Pour la moitié des cas documentés, il s'agit de volontaires déjà condamnés pour des faits de désertion et renvoyés en première ligne après avoir vu leur peine de détention à perpétuité commuée lors de l'amnistie générale de juillet 1938. Dès mars 1937, les autorités franquistes firent savoir avec une sincérité relative, que de nombreux cas de désertions de volontaires français vers leurs lignes étaient avérés :

> Les passages à l'ennemi sont de plus en plus fréquents, d'autant que les miliciens croient savoir que leur sécurité est certaine. Entre eux, ils se répètent qu'une fois passés à l'ennemi, ils ne seront soumis qu'à une peine d'internement jusqu'à la fin des hostilités[287].

Il est indéniable que la désertion vers l'ennemi, quoique très risquée et d'une certaine manière désespérée, ne constituait pas un suicide. Il fallait donc que le candidat à la désertion se soit imaginé une possibilité d'issue favorable à son entreprise d'extraction du conflit, en arguant de sa situation d'étranger au conflit opposant des Espagnols. Cet argumentaire lui est fourni par le discours de propagande des Nationaux par le biais des tracts et papillons envoyés vers les lignes tenues par les bataillons internationaux. Ce sont avant tout les francophones et les anglophones qui furent visés par la propagande nationaliste. Cette communication fut, à ses débuts, peu subtile ; le volontaire étranger étant renvoyé à un ultimatum déroutant :

> L'Espagne sera indulgente envers ceux qui démontrent qu'ils ont été trompés. Mais l'Espagne punira sans égards ceux qui persistent dans la lutte. On appliquera la loi inexorable contre quiconque prend des armes contre nous. Et la loi, - c'est la peine de mort. [...] Vous y attendez pas - si vous écouter notre conseil – qu'on vous traite en ennemi loyal, puisque nous ne vous considérons pas comme soldats ou combattants, mais comme des bandits au solde du sanglant dictateur russe Stalin, des sicaires du

---

[285] RGASPI 545.3.227 : *Parte Politico Militar (129ª Brigada Movil) Comisario*. 23 avril 1938.
[286] RGASPI 545.1.3 : *Rapport sur l'action et la situation des Brigades Internationales* Par Luigi longo. 11 août 1937 ; 545.6.1253 : Dénonciation de Gisbert à propos de la désertion à l'ennemi d'un officier français des Brigades internationales. Albacete le 7 décembre 1937.
[287] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : État-Major de l'Armée 2ème Bureau. *Espagne gouvernementale. Situation générale. De source nationaliste espagnole*. 12 mars 1937.

> Comintern, trompés pour vouloir étrangler l'Espagne et inonder sa glorieuse civilisation et sa religion [...][288].

La qualité argumentaire s'améliora cependant rapidement. Les volontaires étrangers furent désormais présentés comme des victimes abusées par des mensonges et devenues malgré elles les agents inconscients de forces supérieures qui les brutalisaient :

> Étrangers qui luttés dans les rands des rouges, obligés par la violence, après avoir été trompés par des promesses, non tenues, de travail et de soldes fabuleuses, vous savez bien que tous ceux qui se sont présentés à nous, avec leurs armes, ont été bien accueillis et renvoyés dans leur pays d'origine aux frais de notre Gouvernement[289].

> Foreign militiaman ! You are dying for a cause that is false. You are paid with money that is worthless to your family […] If you wish to return to your Country, to the land of your birth, come over to our lines[290].

Ces messages étaient destinés à entretenir des doutes déjà largement présents. Soulignons que, contrairement aux thèmes de la propagande républicaine à destination des lignes adverses ou de celle des Brigades internationales vers les soldats italiens ou allemands, il n'y eut aucun appel à la fraternisation ou évocations fraternelles. Les étrangers furent considérés comme présents malgré eux dans un conflit qui n'était pas le leur et pour une cause qui n'était pas celle qu'ils croyaient être : « Volontaires français : la France vous envoie au front espagnol sous prétexte que vous allez combattre les Allemands. Mais vous êtes victimes d'une énorme escroquerie : en Espagne on ne combat que des Espagnols » ; ou encore : « Français ! La cause que vous êtes venus servir est aujourd'hui perdue. Le traitre André Marty et ses pourvoyeurs de chairs à canon vous ont trompés et vous le savez[291] ».

Le passage vers les lignes adverses était suggéré comme une simple étape vers le retour chez soi : « vous savez bien que tous ceux qui se sont présentés à nous, avec leurs armes, ont été bien accueillis et renvoyés dans leur pays d'origine aux frais de notre

---

[288] RGASPI 545.6.62 : *Volontaires des Brigades Internationales*. Reproduction du texte d'un tract nationaliste en direction des volontaires étrangers du 4 mars 1937.
[289] SHD 7 N 2755 : traduction d'un tract nationaliste appelant les soldats des Brigades internationales à déserter. Mai 1937.
[290] *Milicien étranger ! Tu vas mourir pour une cause mensongère. Tu es payé avec une monnaie sans valeur pour ta famille* […] *Si tu veux rentrer chez toi, dans le pays qui t'as vu naitre, présente toi dans nos lignes*. Reproduction d'un papillon jeté vers les lignes des Brigades internationales reproduit in CORRAL (Pedro), *Desertores..., op. cit.*, pp. 320-321.
[291] RGASPI 545.6.62 : « *Volontaires des Brigades Internationales.* » Traduction d'un papillon ennemi envoyé vers les lignes tenues par un bataillon international le 4 mars 1937 ; « Attention aux agents de Franco ! » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°21 du 7 avril 1937, p. 1.

Gouvernement »[292]. Finalement, la stratégie discursive la plus efficace sans doute fut d'appeler à une désertion non au-devant des lignes mais vers l'arrière, vers les consulats :

> Passez dans nos rangs et nous vous promettons la vie sauve et le rapatriement immédiat. Si vous craignez que notre parole ne soit pas tenue, présentez-vous au consulat de France à Barcelone, Valence ou Alicante et Carthagène pour vous faire rapatrier. Les Consuls y sont obligés[293].

Néanmoins, les étrangers qui s'offrirent à la merci de l'adversaire étaient quasi certains d'être exécutés. Les prisonniers russes (sauf les pilotes soviétiques) et français, ou se déclarant tels, étaient pour la plupart exécutés sur place, les témoignages convergent bien dans ce sens et ce fait est confirmé par le trop faible pourcentage de Français dans les camps de prisonniers[294]. Une circulaire de l'état-major nationaliste d'avril 1937 l'atteste en demandant que l'on épargne les étrangers se constituant prisonniers afin de pouvoir les rapatrier et provoquer ainsi une vague de désertions[295]. Il s'agit d'un rappel d'un ordre déjà édicté en janvier 1937, preuve que ce dernier n'avait pas été respecté et les étrangers capturés passés par les armes[296].

5. La recherche d'une sortie de guerre

La désertion, entendue comme volonté de s'extraire définitivement du conflit en cours, ne signifiait pas formellement la remise en cause des raisons ayant conduit le volontaire étranger à venir mais le désir de l'intéressé de mettre fin à cette expérience, généralement le plus vite possible et de la manière la moins risquée. Cette action de sortie de guerre put

---

[292] SHD 7 N 2755 : Traduction d'un tract nationaliste appelant les soldats des Brigades internationales à déserter.
[293] « Attention aux agents de Franco ! » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°21 du 7 avril 1937, p. 1.
[294] Dans la prison de San Pedro de Cardeña, principal lieu de concentration des prisonniers étrangers (volontaires capturés ou condamnés de droit commun ou droit militaire), il semble y avoir eu un maximum de 750 détenus dont seulement une centaine de Français. En plus de la faiblesse proportionnelle du nombre de français détenus, j'appuie la confirmation du sort funeste des Français faits prisonniers sur plusieurs sources concordantes : 1) un rapport d'un américain échangé en octobre 1938 : RGASPI 545.6.13a : *Renseignements fournis par le volontaire Américain Oruitz membre du PC USA secrétaire d'une région de ce Parti âgé de 26 ans, le 11 octobre 1938 au Secrétaire du Comité International d'Aide à l'Espagne Républicaine*. 10 octobre 1938 ; 2) Un rapport d'un indicateur en zone franquiste de l'ambassade de France : SHD 7 N² 2616 Dossier 1 : *Renseignements. Destinataire : EMA. Informateur occasionnel peu compétent, mais très sincère. Sort des prisonniers français. 19 mai 1937*. Bayonne, 20 mai 1937 ; 3) Une déclaration d'un Espagnol déserteur de l'armée nationaliste lors de son interrogatoire par la police française : SHD 7 N² 2532 : Commissariat spécial Préfecture de Pau. *Le commissaire spécial à Monsieur le directeur Général de la Sûreté Nationale (Direction des Renseignements Généraux) à Pari*s. Pau, le 20 septembre 1938.
[295] AGMAV C 2321 L.41 Cp. 122 : *Extranjeros. Soldados extranjeros del enemigo*. 16 avril 1937.
[296] CORRAL (Pedro), *Desertores..., op. cit.*, p. 474.

prendre des formes différentes suivant les possibilités, les opportunités et la citoyenneté des postulants à la désertion. Le fait de quitter illégalement l'Espagne ne constituait pas toujours une désertion définitive, plusieurs déserteurs repris prétextèrent la fatigue ou l'absence de permission pour justifier leur acte. Il ne s'agit pas nécessairement d'une excuse invalide : sur les 408 étrangers postulant au volontariat refusés par les Brigades internationales entre le 11 mars et le 8 octobre 1938, 11 furent reconnus comme étant des déserteurs[297].

Les désertions vers la frontière ne concernèrent que des individus seuls et ou en très petits groupes, avec un effet d'entraînement massif incontestable lors des trois grandes vagues de désertion. Deux cas de tentatives de passage collectif de la frontière sont cependant à signaler : le cas d'une partie du bataillon *Vaillant Couturier* en déroute depuis Caspe le 28 mars 1938, qui rejoignit Port-Bou à 400 kilomètres de leur point de départ, et la mutinerie du « bataillon autrichien » (grosse compagnie reformée en janvier 1939 sur la base des volontaires autrichiens des camps de démobilisation) qui s'ouvrit par les armes le chemin de la frontière, peu éloignée, le 7 février 1939[298].

Par mesure de rétorsion contre la fermeture de la frontière côté français liée à l'entrée en application du plan de contrôle de la non-intervention, le gouvernement de Valence avait décidé le 1er mars de ne plus autoriser les étrangers à quitter l'Espagne[299]. Dans les faits cependant, un ex-combattant étranger en Catalogne n'avait guère de difficulté à pouvoir quitter l'Espagne en faisant valoir sa carte de milicien auprès des services étrangers de la CNT ou bien sa situation de déserteur des Brigades internationales, encore fallait-il parvenir à Barcelone sans encombre. Après la mise au pas de la Catalogne qui suivit les événements du 3 au 7 mai 1937, la situation se dégrada subitement pour les étrangers, et les déserteurs furent pourchassés[300].

La manière la plus simple pour parvenir à s'extraire d'Espagne était de s'adresser aux représentants diplomatiques de son pays d'origine et d'obtenir sa protection ou tout du moins

---

[297] L'un d'entre eux était d'ailleurs passé en conseil de guerre pour cette raison. Très majoritairement, au moins six mois se passent entre départ et retour, cinq sont revenus moins de deux mois plus tard dont deux durant le même mois que leur désertion. RGASPI 545.6.55 : Listes hebdomadaires des étrangers refusés par la commission des Brigades internationales à Figueras. Documents datés du 11 mars au 8 octobre 1938.

[298] RGASPI 545.3.373: « Informe sobre los combates de Aragon » Par Sagnier, 2 mai 1938 in *Informe sobre la actividad de la XIV Brigada. Capitulo III: Aragón, Cataluña, Ebro* p.6 ; 545.6.27 : *Attitude d'un bataillon allemand en février 1939* ». Signé « Camille » [Marty]. Paris, 15 mai 1939.

[299] CADN. Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. *Télégramme de M. Barbier n°135*. Valence 1er mars 1937. Traduction des services consulaires.

[300] GODICHEAU (François), *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939*). Paris Odile Jacob, 2004, pp. 206-207.

les moyens d'être exfiltré du pays. Remarquons à ce sujet que certains volontaires étaient parfaitement conscients avant leur départ de cette possibilité de sauvegarde et avaient rassuré leur famille en ce sens[301]. Encore fallait-il pour cela disposer d'un interlocuteur réceptif à sa situation, c'est-à-dire être reconnu comme le ressortissant d'une représentation diplomatique présente en Espagne républicaine. Les déserteurs étrangers furent, ici encore, très inégaux quant à leurs possibilités selon leur citoyenneté. Les étrangers de nationalité française et belge bénéficièrent ainsi d'avantages importants par rapport à leurs camarades. La France disposait d'un grand réseau de représentations consulaires dans le pays et les autorités consulaires françaises adoptèrent une position bienveillante, voire solidaire des difficultés des volontaires français. Cette mansuétude était également intéressée, l'attaché militaire français voyant pragmatiquement dans les volontaires français « l'équivalent d'un corps d'armée » de mobilisables français et recommandait de « grignoter le corps international car on en aura besoin »[302]. Par contre, Yvon Delbos avait instruit dès novembre 1936 les consulats français en Espagne de ne pas donner suite aux demandes des volontaires étrangers en situation irrégulière sollicitant l'autorisation de rentrer en France, y compris pour une permission[303].

Le décret statutaire de septembre 1937 intronisant les Brigades internationales comme succédané légal de la Légion étrangère fut reconnu par la France. En conséquence, lorsqu'en avril 1938 survint à Barcelone une nouvelle vague de déserteurs français en fuite, les autorités consulaires françaises considérèrent que, sans autorisation des autorités espagnoles, il ne pouvait être procédé à leur rapatriement ou à leur hébergement[304]. Désormais, tous les étrangers déserteurs durent prendre le périlleux chemin de la frontière pyrénéenne pour quitter l'Espagne. Prétextant le strict respect des clauses du Comité de non-intervention, les consulats britanniques et étasuniens ne s'investirent pas dans le rapatriement de leurs ressortissants de manière aussi massive que les consulats français. Ils soutinrent cependant l'évasion individuelle de nombreux déserteurs et exigèrent de la République espagnole un traitement décent pour leurs ressortissants détenus. Au printemps 1938, après le désastre d'Aragon, une

[301] Un volontaire canadien avait expliqué à son père qu'il ne comptait pas prendre de risques inutiles en Espagne et qu'il n'hésiterait pas à « pénétrer dans le sanctuaire de l'ambassade britannique ». ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause…, op. cit.,* p. 67.
[302] SHD 7 N 2755 : Lettre de l'attaché militaire français au général Schweisguth. Valence le 31 mars 1937.
[303] CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français - Demandes de passeports présentés par des Français : *Yvon Delbos au Consul français de Valence*. Paris, 18 novembre 1936.
[304] CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 588 Guerre civile CC 2-D Volontaires français. Télégramme n°286 de M. Labonne. Barcelone, 11 avril 1938.

proposition officielle d'évacuation des volontaires étasuniens, peut-être soutenue par le CPUSA, reçut une fin de non-recevoir catégorique d'André Marty[305].

La résignation et le refus constituèrent les deux seuls choix individuels possibles face à la déception et au regret du combattant volontaire de l'évolution défavorable de sa situation présente. Tous deux furent déterminés par la perception personnelle des possibilités, réelles ou supposées, de survivre ou de pouvoir s'extraire d'une situation choisie mais désormais regrettée ou refusée. Situation ambivalente, la désertion constitua à la fois le stade ultime du processus de déception et la marque d'un refus définitif tout autant que l'unique voie d'extraction d'un conflit où les possibilités de sortie de guerre furent évanescentes et contestées.

Conclusion

La déception constitue un indice capital pour déterminer en creux les motivations et raisons personnelles de venir combattre en Espagne. Pour les déçus, la révision radicale de leurs attentes les obligea à mesurer crûment l'ampleur et les conséquences de leur engagement volontaire. Espoirs brisés, hommes désemparés, le lyrisme des premiers jours devint rapidement amer. Il y eut assurément une forme d'automystification, la réalité de la guerre civile n'ayant cessé de nourrir des désillusions pour les étrangers, davantage que pour les Espagnols. Ce ne fut pas d'un désastre dont témoignèrent la plupart des déçus mais d'un reniement de leurs idéaux, trahis selon eux par les compromissions de la CNT ou par l'action des communistes, trahis par les promesses non tenues mais également trahis par l'Espagne elle-même, accusée de ne pas être ce qu'elle paraissait depuis l'étranger. Les déçus ne furent pas des mauvais éléments ou des individus qui se seraient « trompés de guerre ». Les témoignages attestent au contraire d'un sentiment largement partagé à partir duquel les volontaires ont pris individuellement des dispositions différentes.

Le fort ratio de pertes fut d'abord le fait de la doctrine d'emploi choisie par les formations internationales mais les pertes au combat n'expliquent pas l'intégralité de la volatilisation des effectifs. L'attrition des rangs des Internationaux fut également le fait d'une désertion constante qui connaît plusieurs accélérations dans les retours illégaux ou les

[305] RGASPI 545.1.11 : Lettre de Minor à Marty. Sans date [1938].

velléités de désertion. L'indiscipline et la désobéissance, comportement typique de la question militaire, vient prendre des formes typiques où deux matrices dynamiques se croisent : l'une militaire et l'autre militante. C'est avant tout la question des limites jugées comme acceptables par les volontaires eux-mêmes avant de venir, soit les limites au sacrifice de soi. Si la désertion est une voie commune à tout soldat « refusant » quel qu'il soit, la désillusion et la déception sont par contre le propre du volontaire, pas forcément étranger.

L'ensemble psychosocial des regrets, refus et renoncements renvoie directement à la double identité des Internationaux, à la fois combattant volontaire et combattant étranger et souhaitant, de ce fait, être considérés dans un cadre militaire respectueux de leur libre engagement et dispensés des règles régissant les Espagnols mobilisés. Or le gouvernement républicain fut de moins en moins disposé à octroyer aux étrangers des avantages ou des libéralités, tandis qu'ils ne formaient plus qu'une part minime et en constante diminution de ses forces armées, y compris dans les formations dites « internationales ».

Chapitre 12. L'hispanisation des Brigades internationales

Paradoxalement, les Brigades internationales ont compris, dès leur création, de nombreux non-étrangers dans leurs rangs, c'est-à-dire des citoyens espagnols. Ces derniers furent en réalité issus de trois groupes différents selon leur type d'association aux Brigades internationales. Le premier groupe, le plus ancien, rassemble les Espagnols allochtones, venus dans l'immense majorité des cas de France et de Belgique. Leur agrégation aux Brigades internationales fut conséquente à un choix délibéré de leur part, ils constituent à ce titre un contingent transnational comparable aux autres. Il s'agit de l'ensemble le plus faible en effectif tout en représentant cependant un contingent venu de l'étranger important quoique difficile à identifier précisément[306]. Le deuxième groupe rassemble les citoyens espagnols agrégés collectivement aux Brigades internationales, le plus souvent au front ou en opération, par amalgame de leur formation d'origine. Cette association fut la résultante d'une démarche volontaire d'intégration de leur formation (rattachement de sympathie) ou bien pour des raisons opérationnelles (rattachement pragmatique). Ces bataillons espagnols furent soit ajoutés à l'ordonnancement des brigades par addition simple, soit dissous et leurs effectifs distribués entre les bataillons internationaux. L'immense majorité des nationaux, Espagnols autochtones, membres des Brigades internationales, ont appartenu au troisième groupe : les conscrits et réservistes versés d'office dans les Brigades internationales à partir de janvier 1937.

Ces amalgames puis l'intégration directe de recrues espagnoles dans les Brigades internationales ont profondément modifié l'organisme de ces formations militaires originellement destinées à ne recevoir et rassembler que des volontaires venus de l'étranger. Ce processus reçut le nom d'« hispanisation », parfois dit « espagnolisation », néologisme formé sur le verbe castillan *españolizar*. L'amalgame a créé un paradoxe : de la situation de supplétifs tolérés, les Espagnols sont devenus majoritaires au sein de formations revendiquant fortement leur altérité et reconnues selon des identités nationales étrangères spécifiques. Ce fait, progressif mais patent dès l'été 1937, fut la résultante tout d'abord d'un pis-aller puis

[306] Voir *infra* chapitre 3.

d'un choix politique paradoxal mais assumé, celui de l'expansion du projet initial malgré le tarissement des sources étrangères de recrutement.

A. Le choix de l'amalgame, une inflexion cruciale du projet initial

Le processus d'hispanisation fut consubstantiel de l'amalgame et devint de ce fait un processus irrépressible : les Espagnols intégrant les Brigades internationales furent chaque mois plus nombreux tandis que le nombre des étrangers arrivant de l'extérieur du pays se réduisait. L'amalgame fut donc la résultante de ce déséquilibre qui condamnait *ipso facto* le projet de Brigades internationales dans ses formes initiales.

1. L'amalgame pour survivre

Dès la fin novembre 1936, les pertes vertigineuses subies par les deux brigades internationales constituaient un sujet d'inquiétude pour les cadres d'Albacete. Certains, comme Kleber, préconisaient de fondre les deux brigades internationales dans l'armée républicaine espagnole. Il s'agissait donc de revenir au projet initial précédant les Brigades internationales, soit l'emploi d'un encadrement étranger dans des unités communistes espagnoles. Cette option présentait l'avantage de pouvoir escamoter, le cas échéant, les éléments étrangers tout en permettant une sortie d'Espagne en cas d'arrêt bipartite de l'envoi de volontaires, mais aussi de pouvoir conserver un encadrement étranger solide au sein de brigades espagnoles[307]. Selon Luigi Longo, cette proposition fut repoussée parce qu'elle supposait que les étrangers n'étaient venus que pour commander et risquait de froisser le commandement républicain[308].

D'autres, comme « Nicoletti » (Giuseppe Di Vittorio), affirmaient qu'il fallait faire le contraire, c'est-à-dire intégrer des Espagnols dans les Brigades internationales. L'injection de supplétifs dans les rangs des bataillons internationaux permettrait ainsi leur survie, « sans cela, c'est la destruction complète des cadres politiques des Partis Communistes de l'Europe »

[307] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne …*, *op. cit.*, Annexe 43 *Informations reçues le 23 novembre 1936* ; 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 32.
[308] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste…*, *op. cit*., p. 193.

ajoutait-il[309]. Cette proposition permettait, de plus, de pouvoir continuer à déployer un grand nombre de formations dites internationales et de pouvoir facilement les renforcer. Le postulat était le même dans les deux cas, les volontaires étrangers étant envisagés comme des cadres potentiels, tandis que les Espagnols étaient appelés à former la masse des effectifs.

Parallèlement aux discussions en cours durant l'hiver 1936 sur l'avenir des Brigades internationales, les brigades déployées au front avaient de toute manière déjà amalgamé de plus en plus fréquemment des formations espagnoles, le plus souvent pour des motifs opérationnels. Jusqu'en janvier 1937, la XIème avait assimilé et dispersé dans ses rangs pas moins de cinq bataillons espagnols (*Apolio, Pasionaria, Spartacus, Triana* et *Asturias Heridas)* qui partageaient son secteur, et incorporé les bataillons *Cervantes, Pacifico* et *Regimiento de Alicante n°2*. Ce fut grâce à cette digestion que la brigade put amortir ses pertes abyssales et éviter de disparaitre[310]. Guère mieux lotie, la XIIème brigade reçut les bataillons *Madrid n°1* (PCE, *5° Regimiento*), *Ambiente* (milices d'*Izquierda Republicana*) et *Prieto* (milices du PSOE), portant à six ses propres bataillons[311].

En février 1937, chacune des brigades internationales avait reçu plusieurs centaines, et plus d'un millier pour les deux premières, de combattants espagnols sous la forme de bataillons associés ou dissous dans les bataillons étrangers. Le procédé devint rapidement une formalité, les brigades recevant, s'emparant ou se délestant, de bataillons nationaux selon les situations et circonstances. Le bataillon *Juan Marco* de l'UGT fut adjoint à la XIIIème brigade en février lors de son déplacement vers le front de Grenade tandis qu'elle perdait un bataillon de miliciens anarchistes reçu à Utiel. Parallèlement, la XIVème recevait quatre bataillons espagnols issus de l'*Agrupación de milicias Primera Unidad de Avance* (PUA) (milices UGT-PSOE) dont une partie fut dispersée dans ses bataillons francophones. Enfin, la XVème brigade fut la première à compter dès sa création deux bataillons espagnols : le 21ème bataillon international *José Diaz* et le 24ème sans nom, dit « Espagnol ».

L'entrée en vigueur du contrôle des frontières extérieures de l'Espagne, l'interdiction du volontariat et les pertes imposèrent définitivement le choix du recours aux conscrits espagnols en février 1937. La somme des renforts nécessaires pour maintenir les bataillons

---

[309] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…*, Annexe 43, *op. cit.*
[310] Au 29 janvier 1937, le bataillon germanophone *Thälmann* ne comptait plus que 308 étrangers sur 639 soldats, dont seulement 166 Allemands, 39 Autrichiens et 14 autres nationalités. RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, p. 55.
[311] *Idem*, p. 34.

opérationnels était pour la première fois supérieure aux arrivées mensuelles de volontaires. L'amalgame initialement opéré de manière, et s'imposa rapidement comme une solution finalement pratique pour préparer une nouvelle vague de bataillons dits internationaux.

2. L'amalgame pour grossir

L'état-major républicain avait quant à lui fait son choix. D'après un ordre daté du 8 décembre 1936 du général en chef de l'État-major central du Ministère de la guerre, donc avec l'aval du premier ministre et ministre de la guerre Largo Caballero, les Brigades internationales devaient être formées de trois bataillons d'étrangers et de 3 ou 4 bataillons issus des milices espagnoles[312]. Cet amalgame permettait de réduire l'autonomie de la Base d'Albacete et de rattacher fermement les quatre brigades internationales à l'EPR. Mais Albacete refusa, André Marty étant opposé à l'amalgame de bataillons espagnols entiers dans les brigades, après qu'il se fut convaincu de la qualité inférieure et de l'inexpérience de ces formations, et par souci de préserver l'autonomie des Brigades internationales[313]. Le refus fut également motivé par la volonté de ne pas mettre en péril la nature d'« unités internationales de front populaire (national et international)[314] ».

Mais les membres du Conseil militaire de la Base ne pouvaient feindre d'ignorer que l'entrée en vigueur très prochaine du contrôle aux frontières allait couper définitivement les sources des Brigades internationales[315]. André Marty reformula finalement la proposition de Nicoletti à quelques nuances près lors de l'importante réunion du Conseil militaire de la Base d'Albacete du 14 février 1937. Il fit adopter le principe d'une intégration contrôlée d'Espagnols, individuellement, afin de tripler les bataillons existants, en s'appuyant sur une démonstration très évocatrice :

> Nos volontaires y restent comme des îlots, des noyaux et dirigent cette masse de la même façon que nous, communistes, sommes dans les syndicats de la CGT française. De la même manière les Espagnols rentrant volontairement dans nos brigades, 50 dans une compagnie, 10 dans une autre, nos hommes restent dans la masse forment les cadres, les éduquent, les tiennent militairement et politiquement. Je crois que c'est la

[312] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, p. 75.
[313] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 31.
[314] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne …*, *op. cit.*, Annexe 43. *Aux commissaires politiques des XIe et XIIe Brigade et de la Base*. Par Marty. Albacete, 27 novembre 1936.
[315] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne …*, Annexe 43. *op. cit.*

> meilleure solution si on arrête la venue des volontaires internationaux, si le gouvernement exécute sa proposition de renvoyer les volontaires dans le cas où les fascistes revoient les leurs, je crois que cette fusion est la meilleure méthode, mais sans schéma, parce que cela produirait des désastres [...][316].

Paradoxalement, il fut alors également question de constituer deux divisions internationales sur la base des brigades existantes, complétées par la suite[317]. Ce projet semble avoir été proposé initialement par Stern « Kleber », sans que l'on sache s'il disposait alors du soutien des conseillers soviétiques[318]. Cela supposait donc deux préalables : l'arrivée de très nombreuses recrues espagnoles et une aide importante du PCE sous forme de cadres formés et aguerris, aptes à prendre des responsabilités dans les Brigades internationales. En effet, l'encadrement militaire et politique devait être partagé entre Internationaux et Espagnols avec comme objectif de conserver dans chaque bataillon un minimum de 20-25% d'étrangers seulement. Lors de la réunion suivante, le 28 février 1937, avec les mêmes participants, le principe de l'amalgame fut entériné définitivement, sous réserve de l'accord d'André Marty, alors à Moscou[319]. Le 22 janvier 1937, une première demande officielle de la Base d'Albacete avait été faite auprès du Ministère de la Guerre pour recevoir les effectifs nécessaires pour permettre la constitution, sur une base d'amalgame, de deux grandes unités divisionnaires[320]. Albacete proposait au quartier général républicain de transformer les cinq brigades étrangères en huit à dix nouvelles brigades d'amalgame composées d'étrangers et d'Espagnols, demande à laquelle les généraux Miaja et Rojo donnèrent leur accord de principe mais pas le ministère[321]. Deux premières divisions internationales furent effectivement créées et connurent leur baptême du feu au Jarama.

Ce fut donc le choix de « gros bataillons » disposant d'une réserve d'Espagnols qui supplanta l'objectif initial de formations « d'élite » réduites composées exclusivement d'étrangers. Le système d'amalgame partiel des Espagnols devait en théorie suivre le déploiement suivant : un bataillon sur quatre entièrement espagnol par brigade, une compagnie espagnole sur quatre par bataillon et une section espagnole par compagnie. Dans

---

[316] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 32.
[317] RGASPI 545.2.46: [Compte rendu de la] *Réunion du Conseil militaire du 14 février 1937.*
[318] Document 60 RGASPI C.495 i.74 d.206 pp. 91-146. Rapport de M. Fred [Manfred Stern] sur le travail en Espagne. 14 août 1937 in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* pp. 378, 399 et 416.
[319] RGASPI 545.1.9 : Compte rendu de « Gallo » de la commission des cadres de la Base du 28 février 1937. Madrid, 1er mars 1937, p. 1.
[320] RGASPI 545.1.20 : Demande de Luigi Longo au CGG de l'EPR de Valence. 22 janvier 1937.
[321] RGASPI 545.1.20 : Courrier de Luigi Longo au CGG de l'EPR de Valence à propos de la crise des effectifs dans les Brigades internationales. Madrid, 3 mars 1937.

les faits, l'amalgame fut effectué suivant les désidératas des chefs de brigades. De plus, le PCE ne pouvant fournir les cadres nécessaires, il fallut prévoir la prise en charge de la formation de cadres espagnols[322].

Les soldats espagnols devinrent majoritaires dans les effectifs totaux dès l'automne 1937, ils l'étaient dans l'infanterie déployée au front depuis le printemps de la même année.

3. Des Espagnols majoritaires

Entre février et juillet 1937, la première brigade concernée par l'amalgame, la XIème, passait de trois à quatre bataillons internationaux avec une proportion d'étrangers en constante diminution, passant de 58% des effectifs lors de la bataille de Guadalajara à 27% lors de la bataille de Brunete en juillet.

Tableau 12a : Proportions des Espagnols dans la XIème brigade lors des batailles de Guadalajara et Brunete[323]

XIème brigade	14 mars 1937 (Guadalajara)	31 juillet 1937 (Brunete)
État-major de brigade	*Non précisé*	57%
Bataillon *Edgar André*	50%	77%
Bataillon *Commune de Paris*	44%	*Passé à la 150ème brigade*
Bataillon *Hans Beimler*	*Inexistant*	92%
Bataillon *Thälmann*	36%	76%
Bataillon *Zwolf Februar*	*Inexistant*	77%
Batterie d'artillerie *Passionaria*	14%	33%
Batterie antichar	*Inexistante*	9%
Génie *(compagnie disciplinaire)*	*Non précisé*	100%
Train de combat	*Non précisé*	18%
Service sanitaire	*Non précisé*	75%
Intendance	*Non précisé*	48%
Proportion indicative d'Espagnols	**42%**	**73%**

Symboliquement, le premier bataillon créé par les Brigades internationales en octobre 1936, le *Edgar André* était déjà composé à moitié d'Espagnols cinq mois plus tard[324]. La création des nouveaux bataillons des 3ème et 4ème vagues (*Beimler, Dimitrov, Rákosi, Zwölfte Februar, Palafox*, etc.) fut uniquement possible grâce à l'amalgame, sauf dans le cas des deux bataillons américains *Lincoln* et *Washington* et du franco-belge *Six février* qui disposaient

[322] RGASPI 545.1.9 : *Compte rendu de « Gallo » de la commission des cadres de la Base du 28 février 1937.* Madrid, 1er mars 1937, p. 1.
[323] RGASPI 545.2.86 : *Base de las Brig. Inter. Servicio de Prensa. Rapport sur la XIème brigade par son commissaire politique*. Front de Guadalajara, 14 mars 1937 ; 495.76.4a : *Situación 11a Brigada.* 31 juillet 1937.
[324] 200 espagnols, 107 volontaires de nationalités diverses (Autrichiens, Hollandais, Scandinaves, Suisses, etc.) et 83 Allemands au 14 mars 1937.

d'un effectif étranger suffisant. Dans tous les autres, les Espagnols furent majoritaires dès la création, sur des proportions allant du tiers (*Dimitrov*) aux trois quarts (*Rákosi*).

La transformation du bataillon *Garibaldi* en brigade et la création, par dédoublement de la XIIème, d'une sixième brigade internationale en avril (la 150ème) ne purent se faire que grâce à l'apport de nombreux conscrits espagnols. Le dédoublement aboutit à la création des deux premières brigades hispano-internationales. Pour la transformation du bataillon *Garibaldi* en brigade, ce dernier disposait de suffisamment de cadres mais pas assez d'effectifs, il reçut 600 conscrits espagnols. Pour la même opération, le *Dombrowski* en reçut 800. Le bataillon *Garibaldi* se divisa tout d'abord en deux bataillons italo-espagnols (350 et 375 hommes), décision bien accueillie par les Garibaldiens.

Tableau 12-b : proportions de combattants espagnols dans le groupement divisionnaire des XIIème et XIIème *bis* (future 150ème brigade internationale) en avril 1937[325]

***Agrupaciones* «Garibaldi » et « Dombrowski » (XIIe et XIIe *bis*)**	**Proportion d'Espagnols**
Bataillon *Garibaldi*	30%
Bataillon *Dombrowski*	35%
Bataillon *André Marty*	75%
Bataillon *Rákosi* (en formation)	80%
Batterie d'artillerie *Thälmann*	20%
Peloton de cavalerie	25%
Transmissions	20%
Services auxiliaires et sanitaires	95%

C'est après la bataille de Brunete que l'hispanisation devint un fait global et que les Espagnols devinrent majoritaires dans les Brigades internationales. Au 11 août, les effectifs en lignes ne comptaient plus que 35% d'étrangers, moins encore dans les deux premières brigades internationales. Les renforts nécessaires pour maintenir les bataillons en lignes opérationnels s'élevaient à 4 525 soldats, dont seulement 1 375 étrangers.

[325] RGASPI 545.1.73 et 74: *Índice de informe sobre la actividad de la XII^{a} et de la XII^{a} Garibaldi*, p. 159.

Tableau 12-c : proportions de combattants espagnols dans l'infanterie des brigades internationales au 11 août 1937[326]

Brigades internationales	Effectifs	Estimations des étrangers	Estimation des espagnols
XIème	2 390	555	1 835
XIIème	1 658	500	1 158
XIIIème	868	300	568
XIVème	1 600	550	1 050
XVème	885	600	285
150ème	1 640	650	990
Total	9 041	3 155	5 886

Six mois plus tard, les Espagnols formaient pourtant les deux tiers des effectifs. En janvier 1938, la 45ème division se répartissait entre 5 386 Espagnols dont 740 dans les services de la division (73,7%) contre 1 919 Internationaux dont 228 dans les services (26,3%). Seule la nouvelle brigade en formation (*Agrupación de reserva,* future 129ème brigade) comptait plus de 30% d'étrangers[327]. Les « vieilles » XIIème *Garibaldi* et XIIIème *Dombrowski* brigades ne rassemblaient plus que 19% et 30% d'étrangers ; seul le groupe d'artillerie de la division, *Rosa Luxemburg*, conservait une forte concentration d'étrangers (86%)[328].

L'hispanisation des Brigades internationales connut enfin une nouvelle et dernière accentuation à la suite des pertes terribles subies lors des désastres militaires de mars-avril 1938, conjuguées avec l'épuisement de la seconde grande campagne de recrutement de volontaires à l'étranger. Au 12 avril 1938, les pertes atteignirent 75% des effectifs des XIème, XIVème et XVème et plus de la moitié des effectifs des trois autres[329]. Pour éviter la dissolution des Brigades internationales, plusieurs milliers de conscrits catalans y furent injectés[330]. Les brigades internationales engagées sur l'Èbre ne comportent plus qu'un reliquat d'étrangers, exception faite de la XIVème. Ce processus d'incorporation de conscrits espagnols demeura effectif jusqu'au retrait des brigades internationales et lessiva inexorablement le caractère

[326] RGASPI 545.2.40 et 545.2.55 : *État des effectifs des Brigades Internationales depuis l'origine jusqu'à l'origine jusqu'à la date du 30 juillet 1937*. Par Vital Gayman, Albacete 9 août 1937.
[327] RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades* [sic] *45a División - Informe general. (Extractos)*. 24 janvier 1937 [1938], p.1
[328] RGASPI 545.1.21 : *Situación en la XII^{a} Brigada "Garibaldi ;" Situación de la XIII^{a} Brigada "Dombrowski"; Situación del Agrupación de Reserva de la 45º División ; Situación del Grupo de Artillería la 45° División".* Par le Commissaire Délégué de Guerre – Inspecteur des Brigades internationales, Luigi Longo. Barcelone, 7 et 8 janvier 1938.
[329] RGASPI 495.76.4b : *Nota sobre la misión recibida del Ministerio de Defensa Nacional con fecha 28 enero de 1938*. Marty, 12 abril 1938.
[330] RGASPI 495.76.4b : *Mesures pour renforcer les Brigades internationales. Sans auteur* [Marty]. S.d. [avril 1938] ; 545.2.35 : *« Relación de los camaradas que se han marchado al frente »* in *Informe.* S.d. [Marty, sur la base du rapport dit Gomez, mai 1938], p. 9.

éminemment étranger de ces formations singulières. À l'été 1938, les Espagnols représentaient plus des trois quart des effectifs de trois bataillons sur quatre de la XIème brigade *Thälmann* dite « germanique » ; les Scandinaves étant désormais deux fois plus nombreux que les germanophones dans le 42ème bataillon *Hans Beimler*[331]. En septembre 1938, lors de la démobilisation, il ne restait que vingt à vingt-cinq Italiens par compagnie dans un bataillon de la XIIème *Garibaldi*[332].

4. Les faiblesses du dispositif

Le processus d'amalgame procéda de manière non homogène et révéla deux faiblesses fondamentales dans l'hispanisation des Brigades internationales. D'une part, les Espagnols furent avant tout déployés au front et, d'autre part, ils y occupèrent des postes subalternes. Dans les deux cas, ces discriminations peuvent s'expliquer en partie par le manque de cadres et de gradés déjà formés parmi les Espagnols et *fortiori* parmi les recrues. Il n'en reste pas moins que cela traduit fort bien l'imperméabilité de l'infrastructure des Brigades internationales à l'hispanisation.

a) Une concentration flagrante des Espagnols au front

Les Espagnols ont été indéniablement davantage envoyés au front que les étrangers. Ce fait ne peut s'expliquer seulement par la diminution des effectifs étrangers mais bien aussi par une politique de sauvegarde des étrangers, et des cadres en particulier. En décembre 1937, trois soldats espagnols des Brigades internationales étaient affectés au front pour un seul à l'arrière, tandis que ce ratio était proche de un contre un pour les étrangers.

Tableau 12-d : Distribution entre le front et l'arrière des membres espagnols et étrangers des Brigades internationales en décembre 1937[333]

	Total BI	%	Étrangers	%	Espagnols	%
Effectifs totaux	46 814	100%	20 089	43%	26 725	57%
Dont front	31 127	67%	10 532	52%	20 594	77%
Dont arrière	15 687	34%	9 557	48%	6 131	23%

[331] CHS Archives André Marty 2 AM 4ª Hors format. Album offert à André Marty intitulé *A nuestro querido camarada André Marty la XI Brigada*, p. 2.
[332] RGASPI 545.3.189 : *XII BI Garibaldi 3ºbatallón. Relación de los camaradas Internacionales enrolados en este Batallón y estado en que se encuentran*. 16 septembre 1938.
[333] Source : RGASPI 545.2.108 : *Composition des effectifs des BI en décembre 1937.*

L'arrière des Brigades internationales, c'est avant tout la Base d'Albacete et ses nombreux services administratifs, sanitaires, politiques, logistiques et administratifs mais également les intendances, les ateliers, les usines, les écoles et les bataillons d'instructions. La proportion des blessés était alors globalement équivalente entre Espagnols et étrangers à l'été 1937[334]. Cette concentration au front se conjugue avec une seconde discrimination, en l'occurrence une répartition inégale dans les grades et fonctions.

b) Un déséquilibre patent dans les répartitions par grades et fonctions

Dix mois après l'introduction par amalgame des soldats espagnols, ces derniers n'avaient pas été assimilés par l'organisme des Brigades internationales et demeuraient employés comme soldats du rang tandis que les étrangers conservaient la majorité des postes d'encadrement. En janvier 1938, tandis que les Espagnols représentaient près de 80% des effectifs de la XIIème *Garibaldi*, les étrangers occupaient 80% de l'encadrement, dont tous les postes de lieutenants (commandement de compagnies) et les deux tiers des postes de capitaines (commandement de bataillon)[335]. À cette même date, la sur-proportion des étrangers aux postes d'encadrement et de direction était un fait constant dans l'ensemble de la 45ème division (XIIème et XIIIème). Seuls quatorze Espagnols occupaient un grade d'officier dans les quatre bataillons de la XIIIème, contre soixante-quatre étrangers[336]. Dans la 35ème division, la situation n'était guère plus brillante.

[334] RGASPI 545.2.108 : *Camaradas pertenecientes a las BI que han pasado por los Hospitales de Madrid, del mes de noviembre de 1936 al de julio de 1937 ambos inclusivos*. S.d; [été 1937] ; *Statistik über die durch die Teilnahme an den Kämpfen in Spanien verwundeten und erkrankten Kameraden der Internationalen Brigaden.* Albacete, 25 août 1937.

[335] RGASPI 545.1.12 : Courrier de Luigi longo au CC du PCI. Barcelone, 10 janvier 1938.

336 Dont une moitié de Polonais et quatorze Hongrois. RGASPI 545.3.248 : Liste des officiers de la XIIIème Brigade (janvier ou février 1938).

Tableau 12-e : Répartition des effectifs espagnols dans la 35ème division entre début novembre 1937 et début janvier 1938[337]

Part des Espagnols dans la 35ème division (32ème Brigade mixte exceptée)		QG, compagnies divisionnaires et GA *Ana Pauker*	XIème brigade *Thälmann*
Effectifs totaux		**75%**	**78%**
États-majors seuls		45,5%	33%
Grades et fonctions	*Officiers*	40%	38%
	Commissaires Politiques	62,7%	50%
	Sergents	53%	58,7%
	Caporaux	87,7%	88,2%
	Soldats	79,4%	81,6%
Services auxiliaires et Santé	*Officiers*	51%	10%
	Sous-officiers et soldats	68,4%	51,5%

En gris : proportions par grades ou fonctions inférieures de plus de 20% à la proportion d'Espagnols dans les effectifs totaux.

L'appropriation très excessive des postes de commandements par les volontaires anglo-saxons et germanophones était largement connue, commentée et critiquée mais demeura la règle jusqu'au retrait des Brigades internationales. Selon une logique inimaginable dans toute autre armée, des officiers espagnols recevaient parfois leurs ordres d'un subalterne étranger[338]. Cette préséance fut parfois justifiée par la « timidité innée » des officiers espagnols vis-à-vis de leurs homologues étrangers[339]. Les problèmes d'autorité et d'insubordination induits par ce dispositif original furent évidemment monnaie courante et aux frustrations suscitées s'ajoutèrent des tensions existantes depuis l'intégration des tout premiers Espagnols dans les Brigades internationales.

B. L'hispanisation, un puissant facteur de tension

Lors de son grand rapport devant le Présidium du Parti communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, André Marty s'étendit longuement sur la « pénétration réussie » des Internationaux parmi les Espagnols et que tous « pleuraient comme des frères »

[337] RGVA 35082.1.95 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 70, pp. 529-530.
[338] RGASPI 545.1.4 : *Informe sobre la inspección efectuada a la 35ª División y al 2º grupo de artillería Skoda.* S.d. [1938].
[339] RADOSH (Ronald), et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* p. 319.

au moment de la démobilisation des étrangers en septembre 1938[340]. S'il est sûrement indéniable qu'au moment de la démobilisation, vétérans étrangers et espagnols eurent du mal à se séparer, cette fraternité fut avant tout combattante et bien longue à mûrir. À l'opposé des discours professés par la propagande, les témoignages et rapports font état de rapports difficiles et parfois tout à fait hostiles entre Espagnols et étrangers.

L'hispanisation des Brigades Internationales s'effectua sur deux niveaux : au niveau des effectifs et au niveau de l'encadrement. Si le premier a correspondu à l'effet désiré, le second nécessita un effort particulier et l'application d'une ligne politique spécifique.

1. Des supplétifs traités comme tels

Tandis qu'ils formaient la grande majorité des volontaires venus de l'étranger durant l'été et l'automne 1936, les Espagnols immigrés qui choisirent de rejoindre les Brigades internationales rencontrèrent de grandes difficultés. Une évidence s'impose à la lecture des rapports les concernant : ils n'avaient pas été prévus ni particulièrement attendus, ils durent se contenter de jouer les pièces rapportées. Un ordre du jour du 16 novembre 1936 illustre la difficulté des Brigades internationales à les accepter et le caractère strictement non espagnol des bataillons internationaux à l'origine :

> Affectation des camarades espagnols venant de l'étranger, au sein des bataillons des Brigades internationales : les camarades d'origine espagnole, résidant hors d'Espagne et venus avec les derniers renforts à la Base des Brigades internationales ont été aujourd'hui répartis dans les différentes unités françaises et italiennes. Cette répartition a été dictée par deux raisons :
> 1° La grande majorité de ces camarades espagnols n'ont jamais fait de service militaire et il est donc impossible de former avec eux une unité de langue indépendante.
> 2° Il est nécessaire que les unités de langues étrangères aient dans leur sein un certain nombre de camarades espagnols pouvant servir d'interprètes.
> Les commandants de bataillons et de compagnie affecteront par conséquent dans les fonctions d'agents de liaisons et de sections ou de compagnies et de bataillons un pourcentage de camarades espagnols, de même éventuellement dans les fonctions de conducteurs ou cuisiniers[341].

[340] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, pp. 36-37.
[341] RGASPI 545.2.44 : *Décisions du 16 novembre 1936*. Par Vidal. Albacete, 16 novembre 1936.

À cette date, ces Espagnols parvenant à Albacete avaient pourtant fait le choix personnel de rejoindre spécifiquement les Brigades internationales depuis l'étranger.

Selon un document établit par les Brigades internationales mais malheureusement incomplet, les Espagnols venus de l'étranger aurait été au nombre de 1 630 entre octobre 1936 et juin 1937, sans nous renseigner sur leur parcours en Espagne[342]. Les archives du Komintern conservent quant à elles les fiches de 1 871 volontaires espagnols des Brigades internationales dont il est précisé que « parmi les camarades espagnols […] beaucoup vivaient normalement en émigration, surtout en France[343] ». D'autre part, les Espagnols binationaux, nombreux en France depuis la loi du 10 août 1927, furent soumis aux mêmes règles que les conscrits autochtones. S'il est très malaisé d'estimer leur importance dans les formations internationales, les immigrés espagnols ont incontestablement fourni un contingent important, avant l'application du rappel des classes aux résidants hors du territoire espagnol en 1938.

Dans la droite ligne des stéréotypes culturels des étrangers sur les Espagnols décrits précédemment, les volontaires espagnols des Brigades internationales (procédant de l'immigration ou bien assimilés par amalgame) firent l'objet durant les premiers mois d'une condescendance à peine voilée de la part des autorités de la Base et des cadres militaires étrangers. En février 1937 devant le Komintern, Marty n'hésitait d'ailleurs pas à dénoncer la nullité des combattants espagnols « fuyards, peureux, incorrigibles », pas même capables « de faire office de planton »[344].

Sans être aussi outranciers que les propos d'André Marty, les témoignages illustrant du dédain ou de la condescendance d'un grand nombre de volontaires étrangers vis-à-vis de leurs camarades espagnols sont nombreux, comme l'attestent les allusions dans la documentation interne et dans la presse des Brigades et les mentions portées à ce sujet dans les rapports envoyés au Komintern. Ces stéréotypes étaient d'ailleurs largement partagés par

---

[342] RGASPI 545.6.54 : *Départs totaux par nationalités jusqu'au 15/6/37.* Sans date ni auteur.
[343] RGASPI 495.76.46a : *Transmission des archives de la Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE (BI) Procès-verbal n°11.* Pour la Commission des Cadres de l'IC : Marty, Biéloff, Edo, Szinda, Blagoieva. Moscou, 20 mars 1941 ; 545.6.447 : *Listes de camarades espagnols ayant servis dans les Brigades internationales.* S.d. n.a. Cette liste ne correspond pas avec l'inventaire des membres espagnols des Brigades internationales : 545.6.448 : *Inventario general por orden de la cartoteca Nacionalidad Española*. Barcelone, 24 mai 1938 qui recense 1932 noms, tous procédant d'Espagne. Natacha Lillo, dans sa thèse portant sur les Espagnols de Saint-Denis, signale que seuls quatre des quarante-deux Espagnols dionysiens partis en Espagne firent partie des Brigades. LILLO (Natacha), *Espagnols en « banlieue rouge ». Histoire comparée des trois principales vagues migratoires à Saint Denis et dans sa région au XXe siècle*. Thèse sous la direction de Pierre Milza pour l'obtention du Doctorat de l'IEP (Histoire). IEP de Paris, 2001. Volume 1, pp. 437-438.
[344] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 31.

de nombreux observateurs extérieurs comme parmi les étrangers opérant dans les armées rebelles[345].

Cependant, le conscrit espagnol disponible en quantité, constituait la matière adéquate pour combler les pertes colossales parmi les étrangers. À ce titre, ils furent assimilés à une entité collective éloquente : « la masse espagnole ». Ils ne devaient pas être confondus avec les étrangers et en cela ils n'étaient donc pas autorisés à porter l'insigne des Internationaux, l'étoile à trois branches de tissu rouge sur leur uniforme[346].

Ne pouvant se revendiquer d'être pleinement des Internationaux, les recrues espagnoles furent néanmoins invitées à prendre exemple sur leurs camarades étrangers, à apprendre d'eux et adopter leur discipline. Des articles rédigés en Castillan plaçaient régulièrement les Espagnols dans une situation de minorité militante et militaire vis-à-vis de leurs « aînés », les volontaires étrangers, dont beaucoup n'étaient pourtant pas plus vétérans que les recrues castillanes et levantines à qui s'adressaient ces mots:

> Nuestros combatientes comentaban después del fragor de la lucha, los incidentes de ésta muchas veces oía en algunos grupos: ¡Si un fuera por las Brigadas Internacionales! ¡Son más valientes que nosotros¡ Yo esto no le creo […] Lo que sí creo es que los camaradas internacionales tienen una experiencia de la lucha mayor que la nuestra, debido a que en sus filas hay muchos ex combatientes de la Gran Guerra y los mejores luchadores de las masas de todos los países[347].

Les étrangers étaient de leur côté rassérénés et convaincus de leur rôle de tuteurs à la fois politiques et militaires[348]. La présence même des Espagnols parmi eux était expliquée vaguement comme une fatalité non voulue, la forme choisie par « le gouvernement » pour

---

[345] Le 25 février 1937, un chasseur de l'escadrille *Condor* était abattu et le journal personnel du pilote allemand retrouvé. Les services de renseignements militaires républicains qui le traduisirent purent ainsi apprécier comment leurs adversaires franquistes étaient perçus par son propriétaire : « Différences entre l'Allemand et l'Espagnol : [...] l'Espagnol: prompte, lâche, influencé par la religion, la tradition et le sentimentalisme, obséquieux, paresseux, amical (en général), poli, cordial, sauvagement cruel envers les animaux et l'ennemi, doué pour la musique et la danse, propice à l'enthousiasme, docile, beau parleur ». AGMA ZR Jefatura de fuerzas aeras Estado Mayor C 2218 Cp 2 : *Traduccion española del diario Otto Winterer*.

[346] « Los verdaderos voluntarios » in *Il Garibaldino. Giornale della Brigata Garibaldi* n°17 du 21 octobre 1937, p. 3.

[347] *Nos combattants se sont remémorés après la chaleur de la bataille des choses qui ont été entendues à maintes reprises dans certains groupes : Heureusement qu'il y eut les Brigades internationales ! Ils sont plus bien plus vaillants que nous ! Cela, je ne le crois pas [...] Ce que je crois c'est que les camarades internationaux ont une expérience du combat supérieure à la nôtre, parce que dans leurs rangs, il y a beaucoup d'anciens combattants de la Grande Guerre et les meilleurs combattants des masses de tous les pays*. «Colaboración de las Masas Populares extranjeras » par Sanchez Fernandez in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVème Brigade* n°9 du 5 mars 1937, p. 1.

[348] « Fraternellement avec nos camarades espagnols » par Aleramovioz in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°28 du 8 mai 1937, p. 4.

« résoudre les problèmes de mobilisation et le résultat est que nos formations ont reçu des nouvelles recrues espagnoles »[349]. Preuve du climat ambiant, la presse des journaux de bataillons tentait malhabilement d'exhorter les étrangers à demeurer modestes tout en exaltant leur spécificité de « vrais volontaires » :

> Mais jamais ils ne doivent faire un mauvais usage de cette culture qui nous manque, étant pour nous nos aînés qui nous élèvent. Mais jamais ils ne doivent se croire supérieurs. Et nous, camarades espagnols, nous devrons faire la même chose, et voir dans ces camarades des frères meilleurs, comme ils le sont[350].

Les efforts fournis par la propagande pour favoriser l'intégration des Espagnols fut en effet parfois particulièrement contre-productifs. Ainsi, dans le journal de la XIVème brigade, les recrues espagnoles furent présentées comme « de jeunes gens qui jusqu'à présent, n'ont pas senti dans leur for intérieur la nécessité de venir renforcer volontairement l'Armée du Peuple», qu'il fallait éduquer politiquement et militairement parce que, du fait « d'une instruction tout-à-fait relative » et à la suite de « siècles d'obscurantisme », ils étaient « incapables de distinguer leurs défenseurs et leurs affameurs »[351]. Les accrochages furent mis sur le compte des différences culturelles entre Espagnols et étrangers, et transformés en simples malentendus :

> Bientôt, il faut bien l'avouer, une sorte de malaise régnait entre nous, tant au point de vue militaire qu'organisation ou tout autre. Nos camarades internationaux ont cru devoir faire remarquer à nos frères d'armes leur manque de connaissances tactiques militaires. J'ai pu remarquer que ce différent était parfois justifié, mais nos camarades Espagnols sont pleins de bonne volonté, et nous sommes tous d'accord pour servir notre cause, celle du prolétariat mondial. Seule notre différence de tempérament ne s'accorde pas. Bien qu'également de race latine, nos camarades Espagnols sont de tempérament et de mœurs différents. D'autre part, l'Espagne, sans être un pays arriéré, ne peut avoir une expérience civique et militaire comme la France, par exemple, le peuple Espagnol n'ayant pas encore connu de guerre capitaliste, et ses enfants ne peuvent en tirer l'expérience que nous avons. Dans le passé et des dernières années encore les luttes de classe et de caste l'ont bouleversé ; tout cela a créé un léger malentendu entre nous, que nous devons nous efforcer de dissiper. Je suis certain qu'avec de la bonne volonté, la bonne camaraderie qui n'a jamais cessé d'exister entre

---

[349] *Idem*.
[350] « Confraternité » par Alba in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°42 du 1er août 1937, p. 7.
[351] « Nouveaux combattants » par Jean Miralles in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°49 du 24 septembre 1937, p. 1.

> nous se resserra davantage encore. N'oublions pas que notre union est une de nos meilleures armes pour vaincre le fascisme[352].

Il est cependant incontestable, si l'on en juge par la multitude et la similitude des rapports internes rédigés à ce sujet, que les volontaires étrangers imprégnés de culture militante et pétris d'idéaux furent absolument sidérés par l'absence d'intérêt ou de culture politique des conscrits espagnols. Tout d'abord plein d'enthousiasme pour accompagner l'intégration des nouvelles recrues, les étrangers se montrèrent dubitatifs puis franchement dédaigneux :

> But the discrepancy between the political experiences of our American comrades with the average political experience of the average Spanish recruit in the Brigade created a feeling among comrades that the Spanish were almost hopelessly backward. This feeling of superiority was keenly noticed by our Spanish comrades […] As a result of this we also find that our comrades from the States were unable to impart all the political and technical experiences they went through to the Spanish comrades[353].

Des cadres étrangers n'hésitèrent pas à rétorquer aux protestataires espagnols que : « Nous Internationaux qui avons abandonné nos foyers, nos femmes et nos enfants pour venir vous aider et vous osez encore protester ; eh bien : vous n'avez rien à dire[354] ». D'autres se méfiaient de cette « masse des espagnols », où pouvaient se trouver des éléments ennemis ou disruptifs, y compris, « inconsciemment par le manque de compréhension du pourquoi nous nous battons »[355]. La guerre d'Espagne était alors encore une affaire trop sérieuse pour être laissée aux Espagnols. Tout cela, évidemment, ne facilita en rien l'assimilation des Espagnols dans les Brigades internationales ni ne permit une intégration harmonieuse des recrues.

---

[352] « Soyons frères ! ¡Seamos hermanos! » par Paul Mege in *Le Soldat de la République. Journal de la XIV*ème *Brigade* n°37 du 6 juillet 1937, pp. 3-4.

[353] *Mais l'écart entre l'expérience politique de nos camarades américains avec l'expérience politique moyenne de la recrue espagnole moyenne de la brigade a créé un sentiment parmi les camarades que les Espagnols étaient presque désespérément arriérés. Ce sentiment de supériorité a été vivement remarqué par nos camarades espagnols. Ils ont également remarqué que les camarades des États* [-Unis] *avaient également adopté cette attitude vis-à-vis d'autres groupes nationaux.* [...] *À la suite de cela, nous constatons également que nos camarades des États*[-Unis] *n'étaient pas en mesure de transmettre leurs connaissances politiques et techniques à leurs camarades espagnols.* RGASPI 545.2.75 : *Report on two years of political and military work in 15 Brig*[ade]. [Brouillon de rapport rédigé fin 1938], p. 10.

[354] RGASPI 545.3.550 : *Commissariat Juridique. Rapport au Commandant de la XVe Brigade au Commissaire Politique de la XV*e *Brigade*. Zone de Guerre, 4 juillet 1937.

[355] « Nouveaux combattants » par Jean Miralles in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°49 du 24 septembre 1937, p. 1.

2. Une intégration difficile

Les premiers amalgames de bataillons espagnols associés ou dispersés dans les Brigades internationales furent le plus souvent jugés très négativement. Les ex-miliciens de la PUA intégrés dans la XIVème brigade avaient triste allure : mal organisés, mal vêtus, mal équipés, ils ne disposaient pas de cuisine et venaient quêter leur nourriture auprès des roulantes des Internationaux. Pire, 40% étaient analphabètes, une situation fort rare chez les volontaires étrangers[356]. L'amalgame du bataillon *Ambiente* ne donna pas plus satisfaction, ce dernier conservant une forte mentalité milicienne et une suspicion non dissimulée à l'endroit des communistes étrangers[357]. Le système d'amalgame de bataillons fut de toute manière rapidement abandonné au profit d'un amalgame individuel de conscrits au printemps 1937 mais d'autres problèmes survinrent.

Trois facteurs anxiogènes participèrent largement à l'établissement d'une brisure, plus ou moins vive et durable selon les bataillons, du fait de la survenue massive des Espagnols dans les Brigades internationales. Premièrement, la barrière traditionnelle séparant nouvelles recrues, ici en majorité espagnoles, et vétérans, souvent des étrangers en 1937. Deuxièmement le sentiment que les Brigades internationales représentaient une destination plus pénible qu'une autre. Troisièmement la ségrégation qu'y subissaient les Espagnols. Ces trois facteurs, d'ordre conjoncturel, structurel et culturel se conjuguèrent étroitement.

a) L'intégration de recrues parmi des vétérans : une ligne de faille parallèle à l'hispanisation

La rencontre entre des vétérans, pour la plupart des militants ouvriers étrangers et des conscrits issus du service obligatoire, déracinés et souvent indifférents, fut parfois très difficile[358]. Les Internationaux avaient été, jusqu'au printemps 1937, habitués à recevoir par amalgame des renforts espagnols issus des milices syndicales ou communistes, le plus souvent politisés et motivés. Les nouvelles recrues furent de plus en plus composées de paysans, d'abord castillans et levantins, qui étaient souvent illettrés et bien différents des étudiants des JSU madrilènes enthousiastes ou des ouvriers syndiqués des grandes villes du Levant. Au printemps 1938, les recrues provenaient des régions rurales de Catalogne, des centres de mobilisation d'Olot et de Tortosa. La motivation des recrues se révéla rapidement

[356] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, pp. 60 et 68.
[357] Le bataillon *Ambiente* fut finalement dissout et ses effectifs utilisés pour créer en janvier 1937 le 15ème bataillon international *Six Février*.
[358] RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades* [sic] …, *op. cit*., p. 2.

défaillante, surtout là où ces dernières étaient composées d'effectifs sortis des prisons en échange d'un envoi en ligne. Ce fut le cas de 400 renforts destinés à la 45ème division après la bataille de Brunete, considérés comme « trotskistes » parce que constitués de détenus des prisons de Valence, suite aux événements de mai 1937[359].

Les « vieux » bataillons aux traditions anciennes et habitués à une forte endogamie, connurent bien des difficultés à assimiler les arrivées massives et successives de recrues espagnoles indifférentes à l'aura des Internationaux. Certaines recrues ayant fait la démonstration d'une « mauvaise volonté » dans la brigade *Garibaldi* furent placées immédiatement dans une « unité de choc destinée aux points les plus durs » ce qui eut évidemment un effet désastreux sur le moral de l'ensemble du contingent[360].

L'intégration massive des recrues catalanes à partir d'avril 1938 accrut encore les replis culturels entre étrangers, Castillans, Levantins et Catalans. L'architecture interne du Parti dans les brigades n'aida en rien à l'assimilation puisque les cellules étaient, jusqu'à l'été 1938, organisées selon des critères linguistiques[361].

b) Les Brigades internationales perçues comme une destination défavorable

Les soldats espagnols des Brigades internationales furent soumis aux mêmes règles que les étrangers à propos du régime de permission ce qui suscita, à juste titre, énormément de récriminations de leur part. Sans doute pour des raisons logistiques, ou bien pour ne pas créer de rancœur chez les volontaires étrangers, les Espagnols des Brigades internationales furent soumis au même régime de permission vers les « casas de recreos » et ne pouvaient visiter leur famille en Espagne[362]. Légalement ils en avaient naturellement le droit puisque l'interdiction ne portait que sur les permissions à l'étranger. L'imposition du régime unique de permission eut comme résultat de rassembler l'ensemble des combattants dans la dénonciation d'un principe considéré comme injuste. Certains officiers espagnols demandent pour cette raison leur mutation hors des Brigades internationales. Un rapport issu de la XVème

---

[359] RGASPI 495.74.206 : « Un informe de M. Fred [Manfred Stern] sobre el trabajo en España », 14 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 60, p. 431. Signalons qu'au moment du retrait des volontaires étrangers en octobre 1938, ces derniers furent remplacés dans les 35ème et 45ème division par plusieurs milliers de prisonniers de guerre nationalistes et de déserteurs républicains contraints de remonter en ligne suite à l'amnistie prononcé par Negrín le 16 août. CORRAL (Pedro), *Desertores..., op. cit.*, pp. 513-518.
[360] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste*…, *op. cit*., pp. 283-284.
[361] RGASPI 545.3.190 : *Informe sobre la situación de la organización del P[artido] en el 4o Batallón*. De "Borier", 29 août 1938.
[362] Du moins, pour ceux dont le foyer était situé en territoire gouvernemental. RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional*, p. 74.

brigade faisait en juin 1937 un triste constat de l'amalgame : les soldats espagnols du bataillon *Dimitrov* comme du *Lincoln* voulaient rejoindre à tout prix une brigade espagnole. Ceux du bataillon britannique ne reviennent pas des permissions de courtes durées et s'associaient illégalement à d'autres formations[363]. L'auteur du rapport précise l'amertume des Espagnols d'avoir été versés chez les Internationaux :

> The Spanish comrades were saying that is was a disadvantage to belong to the International Brigade because if they had been in a Spanish Brigade they would never have been kept in the line for so long[364].

Le fort *turn over* des Espagnols dans les Brigades internationales, difficile à estimer exactement mais confirmé par de nombreuses sources, était avant tout dû aux désertions de recrues récemment arrivées[365]. Les conscrits espagnols furent, semble-t-il, souvent inquiets de la réputation d'unités d'offensive et d'une discipline plus rude qu'ailleurs[366] . La rigueur disciplinaire déployée à l'endroit des combattants espagnols et plus sévère que pour les étrangers (du moins avant le printemps 1938, nous y reviendrons) était un fait connu, quoique regretté, par les cadres supérieurs :

> On traitait les camarades espagnols aussi durement que les Internationaux ce qui n'était pas toujours la bonne méthode. La moindre faiblesse d'un officier espagnol amenait sa dégradation. En conséquence les camarades espagnols avaient tendance à s'isoler. D'autre part, les camarades espagnols se trouvaient offensés du fait d'avoir fait longtemps du service de front sans jamais avoir atteint un grade quelconque[367].

Dans la XVème brigade, une mutinerie des combattants espagnols du 24ème bataillon fut réduite par l'état-major par la disposition de mitrailleuses sur la route empruntée par les protestataires vers l'arrière. Grâce à la médiation de soldats venus des autres bataillons, tout aussi fatigués que leurs camarades espagnols, la protestation se termina sans effusion de

---

[363] RGASPI 545.3.435. *Minute of the Meeting of Political Commissars of the Battalions Held June 8th.* Front, 8 juin [1937].
[364] *Les camarades espagnols disent que c'est un désavantage que d'appartenir aux Brigades internationales parce que s'ils avaient été dans une brigade espagnole ils n'auraient jamais été maintenus en ligne si longtemps*. RGASPI 545.3.435 : *Idem.*
[365] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, p. 265.
[366] RGVA 35082.1.95 :« Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) », 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.,* Document 70, p. 533.
[367] RGASPI 545.6.15 : *Rapport sur la XI Brigade*. Traduction du 8 décembre 1938, p. 20.

sang[368]. L'usage de telles méthodes n'est avéré pour aucune des autres mutineries que connurent certains bataillons internationaux.

c) *Des Espagnols majoritaires mais relégués*

Contrairement aux discours tenus par la propagande et par une certaine historiographie hagiographique, étrangers et Espagnols se mélangèrent peu dans certaines brigades. En janvier 1938, le général Sverchevsky reconnaissait que les Internationaux « menaient une vie isolée » et sans s'associer aux Espagnols. Tandis que ces derniers passaient leurs journées « à chercher des brins de tabac », ils regardaient avec envie les paquets de *Lucky Strikes* reçus par leurs camarades étrangers « rarement disposés à en partager le contenu avec leurs camarades espagnols »[369]. Fait plus dramatique encore, Sverchevsky signalait que les hôpitaux internationaux renâclaient à accueillir des blessés espagnols. Dans la XVème brigade, les Espagnols furent principalement confinés dans « leurs » bataillons jusqu'à l'automne 1937, contrairement aux autres brigades où ils étaient ventilés dans toutes les compagnies. Sous prétexte des régimes alimentaires distincts, certaines cuisines roulantes de bataillons étaient ségrégées[370].

Dans toutes les brigades, l'adjonction d'un encadrement partiellement espagnol, qui signifiait par définition la possibilité pour un étranger de devenir le subordonné d'un Espagnol, rencontra hostilité et défiance : « En nuestras Brigadas todavía falta la modestia exigida a Internacionales y Comunistas. Con dificultad aceptan la idea de que en un puesto, esté un español capaz y a su lado, un internacional simplemente como consejero[371] ». Dans la XIème brigade, une directive réservait sans complexe aux seuls étrangers les postes de commandement[372]. En novembre 1937, un cadre supérieur fort lucide fit remarquer que si les Espagnols mettaient aussi peu de cœur à l'offensive parmi les Brigades internationales c'est

[368] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 40.
[369] RGVA 35082.1.95 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 70, p. 532.
[370] *Idem*
[371] *Dans nos Brigades il manque sans cesse la modestie qu'on est en droit d'attendre de la part d'Internationaux et de communistes. Ils acceptent de mauvaise grâce le fait qu'il puisse y avoir à un poste de responsabilité un espagnol capable et efficace, et à ses côtés un international seulement chargé de le seconder*. RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades*…, *op. cit*., p. 2.
[372] RGVA 35082.1.92 : *Du commandant en chef de la XIe Staimer (Colonel Richard).* 12 novembre 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 52, p. 319.

parce qu'ils s'y sentaient « étrangers en leur sein[373] ». La rancœur des combattants espagnols des Brigades internationales, d'abord sourde, se mua bientôt en colère ouverte.

3. Des affrontements internes violents, symptômes d'un malaise profond

Tout autant que les étrangers, les Espagnols des Brigades internationales manifestèrent leur désarroi et leur colère par des expressions diverses. Cependant, la violence des formes choisies atteste en creux, d'une part, l'impossibilité à faire connaître leurs récriminations par des voies classiques et, d'autre part, l'unanimité des soldats espagnols quant à leurs récriminations. Dans la première version de son histoire des Brigades internationales, Luigi Longo « Gallo » ne fit pas mystère du profond malaise entre Espagnols et étrangers. Selon lui, les phrases « ultrarévolutionnaires » distillées par « la cinquième colonne » incitaient les recrues à contester le fait d'être commandées par des étrangers[374]. Dans la XIIIème, des Espagnols demandaient ouvertement aux Polonais de rentrer chez eux[375]. Le commissaire politique (espagnol) du bataillon *Dombrowski* fut ainsi très applaudi après une harangue en ces termes : « Los Internacionales mandan con sus pistolas, nos gobiernan; hay que terminar con esto mandato de los Internacionales; nosotros, españoles, sabemos gobernarnos solos ; queremos jefes españoles, etc[376].». Au même moment, dans le 3ème bataillon *Rákosi*, le remplacement du commandant apprécié par les Espagnols du bataillon par un Hongrois soutenu par les étrangers minoritaires provoqua une forte agitation et la présentation d'une pétition collective[377]. Ces incompréhensions et frictions culturelles débouchèrent parfois sur des incidents dramatiques et sur des échanges de tirs fratricides entre Espagnols et étrangers, comme dans la XIVème en février 1937[378].

---

[373] *Idem*, p. 320.
[374] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste…*, *op. cit*., p. 600.
[375] CIECHANOWSKI (Jan Stanislaw), « La participación de ciudadanos polacos y de origen polaco en las Brigadas internacionales. » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano. Los brigadistas del Europa del Este en la guerra civil española*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla La Mancha, coll. « La luz de la memoria », 2009, p. 108.
[376] *Les Internationaux nous commandent pistolet à la main, nous gouvernent, il faut en finir avec le diktat des internationaux. Nous, Espagnols, nous pouvons nous diriger seuls ; nous voulons des chefs espagnols, etc. Il y eut des applaudissements et pas la moindre opposition*. RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades* [sic]…, *op. cit*., p. 2. Immédiatement arrêté et accusé de « trotskisme », ce commissaire politique parvint à fuir avant d'être traduit en justice.
[377] *Idem.*
[378] RGVA 33987.3.1149 : « Labor de espionaje de los agentes fascistas en el Ejército republicano », rapport de Karol Świerczewski introduit par Gendin présenté à Voroshilov le 2 août 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 76, p. 561.

Luigi Longo fit explicitement allusion à la « haine » étreignant les Espagnols à propos de leurs chefs italiens mais aussi de la très forte réprobation des vétérans garibaldiens vis-à-vis des premiers cas d'automutilation se répandant parmi les recrues espagnoles :

> Inmensos fue la indignación de los viejos garibaldinos. Era algo que manchaba el honor de la Brigada. Hasta entonces al momento de ir a la línea, los enfermos se olvidaban de sus enfermedades, nuestros heridos salían desde los hospitales con las heridas no completamente cicatrizadas, para continuar la lucha, y ahora había alguno que se herida estúpidamente, voluntariamente, solo por miedo. ¿Miedo de qué? No de ser heridos, porque se procuraban con sus disparos horrendas mutilaciones. No del sufrimiento. Porque sufrían mucho así. No curado, abandonados por todos, tratados con meros precio, amenazados de ser fusilados. Miedo de la muerte entonces. ¿Pero esta preferible morir esclavos[379]?

La répression fut rude, quelques Espagnols convaincus de s'être blessés volontairement furent fusillés et les autres renvoyés *manu militari* en première ligne[380].

En juin 1937, de violentes disputes éclatèrent entre étrangers et Espagnols du 20ème bataillon international de la 86ème brigade mixte et les officiers espagnols se solidarisèrent avec leurs compatriotes. Une succession de maladresses et d'erreurs dramatiques creusèrent un profond fossé autour de la nourriture notamment, mais surtout à la suite d'un échange de tirs fratricides lors d'un coup de main, qui fit quatre morts dont un Espagnol décédé faute d'avoir été évacué à temps[381]. Le commissaire politique de la 86ème brigade, Mexicain venant des Brigades internationales, bénéficia d'une rapide promotion entièrement due au soutien de l'état-major du corps d'armée. Au détriment du cadre italien soutenu par Albacete, il fut nommé chef de la brigade puis chef de division, provoquant une crise majeure dans la division[382]. Le bataillon puis la brigade se séparèrent en deux camps ennemis. Les cadres internationaux récalcitrants furent arrêtés et transférés devant un tribunal militaire, ce qui envenima la crise, les étrangers étant persuadés d'être victimes d'une injustice et d'une

---

[379] *Immense fut l'indignation des anciens Garibaldiens. C'était quelque chose qui venait souiller l'honneur de la Brigade. Jusque-là, pour aller aux tranchées, les malades oubliaient leur maladie, nos blessés sortaient des hôpitaux avec des blessures pas encore complètement cicatrisées, pour poursuivre la lutte, et maintenant il il y en avait qui stupidement se blessait volontairement par peur ? Mais peur de quoi ? Pas par la peur d'être blessés parce que se faisant ils se mutilaient atrocement. Donc pas de la souffrance ; parce qu'ils ont beaucoup soufferts ainsi.* [Ils furent] *non soignés, abandonnés de tous, traités avec mépris et menacés d'être fusillés. Peur de la mort, peut-être. Mais était-ce mieux de mourir en esclave ?* RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste*…, *op. cit*., p. 288.

[380] *Idem*, p. 598.

[381] RGASPI 545.3.550 : Rapport du chef de la 86ème Brigade Mixte. Los Blázquez, 22 juin 1937.

[382] RGASPI 545.3.550 : *Au commandant de la la Base des BI à Albacete*. Par Morandi, commandant de la 86ème Brigade Mixte. Pozoblanco, le 17 avril 1937.

offensive anticommuniste. De leur côté, les Espagnols se plaignirent des ingérences des Internationaux auprès du corps d'armée[383]. Albacete parvint finalement à obtenir sa destitution par le chef de la division (le Hongrois naturalisé soviétique János Gálicz, dit « Gall »). Un procès pour « trotskisme » fut entrepris contre ce cadre et ses soutiens au sein de la brigade[384].

Ces tensions entre Espagnols et étrangers n'étaient pas circonscrites au contexte interne des Brigades internationales. Lorsque la 35ème division (internationale) prit ses quartiers à Grañen en préparation de l'offensive sur Saragosse, elle fut accueillie par des panneaux portant les messages : « *Los canallas han llegado* » et « *Muerte a los extranjeros* »[385]. Lors de la grande épidémie de typhus de l'automne 1937 qui toucha plusieurs brigades républicaines, dont la XIème internationale, une rumeur courut selon laquelle les « commandants internationaux » avaient empoisonné l'eau, ce qui avait eu pour effet que beaucoup de soldats refusèrent de l'utiliser pour manger et boire. Il fallut que le commandant de la brigade, l'Allemand Richard Staimer, boive l'eau devant la troupe pour apaiser la nervosité des Espagnols[386].

Quoique passagers et souvent très circonstanciels, ces accès de fièvre n'en traduisaient pas moins une fracture présentant des risques politiques graves menaçant en son sein le projet politico-militaire de Brigades internationales. La « masse espagnole » devint cependant durant l'année 1937 de plus en plus l'objet d'une attention soutenue, qui participa à la redéfinition d'une nouvelle ligne politique interne déterminante pour la seconde et dernière année d'existence des Brigades internationales.

---

[383] RGASPI 545.3.550 : *86ème Brigade Mixte. 20ème Bataillon International. Del Comisario Político de la 1e Cie del 20 Batallón al Comisario Politico de la 86 Brigada.* 22 juin 1937 ; *86ème Brigade Mixte - Informe del Teniente Georges Guisset. Jefe de la Compania de Ametralladoras del 20 Batallón Internacional.* S. d. [1937].
[384] RGASPI 545.3.550 : *Informe de la situación del 20 Batallón*. Par le commissaire de la 86ème brigade mixte George Guisset. Sans date [juin 1937] ; 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, p. 230 ; 545.3.550 : *86ème BM EM 2ème sección. Acta.* [Jugement du capitaine Luis Luparini de la 4ème compagnie devant la commission judiciaire. 23 juillet 1937 ;
[385] *Les canailles sont arrivées* et *Mort aux étrangers*. RGVA 33987.3.1149 : « Labor de espionaje de los agentes fascistas en el Ejército republicano », rapport de Karol Świerczewski introduit par Gendin présenté à Voroshilov le 2 août 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 76, p. 564.
[386] *Idem,* pp. 564-565.

C. La transformation du rôle et de la structure des Brigades internationales imposée par l'hispanisation de ses effectifs

Ces tensions suscitées par l'injection massive et inexorable de milliers de soldats espagnols dans les Brigades internationales ont obligé la direction d'Albacete à devoir réviser radicalement le projet initial en lui substituant un dessein associant complètement les nouveaux arrivants dans le dispositif. Le changement de destination des Brigades internationales fut naturellement présenté comme une nouvelle ligne politique.

Marcel Cachin a consigné directement dans son journal les notes qu'il prit à l'occasion de la réunion du bureau politique du PCF du 26 mars 1937, date à laquelle fut présentée au parti français la nouvelle orientation. Lors de cette réunion, un orateur anonyme, probablement Marcel Lampe, exposa la situation et la redéfinition du projet de Brigades internationales. Les notations de Cachin illustrent fort bien la façon dont le processus de transformation objective des Brigades internationales fut présenté et comment un cadre communiste supérieur très extérieur aux Brigades internationales comprit cette redéfinition :

> Les Brigades. Elles étaient l'État dans l'État. Or, il faut assimiler les brigades à l'armée espagnole. [...] On disait : les Espagnols ne se battent pas. Mais attention ! Il ne rentre plus de volontaires. Les brigades sont des cadres ; il ne faut plus qu'ils soient dans le choc. Ils ne faut pas qu'ils soient un régiment de cadres. Cab[allero] a intérêt à ce que les brigades durent. [...] Les brigades ne sont plus internationales mais mobiles ; on y insère de plus en plus d'Espagnols, d'accord avec Miaja et Anton. On y parle volapük [...] À Albacete, doivent venir 3 000 Espagnols recrues chaque trois semaines[387].

Il s'agissait donc de la transformation radicale des Brigades internationales en tant que forme spécifique et distincte du volontariat international et sous-entendue comme une force supplétive qualitative. Associer, former et encadrer des espagnols sous-entendaient un changement total des objectifs initialement poursuivis.

1. Du choc du combat au modèle de choc

Composées au début de combattants enthousiastes, les Brigades internationales payèrent chèrement une doctrine d'emploi les considérant exclusivement comme des unités d'offensive. Au début crânement revendiquées par les volontaires eux-mêmes, ces missions

[387] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947*…. Tome IV, *op. cit.,* pp. 495-496.

de premières lignes et de colmatage ne rencontrèrent rapidement plus l'élan des débuts. On accusa bientôt les autorités espagnoles de les considérer comme une vulgaire légion étrangère, comme le résumait avec dépit Vital Gayman : « La différence de traitement entre les Brigades internationales et les brigades espagnoles justifie encore l'opinion qui se développe chez les militants internationaux, qui sont traités comme légion étrangère bonne à être sacrifiée, sans qu'on ait à prendre des ménagements avec elle[388] ». André Marty accusait quant à lui le quartier général républicain d'avoir délibérément placé les Brigades internationales en situation difficile pour s'en débarrasser[389]. Il est vrai qu'après avoir été dépêchées en urgence sur le Jarama et y avoir subi des pertes irremplaçables dans une défense certes victorieuse, les Brigades internationales étaient dans un contexte particulièrement déprimant. Au sortir de la bataille, Gayman présenta le 14 mars 1937 un tableau très sombre de la situation aux chefs du Conseil militaire de la Base :

> Je ne puis rester plus longtemps dans l'imprécision quant à l'emploi tactique et stratégique ultérieur des contingents internationaux. Il est impossible que nous acceptions qu'on se serv[ent] des bataillons uniquement internationaux comme troupes de choc et qu'on les utilise dans des conditions tactiques qui laissent beaucoup à désirer. Cela coûte cher à l'Espagne républicaine et à nos partis dans les autres pays. Les démarches faites par nos amis restent sans réponses claires. – Si on continue cette politique, nos brigades vont être détruites. – Celles qui existent encore, c'est parce que, sans l'autorisation du gouvernement, elles ont pu amalgamer des contingents espagnols aux contingents internationaux. Il faut en finir. Il faut que nous prenions nos responsabilités et que nous agissions. Je propose qu'une démarche soit faite auprès du PC à Valence au Gouvernement d'une façon claire et précise et que nous ayions une réponse[390].

Les récriminations soulevées par Gayman dans son rapport correspondent en grande partie aux motifs invoqués par les centaines de déserteurs étrangers de la grande vague de désertion des mois de janvier à avril 1937. Durant l'été 1937, le contexte avait changé, les Brigades internationales n'étaient plus considérées comme des troupes d'élite depuis l'échec de Brunete et certaines unités républicaines étaient désormais mieux équipées et considérées[391]. Les fonctionnaires politiques furent chargés de distiller désormais une version

---

[388] RGASPI 545.2.33 : Secret. Note confidentielle sur la situation des Brigades Internationales à fin juillet 1937. Par Vital Gayman. 28 juillet 1937. p. 2.
[389] RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime*..., *op. cit.,* p. 64.
[390] RGASPI 545.2.47: Compte rendu de la réunion du Conseil militaire. Signé Vidal, Albacete, 19 mars 1937.
[391] Néanmoins la plupart des brigades internationales demeurèrent parmi les corps d'armées de manœuvre, et donc d'offensive, de l'armée républicaine, pour des raisons de politiques intérieures et selon les vœux du PCE. SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…*Tome 3*, op. cit.*, p. 2866.

différente de l'engagement des Brigades internationales, en insistant sur le fait que leur emploi initial comme unités d'offensive avait été le choix de l'état-major républicain. La première page du *Volontaire de la Liberté* n°20 du 4 août 1937 (pour la version française) accueillit un article intitulé « Le rôle des Brigades internationales dans la situation actuelle d'Espagne » qui montre bien l'infléchissement du discours. Il y était ainsi précisé que depuis leur arrivée, les Brigades internationales avaient été d'une grande aide « non seulement en combattant valeureusement sur tous les fronts, mais aussi en mettant au service de l'Espagne Républicaine leurs qualités politiques et militaires, de discipline et d'organisation, qui en ont fait, en certains moments, des troupes de choc[392]».

Le même jour, le commissaire-inspecteur des Brigades internationales Luigi Longo présentait aux commissaires politiques la nouvelle tâche qui incombait désormais aux Brigades internationales et au reliquat de volontaires étrangers encore présent ; tâche que les commissaires politiques avaient désormais la mission de diffuser et d'expliquer :

> Nous voyons que dans nos Brigades internationales, il y a un nombre très grand de camarades non expérimentés ; nos brigades, qui sont des brigades de choc, doivent être composées d'éléments de choc. Notre travail consistera donc à instruire les nouvelles recrues pour en faire des hommes de choc ; ceci est la conclusion posée au Commandement et au Gouvernement : avec des hommes de choc, il nous faut des armes de choc[393].

Il ne s'agissait pas de former les recrues étrangères mais bien « la masse des espagnols », celle-là même jusqu'ici minorée et reléguée, désormais principal objet de l'attention politique des Brigades internationales.

2. Une armée-école venue de l'étranger

Vital Gayman, commandant militaire de la Base d'Albacete durant onze mois, précisait dans son rapport général dressé à la fin de son mandat, le double rôle que les promoteurs des Brigades internationales voulurent pour ces dernières : le rôle d'une région militaire (recrutement, formation, instruction et constitution d'unités de combat) et le rôle de

[392] « Le rôle des Brigades internationales dans la situation actuelle d'Espagne » in *Le Volontaire de la Liberté* n°20 du 4 août 1937, p. 1.
[393] RGASPI 545.1.70 : *Exposé du camarade « Gallo », Commissaire –Inspecteur des BI sur l'offensive de l'Armée du Centre. Compte rendu de la conférence des CP du 4 août 1937*.

la direction des services d'un corps d'armée ou d'une armée[394]. La Base avait désormais vocation à recevoir des recrues espagnoles tout autant qu'étrangères et pour mission de les instruire, militairement et politiquement. Les Brigades internationales reprirent le rôle abandonné par le *Quinto Regimiento* d'armée-école. Les vétérans et les cadres étrangers constitueraient dès lors l'armature politico-militaire des recrues reçues, des conscrits espagnols comme des volontaires étrangers parvenant en Espagne, unique possibilité pour parvenir à se maintenir en Espagne comme un corps hypertrophié. Sa finalité initiale de corps réceptif et constitutif du volontariat étranger en Espagne devint secondaire quoiqu'évidemment toujours indispensable[395].

Il est fort probable que cette vocation d'armée-école n'aurait pas rencontré l'accord des autorités espagnoles à l'automne 1936, pas plus qu'elle n'avait été une option retenue par le Komintern alors. On peut de plus se demander légitiment en quoi le fantassin suédois, le sapeur polonais ou l'artilleur français des Brigades pouvaient effectivement s'identifier dans « leur rôle de guide, d'exemple, et d'instructeur, surtout pour les nouvelles recrues » que la presse des Brigades rabâchait sans cesse[396].

Il fallut tout d'abord expliquer aux volontaires que leur présence en Espagne était toujours nécessaire mais que la guerre avait changé de phase et que les Brigades internationales devaient s'y adapter :

> Les Brigades internationales ont eu dans le passé un rôle très grand dans la résistance ; maintenant nous devons, dans la phase offensive, être les animateurs de la victoire décisive, les animateurs de cette résistance pour la victoire[397] !

La responsabilité de ce choix, pourtant intégralement le fait des autorités des Brigades internationales, fut ici aussi versé au crédit du gouvernement républicain, prétendument désireux d'éduquer ses soldats à l'aune des « vieux lutteurs internationaux » :

> Aussi le gouvernement de la République a-t-il comblé avec des recrues espagnoles les vides creusés par la mitraille italienne et allemande dite de « non-intervention » au sein des Internationaux. Mais les Brigades internationales existent toujours. Au contact des vieux lutteurs internationaux, les jeunes soldats de l'armée espagnole s'éduquent et

---

[394] RGASPI 545.2.33 : *Rapport sommaire sur la base des Brigades internationales (13 octobre 1936 – 1er août 1937)*. Par Vital Gayman, juillet-août 1937, pp. 7-8.
[395] RGASPI 545.1.70 : *Réunion du 2 octobre*. Signé par « Gallo ». Sans date [octobre 1937].
[396] « Le rôle des Brigades internationales dans la situation actuelle… », *op. cit.*, p. 1.
[397] « Nuestro camarada Gallo a la XIV Brigada » par Jean Mirailles in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°46 du 1er septembre 1937, p. 3.

> se forment. Ils apprennent le maniement de la mitrailleuse et la tactique du combat moderne en même temps que la solidarité internationale et la lutte ouvrière et antifasciste de tous les pays. Ainsi les Brigades internationales constituent-elles une immense école antifasciste[398].

L'autre grand problème posé par les recrues espagnoles résida en la présence très importante d'illettrés[399]. Ce constat, en correspondance avec un des axes majeurs de la propagande du PCE et du Commissariat général de guerre, justifia la mise en place de cours spécifiques d'alphabétisation et d'instruction primaire parmi les recrues espagnoles se déroulant en lignes. La lutte contre l'illettrisme était présentée comme un des moyens essentiels pour augmenter la combativité du soldat républicain espagnol et comme un front en soi[400]. Pour les Brigades internationales devenues, de fait, une école de cadres pour le PCE, nous y reviendrons, l'enjeu était d'importance. Tandis que la presse des Brigades internationales représentait 15% des titres de publications de l'EPR, comment la présence d'autant d'analphabètes en partie hermétique à sa propagande était inadmissible[401]. Cette campane fut particulièrement longue à porter ces fruits et devint un chantier prioritaire à partir de mai 1938.

L'assiduité fut cependant un problème endémique dans les bataillons internationaux, les recrues espagnoles renâclant franchement à assister à ces cours quotidiens, souvent perçus comme une évangélisation communiste[402]. De plus, le matériel manquait malgré les efforts et les collectes des jeunes communistes de la JSU. Ce fut encore une fois aux commissaires et délégués politiques que revint la tâche de convaincre les soldats illettrés d'y participer, avec les encouragements de leurs camarades. Les cours d'alphabétisation et d'instruction politique constituèrent un aspect fondamental de l'hispanisation en obligeant peu à peu les étrangers à s'y associer, comme accompagnateurs, formateurs puis comme élèves.

---

[398] « Brigades internationales » par André Marty in *La Correspondance Internationale*. Numéro spécial n°27 du 12 mai 1938, p. 617.
[399] RGASPI 545.3.435 : *Reunión de comisarios políticos de la 15ª Brigada*. 26 mars 1937.
[400] RGASPI 545.1.23 : *Comisariado General de Guerra. Balance de las actividades del comisariado general du guerra – tarea a realizar*. Avril 1937, p. 29.
[401] NÚÑEZ DÍAZ-BALART (Mirta), *La disciplina de la conciencia: las Brigadas Internacionales y su artillería de papel*, Barcelone, Flor del viento ediciones, 2006, p.15. Chiffres d'août 1937.
[402] RGASPI 545.3.29 : *Comisariado de la Division 45*. 2 octobre 1937.

3. Les Brigades internationales à l'heure espagnole : l'hispanisation des pratiques, des cadres et des représentations culturelles

L'hispanisation des Brigades internationales devint dès lors un objectif en soi, par l'exaltation de la fraternité entre membres espagnols et étrangers des Brigades internationales. Symboliquement, les statistiques régulières distinguant les étrangers des espagnols s'évanouirent des rapports mensuels en janvier 1938, et donc des archives. Ce processus global intervint selon trois vecteurs essentiels, la mise à bas des résistances parmi les étrangers, l'association plus étroite des Espagnols aux postes de responsabilités militaires et politiques et l'intégration des Espagnols dans les représentations culturelles des Brigades internationales.

a) La dénonciation des récalcitrants

Les cadres supérieurs s'alarmèrent très rapidement du traitement dédaigneux que l'on témoignait aux Espagnols, en soulignant les risques que cela faisait courir tant pour la cohésion des unités militaires que pour l'image des Brigades internationales. De fait, des rappels à l'ordre récurrents avaient été émis dès novembre 1936 :

> Il est rappelé en outre qu'un antifasciste sincère venu en Espagne combattre les rebelles ne peut avoir qu'un seul désir : celui de vouloir aider dans toute la mesure de ses forces le peuple espagnol dans sa lutte libératrice. Par conséquent, il ne sera toléré en aucun cas que les camarades espagnols versés dans des compagnies françaises, belges ou italiennes ne soient pas traités sur le même pied que les autres camarades. [...] Le commandant de la base est convaincu que cette simple mise au point écartera d'une façon définitive tout malentendu. Il est décidé d'ailleurs à prendre les mesures les plus rigoureuses contre quiconque se permettrait une attitude déplacée envers les camarades de quelque nationalité que ce soit[403].

Si les aspects les plus visibles des mauvais comportements s'était progressivement réduits, le fait demeurait que les cadres étrangers ne s'étaient pas emparés de la question, ni d'ailleurs d'assimiler à leur juste valeur les objectifs politiques poursuivis par l'hispanisation. Apprenant que les Espagnols avaient été proscrits des postes de commandement de la XIème brigade, le général commandant de la 35ème division invita le chef de la brigade *Thälmann* à reconsidérer sa décision selon le raisonnement suivant :

> Imagine usted la futura lucha en propia tierra alemana y le quedará muy claro cómo se sentiría un honrado alemán antifascista si tuviera que luchar allí en una Brigada

[403] RGASPI 545.2.44 : *Décisions du 16 novembre 1936*. Signé « Vidal », Albacete, 16 novembre 1936.

> Internacional española con la misma mayoría de soldados antifascistas alemanes, dirigida exclusivamente por oficiales españoles[404].

Il était en effet difficile de laisser se propager une représentation de type coloniale du fonctionnement interne des Brigades internationales et des rapports entre les étrangers et les Espagnols. Les mauvais comportements étaient tellement répandus que la presse pouvait en faire un sujet, en des termes non-équivoques :

> Je ne veux pas faire des critiques sur les camarades, mais seulement attirer leur attention sur les difficultés de commandement, envers nos nouveaux camarades, dans une langue qui n'est pas la leur, et comme j'ai été témoin il y a des camarades qui ne se rendent pas compte de ces difficultés et qui traitent les camarades comme les chefs de l'armée bourgeoise [...][405].

Lors de la réunion du 1er mars 1937 il fut également décidé de promouvoir l'hispanité des volontaires étrangers en multipliant les cours de langue et en réprimant sévèrement les soldats les plus hostiles à l'amalgame.

En janvier 1938 un rapport faisait état de la persistance du désintérêt de certains cadres :

> Nosotros comisarios y responsables Internacionales, en los Batallones no conocen a la masa española, no tienen con ella el contacto necesario. Creen que hasta, con hablar de vez en cuando, calurosamente a los españoles que crean contacto con la masa de españoles. Algunos internacionales no solamente no tienen habilidad para comprender al pueblo, sino algo peor. Hay una línea falsa y sectares con respecto a los españoles[406].

Cette résistance des cadres militaires fut peu à peu brisée par l'émergence de cadres espagnols formés, soutenus et parfois favorisés, par la direction politique des Brigades internationales.

---

[404] *Figurez vous la lutte à venir dans votre propre patrie allemande et imaginez ce que ressentirait un parfait antifasciste allemand s'il devait lutter là-bas dans une Brigade internationale espagnole composée d'une majorité de soldats allemands, dirigée exclusivement par des officiers espagnols.* RGVA 35082.1.92 : *Al camarada comandante de brigada y comisario de Guerra de la XI Brigada.* 12 novembre 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 52, p. 319.

[405] « Fraternellement avec nos camarades espagnols » par Aleramovioz in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°28 du 8 mai 1937, p. 4.

[406] *Nos commissaires et responsables internationaux, dans les bataillons ignorent tout de la masse espagnole, ils n'ont pas la proximité nécessaire avec elle. Ils croient même qu'il suffit parler de temps en temps chaleureusement aux Espagnols pour établir ce contact avec la masse des Espagnols. Certains internationaux, n'ont non seulement pas la capacité de comprendre le peuple, mais quelque chose de pire encore. Il y a une ligne fausse et sectaire à l'endroit des Espagnols.* RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis…*, *op. cit*., p. 3.

b) L'hispanisation de l'encadrement

Les commandements devaient initialement être doublés, un Espagnol pour un étranger, mais dans les faits les cadres espagnols manquèrent, malgré les appels aux PCE et au PSUC[407]. La première compagnie-école pour sous-officiers et commissaires politiques fut mise sur pied début février 1937 à Pozo Rubio près d'Albacete, pour combler la pénurie en cadres, vingt-cinq espagnols étaient intégrés dès la deuxième session[408]. Le processus demeura néanmoins tout à fait insuffisant face aux besoins. Depuis Moscou, André Marty avait vivement critiqué la décision d'envoyer les jeunes espagnols prometteurs dans des écoles militaires en URSS, c'est-à-dire dans des formations longues, au détriment de formations courtes à Pozo Rubio[409]. À son retour à la tête des Brigades internationales à la fin de l'année 1937, il intensifia les formations accélérées de cadres espagnols, suivant un plan établi par lui-même et validé par le Komintern en octobre 1937[410]. Les résultats furent sensibles dès le printemps 1938, aidés il est vrai par la saignée de cadres étrangers subies lors du désastre d'Aragon.

Tableau 12-f : Distribution des Espagnols dans les grades et fonctions de la XIIème brigade internationale entre mars et juin 1938[411]

Grades et fonctions	Mars	Avril	Mai	Juin
Capitaines	47%	47%	53%	42%
Lieutenants	30%	42%	54%	62%
Sergents	43%	64%	62%	65%
Caporaux	34%	85%	88%	87%
CP de bataillon	40%	60%	40%	50%
CP de compagnie	68%	50%	50%	64%

L'objectif de promotion des Espagnols aux postes de commandement fut à peu près atteint dans les échelons inférieurs des bataillons (commissaires politiques de compagnie et

[407] RGASPI 495.74.206 : Rapport de M. Fred [Manfred Stern] sur le travail en Espagne. 14 août 1937 in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 60, p. 414.
[408] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne …*, *op. cit.*, Annexe 9 École de cadres. Formation politique, cours donné par Marty.
[409] RGASPI 517.1.1856 : *Appréciations* [brouillon sténotypé]. de Marty, 7 juin 1937.
[410] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. Rapport du 31 octobre 1937 par André Marty, pp. 10-11.
[411] RGASPI 545.1.4 : *Informe sobre el trabajo realizado*. Barcelone, 11 juillet 1938.

sergents) mais le corps des officiers demeura relativement imperméable à l'hispanisation, mais les directives étaient de parvenir à une proportion de 60 à 75% de cadres espagnols[412].

D'une manière générale, l'hispanisation fut plus difficile à s'imposer dans les brigades où le nombre d'étrangers demeurait important, c'est-à-dire les XVème *Lincoln* et XIVème *La Marseillaise*, contrairement aux discours d'autosatisfaction tenus par les commissaires français de cette dernière formation. Sortie relativement moins meurtrie des défaites subies en Aragon au printemps 1938 et bénéficiant d'un apport important de franco-belges lors du second recrutement de volontaires de l'hiver 1937-1938, la XIVème conserva une proportion d'étrangers supérieure aux autres brigades (autour de la moitié des effectifs) mais les Espagnols n'occupaient que 20% des grades supérieurs et 40% des grades en globalité (60% des commissaires politiques)[413].

Malgré les efforts fournis, les objectifs définis à l'été 1937 ne furent jamais pleinement atteint. Il semble relativement assuré qu'Albacete disposait d'une réserve de cadres étrangers dont elle ne savait que faire et qu'elle envoyait au front tandis que les brigades réclamaient au contraire des cadres espagnols pour solidifier l'hispanisation de l'encadrement.

c) L'introduction de l'Espagnol comme langue véhiculaire obligatoire

Le principal vecteur de l'hispanisation culturelle des Brigades internationales fut naturellement la langue. Le recours, tout d'abord conseillé puis systématique, à l'Espagnol comme langue véhiculaire constitua la manifestation la plus sensible de l'hispanisation. Tout d'abord suggéré auprès des volontaires étrangers, avec d'infinies précautions, en invoquant la rationalité d'un tel choix, l'usage d'une langue unique, l'Espagnol, s'imposa rapidement, soutenu par les cadres formés à Pozo Rubio, où les cours de Castillan étaient obligatoires[414]. La presse et les publications du commissariat de propagande furent progressivement revues et traduites et les journaux en langue étrangère devinrent peu à peu bilingues. Le dernier bastion de résistance à l'hispanisation, *The Volunteer for Liberty,* connut son premier article en Castillan en février 1938. Six mois plus tard, les écrits dans cette langue constituaient un tiers des colonnes du journal anglophone.

---

[412] RGVA 35082.1.92 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* p. 531.

[413] RGASPI 545.6.34 : *Relación general de los cuadros (XIVe BI)* 1er août 1938.

[414] « Donnons-nous rendez-vous sur une même langue ! » par Jean Barthel, CP de la XVème brigade in *Notre Combat. Organe de la XVe Brigade internationale* n°15 du 1er avril 1937, p.1.

Les chansons constituèrent un véhicule non négligeable de l'hispanisation des Brigades internationales à partir de la seconde moitié de 1937. Le premier petit recueil de chansons, publié au printemps 1937 par la Commission de propagande du Commissariat Général de guerre des Brigades internationales portait le titre éloquent de *Chants de guerre des Brigades internationales*[415]. Celui de 1938 comportait cette fois un quart de chansons espagnoles et une dizaine de traductions en Castillan de chants étrangers[416]. Les conscrits Espagnols furent associés aux traditions des anciens bataillons *Garibaldi* et *Madrid,* c'est-à-dire adoubés comme *garibaldini,* comme l'illustre le choix du nouvel hymne de la brigade *Garibaldi*, commandé à deux Espagnols : *Somos hermanos de España e Italia*[417]. Un tel choix aurait été inimaginable au printemps 1937 parmi les *garibaldini* de Pacciardi, si jaloux de leur italianité et de leur traditionnel *Inno di Garibaldi.*

Les efforts et résultats furent cependant très inégaux. Les très nombreux articles célébrant la concorde entre Espagnols et étrangers ne peuvent dissimuler, de par leur récurrence même, la prégnance des résistances à l'hispanisation et l'embarras que constitua cette nouvelle ligne politique interne pour des volontaires étrangers venus en Espagne sur de toutes autres considérations.

Conclusion

L'hispanisation fut à la fois une contrainte subie et une opportunité politique saisie permettant de contrecarrer les facteurs structurels et conjoncturels participant à la réduction et à la marginalisation, voire même à la disparition, des Brigades internationales en Espagne. L'amalgame toujours plus important de conscrits espagnols dans les bataillons internationaux opéra une modification génétique profonde des Brigades internationales en créant une situation paradoxale : contrairement au principe traditionnel des régiments étrangers, des nationaux non volontaires formaient la troupe tandis que des volontaires étrangers

---

[415] RGASPI 545.2.409 : *Canciones de guerra de las Brigadas Internacionales*, Madrid. Sans date. [fin 1937]. Révisé et publié ensuite : BUSCH (Ernst), *Kampflieder, Battle-Songs, Canzoni di Guerra, Chansons de Guerre, Canciones de Guerra de las Brigadas Internacionales*, Madrid, Diana-UGT. 1937. 96 pages.

[416] En 1938, à la suite d'une commande des Brigades internationales auprès du célèbre interprète et chansonnier allemand Ernst Busch, fut édité par le Comité de Propagande et le commissariat des Brigades internationales un recueil définitif, *Canciones de las Brigadas internacionales* (*Chansons des Brigades internationales*), dont cinq éditions sont signalées en juin 1938.

[417] *Nous sommes les fils de l'Espagne et de l'Italie.* RGASPI 545.2.461 : Carnet de chansons *« Somos hermanos de España e Italia » Himno de la XIIe Garibaldi.* Auteur : Victor Garcia y Garcia. Musique originale de Vittorio Cao (1938). L'auteur de cet hymne, Victor Garcia y Garcia, fut nommé en février 1938 par le Comité Central du Parti Communiste Espagnol comme instructeur auprès des Brigades internationales dans le cadre de leur reprise en main par le PCE, conformément à la nouvelle ligne du Komintern (voir chapitre 14).

fournissaient l'encadrement et composaient la quasi intégralité des organes supérieurs de commandement. Le déséquilibre de proportion entre nationaux et étrangers fut provisoirement suspendu à l'occasion d'une seconde campagne de recrutement à l'étranger, mais le choix de l'augmentation continuelle de la surface des Brigades internationales, conjugué aux pertes subies, conduisit à une hispanisation inexorable des effectifs. L'hispanisation de l'encadrement permit de résorber imparfaitement ce paradoxe, non sans rencontrer de grandes difficultés. L'hispanisation vint en partie justifier le changement stratégique du Komintern à propos des Brigades internationales à l'automne 1937, mais également, et dans une large mesure, la révision progressive de leur rôle par le gouvernement républicain espagnol et les efforts de ce dernier pour circonscrire et encadrer cette émanation inattendue de la solidarité internationale rapidement considérée comme importune.

Chapitre 13. Le volontariat international, un acteur inattendu dans la guerre civile et un allié rapidement importun

La perception et l'attitude des institutions dans l'espace républicain espagnol quant à la survenue soudaine et inattendue des volontaires d'étrangers est un aspect absent de la bibliographie. Le gouvernement républicain et les organisations antifascistes catalanes ont pourtant été à la fois les facilitateurs, les interlocuteurs et les destinataires du volontariat combattant étranger, à défaut d'en avoir été les demandeurs ou les promoteurs. Il s'agit pourtant d'une question fondamentale pour analyser convenablement le phénomène du volontariat international dans sa globalité et le replacer dans le contexte politique intérieur de la guerre civile espagnole. Contrairement à ce que laisse à penser le tir de barrage de « l'artillerie de papier[418] » de la propagande des Brigades internationales et de ses promoteurs et partisans à l'étranger, les relations entre les Internationaux et les différents agents politiques espagnols non communistes ne furent pas toujours au beau fixe. Plus largement encore, les volontaires étrangers dans leur ensemble furent sujets à une dégradation de l'appréciation que leur portaient leurs hôtes espagnols.

Progressivement, les Internationaux de toutes obédiences furent *nolens volens* renvoyés à leur situation d'étrangers, dont l'action politique en Espagne parut bientôt importune et inopportune, à la fois pour les anarchistes de la CNT et FAI qu'au gouvernement républicain. Bien loin du modèle salvateur invoqué par les Internationaux, l'officier de liaison espagnol du Ministère de la Défense nationale auprès des Brigades internationales parlait au contraire de ces dernières devant l'attaché ministère français comme « une cause d'ennuis permanents[419] ». Selon une évolution constamment dépréciative, le rapport des Espagnols avec les volontaires étrangers fut tout autant guidé par la crainte d'introduire un Cheval de Troie en Espagne que par l'agacement devant leurs exigences mais aussi par la claire perception des inconvénients comme des intérêts que ces derniers représentaient dans les espaces géopolitique et diplomatique.

---

[418] Cette métaphore idoine est de l'historienne espagnole Mirta Núñez Díaz-Balart.
[419] SHD 7 N 2755 : Le Lt-Colonel Morel, Attaché Militaire auprès de l'Ambassade de France en Espagne à Monsieur le Ministre de DNG, Objet : *Au sujet des miliciens français en Espagne*. Barcelone, le 17 janvier 1938.

A. De l'enthousiasme aux doutes. Le regard des Espagnols sur les volontaires étrangers

Les témoignages des premiers volontaires étrangers venus en Espagne durant l'été 1936 sont unanimes à propos de la chaleur de l'accueil qu'ils reçurent à leur arrivée[420] ». Mais plusieurs d'entre eux firent également état de l'étonnement des Espagnols. Parvenu à Irun tout début août 1936, un petit groupe d'Ukrainiens et de Polonais immigrés parisiens fut fort bien accueilli par les miliciens basques mais ces derniers ne comprirent pas bien qui ils étaient, d'où ils venaient ni pourquoi[421]. À la même période, le premier volontaire canadien parvenu en Espagne dut, à sa grande surprise, justifier âprement les raisons de sa présence et de son désir de combattre[422]. Une évidence s'impose d'emblée : l'explication traditionnelle et mécanique de l'internationalisme parut insuffisante ou insignifiante pour beaucoup d'Espagnols découvrant ces étrangers inattendus, désireux de combattre à leurs côtés.

1. L'Espagne n'est pas seule. De l'expression de la solidarité internationale à la survenue en Espagne d'étrangers solidaires

Pour la première fois sans doute depuis la guerre hispano-américaine de 1898, les Espagnols ont le sentiment d'être au centre de l'attention du monde entier. Tous les journaux le répètent, le monde a les yeux fixés sur l'Espagne. Les témoignages de solidarité de l'étranger se manifestent sous des formes diverses : télégrammes, manifestations, collectes mais aussi par colis et camions, et bientôt en hommes et femmes. Dans la presse espagnole, l'évolution de la démonstration de la solidarité internationale vers le volontariat se fit presque imperceptiblement. La rupture opérée par le grand recrutement n'est pas identifiable et l'action de la « colonne internationale » à Madrid fut traitée selon les mêmes éléments de références que les précédentes manifestations du volontariat international combattant.

L'incarnation d'une partie de la solidarité étrangère dans le volontariat était un fait déjà largement admis dès l'été 1936 par les arrivées spontanées d'étrangers disposés à se mettre au service de l'Espagne, ou de la « révolution espagnole », des compétences et

[420] Il faut cependant relativiser légèrement la perception de l'accueil reçu, même si l'enthousiasme populaire des débuts fut incontestable, du fait de la planification politique des arrivées et de la préparation des parcours en défilé des nouveaux arrivants.
[421] RGASPI 545.2.171 : *Hecho. « Irun ».* Par P. Iwanowicz, non daté.
[422] ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause…, op. cit.,* p. 32.

qualifications utiles. Ainsi, dans un article traitant d'un convoi sanitaire affrété par la CGT et la municipalité communiste de Clamart début août 1936, le journal du POUM indiquait que ces ouvriers français qui avaient subventionné ces équipes médicales souhaitaient venir eux-mêmes ; ils étaient décrits comme des « spécialistes, des aviateurs, des mitrailleurs, des conducteurs de tanks[423]». Dans la presse espagnole en général, les « spécialistes » étrangers étaient de toute manière nombreux, surgissant au hasard des reportages au front ou dans les hôpitaux.

Ce volontariat de spécialité vint finalement recouvrir un discours internationaliste peu vigoureux en Espagne, Catalogne comprise. D'ailleurs, le prolétariat mondial, « la grande famille ouvrière », était essentiellement appelé à se mobiliser sous la forme de collectes d'argent, de livraison d'armes et de compétences. Les équipes médicales étrangères furent chaudement accueillies comme une preuve de la générosité et de l'efficacité de la solidarité internationale. Les combattants étrangers attestaient également de cette générosité. *Milicias Populares*, l'organe communiste des milices madrilènes présentait en novembre 1936 le volontariat combattant des étrangers comme une des formes de l'aide des travailleurs du monde entier envers la République espagnole, une façon parmi d'autres d'exprimer son soutien. Le journal inversait la signification du volontariat : c'est bien parce que la cause défendue par la République est juste qu'autant d'étrangers la soutiennent et que certains viennent se battre en Espagne[424]. La CNT exaltait également le « geste sublime de solidarité » des étrangers tombés en Espagne et non le caractère internationaliste prolétarien de leur présence[425].

Durant l'été 1936, il y eut relativement peu d'articles dans la presse espagnole consacrés aux « Internationaux ». On ne parlait pas encore de volontaires mais, sauf exception, « d'arrivées d'antifascistes étrangers » ou de « travailleurs du Front Populaire International ». Ce furent les Italiens qui suscitèrent le plus d'articles dans les journaux espagnols, du fait de leur surreprésentation, de leur ostentation et surtout parce que leur présence en Espagne semblait légitime et inscrite dans une fraternité d'intérêt. Vaincus dans leur pays, ils continuaient le combat antifasciste en Espagne. Tandis qu'à l'été 1936 la référence à Garibaldi n'est pas du tout évoquée ou revendiquée par les volontaires italiens, la

[423] « La solidaridad de los obreros franceses hacia sus camaradas españoles » in *La Batalla* du 14 août 1936, p. 1.
[424] « El proletariado de todo el mundo con nosotros » in *Milicia popular* n°108 du 23 novembre 1936, p. 4.
[425] « Ha caído el camarada Fosco Falaschi, en el campo de batalla » in *Solidaridad Obrera* du 6 septembre 1936, p. 1.

presse espagnole les présentait au contraire comme « suivant la tradition démocratique de leur pays initiée par Garibaldi et les garibaldiens[426] ».

Sauf à propos des Allemands de la centurie *Thälmann*, pour des raisons similaires aux Italiens, les évocations du volontariat étranger se limitèrent essentiellement à leur caractère exotique ou la présence de personnages singuliers : le fils du Rais éthiopien Imru en Aragon, le neveu de Churchill à Madrid ou diverses étrangères au profil atypique. Significativement, la centurie *Commune de Paris* de la colonne *Llibertat* fut renommée par les journaux madrilènes *Columna París* ou encore *Batallón de París* et présentée comme composée d'Espagnols parisiens répondant aux appels de leur patrie[427]. Cependant, la présence concentrée à Madrid d'étrangers réunis au sein de la Colonne internationale, leur monstration à la population lors à leur arrivée à Madrid, puis leur action dans la Cité universitaire associée au « miracle » de Madrid, changèrent instantanément la donne en faisant du volontaire international un personnage collectif sympathique et un nouvel acteur dans l'espace politique espagnol intérieur déjà soumis à de fortes tensions[428].

2. Enthousiasme et méprises à propos de l'étrange Colonne internationale de Madrid

Les premiers bataillons de la *Columna internacional* (parfois dite alors « de Madrid » ou « d'Albacete ») furent perçus et accueillis strictement de la même manière que les groupes de volontaires étrangers les ayant précédés, par le POUM comme par la CNT. L'historiographie a sur ce point largement souffert d'une hypertrophie des témoignages critiques. Les écrits postérieurs issus de membres ou de dirigeants d'organisations politiques catalanes qui pâtirent de l'influence et du rôle des communistes staliniens en Espagne adoptèrent par la suite une lecture téléologique. La plupart déclarèrent avoir immédiatement dénoncé ce qui leur apparu immédiatement comme étant une manifestation stalinienne, une volonté de battre en brèche la révolution espagnole. Les archives, la presse d'époque et leurs propres écrits contemporains contredisent totalement cette position.

---

[426] « Guido Lazzano paolo » in *Milicia popular* n°8 du 4 août 1936, p. 2. Il s'agit, à ma connaissance, de la première évocation du décès d'un combattant étranger en Espagne.
[427] « La columna París» in *Milicia popular* n°47 du 18 septembre 1936, p. 3 ; « La "Columna Paris", formada por españoles residentes en Francia » in *Estampa. Revista gráfica*. (Madrid) n°456 du 10 octobre 1936, sans pagination.
[428] KOLTSOV (Mijail), *Diario de la guerra de España*, Paris, Ruedo Ibérico, coll. « España contemporánea », 1963, p. 211.

Lors du grand recrutement, nul en Espagne ne se doutait que ces étrangers inattendus, parvenant chaque jour plus nombreux à la frontière, aient pu être recrutés, ou plutôt orientés, vers et pour un projet politique précis. La CNT-FAI profitait de leur passage en Catalogne pour se faire connaître auprès d'eux, sans d'ailleurs chercher à les orienter particulièrement vers ses propres formations miliciennes :

> Camarades de tous les pays, de toutes les races, de toutes les langues et de tous les secteurs antifascistes, nous vous saluons ! À votre arrivée en Espagne vous trouverez l'accueil fraternel et la gratitude de tout un peuple généreux, plongé dans une lutte sanglante et implacable, qui lui a été imposée par le fascisme international. La CNT […] et la FAI […] vous souhaitent la bienvenue, à laquelle se joint celle de tout le peuple espagnol. [...] Au moment où le fascisme international, coalisé, tente d'abattre l'un des derniers remparts de la liberté mondiale et de la dignité humaine, votre venue sur cette terre ardente et martyre est pour l'humanité entière la plus belle leçon de solidarité. Avec votre appui, joint aux efforts de tous les hommes intègres et amants de la liberté, sans distinction de races ni de tendances, nous sauverons, nous en sommes sûrs, l'Espagne et le monde de l'invasion des Barbares modernes. Le fascisme ne passera pas ! Mort aux tyrans ! Vive la révolution sociale[429] !

La grande nouveauté des Brigades internationales résidait dans le fait que leur destination était désormais connue (le front de Madrid) et le projet dévoilé : constituer une « colonne internationale » composée de combattants étrangers aguerris. Le parti communiste espagnol parlait alors de volontaires « socialistes » étrangers[430]. Ainsi, dans la presse milicienne de Jaén, on signala tout d'abord à simple titre anecdotique la présence de combattants étrangers parmi les défenseurs de Madrid, venus « accomplir leur devoir[431] ». Les contours de cette brigade ou colonne internationale étaient encore flous, considérée au début comme le produit des milliers de « Français » arrivant en Espagne[432]. La CNT madrilène se félicitait elle aussi de l'arrivée des volontaires étrangers à Madrid, en parlant affectueusement du « bataillon des blonds[433] ».

---

[429] « La CNT et la FAI aux camarades venant en Espagne pour lutter contre le fascisme international » par le Comité Régional de la CNT et de la FAI in *Bulletin d'information CNT FAI section française* n°2 du 30 novembre 1936, p. 1.
[430] « Solidaridad internacional » in *Milicia popular* n°107 du 22 novembre 1936, p. 5.
[431] « Madrid sigue estando en peligro » in *Venceremos! Órgano del Regimiento de milicias populares de Jaén.* n°29 du 10 novembre 1936, p. 1.
[432] « Se prepara otra columna de dos mil franceses » in *!Victoria! Portavoz de las Columnas Confederales Torres-Benedito y CNT-13* du 25 novembre 1936, p. 2.
[433] BIZCARRONDO (Marta) et ELORZA (Antonio), « Las Brigadas Internacionales. Imágenes desde la izquierda » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, p. 89.

Lorsque la première brigade internationale fit son apparition à Madrid, le POUM en fut son plus fervent thuriféraire. Ce parti précisait fièrement, et naïvement, que les commissaires politiques étaient « tous des ouvriers », preuve du caractère hautement prolétarien, et donc insoupçonnable, de la colonne[434]. Elle ne pouvait être qu'un instrument au service de la révolution, comme l'était en Catalogne la *columna internacional Lenín* du POUM[435]. Le général Kleber fut présenté en novembre 1936 par la presse madrilène comme le véritable héros de la défense de la capitale. Dans le journal du POUM, *La Batalla*, il prit les traits d'un chef révolutionnaire de l'Armée Rouge, ayant participé à plusieurs tentatives révolutionnaires, de l'Allemagne à la Chine[436].

Mais il sembla bientôt évident au POUM comme à la CNT que les communistes espagnols cherchaient à s'accaparer cette formation singulière. En janvier 1937, les services étrangers de la CNT FAI entreprirent une enquête à la Base d'Albacete et dans les bataillons des Brigades internationales en chargeant des militants étrangers de s'y infiltrer et de se renseigner sur l'étrange *columna internacional*[437]. La grande préoccupation de la CNT-FAI à propos des Brigades internationales fut le fait de voir sa propre influence remise en cause par la survenue de militants communistes étrangers chevronnés, capables de renforcer le petit parti communiste espagnol en pleine ascension par le biais du *Quinto Regimiento*. Dans un rapport adressé au Comité national de la CNT, un déserteur communiste des Brigades internationales signalait qu'à leur arrivée en Espagne les volontaires étaient effectivement « versés » dans les Brigades internationales[438]. De plus, les libertaires étrangers semblaient être brimés, ceux qui faisaient profession de leurs idées étaient enfermés ou disparaissaient[439]. Cette situation préoccupante ne signifiait pourtant pas que le travail politique de la CNT-FAI y soit impossible.

---

[434] « Los Comisarios Políticos de la Brigada internacionales son obreros » in *La Batalla* du 27 novembre 1936, p. 1.
[435] « Foreign Comrades » in *The Spanish Revolution* vol.2 n°1 du 6 janvier 1937, p. 3.
[436] « Manifestaciones del jefe militar de la Brigada Internacional que lucha en el frente de Madrid » in *La Batalla* du 26 novembre 1936, p. 4.
[437] IISG CNT 81B 2 Archivo del Grupo Francés de la CNT - Correspondencia y documentos del Grupo Francés de la CNT en Barcelona « Informe : La columna internacional ». Sans date [décembre 1936 ou Janvier 1937].
[438] IISG FAI Pe 18 : *Rapport de Juliano Schwab, délégué à Albacete pour mission de propagande par le Comité National de la CNT AIT FAI*. Albacete, 28 janvier 1937.
[439] *Idem.*

3. Rivalités hégémoniques et luttes politiques autour de la Colonne internationale

Les Brigades internationales représentèrent un enjeu politique au même titre que les autres brigades régulières en formation, soit un espace politique appartenant à l'organisation la plus active et donc la plus influente en son sein. Les militants des services étrangers de la CNT FAI constatèrent l'emprise des communistes, sans toutefois se douter qu'il s'agissait là d'un organisme politico-militaire créé de toute pièce par les communistes eux-mêmes. Les volontaires étrangers furent présentés jusqu'à une date tardive comme les victimes d'une propagande souterraine mais efficace menée par les communistes à Albacete :

> Dans le système de propagande que le parti communiste déploie pour le but qu'il poursuit il est utile de signaler un des moyens employés et que le PC se trouve très bien dans son intérêt mais s'y oppose avec acharnement lors [que] des militants de la CNT-FAI font un travail analogue auprès des travailleurs de la Brigade Internationale. Exemple : de nombreux volontaires d'origine allemande appartenant à l'Armée Rouge, parlant parfaitement la langue française sont dispersés dans Albacete et aux environs et discutent fraternellement avec les camarades français ou belges et autres parlant le français et font une propagande active sur l'idéal communiste en insistant sur les progrès réalisés en Union Soviétique et engagent les camarades inorganisés d'adhérer au Parti Communiste [...][440].

Pour faire contrepoids à la propagande communiste et tenter d'organiser les volontaires susceptibles de se rapprocher de la CNT-FAI, les sections étrangères de la confédération furent chargées de s'investir auprès des volontaires étrangers d'Albacete. Un journal spécifique en langue française fut même élaboré pour ce dessein, *L'Indomptable*, imprimé jusqu'en mai 1937. Les premiers rapports des agents confédéraux furent prometteurs, comme l'atteste un document rédigé par un anarchiste russe immigré de France et membre de la section slave des services étrangers du comité régional CNT de Catalogne :

> Arrivé à Madrid le 17 janvier 1937 et chargé par la section de propagande du Comité de Défense - Région Centre - de faire la propagande en langue russe parmi les miliciens de la Colonne Internationale [...]. Réalisant une des propositions du rapport, j'ai commencé à visiter les hôpitaux de Madrid et je suis entré en contact avec les Russes, les Polonais, les Bulgares, les Croates, les Allemands qui ne savent rien de la C.N.T. et de la F.A.I. Les Français, les Italiens et les Anglais sont atteints par les autres délégués à la propagande. Pour que mon travail soit efficace, envoyez-moi d'urgence tous les périodiques en russe, polonais, ou d'autres langues slaves, allemand.

[440] IISG FAI PE 17.3 : Archivo del Grupo Francés. Dossier n°97. *Rapport*. Anonyme, Barcelone 2 mars 1937.

> [...] J'ai déjà la possibilité de les placer dans les bataillons de la Colonne Internationale. De mon côté, je demande aux camarades russes des États-Unis de m'envoyer directement la plus grande quantité possible d'exemplaire des revues *Probuzhdienie* et *Dielo Trounda*. Ici, il y a énormément de travail car il faut neutraliser la propagande communiste. Les communistes ont, en effet, beaucoup plus de moyens d'action que nous et sont aussi beaucoup mieux organisés[441].

En janvier 1937, une situation inattendue survint avec le passage de très nombreux volontaires des Brigades internationales vers les milices confédérales levantines. Le matériel de propagande des services étrangers de la CNT-FAI y était de plus très bien accueilli[442]. Cet engouement n'eut pas de suite, faut d'intérêt de la CNT et du fait que les déserteurs utilisèrent davantage ces formations comme étapes pour quitter l'Espagne. Très peu y demeurèrent.

La tentative des militants anarchistes étrangers de pénétrer les bataillons internationaux et de s'y organiser fut interrompue par deux facteurs antagonistes qui vont se conjuguer pour réduire à néant leurs initiatives. D'une part, la très forte répression politique émanant de la direction des Brigades internationales, qui prit en partie prétexte de la diffusion de la propagande libertaire dans ses rangs et des désertions vers les colonnes confédérales pour développer un appareil répressif. D'autre part, la décision de la direction de la CNT FAI, fin 1936, de considérer désormais les Brigades internationales comme un organe hostile.

B. La nouvelle perception du volontariat international par la CNT et le POUM comme un facteur instable et politiquement dangereux

La CNT et le POUM révisèrent rapidement leur enthousiasme initial à propos du volontariat international combattant lorsque parvinrent en Catalogne les effectifs massifs suscités par recrutements des partis communistes. D'autre part, la situation politique tendue en Catalogne fit des volontaires et militants étrangers des acteurs paroxystiques du climat délétère. Cette situation se limitait à la Catalogne et à son hinterland militaire d'Aragon et jusqu'en mai 1937, le gouvernement républicain n'eut que peu à faire avec ces miliciens étrangers hors des Brigades internationales. Cependant, le pouvoir central les percevait comme des supplétifs inquiétants pour les formations paramilitaires de l'arrière comme les

[441] IISG FAI Pe 62 Sección Francesa. Courier de Vorobieff à l'Office d'Information Étrangère de la CNT FAI. Madrid, 7 février 1937.
[442] IISG CNT 81 B : *Informe : La columna internacional*. Sans date [décembre 1936 ou janvier 1937].

Milicias de Vigilancias de la retaguardia. A l'inverse, les organisations prolétariennes catalanes, à l'exception de l'UGT et du PSUC, s'inquiétèrent rapidement de la concentration de communistes étrangers dans les Brigades internationales, perçue comme un cheval de Troie stalinien destiné à être employé contre les acquis révolutionnaires et les organisations opposées au PCE et PSUC[443].

1. Une réinterprétation de la présence des volontaires étrangers établie à l'aune des Brigades internationales

La perception des arrivants étrangers avait radicalement changée depuis l'été. Les contrôles à la frontière avaient été renforcés depuis septembre et l'accès des étrangers plus sévèrement réglementé. Dès novembre 1936, par un décret de la Généralité de Catalogne, les étrangers durent en outre justifier de l'utilité de leur présence auprès des autorités sous peine d'expulsion[444]. La CNT nationale commença à s'interroger sur les raisons et intentions de ces arrivées anormalement élevées d'étrangers depuis la frontière française à l'automne 1936 :

> [Estábamos preocupados] por un problema que excedía lo normal. Me informó de que entraban en España numerosos contingentes de extranjeros que decían venir a sumarse a la defensa de nuestra causa. Llegaban a Barcelona y proseguían viaje hacia Levante, a un puesto de concentración que estaba en Albacete. ¿Quién respondía por ellos? Anarquistas no eran. Los pocos anarquistas que habían venido se habían dado a conocer en la Casa de la CNT-FAI. Debían ser socialistas o comunistas. También podían ser fascistas disfrazados de simpatizantes de nuestra causa. Y eran demasiado numerosos para no dejar de constituir un peligro[445].

Par l'invocation d'un risque d'infiltration d'agents ennemis, risque paradoxalement sans cesse répété par l'ensemble des services étrangers, communistes compris, il fut décidé d'interdire l'entrée sur le territoire catalan à tous les étrangers non porteurs d'un acte officiel ou d'une mission dûment précisée. L'opposition des Catalans à l'arrivée des étrangers ne se limita pas au refus formulé verbalement : les douaniers français signalèrent à leur autorité de

---

[443] Cette interprétation émotionnelle fait aujourd'hui encore florès dans l'historiographie, le fait est connu.
[444] « The Position of Foreigners in Spain » *in The Spanish Revolution* Vol.1 n°6 du 25 novembre 1936, p. 8.
[445] [*Nous étions préoccupés*] *par un problème qui excédait la normale. On m'informa qu'il entrait en Espagne de nombreux groupes d'étrangers qui disaient venir pour participer à la défense de notre cause. Ils arrivaient à Barcelone puis poursuivaient leur voyage vers le Levant, vers un point de concentration à Albacete. Qui répondait d'eux ? Pas les anarchistes. Les rares anarchistes qui étaient venus s'étaient fait connaitre de la Centrale de la CNT-FAI. Ils devaient être socialistes ou communistes. Peut-être même pouvaient-ils être des fascistes dissimulés comme des sympathisants de notre cause. Et ils étaient si nombreux qu'ils ne pouvaient pas ne pas constituer un danger*. GARCÍA OLIVER (Juan), *El eco de los pasos,* Barcelone, Ruedo Ibérico, coll. « Memorias Ruedo Ibérico », 1978, p. 237.

tutelle en janvier 1937 qu'un convoi de volontaires s'était fait refouler « à la mitrailleuse » par des miliciens confédéraux[446]. Cette interdiction ne concerna naturellement pas les étrangers porteurs d'un laissez-passer délivré par une organisation étrangère reconnue par la CNT-FAI[447].

Le POUM s'aperçut lui aussi fin décembre 1936 qu'il semblait y avoir quelque chose d'anormal à propos des Brigades internationales. Plusieurs informations venues de l'étranger signalaient que certains volontaires n'avaient pas été acceptés par les comités où le recrutement s'effectuait et que d'autres avaient été exclus des Brigades internationales. Enfin il semblait établi que les partis communistes avaient pris le contrôle de cette formation militaire. Le POUM fit paraître une déclaration dans sa presse, reprise dans ses journaux en langues étrangères, mettant en lumière des dysfonctionnements évidents, que le parti jugeait « politiques » :

> Many comrades from many countries have come to Spain. But while some of them have been furnished with every convenience for getting here, others have had difficulties placed in their way, because their point of view did not please those in charge of enlistment. This means that our foreign militia has been largely selected, not from the viewpoint of the general interests of the revolution, but from that of a particular party. The problem is more important than it may at first appear. We have sufficient reason to point out this danger and at the same time we have an obligation to the comrades of all countries who come to help us[448].

Il faut particulièrement relever l'emploi dans cet extrait de la formulation « notre milice étrangère » qui illustre fort bien la perception par le POUM des Brigades internationales à cette époque comme un organisme spontané et non partisan[449]. Les

---

[446] SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : Renseignement. *Renseignements sur la milice espagnole*. 9 janvier 1937.

[447] « A los compañeros extranjeros que regresan a su país con permiso de sus columnas que, con idéntico permiso, han de realizar visitas al extranjero » in *Boletín de la CNT y FAI* n°130 16 décembre 1936, p. 5.

[448] *De nombreux camarades venus de nombreux pays sont venus en Espagne. Mais tandis que certains reçurent tous les égards pour arriver ici, d'autres eurent de nombreuses embûches placées sur leur chemin, parce que leur point de vue ne plaisait pas à ceux chargés de l'enrôlement. Cela signifie que notre milice étrangère a été largement sélectionnée, non du point de vue des intérêts généraux de la révolution mais selon ceux d'un parti en particulier. Le problème est plus important qu'il n'y parait. Nous avons suffisamment de raison pour souligner ce risque et dans le même temps nous avons une obligation vis-à-vis des camarades de tous les pays qui sont venus nous aider*. « Foreign Comrades » in *The Spanish Revolution* vol.2 n°1 du 6 janvier 1937, p. 3.

[449] Contrairement à ce que soutient une certaine historiographie hagiographique, le POUM eut bien du mal à se départir totalement de sa vision des Brigades internationales comme organisme indépendant du Parti Communiste. Dans sa presse clandestine, la JCI continua à considérer les Brigades internationales comme étant pervertie par le stalinisme et non comme une entité issue du Komintern. « La juventud de las Brigadas Internacionales contra el stalinismo» in *La voz de la juventud combatiente* (JCI journal clandestin) n°8 du 15 septembre 1937, p. 2 ; « Las Brigadas Internacionales bajo el terror stalinista » in *La voz de la juventud combatiente* (JCI journal clandestin) n°27 du 3 février 1938, p. 1 et 4.

communistes oppositionnels et les trotskystes de l'étranger perçurent quant à eux rapidement le Komintern derrière les Brigades internationales dès l'hiver 1936-37. Ils n'eurent dès lors de cesse de dénoncer « l'envoi massif de volontaires, d'armes, d'avions et de tout un matériel de guerre moderne » comme étant le travestissement d'une offensive politique extérieure destinée à contrebattre la révolution prolétarienne espagnole[450].

La CNT avait de son côté déjà largement fait le deuil de cette perception internationaliste des Brigades internationales comme émanation « naturelle » du prolétariat mondial. Le caractère unanime des propos tenus par les déserteurs et les militants anarchistes fuyant Albacete, les rapports alarmants des sections de l'AIT à l'extérieur et de ses propres agents concordaient parfaitement : les Brigades internationales étaient solidement tenues par les communistes, peut-être étaient-elles même directement pilotées depuis Moscou[451]. D'autre part, les services étrangers de la CNT catalane avaient attiré l'attention sur le fait que le profil des volontaires étrangers n'était plus celui des militants et des vétérans des luttes antifascistes européennes de l'été précédent[452]. Parmi les milliers d'étrangers sollicités par les partis communistes pour combattre en Espagne, une part non négligeable avait choisi les colonnes confédérales par confort et non par affinité. La présence de ces derniers, souvent peu politisés et parfois marginaux, participait à rendre plus complexe encore les relations de plus en plus tendues entre les directions nationale et catalane de la Confédération et sa base remuante, dont les miliciens étrangers figuraient parmi les plus véhéments contestataires.

2. Les miliciens étrangers de la CNT : un ensemble minoritaire et contestataire générateur de complications

Tandis que le nombre de volontaires étrangers augmentait considérablement dans les colonnes du front d'Aragon durant l'automne 1936, des complications nouvelles surgirent. Ces derniers se regroupaient par affinités et entendirent faire la guerre selon leur propre conception, s'opposant à leurs chefs catalans. Les volontaires étrangers anarchistes ou anarchisants réclamèrent auprès de la CNT FAI la reconnaissance de leurs spécificités. Buenaventura Durruti écrivit à ce propos une lettre très sèche aux organisations libertaires

[450] « Déclaration sur l'Espagne » in *L'Internationale* [journal de l'Union Communiste] n°26 du 12 février 1937, p. 9.
[451] SANTILLAN (Diego Abad de), *¿Por qué perdimos la guerra?*, Buenos Aires, Iman, 1940, p. 133.
[452] IISG CNT 94 G : Document sans nom adressé au CR de la CNT de Barcelone - *Seccion Defensa*. Par Lorenzo Giusti. Barcelone, 25 août 1937.

françaises. Cette déclaration fut publiée dans la presse française affiliée le lendemain de sa mort, le 26 novembre 1936 :

> Camarades, nous tenons à vous signaler certains cas d'incompréhension auxquels il serait bon d'y remédier. Plusieurs camarades étrangers nous ont déjà manifesté le désir de jouir d'une pleine et entière liberté, prétextant que, vu leur qualité d'étrangers, ils échappaient aux règlements des Milices Antifascistes espagnoles. Nous ne pouvons leur contester ce droit, mais nous ne pouvons permettre cette différence de traitement entre miliciens, qu'ils soient espagnols ou étrangers. Les camarades Français, Italiens ou Allemands etc. qui viennent s'enrôler chez nous doivent savoir par avance qu'ils sont miliciens au même titre que les Espagnols ; ils doivent accepter les mêmes devoirs, puisqu'ils jouissent des mêmes droits. Évitez également ces visites de touristes en dehors des camarades qui viennent au front pour des missions spéciales. Nous avons dans notre colonne de vaillants camarades étrangers qui ont compris d'eux-mêmes la nécessité d'une autodiscipline et qui sont complètement d'accord avec nous sur l'obligation de respecter les accords collectifs. Avant d'effectuer aucun enrôlement, il faut soumettre aux volontaires tous les droits et devoirs des miliciens sans distinction de patrie ; que ceux qui trouvent ces devoirs trop « violents » restent chez eux ; ils s'éviteront l'ennui de devoir déserter du front un jour. Les camarades étrangers qui ne se sentent pas assez forts pour accepter la rude vie des miliciens peuvent s'atteler à une autre tâche chez eux. Il y a une énorme propagande à faire à l'étranger et les camarades qui sympathisent avec notre lutte antifasciste peuvent nous aider grandement ; ils nous seront autant utiles qu'au front, peut-être plus. Nous espérons que vous partagerez notre point de vue, que nous vous avons exposé en toute camaraderie[453].

Cette lettre posthume de l'icône de l'anarchisme catalan illustre tout à fait la perception de la Confédération à propos du problème posé par ces volontaires étrangers sympathiques et enthousiastes mais critiques et turbulents. Pour la CNT, la solidarité internationale était avant tout un front situé à l'extérieur et ne devait en aucun cas être une source de complication supplémentaire à l'intérieur, en Espagne.

Les volontaires étrangers engagés dans les formations confédérales ont pris majoritairement position contre la militarisation et ont parfois servi de point de ralliement des mécontents, dans les colonnes *Durruti* et *Ascaso* en particulier. Malgré le fait que la plupart d'entre eux n'étaient pas des militants, la cohésion des communautés combattantes baignées dans un puissant creuset politique favorisa la diffusion d'un fort esprit contestataire et d'une affirmation politique propre aux néophytes. Les assemblées générales, le relais zélé des comités anarchistes étrangers de Barcelone (parfois déchirés entre deux tendances

[453] « La dernière lettre de Durruti » in *Le Libertaire* n°524 du 27 novembre 1936, p. 4.

antagonistes comme parmi les libertaires francophones) et les affrontements au sein de l'AIT commencèrent à peser fortement sur la patience de la CNT, elle-même désunie en interne et soumise à des pressions gigantesques. Les oppositions théoriques portées par les étrangers, en Espagne comme à l'extérieur, épousèrent naturellement les lignes de faille internes de la CNT entre partisans du « circonstancialisme » et les partisans d'un purisme anarchiste[454].

Il est indéniable que les militants étrangers engagés dans les formations confédérales ventilées de Huesca à Madrid ont joué un rôle prépondérant dans l'opposition politique à la ligne suivie par les directions nationale et régionale de la CNT et ont attiré autour d'eux la plupart de leurs camarades miliciens étrangers. L'affichage de leur altérité de volontaires étrangers était utilisé comme un blanc-seing pour appuyer leurs réclamations. Le 10 janvier 1937, soixante-seize membres étrangers du Groupe international de la colonne Durruti faisaient ainsi paraitre leurs exigences, avec d'autres composantes de la colonne confédérale :

> Les membres étrangers du groupe international sont venus en Espagne avec la seule motivation de lutter contre le fascisme aux côtés du prolétariat espagnol. C'est pour cette raison que nous exigeons ce qui suit afin de réaliser la réorganisation militaire que nous avons accepté mais qui se déroule d'une manière que nous désapprouvons[455].

La majorité des membres des centuries internationales de la colonne *Ortiz–Sur Ebro* se désolidarisèrent également de leurs camarades catalans. Ils quittèrent le front en février 1937 et furent versés pour certains dans des services de *Retaguardia*, dans les patrouilles de contrôle à Barcelone et à la frontière. Face aux exigences des Italiens de la division *Ascaso,* son commandement militaire et politique, les anarchistes Gregorio Jover et Miguel Vivancos, fit part de son exaspération. Partisans d'une militarisation rapide des colonnes miliciennes, tous deux tolérèrent mal les récriminations théoriques des anarchistes italiens de l'ex *Sezione Italiana*, déjà bénéficiaires d'aménagements exceptionnels. Le délégué du bataillon italien, fut ainsi stupéfié de s'entendre répondre un jour par Gregorio Jover : « El día que los italianos y

[454] Le circonstancialisme désigne la justification théorique d'une partie des cadres dirigeants de la CNT pour faire admettre un ensemble de mesures réformistes, telles que la participation de ministres anarchistes dans le second gouvernement Caballero et dans la généralité de Catalogne.

[455] IISG CNT 94 E.1 Archivo del Comité Regional de la CNT de Cataluña - *Sección Defensa Resolución del Grupo Internacional*. Pina, 10 janvier 1937 ; FAI PE 1B Grupo DAS/ Sección Alemana. « Informe para el comité Regional de la CNT.» Barcelone, 13 janvier 1937.

demás extranjeros se marchen, será una alegría para toda la división », et qu'ils étaient désormais « tolérés », le commandement se réservant le droit de les expulser de la division[456].

Cette nervosité se retrouve à tous les échelons de la Confédération. Les anarchistes catalans reprochaient à leurs camarades étrangers leurs rodomontades et leur refus de comprendre la mentalité des Catalans[457]. Les discours tenus par les sections étrangères de la CNT-FAI à destination des volontaires internationaux prirent un tour plus énergique :

> Il est juste de déclarer qu'il est beaucoup d'éléments étrangers qui comprennent la situation et savent seconder de leur mieux les efforts de nos camarades espagnols. Ceux-là ne peuvent qu'être salués fraternellement. Quant aux autres, qui trouveraient préférable la critique, toujours la critique, nous posons la question : Pourquoi sont-ils venus en Espagne ? Pour collaborer avec nos camarades espagnols, d'une part, à l'œuvre de défense, en barrant la route au fascisme, et d'autre part à l'œuvre constructive révolutionnaire. Nous disons : bon, alors qu'ils collaborent. Qu'ils prennent, suivant leurs forces ou leurs capacités, un fusil, une pioche ou une plume leur permettant de se rendre utiles, OU QU'ILS RETOURNENT EN FRANCE OU AILLEURS, PAS DE MILIEU ! [...] Nous pensons avoir été bien compris et nous sommes certains que les mots d'ordre lancés par la CNT et par la FAI seront toujours suivis à la lettre[458].

Un rapport de Lorenzo Giusti, cadre anarchiste italien à la tête de la *Casa de los Voluntarios* à Barcelone, résume bien les circonspections de la CNT vis-à-vis de la dégénérescence du volontariat international en Catalogne au printemps 1937 :

> Sucesivamente, por iniciativas personales, por favoritismo o por especulación de elementos poco recomendables, han sido otorgadas autorizaciones para la formación de nuevas agrupaciones, formaciones de compañías, de núcleos, de batallones (por ejemplo la Sección Sebastian Faure, Matteotti, grupo Ortiz, Batallón Cardeaur y el Batallón de la Muerte) consiguiendo únicamente desorganizar una vez más los ya existentes, favorecer el amboscamiento y la explotación innoble de los peores, crear una seria sin de malcontentos, ofrecer pretextos a críticas no siempre infundadas de los adversarios y malgastar con resultados ínfimos enormes cantidades de dinero[459].

---

[456] *Le jour où les Italiens et les autres étrangers s'en iront sera une joie toute la division*. Extrait d'une lettre au Comité Régional de la FAI du 28 mars 1937. Fundacion Anselmo Lorenzo (FAL), Fonds CNT, Fonds Amsterdam (FA) film 343 C.26. Cité in ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso... op.cit.*, pp. 294-295.

[457] IISG CNT 94 G : *28 División. Brigada Mixta 153. Informe que este comisario eleva del llamado Batallón de la Muerte.* Binefar, 3 août 1937.

[458] « Pour gagner la guerre et la révolution, l'heure n'est point a la critique systématique » in *Bulletin d'information CNT FAI section française* n°20 du 17 avril 1937, p. 1.

[459] *Successivement, par des initiatives personnelles, par favoritisme ou par spéculation d'éléments peu recommandables, ont été octroyées des autorisations pour la formation de nouveaux groupes, formations, de compagnies, de noyaux, de bataillons (par exemple la Section Sébastien Faure, Matteoti, groupe Ortiz, Bataillon Cardeaur* [Cardeur, du nom du capitaine français à la tête du Bataillon international de Choc] *et le bataillon de la Mort, participant uniquement à désorganiser plus encore l'existant, à favoriser l'embusquage et l'exploitation*

L'auteur terminait en disant, avec lucidité, qu'il aurait mieux valu accepter le concours des spécialistes et techniciens étrangers apolitiques plutôt que de subventionner d'improbables formations internationales combattantes. Juan García Oliver n'était guère plus tendre vis-à-vis du *Batallón de la Muerte*, parlant d'une « caricature semblable aux bandes fascistes italiennes[460] ». Les 380 survivants de cette unité internationale ne suscitèrent en effet pas l'enthousiasme des Espagnols lors de leur intégration dans l'armée régulière. Le commissaire politique (CNT) de la 153ème brigade mixte à qui échut le bataillon fut tout à fait imperméable au caractère spectaculaire de cette formation, et scandalisé du comportement de « légionnaires » des Internationaux[461].

D'autre part, plusieurs sections de l'AIT firent connaître leurs doutes puis leurs regrets concernant les choix politiques et sociaux de leur consœur espagnole. Durant les prodromes de la grave crise que traversa l'AIT fin 1937, son secrétaire général, le Français Pierre Besnard, reprochait à la CNT d'avoir négligé l'apport du volontariat international. Il considérait, non sans exagération, que la puissance communiste en Espagne était alors justement due au volontariat international que le PCE avait su capter :

> Si vous aviez accepté nos offres beaucoup de camarades étaient décidés d'aller en Espagne vous donner un coup de main. Ces camarades vous auraient très probablement empêché de commettre toutes vos fautes et vous auraient empêché de dévier de votre ligne de conduite que vous aviez prise et qui était la bonne[462] .

Fatiguée des querelles intestines au sein de l'AIT qui affaiblissaient sa position et exaspérée par les tracasseries générées par quelques centaines de miliciens étrangers remuants, la CNT catalane retira à ses sections étrangères leurs activités de contrôle des étrangers début février 1937. Ce travail fut désormais centralisé à la *Casa Internacional de los voluntarios* créée à cette occasion et dirigée par l'Italien Lorenzo Giusti, jusqu'à sa dissolution en mai 1937[463].

---

*ignoble des plus mauvais, à créer une série de mécontentement, à offrir différents sujets de critiques, pas toujours infondées, pour nos adversaires et gâcher infiniment d'énormes quantités d'*argent. IISG CNT 94 G : Rapport de Lorenzo Giusti. Sans date [1938].

[460] GARCÍA OLIVER (Juan), *El eco de los pasos…, op. cit.,* p. 233. À travers cette dénonciation *Post Bellum*, c'était son rival au sein de la CNT, Diego Abad de Santillán, devenu depuis un ennemi personnel, qui était visé.

[461] IISG CNT 94 G : *28 División. Brigada Mixta 153. Informe que este comisario eleva del llamado Batallón de la Muerte.* Binefar, 3 août 1937.

[462] « Polémique nécessaire » de Pierre Besnard in *Le Combat Syndicaliste* n°219 du 30 juillet 1937, p. 1.

[463] Celle-ci fut finalement dissoute en juin 1937, à la suite des événements de mai à Barcelone, auxquels participèrent de nombreux étrangers présents de part et d'autre. Le Comité Régional confédéral de Catalogne

3. La disparition des formes alternatives du volontariat international combattant antifasciste et la reconnaissance du monopole des Brigades internationales

Au printemps 1937, les volontaires étrangers étaient beaucoup moins nombreux à rejoindre les formations catalanes. Cela fut en partie le fait de la fermeture de la frontière pyrénéenne dans les deux sens et des directives contradictoires de la CNT-FAI à propos du volontariat international[464]. Le bilan fut quelque peu paradoxal : en voulant empêcher les étrangers de rejoindre Albacete pour ne pas alimenter la création d'une force politique dominée par les communistes, la CNT conforta la canalisation des convois vers leur destination manchègue, par la liaison maritime notamment, et l'assèchement des arrivées à Barcelone. En outre, le désintérêt de la Confédération signifia également l'abandon du monopole du volontariat international aux mains des seuls communistes. Cependant, ce fut essentiellement sous l'action conjointe de trois facteurs que furent liquidées, entre mai et juillet 1937, les dernières manifestations du volontariat international combattant antifasciste extérieur aux Brigades internationales. Premièrement les affrontements fratricides en Catalogne lors des *Fets de Maig* (Événements de mai), deuxièmement la dissolution de l'*Exèrcit Popular de Catalunya* et troisièmement la reconnaissance sans opposition du monopole des Brigades internationales comme réceptacle unique du volontariat étranger.

a) Le volontariat international parmi les victimes des Fets de Maig en mai 1937

Les étrangers présents en Catalogne en mai 1937 furent particulièrement visés par la répression qui suivit les affrontements unissant la CNT et le POUM contre les autres formations politiques catalanes. Ils étaient déjà suspects depuis quelques temps et immergés dans un contexte de crispation paranoïaque en Catalogne, qui se manifestait notamment par une profonde méfiance à l'encontre des étrangers en général. De plus, les miliciens protestataires étrangers qui quittèrent le front furent pour certains enrôlés dans les patrouilles de contrôle à Barcelone et l'arrière, parmi ceux qualifiés d'« incontrôlés » et dénoncés hypocritement par l'ensemble des formations politiques catalanes qui y voyaient l'action de leurs adversaires politiques respectifs. Au printemps 1937, le gouvernement républicain

---

créa à la place une section internationale en son Comité de Défense, chargée à la fois du suivi des volontaires étrangers et des questions spécifiques de propagande.

[464] GIMENEZ (Antoine) et alii, *Les Fils de la nuit…, op. cit*., pp. 314 et 315 note 39.

s'était d'ailleurs inquiété de cette situation[465]. Malgré les dénégations de la CNT, il est certain que la création et l'exhibition d'une unité paramilitaire douteuse comme le Bataillon de la Mort soutenue par un ministre anarchiste de la Généralité (Diego Abad de Santillan) n'étaient pas de nature à contredire les craintes du gouvernement sur la participation d'étrangers à des activités paramilitaires à l'arrière.

La participation d'un certain nombre d'étrangers aux affrontements à Barcelone acheva de renforcer les soupçons à leur égard. Des centaines d'étrangers bloqués à Barcelone parce que démobilisés, déserteurs ou bien en permission, participèrent aux combats aux côtés du POUM, de la CNT mais aussi du PSUC[466]. Il est également incontestable que les anarchistes étrangers comme certains militants étrangers proches du POUM s'y distinguèrent en soutenant les franges les plus radicales comme *Los Amigos de Durruti.* La République espagnole fit abattre une répression implacable à l'encontre des volontaires étrangers qui n'étaient pas enrôlés dans l'armée, c'est-à-dire désormais dans les seules Brigades internationales. De plus, le sinistre service spécial étranger du PSUC trouva dans ce contexte l'occasion de se saisir des militants principalement italiens et allemands qu'il traquait depuis l'été 1936. Durant la répression qui suivit les *Fets de Maig*, les Brigades internationales reçurent de Barcelone plusieurs dizaines de déserteurs « cueillis » dans la capitale catalane et dont certains avaient déserté dès décembre 1936[467].

Traqué puis interdit, le POUM vit également sa division dissoute. Le 18 juin 1937, John Mc Nair organisait l'évacuation du contingent britannique de l'ILP avant d'être arrêté puis libéré tandis que Bob Smillie mourait en prison à Barcelone[468]. Le Consul de France s'alarma des centaines de ressortissants français arrêtés à Barcelone et reçut confirmation du Commissaire à l'ordre public de Barcelone (Paulino Gomez Sainz) que ce dernier avait ordre « de détenir tous les volontaires étrangers revenant du front pour examen de leurs papiers, vérifications de leurs affinités politiques, et informations sur les délits de droit commun qu'ils auraient pu commettre durant leur séjour aux brigades internationales[469] ». La répression

---

[465] AGGCE PS BARCELONA 523.3 : *El presidente del consejo de ministros y ministro de la guerra Francisco Largo Caballero a Juan Peiro, Ministro de Industria*. Valence, 24 avril 1937.

[466] La présence de membres isolés des Brigades internationales, en permission, convalescence ou comme administratif, est plausible mais non documentée. Les affirmations de l'emploi des Brigades internationales lors de la répression, à Barcelone comme dans la liquidation du Conseil d'Aragon, sont des légendes contemporaines des faits.

[467] RGASPI 545.2.42a : *Rapport de la maison de prévention des BI à Albacete*. 27 juin 1937.

[468] D'une appendicite mal soignée.

[469] CADN Dossier Barcelone Consulat Série C - 63 Recrutement militaires - Retour en France de miliciens Français-correspondance officielle. *Le Consul gérant le Consulat Général de France à Barcelone à son*

imposa un nouveau rôle aux services étrangers de la CNT catalane : assurer la survie et le retour de ses anciens miliciens et des militants étrangers ne pouvant quitter l'Espagne[470].

b) L'amalgame de l'Exèrcit de Catalunya dans l'armée républicaine et la suppression des formations paramilitaires

Conséquence directe de la reprise en main de la Catalogne et objectif prioritaire du gouvernement de Valence, l'*Exèrcit Popular de Catalunya* fut immédiatement ingérée dans le dispositif de l'EPR. Les bataillons internationaux d'Aragon, relégués en formations divisionnaires, furent proscrits et leurs effectifs démobilisés définitivement entre avril et juillet 1937.

Le 19 juin 1937, une circulaire ministérielle rédigée par le général Rojo et signée par Indalecio Prieto donnait ordre à tous les volontaires étrangers de rejoindre impérativement les Brigades internationales[471]. L'ordre annulait également l'ensemble des contrats mercenaires de spécialistes étrangers, ces derniers étant obligés de justifier à nouveau leur présence et activité[472]. Ils furent pour la plupart remerciés, y compris ceux fournis par les partis communistes étrangers[473]. Une petite partie des étrangers des ex-divisions catalanes rejoignit effectivement Albacete entre mai et juillet 1937, comme les derniers reliquats étrangers de Bilbao. En ordre dispersé, quelques dizaines d'étrangers demeurèrent jusqu'à la fin de la guerre dans leur formation d'origine, dans les 25ème et 26ème divisions essentiellement, avec l'accord de la CNT[474].

Ce processus de marginalisation était en germe depuis le début du printemps 1937. Le 14 avril 1937, le bataillon italien de la division catalane *Ascaso* était dissous par décision du commandement, en raison de son refus de s'adapter aux nouvelles normes militaires[475]. Entre juin et juillet 1937, les dizaines d'étrangers (germanophones, francophones et italiens en

---

excellence le Ministre des Affaires Étrangères. AS : Arrestation de miliciens français à Barcelone. Barcelone, 7 juillet 1937.

[470] Une dizaine de miliciens étrangers du POUM en situation irrégulière en France se réfugièrent à la CNT.

[471] Voir ANNEXE III Document 13-1 : *Texte original de la circulaire ministérielle du 19 juin 1937 concernant la situation des membres étrangers de l'Armée républicaine.*

[472] *Idem.*

[473] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne...*, *op. cit.*, Annexe 81. Rapport du capitaine de corvette Homero Serafinides, membre du CC du PC grec.

[474] IISG CNT 94 G : *Sección Defensa- CN CNT al CR CNT de Cataluña.* 17 juillet 1937 ; « Despues de la retirada de los voluntarios internacionales. ¡Algunos franceses se van! » par Fernand Fortin in *Umbral* n°56 du 10 décembre 1938. Mes remerciements à Marianne Enckell du CIRA de Lausanne pour ce document.

[475] Avec un panache certain, la plupart de ses membres participèrent néanmoins à l'offensive sur le mont El Carrascal qui eut lieu le lendemain et plusieurs y trouvèrent la mort. AGGCE Madrid PS 486.6 Voluntarios extranjeros. *El comisario delegado de guerra 28 División*. Monzón, 8 décembre 1937 ; ACCIAI (Enrico), *Viaggio attraverso l'antifascismo...op. cit.*., p. 293.

majorité) encore présents dans cette division, devenue la 28ème division de l'EPR, disparaissaient progressivement des listes de solde, signe de leur départ d'Espagne[476]. La 29ème division (ex division catalane *Lenín*) fut retirée du front peu de jours après la dissolution du POUM le 16 juin 1937, tandis qu'elle venait d'être engagée dans l'offensive contre Huesca. Les étrangers du bataillon de Choc *Rovira* furent désarmés et démobilisés. Certains gagnèrent les Brigades internationales, notamment des Allemands, communistes non-staliniens du SAP. Après l'offensive sanglante sur le Monte Oscuro en juillet 1937, le Bataillon International de Choc de la 26ème division (ex division catalane *Durruti*), démoralisé, était au bord de la mutinerie. Le commandant français et son adjoint, coupables d'avoir détourné la caisse du bataillon, furent arrêtés[477]. Sous prétexte du refus d'attaquer de la troupe, le bataillon de choc fut relevé et dissous en juillet. Les étrangers qui voulaient être démobilisés le purent, les autres rejoignirent la XIIème brigade internationale ou la 26ème division[478]. À la même date, les survivants du *Batallón de la muerte* intégraient un bataillon de la 153ème brigade mixte qui comptait déjà dans ses rangs leurs camarades italiens et français de l'ex-régiment *Rojo y Negro* (division catalane *Ascaso*) qui avaient accepté la militarisation en mars 1937. Après l'offensive sur Huesca, la centaine d'étrangers de la 27ème division (ex division catalane *Carlos Marx*) fut versée dans les Brigades internationales.

Les membres du PSUC qui n'avaient pas quitté la milice à cette date pour rejoindre une formation régulière risquaient l'exclusion du Parti, y compris les étrangers[479]. Ceux qui refusaient d'intégrer les Brigades internationales eurent l'obligation de quitter l'Espagne. Ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient pas passer en France furent pour la plupart inquiétés par les autorités et versés en 1938 dans les bataillons semi disciplinaires de fortification.

c) Le volontariat international combattant antifasciste désormais assimilé à un objet politique de l'adversaire communiste

Le leader anarchiste et ministre García Oliver avait particulièrement clair lorsqu'il avait été interrogé par le chef du gouvernement Largo Caballero sur la décision prise, illégalement, par la CNT de s'opposer à l'arrivée des volontaires. Il n'était pas question pour lui de laisser se constituer au sein de l'armée républicaine des « unités internationales de

[476] AGGCE Aragon AR 83 : *Columna Tierra y Libertad (153ª brigada).*
[477] IISG FAI PE 17a : Lettre d'Humbert Milas à la CNT-FAI à propos de la fin tragique du premier bataillon international de choc, conservée par le Groupe Français de la CNT, Barcelone, 8 juillet 1937.
[478] GMÜR (Edi), *Journal d'Espagne…*, *op. cit*., pp. 125-128 ; « Pour léger. Une lettre de solidarité de ses anciens camarades de combat » in *Le Libertaire* n°575 du 18 novembre 1937, p. 3.
[479] AGMA ZR C.1078 Armario 77 Rollo 215 L.1249 C.18 *Personal Índice de la documentación de la 123a BM – 2º Batallón*. S.d. [mai 1937].

communistes[480] ». L'anarchiste italien Camillo Berneri s'était lui aussi très vite inquiété de la survenue de nouveaux protagonistes installés à Albacete, qu'il assimilait à une manœuvre hostile :

> Il est évident que Madrid organise son propre *Tercio* : une légion étrangère qui bien armée et bien commandée pourra assurer l'ordre. L'augmentation des forces de police et l'arrivée en masse des Marocains de Moscou doivent nous faire réfléchir[481]

En effet, pour l'ensemble des militants révolutionnaires espagnols ou étrangers, le rôle et la fonction d'Albacete ne pouvaient pas être comparés à ceux de la Légion étrangère française puisque le conflit espagnol n'était pas une « simple guerre » mais « la phase initiale de la révolution[482] ». García Oliver relate dans ses mémoires une discussion qu'il eut avec Alvarez Del Vayo à propos des Brigades internationales, alors que tous deux étaient ministres dans le gouvernement Caballero. Le ministre des Affaires Étrangères lui faisait part de la contradiction qu'il observait entre l'hostilité de la CNT vis-à-vis des volontaires internationaux et ses positions internationalistes. García Oliver lui fit alors une réponse instructive: « ¿qué beneficio logramos con su presencia[483]? ». Cette interrogation était partagée par d'autres, notamment au Ministère de la Défense Nationale et à l'État-Major Central de l'EPR. La population se partageait quant à elle, selon un rapport de Luigi Longo, entre reconnaissance de l'aide apportée par les volontaires et la dénonciation des étrangers comme responsables de la guerre et principaux obstacles à sa résolution[484]. Tandis que l'ensemble des autres organes paramilitaires avaient été démantelés, les prérogatives spéciales dont disposaient les Brigades internationales favorisèrent naturellement un climat de suspicion à l'origine de nombreuses tensions entre les institutions espagnoles et Albacete.

---

[480] GARCÍA OLIVER (Juan), *El eco de los pasos…*, *op. cit*., pp. 237-238.
[481] Lettre de Camillo Berneri d'octobre 1936 citée in : GIMENEZ (Antoine) et alii, *Les Fils de la nuit…, op. cit*., p. 312 note 38.
[482] IISG CNT 94 G : Document sans nom adressé au CR de la CNT de Barcelone - *Seccion Defensa*. Par Lorenzo Giusti. Barcelone, 25 août 1937 ; SANTILLAN (Diego Abad de), *¿Por qué perdimos la guerra…, op. cit*., p. 133.
[483] *En quoi bénéficions-nous de leur présence ?* GARCÍA OLIVER (Juan), *El eco de los pasos…*, *op. cit*., p. 354.
[484] *Idem*

C. La Base d'Albacete, un intermédiaire perturbateur et indésirable

Les relations entre les Brigades internationales et le gouvernement républicain furent ponctuées de crises dont la mention, et par conséquent l'analyse, sont le plus souvent absentes des monographies. C'est avant tout la Base d'Albacete qui, jusqu'au décret de septembre 1937, fut à l'origine des difficultés sinon des crises. Cette dernière était parvenue à s'imposer comme une entité incontestable et comme l'autorité légitime des différentes formations sous sa dépendance, donc comme l'unique interlocuteur du ministère de la Guerre puis de la Défense Nationale. Base nourricière, directionnelle et porte-parole des Brigades internationales, Albacete n'eut de cesse de veiller à conserver ses singularités, son autonomie et les acquis obtenus pour la plupart dans le flou qui régnait à sa création.

Le gouvernement républicain espagnol n'avait sans doute pas imaginé un instant les complications engendrées par l'installation d'une Base dédiée aux formations internationales. La Base d'Albacete profita jusqu'à l'été 1937 de l'absence de reconfiguration formelle des centres de mobilisations dans l'espace contrôlé par la République pour exister sous la forme d'une subdivision aux contours mal définis de la division organique d'Albacete. Au contraire, le Ministère de la Guerre, occupé par le Président du gouvernement Largo Caballero jusqu'au 13 mai 1937, puis par son successeur Indalecio Prieto (Ministre de la Défense Nationale, englobant son précédent ministère de l'Air et de la Marine) jusqu'au 3 avril 1938, s'attacha en permanence à tenter de limiter, encadrer et contrôler les prérogatives de la Base et d'affirmer son autorité supérieure sur les volontaires étrangers. Jusqu'à la dissolution définitive de la Base et de ses différentes dépendances entre avril et juin 1938, les principaux points d'achoppement portèrent sur la situation de la Base d'Albacete comme un intermédiaire indésirable et une limitation de l'autorité du Ministère de la Défense Nationale.

1. Une subordination immédiatement erratique

À partir de janvier 1937, un ensemble de tensions interférèrent considérablement dans les rapports entre la Base d'Albacete, l'état-major central de l'EPR et la direction de ce dernier, le Ministère de la Guerre. Luigi Longo résumait ainsi la situation présente : « Dans l'état-major [central], dans le Gouvernement même, commence une campagne perfide de discrédit et d'hostilité envers les Brigades, campagne dirigée de toute évidence par les

ennemis de la République et contre les intérêts de l'Armée[485] ». Les « ennemis de la République » que Luigi Longo ne nomme pas n'étaient autres que Largo Caballero, chef du gouvernement et Ministre de la Guerre, le chef de l'État-Major Central (EMC) Sigismundo Casado et le chef du Groupe d'armées Centre Vincente Rojo, rien de moins.

En effet, ces derniers s'opposèrent alors à toute prise d'influence supplémentaire des Brigades internationales. La puissance inattendue acquise par le PCE, la dépendance de l'effort de guerre au soutien soviétique et la proximité inquiétante de certains partis républicains ou de socialistes avec les communistes firent que la gauche du PSOE (caballeristes) et certains socialistes de l'aile droite (prietistes) s'efforcèrent de limiter l'expansion de cet organisme inquiétant. Il est possible de déterminer trois points de discorde entre Albacete et le ministère.

Le gouvernement républicain accusa régulièrement en 1937 les Brigades internationales de s'accaparer une partie du matériel et des dons issus de la solidarité internationale. Cela concernait des éléments divers, habits, vivres, équipement mais aussi des véhicules et du ravitaillement. Les Brigades internationales avaient en effet reçu du sous-secrétariat un droit de préséance sur les colis arrivant à Barcelone[486]. Le gouvernement républicain trouva plusieurs cas d'abus, d'ailleurs non contestés par Albacete, qui tenaient essentiellement à l'absence de définition exacte de la nature des réquisitions que les Brigades internationales pouvaient opérer. Le ministère se refusait également à accepter que le dispositif sanitaire et médical provenant de la solidarité internationale via la CSI soit à destination pratiquement unique du SSI des Brigades internationales. Il est vrai le SSI menait en Espagne une politique monopolistique sur les hôpitaux internationaux, y compris ceux créés en dehors de la CSI. Albacete s'en indigna vivement, s'offusquant que le gouvernement souhaita lui enlever « nos hôpitaux alors que dans tous les pays on accepte les hôpitaux internationaux (Clémenceau les acceptait pendant la Grande Guerre)[487]». Le ministère ne put parvenir immédiatement à ses fins.

Le second point de crispation concerna les nominations et affectations des cadres. Jusqu'en avril 1937, Albacete ne rendit aucun compte dans les différentes nominations,

---

[485] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste…*, *op. cit*., p. 247.
[486] RGASPI 545.2.33 : *Rapport sommaire sur la base des BI (13 octobre 1936 – 1er août 1937)*. Vital Gayman, 1937, p. 9.
[487] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 33.

promotions et destinations de ses cadres militaires dont elle demandait et obtenait la régularisation devant le fait accompli. De plus, la présence à la tête du CGG de Julio Alvarez del Vayo, socialiste entièrement acquis au PCE, permettait d'obtenir entière satisfaction sur ses choix concernant les commissaires politiques. Lors de la reprise du commissariat par Prieto en mai 1937, Albacete multiplia les objections de nominations, contestant parfois l'ingérence du ministère dans son tableau des cadres[488].

Enfin, le matériel militaire de dotation des Brigades internationales fournit un troisième point de discorde. Prenant prétexte de l'absence de statuts réglementaires définissant leur nature organique, le ministère renâclait à attribuer aux Brigades internationales le matériel et les effets qu'elles ne cessaient pourtant de réclamer réclament. Ce n'est qu'en mai-juin 1938 qu'elles furent rééquipées (après la perte d'une partie de leur matériel en Aragon) du matériel soviétique. Le boycott, relatif mais incontestable, des Brigades internationales avait pour objectif de les limiter en effectif, voire de les réduire en les obligeant à dissoudre des bataillons faute d'armement. Après la bataille de Valsaín (dite « Balsain »), la XIVème brigade reçut l'ordre de rendre séance tenante l'armement de ses nombreux morts et blessés, l'empêchant ainsi de pouvoir équiper des renforts, cas non isolé[489]. Inversement, en prévision de l'offensive de Brunete fin juillet 1937, la dotation des Brigades internationales fut convenablement complétée, à l'exception des unités jugées hors de combat comme la XIVème brigade. Après les échecs offensifs de Huesca, Brunete, et Saragosse durant l'été 1937, les Brigades internationales ne furent plus considérées comme de grandes unités d'offensive et passèrent en dotation secondaire jusqu'en juin 1938.

Mais ce fut évidement l'argent, *Nervus Belli*, qui constitua le principal facteur du rapport de force entre Valence et Albacete.

---

[488] RGASPI 545.2.54 : Base des Brigades Internationales – Comandancia. Memorandum. *Quelques questions qui demandent une solution à bref délai et qui sont d'un intérêt vital pour la vie des Brigades internationales*. Albacete, le 24 juillet 1937.
[489] RGASPI 545.2.33 : *Note confidentielle sur la situation des Brigades Internationales à fin juillet 1937*. Signé Vidal, s. d. [été 1937], p. 3 ; 545.2.54 : Base des BI – Comandancia. Memorandum*..., op. cit.*

2. L'argent, principal variateur limitant l'autonomie de la Base d'Albacete

Les Brigades internationales recevaient depuis le 30 octobre 1936 une somme de 10 pesetas par jour et par homme de la part du Ministère de la Guerre[490]. Les unités en ligne étaient quant à elles directement dépendantes des caisses de l'armée. La Base des Brigades internationales ne recevait donc d'argent que pour les effectifs restants à demeure.

Mais la direction des Brigades internationales jugea cependant très vite que ce salaire était « exagéré »[491]. Elle prit la décision, avec l'accord de Martinez Barrio, superviseur de l'armée républicaine, de ne verser que 3 à 4 pesetas comme solde réelle et de conserver le reste, tandis qu'au front les volontaires recevaient leur solde complète[492]. Ce système de retenue « solidaire », s'inspirant des systèmes de coopératives ouvrières, existait ailleurs, en Aragon notamment, pour les hôpitaux et les familles des soldats décédés. Il fut justifié par le fait que les étrangers n'avaient pas de famille à charge en Espagne et qu'ils recevaient beaucoup de colis[493]. D'autre part, les étrangers étaient présentés comme « habitués à un niveau de vie supérieur à celui de l'intendance espagnole » et les retenues effectuées servirent à construire différents services de la Base des Brigades Internationales (cantonnements, bureaux, magasins, etc.) sans demander de crédits supplémentaires[494]. Mais la justification principale portait sur la nécessité de proposer des régimes alimentaires différenciés :

> La ration alimentaire du soldat est déterminée par les habitudes alimentaires du peuple auquel il appartient. Tel peuple mange plus de sucre que tel autre. Tel autre mange plus de viande, tel autre encore moins de pain et plus de pomme de terre, tel autre boit du vin et tel autre du thé. Qu'on le veuille ou non, si l'on veut conserver aux Brigades internationales toutes leurs qualités militaires, il convient de respecter ces habitudes. Actuellement, l'État-major des Brigades internationales s'y efforce. Il fournit du thé et des aliments sucrés, confiture, chocolat, aux bataillons anglais et américains. Il fournit de la viande en supplément aux Français. Il augmente la ration de légumes (macaronis,

[490] Dès le 20 octobre selon d'autres documents. Le payement passait par la trésorerie du *5° Regimiento*, via le commandant Félix de los Santos, habilité comme payeur des Brigades internationales.
[491] André Marty parlait ainsi de « haute paie » devant l'ECCI du Komintern. RGASPI 495.18.1179 : *Question espagnole. Premières propositions par André Marty. Les conditions politiques et militaires de la victoire*. 2 mars 1937.
[492] Le 20 janvier 1937, le prêt devint invariable et fut fixé à 7 pesetas par jour au front et 6 à la Base.
[493] RGASPI 545.1.9 : *Compte rendu de Gallo de la réunion du conseil militaire la Base du 28 février 1937*. Madrid, 1er mars 1937, p. 2.
[494] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, Annexe 75 « Situation financière des Brigades internationales ».

pommes de terre, etc.) aux Polonais et aux Italiens. Il peut le faire, parce qu'il dispose des sommes qu'il retient sur la solde des volontaires[495].

En janvier 1937, le Ministère exigea le retour des XIème et XIIème dans la trésorerie des Brigades et refusa de verser les soldes de ce mois, arguant de la retenue injustifiée opérée et de quelques autres montages financiers opaques[496]. Le mois suivant, Albacete recevait en plus l'ordre de rembourser un demi-million de pesetas indûment perçues, fait d'ailleurs non contesté par la Base[497]. Du fait de l'ajout de divers autres problèmes d'intendance (dont la désertion du trésorier de la XIIème brigade avec la solde mensuelle des soldats), la Base se retrouva proche de la banqueroute tandis que deux brigades n'avaient pas reçu leur solde[498]. Les Brigades internationales n'eurent d'autre choix que de s'incliner. La décision du retour à une paye homogène fut prise le 28 février 1937 ; la solde fut dès lors versée dans son intégralité aux membres étrangers comme espagnols des Brigades internationales[499]. Aux énormes problèmes financiers des Brigades internationales s'étaient ajoutées les récriminations des volontaires non payés. De toute urgence des administrateurs furent envoyés en mission de conciliation et d'inspection dans les brigades au front[500].

Les projets hégémoniques de création de nouvelles brigades furent contrecarrés par ces problèmes financiers, tel le dédoublement de la XIIème brigade non reconnu par la trésorerie militaire[501]. De plus, l'opacité des comptes et les dissimulations obligèrent le gouvernement à sévir : le 26 août 1937, la trésorerie des Brigades était placée de force sous contrôle direct de l'armée républicaine[502].

---

[495] RGASPI 545.2.46 : *Ordre de mouvement n°78.* Albacete, février 1937.
[496] RGASPI 545.2.45 : Modification à la décision n°18 du 16 janvier 1937 concernant le prêt aux officiers. 3 février 1937 ; 545.2.46 : *Ordre de mouvement n°78*, Albacete, février 1937.
[497] RGASPI 545.2.46 : *Note sur les conditions financières dans lesquelles se trouvent les Brigades internationales.* 16 février 1937.
[498] Entre octobre 1936 à juillet 1937, 50 millions de pesetas furent retenus sur la paye des soldats, dont 16 à 17 millions pour les infrastructures et 25 à 30 millions pour les extras alimentaires, le reste servit de trésorerie. SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman sobre la Base de las Brigadas Internacionales (1936-1937) » in *Estudios de Historia Social* n°50-51, 1989, p. 425.
[499] L'ancien système de retenue fut remplacé par un système de coopératives dans les brigades, normalement non obligatoire mais la décision ne fut pas uniformément appliquée, certains hauts responsables ayant donné des instructions contraires. RGASPI 545.1.9 : Compte rendu de « Gallo » de la réunion du conseil militaire la Base du 28 février 1937. Madrid, 1er mars 1937, p. 3.
[500] RGASPI 545.1.44 : Courrier de « Gallo » à Vinkler (Commandant de la Commission des cadres) du 25 mars 1937.
[501] RGASPI 545.1.73 : *Índice de informe sobre la actividad de la XIIe y de la XIIe Garibaldi*, p. 187.
[502] RGASPI 545.2.56 : *Base orgánica de las Brigadas Internacionales. Jefatura. Ordre du jour n°98 À tous les chefs de brigada, divisions et services de la base*. Albacete, 26 août 1937.

Les interventions du Ministère pour limiter l'influence du parti communiste dans les Brigades internationales furent bien moins couronnées de succès.

3. L'impossible dépolitisation des Brigades internationales

La chute du gouvernement Caballero et l'investiture du docteur Negrín comme Président du Conseil des Ministres le 17 mai 1937 provoqua de nouveaux problèmes pour les Brigades internationales. Le nouveau ministre de la Défense Nationale, Indalecio Prieto, s'occupa immédiatement de dépolitiser l'EPR[503]. Le 5 octobre 1937, tous les comités politiques présents dans l'armée devaient être supprimés tandis qu'un autre décret proscrivait les réunions et les meetings politiques au sein des forces armées[504]. Ce fut naturellement le corps des commissaires politiques, et par conséquent le Commissariat général, qui fut la cible de cette campagne de « dépolitisation » de l'armée. Le Commissariat devait être réformé pour devenir un organe dépolitisé et un simple lien entre pouvoir politique et militaire[505]. Prieto obtint de plus la démission du cryptocommuniste Del Vayo de la tête du Commissariat Général de guerre et son remplacement le 18 novembre 1937 par un proche, Crescenciano Bilbao.

La lutte contre le « partitisme[506] » dans l'armée s'accrut en janvier 1938 et les Brigades internationales furent alors particulièrement visées. Cette intention était intégralement liée à l'hispanisation de ces dernières ; ce n'était pas les volontaires étrangers qui étaient directement visés mais les milliers de recrues espagnoles à propos desquelles Prieto et Bilbao s'inquiétaient du prosélytisme militant du PCE.

L'action de Bilbao fut soutenue par la nomination en septembre 1937 du colonel Antonio Gómez de Salazar, également un proche du ministre, comme commandant en second de la Base des Brigades internationales, et celle du colonel espagnol Verdu y Verdu comme

---

[503] L'attention de Prieto se porta également sur les interférences du sinistre Servicio del extranjero du PSUC et des interventions du NKVD au sein du Departamento Especial de Información del Estado (DEDIDE) et du SIM. HUBER (Peter) et UHL (Michael), « Die Internationalen Brigaden : politische Überwachung und Repression nach Sichtung der russischen und westlichen Archivaren » in *Ebre 1938. Revista Internacional de la Guerra Civil (1936-1939)* n°11, décembre 2004, p. 14.

[504] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular de la República*, Tome 3, Madrid, La esfera de los libros, 2006 [1973], p. 2120 ; RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste…*, *op. cit*., pp. 404-405.

[505] COMIN COLOMER (Eduardo), *El Comisariado político en la guerra española* 1936-1939, Madrid, San Martin, 1973, pp. 140-141.

[506] Néologisme issu de l'espagnol couramment employé dans la documentation des Brigades internationales.

chef d'état-major, spécialement chargé de mettre la Base d'Albacete sous coupe réglée[507]. Le Commissaire général reprochait aux Brigades internationales de truquer leurs statistiques et de gonfler le nombre de communistes parmi les Espagnols afin de justifier du prorata de commissaires politiques communistes en leur sein. Crescenciano Bilbao refusait en effet d'admettre qu'il y ait si peu de socialistes parmi les recrues et qu'il ne pouvait s'agir que d'un escamotage ou bien la preuve d'affiliations forcées dans le PCE[508]. L'existence non réglementaire de commissaires dans des subdivisions inférieures à la compagnie, socle de l'architecture communiste dans les Brigades internationales, éveillait également la suspicion.

Dans l'ordre du jour du CGG n°212 du 21 janvier 1938, les Brigades internationales étaient directement accusées d'être sous la domination d'un unique parti politique et soumises de surcroît à des influences venues de l'étranger :

1) On nous dénonce des cas de pression sur des volontaires pour les faire passer d'un parti à un autre.
2) On nous dénonce des cas d'introduction arbitraires et inadmissibles d'éléments étrangers à nos brigades qui, au nom d'un Parti politique prétendent dicter des ordres aux militants, et par-dessus les organismes réguliers politiques et militaires.
3) On nous dénonce des cas de favoritisme en faveur de certains courants politiques et l'assignation de postes de commandement et dans les promotions
4) On nous dénonce des cas de favoritisme dans la nomination et dans la promotion en faveur de camarades internationaux au dépend de camarades espagnols de nos unités.
5) On nous dénonce des cas dans lesquels nos brigades ont exercé des droits judiciaires qui ne sont pas reconnus par la loi et par le règlement de l'Armée espagnole[509].

L'objectif était de tenter de freiner l'hégémonie du parti communiste qui reposait sur deux puissants facteurs : la presse des bataillons et le dense quadrillage des commissaires et délégués politiques[510]. L'ordre du jour cinglant de janvier 1938 fit l'effet d'une décharge électrique, les Brigades internationales se réformèrent immédiatement. Luigi Longo prit soin de donner des instructions claires aux commissaires politiques. Les représentants politiques extérieurs à l'organigramme militaire officiel ou au Commissariat ne devaient, sous aucun

[507] SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular...*, Tome 3, *op. cit.*, p. 2895 ; RGASPI 545.2.35 : *Informe* S.d. [Marty, 1938], p. 3.
[508] RGASPI 545.1.2 *: Док Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, pp. 262-264.
[509] RGASPI 545.1.41 : *Traduction. Aux camarades commissaires politiques des BI.* Le CDG – Inspecteur des BI, Luigi longo. Barcelone, 1er janvier 1938.
[510] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott. Les volontaires anglais en Espagne …, op. cit.*, p. 17.

prétexte, intervenir ou interférer dans les Brigades internationales[511]. Il était également rappelé que les commissaires avaient désormais interdiction de prendre la parole lors de manifestations politiques. L'application du décret sur l'apolitisme se traduisit également par la liquidation de la section Propagande et du service de presse en décembre 1937, et par conséquent de la suppression de la plupart des journaux de bataillons[512]. En janvier 1938, le PCE donnait ses propres consignes de dissimulation du travail du Parti dans les Brigades internationales et plongeait sous périscope[513].

L'application de la dépolitisation fut très mal comprise et acceptée par les volontaires étrangers. Il est probable que les cadres politiques et militaires des Brigades internationales ne firent pas grand-chose pour justifier et accompagner l'action du ministère auprès des volontaires. Cependant, il est indéniable que l'application soudaine de la consigne de dépolitisation déstructura profondément l'architecture interne, souvent empirique, des petites unités où le Parti s'était confondu avec l'écorce militaire[514]. Le décret du « légalisme » de Prieto, mot souvent employé pour remplacer « dépolitisation », n'eut aucun résultat concret contre l'hégémonie du Parti communiste dans les Brigades internationales, comme dans le reste de l'EPR d'ailleurs. Bien au contraire, il participa à affermir les attaques des communistes contre le ministre de la Défense Nationale avec le soutien des volontaires étrangers, évidemment convaincus par les « charlas » au vitriol des mêmes commissaires politiques que le ministre avait voulu soumettre. D'autre part, il permit au PCE de revoir son organisation dans les Brigades internationales et d'y agir plus subtilement[515].

Ces points d'achoppement entre le gouvernement et les Brigades internationales furent presque tous réglés par l'application du décret de régularisation de septembre 1937 et la perte de pratiquement toutes leurs spécificités et la plupart de leurs avantages.

---

[511] RGASPI 545.1.30 : *A los camaradas Comisarios Políticos de las Brigadas Internacionales*. Par Luigi Longo. Barcelone, 1er janvier 1938.
[512] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, p. 270.
[513] RGASPI 545.2.39 : *Bericht an das ZK der KPD*, par Heinrich Rau, 10 juin 1938.
[514] RGASPI 545.1.27 : Lettre d'Alfred Rannet, secrétaire du groupe communiste de la batterie franco-belge de la XIVème Brigade, à Luigi Longo. 17 mai 1937.
[515] Voir *supra* chapitre 17.

D. Statuer pour encadrer, légiférer pour circonscrire, ségréger pour échanger

Dès la mise sur pied des Brigades internationales, leurs fonctions exactes, statuts et finalités, étaient assurément placées dans une complète ambiguïté. Cette situation équivoque se retrouve d'ailleurs clairement dans les propos confus tenus le 27 novembre 1936 par André Marty devant les commissaires politiques des XIème et XIIème brigades :

> La situation administrative et militaire des Brigades internationales est exactement la même que celle qu'avait la Légion étrangère dans l'ancienne armée espagnole et dans l'armée française. Il ne s'agit donc pas de la constitution d'une armée dans l'armée régulière, mais d'unités spéciales, d'une valeur militaire élevée qui restent cependant sous l'autorité de l'état-major général de l'armée[516] .

Pourtant, cette « situation de légion étrangère » n'était pas une évidence pour la plupart des volontaires, loin s'en faut. À rebours de ce discours d'André Marty, leurs hôtes espagnols perçurent ses « unités spéciales » de plus en plus comme une armée dans l'armée. Tandis que le gouvernement de Largo Caballero avait laissé faire, le nouveau ministre de la Défense Nationale Indalecio Prieto s'occupa immédiatement de circonscrire cette étrange légion internationale.

1. Une innommable Légion étrangère

Les relations entre l'état-major républicain et les Brigades internationales s'étaient singulièrement détériorées au printemps 1937. Il est fort probable que les engagements infructueux mais terriblement sanglants des bataillons étrangers aux batailles de Pozoblanco, Valsaín, Huesca puis surtout à Brunete aient largement participé à ces aigreurs, tout autant que les désaccords financiers et les réclamations de part et d'autre. On reprochait aux Brigades internationales leur manque de mordant et d'efficacité, tandis que les militaires confédéraux considéraient qu'on les traitait avec trop de faveurs[517]. Inversement, ces dernières se plaignaient d'être perçues par « les cercles d'officiers supérieurs de l'armée espagnole, sans distinction de partis ou à peu près […] comme un corps étranger », « une bande de gêneurs », voire comme « une légion étrangère, une armée de mercenaires se battant pour de

[516] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne …*, Annexe 43, *op. cit.*
[517] SANTILLAN (Diego Abad de), *¿Por qué perdimos la guerra…,* op. cit., p. 132.

l'argent et qui partant n'ont qu'un droit : celui d'obéir »[518]. Pour le chef de l'État-major des Brigades internationales, ce traitement constituait une « injure » aux convictions antifascistes des volontaires et venait justifier l'opinion répandue chez les « militants internationaux » d'être traités comme une « légion étrangère bonne à être sacrifiée, sans qu'on ait à prendre des ménagements avec elle »[519].

Le 9 juillet 1937, la Base d'Albacete recevait par erreur une série de télégrammes issus du chef de l'état-major de l'armée de terre et du chef de l'EMC, à la suite d'une confusion de destinataires, ou bien du fait du zèle d'un agent des transmissions acquis au parti communiste. Les Brigades internationales constituaient le sujet de ces échanges et le propos était sévère : l'administration était qualifiée de « non réglementaire », leur commandement « d'inadéquat » et leur emploi tactique de « mauvais »[520]. Les deux états-majors estimaient qu'il était urgent de revoir drastiquement l'organisation des Brigades internationales en ne conservant que les bataillons étrangers, avec l'accord du Ministère[521]. L'intention était limpide, il s'agissait de supprimer la Base des Brigades internationales et de reprendre la main sur les éléments militaires, dits internationaux, contrôlés par cette dernière. Ce projet, s'il avait été mené à son terme, aurait signifié la fin du recrutement de volontaires étrangers organisé à l'étranger et aurait permis de rassembler en des bataillons éphémères l'ensemble des étrangers encore présents sur le territoire de la République.

Évidemment, les Brigades internationales protestèrent avec véhémence face à cette « provocation » et le projet fut remanié, très sûrement du fait d'un veto soviétique et de pressions du PCE. L'engagement massif des Brigades internationales durant la bataille de Brunete mit un terme à cette réflexion mais l'alerte avait été donnée et Albacete retint la leçon. Il fallait prévenir une réforme qui tôt ou tard surviendrait, dans un climat hostile, en proposant par avance un plan de restructuration acceptable pour le ministère mais garantissant la pérennité du projet politique incarné par les Brigades internationales.

---

[518] RGASPI 545.2.33 : *Note confidentielle sur la situation des Brigades Internationales à fin juillet 1937*. Par Vital Gayman. [été 1937] pp. 1-2.
[519] *Idem*, p. 2.
[520] *Ibidem,* p. 16.
[521] RGASPI 545.2.54 : Base des Brigades Internationales – Comandancia. Memorandum…*, op. cit.*

Vers la mi-juillet 1937, la Base d'Albacete décida de son propre chef d'une profonde réorganisation interne[522]. Les Brigades internationales furent entièrement recomposées par un rétrécissement sur les cinq brigades « historiques » au lieu des sept existantes, notamment pour couper court aux accusations d'extension permanente du dispositif initial. D'autre part, la Base tentait de justifier sa propre existence par un quadruple rôle de centre logistique (centrale recevant pour partie de l'étranger son ravitaillement et ses effectifs), de mobilisation (région militaire entendue comme une subdivision du centre de mobilisation d'Albacete), de formation (écoles de spécialisation) et comme direction des hôpitaux militaires internationaux (SSI). Le projet de statut porté par le ministère était, quant à lui, bien plus drastique encore.

2. Rassembler les combattants étrangers dans une formation unique

Conséquemment aux directives de la circulaire ministérielle du 19 juin 1937 ordonnant le regroupement des volontaires étrangers dans les Brigades internationales, une petite partie des étrangers des ex-divisions catalanes rejoignit effectivement Albacete entre mai et juillet 1937, comme les derniers reliquats étrangers de Bilbao. La circulaire servit en outre de prétexte à certaines unités espagnoles pour se débarrasser de cadres ou d'instructeurs étrangers[523]. La Base d'Albacete redouta tout d'abord que cela ne signifia l'arrêt *sine die* de son activité de région militaire, c'est-à-dire le retour aux bataillons strictement étrangers et la cession des conscrits espagnols qu'elle encadrait. Elle parvint, sûrement par relations et avec l'appui du PCE, à éviter cet état de fait. Le changement objectif du rôle des Brigades internationales et l'échec des projets concurrents de brigades internationales catalanes ne rendaient plus aussi nécessaire la recherche du monopole. Albacete avait certes demandé le contrôle de tous les autres étrangers présents sur le territoire de la République mais non leur réception obligatoire[524]. Les Brigades internationales n'avaient aucune envie de recevoir des centaines de volontaires étrangers souvent hostiles, dont l'intégration aurait causé de nombreux problèmes politiques et disciplinaires. Soulignons que les étrangers concernés

[522] RGASPI 545.2.1 : Base de las Brigadas internacionales Estado Mayor. *An den Comandanten* (sic) *der Base. Auf Grund des Berichtes des provisorischen Chefs der Kaderabteilung Kameraden FERNANDO wird nachfolgander Tagesbefehl gegeben*. Albacete, 5 octobre 1937.
[523] RGASPI 545.2.54 : *Base des Brigades Internationales – Comandancia. Memorandum…, op. cit.*
[524] RGASPI 545.2.1 : *Base de las Brigadas internacionales Estado Mayor*. *An den Comandanten* (sic) *der Base. Auf Grund des Berichtes des provisorischen Chefs der Kaderabteilung Kameraden FERNANDO wird nachfolgander Tagesbefehl gegeben*. Albacete, 5 octobre 1937.

furent, dans les faits, uniquement les non-hispanophones, élément absent du texte de la circulaire[525].

Le 24 juillet 1937, un projet de statut était proposé par Albacete au gouvernement républicain. Il précisait plusieurs éléments déterminants sur les droits et les devoirs de ses membres et sur les délimitations des prérogatives de la Base. Le document insistait en préambule sur le caractère spécifique des Brigades internationales, composées de « volontaires antifascistes envoyés par les organisations de leur pays et incorporés dans l'armée régulière espagnole[526] ». Il actait également l'hispanisation des brigades, « en unités mixtes espagnoles et internationales au mieux des intérêts et des exigences militaires ». Sauf en quelques points mineurs, la Base était intégralement maintenue dans les prérogatives qu'elle assurait et proposait une direction entièrement composée de ses propres représentants. D'une certaine manière, ce projet actait un fait accompli en demandant simplement la régularisation de la situation prévalant jusqu'ici.

Ce plan fut logiquement refusé le 23 août mais il permit néanmoins à Albacete d'obtenir une solution de compromis en évitant la dissolution pure et simple de la Base dont rien ne justifiait le maintien. Le 27 septembre 1937, le décret final était ratifié par Indalecio Prieto et régularisait définitivement la présence, le périmètre et les prérogatives des Brigades internationales au sein de l'EPR[527].

3. Un statut juridique définitif à l'inverse aux postulats initiaux

Ce décret inscrivit dans le marbre le remplacement du Tercio par cinq « brigades internationales » dans le sein des forces armées de la République espagnole. Leur nature et fonction étaient désormais déterminées comme analogues aux régiments étrangers traditionnels, c'est-à-dire ceux « que con diferentes nombres existen en los Ejércitos de casi

[525] Les combattants latino-américains, mais également portugais et les binationaux espagnols combattants dans l'EPR, ne furent pas versés dans les Brigades internationales et, en l'état des connaissances des archives, aucun document n'atteste le fait que cette possibilité leur ait été proposée.
[526] RGASPI 545.2.1 : *Base des Brigades Internationales – Comandancia. Projet de statut des Brigades Internationales. Volontaires internationaux. Direction des brigades internationales*. Albacete 24 juillet 1937.
[527] RGASPI 545.2.2 : *Comisariado General de Guerra - Orden del día 27 de septiembre 1937*. Valence. Voir la traduction en Français in SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas..., op. cit.*, Document 1 : *Circulaire du ministre de la Défense nationale espagnole dotant les Brigades internationales d'un statut officiel*, pp. 342-345.

todos los países[528] ». Nulle mention ou même évocation ne figure à propos de leur caractère politique exceptionnel ni de leur représentation de la solidarité internationale. Enfin, elles étaient considérées comme des unités d'emploi offensif dont le rôle ne se limiterait pas à la guerre en cours : « Las Brigadas Internacionales se emplearan tácticamente como de primea línea, y en todos los servicios de paz y guerra sin otro limite que el de su utilidad militar[529] ». Partant, peut-on imaginer que les Brigades internationales auraient été déployées dans les confins marocains, flanquées de Tabors de *Regulares,* en cas de victoire républicaine ?

Les volontaires étaient désormais engagés pour la durée de la campagne et avaient la possibilité d'obtenir la nationalité espagnole sur demande et sur dossier. Les « nouvelles » Brigades internationales reprenaient le principe traditionnel des régiments étrangers ou « de marche », rattachés à une subdivision de l'Armée de Terre, comme les Légions étrangères française et espagnole. Dans les deux Légions étrangères susdites, les effectifs reposaient sur un contingent d'étrangers, majoritaires ou non suivant les époques, encadrés par des officiers nationaux ou par quelques cadres étrangers officiant « à titre étranger ». Dans le cas des Brigades internationales, le système était inversé puisque des étrangers encadraient des nationaux majoritaires.

Les imprécisions et omissions étaient de fait fort nombreuses dans le décret, probablement volontairement, ce fut notamment le cas à propos des formations et organes « utiles » des Brigades internationales, telles que les groupes d'artillerie, le Régiment du Train ou les hôpitaux internationaux, qui furent progressivement transférés sous la tutelle directe de l'EPR ou de la *Jefetura de Sanidad*. Comme le signalait le mémorialiste polonais et ancien médecin du SSI, Seweryn Ajzer (G.E Sichon) dans un article remarquable et méconnu consacré à la Base d'Albacete en 1986, la liquidation de la Base d'Albacete s'effectua méthodiquement et par étapes, et ses ramifications nombreuses découpées les unes après les autres[530].

La Base d'Albacete n'était plus reconnue comme une région militaire mais comme un simple dépôt doté d'une administration subsidiaire. Un organisme de liaison fut imposé ainsi que l'obligation de voir 50% de ses cadres nommés par le ministère. La suppression

[528] *Qui sous des noms différents existent dans les armées de quasiment tous les pays.* Ce qui est inexact, seules la France et l'Espagne disposaient d'une formation à recrutement semi-étranger dans leur armée en 1936.
[529] *Les Brigades internationales seront employées tactiquement comme troupes de première ligne, en temps de paix et de guerre, sans autre limitation que celle de leur utilité militaire. Idem.*
[530] AHPA Index 63196 : Dossier G.E Sichon (Pologne) Expedientes 12/3 a 12/11. Article de Seweryn Ajzer *La base des Brigades internationales à Albacete*, document dactylographié, 1986, p. 13.

proprement dite de la Base d'Albacete ne fut effective qu'en mai 1938, après son déplacement à Horta en Catalogne. Les services d'intendance et le SSI furent immédiatement supprimés ou réorientés vers l'EPR. L'intention était d'en finir enfin avec le quasi-monopole de la Base sur le ravitaillement et l'assistance sanitaire issus de la solidarité internationale.

Le 11 octobre 1937, La *Inspección General de la Sanidad Militar* obligea les Brigades internationales à dissoudre le SSI dans un nouveau dispositif directement rattaché à la Santé militaire de l'EPR, l'*Ayuda Medical Extranjera* (AME). Après avoir tenté pendant trois mois de limiter cette réforme, Albacete dut céder en janvier 1938[531]. Tous les hôpitaux internationaux passèrent sous le contrôle de l'AME et n'eurent plus pour objet principal d'accueillir les blessés étrangers. Si les Brigades internationales acceptèrent d'abandonner à l'armée républicaine la direction de leurs services de santé en Espagne, elles étaient loin de céder sur leurs liens étroits avec les comités de solidarité. Albacete conserva la haute main sur les ramifications extérieures, soit les comités d'aide à l'Espagne. Les hôpitaux furent réorganisés de rationnellement en liaison avec les comités étrangers[532].

La réaction d'Albacete au décret de septembre fut, on s'en doute, fortement contrastée. L'essentiel était sauf, mais, le 9 octobre 1937, les Brigades internationales réclamèrent la modification de nombreux points du décret au ministre de la défense nationale[533]. Albacete y demandait la restitution des autres unités de formation internationale non comprises dans le décret et le maintien des hôpitaux sous leur juridiction et, de nouveau, la tutelle sur « toutes les institutions sanitaires appuyées et parrainées par l'aide internationale »[534].

---

[531] SHN AGMAV ZR Índice del ministerio de defensa nacional C 312 Cp 4 D1 /2. Ordre du chef de la section AME et du chef de la Sanidad de l'Armée de Terre. Barcelone 28 janvier 1938 (Traduction) ; RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, p. 251.

[532] Soit précisément : les comités d'aide américains à Tarancon, Castillejo-Saelices, Villa Paz-Saelices, et l'hôpital Domanski Dubois (ancien Casa Roja) à Murcie ; le comité d'aide anglais à Huete et Valdeganga ; le comité d'aide Hollandais à Villanueva de la Jara ; pour les groupes allemands et autrichiens : Federica Montseny (ex Universidad)-Murcie ; le comité d'aide français à l'hôpital Pasionaria et Paul Vaillant Couturier (ex Radio) – à Murcie ; pour les groupes polonais et roumains : Orihuela. AHP Albacete - *Brigadas Internacionales*. Legajo 63248 caja n°67. Archivo bulgaro, sanidad y boletines. *Projet des instructions pour l'exécution de l'ordre circulaire du Ministère de la Défense Nationale du 23 septembre 1937 (Journal Officiel n°232).* Par le Chef du Service Sanitaire International (SSI). Albacete, le 11 octobre 1937 ; SHN AGMA MDN *Ejército de Tierra* C.1094 Cp. 11 D/5 Ministerio de Defensa Nacional - Ejercito de Tierra - Inspección General de Sanidad. *Lettre de l'inspecteur général de la santé J. Bejarano au chef de la santé des Brigades internationales*. Barcelone, 24 janvier 1938 ; D2/3 Inspección General de Tierra. *La reorganización de la Sección de Ayuda Medical Extranjera con estas directrices, deberá realizarse dentro del mes en curso*. Barcelone, 24 janvier 1938.

[533] RGASPI 545.2.34 : Courrier de Bielov (commandant de la base des BI), « Gallo » et Lampe (CG de la Base) à Indalecio Prieto, ministre de la Défense Nationale. Albacete, 9 octobre 1937.

[534] *Idem*.

Ce fut le point 10, relatif au recrutement, qui suscita le plus d'inquiétude. En effet, aucun critère particulier n'avait été établi sur le profil des volontaires étrangers, ce qui revenait de fait à reprendre les principes de recrutement de la Légion étrangère d'avant-guerre. Bielov, nouveau commandant de la Base d'Albacete, demanda à ce que « leur signification politique de la solidarité internationale antifasciste de tous les peuples» soit au moins perceptible dans la spécificité de leur recrutement, en s'appuyant sur une contradiction présente dans le texte du décret (appelé à tort circulaire) :

> Dans ce but, et en application de la circulaire elle-même qui dit que les dispositions de la Loi de 1920, qui étaient valables pour le Tercio, ne sont pas applicables aux volontaires qui combattent héroïquement dans nos Brigades internationales, et pour établir une nette séparation avec le Tercio, qui s'est soulevé en Juillet 1936 contre la République, nous estimons qu'il est nécessaire de donner des instructions précises pour empêcher le recrutement d'éléments déclassés, hors la loi, etc. Nous proposons que la base des BI ait le droit de soumettre au Gouvernement l'exclusion des Brigades de tous les éléments indignes de combattre sous les insignes des Brigades et sous le drapeau de la République pour la liberté et l'indépendance de l'Espagne[535].

Le gouvernement républicain n'y donna aucune suite mais, faute de mieux, le fonctionnement du recrutement demeura ce qu'il avait été jusque-là, sous le contrôle des organismes mis en place par le Komintern à Paris et par les Brigades internationales à Figueras.

La prise de connaissance du décret suscita des remous parmi les combattants, beaucoup étant abasourdis de ne plus être considérés comme des volontaires venus librement par solidarité prolétarienne et antifasciste et d'être si mal remerciés[536]. Avec beaucoup de précautions, il fallut expliquer aux volontaires internationaux qu'ils n'étaient pas devenus synonymes de « volontaires étrangers »[537]. Afin de mieux faire admettre la chose, le Commissariat des Brigades internationales mit l'accent sur une nouveauté (permise par l'article 5 du décret) : le port d'un symbole distinctif réservé aux Internationaux. Profitant du flou relatif sur le choix de l'emblème, les Brigades internationales fabriquèrent la fameuse « Étoile à trois branches », « symbole du front populaire mondial » et l'annoncèrent aux volontaires comme la preuve de la reconnaissance du peuple espagnol et du maintien de leur caractère spécifique d'Internationaux[538]. Ce signe distinctif emblématique fut donc adopté au

---

[535] *Idem*.
[536] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit.*, pp. 254-256.
[537] RGASPI 545.1.73 : *Indice de informe sobre la actividad de la XII*ème *y de la XII*ème *Garibaldi,* p. 401.
[538] « Nos droits et nos devoirs » par « Gallo » in *Le Volontaire de la Liberté* n°27 du 28 octobre 1937, pp. 12-13.

moment où ces dernières étaient reléguées au rang du défunt Tercio et où le singulier volontaire antifasciste devenait statutairement un soldat étranger régulier.

Une fois encore, le point de vue synthétique d'Henri Morel s'avère éclairant pour résumer la grande réforme des Brigades internationales d'automne 1937 :

> Ce n'est plus l'armée indéfiniment extensible d'une croisade, dont l'importance croît ou décroît comme l'enthousiasme international. C'est une Légion étrangère qui remplace l'autre légion qui a trahi. On se réfère au décret qui constitua le Tercio, héritier lui-même de la Légion étrangère que la Monarchie de juillet céda à l'Espagne. On se rattache à une tradition : on régularise un expédient. On limite dans l'armée nationale républicaine la place donnée aux étrangers : en la limitant, en la codifiant, on l'assure, en vue des discussions prochaines[539].

Cette improbable situation statutaire n'eut en effet pas seulement pour intention de régler des conflits de compétences. Il fallait faire exister juridiquement les Brigades internationales pour leur donner une valeur diplomatique.

E. Les Internationaux, acteurs et monnaie diplomatiques

Le décret de septembre signifiait en réalité moins une agrégation statutaire qu'une ségrégation définitive du volontariat étranger dans l'armée populaire républicaine, en vue d'une séparation. Dès l'hypertrophie du volontariat international provoquée par la survenue des Brigades internationale, les volontaires étrangers étaient devenus un élément majeur des interactions diplomatiques internationales autour de la guerre d'Espagne. Il est en effet évident qu'en plus de mettre au pas une véritable armée privée dépendant du PCE, il s'agissait pour Prieto, et surtout pour Negrín, d'une étape dans la préparation juridique d'un acte diplomatique, en substance le retrait négocié des combattants étrangers. En conséquence, la masse des étrangers, notamment ceux venus en nombre des démocraties influentes sur la scène internationale, devinrent une pièce importante de la diplomatie républicaine et une véritable monnaie d'échange.

L'automne 1937 constitue pour l'ensemble de la bibliographie de la guerre civile un moment charnière du conflit et une période cruciale pour la République espagnole. En

---

[539] SHD 7 N 2755 : *Le Lt Col Morel attaché militaire auprès de l'Ambassade de France en Espagne à Monsieur le ministre de la Défense nationale et de la Guerre. Objet : Nouvelle organisation des Brigades internationales*. Valence le 29 septembre 1937.

septembre 1937, tandis que les Brigades internationales étaient à peu près hors combat, après l'échec des offensives estivales, la situation dramatique de la poche asturienne occupait toute l'attention. Les effectifs étrangers étaient au plus bas et le recrutement extérieur en voie d'épuisement. Durant le même temps, la situation diplomatique de la République connut une embellie à l'été 1937, la non-intervention semblait enfin faire la démonstration de sa dimension de farce tragique[540]. Pour l'Espagne républicaine, la solution passait désormais par la SDN.

1. La constitution d'une monnaie d'échange diplomatique : décembre 1936 - mai 1937

En décembre 1936, la situation prévalant au Comité de non-intervention de Londres s'était considérablement dégradée en défaveur de la République. Ses moyens de pression sur le Comité étaient pour ainsi dire inexistants et son seul soutien au sous-comité, l'URSS, s'était retiré en octobre. L'afflux massif et inattendu d'étrangers en Espagne et, surtout, l'attention particulière des chancelleries, et des opinions publiques, sur ces derniers constituaient une occasion tangible d'agir sur la corde passée au cou de la République par les démocraties européennes. Le 26 décembre 1936, le Ministère de la guerre fit savoir qu'à partir de ce jour les demandes de retour ou de séjour à l'étranger dépendraient de son autorité directe et non plus des organismes jusqu'ici concernés (partis, organisations syndicales et Base d'Albacete)[541]. Le 1er mars 1937, toute sortie du territoire républicain fut proscrite jusqu'à nouvel ordre et des directives furent données en ce sens aux postes frontières :

> En raison de la décision prise au Comité de Londres de ne (plus) laisser entrer de volontaires en Espagne, la sortie des volontaires (étrangers) est absolument interdite sauf cas spéciaux ou exceptionnels. Vous devez empêcher par tous moyens et avec le concours des policiers et [gardes] d'assaut la sortie de ces volontaires[542].

Cette disposition survenait à l'acmé de la grande vague de désertion qui conduisit des centaines de volontaires, en majorité français, belges et britanniques, vers Madrid, Valence et Alicante. Dès le 11 janvier 1937, le ministre des Affaires étrangères de la République

---

[540] BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances 1931-1939*. Paris, Berg, 2000, p. 316.
[541] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole Les Brigades Internationales en Espagne …, op. cit.*, Annexe 24. Compagnie de jour, patrouilles en ville. 27 décembre 1936.
[542] CADN Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. *Télégramme de M. Barbier n°135*. Valence, 1er mars 1937. Traduction des services consulaires.

française, Yvon Delbos, avait fait remettre une note au gouvernement espagnol protestant contre le fait que des citoyens français soient « retenus contre leur gré » et qu'ils ne puissent quitter librement l'Espagne, tandis que le gouvernement français n'avait pas « mis obstacle à l'entrée de Français en Espagne, sans égard à leur intention d'y participer aux opérations militaires »[543]. En corrélation avec les négociations en cours au Comité de Londres, la question des déserteurs prit une acuité singulière et provoqua une crise grave avec la France jusqu'en mai 1937.

De la fin décembre 1936 à début mars 1937, les évacuations de déserteurs avaient pu s'effectuer « en grand nombre et au grand jour » vers le port de Valence, à l'aide de laissez-passer diplomatiques[544]. Mais la situation se crispa brutalement avec les mesures de rétorsion adoptées par le gouvernement espagnol contre la fermeture de la frontière. Les évacuations et embarquements donnèrent lieu à des incidents de plus en plus graves et furent suspendus[545]. Les locaux des ambassades de France constituèrent bientôt un piège pour les ex-volontaires, qui venaient s'entasser avec des centaines d'autres réfugiés, des civils espagnols et étrangers. Aux protestations de la France, le gouvernement républicain répondit par la voix du ministre des Affaires étrangères, Alvarez de Vayo, en rappelant que la France elle-même disposait d'unités régulières formées sur une base de volontaires étrangers et « que les volontaires ainsi recrutés doivent partout se conformer au Code de justice militaire et que ce dernier punit nécessairement la désertion comme un délit[546]». Il affirmait de plus le droit du Gouvernement espagnol à « disposer des forces en question pendant la durée de l'engagement sans aucune ingérence des représentants diplomatiques des pays d'origine des militaires intéressés[547]».

En avril, une seconde crise, plus grave, fut provoquée cette fois par les autorités des Brigades internationales, qui entreprirent une stratégie très agressive vis-à-vis des locaux diplomatiques, notamment français, dans l'espoir de récupérer, et de ramener à la raison, les déserteurs qui s'y trouvaient[548]. Les conséquences des décisions du gouvernement républicain des 26 décembre 1936 et 1er mars 1937 ne furent pas immédiatement comprises par les

---

[543] CADN Madrid Ambassade Série B - Dossier 562 Guerre civile. [Du ministre des Affaires Étrangères au] Chargé d'affaires français de Valence. Paris, 11 janvier 1937.
[544] CADN Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. Télégramme de M. Barbier n°153. Valence, 5 mars 1937.
[545] *Idem*. Télégramme de M. Barbier n°195, Valence, 25 mars 1937 ; BARBIER (Jean Baptiste), *Un frac de Nessus*, *op. cit.,* pp. 710-711.
[546] *Idem*, Télégramme de M. Barbier n°206, Valence, 30 mars 1937.
[547] *Ibidem*
[548] LECOEUR (Auguste), *Le partisan…, op. cit.*, pp. 72-77 ; CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. Télégramme n°94 de M. Marcassin. Valence, 26 avril 1937.

autorités de la Base d'Albacete. Bien au contraire, celles-ci y virent tout d'abord une excellente justification pour réprimer les désertions et empêcher les consuls de faciliter le rapatriement des volontaires déçus. Face à la grande vague de désertion de l'hiver 1936 et à la prétendue attaque de la 5ème colonne dans les rangs des Brigades internationales, la mesure semblait appropriée et justifiée. En effet, André Marty établissait un lien direct entre l'ampleur des désertions, les agissements d'ennemis infiltrés et l'action des agents consulaires « fascistes » français[549].

Mais la décision gouvernementale se révéla très rapidement une catastrophe pour les Brigades internationales. Le bras de fer entrepris par les autorités espagnoles ne mit pas seulement les déserteurs dans la balance mais l'intégralité des étrangers qui, pour une raison ou une autre, auraient dû pouvoir quitter régulièrement l'Espagne. À cette situation s'ajoutaient les blessés et invalides qu'on ne put renvoyer chez eux et que les autorités militaires républicaines refusèrent de prendre en charge après leur hospitalisation, ainsi que les « indésirables » dont Albacete voulait pourtant se débarrasser. Les blessés irrécupérables évacués vers la France étaient refoulés par les miliciens espagnols[550].

L'encombrement de la Base d'Albacete et de ses dépendances, l'augmentation du nombre de ses pensionnés non pris en charge par la trésorerie militaire et donc la saturation de l'intendance, vinrent fragiliser un organisme déjà en crise. D'autre part, cette situation augmenta considérablement les récriminations des volontaires, créant une situation inextricable : les moyens employés contre les désertions augmentèrent le nombre de déserteurs se dirigeant vers les consulats. Ce fut pour cette raison qu'un camp d'internement fut mis sur pied, très vite saturé, où le mélange forcé entre volontaires indésirables, punis, déserteurs repris et démoralisés, se révéla explosif[551].

La politique de rétention des étrangers fut parfaitement assumée par les autorités républicaines et soutenue par Albacete, mais pour des finalités différentes et divergentes. Cependant, les deux protagonistes pouvaient s'accorder sur un point : le départ des

[549] RGASPI 517.3.11 : *Question Espagnole . Les Brigades Internationales en Espagne…*, *op. cit.*, Annexe 13 ; 495.18.1231a : *Conférence internationale des PC du 21 avril 1937, discours d'André Marty*, p. 197.
[550] SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : *Le Ministre de l'Intérieur. DGSN à Monsieur le MDNG EMA 2ème Bureau SCR. Volontaires de retour d'Espagne. Déclarations du nommé Arbogast Nicolas*. Paris, le 24 mars 1937 [Forbach, 15 mars 1937].
[551] RGASPI 545.2.142 : *Note de service n°114. Vidal à Marty, En réponse aux critiques et directives proposées pour la Commission judiciaire*. 8 avril 1937.

combattants étrangers ne devait s'envisager que dans le cadre d'un retrait bilatéral et non comme une retraite désordonnée de déserteurs, de déçus et de déprimés.

2. L'action de la diplomatie républicaine en faveur du retrait des étrangers d'Espagne

L'Espagne républicaine refusa tout d'abord la médiation de la Non-intervention, avant de l'accepter de mauvaise grâce, en s'appuyant sur la France et l'Union Soviétique. Dès septembre 1936, des personnalités de premier plan du gouvernement républicain confiaient leur scepticisme quant à une victoire par les armes, et les espoirs furent de plus en plus portés sur le terrain diplomatique. Le gouvernement républicain avait fait savoir dès décembre 1936 qu'il ne s'opposait pas au retrait des étrangers présents dans son armée en cas d'engagement réciproque des rebelles, accord exprimé par Alvarez de Vayo à la SDN en janvier 1937[552]. La grande offensive italienne contre Malaga en février 1937 acheva de persuader de l'urgence de parvenir cette échéance.

Le 6 mars 1937 à minuit, le contrôle de la Non-intervention entrait en vigueur aux frontières de l'Espagne, en complément de la prohibition du volontariat international armé adopté le 16 février. Pour la diplomatie française, suivie par son homologue espagnole, la prohibition du volontariat vers l'Espagne n'était qu'une étape de pure forme pour obtenir l'implication de l'Italie et de l'Allemagne dans un protocole de retrait global d'Espagne. La proposition franco-britannique de retrait bilatéral des combattants étrangers fut soumise et acceptée par le Conseil des Ministres de la République espagnole début mars, non sans objection sur l'assimilation faite entre les volontaires individuels internationaux et les soldats étrangers combattants dans l'armée rebelle[553]. Aucune réponse ne fut donnée par Burgos, tandis que le gouvernement de Valence assurait de la présence de 30 000 Italiens et 15 000 Marocains dans les rangs nationalistes. L'assimilation des soldats coloniaux issus du royaume chérifien comme une manifestation d'une intervention étrangère, exigence des républicains soutenus par l'URSS, fut rapidement éludée alors que leur nombre ne cessait d'augmenter[554]. La France, disposant elle aussi de supplétifs marocains, jugeait de toute manière irrecevable

[552] VIÑAS (Ángel), *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*. Barcelone, Crítica. 2007, p. 221.
[553] CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. *Télégramme à l'arrivée n°152*. Valence, 5 mars 1937.
[554] BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée… op. cit.,* p. 297.

cette assimilation en objectant que ces derniers étaient issus d'une région contrôlée par l'Espagne[555]. Durant l'année 1937, la recherche d'un retrait simultané des combattants étrangers occupa une place importante dans les négociations. Le 5 juillet précédent, le plan britannique qui intégrait le retrait partiel des étrangers avait été adopté par le CNI, avec l'accord accord de Negrín, soutenu par Giral et le président de la République Azaña[556].

Le statut régularisant les Brigades internationales en septembre 1937 ne peut donc se résumer à une simple correction structurelle mais doit plutôt être vu comme une étape. La date choisie n'est pas le fruit du hasard. Le décret de reconnaissance des Brigades internationales s'établit entièrement dans le cadre de la préparation de la réunion de la SDN du 18 septembre 1937, dont la présidence tournante fut assurée, hasard du calendrier, par l'Espagne. Negrín réaffirma le souhait de l'Espagne de voir les combattants étrangers quitter la lutte en cours. Les discussions commencèrent à Genève le jour même de la publication du décret statutaire du ministère de la Défense nationale. Il y était attendu l'adoption d'un document reconnaissant la réalité de l'intervention étrangère et exigeant le retrait immédiat des combattants non espagnols. L'Espagne pouvait désormais conditionner le retrait de sa « nouvelle » légion étrangère à celui des étrangers du camp opposé et plaider de bonne foi de l'agression extérieure subie[557].

Le chargé d'affaires de France à Valence confirmait au ministre français Delbos la bonne volonté des républicains : « le gouvernement espagnol ne serait pas fâché, sous le couvert d'un accord général quantitativement avantageux, de se débarrasser des volontaires de la première heure qui représentent une étape périmée de la guerre civile et dont l'idéologie ne correspond plus aux vues des gouvernants[558] ». Une fois le réceptacle déterminé, l'importance du contenu importait peu. Il existait désormais une entité reconnue, capable d'être abandonnée en caution pour un retrait bilatéral des agents étrangers combattant en Espagne.

---

[555] DDF Tome V (20 février 1937- 31 mai 1937) Document 449 Télégrammes n° 1290-1291. M. Corbin, Ambassadeur de France à Londres , à M. Delbos, Ministre des Affaires Étrangères. Londres, 22 mai 1937, p. 66.
[556] VIÑAS (Ángel), *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*. Barcelone, Crítica. 2010, p. 393.
[557] *Le Lieutenant-colonel Morel, Attaché militaire de France à Madrid, à M. Daladier, Ministre de la Défense nationale et de la Guerre*. Valence, 29 septembre 1937. DDF Tome VII (29 septembre 1937- 16 janvier 1938) Document 1, pp. 1-3.
[558] *M. Pavart, Chargé d'affaire de France à Valence à M. Delbos, Ministre des Affaires Étrangères. Courrier n° 210*. Objet : *A propos du retrait des volontaires.* Valence, 13 octobre 1937. DDF Tome VII (29 septembre 1937-16 janvier 1938) Document 70, pp. 128-130.

Par cet exercice de substitution, il assumait la paternité juridique des Brigades internationales, qui, de ce fait, ne pouvaient plus être assimilées à un corps expéditionnaire d'une nation tierce, en l'occurrence l'URSS. Le parallèle établi entre le CTV italien et les Brigades internationales était ainsi rendu caduque tandis que le gouvernement conservait une monnaie d'échange légitime pour un retrait simultané des combattants étrangers[559]. Mais une action de l'Autriche, de la Hongrie, du Portugal, de l'Albanie et de la Bolivie réduisit à néant les efforts de la délégation républicaine le 2 octobre 1937[560]. Tandis que les dernières enclaves républicaines dans le Nord s'effondraient sous le coup des armées italo-espagnoles et des bombardiers allemands, le principe du retrait des combattants étrangers assorti d'un contrôle international fut enfin approuvé par le Sous-comité et proposé aux belligérants en novembre 1937. Franco concéda le retrait de 3 000 étrangers, les gouvernementaux souscrivirent à la proposition à la condition que les *Regulares* marocains soient inclus, ce qui fut refusé une nouvelle fois[561].

La perspective d'un retrait bilatéral des combattants étrangers fut une nouvelle fois repoussée, tandis que le Komintern décidait durant le même temps d'une seconde vague de recrutement envoyant vers les Brigades internationales plusieurs milliers de volontaires. Cette dernière vague, ou plutôt résurgence, du volontariat international antifasciste durant l'hiver 1937-38 ne suscita pas l'enthousiasme de l'état-major républicain, loin s'en faut, comme le relevait Morel en mai 1938 :

> Les autorités militaires voient sans plaisir cette nouvelle couche de volontaires qui représentent surtout des indésirables. Mais, politiquement, on n'ose pas leur refuser l'accès au territoire. [...] Le commandement espagnol est excédé de la présence encombrante de ses « sauveurs ». Si les Russes ont su être discrets, les internationaux ne le sont pas. On ne demande qu'à se débarrasser d'eux le plus vite possible [...][562].

Le gouvernement républicain n'avait cessé d'étudier la question de la démobilisation des Brigades internationales, dans le cadre d'un retrait bilatéral ou non. Revenues au nombre de sept début 1938, ces dernières furent d'ailleurs maintenues en seconde ligne.

---

[559] SHD 7 N 2758 : EM de l'Armée – 2ème Bureau. Note sur l'organisation des BI. 4 novembre 1937 ; M. Payart, Chargé d'affaire de France à Valence à M. Delbos, Ministre des Affaires Étrangères. *À propos du retrait des volontaires*. Valence, 13 octobre 1937. DDF Tome VII (29 septembre 1937- 16 janvier 1938) Document 70, pp.128-130

[560] BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée… op. cit.,* p. 317.

[561] SHD 7 N 2755 : *Sur la note du gouvernement espagnol du 1er décembre à propos du retrait des VI*. Par Morel. 3 décembre 1937.

[562] SHD 7 N 2755 : Ambassade de la République Française en Espagne. L'attaché militaire. *Note sur les Brigades internationales*. Barcelone, 9 mai 1938.

Selon une lettre du chef de l'EMC républicain, Vincente Rojo Lluch, adressée à Prieto en février 1938 et retrouvée par Ángel Viñas, Rojo recommandait que la République procède d'elle-même au retrait des combattants étrangers, pour gagner du prestige sur la scène internationale[563]. Il rendait également compte d'une étude demandée par le ministère de la Défense Nationale sur les effets internes et opérationnels d'un tel retrait sur l'EPR. Seule la perte de nombreux et irremplaçables cadres expérimentés et de spécialistes excellents était pointée comme un facteur sérieux, notamment dans la DCA, l'aviation, les chars et l'artillerie[564]. L'impact déprimant sur la solidarité internationale était également souligné, bien que d'autres aspects aient eu des répercussions positives, comme les économies réalisées et la satisfaction de certains secteurs espagnols à une telle mesure[565].

L'offensive-éclair des nationalistes en Aragon en mars-avril 1938 eut des répercussions importantes. Après avoir été employées sur des fronts secondaires ou en renfort lors de la seconde bataille de la Teruel, la percée du front nécessita l'envoi des Brigades internationales en Aragon de toute urgence. La situation militaire prévalut sur les objectifs diplomatiques. En avril 1938, les reliquats des Brigades internationales furent rapatriés dans la zone catalane puis versés au nouveau corps de manœuvre en préparation pour la bataille de l'Èbre, en attendant l'avancée des négociations au Comité de Londres.

3. Le retrait unilatéral ou l'échec de l'emploi du volontariat international comme monnaie d'échange

Tandis que la crise de l'Anschluss vint suspendre l'attention internationale, l'offensive décisive des forces italo-espagnoles en Aragon suscita le durcissement de la position française qui menaça de se dégager de la non-intervention et de rouvrir sa frontière. Les négociations reprirent et le 26 mai, le Comité de Londres avalisait une nouvelle résolution du compromis britannique qui prévoyait le retrait dit « substantiel » de 10 000 volontaires du côté où il y en avait le moins et d'un nombre « proportionnel » de l'autre, en contrepartie de la reconnaissance du droit de belligérance aux deux partis[566]. L'URSS accepta finalement la résolution le 27 juin et le gouvernement républicain peu de temps auparavant, pour prouver

[563] VIÑAS (Ángel), *El honor de la República… op. cit.*, p. 414.
[564] AHN, AGR, diversos, caja 2/1. *El General Jefe del EMC.* Lettre de Rojo à Prieto. Barcelone, 18 février 1938. VIÑAS (Ángel), *El honor de la República… op. cit.*, Appendice, Document 27, p. 106.
[565] *Idem*, p. 107.
[566] SHD 7 N 2757 : MAE - DAPC Europe - Espagne. *Le retrait des volontaires et l'octroi de la belligérance*. Paris, le 19 novembre 1938.

son « haut esprit de collaboration international » et non sans demander de nombreuses ampliations qui furent toutes rejetées[567]. Après un second rejet de la résolution par Franco, la situation demeurait bloquée tandis que les deux protagonistes s'empoignaient âprement sur l'Èbre.

La crise des Sudètes, présente depuis le printemps, vint une nouvelle fois interrompre les négociations et déporter l'attention internationale. La montée de la tension européenne fut cependant cette fois mise à profit par Negrín pour tenter d'associer la question espagnole aux négociations concernant la Tchécoslovaquie. Lors de l'assemblée annuelle de la SDN (12 au 28 septembre 1938), le président Negrín fit connaître le 21 septembre la décision surprise du gouvernement républicain de procéder au retrait unilatéral « immédiat et complet de tous les combattants non espagnols qui prennent part à la lutte en Espagne du côté gouvernemental » et demandait la création d'une Commission internationale venant de fait supplanter le Comité de Londres[568] . Ce choix avait été pris le mois précédent avec l'accord de Staline.

L'éventualité d'un retrait, du front ou d'Espagne, avait été envisagée à Moscou dès décembre 1936, au gré de l'avancée des discussions au Comité de Londres. Durant les premiers jours de janvier 1937, le recrutement et l'envoi de volontaires avaient été interrompus en France par Thorez, sur un ordre de Staline, au moment où les négociations à Londres avançaient certainement[569]. En mars 1937, la possibilité de la dissolution des Brigades internationales avait été directement abordée par le comité exécutif du Komintern : dans le cas où le gouvernement républicain espagnol prendrait la décision de retirer les combattants étrangers de son armée, des cadres seraient maintenus dans les unités combattantes et les autres seraient rapatriés ou transférés dans les usines de guerre[570]. L'effort principal d'accueil aurait incombé naturellement à la France, en vue d'un éventuel réemploi aux contours flous[571]. En l'état actuel des connaissances des archives soviétiques, à aucun

---

[567] CHS Fonds Zyromski 117 - Agence Espagne du 27 juillet 1938. Texte intégral de la réponse du gouvernement espagnol au plan de retrait des étrangers d'Espagne.
[568] BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée…, op. cit.,* pp. 405-406.
[569] APP BA 1665 Dossier : Révolution Espagnole. Départs de volontaires pour l'Espagne. *AS des volontaires pour l'armée républicaine espagnole.* Paris, 13 janvier 1937.
[570] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 32 ; *Question espagnole : résolution (sur le rapport du camarade André Marty)* 10 mars 1937, p. 6 ; DIMITROV (Georgi), *Journal 1933-1949*, Paris, Belin, 2005, p. 191.
[571] APP BA 1663 Police d'État de Nice. *Le directeur de la Police d'État à Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes*. Nice, le 16 mars 193 ; SHD 7 N² 2544 Dossier 3 : 2ème SCR EMA. *Pour le commandement. Renseignement.* Source : Bonne. 6 avril 1937.

moment il ne fut prévu ou envisagé l'accueil des Brigades internationales en URSS, aspect dramatiquement confirmé en 1939-1940.

Le souhait de Negrín de procéder dès que possible au retrait des étrangers fut approuvé par Staline le 27 août 1938, après la lecture d'un rapport d'André Marty[572]. Cependant, arrivé à Moscou la semaine précédente, ce dernier ne semblait pas avoir été informé de la décision du gouvernement républicain de procéder à un retrait immédiat et unilatéral des combattants étrangers, aspect qu'il n'aurait pas manqué de commenter ou d'aborder dans son rapport. La proposition et la décision furent entièrement du fait du gouvernement républicain, avec l'aval de l'URSS.

La mise en place effective de la commission militaire de la SDN chargée de la vérification ne se fit qu'un mois plus tard, après l'acceptation de Franco, acculé à une mesure dilatoire, de procéder au retrait proportionnel de 10 000 Italiens. Les Brigades internationales avaient toutes été retirées du front début octobre 1938. La commission militaire internationale dépêchée en Espagne sous la direction du général finlandais Jalander pour contrôler le retrait des volontaires étrangers présenta son premier rapport le 15 janvier 1939, en faisait état du caractère diligent des autorités républicaines et de l'exécution conforme du plan de retrait. Les travailleurs étrangers, civils ou militarisés, et tous les détenus étrangers condamnés pour des délits militaires furent inclus[573]. Le recensement définitif de janvier 1939 dénombrait un total de 12 673 étrangers[574]. Au 14 janvier 1939, seuls 4 628 étrangers démobilisés avaient quitté l'Espagne sous le contrôle de la commission. Douze jours plus tard, les soldats italiens du CTV rentraient dans Barcelone. Le Comité de non-intervention était de toute manière virtuellement décédé depuis le départ de la Belgique, puis des Pays-Bas et de la Suède, fin novembre 1938.

---

[572] DIMITROV (Georgi), *Journal…, op. cit.,* pp. 214-216 ; RGVA, 33987.3.1149 : « Al comisario del pueblo de Defensa de la URSS, Mariscal de la Unión Soviética, Cam. Voroshilov ». De Sverchevsky, 20 novembre 1938 in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada...*, *op. cit.,* Document 75, p. 554.
[573] AD66 31W273 Dossier Commission militaire internationale : *Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne*. Genève, 15 janvier 1939, p. 7.
[574] *Idem*, pp. 5 et 8 et 13.

Conclusion

L'image de légion étrangère constituait la définition antithétique des Brigades internationales pour ses promoteurs mais ce fut pourtant sous cette forme qu'elles furent reconnues, assimilées et traitées par le gouvernement républicain. Dans cette acception, c'est la forme militaire qui prévalut sur le politique, soit justement le point nodal des incompréhensions réciproques entre Albacete et l'État-major de l'EPR. Les républicains n'y voyaient qu'un concours militaire de la solidarité internationale tandis que les volontaires se voulaient au contraire l'incarnation morale de cette solidarité et souhaitaient ne pas être considérés comme des Lansquenets antifascistes. Ce constat peut être étendu à l'ensemble des manifestations du volontariat international combattant antifasciste. Dès lors qu'elle fit la démonstration de son appartenance à un champ davantage politique que militaire, la CNT elle-même choisit de limiter et de reléguer la part du volontariat international qui l'avait rejointe. Enfin, loin d'être unanimement considérés selon le caractère désintéressé de leur élan, les volontaires étrangers furent rapidement assimilés à la manifestation d'une ingérence étrangère par certains secteurs majeurs du front populaire espagnol. Ce constat et cette situation étaient évidement problématiques pour les promoteurs des Brigades internationales et exactement situés à l'inverse des raisons ayant amené à leur création.

Conclusion de la troisième partie

Fin 1937, la modélisation initiale du phénomène, tel qu'il s'était élaboré fin 1936, avait été profondément modifiée par plusieurs bouleversements survenus durant l'année écoulée : la fermeture de la frontière aux volontaires, la disparition des formations paramilitaires miliciennes, la survenue des premières grandes démoralisations logiquement suivie de vagues de désertions et l'hispanisation partielle ou totale des bataillons. Le processus de restauration de l'autorité mené par le gouvernement républicain espagnol par la reconquête du monopole militaire a agi défavorablement sur la continuité du phénomène en contribuant délibérément à sa relégation puis sa circonscription suivie de sa suppression. Le décret de septembre 1937 faisant des Brigades internationales l'équivalent juridique du Tercio, constitue une rupture épistémologique majeure en convertissant le volontariat armé transnational, d'essence civile et objectivement politique, en un traditionnel volontariat militaire à titre étranger. Cette rupture, valable pour l'historien, fut naturellement peu visible à l'étranger parmi les postulants au volontariat et presque illisible pour les volontaires étrangers présents en Espagne. Profondément transformé et affecté dans son essence originelle, le phénomène ne cessa pas pour autant en septembre 1937 et connut une nouvelle croissance entre octobre 1937 et février 1938 du fait d'un second grand recrutement décidé par le Komintern, redonnant du souffle à une dynamique atrophiée. Néanmoins, le cadre structurel et le dessein politique des Brigades internationales avaient considérablement changé du fait d'injonctions venues du Komintern à l'automne 1937. Il faut désormais observer comment la charpente des Brigades internationales a, contrairement aux autres manifestations, résisté aux bouleversements survenus en 1937 et considérer précisément la redéfinition par une « désinternationalisation » qui a caractérisé leur dernière année d'existence.

Mais alors se pose une question : comment a-t-il été possible d'insuffler un tel esprit politique aux Brigades internationales ? Comment fut-il possible de donner cet esprit d'unité à des hommes venus de tous pays, ne se connaissant pas, sans documents, sans pouvoir même parler entre eux ? Comment ont-ils pu tenir dans les conditions les plus difficiles de la lutte ? Comment ont-ils pu résister aux efforts faits pour empêcher, puis briser leur unité ? Parce qu'un ciment en a fait un seul bloc ; celui des communistes[1].

Quatrième partie

La reformulation des Brigades internationales (automne 1937- automne 1938)

[1] RGASPI 517.3.20 : Projet de livre sur l'histoire des Brigades internationales intitulé *L'épopée sublime. Volontaires internationaux en Espagne*. Par André Marty, sans date [automne 1939], pp 114-115.

Introduction de la quatrième partie

La seconde et dernière année de la courte existence des Brigades internationales se distingue absolument de l'année précédente. L'automne 1937 constitue un point de bascule remarquable entre deux périodes et, en réalité, entre deux projets différents dans leur nature et leurs objectifs poursuivis. Cette rupture fut provoquée par l'action conjuguée des facteurs de mutation identifiés dans la troisième partie et par un profond changement stratégique décidé par Staline fin septembre 1937. Les Brigades internationales furent soumises de l'automne 1937 jusqu'au printemps 1938 à une réforme drastique accompagnée d'une relance du projet par l'initiative d'un second grand recrutement. L'historiographie n'a pas assez rendu compte de ces bouleversements parce qu'ils furent couverts et affermis parallèlement par un processus de renforcement de la cohésion interne et d'une exacerbation de la force de suggestion symbolique des Brigades internationales. Tandis que leur rôle de représentation vers l'étranger était maintenu et même renforcé, leur action politique fut déplacée de l'espace géopolitique international. Le « front populaire mondial » pour lequel elles avaient été conçues fut résorbé au profit de l'espace politique intérieur espagnol, du Parti Communiste Espagnol et de sa propre stratégie de front populaire. Les volontaires étrangers antifascistes venant en Espagne durant cette période ont été intégrés dans un dispositif désormais unifié et institutionnalisé, comme membres étrangers d'une armée régulière disposant des mêmes astreintes que les soldats espagnols. L'année 1938 fut paradoxalement caractérisée à la fois par la renaissance du projet de Brigades internationales dans son inscription universelle et par leur complète hispanisation, processus définitivement accompli par la décision de procéder au retrait des volontaires étrangers à l'automne 1938.

Chapitre 14. Le virage stratégique du Komintern à l'automne 1937 et la désinternationalisation des Brigades internationales

Durant leur courte existence, les Brigades internationales ont été constamment employées comme un outil de l'action géopolitique du Komintern déterminée selon les intérêts géostratégiques et diplomatiques de l'URSS. L'évolution de la situation géopolitique globale en Europe en 1937 et l'évolution géostratégique de la situation de l'URSS dans les rapports de force internationaux ont déterminé, logiquement, un déplacement de la perception objective du conflit espagnol par l'URSS. En conséquence, cette évolution sensible décidée par Staline a signifié une adaptation circonstancielle du Komintern. Dans les Brigades internationales, le virage du Komintern eut des conséquences immenses en contrepoint de la ligne précédemment suivie. Le projet, tel que défini un an auparavant, avait lui-même évolué sous des contraintes structurelles imposées en partie par le gouvernement espagnol et était en proie à de nombreuses crises internes tandis que le phénomène de volontariat international combattant vers l'Espagne était épuisé.

Conçues originellement comme un projet politique extérieur à l'Espagne déterminé dans le cadre strict de la campagne de solidarité internationale du Komintern, les Brigades internationales furent désormais placées sous la tutelle du PCE et intégrées dans une stratégie politique locale. L'hispanisation des Brigades internationales s'est accompagnée d'une brusque désinternationalisation de l'encadrement, soit la séparation brutale des liens qui liaient jusque-là solidement la Base d'Albacete et les bataillons internationaux aux partis communistes de l'étranger. Cette décision fut connexe à l'hispanisation mais en rien sa conséquence directe et inéluctable. Sa survenue fut consubstantielle au changement stratégique opéré par le Komintern à propos de l'Espagne à l'automne 1937.

A. L'élaboration d'une nouvelle ligne stratégique

Le changement objectif du rôle et de la fonction des Brigades internationales fut déterminé par la nouvelle lecture soviétique du contexte géopolitique et stratégique de l'été

1937. Cette période fut en effet marquée par un ensemble de facteurs externes participant à l'irruption d'une véritable fièvre obsidionale étreignant l'URSS. La défense même de la Patrie du socialisme redevint un sujet de préoccupations, du fait dégradation de la situation en Extrême-Orient à la suite de l'offensive japonaise déclenchée en Chine en juillet et par la montée des tensions aux frontières russo-japonaises. Le risque de guerre augmenta dramatiquement à l'automne 1937[2]. Selon Silvio Pons, Staline percevait les agressions ouvertes italo-allemandes contre l'Espagne et l'apathie des démocraties face à ces dernières comme un cas de figure pouvant préfigurer une situation similaire contre l'URSS ; selon le spectre d'une intervention qui a toujours effrayé les bolchéviques selon l'auteur ce qui eut un effet sur l'aide soviétique vers l'Espagne[3]. Le Komintern révisa rapidement son positionnement et sa stratégie d'action internationale en édictant en septembre de nouvelles directives pour le PCE puis en proposant le mois suivant un nouveau plan-cadre de son analyse internationale intégrant la Chine.

Enfin, le déclenchement des grandes purges en juillet 1937, suivi d'une seconde vague en octobre et jusqu'en novembre 1938, celle-ci dirigée contre les agents de l'étranger, a eu un impact majeur sur le virage entrepris par le Komintern, notamment dans la forme donnée à son action. Sylvio Pons relève que la seconde moitié de l'année 1937 fut l'occasion d'un « blitz » de Staline contre les partis communistes européens dont le parti communiste polonais fut la première victime[4]. Les changements structurels profonds opérés dans les Brigades internationales doivent être reliés à ce contexte précis. Ils furent justifiés par l'application d'une nouvelle donne stratégique internationale et tactique en Espagne, plutôt que comme une modification fonctionnelle nécessaire.

1. L'Espagne et les Brigades internationales dans la lecture géopolitique du Komintern durant l'été 1937

Durant l'été 1937, La Chine prit pour le Komintern une importance comparable à l'Espagne, à la fois comme nation agressée par le fascisme international et comme perspective d'extension de la stratégie de front populaire, bien que le Parti Communiste chinois ait fait

[2] PONS (Silvio), *The Global Revolution. A History of International Communism 1917-1991*, Oxford, Oxford University Pres, 2014, p. 84.
[3] *Idem*, p. 86 ; VIÑAS (Ángel), *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*. Barcelone, Crítica, 2010, p. 164.
[4] PONS (Silvio), *Stalin and the Inevitable War 1936-1941*, Londres & New York, Routledge, 2014, p. 101.

part de son opposition à cette démarche. Fin octobre 1937, le Komintern décidait de la mise en place d'une campagne mondiale « concentrant toute la puissance de choc pour la défense de l'Espagne républicaine et de la Chine[5] ». La tactique précédemment appliquée à l'Espagne fut reproduite avec un prodigieux mimétisme à propos de la Chine, du moins sur le papier, en appelant à la constitution de « Comités spéciaux de défense de la Chine » et rassemblant les mêmes interlocuteurs en attirant « les personnalités sociales, scientifiques, les représentants des organisations ouvrières et autres, sans faire ressortir en même temps le rôle des communistes dans le travail des Comités »[6]. Les comités devaient enfin procéder à l'organisation du ravitaillement, l'envoi de détachements sanitaires et de délégations, par le boycott, etc. en soutien au « Front national antijaponais de Chine »[7]. Il s'agissait là d'une dispersion inouïe des efforts de solidarité pour l'Espagne, déjà largement à bout de souffle en Europe. La campagne n'eut naturellement qu'un écho limité, voire aucune réalité.

En novembre 1937, tandis qu'un plan d'aide militaire à la Chine était à l'étude, Staline procédait à la réduction des envois de matériel vers l'Espagne, faisant suite à la diminution sensible de l'envoi de personnel observé dès l'été 1937. D'après Ángel Viñas, cette décision du 28 novembre fut un acte de réalpolitique similaire à celle adoptée un an auparavant d'aider militairement et directement l'Espagne, soit un mélange de considérations géostratégiques et géopolitiques avec des approches idéologiques au service des intérêts soviétiques[8]. Néanmoins, ce retrait progressif de l'Union Soviétique doit être lu comme une hispanisation progressive du conflit, soit un désengagement militaire graduel.

On constate à cette période une reprise de contact importante entre les Brigades internationales et le Komintern. L'abondance des rapports reçus à Moscou ou directement commandés par le Komintern contraste avec l'absence de directives précises qui suivit le bilan d'André Marty six mois auparavant, en février 1937[9]. Jusqu'en septembre 1937, l'intervention directe du Komintern fut d'ordre périphérique, aspect qui vient corroborer la proposition de Tim Rees à propos d'une perception de l'historiographie plus émotionnelle que réelle d'un contrôle total du Komintern en Espagne[10]. Les différents délégués du Komintern

[5] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*, pp. 10-11.
[6] *Idem*.
[7] *Idem,* pp. 13-14. L'envoi de combattants volontaires étrangers était cependant absent du dispositif prévu.
[8] VIÑAS (Ángel), *El honor de la República…*, *op. cit.,* p. 189.
[9] Le seul changement important fut le maintien à Moscou de ce dernier, voir chapitre 7.
[10] REES (Tim), « The highpoint of Komintern influence? The Communist Party and the Civil War in Spain » in REES (Tim) and THORPE (Andrew) (dir.), *International Communism and the Communist International, 1919-1943*, Manchester, Manchester University Press, 1998, p. 161.

étaient peu nombreux : Ernö Gerö « Pedro » auprès du PSUC et Codovilla pour le PCE n'avaient pas une vision directe de ce qu'il se passait dans les Brigades internationales et aucun document n'évoque leur présence à la Base ou dans les brigades. Enfin, le contenu des rapports disponibles rédigés par les délégués du Komintern en Espagne comme ceux des membres du BP du PCE attestent bien du cloisonnement séparant la Base d'Albacete de la direction du PCE. D'autre part, les deux partis communistes ibériques étaient un objet d'attention politique autrement plus important que les Brigades internationales, du fait de leur irruption soudaine dans l'arène politique espagnole comme deux partis de masse et acteurs majeurs du front populaire, en contraste avec leur inexpérience, et souffrait de ce fait d'un sous-encadrement critique. André Marty, contrôlé par Stepanov, agit en principale interface entre le Komintern et les Brigades internationales jusqu'en mars 1937, date à laquelle le PCF renforce l'encadrement du dispositif espagnol par l'envoi de deux cadres supérieurs supplémentaires, Maurice Lampe et François Billoux. Entre mars 1937 et septembre 1937, la direction par intérim assurée en Espagne par le groupe Lampe, Vidal puis Bielov puis Zaisser et Billoux ne s'est pas exactement totalement substituée à l'interface entre Albacete et Moscou qu'assurait André Marty. Il fut éloigné d'Espagne mais non des Brigades internationales ; c'est à lui que furent adressés, à Moscou, les rapports des commandants de la Base au début de l'été 1937 et c'est encore auprès de lui que le Colonel Simonov (« Valois »), également rappelé à Moscou au printemps 1937, prit la matière de son rapport sur les Brigades internationales à la même période.

Les Brigades internationales demeuraient un organe politico-militaire hybride, entièrement extérieur au PCE et aux conseillers soviétiques, dominé par des cadres envoyés par le PCF et en périphérie du Komintern. Tim Reese soulève à juste titre le caractère erratique des communications vers Moscou, les échanges s'effectuaient par courriers, et la tentative de mettre en place une station radio avait échoué[11]. Le Komintern semble avoir été relativement sous-informé des affaires internes des Brigades internationales : Manouïlski avait réclamé dès octobre 1936 de meilleures communications avec l'Espagne et Stepanov s'était plaint fin juin 1937 de ne pas avoir reçu d'instructions depuis un mois et demi[12]. La distribution des responsabilités et la chaîne hiérarchique étaient compliquées par la multiplication des intervenants et le fait que tous parlaient au nom du Komintern, selon des

[11] *Idem,* p. 150.
[12] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas. La internacional comunista y España*, 1919-1939. Barcelone, Planeta, 1999, pp. 121-122.

interprétations différentes[13]. L'absence d'instructions du Komintern entre décembre 1936 et septembre 1937 avait laissé place à un empirisme organisé. Les rapports exigés par Moscou auprès de certains cadres militaires soviétiques des Brigades internationales semblent attester qu'ils ne recevaient aucune instruction extérieure à l'appareil d'Albacete, en l'état actuelle de la documentation disponible.

Les quatre mois suivant le grand rapport d'André Marty en février 1937 n'avaient pas suscité de modification particulière du projet initial ni un regain d'attention du Komintern. L'évolution rapide de la conjoncture politique et militaire espagnole et les crispations internationales peuvent sans doute expliquer en partie cette situation. L'augmentation des communications et des contacts fut probablement le signe d'un infléchissement de la position soviétique (durant l'été 1937) et d'un effet auto-générateur de la correspondance : les rapports pessimistes produisant la commande de rapports supplémentaires. Durant trois mois, entre juin et août 1937, les informations sur les Brigades internationales provenaient de sources variées : des cadres militaires supérieurs des brigades (dont deux commandants de divisions, Walter et Kleber), des conseillers soviétiques, du GRU, du chef du CGBI, Luigi Longo, et du commandant de la Base d'Albacete, Vital Gayman. À ce panorama déjà complet s'ajoutèrent la correspondance de Togliatti vers le Komintern sur la situation générale en Espagne, puis son bilan en août 1937, le rapport sur le PCE commandé à Codovilla et d'un troisième portant spécifiquement sur les Brigades internationales pour Staline commandé par Voroshilov, réalisé par Simonov sur une base rédigée par André Marty[14].

Tous, sans exception, firent état d'une grande morosité dans les Brigades internationales et d'une situation risquant à très court terme de devenir catastrophique du fait des pertes subies, de l'épuisement des cadres, du tarissement du volontariat et des mauvais rapports entre les Brigades internationales et les autorités espagnoles. Les tensions entre les nationalités, la relégation des Espagnols et les rivalités entre les cadres complétaient enfin ce panorama dramatique. Un conseiller militaire soviétique, sortant ainsi de ses prérogatives, demandait que quelqu'un de la « maison » vienne à Albacete pour et « y mettre de l'ordre »[15]. En septembre 1937, le Komintern et Staline disposaient donc d'une excellente visibilité sur la situation espagnole et les Brigades internationales grâce à un ensemble documentaire et

[13] *Idem*, p. 159.
[14] RGVA 33987.3.1033 : Note de Voroshilov à Staline. 21 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 50, pp. 306-310.
[15] RGVA 33987.3.1056 : Lettre de Sthern à Pavel Ivanovich. 23 juin 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 48, pp 296-297.

concordant sur leurs vives préoccupations quant aux difficultés que rencontraient les Brigades internationales. La menace de dilution du projet nécessitait une nouvelle exaltation et des changements internes profonds.

2. La redéfinition de la politique espagnole du Komintern

Deux rapports ont particulièrement déterminé l'élaboration par le Komintern en septembre 1937 d'une ligne politique profondément différente, et en certains points opposée, de la stratégie développée en septembre 1936 et suivie sans inflexion majeure depuis. Palmiro Togliatti, numéro trois du Komintern depuis le VIIème Congrès et suppléant de Dimitrov, avait été envoyé en Espagne fin juin 1937 pour observer *in situ* l'action du pce et contrôler les activités de Codovilla et, très probablement, d'Ernö Gerö. Il fit parvenir ses premiers rapports début juillet 1937, suivis d'un long développement sur la situation en Espagne le 30 août 1937, tant au point de vue de la politique générale que militaire. Codovilla produisit également un long rapport, cosigné par l'Espagnol Checa (secrétaire à l'organisation du PCE, membre du BP). Les deux hommes furent convoqués à Moscou le 4 septembre 1937. Durant leur discussion par le Komintern, les deux rapports furent superposés de la manière suivante : le rapport Codovilla-Checa fut observé et discuté au travers du prisme du rapport Togliatti.

Le rapport de Codovilla et Checa ne portait que marginalement sur les Brigades internationales, intégrées dans le développement international du rapport. La discussion sur la question espagnole fut mise à l'ordre du jour de la réunion restreinte du secrétariat du Komintern le 15 septembre 1937 en présence de Dimitrov, Manouïlski, Marty, Mosckvin, Pieck et Codovilla. Après présentation de ses conclusions à Staline, le document final fut intitulé *Les tâches les plus importantes du PCE* et définitivement adopté le 20 septembre 1937 comme feuille de route à destination du Comité Central du PCE[16]. Il reprit dans les grandes lignes les conclusions des rapports de Codovilla et Togliatti en faveur du renforcement PSOE-PCE, l'association de l'UGT et de la CNT au gouvernement et un ajout, signé de Joseph

[16] RGASPI 495.2.357 : « The most important tasks of the PCE », transmission de Dimitrov à Staline du 16 septembre 1937. Cité in DALLIN (Alexander) et FIRSOV (Fridrikh Igorevich), *Dimitrov & Stalin, 1934-1943 : Letters from the Soviet Archives*, coll. « Annals of Communism Series ». New Haven et Londres, Yale University Press, 2000. Document 10, p. 62 ; VIÑAS (Ángel), *El honor de la República…*, *op. cit.,* pp. 177- 185.

Staline, sur la nécessité d'organiser des élections législatives, où PCE et PSOE se présenteraient unis[17].

Les Brigades internationales firent l'objet d'un groupe de travail spécial, composé significativement de Dimitrov, Codovilla, Manuilsky et Marty, intégrant la question de l'organisation de l'aide matérielle et la campagne internationale en faveur de la République. Il faut souligner le fait que les questions militaires concernant les Brigades internationales furent évoquées mais non directement discutées, seule leur situation d'objet politique transnational fut considérée, ce qui constitue une rupture majeure avec la teneur des discussions de septembre 1936 à mars 1937. Cet angle strictement politique illustre le changement de fonction des Brigades internationales en cours et laisse supposer que le Komintern cherchait alors une nouvelle destination à un organisme désormais en inadéquation avec sa propre stratégie et d'une certaine manière caduque.

À propos des Brigades internationales, les recommandations du rapport de Togliatti et de celui de Codovilla et Checa partageaient les mêmes observations et aucun ne recommandait leur dissolution ni le retrait des volontaires étrangers. Bien au contraire, ils préconisaient leur renforcement par la conduite d'un nouveau recrutement de volontaires, pour atteindre la proportion d'étrangers exigée dans chacune des brigades et permettre un remplacement des vétérans fatigués ou démoralisés. Il faut relever qu'aucun des deux rapports ne s'attarde sur le changement de nature de l'engagement combattant étranger induit dans le décret statutaire de septembre spécifiant que les volontaires s'enrôlent désormais pour le temps de la campagne.

Les deux rapports se rejoignaient également sur la nécessité de les raccorder, ou tout du mois de les rapprocher du PCE/ Togliatti recommandait à ce sujet une direction double : un membre du Comité Central du PCE devait être envoyé à Albacete tandis qu'un second serait chargé du suivi spécifique des étrangers[18]. Les cadres doivent être « vérifiés » et la Base « purgée ». Il faut, sur ce dernier aspect comme sur un certain nombre d'autres, relever les nombreuses concordances des propositions de Togliatti avec les recommandations d'André Marty qui pourraient indiquer un échange entre les deux kominterniens et une préparation commune de la nouvelle politique espagnole de l'IC.

---

[17] Ce dernier point, amplement discuté dans l'historiographie, fut finalement abandonné.
[18] DALLIN (Alexander) et alii, *Dimitrov & Stalin…*, *op. cit.,* p. 70 ; RGVA 33987.3.961: Rapport au Komintern d'Alfredo [Togliatti]. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.,* Document 51, p. 316.

L'intégralité des propositions des deux rapports concernant les Brigades internationales fut validée et intégrée dans les nouvelles instructions données au PCE le 20 septembre, actant ainsi l'introduction des Brigades internationales dans le champ de la politique intérieure du PCE. Les directives, précisées à la marge par la suite, procédèrent selon trois axes : la concentration des démarches internationales dans des campagnes caritatives unitaires, le renflouement des effectifs étrangers des Brigades internationales par une nouvelle campagne massive de recrutements et le renvoi d'André Marty en Espagne pour régler la crise interne par l'application d'une profonde réforme structurelle et conduire leur intégration dans le giron du PCE.

3. La redéfinition du rôle géopolitique des Brigades internationales

L'importance stratégique de la campagne mondiale autour de l'Espagne républicaine ne fut pas remise en cause. Bien au contraire, lors des discussions au comité exécutif de l'IC de la session du 20 septembre 1937, Manuilsky rappelait que les événements d'Espagne devaient être utilisés « pour élever sans cesse l'enthousiasme des masses » et que, sur ce point, l'IC était « loin d'avoir épuisé toutes les possibilités »[19]. Tandis que Dimitrov soulignait encore début septembre 1937 la nécessité d'obtenir coûte que coûte l'unité d'action avec les centrales sociales démocrates, n'hésitant pas à critiquer le sectarisme de certains communistes le Komintern modifia soudainement sa stratégie générale[20].

La feuille de route concernant l'Espagne adoptée le 20 septembre prévoyait la reconduction de campagnes dans les pays démocratiques en faveur de l'Espagne républicaine et la multiplication des comités en vue d'aboutir à l'unité d'action des trois internationales dans la défense de la République espagnole[21]. Cependant, les contours de la campagne et les intentions objectives de la propagande évoluèrent très rapidement et les dispositions de la campagne internationale furent rediscutées entre le 1er et le 3 octobre 1937, après lecture d'un rapport rédigé, ou co-écrit, par André Marty et intitulé *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*[22].

---

[19] RGASPI 495.2.257 : Rapport de Manuilskii au CE de l'IC lors de la cession du 20 septembre 1937, p. 41.
[20] « Deux ans de lutte pour le front populaire antifasciste » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol.19 n°9 Septembre 1937, pp. 814-815.
[21] DALLIN (Alexander) et alii, *Dimitrov & Stalin…*, *op. cit.*, p. 70.
[22] RGASPI 495.18.1225 : *Protokoll (A) Nr.199 des Sekretariats des EKKI, zusammengestellt auf Grund det fliegenden Abstimmung unter Mitgliedern des Sekretariats des EKKI*, vom 3.10. 1937.

Adoptée le 3 octobre, la nouvelle campagne condamnait définitivement l'attitude des dirigeants de l'IOS et de la FSI[23]. Il était désormais évident que la recherche d'unité d'action avec les Internationales socialistes et syndicales avait échoué, du moins sous la forme d'un accord associant formellement les directions. Les invitations auprès des directions de l'IOS et de la FSI furent désormais qualifiées d'« illusions » et les efforts dirigés vers les gouvernements démocratiques « pour qu'ils interviennent en un front uni contre les États-fascistes en les obligeant par des moyens de caractères politique, économique et s'il le faut militaire (accords de Nyon) à sortir d'Espagne et à cesser toute espèce de soutien en faveur du brigand rebelle Franco[24] ». Si l'intention demeurait la même, l'orientation politique était fort différente : il s'agissait désormais de désigner le « rôle infâme des travaillistes anglais », de dénoncer « tous les pseudos-démocrates bourgeois » et de poursuivre les « alliés de Franco : POUM, Pivert, Maxton et Brockway, etc. »[25]. Cette translation fut achevée un an plus tard, à l'automne 1938 et selon des intensités variables, à l'issue de la crise tchécoslovaque[26].

Durant un an, le dispositif de solidarité internationale autour de l'Espagne républicaine et la place et le rôle des Brigades internationales en son sein furent considérablement réévalués. L'unité d'action dans la solidarité pour l'Espagne s'organisa autour de l'IC seule, appuyée sur les comités de solidarité existants[27]. Maurice Thorez, de retour en France après un séjour à Moscou, fit un compte rendu au Bureau Politique du PCF dont la teneur nous est connue grâce aux carnets de Marcel Cachin qui y relève l'expression nouvelle de « Front unique international »[28]. Prenant acte de l'échec de la recherche de l'unité organique par l'unité d'action, La réunion du Comité Central, tenue les 27 et 28 mai 1938, achevait de refermer la porte, dont le compte-rendu fut publié sous le titre paradoxal de « l'Union fait la Force »[29]. Il entérinait l'appel à un congrès du Front populaire, sur des bases proches de la tactique précédente de Front unique. La presse communiste et celle des Brigades internationales se répandirent ensuite en récriminations contre la « haine des Communistes »

---

[23] Voir ANNEXE 14-1 : Extrait du rapport discuté par l'ECCI le 1er octobre 1937 intitulé *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois.*
[24] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. 1er octobre 1937, p. 5.
[25] *Idem*, p. 4.
[26] DIMITROV, « Le Front unique du prolétariat international et des peuples contre le fascisme » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol. 20 n°12 Décembre 1938, p. 1 901 ; *La force du Front Populaire. Ce qui s'est passé en Espagne. Discours prononcé par André Marty à la session du comité central du PCF le 20 mai 1939 à Ivry*. Paris, La Brochure Populaire n°11 bis, mai 1939, p. 3.
[27] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. 1er octobre 1937, pp. 6-8.
[28] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947*. Sous la direction de Denis Peschanski. Tome IV. 1935-1947. Paris, CNRS Éditions, 1997, pp. 580-582.
[29] « L'Union fait la Force » in *Les Cahiers du Bolchévisme* n°6 juin 1938. Vol. 15, p. 344.

et les « théories antiunitaires » des socialistes[30]. Démonstration évidente de ce changement de cap, Marcel Cachin avait pu, dès novembre 1937, lancer une charge contre « les chefs socialistes », ceux qui refusent l'unité « complète entre les ouvriers de tout l'Univers » pour « le salut de l'Espagne et de la Chine » lors de la Conférence Internationale d'Aide à l'Espagne Républicaine[31].

La parole fut incontestablement déliée et la teneur des discours à l'endroit des socialistes changèrent de nature. L'unité se conjugua désormais au passé : « Nous avons fait l'unité dans notre sang […] Nous avons travaillé pour l'unité mondiale » écrivait un vétéran mutilé socialiste (en fait crypto communiste) à son retour d'Espagne en janvier 1938[32]. Les appels à l'unité organique furent beaucoup moins nombreux et désormais le plus souvent associés à la dénonciation des dirigeants socialistes :

> Sous la bannière de « La Marseillaise », aux ordres du gouvernement de front populaire de la République espagnole, le Bataillon Belge « Pierre Brachet » rachetant pour le prolétariat belge, la honte que lui cause la participation de certains ministres « socialistes » à une politique hostile envers l'Espagne Républicaine, marchera ferme et décidé vers la Victoire[33] !

Les discours unitaires ne furent pas totalement abandonnés mais évoluèrent dans une intention différente par l'application d'une politique par défaut : si l'unité d'action ne pouvait être obtenue directement à propos des Brigades internationales, il fallait l'autoproclamer :

> C'est pourquoi, à l'avenir aussi, malgré toute les difficultés, les sections de l'IC vont travailler sans désemparer à la réalisation d'une seule unité d'action ; elles vont, avec plus d'insistance que par le passé, s'efforcer d'aboutir au front uni avec les partis socialistes et toutes les organisations ouvrières sous le mot d'ordre de lutte pour la cessation de toute espèce d'aide à Franco, mot d'ordre susceptible d'unir les plus larges couches des masses populaires pour l'aide effective au peuple espagnol. L'IC pour sa part fera tout pour aboutir enfin à l'unité d'action du prolétariat pour la défense du peuple espagnol contre les interventionnistes allemands et italiens[34].

---

[30] RGASPI 517.3.16a : « Les Travailleurs des Usines Panhard » [article dactylographié de trois pages, sans titre ni date. 1938].
[31] *L'Espagne et la paix. Discours prononcés à la Séance Plénière de la Conférence Internationale d'Aide à l'Espagne Républicaine le 21 novembre 1937 à la Maison de la Chimie, Paris. Par Henri Rollin (sénateur Belge), Marcel Cachin (député de la Seine), Louis de Brouckère (président de l'IOS), SE Ossorio y Gallardo (Ambassadeur d'Espagne).* Paris, Comité international de coordination et d'Information pour l'aide à l'Espagne Républicaine. 1937.
[32] « Nous avons fait l'unité dans notre sang » par Gabriel Faure [Fort] in *L'Humanité* du 14 janvier 1938, p. 5.
[33] « Bataillon Pierre Brachet, en avant ! » in *El Soldado de la Republica - Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°53 du 30 octobre 1937, p. 4.
[34] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. 1er octobre 1937, p. 6.

À l'automne 1937, la rectification de la stratégie d'unité d'action du Komintern s'appuya désormais seulement sur les comités et sur les structures existantes et pérennes de la solidarité internationale précédemment mises en place par les partis communistes.

La Centrale Sanitaire Internationale, vaisseau amiral de la tactique unitaire kominternienne dans les pays démocratiques, fut largement mise à contribution. En octobre 1937 ses missions furent rappelées : « Créer une organisation vraiment centralisée qui réunisse tous les Comités d'aide du monde entier et qui devienne en réalité la Croix-Rouge du mouvement antifasciste » et « Développer un grand travail de propagande à l'étranger pour toucher de grosses masses de travailleurs et d'intellectuels, surtout parmi les médecins », sans oublier naturellement sa mission financière de recueil des dons de la solidarité[35]. En novembre 1937, à la suite de la grande campagne internationale en faveur des réfugiés Basques et des enfants évacués de la poche du Nord qui connaissait un grand retentissement au Royaume-Uni, en Hollande et en Scandinavie, fut créée une seconde commission spécifique au sein de la CSI : l'Office International pour l'Enfance, qui lui aussi se déclina par la suite autour des Brigades internationales[36]. Tout autant que les Brigades internationales un an auparavant, la CSI devint un vaste projet politique sous une écorce sanitaire, dont les consignes furent diffusées fin novembre 1937 :

> La CSI doit se présenter vis-à-vis du mouvement d'aide international, non pas sous aspect politique, mais sous un aspect d'aide technique, avec un programme très large, auquel puissent adhérer le maximum d'organisations. L'aide, la forme d'aide, doit être extrêmement souple, la Centrale ne doit pas imposer des mots d'ordre aux sections nationales, mais leur laisser une certaine autonomie quant à la forme de l'aide. Elle doit agir avec extrêmement de souplesse, elle doit lancer des mots d'ordre et donner des directives, mais éviter tout heurt avec les sections nationales et en particulier avec les grandes sections sociales-démocrates. Ces mots d'ordre doivent être acceptables par les sections. C'est pourquoi, elle ne peut apporter une aide exclusive sanitaire militaire, mais aussi une aide sanitaire civile réclamée par certaines sections. Elle doit éviter d'apparaître comme un organisme d'aide presque exclusivement aux brigades Internationales, car celles-ci, pour certaines sections, apparaissent comme des organisations purement communistes, quoique, évidemment, en fait les Brigades ne doivent pas être oubliées […] C'est également de cette manière que l'aide à l'Espagne apparaitra comme une aide antifasciste internationale et non pas une aide exclusive de

[35] « Le développement du service sanitaire des Brigades Internationales » par le Docteur Oskar Telge in *Centrale Sanitaire Internationale d'aide à l'Espagne républicaine (section française)*. *Bulletin d'information* n°3. Novembre 1937, p. 14.
[36] SORIA (Georges), *Guerre et révolution en Espagne 1936-1939*. Tome III. *Le tournant.* Paris, Éditions Robert Laffont. 1976, p. 320.

> la deuxième Internationale avec son hôpital ou de la Sociale démocratie Suédoise avec son hôpital. Par ce travail d'aide, la Centrale doit établir une influence sur des organisations d'aide non médicale en participant au travail des comités de coordination et d'autres organisations. En fait, c'est ce qui a eu lieu déjà, et la Centrale Sanitaire à direction communiste, est cotée par tous les organismes d'aide existant actuellement et en particulier par le Comité d'Organisation. La Centrale Sanitaire doit apparaître comme une organisation officielle, en rapport direct avec le Gouvernement Espagnol et non pas telle ou telle organisation particulière. Cette aide ne doit pas apparaitre comme favorisant telle ou telle formation en Espagne ; elle ne peut pas apparaître comme un organisme qui aide uniquement les Brigades internationales car alors elle briserait l'unité dans l'aide et elle provoquerait des heurts parmi les espagnols eux-mêmes. Ces deux faits se sont déjà produits[37].

Ces consignes résument parfaitement la nouvelle approche internationale de l'action de solidarité du Komintern autour de l'Espagne républicaine et des Brigades internationales, par un retrait tactique du label communiste au profit des structures dans lesquelles existaient une réelle unité et collaboration avec des sociaux-démocrates. Ce n'était pas le cas des Brigades internationales dont le rôle d'unité d'action et de passerelle avait échoué. La CSI avait de plus à son avantage d'être autosuffisante financièrement par ses puissantes levées de fonds. Ainsi, un parrainage par chaque grand comité national de solidarité à l'étranger de chacun des hôpitaux internationaux en Espagne fut mis en place[38]. Cependant, les Brigades internationales demeuraient un objet de prestige par leur force de suggestion et un puissant porte-voix de la propagande gouvernementale et communiste dont l'effondrement aurait eu des conséquences dramatiques.

4. Maintenir en vie les Brigades internationales : le second recrutement

La décision de reprendre le recrutement de volontaires (ou, littéralement, « intensifier ») obéit à trois objectifs corrélés : permettre le retour des vétérans, compléter les Brigades internationales existantes pour éviter leur disparition et les conformer aux ratios d'étrangers convenus par le décret de septembre 1937. La décision amplifie sensiblement les recommandations initiales en ajoutant que le recrutement doit également permettre créer entre deux et trois nouvelles brigades pour disposer de trois divisions et donc d'un corps d'armée, probablement sur les conseils d'André Marty.

---

[37] AHP Albacete - Brigadas Internacionales. Legajo 63248 caja n°67. Archivo bulgaro, sanidad y boletines. *Ligne à suivre par la Centrale*. Paris, 29 novembre 1937.
[38] *Idem.* Courrier du secrétariat de la CSI au SS BI à Albacete. Paris, 7 décembre 1937.

D'après les observations et analyses relevées précédemment, dans le chapitre 3, sur l'évolution des effectifs de volontaires étrangers dans les Brigades internationales, le second recrutement de l'hiver 1937-1938 débuta en réalité dès la fin septembre 1937 en France, pour atteindre son amplitude maximale en janvier et février 1938 et concerna principalement des citoyens français (la moitié des recrues) et des immigrés polonais. Les effectifs de l'ensemble des contingents nationaux s'effondraient de nouveau et retrouvaient leur étiage précédant le second recrutement, à l'exception du maintien relatif du recrutement en Scandinavie.

Cette seconde opération de recrutement de masse se distingue par l'imposition stricte de quotas à atteindre par les sections nationales du Komintern de manière conjointe. En effet, les directives ne furent pas précisées selon des nationalités mais selon les ensembles linguistiques et culturels dans chacune des brigades en activité. Le PCF et le PCB devaient ainsi « trouver » 1 200 Français et Belges à l'automne 1937 puis atteindre une moyenne de 400 par mois. Ce chiffre devait permettre de combler les pertes et la mise sur pied d'une nouvelle brigade « française » en plus de la brigade francophone *La Marseillaise* existante[39]. Le quota des « germaniques » fut fixé à 400 puis 150 par mois, celui des Italiens 400-500 (puis 150-200 par mois), Polonais et Tchécoslovaques 200 (120) chacun, « Balkaniques » 100 (50), Britanniques 200 (50), Nord-Américains 150 (150)[40]. Ce second grand recrutement reprit les mêmes dispositions que la campagne de l'année précédente :

> Il faut donner à cette campagne un caractère de masse en tendant à ce que le recrutement se fasse non seulement parmi les membres du parti communiste, mais aussi parmi ceux des autres organisations ouvrières et démocratiques (syndicats, PS, organisations de la jeunesse, etc…)[41].

Les directives de recrutement furent immédiatement diffusées accompagnées de consignes à propos des « avantages » incitatifs à faire valoir : des permissions possibles à l'étranger, une aide systématique aux familles et l'obtention de pensions en cas de blessures ou d'invalidité[42]. Le PCF fut une nouvelle fois chargé de trouver des cadres politiques et militaires dans ses rangs et de s'occuper, avec la CGT, de répondre à l'accroissement logistique induit par ce renforcement des effectifs étrangers[43]. Enfin, les candidats devaient être plus sévèrement triés que lors du précédent grand recrutement, pour éviter, selon Marty,

---

[39] RGASPI 545.1.11 : Courrier de Maurice Lampe au comité central du PCF. Albacete le 12 novembre 1937.
[40] RGASPI 545.1.1 : *Aide-mémoire sur l'application des dernières décisions concernant les Brigades internationales.* Par Luigi Longo, Automne 1937.
[41] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. 1er octobre 1937, p. 9.
[42] *Idem.*
[43] RGASPI 517.1.1856 : Lettre d'André Marty à Maurice Thorez. Barcelone, 9 décembre 1937.

« cet afflux de parasites politiques ou autres, qui s'étaient abattus sur l'Espagne comme des sauterelles[44] ».

Les résultats furent cependant très inférieurs aux attentes. Aucun contingent ne parvint à la moitié des objectifs indiqués, malgré des efforts importants réalisés notamment en Grande Bretagne. Les cadres chargés du recrutement et de l'acheminement des volontaires vers les Brigades internationales firent tous le même constat d'un net désintérêt des Partis et des militants et sympathisants en général, du refus de certains cadres de partir combattre sous des prétextes divers et de l'incapacité financière de certains partis à prendre en charge l'acheminement vers l'Espagne[45]. Le recrutement fut même étendu, sans plus de succès, auprès des syndiqués et des responsables syndicaux[46]. Un rapport interne du PCF intercepté par la police française rend ainsi bien compte de l'application des directives et des obstacles rencontrés :

> Jusqu'au mois de mars le recrutement a reposé sur les Régions du Parti, lesquelles ont eu un chiffre de fixé, qu'elles n'ont pas souvent réalisé. De nombreuses Régions ont apporté si peu d'attention au problème du recrutement et de la solidarité à l'Espagne en général, que l'on peut dire qu'elles s'en sont désintéressées. Les Régions du Sud de la France ont été les plus décevantes à ce point de vue. Certaines régions ont fourni des efforts sincères et productifs, mais, même ces dernières, accusent à présent les effets des causes cités plus haut. Au début de Mars, des syndicats parisiens ont été pressentis pour produire un effort parallèle au nôtre[47].

La résorption du tarissement fut envisagée par la recherche de substituts et de voies nouvelles d'acheminement. Il fut ainsi envisagé d'étendre les recrutements à des cibles jusqu'alors ignorées, comme les immigrés chinois aux États-Unis et ou les coloniaux de l'Empire français :

> Mais certaines nationalités ou colonies pourraient il semble fournir un bon recrutement. Le Maroc, l'Algérie, l'Indochine, la Syrie ou les Juifs notamment, assurent qu'avec quelques milliers de francs on aurait de bons résultats[48].

---

[44] RGASPI 517.1.1886 : Courrier de Marty à Heussler du Comité d'aide au Peuple Espagnol. Barcelone, [février ou mars] 1938.
[45] RGASPI 545.2.39a : *Rapport sur le recrutement*. Par Rebière, Paris. 22 mars 1938 ; 545.2.302 : *Suggestion – observations (1938) « De Paris »*. Sans date.
[46] RGASPI 545.2.302 : Suggestion – observations (1938) « De Paris ». Sans date.
[47] AD 13 1M822 : PCF : activités et manifestations 1938-1940. *PC - Affaires d'Espagne - Engagement de volontaires. Le commissaire divisionnaire Sallet, Chef des services de la Police Spécial à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône (Cabinet)*. Marseille, 28 février 1938.
[48] RGASPI 545.2.302 : *Suggestion – observations (1938) « De Paris »*. Sans date.

Cette suggestion, curieusement énoncée, ne fut évidemment pas suivie d'effet. Les problèmes de franchissement des frontières pour les volontaires d'Europe centrale et balkanique, où des potentialités subsistaient, se révélèrent également insurmontables[49].

Il faut considérer l'échec du second recrutement d'un point de vue conjoncturel et géopolitique. Selon les Renseignements Généraux français, cet échec était dû « d'une part [par] le piétinement des forces en présence qui laisse présager une campagne longue et pénible, d'autre part les renseignements fournis par certains combattants de la brigade internationale de retour en France, renseignements défavorables à l'organisation des forces républicaines[50] ». Les rapports des responsables français du recrutement corroborent largement cette observation : le moral des Français est mauvais, les journaux favorables à la République ne traitent que de massacres et de la martyrologie du peuple espagnol, ce qui était, selon ces cadres, « utile pour les dons » mais produisant « un effet opposé pour le recrutement »[51]. L'absence de publicité autour des Brigades internationales joua évidemment un rôle important dans l'absence d'élan, tout autant que les nouvelles déprimantes venues d'Espagne : chute du Nord, chute de Teruel et offensive irrépressible des armées italo-espagnoles en Aragon[52].

Indéniablement, le second recrutement, même incomplet, permis aux Brigades internationales de subsister une année de plus. La relance du projet nécessitait désormais que ces dernières soient recadrées et épurées des troubles internes ayant émaillé l'année 1937. Pour cette tâche immense et d'une certaine manière inquisitoriale, André Marty était la personne idoine pour s'en acquitter.

5. Le retour d'André Marty en Espagne

Le mandat et les prérogatives d'André Marty furent strictement circonscrits à l'application des directives du Komintern concernant les Brigades internationales. Dans ses mémoires, Togliatti signale que le retour de Marty fut assorti de nombreuses conditions, exigées notamment par le BP du PCE consulté au préalable sur ce point : il devait changer

[49] *Idem.*
[50] APP BA 1665 Dossier : Révolution Espagnole. Départs de volontaires pour l'Espagne. *AS du recrutement des volontaires pour l'Espagne*. 6 janvier 1937.
[51] RGASPI 545.2.302 : Suggestion – observations (1938) « De Paris ». Sans date.
[52] RGASPI 545.2.39a : *Tâches pratiques*. Par Rebière. Paris, Sans date.

radicalement ses méthodes de travail et éviter d'intervenir dans les questions militaires et techniques des Brigades[53].

L'historiographie n'a pas assez relevé l'importance du renvoi d'André Marty en Espagne, véritable pendant de la nomination de Togliatti en remplacement de Codovilla auprès du PCE[54]. Durant son séjour forcé à Moscou, André Marty ne fut pas déchargé de son suivi des Brigades internationales mais n'était plus investi de responsabilités ; sa stature de chef spirituel des Brigades internationales ne fut pas remise en cause durant son absence. Il rédigea depuis Moscou un certain nombre de mémentos durant l'été 1937 et publia plusieurs articles sur les Brigades internationales. Luigi Longo et Vital Gayman continuèrent à le tenir informé et il parvint à se faire transmettre divers documents, confidentiels. Maintenu hors d'Espagne durant sept mois, il a consciencieusement préparé son retour. Dès juin 1937, il préconisait une hispanisation du conflit par la formation des Espagnols et un arrêt des approches unitaires internationales vers l'IOS et la FSI pour les recentrer au plan national, en Espagne même[55]. Il soutint le resserrement sur les cinq brigades historiques et préconisait la reprise du recrutement et une association plus étroite avec les conseillers militaires soviétiques[56].

Probablement interrogé directement sur cette éventualité, André Marty fit également savoir en août 1937 sa pleine disponibilité pour être envoyé en Espagne, non pas de manière permanente ou pour un rôle opérationnel mais comme observateur[57]. Le Komintern lui avait commandé l'établissement d'un document de travail préfigurant de son renvoi en Espagne comme chef d'orchestre de la restructuration des Brigades internationales. Dans ses notes, il reprit ses précédentes recommandations et précisait son intention de reforger les Brigades sur la base de trois divisions et d'un « corps d'armée de choc » à l'imitation des corps d'offensive de la Grande guerre et destinés à reprendre l'initiative sur le terrain militaire[58]. Les Brigades internationales devaient désormais répondre à trois fonctions, envisagées de la manière suivante :

---

[53] « Sobre los problemas del Comité Central del PCE » par Palmiro Togliatti, 25 novembre 1937 in TOGLIATTI (Palmiro), *Escritos sobre la guerra de España*, Barcelone, Editorial Crítica, 1980, pp. 164-165.
[54] Plusieurs auteurs n'ont d'ailleurs pas relevé l'absence en Espagne d'André Marty entre mars et octobre 1937.
[55] RGASPI 517.1.1856 : *Appréciations* [de Marty, 7 juin 1937], p. 2.
[56] RGVA 33987.3.1033 : Note de Voroshilov à Staline. 21 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada..., op. cit.,* Document 50, pp. 309-310.
[57] *Idem.*
[58] RGASPI 517.1.1856 : *Sur la note manuscrite du 9-10-37*. Par Marty, 22 décembre 1939, p. 6.

a) [En] apportant une puissante contribution à la création d'une véritable armée et surtout à la décision militaire ;

b) En] assurant la meilleure utilisation des Internationaux comme cadres instructeurs, ce qu'ils sont (militairement et aussi politiquement) en les fondants dans l'Armée nouvelle ;

c) En] constituant pour l'avenir une puissante force au service du PCE sans le paraître[59].

C'est investi de ces missions qu'André Marty fut renvoyé en Espagne, fin octobre, via Paris. Contrairement à son premier séjour, ses responsabilités et prérogatives furent placées sous la tutelle du Comité Central du PCE, où il siégeait désormais. Le ministre de la Défense Nationale, Indalecio Prieto, avait accepté sa fonction d'« inspecteur des Brigades internationales », soit le même poste que Luigi Longo ; son absence dans l'organigramme des commissaires illustre clairement du caractère uniquement protocolaire de cette nomination[60]. Dans son rapport de janvier 1938 au Secrétaire général du Komintern, Palmiro Togliatti fit l'éloge de l'application et de la diligence d'André Marty dès sa prise de fonction, à rebours des vives inquiétudes du PCE et des cadres d'Albacete à l'annonce de son retour[61]. Signe de la confiance restaurée du Komintern en sa personne, André Marty fut chargé de présenter au Comité Central du PCF les nouvelles orientations décidées à Moscou le 29 octobre 1937[62]. Enfin, son retour fut également mis en scène par sa présence comme orateur vedette à deux grands meetings pour l'Espagne, après une absence de près d'un an, à Paris au Vel d'Hiv puis à Perpignan, probablement pour renforcer la seconde campagne de recrutement[63]. Son autorité fut enfin renforcée par le développement d'un culte de sa personnalité.

La décision du Komintern d'opérer une relance des Brigades internationales s'est accompagnée de leur insertion dans le PCE. Cette réorganisation fondamentale signifiait une révision complète de leur infrastructure, c'est-à-dire de l'encadrement politique et militaire presqu'exclusivement étranger. Ces derniers étaient la cible de toutes les critiques, accusés d'être les principaux responsables des crises internes et des défaillances militaires des

[59] *Idem*, p. 8.
[60] « Informe del 28 de enero de 1938 ». Rapport au Komintern de Palmiro Togliatti à propos du Plenum du Comité Central du PCE de novembre 1937, 28 janvier 1938 » in TOGLIATTI (Palmiro), *Escritos sobre la guerra de España…*, *op. cit.* , p. 176.
[61] *Idem*.
[62] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947…*, *op. cit.,* p. 587. Son intervention, expurgée, fit l'objet d'une édition sous le titre de *L'Espagne, bastion avancé de la liberté et de la paix*, Paris, La Brochure Populaire n°3, 1937.
[63] CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947…*, *op. cit.,* p. 578 ; *L'Humanité* du 20 novembre 1937 ; *Le Petit Méridional* du 21 novembre 1937.

Brigades internationales. La grande épuration des cadres initiée début 1938 fut destinée à liquider l'appareil de direction transnationale, créé durant les premiers mois de manière empirique, au fonctionnement chaotique et particulièrement dépendant des interventions des partis communistes représentés dans les Brigades internationales.

B. L'encadrement des Brigades internationales, un appareil complexe fortement soumis à des interférences extérieures

Les Brigades internationales étaient depuis leur création un organe polycentrique transnational caractérisé par une faiblesse en cadres, une grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur et l'action de puissants tropismes nationaux. Tout au long de leur brève existence, le manque de cadres demeura le problème le plus aigu. Jusqu'à la fin 1937, il était de plus particulièrement difficile de faire accepter aux volontaires étrangers un encadrement espagnol et les officiers et cadres espagnols manquaient de toute manière davantage encore. On entend ici les cadres comme un ensemble associant à la fois comme l'encadrement politique (délégués et commissaires politiques) et l'encadrement militaire (de tous grades) constituant l'appareil politico-militaire de direction et ses représentations dans les différents échelons.

C'est par ce dispositif que passait la colonne vertébrale du contrôle communiste sur les Brigades. Ce contrôle était en fait pluriel, tous les partis communistes nationaux y agissaient également selon des dynamiques propres et par conséquent interféraient fortement via leurs cadres employés et surtout par leurs représentations en Espagne. Les cadres étaient de plus soumis à des impératifs contradictoires en étant à la fois trop peu nombreux au front et trop précieux pour être exposés ; les pertes de cadres en Espagne étaient naturellement autant de pertes pour les Partis et difficilement remplaçables.

1. Une faiblesse congénitale de l'appareil

L'euphorie des premiers moments passés et à la suite des premiers engagements sanglants de Montero et Lopera à l'automne 1936, la grande fragilité numérique des cadres formés et compétents s'imposa à tous. Cette faiblesse, ajoutée au manque d'officiers

supérieurs, ne fut jamais corrigée[64]. La mise sur pied des bataillons des Brigades internationales aurait dû dépendre de la capacité des partis à y placer des cadres et à remplacer les pertes, or nous avons vu que la croissance exponentielle des Brigades internationales a reposé sur des principes militaires assez peu rationnels.

Dès la première semaine de novembre 1936, André Marty signalait l'insuffisance en nombre et en qualification de l'état-major international d'Albacete et demandait au Komintern l'envoi de vingt commandants de bataillons, de compagnies et d'artillerie[65]. En février 1937, Albacete demandait de « trouver » cinq chefs d'état-major de brigade (pour des unités espagnoles) et deux états-majors complets de division, dont cinq généraux, cinq chefs d'état-major de division et vingt chefs de bureau d'opérations[66]. En mars 1937 : quatre commandants de brigade, huit chefs de bataillon, trente-six officiers de réserve de l'armée française dont un tiers d'officiers d'artillerie et de cavalerie et trente cadres du Parti (« au moins membres de bureaux régionaux du PCF […] de préférence membre du conseil d'un grand syndicat »), afin d'occuper une fonction de commissaire politique[67]. Il s'agissait d'un renouvellement quasiment complet des cadres supérieurs déjà présents, et donc, en creux, d'un bilan pour le moins inquiétant de l'encadrement militaire et politique au printemps 1937. Cette demande en personnels (non volontaires), déjà considérable, dépassait les possibilités du Komintern lui-même. Quasiment aucune des demandes ne fut évidemment satisfaite, et au printemps 1937 la majeure partie du vivier de militaires professionnels disponibles était déjà en Espagne.

Les demandes de cadres pour l'Espagne, dirigées principalement vers le PCF, exigeaient une véritable ponction dans l'appareil interne du parti français à un moment où celui-ci connaissait également une crise de l'encadrement à la suite de l'explosion de ses effectifs. En janvier 1937, tandis que près des trois quarts des volontaires procédaient de France, André Heussler se plaignait déjà du faible nombre de cadres envoyés par le PCF: « Ce serait pour eux une grande école à laquelle tous les militants n'ont pas l'honneur de passer [....] C'est avec regret que je constate, dans des heures difficiles, que mon parti n'ait pas

[64] Fin 1937, pour sept brigades et deux divisions, on relevait seulement trois généraux (Gall, Gomez et Walter), un colonel (Putz) et six lieutenants colonels (Becker, Bielov, Copic, Dumont, Hans et Morandi).
[65] RGVA 33987.3.832 [Aux camarades Staline, Molotov, Voroshilov, Kaganovich. Malnuilsky le 4 novembre 1936. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.,* document 29, p. 147.
[66] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. Rapport d'André Marty pour l'ECCI. 4 mars 1937. Annexe 77 Demande de personnel au PCF du 5 février 1937.
[67]RGASPI 495.18.1179 : *Note spéciale A* Personnel demandé pour les Brigades internationales. Par André Marty. 4 mars 1937.

envoyé plus de camarades militants pour nous aider dans cette lutte[68] ». Le convoi des « trente-trois » en février 1937, en réalité une cinquantaine de cadres du PCF, puis le convoi de février 1938, soit quarante-six cadres communistes espagnols et français furent les deux plus gros envois de cadres communistes, pseudo-volontaires, en Espagne[69]. De fait, le PCF eut de grandes difficultés à trouver des cadres volontaires pour l'Espagne essentiellement pour un problème de motivation des cadres eux-mêmes. Pour étoffer le second convoi, on fit « rempiler » un certain nombre de vétérans revenus depuis peu[70].

Les autres partis communistes, de taille bien plus modeste, hésitèrent ou renâclèrent à envoyer des cadres expérimentés en Espagne, où ils avaient toutes les chances d'être tués ou mutilés. Anne Morelli relève qu'en Belgique des militants communistes italiens souhaitant partir en Espagne en septembre 1936, avaient été tempérés par leur hiérarchie, jugeant que leur départ risquait d'être dommageable sur « le front belge » ; en mai 1937 le PCB signalait à ses comités fédéraux que les groupes de langue italienne étaient alors « très affaiblis du fait du départ de nombreux camarades qui sont allés soutenir l'héroïque peuple espagnol dans sa défense contre le fascisme[71] ». Le parti polonais, très sollicité tant en Pologne que dans ses sections immigrées, déplorait également d'être ainsi vidé de ses cadres « déserteurs des tâches du parti en Pologne[72] ». Le Parti Communiste cubain fut lui aussi déchiré entre le devoir d'application des consignes du Komintern concernant l'envoi de volontaires vers l'Espagne, et la préparation d'une insurrection armée à Cuba[73]. Dans tous les cas, les communistes postulants au volontariat devaient recevoir l'aval de leur parti. Nombreux et nombreuses furent les militants communistes qui durent attendre longtemps l'autorisation de la hiérarchie

---

[68] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales…, op.cit.,* Annexe 59. Lettre de Heussler (XIVème) à André Marty. 29 janvier 1937.

[69] On compte parmi le premier convoi (1937) un grand nombre de cadres importants amenés à jouer un rôle de premier plan dans les Brigades internationales (dont Barthel, Calonne, Duguet, Grandel, Grégoire, Haudecoeur, Janin, Laffont, Lecoeur, Renaud, Richard, Tanguy et Vittori). RGASPI 517.1.1886 : Lettre d'André Marty à Maurice Thorez. Barcelone, 10 mars 1938 ; 545.1.11 : Biographie de Marcel Jean Renaud pour sa demande de nomination comme Commissaire de Guerre. Avril 1937 ; 545.6.1242 : *Notes sur Jeanin et sur les cadres des BI. Strictement confidentiel*. 12 février 1940 ; SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor /Éditions sociales, coll. « Histoire », 1987, p. 84 ; SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas…, op. cit*, pp. 158-160 et 243 ; DUGUET (Élie), *Avec les Brigades internationales sur les routes d'Espagne*, Nîmes, C. Lacour, coll. « Colporteur », 1993, pp. 11-13.

[70] RGASPI 545.6.1352 : *Information sur le commissaire politique du groupe DCA André Pieplu*. 26 mars 1938.

[71] MORELLI (Anne), « Les italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine. Numéro spécial La Belgique et la guerre civile d'Espagne* n°18, vol 1-2, 1987, pp. 192-194.

[72] CIECHANOWSKI (Jan Stanislaw), « La participación de ciudadanos polacos y de origen polaco en las Brigadas internacionales. » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…* , *op. cit.*, p. 99.

[73] URCELAY MARAGNÈS (Denise), *Les volontaires Cubains dans la défense de la République Espagnole 1936-1959. La légende rouge*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 51.

du Parti et les cadres issus des immigrations plus encore que les autres. Cerreti avait d'ailleurs formellement interdit à certains spécialistes de la propagande de la MOI de s'engager comme volontaires en Espagne[74].

Cette préoccupation était d'ailleurs largement partagée par les organisations ouvrières non communistes. Les formations révolutionnaires européennes, aux maigres effectifs et très dépendantes de l'activité d'une poignée d'individualités militantes hyperactives, ne souhaitaient en aucun cas voir leurs meilleurs éléments partir combattre en Espagne[75]. Sylvie Schweitzer signale dans son étude consacrée aux ouvriers des usines Renault de Billancourt durant la guerre civile espagnole, que les directions politiques et syndicales renâclèrent à envoyer en Espagne des cadres, du fait des nécessités internes créées par la forte augmentation des adhésions en 1936[76].

L'urgence des besoins en cadres fut logiquement comblée par la présence de nombreux cadres politiques supérieurs issus des différents partis communistes présents. Cet emploi empirique suscita naturellement l'émergence d'une direction transnationale à l'origine non statutaire non prévue, le système des « représentants ».

2. Indispensables représentants

Lors de la création de la Base d'Albacete, la surreprésentation des communistes favorisa naturellement la constitution d'un microcosme de cadres supérieurs désireux de se rendre utiles ou de continuer en Espagne leur tâche de dirigeants ou d'encadrement. L'arrivée massive de volontaires, l'improvisation permanente et l'échec de la structuration en cartel au sein de Brigades internationales politiquement organisées en front populaire eurent pour conséquence de doter les cadres supérieurs communistes d'un rôle politique fondamental dans l'organisation et la structuration des brigades. Leur expérience, leur reconnaissance par la troupe et leur capacité de reproduction de l'appareil furent indispensables, et probablement vitales, durant les premiers mois, comme le rappelait André Marty en 1940 :

---

[74] GRONOWSKI-BRUNOT (Louis), *Le dernier grand soir. Un jour de Pologne*. Paris, Editions du Seuil, 1980, pp. 84-85.
[75] IISG FAI PE 52.7 : Traduction en français d'un rapport de politique général sans titre sur le mouvement anarchiste espagnol à l'aune des derniers revers militaires. Par P. Herrera du comité péninsulaire de la FAI. Barcelone, 25 juin 1938, p. 2.
[76] SCHWEITZER (Sylvie), « Les ouvriers des usines Renault de Billancourt et la guerre civile espagnole » in *Le Mouvement Social* n°103, avril-juin 1978, p. 116.

> Cela fut réalisé par le travail des représentants des Partis frères en direction des cadres de leur nationalité et avec des liaisons plus nombreuses avec les camarades du parti de leur nationalité. Il fallait avoir sur eux le prestige et l'autorité pour les pousser, les lier d'une forme plus ou moins discrète de façon à ne pas briser, même extérieurement l'unité politique et militaire qui avait été réalisée dans les Brigades Internationales et souder en même temps les volontaires communistes dans les unités[77].

Le dispositif de représentation des Partis à Albacete fut présenté par André Marty lors de son premier rapport devant le comité exécutif du secrétariat du Komintern en mars 1937. Des consignes relatives à l'emploi des membres des Comités Centraux des partis furent diffusées auprès des sections nationales du Komintern pour qu'elles nomment un ou des représentants[78]. Il s'agissait en creux de déterminer les représentants « officiels » parmi les cadres supérieurs déjà présents et de faire en sorte que ces derniers soient inscrits réglementairement comme membres des Brigades internationales.

Au sein de la section politique de la Base d'Albacete, leurs missions devaient être de permettre aux volontaires de chaque contingent de suivre l'activité de leur parti, de constituer une commission des cadres parmi chaque nationalité et de « développer et consolider le front populaire parmi les volontaires de leurs pays[79] ». Cependant, ils devaient demeurer discrets, pour ne pas prêter le flanc aux accusations de mainmise des communistes sur les Brigades internationales[80]. Cette politique de nominations extérieures fut initialement soutenue par le Komintern, afin de s'assurer de disposer « du prestige et [de] l'autorité pour les pousser, les lier d'une forme plus ou moins discrète de façon à ne pas briser, même extérieurement, l'unité politique et militaire qui avait été réalisée dans les Brigades internationales et souder en même temps les volontaires communistes dans les unités[81]».

Ils furent également distribués dans les services de propagande et dans la presse. À l'origine, leurs fonctions étaient circonscrites à la Base d'Albacete et non sur les unités en opérations. Cependant, leur présence même posait déjà un certain nombre de questions que l'on retrouve à demi-mots dans le rapport d'André Marty de mars 1937 cité précédemment :

---

[77] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit* . *Rapport général. III. Problèmes du Parti et des cadres. L'organisation du Parti dans les BI*. Avril 1940, p. 15 (feuillet 59).
[78] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne (au 20 février 1937)*. *Question espagnole (suite)...*, *op. cit*.
[79] *Idem.*
[80] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales ..., op.cit.* Annexe II. Les Brigades internationales. Intégré au rapport d'André Marty pour l'ECCI du 20 février 1937. 2 mars 1937.
[81] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit,* p. 70.

> Ils viennent comme représentant d'un parti, mais il faut faire attention à ceci : ils ne peuvent pas être auprès des Brigades Internationales comme un représentant de parti l'est auprès du Komintern. Les Brigades Internationales sont une force régulière de l'armée espagnole ; il faut rester dans ses cadres et dans ses statuts [mais] sans être un représentant officiel et public d'un parti communiste […] De cette façon ils sont dans l'armée espagnole sans que personne ne puisse rien dire et en même temps, ils exercent le contrôle de leur parti sur les camarades de leur nationalité. Nous les avons mis à la base parce que naturellement on ne veut pas les envoyer au front en première ligne, on les met là parce qu'on ne veut pas perdre les cadres dirigeants des partis[82].

Cette présentation très paradoxale effectuée sous forme d'aveu par le personnage même du délégué du Komintern chargé de l'organisation des Brigades internationales montre bien le caractère d'improvisation du procédé et l'incapacité du centre décisionnel à imposer son propre dispositif, à défaut de l'avoir prévu.

Le système des représentants fut adopté à la fin de février 1937 durant l'intérim assuré par Billoux et Karbov[83]. Au 22 février 1937, il y avait vingt membres de Comités Centraux ou de Bureau Politique de Parti dans les Brigades internationales dont un tiers était associé directement au conseil politique et la plupart considérés comme des représentant nationaux[84]. De ce fait, la Base d'Albacete fut rapidement surnommée « le petit Komintern » par les volontaires[85]. Cette direction duelle ouvrit largement la voie aux interventions des partis communistes extérieurs qui occupèrent amplement ce dispositif aux contours mal définis et propice aux querelles d'autorités.

3. Les problèmes du polycentrisme

Jusqu'en janvier 1938, la structuration communiste demeura divisée par nationalités et par groupes de langues. Ces diverses structurations nationales se tournèrent naturellement progressivement vers leur parti d'origine par le biais des représentants nationaux présents à Albacete. Les Partis communistes nationaux envoyaient des cadres supérieurs munis de recommandations et donc nommaient depuis l'étranger leurs propres responsables pour leurs nationaux. Ces nominations étaient ensuite diffusées par des « circulaires » parallèles auprès

---

[82] RGASPI 495.18.1179 : R*éunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole,* p. 28.
[83] RGASPI 545.1.9 : Compte rendu de « Gallo » de la commission des cadres de la Base du 28 février 1937. Madrid, 1er mars 1937, p. 5.
[84] RGASPI 545.6.33 : État nominatif des membres des CC de PC présents à Albacete au 22 février 1937.
[85] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Feuillet 232.

des volontaires de la nationalité concernée[86]. À titre d'exemple, le secrétaire général du PCB pouvait « suggérer », depuis Bruxelles, qu'un cadre belge employé à Albacete soit envoyé au front comme commissaire, qu'un second, cadre des jeunesses, soit employé à la Base et qu'un troisième soit rétrogradé pour des raisons disciplinaires internes au parti belge[87].

Certains petits partis communistes avaient envoyé, en proportion avec la taille de leur contingent national, un grand nombre de cadres en Espagne. En août 1937, le Parti Communiste belge avait en Espagne pas moins d'un membre de son Comité Central, 14 membres du Conseil fédéral et 51 cadres locaux pour quelques centaines de membres[88]. En nombre, c'est évidemment le PCF qui envoya le plus de cadres (environ 690 cadres divers en août 1937)[89]. En proportion, ce fut le CPGB, qui envoya même « trop » de responsables selon André Marty[90].

Nous l'avons vu, la plupart d'entre eux étaient devenus, ou s'étaient intronisés *de facto* ou *de jure,* commissaires politiques en s'assurant ainsi d'une incontestable légitimité politique et administrative[91]. Les rivalités politiques et personnelles entre les cadres d'un même Parti Communiste en Espagne furent quelquefois réglées par une intervention directe depuis l'étranger de leur Bureau Politique, parfois par l'irruption d'un cadre envoyé en Espagne spécialement pour occuper la place contestée. Avec humour, les volontaires américains surnommèrent ces cadres « parachutés » en Espagne les « *12th Street Commandos* » ou « *9th floor generals* », en référence au siège du parti à New-York et à l'étage occupé par son Bureau Politique[92]. De plus, la représentation de chaque Parti recevait la cotisation spéciale au Parti que devaient reverser les volontaires communistes de chaque contingent national « pour leur activité en faveur de l'Espagne Républicaine » et constituait de ce fait des trésoreries

[86] RGASPI 545.1.11 : Lettre de « Robert » pour le KPJ à André Marty et Luigi Longo. Paris, 14 avril 1937 ; 545.6.839 : Fiche du volontaire roumain Michel René.
[87] RGASPI 545.1.11 : Courrier de Xavier Relecom, 7 mai 1937.
[88] RGASPI 545.6.33 : Cadres du PCB en Espagne en août 1937.
[89] RGASPI 545.6.33 : *Liste de Volontaires membres du PC[F] ayant eu des fonctions et actuellement en Espagne à la date du 21 août 1937, Section Française*.
[90] RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*. p.29. En proportion exacte, ce fut le PC bulgare, mais la plupart venaient d'URSS.
[91] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott. « Les volontaires anglais en Espagne étudié au point de vue de*[s] *cadres »*. S.l. S.d. [Rédigé nécessairement après avril 39], p. 45.
[92] *Généraux du Neuvième étage* et *Commandos de la Douzième rue*. BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives… », *op. cit*., p. 73 ; VOROS (Sandor), *American Commissar*, Philadelphie, Chilton Company, 1961, pp. 269-271.

parallèles destinées à des activités non directement contrôlées[93]. Cela favorisa le développement d'intérêts antagonistes et contradictoires entre les Partis et la Base.

Les pertes militaires sous-entendaient des pertes militantes. À l'été 1937, Manfred Stern (« Kleber ») reconnaissait que les meilleurs cadres des Partis avaient été sacrifiés et perdus, notamment dans les sections nationales du Komintern les plus petites (les « partis illégaux ») et qu'il fallait désormais les protéger en ne les exposant plus au combat[94]. Les pertes vertigineuses dans les rangs des volontaires étrangers, associées à l'assombrissement des perspectives, suscitèrent rapidement une perception mois héroïque et plus prosaïque du « champ de gloire » espagnol de la part de certains partis communistes. Harry Pollitt fut un des rares dirigeants communistes à s'exprimer ouvertement sur la nécessité impérieuse de tout faire pour préserver les cadres étrangers présents dans les Brigades internationales : « The Communist Party of Great Britain has great responsibilities in the present international situation. In the British Battalion are some of our very best local and district cadres. It is essential that we should not lose these comrades[95] ». La plupart des partis communistes se posèrent les mêmes questions et de manière générale les volontaires eux-mêmes s'inquiétaient des disparitions de militants et cadres aux grands potentiels sacrifiés sur les champs d'Espagne[96]. Le problème concernait également des volontaires ayant des mandats syndicaux ou d'élus municipaux qu'il fallait soustraire d'Espagne tandis que les élections approchaient.

Le Komintern s'interrogea à l'automne 1937 sur la question de la sauvegarde des cadres communistes présents en Espagne et un projet de retrait partiel des premières lignes de certains d'entre eux fut étudié, pour les placer dans les écoles du Parti en Espagne. Cette solution avait pour objectif de contrecarrer la solution habituellement adoptée par les Partis nationaux dans les Brigades internationales, à savoir le fait d'affecter les cadres à préserver dans les services auxiliaires, ce qui eut, on s'en doute, des effets collatéraux sur le moral des

---

[93] RGASPI 545.2.9 : *Instruction de travail. Pour les secrétaires des organisations du Parti dans lesquelles il y a des camarades étrangers*. Sans date [1938].
[94] RGASPI 495.74.206 : *Rapport de M. Fred* [Manfred Stern] *sur le travail en Espagne*. 14 août 1937 in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.,* Document 60, pp. 376-377.
[95] *Le Parti communiste de Grande-Bretagne a de grandes responsabilités dans la situation internationale actuelle. Dans le bataillon britannique il y a quelques-uns de nos meilleurs cadres locaux et de district. Il est essentiel que nous ne perdions pas ces camarades.* RGASPI 545.1.11 : *My Visit to the British Battalion*, par Harry Pollit au secrétariat du PCE. 1er septembre 1938.
[96] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott…, op. cit.,* p. 4 ; LONDON (Artur), *Se levantaron antes del alba. Memorias de un combatiente checo de las Brigadas Internacionales en la guerra de España*. Barcelone, Ediciones Península, coll. « Temas de historia y política contemporáneas » 1978, p. 252.

unités combattantes[97]. Ce système de préservation des cadres fut méticuleusement mis en place par certains partis communistes parmi les plus sensibles à la question, à savoir les partis en exil. Le KPD donna un nom à cette politique de sauvegarde des cadres « par des moyens administratifs » : le *Kaderschutz*[98], système que Marty résumait ainsi :

> Placer à l'arrière des camarades, les retenir dans des bureaux dans des fonctions qui les préserveraient du front. Et quand on ne pouvait pas faire autrement, à la veille d'une offensive, on envoyait un certain nombre de camarades à une école politique du [KPD] à Barcelone. Naturellement le principe de l'école était juste : mais quel encouragement moral pour les camarades qui restaient en ligne ! Mais cette politique du *kaderschutz*, étant donné le cours des événements militaires, devenait absolument insoutenable au point de vue politique. On ne pouvait plus garder à l'arrière des camarades, quand le gouvernement et surtout le parti luttait pour le mot d'ordre « Tous pour le front et tout pour le front[99] ! »

Chacun sut placer ses cadres dans les états-majors ou directement à la Base d'Albacete. Le résultat aboutit à un engorgement de fonctionnaires communistes et d'officiers en ces lieux, tandis qu'on manquait de commissaires et de sous-officiers dans les unités combattantes. Selon Sverchevsky, la XIème brigade disposait d'une réserve de quatre-vingt-dix officiers étrangers à Albacete[100] ! La plupart étaient associés aux activités du KPD et du KPÖ mais également avec les partis communistes hollandais et scandinaves, en liaison avec, et protégés par, leurs représentants nationaux. André Marty imposa l'envoi systématique des cadres au front, justifié par une sorte d'ordalie théorique prenant un sens singulier dans le contexte guerrier espagnol :

> La conception de « réserve de cadres » dans des postes de sinécure de fait en Espagne s'est révélée à l'expérience une erreur grossière et dangereuse : un cadre hors de la lutte perd à la fois sa valeur et son prestige. C'est dans la lutte seulement que se développent et se vérifient les cadres[101].

La politique de sauvegarde des cadres avait eu évidemment le soutien des représentants des partis communistes étrangers en Espagne. Le système des représentants nationaux s'était par conséquent mué en un contre-pouvoir, non pas hostile mais générateur de

---

[97] RGASPI 495.18.1225 : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. 1er octobre 1937, p. 10.
[98] « Protection des cadres ».
[99] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE - Volontaires allemands...*, *op. cit*, p. 80.
[100] RGVA.35082.1.95 : *Notes sur la situation des Unités internationales en Espagne. Rapport du colonel camarade Sverchevsky* (Walter), 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.,* Document 70, p. 517.
[101] RGASPI 545.6.1535 : *Strictement confidentiel. Note sur Andreief Boris Nicolaef (Yougoslave, Bojo Maslarich)*. Par Marty, 4 octobre 1939.

tensions et d'interférences majeures. Il ne pouvait être question de procéder à l'hispanisation des Brigades internationales par leur rattachement au PCE sans procéder à une désinternationalisation de l'encadrement et une reconstruction de l'appareil de direction. Cette restructuration fut entreprise comme une épuration.

C. La désinternationalisation de l'encadrement des Brigades internationales

Le rôle dévolu aux représentants nationaux n'était plus en correspondance avec le contexte et la nature nouvelle des Brigades internationales à l'automne 1937. De plus, bien qu'ultra majoritaire, il n'y avait aucune représentation nationale des Espagnols au Conseil politique, ni de commissaire spécifique, tandis que la plupart des petits partis communistes, ultra-minoritaires, étaient, eux, bien représentés par un ou plusieurs dirigeants influents issus de Comités Centraux et solidement attachés à leurs prérogatives à Albacete. Cette situation d'extrême déséquilibre avaient été mainte fois signalée comme dangereuse par les différents rapports parvenus au Komintern, qui ne pouvaient cependant pas froisser les dirigeants dont les partis faisaient ou avaient fourni des efforts fantastiques pour l'Espagne. André Marty fut chargé de cette « sale besogne », sans scrupule aucun.

1. Les Brigades Internationales « envahies » par les étrangers

En août 1939, lors de son dernier rapport sur les Brigades internationales présenté devant le Présidium du Parti Communiste d'Union Soviétique, André Marty faisait aux volontaires communistes le reproche rétrospectif d'être venus en Espagne porteurs d'une « maladie », le sectarisme, d'avoir importé des orientations erronées et de s'être montrés incapables d'assimiler le contexte espagnol[102]. En outre, chaque contingent avait fait montre d'intérêts particuliers, au détriment de l'action collective :

> Enfin, même sans le vouloir, chaque groupe national de Volontaires glissait vers le respect des intérêts exclusifs de son groupe national et de son propre parti au détriment des intérêts du parti qui mène la lutte qui constitue les intérêts essentiels du moment. Sans cette unité sous la direction du PCE, on avait parmi les Internationaux principalement l'interprétation anglaise, américaine, française, allemande, italienne de

[102] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou. P 66

> la politique de Front populaire en Espagne, et non, ainsi qu'il le fallait, l'interprétation espagnole. Il en fut de même en ce qui concerne le problème de l'organisation du parti et de la politique des cadres, les intérêts, les méthodes de chaque parti frère prévalaient. Cela compliquait encore la situation et allait à l'encontre du but essentiel du PCE d'unir nos forces, de ne pas les disperser[103].

André Marty avaient été extrêmement critique vis-à-vis de ses prédécesseurs qui avaient assuré l'intérim durant ses six mois d'absence forcée à Moscou : « Es indudable que en los seis últimos meses de 1937, la irresponsabilidad y el desinterés se han introducido como regla en todos los escalones[104] ». La Base s'était transformée selon lui en un véritable « ministère » aux services pléthoriques, travaillant « à la semaine anglaise »[105]. Les officiers de la Base avaient pris selon lui « la mentalité bourgeoise des pires officiers capitalistes », « buveurs », « grévistes », irresponsables, incapables, etc. Aucun responsable n'échappa à ses accusations : du chef de la Base (Zaisser dit « Gomez ») à son commissaire (Lampe), ceux du SIM et de l'instruction, et même, fait exceptionnel, contre Luigi Longo pourtant toujours préservé des ires d'André Marty[106].

En observation en Espagne en juillet 1937, l'envoyé du Komintern, Palmiro Togliatti, avait également relevé le manque d'autorité du commandant de la Base sur les commandants de chaque brigade, qui parfois le désavouaient ou s'opposaient à lui.[107]. Dans son premier rapport général au CC du PCE depuis son retour en Espagne, André Marty n'hésita aucunement à décrire les Brigades internationales comme ayant été « envahies » par les étrangers, assimilés à des « sauterelles » :

> Es incontestable que muchos incapaces procedentes de múltiples Comités Internacionales diversos de Europa y también de otras partes, se han abatido como langostas sobre las Brigadas internacionales y sobre las Hospitales, viven desahogadamente, no tienen ninguna mentalidad comunista, se consideran grandes jefes y tienen un desdén lo más absoluto para con los combatientes y oficiales

---

[103] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit*.
[104] *Il est indiscutable que durant les six derniers mois de 1937 l'irresponsabilité et le désintérêt se sont immiscés comme une règle à tous les niveaux*. RGASPI 545.6.7 : *Situación de las Fuerzas Internacionales por André Marty*. [Rapport d'André Marty au CC du PCE (mars avril 1938)] 23 avril 1938.
[105] *Idem.*
[106] *Ibidem.*
[107] RGVA 33987.3.961 : Rapport au Komintern d'« Alfredo » [Togliatti] du 29 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 51, p. 314

> españoles ; ciertos, entre ellos presentes en España desde hace 12 meses ni siquiera no han tratado de aprender la lengua del país[108].

Le discours violent déployé à l'encontre des cadres étrangers et des interventions intempestives de l'extérieur est à l'image des tensions régnant alors dans les Brigades internationales. Les brigades et bataillons internationaux furent accusés d'être devenus les fiefs de certains partis nationaux, généralement le plus puissant ou influent dans l'unité considérée. Les représentants plaçaient en effet leurs hommes-liges dans les postes à responsabilités, en passant par-dessus le commandement militaire. Les cadres étrangers s'imposaient ensuite naturellement sur les cadres espagnols, en l'absence d'une autorité unique et centralisée[109]. Par capillarité, les délégués profitèrent de la répression kominternienne contre le KPP pour trouver des « preuves » de ce favoritisme et des influences « sournoises » des partis étrangers. À l'hôpital international d'Orihuela, le personnel polonais fut accusé d'avoir été en fait « un domaine au représentant du Parti Communiste de Pologne en Espagne[110] ».

Selon les délégués du Komintern, les partis nationaux avaient ainsi largement participé au développement de réflexes nationaux et d'intérêts égoïstes de leur groupe national et parti, au détriment des intérêts du Parti espagnol[111]. L'imbrication empirique du Parti dans l'infrastructure militaire des brigades ou bataillons renforça le développement de ces antagonismes entre les partis dans une même formation. Lors de la reconfiguration des Brigades internationales sur des critères de langues et de nationalités, les rivalités éclatèrent au grand jour pour les attributions de responsabilité. Commissaire politique de la XVème brigade lors de sa reconfiguration en brigade anglo-saxonne, André Dubercq ne put que constater le clientélisme sévissant alors dans cette unité :

> Il est nécessaire de souligner aussi que la plupart des responsables […] se sont trouvés sur la brèche dès le début et ont eu ainsi la possibilité d'occuper un grand nombre de postes importants qui leur donnent le contrôle d'organismes directeurs. Si l'on

---

[108] *Il est indéniable que beaucoup d'incapables de plusieurs différents comités internationaux d'Europe et d'ailleurs, se sont abattus comme des sauterelles sur les Brigades internationales et les hôpitaux pour y vivre confortablement, ils n'ont aucune mentalité communiste, se considèrent comme de grands chefs et font preuve d'un profond dédain pour les soldats et les officiers espagnols ; certains, y compris parmi ceux présents en Espagne depuis douze mois, n'ont même pas essayé d'apprendre la langue du pays*. RGASPI 545.6.7 : *Situación de las Fuerzas Internacionales…, op. cit.*

[109] RGVA 33987.3.961 : Rapport au Komintern d'« Alfredo » [Togliatti] du 29 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 51, p. 314.

[110] RGASPI 545.6.838 : Notule individuelle du volontaire roumain Michel Perilman dit « Adolf ». S. p.

[111] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit*

> considère que ceci se complique par la lutte fractionnelle menée entre eux par ces éléments, lutte ayant pour but d'évincer certains camarades de certains postes, les appétits personnels qui se font jour parfois cruellement, l'on peut se rendre compte combien le travail politique nécessaire dans la période que nous vivons, est entravé[112].

Avec son exagération coutumière, André Marty présentait la XIème brigade germanophone *Thälmann* comme « un corps fermé », y compris pour le Commissariat des Brigades internationales et les conseillers soviétiques[113]. Il dénonçait également le favoritisme des nominations, comme par exemple la constitution dans la XVème brigade anglo-saxonne *Lincoln* d'une « direction de la Brigade par-dessus les organismes militaires et politiques et allant contre les décisions du CC du PCE » ayant délibérément ignoré les Espagnols et de ce fait permis le développement d'un « esprit impérialiste »[114]. Le PCE dénonçait de son côté les nominations d'officiers venant directement de l'extérieur contrevenant à ses propres choix, comme dans le cas du bataillon pseudo-hongrois *Rákosi*[115]. Le système endogame reposant sur le clientélisme et les luttes d'influence fut directement accusé de participer à la désagrégation militaire des Brigades et les cadres supérieurs des partis communistes étrangers accusés d'être devenus des freins dans le développement des unités de combat[116]. Ces interférences suscitèrent des confusions, mais surtout un problème délicat d'autorité et un grand nombre de contestations entre le PCE et les « partis frères[117] ».

Le retour d'André Marty, probablement subi par la plupart des cadres supérieurs des Brigades internationales s'était immédiatement accompagné d'une décision inattendue et brutale : les représentations nationales des Partis étaient supprimées et tous les communistes devaient intégrer le PCE.

2. La déconnection de l'étranger par l'intégration forcée des Internationaux dans le PCE

La nécessité d'une liaison étroite avec le Parti communiste Espagnol avait déjà été évoquée dès les premiers mois de l'année 1937 mais sans résultat, du fait du choix de l'emploi des représentants. En mai 1937, le PCE avait pourtant demandé l'unification de l'appareil et

[112] RGASPI 545.3.435 : *Rapport sur les difficultés rencontrées dans le travail politique de la* [XVe] *Brigade*. Rapport rédigé par Durbecq. Juin 1937, pp. 54-55.
[113] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit.*
[114] RGASPI 545.1.11 : *Complément de la note au PCUSA*. [Marty, mai 1938].
[115] RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades* [sic]..., *op. cit.,* p. 4.
[116] RGASPI 545.6.1535 : *Strictement confidentiel. Note sur Andreief Boris Nicolaef*…, op. cit., p. 2.
[117] RGASPI 545.3.474 et 475 *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé. Feuillet 231.

que les communistes étrangers lui soient associé, projet demeuré sans suite sur le ferme refus des intéressés[118]. André Marty avait lui aussi invité les cadres communistes au début de l'année 1937 à « plonger dans le mouvement ouvrier espagnol » pour éviter toute « décomposition », à l'image des communistes italiens en exil en France et en Belgique[119]. De fait, l'organisation par nationalité ou par langue des volontaires internationaux n'était pas en conformité avec les statuts de l'IC mais ce « petit komintern » empirique et non statutaire flattait tous les Partis, tout en présentant une façade démocratique artificielle. De toute manière, les militants communistes étrangers ne souhaitaient pas échanger leur carte d'affiliation pour celle du PCE, aucun (ou très peu) n'envisageait de s'installer durablement en Espagne[120].

Les liens entre les Brigades internationales et le PCE avaient été très limités jusqu'à la fin 1937, preuve en est l'absence d'influence notable des envoyés du Komintern auprès du PCE (l'Argentin Vittorio Codovilla puis l'Italien Palmiro Togliatti, arrivé en juillet mais officiellement nommé en octobre 1937) dans les affaires internes des Brigades. Lors de son premier rapport au Komintern en août 1937, Togliatti exprima sa surprise à son arrivée en Espagne lorsqu'il découvrit le manque de liaison entre le Comité Central du PCE et la Base d'Albacete et la méconnaissance en général du PCE sur les Brigades internationales[121].

La désinternationalisation s'est déroulée sur deux plans afférents : l'intégration obligatoire des étrangers communistes dans le PCE et le démantèlement du système des représentants nationaux mis en place l'année précédente. Le 12 janvier 1938, le Comité central du PCE validait l'application des tâches reçues édictées à son intention par le Komintern concernant les communistes étrangers en Espagne, avec cependant un léger retard probablement explicable par les opérations militaires en cours autour de Teruel. Le plan de travail des délégués du Komintern prévoyait qu'à partir du 1er janvier 1938, les communistes étrangers soient tous intégrés dans le PCE « sans aucune exception » et par cooptation de membres qualifiés de leur parti national présent en Espagne ou depuis l'étranger[122]. Les partis

---

[118] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit.*
[119] AGMA ZR *Brigadas Internacionales* C.1094 Cp 2 D1/24-27 : *Le camarade André Marty aux Commissaires Politiques (notes du discours du camarade A. Marty aux Commissaires Politiques d'Albacete).* s.d. [février 1937 ?].
[120] Notons qu'un certain nombre d'Italiens, d'Allemands et de Français avaient néanmoins adhéré au PSUC durant leur séjour à Barcelone, comme leurs camarades ayant émigré dans cette ville avant la guerre.
[121] RGVA 33987.3.961 : Rapport au Komintern d'« Alfredo » [Togliatti] du 29 août 1937. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 51, p. 314.
[122] RGASPI 545.6.8 : *Propositions pour la réorganisation générale du travail du PARTI parmi les volontaires étrangers des BI*. S.d.

nationaux structurés dans les Brigades devraient être démantelés et remplacés par des cellules du PCE, ce qui permit au passage une vaste épuration des rangs : « on réussira [ainsi] à éliminer certaines tendances manifestes de type chauviniste dans le sein de ces brigades, animées par les ennemis embusqués enrôlés dans leur rang et qui ont réussi parfois à influencer des cam[arades] de notre Parti[123] ».

L'appareil fut dissous dans une Commission des étrangers rattachée au Comité Centrale du PCE, représentée au BP et intégrée dans la commission politico-militaire commune PCE-PSUC signant ainsi l'intégration complète, par la tête et par la base, des Brigades internationales dans le giron du PCE[124]. La nouvelle structure de direction se composait d'une Commission des cadres rassemblant des « communistes internationaux ayant tous au moins six mois de front et pour certains dix-huit mois de front et deux blessures » et une section de propagande étrangère (agit-prop) détachée auprès de la Commission éponyme du Comité Central[125]. La *Comisión de los extranjeros* (créée le 24 janvier et modifiée le 2 mars 1938) était dirigée par André Marty[126]. Les directives du parti procédèrent désormais uniquement des instructeurs du Parti (au niveau de la division ou du Corps d'Armée) et de la commission politico-militaire du Comité Central du PCE, et éventuellement du Comité provincial (en fonction de la situation des unités internationales, soit Albacete, Madrid, Barcelone et Lérida)[127].

Les cellules du Parti furent transformées « en groupes organisés suivant la structure militaire », c'est-à-dire des structures non-officielles dans les formations de combat, réunissant une dizaine de membres[128]. Ces comités semi-clandestins continuèrent ainsi à exister à chaque échelon, avec interdiction de se constituer en cellules officielles mais en recevant la visite des instructeurs du Parti.

---

[123] RGASPI 545.6.9 : *Base d'organisation du Parti dans l'armée*. [Par Luigi Longo ?] Janvier 1938.
[124] RGASPI 545.6.7 : *Situación de las las Fuerzas Internacionales…, op. cit*.
[125] RGASPI 545.6.4 : *Brigades Internationales Strictement confidentiel. - Situation de janvier à août 1938 (Une expérience de travail de cadres).* Par André Marty Moscou, 25 août [26 août] 1938, pp. 59-76.
[126] RGASPI 545.6.7 : *Comisión de los extranjeros*. 24 janvier 1938. Présidence : Marty ; adjoints (provisoires) : Franz Dahlem et Sebastian Sapirain ; responsable de la commission : Carmen Martinez : Edoardo D'Onofrio; responsable des cadres, secrétaire interprète (allemand, espagnol, français, anglais) : Klara Hamburger ; Organisation du Parti et relation avec la commission politico-militaire du CC du PCE : Victor Garcia y Garcia et Jaroslav ; Responsables des Cadres : Janov ; pour les Bulgares, Polonais, Yougoslaves et Balkaniques et la XIIIème brigade ; Mueller pour les germanophones, les Suisses, les Scandinaves et les Hollandais, la XIème et la XVème brigade (provisoirement) ; Pavanini pour les Italiens et la XIIème brigade ; Maniou pour les Français, les Espagnols et la XIVème brigade.
[127] RGASPI 545.6.7 : *Decisiones del secretario. Trabajo político en El Ejercito (Sección Internacional).* 12 janvier 1938, p. 1.
[128] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 36.

L'opération ne se limita pas aux seuls communistes. Les cadres furent « révisés » sur trois critères : fidélité à la ligne front populaire, capacité professionnelle et attachement à son devoir tandis que des jeunes (JSU) et des non-communistes, notamment affiliés à la CNT, devaient être promus pour remplacer les « vieux cadres internationaux fatigués[129] ». La Base fut enfin entièrement réorganisée et « nettoyée » par le déplacement des invalides vers un centre de soin en Catalogne, l'envoi au front des cadres surnuméraires et « l'épuration » du personnel féminin, cible traditionnelle d'André Marty, pour la seconde fois en un an[130].

La première réunion de coordination pour la création du Parti dans la Base eut lieu le mois suivant, le 25 février 1938 sous le mot d'ordre de « Un seul parti, le PCE »[131]. Une semaine plus tard était créée à Albacete la commission des Cadres étrangers de la Base, chargée du travail politique en direction des communistes étrangers en Espagne toutes nationalités confondues et de « contrôler sévèrement les étrangers et la bonne utilisation des cadres et de l'aide étrangère » sous la direction d'André Marty. L'intégration des Brigades internationales dans le PCE s'effectua avec une célérité stupéfiante. Les deux dirigeants de la Base, le commandant militaire Willem Zaisser et le responsable politique Maurice Lampe furent remerciés et renvoyés pour l'un en URSS, pour « fatigue nerveuse », et le second en France, accompagné d'un rapport à charge[132]. Le 24 janvier 1938, les représentants des Comités Centraux des partis communistes nationaux en Espagne étaient examinés et réaffectés ou renvoyés : sur quatorze membres, un tiers fut remercié dès janvier[133]. Cependant, le remembrement général des rôles et attributions des Partis communistes nationaux dans les Brigades internationales furent préparés avec précaution. Durant la première semaine de mars 1938, Edoardo D'Onofrio « Edo » fut chargé de la rédaction de la lettre destinée à chacun des Comités Centraux de partis communistes ayant des volontaires en nombre dans les Brigades internationales pour leur communiquer la récente décision du BP du PCE, en application des directives de « la Maison ». D'Onofrio y décrivait les difficultés

---

[129] RGASPI 545.6.8 : *Proposiciones de la comisión de extranjeros para el secretariado del CC del PCE sobre la situación y el trabajo de las BI. Hechos después de los informes del compañero A. Marty*. [Avril 1938], p. 2.
[130] RGASPI 545.6.7 : *Decisiones del secretario. Trabajo político en El Ejercito (Sección Internacional).* 12 janvier 1938, p. 1.
[131] RGASPI 545.2.73 : *Plan de travail* , 26 février 1938 ; 545.6.7 : *Situación de las FI…, op. cit.*, p. 8.
[132] RGASPI 545.6.1260 : *Note sur le camarade Maurice Lampe. Au secrétariat du PCF*. Par Marty, 22 décembre 1938
[133] Membres des comités centraux (« représentants ») encore présents : Yaroslav (Tchécoslovaquie), Jack Taylor (Canada), Michailow (Bulgarie), William Rust (Grande Bretagne), Basto Pinto (Portugal), Raymond Dispy (Belgique, Wallonie), René Dilles (Belgique, Flandres), « Bruno » Felix Maslarisch (Yougoslavie), Karl Sommer (Autriche), Otto Brunner (Suisse), Herman Wolin (Suède), « Fernandez Pedro » (Hongrie), Peter Poril (Roumanie). RGASPI 545.6.7 : *Comisión de los extranjeros*. 24 janvier 1938.

régnant parmi les volontaires internationaux à cause de l'ingérence des partis communistes étrangers. La première version de la lettre est d'autant plus éloquente sur la brutalité du processus engagé :

> En général aussi ils se replient sur eux-mêmes. Certains ont constitué des groupes dans leur parti vivant complètement hors de ceux du PCE, même quand formellement ils en sont membres, ils continuent à ignorer en fait le PCE et ses militants responsables. Beaucoup résistent à apprendre la langue espagnole, ce qui rend leur action beaucoup plus difficile […] D'autre part le Bureau politique a constaté que les frictions nationales qui ont pu surgir et surtout l'éloignement des Internationaux de la vie du peuple espagnol ont été accentuées et même parfois créées par le manque de compréhension de camarades responsables étrangers. Ces camarades ne connaissaient que très peu la pratique du front populaire et très insuffisamment les conditions politiques si difficiles qui existent en Espagne ; ils considèrent même souvent que les volontaires communistes de leur nationalité ne dépendent que d'eux et non du PCE. Certains ont même parfois procédé à des affectations, nominations ou destitutions sans même en parler avec le commandant militaire de l'unité intéressée ni même avec le CC du PCE. Par ailleurs leur travail politique a été superficiel, très insuffisant et même parfois erroné […] C'est pourquoi nous vous informons qu'en vue d'assurer l'utilisation maximum de l'aide apportée à la lutte du Front Populaire d'Espagne par les communistes étrangers et en application des statuts de l'IC, désormais aucune organisation communiste d'aucune sorte ne pourra exister hors des organismes réguliers du PCE. Tous les communistes étrangers vont être affectés aux organismes du PCE naturellement après une très sérieuse vérification. Les seules directives politiques qu'ils pourront recevoir seront celles du Comité responsable du PCE. [...] Il n'y a donc plus lieu d'envoyer en Espagne de représentants de votre parti qui sont ainsi libérés de leur travail. ~~De même le CC centralisera et assurera lui-même la transmission à votre parti de tout ce qui peut concerner vos militants actuellement en Espagne~~. Dans le cas donc où vous auriez créé un appareil de liaison dans ce but, celui-ci n'a plus aucune raison d'exister et doit nous être remis intégralement[134].

D'une certaine manière, ce document pourrait marquer le point final du dessein initial de Brigades internationales. Les recrues espagnoles furent désormais considérées comme l'objet politique principal tandis que les étrangers étaient considérés comme un frein ou même un obstacle aux réalisations décidées par le Komintern.

L'application concrète des réformes, tout d'abord retardée par la situation militaire catastrophique en Aragon, fut, paradoxalement facilitée et justifiée politiquement par la déroute des Brigades internationales. Le summum de l'épuration des représentants et des

[134] RGASPI 545.2.9 : Mention manuscrite : « *Projet* ». *Au CC du Parti Communiste de...* de « Edo ». Sans date [7 mars 1938] ; 545.6.9 : *Lettre Au CC du PC de …* [tous PC concernés] Barcelone, le 7 mars 1938.

cadres supérieurs eut lieu en effet après la désastreuse bataille d'Aragon. Tandis que la victoire de Teruel avait été présentée par le PCE comme la résultante des réformes politico-militaires dans l'EPR, la défaite en Aragon fut également traduite en termes politiques : les Brigades internationales avaient cédé non sous la supériorité de l'ennemi mais du fait de leurs faiblesses politiques et structurelles internes. Deux facteurs directs furent dénoncés : le maintien des structures nationales communistes dans les Brigades et l'absence de structuration du PCE :

> Le résultat fut le suivant : à la veille de la bataille d'Aragon (7 mars 1938), une brigade avait été unifiée (XIVème) du point de vue [du] Parti, en janvier-février 1938, trois autres n'avaient pas pu l'être (XIème, XIIIème, XVème). Résultat : la première tint magnifiquement dans des conditions terribles jusqu'à la fin et fut décorée en bloc par le Commandant du Corps. Les trois autres, qui appartenaient cependant à la même division, se rompirent dès le début. L'une d'entre elles (la XIIIème) put être unifiée pendant la bataille même : les cadres fractionnistes – si haut placés fussent-ils – furent remplacés[135].

L'épuration se fit selon un plan unique : promotion des cadres s'étant distingués durant la bataille et élimination « vigoureuse » des cadres « incapables, couards et démoralisateurs[136] ». Les états-majors « capitulards » de la XIIème brigade *Garibaldi* et de la 35ème division furent presqu'entièrement remplacés. Parallèlement, le plan d'épuration prévoyait d'atteindre un rapport proportionnel entre le nombre de cadres espagnols et le nombre de soldats non étrangers, en s'appuyant sur les cadres issus des JSU qui pouvaient « avantageusement remplacer les vieux cadres internationaux fatigués[137] ».

Rapidement, les « cliques » de dirigeants furent « les unes après les autres éliminées » dès la fin avril 1938[138]. La première partie de la bataille de l'Èbre durant le mois d'août, soit la phase offensive, fut utilisée à fond par la propagande du PCE et des Brigades internationales pour faire la preuve que l'intégration forcée dans le PCE et l'épuration

---

[135] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou. Pp. 60-61
[136] RGASPI 545.6.8 : *Proposiciones de la comisión de extranjeros para el secretariado del CC del PCE sobre la situación y el trabajo de las BI. Hechos después de los informes del compañero A. Marty*. S.d.[Avril 1938].
[137] *Idem.*
[138] RGASPI 545.6.8 : *Situación de los cuadros de las Brigadas Internacionales*. 23 avril 1938 ; 545.6.4 : *Brigades Internationales Strictement confidentiel. - Situation de janvier à août 1938 (Une expérience de travail de cadres).* Par André Marty Moscou, 25 août [26 août] 1938.

« vigoureuse » qui suivit avaient « transformé les mêmes brigades divisées et démoralisées en magnifiques forces de combat [139] ».

3. Les difficultés rencontrées par l'application de la désinternationalisation

À partir du début du mois d'avril, le PCE était totalement organisé dans les Brigades internationales et tous les communistes étrangers devaient désormais faire une demande d'affiliation au PCE, dépendant de l'avis de ses responsables pour prétendre recevoir un carnet de militant communiste pour l'année 1938[140]. L'application des nouvelles directives concernant la place et le rôle des dirigeants des différents Partis fut longue et difficile dans la plupart des groupes nationaux, sauf chez les Français et Italiens : résistance « acharnée » chez les communistes allemands, américains et anglais, moindre chez les communistes yougoslaves et bulgares et « souterraine » chez les communistes polonais[141].

Les anciennes structures communistes nationales avaient résisté clandestinement aux transformations. Les volontaires communistes continuèrent à s'organiser entre eux, en liaison avec leur Parti national à l'étranger et soutenus par leurs représentants. En effet, les ex-représentants nommés dans la *Comisión de extranjeros* n'avaient, pour la plupart, pas cessé leurs activités autonomes de dirigeants officieux de chaque contingent et demeuraient le lien privilégié de leur Parti vers l'Espagne. Cette situation était très largement due à la très grande faiblesse de l'encadrement espagnol et à l'inexpérience des instructeurs, et au fait que plusieurs représentants étaient également commissaires politiques, ou s'imposaient sans difficulté par-dessus les commissaires. Leur savoir-faire et leur proximité avec les vétérans avaient doté leur réseau d'une forte résilience reposant sur les groupes communistes et les solidarités des communautés de combattants. Ces désobéissances furent bien évidemment considérées comme une « activité clandestine hostile », un « terrain fractionnel assez dangereux »[142]. Les cadres communistes qui, de manière évidente ou non, montrèrent le plus de mauvaise volonté dans l'application des nouvelles directives furent sanctionnés ou renvoyés d'Espagne sous des prétextes divers et avec l'accord du Secrétaire général du PCE de Diaz, qui aurait dit à ce propos « on a déjà suffisamment de difficulté ici pour perdre du

[139] *Idem.*
[140]RGASPI 545.6.9 *: Instruction de travail pour les responsables des organisations du Parti dans lesquelles il y a des camarades étrangers*. [Non daté mais original espagnol datant du 27 avril 1938].
[141] RGASPI 545.6.7 : *Situación de las Fuerzas Internacionales…, op. cit.*.
[142] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott…, op. cit.*, p. 39.

temps avec des communistes étrangers[143] ». À certains d'entre eux, on laissa le choix entre partir au front ou quitter l'Espagne. Les aléas des opérations militaires se chargèrent également de supprimer naturellement certains responsables indociles, comme dans le cas de cadres supérieurs américains dans la XVème Brigade *Lincoln*, ce qui facilita le « redressement » de la Brigade selon les mots mêmes d'André Marty[144].

Le Secrétariat du KPD, en la personne de Franz Dahlem, s'opposa le 1er juillet 1938 à plusieurs décisions de sanctions et de dégradations prises par le PCE en avril 1938 à l'encontre de hauts responsables allemands des Brigades. La réaction fut foudroyante : le PCE pris la décision de refouler à la frontière tout le parti allemand se trouvant en Espagne pour avoir « essayé d'organiser un Parti autonome, avec ses organismes spéciaux (et missions spéciales)[145] ». André Marty justifia a posteriori cette épuration, qu'il avait lui-même demandée, comme une saine entreprise de « nettoyage » de la part du PCE des « sinécures » où les fonctionnaires du KPD s'étaient « installés et vivaient grassement[146] ». Il s'en suivit une longue dispute entre Marty et le KPD durable, motivée par d'autres faits sur lesquelles nous reviendront dans le chapitre suivant.

Les cadres Polonais furent particulièrement persécutés, du fait de la violente liquidation de leur Parti national par Staline. Ils furent pour certains accusés d'avoir implanté un réseau clandestin dans les Brigades internationales et d'avoir établi une correspondance chiffrée[147]. Les principaux cadres, même récemment nommés, furent renvoyés. Mais l'enquête contre le Parti polonais étant entre les mains des soviétiques, les Brigades internationales n'eurent qu'un rôle indirect dans l'épuration du KPP, en application des directives reçues de promotions ou de dégradations[148].

Enfin, la suppression du système de nomination endogame ne mit pas un terme définitif aux influences extérieures et augmenta au contraire les rivalités et les intrigues entre officiers communistes d'un même contingent, du fait du manque de connaissance de la direction des Brigades internationales sur chacun d'eux. Il fallut de nombreuses interventions des délégués du Komintern pour faire appliquer les consignes et démasquer les interventions

[143] RGASPI 545.6.27 : Document « *IV) Brigades Internationales.* Attitude d'un bataillon allemand en février 1939 » signé « Camille » [Marty]. Paris, 15 mai 1939 .
[144] RGASPI 545.1.11 : *Complément de la note au PCUSA*. [Marty, mai 1938].
[145] RGASPI 545.1.30 : Rapport sur voyage en Espagne, avril 1938. Anonyme. 18 avril 1938.
[146] *Idem.*
[147] RGASPI 545.2.75 : *De la carta del Companero* "Y". 21 février 1938.
[148] RGSPI 495.120.160 : *Projet PCE CC. Au secrétariat du PCF* [à propos du renvoi de cadres Polonais suite à la dissolution du KPP]. Par André Marty, Barcelone, 20 mai 1938.

clandestines de l'extérieur. Du fait de l'isolement dans la zone centrale d'une partie des forces internationales, dont la 129ème brigade, D'Onofrio et Marty durent écrire aux secrétaires des Partis concernés (tchécoslovaque, yougoslave, bulgare, etc.) pour bien leur rappeler qu'ils ne pouvaient correspondre directement avec leurs volontaires, sauf à passer par les instructeurs et le CC du PCE[149]. Tandis que leurs camarades se battaient sur l'Èbre, les dirigeants yougoslaves en Espagne s'entre-déchirèrent, les uns accusant les autres d'être de la Cinquième colonne, les seconds traitant les premiers de « canailles gorkichinistes »[150]. L'intervention de la section des cadres fut sans appel : les uns furent renvoyés en URSS, les autres en France et aux USA et seuls deux furent conservés sous sévère contrôle du Parti. Une solution commune trouvée notamment par les responsables communistes nord-américains afin de pouvoir demeurer en Espagne fut de s'investir comme correspondants du journal de leur Parti (*Daily Worker* et *Daily Clarion*). Même dissimulées sous ce subterfuge, leurs visites dans les bataillons furent sévèrement contrôlées et restreintes[151].

Néanmoins, le processus fut très mal compris en interne et a particulièrement brusqué les volontaires communistes. En effet, les réunions de cellule constituaient un espace militant fondamental participant à la cohésion du groupe. Tout en soutenant dans son rapport le processus de désinternationalisation, le représentant du CPGB fit état de cadres se sentant « blessés » et « d'erreurs de tact et peut être de détail dans l'application de cette politique[152] ».

Conclusion

L'hispanisation des Brigades internationales par la désinternationalisation de l'encadrement et le transfert sous la tutelle du PCE signifiait leur reconnaissance comme un organe communiste espagnol et non plus comme une interface transnationale de front populaire où les communistes étaient majoritaires. Cette situation était tout à fait inverse aux postulats qui avaient déterminé un an auparavant la création d'une colonne de volontaires venus de l'étranger en Espagne. Le contexte était naturellement très différent et la révision du

[149] RGASPI 545.6.2 : *A los secretarios de las organizaciones del Partido a las Unidades Internacionales de la Zona Central*. Par D'Onofrio et Marty, 2 août 1938.
[150] RGASPI 545.2.79 : *Protocolo de la reunión de los cam. Yugoslavos por la Sección de Cuadros Extranjeros del CC del PC de España, el día 3 de Agosto de 1938*. Espagne, 3 août 1938.
[151] RGASPI 545.1.11 : Lettre de Minor à Marty. Sans date [1938] ; *Complément de la note au PCUSA*. S.d. [Marty, mai 1938].
[152] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott..., op. cit.*, p. 39.

projet de Brigades internationales à la fin de l'année 1938 fut établie en correspondance avec leur nouvel environnement, local et international.

Ce changement de nature fondamental du projet kominternien et cette reconversion exceptionnelle furent facilité par une série d'initiatives internes qui participèrent à maintenir la cohésion de l'édifice et à renforcer les caractères fondamentaux du projet original.

Chapitre 15. L'éthos du volontaire : le façonnement de la norme et la sanction de l'écart

Les formations internationales en Espagne furent confrontées, pratiquement depuis leur création, à un triple phénomène interne de désillusion, de contestations et de démoralisation des combattants. Ces trois facteurs furent directement responsables de la forte attrition et de l'arrêt précoce des engagements volontaires étrangers. La crise du moral, facteur essentiel des forces armées et les désertions ont menacé de désintégration le groupe social constitué par les volontaires internationaux. Tandis que ces facteurs contribuèrent à la déréliction définitive des autres formations internationales combattantes, les Brigades internationales ont produit des efforts constants pour affermir la cohésion et affirmer l'autorité hiérarchique, avec succès. La matrice de cohésion choisie reposait sur deux volets : d'une part, l'élaboration et la diffusion d'un modèle unique de volontaire international et, d'autre part, l'introduction d'une justice hybride destinée à supprimer les facteurs discordants et disruptifs. La complexité de la nature des Brigades internationales, à la fois corps militaire et organisme politique, a favorisé la superposition instable de logiques internes parfois contradictoires, perturbant la cohésion du dispositif général. Nicola Ulmi a identifié quatre logiques conjuguées dans les Brigades internationales : la logique militaire, celle du volontaire, la logique militante et la logique stalinienne[153]. La fabrication d'un *ethos* du volontaire international permit de déterminer un point de convergence consubstantiel de ces quatre logiques. Il s'agissait d'un système ambivalent reposant sur un double modèle, à la fois militaire (le bon soldat) et partisan (le bon militant). Cet idéaltype fut renforcé en faire-valoir par la fabrication de contre-modèles. Ce système binaire normes/transgressions fut établi en dialogue constant avec les dispositifs de justice militaire, déterminant un répertoire original de sanctions recomposé autour du principe de l'exemplarité.

[153] ULMI (Nicola), « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Éditions Syllepse, 2008, p. 281.

A. La fabrication et la diffusion de la norme

Dans toutes les armées modernes, les combattants sont assignés à un code militaire, répertoriant les devoirs auxquels le soldat doit s'astreindre. Les Internationaux, furent astreints à correspondre « naturellement » à une synthèse de valeurs positives diffusées régulièrement par les différents canaux de la propagande. Cette représentation fut construite et élaborée à travers une rhétorique particulière, un *logos*, proposant un ensemble de valeurs et de caractéristiques établies comme normes, déterminant ainsi un e*thos.* Ce dernier devait être aisément identifié et admis par la troupe comme par les observateurs extérieurs, ce qui sous-entendait une attention constante portée à la fois sur sa fabrication, sa diffusion et au contrôle de son approbation.

1. La construction d'un éthos individuel

Entendues comme une armée de militants, les Brigades internationales ont été inspirées selon un système de devoirs et de valeurs éminemment politiques transposés en attitudes militaires. Le combattant volontaire venu librement en Espagne, conduit par son enthousiasme antifasciste ne pouvait être animé des mêmes sentiments qu'un soldat engagé malgré lui dans une guerre « impérialiste ». Il accomplissait un devoir librement choisi, qui l'obligeait à se distinguer des comportements ataviques du soldat et était inspiré par une cause supérieure. De l'image que le volontaire donnait de lui-même dépendait l'image du groupe. Il fallait donc imposer et mettre en valeur la légitimité des comportements remarquables.

Sur ces considérations, un code informel du soldat fut élaboré, défini par un ensemble de valeurs positives, et naïves, sans cesse répétées. Le bon volontaire est discipliné, joyeux, modeste, frugal et confiant. Il n'a pas de goût pour les activités ou les caractères traditionnellement associés aux soldats : jeux d'argent, inclinaison pour la boisson, individualisme, esprit contestataire et passivité de l'esprit. Il s'est lui-même porté volontaire dans une armée où « les sujets de mécontentement sont supprimés ou doivent être supprimés radicalement[154] ». Le bon volontaire ne peut pas être un « mécontent » :

> Le volontaire de la Liberté condamne absolument le mauvais camarade qui n'est jamais content, même quand il accomplit son devoir au front. […] La joie dans le

[154] « Le vrai volontaire de la liberté » par Marcel Lamant in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°23 du 14 avril 1937, p. 5.

> combat n'est pas exclue et le « râleur » le sait bien, mais, noyé dans un milieu sain, le trouble qu'il lance dans certains esprits est paralysé par la confiance des soldats en l'issue de la lutte […]. La sollicitude de son chef militaire et l'exemple de son responsable politique lui font voir son erreur de jugement. La transformation morale s'accomplit et il acquiert une valeur combative révolutionnaire très élevée. Ayant abattu son amour des jeux d'argent, de la boisson et s'être délivré de ses sentiments égoïstes il devient le vrai « volontaire de la Liberté » qui édifiera l'Espagne indépendante, donnant toutes ses forces pour écraser le fascisme bestial. La modestie du combattant en fait sa force morale et militaire ; son enjouement le rend invulnérable[155].

Il est également un soldat patient et stoïque, acceptant que la cause, et les circonstances, exigent de lui de devoir renoncer aux permissions dans sa famille. Contrairement au soldat, il a conscience du « mérite historique » de son rôle et que « le fait d'avoir tenu jusqu'au bout sans permission possible pendant des mois ne sera pas le moindre trait d'héroïsme et d'abnégation des glorieux combattants internationaux[156] ».

Dans les discours tenus auprès des soldats, l'archétype du « bon volontaire », du « vrai volontaire », seul digne d'être un « Volontaire de la liberté », renvoie perpétuellement au choix initial et personnel d'être venu en Espagne pour combattre. Ce choix déterminait un serment tacite obligeant le volontaire à assumer la nature sacrificielle de son acte. En venant en Espagne, le volontaire avait ainsi contracté un engagement moral dont il ne pouvait se parjurer : « nous avons fait à diverses reprises, le serment d'anéantir définitivement le fascisme, nous voulons ne pas manquer à notre parole[157] ». L'ambiguïté due à l'absence de contrat lors de l'engagement dans les Brigades internationales était levée par le rappel constant à ce code d'honneur informel tenant lieu de code militaire. Reprenant la forme des précédents décalogues ou règlements du milicien, divers codes furent élaborés et présentés aux volontaires. Ils rappelaient les devoirs du « bon soldat », dans une forme proche des almanachs des combattants de la Grande guerre. Fréquemment publiés dans la presse, ces modèles d'édification du « bon volontaire » formaient une base de référence, à la fois pour les discussions politiques et pour l'encadrement militaire[158].

---

[155] *Idem.*
[156] « A propos des permissions » in *Le volontaire de la Liberté. Organe des Brigades internationales* n°13 du 9 mai 1937, p. 4.
[157] « Lettre d'une femme de France » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°41 du 27 juillet 1937, p. 3.
[158] Voir ANNEXE IV Document 15-1 : *A good loyalist soldier.* Texte probablement destiné à être affiché sur un journal mural.

Le bon volontaire devait tout d'abord se soumettre à l'intérêt supérieur du collectif. Cette acception, militaire par nature, n'est cependant pas sans rappeler les codes de conduite du militant communiste. Bernard Pudal a ainsi souligné cette éthique militante développée par le Parti Communiste et élaborée autour d'un éthos où la valeur du collectif prime sur les individualités[159]. L'autocritique, chère au modèle bolchevique, fut immédiatement introduite dans la première brigade internationale. Considérée par Luigi Longo comme « l'arme la plus puissante du combattant classiste révolutionnaire », la pratique de l'autocritique formait la base des principes de fonctionnement horizontaux, immédiatement adoptés dans les formations de combat[160]. Autour du commissaire politique, les dernières actions étaient discutées collectivement et les erreurs ou mauvais comportements étaient désignés puis publiquement désavoués par l'autocritique des soldats incriminés. Cette cérémonie constituait une forme de catharsis collective de la compagnie ou de la batterie, comme dans cet exemple éloquent :

> L'intoxication par le virus individualiste parasitaire et égoïste, transfusé par l'ignoble pression bourgeoise, a fait suffisamment de ravages dans nos rangs pour que l'antidote révolutionnaire soit énergique ; puisse-t-il périr à jamais dans notre milieu sain de prolétaires et paysans révoltés par tant d'ignominies et de bassesse contre-révolutionnaire et fascisantes. Mauvaise, notre batterie ? Non loin de là : jugeons en : quelques rares camarades n'ont pu encore se débarrasser de la « cuite » traditionnelle ! Le récidiviste reçoit gratuitement sa caricature sur le journal mural et est blâmé par tous publiquement. […] Des joueurs ? Les six derniers se sont publiquement accusés en apportant une critique politique à leurs jeux et en promettant de ne plus jouer[161] !

À partir de la fin de l'automne 1937, l'idéaltype du volontaire fut refondu à l'aune de l'intégration des Brigades internationales dans l'armée républicaine espagnole. Ils étaient désormais engagés pour la durée du conflit et obéissaient au code militaire de l'armée républicaine : ils avaient perdu leurs spécificités initiales de supplétifs d'élite ségrégés dans un groupe majoritairement composé d'étrangers. Ce fut justement à cette époque que se multiplièrent les serments collectifs, élaborés autour des « buts de guerre » des Brigades internationales, preuve de la nécessité de renforcer la cohésion du nouvel amalgame.

---

[159] PUDAL (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, p. 135.
[160] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…*, *op. cit*., p. 15.
[161] « Toujours faire mieux » par Marcel Lamant in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°1 du 16 février 1937, p. 2. Cet article fut repris dans le numéro 5 avec l'ajout suivant : *Quel est donc l'ensengnement* (sic) *autocritique pouvant écraser les résistances et augmenter nos qualités ce n'est pas un mystère, un maître révolutionnaire nous donne cet enseignement : Staline a dit : « L'organisation décide de tout »*.

Par le serment, les combattants étrangers et espagnols manifestaient leur appartenance à la communauté combattante, comme l'illustre l'exemple du « Serment du soldat des Brigades internationales », prêté par un groupe de renforts anglo-saxons pour la XVème brigade *Lincoln* le premier janvier 1938 :

> We promise, on this New Year's Day to renew our Pledge:
> With all our hearts, we shall fight until we win our victory over fascism.
> We shall carry out our duties in the Republican Army of the Spanish Republic, and carry forward the victory of Teruel to its final conclusion, and if necessary give our lives for this cause.
> We pledge to fight the enemy at the front and defeat the enemy in the rear.
> We pledge to fight and carry on until the heart of fascism has been destroyed throughout all the world.
> We pledge to the working class of all the world that we carry high their banner.
> We thank the Spanish people for this opportunity to join them in their struggle.
> We pledge our Victory as vengeance for our fallen comrades[162].

La forme la plus commune de serment collectif était directement héritée des pratiques militantes. Il s'agissait de « résolutions » régulièrement adoptées par les combattants d'une compagnie ou d'une batterie. Ils étaient ensuite observés sur le respect de leur engagement collectif. Les textes des résolutions et des serments étaient diffusés par la presse ou sur les journaux muraux où ils servaient de matière aux discussions politiques.

2. La diffusion du modèle : des vecteurs variés mais formatés

De par sa situation de déraciné et le plus souvent ne parlant et ne lisant pas l'espagnol, le volontaire étranger était placé dans une situation d'isolement informatif très supérieur à celui des combattants autochtones. Il dépendait donc fortement des canaux d'information mis à sa disposition tout en étant lui-même un producteur et un médiateur des mots d'ordre élaborés en Espagne et dans les Brigades internationales. Les différents supports de

---

[162] *Nous nous engageons, en ce jour de Nouvel An, à renouveler notre engagement : De toutes nos forces, nous nous battrons jusqu'à ce que nous achevions notre victoire sur le fascisme. Nous allons remplir nos fonctions dans l'armée républicaine de la République espagnole, et de porter la victoire de Teruel à sa conclusion définitive et, si nécessaire, donner notre vie pour cette cause. Nous nous engageons à combattre l'ennemi à l'avant et à vaincre l'ennemi à l'arrière. Nous nous engageons à nous battre et à le faire jusqu'à ce que le cœur du fascisme ait été détruit partout dans le monde. Nous faisons le serment devant la classe ouvrière du monde entier de porter haut sa bannière. Nous remercions le peuple espagnol pour cette occasion donnée de les rejoindre dans leur lutte. Nous nous engageons à la victoire en vengeance pour nos camarades tombés au combat.* « Pledge of the International Brigade Soldier » in *The Volunteer for Liberty* Vol. II. n°2 du 13 janvier 1938, p. 1.

communication diponibles furent naturellement mis à contribution pour la diffusion de la promotion des bons comportements et de la stigmatisation des mauvais.

a) Les journaux de tranchées et la presse du Commissariat général des Brigades internationales

À l'image des filières de l'information décrites par Frédéric Rousseau à propos des soldats de la Grande guerre, les journaux formaient la source favorite d'information des Internationaux[163]. La documentation disponible évoque régulièrement la forte attente des Internationaux et de leur joie lorsqu'arrivaient au front des journaux importés de l'étranger. Ce fut en Catalogne que, dès l'été 1936, les premières productions spécifiquement destinées aux étrangers furent conçues, d'abord par les trois organisations ouvrières accueillant des miliciens et des militants étrangers en Catalogne (CNT, PSUC et POUM) puis par la Généralité de Catalogne[164]. L'influence de la presse des tranchées sur le moral des troupes avait été très vite reconnue par l'état-major français durant la Grande guerre. Ce dernier donna instruction de laisser faire, tout en surveillant et en usant du caviardage le cas échéant[165]. Les Brigades internationales s'employèrent très rapidement à se doter d'une presse riche et prolixe, permettant à la fois l'autosuffisance et le contrôle des contenus politiques. La rédaction de journaux fut donc encouragée parmi les volontaires, dans une perspective hybride entre le journal de tranchée et l'organe politique. Le premier journal parut en novembre 1936, *Le Peuple en armes. Organe de la 11e Brigade Mobile (Brigade internationale)*[166].

La profusion de journaux parmi les Brigades internationales fut un élément mis en valeur par la propagande, pour asséner la preuve que l'armée républicaine espagnole était une « armée consciente ». C'est davantage au militant qu'au soldat que l'on s'adresse. Ainsi, les volontaires devaient y trouver « l'aliment politique qui leur est nécessaire», à l'inverse des « armées bourgeoises » où « malgré le régime démocratique le soldat est tenu en marge de la

---

[163] ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18,* Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 2014, pp. 49-51.

[164] *L'Avant-Garde. Journal du front*. *Édité par le foyer du français antifasciste*. Institution patronnée par le Commissariat de Propagande de la Generalitat de Catalunya. Le premier journal élaboré par des volontaires étrangers dont nous ayons trace dans les archives est *Rote Sturmfahne*, journal de la 31ème Centurie *Ernst Thälmann* du bataillon *Maxim Gorki* de la division *Carlos Marx* (PSUC). Il deviendra dès son second numéro l'organe du premier bataillon *Edgar André* des Brigades internationales. Il n'existe aucune indication d'un journal confectionné par les miliciens étrangers des colonnes du POUM ou de la CNT-FAI.

[165] CANINI (Gérard), *Combattre à Verdun. Vie et souffrance quotidienne du soldat 1916-1917*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988, p. 121.

[166] Rédigé en Français et en allemand, il fut ensuite partagé avec la seconde brigade. RGASPI 545.1.20 : *Rapport sur les Brigades Internationales du 20 décembre 1936 au 10 janvier 1937*. Par Longo. 13 janvier 1937.

vie politique et sociale du pays, ici nos prop[re]s journaux no[u]s informent sur toute la vie politique et militaire de la République espagnole en même temps qu'ils traduisent nos pensées et relatent nos faits »[167]. On attendait des volontaires qu'ils y prennent la parole et participent d'eux-mêmes à l'édification de modèles et la contestation des pratiques ou comportements irréguliers

Les rédactions s'étaient constituées initialement de manière autonome et autodidacte au sein des unités combattantes, par des militants généralement déjà rompus à l'exercice. Ces derniers développèrent, par atavisme, une forme et un ton très dogmatiques et ostentatoires en décalage profond avec la ligne de Front populaire, provoquant une intervention rapide de la direction politico-militaire qui dénonça leur caractère sectaire, générateur de tensions. En effet, Luigi Longo jugeaient ces journaux truffés d'exercices littéraires ou théoriques et peu au fait des problèmes concrets des combattants, parlant des « prétentions absurdes » des rédacteurs qui feignaient de croire que les soldats lisaient effectivement au front « des subtilités doctrinales »[168]. Pour André Marty, l'exemple à suivre en la matière était l'organe de la CNT-FAI *Solidaridad Obrera*, au contenu simple et peu dogmatique[169]. *Le Peuple en armes* fut ainsi remplacé par une production officielle issue du Commissariat général des Brigades internationales, *Le Volontaire de la Liberté. Organe des Brigades internationales* en novembre 1936*,* décliné en janvier 1937 en Allemand, en mars en Italien puis en mai 1937 en Anglais, Polonais et Tchécoslovaque[170]. La plupart des formations combattantes, services et dépendances, disposaient de leur propre publication ; l'historienne Mirta Núñez Díaz-Balart estime qu'il y eut environ soixante-et-onze titres édités dans les Brigades internationales[171]. Tout en conservant l'illusion d'une presse variée rédigée par les volontaires eux-mêmes, la production éditoriale fut en fait toujours davantage contrôlée et formatée par le CGBI, choisissant consciencieusement les articles et les sujets. De ce fait, après une relative liberté d'expression, les journaux de tranchées se transformèrent durant l'été 1937 en simples déclinaisons des directives du Commissariat, agrémentées de quelques variations culturelles et politiques relatives à chaque groupe culturel et linguistique.

---

[167] « Nos journaux » in *Le Volontaire de la Liberté* n°19 du 14 juillet 1937, p. 10.
[168] NÚÑEZ DÍAZ-BALART (Mirta), *La disciplina de la conciencia: las Brigadas Internacionales y su artillería de papel*, Barcelone, Flor del viento ediciones, 2006, p. 30.
[169] RGASPI 517.1.1856 : *Appréciations* [brouillon sténotypé]. Par André Marty, 7 juin 1937, p. 2 ; 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales…, op.cit.,* p. 66 .
[170] Il fut complété par un journal théorique, à parution irrégulière, le *Bulletin d'Information des Brigades Internationa*les.
[171] Sur un total de 548 journaux édités par l'EPR entre 1936 et 1939. NÚÑEZ DÍAZ-BALART (Mirta), *La disciplina de la conciencia…, op. cit*., p. 15.

b) Les autres vecteurs et supports didactiques de la diffusion de la norme

Armée de militants, les Brigades internationales surent utiliser tous les supports traditionnels de la communication politique « civile », comme les brochures, les tracts ou papillons, aspects communs et connus de la plupart des volontaires étrangers dans leurs activités militantes de section ou syndicat. Entre mars et décembre 1937, le Commissariat général des Brigades internationales fit imprimer pas moins de 2 388 000 tracts. Les tirages se faisaient généralement en quatre langues et concernaient des discours de personnalités, des enseignements sur la situation politique espagnole ou des rappels basiques à l'hygiène, la discipline, etc[172]. En complément de la presse, et en prolongement de celle-ci, le principal support de diffusion de la propagande fut les panneaux d'expressions, dits journaux muraux destinés à recevoir des productions littéraires, artistiques ou humoristiques des soldats.

Chaque compagnie ou batterie, chaque tranchée ou cantonnement, devaient disposer de son propre panneau et l'entretenir selon des directives déterminées par le commissariat et enseignées à l'école des commissaires. Le journal mural était un objet connu des volontaires puisque chez eux la plupart des d'usines, d'ateliers ou de bourses du travail, disposaient de panneaux du même usage. Les soldats étaient invités à y participer en y apposant leurs réflexions ou bien les articles qu'ils avaient préférés, stimulés par les commissaires et délégués politiques. Néanmoins, si on se base sur les très nombreuses consignes de création de journaux muraux, il semble bien que leur présence et emploi furent plus sollicités que spontanés. Le commissaire politique de la compagnie était responsable du journal mural et son absence était considérée comme une faute grave[173]. Il avait pour instruction d'organiser des lectures collectives de la presse et d'initier des débats politiques ou des concours de création et d'expression. Les résultats étaient affichés sur le journal mural, accompagnés de coupures de presse, de tracts et de portraits de chefs choisis avec soin et les tableaux d'honneur et de déshonneur de la compagnie.

Le dessin, la poésie satyrique, la caricature ou la chanson étaient également des vecteurs de diffusion régulièrement employés pour rappeler les normes. C'est la raison de leur fréquente présence dans la presse des Brigades internationales, comme sur les panneaux muraux. Grâce à la simplicité du matériel, on encouragea l'écriture et la déclamation de poèmes et de chansons traitant de la vie quotidienne et du moral : contre l'alcool, la nostalgie

[172] Le plus gros tirage fut de 14 000 tracts en 1937. RGASPI 545.2.85 : *Statistiques des tracts*. [1938].
[173] « De nuestro periódico de compañías y batallones» par Navarro Julio in *Pasaremos* n°11, 25 avril 1937, p. 5.

du foyer ou l'incompréhension entre nationalités. C'est le comportement individuel du volontaire, du soldat, qui forme la matière de ces textes de poésie ou de chansons aux vertus édificatrices. Si on ne sait pas lire les paroles, au moins saura-t-on les entendre lors d'une causerie ; elles furent sans doute moins destinées à être chantées qu'à être commentées et discutées.

c) La lettre apocryphe, un support inattendu de diffusion de l'éthos du bon volontaire

Un objet singulier dans la propagande des Brigades internationales mérite d'être évoqué en particulier : les lettres apocryphes publiées dans la presse des Brigades. Elles constituent une forme subliminale de diffusion de la norme. Il s'agit en majorité de lettres prétendument rédigées par des femmes, mères ou épouses de volontaires, les assurant de leur soutien indéfectible ou de lettres de volontaires anonymes expliquant à un proche pourquoi ils se battent en Espagne. Cette forme épistolaire de propagande permettait de dresser des portraits ou des situations intimes facilement identifiables par le lecteur. L'authenticité de la plupart d'entre elles est fortement discutable, comme ces lettres putatives de déserteurs rentrés chez eux et regrettant amèrement leur lâcheté, ou bien les encouragements d'un volontaire anonyme à bien écouter le commissaire politique ou à se méfier des perturbateurs[174]. Ce support permettait de mettre en forme des récits édificateurs, en comparant par exemple des lettres prétendument retrouvées sur des cadavres, d'un membre du CTV italien par exemple, ou encore celle d'une mère d'un soldat nationaliste évoquant la peur qu'inspiraient les combattants des Brigades internationales[175]. Les « lettres qui aident » étaient opposées à celles qui « vous démoralisent et vous tuent », dont l'authenticité paraît pourtant moins contestable, si on en juge par le contenu des lettres saisies par la censure postale des Brigades[176]. On retrouve d'ailleurs le réemploi de ces lettres apocryphes dans les organes des partis communistes à l'étranger. Il est malaisé de distinguer absolument une lettre reproduite textuellement ou retouchée, ou encore totalement apocryphe, mais la récurrence de l'emploi de la correspondance privée montre incontestablement qu'elle fut considérée comme un medium d'information à part entière et comme un support de propagande jugé efficace.

---

[174] « Regrets » in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°39 13 juillet 1937, p. 4 ; RGASPI 545.3.438 : « *Dear Harry* », s.p. s.d. [1938].
[175] « Deux lettres. Deux mondes » in *A l'Assaut. Journal de la XIIe Brigade Internationale* n°193 28 avril 1937 ; « Mon petit Angel » *in Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°56 10 décembre 1937, p. 8.
[176] Citations extraites de « Lettre d'une femme » in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe . Numéro Spécial.* n°56 10 décembre 1937, p. 3.

3. Le contrôle de la déviance individuelle par la censure postale

La correspondance, ce « lien vital entre deux mondes » selon l'expression de Frédéric Rousseau, fut naturellement le principal lieu d'expression des volontaires[177]. Le contrôle et la censure postale furent de ce fait un élément capital de contrôle de la diffusion de la norme et un excellent thermomètre du moral des combattants, fonctionnant telle une valve placée en va-et-vient sur la principale liaison entre les volontaires et l'étranger[178]. Son objectif était de prévenir la diffusion, vers l'extérieur, d'informations considérées comme nuisibles aux opérations militaires et à la réputation des Brigades internationales, et d'empêcher la propagation, vers l'intérieur, d'informations jugées démoralisantes.

La censure postale des Brigades internationales fut mise en place dès décembre 1936 et confiée à des volontaires, majoritairement français, employés des Postes, Télégraphes et Téléphones (PTT) et dirigés par un cadre slovène du KPJ. Dénommée « censure particulière », elle avait pour objectif, d'une part, de « permettre le contrôle politique et militaire de toutes les nouvelles reçues ou envoyées par [les] volontaires » et, d'autre part, surveiller le « travail de l'ennemi dans [les] rangs [pour] prévenir toute tentative d'espionnage, de désagrégation et de démoralisation [des] formations[179] ». Les Brigades internationales devaient en effet être « l'exemple de l'unité internationale, pas seulement par la presse, les livres mais aussi par la correspondance[180] ». Il s'agissait du principal organe de surveillance interne des Brigades internationales[181].

De manière générale, la correspondance destinée aux volontaires ressortissants de pays démocratiques fut jugée plus démoralisante que celle des autres, certaines familles n'hésitant à suggérer des motifs de rapatriements ou de permission. Les courriers dont le contenu pouvait « nuire au moral de la troupe » étaient retenus mais l'escamotage de courrier s'avéra être une solution contreproductive contre la démoralisation[182]. En effet, les censeurs firent par exemple savoir à leur hiérarchie à l'été 1937 que « toutes les lettres provenant de France »

---

[177] ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée…, op. cit.*, p. 56.
[178] À l'exception des permissionnaires.
[179] RGASPI 545.1.24 : De Luigi Longo au Ministre des Communications. Valence, 28 décembre 1936.
[180] RGASPI 545.3.435 : *Reunión de comisarios políticos efectuada en Madrid el 16 de junio 1937*. Discours de Barthel, 16 juin 1937.
[181] RGASPI 545.2.56 : *Circulaire directive*. 29 mai 1937 ; 545.2.154 : *Rapports du service du courrier*. Janvier 1937.
[182] En novembre 1936, les volontaires envoyaient 700 lettres par jour puis 1 300 en janvier 1937. Les censeurs devaient fournir trois rapports par mois et signaler immédiatement les volontaires suspects de par leurs propos ou ceux de leur correspondant. SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman sobre la Base de las Brigadas Internacionales (1936-1937) » in *Estudios de Historia Social* n°50-51, 1989, p. 420.

exprimaient le profond désir des familles de voir revenir leurs proches et qu'ils ne pouvaient tout retenir par crainte de voir les volontaires « encore plus démoralisés[183] ». Cependant, la censure s'intéressait en premier lieu au contenu politique de la correspondance privée. Ce contrôle permettait également d'identifier de profondes différences de compréhension et d'assimilation de la guerre en cours.

Le sentiment des volontaires et de leurs familles à propos de l'URSS était également soigneusement analysé. À la fin de l'année 1937, une directive interne permit la sanction des propos considérés comme antisoviétiques[184]. C'était également un moyen de vérifier la qualité des enseignements des commissaires politiques et d'éventuellement remplacer celui dont la défaillance transparaissait dans la correspondance des soldats de son unité[185]. La façon dont la correspondance traitait de la capture puis de la perte de Teruel en janvier et février 1938 fut ainsi méticuleusement étudiée, comme mesure des effets de la propagande déployée et de la démoralisation.

Enfin, le contrôle postal permettait d'identifier et de prouver certaines transgressions commises, grâce à l'imprudence de correspondants. Citons simplement les cas des volontaires décrivant à leur famille la procédure à entreprendre pour qu'ils soient réclamés par le Consul ou cet autre décrivant une scène de fraternisation au front[186].

Ce système de valeur du « bon soldat » consubstantiel du « vrai volontaire » fut construit en regard avec l'élaboration de son antithèse, déclinée selon trois contre-modèles génériques.

B. La figure du « vrai » volontaire au travers de trois contre-modèles

En regard de l'éthos du vrai volontaire de la Liberté, trois contre-modèles furent élaborés et diffusés par les discours des Brigades internationales. Tous s'inscrivaient dans les archétypes traditionnels du mauvais militant, replacés dans un cadre militaire.

---

[183] RGASPI 545.2.56 : *Rapport du service de la censure du 1er au 10 août 1937*. Albacete, le 14 août 1937
[184] RGASPI 545.2.159 : *Informe Willi* du 11 septembre 1937 et 30 novembre 1937. Cités in HELLER (Ernst), *La historia y el servicio postal de las Brigadas Internacionales*, Madrid, Lindner Filatélica Ibérica, 2007, p. 159.
[185] RGASPI 545.2.54 : *Rapport du service de la censure du 1er au 10 juillet 1937*. Albacete, le 18 juillet 1937.
[186] RGASPI 545.2.159 : *La situation morale au sein des BI d'après la correspondance dans le délai du 20-31 octobre 1937.*

Parmi la masse des bons combattants, coexistaient également les « mauvais » et les « faux » volontaires, ces derniers étant séparés entre « les ennemis » et « les renégats ». Ces trois figures antithétiques, le « mauvais » et les deux « faux » volontaires, définissait les transgressions, et donc, en creux, la norme. Ils constituaient une figure antagonique et repoussoir, celle du volontaire déchu, relégué ou déclaré indésirable dans la communauté militaire et militante.

Filles de la bureaucratie kominternienne, les archives des Brigades internationales ont conservé une documentation particulièrement fournie à propos des transgressions et des mauvais comportements. Davantage que les procès-verbaux des commissions judiciaires, qui traitent certes des infractions, mais nous renseignent peu sur les fautifs, un corpus se révèle fondamental : les listes recensant justement les « mauvais volontaires ». Manifestation typique du stalinisme, la rédaction de listes noires était alors un principe commun aux différents partis communistes, l'Espagne n'y fit pas exception[187]. Ces listes furent dressées par les commissions des cadres de la Base, chargées de gérer et de contrôler les volontaires, sur des considérations politiques, pour chacun des contingents nationaux et parfois pour une brigade en particulier. La plus fournie concerne évidemment les volontaires français, soit une liste de 998 noms, couvrant environ 10% des effectifs français[188]. Elle rapporte cinquante qualificatifs différents, dont seuls trois reviennent plus de cent fois (*indésirable*, *indiscipliné* et *déserteur*).

Les modalités de sa rédaction sont difficiles à déterminer exactement. Plusieurs volontaires français ayant eu des démêlés importants avec la justice des Brigades internationales sont absents de cette liste et la comparaison des listes avec les dossiers individuels des volontaires ne permet pas toujours de comprendre pourquoi un qualificatif plutôt qu'un autre a été choisi. Ces derniers n'étaient pas exhaustifs, un déserteur pouvant être également un indiscipliné ou un « voleur » et sont fort imprécis : les crimes dont sont accusés quatorze volontaires ont-ils été perpétrés en Espagne ? Pour faciliter l'analyse, onze ensembles ont été déterminés pour classer les cinquante épithètes de la liste noire des Français. En la comparant avec celle des volontaires belges (176 individus présents sur la liste noire, soit environ 8% de l'effectif), la validité et l'homogénéité des ensembles est remarquable.

---

[187] BOULOUQUE (Sylvain) et LIAIGRE (Franck), *Les listes noires du PCF*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, pp. 245-246.
[188] RGASPI 545.2.143a : *Lista de franceses. S. p. S. d.*

Tableau 15a : Comparaison des ensembles de motifs énoncés sur les listes noires concernant les volontaires français et belges[189].

Ensemble des mentions	Français (998)	Belges (176)
Ensemble *déserteurs*	40%	57%
Ensemble *indisciplinés*	15%	11%
Ensemble *alcooliques*	13%	6%
Ensemble *indésirables*	12%	11%
Ensemble *suspects*	5%	1%
Ensemble *perturbateurs*	4%	1%
Ensemble *voleurs*	3%	4%
Ensemble *ennemis*	3%	3%
Ensemble *divers*	2%	2%
Ensemble *démoralisés*	2%	2%
Ensemble *criminels*	2%	1%
Total	100%	100%

Il s'agit d'un remarquable support pour comprendre les définitions du mauvais volontaire et interpréter les contre-modèles érigés par la propagande des Brigades internationales.

1. Qu'est-ce qu'un mauvais volontaire ?

Les deux tiers des motifs d'inscription sur les listes noires sont relatifs à des transgressions habituelles dans les armées : la désertion, les actes d'indisciplines et l'alcoolisme. Chez les Français, les ensembles de motifs politiques, explicites (*suspect* et *ennemi*) ou non (*indésirable*), concernent moins d'un quart des effectifs concernés. Partant de ce constat, on remarque immédiatement l'écart très important résidant entre la nature réelle des faits considérés comme transgressifs et l'attention des discours de propagande, où l'ennemi et le renégat sont des personnages récurrents. Le mauvais volontaire est avant tout un mauvais soldat.

a) Le vin, un aliment du moral facteur d'indiscipline

Frédéric Rousseau parle de la présence de l'alcool dans les armées de la Grande guerre comme d'un « bouclier alcoolique » vital pour la survie et le moral des combattants[190]. La plupart des témoignages relèvent l'abondance du vin dans les brigades internationales et

[189] *Idem* ; 545.6.237 : *Lista de Belgas*. Sans date.
[190] ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée…, op. cit.*, pp. 192-193.

l'attention portée à ce sujet par l'intendance[191]. La difficile rencontre des volontaires internationaux, plus encore pour les étrangers venant de pays où la bière prime sur le vin, avec le robuste *vino tinto* est un fait connu[192]. L'alcoolisme le plus problématique avait lieu lors des périodes de repos à l'arrière, il s'agissait d'une consommation de décompensation et de convivialité, la plus souvent tolérée par l'encadrement. Les paysans espagnols ne se firent pas prier pour vendre leur vin aux riches volontaires internationaux et les estaminets de Madrid constituaient une tentation permanente. La fréquence des enivrements et les permissions illégales dues aux « virées en ville », facilitées par l'absence d'une police militaire, furent désastreuses pour la bonne réputation des Brigades internationales, qui mirent pourtant un point d'honneur à ne pas passer pour un ramassis de soudards. La lutte contre l'alcoolisme prit la forme de campagnes contre l'oisiveté et d'un éloge de la sobriété dignes des associations prohibitionnistes[193]. Le problème de l'alcoolisme n'était pas seulement le fait de la troupe mais également de l'encadrement : un cinquième des gradés du 15ème bataillon *Six Février* fut noté comme ayant, ou ayant eu, un comportement alcoolique[194]. La fréquence de cette mention dans les dossiers et rapports peut cependant provenir du fait que, dans la justice militaire, les antécédents alcooliques des prévenus étaient souvent ajoutés à charge[195].

b) Les lumpenprolétaires

Une mention récurrente dans les dossiers et dans les rapports ne figure pas explicitement dans les listes : les combattants qualifiés d'« aventurier » ou de « lumpenprolétaires». Ils forment un ensemble inter-catégoriel présent en filigrane. L'impossibilité de séparer le bon grain de l'ivraie est un souci séculaire des formations irrégulières de volontaires, souci dont les armées régulières n'ont souvent eu que faire[196]. Dans le vocabulaire du PCF, le terme « aventurier » figurait un anti-modèle militant, un

[191] L'intendance fut sans doute le dispositif militaire le plus abouti des Brigades internationales, inspiré des principes en vigueur dans l'Armée française. Chaque volontaire recevait au front, début 1937, un litre de vin par jour, ce que certains volontaires résument en « un quart de vin» ou « un verre de vin » par repas. En plus de sa consommation alimentaire, l'alcool était également distribué comme fortifiant ou désinhibant avant les attaques, d'après plusieurs témoignages.

[192] Une différence très importante résidait dans le degré d'alcool du vin courant espagnol. Ce dernier titrait en moyenne à 16° en 1936 tandis que le vin courant en France titrait aux alentours de 9°. COCHET (François), « 1914-1918 : l'alcool aux armées. Représentations et essai de typologie » in *Guerres mondiales et conflits contemporains* n°222 vol.2 2006, p. 21.

[193] RGASPI 545.2.266 : *Battles or bottles ?* Anonyme. Sans date.

[194] RGASPI 545.3.494 : *Bataillon Franco-Belge de la XVe Brigade. Caractéristiques des officiers et cadres du 15ème Bataillon. 30 mai 1937*.

[195] COCHET (François), « 1914-1918 : l'alcool aux armées… », *op.cit.*, p. 22.

[196] Garibaldi relatait dans ses mémoires la présence parmi ses Chemises rouges de « malandrins et d'aventuriers », envoyés « par la police et les prêtres pour provoquer désordres et délits ». GARIBALDI (Giuseppe), *Mémoires d'un Chemise rouge*, Paris, Éditions du Sextant, 2008, p. 202.

individu « n'ayant pas l'esprit de parti »[197]. Il s'agit en fait de la masse des volontaires en grande précarité sociale, admis plutôt que recrutés dans les Brigades internationales majoritairement en France et en Belgique. Delperrié de Bayac reprend les affirmations d'André Marty sur les volontaires étrangers : 15% « d'inutilisables », c'est à dire des lumpenprolétaires, dont 20% chez les Français[198]. C'est également cet auteur qui popularisa cette accusation invérifiable d'André Marty sur Édouard Herriot, maire radical de Lyon, qui aurait conseillé « aux clochards d'aller visiter l'Espagne[199] ». Les « lumpen » formèrent la masse des démoralisés et, de ce fait, furent régulièrement considérés comme responsables des paniques et des pertes subies[200]. Pour un cadre communiste anglais, les lumpenprolétaires « ont été un fléau aussi redoutable pour nos camarades que les balles de Franco[201] ». Ils furent assimilés à une catégorie politique utilisée à dessein comme une masse de manœuvre par les « désorganisateurs », appelés « désagrégateurs » par le sabir des Brigades internationales.

c) Une politisation de la figure du « meneur »

Le terme « perturbateur » est issu du vocable « provocateur » habituellement employé dans un contexte civil par le parti communiste, entendu ici dans le cadre de la discipline militaire. Les perturbateurs, démoralisateurs ou désorganisateurs, tous appelés « désagrégateurs », se distinguaient du simple indiscipliné par leur prise de parole publique. Par son action, le contestataire fut automatiquement considéré comme « meneur », surtout s'il était établi que le soldat était apprécié par ses camarades. On rejoint ici la préoccupation traditionnelle de la hiérarchie militaire envers le danger des meneurs « intelligents »[202]. Le provocateur est dangereux de par son influence sur ses camarades. Il est l'organisateur de « petites réunions clandestines », il critique les officiers, il « proteste » au nom de ses camarades « d'une façon publique, en poussant ainsi les autres à faire de même», il distille le doute parmi les bons éléments : « vous verrez les gars on en reparlera dans deux mois» ou

---

[197] VIDAL (Georges), « Ouvriers et volontaires dans l'organisation de l'autodéfense communiste de l'entre-deux-guerres : le cas français. » in HEYRIÈS (Hubert) et MURACCIOLE (Jean-François) (dir.), *Le Soldat volontaire en Europe au XXe siècle. De l'engagement politique à l'engagement professionnel. Actes du Colloque international de Montpellier du 3 au 5 avril 20*03, Montpellier, Presses Universitaires de Méditerranée, 2007, p. 269 ; VAN DOORSLAER (Rudi), « Les volontaires gantois pour les Brigades internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire » in *Cahiers d'histoire de la Seconde guerre mondiale*, n°6, 1980, Bruxelles, p. 173.

[198] DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales*, Paris, Marabout, 1968, p. 90 ; SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol…, op. cit*., p. 83.

[199] *Idem* ; RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…, op. cit,* p. 12.

[200] *Idem,* p. 14 ; 545.3.550 : Courier du commissaire juridique Kobal de la Commission Judiciaire de la XVe à Bastien, président de la Commission Judiciaire des Brigades Internationales. Zone de guerre, 11 avril 1937.

[201] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott. Les volontaires anglais …, op. cit.,* p. 15.

[202] LOEZ (André), *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*. Paris, Gallimard, 2010, p. 324.

encore « Il a déclaré ce jour que les renforts destinés au front allaient à la boucherie »[203]. Identifié, le provocateur est « démasqué » et immédiatement isolé.

2. Le déserteur, un « faux » volontaire

Les déserteurs représentent 62% des mauvais éléments parmi les volontaires communistes hollandais et britanniques, 57% chez les volontaires belges, 49% parmi les Helvétiques et 40% des Français[204]. Le terme polysémique de déserteur, qui appartient également au vocabulaire militant communiste, n'est pas démonstratif de la nature de la faute commise ou de la qualité de l'individu. S'agissait-il de dénoncer par ce terme un volontaire qui n'aurait eu de cesse de quitter la bataille ? Un autre reconnu coupable d'une absence illégale de courte durée et celui qui prend la parole à un meeting du PPF sont-ils tous les deux des déserteurs parfaitement similaires ? L'engagement volontaire et la désertion n'étaient d'ailleurs pas considérés par tous comme forcement antinomiques : un volontaire français, déserteur durant la bataille de l'Èbre, se revendiquait de ses deux conditions sans les opposer[205].

a) Le déserteur est-il par nature un mauvais volontaire ?

Dans son étude sur les déserteurs allemands durant la Grande guerre, l'historien Cristoph Jahr relève que « le fait de vouloir se soustraire temporairement à l'obligation de combattre [a] constitué un comportement de masse parmi les soldats[206] ». En outre, il affirme que les déserteurs n'étaient pas tous issus des marges de la société civile et que la plupart étaient en réalité des soldats sans histoire[207]. Cette observation est tout à fait valable à propos des volontaires internationaux déserteurs en Espagne. Sur les 47 déserteurs inscrits sur la liste noire des Britanniques, moins du quart avaient fait l'objet d'un signalement préalable pour

---

[203] Tous ces exemples sont issus de trois dossiers de « perturbateurs ». RGASPI 545.6.1158 : Fiche individuelle du volontaire français Detienne ; 545.6.836 : Fiche individuelle du volontaire roumain Constantinescu ; 545.6.1352 : Courrier du commandant de la caserne de la Garde Nationale et du chef de la compagnie disciplinaire au bureau du commandant à la Commission Judiciaire – EM de la base. 30 mai 1937.

[204] RGASPI 545.6.406 : *Caractéristiques sur les camarades hollandais rapatriés ou a rapatriés Membres du Parti.* Par André Marty, s.d. [fin 1938] ; 545.6.38 : *Party members who have deserted or have exceptionally bad records.* Sans date ; 545.6.237 : *Lista de Belgas* (sans date) ; 545.6.1477 *: Lista de Suizos* (sans date) ; 545.2.143b : *Lista de franceses…, op. cit*.

[205] CADN Barcelone Consulat Série B - Dossier 56 Prisonniers (O-Z). Lettre de François Dupont au consulat de France à Barcelone. Cambrils, le 17 décembre 1938.

[206] JAHR (Cristoph), « Désertion et déserteurs dans la Grande guerre. Phénomènes et groupes marginaux ? » in *14-18 Aujourd'hui-Today-Heute*, Editions Noesis, n°4, 2001, p. 118.

[207] *Idem*.

leur comportement[208]. Parmi les 162 déserteurs identifiés parmi 435 mauvais éléments de la XVème brigade, 20 seulement avaient fait l'objet de rapports défavorables tandis que 6 avaient été au contraire distingués pour leurs états de service[209]. La marginalité par rapport à l'engagement politique n'est pas plus probante. Sur 98 déserteurs français repris, la moitié étaient syndiqués et plus d'un quart étaient militants communistes ; le reste se disait apolitique[210]. Il s'agit de proportions légèrement inférieures aux statistiques générales relevées par Rémi Skoutelsky à propos des volontaires français[211].

Les profils ne semblent donc pas confirmer un lien naturel entre mauvais volontaire et prédisposition à la désertion. L'emploi du terme de déserteur et la qualification des désertions eut, dans les Brigades internationales, un sens éminemment politique qui supplanta sa définition militaire. Le déserteur quittait non pas simplement une unité militaire mais une communauté politico-militaire, dans un acte d'apostasie.

Les premières affaires de désertions dans les Brigades internationales concernèrent les départs d'étrangers vers des unités miliciennes confédérales, comme nous l'avons vu. Cela constituait à la fois une atteinte à la légitimité de la jeune formation internationale en tant qu'entreprise monopolistique du volontariat étranger et une contestation de l'autorité militaire, mais ces transferts furent entendus avant tout comme un acte de sabotage et une trahison politique, en parlant parfois de « scission »[212]. Il fut décidé de discréditer les volontaires rejoignant les milices confédérales, dans l'espoir d'une relégation par les anarchistes eux-mêmes, en insistant sur le danger qu'il y avait à « recueillir certains éléments, agents désorganisateurs fascistes et de la Gestapo[213] ». Avec l'achèvement du processus de militarisation, ces transferts devinrent illégaux mais le problème des désertions était devenu endémique et la dénonciation politique des déserteurs fut étendue.

---

[208] RGASPI 545.6.38 : *Party members who have deserted or have exceptionally bad records.* Sans date.
[209] RGASPI 545.3.451 : *List of suspicious Individuals and Deserters from the XV. Brigade.* Sans date [1938].
[210] RGASPI 545.6.1046 : Statistiques de désertions de Français, document sans titre. Janvier 1938.
[211] SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leur pas…, op. cit*., p. 154.
[212] RGASPI 517.3.25 : *Quelques données sur les cadres des BI par André Marty*. 9 octobre 1937, p. 3.
[213] RGASPI 545.2.44 : *Décisions prises à la réunion du Bureau politique du 21 décembre 1936*. (*Réunions des responsables du Parti, rapporteur Marty ou Stéphan)*. 21 décembre 1936 ; 545.6.1345 : Dossier individuel du volontaire français Pedrisi. Courrier du commandant de la Base des Brigades internationales au secrétaire de la CNT d'Albacete. Albacete, 30 novembre 1936.

b) La figure du renégat

Au printemps 1937, des tracts étaient diffusés parmi les bataillons pour « jeter le mépris sur ceux qui prennent des liaisons avec les agents des gouvernements étrangers[214] ». Les instructions données aux commissaires politiques à propos des déserteurs étaient fort claires :

> Il faut les considérer comme des ennemis, vendus au fascisme. Il faut persuader les éléments qui peuvent avoir un moment de faiblesse qu'ils ne doivent pas gaspiller l'énorme trésor politique et moral qu'ils ont accumulé avec leur participation héroïque à la lutte d'Espagne, avec un geste inconsidéré qui les déshonorera pour toute leur vie, et les mettra au pilori du prolétariat et de tous les gens honnêtes. Pour leurs fils et pour leurs femmes, qui ont souffert de leur éloignement, ils doivent être forts, et poursuivre la lutte avec tous les camarades, avec qui ils ont écrit des pages qui resteront dans l'Histoire. Aucune femme, aucun fils de volontaires ne doit avoir la honte de devoir dire : - Mon mari, mon père, a été un de ceux qui lâchement ont déserté la lutte d'Espagne[215].

Les déserteurs repris dans leur fuite furent divisés en deux groupes. D'une part, les démoralisés, les plus nombreux, dont on supposait qu'ils avaient agi sous le coup de la peur. Dans ce cas, était incriminé le travail de leur délégué politique. D'autre part, ceux considérés comme objectivement conscients de leur acte et qui étaient de ce fait des « déserteurs fascistes de la Cinquième colonne[216] ». Ce sont ces derniers qui constituèrent la cible privilégiée de la justice des Brigades internationales, avec les récidivistes. La construction binaire de la désertion différenciée du « bon » et du « mauvais » volontaire est bien illustrée dans un rapport sur les déserteurs hollandais. Sur 99 déserteurs identifiés, 71 furent repris tandis que 28 parvinrent à rejoindre la Hollande. Les seconds furent tous dénoncés comme de mauvais éléments, tandis que les premiers furent considérés comme s'étant simplement laissés entraîner, du fait de la faiblesse de leur formation politique[217].

c) Un volontaire déchu de son droit à se revendiquer comme tel

Le déserteur qui parvenait à quitter l'Espagne devenait un « faux » volontaire, celui qu'il faut « signaler au mépris des masses » comme agent de l'ennemi[218]. Ils n'étaient pas de

---

[214] RGASPI : 545.2.85: *Extractos del informe de la Reunión de Comisarios Políticos de la XI[a]*. 25 mars 1937.
[215] *Idem.*
[216] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад…, op. cit*., p. 265.
[217] RGASPI 545.6.400 : *Bericht über den 'holländischen Personalbestand zur ihrer Zurückziehung* par Jan. 9 novembre 1938, p. 4.
[218] RGASPI 545.3.435 : *Parte extraordinario de la reunión que celebró ayer el comisario de la Brigada con los comisarios de todas las pequeñas unidades que constituyen la misma.* 6 septembre 1938.

« vrais représentants des Brigades Internationales » mais des « aventuriers », des « criminels », des « couards »[219]. On raillait ainsi les « faux volontaires » qui, une fois rentrés chez eux, s'exprimaient à charge contre les communistes :

Document 15-b : Dessin humoristique à propos d'un déserteur des Brigades internationales s'exprimant à un meeting du PPF au Vel' d'Hiv en février 1937[220]

Ils furent considérés comme des « jaunes » qui s'étaient exclus d'eux-mêmes de la communauté et donc, par amalgame, de la classe ouvrière toute entière :

> La gloire de nos Brigades Internationales ne sera même pas ternie par le départ de quelques « jaunes » qui se laissent racoler par les agents des Consulats pour le rapatriement et bavent ensuite pour le compte du fascisme contre leurs camarades qu'ils ont abandonnés sur le front devant la mitraille d'Hitler, de Franco et Mussolini. Dans les plus ardentes grèves ils se trouvent ainsi des inconscients qu'on appelle des « jaunes » qui abandonnent le combat contre le patron affameur. Mais la classe ouvrière les juge et les méprise[221].

Après avoir partagé les revendications des volontaires à propos des permissions au début de l'année 1937, la direction des Brigades internationales changea de stratégie et développa une propagande spécifique destinée à combattre ces exigences. Dans les premiers temps, l'absence de permissions fut mise sur le compte des indisciplinés, c'est-à-dire de ceux « qui ont, par leur conduite, volé les permissions des bons camarades[222] ». Ensuite, le simple fait de soulever la question des permissions en public put entraîner l'identification du

[219] *Idem*.
[220] Source : « Les métiers tranquilles », dessin de J. Pru in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°15 du 17 mars 1937.
[221] « A propos des permissions » *Le volontaire de la Liberté* n°14 du 18 mai 1937, p. 4.
[222] « Les soldats nous écrivent » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°10 du 8 mars 1937, p. 3.

requérant comme « élément dangereux, faisant un travail de décomposition […] en utilisant son influence néfaste sur ses camarades[223] ».

Un dialogue apocryphe publié dans *Le Soldat de la République* est révélateur du façonnement d'un certain discours contre la réclamation des permissions et sur la translation opérée entre la demande de permission et le désir de déserter. Dans une lettre attribuée à la compagne d'un volontaire francophone, celle-ci s'excusait auprès de son mari d'avoir insisté pour qu'il vienne la voir. La lettre fut publiée et assortie d'un commentaire du journal sous forme de morale :

> Excuse-moi d'avoir insisté à plusieurs reprises pour que tu viennes en permission, en effet je me suis rendu compte que le camarade qui était ici, soi-disant en permission, était venu de lui-même. […] C'est vraiment honteux de ne pas avoir plus de courage, surtout lorsqu'on défend un peuple si héroïque, et qui lutte contre le fascisme. Ce camarade a oublié aussi qu'il a librement consenti, jusqu'à ce que le fascisme soit écrasé. S'en aller de soi-même, est une lâcheté. Signé : Berthe.
>
> Camarades internationaux ! Jamais vous ne suivrez l'exemple de ce camarade […] Quand nous aurons vaincu, nous rentrerons la tête haute et fiers d'être restés jusqu'au bout. Approuvons la lettre de la camarade Berthe, et crions avec elle : - Honte aus lâches ! Mépris pour les déserteurs[224] !

De même, des volontaires quelque peu serviles prirent la plume pour justifier l'absence de permissions[225]. Les campagnes prophylactiques contre la désertion furent remplacées début 1938 par un durcissement des sanctions sans commune mesure avec l'année précédente. La désertion devint un « crime contre le peuple espagnol » dans la droite ligne du durcissement stalinien des échelles de valeurs internes aux partis communistes[226]. Méprisé puis rejeté, le volontaire déserteur fut progressivement assimilé à un ennemi intérieur.

---

[223] RGASPI 545.6.1344 : Dossier individuel du volontaire français Patelet. *Rapport de la Commission de justice de la XIème Brigade, en cause Jean Patelet*. S.d. [1937].
[224] « Lettre d'une femme de France » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°41 du 27 juillet 1937, p. 3.
[225] « Bravo Bidard ! » in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°14 du 16 mars 1937, p. 3.
[226] SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol…, op. cit,* p. 117 ; WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010, p. 196.

3. L'ennemi intérieur, un anti-volontaire

Troisième antithèse du bon « volontaire », « l'ennemi intérieur » forme une catégorie-limite, un espace interstitiel à cheval sur la ligne de front et selon un champ lexical issu du politique. Il apparaît sous une forme collective comme l'ensemble des volontaires désignés comme des ennemis ou comme des éléments hostiles infiltrés.

Dans le tableau 15-2 *Répartition des qualificatifs utilisés dans la liste noire des volontaires français* présent dans l'annexe IV, les mentions synonymes d'ennemis dans le discours communiste habituel, c'est-à-dire « *espion* » (15 occurrences), « fasciste » (8), « trotskiste » (3), « traître » (3) et « saboteur » (1) ont été regroupées sous l'ensemble *Ennemis*[227] . Cet ensemble concerne en fait très peu d'individus (3% parmi les Français et les Belges). Les qualificatifs furent le plus souvent employés en catachrèse : c'est parce qu'il semait « l'indiscipline et la désorganisation » en actes et en parole qu'un cavalier indiscipliné fut rapporté comme « fasciste » par son commandant à la commission judiciaire[228]. Les épithètes évoluaient selon la nationalité concernée. On trouve ainsi des mentions nationales spécifiques telles que « Blanc-gardiste » chez les Polonais tandis que le terme « fasciste » employé à propos des Italiens n'avait évidemment pas le même sens que dans les autres contingents[229].

a) La justification espagnole des paranoïas staliniennes

On retrouve naturellement dans les Brigades internationales la doxa stalinienne à propos des ennemis infiltrés en URSS et dans les organisations prolétariennes. Les erreurs et les fautes constatées sont en elles-mêmes la preuve de l'introduction par l'ennemi de « saboteurs, d'espions, d'agents de diversion et d'assassins » dans « la classe ouvrière et à l'intérieur des organisations qui défendent les intérêts des travailleurs[230] ». « L'espionnite », cette « syphilis russe » selon l'expression de Gustav Regler, vint parfaitement se conjuguer avec l'atmosphère paranoïaque étreignant l'Espagne républicaine à propos de la Cinquième colonne[231]. Carlos Serrano a souligné la concomitance du raidissement de la dénonciation des

---

[227] Voir ANNEXE 14 Tableau 15-3 : *Répartition des qualificatifs utilisés dans la liste noire des volontaires français*.
[228] RGASPI 545.3.482 : *Rapport du commandant Alloca de l'escadron de cavalerie motorisée de la XVème Brigade Mobile*. Morata de Tajuna, 28 mars 1937.
[229] RGASPI 545.3.257 : *Relación de malos elementos* [polonais]. Par le chef du camp n°6. 26 décembre 1938.
[230] RGASPI 545.6.66 : Brochure n°6 – décembre 1936. *Liste Noire de provocateurs, voleurs, escrocs et traîtres (chassés des organisations révolutionnaires de France),* p.1.
[231] REGLER (Gustave), *Le glaive et le fourreau*, Arles, Actes Sud, coll. « Babel-Révolutions », 1999, p. 381.

ennemis intérieurs durant les premiers mois de janvier et février 1937, dans le monde kominternien et en Espagne[232].

La « décomposition » des Brigades internationales, soit l'ensemble des faits de désagrégation du corps collectif, était entendue comme le fait de l'action de l'ennemi. Ce dernier était parvenu à infiltrer des « fascistes étrangers » parmi les Internationaux, soutenus par la Cinquième colonne et le POUM[233]. Le mauvais moral, l'indiscipline, les protestations publiques, les désertions, les passages vers les unités anarchistes : tout fut interprété comme étant possiblement le résultat de l'action ennemie. Ainsi, diverses preuves des agissements d'une « organisation secrète » dans les Brigades internationales furent trouvées : tel médecin polonais « assassinait les blessés », des ambulanciers ayant établi un « plan d'évasion » vers les consulats, la distribution de vin « empoisonné », les ateliers « sabotés », des infirmières « ennemies », les journaux « volés », etc[234].

La perception de l'action de l'ennemi procédait essentiellement par auto-conviction. En effet, le service de contrôle de la Base mit sur pied en février 1937 un « appareil secret », devenu ensuite le Service d'Information Militaire (SIM, en français dans le texte) soit une sorte de contre-espionnage qui devait travailler sur le principe « scientifique » suivant : « [C]omment doit travailler l'ennemi pour nous paralyser[235] ». Il dressa une carte des « multiples réseaux » hostiles prétendument actifs dans les Brigades internationales, associant la Gestapo, l'OVRA, la police polonaise, les trotskistes, les groupes caballeristes, anarchistes, socialistes « et surtout [le] 2ème bureau de l'EM français et de la police française, toujours oubliés alors qu'ils doivent être forts »[236]. Le contre-espionnage donna peu de résultats mais cette absence de preuves constituait en elle-même, pour ses promoteurs, une démonstration de la gravité de l'infiltration. En effet, les cas évidents d'espionnage, de sabotage, d'agitation « trotskiste » ou d'infiltration d'agents d'extrême-droite furent bien chiches et restent

---

[232] SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol…, op. cit*., pp. 116- 117.
[233] RGASPI 545.3.435 : *Reunión de comisarios políticos de la 15ª Brigada*. 26 mars 1937.
[234] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales …, op.cit.,* p. 94.
[235] *Idem,* p. 101.
[236] RGASPI 517.3.25 : *Quelques données sur les cadres des Brigades internationales…, op. cit*. Charles Tillon précise dans ses mémoires qu'il avait été envoyé en Espagne pour s'informer sur les méthodes utilisées par le PPF pour recruter des éléments provocateurs « chargés de pénétrer dans les brigades comme agents des franquistes ». TILLON (Charles), *On chantait rouge*, Paris, Laffont, 1977, p. 220. Pour les responsables britanniques, la « bourgeoisie » avait nécessairement « infiltré des éléments dans le Parti pour pouvoir les utiliser plus tard » et les avait envoyé en Espagne. 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott …, op. cit.,* p. 15.

largement à prouver[237]. De fait, le terme « trotskiste » fut employé comme mot générique pour désigner l'ennemi dissimulé, synonyme de saboteur, d'espion et d'agent de l'ennemi. Celui-ci demeurant particulièrement invisible, le POUM servit de visage au trotskisme, de matérialisation à une menace diffuse.

b) Le trotskiste, l'introuvable parangon de l'ennemi infiltré

La dénonciation systématique du POUM comme expression du trotskisme en Espagne n'apparaît que fin décembre 1936 et fut théorisée début 1937[238]. Fréquente dans les documents des Brigades internationales, l'expression « trotskiste » servit à qualifier non pas des trotskistes avérés mais l'intégralité des individus considérés comme débordant par la gauche le parti communiste, par des opinions critiques le plus souvent anarchisantes ou hostiles à l'URSS, soit de facto associés au POUM[239]. Les tracts diffusés par le commissariat exhortaient les combattants à se méfier des slogans « ultra-révolutionnaires », en essayant de séparer les anarchistes « partisans de Durruti » des « aventuriers démagogues » qui cherchaient à provoquer des heurts fratricides comme à Barcelone en mai 1937[240]. La capacité d'action des ennemis intérieurs était décuplée par le renfort « inconscient ou trompé » des volontaires qui s'associaient à eux ou leur donnaient du crédit :

> Il arrive que ce travail destructif est fait par des gens honnêtes mais trompés, qui ne pensent pas mal agir et ne se rendent pas compte du mal qu'ils font et ignorent que si la critique peut et doit se faire, c'est seulement devant les organismes intéressés et responsables, afin que le remède soit porté aux défauts. Et ce n'est jamais parmi les combattants que des critiques doivent être faites […] Que ce soit un ennemi ou un inconscient qui le dise, il est clair que l'effet est le même[241].

En réalité les critiques de gauche étaient essentiellement le fait de membres de la CNT ou de sympathisants anarchistes étrangers. Il s'agissait essentiellement de qualifier de

---

[237] Le cas le plus connu est celui du futur collaborateur et agent de l'*Abwehr* en France, Henri Dupré, prétendu cagoulard infiltré dans les Brigades internationales en 1936. Le récit de son action de sabotage dans les Brigades internationales publié en 1942 tient de l'autofiction. Il fut au contraire un cadre excellent, efficace et estimé, y compris par Marty. En s'attribuant ensuite des « sabotages » qui, jusqu'à preuve du contraire, furent de véritables accidents, il réinventa largement son expérience passée dans les Brigades internationales à l'aune de ses nouvelles activités de collaborateur de la police allemande. DUPRÉ (Henri), *La « Légion Tricolore » en Espagne (1936-1939*), Paris, Éditions de la Ligue Française (Mouvement Social Européen), 1942. 254 pages.

[238] « Une nouvelle phase de la lutte pour l'Espagne démocratique » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol.19 n°1&2 janvier-février 1937, p. 17.

[239] La grève du personnel espagnol, syndiqué à la CNT, de l'hôpital international de Vich en juillet 1937 fut ainsi qualifiée de « trotskiste ». AHPA - BI. Carton n°63248 caja n°67 : *Souvenirs de Fanny Bray* [Bré].

[240] AGGCE PS Panfletos 419 : Commissariat des Brigades internationales *: Contra los provocadores, los aventureros del POUM, los disgregadores, los favorecedores de atropellos en la retaguardia: ¡Vigilancia!* S.d.

[241] AGMA SHN ZR Brigadas Internacionales. C.1094 Cp 2 D1/32-34 : *La C.N.T. sur le travail des commissaires politiques.*

cette manière ceux qui exprimaient une opinion ou une critique politiquement motivée. Tout acte public de contestation politique était une preuve de ce travail de décomposition. Le contestataire, considéré comme « meneur », était immédiatement délégitimé en étant taxé de trotskiste, c'est-à-dire « ces agents du fascisme qui essayent avec de telles paroles de mettre les camarades peu instruits en opposition contre les mesures du Gouvernement du Front Populaire […][242] ». Une « cellule trotskyste » prétendument organisée par deux volontaires danois dans une compagnie du 10ème bataillon se résuma en fait à l'expression publique de leurs opinions antimilitaristes[243]. De la même manière, le commandant espagnol (émigré) de la 86ème brigade, qui s'opposa fortement à la mainmise d'Albacete sur cette unité, fut pour cette raison même désigné comme « l'incarnation même du trotskiste » en lui attribuant des irrégularités dont aucune n'était politique[244].

Le terme de trotskiste servit donc de disqualifiant, au sein d'une catégorie-limite, celle des volontaires-ennemis qui devaient être trouvés, dissociés des autres et expulsés plutôt que punis. La punition ne concernait en effet que les bons volontaires égarés ou les mauvais, capable de redressement. Il fallait déterminer exactement la nature du volontaire, plutôt celle de la faute qui lui était reprochée, afin de distinguer parmi eux le récupérable, l'indésirable et l'ennemi déclaré. Ce rôle fut confié à la justice des Brigades internationales, dans une dimension à la fois militaire et partisane.

C. Juger et sanctionner les combattants volontaires étrangers

L'exercice de la justice dans les Brigades internationales fut tout d'abord destiné à sanctionner des cas d'indiscipline ou de droit commun. La survenue du problème des désertions massives a imposé une approche différente, introduisant une détermination

[242] RGASPI 545.1.64 : « Vigilance contre les ennemis du peuple » in *Notre Bulletin-Our Bulletin-Unser Bulletin* n°3, 15 septembre 1937, p. 13.
[243] RGASPI 545.2.147 : *Rapport sur le travail de désorganisation des trotskystes dans les Brigades internationales*. 21 avril 1937. Ailleurs, un cuisinier alsacien fut « démasqué comme trotskyste» pour sa mauvaise cuisine. Il y eut une issue tragique à ce cas d'apparence trivial : l'escorte chargée de son transfert vers Valence pour son interrogatoire indiqua qu'elle l'avait abattu lors d'une tentative de fuite. RGASPI 545.1.7 : *IX^a CE 22ª División 5° grupo de Artilleria. Au camarade Giorgio Carmen, Informations concernant les soldats Smolenski Jan, Kiener Camill et Schultz Emile*. Cortijo de la Cañada, 23 juin 1938.
[244] RGASPI 545.3.550 : *Los trotskistas son la vanguardia del fascismo. Proyeto*. Sans date [été 1937]

politique des actes délictueux. L'appareil judiciaire s'est concentré sur ces derniers, déférant la plupart du temps les affaires de droit commun devant la justice espagnole[245].

Durant l'intégralité du conflit civil espagnol, les volontaires étrangers bénéficièrent d'un statut ambivalent vis-à-vis de la justice militaire de l'armée républicaine espagnole, selon trois facteurs fortement imbriqués : en tant qu'étrangers, en tant que volontaires et en tant que membres d'une formation militaire disposant de sa propre juridiction. Leur situation privilégiée et l'existence de sauvegardes spécifiques étaient parfaitement connues de la plupart des volontaires étrangers issus des pays démocratiques. Les volontaires étrangers furent en effet constamment observés depuis l'étranger et en interaction avec plusieurs relais extérieurs capables d'interagir avec eux, comme les familles, les consulats, les organisations de solidarité et la presse. Cette surexposition a singulièrement compliqué l'exercice normal de la justice, notamment dans les Brigades internationales. Dans ces dernières, l'appareil judiciaire fut tout d'abord élaboré en quasi-complète autonomie de la justice militaire républicaine. De ce fait, il s'est déployé empiriquement, comme une instance hybride de rappel des normes à la fois militaire dans sa forme, populaire dans son fond et politique dans son intention.

1. La justice dans les Brigades internationales, une institution hybride

Le colossal sureffectif de volontaires étrangers stationnés dans la ville d'Albacete à partir de la fin novembre 1936 fut directement responsable d'une multiplication des actes délictueux commis dans les lieux fréquentés par les soldats des Brigades internationales. Dans les différents rapports, on perçoit nettement la gêne, la difficulté à assumer l'introduction d'une justice militaire[246]. Les autorités d'Albacete durent pourtant s'y résigner et le dispositif judiciaire ne cessera dès lors de prendre de l'essor, dans une grande autonomie.

Durant les cinq premiers mois, la juridiction militaire Brigades internationales fut confondue avec le conseil militaire de la Base, flanqué à partir de décembre 1936, d'une Commission judiciaire (CJ) chargée d'instruire les dossiers et de proposer les sanctions.

---

[245] SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman … », *op. cit.*, p. 424. Mais pas systématiquement, malgré des assurances de Vital Gayman. Plusieurs cas de viols et de déprédations à l'encontre de civils furent jugés directement dans les Brigades internationales, sans doute pour ne pas donner de publicité à ces affaires.

[246] Vital Gayman affirmait ainsi dans son rapport général qu'« à proprement parler il n'y eut jamais à la Base d'Albacete, ni Prévôté ni Justice Militaire », preuve du caractère artisanal du système mis en place. SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman…», *op. cit*., p. 423.

Significativement, cette dernière était une émanation du CGBI[247]. Ses prérogatives étaient étendues, la CJ pouvait mener des enquêtes et diriger des interrogatoires, accompagnée du Service de contrôle chargé des missions de police militaire. Au printemps 1937, le dispositif judiciaire fut augmenté et les brigades en opération obtinrent des compétences de justice, afin de désengorger la CJ et de se conformer davantage au code de justice militaire espagnol.

La justice ordinaire fut, dès lors, rendue à partir du printemps 1937 directement dans les unités de combat par le biais d'une petite instance de justice dite « jugement populaire » organisée par le commissaire politique[248]. Ce dernier endossait la place du juge, entouré de quatre assesseurs tirés au sort parmi la troupe, le commissaire adjoint faisant office de procureur[249]. Incidemment, ce tribunal « populaire » épousait exactement la forme d'un bureau de cellule de parti ou de syndicat. Le volontaire fautif était ainsi jugé comme un militant ayant manqué à son devoir. On attendait de lui une amende honorable, c'est-à-dire une autocritique publique et l'acceptation de la punition reçue. Lorsque le prévenu refusait d'adopter l'attitude de contrition qu'exigeait de lui cette justice éducative, il était envoyé à Albacete, à disposition de la CJ où l'attendait une sanction plus lourde, purgée en dehors de la brigade. Les délits les plus graves (« pillage, espionnage, trahison, incitation à l'émeute, et tout autre cas d'une gravité caractérisée ») étaient jugés par comparution devant le tribunal militaire de la brigade[250].

Officiellement, les tribunaux militaires dits « *Tribunales populares especiales de Guerra* (tribunaux populaires spéciaux de guerre) » furent instaurés par décret dans l'Armée républicaine espagnole le 16 février 1937 et introduits progressivement dans les Brigades internationales, suivant les besoins[251]. En mars 1937, les condamnations maximales qui pouvaient être requises par les tribunaux de chaque brigade étaient les suivantes :

- Désertion devant l'ennemi : six mois de prison ou emprisonnement pour la durée des hostilités en cas de récidive.
- Indiscipline, rébellion ou ivresse : six mois de camps de travail forcé.

---

[247] Deux magistrats communistes belges (Bastien et Chauvet), déjà avocats du SRI, furent nommés à sa tête.
[248] Équivalent dans l'armée républicaine espagnole des *Juntas de disciplina*.
[249] Voir ANNEXE IV Document 15-4 : *Minute du procès de deux cavaliers des Brigades internationales*. Morata de Tajuña, 10 avril 1937.
[250] RGASPI 545.3.550 : *Note de la Commission Judiciaire de la Base d'Albacete au camarade Weismann, responsable Judiciaire de la 15e Brigade*. 23 mars 1937.
[251] RGASPI 545.1.23 : *Comisariado General de Guerra. Balance de las actividades del comisariado general du guerra – tarea a realizar*. Avril 1937, p. 29. La XIVème brigade fut la première à accueillir un tribunal militaire, sans doute à une date antérieure au décret.

- Refus de service et manque de volonté dans le travail : trois mois d'affectation dans la compagnie disciplinaire de la brigade[252].

Initialement non souhaitée, l'introduction des tribunaux militaires dans les Brigades internationales fut une conséquence des grandes vagues de désertions de l'hiver 1936-1937[253]. Devant l'étendue du phénomène, il était illusoire d'envisager de punir tous les déserteurs. Les instructions prescrivaient de ne déférer devant les tribunaux que les « fascistes » et non les « braves garçons [qui] n'ont pas su résister au travail de l'ennemi », preuve manifeste d'une intention avant tout marquée sur l'exemple et la pédagogie[254].

Deux éléments doivent être tout d'abord soulignés. D'une part, on relève l'absence quasi totale de spécialiste du droit dans les Brigades internationales. Ainsi, le premier juge militaire de la XIVème brigade était ainsi un architecte français, qui déserta lui-même peu après. D'autre part, comme du reste durant la Grande guerre, les combattants ignoraient tout du code de justice militaire qui était déployé sous leurs yeux[255]. L'exercice de la justice devait donc être visible pour être compréhensible, par une attention avant tout portée sur le cérémonial et la mise en scène pour donner à l'exercice ses vertus.

Jusqu'en 1938, les procès furent publics, et les soldats expressément invités à y prendre part. Dès le mois de mars 1937, les commissaires reçurent l'instruction d'utiliser les procès tenus dans les tribunaux de campagne comme support à leur travail politique auprès des soldats, accompagnés d'une préparation adéquate[256]. Pour illustrer notre propos, prenons l'exemple du procès tenu les 4 et 5 octobre 1937 dans la XVème brigade *Lincoln*. Douze déserteurs anglo-saxons repris comparaissaient devant le tribunal de la brigade, présidé par son commissaire politique et dont le jury était composé de soldats du rang. Fait accablant, ils avaient dérobé l'unique ambulance de la brigade. Le procès fit l'objet d'une préparation attentive et fut très explicitement établi dans une perspective éducative. La sanction des prévenus n'était d'ailleurs pas le principal objectif de sa tenue :

---

[252] RGASPI 545.3.550 : *Note de la Commission Judiciaire de la Base d'Albacete au camarade Weismann, responsable Judiciaire de la 15e Brigade*. Albacete, 23 mars 1937 ; 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales…, op.cit.,* Annexe 12. Service de sûreté et de protection de la base des BI ; 545.2.42a : *Base des Brigades Internationales. Condamnations du tribunal de la Brigade*. Mars 1937.
[253] RGASPI 545.3.435 : Reunión de comisarios políticos de la 15ª Brigada. 26 mars 1937.
[254] AGMA ZR Brigadas Internacionales Organisation Albacete C.1094 Cp 2 D1/24-27 : *Le camarade André Marty aux Commissaires Politiques…*, *op. cit*.
[255] ROLLAND (Denis) « Révolte à Vendresse » in OFFENSTATD (Nicolas) (dir.), *Le chemin des Dames, de l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2004, p. 213.
[256] RGASPI 545.3.441 : « *To Bill Lawrence* » Lettre non signée [probablement Dave Doran] à Bill Lawrence 9 octobre 1937.

> The trial is now being utilized educationally to raise the struggle against desertions on to a higher level and to draw from his lessons on greater discipline and conduct from the soldiers, and the need to improve the political conduct from the soldiers, and the need to improve the political education of the men and to develop greater antifascist convictions[257].

Durant le procès, les soldats des différents bataillons de brigade furent invités à envoyer des résolutions exprimant leur désir de voir les meneurs condamnés à mort et les autres sévèrement punis, ce qui fut effectivement décidé[258]. Les peines requises par le tribunal sont instructives. Parmi les douze prévenus, deux meneurs sur les trois furent condamnés à être fusillés. Considérés comme des « lumpenprolétaires » aux mauvais états de service, ils firent la démonstration devant le tribunal de leur « attitude non-antifasciste ». Le troisième fit au contraire montre d'une attitude « sincère » en exposant le plan d'évasion préparé par ses camarades. Du fait de ses bons antécédents, le tribunal accéda à sa supplique d'avoir la possibilité de se racheter au front, après un an d'emprisonnement. Inversement, un autre déserteur moins impliqué fut condamné à être détenu pour la durée des hostilités, pour ne pas avoir pas montré la contrition qu'on attendait de lui. Tous les autres déserteurs adoptèrent une « bonne attitude antifasciste » et exprimèrent le désir de se racheter. Ils furent condamnés à des peines de deux à six mois de prison en fonction de leurs états de service et le benjamin (dix-neuf ans) à un mois seulement[259].

Il faut souligner la conjonction opérée à dessein lors des procès entre ce qui appartient à la justice militaire, où le soldat est sanctionné pour marquer l'écart à la règle mais dont le déroulement n'est pas public, et les pratiques héritées de la justice populaire, où la recherche de l'aveu est nécessaire justement pour permettre un procès public. Il y eut en effet toujours une grande vigilance des autorités à propos de l'acceptation par la troupe des sentences choisies[260]. Selon Claudio Pavone, cette justice par l'exemple est moins un simulacre qu'un rituel ; elle « éveille chez l'accusé un sentiment de culpabilité, pousse tous

---

[257] *Le procès va être désormais employé d'un point de vue éducatif pour élever la lutte contre les désertions à un niveau supérieur et en tirer des leçons sur une plus grande discipline et conduite de la part des soldats, de par la nécessité d'améliorer la conduite politique des soldats et le besoin d'améliorer l'éducation politique des hommes pour développer de plus fortes convictions antifascistes*. RGASPI 545.3.435: *To the political commissars. Report on the trials of 12 Deserters.* Par le commissaire politique de la XVème brigade. 9 octobre 1937.

[258] RGASPI 545.3.435 : *To the political commissars. Report on the trials of 12 Deserters.* 9 octobre 1937, p. 1.

[259] *Idem*, p. 2. Contrairement à ce que l'historiographie américaine rapporte à propos de cette affaire, les deux sentences de mort furent finalement suspendues. Leur destin est cependant inconnu après janvier 1938. RGASPI 545.6.915 : Fiche 910 I*senberg*, datée du 16 janvier 1938.

[260] « El batallón ha quedado limpio de cobardes» par George Aitken in *Notre Combat-Our Fight – Nuestro combate* n°2 du 15 mars 1937 p. 5 ; BAXELL (Richard), *Unlikely Warriors. The British in the Spanish Civil War and the Struggle against Fascism*, Londres, Aurun Press Ltd. 2012, p. 258.

les autres membres du groupe à s'interroger sur le juste et l'injuste et réaffirme que, même dans les situations les plus exceptionnelles, il existe une norme générale […] à laquelle tous doivent se soumettre[261] ». Pour cela, le jugement doit être public et collaboratif. La recherche de collaboration de la troupe ne résidait pas seulement dans l'acceptation du jugement et la reconnaissance de sa légitimité, mais également pour justifier une institution et un exercice de coercition a priori peu appréciés.

Ces principes fondamentaux ne furent en rien inventés en Espagne, mais décalqués depuis les principes disciplinaires internes du parti communiste.

2. Une justice partisane transposée dans un champ militaire

Le refus, de pure forme, d'instaurer des principes traditionnels de la justice militaire conduisit à l'importation des dispositifs disciplinaires partisans dans les formations internationales combattantes. Relative à la discipline du parti et au respect de la ligne, la sanction sert à marquer l'écart du militant et à le placer en dehors de sa communauté comme clôture des comportements admissibles. Dans les milices internationales confédérales d'Aragon, le milicien fautif était jugé comme un militant par ses camarades réunis en « assemblée générale » au sein de sa subdivision militaire[262]. Le système demeura sensiblement le même dans les Brigades internationales, en marge du code de justice de l'armée républicaine. Les manquements aux règles ou les actes d'indiscipline furent interprétés comme des faits politiques qui devaient être sanctionnés comme tels. Ce n'était pas la nature exacte des faits qui étaient considérée mais bien la caractérisation politique de son intention objective.

De par le nombre des volontaires communistes d'abord et l'encadrement communiste puis leur intégration dans le dispositif politico-militaire du PCE enfin, les Brigades internationales furent profondément encastrées dans les logiques et principes de l'appareil communiste. À l'endroit des volontaires communistes, la justice militaire et l'appareil disciplinaire interne au parti furent d'ailleurs confondus en une entité floue et improvisée,

[261] PAVONE (Claudio), *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers Historique », 2005, p. 539.
[262] IISG CNT 94 E.1 : Archivo del Comité Regional de la CNT de Cataluña - Sección Defensa : *Résolution* [de la 1ère Section du Groupe International - Colonne Durruti] Gelsa sur Ebro, 25 janvier 1937.

reprenant le répertoire des sanctions disciplinaires exemplaires prévu par le Komintern[263]. La procédure disciplinaire partisane classique se déroulait au sein de la cellule du Parti, dans l'unité militaire, et était votée par l'assemblée à l'unanimité. Lorsque la cellule dans son ensemble était considérée comme fautive, la sanction ne venait pas directement de la hiérarchie ; pression était faite de telle façon que la cellule se désavoue, incrimine un ou des responsables et prenne elle-même une décision disciplinaire. Il pouvait également s'agir d'un « avis » de la direction des Brigades, donné à la cellule.

Cette imbrication des deux disciplines, partisane et politico-militaire fut particulièrement contraignante contraignant pour les justiciables communistes qui, de fait, étaient jugés deux fois. Une sanction disciplinaire donnée par le Parti pouvait ainsi suivre une sanction militaire, ou même s'y substituer si la procédure disciplinaire militaire avait été considérée comme insuffisante ou absente. Les deux justices pouvaient également se confondre, comme dans le cas de ce volontaire communiste canadien jugé, dans la cellule de sa compagnie, de la manière suivante : « Showed cowardice under fire – Refused to attack on hill 481 – Accepted the severe censure of the Party and promised to good work[264]». Il ne faut cependant pas dissimuler le caractère pratique de cette anastomose entre discipline partisane et discipline militaire : cette substitution permettait une justice de l'entre soi, plus rapide et moins compliquée, sans procéder par la justice militaire, et prenant pour principe cardinal la réhabilitation du fautif.

Le bon volontaire peut se tromper s'il accepte sa faute et prouve son attachement à la communauté, dans une acception politique et non militaire. Les déserteurs repentis, réfugiés dans les consulats ou repris en chemin vers la frontière, furent, dans la majeure partie des cas, absous sur la promesse motivée de reprendre leur place en ligne. Pour la justice des Brigades internationales, la sincérité du repentir importait moins que les antécédents du fautif. Dans la cérémonie du procès, le repentir public permettait la réhabilitation et le blâme public venait quant à lui prouver à la fois la sévérité et la mansuétude de la justice du groupe, comme l'attestent les minutes des jugements, tel celui-ci :

> Le tribunal tient compte que tu as un passé de militant, mais je proteste que ton défenseur ait invoqué ton appartenance à un parti pour atténuer ta peine […] mais tu as

[263]Soit les principes édictés dans les *Statuts de la Section française de l'Internationale Communiste*. Publiés en 1926, les articles 42 à 45 concernent la discipline interne et le régime des sanctions.
[264] *A fait preuve de couardise sous le feu – a refusé d'attaquer la colline 481 - a accepté le blâme sévère du parti et a fait amende honorable*. RGASPI 545.3.537 : *Canadians*. Sans date.

> un passé qui fait alléger ta peine. Elle aurait pu être la peine de mort, si tu avais fait cela dans une armée Révolutionnaire ou dans une armée bourgeoise mais nous ne sommes ici ni dans l'une ni dans l'autre, nous sommes dans une armée populaire. Tu peux te relever, tu dois redevenir un militant comme par le passé[265].

L'expression du repentir et la reconnaissance de la faute par le condamné représentaient l'attendu principal du procès et venaient légitimer pleinement le dispositif. La reconnaissance du préjudice et de sa pleine responsabilité par le prévenu concluaient le procès et permettaient la réintégration du fautif dans la communauté. Ainsi, le prévenu évoqué dans l'exemple précédent, fit la déclaration suivante :

> Je dois remercier le Tribunal pour son indulgence à mon égard parce que la peine prononcée n'est pas en rapport avec la faute que j'ai commis et me permet de redevenir ce que j'étais avant, un bon combattant antifasciste. Je vous demanderais de me permettre de purger ma peine à la Brigade et de me mettre en première ligne quand la Brigade montera de nouveau au front. Je peut vous donner la garantie que je serais de tout point de vue un exemple pour mes camarades de tranchées et je crois que je pourrais mieux racheter la grande faute que j'ai commis[266].

Une fois leur peine purgée, les punis étaient réintégrés dans leur unité, où on attendait d'eux qu'ils adoptent une attitude exemplaire. Un volontaire francophone fut libéré du camp de travail après avoir reconnu publiquement « l'importance de la faute commise et l'exagération de ses protestations[267] ». Cette rédemption semble avoir eu quelques succès d'après les rapports, les conditions de détentions dans les différents lieux d'accomplissement des peines parvenant souvent à susciter les désirs de rémission[268]. Les fautifs récidivistes ou les déserteurs non repris étaient, quant à eux, dénoncés comme déchus de leur statut de volontaire et exclus de la communauté combattante.

L'opprobre et l'exclusion constituaient un « châtiment moral » appartenant à ce que Claude Pennetier et Bernard Pudal appellent les « logiques de la disqualification », propres au système stalinien[269]. Par définition, l'exclu devenait, en Espagne un « indésirable », d'une manière assez similaire à toutes les pratiques militantes et non pas seulement communiste.

---

[265] RGASPI 545.6.1305 : *Minutes du jugement du tribunal de la* [XIVème] *Brigade réuni le 17 mai 1937 à 10 heures du matin pour juger le cas du volontaire Martin Responsable de la cantine du 10e bataillon.* 17 mai 1937.
[266] RGASPI 545.6.1305 : Lettre de Martin Auguste au commandant de la Brigade. 18 mai 1937.
[267] RGASPI 545.3.550 : Rapport de Barthel, Commissaire politique de la XVe Brigade. Front, le 16 avril 1937.
[268] RGASPI 545.1.46 : *Les camarades détenus appartenant à la Colonne Internationale. Prison militaire Calle Quiñones n°2 au Camarade Commissaire Général de la Colonne Internationale.* Madrid, 5 septembre 1937.
[269] PENNETIER (Claude) et PUDAL (Bernard), « Les Mauvais sujets du stalinisme » in STRUDER (Brigitte) et alii, *Parler de soi sous Staline. Le communisme des années 1930*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2002, p. 74.

L'exclusion, comme le souligne Serge Wolikow, possédait une dimension symbolique tout autant que pédagogique auprès des camarades du fautif[270]. La communauté combattante était considérée avant tout comme un corps politique. Ainsi, le déserteur n'avait pas quitté seulement son unité militaire, mais s'était placé sciemment en dehors de sa communauté militante, qui était alors mise en garde contre lui. Les volontaires furent fréquemment invités à identifier les « quelques éléments qui, consciemment ou inconsciemment, sont des éléments de désordre […] par leur propos et leurs attitudes » et à les dénoncer : « Camarades ! Pas de sentiments avec ces éléments, nous devons épurer nos rangs […] Et soyons sans pitié, sans esprit de nationalisme pour les saboteurs, les propagateurs des faux bruits qui par leur conduite font le jeu de nos ennemis. Démasquons-les sans pitié[271]! »

En complément des vocables déjà employés au sein du Komintern, un nouveau vocabulaire disqualifiant, directement inspiré par le contexte guerrier, fit son apparition. Il s'agit de labels infamants tels que « froussard », « lâche », « couard », « peureux », « tireur de bordée », etc. Ce champ lexical péjoratif de la peur du soldat fut complété par la publication de véritables avis d'indignité, pas seulement à destination du parti communiste, mais aussi envoyés aux organisations ouvrières concernées : « Nous mettons en garde toutes les organisations ouvrières contre cet élément » ; « Indigne d'appartenir au mouvement ouvrier » ; « Il est recommandé à toutes les organisations de considérer cet individu comme un ennemi de la classe ouvrière, son attitude ayant servi objectivement les fascistes » ; « À surveiller très étroitement et à dénoncer vigoureusement comme agent fasciste »[272]. En décembre 1936, Maurice Lampe instruisait les secrétaires de cellules du PCF contre les calomnies des « froussards » : « Les communistes auront donc pour tâche de dépister ces détracteurs et de les présenter comme des agents du fascisme[273] ». Le processus rhétorique utilisé est ici limpide : un « déserteur » devenait par amalgame un « froussard », donc un « renégat », c'est-à-dire un « agent du fascisme ». Ce principe de l'amalgame rentrait dans la perception des normes de l'éthos communiste défini par Berthold Unfried consistant à

[270] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste..*, *op. cit*., p. 227.
[271] « Soyons francs ! » in *Caballería popular. Órgano de la Caballería de la División 45 - Ejercito popular* n°1, 3 août 1937. La mention de prime abord surprenante à « l'esprit nationaliste» fait référence au réflexe de solidarité «nationale» qui rassemblait les compatriotes d'un sanctionné, voir chapitre suivant.
[272] Citations extraites de divers dossiers de volontaires français. Il faudrait ajouter également les disqualifiants d'ordre moral et sexuel.
[273] CADN Madrid Ambassade Série B 563 Guerre civile-2/D2 : *A.S. d'une assemblée des secrétaires de cellules de la Région de Paris-Ville*. 17 décembre 1936.

déterminer une origine politique à toutes les erreurs ou fautes commises[274]. La presse régionale communiste fut parfois mise à contribution pour informer sur la relégation d'un volontaire expulsé ou déserteur, rôle qu'elle remplissait de toute manière déjà à propos des militants exclus.

Cependant, ces relégations et exclusions de volontaires avec mise en garde ne furent pas le propre des communistes en Espagne. Des dispositifs similaires furent employés dans les groupes internationaux des colonnes confédérales d'Aragon :

> Les camarades du Groupe international de la Durutti demandent à toutes les organisations révolutionnaires, syndicales et d'avant-garde de bien vouloir RECEVOIR DANS LEUR SEIN ET COMME IL LE MERITE, le nommé […]. Depuis son arrivée en Espagne, cet individu n'a vécu qu'en dilettante aux dépends de la révolution. […] Ambitieux à l'extrême, il espérait obtenir des galons dans une autre colonne, quoique, en réalité, il soit le froussard le plus abject que nous ayons jamais rencontré[275].

Les stigmatisations ont tout d'abord eu pour objectif de s'assurer que le volontaire-renégat ne soit pas confondu avec les « vrais » volontaires, c'est-à-dire qu'il ne puisse pas se targuer de son expérience espagnole une fois rentré chez lui, et que les organisations ouvrières et antifascistes ne se laissent pas abuser : « étant donné son aplomb, il pourrait se faire passer pour un des héros des Volontaires de la Liberté» ; « Nous vous signalons la chose afin que une fois rentrés en Belgique ces ex-volontaires ne soient pas l'objet de marques de sympathie spéciale que ne justifie pas leurs comportements ici[276] ». Néanmoins, la relégation et la stigmatisation étaient un aveu d'échec, venant sanctionner une transgression *post act*.

3. Une justice militaire fortement autolimitée dans ses prérogatives

Une différence fondamentale distingue la justice des Brigades internationales de toutes les autres armées du monde, y compris l'armée républicaine : sa souveraineté et sa légitimité furent constamment limitées et contestées par des interventions extérieures et par une préoccupation constante à propos des conséquences politiques et géopolitiques possibles

---

[274] UNFRIED (Berthold), « L'autocritique dans les milieux kominterniens des années 1930 » in PENNETIER (Claude) et PUDAL (Bernard), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste.* Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2002, p. 54.
[275] « Mise en garde » par Mohamed et Deflèche in *Le Combat Syndicaliste* n°183 du 20 novembre 1936, p. 2.
[276] RGASPI 545.6.1400 : Dossier Marcel Scheider. Lettre au CC du PCF non signée. 28 février 1938 ; 545.2.39 : Lettre de la Base des Brigades adressée au « *Camarade Relecom, secrétaire du PCB* ». 14 juin 1937.

des sanctions adoptées. Les autorités politico-militaires des Brigades internationales durent procéder selon un double impératif antinomique : d'une part, affirmer la discipline par une justice militaire incontestable et un panel de sanctions dissuasives, et d'autre part, composer avec l'ingérence de facteurs extérieurs venant perturber l'intensité des sanctions possibles, et prescrivant certains châtiments. Cette prescription avait été paradoxalement reconnue par les Brigades internationales à leur début, par le refus d'une discipline établie sur la pression, les menaces et punitions, au profit d'une discipline reposant sur la conscience politique[277]. Cette croyance en l'existence d'une exemption par nature du volontaire étranger du champ de la justice militaire était d'ailleurs largement partagée par les familles et les proches des volontaires. Le problème fut également posé par les volontaires eux-mêmes, qui jugeaient en 1937 que les menaces d'application de la peine de mort contre les déserteurs étaient trop sévères et que l'impossibilité de son application effective rendait inopérant l'effet escompté[278].

La crainte de répercussions désastreuses sur les opinions publiques, à la suite de la condamnation à mort ou une détention sordide d'un ressortissant de leur pays, justifia certaines interventions du représentant à Albacete du parti communiste concerné[279]. Ainsi, les partis communistes des pays démocratiques firent valoir régulièrement leur crainte d'un scandale venant les éclabousser et eurent tendance à intervenir pour faire expulser un mauvais élément, plutôt que de prendre le risque de le voir lourdement condamné[280]. Cet impératif extérieur venait supplanter l'impératif militaire et participa à rendre plus confuses et, d'une certaine manière, plus injustes encore, les décisions judiciaires. Lorsque fut prononcée pour la première fois dans la XVème brigade une condamnation à mort contre deux déserteurs, la question des inévitables répercussions internationales fut discutée et assumée par l'encadrement politique de la brigade :

---

[277] RGASPI 545.1.1a : *Projet : Importance des Commissaires et délégués politiques - leurs tâches*. 9 décembre 1936, p. 2. Un témoin rapporte qu'à son arrivée à Albacete, lui et ses camarades avaient été prévenus qu'il n'y avait en ce lieu pas de châtiments corporels ni de peloton d'exécution pour les « vrais fils de la liberté ». MONKS (Joe), *With the Reds in Andalusia…*, *op. cit*., p. 4.

[278] RGASPI 545.3.435: *Reunión de comisarios políticos de la 15ª Brigada*. 26 mars 1937 ; ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause. Canadians in the Spanish Civil War 1936-1939*, Vancouver-Toronto, Whitecap Books, 1996, p.167. À la lecture de nombreux témoignages, les déserteurs étaient raillés (« flancheurs », « lâcheurs ») ou méprisés (« wanting home ») par leurs camarades, mais le plus souvent sans autre désir de ces derniers de les voir partir plutôt que de les punir durement.

[279] HUBER (Peter) et UHL (Michael), « Die Internationalen Brigaden : politische Überwachung und Repression nach Sichtung der Russischen und Westlichen Archivaren » in *Ebre 1938. Revista Internacional de la Guerra Civil (1936-1939)* n°11, décembre 2004, p. 25.

[280] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott…, op. cit.,* p. 36 ; 545.3.441 « To Bill Lawrence » Lettre adressée à Bill Lawrence 9 octobre 1937.

> Some question may be raised in regard to the international complications which may arise. The trial here was conducted openly and the results are quite known. It appears to me inevitable that the international press will get hold of it. We should, therefore, be prepared to answer. Meetings are being held in all battalions at the moment, where resolutions are being passed expressing full agreement with the sentence, the only doubt in their minds beings that of international effects[281].

L'obligation de devoir ensuite se justifier devant les chancelleries fut en partie éludée, sous le prétexte d'une application stricte du code de justice espagnol. Au printemps 1937, au plus fort de la crise entre les chancelleries étrangères et le gouvernement républicain, le ministre des affaires étrangères Àlvarez del Vayo, rappelait aux consuls étrangers que « tous les pays, particulièrement la France, ont constitué des unités de leur armée régulière avec des volontaires étrangers, que les volontaires ainsi recrutés doivent partout se conformer au Code de justice militaire et que ce dernier punit nécessairement la désertion comme un délit [282] ». Il réaffirmait ainsi le droit du Gouvernement espagnol de pouvoir disposer des forces en question pendant la durée de l'engagement sans aucune ingérence. Néanmoins, l'effet diplomatique obligea les Brigades internationales à interner les indésirables plutôt que de les sanctionner trop fermement.

Les archives consulaires françaises et les rapports envoyés par les ambassadeurs américains et britanniques à leur gouvernement sont éloquents : les chancelleries des pays démocratiques se montrèrent attentives et préoccupées quant au sort réservé à leurs ressortissants inquiétés par la justice militaire espagnole. Les ressortissants des pays démocratiques prisonniers bénéficièrent donc d'une possibilité d'expression et de recours sans commune mesure avec leurs camarades issus de pays non-démocratiques ou non représentés en Espagne. Même dans le cas des sinistres geôles de Barcelone, des contacts avec l'extérieur existaient, par le biais de relais bien identifiés, comme les réseaux internationaux de la CNT-FAI et les visites de délégations étrangères.

En se prévalant continuellement de leur double statut de volontaire et d'étranger, les détenus étrangers détenus surent se faire entendre et furent une source constante d'embarras

---

[281] *Certaines questions vont sans doute surgir en ce qui concerne les complications internationales qui peuvent survenir. Le procès a été mené publiquement et les résultats sont tout à fait connus. Il me semble inévitable que la presse internationale va mettre la main dessus. Nous devons donc être prêts à répondre. Des réunions ont eu lieu dans tous les bataillons pour le moment, là où les résolutions ont été adoptées elles ont exprimées un complet accord avec la sentence, le seul doute dans les esprits réside en les effets internationaux.* RGASPI 545.3.441 : « *To Bill Lawrence* », 9 octobre 1937.

[282] CADN Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D3 Volontaires français. *Télégramme de M. Barbier n°206*, Valence 30 mars 1937.

pour les Brigades internationales. Le nombre de grèves de la faim entamées par des détenus étrangers illustre parfaitement qu'ils étaient en capacité d'introduire un rapport de force et connaissaient donc les risques qu'ils faisaient courir à l'image extérieure des Brigades internationales, tout comme la possibilité de faire intervenir un intercesseur extérieur[283]. C'est avant tout le caractère « immoral » et « injuste » de leur situation qui est évoquée dans leurs courriers. Un détenu prévint ainsi qu'il entamait une grève de la faim à partir de la date anniversaire de sa première blessure « en calité de volontaire français des Brigades internationales – et venu ici sur la garantie du Parti Communiste[284] ». Un autre prisonnier se disait « navré d'employer des méthodes comme dans les pays capitalistes, mais qu'ici c'était encore pire », et qu'il ne voulait pas « devenir le Sacco et Vanzetti de Marty[285] ». Dans une inversion cocasse des rôles, la Commission judiciaire qualifiait ces grèves de la faim de « chantage ». S'adresser directement à un député permettait en outre de bénéficier d'un puissant agent d'intercession. Par les plaintes et remontrances d'André Marty auprès du PCF, nous savons que plusieurs députés communistes furent contactés à ce propos[286]. En l'état actuel de la recherche, aucun décès d'un prisonnier à la suite d'une grève de la faim n'a été identifié.

Ces rapports de force nous suggèrent un dispositif finalement clément et attestent de la difficulté de déterminer un répertoire de sanctions adéquat et efficace. Suivant Carlos Serrano, les historiens Peter Huber et Michael Uhl, auteurs de la première analyse sérieuse du système disciplinaire dans les Brigades internationales, relèvent une évidente clémence dans la justice des Brigades internationales[287]. Au-delà des nuances que ce constat appelle, l'inanité de la sanction consistant à reléguer simplement le fautif n'échappait en effet à personne : en condamnant un volontaire à une peine de prison ou bien en le chassant d'Espagne, ce dernier

---

[283] La sociologue Johanna Siméant précise que le fait de menacer de se laisser mourir de faim exige à minima que l'ultimatum puisse être pris au sérieux, ce qui nécessite qu'il existât une opinion publique à qui faire appel pour faire plier l'interlocuteur. SIMÉANT (Johanna), *La grève de la faim*. Paris, Les Presses de Science-Po, coll. « Contester », 2009, p. 58. Luigi Longo fut au moins une fois dans l'obligation de faire annuler un procès contre quinze déserteurs de diverses nationalités qui avaient entrepris une grève de la faim en prévision de leur procès par la justice espagnole. *Témoignages complémentaires pour l'Histoire de l'Espagne. La guerre civile 1936-1939. Commission d'enquête - Cause Générale sur les crimes commis dans la zone républicaine*. Madrid, Gráficas Aragón, 1961 (4ème édition), p. 340.

[284] RGASPI 545.1.57 : Lettre de Robert Lamigou au juge militaire Segovia de Madrid, copie remise à José Diaz, du CC du PCE. Février 1938.

[285] IISG FAI Pe 18 Grupo Francés/ Sección Francesa : *Rapport.* Par H. Martin (Monek Kresh). S.d. [1937] p. 11.

[286] RGASPI 545.6.1349 : Dossier individuel du volontaire français Perrier. Lettre d'Auguste Perrier à Jacques Duclos, Lyon le 15 septembre 1937 ; 545.6.1350 : Dossier individuel du volontaire français Peyrot. Copie d'une lettre collective de volontaires français détenus adressée à Étienne Fajon. Denia, 10 juin 1938 ; Lettre de Marty au secrétariat du PCF. Barcelone le 13 juillet 1938.

[287] HUBER (Peter) et UHL (Michael), « Die Internationalen Brigaden….», *op. cit.,* p. 25.

obtenait justement ce qu'il souhaitait, c'est-à-dire être éloigné du feu. L'exemple ainsi produit sur la troupe était évidemment déplorable, certains volontaires maugréaient en disant qu'il suffisait « d'être un mauvais élément pour pouvoir se reposer et obtenir des permissions de longues durées[288]».

L'appareil judiciaire fut profondément modifié à partir de septembre 1937, sous l'action conjuguée de plusieurs facteurs. Premièrement, l'intégration des Brigades internationales dans l'armée républicaine obligea à l'adoption définitive du code de justice militaire espagnol. Deuxièmement, la dissolution de la Base des Brigades en avril 1938 supprima l'autonomie normative des Brigades internationales. Enfin, l'hispanisation avait rendu caduque le dispositif initial. L'expérimentation judiciaire partisane fit place à l'implacabilité du code de justice militaire espagnole dont les formations internationales avaient à l'origine pourtant cherché à se démarquer[289].

D. Punir. L'application des peines et le rôle de la sanction

Le répertoire des sanctions développé par la justice des Brigades internationales avant leur insertion dans le cadre réglementaire militaire espagnole est démonstratif du souci de l'exemplarité : l'exercice de la contrainte devait être visible et dissuasif. La sanction devait permettre la possibilité de rédemption du coupable. L'isolement et la relégation définitive n'intervenaient qu'en cas d'absence de coopération du prévenu, en cas de récidive ou lorsque le volontaire était jugé irrécupérable. La condamnation à mort était absente du dispositif initial, demeurant une circonstance extraordinaire, avant d'être introduite lors de l'application du code de justice républicain, avec une période paroxystique dans son emploi durant les mois de mars et d'avril 1938. Les arrêts de rigueur mis à part, les compagnies disciplinaires, camps de travail et pénitenciers furent les trois espaces coercitifs employés dans les Brigades internationales.

[288] RGASPI 545.3.435 : *Rapport sur les difficultés rencontrées dans le travail politique de la* [XVe] *Brigade*. Rapport rédigé par Durbecq. Juin 1937.
[289] HUBER (Peter) et UHL (Michael), « Die Internationalen Brigaden….», *op. cit*., pp. 31-32.

1. La réhabilitation par la mise à l'épreuve

Le principe de la rééducation et de la mise à l'épreuve s'inscrit dans la dimension du rachat de la faute. Il s'agit d'un système de relégation interstitiel situé entre la punition et l'exclusion. Dans les formations internationales en Espagne, les antécédents du volontaire jugé faisaient l'objet d'une attention particulière. C'est cet examen qui permettait de déterminer la capacité de l'accusé à pouvoir se racheter. La possibilité donnée aux volontaires sanctionnés de pouvoir se réhabiliter devant la communauté combattante fut une constante dans les Brigades internationales.

Du fait de l'engorgement des structures disciplinaires et des prisons, les condamnés furent rapidement dirigés vers des compagnies disciplinaires de travail forcé, d'abord à Albacete puis dans des camps dits de rééducation dès décembre 1936, ou dans des compagnies spéciales dépendant du génie, dont la première apparu en mars 1937 dans la XIVème brigade[290].

Les éléments indésirables étaient envoyés sans jugement au camp de rééducation de Villa Maruja, une grande ferme agricole près d'Albacete. Lors de son inauguration, le 24 décembre 1936, on y envoya les volontaires « démoralisés » et les cas de « décomposition sans volonté consciente de sabotage – délits de droits commun – désertion – ivresse répétée » pour des peines de quinze jours à trois mois[291]. Le camp fut intitulé « Compagnie de travail et de rééducation d'Albacete » (ou « *Arbeitskolonne* »).

On peut légitimement s'étonner de l'importation des compagnies de discipline, créées en 1818 et réintroduites en décembre 1916 dans l'armée française, et de l'introduction d'une imitation du « système Biribi », dans une armée se revendiquant du prolétariat et de socialisme[292]. En effet, les « ateliers de travaux publics », les bagnes militaires, les sections spéciales et prisons militaires étaient encore récemment fustigés par le parti communiste comme le symbole d'une justice « de classe et de caste » et du « militarisme bourgeois[293] ».

---

[290] RGASPI 545.2.142 : Brigades Internationales-Commission Judiciaire. Note de Service n°114. *Au camarade Vidal, au camarade Marty. En réponse aux critiques et directives proposées pour la CJ*. Albacete, 6 avril 1937.
[291] RGASPI 545.3.550 : *Note de la Commission Judiciaire de la Base d'Albacete au camarade Weismann, responsable Judiciaire de la 15e Brigade*. 23 mars 1937.
[292] SMITH (Leonard V), « The Disciplinary Dilemma of French Military Justice, September 1914 - April 1917: The Case of the 5e Division d'Infanterie » in *The Journal of Military History*, Vol. 55, n°1, Janvier 1991, note 62 p. 64.
[293] MATHIVET (François), « Les sections spéciales : discipline militaire dans l'armée française, 1910-1939 », mémoire de deuxième année de Master d'histoire sous la direction de M. Dominique Kalifa, Université Panthéon

Le concept de rééducation par le travail ne fut en aucun cas une introduction soviétique ou même communiste en Espagne républicaine, mais en convergence avec la volonté du ministre de la justice anarchiste, Juan García Oliver, de supprimer les prisons privées[294]. Les détenus y exécutaient des travaux de force : réfection des routes, bûcheronnage, agriculture, construction d'abris, déblayage des décombres[295]. De l'avis d'un volontaire irlandais anonyme qui y fut interné avant de publier à son retour en Grande-Bretagne un témoignage exceptionnel, les conditions de détention y étaient meilleures que dans les prisons d'Albacete[296]. Les détenus étaient répartis par nationalités et partageaient leur temps entre cours d'éducation politique et des travaux harassants. Ils étaient classés selon leur rendement sur un tableau d'honneur et récompensés par des primes de stakhanovisme[297]. Cependant, à la suite de plaintes et peut-être de pressions des chancelleries étrangères, les autorités républicaines obligèrent la Base à fermer le camp en mai 1937 et à se conformer aux récents règlements de l'armée espagnole[298].

La direction des Brigades internationales avait de toute manière entrepris parallèlement de créer « un camp de concentration […] dont l'appellation n'est pas encore définitive », destiné aux affectations, pour la durée des hostilités, des « éléments inassimilables […] et dont le rapatriement ne peut être effectué », c'est-à-dire les cas de « décomposition consciente, agitation dangereuse, individus suspects d'espionnage [ajouté à la main : « sans preuve formelle »], délits de droit commun graves »[299]. En attendant sa construction, un camp provisoire d'internement installé à Fuente Albilla accueillit les « éléments dangereux directement condamnés à l'internement » et ceux renvoyés du camp de rééducation[300]. Le 5 août 1937, le nouveau camp de concentration « international », baptisé

Sorbonne (Paris 1), septembre 2007, p. 53. Rappelons qu'André Marty lui-même avait été condamné à vingt ans de travaux forcés en 1919, avant d'être gracié quatre ans plus tard.

[294] RUIZ (Julius), « Work and Don't Lose Hope: Republican Forced Labour Camps during the Spanish Civil War » in *Contemporary European History* n°18 vol.4, 2009, p. 429.

[295] C'est-à-dire, selon Gayman, une « magnifique propriété » et des « travaux de culture ou de jardinage, conférences, cours, cultures physiques, jeux ». SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman sobre la Base de las Brigadas Internacionales (1936-1937) » in *Estudios de Historia Social* n°50-51, 1989, p. 424

[296] *In Spain with the International Brigade…*, *op. cit*., pp. 21-22.

[297] *Idem.*

[298] RGASPI 545.2.49 : Directive « Adressée à toutes les Brigades » par Vidal, Albacete, 1er mai 1937.

[299] RGASPI 545.2.45 : Note sur les Brigades internationales, par « Vidal ». 1er février 1937 ; 545.3.550 : Note de la Commission Judiciaire de la Base d'Albacete au camarade Weismann, responsable Judiciaire de la 15e Brigade. 23 mars 1937.

[300] RGASPI 545.2.142 : *BI- CJ. Note de Service n°114. Au camarade Vidal, au camarade Marty. En réponse aux critiques et directives proposées pour la Commission Judiciaire*. Albacete, 6 avril 1937.

« Camp Lukács », ouvrait ses portes sur les rives du Júcar[301]. Sa fonction initiale de camp d'internement pour la durée des hostilités fut finalement revue, et il devint un camp mixte de rééducation par le travail et camp-prison destiné à accueillir le trop plein des prisons d'Albacete. Pour l'administration d'Albacete, il s'agissait d'un « centre de redressement d'éléments démoralisés[302] ». 4 000 soldats des Brigades internationales y passèrent entre août et octobre 1937, majoritairement pour des séjours de deux à trois semaines ; 80% retournèrent ensuite dans leur unité[303]. La plupart des témoignages des détenus insistent davantage sur l'humiliation ou l'injustice ressentie et la violence des gardiens plutôt que sur les conditions d'internement elles-mêmes[304]. Le camp fut fermé en mars 1938, peu avant le transfert de la Base vers la Catalogne. Les condamnés jugés irrécupérables furent alors envoyés au pénitencier de Castelldefels, les autres rejoignirent le 54ème bataillon *Vaillant Couturier* reconstitué sous un statut semi-disciplinaire[305].

À partir de mai 1937, les punis furent principalement versés dans les compagnies disciplinaires du génie. Cette décision avait été initialement guidée en mars 1937 par la saturation du camp de rééducation et par la cohabitation jugée contre-productive entre les bons éléments indisciplinés et les « lumpenpro[létaires] incapables de faire quoi que ce soit[306] ». Après la suppression du camp Lukács, les compagnies disciplinaires devinrent la norme. Cette solution permettait le maintien dans l'unité de la plupart des punis et une décentralisation du système disciplinaire, la Commission judiciaire n'ayant plus à traiter que les cas graves.

---

[301] Parfois orthographié Lukasch, il fut baptisé en l'honneur de l'écrivain et cadre communiste hongrois Béla Frankl (1896-1937), plus connu sous le nom de Máté Zalka dit en Espagne « Général Lukács ». Engagé dans l'armée austro-hongroise durant la Grande guerre, il fut fait prisonnier par les Russes puis rejoignit les bolchéviques. Officier dans l'Armée rouge, il fit partie du premier groupe d'officiers étrangers venus d'URSS pour les Brigades internationales en 1936 et reçut le commandement de la XIIème sous le pseudonyme de Paul Lukács. Nommé général, il commandait en juin 1937 la 45ème division lors de l'offensive sur Huesca ou il trouva la mort lors d'une attaque aérienne le 11 juin 1937.

[302] RGASPI 545.6.1536 : *Note sur le commandant MORENO (Yougoslave) chef du service d'investigation Militaire (SIM) des Brigades Internationales (Janvier -12 juin 1938) et sur quelques point du fonctionnement du SIM des BI (Octobre 1937 – 1er juin 1938)* Par André Marty, Moscou, 24 octobre 1939.

[303] RGASPI 545.6.311 : *Bielof (Loukanov Carlo Feodor) Caractéristique de son travail en Espagne*. Par Marty. Moscou, 25 juin 1940 ; RGVA 33987.3.1149 : Rapport de Gomez (Wilhem Zeisser) transmis par Gendin à Voroshilov. 26 juillet 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 73 p. 545 ; ANGUS (John), *With the International Brigade in Spain*, Loughborough University, Department of Economics, 1938, p. 7. Il faut relever le fait qu'aucun document ou témoignage ne fait état d'Espagnols envoyés au camp Lukács.

[304] Si les camps précédents semblent s'être rapprochés dans leur nature et objectif de l'univers concentrationnaire soviétique, rien ne permet d'affirmer que cela fut le cas au camp Lukács.

[305] RGASPI 545.1.42 : *Decisiones del día 15 de Abril de 1938*.

[306] RGASPI 545.2.43 : Base des BI – État-major. *Memento pour le Camarade Gallo*. Par Vital Gayman, Albacete, 4 avril 1937, p. 2.

Ces compagnies disciplinaires furent projetées explicitement sur le modèle des corps francs de la Grande Guerre (*Arditi, Stosstruppen*, etc.). Les pionniers, soit la terminologie française choisie, devaient être employés de manière autonome pour des actions violentes ponctuelles. Ce maintien dans le cadre militaire devait servir d'exemple à leurs camarades, voyant les pionniers soumis à une situation plus rude qu'eux, mais en pratique, les situations des compagnies de discipline varièrent énormément selon les brigades où elles furent mises en place[307]. En février 1938, par décret du Ministère de la Défense, les unités disciplinaires de l'armée républicaine furent réorganisées en bataillons de deux types : soit en unités combattantes de choc (*Batallón disciplinario de Combate*), soit en unités de travail forcé, (*Batallón Especial de Fortificaciones*)[308].

Le discours officiel des Brigades internationales insistait sur le terme de rééducation à propos de ces compagnies, sans employer le mot « discipline », le terme de « pionnier » faisant illusion en venant remplacer le vocable infâmant de « disciplinaire »[309]. Les pionniers devinrent un objet de propagande vers les unités, dans une intention édifiante de rédemption par l'exemple et le sacrifice. Ils formèrent le sujet d'un grand nombre d'articles, insistant sur leur bonne humeur et leurs réalisations culturelles, signe du malaise des Brigades internationales avec le système. Surnommés les « tordus » par leurs camarades francophones, les pionniers formaient, d'après la propagande déroulée autour d'eux, une sorte de purgatoire naïf : il ne s'agissait pas d'une punition, mais d'une entreprise de réhabilitation autant du soldat que de l'individu lui-même[310]. Plus prosaïquement, ce fut principalement le sacrifice qui octroyait le rachat. Les disciplinaires furent employés en formation de choc. Après la bataille de Valsaín, la XIVème brigade rendit hommage à sa compagnie d'assaut ; on comptait alors 60% de pertes parmi les pionniers[311]. Les exemples de ce type sont nombreux.

Le dispositif se révéla finalement peu efficace en pratique. Les punis se satisfaisaient souvent de leur situation et profitaient du régime supplémentaire pour s'enivrer d'avantage[312].

---

[307] La compagnie de discipline de la XIème brigade *Thälmann* avait une telle réputation qu'elle fut dissoute en janvier 1938 sur ordre de la division.
[308] RUIZ (Julius), « Work and Don't Lose Hope …», *op. cit*., p.437.
[309] « Le mot d'ordre des Pionniers » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°37 du 6 juillet 1937; RGASPI 545.3.435 : The Meeting of the Political Comissars Held may 10th. Mai 1937, p. 2.
[310] « Bravo les pionniers » in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe*. numéro spécial 27 juin 1937 p .8 ; « Une heure aux pionniers »in *El Soldado de la Republica - Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°49 du 24 septembre 1937, p. 8 ; « Pionniers » par Theodor Balk in *El Soldado de la Republica - Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°53 du 30 octobre 1937, p. 3.
[311] RGASPI 545.3.394 : Notes de souvenirs. Par Jules Dumont Avril 37 au 10 février 1938. 6 avril 1939, p. 7.
[312] RGASPI 545.1.2 : *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 288.

D'autre part, leurs qualités de combattants de choc ne fut pas tout à fait à la mesure de ce que l'on attendait d'eux et ils firent le plus souvent office de terrassiers en première ligne, soit un poste très périlleux.

L'isolement des condamnés représentait, quant à elle, une solution plus simple et plus sûre, quoique politiquement nulle.

2. La relégation temporaire : l'isolement et la prison

Il existait différents types de prison dans les Brigades internationales, et différentes formes d'incarcération, liées à la situation du sanctionné. Les sanctions disciplinaires ordinaires, c'est-à-dire les arrêts de rigueur, étaient purgées dans les locaux de l'ancienne caserne de la Garde Nationale[313]. L'ancienne maison de correction d'Albacete (« el preventorio ») recevait les volontaires condamnés à des peines d'emprisonnement proprement dites, généralement pour des faits de droit commun et d'insubordination motivée. En Catalogne, une dépendance dans la prison républicaine d'El Collell (près de Figueras) et les prisons de Barcelone accueillirent également des déserteurs étrangers. Au printemps 1937 les prisons d'Albacete ne recevaient plus que les condamnations internes à la Base et à ses dépendances. Les récidivistes, les incorrigibles coupables de mauvaise conduite dans les bataillons disciplinaires ou dans le camp de travail forcé, furent envoyés dans des pénitenciers. Loin de les préserver en les éloignant du combat, l'isolement devait être une punition en soi, sans autre option qu'un éventuel repentir :

> Vous direz camarades : - « Alors ! Pourquoi pas une sanction plus grave ? Pourquoi pas la peine de mort ? Dans la circonstance, nous avons infligé la sanction que légalement nous pouvions infliger. Elle est dure, terrible, même plus que la mort. Dans la forteresse où ils seront enfermés, ils réfléchiront dans la honte, le déshonneur, le remord. Dans la solitude et l'isolement, ils réfléchiront sur les méfaits qu'ils ont commis. Je souhaite pour eux que, si un jour, ils sortent de cette forteresse, le fruit des réflexions qu'ils auront pu faire les conduisent dans le droit chemin ; qu'ils rachètent, s'ils le peuvent encore, les fautes commises[314] !

Deux pénitenciers furent utilisés par les Brigades internationales, l'un à Chinchilla en 1937 (dans les environs d'Albacete) tout d'abord, puis l'autre à Castelldefels en 1938 (près de

[313] Les cellules étaient également situées dans les locaux de la banque d'Espagne d'Albacete, avant que le bâtiment ne soit reconverti en mess des officiers à la fin de l'année 1936.
[314] « Il nous faut frapper nous-mêmes » par Antoine François Vittori. *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIe* n°55 du 1er décembre 1937.

Barcelone). Le pénitencier de Chinchilla, vieille forteresse médiévale, fut ouvert en avril 1937 et fut utilisé pour les peines d'enfermement maximales, soit pour la durée des hostilités. Ces peines étaient prononcées par les tribunaux militaires de campagne des Brigades internationales et non par la Commission judiciaire. Cependant, certains condamnés ne furent jamais jugés[315]. Les internements, pour la durée des hostilités, des éléments dangereux (politiques) « dont tous les actes nuisent aux Brigades Internationales » sont avérés dès le printemps 1937, à l'ouverture du pénitencier de Chinchilla[316]. Lors du transfert de la Base vers la Catalogne en avril 1938, la prison d'Albacete et le pénitencier Chinchilla furent vidés et les détenus envoyés au pénitencier de Castelldefels[317]. Au 15 mai 1938, il y avait au moins 521 volontaires étrangers prisonniers à Castelldefels, dont une moitié de déserteurs[318]. Pour la première fois, une prison unique accueillit tous les types d'internement confondus. Les condamnés y étaient répartis selon un classement établi par la direction du pénitencier :

> Le n°1 comprenait les ivresses passagères, les fautes dans le service, etc.
>
> Le n°2 : les expulsés par ordre du gouvernement ;
>
> Le n°3 : les démoralisateurs et les déserteurs du front ;
>
> Le n°4 : les très mauvais éléments ;
>
> Le n°5 : était le cachot pour les punitions intérieures de la prison ; celles-ci variaient suivant les cas entre trois et huit jours, quinze jours maximum ;
>
> Le n°6 : les fascistes, les espions, les organisateurs de la désertions ou de révolte[319].

Il ne faut pas assimiler ces pénitenciers, y compris dans le cas du régime d'isolement politique (n°6 dans la citation précédente) sans condamnation officielle, avec les prisons privées (*checas*) de Barcelone, de sinistre réputation, qui furent dissoutes pour la plupart durant l'hiver 1936-1937 et sans lien direct avec les Brigades internationales. Mais les

---

[315] Les détenus qui parvinrent à faire connaître aux consuls leur situation à Chinchilla signalent tous être en attente de jugement, parfois plus d'un an après leur enfermement. Pour les volontaires en général, Chinchilla était présentée comme « une prison pour les « gros bonnets » fascistes ». FOURRIER (Jules), *Graine Rouge,* Paris, Éditions La Brèche, 1983, p. 61.

[316] RGASPI 545.6.1124 : Dossier individuel du volontaire français Chol Roger. *Commission Judiciaire. Rapport n°1039 - En cause : Chol Roger*. 26 avril 197.

[317] RGASPI 495.76.4b : Lettre de Marty à Gomez à propos du transfert des détenus de Chinchilla et de la Maison de prévention d'Albacete à Castelldefels. 13 avril 1938.

[318] Dont, par ordre décroissant, 185 Français, 49 Belges, 41 Italiens, 35 Américains, 32 Allemands, 32 Polonais, 29 Britanniques, 19 Tchécoslovaques. Les deux tiers furent ensuite envoyés dans des bataillons de travaux forcés. RGASPI 495.76.4b : *Propositions de punitions pour 521 prisonniers des Brigades internationales*. 15 mai 1938.

[319] RGASPI 545.6.1262 : Dossier individuel du volontaire français Lantez Marcel. Lettre du lieutenant Marcel Lantez à André Marty. Las Planas, le 20 septembre 1938.

conditions de détention des prisons des Brigades internationales furent toujours exécrables et parfois inhumaines. La direction de la Base prit connaissance très tôt des actes inacceptables commis dans la prison d'Albacete et la CJ dut admonester le commandant de la prison :

> La Commission Judiciaire attire l'attention du Commandant Copic, de la façon la plus formelle sur le fait que la Maison de Prévention n'est pas une prison bourgeoise, qu'en conséquence il a à traiter les prisonniers ainsi que son personnel, avec mesure et équité. Au premiers cas de brutalités par gestes ou paroles, des sanctions seront immédiatement proposées à l'État-Major[320].

À la suite d'une révolte des détenus, les conditions furent quelque peu améliorées[321]. Pires encore furent les conditions de détention dans les pénitenciers de Chinchilla et de Castelldefels. Sur le premier, les témoignages font tous état d'une situation dramatique : faim, soif, coups, punitions et, peut-être, assassinats[322]. Jusqu'à l'arrestation de tous les cadres de la prison en août 1938 par la police républicaine, alertée par plusieurs dénonciations signalant les abus commis à Castelldefels, plusieurs centaines de volontaires étrangers connurent ce qu'un officier espagnol appelait des « méthodes dignes de l'Inquisition[323] ». Le nombre des détenus décédés du fait de leurs conditions n'est pas connu avec précision, il faut y ajouter les suicides et au moins deux cas référencés de prisonniers ayant succombé durant leur interrogatoire. Les détenus semblent y avoir été nombreux. Lors du retrait des volontaires étrangers d'Espagne, il y avait encore 400 détenus étrangers dans les prisons de Catalogne et 88 dans la zone centrale au 1er septembre 1938, soit environ 4% du total des étrangers encore présents[324].

La relégation et la détention des volontaires condamnés, quelles que soient les conditions d'internement ou d'emploi des compagnies disciplinaires, n'ont pas suscité autant de réprobation, jusqu'à nos jours, que les condamnations à mort. Sous cette désignation furent

---

[320] RGASPI 545.2.142 : Note de service n°103. Au commandant Copic de la maison de Prévention. De la commission judiciaire. Albacete, 5 avril 1937.
[321] LONDON (Lise), *Le printemps des camarades*, Paris, Seuil, coll. « Mémoire », 1996, p. 301.
[322] IISG FAI CP 35D : *Informe sobre la intervención del partidismo en las cosas del orden público y anormalidades de esos servicios. Comité Peninsular FAI al Pleno de Regionales del Movimiento Libertario. Anexo al informe sobre Orden público. Voluntarios extranjeros que sufren arbitraria prisión en las cárceles republicanas para vergüenza y deshonor de la Republica*. Barcelone, 9 septembre 1938 ; ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936 - 1939*, Antipodes, Lausanne, 2001, p. 145.
[323] RGASPI 545.2.150 : *Informe sobre los hechos acaecidos en el castillo de Castelldefels*. Du lieutenant Pedro Moreno. Castelldefels, 31 août 1938 ; 545.1.21 : Courrier de Rafael Puron, Commissaire de guerre de l'école d'artillerie côtière de Castelldefels, à la direction des Brigades internationales. Mataró, 4 juin 1938.
[324] AD 66 31W273 Dossier Commission militaire internationale : *Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne*. Genève, 15 janvier 1939, p. 12.

confondues les condamnations à mort prononcées par un tribunal et les exécutions capitales, le plus souvent décidées en dehors du cadre normal de la justice militaire.

3. Au radical de la justice par l'exemple : le problème des exécutions capitales et des condamnations à mort

L'étude des condamnations à mort dans les Brigades internationales est rendue singulièrement difficile par le manque de sources précises et par le tropisme historiographique qui a longtemps consisté à chercher les cas d'élimination politiquement motivés au détriment du fait en lui-même.

La plupart des auteurs s'accordent sur une cinquantaine d'exécutions d'étrangers dans les brigades, soit 0,14% du total officiel des effectifs non espagnols. C'est également cette amplitude que je retiens, soit un minimum de 26 étrangers fusillés formellement identifiés dans les archives des Brigades internationales, en ne retenant que les rapports directs[325]. Le nombre d'Espagnols exécutés dans les Brigades internationales est inconnu et la documentation fait davantage défaut encore. Ce nombre fut probablement important d'après les divers journaux d'opération conservés : une dizaine de fusillés en vingt-trois mois dans la XIIème (dont au moins deux étrangers) et neuf (dont quatre étrangers) en neuf mois dans la 129ème[326].

Il faut tout d'abord noter trois différences fondamentales par rapport aux condamnations à mort prononcées par la justice militaire française durant la Grande guerre. Premièrement, toutes les condamnations à mort furent suivies de l'exécution du condamné, sauf trois cas identifiés où la peine fut finalement commuée sur intervention d'une autorité supérieure. Deuxièmement, elles furent toutes décidées dans des situations exceptionnelles, les accusés étant jugés, dans la plupart des cas, sur le champ de bataille et la sentence immédiatement appliquée. Troisièmement, les étrangers exécutés et identifiés furent quasiment tous des officiers, dans une complète inversion de l'emploi de la peine de mort

[325] Soit 24 identifiés par mes propres recherches et deux volontaires helvétiques signalés par Nic Ulmi et Peter Huber. Voir ANNEXE IV Graphique 15.5 *: Distribution chronologique et par motifs de 24 condamnations à mort ordonnées dans les Brigades Internationales.*

[326] RGASPI 545.1.73 et 545.1.74 : *Índice de informe sobre la actividad de la XII^{a} y de la XII^{a} Garibaldi.* Non signé. [1938 ou 1939] ; 545.3.529 : *Rapport sur la 129 Brigade Internationale* par Roman Watcek. Sans date [septembre 1938 ?]

durant le premier conflit mondial[327]. Ce dernier constat suggère que cette forme exceptionnelle de sanction fut avant tout destinée à signifier à l'encadrement qu'il serait jugé plus sévèrement, ce qui est conforme avec les instructions adoptées en janvier 1938 de faire engager la responsabilité personnelle des cadres communistes quant à leurs résultats, par le CC du PCE[328].

Il faut replacer dans le temps et les différents contextes les exécutions capitales. La majeure partie des exécutions ont eu lieu en 1938, durant la grande déroute d'Aragon.

a) Une intensité variable

Le tout premier tribunal militaire des Brigades internationales qui condamna à mort un volontaire étranger fut constitué illégalement et indépendamment du règlement militaire espagnol. Le 30 décembre 1936, le commandant du 12ème bataillon *La Marseillaise,* (volontaire français et ex-militaire de carrière) dont l'unité avait été mise en déroute lors de son baptême du feu à la bataille de Lopera, fut traduit devant un tribunal militaire non réglementaire réuni à huis clos. Le malheureux commandant fut accusé d'être un agent infiltré du Deuxième bureau français, d'avoir entretenu des relations avec des éléments suspects, d'avoir organisé sciemment la démoralisation de son bataillon et saboté les opérations de la brigade toute entière. Seul son rôle dans la débandade de son bataillon fut finalement retenu, sanctionné par sa condamnation à mort[329]. Exécuté le 4 janvier 1937 sans public ni recours à un peloton d'exécution, l'affaire laissa néanmoins des traces durables[330]. Mais s'agit-il d'une affaire exceptionnelle comme certains auteurs le laissent entendre ? Deux autres exécutions furent ordonnées au même moment, le commandant belge de la batterie antichar *Franco-belge*

---

[327] SUARD (Vincent), « La justice militaire française et la peine de mort au début de la première guerre mondiale » in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Tome 41 n°1, Janvier-mars 1994, p. 146.

[328] RGASPI 545.6.7 : *Decisiones del secretario. Trabajo político en El Ejercito (Sección Internacional).* 12 janvier 1938, p. 1.

[329] Cette affaire est extrêmement bien documentée : RGASPI 545.3.395 : VIII Lutte en Espagne de notre camarade Collange [autobiographie] Sans date ; 545.6.1362 : Dossier individuel du volontaire français Putz. *Cas Putz*, Note sur le rapport communiqué par le CC du PCF. 5 juillet 1938 ; CHS Fonds André Marty AM 10 Dossier : l'exclusion d'André Marty de l'AVER- Observations d'André Marty (brouillon) du 28 juin 1955 ; BALK (Theodor), *La Quatorzième. D'après des rapports, des conversations, des carnets de notes*. Madrid, Éditions du commissariat des Brigades internationales, 1937, p.158 ; MONKS (Joe), *With the Reds in Andalusia…*, *op. cit*., pp. 12-18 ; GILLAIN (Nick), *Le mercenaire. Carnet de route d'un combattant rouge*, Paris, Librairie Arthème-Fayard, 1938, pp. 31-33 ; SZUREK (Alexander), *The Shattered Dream*. New York Columbia University Press, 1989, p. 105.

[330] Véritable cas d'école d'une publication de propagande mal préparée, André Marty fut obligé de se justifier à la Chambre des Députés en 1939 pour répondre de ce crime sur une accusation en partie établie sur le contenu du livre de propagande sur la XIVème brigade écrit par Fedor Dragutin (« Theodor Balk »). *Journal Officiel du 17 mars 1939. Débats Parlementaires n°31. Chambre des Députés 16e Législature. Session extraordinaire de 1939. Compte rendu in extenso 45eme séance*. 2eme séance du Jeudi 16 mars 1939. *Suite de la discussion d'interpellations relatives aux réfugiés espagnols,* pp. 985-1003.

de la XIème brigade et le commandant polonais de la compagnie *Mickiewicz* du 8ème bataillon *Tchapaiev*, sur ordre de l'état-major de leur brigade, accusés d'intelligence avec l'ennemi et de sabotage[331]. À l'instar de l'affaire précédente, le tribunal fut improvisé parmi la direction politique et militaire.

On relève un changement notable d'attitude en 1937, peut-être lié au rappel d'André Marty mais plus sûrement du fait de l'introduction d'un dispositif légal de justice militaire. En l'état actuel du dépouillement des sources, il n'y eut qu'un seul condamné exécuté par la justice des Brigades internationales entre janvier 1937 et février 1938, deux autres virent leur peine commuée.

Si la justice militaire des Brigades internationales a semblé alors changer de politique coercitive, il y eut cette année-là des cas d'exécutions extra-légales, c'est-à-dire des exécutions sommaires effectuées directement dans les unités militaires, corroborées par des témoignages à charge. Il s'agit de l'exécution pour l'exemple de cinq disciplinaires mutinés (quatre Belges et un Hollandais), abattus devant leurs camarades, lors de la bataille de La Granja, en mai 1937[332]. La méthode employée eut l'effet inverse de celui escompté, le bataillon disciplinaire se révolta ; la division fit arrêter le lieutenant fautif et dissoudre le bataillon. L'issue de cet événement illustre nettement le refus de la direction de cautionner de tels actes, ce qui fut également le cas lors des exécutions sommaires commises au camp Lukács en 1937[333]. Pour Walter, ces méthodes expéditives faisaient partie d'un ensemble de comportements délictueux qu'il appelait « guerillerisme », c'est-à-dire l'ensemble des déprédations commises par les Internationaux (vols, viols, réquisitions abusives, etc.), fermement condamnées et réprimées[334].

b) Le terrible printemps 1938

La grande majorité des exécutions capitales dont nous avons trace eurent lieu en mars (6) et avril 1938 (10), lors de la débâcle des Brigades internationales en Aragon. Les opérations en Aragon et ses corollaires entre mars et mai 1938 ont concentré 70% des

[331] Le gouverneur socialiste d'Albacete, très anticommuniste, déclara, près de quarante ans après les faits, que dix volontaires furent fusillés début décembre 1936 à Pozo Rubio, après leur transfert du front de Madrid. Quoique plausible, les preuves manquent pour prouver cette affirmation gravissime. AMUTIO (J. MARTINEZ), *Chantaje a un pueblo*. Madrid, G. del Toro Editor, 1974, pp. 232-249.
[332] APP BA 1664 (dans 2046) : Rapport sans titre [enquête sur un ex officier Belge (Gillain) des Brigades internationales auprès du PPF]. 9 juin 1938 ; GILLAIN (Nick), *Le mercenaire…, op. cit.*, pp. 127-128 ; *In Spain with…, op. cit.*, pp. 36-39.
[333] RGASPI 545.6.1430 : *Rapport sur le camarade Vannier.* Signé Brun, sans date.
[334] RGASPI 545.2.75 : RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades* [sic] …, *op. cit.,* p. 7.

condamnations à mort en cours martiales identifiées d'étrangers. Des instructions draconiennes furent en effet prescrites dès le 16 mars 1938, date du début des grandes déroutes : désarmement des fuyards, enquête rapide sur chacun d'eux puis répartition selon trois catégories : suspects, douteux et démoralisés[335]. Les premiers furent envoyés en conseil de guerre, les seconds dans des compagnies disciplinaires et les autres réintégrés. Le 31 mars, tandis que la situation s'était aggravée, la responsabilité personnelle des commandants et des commissaires fut réaffirmée quant au comportement au feu de leur unité. L'ordre spécial stipulait que les lignes devaient être tenues, jusqu'au dernier homme, à n'importe quel prix : « Este quiere decir, de que cada jefe de una Unidad que se retira sin una orden expresa, será fusilado[336] ».

Les condamnés furent remis à des tribunaux divisionnaires d'exception, sur recommandation des commissaires politiques et avec l'accord du commandant de la division. Les motifs invoqués furent la désertion, le refus d'obéissance et l'incapacité à reprendre en main son unité pour les officiers. La sentence était communiquée à la troupe mais l'exécution se faisait sans public, à l'arrière des tranchées. La quinzaine d'exécutions documentées attestent du caractère exceptionnel de la situation et du désir de faire subir aux bataillons démoralisés un véritable électrochoc. À propos de l'exécution d'un capitaine polonais, un cadre précisait que « le moment était tel qu'il n'y avait pas d'autre mesure à prendre et la brigade devait être rapidement réorganisée pour monter de nouveau en ligne. Il fallait donner l'exemple et démontrer que le coupable paie[337] ».

Il y eut des condamnations à mort dans toutes les brigades internationales en mars et avril 1938, entre deux et cinq exécution dans chacune, en l'état des dépouillements. Cette coïncidence frappante et le fait que des officiers aient été, à chaque fois, visés semblent suggérer qu'un principe exemplaire de décimation pourrait avoir été décidé et appliqué dans toutes les brigades. Cette situation n'a pas concerné que les Brigades internationales, des exécutions pour l'exemple ont eu lieu dans l'ensemble des divisions républicaines à partir du

---

[335] RGASPI 495.76.4b : Propositions de punitions pour 521 prisonniers des Brigades internationales. 15 mai 1938.

[336] *Ce qui signifie que chaque chef d'une unité qui se retire sans un ordre express sera fusillé*. RGASPI 545.1.2 : *Estado Mayor XI Brigada Internacional Orden Especial*. Puesto de Mando, 30 mars 1938. Signé par le commissaire politique Ernest et le commandant Heiner. Cité in *Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., p. 335. Cet ordre fut réédité ensuite durant la bataille de l'Èbre, pour l'ensemble des brigades de l'armée républicaine. SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular de la República*, Tome 3, Madrid, La esfera de los libros, 2006 [1973], p. 2779.

[337] RGASPI 545.6.692 : Fiche biographique du volontaire Polonais Gorka Waclaw. Par Edo. 23 août 1940 ; AHPA - BI. Carton 63232 caja n°49, dossier Mihail Florescu. Notule du volontaire roumain Epelbaum.

printemps 1938. Devant les excès constatés, le gouvernement républicain exigea en juillet 1938 la suspension des exécutions décidées en dehors des tribunaux militaires[338]. Néanmoins, il semble que cette soudaine sévérité ait été en réalité exceptionnelle dans les Brigades internationales.

c) Une punition exceptionnelle source de complications

Les rumeurs d'exécutions colportées durant l'hiver 1936 parmi les volontaires avaient créé, au printemps 1937, une ambiance anxiogène, qui étonna particulièrement la direction militaire de la Base[339]. En mai 1937, la compagnie de mitrailleuses du bataillon *Dombrowski* menaça de placer ses engins contre l'état-major de la brigade si toute lumière n'était pas faite sur l'exécution supposée d'un soldat par un officier, sans qu'aucune preuve ne soit d'ailleurs établie par la suite[340]. Lors de chaque « affaire », Albacete pris soin de démentir ces rumeurs qui franchissaient rapidement les Pyrénées et sévissaient désormais essentiellement à l'étranger plutôt qu'en Espagne[341]. La seule affaire documentée d'un volontaire exécuté à la suite d'une véritable machination et sur des aveux arrachés sous la torture, concerne le malheureux jeune volontaire français Lucien Stemart[342]. Condamné en mai 1938 comme chef (à 19 ans) d'une pseudo-organisation fasciste infiltrée, nous renseigne fort bien à la fois sur le caractère exceptionnel de l'opération et que les archives concernant un cas aussi délicat ont été partiellement conservées mais surour sur l'immense malaise qui étreignit alors le personnel politique quant à cette affaire sordide.

La vague d'exécutions capitales du printemps 1938 provoqua un malaise durable et, chose exceptionnelle, certaines condamnations furent dénoncées rétrospectivement par l'encadrement communiste[343]. La justice républicaine lança également un mandat d'arrêt contre deux cadres français des Brigades internationales, vraisemblablement pour des affaires d'exécutions sommaires au printemps 1938[344]. L'exécution d'un officier allemand de la XIème

---

[338] AGMA SHM ZR L.474 L1 C1.26 : *Ministerio de la Defensa Nacional. Orden*. Signé par Rojo, le 12 juillet 1938.
[339] RGASPI 545.2.48 : *Au camarade Billoux, Commission Politique*. Albacete, 26 avril1937.
[340] RGASPI 545.6.675 : Fiche bio WISNIEWSKI Stephan (JOSEPH). Par Edo 24 août 1940.
[341] RGASPI 545.6.487 : Courrier de la Base à la Commission de contrôle à propos du détenu Louis Chiesa. 17 août 1937. Ces rumeurs purent prendre néanmoins un caractère dramatique, comme dans le cas du suicide de l'officier belge Berthe détenu à Albacete et croyant être prochainement fusillé. RGASPI 545.6.1079 : Dossier individuel du volontaire français [Belge] Berthe Charles. Rapport du preventorio d'Albacete sur son suicide.
[342] RGASPI 545.6.1410 : Dossier individuel du volontaire français Lucien Stemart ; EPR - *Estado Mayor de la 45e División - SIM Sección. Extrait du Jugement de l'Affaire Stemart Lucien*. 21 mai 1938.
[343] RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades. 45ª Division…*, *op. cit*., p.7.
[344] RGASPI 545.1.18 : *Sobre la situación de los BI actualmente en la zona Catalana*. Courrier à Juan Negrin d'André Marty. Barcelone, 17 Décembre 1938.

brigade en mars 1938 suscita une profonde dispute entre le KPD et André Marty[345]. Dans sa justification, ce dernier rejetait toute la responsabilité sur « le commandement républicain » et exposait un argumentaire fort utile pour notre propos :

> Cette décision est indiscutablement très douloureuse. Lorsque les exigences de la lutte antifasciste rendent nécessaire pour sauver des milliers de vies humaines, de sanctionner toute faiblesse, toute faute, même par des mesures de la plus grande rigueur ; quel est l'antifasciste qui hésiterait un instant à prendre une telle mesure, même si elle coûte la vie d'un homme ? […] L'esprit de discussion et de non-exécution des ordres y était ancré profond, début 1938 sous l'influence d'ennemis fascistes et trotskistes. Le commandement républicain était dans l'obligation absolue de tout faire pour développer l'esprit de discipline qui seul pouvait assurer le succès. C'est pour cela que le commandement républicain responsable, a pris la mesure en question. Je le répète, il s'agissait de sauver des milliers et des milliers de vies humaines et par le succès de la bataille préserver tout un peuple des horreurs sans nom du fascisme. Cette décision a été prise par des chefs de l'armée populaire espagnole, c'est-à-dire des enfants du peuple, issus du peuple[346].

Dans la très grande majorité des cas documentés, la condamnation à mort vint sanctionner une faute grave à laquelle étaient adjointes des circonstances aggravantes et la démonstration des mauvais antécédents du fautif.

La condamnation à mort ne fut pas une sanction normale mais une option de sanction employée lors de situations exceptionnelles pour marquer profondément les esprits, châtiant avant tout les cadres ayant failli. Elle ne fut pas utilisée lors des diverses mutineries de bataillons en 1937 (le 16ème bataillon au Jarama, le 24ème à Brunete, la XIIIème brigade à Brunete et la XIVème à Cuesta de la Reina). L'absence de sources et de détails, l'identification des condamnés par exemple, concernant les exécutions d'Espagnols dans les Brigades internationales pose cependant question, notamment à propos du fait de déterminer si les volontaires étrangers ont été moins sévèrement punis que les recrues espagnoles. Il est en tout cas probable qu'en 1938 il était nécessaire de démontrer aux Espagnols qu'on jugeait tout aussi durement les étrangers dans les Brigades internationales.

Conclusion

Le façonnement de la norme et la sanction de l'écart ont procédé par la fabrication et la diffusion d'une norme collective officielle et la construction d'un *ethos* individuel impératif

---

[345] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit.*
[346] RGASPI 545.6.27 : *Question Jean F* [CAVIARDÉ] (d'Alès). [Marty ?] Sans date [1939].

essentiellement de nature politique. Cette modélisation du bon volontaire fut renforcée par élaboration d'un certain nombre de contre-modèles disqualifiant une trop grande variété de comportement dénoncés pour déterminer un positionnement politique précis. Ses contre-modèles de propagande sont fort utiles pour comprendre la psychologie des Brigades internationales : c'est davantage l'érosion de la cohésion et de la discipline qui semble la principale crainte de l'encadrement politico-militaire. Ainsi, le principal sujet du discours disqualifiant fut le déserteur, alors que cette catégorie était au contraire la plus à même d'être sanctionnée par le code de justice militaire. Ce paradoxe doit être entendu selon la volonté de protéger le collectif, la communauté combattante, par l'élimination des sujets disruptifs.

La différence de taille entre la justice militaire et le système judiciaire empirique mis en place dans les Brigades internationales repose sur la dépendance de ces dernières de leur image extérieure et par conséquent de leur rôle de représentation, neutralisant en partie leur capacité non à rendre la justice mais à punir. Le choix d'une justice à la fois relâchée et exemplaire, procédant d'abord par la relégation et la dénonciation des sanctionnés avait, à mon sens, comme objectif principal d'éviter les prises de parole hostiles ou discordantes, y compris lors des sanctions les plus lourdes comme les exécutions capitales. Aucun élément ne permet, en l'état actuel des recherches, de démontrer une sévérité supérieure dans l'exercice de la justice dans les Brigades internationales que dans d'autres unités gouvernementales, ou même des milices en 1936.

La fabrication d'une norme a permis d'éviter le recours à une institution de justice militaire jusqu'en 1938. Même après l'application du code de justice militaire espagnol, cette norme a participé à l'édification des contours d'une communauté fraternelle facteur de cohésion et d'émulsion pour les volontaires étrangers.

Chapitre 16. De l'internationalisme à la fraternité : la fabrication d'une communauté combattante transnationale

Tandis que les arrivées mensuelles de volontaires étrangers étaient en diminution quasi constante depuis la création des Brigades internationales, celles-ci créèrent tout au long de leur existence plus de nouvelles unités en s'appuyant sur un vivier inépuisable de recrues espagnoles. Ce paradoxe relevait moins d'un objectif fonctionnel que d'une intention politique assumée : par leur subdivision en une mosaïque de petites unités pseudo-nationales, les Brigades internationales gagnèrent en visibilité malgré le processus inexorable d'hispanisation.

Malgré son caractère superficiel, et parfois même entièrement artificiel, cette opération constante de communication a accompagné et facilité l'érection d'un grand récit commun, transnational et inclusif donnant corps à l'intention internationaliste. Ce récit permit tout d'abord de contester les accusations voyant dans les Brigades internationales un objet soviétique mais également de diluer les composantes hétérogènes des Brigades internationales dans un esprit de corps. L'action politique constante sur le levier du nationalisme fut cependant une source récurrente de tensions internes qu'il convient de mesurer. Trois cadres de références globaux ont été superposés : le champ de l'internationalisme tel que définit en 1936, fut progressivement rehaussé et élargi selon une double perspective universaliste et historique. À la suite du changement stratégique du Komintern fin 1937, le socle du *logos* des Brigades internationales fut réévalué autour de la fraternité des peuples avec la nation espagnole dans sa guerre d'indépendance contre l'invasion étrangère. Ces cadres de références ne furent pas concurrents mais solidement compénétrés et régulièrement exacerbés par des références symboliques internationalistes, nationales et historiques composites qui participèrent à faire des Brigades internationales une communauté transnationale cohérente.

A. Enjeux et problèmes du facteur multinational

À l'origine, le caractère multinational des brigades suggérait en substance l'internationalisme dont elles se revendiquaient. Le mélange des nationalités permettait de se démarquer nettement du « subterfuge » de la référence à la patrie employée dans les « armées capitalistes »[347]. C'est durant les trois premiers mois des Brigades internationales, et seulement durant cette période, que certains bataillons furent surnommés d'après leur hétérogénéité, tels les bataillons *Vingt-et-une nationalités* ou *Trente-deux nationalités* ou les diverses compagnies internationales. Cependant, les références nationales furent rapidement encouragées. L'effort de rationalisation linguistique de l'été 1937 conduisant à la formation de cinq « nouvelles » brigades internationales autour de cinq ensembles culturels composites (germanique/nordique, italien, slave (Europe centrale et balkanique), franco-belge et anglo-saxon) s'est accompagné de la création d'une multitude de petites unités nationales homogènes ou revendiquées comme telles. Cette initiative fut entreprise à des fins de rationalisations fonctionnelles et de support à la communication extérieure de propagande mais également comme tentative de règlement d'un certain nombre de problèmes justement issus de la cohabitation de cultures nationales distinctes voire antagonistes

1. La question nationale dans les Brigades internationales

L'exacerbation nationale dans les Brigades internationales ne fut pas la résultante d'une situation singulière ou circonstancielle en Espagne mais un choix politique cohérent en correspondance avec une rupture théorique venue d'Union Soviétique qui a considérablement imprégné la stratégie de front populaire. L'historien David Brandenberger considère que la société soviétique a été témoin d'une volte-face majeure entre le milieu et la fin des années trente qui vit le retour des héros nationaux russes, de l'imaginaire et des mythes employés pour développer le patriotisme soviétique et populariser l'idéologie marxiste-léniniste, en rupture avec l'internationalisme et la conscience de classe qui avait caractérisé près de deux décennies de la culture de masse soviétique[348]. Cette stratégie, inspirée par Staline, avait été

[347] « Les Brigades internationales Formule nouvelle de la défense de la liberté, de l'égalité à la base, et du droit » in *A l'assaut. Journal de la XIIe Brigade internationale* n°1 du 14 février 1937, p. 3 ; RGASPI 545.2.47: *(Base de las BI – Comandancia) Note de Service* JS-1160. *Aux Camarades de la Section Politique*. Par Vidal. Albacete, 6 mars 1937.

[348] BRANDENBERGER (David), *National Bolshevism: Stalinist Mass Culture and the Formation of Modern Russian National Identity, 1931-1956*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2002, p. 1 ; WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste…, op. cit.*, pp. 207 et 208.

élaborée en correspondances avec les menaces de guerre et comme réponses aux revendications nationales[349]. En rupture par les théories de Springer comme de Bauer sur les nations, les réemplois des concepts nationaliste permirent d'étayer le discours sur la sécurité collective en Europe et sur les nations agressées par le fascisme tout en venant justifier les stratégies intérieures de l'Union soviétique de construction d'un État-nation moderne, rejetant peu à peu les préceptes internationalistes et stimulant au contraire ses nationalités[350]. La période 1937-1938 correspond au moment où le discours du Komintern fut particulièrement actif sur les questions nationales, et ce ne fut pas un hasard si l'opuscule de Staline *Le marxisme léninisme et la nation* (1913-1927) fut réédité au printemps 1937 et traduit en 1938[351].

Ce revirement soviétique eut naturellement une incidence sur le Komintern. Le changement de cap fut porté par Dimitrov, architecte du front populaire et promoteur de la « ligne nationale » du Komintern. Dans son discours au VIIe congrès, pilier fondamental du syncrétisme entre marxisme et nationalisme, Dimitrov affirmait ainsi la nécessité de combattre la falsification historique entreprise par les fascistes et de leur reprendre les symboles et les héros, d'éclairer les masses sur leur passé, pour les relier aux combats de l'heure[352]. Selon Serge Wolikow et Yannis Sygkelos, la refondation du discours internationaliste communiste dans sa dimension antifasciste associait les sentiments nationaux par la démonstration d'objectifs communs : les communistes de tous les pays devaient défendre leur nation contre les menaces fascistes[353]. Fin 1938, le bulletin de liaison du CEIC affirmait ainsi que : « Aujourd'hui, les intérêts de classe des ouvriers sont identiques aux intérêts vitaux des nations. C'est par conséquent la tâche historique de la classe ouvrière de

[349] SYGKELOS (Yannis), *Nationalism from the Left: The Bulgarian Communist Party During the Second World War and the Early Post-War Years*, Leyde, Brill Academic Publisher - Balkan Studies Library, 2011, pp. 14-15.
[350] *Idem*, p. 3.
[351] STALINE (Josef), *Le Marxisme et la question nationale et coloniale,* Edition sociales internationales, Paris, 1938. Première version publiée en 1913 puis amendée en 1927.
[352] Extraits de la résolution du VIIe congrès du Komintern *Sur le fascisme, l'unité de la classe ouvrière et les tâches du Komintern* et du rapport avant le VIIe congrès du 2 août 1935 : *L'offensive fasciste et les tâches de l'internationale communiste dans la lutte de la classe ouvrière contre le fascisme*, Cités in SYGKELOS (Yannis), *Nationalism from the Left…, op. cit*., p. 19.
[353] WOLIKOW (Serge), « L'échec des internationalismes au XXème siècle » in *Acte du Symposium international des 12 et 15 novembre 1992 : Nations, Nationalismes, Transitions XVIème-XXème siècles,* Université de Rouen Centre de recherches d'histoire comparée des transitions (IRED), Paris, Éditions Sociales, 1993, pp. 339-340 ; SYGKELOS (Yannis), *Nationalism from the Left…, op. cit*., p. 21.

réaliser l'unité du peuple contre le fascisme, et de se mettre à la tête de la nation pour la sauver[354] ».

Cette « tâche historique » fut placée par le Komintern au cœur de la stratégie de front populaire et facilitée par l'appropriation ou la revendication par les partis communistes de pans entiers de l'histoire nationale de chaque pays. Les partis communistes se présentaient désormais comme les héritiers et les continuateurs des patrimoines habituellement invoqués par les radicaux, libéraux et les gauches non léniniste en général : la Révolution Française en France, le Chartisme en Grande-Bretagne, les Pères fondateurs aux États-Unis, le hussitisme égalitaire en Tchécoslovaquie, etc. dont ils revendiquaient désormais les figures tutélaires[355].

Dans la droite ligne de ces effervescences nationales, les Brigades internationales ont su très tôt utiliser les identités nationales ou culturelles comme des facteurs de cohésion et d'inspiration de la troupe. En 1937, une déclaration officielle des Brigades internationales pouvait ainsi affirmer que « le véritable Internationalisme calque avec le véritable nationalisme[356] ». Les regroupements par nationalités, cultures ou groupes linguistiques furent élaborés dans la perspective de doter chaque formation pseudo-nationale d'une personnalité collective issue de la synthèse des caractéristiques « naturelles » de ses membres et intrinsèque à chacun des corps constitués des Brigades internationales :

> Une personnalité collective caractérise maintenant chaque bataillon, les qualités et aptitudes particulières de chaque nation se font jour, toutes œuvrant contre un « ennemi commun ». Qui n'a pas compris mieux que, dans tous les livres, la discipline militaire ancestrale des camarades allemands, le courage et l'amour parfois excessif des français pour le bon vin d'Espagne, chacun avec soi le meilleur et le pire de sa race. Il faut noter que chacun s'est efforcé de ne donner que le meilleur de lui-même. [...] Chacun de ceux qui le composent doivent bien saisir les rapports qui existent entre la personnalité individuelle du milicien [...] et la personnalité collective du bataillon, véritable synthèse des valeurs représentées[357].

Cette construction synthétique reposait sur les principes théoriques du concept stalinien de la « mentalité psychique », soit, selon ses écrits de 1927 corrigé à la marge en 1937, un synonyme de « caractère national » qui s'exprimait dans « les diverses particularités

---

[354] WIEDEN (Peter), « Classe ouvrière et Nation. La classe ouvrière est à la tête de la nation » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol. 20 n°11, Novembre 1938, p. 1806.
[355] SYGKELOS (Yannis), *Nationalism from the Left…, op. cit*., p. 22.
[356] Voir ANNEXE IV Document 16-1 : *À afficher sur tous les journaux muraux et à lire dans toutes les sections*.
[357] « Les Brigades internationales. « Formule nouvelle » de la défense de la liberté, de l'égalité à la base, et du droit. » in *A l'assaut. Journal de la XIIe Brigade internationale* n°1 du 14 février 1937, p. 3.

de culture d'une nation »[358]. Claudie Weill souligne que cette définition de la nation, la plus complète de la bibliothèque marxiste en 1913, intégrait beaucoup des théories austromarxistes, dont justement les « mentalités psychiques » constitutives du caractère national[359]. Cependant, appliquées dans les Brigades internationales, ces dernières distinguèrent moins des nationalités que des groupes culturels et linguistiques hétérogènes.

Ces stéréotypes s'appuyèrent en outre sur la reconnaissance de « tempéraments » naturels guidant les caractéristiques culturelles des groupes nationaux de combattants. Ce système de lecture vint parfaitement épouser les contours des préjugés importés par les volontaires en Espagne, à la fois sur eux-mêmes et sur autrui. Les personnalités stéréotypées de propagande furent évidemment abondamment partagées et employées par la troupe. Les lettres de volontaires à leur famille abondent de références hyperboliques : Américains sympathiques, Français rouspéteurs, Allemands disciplinés, Hollandais flegmatiques, robustes Polonais etc. dans un effet de style évident[360]. Les rapports envoyés à Moscou sont également peu avares de commentaires sur les habitudes et les idiosyncrasies culturelles des bataillons, où les Allemands étaient renvoyés à leur discipline « naturelle » tandis que l'atmosphère du Parti de la XVème brigade anglo-saxonne évoquait au contraire « l'ambiance accueillante et sympathique d'une communauté quaker »[361].

Dans la majeure partie des écrits contemporains comme plus tardifs, l'esprit français c'était avant tout la « francité », soit la bonne humeur mais aussi la discipline relâchée, la grogne, c'est-à-dire le « rouspet »[362]. Les références aux Français rouspéteurs sont nombreuses, également dans les ouvrages de propagande communiste postérieurs à la guerre d'Espagne, en prenant néanmoins le soin de préciser que « jamais un bataillon français refusa de monter à l'assaut »[363]. En effet, l'attention portée dans les écrits au « rouspet » des Français était également un moyen de réinterpréter positivement des comportements insubordonnés.

---

[358] « Le marxisme léninisme et la nation » [reprise de l'opuscule de Staline] in *Les Cahiers du Bolchévisme* 10 avril 1937, vol. 14 n°3, pp. 339-340.
[359] WEILL (Claudie), « Staline, Le marxisme et la question nationale » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°41/42 (janvier-juin 1996), p. 50.
[360] Voir par exemples la correspondance des frères Gordon in CYTROM (Daniel), « Volunteers for Liberty. Letters from Joe and Leo Gordon, Americans in Spain 1937-38 » in *The Massachusetts Review*, Vol. 25 n°3 automne 1984, pp. 348-365.
[361] RGVA 35082.1.95 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 70 p. 522.
[362] Frédéric Rousseau parle à ce propos d'une véritable « culture de la désobéissance » partagée par les soldats Français de la Grande Guerre. ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée…, op. cit.*, pp. 339-340.
[363] *Épopée d'Espagne. Brigades internationales 1936-1939. Recueil de récits vécus et de documents historiques édité par L'Amicale des Anciens Volontaires Français en Espagne Républicaine*. Paris, 1957, p. 63.

Pourtant les exemples de refus d'obéir de compagnies francophones sont nombreux, notamment à Teruel en 1936, au Jarama et à Cuesta de la Reina en 1937[364]. Ces poncifs furent également véhiculés, et donc légitimés, dans la presse et la propagande des Brigades internationales, notamment par le biais des caricaturistes ou des articles humoristiques. Les évocations emphatiques régulières des tempéraments et prédispositions dites naturelles de chaque peuple/contingent vinrent cependant surligner des préjugés enracinés sources d'affrontements entre les nationalités.

2. Des antagonismes culturels facteurs de frictions entre les nationalités

Lors de la rédaction en 1939 de son rapport général sur les volontaires britanniques, Alonzo Markham Elliott, cadre du CPGB et commissaire dans le bataillon britannique, eut des mots d'une étonnante franchise à propos des relations entre les nationalités dans les Brigades : « L'expérience des Brigades internationales a démontré que les préjugés de nationalités meurent assez difficilement même chez les communistes et qu'il n'est pas toujours suffisant de se déclarer « internationaliste prolétaire » pour l'être effectivement et entièrement[365] ». L'auteur relevait également qu'en l'absence d'une forte immigration au Royaume-Uni, les volontaires anglais n'avaient pas l'habitude de travailler avec des étrangers et qu'ainsi « il n'a pas été rare d'entendre des camarades anglais assez responsables émettre des généralisations faciles et fausses sur d'autres peuples[366] ». Ce constat aurait pu être relevé pour pratiquement l'ensemble des contingents nationaux.

a) *Une source de désagrégation*

De multiples incidents ont éclaté dans les Brigades internationales, causées par des préjugés culturels dépréciatifs et parfois tout à fait chauvins. Cela menaçait la cohésion politique des Brigades et par conséquent la cohésion militaire, comme le martelait une affiche éditée par elles à cet effet : « Une unité Militaire dont un des participants nationaux n'estime pas l'autre n'est pas une Unité Militaire ferme[367] ». Le problème fut immédiatement pris très au sérieux à Albacete. Les incidents furent initialement portés au crédit de l'action de la « 5ème colonne » et des « agents trotskystes infiltrés » guettant « toute occasion, tout prétexte pour semer le mécontentement et la méfiance, pour discréditer les chefs et pour monter un groupe

[364] Voir chapitre 15.
[365] RGASPI 545.6.22 *Rapport du camarade A. M. Elliott…, op. cit.,* p. 43.
[366] *Idem*, p. 31.
[367] Voir ANNEXE IV document 16-1 : *À afficher sur tous les journaux muraux et à lire dans toutes les sections*.

contre l'autre[368]. Le phénomène fut d'autant plus coriace qu'il était souterrain et diffus. Sverchevsky insista dans son rapport de janvier 1938 sur le fait que la question des nationalités était une des principales faiblesses des Brigades internationales et le principal obstacle à la croissance de leur potentiel[369]. Il attirait l'attention du Komintern sur « cette mesquine, vicieuse et lamentable dispute à propos de la supériorité d'une nationalité sur l'autre » qui proliférait du fait de l'incapacité ou du refus assumé des cadres à intervenir fermement[370]. Les cadres furent régulièrement tancés sur la médiocrité de leur travail politique sur cette question, moins par absence de formation théorique que par méconnaissance pratique des autres cultures[371].

La rencontre soudaine et la cohabitation forcée entre des dizaines de nationalités et de cultures provoqua évidemment des réflexes de repli national et l'exacerbation des préjugés. Ces frictions partaient le plus souvent d'une altercation individuelle, montée en épingle par un réflexe de solidarité mais aussi par la circulation de rumeurs et de stéréotypes éculés. Dans le même cadre que les qualifications de l'ennemi, les stéréotypes reprenaient les antiennes des conflits précédents, des images d'autant plus difficiles à extirper qu'elles étaient anciennes[372].

b) La reproduction d'antagonismes traditionnels préexistants

Les preuves et témoignages à propos des frictions entre Français et Allemands sont très nombreux. Dans la plupart des cas, les querelles s'appuyaient sur un antagonisme supplémentaire opposant soldats du rang d'une même nationalité aux cadres d'une autre nationalité. Lorsqu'à Teruel en 1936 les bataillons parisiens de la XIIIème brigade, tétanisés par les pertes et les désertions, furent repris en main par des gradés allemands, ils furent contraints à remonter à l'attaque sous la menace de revolvers[373]. Il en demeura une rancune tenace qui se diffusa largement parmi les francophones, suscitant un réflexe solidaire de groupe contre les « gendarmes », soit les cadres allemands.

---

[368] RGASPI 545.2.47: (Base de las BI – Comandancia) Note de Service N° JS-1160. *Aux Camarades de la Section Politique*. Par Vidal. Albacete, 6 mars 1937 ; 545.1.72 *: L'Espagne sous le feu fasciste…, op. cit*., p. 38.
[369] RGVA 35082.1.95 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii , *España traicionada…, op. cit*. Document 70, p. 526.
[370] *Idem.*
[371] RGASPI 545.2.75 : *Report on two years of political and military work in 15 Brig*[ade]. S.d [fin 1938], p. 10.
[372] FUSSELL (Paul), *À la guerre. Psychologie et comportement pendant la Seconde guerre mondiale*, Paris, Seuil, 1992, p. 159.
[373] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…, op.cit.,* pp. 35 et 37.

Les Français reçurent toujours le soutien d'André Marty, suscitant évidemment la rancœur des Allemands. Pénétré de poncifs antigermaniques, ce dernier ne se fit jamais prier pour opposer la « rigidité » allemande à « l'esprit français »[374]. Dans le bataillon *Domingo Germinal*, les rapports entre la compagnie allemande et les autres compagnies francophones ne furent pas toujours au zénith. La veille du commencement de l'opération sur Las Rozas, les Allemands se mutinèrent, s'estimant maltraités dans une brigade majoritairement francophone[375]. Après qu'ils eussent été réunis avec leurs compatriotes dans la XIème brigade, le journal de leur ancienne brigade ne fit pas mystère des contentieux passés :

> Pourtant, combien de fois, nous étions-nous heurtés ! Il semblait qu'un fossé nous séparait ; et cependant, au jour de leur départ, c'était, de part et d'autre, des regrets sincères […] Camarades allemands ! Comme nous, vous oublierez les heurts superficiels, qui, parfois nous opposaient, et ensemble, nous livreront le dernier combat qui délivrera les peuples et scellera la fraternité de tous les travailleurs du monde entier[376].

On peut relever deux pôles de concurrence et de repli affinitaires : le groupe national et le groupe politique. Ces tensions reprenaient en outre une séparation traditionnelle de toute armée : celle de l'ancienneté de la présence. Les Brigades internationales furent à l'origine un organe presqu'entièrement concentré autour de quatre contingents ultra-majoritaires : Français, Italiens, Allemands et Polonais. Les autres nationalités, arrivées plus tardivement ou moins bien organisées, eurent le sentiment que tous les postes de responsables étaient déjà occupés par des Français, des Allemands ou des « Russes ». Ils appuyaient leur constat sur le fait incontestable que le Français et l'Allemand étaient alors les langues véhiculaires à Albacete[377]. De manière générale, la surreprésentation des Français parmi les services et les bureaux d'état-major de la Base servit de prétexte à une francophobie diffuse[378]. Enfin, les

---

[374] *Idem*, pp. 76-78
[375] RGVA 33987.3.1149 : Rapport de Walter, introduit par Gendin, en date de transmission du 2 août 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii , *España traicionada…, op. cit.*. Document 76, p. 560.
[376] « Adieu à nos frères d'armes ! » in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVème brigade* n°25 du 27 avril 1937, p. 3.
[377] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional*, p. 2. ; 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott…., op. cit.,* p. 32.
[378] RGVA 35082.1.95 : « Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter) ». 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada….., op. cit.*. Document 70, p. 527.

officiers s'accusaient mutuellement de favoriser telle unité plutôt qu'une autre parce que composée de compatriotes[379].

Ce fut néanmoins dans la XVème brigade, devenue « anglo-saxonne » en août 1937, que les problèmes de cohabitation entre les nationalités eurent les effets les plus prégnants. Tandis que plus d'une vingtaine de nationalités figuraient parmi les effectifs, il est incontestable que les cadres américains, soutenus par leurs représentants, surent très tôt s'emparer des postes de commandement. Le bataillon anglais, ancien, avait capté les cadres britanniques et les cadres américains qui profitèrent de l'arrivée massive et groupée des volontaires Nord-américains pour justifier leur sur-encadrement dans la brigade et leurs deux à trois bataillons.

Les Canadiens, relativement nombreux, se jugèrent mal représentés dans la brigade et maugréèrent contre les « bureaucrates » anglais et américains. La surreprésentation des Américains dans la XVème brigade fut renforcée par le patronyme d'usage qu'elle reçut à la fin de l'été 1937, tiré du premier bataillon américain *Lincoln* et largement diffusé dans la propagande, choix d'ailleurs contesté par certains officiers américains[380]. Par un cliché évidemment très symbolique, on accusa rapidement les Américains de faire preuve d'un « pan américanisme ». La contestation de « l'impérialisme yankee » fut surtout le fait des volontaires sud-américains qui se plaignirent qu'on les assimila aux Espagnols[381]. Ils prirent l'habitude de se rassembler entre eux, bien qu'étant dispersés dans plusieurs bataillons, et développèrent une communauté soudée contre les Anglo-Saxons. Leur relégation subie favorisa un courant de désertions continues de volontaires sud-américains, notamment cubains, vers des unités espagnoles[382]. De leur côté, les responsables américains faisaient valoir leur impossibilité de sanctionner un soldat latino-américain, du fait de la solidarité immédiate contre « l'impérialisme » subi[383].

De manière générale, les contingents les moins nombreux eurent le sentiment d'être opprimés et eurent tendance à s'isoler. Les Hollandais ne parvinrent pas acquérir de l'autonomie par rapport aux Allemands, le manque de cadres formés empêcha longtemps la

---

[379] RGASPI 545. 3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi » della XII Brigata Internazionale dalla sua costituzione (ottobre 1936 al* [illisible] *per Las Rosas a Madrid (Gennaio 1937).* Par Roasio, p. 9.
[380] RGASPI 545.6.21 : *Report on the political development of the XVth IB*. Par Abe Lewis, 2 janvier 1939, p 19.
[381] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV…, op. cit.,* p. 271 ; 545.6.21 : *Report on the political…, op. cit,* p. 1.
[382] RGASPI 545.6.21 : *Report on the political…., op. cit.* p. 18. Les rapports sur le moral des volontaires Sud-Américains font clairement état de la démoralisation de ces derniers en 1938.
[383] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional*, p. 250

création d'une compagnie batave bien que leurs effectifs l'eussent permis[384]. Les Scandinaves se replièrent également en un groupe très hermétique, ce qui inquiéta la direction de la XIème brigade[385]. Ces tensions purent prendre des tours plus dramatiques. Le 12 janvier 1937, les Irlandais de la 1ère compagnie du 12ème bataillon *La Marseillaise* refusèrent d'être versés dans le 16ème bataillon anglais et exigèrent la création d'une unité irlandaise. Après une assemblée générale houleuse où le commandement anglais menaça de faire mettre en batterie des mitrailleuses, les Irlandais décidèrent de rejoindre le bataillon américain *Lincoln*[386]. Dans les bataillons slaves, on reprochait aux Polonais leur attitude condescendante vis-à-vis des autres Slaves, Ukrainiens notamment, leur « nationalisme » et leur « aristocratisme », c'est-à-dire leur attachement à la « grande » Pologne de 1920[387].

c) Des antagonismes culturels perçus comme des antagonismes de classes

Les frictions entre les nationalités furent confortées par les profondes disparités existantes vis-à-vis des colis issus de la solidarité. Un certain rapport de classe se diffusa de manière sourde parmi les volontaires, entre les « riches » (Nord-américains, Européens de l'Ouest) et les « pauvres » (Balkaniques et Slaves). Les seconds reprochaient aux premiers un certain égoïsme pas tout à fait infondé ; l'abondance de colis, cigarettes et fournitures des anglo-saxons notamment suscitèrent bien des jalousies[388]. Et lorsqu'il fut question de partager les colis reçus de la solidarité internationale, les Nord-américains se jugèrent naturellement lésés[389]. Ces disparités étaient plus fortes encore dans les hôpitaux internationaux. Un médecin catalan des Brigades internationales relevait qu'au centre où il avait officié, il y avait eu trois « classes » de patients : les « aristocrates », les « bourgeois » et les « prolétaires »[390]. Dans la première catégorie étaient les anglo-saxons, qui selon lui ne manquaient de rien : de la bonne nourriture, des infirmières, des draps confortables, des anesthésies pour les opérations, etc. La seconde rassemblait à ses yeux les Européens de l'ouest, Allemands, Hollandais et

---

[384] RGASPI 545.6.400 : *Bericht über die 'holländischen Freiwilligen in der Zeit vom November 1936, bis zur ihrer Zurückziehung. S.d.* [fin 1938 ou début 1939], p. 7. Il y eut cependant une section hollandaise dans le bataillon *Edgar André*, nommée *Zeven Provincie.*

[385] RGASPI 545.6.15 : *Informe sobre el 42 Batallón (allí se encuentran escandinavos)*. 25 juin 1938. Les Suisses s'estimèrent également victimes d'un « impérialisme » allemand. ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses…, op. cit.*, p. 141.

[386] *In Spain with…, op. cit.*, p. 14 ; O'CONNOR (Emmet), « Mutiny or sabotage ? The Irish defection to the Abraham Lincoln Battalion in the Spanish Civil War» LAB04 : *Rural class relations and radical politics in 20th century Ireland. University of Ulster*. Magee College, 2010, pp. 3-10.

[387] RGASPI 545.2.75 : *45ª División - Informe general. (Extractos)*. 24 janvier 1937 [1938], p. 5.

[388] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott…, op. cit*., p. 33.

[389] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental…, op. cit*., p. 144.

[390] MASSONS (Josep Maria), « Un año al servicio de las Brigadas Internacionales como Jefe de Equipo Quirúrgico » in REQUEÑA GALLEGO (Manuel), SEPÚLVEDA LOSA (Rosa Maria), *La Sanidad en las Brigadas Internacionales*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla la Mancha, 2006, p. 49.

Français tandis que les « prolétaires » étaient les Européens de l'Est, qui, dit-il, « ont beaucoup souffert[391] ». Les archives ne lui donnent pas tout à fait tort.

Ses tensions étaient également infranationales, entre volontaires issus de l'immigration et ceux venus directement de leur pays d'origine, fait particulièrement remarquable parmi les Autrichiens ou les Polonais[392]. Commissaire dans la XIIème brigade durant l'hiver 1936-1937, Gustav Regler signala très tôt à ses supérieurs la tension régnant au sein du bataillon *Dombrowski* entre les communistes polonais venant de l'immigration et ceux de Pologne[393]. En effet, les premiers étaient solidement organisés et possédaient des relais avec les comités extérieurs, ils avaient donc reçu des responsabilités internes. Ces rivalités infranationales vinrent donc logiquement suivre des lignes de faille préexistantes, qui éclatèrent naturellement en 1938 avec la dissolution du Parti polonais et sa reconstruction partielle en appui sur l'immigration polonaise. En 1938, avec son habituelle exagération, André Marty présentait la brigade dite polonaise comme « détruite » sous le jeu des luttes entre Polonais restés attachés à l'ancien PC polonais dissous et les partisans de la nouvelle ligne[394].

Ces problèmes de frictions nationales furent prégnants jusqu'à la dissolution des Brigades internationales et demeurèrent dans les camps de démobilisation. En 1938, la désinternationalisation de l'encadrement et l'intégration dans le PCE des étrangers mit une sourdine aux rivalités transnationales. Cependant, la décision de fractionner en 1937 les Brigades internationales en petites entités pseudo-nationales et culturellement homogènes eut probablement un effet salvateur en solidifiant un ensemble multinational bancal.

3. La balkanisation des Brigades internationales comme support de la cohésion

Tandis que les exploits de la « colonne internationale » à Madrid, à la fin de l'automne 1936, étaient mondialement célébrés, la plupart des partis communistes européens émirent le souhait de voir se constituer une unité militaire de leur propre nationalité. Il n'était pas question que « leurs » volontaires soient dispersés ou invisibles. En décembre 1936, Harry Pollitt conditionnait à mi mots l'envoi prochain de plusieurs centaines de volontaires britanniques à leur regroupement en Espagne dans des « unités anglaises » ; les irlandais étant

[391] *Idem.*
[392] RGASPI 545.6.15 : *Information sur la XIème Brigade.* Par Szinda. Sans date. [Octobre ou novembre 1937].
[393] RGASPI 545.1.3 : *Extracto de un informe del Camarada Regler del Comisario de la XIIa Brigada*. 24 avril 1937.
[394] RGASPI 545.6.7 : *Situación de las Fuerzas Internacionales…, op. cit.*.

« si possible groupés en sections irlandaises[395] ». Tandis que les nations les mieux représentées avaient obtenu la création d'un ou plusieurs bataillons, les contingents nationaux plus petits n'eurent de cesse de réclamer le même privilège[396]. Ils furent le plus souvent soutenus par leur parti national et leurs représentants à Albacete[397]. Il y eut une exception notable, à propos des Suisses. Nic Ulmi et Peter Huber rapportent que le PCS s'opposa à la demande des combattants suisses d'avoir leur propre bataillon ou compagnie, par crainte de perdre trop de militants sur un revers militaire[398]. Alémaniques, Francophones et Tessinois furent dispersés dans des bataillons de leur langue[399]. Le 1er août 1938, un accord fut néanmoins conclu entre André Marty et Jules Humbert Droz pour la formation d'une compagnie suisse. Le retrait des volontaires étrangers rendit caduque le projet.

Le choix d'Albacete au printemps 1937 de ne créer désormais que des compagnies d'amalgame sur la base d'étrangers et de conscrits espagnols permit de donner vie à une brigade dite italienne et diverses formations composées de contingents nationaux faiblement représentés sans pouvoir satisfaire toutes les demandes, du fait du tarissement du recrutement et des urgences du front. Quelques contingents eurent de grandes difficultés à parvenir à mettre sur pied une formation nationale, y compris lorsque cela était l'expression d'une directive du Komintern comme dans le cas des Belges. La distorsion entre la volonté de créer des unités nationales distinctes et l'incapacité à les pourvoir suffisamment en combattants fit que l'homogénéité eut tendance à s'établir sur de petites formations (compagnies, sections ou batteries) au sein de bataillons transnationaux mais partiellement homogènes, sur un critère géographique ou culturel.

Marty avait proposé dès le 10 janvier 1937 le retrait du front des cinq brigades pour une réorganisation par nationalités mais les conseillers soviétiques avaient considéré l'opération impossible, tout en acceptant une meilleure rationalisation dans l'envoi au front

---

[395] RGASPI 545.2.39 : Lettre de Pollitt adressée à la Base des Brigades internationales. 20 décembre 1936.
[396] Notons que la question des cuisines et des régimes alimentaires fut loin d'être anecdotique dans les aspirations des volontaires à une homogénéité des bataillons.
[397] Cette revendication fut parfois issue de l'extérieur seulement. Ainsi, le PC chinois exigea en juillet 1938 la constitution d'une unité chinoise, tandis que les effectifs concernés étaient insignifiants. Néanmoins, l'idée d'une compagnie chinoise fut vaguement étudiée, sur la base d'un recrutement opéré dans l'immigration chinoise aux États-Unis. RGASPI 545.1.11 : Lettre du secrétariat du PCF au CC du PCE. Paris, 9 juillet 1938 ; Réponse d'André Marty du 17 juillet 1938.
[398] ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine…, op. cit*., p. 141. On peut également supposer que la présence d'un bataillon helvétique en terre étrangère aurait eu des incidences défavorables en Suisse.
[399] RGASPI 545.6.1477 : *Accord sur les volontaires suisses (pris le 1er août 1938 avec le camarade HD représentant du CC du Parti Suisse*). André Marty, 1er août 1938.

des renforts[400]. La rationalisation des Brigades internationales s'initia sur des bases linguistiques à la fin du printemps 1937, par l'interversion de bataillons. Mais cette solution nécessitait une enveloppe supranationale suffisamment explicite pour être un facteur de cohésion.

Les affectations à chaque unité dépendaient moins de la nationalité que de la culture. Les volontaires demandèrent principalement à servir dans une formation de leur langue et non de leur pays de provenance. La langue n'est pas un critère isolé des aspects culturels. Un canadien français refusa par exemple d'être affecté dans un bataillon franco-belge et fut traduit devant la commission judiciaire pour cette raison[401]. La supplique d'un jeune volontaire français d'origine italienne venu de Tunis nous renseigne précisément sur les griefs culturels :

> Camerata, Con la presente, vi faccio parte della mia intenzione di passare alla «Garibaldi» [...] Como sono naturalizzato francese mi han [illisible] in una brigata francesa. Ma per dei questione di cultura, du costume e essendo Italiano di origina, sarrebe molto contento di potere servire à fianco dei mei vecchi compatrioti [...] Attualemente mi trovo nella 14 Brigata (12° bat) e francamente non mi piace molto la mentalita du «ruspeté» e il «pinar», raggioni escenziale per essere d'accordo con i compagni francese[402].

La majeure partie des volontaires venus d'Amérique du Nord, en grande majorité immigrés ou issus de l'immigration récente, rejoignirent une unité de leur culture plutôt qu'un bataillon Nord-américain. Les solidarités héritées des associations culturelles et fraternelles des immigrations jouèrent ainsi un rôle prépondérant dans la détermination du choix d'affectation au combat.

À la fin de l'été 1937, lorsque les six brigades internationales furent toutes réorganisées sur des bases homogènes, certains contingents nationaux de volontaires ne furent pas satisfaits. Les Yougoslaves et les Tchécoslovaques, relativement nombreux mais dispersés, attendaient de voir se concrétiser la promesse d'une brigade de leur nationalité.

---

[400] RGASPI 517.3.11 : *Question espagnole. Les Brigades Internationales en Espagne…, op. cit.,* p. 80.
[401] RGASPI 545.3.537 : *Arrived July 6, 1937* ; PETROU (Michael), *Renegades…, op. cit.*, p. 60.
[402] *Camarade, Par la présente, je vous fais part de mon intention de passer à la " Garibaldi "* […] *Comme je suis naturalisé français* [j'ai été envoyé] *dans une brigade française. Mais pour des questions de culture, de coutumes et étant italien d'origine, je serai très heureux d'être en mesure de servir aux côtés de mes anciens compatriotes.* [...] *Actuellement je suis à la 14e brigade (12e bataillon) et franchement, je n'aime pas vraiment la mentalité du « rouspet » et du « pinar », motifs essentiels pour se trouver en accord avec les camarades français.* RGASPI 545.1.27 : *Al camarata Gallo, comisario politico della "Garibaldi"*. Lettre d'Eduardo Scotti à Luigi Longo. 26 décembre 1936.

Entre temps, une nouvelle brigade slave à dominante « polonaise » avait été effectivement créée, en remplacement de la 150ème brigade internationale. La seconde XIIIème brigade *Dombrowski* dite pseudo-polonaise fut en réalité une formation particulièrement transnationale. Composée d'un bataillon hispano-hongrois (*Rákosi*) et de trois bataillons hispano-polonais (*Mickiewicz, Palafox et Dombrowski*), elle rassemblait des Hongrois de Hongrie, de Roumanie, de Slovaquie et de Voïvodine, et surtout des immigrations européennes et Nord-Américaines, des Ukraino-canadiens, des Ukrainiens de Pologne, de France et de Belgique, des Polonais des immigrations européennes et américaines et de Pologne, des Juifs polonais, des Palestiniens, des Biélorusses, des Russes blancs, des Lituaniens de Pologne, de Lituanie et d'URSS. Tous cohabitèrent dans une brigade placée à l'aune de la « coopération internationale hispano-polonaise[403] ».

Fin 1937, le Komintern décida de la création de deux nouvelles brigades, pour des raisons de propagande[404]. Tandis que la XIVème *bis* francophone avorta rapidement, la XIIIème fut dédoublée, la XIIIème *bis* devenant la 129ème brigade, sur la base des bataillons *Masaryk* (Tchécoslovaques), *Đaković* (Yougoslaves) et *Dimitrov* (Balkaniques et Europe centrale, dont de nombreux tchécoslovaques)[405]. Les responsables tchécoslovaques et le KSČ avaient reçu l'assurance que la nouvelle brigade serait tchécoslovaque tandis que les cadres balkaniques aspiraient au même objectif. Les deux groupes nationaux majoritaires se disputèrent le contrôle de la 129ème dite « tchéco-yougoslavo-balkanique[406] ». Ne parvenant pas à se doter d'un cadre supranational culturel ou linguistique fédérateur source d'unanimité, c'est la langue espagnole et le personnel hispanique qui remplirent cet office.

L'harmonisation des brigades sur des bases nationales fut à la fois une réponse au phénomène de l'hispanisation et au risque de dilution paradoxale des étrangers en leur sein et une initiative de propagande extérieure. En devenant transnationales, les Brigades internationales pouvaient conserver leur intention internationaliste tout en répondant à leur

---

[403] « Pod nowym sztandarem » in *Ochotnik Wolności. Organ Polskich ochtnikow republikanskiej armji Hiszapanskiej* n°59 du 3 février 1938, p. 8.

[404] Par le dédoublement de deux brigades existantes, XIIIème bis et XIVème bis, le Komintern souhaitait voir émerger une seconde brigade francophone et une nouvelle brigade slave, décision liée au second grand recrutement de l'automne 1937.

[405] Officieusement baptisée « nouvelle brigade slave *Dimitrov* », la XIIIème bis (129ème) fut la copie quasiment exacte du projet de Kléber d'août 1937. RGASPI 545.2.75 : *45ª División - Informe general…, op. cit.,* p. 5.

[406] Les Espagnols y étaient, comme partout, largement majoritaires et les promesses d'augmentation du nombre de volontaires tant de Tchécoslovaquie que des Balkans ne furent pas tenues. RGASPI 545.1.3 : *Informe sobre la situación política de la 45 División*. Par Luigi longo. Janvier 1938 ; 545.3.529 : *Rapport sur la 129 Brigade Internationale par Roman Watcek*. Sans date.

objectif de représentation symbolique des nations et des peuples par des identifications explicites.

B. Le concert des Nations : représenter les siens dans les Brigades internationales

Le rôle de représentation dévolu dès l'origine aux Brigades internationales signifiait un effort constant sur les références implicites et les symboles renvoyés ou suggérés par ces dernières. La définition de leur caractère mondial rassemblant et faisant converger vers l'Espagne tous les peuples du monde, toutes les races, les langues et les nations s'appuyait sur la mise en valeur de ses différentes composantes et de son caractère exotique. Chaque bataillon et compagnie était également en représentation.

Cette dimension était tout à fait absente dans les autres formations internationales en Espagne. De plus, la mosaïque de nationalités que formaient les Brigades internationales a curieusement ressuscité un archaïsme : le « cantonalisme » revendiqué des milices populaires espagnoles avant la militarisation, chacune s'identifiant à un corps de métier, une ville, un parti ou un syndicat, suggéré le plus souvent par le patronyme choisi. Tandis que ces marques singulières avaient disparu, dissoutes dans l'EPR, les Brigades internationales déployèrent au contraire une vaste palette de références symboliques destinées à rendre davantage ostensible leurs spécificités pour renvoyer une image sublimée d'elles-mêmes vers l'étranger, mais aussi vers les volontaires.

1. La création d'une nouvelle unité militaire comme outil de propagande extérieure

La création de la majeure partie des formations des Brigades internationales fut guidée non par des préoccupations militaires mais selon une perspective politique de propagande[407]. Ainsi, chaque bataillon ou compagnie fut appelé à jouer un rôle en Espagne de représentation des absents vers le pays dont provenait tout ou partie de ses membres. La visibilité vers l'extérieur fut le principal facteur déterminant la décision de création de nouvelle unité.

[407] Le fait est cependant moins flagrant dans les armes spécialisées (artillerie, cavalerie, etc.).

Le long combat mené par le comité balkanique d'Albacete (fédération exécutive des représentants des partis communistes de la péninsule balkanique) pour la constitution d'un bataillon réunissant les volontaires d'Europe danubienne et balkanique est un bon exemple des emplois extérieurs attendus. Dès le mois de décembre 1936, les différents partis communistes balkaniques firent état de leur vif désir de voir se constituer une « unité nationale au sein de la Colonne internationale, d'abord par des compagnies nationales, puis dans un bataillon et enfin dans une brigade balkanique[408] ». Les partis en attendaient également des retombées très positives à l'étranger :

> Notre Parti Yougoslave doit forger dans cette lutte révolutionnaire un fort noyau, capable d'attirer dans l'avenir les masses révolutionnaires de notre pays. Notre Parti n'a pas encore de grandes traditions révolutionnaires et nous savons tous l'énorme importance des traditions révolutionnaires d'un Parti. Nous voyons comme les autres partis - français, allemand et autres - se forgent, sous les murs de Madrid, de nouvelles et historiques traditions révolutionnaires, nous voyons comme ils forment leurs hommes politiques et leurs héros révolutionnaires [….] il est évident pour nous qu'une telle unité aurait une importance énorme pour nos Partis, ainsi que pour toute notre politique dans la question nationale[409].

Évidemment, le KPJ promit qu'une fois ce bataillon balkanique constitué, sur la base d'une compagnie serbe, une croate, une slovène et une bulgare, les volontaires afflueraient. Du fait du refus d'André Marty, le bataillon *Dimitrov* ne fut pas, en dépit de son nom, le bataillon balkanique tant attendu, au désespoir du comité éponyme[410]. La question se posa également à propos de la création d'une compagnie batave réunissant les Hollandais et les Belges flamingants, pour des raisons de politiques nationales en Belgique et en Hollande :

> Nach meiner Meinung wäre es politisch sehr gut zu verantworten die flämische und holländische Kameraden zusammenzufassen in ein Bataillon Z.B. eventuell in der 11.Brigade […] Man wird damit eine starke Waffe haben gegen die Groß-Niederländische und flämisch-nationale Bewegungen[411].

Les créations de nouvelles formations selon des déterminants politiques extérieurs à l'Espagne furent étudiées par les délégués du Komintern. En août 1937, Manfred Zalmanovich Stern (« Kleber ») signalait dans son rapport que le fait d'avoir confondu tous

---

[408] RGASPI 545.2.78 : Courrier de trois dirigeants du KPJ à Marty. Albacete, 16 décembre 1936.
[409] *Idem*.
[410] RGASPI 545.2.80 : *Au camarade commandant de la base.* Lettre du Comité Balkanique. 23 mars 1937.
[411] *À mon avis, il serait politiquement judicieux de mettre ensemble les camarades flamands et hollandais dans un même bataillon éventuellement dans la XIème Brigade.* [...] *Ce serait une arme puissante contre les mouvements pan-hollandais et nationalistes flamands.* RGASPI 545.6.399 : *An dem Vertreter des EKKIs - Valencia*. Par Jan, 24 décembre 1937.

les Slaves dans une brigade slave générique sans égard pour leurs origines avait été une grosse erreur politique[412]. Selon lui, il aurait mieux valu pousser à la création d'une brigade polonaise supplémentaire, nommée *Dombrowski* et comprenant également les Ukrainiens et de Biélorusses pour favoriser l'émergence d'un front populaire en Pologne. Il estimait en outre que le critère de la proximité linguistique ou culturelle ne pouvait être un critère politique efficient. Mieux valait, par exemple, isoler les Allemands des Sudètes de la XIème Brigade pour former un bataillon avec les Tchèques et les Slovaques sous le nom de *Masaryk* afin de fournir une contre-propagande aux Nazis et aux pangermanistes tchécoslovaques d'Henlein. La même précaution devait être prise à propos des Autrichiens, pour ne plus les assimiler aux Allemands et prêter ainsi le flanc aux partisans de l'*Anschluss*[413]. La plupart des recommandations de Stern furent effectivement appliquées par son rival et ennemi André Marty.

Les propagandes des Partis avaient besoin d'un nom singulier à rallier en Espagne. À partir de l'été 1937, en corrélation étroite avec l'effort de rationalisation linguistique, il y eut une mise en valeur des différentes formations nationales : une compagnie ou une batterie pour les petits contingents, un bataillon pour les autres, une brigade dans le cas des gros effectifs[414].

Un contingent relativement important fut malheureusement déçu, les maghrébins, dont plusieurs volontaires arabes demandèrent en vain la création d'un bataillon à l'été 1937[415]. Ce bataillon nord-africain ne fut pas créé, non par manque de volontaires mais sans doute parce que l'emploi politique d'une telle formation n'était pas en correspondance avec la stratégie du Komintern et pouvait créer des difficultés avec les autorités françaises. Enfin, il y eut peut-être le souci de vouloir laisser aux seuls Nationalistes la présence dans leurs rangs des « Maures » honnis.

Les étrangers hispanophones furent confrontés de leur côté à un problème de visibilité et d'absence de stratégie politique objective les concernant. Les latino-américains, quoique proportionnellement nombreux dans l'armée républicaine, étaient peu représentés dans les

[412] RGASPI 495.74.20. Rapport de M. Fred [Manfred Stern] sur le travail en Espagne. 14 août 1937 in RADOSH (Ronald) *et alii*, *España traicionada…, op. cit*. Document 60, p. 434.
[413] *Idem*.
[414] Soit pour les brigades *Thälmann* pour les Allemands, Garibaldi pour les Italiens, Dombrowski pour les Polonais, La Marseillaise pour les Français et Lincoln pour les Américains. Autrichiens, Belges, Canadiens, Tchécoslovaques et Yougoslaves se rassemblèrent autour d'un bataillon et tous les autres autour d'une compagnie ou d'une batterie.
[415] RGASPI 545.6.1389 : Lettre du volontaire algérien Saf au commissaire Lampe, 2 août 1937.

Brigades internationales. À partir du printemps 1938, un bataillon international fut remodelé sur la base d'étrangers hispanophones venant d'Amérique du Sud et des immigrations espagnoles : le 24ème dit « Espagnol », qui était à l'origine un bataillon régulier rattaché aux Brigades internationales. Celui-ci, souffrant de son identité à la fois étrangère quoiqu'hispanique et espagnole, ne connut jamais de véritable publicité ; sa cohésion et son identité bancales établies sur la seule langue et une hispanité artificielle furent relativement factices[416]. Les Espagnols de France ou les Cubains disposaient de toute manière déjà de liens directs auprès de l'armée républicaine espagnole elle-même, un bataillon international n'apportait aucune plus-value dans la propagande extérieure.

2. La reconstruction des parrainages transnationaux en 1937

En septembre 1937, conformément aux consignes du Komintern, l'attention portée sur les parrainages des unités internationales connut un nouveau développement. Il fallait renouer avec l'élan de solidarité et l'engouement de l'hiver 1936-1937 par une segmentation plus efficace des liens entre l'étranger et les Brigades. Il fut demandé aux comités un nouvel effort pour donner une plus grande publicité aux Brigades internationales « dont jusqu'ici on ne parlait qu'avec une sorte de gêne et quasi honte[417] ». Une spécialisation des pôles de solidarité fut opérée en les reliant plus étroitement aux réseaux de solidarité des groupes d'immigrations ou cercles culturels philo-communistes existants.

Face à la dilution des liens en France avec les Brigades internationales, un nouveau système de parrainage fut mis en place au sein du PCF. Il reprenait peu ou prou le système des débuts mais en intronisant un centre de parrainage par Régions du PCF et non plus par parrainage direct entre les sections ou comités. Le parrainage des trois autres brigades, germanophone, italophone et « polonaise » posant problème, le nouveau système proposait leur rattachement aux régions françaises, via la MOI et les associations immigrées : « Il conviendrait d'organiser, dans les régions d'Alsace-Lorraine pour les Allemands, ou les volontaires de langue allemande, des Alpes Maritimes, Bouches du Rhône, Languedoc, pour

[416] « El batallón español. Antiguo Batallón 24 » in *Reconquista. Órgano de la 35ª División* n°1 du 20 octobre 1938. L'article semble cependant avoir été écrit plus tôt en 1938, sûrement durant l'été de la même année.
[417] RGASPI 545.1.11 : *Projet pour la création d'un centre de parrainage*. Septembre 1937.

les Italiens, du Nord pour les Polonais, Yougoslaves, un système analogue à celui qui fonctionnerait pour la Brigade Française[418] ».

C'est à cette époque que certaines compagnies et bataillons furent créés ou mis davantage en évidence dans la propagande extérieure : la batterie italienne *Carlo Rosselli*, la batterie et la compagnie roumaines *Tudor Vladimirescu* et *Boris Stefanov*, la compagnie ukrainienne *Taras Shevchenko*, la compagnie juive-polonaise *Naftali Botwin*, les batteries baltes *Leaona Paegles* et *Jansona-Brauna*, les compagnies slovène *Ivan Cankara* et croate *Stefan Radic*, etc. Le parrainage des unités combattantes fut infléchi en direction des comités d'immigrations et cercles culturels situés en Amérique du Nord pour les Allemands, Italiens, Polonais, Juifs-polonais, Roumains, Finlandais, Ukrainiens[419]. La section grecque *Nikos Zachariadis* fut ainsi quasiment intégralement patronnée par un cercle grec d'immigrés newyorkais[420].

La création du bataillon belge *Pierre Brachet* à l'automne 1937 doit être envisagée comme l'ultime tentative d'arrimer étroitement le POB aux actions espagnoles du PCB, pour le moment limitées à la prise en charge de l'hôpital international d'Ontoniente. Le POB fut invité officiellement à s'associer plus étroitement encore avec la création du nouveau bataillon[421]. Au Canada, la naissance du bataillon *Mackenzie-Papineau* fut également un support du CPC pour sa stratégie unitaire en direction du *Co-operative Commonwealth Federation* (CCF) via le *Canadian Committee to Aid Spanish Democracy*. En liant l'anniversaire des Rébellions de 1837-1838 avec la cause espagnole, le nouveau bataillon canadien servit de support unitaire idoine et de capteur publicitaire pour les campagnes de solidarité des comités canadiens. Cependant, l'objet promotionnel ou de contact unitaire ne fut pas toujours une formation militaire des Brigades internationales. En Hollande, la solidarité et l'attention furent essentiellement tournées vers l'hôpital hollandais de Villanueva de la Jara, relié aux Brigades internationales. À la fin 1937, le CPN, en accord avec le Komintern, décida de centrer finalement la propagande sur l'hôpital plutôt qu'autour des

[418] RGASPI 545.1.11 : Courrier de Marty au nom du Centre de Parrainage des Brigades internationales au CC du PCF. Madrid, 3 septembre 1937.
[419] Voir ANNEXE IV : Document 16-3 : *Liste des quatre-vingt patronymes identifiés dans les Brigades internationales, par ordre alphabétique suivant le syntagme le plus couramment utilisé.*
[420] RGASPI 545.3.438 : Brouillon d'article *Woe Betides Fascism when « Greek meets Greek » in Spain*, par P. Michailides, s.d. [1938] ; 545.4.52 : *La compagnie héroïque « NIKOS ZACHARIADIS »,* par Evathes S. Nikolaïdis. France, Saint-Cyprien, 17 mars 1939.
[421] « Por la unidad de acción internacional » par André Houllez in *Nuestra Voz*, n°5 du 24 mars 1937[1938], p. 22.

volontaires hollandais, du fait de sa notoriété, de la collaboration des sociaux-démocrates et de sa capacité à susciter des levées de fonds[422].

La direction des Brigades internationales porta une attention méticuleuse au renforcement ou à l'établissement de liens bilatéraux entre les comités à l'étranger et ses propres formations militaires, par la diffusion de nouvelles d'Espagne dans les journaux des immigrations et réciproquement par l'envoi de ces mêmes journaux vers les bataillons. Les commissaires politiques avaient pour mission de faire écrire aux volontaires des lettres aux syndicats, journaux, organisations ouvrières et partis politiques en certaines occasions, notamment pour les appeler à augmenter leur soutien à la cause du peuple espagnol[423]. Concomitamment aux réformes internes de l'été 1937 et à l'affermissement des relations avec les comités étrangers à partir de l'été 1937, une production littéraire intense fut initiée, pour faire connaître chaque contingent national auprès de ces compatriotes. Tandis qu'en 1937 la production avaient été majoritairement concentrée sur des livres et des brochures en Français, Italien et polonais, l'attention fut portée l'année suivante cette fois sur des publications en Anglais, Allemand et les langues scandinaves[424]. La plupart des pays d'Europe et d'Amérique du Nord reçurent au moins une brochure ou un livre spécifique à propos des volontaires de leur nationalité[425]. La production d'ouvrages illustrés de qualité en langues étrangères et sous forme de véritables sagas fut une des plus belles réussites de l'appareil de propagande des BI.

Ces grands efforts de publicité autour des formations pseudo-nationales visaient à maintenir la spécificité des Brigades internationales à un moment où l'hispanisation menaçait leur visibilité. L'harmonisation linguistique des bataillons fut avant tout un paravent artificiel destiné à la propagande. Les créations régulières de « nouvelles » formations nationales toujours plus petites donnaient l'illusion d'un développement exponentiel où chaque nation trouvait sa place. En réalité, l'éternel problème de sous-effectifs en volontaires étrangers obligeait à de savants dosages pour tenter de conserver le caractère étranger (« international ») des formations et développer toujours plus les contacts entre les Brigades internationales et les comités de solidarité à l'étranger via des formations nationales-relais[426].

---

[422] RGASPI 545.6.399 : *An dem Vertrerer des EKKIs - Valencia*. Par Jan, 24 décembre 1937.
[423] RGASPI 545.3.507 : *Aclaracion* (sic) *de los Comisarios del Bon. Mack- Pap*, 18 juin 1938.
[424] RGASPI 495.76.46a : *Brigades internationales. Archives personnelles du camarade André Marty*. S.d.
[425] À titre d'exemple, la brochure concernant les seuls volontaires flamingants comportait trente-deux pages et fut tirée à 2 000 exemplaires.
[426] Notamment par la dissolution des derniers bataillons multinationaux, comme le 8ème *Tchapaïev* et le 20ème, ou d'une brigade entière, la XIIIème, recrée ensuite sur une base pseudo-slave.

Cela fut rendu d'autant plus difficile que les ministres de la Guerre (puis de la Défense nationale le 17 mai 1937), Largo Caballero puis Indalecio Prieto, cherchaient au contraire à limiter leur spécificité. Le 11 mai 1937, le ministère édictait un décret proscrivant absolument l'emploi des patronymes et annonçait qu'il ne reconnaîtrait plus « tous les documents et demandes faits avec expression de telles nominations[427] ». À partir de cette date, les bataillons furent numérotés dans l'ordre des brigades existantes et perdirent leur patronyme[428]. Les Brigades internationales appliquèrent le décret dans la bureaucratie militaire mais non dans la propagande, en multipliant au contraire les baptêmes. Le patronyme jouait en effet un rôle irremplaçable de projecteur symbolique garant de la visibilité et de la lisibilité du projet.

3. Un attribut fondamental d'exportation : le patronyme

Les 4/5ème des unités internationales en Espagne républicaine furent baptisées, contrairement à leurs homologues espagnols[429]. Dans la grande majorité des cas, les formations reçurent un patronyme relatif à une des nationalités de l'unité concernée[430]. Au moins quatre-vingt patronymes différents furent utilisés à l'échelon inférieur de la brigade, dont soixante-treize noms de personnes et sept références à des épisodes historiques ; les cinq brigades baptisées en 1937 reprenaient le patronyme d'un bataillon existant (*Thälmann*, *Dombrowski* et *Lincoln*) ou dissous (*Garibaldi* et *La Marseillaise*)[431].

---

[427] RGASPI 545.3.224 : *Traduction du décret du Ministère de la Guerre du 11 mai 1937 portant sur l'interdiction des patronymes d'unités et l'application de la numérotation réglementaire des bataillons et brigades de l'armée républicaine espagnole*. Sans date [mai ou juin 1937].

[428] L'ordre leur fut réaffirmé fortement le 25 mai 1937 par le nouveau ministre de la Défense Nationale, Indalecio Prieto. Luigi longo fit appliquer partiellement la réforme, le premier bataillon de la première brigade internationale (*Edgar André* de la XIème brigade) devint le 41ème bataillon de l'EPR et ainsi de suite. SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular…, op. cit*., T. 3, note 18 p. 2886.

[429] Probablement davantage : 85 unités créées par les Brigades internationales furent baptisées d'après mes relèvements. Voir Annexe IV Document 16-4 : *Tableau synthétique des éléments notables de soixante-dix-neuf patronymes uniques identifiés dans les Brigades internationales organisé selon la nature de l'unité et les références implicites du patronyme*.

[430] Le choix d'un patronyme espagnol pour le troisième bataillon polonais *Palafox* en juin 1937, doit s'entendre dans le contexte de l'hispanisation. Citons, parmi les bataillons seulement, le cas du *Dimitrov* où les Tchécoslovaques dominaient, du *Mackenzie Papineau* où les Canadiens étaient moins nombreux que les étasuniens ou encore le bataillon francophone *La Marseillaise* renommé *Ralf Fox* en avril 1937 en l'honneur de l'écrivain britannique décédé dans ses rangs. C'est, me semble-t-il, la première fois dans l'histoire qu'une unité française combattit sous un patronyme anglais.

[431] Un des patronymes, celui de la batterie italienne *Rosetti*, est ambigu sur l'origine du personnage choisi. Hormis les bataillons entièrement espagnols rattachés aux Brigades internationales, quatre bataillons ne reçurent pas de nom de baptême : le « 9ème bataillon de mitrailleuses » dit *Trente-deux nationalités* ou, justement, *Sans nom*, le 20ème bataillon « international », le 24ème « espagnol » et le « bataillon divisionnaire de la 45ème division ». Les 86ème et 129ème brigades ne furent pas baptisées, à dessein. Voir ANNEXE IV Document 16-2 : *Distributions des patronymes identifiés.*

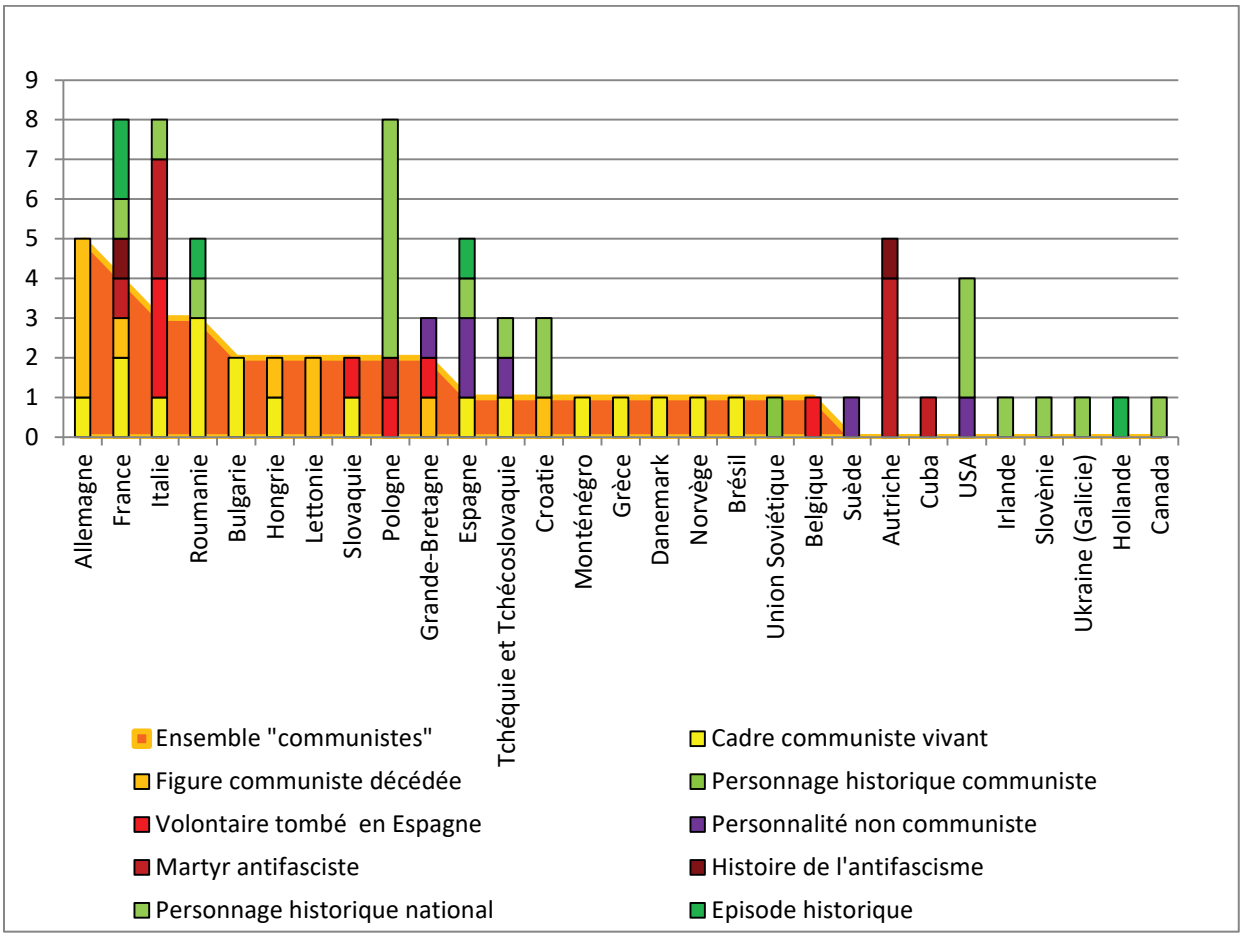
Tableau 16-a : Taxinomie des patronymes employés dans les Brigades internationales (échelons inférieurs à la brigade)

Nature du patronyme	Nb	Taxinomie
Cadre communiste vivant	**23 (18)**	*Personnalités communistes éminentes en vie lors du baptême de l'unité (dont 8 en prison en 1936 et 1 décédée en 1937)*
Figure communiste décédée	**10**	*Personnalités communistes éminentes décédées lors du baptême de l'unité (dont 2 tombées en Espagne)*
Personnage historique communiste	**1**	*Personnage du panthéon historique communiste (cas unique : Vassili Tchapaiev)*
Personnalité non communiste	**6**	*Personnalités non communistes (dont 2 décédées lors du baptême de l'unité)*
Volontaire tombé en Espagne	**7**	*Choix déterminé par la mort héroïque au front et non pour leur appartenance politique (5 communistes)*
Histoire de l'antifascisme	**2**	*Dates symboliques de l'antifascisme (deux occurrences : 6 et 12 février 1934)*
Martyr antifasciste	**10**	*Individus condamnés à mort, assassinés ou tombés au combat hors d'Espagne et présentés comme martyrs du fascisme*
Personnage historique national	**20**	*Figures historiques appartenant à l'histoire du mouvement ouvrier ou à un mythe historique fondateur d'une nation en particulier*
Épisode historique	**5**	*Épisodes symboliques de l'histoire du mouvement ouvrier ou d'un mythe fondateur d'une nation en particulier*
Total	**79 (84)**	**79 patronymes uniques identifiés, 5 employés par deux unités**

On relève une nette prédominance des patronymes communistes ou apparentés : 47% (37 dont 18 personnalités vivantes, 10 figures majeures décédées et 8 militants communistes dont le patronyme fut en réalité désigné non comme communiste mais comme combattant antifasciste (3 hors d'Espagne, 5 en Espagne) contre 19% de personnalités non communistes (15, dont 9 désignés comme combattants antifascistes (2 en Espagne) et trois anarchistes) et 34% de personnages historiques (26)[432]. Cette dispersion des références varie cependant suivant les nationalités.

[432] Pourcentages établis sur la base de 79 patronymes uniques identifiés, sur 80 relevés formellement.

Graphique 16-b : Fréquence des patronymes suivant l'origine nationale du nom et sa taxinomie, organisée selon la récurrence des personnages communistes (patronymes uniques et formellement identifiés)



Cinq patronymes ont été utilisés concomitamment pour désigner deux unités différentes (en l'occurrence une unité d'infanterie et une d'artillerie) en dehors des noms de baptême des cinq brigades baptisées en 1937 : *André Marty*, *Dimitrov*, *Gottwald*, *Thälmann* et *Vaillant Couturier*, soit cinq figures communistes (non prises en compte dans le graphique précédent)[433].

Toutes les formations allemandes adoptèrent le nom d'une figure du KPD tandis que toutes les unités autrichiennes reçurent un patronyme issu du *Februärkampf*[434]. Les deux-tiers des quatorze formations balkaniques baptisées portaient le nom d'une personnalité

[433] Le nom de Hans Thälmann fut donné à quatre formations, à des dates différentes : un bataillon, une batterie d'artillerie, une autre de DCA puis à la XIème brigade elle-même, sans même parler de la centurie internationale *Thälmann* du PSUC en Aragon.

[434] Voir ANNEXE IV : Document 16-2 : *Distributions des patronymes identifiés* et Document 15-4 : *Tableau synthétique des éléments notables de soixante-dix-neuf patronymes identifiés dans les Brigades internationales organisé selon la nature de l'unité et les références implicites du patronyme*.

communiste. Inversement, l'histoire polonaise du XIXème servit de référence pour sept des neuf formations polonaises baptisées, soit une proportion similaire aux formations américaines. Les noms de baptême donnés aux formations britanniques, francophones, italiennes et tchécoslovaques s'équilibrent entre références historiques, communistes et antifascistes.

Il faut relever l'absence remarquée de patronymes tels que Staline, Marx, Engels ou Lénine, pourtant largement employés en Espagne du temps des milices et dans les armées catalane, basque et asturienne. Au-delà du fait de ne pas montrer les Brigades internationales comme un objet soviétique ou communiste, un patronyme devait implicitement renvoyer à une nationalité pour servir de marqueur d'identification et donc de support de propagande, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Espagne.

Rares sont les personnages et références strictement espagnols dans le panthéon des Brigades internationales. Leur ordre d'apparition illustre bien les intentions qui ont guidé ces choix. Les batteries *Asturias* et *Pasionaria* (Dolores Ibárruri) figurent parmi les premières formations internationales créées, marquant l'inscription des Brigades dans la résistance antifasciste espagnole. Les deux suivants (*Domingo Diaz* et *José de Rebolledo Palafox*) ont été choisis, entre autre, nous y reviendrons, dans le cadre de l'amalgame et de l'hispanisation. Enfin, la compagnie *Buenaventura Durruti* a voulu célébrer l'arrivée des recrues catalanes en 1938, les Brigades internationales ayant été déplacées dans l'espace catalan. En outre, tous ces patronymes sont issus des figures tutélaires historiques, héroïques et politiques du front populaire espagnol, selon les codes du PCE tout au moins.

Le nom de baptême devait renvoyer explicitement à des vertus symboliques directement évocatrices. En novembre 1936, Nicoletti présentait aux madrilènes la seconde brigade internationale (XIIème) et le sens politique de sa survenue en s'appuyant justement sur le nom de ces bataillons. Il établissait un syncrétisme reposant sur trois notions : antifascisme, résistance, liberté, toutes reliées à un des patronymes :

> Nuestros batallones se llaman Thälman, Marty y Garibaldi, y bajo estos nombres nos incorporamos a vosotros para la lucha. Con Thaelman, el gran antifascista encarcelado, contra vuestros fascistas ; con Marty, el luchador del Mar Negro, contra

vuestros intervencionistas ; con Garibaldi, libertador del pueblo italiano, ejemplo de todos los combates de emancipación, adelante para la libertad del pueblo español[435].

Régulièrement, les journaux des Brigades rappelaient les noms de baptême en expliquant le sens de leur patronage : « héros du front populaire mondial », « symbole de liberté et d'indépendance », « fils du peuple », « défenseur de la paix », etc[436]. Les patronymes racontent une histoire, ils forment les personnages symboliques de véritables *exempla* romaines dont l'ensemble constituait un panthéon composite et transnational. Les noms et figures tutélaires portaient par conséquent un message dont les valeurs intrinsèques se transmettaient et devaient se mériter. Le 54ème bataillon *Paul Vaillant Couturier* fut puni pour son indiscipline et débaptisé le 9 avril 1938. En outre, il lui fut interdit de reprendre son précédent patronyme de *Domingo Germinal* : « Domingo Germinal a été un lutteur du mouvement ouvrier espagnol et certains éléments de ce bataillon ont fait que le Bataillon est indigne de porter ces noms[437] ».

Plusieurs logiques sont intervenues dans le choix du patronyme : la logique affective des volontaires eux-mêmes, la logique politique de la part de la direction des Brigades internationales et une logique fonctionnelle des partis nationaux à l'étranger. En tant qu'armée autoproclamée du front populaire mondial tout en étant principalement composées de militants et sympathisants communistes, les Brigades internationales prirent un certain nombre de précautions sur les choix des noms de baptêmes.

À partir du 12 décembre 1936, chaque unité des Brigades internationales devait être baptisée et avoir choisir un nom de parrain[438]. La possibilité d'un choix par le biais d'un vote parmi les volontaires est avérée jusqu'en 1937, mais peu fréquente. Néanmoins, ce choix devait être validé par la direction politique des Brigades internationales. Les patronymes trop marqués comme communistes furent réfutés, essentiellement pour les volontaires issus de pays où une stratégie unitaire était à l'ordre du jour. Ainsi le 11ème bataillon, initialement baptisé *Maurice Thorez*, fut immédiatement renommé *Henri Vuillemin* par décision de la Base d'Albacete lors de sa création en décembre 1936. Lors de la constitution de la 34ème batterie

[435] *Nos bataillons s'appellent Thaelmann, Marty et Garibaldi, et sous ces noms nous vous rejoignons dans la lutte. Avec Thaelmann, le grand antifasciste emprisonné, contre vos propres fascistes ; avec Marty, le lutteur de la mer Noire, contre votre interventionnistes ; avec Garibaldi, libérateur du peuple italien, exemple de tous les combats d'émancipation, en avant pour la liberté du peuple espagnol*. « La 12ª Brigada Internacional saluda al pueblo de Madrid » in *Milicia popular* n°108 du 23 novembre 1936, p. 4.
[436] « Los nombres de nuestras baterias » in *¡¡Fuego !!* in n°5 juillet 1938, p. 5.
[437] RGASPI 545.3.28 : *Au Commissaire de guerre de la XIVe Brigade*. Ordre de F. Vittori. 9 avril 1938.
[438] RGASPI 545.2.44 : *Note 518 (suite note 225) du 12 décembre 1936*.

d'artillerie internationale, qui aurait dû être une batterie italienne sarde, le nom de *Carlo Rosselli* fut attribué par défaut, interdiction ayant été faite à ses membres de choisir un patronyme communiste et sans doute en l'absence de proposition alternative[439]. Inversement, le bataillon balkanique *Deda Blaboye* fut débaptisé à sa création, sur demande de ses futurs membres, pour adopter le patronyme de *Đaković*[440]. Dans ce dernier cas, il s'agissait ici moins de politique que du reflet des rivalités entre cadres de différentes nationalités.

Les obligations strictes de devoir choisir, ou plutôt d'accepter un patronyme soluble dans le front populaire, rencontrèrent souvent l'incompréhension de la majorité communiste des unités concernées. Lors de la formation du bataillon italien *Garibaldi* en novembre 1936, le choix des patronymes ne fut pas laissé au hasard mais fortement suggéré aux volontaires. La quatrième compagnie fut baptisée *Fernando de Rosa* (socialiste), la troisième *Gastone Sozzi* (communiste) et la seconde *Mario Angeloni* (républicain). Mais la première compagnie avait adopté à l'unanimité le nom *Antonio Gramsci*, au regret de la direction politique, désireuse de présenter le bataillon comme une vitrine du pacte de Paris d'unité d'action. Le commissaire politique du bataillon expliqua qu'il s'agissait donc là d'une « erreur politique ». On proposa aux volontaires le nom d'*Adolfo Lauro De Bosis*, qui fut adopté de mauvaise grâce, par « discipline de parti »[441].

Les volontaires provenant de Cuba eurent les mêmes interrogations lorsque la section cubaine fut baptisée par leurs camarades émigrés à New-York *Antonio Guiteras*, figure du mouvement *Joven Cuba ;* les communistes irlandais également lors du choix du patronyme James *Connolly* pour leur section[442]. Inversement, les volontaires communistes américains et le CPUSA durent céder lors de la création du second bataillon américain, baptisé *George Washington* en lieu et place du premier choix de *Tom Mooney*[443]. Lors de la formation du troisième bataillon nord-américain en juin 1937, les noms de *Thomas Paine* et de *Patrick Henry* furent proposés par la majorité américaine du bataillon mais la direction politique soutint finalement le choix de la minorité canadienne et du CPC qui exigeaient un patronyme

---

[439] RGASPI 545.3.640 : Lettre de Di Mambro à « Gallo ». Almanza 17 janvier 1938. [Italien]
[440] Dimitar Blagoev Nikolov (1856-1924), bulgare. Fondateur du parti social-démocrate bulgare puis du Parti Communiste Bulgare.
[441] RGASPI 545.3.174 : *Il Battaglione « Giuseppe Garibaldi »..., op. cit.*, p. 4.
[442] RGASPI 545.3.477 : « Cubans fight for democracy » ; URCELAY MARAGNÈS (Denise), *Les volontaires Cubains ..., op. cit.*, p. 111 ; « Cuban volunteers in Spain » in *The Volunteer for Liberty* Vol. II. N°7 du 25 février 1938, p. 4 ; STRADLING (Robert), *The Irish and the Spanish Civil War, 1936-39: Crusades in Conflict*, Manchester, Manchester University Press, 1999, p. 173.
[443] BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives….», *op. cit*, p. 48.

canadien[444]. De même, le CPGB avait insisté pour baptiser le bataillon britannique du nom de *Shapurji Saklatvala,* cadre communiste britannique d'origine indienne décédé peu avant, également pour des raisons de propagande[445]. Mais tous les Britanniques ne furent pas convaincus du caractère opportun de ce patronyme identifié au Parti et il fut peu employé[446].

Certains choix sont difficiles à interpréter. C'est le cas du nom de baptême du 15ème bataillon (francophone). Le nom de *Six Février* fut adopté le 6 février 1937, en célébration du 6 février 1934, au prix d'une invraisemblable reconstruction des faits :

> 6 Février 1934, Paris, premi[ères] barricades humaines de la classe ouvrière, contre les hordes fascistes et les cagoulards de France qui tentaient de troubler l'ordre et d'instaurer une dictature capitaliste. Premi[ère] grande victoire du Prolétariat français et du Front Populaire naissant[447].

Ce choix est d'autant plus curieux que la date anniversaire célébrée dans les Brigades internationales était le 9 février 1934, date de la déclaration commune d'unité d'action entre socialistes et communistes en France[448]. D'autres furent choisis avec malice, comme le nom de (William) Mackenzie pour le bataillon canadien : ce dernier était le grand-père du premier ministre canadien Mackenzie King. Enfin, le patronyme pouvait être une manière par défaut d'associer les sociaux-démocrates, comme dans le cas des compagnies suédoise *Branting* et britannique *Major Attlee*[449].

La création de la plupart des nouvelles unités devaient donc obéir à un ensemble de signes distinctifs permettant leur mise en représentation vers l'étranger et la fabrication d'une symbolique historique légitime.

---

[444] ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause…, op. cit.,* pp. 69-70.
[445] RGASPI 495.2.241 : Rapport Bullit sur les Brigades internationales en Grande Bretagne [1937] p. 7
[446] Ralph Fox fit part de ses doutes à Harry Pollitt. PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary…, op. cit*., p. 128 ; Carte de parrainage du *British « Saklatvala » battalion* in HELLER (Ernst), *La historia y el servicio postal de las Brigadas Internacionales*, Madrid, Lindner Filatélica Ibérica, 2007, p. 349.
[447] Paradoxalement, lors de la fête organisée à l'occasion du baptême du bataillon, les cris de « Vive le 6 février ! » retentirent après qu'on eut entonné la *Jeune Garde* et *L'Internationale.* RGASPI 545.3.476 : Document sans titre [Histoire du Bataillon 6 février de la XVème] par Gabriel Fort. Sans date, p. 19.
[448] Ce choix laissa effectivement certains volontaires dubitatifs, comme Roger Codou, vétéran français de ce bataillon : « Je n'ai jamais compris pourquoi on donnait à un bataillon de combattants antifascistes la date commémorative de l'agression factieuse de 1934. Les idées qui hantent les cerveaux de nos augures politiques sont, quelque fois, insondables ». CODOU (Roger), *Le Cabochard…, op. cit*., p. 76.
[449] Avec un certain succès puisqu'à la Chambre des Communes, un député Tories exigea en vain que la Grande Bretagne obtienne que la compagnie soit débaptisée car son nom engendrait de la « confusion » sur l'attitude de neutralité du Royaume-Uni. « 'Attlee Company' Rapped by Tories » in *The Volunteer for Liberty. Organ of the international brigades* Vol.1 n°27 20 décembre 1937, p. 11.

C. La fabrication d'une épopée historique inscrite dans un cadre légitime

Le volontariat international en Espagne républicaine fut rapidement comparé à plusieurs épisodes historiques passés par les journalistes et de nombreux observateurs. Cette perspective n'échappa en aucun cas au Komintern et aux Brigades internationales qui surent, plus que toutes les autres manifestations, exacerber ces filiations, tout d'abord puisées dans la Révolution française Ces dernières furent rapidement dotées d'un imaginaire historique synthétique largement mythique mais qui se révéla un puissant support de propagande, de motivation et de légitimation.

L'entreprise était d'autant plus efficace que le sentiment de participer à un moment historique majeur était unanimement partagé, comme le traduisait *L'Humanité* en 1936 : la bataille de Madrid était une date importante pour l'histoire du prolétariat international, un « renouvellement » des « épopées historiques », plaçant « les glorieux miliciens du Front populaire au même rang que les volontaires de Valmy et que les fédérés de 1871[450] ». La fabrication d'une épopée historique autour des Brigades internationales fut inscrite dans l'entreprise de légitimation historique du front populaire voulu par le Komintern.

1. Un socle symbolique prenant la Révolution française comme cadre de référence premier

Avant même la survenue des Brigades internationales, l'Espagne républicaine et la guerre civile formaient un écran propice aux projections comparatives historiques. Ce fut naturellement la référence à la Révolution française qui fut invoquée. Selon cet imaginaire historique, commun à l'ensemble des gauches mais perfectionné par les partis communistes du monde entier, 1936 était le 1789 de l'Espagne, la République, et le peuple espagnol, affrontaient un ennemi identifié à l'Ancien régime, soutenu par l'Église et par des pays étrangers réactionnaires coalisés contre elle[451]. Comme le relevait Carlos Serrano dans son ouvrage pionnier, le PCF s'appuya fermement sur cette clef de lecture libérale, dite alors « progressive[452] ».

---

[450] « Madrid résiste farouchement » in *L'Humanité* du 10 novembre 1936, p. 1.
[451] « Ceux qui portent les traditions de la Révolution française.... » [suivi de : «...et ceux qui les trahissent. » en regard sur la page voisine] in *Le Volontaire de la Liberté* n°19 du 14 juillet 1937.
[452] Fréquent dans le discours communiste, la première occurrence du néologisme « progressive » apparait cependant dans la traduction en français du télégramme d'octobre 1936 de Staline à Diaz. Le mot « progressif »

Cette analogie inattendue de la situation espagnole fut renforcée par les déclarations des observateurs étrangers favorables à la république, s'enthousiasmant pour les appels à la « Patrie en danger » et confirmant que l'on revivait à Madrid 1789 et non 1917[453]. Ce cadre de référence reposa sur plusieurs plans interprétatifs établis autour d'un syncrétisme « révolution + patrie en danger + république + volontaires » validés par la plupart des observateurs et protagonistes, anarchistes compris quoi qu'en disent certains auteurs[454]. L'État républicain célébra naturellement cette communion et les deux anniversaires des 14 et 18 juillet furent étroitement associés en 1937 et en 1938.

Déjà invoquée en 1917 en Russie, la Révolution française fut réemployée comme « miroir de l'antifascisme » par le PCF à partir du 14 juillet 1935, comme un imagier historique d'où étaient tirés des situations et des personnages mis en comparaison avec leurs équivalents contemporains[455]. Serge Wolikow relève que ce surgissement de références à 1789 et 1793 a opéré une révolution copernicienne dans la conception qui prévalait jusqu'alors, considérant chaque parti comme assujetti à une classe sociale déterminée[456]. Durant le Front de populaire, l'ensemble du réseau communiste investit ce champ de référence, notamment les organisations de masse, facilitant la réintégration patrimoniale du mouvement communiste français et sa réinscription nationale[457]. Ce syncrétisme hispano-français fut considérablement exploité par la propagande des Brigades internationales durant toute leur existence, selon une intensité sinusoïdale dont l'acmé est clairement située à l'été-automne 1937. Les carnets de chants de brigades internationales rendent d'ailleurs bien compte de la prégnance de cette association historique.

---

n'ayant pas la définition de « progressiste » en 1936, il pourrait s'agir d'une erreur de traduction du russe entre *постепенной* et *прогрессивной.* Quoiqu'il en soit, « progressive » à ici le sens de « progressiste » ou « libérale ».

[453] VANDERVELDE (Emile) et VANDERVELDE (Jeanne), *Ce que nous avons vu en Espagne*, Paris, Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine, 1938, p. 26.

[454] Des anarchistes orthodoxes tels que les partisans du catalan Bailus l'adoptèrent également : « La revolución francesa y la nuestra. Tres hombres » in *El Amigo del Pueblo. Portavoz de los Amigos de Durruti* n°3 du 12 juin 1937.

[455] MARTELLI (Roger) « Héritiers de la Révolution française » in AZÉMA (Michel), *Le parti communiste français des années sombres*, Paris, Le Seuil, coll. « Univers Historique », 1986, p. 199 ; CŒURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union Soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999, pp. 26 et 44.

[456] WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste..*, *op. cit*., p. 97.

[457] SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor/Éditions sociales, coll. « Histoire », 1987, p. 67 ; (POIRRIER) Philippe, « Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française (1934-1939) » in WOLIKOW (Serge) et BLETON-RUGET (Annie) (Dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998, p. 239 ; WIEVIORKA (Annette), *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*. Paris, Fayard, 2010, p. 206 ; POMMERY (A.), « La Révolution Française et la défense de la Nation » in *Les Cahiers du Bolchévisme*, Vol. 16 n°3, mars 1939.

L'origine de l'expression « Volontaires de la Liberté » est particulièrement instructive pour replacer le cadre général de la construction de la représentation politique des Brigades internationales. Elle fait naturellement référence aux Volontaires de Valmy et de l'An II, du moins dans leur projection hyperbolique due à Victor Hugo et François Rude. L'expression apparaît dans les colonnes de *L'Humanité* dès le 26 juillet 1936, désignant tout d'abord les immigrés espagnols partant de France pour s'engager en Espagne, rejoignant naturellement « le front de la liberté », puis les miliciens espagnols en général, « nouveaux soldats de la Liberté »[458]. Ce syntagme n'était cependant pas une nouveauté. Les *Voluntarios de la Libertad* étaient également le nom des milices populaires des juntes révolutionnaires durant le *Sexenio Democrático* de la « Glorieuse » révolution de septembre 1868 contre la monarchie d'Isabelle II[459]. D'autre part, André Malraux avait appelé en septembre 1935 les jeunes du Front populaire à se rassembler et à s'organiser en Volontaires *des* Libertés contre les Volontaires nationaux[460]. L'expression fit mouche puisqu'en août 1936, *Paix et Liberté* pouvait appeler ses lecteurs français à rejoindre les rangs dans un style à la fois hugolien et malrucien :

> Pensez aux soldats de l'An II : vous auriez été dans leurs rangs pour défendre la liberté. Eh bien ! Soyez dans le rang avec vos frères catalans et espagnols, sous leur tunique bleue de toile rude, c'est la foi des sans culottes qui fait battre leur cœur. La liberté guidait leur pas[461].

En octobre 1936, la JC invoquait de son côté Bara et Viala pour appeler la jeunesse française à devenir des « volontaires de la paix et de la Liberté »[462]. En 1937, les Brigades internationales furent célébrées comme les « dignes continuatrices des « sans culottes » de la révolution française » tandis que les Internationaux étaient costumés en « Soldats de la Liberté de l'An 37 »[463]. Soulignons ici une limite fondamentale : le volontaire international

---

[458] *L'Humanité* des 26 et 28 juillet 1936.
[459] Ces milices de volontaires, issus de la bourgeoisie urbaine et des petits propriétaires ruraux, défendaient la constitution libérale de 1856. Juan Prim conduisit en 1868 « l'armée des volontaires de la liberté ».
[460] « Dimanche journée populaire de la Jeunesse. Appel aux « Volontaires des Libertés » in *L'Humanité* du 29 septembre 1935. Certains groupes de ce type semblent avoir existés, comme à Troyes dans l'Aude, sous le nom de « Volontaires de la Liberté ». Exposé du délégué de Troyes, *VIIIe Congrès national du parti communiste français (Lyon-Villeurbanne, 22-25 janvier 1936) : compte rendu sténographique (rapports, interventions, résolutions, élection des organismes dirigeants),* Paris, Éditions du Comité populaire de propagande, 1937, p. 266.
[461] « Un peuple en armes, remparts de la liberté du monde » par Marcel Rouffianges in *Paix et Liberté* n°28 du 16 août 1936, p. 2.
[462] AD06 4M530 : Surveillance de la propagande menée par les différentes cellules communistes du département, etc. : *Texte des affiches collées par la JCF*. 14 octobre 1936.
[463] « Double page : Gloire aux Soldats de la Liberté de l'An 37 ! » in *Le Volontaire de la Liberté* n°19 du 14 juillet 1937 ; AD 69 4M236 Dossier Police politique – manifestation au sujet de la guerre d'Espagne 1936 :

fut essentiellement habillé par un discours français, très influencé par des références imposées par leur direction, notamment par André Marty lui-même, dont la prégnance réelle parmi les volontaires non français n'est pas évidente[464].

La Révolution française servit essentiellement à décrire le cadre dans lequel les Brigades internationales évoluaient et à désigner les personnages. Cependant, elle ne fut pas le seul champ référentiel mobilisé. La fabrication d'une profondeur historique spéculative aux Brigades internationales fut puisée dans différentes cultures nationales, selon une sélection avant tout déterminée par la recherche d'une filiation libérale.

2. Placer les Brigades internationales dans une filiation historique multiple

Il y eut très rapidement le souci d'inscrire la geste des Brigades internationales dans une histoire longue et au carrefour de plusieurs héritages nationaux. Cette entreprise eut naturellement pour objet d'exalter l'orgueil et l'enthousiasme des volontaires. Plusieurs témoignages relatent ainsi l'extraordinaire ferveur saluant les discours de bienvenue où les arrivants étaient comparés et renvoyés à diverses période historiques, mais l'objectif se situait bien au-delà de la simple harangue. L'inscription historique participait à la définition même du projet.

Continuant le fil déroulé depuis la Révolution française, c'est dans les « grandes traditions » libérales démocratiques et dans le mouvement ouvrier que les filiations ont été reliées vers les Brigades internationales :

> Les petits-fils des Volontaires de la Grande Révolution Française, les petits enfants des Chartistes Anglais et des Bataillons de Jefferson et de Lincoln, les combattants de Spartacus et de Liebknecht, ceux des maisons ouvrières de Viennes, reprenant la courageuse tradition de 48 en Europe, fils de la Commune de Paris, de Bavière et de Hongrie ont montré que le Front Populaire de tous les amis de la Paix et de la Liberté est toujours capable de barrer la route au fascisme. […] Vous avez montré que le moment est venu de défendre les démocraties des atteintes du fascisme, par tous les moyens et mêmes les armes à la main. Votre lutte intrépide, inébranlable, entre dans l'Histoire comme l'un des événements les plus glorieux de la libération de l'Humanité.

Affiche annonçant un meeting du CR du PCF après délégation en Espagne d'Airoldi, Hugonnier et Bussière. Juillet 1937 ; « L'anniversaire de la création des Brigades internationales » par André Marty in *L'Humanité* du 21 octobre 1937, p. 4.

[464] Il faut ainsi relativiser les prolixes évocations historiques de la propagande des Brigades internationales : André Marty, si prodigue par la plume et la parole, est pratiquement le seul en Espagne à invoquer les figures d'Armand Carrel ou Villebois-Mareuil.

> Le Front populaire peut être fier de ses armées qui ont surgi du sol brûlant de l'Espagne et qui ont mis en échec le fascisme. Le Front populaire peut être fier des armées qui ont surgi de son unité[465].

Les filiations revendiquées et l'invocation de figures tutélaires furent consacrées au travers des patronymes choisis.

Sur quatre-vingt noms de baptêmes identifiés, vingt sont issus de personnages historiques et sept autres renvoient à des épisodes du mouvement ouvrier ou considérés comme tels, qui tous évoquent des révoltes contre l'ordre établi : la Révolution Française avec *La Marseillaise* (1792), la Commune de Paris (1871), la grève des cheminots roumains à Grivita (janvier - février 1933), la mutinerie des marins hollandais du HNLMS *De Zeven Provinciën* (février 1933), la manifestation du 6 février 1934, le déclenchement du *Februärkampf* autrichien le 12 février 1934 et la commune révolutionnaire des Asturies en octobre 1934.

Les 4/5ème des patronymes choisis désignent un personnage ou une situation du jeune XXème siècle. Les figures historiques furent quant à elles majoritairement choisies dans le long XIXème siècle.

Tableau 16-c : Répartition séculaire des références patronymiques dans les BI

Temporalité historique des patronymes	
XXème siècle	58
XIXème siècle	16
XVIIIème siècle	3
Antérieur au XVIIIème siècle	2
Nombre de références de l'échantillon	79

Tous les personnages évoquent des patriotes ou des révolutionnaires solidement ancrés dans les traditions nationales des nationalités concernées[466]. Les racines des Brigades internationales ont donc bien été projetées vers des situations ou des figures évoquant les luttes d'émancipations nationales en général et le Printemps des Peuples en particulier pour les contingents d'Europe centrale et méditerranéenne (péninsules balkanique et italienne).

Le nom de Garibaldi ne fut pas retenu par la première formation de volontaires italiens qui lui préféra en septembre 1936 le patronyme d'un martyr antifasciste communiste italien.

---

[465] RGASPI 545.2.46 : Compte rendu de Marty sur sa visite du front. Albacete 22 février 1937

[466] Voir ANNEXE IV : Document 16-3 : *Liste des quatre-vingt patronymes identifiés dans les Brigades internationales, par ordre alphabétique suivant le syntagme le plus couramment utilisé.*

Ce fut lors de la décision de créer une légion italienne, fille du Front populaire et de l'unité d'action, que le nom du Héros des deux mondes s'imposa, pour « reprendre la glorieuse tradition des volontaires démocratiques au service de la liberté du monde, dont au siècle dernier Garibaldi fut l'expression la plus noble et la plus glorieuse » mais également comme « symbole qui écarte tout exclusivisme de parti »[467]. Ce patronyme permettait de replacer la geste des antifascistes italiens dans un cadre historique préexistant, une continuation des combats pour l'indépendance, d'une nouvelle Italie risorgimentale, confondant liberté et antifascisme. En effet, le bataillon, puis la brigade éponyme, voulait représenter tout à la fois l'Italie et l'œcuménisme « des volontaires de tous les Partis d'avant-garde et des masses sociales », c'est-à-dire « cette magnifique unité d'un peuple en lutte pour sa liberté »[468]. Les références à la geste des garibaldiens furent pourtant très largement absentes. La tradition garibaldienne n'était donc pas directe mais réemployée pour n'en conserver que les signes extérieurs : tous les membres de la XIIème brigade, Italiens comme Espagnols, furent appelés « *garibaldini* »[469]. Dans la presse italophone des Brigades internationales, c'est de Garibaldi dont on parle, et peu de garibaldisme[470].

Chez les Britanniques, les références nationales furent puisées jusqu'au Moyen-Âge, en direction de John Ball et John Wyclif, via les Chartistes du siècle précédent[471]. La figure de Lord Byron fut, quant à elle, davantage employée à propos de l'ensemble des écrivains-combattants, fort nombreux en Espagne. Les écrivains Ludwig Renn, Stephen Spender ou Ralph Fox furent explicitement comparés au romantique philhellène. Le second fut enjoint à mourir en Espagne comme Byron (« Va là-bas et essaie de te faire tuer. On a besoin d'un

[467] « Pourquoi les volontaires italiens combattent en Espagne » par Pietro Nenni, discours en italien prononcé à Radio CNT à Madrid puis publié dans *Nuevo Avanti* le 19 décembre 1936. Cité in NENNI (Pietro), *La guerre d'Espagne*, Paris, François Maspero, coll. « Cahiers libres », 1959, pp. 189-190 ; LEONE «Les Brigades internationales hier et aujourd'hui » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol.19 n°5 Mai 1937, p. 460.

[468] « Le Bataillon « Garibaldi » à l'Avant-Garde de la lutte contre le fascisme international » par Francesco Wuhrer in *A l'assaut. Journal de la XIIe Brigade internationale* n°1 du 14 février 1937.

[469] RGASPI 545.3.151 : Déclaration de la 12ème brigade *Garibaldi* à la 14ème brigade *La Marsellesa*. 17 juin 1938.

[470] Le mouvement garibaldien en exil est alors moribond déchiré et contrôlé en partie par des organisations fascistes. Sante Garibaldi, fils de Riciotti Garibaldi et petit-fils de Giuseppe, n'eut aucun lien avec les volontaires italiens en Espagne. HEYRIÈS (Hubert) *Les garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des Chemises Rouges en France de la Grande Guerre à la Seconde Guerre Mondiale*, Nice, Serre Éditeur, 2005, pp. 319 et 346.

[471] UWLDC Library Special Collections – Political Pamphlet Collections : JD10.P6 PPC 1724 : BOLSOVER (Philip) et alii, *British Battalion XV International Brigade, 1939,* pp. 7-10.

Byron dans nos rangs »), le troisième y mourut effectivement (« Comme pour Byron, mort pour la liberté grecque»)[472].

Ces figures participèrent à placer des jalons historiques reliant artificiellement mais directement la Révolution Française aux Brigades internationales. Par un procédé discursif, les références légendaires furent étroitement associées les unes aux autres, avec comme conclusion téléologique les Brigades internationales, l'Espagne républicaine. Les formules telles que : « Ils continuaient les exemples de… », « de tous temps », « comme jadis », « comme pendant… », « suivant la lignée historique de leurs prédécesseurs », parsèment ces entreprises d'autolégitimation par l'histoire. Les Brigades internationales semblaient ainsi venir épouser naturellement des traditions de volontariat international au service d'une cause. D'une certaine manière, les Brigades internationales formeraient les réminiscences d'un phénomène humaniste et cosmopolite ancien. Chaque groupe national put s'identifier à un certain moment de son histoire nationale et dans un ensemble patrimonial international qui déborde très largement de l'histoire du mouvement ouvrier[473].

Peu importait la véracité de l'exemple, ces références servirent d'hyperboles pratiques pour placer le projet kominternien de Brigades internationales dans un espace consacré et donc incontestable.

3. Des emplois de l'Histoire comme entreprise de légitimation et d'édification

Dans les Brigades internationales, l'histoire est omniprésente, comme support didactique auprès de la troupe pour les enseignements théoriques et politiques mais également comme une source de légitimations irréfutables en direction de ses observateurs et contre ses détracteurs.

Les leçons d'histoire aux vertus édificatrices venaient fréquemment appuyer les enseignements des commissaires politiques ou l'établissement de points de comparaisons vivement encouragés : « Les leçons du passé c'est nous qui en tirons les fruits […] Nous

[472] « En parlant de l'Espagne avec Ludwig Renn » par Stéfan Priacel in *Regards* n°222 du 22 avril 1938 ; RGASPI 545.1.72 : Manuscrit brouillon de Luigi Longo *L'Espagne sous le feu fasciste*, p. 127 ; 495.2.241 : *Rapport Bullit sur les Brigades internationales en Grande Bretagne*, p. 8 ; PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary. Tom Wintringham, 1898-1949*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2012 (2004), p. 117. Signalons qu'un ancien philhellène (de 1890), N.M. Bruilford, fut mis à contribution lors de la constitution du bataillon britannique.

[473] « Albacete, Plaza de toros » par Theodor Balk in *Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°50 du 8 octobre 1937, pp. 2-3 ; BALK (Theodor), *La Quatorzième…, op. cit.*, p. 39.

voulons en tirer tout ce qu'elles comportent d'enseignements applicables à notre propre lutte[474] ». La matière historique servait notamment à des fins de relativisme d'un contexte militaire déprimant, en comparant des épisodes fameux remis en perspective avec la situation actuelle. Les Brigades internationales invoquaient quant à elles l'année 1793 : après Wattignies, il y avait eu Neerwinden puis Jemmapes[475]. En 1937-1938, la propagande républicaine fit abondamment appel à la résistance nationale contre les Français en 1808-1809 et réadaptait face aux défaites les mythes historiques de Sagunto et Numance dans un nouveau récit national[476]. C'est dans cet état d'esprit que le choix se porta vers Palafox pour baptiser le second bataillon polonais, du nom du défenseur des deux sièges de Saragosse en 1808 contre les Français et les polonais de la Légion de la Vistule. Le bataillon hispano-polonais fut donc baptisé sous le signe de la fraternité entre les anciens ennemis : d'après l'édition polonaise du journal des Brigades internationales, la présence des volontaires polonais en Espagne était l'occasion pour la Pologne de payer sa « dette historique envers le peuple espagnol » suscitée par la charge des Chevau-légers polonais à la bataille de Somosierra (1808)[477].

Ce recours à l'histoire pour illustrer le présent fut largement employé par Maurice Thorez dans son autobiographie *Fils du Peuple*, voyant dans l'impérialisme nazi une résurgence des menaces de la Maison d'Autriche contre le royaume de France[478]. On retrouve les mêmes perspectives à propos des Nord-américains. L'historien Fraser Ottanelli a souligné « l'américanisation » du CPUSA à cette période, dans un processus de relecture historique et de nationalisation tout à fait semblable au cas français. Par l'ajout du *Star Spangled Banner* à l'Internationale, l'intégration des traditions de Jefferson, Paine, Jackson et Lincoln, le CPUSA sut également tirer profit d'une proclamation d'une continuité entre les fondations démocratiques et le programme communiste que l'on retrouve dans le slogan : « Communism is the Americanism of the twentieh century[479] ». L'*Independance Day*, la fête nationale

---

[474] « Des Sans-culottes de 92 aux volontaires de 37 ! » in *Le Volontaire de la Liberté* n°21 du 22 août 1937.
[475] « Dans l'esprit des armées de la Révolution française » in *Le Volontaire de la Liberté* n°22 du 2 septembre 1937, p. 4.
[476] NUÑEZ (Xosé – Manoel) et FARALDO (José), « The First Great Patriotic War : Spanish Communists and Nationalism 1936-1939 » in *Nationalities Papers* vol. 37 n° 4, juillet 2009, pp. 407-808.
[477] « Palafox » in *Dabrowszcak.Organ Polskich ochtnikow republikanskiej armji Hiszapanskiej* n°40 du 10 août 1937.
[478] THOREZ (Maurice), *Fils du Peuple,* [version octobre 1937]. Paris, Editions sociales internationales, 1937, pp. 180-181.
[479] *Le communisme est l'américanisme du vingtième siècle*. Cité in OTTANELLI (Fraser M.), « Anti-Fascism and the Shaping of National and Ethnic Identity: Italian American Volunteers in the Spanish Civil War » in *Journal of American Ethnic History*, University of Illinois Press, n°1, automne 2007, pp. 17-18 ; RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 30.

américaine du 4 juillet 1776, fut également célébrée en parallèle à la situation espagnole[480]. Au Canada, on célébra en 1937 l'anniversaire de la Rébellion de 1837-1838 en la comparant à la situation espagnole, un anniversaire largement évoqué lors de la 8ème convention nationale du CPC à Toronto cette année-là, tandis que le troisième bataillon américain fut baptisé en circonstance *Mackenzie-Papineau*. Lors de la crise des Sudètes, le Komintern prit soin de soutenir « l'esprit hussite » des Tchèques, faisant de Jean Hus le Morave et de Jan Žižka l'allemand des « combattants de la liberté[481]. En Espagne, le baptême de la batterie hispano-slovaque *Jan Žižka z Trocnova* début 1938 s'inscrivit dans ce cadre.

Ces ponts référentiels (*frame bridging*) établissant une similarité entre deux situations distinctes par un parallélisme d'inspiration pseudo-historique furent couramment employés dans la propagande des Brigades internationales vers l'extérieur de l'Espagne. À titre d'exemple, le PCB s'adressa aux Flamands via le comité de solidarité pour l'Espagne républicaine en relevant les « caractéristiques similaires » entre les Basques et les Flamands, tous deux menacés par Hitler, et par l'évocation de la bataille des « Éperons d'Or » (bataille de Courtrai du 11 juillet 1302 et fête nationale flamande) où les « les paysans, les artisans, le peuple flamand » furent vainqueurs des « envahisseurs »[482]. Les volontaires flamingants en France étaient figurés comme inscrits dans un grand roman national et représentants de « l'honneur flamant »[483]. L'évocation du passé historique de la Flandre dans la propagande autour des Brigades internationales est une bonne illustration du syncrétisme patrimonial réalisé dans ces dernières pour produire une histoire commune et légitime par-delà les frontières et les cultures.

Ses associations simplistes servirent à élaborer une redéfinition frauduleuse du cadre et du projet de Brigades internationales en exaltant son caractère spontané et non commandé. L'ensemble était inscrit ensuite dans un héritage historique universellement légitime,

---

[480] IISG CNT 94 G : *Batallón 58 - XV Brigada*. Au front, 24 juin 1938 ; RGASPI 545.3.439 : Déclaration de Wolff à propos de la fête du 4 juillet dans la XVème brigade. 4 juillet 1938.

[481] « L'esprit hussite » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol.20 n°10 octobre 1938, pp. 1559-1565.

[482] RGASPI 545.1.64 : « Flamands en lutte pour la Liberté ». Une brochure : « Nationale par sa forme, Internationale et antifasciste dans son contenu ». Par André Houllez in *Notre Bulletin, Our Bulletin, Unser Bulletin* n° 2 15 août 1937, p. 27.

[483] Cet emploi de l'histoire venait compléter une démarche initiée antérieurement à la guerre d'Espagne. En mars 1935, le Komintern avait demandé au PCB de s'intéresser d'avantage à la question flamande, ce que ce dernier fit lors de son 6ème congrès en novembre 1936, en reconnaissant désormais une nation wallonne et une nation flamande. GOTOVITCH (José) et VAN DOORSLAER (Rudi), « Les communistes et la question nationale, 1921-1945 » in *Cahiers d'Histoire du Temps Présents* n°3 1997, pp. 264-265 ; « Flamands en lutte pour la Liberté… », *op. cit.,* p. 28.

dépolitisé et irréfutable à la fois sur la forme (l'engagement volontaire pour une cause) et sur le fond (la solidarité internationale sur un ressort humaniste). Ainsi, le motto *Za naszą i waszą wolność* (« Pour notre liberté et la vôtre »), devise des patriotes polonais depuis XIXème siècle, fut largement portée en Espagne par les volontaires polonais alors même que l'État ultra-nationaliste polonais (de Józef Piłsudski puis de Rydz-Śmigły), honni par ces derniers, puisait dans les mêmes références[484].

La recherche d'une légitimité historique suscita cependant un certain nombre d'exagérations Ainsi sous la plume d'André Marty, chaque événement révolutionnaire avait eu son bataillon international, durant la Commune de Paris (avec Dombrowski à sa tête), lors de la Guerre d'indépendance Américaine (avec La Fayette) ou bien lors de la Révolution Russe[485]. Mais ce fut l'évocation d'un « bataillon international » qui aurait prétendument combattu à Valmy en septembre 1792 qui fut l'invention historique la plus fréquente et la plus évidente[486]. En 1938, François Billoux provoqua ainsi l'indignation de la Droite à la Chambre des Députés lorsqu'il présenta une genèse assez inattendue des Brigades internationales : « Nous ne pouvons oublier que les premières brigades internationales ont été constituées en France, à Valmy, lorsque des étrangers vinrent se joindre aux ouvriers et aux paysans de France pour défendre la République[487] ».

Néanmoins, ces évocations historiques, même fallacieuses, se révélèrent bien utiles pour créer un bouclier symbolique autour du volontariat international combattant et des

---

[484] La devise originelle, *Au nom de Dieu, pour votre liberté et la nôtre*, apparue pour la première fois en Pologne lors d'une commémoration de l'insurrection des Décembristes tenue à Varsovie le 25 janvier 1831. Elle fut également adoptée par le mouvement bundiste. La formule fut inversée dans les Brigades internationales : *Za wolność waszą i naszą.*

[485] RGASPI 545.1.46 : Transmission de Luigi Longo à la section historique de la Base des BI du texte du discours de Marty à l'arrivée d'un « fort groupe de Camarades américains », probablement en février ou mars 1937. 11 novembre 1937 ; AD 13 1M822 : Le commissaire divisionnaire, chef des Services de la police spéciale à M. le préfet. *AS d'un Congrès régional de l'Amicale des Volontaires de la Liberté communistes ayant combattu en Espagn*e. Marseille 16 janvier 1939 ; « L'anniversaire de la création des Brigades internationales » par André Marty in *L'Humanité* du 21 octobre 1937 ; MARTY (André), *Douze mois sublimes.* Paris, Éditions du Comité populaire de Propagande. 1938, p. 19.

[486] La seule présence du lieutenant-général (futur vénézuélien) Francisco de Miranda à Valmy ne pouvant pourtant pas faire illusion. Francisco de Miranda (1750-1816), officier révolutionnaire vénézuélien, il participa à la guerre d'Indépendance américaine puis vint en France où il fut nommé général dans l'armée de Dumouriez et commanda à la bataille de Valmy. Rentré en Amérique du Sud, il fut un des chefs militaires des guerres de libération en 1806 et 1810 avec Simón Bolivar.

[487] JORF. *Débats Parlementaires* n°70 1938. Chambre des députés. 16e Législature. 2e session extraordinaire de 1938 - compte rendu in extenso 4e séance. 20e séance du vendredi 30 décembre 1938. *Discussion, après demande de discussion immédiate, d'une proposition de loi accordant l'amnistie a une catégorie d'appelés militaires*. Intervention du député communiste François Billoux, p. 2223.

Brigades internationales en particulier. Elles agirent comme des présomptions irréfragables et permirent de déplacer le débat vers un espace mythologique plutôt que diplomatique.

Lors des débats qui agitèrent en France la Chambre des Députés en décembre 1936 à propos de la loi interdisant le volontariat vers l'Espagne, plusieurs personnages furent régulièrement convoqués en caution. Jacques Duclos soulignait ainsi que ceux partis combattre en Espagne prolongeaient « la glorieuse lignée des héros de la liberté » et perpétuent les traditions françaises puisque le « peuple de France », selon lui, s'est toujours porté au secours de la liberté[488]. L'emploi de ces figures légendaires permettait ainsi de placer le combat des Brigades internationales dans un espace sacré, inattaquable et inatteignable par les lois : « Une telle mesure serait pour notre pays le reniement de ses plus nobles traditions, celles qui ont fait la gloire de La Fayette, d'Armand Carrel, du colonel Villebois-Mareuil» ; ou encore : « Il n'est pas possible qu'ayant des boulevards et des rues La Fayette en France, on maintienne en prison les combattants volontaires des brigades internationales[489] ». Aux États-Unis également les figures de Lafayette et de Thomas Paine furent convoquées pour expliquer que les volontaires ne violaient aucune loi mais s'inscrivaient au contraire dans une tradition sacrée[490].

Cette filiation fut ailleurs reconnue comme parfaitement valide par Léon Blum lors de son plaidoyer devant les députés pour l'adoption d'une loi interdisant le volontariat vers l'Espagne. Il rappelait alors l'amalgame malheureux et inévitable entre « deux formes d'engagement ou d'enrôlement qui sont cependant bien différentes, c'est-à-dire le libre don de la personne à un idéal, à une foi » dans la tradition de La Fayette, Byron, Garibaldi, Villebois-Mareuil et le service commandé, soit l'intervention de corps expéditionnaires étrangers[491]. Pour empêcher le second, il fallait selon Léon Blum se résoudre à y assimiler le premier, à contrecœur. Cela revenait à reconnaitre tacitement leur appartenance à une même dimension.

Les Brigades internationales se constituèrent une mémoire collective propre, par le texte et l'image mais également par les chants, dans un emploi dans une liturgie parfois

---

[488] JORF. *Débats Parlementaires. Compte rendu in extenso des séances du Sénat et de la Chambre des Députés. Questions écrites et réponses des ministres à ces questions* n°98 1936. Dimanche 6 décembre 1936. Chambre des députés. 16e Législature. 2e session extraordinaire de 1936 - compte rendu in extenso 18e séance. Intervention du député Jacques Duclos, p. 3373.

[489] « Le discours de Maurice Thorez » in *L'Humanité* du 6 décembre 1936, p. 2 ; JORF…, *op. cit*. Intervention du député communiste François Billoux, p. 2223.

[490] ALBA Vertical Files. *Debs Battalion/Debs Column*. Brochure : *Why the Debs Column ?* Friends of Debs Column, p. 6.

[491] « L'interdiction des engagements pour l'Espagne » in *Le Temps* du 17 janvier 1937, p. 3.

proche de la dévotion. Ce patrimoine collectif érigé par chacune des communautés puisait dans l'histoire du mouvement ouvrier national mais également dans les traditions et le folklore. Cela participait naturellement au façonnement d'une identité singulière et donc de l'esprit de corps de la formation de combat[492]. Cet esprit de corps syncrétique façonné le substrat de la communauté singulière formée par les volontaires, donnant vie à l'idée même de Brigades internationales comme corps symbolique.

D. Une communauté imaginaire transnationale

La construction d'un récit mythifié autour des Brigades internationales fut entreprise tout au long de leur existence, comme un véritable *Weltanschauung* hégélien. Ce récit ne fut pas même interrompu par leur disparition en 1938. Comme le souligne François Godicheau, le mythe dispose d'une fonction sociale chargée de forger des identités collectives ; ce n'est pas un système factuel mais un système sémiologique procédant par valeurs[493]. Au-delà de la question des représentations extérieures, il fallait rendre visible et intelligible auprès des volontaires, et, partant, de leurs proches comme des observateurs, l'épopée à laquelle ils participaient par des codes, des symboles et un système de références communes. En substance, il s'agissait de proposer une abstraction positive suffisamment forte pour transcender les déceptions, les regrets et les difficultés et suggérer un idéal de sacrifice capable de transcender les différents groupes nationaux et de solidifier la cohésion du groupe.

Les Brigades internationales constituent en ce sens une illustration parfaite du concept développé par Benedict Anderson des « communautés imaginaires »[494]. Il entend par communauté imaginaire un ensemble de liens profonds et horizontaux entre des individus qui n'ont pas de relations directes les uns entre les autres, une fraternité[495]. Selon Anderson, nationalités et nations sont des exemples d'artefacts qui bénéficient d'une légitimité émotionnelle et forment une communauté politique imaginée comme intrinsèquement

---

[492] ANANIEVA (Anna), « Alfred Kantorowicz: Tschapaiew. Das Bataillon der 21 Nationen » in BANNASCH (Bettina) et HOLM (Christiane) (dir.), *Erinnern und Erzählen: der Spanische Bürgerkrieg in der deutschen und Spanischen Literatur und in den Bildmedien*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 2005, p. 202.
[493] GODICHEAU (François), « L'histoire objective » de la guerre civile et la mythologie de la Transition » in CORRADO (Danièle) et ALARY (Viviane) (dir.), *La guerre d'Espagne en héritage. Entre mémoire et oubli (de 1975 à nos jours)*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, coll. « Littératures », 2007, pp. 69 à 96.
[494] ANDERSON (Benedict), *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions la Découverte-Poche, 2002 [*Imagined Communities*, 1983].
[495] *Idem*, pp. 19-21.

délimitée et souveraine[496]. Dans le cas des Brigades internationales, les artefacts furent élaborés dans la perspective de dessiner un récit commun et fraternel transnational venant se substituer au sentiment national comme source de cohésion dans un ensemble composite. Cette élaboration s'est effectuée sur deux niveaux : dans l'unité militaire de base et au niveau du groupe, les Brigades internationales.

1. La sédimentation de la cohésion autour de l'idée de Brigades internationales

Durant la guerre d'Espagne et surtout dans les Brigades internationales, le moral fut considéré comme un objet politique et traité en tant que tel. Ainsi, pour lutter contre la démoralisation, la réponse fut généralement de définir un projet collectif, ce que Paul Fussel appelle « accentuer le positif[497] ». L'esprit de corps permet en effet de développer un surmoi collectif bénéfique et harmonieux parmi la troupe[498]. La cohésion est un concept tout autant militaire que politique définissant les liens cohérents et congruents entre des individus d'un même ensemble. Plus l'unité est homogène, et de taille réduite, meilleure est la cohésion. En effet, selon William Henderson, l'organisation militaire entendue dans sa globalité produit une structure caractéristique propice à l'individualisme du soldat au sein de la masse. Au contraire, les petites unités augmentent les responsabilités du soldat, qui est renvoyé à ses devoirs vers ses camarades, son leader, son parti, etc[499]. Le fait d'avoir privilégié les petites formations homogènes plutôt que les bataillons multinationaux participa au renforcement du caractère solidaire des unités de combat malgré l'impression générale de balkanisation des Brigades internationales.

Ces petites communautés culturelles stables ont permis à leurs membres de s'associer autours de facteurs communs générateurs de cohésion : origine, langue, culture, etc. La fabrication de codes identitaires propres à chaque unité était d'autant plus nécessaire que l'isolement des unités renforçait leur besoin d'identité positive et leur désir de s'inscrire en propre dans une dimension collective incarnée par la geste des Brigades internationales[500].

---

[496] *Ibidem*, p. 18.
[497] FUSSELL (Paul), *À la guerre…, op. cit.*, p. 181.
[498] *Idem*, p. 189.
[499] HENDERSON (William Darryl), *Cohesion…, op. cit*., p. 10.
[500] ANANIEVA (Anna), « Alfred Kantorowicz : Tschapaiew…», *op. cit.,* p. 202.

Cet ensemble de facteurs communs et de valeurs partagées est dénommé *Kameradschaft* ou *Mannerbund*[501]. Il engendre une solidarité, une « attache solide, à la fois familiale et personnelle, fondée sur la confiance » entre les combattants[502]. Il s'agit d'un lien social, créé par la camaraderie au sein d'un même groupe de combat, considéré comme une « unité primaire d'organisation et d'interprétation[503] ». Ce conditionnement crée une construction identitaire collective, c'est-à-dire un esprit de corps, l'élément fondamental qui permet à une unité de se forger une identité en tant que groupe social. L'historien Jean-Luc Leleu relève que cette construction identitaire collective se nourrit d'une triple image : celle que la troupe a d'elle-même, celle qu'elle renvoie à la société et aux forces armées auxquelles elle appartient, celle qu'elle a (ou est supposée avoir) auprès de ses ennemis en temps de guerre[504]. La cohésion des membres de l'unité primaire est fondamentale pour l'intégrité de la superstructure et cette action doit être entretenue. Selon Bert Klandermans, elle doit être maintenue au moyen d'une interaction gratifiante avec le mouvement[505]. Pour cela il faut « produire de l'unanimité », c'est-à-dire des facteurs de cohésion producteurs d'unanimité[506].

Dans les Brigades internationales, le producteur de cohésion fut sans conteste le commissariat général des Brigades internationales et les transmetteurs de cohésion les commissaires et délégués politiques. Ils furent à la fois les cadres de la cohésion et des agents de translation de l'obéissance militaire par la subordination au primat du politique. Le commissaire est « l'animateur constant de la troupe » qui doit créer son élan en répétant sans cesse « le pourquoi » de la lutte[507]. Le commissariat et ses diverses émanations, y compris à l'extérieur de l'Espagne, produisit un champ de représentations unanime et positif basé sur des cadres de références très simples, directement assimilables tant par les volontaires eux-mêmes que par celles et ceux qui les observaient.

---

[501] MOSSE (George Lachmann), *De la Grande guerre au totalitarisme…, op. cit*., p. 30 ; KOLLER (Christian), «Recruitment Policies and Recruitment Experiences in the French Foreign Legion» in ARIELLI (Nir) et COLLINS (Bruce) (dir.), *Transnational Soldiers. Foreign Military Enlistment in the Modern Era*, Houndmills (GB) & New York (USA), Palgrave Macmillan, 2013, p. 94.
[502] CARRARD (Philippe), *« Nous avons combattu pour Hitler »*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 107.
[503] NEITZEL (Sönke) et WELZER (Harald), *Soldats. Combattre, tuer, mourir : Procès-verbaux de récits de soldats allemands*. Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2013, p. 53.
[504] LELEU (Jean Luc), *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007, p. 519.
[505] KLANDERMANS (Bert), « Une psychologie sociale de l'exit » in FILLIEULE (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant,* Paris, Belin, 2005, p. 98.
[506] LOEZ (André), *14-18. Les refus de la guerre…, op. cit.,* pp. 48-49.
[507] AGMA ZR C.1094 Cp 2 D1/31 : Texte orphelin intitulé : *Article paru dans Vanguardia. Organe du Commissariat Général de Guerre, en date du 14 avril 1937*.

L'usage de symboles, comme les patronymes, servirent de marqueurs de référence, pour revendiquer des spécificités et des altérités qui, assemblées, formaient un ensemble cohérent, c'est-à-dire une fraternité (militaire, politique et symbolique) internationale.

2. Les Brigades internationales comme une personnification de *L'Internationale*

Il faut constater la grande stabilité des symboles employés et déployés par les Brigades internationales pour parler d'elles-mêmes tandis que le discours du PC évoluait considérablement, tant à propos de la situation espagnole en général que vis-à-vis de ces dernières. Le premier texte de commande décrivant les Brigades internationales aux miliciens espagnols, daté du 13 novembre 1936, est particulièrement éclairant sur les cadres de références employés pour définir le modèle d'interprétation initial de « la Brigade internationale »:

> ¡Hermanos de España! ¡La Brigada Internacional os manda un saludo caluroso y fraternal! Esta brigada está compuesta por obreros, campesinos, intelectuales, artesanos, por trabajadores de todos los países, pertenecientes a todos los matices políticos, que expresan la opinión de las masas populares de Europa. En nuestra brigada hay comunistas, socialistas, republicanos, demócratas y hay también católicos. Todos los países están representados, particularmente los pueblos oprimidos por la sangrienta dictadura del fascismo: alemanes, italianos, polacos, húngaros, portugueses, yugoslavos, etcétera. También están representados los países regidos por sistemas democráticos: franceses, ingleses, belgas, suizos, etcétera. Los componentes de la Brigada Internacional han venido voluntariamente a España, con el único objeto de ayudar, de ayudar a nuestros heroicos y generosos hermanos de España, a defender vuestra República, vuestra libertad y vuestras conquistas sociales. Así, pues, la Brigada Internacional, por su composición y por sus fines, es "una Brigada del Frente Popular de Europa". El hecho de que en la Brigada estén en gran mayoría los comunistas, no cambia, en absoluto, su carácter de Frente Popular. La Brigada Internacional simboliza, al mismo tiempo, la unidad de lucha dé todos los trabajadores y la unión de todos los pueblos de Europa en su lucha común para la libertad y para la paz[508].

[508] *Frères d'Espagne! La Brigade Internationale vous envoie ses salutations cordiales et fraternelles! Cette brigade est composée de travailleurs, de paysans, d'intellectuels, d'artisans, de travailleurs de tous les pays appartenant à toutes les nuances politiques qui expriment l'opinion des masses populaires de toute l'Europe. Dans notre brigade, il y a des communistes, des socialistes, des républicains, des démocrates mais il y a aussi des catholiques. Tous les pays sont représentés, et tout particulièrement les peuples opprimés par la dictature sanglante du fascisme : Allemand, Italiens, Polonais, Hongrois, Portugais, Yougoslaves, etc. Sont également présents les représentants des pays démocratiques : Français, britanniques, belges, Suisses, etc. Les membres de la Brigade internationale sont venus volontairement en Espagne, avec le seul but d'aider, d'aider nos frères*

La Brigade internationale devait en effet être un « tout », représentant à la fois tous les pays, toutes les opinions philosophiques, tous les secteurs de l'antifascisme, toutes les classes travailleuses.

Dans les discours, les corps et les altérités fusionnent et se transforment en une entité collective hyperbolique : *L'Internationale* personnifiée par les Brigades internationales. La fusion des peuples jusqu'ici ennemis, la fusion des nations furent présentées comme une réalisation admirable : « Pour la première fois dans l'histoire, les Français et les allemands ont été volontaires dans la même armée[509]». Cette « fusion des races, des professions, des nationalités » dans un « idéal commun de liberté » et « un égal sacrifice désintéressé dans le but de libérer le monde » fut présentée comme la « préfiguration de l'universelle entente des peuples libres, lorsque la Révolution salvatrice aura purifié le monde »[510]. Selon l'auteur d'un article paru en février 1937 dans le journal de la XIIème brigade, les Brigades internationales constituaient une « formule nouvelle » du mouvement ouvrier » effaçant « le système boiteux de la « patrie impérialiste » en rassemblant « en son sein les éléments de toutes les races, les nations et le peuple mondial » pour défendre symboliquement « la liberté, l'égalité à la base, et le droit »[511]. Les Brigades internationales prennent le sens même de l'Internationale, en *étant* le Genre humain de l'hymne célèbre, c'est-à-dire « née[s] de la Solidarité Internationale et du véritable sens de l'Humanité »[512].

Le sentiment national étant par définition absent pour des combattants étrangers, la ténacité des volontaires devait être motivée par une inspiration collective capable de transcender les combattants[513]. Cette inspiration fut déterminée par la conscience simultanée d'appartenir à une même communauté solidaire, une fraternité unique qui les distingue au sein du combat antifasciste mené conjointement avec les soldats républicains.

---

héroïques et généreux en Espagne, pour défendre votre république, votre liberté et vos acquis sociaux. Ainsi, la Brigade internationale, sa composition et ses objectifs est « une brigade du Front populaire européen ». Le fait que dans la brigade les communistes soient majoritaires, ne change en rien le caractère du Front populaire. La Brigade internationale symbolise en même temps, l'unité de lutte de tous les travailleurs et l'union de tous les peuples de l'Europe dans leur lutte commune pour la liberté et pour la paix. Nous savons que derrière Franco et Mola – généraux traîtres et assassins du peuple – se cachent honteusement Hitler, Mussolini et les autres bourreaux d'Europe. « Saludo de la Brigada Internacional al pueblo de España » par Mario Nicoletti in *Milicia popular* n°98 du 13 novembre 1936, p. 1.

[509] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 57

[510] « Ceux de la Brigade international » in *Le Combat Syndicaliste* n°189 du 1er janvier 1937, p. 2.

[511] « Les Brigades internationales. « Formule nouvelle » de la défense de la liberté, de l'égalité à la base, et du droit » in *A l'assaut. Journal de la XIIe Brigade internationale* n°1 du 14 février 1937, p. 3.

[512] Voir ANNEXE IV Document 16-1 : *À afficher sur tous les journaux muraux et à lire dans toutes les sections*.

[513] ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée…, op. cit.*, pp. 336-338.

3. Une communauté combattante fraternelle autosuffisante

Nous l'avons vu, l'hispanisation exponentielle des Brigades internationales puis le décret de régularisation de septembre 1937, ont dangereusement menacé l'identité même du projet. Cependant, l'enveloppe du projet avait conservé son nom et ses formes. La superstructure, symboliquement renforcée et rechargée en 1937, fut paradoxalement davantage capable en 1938 de produire de l'unanimité et d'agir comme une communauté définie et soudée. Le mythe élaboré permit au groupe des combattants, étrangers et espagnols, de se projeter comme un collectif régi par « une volonté de l'ensemble » reliant entre elles les volontés individuelles[514]. Ce conditionnement fut permis par l'affermissement d'une identité de groupe. Dans les Brigades internationales, mais le fait est également observable dans les formes alternatives du volontariat international en Espagne, ces solidarités particulières purent s'opérer dans la compréhension par les combattants de leur appartenance à une communauté unique et irréductible, celle des Internationaux.

Cette communauté imaginaire servit de matière pour la fabrication de vecteurs mémoriels qui ont à leur tour généré le grand récit des Brigades internationales. Le recollement de témoignages et de faits historiques fut entrepris très tôt dans les Brigades internationales, preuve d'un souci précoce pour figer leur histoire, ou la réécrire. Une Section historique fut créée à Albacete en février 1937 puis dans chacune des brigades durant la même année. Elles furent chargées, sous le contrôle du commissariat politique, de collecter et de recoller « la création » de l'histoire de Brigades internationales[515]. À partir du matériel accumulé, le CGBI pu faire éditer une dizaine de recueils, de livres de propagande sur les Brigades internationales ou des bataillons en particulier de l'automne 1937 jusqu'en 1939. C'est également depuis cette matière que furent sélectionnés et distribués les supports documentaires donnés aux Commissions culturelles, aux commissaires politiques et aux comités de rédaction des différents journaux. Cette boucle de l'information en circuit fermé permit le contrôle total des termes, symboles et références employés dans les Brigades internationales et leur itération permanente.

L'édification de cette communauté imaginaire a permis à la direction des Brigades internationales de traverser et de surmonter l'hispanisation croissante. Le mythe parvint à

[514] DUMÉNIL (Anne), « En marge du combat ? Le crime de lâcheté devant la justice militaire allemande 1914-1918 » in *14-18 Aujourd'hui Today Heute*, Editions Noesis, n°4, 2001, p. 110.
[515] RGASPI 545.2.162 : *Plan de travail des sections historiques des Brigades internationales. Sans date* [1937]

dissimuler les difficultés par le développement et la promotion d'une communauté positive et stimulante. Comme système de référence fraternel et valorisant, la communauté agit auprès des combattants étrangers comme un producteur de solidarité, à l'instar de la *Gemeinschaft* observée parmi les combattants des deux guerres mondiales[516].

Conclusion

La capacité de suggestion de l'image renvoyée par les Brigades internationales et le contrôle de celle-ci furent probablement le plus grand succès de leurs promoteurs, malgré de nombreux obstacles. La principale préoccupation de ces derniers fut la promotion de la ligne de front populaire développée par le mouvement communiste en procédant par une mise en récit historique et littéraire de l'antifascisme. La représentation symbolique cosmopolite des Brigades internationales fut maintenue par la valorisation constante de ses composantes les plus suggestives, y compris de manière artificielle, pour fournir un support directement intelligible par la culture antifasciste et l'imaginaire historique identitaire du mouvement ouvrier du pays, ou de la culture, destinataire. Cette exacerbation transnationale permit également de faire la démonstration que les Brigades internationales n'étaient pas un agent de l'étranger, de l'URSS, mais une abstraction des peuples. L'internationalisme prolétarien qui constituait le système de référence initial fut rapidement remplacé par une fraternité transnationale antifasciste suggéré par le discours communiste mais semblant être l'indisctuable héritière d'une histoire libérale et démocratique. Ce cadre de référence autoproduit fut constamment adapté et ajusté entre 1937 et 1938. Il fluidifia les profondes mutations internes, désamorça les risques d'implosions et fixa un système symbolique qui aujourd'hui encore détermine largement leur mémoire. Il permit en outre de dissimuler l'ultime transformation des Brigades internationales en 1938, comme formations militaires modèles du PCE.

[516] SHILS (Edward) et JANOWITZ (Morris), « Cohesion and Disintegration in the Wehrmacht in World War I» in *Public Opinion Quarterly* n°12, 1948, p. 286.

Chapitre 17. Les Brigades internationales comme formations militaires modèles du PCE et la capitalisation de l'expérience espagnole par le Komintern

La réorganisation des Brigades internationales qui succéda à leur quasi-destruction en Aragon en mars-avril 1938 acheva le processus de restructuration politique interne décidé par le Komintern à l'automne 1937 et orchestré par André Marty. Tandis que le Parti Communiste Espagnol avait été, jusqu'alors, peu associé aux Brigades internationales et que ces dernières rendaient compte directement auprès du Komintern, le projet fut placé en 1938 sous la tutelle du PCE. Les Brigades internationales furent alignées sur l'échelle stratégique espagnole et non plus mondiale. Pour le CC du PCE, l'action de propagande des Brigades internationales vers l'étranger était un facteur secondaire, seule leur situation de grandes formations militaires solidement structurées par un encadrement qualifié et presqu'entièrement communiste représentait un intérêt politique de premier ordre. Le PCE, souffrant encore d'un grave sous encadrement, bénéficiait ainsi de la présence exceptionnelle de nombreux cadres étrangers expérimentés, contrôlant trois divisions et neuf groupes d'artillerie, soit l'équivalent d'un corps d'armée.

À la fin du printemps 1938, les Brigades internationales étaient désormais installées en Catalogne et entièrement assimilées dans l'EPR par la suppression de leur Base d'Albacete et l'application stricte des règlements militaires républicains. De plus, le nouvel appareil politique était désormais solidement intégré à un exécutif unique dépendant directement du Comité Central du PCE par le biais de sa Commission des cadres étrangers et par sa commission politico-militaire. Durant les six mois précédant la démobilisation des combattants étrangers présents dans l'armée républicaine, les Brigades internationales ont été employées comme un véhicule des mots d'ordre du PCE, comme école du parti et école militaire à destination des recrues espagnoles non-communistes. La fonction des étrangers étant devenue marginale, une soustraction devint possible, achevant l'hispanisation complète et définitive des Brigades internationales et destinant ces derniers vers un nouveau rôle de représentation, celui de vétérans à l'étranger.

A. L'aggiornamento politique des Brigades internationales

Les directives définies par le Komintern et approuvées par Staline le 20 septembre 1937 étaient précisées et confirmées par la réception en février 1938, à Moscou d'une délégation espagnole. Durant l'année 1938, le discours du Parti Communiste Espagnol tint essentiellement sur la poursuite de la guerre et l'obtention d'une victoire militaire, la condamnation du défaitisme et le renforcement rapide de la capacité de combat de l'Armée populaire. Sur le plan politique, le PCE s'engageait sur le ferme soutien au gouvernement Negrín, la consolidation du front populaire en direction des centrales syndicales (UGT et CNT) et par l'unité d'action avec le PSOE[517]. L'intégration des Brigades internationales dans les stratégies intérieures du PCE nécessita un aggiornamento important pour expliquer auprès des volontaires étrangers cette reconversion du projet et les inscrire dans un environnement national et non plus transnational.

1. « À quoi servent désormais les Brigades internationales ? »

La désinternationalisation de l'encadrement fut difficilement accepté par les volontaires étrangers, les vétérans comme les nouveaux arrivants issus du second recrutement. Les seconds furent profondément surpris de la contradiction de nature entre le discours tenu en Espagne et celui entendu à l'extérieur et ayant motivé leur départ. Les vétérans, notamment les communistes, déjà fortement ébranlés par la suppression des représentants et l'obligation d'intégrer le PCE, furent accusés d'être demeurés en dehors des réalités espagnoles et figés dans une compréhension « ancienne » des Brigades internationales[518]. Enfin, l'opinion selon laquelle les Brigades internationales étaient désormais caduques, du fait du renforcement de l'EPR et de la réduction des étrangers présents, était répandue. Il fallait expliquer le nouveau rôle des Brigades internationales, proposer une continuité acceptable au projet et convaincre de la nécessité de son maintien en Espagne dans ses formes nouvelles. Un article d'un volontaire français, cadre local communiste, résume parfaitement le récit proposé aux volontaires. Il fut d'ailleurs publié dans de nombreux titres de la presse régionale communiste en France, preuve du caractère didactique de sa démonstration opérant sur la distinction de deux époques et de deux projets successifs en 1936 puis en 1938 :

---

[517] ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas…*, *op. cit.,* p. 410.
[518] MARTY (André), « En Espagne, l'armée populaire et les Communistes » in *Les Cahiers du Bolchévisme*, Vol 15 n°3 15 mars 1938, p. 1224.

> [À] quoi servent encore les volontaires des Brigades internationales ? La réalité répond à cette question avec force. Si du premier jour les Brigades internationales ont joué un rôle si formidable dans la guerre d'Espagne, ce n'est pas seulement par leur participation militaire. Quand nous sommes venus pour la première fois sur le front de Madrid, et que nous avons contribué à arrêter les troupes de Franco ; ce n'est pas notre participation militaire, quoique importante, qui fut décisive, c'est le fait de notre apparition. […] Les internationaux furent un stimulant, un encouragement et également un exemple de soldats disciplinés, qui avaient derrière eux une expérience du service militaire et de la guerre, que le peuple espagnol n'avait pas encore […] Avec le développement de l'armée républicaine, les Internationaux sont devenus une partie des cadres de cette armée. Et des cadres, on en a grand besoin dans une armée moderne où la technique prédomine […] C'est pourquoi la participation des Internationaux dans l'armée républicaine reste une grande aide à l'Espagne républicaine et la forme la plus élevée de la solidarité antifasciste pratique et efficace[519].

Les volontaires étrangers n'étaient donc plus les agents de la solidarité internationale venant défendre l'Espagne les armes à la main ni les représentants-combattants des organisations ouvrières étrangères mais des soldats investis d'une mission d'encadrement et de formation de conscrits espagnols. Il s'agissait d'un changement brusque de destination des Brigades internationales. Il n'était désormais plus question de justifier la présence des Internationaux comme une rescousse, ni de les dépeindre comme une élite combattante :

> De esa teoría de la « salvación » y de la « ayuda », que es dañina, anti-internacional (por no decir, antipartido) e insultante para los españoles, ha surgido la idea de que nosotros somos « superiores », de que el pueblo español está obligado a sentir algo así como una gratitud sin límites hacia nosotros y de que deberían permitirnos, una total libertad de acción, aun si eso fuera en contra de sus interés […] Debido a esto, el trabajo político en las brigadas internacionales a menudo no procede, como debería, de las circunstancias españolas y del interés de la mayoría de los españoles, sino que más bien se basa, por lo general, en el principio de satisfacer primero y ante todo las necesidades y exigencias de la minoría internacional[520].

---

[519] « *Le rôle des brigades internationales dans la grande armée républicaine* » de Jean Jury in *La voix du Peuple* [Lyon] 21 janvier 1938 ; *La voix de l'Est* [Paris] 11 février 1938 ; *Le Cri du Peuple* [Saint Etienne] 20 janvier 1938 ; *L'Étincelle* [Monceau les mines] 25 janvier 1938, pour ne citer que ces quatre exemples.

[520] *De cette théorie de «salut» et d'«aide», qui est nuisible, anti-internationale (pour ne pas dire anti-parti) et insultante pour les Espagnols, a émergé l'idée que nous serions «supérieurs», que le peuple espagnol ressentirait une sorte de reconnaissance sans bornes envers nous et qui devrait ainsi signifier une totale liberté d'action, même si c'est contraire à leur propre intérêt.* […] *Pour cette raison, le travail politique dans les Brigades internationales ne repose la plupart du temps pas comme il le devrait sur les circonstances espagnoles et les intérêts de la majorité des Espagnols, mais plutôt sur le principe de satisfaire avant tout les besoins et les exigences de la minorité internationale.* RGVA 35082.1.95 : *Notas sobre la situación de la Unidades Internacionales en España. Informe del coronel camarada Sverchevsky (Walter*). 14 janvier 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 70, p. 515.

Le modèle antérieur du volontaire international accourant en Espagne pour la sauver du fascisme était révolu et désormais considéré comme une interprétation erronée, afin de contrevenir aux accusations fréquentes en Espagne comme à l'étranger faisant des Brigades internationales la manifestation une intervention étrangère à l'Espagne et de l'armée républicaine une force incapable de triompher sans l'aide de l'étranger. Cette réinterprétation fut prise très au sérieux. Ainsi, lorsqu'un vétéran français, membre du Comité régional du PC des Pyrénées-Orientales, eut le malheur de soutenir lors d'un meeting la démonstration habituelle sur le rôle des Brigades internationales (« C'est nous les volontaires internationaux qui avons sauvé Madrid et l'Espagne ; parce que l'Espagne était en désordre complet et c'est la raison pour laquelle les fascistes avançaient »), il fut immédiatement dénoncé[521]. Prévenu, André Marty transmis au comité régional un ferme démenti assorti d'une demande de blâme : « Jamais un responsable des Brigades internationales n'a soutenu cette thèse complètement fausse. Jamais encore le CC du PCE ni aucun autre Parti ne pourrait admettre une telle thèse. Ceci montre que [ce volontaire] n'a jamais été dans les Brigades internationales[522] ».

Changement significatif, les volontaires étrangers n'étaient plus le sujet d'attention principal des activités et discours politiques des Brigades internationales. D'autre part, ces derniers étaient enjoints à devenir des soldats modèles de la République, des soldats politiques paradoxalement spécialement chargés, en tant qu'étrangers, d'entraîner une masse de soldats nationaux peu ou moins motivés. Cette étrange reconversion fut permise par le nombre et l'implication des volontaires étrangers communistes.

2. Les vecteurs de la reconversion

Au printemps 1938, les étrangers étaient à la fois largement minoritaires et très majoritairement communistes : les effectifs des Brigades internationales comptaient en mai 1938 en effet un tiers d'étrangers, soit 12 816 recensés entre le front, les services et les hôpitaux, dont les deux tiers étaient considérés comme membres d'un parti communiste[523]. Les autres sensibilités politiques étant désormais presque inexistantes ou peu structurées. Les anciennes structurations communistes nationales disparues, les communistes étrangers

[521] RGASPI 545.6.1184 : Dossier individuel du volontaire français Fitte. *Note sur le volontaire Fitte*. Par André Marty, à destination de Tréand. Barcelone, 22 décembre 1938.
[522] *Idem.*
[523] Voir ANNEXE IV Tableau 17-1: *Liste « approximative » des volontaires étrangers affiliés au PCE au 3 mars 1938*. Malgré les pertes subies entre les deux dates, la proportion demeure valable à l'aune des décomptes réalisés en octobre 1938.

devinrent la principale masse de manœuvre du PCE dans les trois divisions comprenant des brigades internationales.

La stratégie du PCE ne reposait pas sur l'augmentation de ses propres affiliés mais de son influence politique. Il était nécessaire dans l'armée de s'assurer l'adhésion des non-communistes autour des mots d'ordre du Parti et leur association aux initiatives. La lutte contre le sectarisme et le prosélytisme communiste avait ainsi été un des motifs invoqués contre les cadres étrangers lors de la désinternationalisation du printemps 1938. La mission des communistes devait être de s'intégrer pleinement « dans le dessein de l'unité et du front populaire pour lequel doit être inspiré le contenu de notre armée et qui est la garantie de notre Parti » pour renforcer le moral de la troupe et apporter « la compréhension à la masse des soldats les consignes données par le Parti » pour consolider les positions acquises dans l'armée par les communistes[524].

Les nouvelles orientations firent l'objet de nombreux articles précisant le contenu et les objectifs à atteindre en direction des militants communistes. Elles furent ainsi portées à la connaissance de toutes les sections du Komintern par la publication de plusieurs articles et par la confection d'un numéro spécial de l'hebdomadaire de liaison du Komintern, *La Correspondance Internationale*, consacré à l'Espagne. André Marty fut naturellement chargé de l'explication du nouveau rôle des Brigades internationales au service du front populaire espagnol et de la nécessité pour les Internationaux de « se plonger profondément dans la lutte du pays dans lequel il se trouve, de se fondre dans la masse[525] ». Significativement, il assimilait d'ailleurs significativement les « étrangers » et les « communistes des Brigades internationales » dans la présentation du nouveau rôle politique des Internationaux : renforcer la capacité de combat de l'armée et solidifier l'union autour du gouvernement[526]. L'apport des volontaires étrangers n'était plus d'ordre militaire mais entièrement politique : « Il est incontestable que si les communistes internationaux se pénètrent de ces directives et les appliquent, leur œuvre magnifique d'antifascistes en Espagne sera multipliée par mille [et]

[524] RGASPI 545.6.9 : *Base d'organisation du Parti dans l'armée*. Janvier 1938.
[525] « Brigades internationales » par A. Marty in *La Correspondance Internationale*. Numéro spécial n°27 12 mai 1938, pp. 617-618.
[526] MARTY (André), « En Espagne, l'armée populaire et les Communistes » in *Les Cahiers du Bolchévisme* 15 mars 1938 vol. 15 n°3, p. 1225.

aidera ainsi puissamment non seulement à la victoire du peuple espagnol, mais à préparer la victoire contre le fascisme international dans leur propre pays[527] ».

Cet aggiornamento fut permis par la capacité des volontaires communistes étrangers à s'investir dans une démarche a priori extérieure à leur venue en Espagne, au nom du « devoir », comme militants et secondairement comme combattants. L'attention portée à la propagande, à la formation théorique et la militarisation du discours communiste distinguent remarquablement l'année 1938 de la précédente. L'hispanisation culturelle s'imposa également dans la presse des Brigades internationales et la situation politique interne espagnole fit la matière de la plupart des sujets de premier plan[528]. La diffusion des mots d'ordre du Parti fut en effet assurée non par le Parti en tant que tel mais par la presse et surtout par un organe stratégique dont le Parti disposait du contrôle total au sein des Brigades internationales : le corps des commissaires de guerre.

Le PCE sut utiliser à plein le corps des commissaires de guerre des Brigades internationales, instruits à l'école de Pozo Rubio créée en septembre 1937, pour en faire les transmetteurs de ses mots d'ordre, que les élèves soient communistes ou non. Tandis que le PCE avait approuvé la première réforme des commissaires de l'automne 1937, la seconde vague de la campagne de dépolitisation (contre le « partitisme ») de l'armée ordonnée par le ministre Indalecio Prieto et le Commissaire en chef Crescenciano Bilbao rencontra l'opposition farouche des communistes, se faisant les défenseurs du commissariat et d'une armée politisée, mais non partisane[529]. Le remaniement ministériel qui suivit la défaite d'Aragon en avril 1938 qui vit le départ de Prieto et la démission de Bilbao, remplacé par Ossorio y Tafall (IR, proche du PCE) apporta plus de souplesse dans la dépolitisation et libera le PCE de ses entraves sur le corps des commissaires qu'il dominait largement. La presse des Brigades internationales avait néanmoins entretemps perdu la majeure partie de ses titres[530]. Ce resserrement de l'offre de presse permit cependant de se débarrasser des journaux en langues étrangères rétifs aux nouvelles directives.

L'introduction de la nouvelle ligne espagnole dans les Brigades internationales est également clairement perceptible dans le contenu de la formation dispensée aux délégués et

---

[527] *Idem*.
[528] NÚÑEZ DÍAZ-BALART (Mirta), *La disciplina de la conciencia…, op. cit.,* p. 163.
[529] RGASPI 545.1.41 : *Aux camarades Commissaires de Guerre des Brigades Internationales, Aux camarades rédacteurs du Volontaire de la Liberté*. Directives de Luigi Longo. Barcelone, 26 février 1938 ; VIÑAS (Ángel), *El honor de la República…*, *op. cit.,* p. 240.
[530] RGASPI 545.1.41 : Ordre du jour du CGG n°212 du 21 janvier 1938.

commissaires politiques en 1938. Significativement, les cours dispensés dans les écoles de cadres de Pozo Rubio évoluèrent très sensiblement dans ce sens. Début 1938, les élèves commissaires étaient ainsi chargés de veiller à la création, dans chaque bataillon, d'un comité des *Amigos de la Unión Soviética* (AUS) en plus des comités SRI sur lesquels l'attention s'était portée précédemment :

> Il devra expliquer aux combattants ce que signifient ces deux dernières organisations. Nous connaissons suffisamment le SRI pour qu'il soit nécessaire d'expliquer sa fonction. Mais on devra répéter aux soldats ce qu'est l'Union des amis de la Russie Soviétique. Leur expliquer l'aide que nous apporte en ce moment cette Union Soviétique qui nous permet de faire front contre l'ennemi et sans laquelle il nous serait très difficile de soutenir une lutte victorieuse contre le fascisme[531].

Le déploiement de ces organisations de masse dans les Brigades internationales servit à conforter la position du Parti sans s'impliquer directement. Le soulignement de l'action solidaire de l'Union Soviétique permit également de renforcer les mots d'ordre du Parti.

Après avoir été sévèrement contrôlées et placées dans le cadre strict des remerciements pour la solidarité du peuple soviétique, les références à l'Union Soviétique se multiplièrent dans les Brigades internationales à partir de l'automne 1937. Cette soviétisation des discours politiques et des réalisations culturelles procéda par l'emploi de plus en plus fréquent d'exemples choisis parmi les réalisations soviétiques et par l'exaltation du rôle joué par l'URSS en soutien à l'Espagne et comme rempart au fascisme. Relevons que ces références suivirent une courbe similaire dans l'UPI étudiée par Éric Vial[532]. Ce référentiel soviétique faisait écho à la volonté du parti communiste espagnol de comparer le rôle de l'armée populaire républicaine à celui de l'armée rouge lors de la guerre civile russe et à son importance dans la solidification de l'État bolchévique. Le cinéma soviétique fut en Espagne n des vecteurs de ce *softpower*, employé comme support politique didactique. Le film des frères Vassiliev *Tchapaiev,* projeté à partir de 1934 en URSS et adapté du roman à succès de Fourmanov, fut particulièrement utilisé et diffusé, à la fois pour ses vertus édifiantes et son caractère pédagogique que du fait de sa grande proximité avec le contexte espagnol. De très nombreux témoignages de vétérans attestent de son grand succès comme de sa bonne

[531]CHS AM 9 : Brochures de l'École des Commissaires de guerre. 10ème Leçon : *Disposition pour le dixième thème. Notes sur le travail pratique et les devoirs des commissaires dans les unités militaires se trouvant sur le front*. « Tâches du commissaire », p. 8.
[532] VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École Française de Rome, 2007, p. 147.

réception parmi les combattants[533]. De nombreuses projections furent organisées pour les habitants des villages où cantonnèrent les Brigades internationales. Ce fait constitue en soi une illustration des destinations nouvelles de la propagande des Brigades internationales. Jusqu'alors, l'Agitprop avait été presque exclusivement dirigée vers l'étranger, ou parfois vers les lignes ennemies.

3. L'assimilation des Brigades internationales dans l'espace politique espagnol

Durant les dix-huit mois précédents, les Brigades internationales avaient été peu immergées dans leur environnement ibérique. L'Espagne était avant tout le lieu circonstanciel des combats et non un espace politique en soi, celui-ci demeurant intégralement transnational, c'est-à-dire dans l'espace originel des volontaires. L'intégration des Brigades internationales dans l'appareil, les projets et les objectifs du PCE s'est accompagnée d'une immersion dans leur environnement direct, civil et militaire, comme un nouvel espace politique à occuper et comme cible prioritaire de leurs actions de propagande.

Cette immersion des Brigades internationales dans les objectifs de propagande du PCE fut effectuée à la fois dans l'armée et en direction de la population. Sur chacun des fronts tenus par les Brigades internationales, des appels à la fraternisation et l'amitié avec les unités voisines furent émis, surtout en direction des divisions confédérales, considérées comme hostiles aux Internationaux. Les initiatives de fraternisation entre volontaires étrangers et recrues espagnoles des Brigades internationales, initiées en 1937, furent renforcées. Ainsi, en mai 1938, une campagne intitulée «Adopt a Spanish Brother» fut initiée dans les rangs de la XVème brigade : les soldats anglo-saxons furent encouragés à écrire aux familles de leurs camarades espagnols[534]. On le comprend aisément, par le prétexte de la fraternisation entre les combattants, le sujet principal était ici l'arrière.

Le PCE veilla particulièrement à l'établissement de rapports étroits entre l'armée et la population dont le moral était moins élevé que parmi les militaires. Les Brigades internationales furent ainsi invitées à multiplier les occasions de contacts avec la population et l'organisation d'événements festifs associant les civils du cru fut une tâche politique

[533] La version projetée en Espagne fut cependant amputé de sa fin tragique, pour ne pas désespérer les soldats en proposant un dénouement artificiel heureux. FERNANDEZ CUENCA (Carlos), *La Guerra de España y el cine*, Madrid, Editora Nacional, 1972, p. 313.
[534] RGASPI 545.3.507 : *Daily Report*. Rapport du commissaire Rogers du 60ème bataillon au commissaire Yates de la XVème Brigade. 11 mai 1938.

supplémentaire confiée aux commissaires sur lesquels ils furent évalués[535]. Les parrainages de bataillons ou batteries par des localités, ateliers ou syndicats espagnols furent désormais recherchés[536]. Il y eut ainsi des changements de parrainage significatifs : le 13ème bataillon *Henri Barbusse*, initialement parrainé par *Paix et Liberté*, reçut à l'automne 1937 le parrainage des femmes communistes de Madrid[537].

Comme toutes les troupes militaires occupant un espace habité par des civils, les Brigades internationales, laissèrent parfois des souvenirs désagréables en tant que troupe en campagne. Le bataillon américain *Lincoln* avait ainsi été très mal accueilli lors de l'installation de ses cantonnements à Villanueva de la Jara en 1937, la faute incombant au bataillon francophone l'ayant précédé et dont le séjour s'était accompagné de multiples incidents[538]. Vols, pillages et viols furent de ce fait sévèrement punis, par la transmission systématique des coupables à la justice républicaine. Enfin, les Internationaux étaient également accusés de faire monter les prix dans les alentours et de perturber l'approvisionnement des marchés en attirant à eux les produits locaux.

Durant l'été 1937, les commissaires politiques furent instruits d'inciter les combattants à participer aux récoltes, le principe fut systématisé et rigoureusement contrôlé l'année suivante[539]. Le sport, en particulier le football, fut également un prétexte à des occasions de fraternisation avec la population et avec les brigades voisines. Les efforts fournis en 1938 furent considérables et très diversifiés. Des véhicules militaires étaient prêtés aux paysans tandis que les ateliers de mécanique accueillaient charrues et outils des villageois, les services sanitaires proposaient à la population des visites médicales et à Fuentealbilla, le bataillon international en garnison procéda à la réfection des rues[540]. Parallèlement, ces initiatives étaient mises en valeur dans la presse des Brigades internationales. Des histoires édifiantes à propos de l'accueil des Internationaux furent régulièrement publiées à partir de l'automne

---

[535] RGASPI 545.2.75 : *XII - XIII - XIII Bis Brigades* [sic]…, *op. cit.,* p. 6.
[536] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 169 .
[537] « Les madrilènes offrent un fanion au XIIIème bataillon » *in El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe*.n°52 du 17 octobre 1937, p. 2.
[538] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Non signé, p. 30.
[539] RGASPI 545.3.435 *Reunión de comisarios políticos efectuada en Madrid el 16 de junio 1937*. Discours de Barthel, 16 juin 1937 ; 545.1.4 *: Informe sobre las 35 y 45 división y otras unidades de las BI durante el periodo del 2 al 7 de julio 1938*. Par « Gallo ». Juillet 1938 ; « Soyons de bons combattants et de braves gens » et « Les volontaires sèment partout la joie et l'affection ...» in *Le volontaire de la liberté. Organe des Brigades internationales* n°27 du 14 octobre 1937, p. 3.
[540] RGASPI 545.2.73 : *Parti Communiste d'Espagne - Projet de rapport pour la conférence des Brigades Internationales* [à destination du camarade Marty] Sans date ; 545.1.72 Manuscrit « L'Espagne sous le feu fasciste » par Luigi longo, p. 237.

1937, relatant comment tel bataillon s'était attiré la sympathie d'une population jusqu'alors rétive aux « étrangers » en citant des témoignages de villageois enthousiastes[541].

Les enfants et orphelins d'Espagne firent également l'objet de nombreuses campagnes caritatives organisées par les Brigades internationales. En septembre 1937, un volet caritatif fut ajouté aux activités culturelles et de propagande imposées aux Brigades internationales : la création ou le patronage d'orphelinats et de colonies infantiles espagnoles[542]. Citons à titre d'exemple le dispositif belge : dans l'éphémère bataillon belge *Pierre Brachet* fut créée une association intitulée *Les Amis des Enfants* qui bénéficia d'une relative publicité en Belgique tandis qu'un « Home d'enfants *Pierre Brachet* » était installé en Catalogne, sur la base des dons recueillis en Belgique[543]. Autour de ces différents projets, fut lancé le comité (mondial) pour l'enfance espagnole des Brigades internationales (*comité pro-niños de las Brigadas internacionales*), confié notamment à l'efficace docteur Brauner et assorti d'une publication illustrée de propagande spécifique[544]. Le nouveau comité mondial devint un acteur majeur de la nouvelle campagne de communication des Brigades internationales, permettant de les insérer dans l'attention de l'opinion publique internationale portées sur l'évacuation et de l'accueil des familles Asturiennes et Basques lors de la chute de la zone Nord, autour des *Comités Bilbao*[545]. La campagne constitua de plus un excellent prétexte pour de très nombreux articles faisant la promotion de l'accueil des orphelins espagnols en URSS et plus généralement sur les politiques infantiles soviétiques.

Il est probable que l'enfance a également constitué un vecteur pratique matérialisant positivement une hispanisation initialement difficile. Si les Internationaux n'étaient plus dépeints en sauveurs de l'Espagne, ils pouvaient néanmoins endosser le rôle de bienfaiteurs, de compagnons fidèles ou encore de généreux papas :

> Il est vraiment émouvant de voir avec quelle passion, avec quel amour, nos volontaires font ce travail. La veille encore ils étaient dans la tranchée boueuse, ils guettaient tous les mouvements ennemis, prêts à faire chanter leur mitrailleuse... Aussitôt descendus des lignes ils vont chercher leurs petits amis pour organiser avec

[541] « Un village et ce qu'il pense de nous » in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe. Numéro Spécial* n°56 10 décembre 1937, p. 8.
[542] RGASPI 545.1.11 : *Projet pour la création d'un centre de parrainage*. Septembre 1937.
[543] « Amis des enfants » par Houllez André in *Nuestra Voz. Periódico del batallón « Pierre Brachet » 14e Brigade Bis* n°3 du 15 janvier 1938, p. 1.
[544] La confection fut confiée au docteur Alfred Brauner, initiant ainsi avec son épouse Françoise une longue carrière consacrée à l'enfance victime des violences de guerre.
[545]Cette campagne fut notamment popularisée en mai 1938 par la publication de l'album illustré *Los niños españoles y las Brigadas internationales - Les enfants espagnols et les Brigades Internationales.*

> eux les jeux les plus enfantins et les plus ingénus. Les Commissaires favorisent et guident tout ce travail de fraternisation avec la population civile, ils y voient un moyen de souder toujours plus profondément les Internationaux aux espagnols, l'Armée du peuple[546].

Cet extrait d'apparence naïve illustre parfaitement l'application des consignes du PCE, le rôle fondamental des commissaires politiques et la redirection de la propagande des Brigades internationales vers l'espace politique espagnol.

L'aggiornamento politique des Brigades internationales fut grandement facilité par la continuité du discours de front populaire antifasciste. C'est cette dernière qui permit l'accomplissement, sans trop de heurts parmi les volontaires étrangers, de la métamorphose du modèle transnational initial de Brigades internationales que l'on doit interpréter comme une désinternationalisation. L'hispanisation des effectifs des Brigades internationales semblait justifier naturellement cette évolution et l'adaptation des Internationaux à une situation nouvelle. Le front populaire devait désormais être reconfiguré dans les Brigades parmi les Espagnols où les anarchistes étaient nombreux et dont le Komintern avait précisé nettement l'importance de leur association dans l'union nationale antifasciste républicaine.

B. Un nouvel interlocuteur : les anarchistes espagnols des Brigades internationales

Les nouvelles directives du Komintern de l'automne 1937 à propos de la CNT constituèrent un changement politique fondamental pour le PCE. Les deux partis communistes d'Espagne furent sur ce point sévèrement tancés pour leur sectarisme[547]. La consigne d'association des anarchistes dans la ligne de front populaire antifasciste fut dûment appliquée dans les Brigades internationales. Elles représentaient en effet un espace idoine pour le déroulement de cette stratégie du fait de la présence nombreuse des anarchistes espagnols dans ses rangs et en constante augmentation parmi les recrues depuis leur déplacement en Catalogne. Ils devinrent au printemps 1938 les principaux interlocuteurs du PCE dans les Brigades internationales et l'objet d'attentions nouvelles.

---

[546] RGASPI 545.1.72 : *L'Espagne sous le feu fasciste*, manuscrit de Luigi Longo, pp. 235-237.
[547] VIÑAS (Ángel), *El honor de la República…*, *op. cit.,* pp. 177-185.

1. Une présence anarchiste ancienne dans les Brigades internationales

Dès janvier 1937, des formations confédérales figuraient parmi les unités espagnoles amalgamées aux Brigades internationales. Cette présence avait eu toutefois des résultats contrastés et s'était avérée génératrice de tensions. Lorsque la XVème brigade reçut sous forme de renforts deux bataillons espagnols dont un bataillon de milices anarchistes, cela fut perçu comme « une manœuvre de sabotage parfaitement organisée » car « Nous n'avons jamais eu de formation de parti ou de syndicats dans nos brigades[548] ». La défiance envers les conscrits libertaires espagnols imposa que ces derniers soient stationnés à l'extérieur d'Albacete en évitant tout mélange avec les Internationaux. Les rapports étaient également mauvais dans les services, les hôpitaux et les fabriques militarisées dépendantes des Brigades internationales, donnant lieu à de fréquents conflits entre espagnols et étrangers mélangeant xénophobie, revendications sociales (contre les 48 heures hebdomadaires) et en répercussion du contexte délétère régnant entre anarchistes et communistes au Levant en 1937.

Mais le caractère contre-productif et politiquement dangereux de ces affrontements internes tandis que l'hispanisation des Brigades internationales était à l'inverse encouragée n'échappa aucunement aux responsables d'Albacete. Des efforts d'assimilation des anarchistes dans les bataillons internationaux furent indéniablement entrepris. En avril 1937, la XIVème brigade reçut un bataillon complet de la CNT FAI composé de membres de la CNT FAI de Malaga. Les soldats maléguègnes de ce bataillon, le *Domingo Germinal,* furent dispersés dans les quatre bataillons internationaux tandis que le bataillon *Henri Vuillemin* était rebaptisé selon le patronyme du bataillon anarchiste dissous[549]. Domingo Germinal rejoignit ainsi Durruti dans le panthéon des Brigades internationales comme symbole de l'unité antifasciste réalisée et furent tous deux érigés, bien malgré eux, en martyrs républicains, voire même « bolchevique » en ce qui concerne Buenaventura Durruti[550]. André Marty fut sans doute le premier kominternien à reconnaître les qualités de la CNT, dont l'assise populaire en Catalogne ainsi que l'efficacité de sa propagande et de sa presse l'avaient particulièrement impressionné dès l'été 1936. Le Komintern avait ainsi identifié dès les premiers mois de 1937

[548] RGASPI 545.2.45 : *Réunion du comité militaire*, par Vidal. 28 janvier 1937.
[549] Le 10ème *Henri Vuillemin* avait pris le numéro du 11ème *Louise Michel* lors de la dissolution de ce dernier.
[550] Lors du décès de Durruti en novembre 1936, le bulletin du Comité Exécutif du Komintern avait ces mots : « Sous l'influence des leçons de la lutte révolutionnaire en Espagne, Durruti évolua de plus en plus vers le Parti communiste. Dans un entretien avec le correspondant d'un journal soviétique il aurait dit : « Oui, je me sens bolchévik. Je suis prêt à orner mon cabinet de travail, au front, du portrait de Staline ». Cité in « À la mémoire de Buenaventura Durruti » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol. 18 n°10-11 Octobre-Novembre 1936, pp. 1312-1313.

le potentiel politique que représentait le glissement objectif et pragmatique de la direction nationale de la CNT vers une stratégie de rassemblement antifasciste, avec comme horizon la victoire militaire sur l'ennemi commun[551].

Il s'agissait également de limiter les frictions internes dues à l'hispanisation de la troupe et d'éviter de prêter le flanc aux accusations faisant des Brigades internationales un agent communiste étranger. Cette politique de détente avec les confédéraux était alors purement opportuniste et ne fut en aucun cas valable pour les anarchistes étrangers. Bien au contraire, ces derniers furent la plupart du temps traités en indésirables. Les rares militants anarchistes étrangers qui s'engagèrent dans les Brigades internationales furent rapidement déçus, et leur prosélytisme leur attira une répression politique immédiate[552]. À l'hiver 1936-1937, les militants anarchistes étrangers étaient considérés comme des perturbateurs ou des agents ennemis, responsables des désertions constantes vers des formations confédérales à Madrid et au Levant. Sauf dans le bataillon *Garibaldi*, où les anarchistes italiens demeurèrent jusqu'à l'été 1937 une forte minorité et avaient pu s'organiser grâce au soutien du commandant Pacciardi, la plupart des étrangers d'obédience libertaire partirent d'eux-mêmes des Brigades internationales au printemps 1937 ou bien chassés, isolés ou réduits au silence. Cette défiance vis-à-vis des anarchistes étrangers fut constante et connut une seconde période de tensions à l'automne 1938 lorsque le gouvernement républicain dirigea vers les camps de démobilisation les étrangers présents sur le territoire républicain dont de nombreux combattants et militants anarchistes ou anciens membre du POUM[553].

Il faut ainsi nuancer et préciser le terme d' « anarchiste », bien qu'il soit employé en tant que tel dans la documentation. En 1938, il s'agit presque toujours d'espagnols ainsi désignés sous ce vocable et plus précisément d'affiliés catalans ou levantins à la CNT dont la vigueur de l'attachement aux idées anarchistes est difficile à estimer exactement mais probablement très inférieure aux brigades dites « anarchistes » de Catalogne. François Godicheau rappelle ainsi avec raison que l'affiliation syndicale n'est pas un indicateur fiable

---

[551] « Une nouvelle phase de la lutte pour l'Espagne démocratique » in *L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* vol.19 n°1&2 janvier-février 1937, p. 16 ; RGASPI 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937. Question espagnole : résolution (sur le rapport du camarade André Marty),* 10 mars 1937, p. 4 ; *Sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, pp. 34-38.

[552] LÉGER (Robert) *De Brigades en brigades*, Edition à compte d'auteur, 2004, pp. 124 à 127.

[553] Ses affrontements dans les camps suscitèrent l'intervention de la CNT que les plaça sous sa protection. RGASPI 545.1.29 : *AIT – CNT Comité Nacional Sección Defensa - Comisarios. Miguel Gonzalez Inestal, Sub-Comisario General Comisariado*. Transmission d'une lettre de Martin Gudell aux Brigades internationales. Barcelone, 9 novembre de 1938.

de l'engagement politique puisqu'il était également le viatique permettant d'obtenir divers permis et certificats[554]. Avant même que les recrues des Brigades internationales soient levées en Catalogne, les conscrits syndiqués à la CNT étaient déjà très nombreux dans les Brigades internationales dès la fin de l'année 1937.

2. La CNT, seconde force politique dans les Brigades internationales en 1938

En janvier 1938, les anarchistes étaient majoritaires parmi les Espagnols dans la XIème brigade germanophone *Thälmann* et d'ailleurs particulièrement estimés d'un point de vue politique et militaire par l'état-major de la brigade[555]. Cette situation de prime abord paradoxale ne fut nullement une exception. On dispose ainsi d'un instantané utile pour estimer l'importance quantitative des confédéraux dans les Brigades internationales à cette période, en l'occurrence un rapport détaillé sur la composition de la 45ème division internationale en janvier 1938 composées des brigades *Garibaldi*, *Dombrowski* et la future 129ème en cours de constitution, encore dénommée *Agrupación de reserva*.

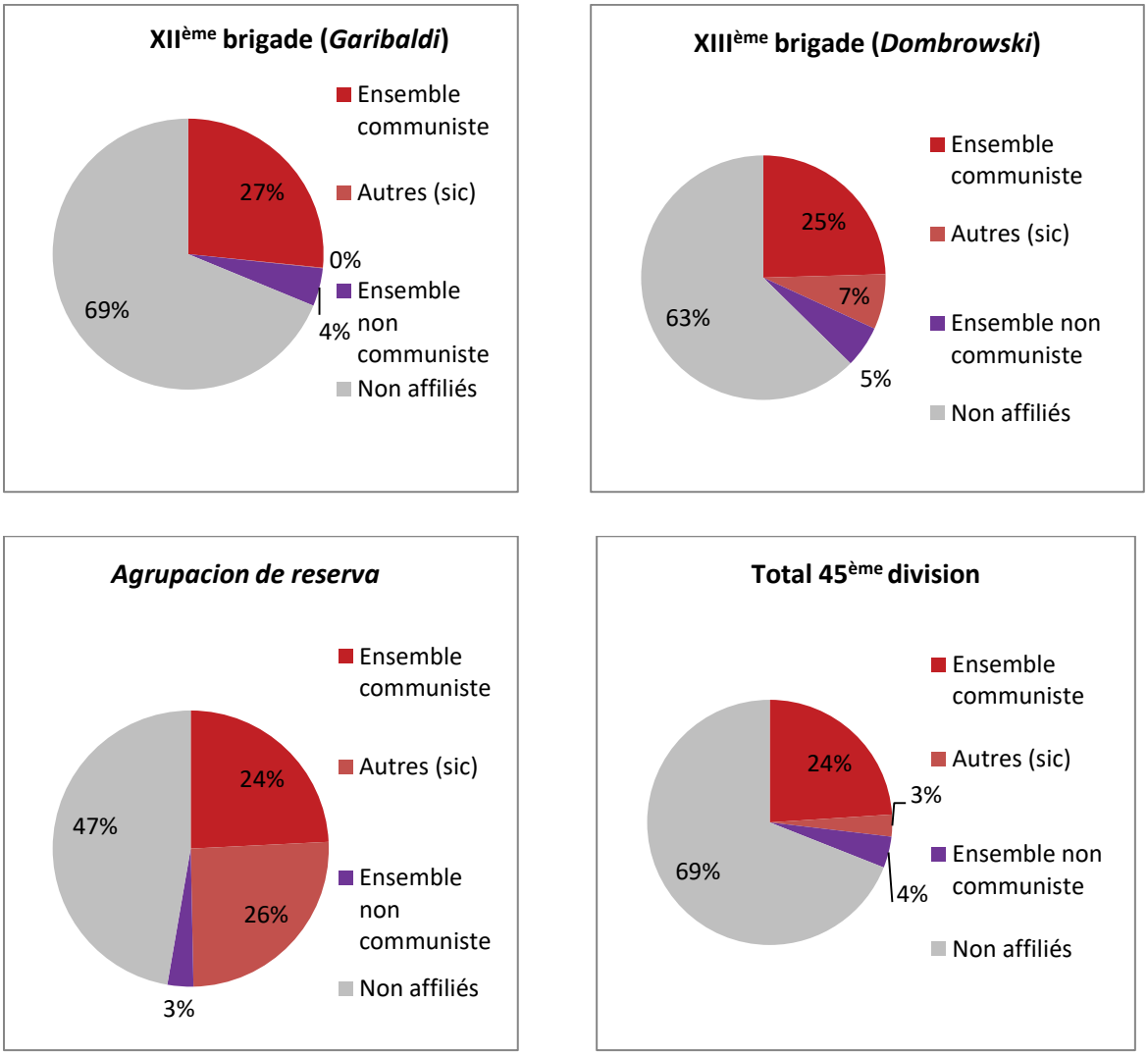
Une lecture comparée permet de bien saisir la distribution des rapports de force politiques internes et leurs contrastes, suivant les affiliations politique et syndicale des combattants, étrangers et espagnols confondus.

Sans tenir compte des combattants politiquement non-affiliés de la 45ème division internationale, le poids des affiliés communistes (JSU, PCE et PSUC) est écrasant : les deux tiers) au minimum dans chacune des brigades concernées. En valeur réelle, les communistes déclarés ne constituaient qu'un quart des effectifs totaux de la 45ème division. Les non-communistes (FAI, IR, PSynd et PSOE) semblent largement absents : moins de 5% des effectifs, 13% des affiliés.

---

[554] GODICHEAU (François), *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939*), Paris, Odile Jacob, 2004, p. 391.
[555] RGASPI 545.6.15 : *Rapport sur la XI Brigade*. Traduction du 8 décembre 1938.

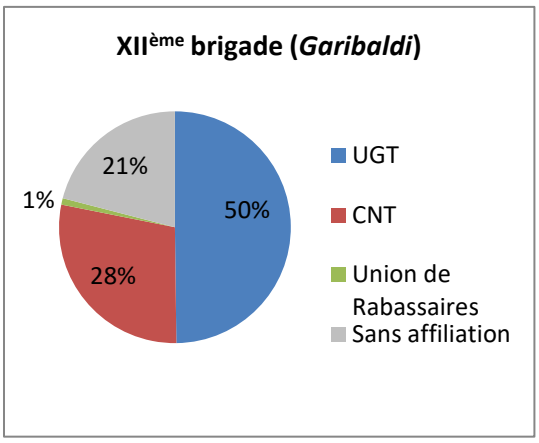
Graphique 17-a : Représentations graphiques des proportions d'affiliations politiques dans la 45ème division en janvier 1938[556]

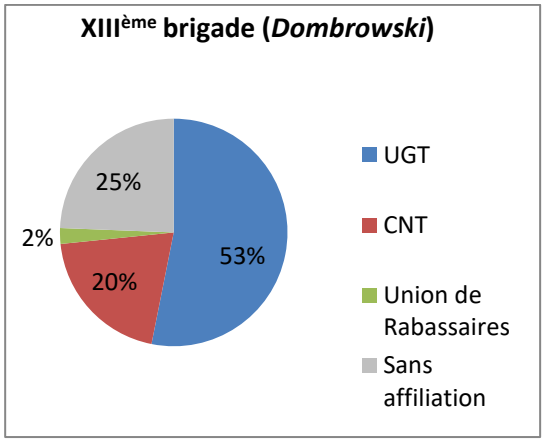


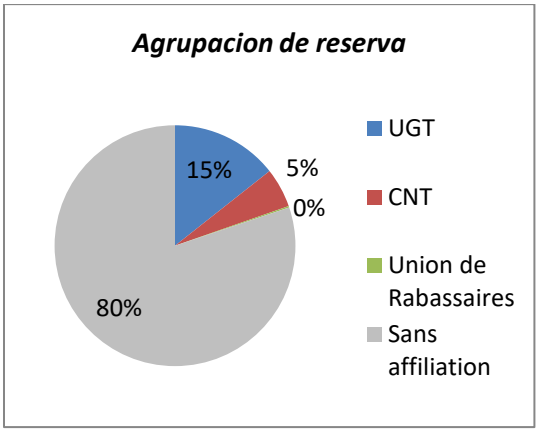
Cependant, la distribution des affiliations syndicales donnent une tout autre lecture : une force politique non-communiste émerge, la CNT, qui regroupe presque un tiers des effectifs affiliés. L'UGT n'est nullement hégémonique, bien que représentant la moitié des effectifs des XIIe et XIIIe brigades.

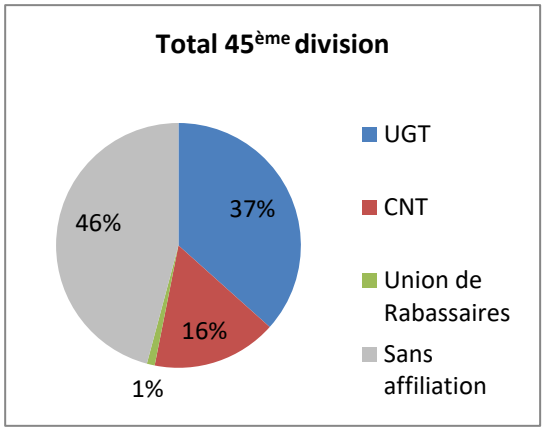
[556] Voir détails en ANNEXE IV Tableau 17-2 : *Affiliations politiques dans la 45ème en janvier 1938.*

Graphique 17-b : Représentations graphiques des proportions d'affiliations syndicales dans la 45ème division en janvier 1938[557]









Les statistiques syndicales démontrent l'importance de la CNT au sein des XIIème *Garibaldi* et XIIIème *Dombrowski.* Quasiment un soldat sur cinq de la *Garibaldi* et dans la *Dombrowski* étaient affiliés à la puissante confédération anarchosyndicaliste. Cependant, les affiliations à la FAI sont extrêmement faibles, ce qui pourrait confirmer l'hypothèse de François Godicheau sur des affiliations utilitaires ou de sympathie à la CNT plutôt que fortement motivées politiquement. Les socialistes étaient portion négligeable et les affiliés à l'UGT se partageaient probablement entre plusieurs obédiences politiques non anarchistes. Seule la CNT constituait donc une force politique représentative. Cependant, quasiment les deux tiers des I n'étaient pas membres d'un parti et, les étrangers soustraits, une part importante d'entre eux n'était pas affiliée à un syndicat. Ces « sans-parti » et les confédéraux formèrent la cible principale du discours du PCE dans les Brigades internationales.

[557] Voir détails en ANNEXE IV : Tableau 17-3 : *Affiliations syndicales dans la 45ème division janvier 1938.*

À partir d'avril 1938, lors de la réimplantation des Brigades internationales en Catalogne à la suite de la coupure du front en Aragon, les renforts furent presque intégralement formés de recrues catalanes où les affiliés à la CNT étaient nombreux, augmentant en proportion l'importance quantitative de la Confédération dans les Brigades internationales. Il s'agissait évidemment d'une circonstance nouvelle ayant un impact politique majeur. Lors de l'installation définitive des Brigades internationales en Catalogne à partir d'avril 1938, la CNT fut dans l'obligation de s'intéresser à ce nouvel interlocuteur et découvrit la forte proportion de ces affiliés parmi les Internationaux. La centrale syndicale fut ainsi fort étonnée de recevoir des commandes des Brigades internationales pour son propre journal, *Solidaridad Obrera*[558]. Les permanents du siège de la CNT catalane à Barcelone reçurent la visite du commissaire politique de la XVème brigade *Lincoln*, venant leur demander de bien vouloir visiter les confédéraux de sa brigade, au nombre d'un demi-millier selon lui, et pour leur proposer non seulement d'organiser conjointement le prochain 1er mai mais également qu'un rayon de la CNT parraine un des bataillons de la brigade internationale[559].

La confédération fut naturellement très circonspecte vis-à-vis de cette entreprise de séduction. Dans la XIIème *Garibaldi*, 800 confédéraux étaient recensés, tout en étant peu représentés et sans disposer de possibilités pratiques de pouvoir s'organiser et les négociations entamées ne débouchèrent sur rien de concret[560]. Naturellement, les conscrits espagnols des Brigades internationales membres de la CNT-FAI ou des JJLL s'estimèrent plus mal lotis que leurs camarades communistes quant à leur accès aux publications libertaires[561]. Leurs remarques et critiques quant aux contenus des discussions politiques organisées par les commissaires, qu'ils qualifiaient de « jésuitiques », confortaient leur sentiment de dénigrement[562]. En effet, l'association et la promotion des anarchistes dans les Brigades internationales n'eurent pas comme objet de permettre à la CNT s'organiser mais de répartir à sa place ses affiliés dans les dispositifs communistes de front populaire.

---

[558] IISG CNT C 66 : Correspondance de la sous-commission propagande de la Section Défense au Conseil National à propos des commandes du journal *Solidaridad Obrera* par les Brigades internationales. 16 juillet 1938.
[559] IISG CNT 94 G : Rapport sans titre du Comité Régional de la CNT de Catalogne. Barcelone, 27 avril 1938 ; *Al Comité Regional de Cataluna CNT.* Par Diego Perez, s. d. [1938].
[560] IISG CNT 94 G : *Al Comité Regional de Cataluna CNT.* Par Diego Perez, s. d. [1938].
[561] RGASPI 545.1.4 : *Informe sobre el trabajo realizado*. Barcelone, 11 juillet 1938.
[562] IISG CNT 94 G : *A los compañeros de la sección defensa del Comité Regional de la CNT de Cataluña*. Montblanc, 17 juillet 1938.

3. La « main tendue » vers les anarchistes espagnols dans les Brigades internationales

Lors de son discours d'orientation d'octobre 1937 déjà évoqué, Luigi Longo instruisit longuement les commissaires politiques communistes à propos des dispositions déterminant la nouvelle ligne politique appliquée dans les Brigades internationales :

> Les anarchistes nous les conquerrons mais pas en nous dressant contre eux. Union avec les socialistes dans le Parti Unique du Prolétariat. Le Parti Communiste veut être le Parti Unique du Front Populaire ; tout pour gagner la guerre. S'il y a un chef anarchiste, un chef républicain qui se batte courageusement pour la Liberté et l'Indépendance de l'Espagne, honneur à lui. Ouvrez les journaux de chaque parti et vous voyez que chaque Parti exalte les siens […] C'est par le Front Populaire que nous devons réaliser l'Union dans nos Brigades pour surmonter nos difficultés. […] Nous devons faire monter les camarades espagnols, notre devoir est de les aider à se former. Des 150 000 nouvelles recrues, il faut tirer des cadres […] Nous devons travailler pour aider l'Armée Espagnole et éviter de devenir une Armée dans l'Armée, [il faut établir] de cordiaux rapports avec les anarchistes qui sont dans nos Armées[563].

On retrouve dans ces directives de Longo le cadre de front populaire habituel des instructions politiques dans les Brigades internationales mais désormais appliqué dans une dimension espagnole et avec l'ajout d'une force politique considérée auparavant comme extérieure ou hostile.

Le rapprochement vers la CNT s'appuya pragmatiquement par l'insertion de militants confédéraux parmi les cadres politiques et militaires, formés évidemment selon les préceptes du PCE. L'hispanisation de l'encadrement constitua un excellent prétexte pour leur introduction parmi la masse des communistes et des étrangers, comme une nouvelle génération de cadres, préalablement sélectionnés. D'une manière générale, la plupart des postes d'encadrement dans les Brigades internationales furent occupés par des étrangers militants, c'est-à-dire des combattants affiliés à un parti, tandis que le phénomène était beaucoup moins prononcé parmi les Espagnols. Quoique le poids des étrangers dans l'encadrement eût été en constante diminution, notamment après la retraite d'Aragon, la situation était politiquement malsaine, il fallait faire émerger des cadres anarchistes. Des consignes strictes furent édictées pour promouvoir des cadres affiliés à la CNT[564]. En janvier

[563] RGASPI 545.1.70 : *Réunion du 2 octobre* [1937], par Luigi Longo.
[564] RGASPI 545.6.7 : *Decisiones del secretario Trabajo político en El Ejercito (Sección Internacional).* 12 janvier 1938.

1938, 10% des commissaires politiques et 4% des officiers de la XIVème étaient membres de la CNT contre respectivement 83% et 57% de communistes[565].

Enfin, la stratégie d'affermissement du Front populaire par l'inclusion de la CNT procéda par l'élaboration d'un discours de front unique reposant principalement sur deux événements politiques déterminants au printemps 1938.

Il s'agit tout d'abord le pacte d'unité d'action UGT-CNT signé le 18 mars 1938, soit le résultat du rapprochement objectif de la direction péninsulaire de la CNT avec sa vieille rivale l'UGT. Il faisait suite à une première démarche de la CNT en direction des autres secteurs antifascistes réalisée fin août 1937 par la signature d'un pacte d'unité d'action entre les jeunesses libertaires (JJLL), les JSU et les jeunesses de petites formations du front populaire La direction nationale de la CNT rencontra une vive opposition en interne quant à ses démarches et le pacte d'unité d'action entre la CNT et l'UGT fut contresigné en Catalogne un mois plus tard avec réticence[566]. Il fut à l'inverse largement célébré par les services de propagande des Brigades internationales[567]. Le pacte entre les deux centrales ennemies fut naturellement présenté comme un premier pas comparable à l'unité réalisée par les CGT en France et aux efforts des communistes pour réaliser l'unité syndicale internationale.

Second point d'appui, le plus important, l'horizon fourni par la publication le 30 avril 1938 des buts de guerre de la République, énumérés en treize points par son auteur, le chef du gouvernement Juan Negrín. Il dota le PCE et par conséquent les Brigades internationales, d'un support politique pratique permettant de déterminer exactement les objectifs poursuivis et la finalité du conflit. Les Treize points des buts de guerre, dits « de Negrín », firent également l'objet d'âpres discussions et de contestations au sein de la CNT mais l'adhésion à ce texte signifia la proximité objective entre le PCE et la CNT en mars 1938 : le désir de poursuivre la guerre coûte que coûte, leur volonté commune de résistance et la condamnation des recherches de médiation d'armistice. Largement utilisé par le PCE comme base politique minimale et comme *Credo* d'un rassemblement de front unique autour des objectifs de guerre et de l'attachement à une république démocratique après la victoire. Les Treize points servirent de texte d'orientation venant justifier la nouvelle définition du Front populaire

---

[565] RGASPI 545.6.1043 *: Appréciations des cadres militaires et politiques des 53e, 54e, 55e, 56e bataillons au 2 mars 1938 par l'instructeur de la XIVème Gabriel Chivot.*
[566] GODICHEAU (François), *La guerre d'Espagne…*, *op. cit.,* p. 338.
[567] IISG CNT C66 : Déclaration de félicitation pour le pacte d'unité entre la CNT et l'UGT adressée à la fédération locale UGT-CNT de Barcelone par les combattants de la XVème Brigade internationale. Zone de guerre, 8 juillet 1938.

auprès des volontaires étrangers et ces derniers furent individuellement interrogés sur leur compréhension et leur sentiment à propos de ce texte lors de leur démobilisation à l'automne 1938, preuve du désir de l'exportation du texte vers l'étranger.

Il ne s'agissait donc pas de laisser la CNT en tant qu'organisation prendre une importance politique dans les Brigades internationales mais de faire adhérer ses affiliés aux mots d'ordre soutenus par le PCE. L'horizon consistait en la fusion de l'ensemble des membres des Brigades internationales dans une structure informelle de soutien au gouvernement, dite de front populaire et distincte du PCE. Cette enveloppe fut déterminée dans le mouvement de l'activisme, soit un avatar tardif et limité d'un projet ancien, et faiblement poursuivi, de constituer en Espagne une organisation de masse de front populaire véhicule des mots d'ordre du PCE.

C. Un ersatz de front unique transnational : le mouvement de l'activisme appliqué dans les Brigades internationales

Le mouvement de l'activisme fut une initiative politico-militaire performative décidée, probablement, par le comité central du PCE[568]. Il s'agissait d'un « mouvement » présenté comme spontané réunissant sans aucune structure propre ni affiliation des combattants dénommés « activistas[569] » appliquant strictement les mots d'ordre du gouvernement d'union nationale, s'imposant une discipline et un comportement au combat supérieur. L'activiste consistait en un modèle de soldat politique diffusé parmi la troupe, sorte de combattant d'élite procédant par l'autocritique et l'émulation. L'activisme, explicitement appelé « notre mouvement stakhanoviste », fut à la fois un programme éducatif, une campagne de propagande et un embryon de mouvement cryptocommuniste élaborés sur les mots d'ordre du gouvernement[570]. Le mouvement fut initié à la fin du printemps 1938 comme évolution d'une campagne précédente menée par le PCE et appliquée avec diligence dans les Brigades internationales : la campagne de *capacitación* (formation, éducation ; écrit le plus

[568] Le mouvement des activistes est malheureusement un aspect absent ou mal compris par l'historiographie du communisme espagnol durant la guerre civile. Les archives sont rares mais la documentation disponible des Brigades internationales est prolixe sur le sujet.
[569] Terme sans équivalant en français, plus fort que « militants ». Il fut traduit dans les Brigades internationales par « activistes ».
[570] CHS 2 AM 4ª *Hors format.* Album illustré offert par les participants au Congrès des activistas de la XIème brigade André Marty. S.d. [Septembre 1938?].

souvent sous une forme francisée « capacitation ») reposait sur un principe de stakhanovisme militant et militaire.

1. La capacitation et le mouvement des activistes

Véritablement mis en place en avril-mai 1938, le mot d'ordre de la capacitation avait été défini exactement un an plus tôt, lors de la grande conférence générale des commissaires politiques communistes du 28 mars 1937[571]. En 1936 et 1937, la capacitation consistait en un mot d'ordre interne au PCE d'éducation du militant bolchévique : s'instruire toujours plus, développer sans cesse ses capacités, profiter de chaque temps libre pour s'éduquer et apprendre[572]. Il s'agissait d'une transposition militaire d'un précepte militant correspondant aux directives concomitantes du Komintern aux partis communistes d'éducation des cadres et des militants : « Éduquer tout le parti, former des secrétaires de cellule, de section, des dirigeants à l'échelle régionale, telle est la condition de nos succès dans le travail de masse[573] ». À cette date, la conférence avait également pris soin de rappeler que la constitution des unités de choc devait être un objectif secondaire par rapport aux tâches politiques des commissaires. De fait, à l'exception de quelques allusions dans la presse du commissariat général des Brigades internationales, l'idée n'eut aucune suite immédiate. En 1938, le principe fut imposé et systématisé à certaines divisions communistes dominées par le PCE (11ème, 30ème et 46ème et probablement d'autres) et dans les six Brigades internationales.

La mission d'éducation et de capacitation devint la principale tâche des fonctionnaires politico-militaires, invités à réfléchir à l'amélioration des connaissances militaires par l'autocritique et à utiliser les périodes de repos pour se former[574]. En effet, la « capacitation » reposait entièrement sur l'éducation des combattants et l'investissement de chacun. L'éducation politique et culturelle des combattants était depuis le début de l'année 1937 une des priorités du PCE et donc des commissaires, du fait de la forte augmentation des recrues illettrées dans l'armée. C'est durant l'été 1937 que le mot d'ordre d'alphabétisation (« Instruisons-nous ») fut véritablement introduit dans les Brigades, à destination du flot de

[571] RGASPI 545.1.23 : Comisariado General de Guerra. Balance de las actividades del comisariado general du guerra – tarea a realizar. Avril 1937, p. 25.
[572] « Toujours prêts » par Vittori et « Capacité et discipline » de Miralles in *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°42 du 1er août 1937, p. 1.
[573] FAJON (Etienne), « Les questions d'organisation et d'éducation devant le congrès d'Arles » in *Les Cahiers du Bolchévisme* Vol. 15 n°1-2 Janvier-Février 1938, pp. 1077-1078.
[574] HEUSSLER (André), *Avec les héros de la Liberté. Espagne 1936-1937,* Paris, Éditions du CIAPE. Août 1937, p. 30.

recrues espagnoles accueillies après la bataille de Brunete. Les injonctions à l'autoformation se répandent à cette occasion dans la presse des Brigades internationales (« N'oublie pas ce mot d'ordre : Apprendre, encore apprendre, toujours apprendre »)[575].

Luigi Longo fut naturellement chargé de l'application de la consigne de « capacitation politique des combattants », soit d'éduquer politiquement les combattants pour augmenter leur combativité comme il l'expliquait aux commissaires politiques en février 1938 :

> L'unité dont le feu combattif s'éteint a peu de jours de la bataille, l'unité qui recule et s'éparpille, quelles que soient les circonstances du combat, est une unité mal préparée politiquement et moralement. Ses commissaires n'ont pas accompli leur devoir. Avec la même ardeur, ténacité et persévérance que le travail politique doit se faire la capacitation militaire des combattants. Il ne doit y avoir ni trêve ni repos dans l'instruction et l'entraînement des troupes, ni dans la sélection et la préparation de leur commandement immédiats, caporaux, sergents et officiers[576].

L'introduction de la campagne de capacitation fut justifiée par le besoin d'améliorer le moral des troupes, en occupant en permanence les soldats par des activités encadrées. Considérés comme supérieurement formés et bénéficiant d'une éducation souvent (pas toujours) plus élevée, les volontaires étrangers furent incités à s'improviser instructeurs, dits « capaciteurs », de leurs camarades ibériques. La capacitation fut également déclinée sur des considérants militaires, en intégrant l'augmentation de la formation aux armes et des techniques de combat dans le cadre d'une éducation « complète » performative. Ainsi, des écoles « de perfectionnement » furent installées dans les brigades, dès l'automne 1937, devenue ensuite les pépinières du mouvement des activistes[577].

Ce dernier apparut à la fin du printemps 1938 comme une évolution de la campagne précédente de capacitation. Cinq facteurs ont participé à faire des Brigades internationales un réceptacle particulièrement propice pour l'installation du mouvement des activistes : le nombre important de recrues analphabètes arrivées entre mars et avril 1938 et la démonstration de l'utilité de la campagne de capacitation, la difficile dissolution des étrangers parmi les espagnols, la présence exceptionnelle de très nombreux cadres intermédiaires communistes ou communisants étrangers, l'application formelle de la consigne d'apolitisme

---

[575] *El soldado de la República - Le soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade* n°42 du 1er août 1937 et n°49 du 24 septembre 1937.
[576] RGASPI 545.1.30 : Lettre-cadre de Luigi Longo : *Aux camarades Commissaires de Guerre des Brigades Internationales, Aux camarades rédacteurs du Volontaire de la Liberté*. Barcelone, 26 février 1938.
[577] RGASPI 545.1.73: *Índice de informe sobre la actividad de la XII^a et de la XII^a Garibaldi,* p .349.

du ministère empêchant la diffusion libre des mots d'ordre communistes et la volonté de reconstituer un front populaire élargi autour du gouvernement Negrín et des mots d'ordre du « gouvernement de la Victoire ».

Le mouvement des activistes consistait en une sorte de mouvement non partisan transversal aux différentes sensibilités des secteurs de l'antifascisme. Il était défini comme un mouvement d'émulation, de « capacitation» militaire et d'amélioration « politico-militaire » et « physico-culturelle », issu « spontanément » de la base et avec comme objectif de supprimer « de la manière la plus radicale possible » toutes les faiblesses, toutes les insuffisances[578] ». Toutefois, sa soumission au gouvernement d'union nationale et par conséquent à la politique du « front populaire élargi » en faisait en quelque sorte un mouvement de front unique, une organisation de masse informelle et militarisé.

L'application des consignes d'apolitisme, notamment dans la presse des Brigades internationales, joua un rôle fondamental dans l'élaboration de cette ligne par le Comité Central du PCE. Le mouvement de l'activisme servit de contournement, de diffusion des mots d'ordre communistes sur une ligne prétendument apolitique et entièrement conçue dans une stratégie de front unique autour du gouvernement. L'intégralité du logiciel communiste espagnol fut revue à l'aune de l'activisme. La résistance de Madrid fut attribuée aux « premiers activistes » et le Panthéon des héros antifascistes tombés les deux années précédentes fut convoqué et ses membres désignés comme des parangons de l'activiste, l'anarchiste Buenaventura Durruti ou le socialiste Fernando de Rosa compris[579].

Le mouvement permit incontestablement de raffermir les Brigades internationales fragilisées par la succession de défaites de janvier à avril 1938, et d'y introduire un cadre d'éducation politique capable de renforcer la cohésion et d'assimiler plus rapidement les milliers de nouvelles recrues. À l'instar de la guerre civile russe, la majeure partie des recrues espagnoles et catalanes qui composaient désormais la masse des soldats des Brigades internationales, étaient analphabètes, très peu politisées et peu motivées. Il fallait donc entreprendre un vaste programme d'alphabétisation, préalable indispensable à toute éducation politique. Pour former cette nouvelle génération de soldats politiques, les militants des *milicias de la Cultura*, organisme de propagande tenu par la JSU et sous le contrôle direct du

[578] « El movimiento de los activistas » par Luigi longo (Longo) in *¡¡Fuego !!* n°5 juillet 1938, p. 3.
[579] RGASPI 545.3.531 : *Acta del primer congreso de activistas de la 129e Brigada internacional*. Front, 16 août 1938.

ministre de l'instruction Jesús Hernández (PCE), furent mis à contribution dans la propagation de cet élan éducatif très intensif[580].

Dans la 45ème division, les délégués politiques en formation recevaient des programmes de dix heures de cours par jour. Associé à ce projet éducatif, le principe d'émulation individuel et collectif, également envisagé au printemps 1937, fut introduit par le biais de contrats d'émulation. Tous les aspects de la vie militaire et militante furent susceptibles d'être matière à la mise en place de contrats individuels d'émulation, de l'entretien des armes à la discipline, en passant par la poésie, le dessin ou l'hygiène. Il ne s'agissait pas seulement d'une émulation personnelle mais également d'une émulation performative collective, chacun s'engageant à faire de son unité la meilleure et par conséquent un vecteur de cohésion et d'intégration[581].

En 1938, ces contrats d'émulation furent renforcés par la mise en place de contrats collectifs d'émulation. Inspiré par les méthodes en vigueur dans l'Armée Rouge, le principe d'émulation collective avait été introduit à la fin de 1937 dans certaines brigades communistes, dans la célèbre 11ème division de Líster notamment. Les compagnies, bataillons et brigades devaient se mesurer sur différentes tâches militaires, culturelles ou politiques[582]. En juillet et août 1938, les concours portaient sur le nombre de mètres de tranchées creusés, sur le nombre de mètres de camouflage, de fils barbelés mis en place, mais aussi le nombre de « camarades alphabétisés », les cartouches récupérées, le lancer de grenades, les boisseaux de blés récoltés avec les paysans, etc[583].

Ce nouveau catéchisme militant fut également introduit sous la forme de serments et de promesses solennelles individuelles. L'activiste devait faire la démonstration de son statut de « soldat conscient » en prêtant un serment signé de sa main, donnant ainsi valeur de contrat

---

[580] Soit par semaine : 26 heures de techniques militaires, 36 heures d'instruction politique, 56 heures d'instruction culturelle (arithmétique, géométrie, géographie, histoire, grammaire, etc.) 23 heures de lecture et commentaire de la presse. Dans la 45ème division, les délégués politiques en formation eurent des journées de cours de dix heures. RGASPI 545.1.4 *: Información sobre la 35 y la 45 división del 25 mayo al 11 de Junio 1938*. Par Luigi Longo. 11 juin 1938 ; « ¡Capacitación! » in *El combatiente. Órgano de la 42e Brigada Mixta.* n°19, 18 juillet, 1938, p. 2.

[581] « Después de la semana de choque, la semana de los activistas » par Canapino in *Boletín de la XII* n°58 juillet 1938, p. 3.

[582] Voir ANNEXE IV Document 17-5 : *Contrat d'émulation proposé par la XVème brigade internationale Lincoln aux autres brigades de la 35ème division dans le cadre de la compétition inter-brigades durant le congrès des Activistes de la division le 1er août 1938.*

[583] À peu près toutes les tâches militaires, culturelles et politiques possibles apparaissent dans les différents concours, de l'épluchage de patates au démontage-remontage du fusil-mitrailleur, en passant par la qualité esthétique des dessins ou des poésies des journaux muraux. RGASPI 545.1.4 : *Contrata de competición presentada por la XV Brigada a las demás Brigadas de la 35 División.* 20 juillet 1938.

à son engagement assermenté[584]. L'activiste était désormais engagé par sa promesse assermentée et non plus selon le code militaire. Son serment était prêté sur sa vie et son honneur et l'obligeait à être un soldat modèle :

> Yo me comprometo como convencido antifascista en cualquier situación, a luchar con toda mi fuerza dispuesto a sacrificarme por la libertad y la independencia de España y así por la libertad y la paz en el mundo entero. El verdadero antifascista, el verdadero luchador de la libertad y la paz, no puede dejar de ser un activista, un trabajador incansable siempre dispuesto a poner sus energías y su capacidad al servicio de la victoria. [Sabe] que el enemigo no pasara, que su vida, la vida del soldado del Ejército Popular que es el bien más preciado de nuestra Patria, no se verá expuesto inútilmente a la muerte[585].

La plupart des exemples de promesses d'activistes, en tout cas celles signées par des combattants étrangers, portent sur des engagements individuels très simples. Comme par exemple : donner des cours d'espagnol, dire à ses camarades de faire attention aux pelles et aux pioches, ne plus s'enivrer, ne pas reculer, mettre en pratique les directives du congrès des *activistas*, apprendre l'espagnol et enseigner le dessin en échange, et, pour un volontaire allemand très motivé, enseigner trois langues, etc[586]. L'activiste devait être un combattant supérieur de par sa conscience d'être un soldat politique. Il était présenté comme un modèle pour ses camarades et un exemple de foi dans les principes de l'armée « nouvelle » républicaine[587]. D'un point de vue militaire, une place lui était faite entre la masse des combattants et les cadres et gradés. Il était une sorte de cadre politico-militaire subalterne, présenté comme « collaborateur le plus enthousiaste et efficace des commissaires et des chefs » et un exemple d'abnégation et de sacrifice[588]. Contrairement aux nationalistes et à toutes les armées européennes, l'armée républicaine espagnole ne prévoyait aucune distinction ou récompense militaire autre que la citation à l'ordre du jour ou l'avancée en grade. L'activisme introduisit un système de récompense, en honneur et en nature. Ceux jugés

---

[584] Voir ANNEXE IV Document 17-4 : *Juramento del activista*, texte de serment des activistes (juillet 1938)
[585] *Je m'engage à demeurer un antifasciste inébranlable en toute situation, à lutter de toutes mes forces jusqu'au sacrifice pour la liberté et l'indépendance de l'Espagne et ainsi pour la liberté et la paix dans le monde entier. Le véritable antifasciste, le vrai combattant de la liberté et de la paix, ne peut cesser d'être un activiste, un travailleur infatigable toujours prêt à placer son énergie et ses compétences au service de la liberté* […] *L'activiste qui fortifie constamment sa position, démontre sa véritable conscience antifasciste* [il sait] *que l'ennemi ne passera pas, que sa vie, la vie du soldat de l'armée populaire, est le bien le plus précieux de notre Patrie, qu'il ne se verra pas inutilement exposée à la mort.* « El activista es un soldado consciente » in *Boletín de la XII Brigada Garibaldi* n°86 du 13 juillet 1938, p. 1.
[586] RGASPI 545.3.64 : *Promesas de Activistas*. 1938.
[587] « The activist in battle » in *The Volunteer for Liberty* Vol II. n°26 du 26 juillet 1938, p. 3.
[588] RGASPI 545.1.4 : *El activista en nuestro ejército por N. F. Gregorio Tafall – Comisario General del Ejercito de Tierra*. Sans date. [été 1938]

parmi les meilleurs activistes, ayant accompli « un travail de choc » dans des domaines prédéfinis obtenaient des gratifications individuelles ou collectives[589].

La référence du mouvement spontané de «capacitation » des activistes, surnommés *Los hijos de Chapaiev*, s'inspirait sans dissimulation de modélisations soviétiques, non comme une exportation soviétique mais bien comme une importation culturelle du PCE[590].

2. L'importation d'un modèle performatif soviétique

L'inspiration des activistes se trouve directement dans les *oudarniki* soviétiques, ces ouvriers de choc de la plus pure inspiration stalinienne. Leur esprit d'émulation, leur haute conscience politique et leur fonctionnement par l'autocritique faisaient d'eux une classe supérieure de travailleurs, zélés et performatifs[591]. Les conseillers militaires soviétiques n'eurent aucune influence directe sur le développement de la doctrine de l'activisme et leurs applications militaires n'ont d'ailleurs pas particulièrement retenu leur attention. Par contre, de nombreux cadres des Brigades internationales et du PCE avaient reçu une instruction politique et militaire à Moscou et certains avaient intégré des brigades de travailleurs de choc, comme Líster qui avait été ouvrier de choc lors de la construction du métro de Moscou. Sauf découverte d'une documentation contraire, il s'agit d'une production culturelle entièrement élaborée en Espagne en imitation d'un modèle soviétique et militarisé en Espagne par le PCE et non par les Brigades internationales. Il n'existe pas de consignes du Komintern à ce sujet, bien que les réalisations stakhanovistes espagnoles furent saluées et encouragées.

Depuis 1933, les partis communistes avaient été instruits sur les méthodes de travail et les principes stakhanovistes, c'est à dire « l'émulation socialiste et les brigades de choc, formes nouvelles du travail conscient héroïque[592] ». L'introduction de l'activisme dans les Brigades internationales reprit exactement les mêmes antiennes que celles des *oudarniki* et des stakhanovistes, dont il fut la transposition politico-combattante en Espagne, soit un mouvement issu de la base, porté par les meilleurs sur « une ligne juste », pour des raisons d'efficacité et par souci du collectif, tout en rencontrant l'hostilité de certains. Lors du

[589] Carnet d'honneur du volontaire américain Larry Lustgarten cité in HELLER (Ernst), *La historia y el servicio postal de las Brigadas Internacionales*, Madrid, Lindner Filatélica Ibérica, 2007, p. 353-354 ; RGASPI 545.1.4 : *Informe sobre las 35 y 45 division y otras unidades de las BI durante el periodo del 2 al 7 de julio 1938*. Par Luigi Longo, juillet 1938.
[590] *Les fils de Tchapaïev.*
[591] CŒURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est…, op. cit.,* p. 220.
[592] « L'organisateur collectif. La presse au pays des Soviets » in *L'Humanité* du 18 décembre 1933, p. 4

Congrès du PCF de Villeurbanne en janvier 1936, Pierre Semard avait présenté aux délégués cette « nouvelle psychologie du travail » de « l'oudarnik, de l'ouvrier de choc, qui travaille avec sa brigade, qui, par émulation, dépasse les plans établis » et sa transformation, grâce à Staline, en « mouvement stakhanoviste, qui, par la maîtrise de la technique développe à la fois la quantité et la qualité de la production[593] ».

Le stakhanovisme dans les Brigades internationales fut d'abord introduit parmi les employés des services auxiliaires d'Albacete comme méthode expérimentale (« scientifique ») de travail[594]. Une tentative fut également faite dans les industries de guerre des Brigades internationales, parmi les ouvriers étrangers employés. Le *servicio de la industria*, créé au printemps 1937, eut pour mission d'employer des volontaires étrangers des Brigades internationales comme travailleurs spécialisés dans les usines de guerre pour stimuler la réalisation de groupes stakhanovistes parmi les ouvriers espagnols afin d'augmenter les cadences. Toutes les tentatives d'introduction de ces groupes stakhanovistes d'ouvriers étrangers furent des échecs retentissants, leurs camarades espagnols étaient au mieux indifférents à la propagande menée à cet effet, sinon hostiles[595].

Du fait de cet échec et du relâchement de la discipline chez les volontaires employés à l'arrière, le projet fut stoppé et remplacé par le reclassement des étrangers invalides dans les arsenaux et usines de Valence et Carthagène. Il ne s'agissait ici que d'une tentative d'importation littérale de l'*oudarniki*, les groupes de choc activistes dans les Brigades internationales furent essentiellement des formations de combats.

3. Le retour du choc : la capacitation militaire et les « groupes d'audace »

Nous l'avons vu, l'imaginaire politico-militaire de la gauche révolutionnaire italienne antifasciste a imposé son empreinte aux formations internationales en 1937. Ce modèle spontané et offensif reposait sur une élite prolétarienne personnifiée par le militant-combattant et un cadre défini par « la levée en masse » de volontaires. Il fut peu à peu remplacé par un

[593] Rapport de Pierre Semard in *VIIIe Congrès national du parti communiste français (Lyon-Villeurbanne, 22-25 janvier 1936) : compte rendu sténographique (rapports, interventions, résolutions, élection des organismes dirigeants)*. Paris, Éditions du Comité populaire de propagande, 1937, pp. 312-315.
[594] « Chez nos blanchisseuses » in *Le soldat de la République. Journal de la XIVe* n°42 1er août 1937.
[595] Un « travailleur de choc » détaché des Brigades internationales à la fabrique n°15 de Valence, parvint à porter la production quotidienne moyenne de 17 pièces à 30 ; il fut roué de coups par ses camarades d'atelier espagnols. RGASPI 545.2.106 : *Servicio de personal de la Industria - Mercantil - Albacette (sic.) Résumé de la activitud de BI en la industria de la guerra y de servicio de cuadros de la industria* (sic). Vladimir Palkovsky, Albacète 7 janvier 1938, p. 4.

autre qui s'imposa définitivement au début de l'année 1938. Le nouveau modèle s'inscrivait cette fois dans un cadre de résistance à outrance à l'invasion étrangère et prit comme personnification le soldat-politique, dont l'activiste combattant formait la quintessence.

Ce dernier *éthos* s'inscrivit cependant dans la continuité du premier, par l'extraction et la célébration d'une élite de combattants offensifs : les combattants de choc et les « groupes d'audace ». Ces derniers ont constitué des pis-aller morbides de la « capacitation » militaire comprise selon deux définitions crues : exécution immédiate des ordres et «meilleur rendement du matériel humain[596] ». Ces groupes de choc composés d'activistes furent ainsi chargés à l'arrière des lignes de divers travaux de fortifications, d'initier des concours de perfectionnement militaire ou bien de ramasser les récoltes en un temps record[597]. Ils possédaient également une acception combattante de choc, les « groupes d'audace » dits aussi « groupes décidés ».

Élaborée en mars 1937 sans suite concrète toutefois, la doctrine du « groupe d'audace » consistait en la constitution d'unités de choc à la capacité combattive dite « augmentée » par les commissaires politiques et une préparation politique spécifique où était « insufflé l'esprit d'offensive ». Contrairement aux formations de choc précédemment observées, ces groupes d'audace ne devaient pas se suffire à eux-mêmes mais susciter une émulation positive et offensive du reste de la troupe :

> Avant l'opération, il faut tracer pour ces groupes de choc une tâche concrète dans la réalisation de laquelle ils devront entraîner derrière eux le reste des forces dans l'attaque, obtenant de cette façon la déroute de l'ennemi. Dans certaines unités, on tend encore à croire que dans les tranchées les pertes sont moins élevées que pendant une attaque. Cette tendance est la manifestation d'un moral combattif insuffisant, de l'absence d'un moral d'attaque et d'offensive. On ne peut pas vaincre ainsi. […] Plus l'attaque est forte, impétueuse, entraînante, plus elle surprend et déconcerte l'ennemi, et les pertes seront moindres. [...] Quelqu'un doit commencer l'attaque, quelqu'un doit aller en avant. Si toutes les unités attendaient que leurs flancs commencent le combat et marchent devant, il est clair qu'il n'y aurait jamais d'attaque sérieuse. C'est dans ces cas précisément que les Commissaires doivent déployer une émulation plus ample entre les différentes unités, pour stimuler le courage et la décision entre les combattants, pour faire considérer comme un orgueil de se lancer les premiers au

[596] RGASPI 545.3.530 : *A todos los comisarios de la Brigada*. Commissariat de la 129ème Brigade Internationale. S.d. [été 1938].
[597] RGASPI 545.1.4 : *Informe sobre las 35 y 45 division…, op. cit.* Ces perfectionnements militaires furent souvent bien pauvres, comme les concours de lancer de pierres comme entraînement à l'emploi des grenades à main.

> combat, comme un honneur et un orgueil de passer et de surpasser les unités ayant commencé l'attaque, pour arriver à la tête du Bataillon, de la Brigade ou de la Division[598].

L'introduction un an plus tard de ce principe politico-militaire des groupes capables « de tirer la troupe en avant » se fit par le biais de l'école de commissaires de guerre de Pozo Rubio et par le mouvement des activistes[599]. Les activistes-combattants devinrent une sorte de soldats hors-rangs, considérés comme les relais des officiers et des commissaires parmi la troupe sans pour autant être sous-officiers ou délégués politiques. La JSU fut spécifiquement chargée de la structuration de groupes de choc d'activistes[600]. Deux déclinaisons tactiques furent introduites : les groupes « antitankistas » (combattants spécialisés dans la lutte anti-char) et « antiavionistas » (combattants spécialisés dans la lutte contre les avions). Largement évoquées dans la presse des Brigades internationales à partir du printemps 1938, ces formations spéciales furent essentiellement des objets de propagande et une tentative de pallier l'absence d'armement adapté : les uns étaient équipés de cocktails Molotov et les autres de mitrailleuses légères tout à fait impropres à l'exercice mais leurs invraisemblables résultats firent régulièrement l'objet de palmarès dans la presse. Les groupes d'audace se résumèrent donc essentiellement à des formules de propagande telles que « Nos hommes peuvent plus que les engins » ou « Camarade antitanquiste, si l'homme a conçu le tank, il peut le détruire»[601].

Au-delà de ces incantations candides, la capacitation et le mouvement des activistes permirent indéniablement à la minorité des combattants étrangers de pouvoir surmonter un contexte déprimant et de retrouver une cohésion.

4. Un résultat circonstanciellement efficace mais éphémère

La bonne tenue des Brigades internationales durant la bataille de l'Èbre, et de la 129ème brigade dans la zone centrale, furent présentés comme une résultante du mouvement des activistes, les Internationaux ayant été « insufflés » par l'esprit combattif et offensif des

---

[598] RGASPI 545.1.64 : « Le travail des Commissaires dans l[a] période de préparation des opérations » par Miguel Gomez in *Notre Bulletin, Our Bulletin, Unser Bulletin* : n° 2 15 août 1937, p. 20.
[599] CHS AM 9 : Brochures de l'École des Commissaires de guerre. 12eme Leçon.
[600] « La juventud y los grupos antitanquistas y antiavionistas » in *Ochotnik Wolności. Organ Polskich ochtnikow republikanskiej armji Hiszapanskiej* n°67 du 14 avril 1938, p. 5.
[601] *Bayonetas Internacionales. Órgano de la 45ª División* n°6 Première quinzaine de mai [1938], p. 2 ; RGASPI 545.3.531 : *Acta del primer congreso de activistas de la 129ª Brigada internacional*. Front, 16 août 1938.

activistes[602]. André Marty y voyait une renaissance des Brigades internationales, après leur effondrement en mars 1938 en Aragon, affaiblies de l'intérieur par « une mauvaise politique [qui] avait voulu supprimer les commissaires politiques en les transformant en bureaucrates[603] ».

La convocation de « congrès des nationalités », en août, dans la 129ème puis, en septembre, dans la XIème fut la dernière manifestation exacerbant le caractère spécifique des Brigades internationales. Les activistes de chaque nationalité de la brigade furent réunis dans l'intention de renforcer l'émulation, cette fois, entre nationalités[604]. Cette initiative a eu surtout pour objectif de dépasser les rivalités internes entre Yougoslaves et Tchécoslovaques dans la 129ème et de renforcer la cohésion dans les unités où le PCE était faiblement structuré[605].

Le mouvement des activistes permit assurément de reprendre le contrôle politique et moral des Brigades internationales, sorties exsangues et particulièrement déprimées du désastre d'Aragon, et d'accompagner la désinternationalisation de l'encadrement. Il assura une prompte réorganisation par une stimulation politique permanente aux répercussions immédiates sur le moral des troupes. La réorganisation et l'introduction du mouvement des activistes eurent pour conséquence une osmose jusqu'ici inconnue dans les Brigades internationales, à la fois entre étrangers et Espagnols, entre vétérans et jeunes recrues et entre les contingents nationaux étrangers. Le mouvement des activistes et le Congrès des nationalités permirent aux « petites nations » de pouvoir s'émanciper de la tutelle des pays les mieux représentés, et donc des partis communistes les plus puissants, dans chacune des brigades « nationales », avec des résultats remarqués sur le plan du moral[606].

La réception du mouvement des activistes et de la campagne de capacitation par les combattants étrangers semble avoir été très favorable, la lecture des correspondances personnelles des volontaires est explicite. La plupart d'entre eux y voyaient un enseignement

---

[602] « Los activistas del Rákosi » in *¡Venceremos! Diario de la XIIIe.* n°11-12, juillet – août 1938, p. 13.
[603] CHS AM 9 - Discours d'André Marty. Texte du discours d'André Marty discours devant l'AVER lors de son second congrès en 1939. En filigrane, c'est l'action d'Indalecio Prieto comme ministre qui était ici la cible de Marty, conformément à la ligne du PCE.
[604] Il semble que les opérations en cours sur l'Èbre aient empêché la tenue de Congrès des nationalités dans les autres brigades.
[605] RGASPI 545.3.530 : *A todos los comisarios de batallón, compañía y servicios y a todas las comisiones culturales de la Brigada*. Commissariat de la 129e Brigade Internationale. s.d. [été 1938] ; 545.3.531 : *Acta del primer congreso de activistas de la 129a Brigada internacional*. Front, 16 août 1938.
[606] RGASPI 545.6.400 : *Bericht über die 'holländischen Freiwilligen in der Zeit vom November 1936, bis zur ihrer Zurückziehung. S.d.* [fin 1938 ou début 1939], pp. 12 et 14.

supplémentaire de leur expérience espagnole qui leur serait utile pour la suite, comme l'exprime très bien ce volontaire français à son correspondant :

> Il faut se capaciter toujours et toujours plus. Ce qui me passionne ici, c'est la possibilité que j'ai eu de me capaciter militairement et politiquement tant que j'ai pu. Transmissions, infanterie, opérations, sanitaire et maintenant artillerie d'accompagnement, il ne manque plus que les tanks et l'aviation pour avoir servi pratiquement dans toutes les armes d'une armée moderne et en connaître les problèmes techniques. […] Il nous faut des cadres, pour l'Espagne républicaine ~~et pour la Révolution française que nous ferons~~[607].

Un communiste hongrois écrivait également que ces écoles de perfectionnement des Brigades internationales étaient une aubaine profitable pour la suite en Hongrie[608]. L'imposition du discours formaté du mouvement et ses effets sont clairement perceptibles dans les questionnaires remplis par les volontaires démobilisés à l'automne 1938 ; la capacitation revient très souvent comme une expérience positive.

En quantité, le mouvement des activistes eut un succès indéniable mais relatif. En juin, on comptait seulement 18% d'activistes dans la XIème brigade, 12% dans la XIIIème et 11% dans la XVème, dont une très grande majorité d'étrangers[609]. En juillet, les effectifs d'activistes avaient doublé dans chacune de ses brigades, sauf dans la XVème[610]. Les comparatifs établis entre les congrès des activistes d'août et de septembre 1938 au sein de la 129ème brigade attestent de l'augmentation du nombre d'activistes présents et de la baisse de l'analphabétisme, en partant évidemment du principe que ces résultats ne furent pas falsifiés[611]. Deux problèmes de taille vinrent limiter son expansion. Tout d'abord, le sentiment largement partagé parmi les soldats de la constitution d'une caste de combattants choyés, occasionnant des frictions et suscitant des sarcasmes[612]. Ensuite, la confusion régnant entre les rôles dévolus au militant communiste et à celui de l'activiste. Cette incompréhension explique les difficultés particulièrement sensibles que l'activisme connut dans la XVème brigade. Même

---

[607] CHS AM 9 : *Documents divers sur la République Espagnole et les Brigades internationales*. Lettre à « Roger » de « Jacques », 1er mars 1938. Rayé dans le texte (par la censure postale ?)
[608] RGASPI 545.3.224 : Lettre d'Haas Ladislaw à « Zselezow ». 15 décembre 1937.
[609] RGASPI 545.1.4 : *Información sobre la 35 y la 45 división del 25 mayo al 11 de Junio 1938*. Par Longo. 11 juin 1938.
[610] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Feuillet 119. Décompte effectué durant la bataille de l'Èbre, ce qui explique peut-être la chute des effectifs dans la XVème.
[611] Les rédacteurs des rapports, c'est-à-dire les commissaires politiques, n'avaient pas intérêt à prétendre le contraire, les rivalités entre cadres motivant nombre de dénonciations entre concurrents. RGASPI 545.3.531 : *Acta del II congreso de activistas de la 129 Brigada Internacional*. Sans date. [septembre 1938].
[612] RGASPI 545.1.4 : *El activista en nuestro ejército por N. F. Gregorio Tafall – Comisario General del Ejército de Tierra*. Sans date. [juillet 1938].

les très bons éléments ne comprenaient pas clairement le rôle du mouvement des activistes et ne distinguaient pas la différence entre le mouvement activiste et le Parti Communiste[613].

Il semble qu'une seule brigade internationale eut de très grandes difficultés à inoculer le mouvement activiste dans ses rangs : la XIVème *La Marseillaise*, où, justement, la restructuration du PC fut la plus tardive mais également la plus solide. Une hypothèse pourrait être faite sur l'impossibilité de faire cohabiter ses deux dynamiques de structuration cousines.

La dernière assemblée générale des activistes des Brigades internationales eut lieu le 11 novembre 1938, dans les camps de démobilisation des volontaires étrangers. Le propos était alors intégralement tourné vers le travail d'activistes-propagandistes des vétérans à leur retour, lors du « changement de front », comme « messagers de l'Espagne martyrisée »[614]. Mais les rapports au Comité Central du PCE attestent que le mouvement n'eut en fait aucune réalité tangible dans les camps de démobilisation et que les commissaires étaient écoutés mais non suivis. En effet, il semble qu'une fois les combattants étrangers regroupés dans l'attente de leur démobilisation, les vieux réflexes des partis nationaux reprirent leurs droits et les « hispanismes » récents s'effacèrent naturellement.

La séparation des étrangers de « leurs » brigades et leur démobilisation en octobre 1938 fut pourtant soigneusement encadrée et accompagnée. Les brigades internationales furent définitivement hispanisées par le retrait des étrangers et ces derniers envoyés dans des centres de démobilisations où ils furent politiquement conditionnés dans l'attente de leur départ d'Espagne et de leur dernier rôle, celui de vétérans d'Espagne. La dissolution des Brigades internationales fut en effet l'occasion de redonner un rôle de premier plan aux volontaires étrangers, par la mise en scène diplomatique de leur démobilisation mais surtout par leur préparation politique à leur future situation d'anciens combattants et vétérans d'Espagne. Ils devenaient de ce fait des ambassadeurs de la propagande extérieure de la République espagnole tout autant que les relais des mots d'ordre du Komintern.

---

[613] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Feuillet 122.
[614] IISG CNT C66 : Annexe au courrier de Luigi Longo à la CNT de Catalogne : *Déclaration adoptée par l'assemblée des activistes des Brigades internationales le 11 novembre 1938* ; RGASPI 495.2.266 : *Annexe au rapport sur les Brigades Internationales , discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 29.

D. Le retrait des étrangers et la capitalisation de l'expérience espagnole

Le président du Conseil des ministres de la République espagnole, Juan Negrín, annonça devant la SDN le 21 septembre 1938 la décision de son gouvernement d'opérer un retrait unilatéral des étrangers combattants dans les rangs de l'EPR. Cette opération avait été décidée probablement au début du mois d'août 1938 et soumise aux soviétiques. André Marty avait été appelé à Moscou le 19 août et le 24 il présentait un rapport général sur la situation devant Staline. À cette date, il était désormais assuré que l'offensive de l'Èbre avait échoué tandis que le nombre des volontaires étrangers était devenu insignifiant (moins de 5 000 en ligne, formations indépendantes comprises). En outre, les conseillers militaires soviétiques décrivaient les Brigades internationales comme très fatiguées et d'une efficacité militaire presque nulle[615]. Trois jours plus tard, dans la continuité de sa stratégie de désengagement soviétique en Espagne, Staline acceptait la proposition espagnole et le Komintern chargeait André Marty et le Comité central du PCE de la conduite de l'évacuation et du reclassement à venir des volontaires étrangers[616]. La décision du Komintern demeura confidentielle et les cadres du PCE n'en furent informés qu'au début de septembre[617].

Les Brigades internationales étant engagées dans la seconde phase (défensive) de la bataille de l'Èbre, le retrait ne pouvait se faire immédiatement et une contre-offensive était de toute manière prévue pour le 22 septembre. Mais après l'éventement de la nouvelle, malgré les ordres de rétentions reçus par les officiers, le maintien de la cohésion de la troupe obligea au retrait anticipé des étrangers du front de l'Èbre entre le 23 et le 25 septembre suivant les unités[618]. Si l'annonce officielle du retrait fit sensation parmi les volontaires en Espagne, le Komintern avait cependant anticipé cette opération depuis deux mois et préparé un plan d'accompagnement du retour à la vie civile des Internationaux destiné à capitaliser politiquement l'expérience espagnole des Brigades internationales. Le retrait ne devait pas être synonyme d'une démobilisation des esprits mais permettre de les réemployer ensuite, dans la continuité des efforts de formation politique entrepris depuis l'automne 1937.

---

[615] RGVA, 33987.3.1149 : « Al comisario del pueblo de Defensa de la URSS, Mariscal de la Unión Soviética, Cam. Voroshilov ». Par Sverchevsky, 20 novembre 1938. Cité in RADOSH (Ronald) et alii, *España traicionada…*, *op. cit.* Document 75, p. 554.
[616] DIMITROV (Georgi), *Journal 1933-1949*, Paris, Belin, 2005, pp. 214-216 ; DALLIN (Alexander) et alii, *Dimitrov & Stalin…*, *op. cit.,* p. 78.
[617] RGASPI 545.1.8 : Lettre de « Gallo » à « Camen » (Giorgio Pajetta). Barcelone, 12 septembre 1938.
[618] Dix jours plus tard pour la 129ème brigade demeurée dans la zone centrale.

1. La démobilisation des combattants étrangers, une opération soigneusement préparée par le Komintern

À rebours des discours précédents, le retrait des combattants étrangers de part et d'autre du front fut présenté comme une possibilité d'ouvrir la voie à une conciliation entre Espagnols, une sorte de paix des braves et de contribuer à la pacification des tensions européennes : « Il n'est pas nécessaire pour nous de provoquer des catastrophes pour résoudre nos problèmes » pouvait-on lire dans le supplément spécial du *The Volunteer for Liberty* annonçant la décision de Negrín[619]. La décision fut naturellement présentée comme une grande victoire politique, comme une preuve de la volonté de paix de l'Espagne républicaine et comme la confirmation que l'Espagne menait une guerre d'indépendance contre un envahisseur étranger aidé par ses alliés espagnols :

> Vuestra retirada es una necesidad que nos imponemos para demostrar a esa falsa No Intervención que la retirada de los voluntarios no es problema para la República y sí para los sublevados, coaligados con las fuerzas extranjeras que pretenden en España conquistar nuevas posiciones. Y España ha adoptado esta resolución considerando que podía contribuir a la pacificación del mundo, haciendo cuanto estuviera de su parte para localizar el conflicto, para lograr esta paz basada en la justicia de la que España no se separa jamás[620].

Un argumentaire interne destiné aux cadres insistait sur le fait de présenter le retrait comme la preuve du succès des Brigades internationales, ces dernières ayant atteint leur but, d'une part, en attestant de la solidarité du monde et, d'autre part, en couvrant la constitution d'une armée désormais suffisamment puissante pour combattre sans l'aide des étrangers[621]. Les volontaires furent prévenus : « notre départ dépasse de beaucoup ce que nous pourrons faire en restant ici[622] ».

---

[619] « Volunteers to be Withdrawn » in *The Volunteer for Liberty* Vol II. Supplément spécial n°56 du 23 septembre 1938, p. 2.

[620] *Votre retrait est une nécessité que nous nous imposons pour démontrer à cette fausse Non-intervention que le retrait des volontaires n'est pas un problème pour la République mais bien pour les soulevés, coalisés avec des forces étrangères qui prétendent conquérir en Espagne de nouvelles positions. Et l'Espagne a adopté cette résolution en considérant qu'elle pouvait ainsi contribuer à la pacification du monde, faisant ainsi sa part pour circonscrire le conflit et parvenir à cette paix basée sur la justice, dont l'Espagne ne s'est jamais éloignée de l'idée*. Discours de Juan Negrín aux Brigades internationales le 25 octobre 1938 à Las Masies (Tarragone).

[621] RGASPI 545.1.18 : *Argumentos justificativos de la liberación de los voluntarios internacionales*. Par Marty, automne 1938.

[622] « Nos derniers combats… Et ceux de demain » par Nédelec in *El voluntario de la libertad. Organo de las Brigadas Internationales – Edition française*. 2ème année n°52, 30 octobre 1938, p. 1.

Le retrait des volontaires étrangers des unités militaires ne signifia pas la dissolution des six brigades et des groupes d'artillerie mais l'achèvement de leur hispanisation et donc de leur complète désinternationalisation. Les étrangers furent répartis dans des camps de démobilisation, nommés *Campos de concentración de las Fuerzas internacionales* et divisés par groupes multinationaux reprenant quelque peu la structuration des brigades internationales et correspondant par conséquent aux subdivisions de la section des cadres étrangers du CC du PCE[623]. Les camps furent d'ailleurs militarisés afin de pouvoir continuer à les maintenir sous un contrôle étroit et sous le prétexte d'assurer la discipline[624]. Cette étape intermédiaire permit la perpétuation artificielle des Brigades internationales, désormais dissoutes, sous la forme d'un encadrement politique militarisé de civils étrangers, ce que finalement elles avaient été depuis leur création.

Les cadres supérieurs et les responsables politiques des Brigades internationales furent prévenus une dizaine de jours avant l'annonce de la démobilisation et chargés d'accompagner l'opération de démobilisation. Les commissaires politiques reçurent l'instruction suivante de Luigi Longo :

> Lorsqu'elle sera rendu publique, il faut que tu mobilises tous les Commissaires et tous les officiers pour leur expliquer tout d'une façon détaillée […] Évidemment que si les unités d'infanterie et d'artillerie ont encore besoin pour un certain temps de cadres internationaux, il faudra faire un travail auprès de nos meilleurs camarades pour qu'ils restent jusqu'à ce qu'il soit possible de les remplacer […] Pendant ce temps il faut faire un intense travail politique pour préparer les volontaires au retour, en ayant en vue de faire de chaque volontaire un ambassadeur et un propagandiste de la cause républicaine dans leur pays[625].

Les instructions du PCE étaient de continuer absolument le travail de formation et d'éducation, cette fois à destination unique des étrangers : « Capacitar a los camaradas políticamente, impulsándoles y ayudándoles a sacar las ricas enseñanzas de la lucha en España, preparándoles para utilizar estas experiencias en sus propios países » et s'assurer

[623] Français, Belges, Suisses, Chinois, Indochinois et Andorrans à Amella de Mar et Callela, Anglosaxons et Sud-Américains à Marsà puis Ripoll, « Polonais », Baltes, Russes et Hongrois à Palafrugell, germanophones, Hollandais et Scandinaves à Bisaura, Italiens, Portugais et Arméniens à Torelló et tous les autres à Santa Coloma de Farnes et Olot. RGASPI 495.76.21 : *Relación por nacionalidades de las fuerzas que se encuentran en los campos de desmovilización de las Brigadas internacionales en la fecha del 31 de octubre 1938* ; DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales…*, *op. cit.*, pp. 372-373

[624] RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional,* p. 242.

[625] RGASPI 545.1.8 : Lettre de Luigi Longo à Giorgio Pajetta. Barcelone, 12 septembre 1938.

qu'ils quitteraient l'Espagne « non démobilisés politiquement »[626]. En effet, les vétérans représentaient un matériel humain considérable et un potentiel politique capital comme le rappelait André Marty dans ses instructions : « Les hommes ont été des bons combattants et des bons exemples de réalisation du Front Populaire en Espagne ; il faut qu'ils soient demain de bons combattants antifascistes et de bons propagandistes pour l'Espagne et pour la réalisation dans chaque pays de l'unité du peuple contre le fascisme et la réaction[627] ».

Ni le Komintern ni le PCE n'avaient imaginé que le gouvernement français et, dans une moindre mesure, les autres démocraties entraveraient le retour des volontaires. Le retrait devait être rapide et organisé en un seul bloc, dans comme une gigantesque opération de communication[628]. André Marty était alors persuadé que l'Armée française procéderait sur la base des vétérans sans pays d'accueil à la création de « Légions spéciales comme pendant la Grande guerre[629] ». Il fallait donc faire vite, « agir avec un soin extrême » et les occuper pour éviter la démoralisation, c'est-à-dire garantir « les meilleures conditions de séjour » et « organiser sous une forme attrayante pour des soldats qui viennent du front, une instruction politique intense»[630].

Ce travail n'était pas seulement à destination des vétérans des Brigades internationales mais de l'ensemble des autres étrangers, en majorité des Italiens, Allemands et Sud-américains également démobilisés de l'EPR ou anciens miliciens, dont quelques-uns avaient été « retirés » des prisons catalanes où ils croupissaient depuis l'été 1937[631]. Le mélange ne fut guère probant. Ostracisés du fait de leur hostilité à l'égard de la propagande communiste, ils furent voués aux gémonies et accusés d'attenter à « l'honneur de l'ensemble des internationaux » du fait de leur attitude contestataire[632]. Ils furent néanmoins tous soumis aux enquêtes biographiques ordonnées par le Komintern, avec une mauvaise grâce évidente dont attestent les questionnaires conservés par les archives des Brigades internationales.

---

[626] *Former les camarades politiquement, les accompagner et les aider à saisir les riches enseignements de la lutte en Espagne, en les préparant à pouvoir employer ces expériences dans leurs propres pays.* RGASPI 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional.* Feuillet 272.
[627] RGASPI 545.1.11 : *Projet - Mesures proposées en vue de l'évacuation des Internationaux*. Par Marty au secrétariat du Comité Central du PCE. Barcelone, 26 septembre 1938.
[628] RGASPI 517.1.1886 : Lettre d'André Marty au Secrétariat du PCF. Barcelone, 30 septembre 1938.
[629] *Idem.*
[630] RGASPI 545.1.11 : *Projet - Mesures proposées en vue de l'évacuation des Internationaux*…, *op. cit*.
[631] RGASPI 545.1.74 : *Índice de informe sobre la actividad de la XII[a] y de la XII[a] Garibaldi*, p. 763.
[632] Archives privées Rémi Skoutelsky. Mémoires inédites d'Aldo Jourdan, p. 102.

2. L'expérience espagnole comme une épreuve du feu. Les volontaires étudiés, classés et préparés avant leur retour

La démobilisation militaire des Brigades internationales ne s'accompagna pas d'une démobilisation politique, bien au contraire. La station des étrangers dans les camps de démobilisation, durant presque quatre mois, permit de finaliser une vaste enquête initialement prévue par le Komintern à propos des cadres communistes en Espagne. Cette enquête fut étendue à l'intégralité des étrangers présents dans les centres de démobilisation, communistes ou non, vétérans des Brigades internationales ou non, sous forme d'un bilan individualisé du séjour espagnol. Cette grande enquête « au sujet des cadres politiques et militaires internationaux qui se trouvent ou se sont trouvés en Espagne », véritable annuaire des volontaires et militants étrangers en Espagne, fut développée dans les Brigades internationales dès le 3 juillet 1938[633].

Cette enquête fut placée sous la responsabilité du Commissariat général des Brigades internationales et non du PCE, c'est-à-dire dirigée directement par les délégués du Komintern. Elle consistait en une série de rapports appréciatifs sur chacun des cadres des Brigades internationales, du haut vers le bas (le supérieur jugeant le subordonné) et de manière inversement chronologique, en remontant jusqu'au début des Brigades internationales. En outre, chaque cadre devait rédiger son autobiographie, les communistes devant en fournir une seconde pour pouvoir intégrer le PCE. Les volontaires communistes furent enfin soumis à une troisième série de rapports croisés, en interne cette fois, de la part des différents responsables du Parti des unités militaires. La commission des cadres étrangers du CC du PCE donnait ensuite une appréciation définitive sur la base de l'ensemble des rapports reçus. L'ensemble de l'enquête, qui ne put être parfaitement menée à bien du fait de l'ampleur de la tâche et des vicissitudes de la guerre, déboucha sur la rédaction de courtes appréciations sur chacun des cadres. Chaque parti reçut deux rapports, un concernant les communistes et un autre pour les non communistes, établis selon six degrés de classification : « cadre », « très bon », « bon », « médiocre », « mauvais », « très mauvais ». Les rapports garantissaient ainsi que chaque cadre étranger des Brigades internationales, communiste ou non, avait été évalué selon la ligne du Parti, selon des critères directement issus du Komintern et non de chaque parti

[633] RGASPI 545.6.2 : Lettre d'« Edo » à « Camen ». Barcelone, 3 juillet 1938. Elle forme la base d'une part substantielle des archives des Brigades internationales.

national, et uniquement à propos du contexte espagnol, soit un cadre éminemment militaire[634]. La dernière grande collecte d'informations concerna les questionnaires dits de « sortie ». À l'automne 1938, au cours des mois d'octobre et de novembre, les étrangers présents dans les camps de démobilisation furent invités à répondre à un vaste questionnaire portant notamment sur les Brigades internationales. Par quatre-vingt-deux questions très précises, les volontaires rédigeaient en fait une véritable biographie déterminant leurs potentialités futures selon la teneur de leurs réponses[635].

L'attention fut cependant davantage portée sur les cadres communistes, l'expérience espagnole les ayant soumis, d'après la définition même d'André Marty, à une sorte d'épreuve du feu révélant sans détours les forces et les faiblesses de chacun :

> Il nous paraît au contraire que l'Espagne a été une épreuve sans pareille pour tous nos camarades, surtout pour nos cadres. Beaucoup de camarades, très bien considérés, y ont fait faillite et d'autres au contraire s'y sont révélés. Un bon combattant en Espagne a subi avec succès une bonne épreuve politique encore plus que militaire […] Nous croyons que l'expérience d'Espagne, à ce propos, doit aider nos partis frères à se poser la question si leur opinion sur certains cadres qui ont été en Espagne est vraiment juste[636].

On reprit à dessein la définition du cadre telle qu'exposée dans le discours de clôture de Dimitrov au VIIème Congrès de l'IC le 13 août 1935 : « L'Espagne a confirmé ce qu'au VIIème Congrès de l'IC le camarade Dimitrof a longuement expliqué, à savoir que les cadres se forment dans la lutte et non pas en restant sur le rivage que la tempête s'apaise pour entrer dans l'eau[637] ! ».

Cette conception rejoint l'observation de Bernard Pudal à propos de la définition stalinienne de la formation des cadres, soit « aller de la pratique à la théorie, de l'instinct de classe à la conscience de classe, de l'expérience des luttes à la science de la lutte des classes, du bon sens à la connaissance »[638]. Les vétérans devaient prendre une place nouvelle, dans et à côté du Parti. Leur expérience espagnole devait en quelque sorte les sacraliser et les placer dans une dimension générationnelle : la génération de ceux qui ont « fait l'Espagne », ceux de Madrid et de l'Èbre.

---

[634] RGASPI 545.6.4 : *Caractéristiques des étrangers qui se sont trouvés en Espagne républicaine entre juin 1936 et février 1939*. Par André Marty. Moscou 27 novembre 1940.
[635] SKOUTELSKY (Rémi), « Les volontaires français en Espagne républicaine... », *op. cit*, p. 15.
[636] RGASPI 545.6.4 : *Caractéristiques des étrangers qui se sont trouvés en Espagne républicaine…, op. cit.*
[637] RGASPI 545.6.27 : *CC (étrangers) du CC du PCE- Volontaires allemands...*, *op. cit* ., p.122.
[638] PUDAL (Bernard), *Prendre parti...*, *op. cit.,* p. 207.

3. Perpétuer les Brigades internationales dans une « génération Espagne »

En prévision de leur retour, les volontaires étrangers, non pas démobilisés mais « changeant de front », devaient être formés à devenir de « bons exemples de réalisation du Front Populaire » et « de bons propagandistes pour l'Espagne et pour la réalisation dans chaque pays de l'unité du peuple contre le fascisme et la réaction »[639]. C'était de plus la promesse solennelle jurée par les vétérans lors du dernier Congrès des activistes le 11 novembre 1938 : « Notre unité s'est forgée dans la lutte contre le fascisme, demain aussi nous serons des combattants passionnés de l'unité[640]».

Pour André Marty, l'Espagne avait été « une grande école pour les militants » communistes et avait révélé un « capital humain merveilleux» pour les partis et pour l'IC, capital qui s'est formé et développé dans la lutte ; les volontaires étaient désormais « connus, aimés, admirés de la masse du peuple[641] ». Il affirmait que les volontaires partis en Espagne étaient revenus dans la plupart des cas « bien supérieurs à ce qu'ils étaient » et disposaient désormais d'une légitimité et d'une respectabilité inattaquables dont il fallait impérativement tirer parti :

> Il faut comprendre que devant la masse, qui peut répondre à un homme – communiste ou non – qui a lutté en Espagne ? Quel social-démocrate anti-front unique, anticommuniste peut le contredire ? Que ce soit dans les syndicats, que ce soit dans une réunion, il a la masse avec lui, il a un prestige mérité et bien gagné ; il a ses blessures ; personne ne peut lui résister, même un fasciste est gêné pour lui riposter : c'est pourquoi je crois que c'est un devoir pour chaque parti d'étudier avec soin la situation de ses volontaires et de très rapidement régler leur situation et leur utilisation sur la base de leur attitude en Espagne[642].

Selon les consignes de Marty, les vétérans devaient constituer une élite singulière dans les partis communistes et ces derniers devaient s'assurer qu'ils soient « pousser à la tête » des organisations de masse ou des syndicats et que les cadres militaires ou sanitaires soient introduits dans la réserve d'active de leur pays ou reçoivent une formation continue[643]. Les

---

[639] RGASPI 545.1.11 : *Projet - Mesures proposées en vue de l'évacuation des Internationaux*. Par Marty au secrétariat du PCE. Barcelone, 26 septembre 1938.
[640] RGASPI 545.2.390 : Brochure *Promesa de los Voluntarios de la Libertad*, Barcelone, 1938. Sans pagination.
[641] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, p. 68.
[642] RGASPI 495.2.266 : *Rapport sur les Brigades Internationales, discours du Camarade André Marty*. Rapport d'André Marty devant le Presidium Parti Communiste d'Union Soviétique du 26 août 1939 à Moscou, pp. 70-71.
[643] RGASPI 517.3.27: *Commission pour l'étude des problèmes des BI. (Décisions du Présidium du 26 août 1939). Propositions IV : Pour l'utilisation des cadres des BI.* 5 septembre 1939.

volontaires, communistes ou non, qui avaient fait la démonstration de grandes qualités en Espagne devaient être amenés à devenir des cadres politiques une fois revenus dans leur pays. Le PCF entrepris effectivement d'associer les vétérans à différents postes et de leur donner une visibilité particulière dans les comités après les avoir envoyés dans les écoles du Parti[644]. Pour les partis communistes plus petits, l'objectif était plus ambitieux encore : tous les vétérans d'Espagne avaient vocation à rejoindre le Parti Communiste. Erik Blaine Coleman relève à propos du CPUSA que la consigne était alors « Every member of the Brigade a member of the Communist Party[645] ». Au Royaume-Uni, les vétérans étaient invités à conserver « les mêmes liens en Grande Bretagne que ceux tissés sur les fronts espagnols[646]».

Dans tous les pays, cette génération continuerait d'être unie autour d'un mythe particulier : celui des Brigades internationales. Karl Manheim a proposé une définition du terme de génération, relevée par Enzo Traverso comme étant un « groupe qui possède une identité particulière, marquée par un événement fondateur autour duquel se dessinent de nouvelles problématiques et de nouveaux clivages politiques, au sein d'un même espace social et culturel[647] ». La capitalisation de l'expérience espagnole fut entièrement préparée et projetée comme la constitution d'une génération « Espagne » faite des vétérans, les « anciens d'Espagne, et de leur proches ; une « génération du feu » antifasciste.

Pour favoriser la constitution de ce groupe générationnel, le Komintern procéda dans une intention monopolistique et selon deux objectifs : la constitution d'associations de vétérans et l'imposition d'un récit hagiographique et unique à propos des Brigades internationales.

Cette « génération Espagne » devait ainsi disposer de sa propre organisation de masse mondiale, constituée autour des associations de vétérans et de leurs familles. Les premières amicales de vétérans des Brigades internationales furent constituées dès l'été 1937, à la suite de l'autorisation des retours en mai 1937 et alors que les premiers rapatriements eurent effectivement lieu en août 1937[648]. Rudi Van Doorslaer affirme que l'affiliation était obligatoire à l'Amicale sous peine de privation des secours[649]. Un rapport de la police

[644] AD 59 M 154 189 A : *Le CDPS à M. le Préfet du Nord*. Lille, 28 novembre 1938.
[645] *Que chaque membre des Brigades internationales devienne un membre du Parti Communiste.* Cité in BLAINE COLEMAN (Erik), « Some men put in their lives… », *op. cit*., p. 71.
[646] RGASPI 545.6.22 : *Rapport du camarade A. M. Elliott…*, *op. cit*., p. 3.
[647] TRAVERSO (Enzo), *À feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, p. 247.
[648] *Le volontaire de la liberté. Organe des Brigades internationales* n°20 4 août 1937.
[649] VAN DOORSLAER (Rudi), « Les volontaires gantois pour les Brigades …», *op. cit.,* p. 172.

française semble le confirmer en partie, à propos de l'association française (AVER) en 1938[650]. Lorsque fut envisagée en décembre 1938 la possibilité d'installation au Mexique des vétérans dans l'impossibilité de rentrer dans leur foyer, une association similaire fut également mise sur pied, l'*Asociación de los Antiguos Combatientes de la República Española*, destinée à les maintenir dans un cadre générationnel formel au Mexique[651].

La locomotive de cette organisation mondiale, l'amicale française (l'AVER), fut un échec patent au regard des objectifs fixés. Lors du premier congrès de l'association en août 1938, on comptait certes 14 cercles régionaux mais seulement 700 affiliés sur 4 500 vétérans rentrés légalement en France (sur 6 500 revenus en totalité à cette date)[652]. Preuve de ce revers et de l'importance de l'association dans le dispositif prévu, on autorisa finalement les vétérans rentrés illégalement à s'y inscrire lorsque « le camarade a fait son devoir là-bas et surtout quand, ici, il continue la lutte contre l'ennemi » à l'exact inverse des directives reçues précédemment d'Espagne à l'encontre des déserteurs ou considérés comme tels[653]. En août 1939 en effet, le bureau de l'AVER adoptait une résolution visant à affilier dans ses rangs l'ensemble des vétérans[654]. La fabrication de la génération « Espagne » autour des vétérans passait nécessairement par la nécessité de perpétuer leur engagement dans une mobilisation présente et illimitée[655].

4. Écrire au singulier l'histoire des Brigades internationales

La fabrication d'une communauté transnationale de vétérans associée aux partis communistes nécessitait le maintien de la mobilisation des esprits et l'écriture définitive d'un un récit commun officiel sous la forme d'une mythologie contrôlée et verrouillée des Brigades internationales.

---

[650] SHD 7 N² 2604 : P/O n° 30.582. EMA 2ème Bureau Section de renseignement. *De source paraissant sérieuse*. *AS des anciens miliciens internationaux en Espagne*. 21 novembre 1938.
[651] RGASPI 545.6.14 : *Statistiques. Asociación de los Antiguos Combatientes de la Republica Española*. Janvier 1939.
[652] Dont seulement 2 000 français, 400 polonais et 600 italiens en autres. RGASPI 545.6.14 : *1er Congrès des Volontaires de l'Espagne Républicaine. 1 cité Paradis - Congrès des 15 et 16 juillet 1938.*
[653]RGASPI 545.6.14 : *1er Congrès des Volontaires de l'Espagne Républicaine. 1 cité Paradis - Congrès des 15 et 16 juillet 1938*. La largesse soudaine vis-à-vis des déserteurs fut certainement guidée par la crainte de voir émerger une génération informelle dangereuse : celles des déçus.
[654] RGASPI 517.1.1856 : *Décisions de la réunion de Bureau du 1er août 1939*.
[655] « Non ! ... Pas démobilisés... TOUJOURS SOLDATS DE LA LIBERTE ! Vive l'AVER » Encart en une du *Volontaire de la Liberté* n°5 de novembre 1938.

Ce travail fut entrepris très tôt, dès le printemps 1937. C'est en effet après les premiers retours des déçus et des déserteurs qu'on s'occupa de mieux contrôler les témoignages et d'interdire la publication de récits de vétérans. Dans la perspective de rédiger une histoire officielle des Brigades, les volontaires étaient invités à soumettre leurs propres récits, dits « *hechos* » (« faits ») aux différentes Sections Historiques mises en place en février 1937 que nous avons observé dans le chapitre précédent[656]. Selon les directives d'André Marty aux Partis Communistes, aucun récit ou témoignage ne devait être diffusé ou publié en attendant l'écriture d'une histoire officielle :

> Il y a lieu cependant de prendre des précautions pour éviter que de fausses interprétations ou des erreurs politiques et grossières ne se glissent dans ces écrits sur les [Brigades Internationales]. Il ne vous échappera pas le danger de publications isolées dans lesquelles peuvent se faire jour des appréciations entièrement personnelles ou non conformes à la vérité. C'est pourquoi le Commissariat des [Brigades Internationales] élabore en ce moment une série de rapports officiels […] Ces rapports relativement courts donneront néanmoins une première orientation en vue de conserver l'unité d'orientation politique antifasciste qui fut toujours celle des [Brigades Internationales]. C'est à nos amis de la Maison qu'il appartiendra de fixer en dernier ressort l'orientation générale définitive[657].

Consignes furent données afin que « tous matériaux emportés par des volontaires à leur sortie d'Espagne (ce qui n'a jamais été autorisé ni par le Commissariat, ni par le Parti), soient photographiés dans tout ce qu'ils ont d'important[658] ». Effectivement, les témoignages édités et autobiographies d'anciens volontaires publiés, déjà fort peu nombreux avant 1938, sont étonnamment absents des publications de 1939 tandis que plusieurs milliers de volontaires rentraient pourtant chez eux.

La rédaction d'une « Histoire Populaire des Brigades Internationales », initialement intitulée *Volontaires d'Espagne ! 1936-1939. Vie et luttes des Brigades Internationales,* fut confiée par le Présidium du Parti Communiste d'Union Soviétique à André Marty et Luigi Longo dans l'objectif de parvenir à « l'extériorisation rapide de l'expérience[659] ». Le livre aurait dû être publié pour le 14 octobre 1939, la date étant appelée à devenir le « jour des

---

[656] RGASPI 545.2.46: [Compte rendu] Réunion du Conseil Militaire du 14 février 1937 ; 545.2.162 : *Plan de travail des sections historiques des Brigades internationales. Sans date* [1937].
[657] RGASPI 545.1.11 : Lettre type *Au secrétariat du PC de… Documents et Histoire des Brigades internationales*. Par Marty au nom du CC du PCE. Barcelone, 4 janvier 1939.
[658] *Idem*
[659] RGASPI 517.3.27 : *Commission pour l'étude des problèmes des BI. (Décisions du Présidium du 26 août 1939). Propositions IIII. Pour l'utilisation de la lutte et de l'activité des BI*. Par André Marty, Moscou, 5 septembre 1939.

Brigades internationales » et l'occasion de cérémonies et fêtes « dans tous les pays du monde[660] ». Ce projet monumental d'auto-histoire devait être complété par une série de parutions, publiées sous la forme « d'historiettes » et de feuilletons dans les journaux[661]. Les titres prévus pour ces récits illustrent fort bien des différentes hypostases de propagande façonnées autour des Brigades internationales[662]. Bien que jamais publiés sous la forme prévue, ces récits héroïques ont érigés des lieux de mémoire d'une remarquable longévité. Le pacte germano-soviétique et le déclenchement de la Seconde guerre mondiale ont en effet interrompu puis annulé tout projet historique et mémoriel jusqu'après la mort de Staline en 1953[663]. Le congrès mondial des vétérans prévu à l'automne 1939 à Paris fut évidemment annulé.

L'événement politique et diplomatique que devait générer la démobilisation des étrangers n'eut jamais lieu, de par sa coïncidence avec la conférence de Munich et la crispation européenne autour de la question tchécoslovaque et par le refus de l'axe de retirer ses troupes d'Espagne en correspondance. La campagne d'hommage aux volontaires internationaux fut également un fiasco, malgré les efforts de production de propagande communiste cherchant à prouver le contraire. Elle fut, en réalité, organisée en grande partie par les Brigades elles-mêmes, avec l'appui des organisations communistes espagnoles. Le gouvernement se limita à quelques discours lors du défilé organisé à Barcelone, amplifié par de courtes brochures *ad hoc* diffusées à l'étranger. À Madrid et Albacete, les célébrations furent confidentielles[664].

La quasi-totalité des vétérans non citoyens d'un État démocratique ne purent être renvoyés vers leurs pays de provenance, et donc, par voie de conséquence vers leur Parti, à défaut d'être acceptés en France. L'échec du projet d'installation des vétérans au Mexique et la porte fermée soviétique, près de 6 000 d'entre eux étaient encore en Espagne en janvier

---

[660] RGASPI 495.2.266 : *Histoire Populaire des Brigades Internationales.* Sans date [1939] ; 495.76.46a : *Confidentiel BI. Commission pour l'étude des problèmes des BI (décision du Présidium du 26 septembre 1939). Propositions.*

[661] RGASPI 495.76.46a : *Confidentiel BI. Commission pour l'étude des problèmes des BI (décision du Présidium du 26 septembre 1939). Propositions.*

[662] Voir ANNEXE IV Document 17-6 : Titre envisagés pour les feuilletons sur les Brigades internationales en 1939.

[663] Une version très résumée, probablement pour une brochure, fut élaborée par André Marty mais jamais publiée. RGASPI 517.3.20 : *L'épopée sublime. Volontaires internationaux en Espagne*. Sans date [1939]. 128 pages.

[664] RGASPI 545.1.2 *: Доклад Военного комиссариата интербригад*…, *op. cit*., pp. 455-456.

1939[665]. Pris dans la débâcle de l'armée de Catalogne, ils échouèrent ensuite dans les camps de concentration français du Roussillon puis à Gurs. Ce fut probablement pour ces internés que la « génération d'Espagne » eut le plus de sens, quoique bien différent de l'idée initiale, mais amplifié davantage encore de par le parcours de nombre d'entre eux dans la Résistance.

Conclusion

Il faut souligner que les six derniers mois de présence (combattante) du phénomène en Espagne républicaine, soit de mars à septembre 1938, se sont distingués par le retour de caractéristiques très proches de celles initialement adoptées par les formations internationales jusqu'au printemps 1937. Le passage des Brigades internationales sous la tutelle du PCE, a en effet replacé le volontariat international combattant comme un objet extérieur placé au service d'une organisation politique espagnole. D'autre part, jamais la nature de soldat-politique ne fut aussi prégnante dans les Brigades internationales qu'à cette période, renouant étonnamment avec les miliciens-militants étrangers du front d'Aragon en 1936. Enfin, l'activisme et la constitution des groupes d'audace ont réintroduit la mythologie du « choc » comme acception performative politico-militaire et l'appétence des volontaires étrangers pour l'exemplarité. La conversion des Brigades internationales en une force militaire entièrement contrôlée par le PCE et au service de ses intérêts fut presque invisible depuis l'étranger, du fait du mur de papier monté par l'énorme production des services de propagande en 1938, ce qui explique notamment le fait que cette réinitialisation n'ait pas été relevée par l'historiographie. La désinternationalisation des Brigades internationales fut donc pleinement achevée en septembre 1938 par la démobilisation des étrangers, signifiant ainsi l'hispanisation quasi complète du conflit du côté républicain, les conseillers militaires et techniciens soviétiques ayant été également retirés d'Espagne.

[665] SILL (Édouard), « Le PCF et l'internement en France des volontaires internationaux de retour d'Espagne : l'impossible solde de tout compte du projet kominternien de Brigades internationales » in *Histoire documentaire du communisme*, Jean Vigreux et Romain Ducoulombier [dir.], *Territoires contemporains* - nouvelle série [en ligne], 3 mars 2017, n° 7, disponible sur : http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/prodscientifique/TC.html.

Conclusion de la quatrième partie

Comme en 1936, la survenue d'une nouvelle vague de volontaires étrangers fin 1937-début 1938 ne correspondait à aucun besoin du gouvernement républicain ni à un rôle opérationnel spécifique en Espagne mais à la décision du Komintern de faire perdurer quelque temps encore un outil politique utile. Le second recrutement, soit l'amplification artificielle du nombre de combattants étrangers en Espagne, a évité la dissolution des Brigades internationales et permis au projet de perdurer un an de plus, jusqu'à la décision diplomatique du gouvernement républicain espagnol de procéder au retrait des combattants étrangers présents dans ses forces armées. Le retrait a conclu l'hispanisation définitive du conflit du côté gouvernemental puisque le personnel soviétique de l'Opération X avait été retiré par échelon durant les mois précédents. Comparativement avec 1936, les formes du volontariat international combattant antifasciste en 1938 étaient fort différentes. La deuxième époque, qui a fait l'objet de cette quatrième partie, se distingue de la précédente par la prédominance du champ politique intérieur espagnol, déterminé par un choix tactique du Komintern en corrélation avec la redéfinition du contexte stratégique et géopolitique de l'URSS. Parallèlement, les tensions internes et la démoralisation des étrangers, qui ponctuèrent à intervalles réguliers l'année 1937, furent en grande partie jugulées par la redéfinition globale du projet, source de cohésion à la fois politique et structurelle. Tandis que leur rôle fondamental de projection symbolique vers l'extérieur à la fois comme manifestation de la solidarité internationale et comme expression du front populaire mondial était renforcé, l'intention initiale d'unité d'action avec les sociaux-démocrates fut escamotée au profit d'une structure transnationale de front unique, principalement dirigée vers les objectifs de guerre du PCE. Dans cette nouvelle configuration, les volontaires étrangers n'étaient plus le sujet mais le vecteur permettant de s'adresser aux recrues espagnoles des Brigades internationales. Le retrait des vétérans étrangers, seule issue positive pour clore un projet désormais superflu et sans intérêt géopolitique majeur, permit au Komintern de capitaliser l'expérience accumulée et la force de suggestion des volontaires dans la perspective de perpétuer leur rôle de représentation, à l'extérieur cette fois. Les obstacles imprévus rencontrés lors du retrait des étrangers ont empêché cette opération de communication et obligé les partis communistes à s'investir une nouvelle fois pour permettre le retour des vétérans puis la libération des volontaires internés dans les camps français du Roussillon puis de Gurs.

Conclusion générale

Cette étude s'est attachée à réinterroger un sujet très fréquenté de l'historiographie de la guerre d'Espagne, de celle des relations internationales de l'entre-deux-guerres et celle du mouvement communiste internationale, qui plus est dans une période faste et prolixe, celle du front populaire. Cependant, si le volontariat international antifascsite durant la guerre civile espagnole avait été distingué comme un phénomène historique majeur, il avait été considéré comme une abstraction politique originale ou une conséquence exceptionnelle du conflit. La thèse qui a été defendue au travers des quatre parties précédentes a adopté un postulat différent, en désignant le phénomène en Espagne comme l'héritier d'une histoire longue tout en étant dépendant de conjonctures et de logiques partisanes circonstancielles qui l'ont indubitablement singularisé. Le poids écrasant des Brigades internationales sur le phénomène avait en effet dissimulé ce dernier à notre regard en lui transférant leurs quatre principales idiosyncrasies : leurs effectifs pléthoriques, leur longévité, leur production documentaire et leur construction mémorielle postérieure. Le changement d'échelle adopté a permis de retrouver les caractéristiques fondamentales du phénomène en Espagne, d'en surligner les contours et les lignes de forces internes et externes.

L'épaisseur et la diversité du phénomène dans sa séquence espagnole étant désormais dégagées et lisibles dans leurs multiples dimensions, il convient de conclure notre propos en revenant sur les différentes hypothèses formulées en prolégomènes de cette étude, pour considérer la situation du phénomène dans le champ clos de la guerre civile espagnole et évaluer les Brigades internationales dans ce cadre. Ces prémisses doivent permettre de proposer une hypothèse finale, soit l'émergence d'un paradigme interprétatif, et donc conceptuel, du volontariat transnational combattant durant la guerre civile espagnole, le « brigadisme », perceptible par des continuités et des réminiscences postérieures, ou entendu comme modèle d'évaluation.

I. Le volontariat international armé dans le cadre de la guerre d'Espagne

Le phénomène de volontariat international armé en Espagne durant la guerre civile a couvert vingt-six des trente-trois mois du conflit, régulièrement alimenté par un flux

d'arrivées de volontaires étrangers marqué par de très importantes fluctuations. Après avoir connu son maximum des arrivées à l'hiver 1936, le volontariat international a atteint son apogée au printemps 1937, à la fois du point de vue des effectifs que de par le nombre de ses avatars et manifestations organisées. Au même moment, le rythme des arrivées s'est essoufflé par l'effet de cinq facteurs conjugués mais déconnectés. Le premier concerne la disparition de l'effet d'attraction et d'urgence que représentait la défense de Madrid assiégée et l'affaissement de l'acuité de l'attention des opinions publiques étrangères. Le deuxième facteur fut la mise en place de la non-intervention en février et la fermeture de la frontière, venant résorber davantage encore une dynamique épuisée en France, désormais répartie sur des sources diversifiées mais plus lointaines, et nécessitant des acheminements coûteux ou dangereux. Le troisième facteur a partie liée avec le précédent mais concerne les logiques internes du mouvement communiste. Dans l'hypothèse d'un retrait bilatéral des combattants étrangers dans le cadre des négociations menées par la sous-commission de non-intervention, Staline avait exigé en janvier 1937 l'interruption des acheminements de volontaires, avant d'autoriser de nouveau les envois, non sans qu'un relâchement important du dispositif ait lieu en Europe induisant une réduction des départs spontanés parmi les militants communistes. De fait, de nombreux cadres communistes français furent ainsi envoyés dans les Brigades internationales en février 1937 par décision du parti et non sur la demande des intéressés. Quatrième facteur, la régularisation militaire et les évolutions politiques internes à l'espace républicain et antifasciste espagnol. Ces évolutions ont provoqué un grand nombre de renoncement parmi les volontaires étrangers, par refus de la militarisation et par désapprobation de l'assujettissement des perspectives sociales à la conduite de la guerre, ou donné un motif dicible à un renoncement plus diffus. Cinquième et dernier facteur, les retours de volontaires déçus ou désillusionnés ont porté un coup sévère, quoique difficile à estimer exactement, aux désirs d'engagements de leurs compatriotes velléitaires.

Le phénomène de volontariat international armé s'est donc tout d'abord caractérisé par une intensité moyenne couvrant une surface étroite de par les effectifs concernés, avant que ne soit introduite une alimentation artificielle procédant par un recrutement suggestif, actif durant deux courtes périodes (octobre 1936 - février 1937 puis octobre 1937 – février 1938) et redevenant passif entre ces deux hyperboles. Les structures facilitatrices et incitatrices mises en place par les sections nationales du Komintern procédèrent comme des démultiplicateurs. Cette disposition a considérablement changé la matrice du phénomène en apportant une structure fonctionnelle mais uniquement destinée à alimenter les Brigades internationales.

Cependant, le terme de recrutement doit être précisé, nous l'avons souligné. Il s'est agi d'une démarche de facilitation et de suggestion plutôt que d'incitation au volontariat. La présence « active et stimulante » des partis communistes a cependant doté le phénomène d'une épaisseur hors de proportion avec les formes qu'il eut adopté sans son concours. Si les partis communistes ne furent pas les seuls opérateurs extérieurs du volontariat combattant - rappelons seulement les cas de la *Centurie Sébastien Faure* anarchiste en France, de la *Debs Column* aux États-Unis, des activités de *Giustizia e Libertà*, ou de l'ILP au Royaume-Uni -, pratiquement toutes les initiatives indépendantes se sont organisées après le fait accompli de la création des Brigades internationales.

Le phénomène est loin d'être homogène dans ses origines et dans la composition de ses effectifs initiaux. Il est d'abord vicinal et concerne avant tout et surtout la France (métropole et Afrique du Nord) drainant avec elle la Belgique et la Suisse par le biais de réseaux sociaux transnationaux anciens. L'amorce de la dynamique fut incontestablement due aux mises en mouvements dans les immigrations, espagnole d'abord, italienne ensuite puis a drainé les secteurs les plus politisés des autres immigrations en France : allemande, polonaise et balkanique notamment. D'un espace initialement méditerranéen, le phénomène prit une dimension atlantique par la mondialisation imposée en décembre par le Komintern sans toutefois perdre la pesanteur de son espace initial.

L'extension du périmètre du phénomène semble entièrement due à l'impulsion de l'Internationale Communiste et son exportation outre-Atlantique semble correspondre à une mondialisation artificielle. Certes, le phénomène a indiscutablement concerné au moins soixante-dix-sept nationalités. Justement présenté habituellement par itération, cet énoncé des nationalités présente un effet de mondialisation largement factice. Le phénomène fut éminemment européen : sa surface extérieure a principalement concerné les immigrations d'origines européennes, pour la plupart d'extraction récente. La présence importante de Sud-Américains s'explique d'abord par leur résidence en Espagne *ante bellum*, plus de la moitié des volontaires canadiens étaient des immigrés de première ou de deuxième génération.

Le second enseignement de notre lecture diachronique a mis en évidence le socle réduit de pays pourvoyeurs de volontaires : six démocraties ont fourni au moins les trois quarts des effectifs du phénomène (France, États-Unis, Belgique, Tchécoslovaquie, Canada et Suisse). Ce socle couvre les quatre-cinquièmes des effectifs en y ajoutant les immigrés venus d'URSS, il inscrit absolument le phénomène dans un espace transatlantique. La moitié de

l'ensemble des volontaires résidait en France et en Belgique avant de venir en Espagne. Abstraction faite des citoyens français, contingent majoritaire, les volontaires d'origines allochtones furent majoritaires, c'est-à-dire ceux provenant d'un pays dont ils n'avaient pas la nationalité. Cette lecture inédite consigne formellement le phénomène dans le champ par définition transnational des migrations. Elle nous est permise par le fait d'avoir défléchi le point d'observation depuis les nationalités vers les pays de provenance.

Le phénomène est enfin relié à une situation conjoncturelle commune aux six principaux pourvoyeurs : le chômage de masse et une disponibilité réelle ou fortuite des individus qui ont pris le départ vers l'Espagne. Davantage touché par la crise de l'emploi que la part des autochtones, le volontariat des allochtones avait de plus une expérience de la mobilité transfrontalière qu'un travail complémentaire viendra probablement souligner.

Pour que le phénomène survienne et que l'acte du départ apparaisse comme une modalité possible dans le répertoire d'action des démarches solidaires, il a fallu une puissante impulsion émotionnelle. La mobilisation des opinions publiques européennes et américaines, la sensibilisation à la cause défendue par la République et les antifascistes espagnols, la levée de fonds, l'envoi de ravitaillement, la prise en charge des réfugiés et des orphelins et les initiatives médicales et sanitaires ainsi que le renseignement extérieur ont composé le répertoire d'action standard employé par les étrangers solidaires. Ce répertoire était en correspondance avec les attentes du gouvernement républicain et de la plupart des organisations antifascistes d'Espagne. Le volontariat transnational combattant ne fut ni sollicité ni jamais considéré comme une forme évidente ou souhaitable d'expression de la solidarité extérieure. Le désir d'Espagne fut largement le produit d'une association étroite et d'une comparaison horizontale entre la situation espagnole et la situation domestique des volontaires. Cette association est venue épouser parfaitement une lecture universelle préexistante partageant le monde entre partisans de la démocratie et de la liberté et une entité nouvelle, menaçante et jusque-là irrésistible, le fascisme. Cette lecture a transformé l'Espagne en une cause et a donné une matérialité au combat antifasciste et suggérait une possibilité de participation effective et directe.

Si le volontariat combattant a pu paraître une option tangible de démarche solidaire avec l'Espagne, c'est parce que cette possibilité n'a pas rencontré d'obstacle majeur et n'a pas été entravée résolument par les États concernés. Le déplacement de dizaines de milliers de volontaires vers la péninsule Ibérique via la France atteste de deux particularités contextuelles

du phénomène. D'une part, les menaces de sanctions (amendes, peine de prison et déchéance de nationalité suivant les pays) ou les risques inhérents au voyage transfrontalier (le refoulement, la prison ou la mort dans certains cas) n'ont pas fait reculer tous les postulants au volontariat. D'autre part, le phénomène a indéniablement bénéficié du laxisme des autorités dans la plupart des pays démocratiques (à l'exception notable de la Suisse) et en premier lieu de la France, passage obligé de la quasi-intégralité des parcours[1]. Tandis que partout ailleurs les filières étaient progressivement démantelées durant l'année 1937, les agents et les organisations liées au recrutement n'ont jamais été inquiétées en France, ce que la législation permettait pourtant[2]. La police française signalait d'ailleurs son impuissance à intervenir concrètement « sans commettre une atteinte à la liberté individuelle[3] ». Aux États-Unis comme au Danemark, les autorités ont également préféré ne pas réprimer le phénomène pour ne pas s'aliéner une partie de l'opinion publique. Enfin, les volontaires citoyens de pays démocratiques ont reçu en Espagne, à des degrés divers, le soutien des agents consulaires de leur pays.

Durant sa première période, entre l'été 1936 et l'été 1937, le phénomène a connu une très grande variation dans ses modalités, formes et dynamiques. À ses prémices, le phénomène n'a concerné que trois groupes transnationaux : les Espagnols immigrés ou naturalisés, les étrangers résidant déjà sur le territoire espagnol et souvent fortement politisés, et une part importante de la diaspora antifasciste italienne en France, Belgique et en Suisse. Ces trois groupes, parfois entremêlés, ont convergé vers le Pays Basque et la Catalogne où ils ont établi des passerelles politico-militaires donnant au phénomène une visibilité internationale et permit les vocations. À l'automne, les formes élémentaires du phénomène furent subitement surpassées, éclipsées mais également alimentées par l'apparition d'une

[1] 550 volontaires helvétiques furent inculpés par un tribunal militaire pour « atteinte à la puissance défensive du pays » en raison de leur engagement dans l'armée gouvernementale espagnole, plus des deux tiers du contingent suisse. ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936 1939*, Antipodes, Lausanne, 2001, p. 232.

[2] En France, le préfet de la Moselle dut s'expliquer en décembre 1936 devant son ministre de tutelle du fait qu'il empêchait des groupes de volontaires de continuer leur trajet vers l'Espagne sous prétexte de vérification des identités des étrangers. Un représentant de l'ambassade des États-Unis à Paris venu protester au 8 avenue Mathurin Moreau contre l'enrôlement de ses ressortissants fut vertement congédié tandis que l'ambassadeur de Pologne à Paris fit part aux autorités françaises de son profond mécontentement vis-à-vis des départs d'ouvriers polonais résidant en France. AD 57 304 M 185 *Le préfet de la Moselle à Monsieur le Ministre de l'Intérieur DGSN - DPTE - Secrétariat - Paris. Volontaires à destination de l'Espagne. Intervention de M. Daul Député du Bas Rhin*. Metz, 7 décembre 1936 ; APP BA 1665 : Dossier Révolution Espagnole - Formation de centuries. *AS du recrutement de volontaires pour l'armée républicaine espagnole*. Paris, 29 décembre 1936 ; *M. Louit, Commissaire de Police à Monsieur le directeur des RG*. Paris, 6 novembre 1936.

[3] AD 38 52M98 : Événements d'Espagne-recrutements pour les BI : *Le Commissaire Spécial, Carbonneill, à Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Vienne. Objet : Départs de volontaires pour l'Espagne*. Vienne, le 5 décembre 1936

nouvelle forme originale, la puis les Brigades internationales. Cette surmobilisation artificielle a facilité et accéléré la venue de volontaires, suscité de nombreuses velléités d'imitation à l'étranger et doté le phénomène d'une publicité fantastique dont l'intégralité de ses avatars en Espagne a profité.

La solidarité en actes fut tout d'abord envisagée d'un point de vue technique et sanitaire, avant d'évoluer vers des formes paramilitaires diffuses. Dans cette première acception performative, la démarche semblait avant tout répondre à l'expression d'un besoin identifié. Le volontariat transnational invoquant l'internationalisme prolétarien, ou plutôt révolutionnaire, comme idée dynamique fut particulièrement sensible à l'évolution des événements et a rapidement disparu pour adopter le plus souvent une position désormais hostile depuis l'étranger. De par ses intentions et sa lecture éminemment doctrinale, il a en outre participé directement à sa rapide déréliction en contribuant à l'accentuation de crises internes traversant la CNT-FAI comme le POUM. D'autre part, n'ayant pas perpétué de politique de recrutement après l'application de la non-intervention en février 1937, ce volontariat affinitaire a reposé sur un vivier très limité et déstructuré, incapable de rivaliser (et sans prétention de le faire) avec les filières mondiales des partis communistes.

Par ailleurs, la massification opportuniste du volontariat international à la fin de l'année 1936 a eu pour conséquence d'altérer les caractéristiques élémentaires du volontariat. Initialement, la présence des supplétifs étrangers était acceptée comme une attitude de témoignage solidaire, et justifiée, parfois recherchée, par leur apport de qualités supposées ou proposées. Le prétexte qualitatif fut rapidement escamoté au profit du seul rapport quantitatif, invitant en Espagne un volontariat des « bonnes volontés » caractérisé par un irrépressible « désir d'Espagne ». Enfin, le processus de transformation du phénomène fut profondément lié aux interventions et injonctions du gouvernement de la République espagnole et des organisations antifascistes espagnoles. Il s'agissait ici d'un aspect particulièrement minoré par l'historiographie. Durant toute la période, le gouvernement républicain s'est efforcé de maîtriser le volontariat étranger. Il est certain que la réduction du phénomène aux seules Brigades internationales fut la résultante d'une série de processus contraignants, davantage issus des interventions de l'État républicain espagnol, et non d'une démarche communiste ou soviétique.

La césure de l'automne 1937 distingue nettement deux périodes et marque une rupture épistémologique majeure dans le phénomène. Le décret du 27 septembre 1937 aurait dû

marquer la fin de notre étude, le phénomène étant, d'une part, presque asséché dans ses effectifs arrivants et, d'autre part, transformé désormais en un traditionnel volontariat militaire à titre étranger. Cependant, trois facteurs se sont incidemment conjugués pour doter le phénomène d'une continuité inattendue et permettre son maintien durant une année supplémentaire. Premièrement, les nouveaux statuts n'ont pas singulièrement modifié le fonctionnement des Brigades internationales, l'appareil demeurait tenu par des étrangers. Deuxièmement, le Komintern fit procéder à un second grand recrutement qui renvoya en Espagne plusieurs milliers de volontaires, raffermit des filières rabougries et obligea une quinzaine de sections nationales à demeurer concentrées sur cette forme de solidarité active avec l'Espagne. Troisièmement, le gouvernement espagnol n'a pas entamé de démarches spécifiques pour maîtriser les recrutements à titre étranger dans sa propre armée, abandonnant cette prérogative régalienne à la Base d'Albacete. Le décret de septembre n'a pas eu de conséquence sur l'existence du phénomène mais sur sa nature, en substituant à un engagement informel un engagement contractuel. Ce changement, capital, fut pratiquement invisible pour les postulants comme pour les vétérans, il faut insister sur ce point.

Le phénomène disparaît en septembre 1938 par le fait de trois clôtures corrélées. La première est d'ordre quantitatif, soit l'épuisement définitif du volontariat : à peine 100 volontaires mensuels en juillet 1938, tandis que la moyenne mensuelle durant les douze mois précédents était de 740. La deuxième clôture est d'ordre géopolitique : l'Espagne n'occupait plus une place centrale dans les tensions européennes et l'attention des opinions publiques se dirigeait désormais vers la Tchécoslovaquie. Symboliquement, le principe du retrait bilatéral fut acté par la SDN le jour même de la signature des accords de Munich. La troisième clôture est politique : la dissolution des Brigades internationales était en complète cohérence avec le changement de stratégie opéré par Staline.

La disparition du phénomène et de ses dernières manifestations n'a pas signifié l'évaporation de ses agents. Le devenir dramatique des volontaires constitue un sujet en soi qui a été délibérément écarté de cette étude. Les débris du phénomène furent emportés dans la retraite de Catalogne pour échouer dans les camps d'internement français. La reprise du combat par les vétérans bloqués en Espagne en janvier 1939 fut une conséquence de l'extinction du phénomène et non une réminiscence, bien que le fait ait été présenté ainsi par la mémoire communiste.

II. Les incidences du phénomène dans le déroulement de la guerre d'Espagne

Il faut ici tenter de dresser un rapide bilan de l'impact du phénomène sur le déroulement des opérations militaires de l'armée républicaine. De juillet 1936 au printemps 1937, la participation de combattants étrangers n'eut aucune influence évidente sur l'issue des combats dans les espaces basque et catalan[4]. L'incidence de la participation militaire des Brigades internationales fut singulièrement déprisée par les études récentes. Il faut, pour commencer, s'affranchir de la lecture téléologique de leur montée en puissance durant le conflit, perspective cultivée à dessein par le service de propagande des Brigades internationales. La consolidation fut d'abord celui celle de l'armée républicaine et cette perception fut le résultat d'une croissance organique artificielle, proportionnellement inverse au nombre réel de volontaires étrangers présents.

L'évaluation de l'apport positif des Brigades internationales à la défense victorieuse de Madrid à l'automne 1936 semble faire l'unanimité dans la bibliographie, y compris dans les historiographies franquiste et anticommuniste[5]. En outre, leur action durant la bataille du Jarama fut plus certainement décisive pour stopper l'offensive ennemie, non sans d'immenses pertes. Durant cinq mois, jusqu'en mars 1937, les Brigades internationales eurent un rôle indéniable dans la défense de Madrid et de son hinterland.

Mais plus jamais elles ne jouèrent un rôle aussi décisif dans les opérations militaires. Pour des raisons de prestige, elles furent pourtant associées au corps de manœuvre de l'EPR et de ce fait employées comme forces de rupture dans la série des offensives gouvernementales de mai à septembre 1937. En 1938, les Brigades internationales, désormais majoritairement composées de conscrits espagnols, étaient globalement considérées comme de bonnes unités de combat républicaines mais non l'élite. Tandis que leur engagement constant sur les points chauds du front fut la conséquence du manque de réserve d'offensive de l'armée républicaine, cette situation a semblé justifier une image inexacte de « pompiers »

[4] De l'autre côté, les diverses *banderas* étrangères et les *Tercio de Requetés* comprenant des éléments étrangers n'eurent pas plus d'impact sur les opérations.

[5] Après un court moment d'autocongratulations dans les Brigades internationales, cette lecture fut rapidement condamnée par le PCE en 1937 au profit d'une célébration d'une résistance nationale et populaire puis, en 1938, d'une élévation de la participation des catalans de Durruti.

du front, soit une projection hagiographique de propagande leur attribuant à tort une fonction de troupes d'élite[6].

Dans leur immense majorité, les volontaires internationaux étaient des amateurs employés comme fantassins en première ligne. Les réalisations les plus efficaces du volontariat international furent discrètes et correspondent à l'importation de savoir-faire et de compétences venant en partie résorber les carences des forces armées républicaines et antifascistes. Tout d'abord par le bais d'instructeurs et de spécialistes, puis de cadres de valeur, militaires mais également politiques, souvent expérimentés, jeunes et dynamiques et ensuite par l'importation et l'organisation de dispositifs militaires modernes comme la logistique ou les groupes d'artillerie.

L'apport le plus important de la solidarité internationale fut paradoxalement un corolaire des Brigades internationales : la création à l'intérieur de l'Espagne du Service Sanitaire International (SSI, futur *Ayuda Medical Extranjera*) et à l'extérieur de sa plate-forme logistique et financière, la Centrale Sanitaire Internationale (CSI). Avec les autres initiatives médicales et sanitaires internationales, il s'agit incontestablement des contributions effectives majeures de la mobilisation internationale envers la République espagnole et probablement de la première campagne humanitaire moderne portée par des agents non-gouvernementaux dans une dimension belligérante en dehors de la Croix Rouge.

Il est donc difficile de considérer la survenue du combattant étranger, et partant, les Brigades internationales, comme un apport positif décisif pour le camp gouvernemental. Il faut cependant réfuter deux affirmations régulièrement formulées à propos de l'impact négatif du phénomène dans la guerre civile espagnole.

Il s'agit, premièrement, de l'affirmation que le phénomène aurait participé à la prolongation de la guerre civile, et donc aux souffrances du peuple espagnol, tout d'abord par la participation active des étrangers à la défense de Madrid. Nonobstant le fait qu'il s'agit d'un argument récurrent de la propagande franquiste, cette allégation oublie un certain nombre de faits. La résistance de la capitale assiégée fut essentiellement due à l'affermissement de la coordination militaire, engendrée par l'efficace binôme Miaja-Rojo et par la conjugaison d'éléments favorables aux républicains : l'intervention des chars et des

[6] L'expression est de Jean Luc Leleu à propos d'une autre célèbre formation militaire éminemment politique : la Waffen SS durant la Seconde guerre mondiale. LELEU (Jean Luc), *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007, p. 557.

chasseurs soviétiques, la saisie inespérée des plans d'attaque de l'ennemi le 7 novembre, la défense acharnée de certains bataillons espagnols et l'arrivée des renforts catalans. D'autre part, selon l'historien Michael Alpert, pratiquement la moitié des défenseurs de Madrid avaient, fin octobre 1936, une expérience ou une formation militaire[7]. Il ne faut donc pas surestimer le rôle des deux premières brigades internationales, quoique leur arrivée ait eu un incontestable effet sur le moral des défenseurs. Le déploiement des Internationaux à Boadilla del Monte, en novembre 1936, pour combler le trou créé par la débandade des milices, puis leur défense acharnée dans la Cité Universitaire participèrent à coup sûr à l'enchaînement heureux qui évita la chute précoce de la ville.

Deuxièmement, à la faveur d'interprétations très récentes, le phénomène est considéré comme un facteur importateur de violence, ou serait tout au moins responsable d'une augmentation de la violence durant le conflit. Cette assertion, élaborée à propos des formes contemporaines du volontariat transnational combattant, ne repose sur aucune démonstration à propos de la guerre d'Espagne. En considérant le fait que des volontaires étrangers aient pu participer à des crimes de guerre, à Belchite notamment, rien ne saurait distinguer ces exactions du niveau paroxystique atteint par la violence entre combattants ou contre des civils durant le conflit[8]. L'augmentation du niveau de violence eut bien, en partie, une origine étrangère, mais celle-ci fut le fait d'interventions extérieures étatiques classiques, par les bombes italiennes sur Barcelone, allemandes sur Guernica et par les torpilles des sous-marins en Méditerranée hypocritement qualifiés de « pirates » par la non-intervention.

Si les Brigades internationales ne furent pas un support militaire décisif ou plus utile que d'autres médiums, de quoi s'agissait-il et pourquoi doter le phénomène préexistant d'une nouvelle manifestation ?

III. La situation originale des Brigades internationales dans le volontariat international armé en Espagne

La survenue au sein du phénomène de volontariat international armé en Espagne d'un objet original et massif, les Brigades internationales, a immédiatement et totalement reconfiguré les dispositifs précédents. Indéniablement, le maintien d'un corps étranger de

[7] ALPERT (Michael), *El Ejército Popular de la República, 1936-1939*, Crítica, Barcelone, 2007 [1976], p. 32.
[8] Comme lors de la bataille de Brunete en septembre 1937, quoique l'événement mériterait une analyse solide. Voir à ce propos le chapitre 6 *Necessary Murders : The British Battalion at Brunete* et l'appendice « *Necessary Murders – The Texts* » in STRADLING (Robert), *History and Legend. Writing the International Brigades*, Cardiff, University of Wales Press, 2003, pp. 136-144 et 196.

volontaires en Espagne fut largement artificiel et l'appareil de recrutement fut davantage destiné à alimenter les Brigades internationales plutôt qu'à fournir de nouveaux soldats pour l'Espagne républicaine, qui n'en avait pas besoin. De ce fait, à la différence du format initial de colonne internationale, les Brigades internationales de décembre 1936 ne constituèrent pas une continuité d'un processus préexistant mais bien une entreprise séparée qui s'est inscrite dans le même élan.

Peut-on pour autant considérer que les Brigades internationales ont constitué une corruption du phénomène spontané initial ? Non, l'immense engouement de l'hiver 1936-37 n'a pas été feint ni ne fut la résultante d'une supercherie du PCF : les volontaires n'ont pas été trompés sur leur destination ni sur le cadre objectif de leur engagement. Il s'agit d'un projet de facilitation du volontariat qui a incontestablement répondu au désir de milliers d'individus, dont en premier lieu les sympathisants ou membres d'un parti communiste, par définition davantage sensibilisés aux systèmes sémiologiques et rhétoriques déployés. Il s'agit incontestablement du produit spontané de la solidarité internationale et non la résultante d'un improbable *press gang* kominternien.

L'Internationale communiste a agi comme un puissant médiateur, transmuant un mouvement diffus, vicinal et peu irrigué en un phénomène de masse mondialisé et alimenté par un réseau complexe de promotion, de suggestion et de facilitation du volontariat à partir de l'automne 1936. Le projet de Brigades internationales a su renouveler et dynamiser un internationalisme théorique sur des ambitions restreintes et un objectif tangible dont les mouvements ouvriers européens et américains se sont passionnément emparés.

La transformation de la « colonne Internationale » en Brigades internationales correspond à un processus empirique dont les évolutions n'ont pas été prévues ni anticipées parce que guidées selon un développement opportuniste. Trois atouts ont ainsi directement participé à la réussite du projet kominternien et de son monopole sur le phénomène. Premièrement, le dépassement des freins théoriques qui avaient provoqué l'atermoiement d'une partie des organisations révolutionnaires étrangères. Deuxièmement, l'impulsion d'une puissante dynamique appuyée sur des infrastructures transnationales solides, anciennes et mondialisées (dont les organisations de masse, associations culturelles ou caritatives communisantes) agissant comme médiateurs et facilitant les départs, et donc suscitant des vocations tout en promouvant une destination unique. Troisièmement, le choix du format de légions nationales plutôt que des formations transnationales.

Néanmoins, cette manifestation exceptionnelle du phénomène a bien été un projet imaginé comme une projection géopolitique dans un cadre politique, et transposé dans une situation où la forme impérative était nécessairement militaire. Les Brigades internationales ont été déterminées comme l'axe principal de la campagne mondiale de solidarité avec l'Espagne républicaine du Komintern, campagne placée dans le cadre strict de la ligne unitaire de front populaire antifasciste. Par l'enchevêtrement de leurs ramifications avec les centaines de comités à l'étranger ; elles constituèrent à la fois le point de mire et le miroir autour desquels tout le dispositif fut ordonné.

Deux époques correspondant à deux cadres politiques objectifs ont été ici identifiées et balisées à propos des Brigades internationales. La première époque, de l'automne 1936 à l'automne suivant, fut déterminée par la recherche de l'unité d'action avec les sociaux-démocrates. On touche ici la seconde limite de ce travail de thèse : pour observer exactement l'ampleur et l'objectif stratégique de cette formidable campagne unitaire appuyée sur la solidarité avec l'Espagne républicaine, il eut fallu disposer de travaux sur les comités ad hoc et sur les matérialisations locales de ces stratégies unitaires[9]. J'ai seulement tenté de mettre en évidence la centralité des Brigades internationales dans ce dispositif.

La seconde époque, à partir de l'automne 1937, fut marquée par le placement des Brigades internationales sous la tutelle du Parti Communiste Espagnol, désormais légataire d'un projet qu'il n'avait pas sollicité. La ligne de front populaire mondial développé durant la première période a été recentrée sur sa dimension intérieure espagnole, en soutien au gouvernement d'union nationale de Juan Negrín. Les conscrits espagnols, anarchistes ou non affiliés, remplacèrent les rares sociaux-démocrates ou « sans parti » étrangers comme cœur de cible du travail politique. Cependant, mis à part l'apport exceptionnel de cadres expérimentés et diligents étrangers qui a permis l'incubation de ses directives dans trois divisions en 1938, les bénéfices semblent avoir été plutôt chiches pour le PCE.

Les Brigades internationales ont été soumises à des influences le plus souvent convergentes mais parfois contradictoires, provenant des quatre pouvoirs injonctifs ayant leurs propres intérêts au travers ces dernières. Premièrement, elles furent naturellement un agent exécutant des directives du Komintern, en correspondance avec les intérêts soviétiques.

[9] Malheureusement, il semble qu'une partie des archives de la CSI et du CICIAER ait été perdue pendant la Seconde guerre mondiale. BARTHONNAT (Jean-Pierre), « Le Parti Communiste Français et les réfugiés d'Espagne en 1939 » in *Le Mouvement Social* n°103 avril-juin 1978, p. 122.

Deuxièmement, comme formations régulières de l'EPR, elles furent également dépendantes des décisions du gouvernement républicain et soumises à l'autorité du Ministère de la guerre (puis de la Défense Nationale). Enfin, nous avons vu que deux autres acteurs sont intervenus avec des logiques propres : les partis communistes étrangers associés par le biais de leurs représentants puis le PCE qui les remplaça à l'automne 1937.

Ce projet hors du commun s'est caractérisé par l'apport d'un certain nombre de complications inhérentes à la nature même de l'entreprise, dont en premier lieu son coût exorbitant humain et financier. L'envoi de volontaires en Espagne a *de facto* privé le mouvement ouvrier en général, et les partis communistes en premier lieu, de milliers de militants et sympathisants, morts ou revenus mutilés, ou encore hostiles à leurs idées initiales. Les Brigades internationales ont nécessité une ponction constante dans la trésorerie espagnole et surtout dans le produit de la solidarité étrangère, privant l'Espagne d'une manne précieuse dans des proportions difficiles à établir précisément. Enfin, l'implémentation en Espagne des Brigades internationales fut à la fois un facteur d'embarras pour la politique intérieure du PCE, et un boulet diplomatique pour le gouvernement. En effet, la grande popularité des Brigades internationales a empêché le gouvernement républicain de faire pleinement la démonstration de sa bonne foi dans la dénonciation des ingérences et des agressions étrangères devant la SDN et le comité de Non-intervention tandis que les armes russes et les présences dispersées soviétiques n'ont pas suscité les mêmes réprobations. Le statut tardif donné aux Brigades internationales de régénérescence de légion étrangère fut d'abord estimé d'après son poids sur la balance de la diplomatie internationale, plutôt que sur celle du théâtre des opérations.

Néanmoins, celles-ci ont indéniablement imprégné la substance du volontariat international armé en Espagne et irrémédiablement déterminé la forme de ses représentations postérieures.

IV. Le « brigadisme » comme concept performant à propos du phénomène de volontariat transnational combattant dans sa séquence espagnole

Au moment de conclure cette étude sur le volontariat transnational durant la guerre civile espagnole, il faut considérer sa place dans l'histoire longue du phénomène. Sa courte mais intense séquence ibérique, entre 1936 et 1938, constitue un moment paroxystique. Incontestablement, la guerre d'Espagne a marqué une étape qualitative et quantitative du volontariat international combattant.

Lorsque le volontariat transnational combattant est aujourd'hui convoqué, c'est dans l'immense majorité des cas par l'entremise des Brigades internationales comme aune de comparaison pour ses formes postérieures ou lorsque l'actualité semble présenter quelques similitudes[10]. L'absence d'un substantif efficace pour qualifier l'intégralité du phénomène durant sa séquence espagnole a en partie favorisé cette détermination sur les Brigades internationales, en proposant le terme de « brigadisme ». Néologisme tardif, ce terme pourrait cependant convenir comme outil conceptuel. Il convient cependant de le déterminer et de modéliser ce paradigme interprétatif puis de souligner ses attributs fondamentaux avant de l'envisager dans sa postérité et d'interroger son opérabilité comme concept performant. Pour déterminer son efficience, son périmètre et sa postérité, il faut avant tout convenablement définir le mot-concept de « brigadisme ».

Présentées comme l'archétype du bon combat, de l'engagement désintéressé et comme la championne intemporelle des peuples opprimés, les Brigades internationales ont déteint par surimpression sur la perception du phénomène de volontariat transnational combattant, participant ainsi largement à sa réinvention contemporaine[11]. Le « brigadiste » est dans l'inconscient collectif et dans la mémoire de la guerre d'Espagne la recréation téléologique du volontaire international. Ce décalque s'est opéré grâce au personnage du Volontaire de la liberté, création de propagande, produit de synthèse entre les discours des républicains espagnols, des organisations antifascistes françaises et enfin du Komintern. Il a transcendé l'ensemble du volontariat pro-républicain et déterminé la mémoire postérieure du phénomène dans sa globalité[12]. Il s'agit du renouvellement du personnage du soldat-citoyen inscrit dans le mythe du volontaire tel que présenté par George Mosse[13]. De ce fait, la séquence espagnole du phénomène est donc située dans une certaine continuité des modèles romantiques du XIXème siècle, comme l'ont déjà relevé nombre d'auteurs, frappés de la similitude entre ces séquences.

[10] Il est remarquable que les présentations ou recensions des ouvrages parus sur des séquences historiques non espagnoles du phénomène renvoient presque systématiquement aux Brigades internationales ou à la guerre civile espagnole.
[11] Il faut cependant souligner que cette évolution est davantage sensible dans les opinions publiques et les médias que chez les législateurs.
[12] Y compris d'ailleurs pour les volontaires pro-franquistes. La presse française de la LVF ou les journaux d'extrême droite en témoignent à l'envi : le volontaire de la liberté n'est pas directement partisan en soi.
[13] MOSSE (George Lachmann), *De la Grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette Littératures, 1999, p. 218.

Quels que soient les intentions ou les objectifs du principal promoteur des départs de volontaires, cet élan ne peut être considéré comme une mystification stalinienne cherchant à dissimuler ses manœuvres sous un vernis romantique. Ces références historiques composites et ce cordon ombilical n'ont pas été le produit de la propagande des partis communistes, elles étaient déjà invoquées et immédiatement légitimées par les volontaires et l'ensemble des observateurs. L'inscription libérale et le choix d'un certain répertoire symbolique élargi ont grandement facilité, et même suggéré, tant l'élan enthousiaste que la possibilité des engagements volontaires à travers l'Europe et l'Amérique. Ainsi, lors des débats parlementaires en France et Belgique sur ceux-ci, c'est la condition historique, et non la condition juridique, qui fut mobilisée, en opposant des « volontaires idéalistes » à des « involontaires » amenés par des pays étrangers. De fait, la première évocation d'un mort étranger dans un journal communiste espagnol, trois mois avant la création des Brigades internationales, consacrait déjà un discours fraternel syncrétique, associant internationalismes prolétarien, antifasciste et libéral[14].

C'est le sentiment antifasciste qui a déterminé par essence le brigadisme, et non le communisme qui ne fut que son principal opérateur et le médiateur le plus puissant par l'inspiration des valeurs portées par le Front populaire. La théorisation opérée par Georg Dimitrov a permis ce processus de repositionnement en donnant à l'antifascisme une valeur ajoutée nationale et universelle et en assimilant l'impérialisme au fascisme. L'antifascisme a su régénérer le discours socialiste internationaliste prolétarien faisant ressurgir les deux notions cardinales des mobilisations libérales du XIXème : la Nation, entendue sous le terme de « peuple », et la Liberté, accompagné des traditionnelles devises civiques « vaincre ou mourir» ou « la liberté ou la mort », contre le fascisme, soit un néologisme de « tyrannie ». Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que ce soit les anarchistes français, qui, les premiers, aient invoqué la devise polonaise « Pour leur liberté et la nôtre » à propos de l'Espagne, avant même que cette phrase ne soit inscrite sur l'étendard de la centurie *Dabrowski* formée par des communistes polonais venus de France en septembre[15]. Un fil rouge du phénomène dans sa longue tradition européenne vient d'ailleurs traverser la séquence espagnole : la présence d'un

[14] «Guido Lazzano Paolo (sic). Un antifascista italiano ha caído en defensa del Frente Popular» in *Milicia popular* n°8 du 4 août 1936, p. 2. (Il s'agit en réalité de Giacobone *Guido Lazzaro Paolo dit «* Guido Giacobini »).
[15] « Pour leur liberté et la nôtre » in *Le Libertaire* n°507 du 31 juillet 1936, p. 1.

Bataillon de la mort, organisé par des volontaires étrangers non-communistes[16]. Ces associations ne furent pas seulement le fait d'une observation extérieure à la guerre civile espagnole. À l'exception du POUM, l'intégralité des organisations politiques espagnoles ont associé la situation aux combats libéraux du XIXème siècle[17].

Le brigadisme semble dès lors se situer en interface entre les mobilisations transnationales du XIXème siècle et celles du second XXème siècle. Ainsi, le logiciel traditionnel de l'internationalisme, profondément bouleversé durant l'entre-deux guerres par l'antifascisme, a été transfiguré par la guerre d'Espagne en donnant son empreinte et ses références en héritage aux mobilisations combattantes transnationales postérieures. Serge Wolikow s'interrogeait avec raison sur le fait de savoir si les mobilisations internationales des années trente n'étaient que le « dernier avatar du rêve internationaliste réactivé par le danger fasciste » ou bien si elles esquissaient les formes nouvelles de solidarité « faisant une part plus grande aux sentiments patriotiques ainsi qu'à l'engagement des intellectuels[18] ». Une partie de la réponse réside probablement dans l'observation du brigadisme dans ses invocations et présences contemporaines.

V. Le « brigadisme » en son siècle

Quelles sont les caractéristiques persistantes du paradigme qui semblent justifier ces multiples évocations ou invocations contemporaines, y compris en antithèse ? Peut-il être isolé de son contexte et de son cadre historique, la guerre d'Espagne ? Le brigadisme peut-il être une clef de lecture pertinente à propos des manifestations postérieures du phénomène tandis que ces dernières ont pris, presque un siècle plus tard, des accents bien différents en fonction des contextes, des cultures et des situations géographiques ? Ces perspectives mériteraient naturellement une analyse d'ampleur et l'application d'une

---

[16] Ce fil puise ses racines directement au cœur de la Révolution française et court depuis la fin du XVIIIème jusqu'au XXème siècle. Le 12 juin 1792 était créé par l'Assemblée Nationale un parti de cavaliers composé de volontaires parisiens qui prit le nom de *Hussards de la Mort* et adoptèrent la devise « *La Liberté ou la mort* ». On retrouve des formations similaires durant l'intégralité du XIXème, des patriotes allemands du bataillon de volontaires *Lutzöw* en passant par l'uniforme noir des réguliers grecs portant la même mention en 1820, ou en Italie avec le « *Battaglione italiano de la Morte* » fondé à Rome en juillet 1848 par Giuseppe Garibaldi. Le fil court ensuite vers la Russie de la révolution de février en 1917 puis en Espagne en 1936, avant de revenir en Italie en 1943 dans les rangs des partisans antifascistes.

[17] La CNT-FAI a immédiatement accompagné le PCE dans la désignation du combat du peuple espagnol mené contre l'envahisseur étranger. En janvier 1937, celle-ci regrettait que la France, en interdisant le volontariat, interrompe ainsi « sa tradition libérale depuis 1789 » et évoquait avec exagération les « milliers » d'Espagnols engagés en France entre 1914 et 1918. « Todos contra España» in *Solidaridad Obrera* du 16 janvier 1937, p. 3.

[18] WOLIKOW (Serge), « Introduction » in BLETON-RUGET (Annie) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Antifascisme et nation…*, *op. cit.,* pp. 16-17.

démonstration méthodologique adéquate. Il ne s'agit ici que de quelques pistes de réflexions destinées à isoler davantage les contours conceptuel du brigadisme, en interrogeant rapidement ses permanences et sa résilience.

À l'occasion des guerres civiles en Syrie et en Irak, la guerre d'Espagne fut largement évoquée et les Brigades internationales invoquées, dans un exercice comparatif ou au contraire pour affirmer l'absence de correspondances avec la forme contemporaine majoritaire du phénomène, le djihadisme. Il ne s'agit pas de comparer, mais de relever l'existence d'un continuum commun, comme l'a récemment souligné Laurent Bonelli : « Indépendamment de la diversité de ces expériences historiques et des jugements que chacun peut porter sur elles, leur juxtaposition fait ressortir des mécanismes communs[19] ». En dépit du fait des différences considérables entre les contextes et les situations, cet emprunt à la guerre d'Espagne et des Brigades internationales atteste que les séquences intermédiaires du phénomène durant un siècle n'ont pas su s'imposer comme des archétypes comparatifs suffisants. Pourtant bien, bien d'autres champs d'expérience avaient entretemps puisés dans les mêmes références et constituer autant de ponts du brigadisme durant le court XXème siècle.

Avant la survenue de cette forme contemporaine, et majoritaire, du phénomène que semble être le djihadisme, d'autres manifestations avaient soulevé des difficultés épistémologiques apparemment insurmontables, durant la Seconde guerre mondiale notamment, en s'affiliant dans une lignée historique où l'expérience espagnole faisait jointure[20]. Il faut donc admettre le postulat de l'existence de différents modèles au sein d'une même typologie, en prenant soin de ne pas essentialiser.

Sans doute, le caractère protéiforme du phénomène semble particulièrement rétif à l'établissement d'une taxinomie orthonormée. La classification ordinaire, pas encore matérialisée analytiquement mais suggérée par Gilles Pécout et divers auteurs anglo-saxons, segmente l'histoire du volontariat armé international en quatre grandes familles : les défenseurs de la liberté des Nations au XIXème siècle, les premiers volontaires de la mondialisation qui s'engagèrent dès 1914 dans une armée étrangère avant l'entrée en guerre de leurs États, les combattants de la grande « guerre civile européenne » des années trente et quarante et enfin les volontaires engagés pour la décolonisation et pour le tiers-monde. Bien

[19] BONELLI (Laurent), « Des brigadistes aux djihadistes. Les raisons d'un engagement armé » in *Le Monde Diplomatique* n°737, août 2015, p. 22.
[20] MOSSE (George Lachmann), *De la Grande guerre au totalitarisme…, op. cit.*, pp. 220, 233-240 ; LELEU (Jean Luc), *La Waffen-SS…, op. cit.*, p. 62.

que cette modélisation procédant par sous-genres ne soit pas contestable du point de vue des périodes et des contextes traités, cette rigidité est trompeuse : ces différents modèles se recoupent et interfèrent entre eux et leurs inspirations idéologiques ne sont pas hermétiques aux influences de modèles a priori antithétiques.

Une seconde lecture analytique nous est suggérée par les sciences politiques. David Malet propose de revoir l'ensemble des manifestations du phénomène selon un découpage quadripolaire où la guerre d'Espagne correspondrait alors à la définition suivante « A nonethnic intrastate war in which the foreign fighters were noncoethnic with the local Spanish insurgents[21] ». Malet définit ainsi les combattants volontaires internationaux (*Foreign Fighters*) comme étant des insurgés transnationaux, excluant un certain nombre de catégories dont les membres d'une armée régulière[22]. Quoique opérante sur les formes contemporaines du phénomène, la classification proposée par David Malet ne prend pas suffisamment en compte le caractère hybride du phénomène. Ainsi, les Brigades internationales furent immédiatement intégrées dans l'armée régulière républicaine, comme les derniers bataillons internationaux catalans. De l'autre côté et de la même manière, les *Banderas* étrangères furent intégrées dans la Légion étrangère. Le cadre strict de l'été 1936 conviendrait mais il ne couvre qu'une part très marginale du phénomène dans sa séquence espagnole comme nous l'avons vu. Les formes immédiatement postérieures du phénomène ne coïncident pas plus avec le modèle déterminé par David Malet : les volontaires suédois en Finlande ou les régiments de marche étrangers de l'armée française furent également placés dans un cadre régulier, tout comme la *División Azul* espagnole ou la Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme dans la Wehrmacht l'année suivante, sans même parler des dizaines de milliers de volontaires pour la SS jusqu'en 1945. En réalité, le modèle proposé par Malet ne couvre efficacement que les situations relevant de structures étatiques faibles ou absentes, et prend davantage comme objet l'individu que la morphologie structurelle du phénomène.

Le brigadisme correspond naturellement à un stéréotype. Il faut sans doute inverser les postulats pour circonscrire pleinement son usage conceptuel, en observant cette fois les formes contemporaines qui se revendiquent du brigadisme, soit comme leurs héritiers directs ou bien pour légitimer leur propre entreprise.

---

[21] *Un conflit intérieur non ethnique dans lequel des volontaires étrangers étaient ethniquement différents des insurgés espagnols locaux*. MALET (David), *Foreign Fighters… op. cit.*, p. 93.
[22] *Idem* p. 9 et *Appendix B: Observation Set Coding*, p. 220.

Les premiers à invoquer et revendiquer cette filiation furent naturellement des contemporains de la guerre d'Espagne. Il s'agit des partisans antifascistes, pas seulement communistes, notamment en Italie, où les travaux de Claudio Pavone ont révélé les ponts avec la séquence espagnole[23]. Mais cette interprétation a été déterminée par la volonté de faire de la guerre d'Espagne la première bataille de la Seconde Guerre mondiale et n'a pas retenu la dimension transnationale. Avec davantage de distance, les *Machalniks* partis d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Amérique pour défendre la naissance de l'État israélien en 1948 et puisant aux mêmes inspirations, se sont davantage rapprochés du concept, en y associant des considérations nouvelles.

Le problème épistémologique majeur réside dans l'atrophie, voire la disparition, du phénomène en Europe après 1945. Il a été relevé que dans l'Europe de l'après-guerre, le volontariat militaire avait perdu son aura du fait des sentiments antimilitaristes et de la démilitarisation ; le terme même de volontaire s'était civilisé pour ne plus faire référence qu'à un engagement civique ou humanitaire, éventuellement transnational[24]. Le brigadisme est cependant demeuré sous une forme allégorique et comme un instrument rhétorique. En avril 1961, Fidel Castro appelait à la reformation de Brigades internationales tandis que dix ans plus tard Malraux émettait le même souhait, pour le Bangladesh cette fois. Diverses mobilisations transnationales ont également connu des évocations similaires. Les continuités extra-européennes du phénomène au XXème siècle, soit dans un monde bipolaire marqué par la guerre froide, constituent un champ de recherche quasiment vierge.

Après une ellipse d'un demi-siècle, le phénomène revient en Europe, avec le premier conflit interétatique européen depuis 1945. En effet, l'éclatement de la Yougoslavie entre 1991 et 1995 a vu se reconstituer des formations paramilitaires constituées de volontaires étrangers ou d'émigrés, qui se sont revendiquées du même lignage. Cependant, les mobiles, notamment l'idéologie d'extrême droite ou l'inspiration religieuse des manifestations, de la séquence du phénomène en ex-Yougoslavie (HVO croate, 7ème brigade bosniaque ou milices tchetniks) auraient dû largement contester cette filiation. Les revendications, filiations ou les comparaisons avec les Brigades internationales illustrent d'une évolution notable du

[23] PAVONE (Claudio), *Una Guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri 1991.
[24] KRÜGER (Christine G) et LEVSEN (Sonja) (dir.), « Introduction: Volunteers, War, and the Nation since the French Revolution» in KRÜGER (Christine) et LEVSEN (Sonja) (dir.), *War Volunteering in Modern Times. From the French Revolution to the Second World War*, Houndmills-Basingstoke, Palgrave Macmilllan, 2011, p. 15. On pourrait cependant y objecter que le terme a toujours eu cette porosité sémantique.

paradigme. La même question se pose actuellement en Ukraine, où les volontaires étrangers des armées séparatistes du Donetsk et de Lougansk se revendiquent publiquement des Brigades internationales. Pour résoudre ce paradoxe, il faut considérer le déplacement sémantique, symbolique et géographique du paradigme entre 1948 et 1991.

On peut relever quelques-uns des attributs héréditaires du brigadisme qui ont conservé une certaine vigueur dans les manifestations suivantes du phénomène, au XXème siècle. Un inventaire rapide de ces attributs permet de faire surgir les inspirations et les ponts.

Sur ce point encore, l'approche structuraliste régulièrement écartée dans l'historiographie, s'avère utile lorsqu'on aborde le phénomène dans ses formes collectives. Ainsi, le brigadisme, dans sa séquence originale espagnole, a réactualisé une morphologie finalement ancienne du volontariat transnational solidaire, celle des légions nationales qui ont régulièrement éclos depuis la fin du XVIIIème. Ces dernières s'étaient investies, ou l'avaient été, comme des corps expéditionnaires d'un peuple ou d'une nation en défense d'une cause commune ou contre un ennemi naturel commun. La délégation représente, atteste et témoigne. Le groupe des délégués prend sur lui les caractéristiques collectives culturelles et symboliques des représentés, donc de la solidarité du plus grand nombre, avérée ou suggérée. Cette incarnation collective ne pourrait exister autrement et se volatilise lorsqu'elle est confondue dans un groupe anonyme comme dans la Légion étrangère française en 1914-18 ou en 1940. Au contraire, elle doit procéder par l'individualisation des représentations, affirmées par l'insistance de l'itération des nations représentées. Ainsi, en Espagne, les volontaires apportaient une lexicologie propre qui avait plus de signifiance que le nombre réel des représentants[25]. Du fait de ces délégations symboliques, l'écrasante majorité d'Espagnols parmi les Brigades internationales en 1938 avait moins d'importance que la patronymie nationales des bataillons. Jusqu'à l'émergence du mouvement moudjahidine, ce système de délégations nationales symboliques a marqué l'ensemble des manifestations ultérieures du phénomène.

Cette participation aux combats par procuration d'une communauté solidaire ou fraternelle s'inscrit dans une dynamique transnationale d'une « diplomatie par en bas » opposée à la diplomatie des cabinets le plus souvent perçue comme synonyme d'inaction, impuissance ou de complaisance avec l'agresseur. Le fait fut naturellement largement relevé à

[25] Les JGS belges annonçaient avec fierté que «sur tous les fronts, notre chemise bleue et nos trois flèches sont représentées ». *La Jeune Garde* n°4 du 12 septembre 1936, p. 1.

propos du XIXème mais les siècles suivants offrent bien d'autres exemples. En effet, les différentes séquences du phénomène se sont toutes produites durant une période d'immobilité, pour des raisons très diverses, de l'État d'origine du groupe mobilisé et solidaire. L'Espagne a porté cette diplomatie des peuples à une intensité disparue depuis le milieu du XIXème siècle et a largement inspiré les engagements volontaires transnationaux postérieurs, y compris durant la Seconde Guerre mondiale.

Troisième attribut : la confusion entre la cause et la situation objective qui, parfois, ne se recouvrent pas totalement. Cette superposition s'inscrit dans un grand récit manichéen saturé de références symboliques consacrant la situation locale du combat, ce dernier étant immédiatement exhaussé sur un plan universel. L'Espagne était l'occasion, le combat ne se limitait pas à l'Espagne mais passait au travers. La lutte contre l'ennemi désigné était permanente et immanente, la guerre d'Espagne fut entendue comme une résistance locale à une menace située à une échelle supérieure, l'agresseur nominal désigné n'étant le plus souvent qu'un agent de cette menace globale.

La condition de jointure du brigadisme ne procède pas seulement par les formes choisies mais également par la persévérance d'un quatrième attribut : la légitimité renouvelée du soldat politique du XXème siècle, comme une extension militaire de l'engagement militant. Cette dimension n'était pas en soi nouvelle. Gilles Pécout a ainsi souligné que le phénomène avait toujours été une façon de faire de la politique depuis la Révolution française, quelles que furent les autres motivations dynamiques, fut et est la politique[26]. Cette militarisation à outrance du politique durant les années trente et quarante s'est caractérisée par ce qu'Enzo Traverso nomme le passage du « clerc » au « combattant »[27]. Mais les volontaires n'étaient pas des soldats politiques avant de venir en Espagne, ils le sont devenus. Ils ont été façonnés, par leur intégration dans un système politico-militaire dont les Brigades internationales furent l'incarnation et la matrice.

Il me semble que le brigadisme appartient entièrement à la sphère civile. Il est, pour reprendre la proposition dialectique d'Alain Garrigou, un *héros civique* opposé à un *guerrier héroïque*[28]. C'est probablement ce dernier élément qui constitue le fondement même des

[26] PÉCOUT (Gilles), « Jihad : des combattants internationaux d'un nouveau type » in *Libération* du 19 janvier 2016.
[27] TRAVERSO (Enzo), *Á feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, p. 308.
[28] GARRIGOU (Alain), *Mourir pour des idées. La vie posthume d'Alphonse Baudin*. Paris, Les Belles Lettres, coll. « L'histoire de profil », 2010, p. 208.

passerelles entre le brigadisme et ses permanences durant le siècle suivant. Depuis l'Âge des révolutions atlantiques, les *Minutemen*, soldats de l'An II, *Freiwilligen,* philhellènes ou *camicie rosse*, furent tous des citoyens exceptionnellement en armes, dont l'engagement militaire correspondait à une démarche politique, poussée par la conscience de la tâche nécessaire spinozienne. Héritier direct des cinq exemples cités, le brigadisme s'inscrit dans l'inconscient populaire dans la mythologie du peuple en armes, par essence émancipateur, dans le cadre des grandes mobilisations idéelles européennes depuis la Révolution française et la déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen dont Mosse avait souligné l'imbrication[29].

En 1936, le Komintern n'aurait probablement pas pu « inventer » les Brigades internationales, ni même imaginer ce projet baroque, s'il n'y avait eu préalablement une immense mobilisation mondialisée partageant une indignation considérable. Le brigadisme contemporain, sous sa triple identité de passage à l'acte face à l'intolérable, de substitut à l'inaction des États et de défenseur des peuples, rejoint parfaitement le cadre des mobilisations transnationales antiimpérialistes du XXème siècle mais dans une dimension culturelle objectivement occidentale. Ses attributs inconscients d'ordre militaire du mouvement ouvrier ressurgissent ça et là, comme dans l'actuel « bataillon international » au Rojava kurde, créé en 2015[30].

Qu'est-ce en effet aujourd'hui qu'un volontaire international ? Essentiellement un étranger, majoritairement occidental, désarmé et membre d'une organisation non étatique dans un conflit armé. Il faut souligner, en conclusion, la dimension virile qui a été immédiatement associée aux volontaires en Espagne, et à leur mémoire. On exclut de fait l'autre part de l'expression transnationale de la solidarité du monde pour l'Espagne : le volontariat médical et sanitaire, incomparablement plus efficace, et par conséquent la part des femmes dans le phénomène dans sa séquence espagnole. Ce constat ne serait pas valable aujourd'hui dans les formes contemporaines des mobilisations transnationales occidentales, dans l'humanitaire, conduit par le même refus de l'intolérable, de l'inaction et en défense des peuples. C'est-à-dire ce désir d'agir pour le bonheur des autres, en apportant sa présence, qualifiée ou non, dans une perception asymétrique des rapports de force.

[29] MOSSE (George Lachmann), *De la Grande guerre au totalitarisme…, op. cit.*, p. 34.
[30] Y compris dans ses multiples invocations maoïstes dont le groupe justement intitulé *Brigades internationales*, actif en France au mitan des années 70 et responsable de plusieurs assassinats.

Presqu'un siècle plus tard, il est désormais bien difficile de désigner la guerre d'Espagne comme la fin d'un cycle, une « dernière grande cause » dont seules demeureraient des vestiges muets. Elle n'a pas non plus marqué la fin du volontariat combattant ni celui de l'engagement transnational, ni encore enterré le personnage littéraire du volontaire international comme héros romantique. Bien au contraire, le paradigme espagnol semble avoir été un puissant relais retransmetteur plutôt qu'une rupture dans l'histoire longue du phénomène. Au début du XXIème siècle, les diverses résurgences du brigadisme au Kurdistan syrien et aux côtés des chrétiens d'Irak, se revendiquent tout autant de l'antifascisme, de l'internationalisme, de l'antiimpérialisme mais également de l'autodéfense communautaire, affrontent une autre manifestation du phénomène possédant des clefs de lectures remarquablement similaires, voir identiques, selon un rapport dialectique qui reste entièrement à analyser.

Pour conclure, il me semble opportun de laisser la parole à George Mosse, qui a accompagné l'écriture de cette thèse et a motivé en France le renouveau de la recherche sur le phénomène du volontariat armé transnational, au carrefour entre histoire sociale, culturelle, politique et militaire :

> Quel que soit le sort du mythe dans son ensemble, certains de ses éléments pourraient encore se révéler efficaces pour soulager les pressions de la société moderne. L'idéal de camaraderie, débarrassé de ses références à la guerre de tranchées, est toujours apte à souder certaines aspirations communautaires. […] En fin de compte, le mythe de la guerre est indissociable du culte de la nation ; si celui-ci tombe en désuétude, comme ce fut le cas après la seconde guerre mondiale en Europe Centrale et Occidentale, celui-là est fatalement affaibli, mais si les nationalismes ressurgissent, en tant que religion civique, le mythe, à nouveau, les accompagnera. L'avenir reste ouvert mais, dans l'état actuel des choses, le mythe de la guerre en Europe, semble appartenir à l'histoire[31].

L'avenir semble, en effet, encore largement ouvert, dans un monde où les identités communautaires tendent toujours davantage à se substituer au nationalisme comme religions civiques et universalistes, en puisant dans l'histoire les mythes nécessaires à leurs propres grands récits.

[31] MOSSE (George Lachmann), *De la Grande guerre au totalitarisme…, op. cit.*, p. 255.

Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936 1938)

Thèse de doctorat en Histoire Contemporaine préparée par

Édouard Sill

Sous la direction de M. le Professeur Gilles PÉCOUT

***

Volume III

« Les aventures de Dédé et Doudou », feuilleton dessiné dominical de Robert Fuzier in *Le Populaire* du 20 septembre 1936 p. 6.

Table des sigles

AFL :	*American Federation of Labor* (Fédération syndicale américaine)
AIT :	Association Internationale des Travailleurs
AM :	Attaché militaire
AME :	*Ayuda Medical Extranjera* (Aide Médicale Étrangère, succède au SSI)
AMU :	*American Medical Unit* (Unité médicale américaine)
ARAC :	Association Républicaine des Anciens Combattants
AUS :	Amis de l'URSS (*Amigos de la URSS* en Espagne)
AVER :	Amicale des Volontaires en Espagne Républicaine
BI :	Brigades internationales
BKP :	*Bălgarska Komunističeska Partija* (Parti communiste de Bulgarie)
BMA /U:	*British Medical Aid* ou *Unit* (Aide/Unité médicale britannique)
CASDLPE :	Comité Anarchosyndicaliste pour la Défense et la Libération du Prolétariat Espagnol
CASPLE/CASPE :	Comité d'Action socialiste pour la levée de l'embargo devient en 1937 le « Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne »
CBP :	*Sovnarod* (Association pour le retour dans la patrie)
CCMA :	*Comitè Central de Milícies Antifeixistes de Catalunya* (Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne)
CCNN :	*Camicie Nere* (Chemises Noires italiennes)
CEL :	Comité pour l'Espagne Libre
CGBI :	Commissariat général des Brigades internationales
CGT :	Confédération Générale du Travail
CGT-SR :	Confédération Générale du Travail-Syndicaliste Révolutionnaire
CGT-U :	Confédération Générale du Travail-Unitaire
CMGF :	Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme
CNT :	*Confederación Nacional del Trabajo* (Confédération Nationale du Travail, Espagne)
CP :	Commissaire politique (*Comisario Político*)
CPC :	*Communist Party of Canada* (Parti Communiste du Canada)
CPGB :	*Communist Party of Great Britain* (Parti Communiste de Grande Bretagne)
CPI :	*Communist Party of Ireland* (Parti Communiste d'Irlande)
CPN :	*Communistische Partij Nederland*, Parti Communiste Hollandais
CPUSA :	*Communist Party of United States of America* (Parti Communiste des États-Unis d'Amérique)
CSI :	Centrale Sanitaire Internationale
DCA/DECA :	Défense Contre les Aéronefs/*Defensa Especial Contra Aeronaves*
DGSN :	Direction Générale de la Sûreté Nationale

DNA :	Division Nord-Africaine
DPTE :	Direction de la police du territoire et des étrangers
DRGPJ:	Directeur des Renseignements Généraux de la Police Judiciaire
DRPJ :	Direction Régionale de la Police Judiciaire
EM :	État-Major
EMA :	État-Major des Armées (état-major de l'armée française)
EMC :	*Estado Mayor Central* (état-major de l'armée républicaine espagnole)
EPC :	*Exèrcit Popular de Catalunya* (Armée populaire de Catalogne)
EPR :	*Ejército Popular de la República* (Armée Populaire de la République espagnole)
ERC :	*Esquerra Republicana de Catalunya* (Gauche républicaine de Catalogne)
FAI :	*Federación Anarquista Ibérica* (Fédération Anarchiste Ibérique)
FSGT :	Fédération Sportive et Gymnique du Travail
FSI :	Fédération Syndicale Socialiste
GA :	Groupe d'Artillerie
IC :	Internationale Communiste (Komintern)
ILP :	*Independant Labour Party* (Parti Travailliste Indépendant, Grande Bretagne)
IOS :	Internationale Ouvrière Socialiste
IR :	*Izquierda Republicana* (Gauche républicaine, Espagne)
ISK :	*Internationaler Sozialistischer Kampfbund* (Ligue de combat des socialistes internationalistes, Allemagne)
JJLL :	*Juventudes Libertarias* (jeunesses libertaires, Espagne)
JSU :	*Juventudes Socialistas Unificadas* (Jeunesses Socialistes Unifiées, Espagne)
KMP :	*Kommunisták Magyarországi Pártja* (Parti Communiste de Hongrie)
KPD :	*Kommunistische Partei Deutschlands* (Parti communiste allemand)
KPD-Opposition :	Opposition de gauche du Parti communiste allemand
KPJ :	*Komunistička partija Jugoslavije* (Parti communiste de Yougoslavie)
KPÖ :	*Kommunistische Partei Österreichs* (Parti Communiste d'Autriche)
KPP :	*Komunistyczna Partia Polski* (Parti communiste Polonais)
KSČ :	*Komunistická strana Československa* (Parti communiste de Tchécoslovaquie)
KZMP :	*Komunistyczny Związek Młodzieży Partia Polski* (Jeunesses Communistes polonaises)
IR :	*Izquierda Republicana* (Gauche républicaine, Espagne)
LKP :	*Latvijas Komunistiskā* partija (Parti communiste de Lettonie)
LO :	*Linke Opposition* (Opposition de gauche allemande)
LP :	Labour Party (Parti Travailliste de Grande Bretagne)
MAE :	Ministre des Affaires Étrangères
MAOC :	*Milicias Antifascistas Obreras y Campesinas* (Milices Antifascistes Ouvrières et Paysannes, Espagne)
MDNG :	Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre

MDN :	*Ministerio de la Defensa Nacional* (Ministère de la Défense Nationale, Espagne)
MOI :	Main d'Œuvre Immigrée
NB :	*Neu Beginnen* (Renouveau, scission du SPD, Allemagne)
PCB :	Parti Communiste de Belgique
PCC :	*Partido Comunista Cubano* (Parti Communiste Cubain)
PCE :	*Partido Comunista de España* (Parti Communiste Espagnol)
PCF :	Parti Communiste Français
PCI :	*Partito Comunista d'Italia* (Parti Communiste Italien)
PCI:	Parti Communiste Internationaliste (France)
PCS :	Parti Communiste Suisse
P&L :	Paix et Liberté (ex Amsterdam Pleyel)
POB :	Parti Ouvrier Belge
POI :	Parti Ouvrier Internationaliste (France)
POUM :	*Partido Obrero de Unificación Marxista* (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, Espagne)
PPF :	Parti Populaire Français
PPS :	*Polska Partia Socjalistyczna* (Parti Socialiste Polonais)
PRI :	*Partito Republicano Italiano* (Parti Républicain Italien)
PSI :	*Partito Socialista Italiano* (Parti Socialiste Italien)
PSL :	*Polskie Stronnictwo Ludowe* (Parti paysan Polonais)
PSUC :	*Partido Socialista Unificado de Catalunya* (Parti Socialiste Unifié de Catalogne)
RG :	Renseignements Généraux
RUP :	Rassemblement Universel pour la Paix
SAP :	*Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti ouvrier socialiste d'Allemagne)
SDN :	Société des Nations
SFIO :	Section Française de l'Internationale Ouvrière
SIA :	*Solidaridad Internacional Antifascista* (Solidarité Internationale Antifasciste)
SKP :	*Sveriges Kommunistiska Parti* (Parti Communiste Suédois)
SMAC :	*Spanish Medical Aid Committee* (Comité d'aide médicale à l'Espagne [Londres])
SPD/ SOPADE :	*SozialdemokratischePartei Deutschlands* (Parti Social-démocrate d'Allemagne puis accronyme utilisé en exil)
SPFC :	Secours Populaire Français et des Colonies
SRI (MOPR) :	Secours Rouge International
SSI :	Service Sanitaire International
TNI:	Traité de Non-intervention
TSF :	Télégraphie Sans Fil
TUC :	*Trade Union Congress* (syndicats britanniques)
UA :	Union Anarchiste (France)

UGT :	*Unión General de Trabajadores* (Union Générale des Travailleurs, Espagne)
UHP :	*¡Unidos, Hermanos Proletarios!* (Soyons Unis, Frères Prolétaires!, Espagne)
UR :	*Unio des Rabassaires* (syndicat paysan catalan)
URSS :	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA :	*United States of America* (États-Unis d'Amérique)
USAF :	Union Socialiste Antifasciste (Belgique)
YCL :	*Young Communist League* (Ligue de la jeunesse communiste, pays anglosaxons)

Acronymes des sources

AD :	Archives Départementales (France)
AGGCE :	*Archivo General de la Guerra Civil Española* (Salamanque, Espagne)
AGMA :	*Archivo General Militar* (Ávila)
ALBA :	*Abraham Lincoln Brigades Archives* (New York, USA)
BDIC :	Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (Nanterre, France)
BNF :	Bibliothèque Nationale de France (Paris, France)
CADN :	Centre des Archives Diplomatiques (Nantes, France)
CarCob :	Centre des Archives communistes en Belgique (Bruxelles, Belgique)
CEDALL :	*Centre de documentació antiautoritari i llibertari* (Badalona, Espagne)
CHS :	Centre d'Histoire Sociale du XXème siècle (Paris, France)
DDF :	Documents Diplomatiques Français (France)
IISG :	*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis* (Amsterdam, Pays-Bas)
JORF :	Journal Officiel de la République française (France)
PANDOR	Portail Archives Numériques et Données de la Recherche (Dijon, France)
RGASPI :	*Российский государственный архив социально-политической истории* (Moscou, Russie)
RGVA :	*Федеральное казенное учреждение Российский государственный военный архив* (Moscou, Russie)
SHD :	Service Historique de la Défense (Vincennes, France)
UWLDC	*University of Warwick Library Digital Collections* (Warwick, Grande-Bretagne)

Table des figures

Figure 3-a : Effectifs de volontaires étrangers envoyés vers les groupes internationaux des colonnes de la CNT-FAI en Aragon entre août 1936 et février 1937……p. 136

Figure 3-b : Effectifs mensuels comparés des combattants versés au front et des étrangers arrivés en Espagne à destination des BI entre avril 1937 et avril 1938……p. 141

Figure 3-c : Distribution selon quatre périodes chronologiques des arrivées totales de volontaires étrangers dans les Brigades internationales d'après les statistiques officielles……..p.143

Figure 3-d : Indice en base 100 des moyennes des arrivées mensuelles pour la période allant de février-mars 1937 à août 1938 comparée aux arrivées totales d'octobre 1936 à août 1938……p. 144

Figure 3-e : Proportions des groupes nationaux dans les arrivées totales et selon les quatre périodes identifiées……p. 144

Figure 3-f : Distribution par nationalités (a) et par pays de provenance (b) de 1 189 miliciens étrangers des colonnes confédérales catalanes inscrits à la Casa de los Voluntarios……p. 157

Figure 3-g : Distribution entre origines allochtones et autochtones des volontaires de 14 contingents nationaux des Brigades internationales……p.168

Figure 3-h: Distribution des volontaires de 19 nationalités différentes selon les six principaux pays de provenance du contingent total……p. 160

Figure 3-i : Répartition des catégories établies par l'administration des Brigades internationales à propos du contingent américain (sur 2 471 volontaires).....p. 162

Figure 3-j : Distribution par nationalité de 246 volontaires de la XVème brigade venus des États-Unis mais non citoyens américains……p. 162

Figure 3-k : Nationalités des volontaires du contingent canadien par origines continentales (sur 755 volontaires) ……p. 163

Figure 3-l : Répartition par grades et fonction des volontaires internationaux selon treize contingents nationaux……p. 165

Figure 3-m : Répartition par nationalités des 4 530 volontaires étrangers des Brigades internationales rapatriés légalement entre mai 1937 et le 5 août 1938……p. 168

Tableau 4-a : Distributions des effectifs de volontaires étrangers suivant les régimes de

conscription du pays dont ils ont la nationalité, selon les critères des Brigades internationales……p. 187

Tableau 4-b : Proportions mensuelles des postulants acceptés et refusés entre le 7 mars et le 25 août 1938……p. 198

Tableau 4-c : Ensembles rationalisés des motifs de refus ordonnés par la commission chargée du tri des postulants à Paris entre le 7 mars et le 25 août 1938……..p. 198

Tableau 4-d : Comparatif en pourcentages des taux de chômage entre travailleurs français et étrangers en France en 1936 sur trois secteurs d'activités dominants parmi les volontaires internationaux en Espagne……p. 218

Figure 5-a : Photographie d'un groupe de volontaires italiens du *Batallón de la Muerte* au printemps 1937 lors d'un défilé à Barcelone ……..p. 264

Graphique 7-a : Arrivées en Espagne de 201 étrangers officiers ou spécialistes provenant d'URSS entre septembre 1936 et mars 1938 et passés par les Brigades internationales……p. 345

Figure 8-a : Encart du premier numéro du journal commun des Brigades internationales……..p. 395

Figure 8-b : Photographie du meeting du Conseil National de *Paix et Liberté* du 30 août 1936……..p. 396

Tableau 9-a : Répartitions politiques dans onze contingents nationaux d'après les statistiques effectuées par la commission des cadres étrangers du PCE ……p. 448

Graphique 9-b : Répartition de 1 739 volontaires italiens recensés dans les Brigades internationales entre octobre 1936 et mars 1937……p. 449

Graphique 9-c : Distribution par groupes de langues et par affiliations politiques des volontaires étrangers des Brigades internationales en décembre 1937……p. 450

Tableau 12-a : Proportions des Espagnols dans la XIème brigade lors des batailles de Guadalajara et Brunete……p. 551

Tableau 12-b : Proportions de combattants espagnols dans le groupement divisionnaire des XIIème et XIIème *bis* (future 150ème brigade internationale) en avril 1937……p. 552

Tableau 12-c : Proportions de combattants espagnols dans l'infanterie des brigades internationales au 11 août 1937……p. 553

Graphique 12-d : Répartitions en pourcentage des espagnols dans les différentes unités de la 45ème division en janvier 1938……p. 554

Tableau 12-e : Distribution entre le front et l'arrière des membres espagnols et étrangers des Brigades internationales en décembre 1937……p. 556

Tableau 12-f: Distribution des Espagnols dans les grades et fonctions de la XIIème brigade internationale entre mars et juin 1938……..p. 576

Tableau 15-a : Comparaison des ensembles de motifs énoncés sur les listes noires concernant les volontaires français et belges……p. 684

Document 15-b : Dessin humoristique à propos d'un déserteur des Brigades internationales s'exprimant à un meeting du PPF au Vel' d'Hiv en février 1937……..p. 690

Tableau 16-a : Taxinomie des patronymes employés dans les Brigades internationales (échelons inférieurs à la brigade) ……p. 745

Graphique 16-b : Fréquence des patronymes suivant l'origine nationale du nom et sa taxinomie, organisée selon la récurrence des personnages communistes (patronymes uniques et formellement identifiés) ……p. 746

Tableau 16-c : Répartition séculaire des références patronymiques dans les BI……p. 755

Graphique 17-a : Représentations graphiques des proportions d'affiliations politiques dans la 45ème division en janvier 1938……p. 784

Graphique 17-b : Représentations graphiques des proportions d'affiliations syndicales dans la 45ème division en janvier 1938……p. 785

SOURCES
ET
BIBLIOGRAPHIE

Sources

Les lieux de consultation sont présentés d'abord par ordre alphabétique de pays puis par ordre alphabétique de centre ou par numéro de département. Les archives sont présentées par leur côte et par le descriptif du carton sauf en cas d'absence d'index précis, auquel cas le nom du document ou sa description ont été ajouté. Pour la presse, la période consultée est précisée entre parenthèses, suivie du lieu de conservation du journal ou du portail numérique visité.

Sommaire des sources :

1. **Guides de source** **p. XIII**
2. **Fonds d'archives** **p. XIV**
3. **Collections numériques** **P. XXXV**
4. **Sources imprimées** **P.XXXVII**
5. **Presse** **P.XLV**

1. Guides de sources

BOULLAND (Paul), PENNETIER (Claude) et VACCARO (Rossana) (dir.), *André Marty, l'homme, l'affaire, l'archive : approches historiques et guide des archives d'André Marty en France : actes de la journée d'étude intitulée « André Marty : l'homme, l'affaire, l'archive »*, Paris, CODHOS éditions, 2005. 189 pages.

FERNÁNDEZ TRABAL (Josep), (dir.), *Els fons del Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC) de l'Arxiu Nacional de Catalunya. 1 : Guerra civil, exili i clandestinitat (1936-1977)*, Barcelone, Departamento de Cultura- Publicacions de l'ANC, 2003. 465 pages.

GUTIÉRREZ ÁLVAREZ (Secundino José), « Palacio Atard y los estudios sobre la guerra civil española » in *Cuadernos de Historia Contemporánea* n°9, Ediciones Universidad Complutense de Madrid, 1988, pp. 85-102.

HUBER (Peter), FUSSINGER (Catherine) et ULMI (Nic), « Bibliographie et sources sur la Suisse et la Guerre d'Espagne » in CERUTTI (Mauro), GUEX (Sébastien) et HUBER (Peter) (dir.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne, Antipodes, 2001, pp. 525-575.

PALACIO ATARD (Vicente), *Cuadernos Bibliográficos de la Guerra de España*, séries 1 et 2, Madrid, Universidad de Madrid, 1967. 300 et 302 pages.

PRADES-ARTIGAS (Lourdes) et SEBASTIÁ-SALAT (Montserrat), « Fenomenología y Guerra Civil española: La visibilidad de las fuentes documentales sobre las Brigadas Internacionales (1937-2011) » in *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* Vol. 7 n°7 « Spana Anno Zero : La guerra come soluzione », 2011, pp. 1-27.

RODRÍGUEZ VELASCO (Hernán), « La historia militar y la Guerra Civil Española: una aproximación a sus fuentes » *in Studia Historica. Historia Contemporánea,* Vol. 24, 2006, pp. 57-80.

RODRÍGUEZ DE LA TORRE (Fernando), *Bibliografía de las Brigadas Internacionales y de la participación de extranjeros a favor de la República, 1936-1939*, Albacete, Instituto de Estudios Albacetenses, 2006. 1 281 pages.

—, « Esbozo bibliográfico de las Brigadas Internacionales con especial atención a la Base de Albacete. (Fondos de la Biblioteca Nacional, Madrid) » in *Al-Basit : Revista de Estudios Albacetenses*. Vol. 14, *Número monográfico dedicado a la Guerra Civil y las Brigadas Internacionales en Albacete*, novembre 1996, pp. 146-204.

SALAS LARRAZABAL (Ramon), « Matériaux pour l'histoire de la guerre civile espagnole : Les archives militaires » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Vol. 3, n°1, 1985, pp. 78-82.

SILL (Édouard), « Le fonds « Brigades internationales » des archives du Komintern» in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n°127 Spécial : Histoire et conflits de mémoire en Espagne, juillet-septembre 2015, pp. 272-275.

—, « Les sources transnationales d'un phénomène mondial. Radioscopie documentaire du volontariat international durant la guerre civile espagnole » in *Matériaux pour l'Histoire de notre Temps* n°123-124, 1er semestre 2017, pp. 59-65.

WOLIKOW (Serge) (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1996, 316 pages.

WOLIKOW (Serge), COURBAN (Alexandre), FRANÇOIS (David) et OPPETIT (Christian), *Guide des archives de l'Internationale communiste 1919-1943*, Paris-Dijon, Archives Nationales-MSH Dijon, 2009. 333 pages.

WOLIKOW (Serge) et NAHON (Guillaume) (dir.), *Les réunions du Comité Central 1921-1977. État des sources et des instruments de recherches. Tome 1 : 1921-1939*. Bobigny, Fondation Gabriel Péri-Archives départementales de la Seine Saint Denis, 2007. 381 pages.

2. Fonds d'archives

A. Belgique

Bibliothèque Royale de Belgique (BRB) - Bruxelles

Périodiques	Voir *3. Presse*

Centre des Archives communistes en Belgique (Carcob) - Bruxelles

Périodiques	Voir *3. Presse*

B. Canada

Archives Nationales du Canada (ANC-NAC) - Ottawa

MG10- K2	*Mackenzie Papineau battalion fonds* (8 bobines)

C. Espagne

Archivo General de la Guerra Civil Española (AGGCE) - Salamanque

FONDOS INCORPORADOS

1438.26	*Diario de Operaciones. Belchite del 27-8-37 al 17-9-37* (1937)

PS ARAGON

5	Rapports divers sur l'école d'officiers de Pozo Rubio (1937)
64	120e Brigade Mixte (1937)
70.6	*Relaciones de personal militar de la BI XIII* (1938)
71.12	*Relación de material de guerra de la BI XIII* (1937-1938)
71.13	*Relaciones de personal militar de la BI XIII* (1938)
82	Divers colonne *Hilario Zamora* (1936)
91	*Batallón internacional de choque* (1937)
106	*Batallón Internacional. Relación nominal de las deducciones que se hacen en el presente mes de los individuos que no percibieron sus haberes en el mismo* (1937)

106	26ª división - *Batallón Internacional*. Éffectifs (1937)
113.1	*Relaciones de personal militar del Batallón 4 de la BI XIII* (1938)
119.1-2	*Idem*.
126.10	Correspondance de volontaires britanniques (batterie antichar de la XVe Brigade) avec leur famille (1937)

PS BARCELONA

15.8	Rapport de la censure postale des Brigades internationales (1937)
144.2	*Ministerio de la Gobernación. Dirección general de Seguridad*. *Expulsiones* (1937-1938)
454 et 455	*Extranjeros: Individuos enrolados en las Milicias Antifascistas* (1936-1937)
523.3	*Informes sobre milicianos extranjeros* (1937)
769.18 ,770	Divers réunion de cellule du PCE de l'intendance des BI (1938)
772.22	Composition de la 25e « Division Ortiz » en mars 1937 (1937)
772.22	Correspondance entre le Comité Régional CNT de Catalogne et Rafael Sanchez (1937)
806.1	*Oficios con la Comisión Jurídica del Comité Nacional relativas a extranjeros anarquistas y brigadistas internacionales detenidos*. (1938)
1049.4	*Avales y relaciones de anarquistas italianos alistados en las Milicias Antifascistas y en las BI* (1936-1938)
1335.1	*Recomendaciones hechas en favor de anarquistas extranjeros venidos a España, a luchar al lado del Ejército Rojo. Carnets de anarquistas Italianos* (1937-1938)
1335.2	*CNT-FAI Casa Internacional de Voluntarios de Barcelona. Avales expedidos a voluntarios extranjeros para incorporarse a filas* (1936-1937)
1335.3	*Hojas de Control de extranjeros al paso por Port Bou expedidas por el Comité de Investigación y control de Extranjeros de Port Bou* (1936-1937)
1428.1	*CNT. Sindicato Metalúrgico de Barcelona. Avales expedidos a anarquistas extranjeros llegados del frente para incorporación a un puesto de trabajo* (1937-1938)
1335.1	*Actividad italiana en la guerra revolucionaria Española, año 1936 y 1937* (1937)

PS BARCELONA GENERALITAT

335	*Generalitat de Catalunya – Conselleria de Defense Estat general de les divisiones de nova creacio, amb especificació de les Unitats*

	que les constitueixen, llocs de residencia i Casernes on s'allotjen (1936)
335	Divers front d'Aragon (1936-1937)
336	Divers Bataillon de la Mort (1937)
338	*Generalitat de Catalunya – Conselleria de Defense Relacio de maltats i ferits entrats i sortats (Hospital Catalunya, Lleida)* (1936-1937)
PS BILBAO	
24.12	*Fichas de milicianos comunistas alemanes de la Columna Lasarte* (1936)
41.11	*Milicias antifascistas. Hoja de control de movilización de dos milicianos el Batallón Internacional* (1937)
84.1 à 6	*Milicias Antifascistas de la CNT. Asesoría técnico militar comandancia. Fichas de milicianos del Batallón "Internacional"* (1937)
228.20	*Relaciones de miembros de la BI y del grupo Edgar André* (1936)
PS CASTELLÓN	
168.1 à 6	Divers services sanitaires des Brigades internationales (1937-1938)
PS GIJON	
K 236.2	*Ejercito del Norte. Caja de recluta 1 de Gijón (Asturias) Expedientes personales de voluntarios extranjeros* (1937)
PS MADRID	
111	*Ministerio de la Gobernación. Dirección general de Seguridad. Expedientes de extranjeros* (1936-1937)
321	*Fichas de filiación y destino de miembros de las Brigadas Internacionales* (1936-1937)
458	Correspondance de volontaires Italiens (1937-1938)
485.2	*Expedientes de extranjeros, algunos de ellos miembros de las BI ; la mayoría de filiación anarquista, supuestamente en poder de la Sección de defensa del CR de Cataluña de la CNT* (1936-1937)
486.2 et 4 ; 6	*Idem.*
487.2 à 4 ; 6-7	*Idem.*
488.2 à 4	*Idem.*
550	Expulsions d'étrangers vers la France (1937-1938)
1882.2a 1635	*Relación de extranjeros que vienen a las BI* (1937)

PS PANFLETOS

134	Tracts et papillons divers (1937-1938)
419	*Idem.*
684	*Idem.*
696 et 697	*Idem.*

SECCIÓN MILITAR

755	*24ª Brigada Mixta. Comisariado –Tarjetas de filiación*. (1937-1938)
815	*Comisariado General de guerra: fusiliados* (1938)
2091	Divers 26e Division (1936-1937)
2191	127e Brigade Mixte (1937-1938)
2540	*Idem.*
2469	Bataillon disciplinaire *Nuevo Batzan* (1938)
2470	Divers division *Ascaso* (1936-1937)
4764.23	*Relación de heridos de la BI XIV hospitalizados en el Hospital de Unión Republicana* (1937)
4974	Divers colonne *Durruti* (1936)

Servicio Histórico Nacional - Archivo General Militar (SHN AGM) - Ávila

ZONA NACIONAL (ZR)

ZN C.1299 : Cuerpo de Ejército de Aragón – Organización

Cp 5	*SIM – Ayuda Extranjera* - recrutement et collaboration d'étrangers par les gouvernementaux (Février 1937)
Cp 6	*Información del enemigo. Columnas rojas* (1936)
Cp 20	*Idem.*
Cp 27	*Columnas rojas. Columna de Hierro* (1936)
Cp 31	*5° División Orgánica. Información del enemigo. Columnas rojas Frente de Huesca* (1936)
Cp 32	*SIPM Declaración de los prisioneros rojos aviadores* (1936)
Cp 34	*5° División Orgánica. Sobre reclutamiento y colaboración de extranjeros con los rojos* (1936)
Cp 39	*5° División Orgánica Información del enemigo columnas rojas. Centuria Inglesa* (1936)
Cp 40	*Fuerzas que guarnecen la región de Cataluña* (1936)
Cp 43	*Sobre reclutamiento y paso de extranjeros con los rojos* (1936)

Cp 49 — *5° División Orgánica Información del enemigo columnas rojas*. *Grupo Internacional Lenin* (1936)

Cp 52 — *SIM Grupos de la Muerte* (1936)

Cp 65 — *5° División Orgánica. Información del enemigo Fuerzas rojas en el frente de Aragón* (1936-1937)

ZN Cuartel General del Generalísimo – Estado Mayor – Informes.

C.2483 L276 — *Brigadas internacionales. Relaciones nominales* (1936-1938)

C.2483 Cp 2 — SIPM Liste des étrangers servant dans la Marine Républicaine. (1938)

ZN Cuartel General del Generalísimo – Estado Mayor- Información ayuda Francia.

C.2475 Cp1 — Informations fournies par Mr Brancart pilote et Croix de Feu français et liste des pilotes français en Espagne (1936)

C.2480 Cp 7 à 9 — Diverses preuves de l'aide étrangère aux Gouvernementaux (1937)

ZN Cuartel General del Generalísimo – Estado Mayor - Banderas

C.2345 L87 Cp 40 — Volontaires étrangers du Tercio. *s.d.*

C.2317 L34 Cp 72 — *Extranjeros*. *s.d.*

C.2321 L41 Cp12 — Étrangers faits prisonniers (1937)

C.2321 L41 — Propositions personnelles d'enrôlement (1937)

C.2323 L 46 Cp 62 — Propositions d'engagements d'officiers étrangers (1937)

C.2328 L54 Cp14 — Expulsions de français (1937)

C.2328 L54 Cp58 — Étrangers faits prisonniers (1937)

C.2328 L54 Cp86 — *Idem.*

C.2328 L54 Cp91 — Prisonniers français (1937-1940)

C.2328 L54 Cp98 — Notes provenant d'Angleterre à propos de ressortissants anglais fusillés (1937)

C.2328 L54 Cp120-121 — Nombre de prisonniers étrangers (1937)

C.2330 L58 Cp57 — *Idem.*

C.2331 L60 Cp71 — Tercio : volontaires allemands (1937)

C.2331 L60 Cp71 — Tercio : volontaires grecs (1937)

C.2331 L60 Cp84 — Tercio : volontaires russes blancs de France (1937)

C.2332 L61 Cp65 — Volontaires français (1937)

C.2379 L156 — Volontaires Irlandais et *Bandera Irlandesa* (1937)

ZN Cuartel General del Generalísimo - Cuerpo de Ejército del Maestrazgo.

C.2899 L.9 C.9 Ordre de cesser les exécutions de prisonniers étrangers (janvier 1937)

ZN Ejercito del Norte – Operaciones

C.1229 *Partes de operaciones y novedades Frente de Aragón* (1936-38)

ZONA ROJA (ZR)

ZR Ministerio de Defensa Nacional - Jefatura de Fuerzas Aéreas.

C.1111 Cp 1 Arrivée de bombardiers français (Septembre 1936)

C.2218 Cp 2 Traduction du journal du pilote allemand Otto Winterer (1937)

ZR Inspección y comandancia militar de milicias

C. 1165 et 1166 Colonnes diverses, front de Madrid (1936)

ZR Índice complementario de la documentación de las Brigadas Internacionales

C.16 L 4 à 8 Liste additionnelle d'étrangers enrôlés dans les BI. *s.d.*

ZR Brigada Internacionales - Organización Albacete

C.1092 Cp 1 Extrait du discours du chef du service de santé des BI (Oscar Telge) à Murcia (Mars 1937)

C.1092 Cp 6 et Cp7 Divers personnel sanitaire des hôpitaux des Brigades internationales en Catalogne (Août 1938)

C.1092 Cp 7 Liste des camarades dont le SSI s'est occupé du rapatriement. *s.d.*

C.1092 Cp 8 Liste du personnel de l'hôpital de Mataró (Août 1938)

C.1092 Cp 9 et 10 Fiches individuelles du personnel de santé (1938)

C.1092 Cp 11 Réorganisation de l'Aide Médicale Étrangère (Janvier 1938)

ZR Ministerio de la Defensa Nacional Ejército de Tierra Inspección General de Tierra

C. 1094 Cp 2 Divers commissariat politique BI et CNT (1937)

C. 1094 Cp11 *La reorganización de la Sección de Ayuda Médica Extranjera con estas directrices* (Janvier 1938)

ZR Brigada Internacionales - XI Brigada Internacional

C. 1095 L 1265 C2 Discours de Luigi Longo à propos des désertions dans les BI. (1938)

ZR Brigada Internacionales - XIII Brigada Internacional

C. 1096 Cp.2 Listes morts, blessés, déserteurs et prisonniers. *s.d.*

C. 1096 Cp.21 Déserteurs. *s.d.*

C. 1096 C2 Notes concernant l'exécution de déserteurs polonais (1938)

ZR Brigada Internacionales - XIV Brigada Internacional.

C. 1098 Cp.19	Déserteurs. *s.d.*
C. 1098 Cp.22	Marraines de guerre. *s.d.*
C. 1098 Cp.25	Partis politiques dans le Bataillon *André Marty*. *s.d.*
C. 1098 Cp.27	Comment éviter les désertions. *s.d.*
C. 1098 Cp.28	Santé militaire. *s.d.*

ZR Índice del ministerio de defensa nacional

C.312 Cp 4	Modification du fonctionnement du SSI des Brigades internationales (23 septembre 1937)
C.312 Cp 4	Réorganisation de l'Aide Médicale Étrangère (1938)

D. États-Unis d'Amérique (USA)

NYU - Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives - New York.

ALBA VF 1 Vertical Files : Subjects (1930-2011)

Anarchists (US)
Archivo de las Brigadas Internacionales, Madrid
Comite Antifacista Espanol (Brooklyn, NY)
Commissars
Czechoslovak Volunteers
Daily Worker Coverage (Oversize)
Debs Battalion/Debs Column
Deserters
Executions
Finnish-American Volunteers (I)
Finnish-American Volunteers (II)
Greek Volunteers
Grupo Tierra y Libertad
Hispanic Volunteers (J. Fernandez Article)
Josef Stalin Battalion
Lithuanian Volunteers
Lovestoneites and Poum

ALBA : Collections

ALBA 001	Fredericka Martin Papers
ALBA 066	Arthur H. Landis Papers
ALBA 226	Julia Newman: "Into the Fire" Research Material
ALBA 270	Abraham Lincoln Brigade Archives Artifacts
ALBA 282	Miscellaneous Periodicals Collection
Film R-7722.	*Records of the International Brigades (Comintern Archives, Fond 545) at the RGASPI, Moscow*. (192 bobines).

E. France

Archives départementales des Alpes Maritimes (AD06) - Nice

Relations avec l'Espagne et guerre civile d'Espagne, 1936-1939.

4M 1346	Instructions relatives aux réfugiés espagnols et aux anciens membres des brigades internationales. Surveillance de l'activité politique dans les camps : correspondance. Demandes d'autorisation de séjour (1937-1939)
4 M 519	Contrôle de la propagande des anarchistes. Rapports de police, instructions, notices individuelles, photographies (1934-1939)
4 M 530	Surveillance de la propagande menée par les différentes cellules communistes du département. Rapports de police et de gendarmerie, comptes-rendus des réunions, tracts, coupures de presse (1935, 1936 et 1939)

Archives départementales des Bouches du Rhône (AD13) - Marseille

Administration générale du département –cabinet du préfet.

1 M 821	PCF : activités et manifestations (1936-1937)
1 M 822	PCF : activités et manifestations (1938-1940)
1 M 823	PCF : activités et manifestations (1930-1939)
1 M 824	JC-SPF-SRI-POI-Amis de l'URSS (1930-1939)

Police générale et surveillance de la vie politique.

4 M 2366	Surveillance particulière : volontaires GE, dénombrements et surveillance (1936-1939)

Archives départementales de Haute Garonne (AD31) - Toulouse

Esprit public, surveillance des personnes et des associations

1960 W 90	Association de secours (1934-1939)4 à 7 : SRI 1936-1939

Anarchistes

1299 W 1bis	Surveillance politique des anarchistes (1923-1939)
2358 W 83	Anarchistes français et espagnols 2

Guerre d'Espagne

1 M 1146	Comité de Non-intervention dans la guerre d'Espagne : rapports des agents du comité

Archives départementales de l'Isère (AD38) - Grenoble

Correspondance préfectorale.

52 M 98	Événements d'Espagne. Réunions publiques, départs de volontaires. Volontaires pour les milices espagnoles. Étrangers anciens combattants des brigades internationales, statistiques. (1937-1939)
77 M 3	Surveillance des communistes (1936-1940)

Archives départementales de Moselle (AD57) - Metz

Préfecture de Metz

301 M 78	Parti communiste (1937-1939)
304 M 185	Recrutement de miliciens pour les Brigades internationales (1937-1939)
304 M 186	Ex miliciens des Brigades internationales (1939)
304 M 322	Volontaires pour l'Espagne et anciens combattants des Brigades internationales (1938)

Sous-préfecture de Sarreguemines 1918-1940

26 Z 29	Volontaires pour l'Espagne (1936-1939)

Archives départementales du Nord (AD59) - Lille

Série M Supplément

1M Administration générale

1 M 149/35	*Relations avec l'Espagne (y compris le Frente Popular)* (1925-1938)

1 M 4 M Police politique

M 154/189	PC : Circulaires émanant du BC et du BR (1921-1940)
M 154/190	PC : Généralités -Instructions, affaires diverses. b) : Affaires et rapports divers (1921-1940)
M 154/193	PC : Réunions, conférences, meetings. g) (1934-1936 h) (1937-1938 i) (1938-1939)
M 154/194	PC : Propagande a) Instructions et divers b) Journaux. (1935-1939)
M 154/196	JC : Généralités b) (1935-1939)
M 154/197	JC : Réunions b) (1935-1939)

Archives départementales des Pyrénées Orientales (AD66) - Perpignan

Événements militaires - Guerre d'Espagne

1 M 629	Frontière terrestre et maritime, surveillance correspondance : (1934-1940)
1 M 630	Frontière, fermeture : instructions, rapports (1936-1939)
1 M 631-644	Situation politique en Espagne et répercussion en France, surveillance : rapports, correspondance, coupures de presse (octobre 1936 - août 1938)

Associations et partis politiques

1 M 749	Groupements politiques locaux, surveillance. Instructions, rapports, notices individuelles (1936-1939)
1 M 763	Parti Communiste, surveillance : rapports, listes, tracts, affiches, correspondance, coupure de presse (1936-1939)
1 M 764 et 765	Parti et groupements communistes, dissolutions et déchéance à la suite du décret du 26 septembre (1939). Dossier individuels. (1939)
1 M 766	Parti et groupements communistes, dissolutions et déchéance à la suite du décret du 26 septembre 1939. Individus soupçonnés : rapports, listes nominatives. (1939)
1M 768-769	Groupements pro communistes, surveillance : rapports, tracts, affiches. 1925-1939. JC (1925-1939), SRI (1934-1938), SPF (1934-1938), AUS(1935-1939), JS-JC (1934-1937), FP (1936), SFIO (1938).
1 M 771	Anarchistes, surveillance : rapports, procès-verbaux, correspondance (1930-1941)
1 M 772	Anarchistes, surveillance : circulaires, rapports, notices individuelles, listes, tracts, affiches, etc. (1925-1941)

Cabinet du préfet des Pyrénées Orientales

31W273	Brigades Internationales, retour d'Espagne : instructions, listes rapports, rapport de la Commission (1938-1939)

Archives départementales du Rhône (AD69) - Lyon

Police politique

4 M 236	Manifestations au sujet de la guerre d'Espagne (1936 - 1939) ; état d'esprit de la population. Rapports périodiques de police. (1936-1940)
4 M 303	Brigades internationales et volontaires français – retour et départs, statistiques (1936-1938)

Archives départementales de L'Yonne (AD 89) - Auxerre

Fonds des périodiques

Police générale et administrative

3 M[1]	Contrôle de l'esprit public (1936-1940)
3 M[1] 354	Surveillance de la presse (1936-1940)
3 M[11] 110-115	Réfugiés espagnols (1938-1941)

Périodiques

PER 1019, 1028, 1066, 1067 **: voir *3. Presse***

Archives de la Préfecture de police de Paris (APP) - Paris

Sous série BA : Cabinet du préfet : rapports et renseignements adressés au cabinet du Préfet : période 1869-1970.

BA 1663	« Révolution Espagnole ». Correspondances (1936-1939)
BA 1664	*Idem*. Recrutement de volontaires - Insurgés (1936-1939)
BA 1665	*Idem*. Départs de volontaires pour l'Espagne - Formation de centuries - Miliciens espagnols évadés –réfugiés espagnols - Centrale Sanitaire internationale - Comité d'Aide et de Secours aux Victimes de la Contre Révolution Espagnole - Mouvement de solidarité envers la République Espagnole (1936-1939)
BA 1666	*Idem*. Meetings, tracts, coupures de presse (1936-1939)
BA 1667	Audition de Jack Menachem en août 1937 (1937)
BA1899	Anarchisme (1919-1939)
BA 1943	Dossier Parti Ouvrier International (sic). Rapports divers (1935-1939)
BA 1944	*Idem*. Tracts et affiches.
BA 2046	Chemise BA 1664 « Révolution Espagnole » isolée (1938-1939)

Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine (BDIC) – Nanterre

Fonds Gabrielle Duchêne

GF Δ res 0104	Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine (1936-1939)
F Δ RES 251	Dossier Espagne (1936-1939)

Fonds René Lefeuvre

4 Δ 1200	Correspondance relative au POUM (1936-1937)

Fonds ACER

Mm 880/1 à 48	Copies microfilmées partielles des fonds du RGASPI sélectionnées par Rémi Skoutelsky en 2002. (48 bobines)

Collections BDIC

F Δ 1323	Recueil. Espagne. Brochures (1936-1939)
F Δ res 0686	France. Solidarité Espagne (1936-1939)
F Δ Rés. 744	*Vital Gayman et la base des Brigades Internationales d'Albacète*. Documents divers
F Δ rés. 817(1-5)	*Brigades Internationales*. Documents divers (1937)
4°P.11178	Centrale Sanitaire Internationale (1937-1939)

Périodiques et brochures

Voir ***3. Presse*** et ***4. Brochures et imprimés divers***

Centre d'Archives Diplomatiques (CADN) - Nantes

Madrid ambassade Série B

562-563	Guerre civile (1936-1939)
588	Guerre civile Supplément (1936-1939)
2D2	Volontaires français : enrôlement (1936-1940)
2D3	Volontaires français rapatriés (1936-1940)

Madrid ambassade Série C

17	Politique intérieure de l'Espagne (1923-1939)
59	Armée espagnole (1936-1939)
60	Questions militaires diverses (1936-1939)
86	Correspondance de l'ambassade (Juillet 1936 - avril 1939)
130	Dossier général (1936-1939)
363	Légion étrangère espagnole (1921-1943)
372	Légion étrangère française (1921 1942)

Alicante (consulat) Première partie 1702-1946

83	Guerre d'Espagne (1936-1942)

Tarragone (vice consulat)

29	Assistance aux français de l'étranger : prisonniers, transport de corps vers la France. (1937-1940)

Séville (consulat) Série B

140	Nouvelles des prisonniers : dossier général. (1937-1940)
141	Nouvelles des prisonniers : dossier général – dossiers nominatifs (1937-1940)

Barcelone (consulat) Série B et C

14	Prisonniers français. Liste de détenus à Barcelone, expulsions, ravitaillement des détenus français, SIM (A-N) (1937-1938)
43	Liste des Français ou étrangers embarqués sur l'*Iméréthie II.* Échange de prisonniers (1936-1937)
56	Prisonniers français. Liste de détenus à Barcelone, expulsions, ravitaillement des détenus français, SIM. (O -Z) (1937-1938)
63	Recrutement militaire : miliciens (1936-1937)
87	Papiers Robert Vincent : correspondance au sujet de l'échange de prisonniers français ou espagnols républicains contre des prisonniers espagnols détenus en France, évacuation des Français (1937-1938)

Centre d'histoire sociale du XXème siècle (CHS) - Paris

Fonds André Marty

2-AM-2A	Activités du PCF (1929-1939)
2-AM-2C	« Listes noires » (1931-1939)
2-AM-2F	Événements de 1939 (1939)
2-AM-2I	Conférences de rayon et conférences régionales, notamment Paris et régions parisiennes (1935-1939)
2-AM-4 A à E	Guerre civile espagnole et Brigades internationales (1936-1956)
2-AM-9	« L'Affaire Marty » (1952-1956)
3-AM-1	Archives et documentation (1947-1955)
3-AM-2	Brochures dont André Marty est l'auteur (1893-1956)
3-AM-3	Brochures auteurs divers (1893-1956)
4-AM	Correspondance (1925-1956)
5-AM-4B	Documents iconographiques - Espagne et Brigades internationales, *s.d.*

Fonds Jean Zyromski

1-JZ-3B	Fédération de la Seine (1920-1937)
1-JZ-3D	Activités au sein de la CAP, Commission administrative permanente (1920-1940)
4-JZ-2A	L'Unité politique (1933-1937)
4-JZ-8	Guerre d'Espagne (1936-1960)
5-JZ5.	Correspondance et papiers personnels divers (1925-1968)
6-JZ6.	Voir ***3. Presse*** et ***4. Brochures et imprimés divers***

Service Historique de la Défense (SHD) - Vincennes

Archives de la guerre. Série N 1920-1940.

Sous série 7 : EMA et attachés militaires.

7N 2754	Espagne-1 Rapports des attachés militaires. Événements espagnols, Brigades internationales, etc. (1936)
7N 2755	Espagne-1 Rapports des attachés militaires. Événements espagnols, Brigades internationales, etc. (1937- juin 1938)
7N 2756	Espagne-1 Rapports des attachés militaires. Événements espagnols, Brigades internationales, etc. (Juillet 1938-1939)
7N 2757	Espagne-2 Correspondance diplomatique (1936-1939)
7N 2758 à 66	Espagne-3 Documentation : armée et guerre civile. Événements espagnols, Brigades internationales, volontariat, désertions, organisation des forces armées républicaines, etc. (1936-1939)
7N 3123	URSS 2-Rapports des attachés militaires. Attitudes soviétiques vis-à-vis des événements d'Espagne (Mars-avril 1937)
7N 3149	URSS 5- Renseignements sur l'armée. Direction politique de l'Armée Rouge, discipline et justice militaire (1920-1939)

Sous série 7² Documentation rapatriée de Moscou

7N² 2020-10	Dépêche n°7030/2.SCR/EMA du 21 juin 1939 abrogeant la dépêche n°1970/2.SCR/EMA du 18 mars 1937 relative aux interrogatoires de volontaires rapatriés d'Espagne (1939)
7N² 2616 - 1/22	Notes de renseignements sur l'aide française aux républicains espagnols; rapports sur les volontaires de retour d'Espagne (Janvier-mars 1937)
7N² 2532 -1	Notes de renseignements sur la Guerre d'Espagne, les événements à la frontière franco-espagnole (21 mars-5 septembre 1938)
7N² 2544-2	Guerre d'Espagne: volontaires français en Espagne (côté gouvernemental et nationaliste) rapatriés après la victoire de Franco et pendant la guerre, armement et matériels des forces en présence, réfugiés espagnols en France (Décembre 1936-septembre 1940)
7N² 2544-3	Guerre d'Espagne: renseignements sur les volontaires des Brigades internationales rapatriés en France, dossiers individuels d'interrogatoires, fiches sur l'état des forces en présence, armement, discipline, vie quotidienne des Brigades (Janvier 1936-mai 1937)
7 N² 2604 - 2	Renseignements sur la Guerre d'Espagne: les deux camps en présence, forces armées, le matériel et l'armement, le moral des militaires et des civils; forces franquistes et volontaires français des brigades internationales; rapports de la frontière franco-espagnole sur réfugiés et suspects (Septembre 1933-janvier 1939)
7 N² 3061 -3	Yougoslaves ayant combattu dans les rangs de l'armée républicaine ; volontaires étrangers en Espagne (Novembre 1937-mars 1940)

F. Pays-Bas

Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (IISG) - Amsterdam

Antoine Espigoulet Papers

CNT (España) Archives

Archivo de Miguel González Inestal

28 B1	Documents sur le Commisariat Général de guerre Miguel González Inestal (1937)
C 9	*Al pleno del movimiento libertario*. 33 pages. (Octobre 1938)
C 69	Divers tracts et papillons destinés aux lignes Nationalistes appelant à la fraternisation (1938)

Archivo del Comité Nacional CNT, sección defensa

17 D1	Documents à propos des commissaires (CNT) et 26e division. (1937-1938)

Archivo de la Confederación Regional del Trabajo de Cataluña - Sección Defensa

94 C9	Divers documents et rapports de la *Sección Defensa* (1937-1938)
94 E	Divers documents et rapports de la *Sección Defensa* (1936-1937)
94 G	Divers documents sur la 153e brigade mixte, les divisions 27, 28, 31 et 35e divisions (1936-1938)
94 H	Rapports sur les Brigades internationales (1938)
103 B	Rapports sur les Brigades internationales et l'influence du PCE dans l'armée (1937)
C64 et 65	Divers rapports sur le déroulement des opérations lors de la seconde bataille de Teruel. (Décembre 1937-mars 1938)
C66	Divers rapports sur des incidents survenus au front dans les unités communistes, correspondance avec et sur les Brigades internationales (1938)

Archivo del Comité Nacional CNT

33 D1	Correspondance du sous commissariat général de guerre du Ministère de Défense Nationale (Miguel González Inestal). (1937-1938)
60 B	Correspondance avec les comités français (1936-1938)
60 E	« *Note sur l'état du front d'Aragon* » anonyme. 6 pages *S.d.*
61 A	Correspondance du comité national de la CNT avec des organisations françaises et l'AIT (1936-1938)
63 D-I 3	« *Columna de Hierro* », divers documents sur la militarisation

	difficile de la colonne (1937)
103D	Propagande extérieure (1937-1938)
C8.1- 8.2	Documents concernant le déroulement de la guerre, partiellement issus de l'état-major du Ministère de la Guerre, section des opérations (1936)
C8.3	États des fronts et des unités de milices (Octobre 1936)

Archivo de la Confederación Regional del Trabajo de Cataluña

39 B2	Correspondance avec le groupe français de la CNT (1938)
63 D	Documentation générale (1936-1937)

Archivo del comité nacional CNT, sección político-social, desde 1938 sección jurídico-social

74 C	Documents concernant la section juridico sociale du comité national de la CNT (1937-1938)

Archivo del grupo francés de la CNT en Barcelona

81 A-B	Documentation du groupe français de la CNT à Barcelone (1937-1938)

Archivo de la sección nacional de coordinación y servicio de información exterior

005E 1-31	Documents et rapports confidentiels sur des questions militaires. (1936-1938)
005F 2	Document anonyme intitulé *Los Rusos en España* (1937)

Archivo de la oficina de propaganda exterior CNT-FAI

C16	Correspondance de Martin Gudell avec le Comité Régional CNT propos des anarchistes étrangers en Espagne. 1937. Correspondance de *l'Oficina de Propaganda Exterior* avec la Confédération Régionale du Travail de Catalogne (1937)

Federación Anarquista Ibérica Archives

<u>Archivo del comité peninsular FAI- Archivo de la guerra civil</u>

Secretariado

35D	Divers étrangers prisonniers à Barcelone (1938)

Internacional

45B	Correspondances, rapports et notes concernant des personnalités politiques, des ministères, des organismes officiels et des partis politiques (1936-1938)

Varios

63	Divers documents CDREA de Perpignan (1937-1938)

<u>Archivo de la oficina de propaganda exterior CNT-FAI (1918 -) 1936-1939</u>

Grupo Deutsche Anarcho-Syndikalisten (DAS)/ Sección alemana

1A 1et 2	Documents de miliciens étranger du DAS (1936-1937)
1A 3	*Oficina de propaganda exterior*, CNT-FAI Allemands (1936-1937)
1B	Correspondances et divers documents concernant le *Groupe international de la colonne Durruti* (1936-1937)
1C 2	Correspondances, déclarations y divers documents à propos des prisonniers étrangers dans les prisons de Barcelone (1936-1937)

Documentación

15A 2-3	Divers volontaires Français, départs au front, rapports, correspondances, etc. (1936-1937)
15B	Dossier S*ección alemana* (1936-1938)
15D	Brochure *Durruti* éditée par la Section française (1937)
15E	Correspondance, articles de presse, tracts et autres documents de la *Sección Francesa de la CNT* (1937-1938)

Grupo Francés/ Sección Francesa

17 3	Correspondances, rapports, journaux, coupures de presse (1936-1938)
17 5	Idem (1936-1937)
18 1-4	Idem (1937-1939)
19 3	Correspondance avec les prisonniers étrangers (1937-1938)
20	Correspondances, rapports, journaux, coupures de presse (1936-1938)

Varios

37.4	Trois témoignages d'ex-volontaires américains ayant fui les Brigades internationales et s'étant placé sous la protection de la CNT-FAI (Décembre 1937)

Sección Italiana

39 1	Manuscrits biographiques d'anarchistes italiens en Espagne et quelques écrits à propos de volontaires italiens de la Brigade Garibaldi (1936-1939.)
39 2	Divers à propos des emprisonnés antifascistes à Barcelone et la répression contre les ex volontaires internationaux (1937-1938)
39 3	Dossier *Comitato Anarchico Italiano* (1938-1939)

39 4	*Testimonianze. La CNT e la FAI hanno tradito ?* par Virgilio Gozzoli. *S. d.*

Sección Húngara

41A	Correspondance et divers documents (1937)

Grupo Francés (F. Fortin)

50A-D	Documentation diverse (1936-1939)
52 1	Circulaires de divers comités de FAI de Barcelone et de Catalogne (1937-1938)
52 2	Dossier *Presos*. Correspondances et listes à propos des prisonniers politiques étrangers à Barcelone (1937)
52 3	Correspondance, notes et divers documents du *Grupo Francés CNT* et de F. Fortin (1937-1938)
52 4	Dossier *Grupo Mimosa*. Correspondance, administration, demandes d'admission, notes et autres documents concernant le groupe (1937-1938)
52 5	Dossier *Casa del Grupo Francés de la CNT*. Notes et documents d'administration (1937)
52 6	Correspondance et notes à propos de membres du Groupe Français et différents étrangers adhérents à la CNT ; Correspondance avec SIA et la fédération locale de la FAI. Notes et papiers internes du Groupe français de la CNT (1937-1938)
52 7	*Informe « Espagne Nouvelle » al secretariado de Relaciones Exteriores CNT-FAI. -Sección francesa de Propaganda CNT FAI.* Par Fernand Fortin (Septembre 1938)
52 8	Correspondance et notes sur la censure et les Brigades a internationales (1938)
52 11.2 à 13	Correspondance, coupures de presse et divers documents internes (1937-1938)
53A	Correspondance et administration (1937-1938)
55B	Correspondances, rapports, journaux, coupures de presse (1936-1939)
55C	Certificats et documentations personnelles de membres du groupe Français et divers (1937-1938)
56A-B	Correspondance et administration (1937-1938)
57B 1	Copies de circulaire, rapports et bulletins du Groupe français. Listes de membres (1937)
57B 2	Presse et propagande (1937-1938)
58A 1	Correspondance avec diverses organisations anarchistes et articles divers en français et en espagnol (1937- 1938)

58 3	Correspondance avec l'AIT à Paris (1937)
58 4	*Sección Francesa de Propaganda. Lista de franceses llegados a España después del 19 de julio 1936* (18 octobre 1938)
59A	Correspondance et divers documents (1936-1938)

Grupo Francés/ Sección Francesa

61A 5	Livre de compte et factures du groupe 'Mimosa' de la fédération locale de Barcelone (1938)

Grupo Internacional de la Columna Durruti

64B 1-2	Correspondance et divers documents (1936-1937)

Labour and Socialist International Archives (LSI)

Kontakte mit angeschlossenen Parteien und Informationen betr. Die verschiedenen Länder

2763	Correspondance diverse à propos du Fonds International de Solidarité et de l'hôpital militaire international d'Onteniente (1936-1938)
2764	Correspondance diverse à propos de la guerre civile espagnole (1936-1937)
2765	Revue de presse issues de divers journaux des Brigades internationales à propos de la visite aux Brigades internationales d'Adler et Schevenels (Avril et mai 1937)
2765a	Correspondances et témoignages sur la répression contre les militants étrangers du POUM (1938)
2767	Papillons appelant à la désertion et à la fraternisation destinés aux soldats italiens du CTV (1937)
2769	Correspondance entre Julius Deutsch et le secrétariat d'Adler (1936-1937)
2770a	Correspondance entre Pietro Nenni et le secrétariat d'Adler (1936-1937)
2771	Correspondance entre Antoon Spinoy et le secrétariat d'Adler (1936-1937)

Collection Komintern - CPH/CPN 1919-1945

Rol 4,7,23-28,44,48	Sélection de copies du fonds du RGASPI concernant le CPN et les volontaires hollandais en Espagne

Périodiques et brochures

Voir ***3. Presse*** et ***4. Brochures et imprimés***

G. Russie

Российский государственный архив социально-политической истории (RGASPI) – Moscou

495 : Исполком Коминтерна (Comité exécutif de l'Internationale communiste)

Опись 2	Президиум Исполкома Коминтерна (Praesidium du Comité Exécutif de l'Internationale communiste-ECCI) (1919-1941)
Опись 18	Секретариат ИККИ (Secrétariat de l'ECCI (Comité Exécutif de l'Internationale communiste) (1915-1943)
Опись 76	Секретариат Генерального секретаря ИККИ Г.М. Димитрова. Материалы об интербригадах в Испании (Secrétariat général de Dimitrov. Documents à propos des Brigades internationales en Espagne) (1936-1943)
Опись 120	Коммунистическая партия Испании (Parti Communiste d'Espagne (PCE) (1919-1947)
Опись 270	Личные дела членов КП Франции (Dossiers personnels des membres du PC de France) Sans datation.

517 : Коммунистическая партия Франции (Parti Communiste Français) (1919-1946)

Опись 1	Документы компартии Франции (Documents du Parti Communiste français) (1917-1946)
Опись 3 :	Коллекция документов А. Марти (Collection de documents d'André Marty) (1930-1948)

545 : Интербригады республиканской армии Испании (Brigades internationales de l'armée républicaine espagnole)

Опись 1	Документы Военного комиссариата интернациональных бригад и генерального комиссар-инспектора интербригад Л.Галло (Лонго) (Documents des commissaires militaires des brigades internationales et du commissaire inspecteur général Gallo (Longo)) (1936-1939)
Опись 2	Документы Центральной военной администрации интербригад (Documents de l'administration centrale des brigades internationales auprès du ministre de la défense nationale et de la République espagnole) (1936-1939)
Опись 3	Документы 35 и 45 дивизий, 10-15, 129 интербригад и соединений республиканской армии Испании (Documents des 35e et 45e divisions, des 10e à la 15e et 129e Brigades internationales) (1936-1939)
Опись 4	Документы интернированных бойцов и командиров интербригад (Documents sur les soldats et commandants des Brigades internationales dans les camps de concentration en France et en Afrique du Nord) (1937-1943)
Опись 6	Списки, личные дела бойцов и командиров интербригад (listes et dossiers personnels sur les soldats et commandants des Brigades internationales) (1936-1951)

Périodiques et brochures Voir ***3. Presse et Divers et brochures***

H. Fonds privés

Archives personnelles de Rémi Skoutelsky (Non indexées)

Témoignages de Giulio et Georges Cerreti « Paul » le 30 mai 1971 recueillis par Alain Guérin à Castiglioncello.

Cellule communiste de la 1ère compagnie (Faculté de philosophie). 27 novembre 1936

Cellule communiste 1e Compagnie Bataillon ~~André Marty~~ Franco-Belge (Faculté de philosophie). 27 novembre 1936.

Archives Codou. Rapport de Sagnier, commandant de la XIVe Brigade. 6 décembre 1937 [6 janvier 1938].

Mémoires inachevées du général Jean Vincent. *Servir la France. Souvenirs de la guerre d'Espagne 1936-1939.*Texte manuscrit. 15 pages

Périodiques et brochures : Voir *3. Presse et Divers et brochures*

3. Collections numériques

Archives du Centre d'Études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGESOMA) – Belgique (Bruxelles)

URL : http://www.cegesoma.be/cms/archives_fr.php

Collection Guerre d'Espagne: dossiers de la section administrative des Brigades Internationales et sur Pierre Marchal et Todor Angheloff, 1936-1939)

AA 1200/1 Dossiers venant de la section administrative des brigades internationales (1938)

AA 1200/2 Dossier Pierre Marchal *Marchal is een oud lid SJW-Brussel, kommandant van de kompagnie Pierre Brachet* (1938)

Centre de documentació antiautoritari i llibertar (Cedall) - Espagne (Badalona)

URL : http://www.cedall.org
Voir détail des journaux consultés *3. Presse.*

Hemeroteca Digital de la Biblioteca Nacional de España - Espagne

URL : http://www.bne.es/es/Catalogos/
Voir détail des journaux consultés *3. Presse.*

Biblioteca Virtual de Prensa Histórica (BVPH) - Espagne

URL : http://prensahistorica.mcu.es/
Voir détail des journaux consultés *3. Presse.*

Portail Gallica de la Bibliothèque Nationale de France) - France

URL : http://gallica.bnf.fr
Voir détail des journaux consultés *3. Presse.*

Portail Archives Numériques et Données de la Recherche (PANDOR) Maison des Sciences de l'Homme de Dijon (MSH) –

URL : https://pandor.u-bourgogne.fr/pages/paprika2f.html

Archives internes du mouvement communiste

FRMSH021_00033	Fonds français de l'Internationale Communiste (1917-1947)
FRMSH021_00034	Fonds de la Section Française de l'IC (1917-1947)
FRMSH021_00036	Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1922–1939)

Publications du monde communiste : revues, journaux, brochures

CI	Correspondance Internationale (1921-1939)
bra16 - c2920	Fonds des brochures numérisées de la Bibliothèque Marxiste de Paris Voir ***3. Presse*** et ***4. Brochures et imprimés divers***

University of Warwick Library Digital Collection (UWLDC) - Grande-Bretagne (Warwick)

URL : http://contentdm.warwick.ac.uk/

Henry Sara et Frank Maitland Archives b- Pamphlets and Leaflets (1936-1939)
Hugo Dewar Archives - Pamphlets (1936-1939)
Library Special Collections –Political Pamphlet Collections (1936-1939)
Paul Tofahrn Archives (1936-1939)
Socialist Party Archives (1936-1939)
Spanish Medical Aid Committee (Dr H.B. Morgan) (1936-1941)
Spanish Rebellion - Documents (1936-1938)
Spanish Rebellion - International Brigade (1937-1942)
idem (1942-1954)
Spanish Rebellion - Medical Aid (1937-1940)
Spanish Situation - Pamphlets, Leaflets, etc. (1936-1939)
Spanish Situation - Pamphlets, Leaflets, etc. (1936-1939)
Trades Union Congress (TUC) Archives (1936-1939)

Biblioteca Gino Bianco – Italie (Forlì)

URL : http://www.bibliotecaginobianco.it

Emeroteca Voir le détail des journaux consultés dans ***3. Presse.***

4. Sources imprimées

Brochures et opuscules contemporains

VIIIe Congrès national du parti communiste français (Lyon-Villeurbanne, 22-25 janvier 1936) : compte rendu sténographique (rapports, interventions, résolutions, élection des organismes dirigeants). Paris, Éditions du Comité populaire de propagande, 1937. 590 pages.

Le IXe Congrès du Parti Communiste tenu à Arles, du 25 au 29 décembre 1937. Préface de Florimond Bonte, Paris, La Brochure Populaire n°7, janvier 1938. 32 pages.

A l'aide de la République espagnole : Au peuple de France. Paris, Le comité international d'aide au peuple espagnol, 1937. 8 pages.

Aider l'Espagne républicaine pour que la France ne connaisse pas cela... Paris, Éditions du Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. Comité pour l'Aide aux combattants, aux familles, aux blessés, aux mutilés, aux veuves et aux orphelins n°3, S. d. [1937]. 29 pages.

Les brigades internationales honneur de l'Humanité. Discours de François Vittori ancien commissaire de guerre de la 45e division, au Premier Congrès National du Secours populaire de France et des Colonies. Paris, 23-24-25-26 Juin 1938. Paris, Éditions du Secours Populaire de France et des Colonies, 1938. 14 pages.

L'Espagne et la paix. *Discours prononcés à la Séance Plénière de la Conférence Internationale d'Aide à l'Espagne Républicaine le 21 novembre 1937 à la Maison de la Chimie.* Paris, Comité internationale de coordination et d'Information pour l'aide à l'Espagne Républicaine, 1937. 31 pages.

I Accuse France (by a Barrister), Londres, Spanish Press Services Limited, 1937. 29 pages.

In Spain with the International Brigade. A personal Narrative. Londres, Burns Oates & Washbourne LTD, 1938. 56 pages.

Les opérations militaires en Espagne (Décembre 1937-fin août 1938). Paris, Comité internationale de coordination et d'Information pour l'aide à l'Espagne Républicaine, 1938. 63 pages.

« Pas de blocus contre l'Espagne républicaine ! » Déclarations de Jacques Duclos, Jean Zyromski, Eugène Hénaff, Georg Branting à leur retour d'Espagne, devant la Conférence de la Presse le 16 septembre 1936. Brochure éditée par le Comité contre la Guerre et le Fascisme, Paris, 1936. 46 pages.

Pour la discussion internationale : L'Internationale et la guerre. Thèses de Otto Bauer, Théodore Dan, Amédée Dunois et Jean Zyromski, Paris, Éditions Nouveau Prométhée, 1935. 30 pages

Que es una brigada de choque en el campo, Imprenta Ruiz, Valence. S.d. 1938. 8 pages.

Quelques récits de nos combats. Écrits sur le front de Madrid par un « Collectif » de Volontaires internationaux de la Liberté. Paris. Éditions du Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. Comité pour l'Aide aux combattants, aux familles, aux blessés, aux mutilés, aux veuves et aux orphelins n°4. Sans date [mai-juin 1937]. 110 pages.

La Rencontre internationale d'Annemasse. Préface de Marcel Cachin. Paris, Éditions du Comité Populaire de propagande, juillet 1937. 30 pages.

La vérité sur l'Espagne républicaine. Récit du voyage accompli par une délégation de la Fédération des Cheminots, au mois de Novembre 1937. Paris, Imprimerie Nouvelle, 1937. 94 pages.

Vivre libre ou mourir en combattant. Les glorieux exploits de la jeunesse espagnole et de la colonne internationale. Avant-propos de Raymond Guyot. Paris, Éditions de la jeunesse. Sans date d'édition [1937]. 48 pages.

ADAMI (Romano Cocchi], *Visite aux volontaires de la Liberté*. *Une délégation du CIAPE, sous la présidence du camarade Nolla, représentant du Front Populaire d'Espagne, a visité les fronts de la liberté et les Volontaires des Brigades Internationales*. Paris, Éditions du Comité International d'Aide au Peuple Espagnol. (Commission Internationale pour l'Aide aux Familles des Volontaires), Février 1937. 47 pages.

BERNIER (Jean), *La révolution espagnole et l'impérialisme*, Paris, Éditions Jeunesses Anarcho-Communistes, Les cahiers libertaires n°2, 1936. 32 pages.

COGNIOT (Georges) *et alii*, *Au secours des républicains espagnols*, Paris, Editions du secours populaire de France et des colonies, 1939. 31 pages.

DIMITROV (Georgi), *Deux années de lutte héroïque du peuple espagnol*, Paris, Bureau d'Éditions, 1938. 32 pages.

DUMONT (Jules), *Les vraies leçons de la guerre d'Espagne*, Paris, Comité international d'aide au peuple espagnol, 1938. 32 pages.

DEUTSCH (Julius), *Quel est l'enjeu de la guerre civile en Espagne?,* Barcelone, Editions "Espagne libre", 1937. 31 pages.

GILLAIN (Nick), *Le mercenaire. Carnet de route d'un combattant rouge*, Paris, Librairie Arthème-Fayard, 1938. 225 pages.

HEUSSLER (André), *Avec les héros de la Liberté. Espagne 1936-1937*. Paris, Éditions du CIAPE., août 1937. 72 pages.

LAST (Jef), *Lettres d'Espagne*, Paris, Gallimard, coll. « Nrf », 1939. 184 pages.

LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 1 : Le chômage en France de 1930 à 1936*, Paris, Institut Scientifiques de Recherches Scientifiques et Sociales, Librairie du recueil Sirey, 1938. 330 pages.

—, *Enquête sur le chômage. Tome 2 : Les chômeurs d'après les fiches* des fonds de chômage de Paris, Lyon et Mulhouse, Paris, Institut Scientifiques de Recherches Scientifiques et Sociales, Librairie du recueil Sirey, 1942. 436 pages.

—, *Enquête sur le chômage. Tome 3 : Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après le budget de 265 familles*, Paris, Institut Scientifiques de Recherches Scientifiques et Sociales, Librairie du recueil Sirey, 1949. 238 pages.

MABILLE (Léon), *Cinq semaines avec le bataillon Henri Barbusse en Espagne.* Paris, édité par le mouvement populaire « Paix et Liberté », 1937. 32 pages.

MARTY (André), *En Espagne… où se joue le destin de l'Europe*. Paris, Bureau d'Éditions, 1937. 47 pages.

—, *Avec l'Espagne pour nos libertés et la paix !,* Paris, Éditions du Comité populaire de Propagande, 14 aout 1936. 62 pages.

—, *Volontaires d'Espagne. Douze mois sublimes.* Paris, Éditions du Comité populaire de Propagande 1938. 68 pages.

—, *Avec l'Espagne pour nos libertés et la paix !* Paris, Imprimerie centrale du Croissant-publications du Comité populaire de propagande. 1936. 64 pages.

—, *La force du Front populaire. Ce qui s'est passé en Espagne. Discours prononcé à la session du Comité central du Parti communiste français le 20 mai 1939 à Ivry.* Paris, Bureau d'Éditions, 1939. 46 pages.

—, *La victoire de Teruel et ses enseignements*. Madrid, Éditions du PCE, 1938. 23 pages.

NOTHOMB (Paul), *Belges dans les tranchées d'Espagne.* Bruxelles, Amicale des combattants d'Espagne, 1937. 62 pages.

PRIETO (Indalecio), *Comment et pourquoi je suis sorti du ministère de la Défense Nationale - Les intrigues des russes en Espagne. Compte rendu sténographique du rapport prononcé le 9 août 1938 à Barcelone devant le Comité National du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.* Paris, Imprimerie Nouvelle, 1939. 115 pages.

RUST (William), *Britons in Spain: the history of the British battalion of the XVth Brigade*, Londres, Lawrence and Wishart Ltd 1939. 212 pages.

STALINE (Josef), *Le marxisme et la question nationale,* Paris, Éditions Sociales Internationales, 1938 (1913, corrigée en 1927). 83 pages.

THOREZ (Maurice), *Fils du Peuple* [seconde édition], Paris, Éditions sociales internationales, 1937. 219 pages.

VANDERVELDE (Émile) et VANDERVELDE (Jeanne), *Ce que nous avons vu en Espagne*, Paris, Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine, 1938. 36 pages.

Productions éditoriales des Brigades internationales (1936-1939)

Hommage à André Marty. Madrid, Ediciones del Comisariado de las Brigadas internacionales, 1938. 24 pages.

Madrid honra a Hans Beimler, Madrid, Ediciones del Comisariado de las Brigadas internacionales, 1937. 39 pages.

Nos combats contre le fascisme. Suivi de : *Le Livre de la Quinzième Brigade Internationale sur le front d'Espagne*, Madrid, Diana UGT, 1937. 319 pages.

Promesa de los Voluntarios de la Libertad, Barcelone, sans mention d'édition, 1938. 15 pages.

These Men have Died, sans lieu d'édition, Ediciones del Comisariado de las Brigadas internacionales, sans date d'édition. 39 pages.

Un año en las Brigadas Internacionales, Madrid, Ediciones del Comisariado de las Brigadas internacionales, 1939 [1938]. 109 pages.

Walki Mickiewiczan w Hispani 1936-1938. Barcelone sans mention d'édition, 1938, 48 pages.

BALK (Theodor), *La Quatorzième. D'après des rapports, des conversations, des carnets de notes*. Madrid, Éditions du commissariat des Brigades internationales, 1937. 221 pages.

BILBAO (Crescenciano), *Les tâches et les devoirs du commissaire* [*Tareas y deberes del Comisario*]. Madrid, Éditions du commissariat des Brigades internationales, 1938. 8 pages.

DUMONT (Jules), *Les héros des Brigades internationales sur le front d'Espagne. Parmi tant d'autres « un du bâtiment » : Alfred Brugère, notre « Fredo ». Volontaire de la Liberté.* Madrid, publication du Commissariat de guerre des BI, 1937. 22 pages.

ESTELLA [Teresa Noce], *Tra gli eroi ed i martiri della Liberta*, Madrid, Edizioni delle Brigate Internazionali, 1937. 63 pages.

JIRKU (Gusti), *Nous sommes avec vous! Les femmes antifascistes de tous les pays parlent de leur action d'aide en Espagne,* Madrid, Ediciones del Comisariado de las Brigadas internacionales, 1938. 54 pages.

—, *Nous luttons contre la mort ! Le travail du service sanitaire des Brigades internationales*, sans mention d'éditeur, 1938. 53 pages.

KANTOROWICZ (Afred), *« Tschapaiew ». Das Bataillon der 21 Nationen*, Madrid, Imprenta Colectiva Torrent, 1938. 383 pages.

MEDEM (Gina), *Los judíos, voluntarios de la libertad*. *Un año de lucha en las Brigadas Internacionales*). Madrid, Ediciones del Comisariado de las Brigadas Internacionales, 1937. 78 pages.

RYAN (Franck), *The book of the XVth Brigade : records of British, American, Canadian and Irish Volunteers in Spain, 1936-1938*, Madrid, Edition du Commissariat de guerre de la XVe brigade, 1938. 308 pages.

Témoignages

Bajo la Bandera de la España Republicana. Recuerdan los voluntarios soviéticos participantes en la guerra nacional-revolucionaria en España, Moscou, Editorial Progreso. Sans année d'édition [1975]. 400 pages.

ÁLVAREZ DE VAYO (Julio), *Freedom's Battle*, New-York, A.A. Knopf, 1940. 381 pages.

AMUTIO (J. MARTÍNEZ), *Chantaje a un pueblo*. Madrid, G. del Toro Editor, 1974. 374 pages.

ANGUS (John), *With the International Brigade in Spain*, Loughborugh, Loughborugh University, Department of Economics, 1983. 20 pages.

BARBIER (Jean-Baptiste), *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951. 1 400 pages.

BESSIE (Alvah), *Alvah Bessie's Spanish Civil War Notebook*, University Press of Kentucky, 2002. 159 pages.

BORKENAU (Franz), *Spanish Cockpit*, Paris, Edition Ivréa, 2003 [*The Spanish Cockpit: An Eye-Witness Account of the Political and Social Conflicts of the Spanish Civil War*, Londres, 1937]. 289 pages.

BRASILLACH (Robert), *Les Sept Couleurs*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1999 [1939]. 270 pages.

BESSIE (Alvah) et PRAGO (Albert) (dir.), *Our Fight. Writings by Veterans of the Abraham Lincoln Brigade. Spain 1936-1939*, New York, Monthly Review Press, 1987. 360 pages.

CABALLERO (Largo), *Mis recuerdos. Cartas a un amigo*. Mexico, Ediciones Unidas, 1976 [1954]. 356 pages.

CERRETI (Giulio), *A l'ombre des deux T. 40 ans avec Maurice Thorez et Palmiro Togliatti*, Paris, Julliard, 1973. 407 pages.

CHAINTRON (Jean), *Le vent soufflait devant ma porte*, Paris, Seuil, coll. « Mémoire », 1993. 435 pages

CODOU (Roger), *Le Cabochard. Mémoires d'un communiste 1925-1982*, Paris, Édition François Maspéro, coll. « Actes et mémoires du peuple », 1982. 241 pages.

COPEMAN (Fred), *Reason in revolt*, Londres, Blandford Press Ltd, 1948. 235 pages.

CORMAN (Mathieu), *Salud, Camarada ! Cinq mois sur les fronts d'Espagne*, Paris, Édition Tribord, 1937. 338 pages.

DUCLOS (Jacques), *Mémoires. Tome 2 : 1935-1939 Aux jours ensoleillés du front populaire*, Paris, Fayard, coll. « Les grandes études contemporaines » 1969. 462 pages.

DUGUET (Élie), *Avec les Brigades internationales sur les routes d'Espagne*, Nîmes, C.Lacour, coll. « Colporteur », 1993. 79 pages.

DUPRÉ (Henri), *La Légion tricolore en Espagne (1936-1939)*, Paris, Édition de la Ligue française, 1942. 252 pages.

EBY (Cecil), *Between the Bullet and the Lie*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969. 342 pages.

ETCHEBEHERE (Mika), *Ma guerre d'Espagne à moi. Une femme à la tête d'une colonne au combat,* Paris, coll. « Les Lettres Nouvelles », Denoël, 1975. 320 pages.

FISHER (Harry), *Comrades! Tales of a Brigadista in the Spanish Civil War*, Lincoln et Londres, 1998. 197 pages.

FOURRIER (Jules), *Graine Rouge,* Paris, Éditions La Brèche, 1983. 175 pages.

GARCÍA OLIVER (Juan), *El eco de los pasos,* Barcelone, Ruedo Ibérico, coll. « Memorias Rudo Ibérico », 1978. 649 pages.

GATES (John), *The story of an American Communist*, New York Thomas, Nelson & sons, 1964 (1958). 221 pages.

GISCLON (Jean)*, La Désillusion : Espagne 1936*, Paris, France-Empire, 1986. 286 pages.

GMUR (Edi), *Journal d'Espagne*. [Publié pour la première fois dans le supplément du samedi du quotidien zurichois *Tages-Aneziger* du 14 mai au 18 juin 1938] in *Pour le bien de la révolution. Deux volontaires suisses miliciens en Espagne, 1936-1937*, présentation et traduction de Marianne Enckell, Lausanne, CIRA, 2006, pp. 63-135.

HERNÁNDEZ (Jesús Tomás), *La grande trahison*, Paris, Fasquelle Editeurs, 1953 [*Yo fui un ministro de Stalin*, Mexico, 1953]. 254 pages

JÉRÔME (Jean), *La part des hommes. Souvenirs d'un témoin*, Paris, Acropole, 1983. 288 pages.

KAMINSKY (Hans-Erich), *Ceux de Barcelone*, Allia, Paris, 2003. [Paris, 1937]. 188 pages.

KOESTLER (Arthur), *La lie de la terre*, Paris, Calmann-Lévy, 2013 [*The* Scum *of the Earth* , Londres, 1941]. 302 pages.

—, *Hiéroglyphes*, Paris, Les Belles Lettres, coll. « Le goût des idées », 2013 [*Invisible Writing*, Londres, 1953]. 683 pages.

KRIVITSKY (Walter, général), *J'étais un agent de Staline*, Paris, Champ libre, 1979 [*In Stalin's Secret Service*, Londres, 1939] 262 pages.

LECOEUR (Auguste), *Le partisan*, Paris, Flammarion, 1963. 313 pages.

LÉGER (Robert), *De Brigades en brigades*, Édition à compte d'auteur, 2004. 225 pages

LEWINSKI (Benjamin), « Mémoires et témoignages. De la guerre d'Espagne à la guerre mondiale» *in Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Vol. 6, n°1, 1986, pp. 31-34

LONDON (Artur), *Espagne…*, Bruxelles, Éditions Tribord, 2003 [*Španělsko, Španělsko*, Prague, 1963] 477 pages.

LONDON (Lise), *Le printemps des camarades*, Paris, Seuil, coll. « Mémoire », 1996. 341 pages.

LOW (Mary) et BREA (Juan), *Carnets de la guerre d'Espagne*, Genève, Verticales, 1997 [*Red Spanish Notebook: The First Six Months of the Revolution and the Civil War*, Londres, 1937] 286 pages.

MINNING (Albert), *Cahier d'un milicien suisse dans les rangs de la CNT-FAI.* [Publié pour la première fois dans *Le Réveil anarchiste* de Genève du 24 juillet 1937 au 12 février 1938] in *Pour le bien de la révolution. Deux volontaires suisses miliciens en Espagne, 1936-1937*, présentation et traduction de Marianne Enckell, Lausanne, CIRA, 2006, pp. 14-61.

MONKS (Joe), *With the Reds in Andalusia*, Londres, John Cornford Poetry Group, 1985. 50 pages.

MORANDI (Aldo) [Riccardo Formica], *In nome della libertà. Diario della guerra di Spagna*. Ugo Mursia Editore, Milano, 2002, 248 pages.

NENNI (Pietro), *La guerre d'Espagne*, Paris, François Maspero, coll. « Cahiers libres », 1959. [*Spagna*, Rome, 1958]. 291 pages.

PACCIARDI (Randolfo), *Il Battaglione Garibaldi. Volontari italiani nella Spagna Repubblicana*, Rome, La Lanterna, 1945, 255 pages.

ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne*, Paris, coll. « 10/18 Domaine étranger », éditions Ivréa, 2004 [*Homage to Catalonia*, Londres, 1937] 293 pages.

—, « Notes on the Spanish's Militias » in *An age like this 1920-1940, The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, Harcourt, Edition Sonia Orwell, 1971, pp. 350-364.

RAYSKI (Adam), *Nos illusions perdues*, Paris, Éditions Balland, 1985. 322 pages.

REGLER (Gustave), *Le glaive et le fourreau*, Arles, Actes Sud, coll. « Babel-Révolutions », 1999. [*Das Ohr des Malchus. Eine Lebensgeschichte*, Francfort sur le Main, 1958]. 470 pages.

ROCKER (Rudolf), *La tragédie de l'Espagne*, Paris, Éditions CNT-Région parisienne, 2006. [*The Tragedy of Spain*, New York, 1937]. 180 pages.

ROJO (Vicente), *Así fue la defensa de Madrid, aportación a la historia de la guerra de España*, 1936-39, México, Ediciones Era, 1967. 267 pages.

RUBIN (Hank), *Spain's Cause was Mine : A Memoir of an American Medic in the Spanish Civil War*, Carbondale, Southern Illinois Press, 1997. 176 pages.

SANTILLAN (Diego Abad de), *¿Por que perdimos la guerra?*, Buenos Aires, Iman, 1940. 236 pages.

SANZ (Ricardo), *Los que fuimos a Madrid, Columna Durruti*, Madrid, Librería del prado. 1969. 318 pages.

SOSSENKO (George), *Aventurero idealista*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, coll. « La Luz de la Memoria », 2004. 159 pages.

SYGMUNT Stein, *Ma guerre d'Espagne. Brigades internationales : la fin d'un mythe*. Postface de Jean Jacques Marie, Paris, Le Seuil, 2012. 255 pages.

SZUREK (Alexander), *The Shattered Dream*, New York, Columbia University Press, 1989. 382 pages.

THALMANN (Pavel) et THALMANN (Clara), *Combats pour la liberté. Moscou-Madrid- Barcelone-Paris*. Quimperlé, La Digitale, 1997 (1983). 288 pages.

VANDERVELDE (Émile), *Carnets 1934-1938*, Paris, Les Éditions Inter- Nationales, 1966. 370 pages.

VOROS (Sandor), *American Commissar*, Philadelphie, Chilton Company, 1961. 477 pages.

WEIL (Simone), *Écrits historiques et politiques Tome 2 : L'expérience ouvrière et l'adieu à la révolution, Juillet 1934-juin1937*, Paris, Gallimard, 1991. 648 pages.

WET (Oloff de), « Carnet d'un aviateur » in *La revue de Paris* n°13 du 1er juillet 1938 et n°14 du 15 juillet 1938, pp. 164-187 et 431-455.

WUZEK (Éphraïm), *Combattants juifs dans la guerre d'Espagne. La compagnie Botwin*, Paris, Éditions Syllepse, coll. « Yddishland », 2012. 219 pages.

Documents de la Société des Nations (SDN)

Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne. Genève, 15 janvier 1939. 51 pages (*Notes liminaires*) + 35 pages (*Erratum*). (AD66)

Journal officiel de la République Française

Journal Officiel de la République Française. Débats Parlementaires. Compte rendu in extenso des séances du Sénat et de la Chambre des Députés. Questions écrites et réponses des ministres à ces questions. Chambre des députés. 16ème Législature. 2ème session extraordinaire de 1936 - compte rendu in extenso 16ème séance. 1ère séance du Vendredi 4 Décembre 1936 et n°98 Dimanche 6 Décembre 1936, compte rendu in extenso 18ème séance. 1ère séance du Samedi 5 Décembre 1936, p. 3333 et p. 3373.

—, Chambre des Députés 16ème Législature. Session extraordinaire de 1939. Compte rendu in extenso 41ème séance. 2ème séance du Vendredi 10 mars 1939. Suite de la discussion d'interpellations relatives aux réfugiés espagnols, pp. 899-917.

—, Chambre des Députés 16ème Législature. Session extraordinaire de 1939. Compte rendu in extenso 47ème séance. 1ère séance du Mardi 14 mars 1939. Suite de la discussion d'interpellations relatives aux réfugiés espagnols, pp. 943-959.

—, Chambre des Députés 16ème Législature. Session extraordinaire de 1939. Compte rendu in extenso 45ème séance. 2eme séance du Jeudi 16 mars 1939. Suite de la discussion d'interpellation relative aux réfugiés espagnols, pp. 985-1003.

—, Chambre des Députés 16e Législature. Session extraordinaire de 1939. Compte rendu in extenso 47e séance. 1ère séance du Vendredi 17 mars 1939. Suite de la discussion d'interpellations relatives aux réfugiés espagnols, pp. 1021-1025.

Documents reproduits ou réédités

Canciones de las Brigadas internacionales, Séville, Centro de Estudios Andaluces Editorial Renacimiento, 2007. 155 pages.

Partes oficiales de guerra 1936-1939. Tomo 2 Ejército de la Republica, Madrid, Servicio Histórico Militar - Librería Editorial San Martin, 1978. 657 pages.

BAYERLEIN (Bernhard), NARINSKY (Mikhail), STUDER (Brigitte) et WOLIKOW (Serge), *Moscou-Paris-Berlin. Télégrammes chiffrés du Komintern. 1939-1941*. Paris, Tallandier, 2003. 614 pages.

CACHIN (Marcel), *Carnets 1906-1947*. Sous la direction de Denis Peschanski. Tome IV. 1935-1947.Paris, CNRS Éditions, 1997. 1262 pages.

DALLIN (Alexander) et FIRSOV FRIDRIKH (Igorevich), *Dimitrov and Stalin, 1934-1943: Letters from the Soviet Archives*, New Haven, Yale University Press. 2000. 278 pages.

DIMITROV (Georgi), *Journal 1933-1949*. Version intégrale introduite et annotée par Gaël Moullec et Alii, Paris Éditions Belin, 2005 [*The Diary of Georgi Dimitrov 1933-1949*, Londres, Yale University Press 2003]. 1 505 pages.

RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.) et SEVOSTIANOV (Grigory), *España traicionada. Stalin y la Guerra civil*, Barcelone, Planeta. Historia y Sociedad, 2002. [*Spain Betrayed. The Soviet Union and the Spanish Civil War* 2001] 628 pages. [*Spain Betrayed: The Soviet Union and the Spanish Civil War*, Londres, Yale University Press, 2001].

ROSSELLI (Carlo), *Scritti dell'esilio* – Vol. I, *"Giustizia e Libertà" e la Concentrazione Antifascista (1929-1934)*, Turin, Einaudi, 1992. 379 pages.

—, *Scritti dell'esilio* – Vol. II, *Dallo scioglimento della Concentrazione Antifascista alla Guerra di Spagna (1934-1937)*, Turin, Einaudi, 1989. 701 pages.

SERRANO (Carlos), « El informe de Vital Gayman sobre la Base de las Brigadas Internacionales (1936-1937) » in *Estudios de Historia Social* n°50-51, 1989, pp. 309-471.

TOGLIATTI (Palmiro), *Escritos sobre la guerra de España*, Barcelone, Editorial Crítica, 1980, [*Opere Vol. IV 1935-1944*, Rome, Editori Reuniti, 1979]. 314 pages.

4. Presse

Journaux anglophones

Information Bulletin of the POUM (1936) (UWLDC).
International Information - LSI (1936-1937) (IISG, UWLDC).
New Masses (1936-1938) (https://www.marxists.org/history/usa/pubs/new-masses/).
The One Big Union Monthly (1936-1937) (ALBA).
Spanish News. The Organ of the Friends of the Spanish Republic (1936-1937) (UWLDC).
The Spanish Revolution (1936 -1937) (BDIC).

Journaux francophones – I : Divers

Presse francophone de l'Internationale Communiste

Les Cahiers du Bolchévisme (1936-1939) (BNF - Gallica).
La Correspondance Internationale (1936-1938) (BDIC, PANDOR).
L'Internationale Communiste. Organe mensuel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste (1936-1939) (BDIC).

Presse francophone éditée en Espagne

L'Avant-Garde (1937) (AGGCE, RGASPI).
Bulletin d'information CNT FAI - section française (Nouvelle série) (1936-1938) (AGGCE, IISG).
Bulletin d'information CNT FAI AIT (Version CDREA) (1936) (BDIC).
L'Espagne Antifasciste CNT FAI AIT (1936-1938) (AGGCE, IISG, BDIC).
L'Espagne Nouvelle (1937-1938) (AGGCE, IISG, BDIC).
La Révolution Espagnole, Edition française hebdomadaire du POUM d'Espagne (1936) (IISG, BDIC).

Journaux francophones – II : Belgique

Le Drapeau Rouge. Organe du PC SBIC (1936) (CarCob).
La Gazette de Liège (1936) (Bibliothèque Royale de Belgique).
La Jeune Garde JGS. Hebdomadaire de la FN des Jeunes Gardes Socialistes (1936-1937) (CarCob).
Jeunesse Nouvelle JGS (1936) (CarCob).
La Voix du Peuple. Organe quotidien d'information et de combat édité par le Parti Communiste (SBIC) (1936-1938) (CarCob).

Journaux francophones – III : Presse communiste française

Presse affiliée au PCF ou à une de ses organisations de masse

Bulletin du Mouvement Populaire pour la Paix et la Liberté (1936) (BDIC).
La Défense. Organe de la Solidarité, de la Justice et de la Liberté (1936-1938) (BDIC).
L 'Humanité (1936-1939) (BNF - Gallica).
Paix et Liberté (1935-1937) (BDIC).
Regards. (1936-1939) (BDIC, BNF - Gallica).

Presse communiste régionale et locale française

Le Combat. Journal Socialiste SFIO. Organe bimensuel des Fédérations de l'Yonne et du Loiret (1936-1938) (AD 89).

Front Populaire (puis *Front antifasciste*).*Organe Mensuel des Comités de lutte contre la Guerre et le Fascisme de L'Yonne.* (1936) (AD 89).
Rouge-Midi. Organe régional du PCF (1936-1939) (BNF - Gallica).
Le Travailleur de L'Yonne- Côte d'Or (1936-1938) (AD 89).
La Voix de l'Est (1936-1938) (Archives privées Skoutelsky).

Presse des comités d'aide à l'Espagne situés en France
Bulletin du Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne républicaine (1936-1938) puis *Coordination. Bulletin du Comité International de Coordination et d'Information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine* (1939) (BDIC, CHS).
Bulletin d'information. Centrale Sanitaire Internationale d'aide à l'Espagne républicaine (section française). (1937-1938) (BDIC).

Journaux francophones – IV : Presse non communiste

Presse anarchiste ou anarchisante francophone
L'Espagne antifasciste (1936- 1937) (AGGCE, BDIC)
Le Libertaire (1936-1939) (BDIC).
La nouvelle Espagne antifasciste (1937) (BDIC)
Terre et Liberté (1936 -1937) (BDIC)

Presse marxiste-léniniste non stalinienne
Bilan. *Bulletin théorique mensuel de la fraction italienne de la Gauche Communiste*. (1936-1937) (BDIC).
L'Internationale. *Journal de l'Union communiste* (1937) (BDIC).

Presse socialiste
L'Espagne Socialiste CASPE (1937) (CHS).
La Jeune Garde. Organe des Jeunesses Socialistes de la Seine (SFIO) (1936) (BDIC).
Le Populaire (1936-1939) (BNF - Gallica).

Presse syndicale
Le Combat Syndicaliste (1936-1938) (BDIC, CHS).
Le Métallo. Organe de défense des ouvriers métallurgistes- Union syndicale des ouvriers et ouvrières métallurgistes et similaires de la Région parisienne (1936) (Archives privées Skoutelsky).

Journaux francophones – V : Presse généraliste française
La Dépêche (1936-1939) (AD66).
L'Indépendant (1936-1939) (AD66).
L'Œuvre (1936-1939) (BNF - Gallica).
Le Petit Parisien (1936-1937) (BNF - Gallica).
Le Temps (1937) (BNF - Gallica).
Vu (1937) (BDIC).

Journaux germanophones
Rote Sturmfahne n°1 (15 octobre 1936) (IISG)

Journaux hispanophones
Ahora (1936) (BDIC).

El Amigo del Pueblo. Portavoz de los Amigos de Durruti (1937) (IISG)
La Batalla (1936) (AGGCE, IISG, BDIC)
Boletín de la CNT y FAI (1936-1938) (AGGCE, IISG)
Columna de Baleares. Diario de combate antifascista (1936) (BDIC)
El combatiente. Órgano de la 42e Brigada Mixta.(1938) (AGGCE)
El correo os habla (Órgano del correo del EPR) (1937-1938) (RGASPI)
El Día [Alicante] (1936-1937) (http://hemeroteca.abc.es/)
Estampa. Revista grafica (1936) (AGGCE)
El Frente. Portavoz de la 26e División (1936-1937) (AGGCE)
Gaceta de la República (1936-1938) (https://www.boe.es)
Línea de Fuego. Portavoz de la Columna de Hierro CNT FAI en el Frente de Teruel. (1937) (AGGCE, IISG, BDIC)
Milicia popular. Órgano del 5° Regimiento de milicias populares (1936-1937) (BVPH)
Mundo Obrero (1936-1938) (AGGCE)
Nosotros (mars 1937) (IISG)
Boletín de Información (PCE) (1938) (RGASPI)
Boletín de Prensa (PCE) (1938) (RGASPI)
La Prensa - Santa Cruz de Tenerife. 1936-1937. (1937) (http://hemeroteca.abc.es/)
Mi Revista. Ilustraciones de actualidad (1936-1937) (AGGCE, BVPH)
Sembrador (1936-1937) (IISG)
Solidaridad Obrera (1936-1939) (CEDALL)
Tierra y Libertad (1936-1938) (CEDALL)
Trincheras-Semanario del Soldado (1937-1938) (AGGCE)
La Vanguardia (1936-1938) (*www.lavanguardia.com/hemeroteca)*
Venceremos ! Órgano del Regimiento de milicias populares de Jaén (1936) (AGGCE)
La Verdad (1937) (http://hemeroteca.abc.es/)
La voz de la juventud combatiente (1938) (Archives privées Skoutelsky)
Umbral (1938) (AGGCE, CIRA)

Journaux italophones

Avanti (1936-1937) (BDIC)
Nuevo Avanti (1936-1937) (BDIC)
La Rivoluzione Spagnola. Publicazione quindicinale del POUM (1937) (BDIC)
Lo Stato operaio. Rassegna di politica proletaria. (1936-1937) (BDIC)
La Voce degli Italiani (1937-1938) (BDIC, RGASPI)
Giustizia e Liberta (1936-1937) (Biblioteca Gino Bianco)

Journaux des Brigades internationales

La 129ª. (1938) (RGASPI)
À l'assaut. Journal de la XIIe Brigade internationale (1937) (BDIC, RGASPI)
AMI Ayuda Médica Internacional. Periódico del Servicio Sanitario Internacional (1937-1938) (BDIC)
El artillero internacional. Órgano del GA de la 45ª (1937) (RGASPI)
L'artilleur antifasciste, Bulletin de la 1e, 2e, 4e, 5e batterie du 1er groupe d'artillerie (1936-1937) (RGASPI)
Bartoszak. Gazetka baterji im. Bartosza Glowackiego (1937-1938) (RGASPI)
Bayonetas Internacionales. Órgano de la 45 División (1938) (AGGCE, RGASPI)
Boletín de la XII Brigada Garibaldi (1938) (AGGCE)

Boletín de los servicios del Estado Mayor (1938) (RGASPI)
Boletín do grupo Portugués (1939) (RGASPI)
Bulletin d'Information des Brigades International (sic) (1937) (AGGCE, BDIC, RGASPI)
Bulletin de renseignement décembre 1936 (Madrid 1er secteur) (1936) (RGASPI)
Caballería popular. Órgano de la Caballería de la División 45 Ejercito popular. (1938) (RGASPI)
Charla del Día (1937-1938) (RGASPI)
Dabrowszcak. Organ Bataljonu im J. Dabrowskego (1937) puis *Ochotnik Wolnośu* (1937-1938) (BDIC, RGASPI)
Dabrowszczak. Organ Polskich ochotnikow Republikanskies Armji Hiszdanskiej (1937) (BDIC, RGASPI)
« À l'Écoute ». Organe de front de la compagnie du génie de la XVe Brigade (1937) (RGASPI)
¡¡Fuego !! (1938) (AGGCE, RGASPI)
Il Garibaldino. Giornale della Brigata Garibaldi (1938) (AGGCE, RGASPI)
Informationsdienst (1937) (RGASPI)
Internacional. Boletín del SRI de las BI (1938) (RGASPI)
Libertate (1939-1940) (RGASPI)
Luptatorul. Bulletin informatic al voluntarilor romani (1937-1939) (CHS, RGASPI)
Májkovec. Informacné bulletin baterie Jozko Majek (1938) (RGASPI)
Noi Passeremo ! Bataglione G. Garibaldi. Quotidiano italiano della IIa Brigata Mobile (1936) (AGGCE, RGASPI)
Notre Bulletin, Our Bulletin, Unser Bulletin (1937) (RGASPI)
Notre Combat - Nuestro Combate - Our Fight. Órgano del Frente de la 15a Brigada International (1937) (AGGCE, BDIC)
Nuestras Bayonetas. Boletín de Información y Propaganda del Comisariado de la 129 (1938) (RGASPI)
Nuestra Voz. Periódico del batallón « Pierre Brachet » 14e Brigade Bis. (1938) (AGGCE, RGASPI)
Nuestra voz - 86a Brigada Mixta (1937) (RGASPI)
Nuestra Vida. Boletín del Campo de Recuperación de los BI (1938) (RGASPI)
Ofensiva. 139 Brigada Mixta (1938) (RGASPI)
Pasaremos. Órgano de la 11a División (1937-1938) (RGASPI)
Le peuple en Armes. Organe des Brigades internationales (1936) (BDIC, RGAPI)
Reconquista. 35a Division (1938) (RGASPI)
Schützengrabenzeitung (1936) (IISG)
Le Soldat de la République. Journal de la XIVe Brigade puis : *El Soldado de la Republica* (1937-1938) (AGGCE, BDIC, CHS, RGASPI)
Transports. Journal de la « Compañia Internacional » (1937-1938) (RGASPI)
The Volunteer for Liberty (1937-1939) (ALBA, ANC, RGASPI)
¡Venceremos! Diario de la XIII (1938) (AGCCE)
Vers la liberté. Journal du Bataillon « A. Marty »- Brigade Dabrowszczak (1937) (BDIC RGASPI)
La vie à Gurs - Camp International (1939) (RGASPI)
La voix du régiment. Organe du 1er régiment de train des BI (1937) (RGASPI)
Le Volontaire de la Liberté - El Voluntario de la Liberta (toutes éditions) (1937-1938) (AGGCE, BDIC, CHS, RGASPI)

Bibliographie

Sommaire de la bibliographie :

1. **Guides historiographiques et méthodologiques** **p. L**
2. **Contexte politique & cultures militantes** **p. LIII**
3. **La guerre d'Espagne** **P. LIX**
4. **Le volontariat international** **P. LXV**
5. **Cultures militaires & contexte du combat** **P. LXXIV**

1. Guides historiographiques et méthodologiques

Outils historiographiques et bibliographiques

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Volume IV 1914 – 1939 : De la Première à la Seconde Guerre mondiale. Tomes 16 à 44. Version numérique utilisée : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/

BAXELL (Richard), « Myths of the International Brigade » in *Bulletin of Spanish Studies*, Vol. 61, n°1–2, 2014, pp. 11-24.

BERTRAND DE MUÑOZ (Maryse), « The International "Brigadista" as Literary Character » in COSTA (Luis), CRITCHFIELD (Richard), GOSLAN (Richard) et KOEPKE (Wulf) (dir.), *German and International Perspectives on the Spanish Civil War : The Aesthetics of Partisanship*, Columbia, Camden House Publishing, 1992, pp. 355-366.

BROUÉ (Pierre), « Historiens objectifs sans critère de classe ou Staliniens mal décrottés ? » in *Iniciativa Socialista* n°58, automne 2000. Version numérique utilisée : http://www.fundanin.org/elorza.htm

CORBIN (John), « Truth and myth in history: an example from the Spanish Civil War » in *Journal of Interdisciplinary History,* Vol. 4, n°25, printemps 1995, pp. 609-625.

ELORZA (Antonio), « Le Front populaire espagnol à travers les archives du Komintern » in WOLIKOW (Serge) (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1996, pp. 249-274.

FEENSTRA (Pietsie), « Stéréotyper pour interroger le mythe des Brigades Internationales dans *Ay, Carmela* de Carlos Saura (1990) et *Tierra y Libertad* de Ken Loach (1995) » in CORRADO (Danièle) et ALARY (Viviane) (dir.) *La guerre d'Espagne en héritage. Entre mémoire et oubli (de 1975 à nos jours)*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, coll. « Littératures », 2007, pp. 69-96.

FRANÇOIS (Étienne), « Les « trésors » de la Stasi ou le mirage des archives » in BOUTIER (Jean) et JULIA (Dominique) (dir.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'Histoire*, Paris, Éditions Autrement, 1995, pp. 145-151.

GODICHEAU (François), « L'histoire objective » de la guerre civile et la mythologie de la Transition » in CORRADO (Danièle) et ALARY (Viviane) (dir.) *La guerre d'Espagne en héritage. Entre mémoire et oubli (de 1975 à nos jours)*, *op. cit.*, pp. 69-96.

—, « La guerre d'Espagne », une histoire nationale en mutation » in *Le cartable de Clio, revue suisse sur les didactiques de l'histoire*, Université de Genève, 2007, pp.122-135.

IZQUIERDO MARTÍN (Jesús) et SÁNCHEZ LEÓN (Pablo), *La guerra que nos han contado. 1936 y nosotros*, Madrid, Alianza, 2006, 320 pages.

LEZCANO (Víctor Morales), « Participación marroquí en la guerra civil: cómo la ha visto la historiografía anglo-sajona y francesa in GONZALÈZ ALCANTUD (José Antonio) (dir), *Marroquíes en la Guerra Civil española : campos equívocos*, Granada, Anthropos, 2003, pp. 211-230.

POLONIJO-KING (Ivana), « In Whose Words ? Narrative Analysis of International Volunteers Stories from Anthropological Perspective » in *Narodna umjetnost : Croatian Journal of Ethnology and Folklore Research*, Vol. 41, n°1, 2004, pp. 103-123.

SERRANO (Carlos), « Guerre d'Espagne et historiographie » in *Le Mouvement social* n°181, Vol. 4, octobre-décembre 1997, pp. 3-6.

STRADLING (Robert), *History and Legend. Writing the International Brigades*, Cardiff, University of Wales Press, 2003. 282 pages.

Outils méthodologiques

AMBROISE RENDU (Anne-Claude), D'ALMEIDA (Fabrice) et EDELMAN (Nicole) (dir.), *Des gestes en histoire. Formes et significations des gestualités médicale, guerrière et politique*, Paris, Seli Arslan, 2006. 221 pages.

ANDERSON (Benedict), *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions la Découverte-Poche, 2002 [*Imagined Communities*, Verso, Londres, 1983]. 212 pages.

BAYLY (Chris), BECKERT (Sven), CONNELLY (Matthew), HOFMEYR (Isabel), KOZOL (Wendy) and SEED (Patricia), « AHR Conversation: On Transnational History » in *The American Historical Review,* Vol. 111, n° 5 Décembre 2006, pp. 1441-1464.

BECKER (Howard S.), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions Métailié, 1985 [*Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance, Free Press of Glencoe*, 1963] 247 pages.

BOLTANSKI (Luc), *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2002 (1982), 523 pages.

BRODIEZ (Axelle), « Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : de l'applicabilité historique des travaux sociologiques » in FERRAND-BECHMANN (Dan) (dir.), *Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2004, pp. 279-291.

CASANOVA (Julián), « Guerras civiles, revoluciones y contrarrevoluciones en Finlandia, España y Grecia (1918-1949) : un análisis comparado » in CASANOVA (Julián) (dir.), *Guerras civiles en el siglo XX*, Madrid, Ediciones Pablo Iglesias, 2001, pp. 1-28.

CEFAÏ (Daniel), *Pourquoi se mobilise-t-on ?, les théories de l'action collective*, Paris La découverte, 2007. 727 pages.

PROST (Antoine) (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/ Éditions ouvrières, 1997. 1187 pages

FILLIEULE (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005. 319 pages.

FILLIEULE (Olivier) et MAYER (Nonna), « Devenirs militants. Introduction » in *Revue françaises de science politique* Vol. 51, n°1, 2001, pp. 19-25.

FRANCK (Robert), « Émotions mondiales, internationales, transnationales 1822-1932 » in *Monde(s). Histoire espaces relations* n°1 Dossier « Le débat transnational XIXe-XXIe », mai 2012, pp. 47-70.

GOTOVITCH (José) et MORELLI (Anne) (dir.), *Militantisme et militants*, Bruxelles, EVO, 2000. 231 pages.

GUICHARD (Éric) et NOIRIEL (Gérard) (dir.), *Constructions des nationalités et immigration dans la France contemporaine*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1997. 394 pages.

HOBSBAWM (Eric J.), *L'âge des extrêmes. Histoire du Court Vingtième Siècle 1914-1991*, Paris, Éditions Complexe, 1999 [*Age of Extremes : the Short Twentieth Century 1914-1991*, Abacus, 1995]. 810 pages.

HIRSCHMAN (Albert), *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995. (*Exit, Voice and Loyalty :*

Responses to Decline in Firms, Organizations, and States, 1970). 212 pages.

MINEHAN (Philip), *Civil War and World War in Europe : Spain, Yugoslavia and Greece, 1936-1949* , Houndmills-New York, Palgrave Macmillan, 2006. 414 pages.

PAVONE (Claudio), *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers Historique", 2005. [*Una Guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, 1991]. 982 pages.

PUDAL (Bernard), *Prendre parti, pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989. 329 pages.

PROST (Antoine), « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 » in *Le Mouvement Social* n°222 « Enquêter sur la guerre », janvier- mars 2008, pp. 41-60.

RANZATO (Gabriele), « Évidence et invisibilité des guerres civiles » in *Actes du colloque d'octobre 1994 à la Roche-sur-Yon du Centre de recherches sur l'Histoire du monde : atlantique La guerre civile entre Histoire et Mémoire,* Nantes, Ouest Édition, coll. « Documents et enquêtes », 1995, pp. 17-25.

RICHARDOT (Sophie), « L'apport de la psychologie sociale à la question de l'obéissance : les travaux de Stanley Milgram sur la soumission à l'autorité » in LOEZ (André) et MARIOT (Nicolas) (dir.), *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte- CRID 14-18, coll. « Recherches », 2008 pp. 47-59.

TARROW (Sidney), *The New Transnational Activism*, Cambridge/New-york, Cambridge University Press, 2005. 258 pages.

TILLY (Charles) et TARROW (Sidney), *Politique(s) du conflit*, Sciences-po presse, 2008 [*Contentious Politics*, Oxford, 2006). 396 pages.

TRAÏNI (Christophe) (dir.), *Émotions… Mobilisation !*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2009. 300 pages.

TRAVERSO (Enzo), *Á feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007. 370 pages.

WIEVIORKA (Olivier), « Structurations, modes d'intervention et prises de décision » in PROST (Antoine) (dir), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/ Éditions ouvrières, 1997, pp. 55-68.

2. Contexte politique & cultures militantes

Antifascisme et front(s) populaire(s)

BABICI (Ion), *La solidarité militante antifasciste en Roumanie 1933-1939*, Bucarest, Editions Meridiane, 1976. 125 pages.

BADIA (Gilbert) (dir.), *Les barbelés de l'exil. Études sur l'émigration allemande et autrichienne (1938-1940)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1979, 443 pages.

BARTOSEK (Karel), GALISSOT (René) et PESCHANSKI (Denis), *De l'exil à la résistance. Réfugiés et immigrés d'Europe Centrale en France 1933-1945. Actes du colloque international -Centre de recherche de l'Université de Paris VIII - Institut d'Histoire du Temps Présent (CNRS)*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1989, Tome 2.

BLETON-RUGET (Annie) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du front populaire*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon - IHC CNRS UMR 5605, 1998. 272 pages.

BERNSTEIN (Serge), « L'affrontement simulé des années 1930 » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire* n°5, Janvier mars 1985, pp. 39-53.

CANALI (Giulia), *L'antifascismo italiano e la guerra civile spagnola*, San Cesario, Manni, 2004. 143 pages.

CARRÉ-PRÉZEAU (Jocelyne), *Amsterdam Pleyel (1932-1939). Histoire d'un Mouvement de Masse*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Claude Willard. Université de Paris VIII. 1993. 3 Vol. s. 704 pages.

—, « Amsterdam-Pleyel : un mouvement de masse dans le Front populaire en région parisienne » in GIRAULT (Jacques) (dir.), *Des communistes en France (années 1920- années 1960),* Paris, Publication de la Sorbonne, 2002, pp. 441-460.

CASALI (Luciano), « Fascismo y antifascismo en la Guerra de España » in *Studia historica. Historia contemporánea* n°10 « La historia comparada », 1992-1993, pp. 223-236.

DROZ (Jacques), *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, La Découverte, 2001. 318 pages.

FEDELE (Santi), *Il retaggio dell'esilio. Saggi sul fuoriuscitismo antifascista*, Catanzaro, Rubbettino, 2000. 204 pages.

FRANCESCANGELI (Eros), *Arditi del popolo. Argo Secondari e la prima organizzazione antifascista (1917-1922)*, Rome, Odradek Edizioni, 2009. 320 pages.

—, *Questioni di forza. Studi e riflessioni sull'analisi di militarismo e fascismo e sull'azione antimilitarista e antifascista del movimento operaio italiano*, Pérouge, Morlacchi Editore, coll. Storia, 2004. 94 pages.

FURET (François), *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au 20e siècle*, Paris, Robert Laffont, Calmann-Léyy, 1995. 580 pages.

FUSCHINI (Ivan), *Gli arditi del popolo*, Ravenne, Longo Editore, 1994. 97 pages.

GARRIGOU (Alain), *Mourir pour des idées. La vie posthume d'Alphonse Baudin*, Paris, Les Belles Lettres, coll. « L'histoire de profil », 2010. 310 pages.

GROPPO (Bruno), « La spécificité de l'antifascisme de Carlo Rosselli dans le contexte de l'antifascisme européen » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2000, Vol. 57, n°1, pp. 29 – 35.

INGRAM (Norman), *The Politics of Dissent, Pacifism in France 1919-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1991. 366 pages

LANGKAU-ALEX (Ursula), «The Spanish Civil War and Popular Front Conflicts» in COSTA (Luis), CRITCHFIELD (Richard), GOSLAN (Richard) et KOEPKE (Wulf) (dir.), *German and International Perspectives on the Spanish Civil War:The Aesthetics of Partisanship*, Columbia, Camden House, 1992, pp. 20-39.

LAVRAT (Guy), « Le mouvement Amsterdam-Pleyel (Paix et Liberté) dans l'Yonne, 1932-1939 » in *Les Cahiers d'Adiamos 89* n°1 « Les gauches dans l'Yonne (1919-1947), octobre 2008, pp. 59-84.

OTTANELLI (Fraser M.), « Anti-Fascism and the Shaping of National and Ethnic Identity: Italian American Volunteers in the Spanish Civil War » in *Journal of American Ethnic History*, University of Illinois Press, n°1, automne 2007, pp. 9-31.

NATOLI (Claudio), « Pour une histoire comparée des organisations communistes de solidarité : Secours ouvrier international et Secours rouge international » in GOTOVITCH (José) et MORELLI (Anne) (dir), *Les Solidarités internationales. Histoire et perspectives*. Bruxelles, Éditions Labor, 2003, pp. 17-42.

PONTY (Janine), *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988. 474 pages.

PREZIOSO (Stéfanie), « Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie'. L'exil antifasciste italien et la prise d'armes révolutionnaire » in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n°93, octobre-décembre 2007, pp. 79-91.

VIAL (Éric), *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École Française de Rome, 2007. 461 pages.

VIGREUX (Jean), *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2016. 368 pages.

WEILL (Claudie), « Staline, Le marxisme et la question nationale » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°41/42 (janvier-juin 1996), pp. 50-51.

WIEVIORKA (Olivier), « Guerre civile à la française ? Le cas des années sombres (1940-1945) » in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire,* n°85, 2005, pp. 5-19.

WOLIKOW (Serge), *Le Front Populaire en France*, Paris, Complexe, 1996. 319 pages.

—, « L'échec des internationalismes au XXème siècle » in *Acte du Symposium international des 12 et 15 novembre 1992 : Nations, Nationalismes, Transitions XVIème-XXème siècles,* Université de Rouen Centre de recherches d'histoire comparée des transitions (IRED), Paris, Éditions Sociales, 1993, pp. 333-345.

WOLIKOW (Serge) et CORDILLOT (Michel) (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1993. 256 pages.

ZAAGSMA (Gerben), « Propaganda or fighting the myth of *pakhdones* ? *Naye Prese*, the Popular Front, and the Spanish Civil War » in RABINOVITCH [Lara] et Alii. (dir.), *Choosing Yiddish: New Frontiers of Language and Culture,* Wayne State University Press, Detroit, 2012, pp. 87-103.

Communisme (1) –Partis communistes

CADÉ (Michel), *Le Parti Communiste dans les Pyrénées Orientales de sa fondation à sa dissolution (1920-1939*), thèse de doctorat soutenue sous la direction de Rolande Trempé. Université de Toulouse le Mirail, Perpignan - Toulouse Novembre 1984. 2 Vol. s. 849 pages.

CASTELLANI (Loris), « Un aspect de l'émigration communiste italienne en France : les groupes de langue italienne au sein du PCF (1921-1928) » in MILZA (Pierre) (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986, pp. 195-221.

COURTOIS (Stéphane) et LAZAR (Marc), *Histoire du Parti Communiste Français*. 2e édition mise à jour, Paris, puf, coll. « Thémis. Histoire », 2000 [1995]. 480 pages.

COURTOIS (Stéphane), PESCHANSKI (Denis) et RAYSKI (Adam), *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1994. 470 pages.

EADEN (James) et RENTON (David), *The communist party of Great Britain since 1920*, Houndmills-New York, Palgrave Macmillan, 2002. 220 pages.

DREYFUS (Michel), GROPPO (Bruno), INGERFLOM (Claudio Sergio), LEW (Roland), PENNETIER (Claude), PUDAL (Bernard) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions du Seuil, 2004. [2000]. 790 pages.

GIRAULT (Jacques) (dir.), *Sur l'implantation du Parti Communiste Français dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Editions Sociales, 1977. 347 pages.

GOTOVITCH (José), *Du communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*, Bruxelles, Éditions Aden, 2012. 435 pages.

GOTOVITCH (José) et VAN DOORSLAER (Rudi), « Les communistes et la question nationale, 1921-1945 » in *Cahiers d'Histoire du Temps Présents* n°3 1997, pp. 257-296.

GROPPO (Bruno), « Les communistes italiens et le mouvement ouvrier français dans l'entre-deux-guerres » in GIRAULT (Jacques) (dir.), *Des communistes en France (années 1920- années 1960),* Paris, Publication de la Sorbonne, 2002, pp. 179-193.

KRIEGEL (Annie), « *Structure d'organisation et mouvement des effectifs du Parti Communiste Français entre les deux guerres* » in International Review of Social History, Vol. 11, n°3, 1966, pp. 335-361.

LÉVESQUE (Andrée), « Anniversaires et manifestations des camarades: la culture internationale et l'identitaire communistes au Canada pendant l'entre-deux-guerres » in *Labour/Le Travail*, Vol. 49, été 2002, pp. 83-92.

MARTELLI (Roger), « Héritiers de la Révolution française » in AZÉMA (Michel), PROST (Antoine), ROUX (Jean-Pierre) (dir.), *Le parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Le Seuil, coll. « L'Univers Historique », 1986, pp. 198-203.

MEVIUS (Martin), « Reappraising Communism and Nationalism » in MEVIUS (Martin), *The Communist Quest for National Legitimacy in Europe, 1918-1989*, Londres – New York, Routledge, Association for the Study of Nationalities, 2010, pp. 1-15.

MISCHI (Julian), *Servir la Classe Ouvrière: Sociabilités militantes au PCF*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010. 341 pages.

MORRIS (Bernard S.), « Communist International Front Organizations: Their Nature and Function » in *World Politics*, Vol. 9, n°1 octobre 1956), pp. 76-87.

OMNÈS (Jacques), « L'accueil des émigrés politiques (1933-1938), l'exemple du Secours Rouge, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Parti Socialiste » in BADIA (Gilbert), JOLY (Jean Baptiste) et alii (dir), *Les bannis de Hitler. Accueil et luttes des exilés allemands en France (1933-1939)*, Paris, Études et Documentations Internationales/ Presses Universitaires de Vincennes, 1984, pp. 65-101.

PINER (Gisèle), *Le Parti Communiste et la Nation 1936 – 1939. Étude du Vocabulaire communiste à travers l'Humanité,* mémoire de Maitrise soutenu sous la direction de Michel Droz à l'Université Paris I, 1970-1971. 149 pages.

RUPNIK (Jacques), *Histoire du PC tchécoslovaque des origines à la prise du pouvoir,* Paris, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1981. 288 pages.

SERRANO (Carlos), *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor/Éditions sociales, coll. Histoire, 1987. 292 pages.

SIMON (André), « Les saints communistes. Les noms des cellules du PCF en Vaucluse » in *Communisme* Vol. 3-4 n°51-52, 1997, pp. 73-93.

STRUDER (Brigitte), *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931 à 1939*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1994. 818 pages.

SYGKELOS (Yannis), *Nationalism from the Left: The Bulgarian Communist Party During the Second World War and the Early Post-War Years*, Leyde, Brill Academic Publisher - Balkan Studies Library, 2011. 291 pages.

VARIN (Jacques), *Jeunes comme JC. Sur la jeunesse communiste, Tome 1 :1920-1939,* Paris, Éditions sociales, 1975. 272 pages.

VIDAL (Georges), « Le PCF et la défense nationale à l'époque du front populaire (1934-1939) » in *Guerres mondiales et conflits contemporains. Revue d'histoire* n°215, juillet 2004, pp. 47-73.

—, « Ouvriers et volontaires dans l'organisation de l'autodéfense communiste de l'entre-deux-guerres : le cas français » in HEYRIÈS (Hubert) et MURACCIOLE (Jean-François), *Le Soldat volontaire en Europe au XXe siècle. De l'engagement politique à l'engagement professionnel*. *Actes du Colloque international de Montpellier du 3 au 5 avril 200*3, Montpellier, Presses Universitaires de Méditerranée, 2007, pp. 255-269.

VIGREUX (Jean) et WOLIKOW (Serge) (dir.), *Cultures communistes au XX*ème *siècle, entre guerre et modernité*, Paris, La Dispute, 2008. 320 pages.

WERTH (Nicolas), *Histoire de l'Union Soviétique. De l'Empire Russe à la Communauté des Etats Indépendants*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Thémis Histoire », 2001 [1990]. 586 pages.

WIEVIORKA (Annette), *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, Paris, Fayard, 2010. 687 pages.

WOLIKOW (Serge), « La spécificité du parti communiste français » in AZÉMA (Michel), PROST (Antoine), ROUX (Jean-Pierre) (dir.), *Le parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers Historique », 1986, pp. 189-196.

Communisme (2) - Komintern

ABDIBEKOV (Grant) et SHAKHNAZAROVA (Eleonora), « Reconstructions of the Comintern Organisational Structure » in NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996, pp. 65-73.

BRANDENBERGER (David), *National Bolshevism: Stalinist Mass Culture and the Formation of Modern Russian National Identity, 1931-1956*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2002. 378 pages.

CŒURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union Soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999. 398 pages.

COURTOIS (Stéphane), « La seconde mort de Willi Münzenberg » in *Communisme. Revue du Centre d'Étude d'histoire et de sociologie du communisme*. Vol. 2/3 n°38-39 Dossier « Les Kominterniens », 1994, pp. 25-157.

ELORZA (Antonio) et BIZCARRONDO Marta), *Queridos camaradas. La internacional comunista y España*, 1919-1939. Barcelone, Planeta, 1999. 532 pages.

HUBER (Peter), « The Central Bodies of the Comintern » in LAPORTE (Norman), MORGAN (Kevin) et WORLEY (Matthew) (dir.), *Bolshevism*, *Stalinism and the Comintern*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, pp. 66-88.

KRIEGEL (Annie) et COURTOIS (Stéphane), *Eugen Fried, le grand secret du PCF*, Paris, Le Seuil, 1997. 445 pages.

LAPORTE (Norman), « Introduction: local communisms within a global movement » in *Twentieth Century Communism*, n°5 « Local communisms », 2013, pp. 7-20.

LAPORTE (Norman), MORGAN (Kevin) et WORLEY (Matthew) (dir.), *Bolshevism*, *Stalinism and the Comintern*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008. 319 pages.

NARINSKY (Mikhail) et ROJAHN (Jürgen) (dir.), *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996. 267 pages.

PONS (Silvio), *The Global Revolution. A History of International Communism 1917-1991*, Oxford, Oxford University Pres, 2014 [*Stato e Rivoluzione*, Turin, 2012]. 365 pages.

SAARELA (Taumo) et RENTOLA (Kimmo) (dir.), *Communism: National and International*, Helsinki, Finnish Academy of Science & Letters, 1998. 348 pages.

WOLIKOW (Serge), *L'Internationale communiste (1919-1943). Le komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010. 287 pages.

—, « La question française dans l'Internationale communiste » in WOLIKOW (Serge) et CORDILLOT (Michel) (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1993, pp. 107-127.

Communisme (3) - Discipline partisane

BOULOUQUE (Sylvain) et LIAIGRE (Franck), *Les listes noires du PCF*, Paris, Calmann-Lévy, 2008. 260 pages.

BOULOUQUE (Sylvain) et GIRARD (Pascal) (dir.), *Traîtres et trahisons. Guerres, imaginaires sociaux et constructions politiques*, Paris, Seli Arslan, 2007. 223 pages.

MARIEL (Jean-Jacques), « Le mécanisme des procès stalinien : l'exemple de Nicolas Mouralov, accusé du deuxième procès de Moscou » in PENNETIER (Claude) et PUDAL (Bernard), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002, pp. 87-101.

PENNETIER (Claude) et PUDAL (Bernard), « La peur de l'autre : vigilance anti-trotskiste et travail sur soi » in STRUDER (Brigitte) et HAUMANN (Heiko) (dir.), *Sujets staliniens. L'individu et le*

système en Union Soviétique et dans le Comintern, 1929-1953, Zurich, Chronos Verlag, 2006, pp. 253-275.

—, « La volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers communiste (éléments de problématique) » in PENNETIER (Claude) et PUDAL (Bernard), *Autobiographies…, op. cit.*, pp. 15-39.

REES (Tim), « Deviation and discipline: anti-Trotskyism, Bolshevization and the Spanish Communist party, 1924–34 » in *Historical Research* Vol. 82, n° 215, 2009, pp. 131–156.

STRUDER (Brigitte) et UNFRIED (Berthold), *Parler de soi sous Staline, La construction identitaire dans le communisme des années trente*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, 2002. 210 pages.

UNFRIED (Berthold), « L'autocritique dans les milieux kominterniens des années 1930 » in PENNETIER (Claude) et PUDAL (Bernard), *Autobiographies…, op. cit.*, pp. 43–62.

Socialisme

ABS (Robert), *Émile Vandervelde*, Bruxelles, Éditions Labor, 1973. 383 pages.

AGOSTI (Aldo), « PSI et guerre d'Espagne » in SALAUN (Serge), SERRANO (Carlos) (dir.), *Autour de la Guerre d'Espagne 1936-1939. Actes du colloque organisé à la Sorbonne par le CRID les 7-8 novembre 1986*, Paris, Publications de la Sorbonne Nouvelle, 1989, pp. 173–180.

BERGOUGNOUX (Alain), « L'Internationale Ouvrière et Socialiste entre les deux guerres » in PORTELLI (Hugues) (dir.), *L'Internationale socialiste*, Paris-Nanterre, Les Éditions Ouvrières – Université de Paris X-Nanterre, 1983, pp. 23-39.

BERNSTEIN (Serge), *Léon Blum*, Fayard, 2006. 835 pages.

COLETTE (Christine), *The International Faith. Labour's Attitudes to European Socialism, 1918-1939*, Aldershot, Ashgate, 1998. 211 pages.

DELPORTE (Christian), « Les jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres » in *Le Mouvement social*, N° 157 Octobre-décembre 1991, pp. 33-66.

DREYFUS (Michel), « Bureau de Paris et bureau de Londres: le socialisme de gauche en Europe entre les deux guerres » in *Le Mouvement social*, n° 112 (Juillet-septembre 1980), pp. 25-55.

DREYFUS (Michel), « L'internationale Ouvrière Socialiste, le Bureau de Londres et la Guerre d'Espagne » in VAN HOLTHOON (Frits) et VAN DER LINDEN (Marcel) (dir.), *Internationalism in the Labour Movement 1830-1940* T.1, Leyde- New York -Copenhague-Cologne, E.J. Brill, 1988, pp. 355-368.

FLEAY (Clive) et SANDERS (Michael L.), « The Labour Spain Committee : Labour Party Policy and the Spanish Civil War » in *The Historical Journal*, Vol. 28, n°1 mars 1985, pp. 187-197.

GIRAULT (René), « Les relations internationales et l'exercice du pouvoir pendant le front populaire, juin 1936- juin 1937» in *Cahiers Léon Blum* n°1, mai 1977, pp. 20-46.

JOUBERT (Jean Paul), « De l'« unité d'action » aux tentatives de « rassemblement national » autour du Front Populaire » in *Cahiers Léon Blum* n°17 « L'identité du socialisme français : Léon Blum et les « révolutionnaires » du Parti Socialiste ». 1985, pp. 21-50.

MANCINI (Mario), « L'IOS dalla guerra di Spagna al patto tedesco-sovietico » in COLLOTI (Enzo) (dir.), *L'internazionale operaia e socialista tra le due guerre*, Milan, Feltrinelli Editore, 1985, pp. 199-224.

MUSIN-FLAGOTHIER (Linda), « Le POB liégeois et la guerre d'Espagne » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine. Numéro spécial La Belgique et la guerre civile d'Espagne* n°18, Vol 3-4, 1987, pp. 315-341.

NADAUD (Éric), « Le renouvellement des pratiques militantes de la S.F.I.O. au début du Front populaire (1934-1936) » in *Le Mouvement social*, n° 153 octobre-décembre 1990, pp. 9-32.

POLASKY (Janet L.), « The insider as outsider: Emile Vandervelde and the Spanish Civil War », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine. Numéro spécial La Belgique et la guerre civile d'Espagne* n°18, vol 1-2, 1987, pp. 343-355.

RAYET (Elsa), « Onteniente et la guerre d'Espagne » in *Cahiers Marxistes* n° 213, octobre novembre 1999, pp. 145-178.

SYVEST (Casper), « Interwar Internationalism, the British Labour Party, and the Historiography of International Relations » in *International Studies Quarterly*, Vol. 48, n°2 juin 2004, pp. 409-432.

VERGNON (Gilles), « La dernière conférence la conférence de Paris de l'Internationale Ouvrière Socialiste (21-25 août 1933) in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Vol. 41, n°3 juillet–septembre 1994, pp. 440-470.

VIAL (Éric), « Pietro Nenni et la genèse de la seconde Guerre mondiale » in *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen-âge, Temps modernes* T. 99, n°1. 1987, pp. 515-550.

ZORGIBE (Charles), « L'Internationale socialiste : structure et idéologie » in *Politique étrangère* Vol. 34 n°1, 1969, pp. 81-107.

3. La guerre d'Espagne

Ouvrages généraux

ARROSTEGUI (Julio), *La guerra civil, 1936-1939: la ruptura democrática*, Madrid, Temas de Hoy, 1997, 258 pages.

BEEVOR (Antony), *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2008 [*The Battlle for Spain. The Spanish Civil War 1936-1939,* Londres*,* 2006]. 893 pages.

BOLOTTEN (Burnet), *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-39)*, Marseille, Agone, coll. « Mémoire sociale », 2014 [*The Spanish Civil War: Revolution and Counterrevolution*, Londres/Chapel Hill 1991]. 1 269 pages.

CRUZ (Rafael), *En el nombre del pueblo. República, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2006. 416 pages.

GRAHAM (Helen), *The Spanish Republic at War 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002. 486 pages.

HERMET (Guy), *La guerre d'Espagne*, Paris, Éditions du Seuil, 1989. 346 pages.

JACKSON (Gabriel), *The Spanish Republic and the Civil War*, Princeton, Princeton University Press, 1965. 400 pages.

SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Los datos exactos de la guerra civil*, Madrid, Edica, 1980. 310 pages.

SEIDMAN (Michael), *Republic of Egos. A Social History of the Spanish Civil War*, Madison, University of Wisconsin Press, 2002. 406 pages.

SORIA (Georges), *Guerre et révolution en Espagne 1936-1939*. Tome III. *Le tournant, Paris*, Éditions Robert Laffont. 1976. 405 pages.

THOMAS (Hugh), *La guerre d'Espagne. Juillet 1936-mars 1939*, Paris, Robert Laffont, 1999. [*The Spanish Civil War*, Londres, 1961] 1 026 pages.

Aspects diplomatiques et géopolitiques

BERDAH (Jean-François), *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances 1931-1939, Paris*, Berg International Éditeurs, coll. « Écritures de l'Histoire », 2000. 451 pages.

BLUMÉ (Daniel), « À propos de la genèse de la non-intervention : remarques sur le rôle de la Grande-Bretagne » in *Cahiers Léon Blum* n°2-3 « Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention : documents inédits présentés par Daniel Blumé ». Décembre 1977- mars 1978, pp. 9-15.

BLUMÉ (Daniel), « Témoignages recueillis » in *Cahiers Léon Blum* n°2-3 « Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention : documents inédits présentés par Daniel Blumé ». Décembre 1977- mars 1978, pp. 71-89.

COVERDALE (John F.), *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, Madrid, Alianza Editorial, 1979 [*Italian Intervention in the Spanish Civil War*, Princeton, 1976] 390 pages.

DENÉCHÈRE (Yves), *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 2003. 394 pages.

ESDAILE (Charles), « Hombres y armas: la ayuda extranjera » in RUIZ-MANJÓN (Octavio) et GOMEZ (Oliver Miguel), *Los nuevos historiadores ante la Guerra Civil Española*, Vol. 1, Granada, Diputación Provincial de Granada, 1999, pp. 145-154.

HOWSON (Gerald), *Arms for Spain : The Untold Story of the Spanish Civil War*, New York, Murray, 1998. 400 pages.

INQUIMBERT (Anne-Aurore), *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes – Service Historique de la Défense, coll. « Histoire », 2009, 304 pages.

KOWALSKY (Daniel), *La unión soviética y la Guerra civil española (una revisión crítica),* Barcelone, Edición Crítica, 2004. [*Stalin and the Spanish Civil War*, New York, 2004] 534 pages.

MARQUÈS (Pierre), *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne* (1936-1939). *Les missionnaires de l'humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2006. 450 pages.

PAYNE (Stanley G.), *The Spanish Civil War, the Soviet Union and Communism*, New Haven & London, Yale University Press, 2004. 400 pages.

PONS (Silvio), *Stalin and the Inevitable War. 1936-1941,* New York, Routledge, 2014 [2002] 240 pages.

RUBIO (Javier), *Asilos y canjes durante la guerra civil española. Aspectos humanitarios de una contienda fratricida*, Barcelone, Editorial Planeta, 1979. 509 pages.

RYBALKIN (Yuri), *Stalin y España*, Madrid, Martial Pons Historia, 2007 [*Советская военная помощь республиканской Испании (1936-1939),* Moscou, 2000] 261 pages.

SALAS LARRAZABAL (Jesús), *La intervención extranjera en la guerra de Españ*a, Madrid, Editora Nacional, 1974. 656 pages.

SCHWARTZ (Fernando), *La internacionalización de la guerra civil Española. Julio de 1936 - marzo de 1937*. Barcelone, Ariel, coll. « Hojas de España », 1971. 322 pages.

VIAL (Éric), « Louis-Henri Morel, attaché militaire français dans la guerre d'Espagne » in *La Pierre et l'Écrit* n°12, 2001, pp. 275-295.

VIÑAS (Ángel), *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Union Soviética*. Barcelone, Crítica, 2010 [2006]. 551 pages.

—, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*. Barcelone, Crítica, 2007. 734 pages.

—, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*. Barcelone, Crítica, 2010. 618 pages.

Aspects militaires

ALPERT (Michael), *El ejército republicano en la guerra civil*, Madrid, Siglo Veintiuno, 1989. [1977]. 477 pages.

ALPERT (Michael), « Soldiers, Politics and War » in PRESTON (Paul), *Revolution and War in Spain,* Londres, Mehuen, 1984, pp. 202-224.

ÁLVAREZ (Santiago), *Los comisarios políticos en el Ejército Popular de la República. Aportaciones a la historia de la Guerra Civil española (1936-1939)*. Testimonio y reflexión, La Corogne, Ediciós do Castro, 1989. 438 pages.

CAMPANARIO (Juan Miguel), « Los comisarios del Ejército Popular de la República en acción : su papel en la ofensiva republicana de enero de 1939 en Extremadura » in *Congreso Internacional Extremadura y la Guerra Civil 70 años después, Badajoz, 25-26 Mars 2009*.

CLOSA I SALINAS (Francesc), « La instrucció militar republicana durant la Guerra civil Espanyola (1937-1939) : el cas catalá » in *Ebre 38 Revisita Internacional de la Guerra Civil (1936-1939)* n° 3, pp. 119-138.

COBB (Chritopher H.), « El agit-prop cultural en la guerra civil » in *Studia historica. Historia contemporánea* n°10 « La historia comparada », 1992-1993, pp. 237-249.

COMIN COLOMER (Eduardo), *El Comisariado político en la guerra española 1*936-1939, Madrid, San Martin, 1973. 202 pages.

—, *El 5 regimiento de milicias populares: historia de la unidad político-militar que fue cuna del ejército popular y del comisariado político*, Madrid, San Martin, 1973. 331 pages.

ENGEL (Carlos), *Historia de las brigadas mixtas del Ejército popular de la Republica*, Madrid, Almena, 1999. 326 pages.

GALITÓ (Pol), GIMENO (Manel), PITA (Rodrigo) et TARRAGONA (Josep), *Les batalles del Segre i la Noguera Pallaresa. L'atac final contra Catalunya (abril-desembre del 1938)*. Lerida, Pagès Editors, 2006. 305 pages.

GODICHEAU (François), « La légende noire du Service d'Information Militaire de la République dans la guerre civile espagnole et l'idée de contrôle politique » in *Le Mouvement Social*, Vol. 4, n°201, o2002, pp. 29-52.

HERNÀNDEZ CARDONA (Francesc Xavier et ÍÑIGUEZ GRÀCIA (David), *La Columna Macià-Companys*. Barcelone, Fundació Josep Irla, 2008. 226 pages.

JACKSON (Ángela), *At the Margins of Mayem : Prologue and Epilogue to the Last Great Battle of the Spanish Civil War*, Pontypool, Warren & Pell Publishing, 2008. 176 pages

MALDONADO MOYA (José María), *El Frente de Aragón: la Guerra Civil en Aragón (1936-1938).* Saragosse, Mira Editores, 2006. 538 pages.

MARTÍNEZ BANDE (José Manuel), *La invasión del Aragón y el desembarco en Mallorca. Monografías de la Guerra de España n°5*. Madrid, Servicio Histórico Militar, Editorial San Martin S.L., 1989. 345 pages.

MATTHEWS (James), « Moral y motivación de los movilizados forzosos del Ejército Popular de la República en la Guerra Civil Española 1936-1939 » in *Studia historica. Historia contemporánea* n°24, 2006, pp. 81-105.

MATTHEWS (James), *Soldados a la fuerza: reclutamiento obligatorio durante la guerra civil 1936 – 1939*, Alianza, Madrid, 2013. 360 pages.

MEDINA TORNERO (Manuel Enrique), « Instalaciones militares en Archena durante la Guerra Civil : escuela de tanques y aeródromo » in GOMEZ MOLINA (Cruz) et CARRASCO MOLINA (José) (dir.), *4° Congreso Internacional Valle de Ricote 8-11 noviembre 2007*, Ricote, Consorcio Turistico Mancomunidad « Valle de Ricote », 2007, pp. 265-285.

PAZ (Abel), *Chronique passionnée de la Colonne de Fer, Espagne 1936-1937*, Paris, Nautilus, 2002. 359 pages.

REVERTE (Jorge Martínez), *La batalla de Madrid,* Crítica, 2004. 656 pages.

SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular de la República*, 4 tomes, Madrid, La esfera de los libros, 2006 (1973). 3 358 pages.

SEIDMAN (Michael), « Quiet Fronts in the Spanish Civil » in *Historian* Vol. 61 n°4, juin 1999, pp. 821-842.

Aspects politiques

ABDÓN (Mateos) (dir.), *Indalecio Prieto y la política española,* Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2008. 318 pages

ALBA (Victor), *Histoire du POUM : Le marxisme en Espagne (1919-1939)*, Champ libre, Paris, 1975. 387 pages.

ÁLVAREZ REY (Leandro), *Diego Martínez Barrio, palabra de republicano*, Seville, Ayutamiento de Sevilla. Instituto de la Cultura y las artes de Sevilla (ICAS), 2007. 1046 pages.

ARÓSTEGUI (Julio), « Manuel Azaña et la légitimité républicaine » in ALMARIC (Jean Pierre) et AUBERT (Paul) (dir.), *Azaña et son temps. Colloque international organisé par la ville de Montauban et le CNRS (GDR30) tenu à Montauban du 2 au 5 novembre 1990*. Madrid, Casa de Velázquez, 1993, pp. 353-383.

BALLESTER (David), « La UGT de Cataluña durante la Guerra Civil (1936-1939): ¿un sindicat cara la guerra? » in *Studia histórica. Historia contemporánea* n°24, 2006, pp. 35-55.

BLANCHON (Jean Louis), *Une expérience libertaire en Cerdagne, Puigcerdá sous le pouvoir des anarchistes (Juillet 1936- Juin 1937)*, mémoire de maîtrise soutenu sous la direction de Jean-Pierre Amalric et Jean Estèbe, Toulouse le Mirail, 1986. 185 pages.

BROUÉ (Pierre), « El Partido Comunista y el frente popular » in *Studia historica. Historia contemporánea* n°3, 1985, pp. 21-35.

CALDERÓN (José), « De la política en Albacete durante la Guerra civil » in [Collectif] *Los comunistas en la historia de Albacete*, Albacete, Partido Comunista de España, 1990, pp. 69-79.

DE SILVA (Pedro) et SUÁREZ GONZALEZ (Fernando), *Francisco Largo Caballero*, Barcelone, Ediciones B, 2004. 302 pages.

GODICHEAU (François), *La Guerre d'Espagne. République et Révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004. 459 pages.

GRAHAM (Helen), *El PSOE en la Guerra civil, poder, crisis y derrota (1936-1939)*, Barcelone, Debate, 2005. [*Socialism and War. The Spanish Socialist Party in Power and Crisis, 1936-1939*, Cambridge, 1991] 420 pages.

HERNÁNDEZ SÁNCHEZ (Fernando), *El PCE en la Guerra civil*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Dr. D. Juan Avilés Farré, Universidad Nacional de Education a Distancia, UNED, 2010. 666 pages.

LORENZO (César M), *Le mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*. Toulouse, Les éditions Libertaires, 2006. 556 pages.

NUÑEZ (Xosé–Manoel) et FARALDO (José), « The First Great Patriotic War : Spanish Communists and Nationalism 1936-1939 » in *Nationalities Papers* Vol. 37 n° 4, juillet 2009, pp. 401-424.

PEIRATS (José), *La CNT en la revolución española* – Tome 1, Buenos Aires- Toulouse, Ediciones CNT, 1953. 400 pages.

PUIGSECH FARRÁS (Josep), « La encrucijada del comunismo español durante la Guerra Civil: el PCE y las contradicciones de la creación del partido único del proletariado » in *Studia histórica*. Historia contemporánea n°24, 2006, pp. 19-34.

PUIGSECH FARRÁS (Josep), « El peso de la hoz y el martillo: la Internacional comunista y el PCE frente AL PSUC, 1936-1943 » in *HISPANIA. Revista Española de Historia* n°232 Vol. 69, mai-août 2009, pp. 449-476.

SOLANO (Wilebaldo), *Le POUM : Révolution dans la guerre d'Espagne*, éditions Syllepse, coll. « Utopie Critique », Paris, 2002. 266 pages.

La Guerre d'Espagne depuis l'étranger

ATTANASIO (Sandro), *Gli Italiani e la guerra di Spagna*, Milan, Mursia, 1974. 306 pages.

BUCHANAN (TOM), *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, Londres, Cambridge University Press, 1991. 268 pages.

—, *Britain and the Spanish Civil War*, New York, Cambridge University Press, 1997, 241 pages.

FERY (Éric), *Le département de la Moselle face à la guerre d'Espagne 1936-1939*, mémoire de maîtrise soutenu sous la direction de Jean Claude Delbreil, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Metz, 1993. 97 pages.

GIRAULT (Jacques), Le syndicat national des instituteurs et le début de la guerre d'Espagne (1936-1937) in *Le Mouvement Social* n°103 avril-juin 1978, pp. 87-109.

GOTOVITCH (José), « La Belgique et la guerre civile espagnole » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine.* « La Belgique et la guerre civile d'Espagne » Vol 3-4, n°18, 1987, pp. 497-532.

JOHNSON (Gaynor), *The international Context of the Spanish Civil War*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2009. 194 pages.

KOERNER (Francis), « Les répercussions de la guerre d'Espagne en Oranie (1936-1939) » in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine* Tome XXII, juillet-septembre 1975, pp. 476-487.

LABORIE (Pierre), « Espagnes imaginaires et dérives pré-vichystes de l'opinion française, 1936-1939 » in SAGNES (Jean) et CAUCANAS (Sylvie) (dir*), Les Français et la guerre d'Espagne, actes du colloque de Perpignan les 28,29 et 30 septembre 1989*, Saint Estève, Presses Universitaires de Perpignan, 2004, pp. 89-99.

LILLO (Natacha), *Espagnols en « banlieue rouge ». Histoire comparée des trois principales vagues migratoires à Saint Denis et dans sa région au XX*^{ème} *siècle*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Pierre Milza. Institut d'études politiques de Paris. Cycle supérieur d'histoire du vingtième siècle. 2001. 871 pages.

MOIRON (Pascale), « La guerre d'Espagne (sur)exposée dans la presse française. Étude locale de la presse du département de la Loire (42) » in *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* Vol. 3 n°7 numéro spécial : « Spagna Anno Zero : la guerra come soluzione », 2011. Version numérique. URL : http://diacronie.revues.org/3447 ; DOI : 10.4000/diacronie.3447

MORELLI (Anne), « Les italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne » in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine. Numéro spécial La Belgique et la guerre civile d'Espagne*, vol 1-2, n°18, 1987, pp. 187-214.

POWELL (Thomas G.), *Mexico and the Spanish Civil War*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1981. 210 pages.

REIN (Raanan), « Echoes of the Spanish Civil War in Palestine : Zionists, Communists and the Contemporary Press » in *Journal of Contemporary History* Vol. 43 n°1, 2008, pp. 9-23.

SCHWEITZER (Sylvie), « Les ouvriers des usines Renault de Billancourt et la guerre civile espagnole » in *Le Mouvement Social* n°103 avril-juin 1978, pp. 111-121.

STRADLING (Robert), *The Irish and the Spanish Civil War, 1936-39: Crusades in Conflict*, Manchester, Manchester University Press, 1999. 288 pages.

UCELAY DA CAL (Enric), « Ideas preconcebidas y estereotipos en las interpretaciones de la guerra civil española : el dorso de la solidaridad » in *Historia Social* n°6 1990, pp. 23-43.

—, « La imagen internacional de España en el periodo de entreguerras: reminiscencias, estereotipos, dramatización neorromántica y sus consecuencias historiográficas » in *Spagna Contemporanea* n°15, 1999, pp. 23-52.

WATKINS (Kenneth William), *Britain Divided. The Effects of the Spanish Civil War on British Political Opinion*, Londres, T. Nelson, 1963. 270 pages.

4. Le volontariat international

Sur le phénomène de volontariat combattant (XIXème –XXème siècle)

ARIELLI (Nir) et COLLINS (Bruce) (dir.), *Transnational Soldiers. Foreign Military Enlistment in the Modern Era*, Houndmills-New York, Palgrave Macmillan, 2013. 263 pages.

BONNELI (Laurent), « Des brigadistes aux djihadistes. Les raisons d'un engagement armé » in *Le Monde Diplomatique* n°737, août 2015, p. 1 et 22-23.

BOYER (Fernand), « Les volontaires français avec Garibaldi en 1860 » in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* , Vol. 7 n°2 avril-juin 1960, pp. 123-148.

BRON (Grégoire), « The exiles of the Risorgimento : Italian volunteers in the Portuguese Civil War (1932-34)» in *Journal of Modern Italian Studies* Vol. 9 n°4, 2004, pp. 427-444.

CARRARD (Philippe), *« Nous avons combattu pour Hitler »*, Paris, Armand Colin, 2011. [*The French who fought for Hitler : memories from the outcasts*, Cambridge, 2010]. 317 pages.

CHECKEL (Jeffrey) (dir.), *Transnational Dynamics of Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013. 324 pages.

DAVEY (Owen Anthony), « The origins of the Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme » in *Journal of Contemporary History* Vol. 6, n°4 1971, pp. 29-45.

DELAUNAY (Jean-Marc), « Tous catalans. Les volontaires espagnols dans l'armée française pendant la Grande guerre » in ALLAIN (Jean Claude) (dir.), *Des étoiles et des croix. Mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Paris, Economica, coll. « Hautes Études Militaires » - Centre de recherche DDMC (Défense et diplomatie dans le monde contemporain), Sorbonne nouvelle et l'Institut d'Histoire de la Défense, 1995, pp. 309-323.

DOYLE (Robert), « The pope's Irish Battalion, 1860 » in *History Ireland*, Vol. 18, N° 5 septembre-octobre 2010, pp. 26-29.

ERICKSON (John), « Red Internationalists on the March : the Military Dimension, 1918-1922 » in BRENNAN (Cathryn) et FRAME (Murray) (dir.), *Russia and the Wider World in Historical Perspective,* Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2000, pp. 126-152.

—, « The Origins of the Red Army » in PIPES (Richard) (dir.), *Revolutionary Russia*, Cambridge, Cambridge, Harvard University Press MA, 1968, pp. 224-258.

FORSTER (J.), « Croisade de l'Europe contre le bolchevisme : la participation d'unités de volontaires européens à l'opération « Barberousse », en 1941 » in Re*vue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n°118, avril 1980, pp. 1-26.

FYFE (Janet), « Scottish Volunteers with Garibaldi » in *The Scottish Historical Review*, Vol. 57, n° 164, octobre 1978, pp. 168-181.

GIOLITTO (Pierre), *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2007. 551 pages.

GÖHDE (Ferdinand Nicolas), « German volunteers in the armed conflicts of the italian Risorgimento 1934-1870 » in *Journal of Modern Italian Studies* Vol. 14 n°4 numéro special : « International Volunteers and the Risorgimento Introduction », 2009, pp. 461-475.

GREVY (Jérôme), HEYRIÈS (Hubert) et MALTONE (Carmela) (dir.), *Garibaldi et garibaldiens en France et en Espagne. Histoire d'une passion pour la démocratie*, Pessac, Presses universitaires de

Bordeaux, 2011. 252 pages.

HEYRIÈS (Hubert), *Les garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des Chemises Rouges en France de la Grande Guerre à la Seconde Guerre Mondiale*, Nice, Serre Éditeur, 2005. 672 pages.

IGNACE (Anne Claire), « French volunteers in Italy, 1848-89 : a collective incarnation of the fraternity of the peoples and the tradition of French engagement in Italy and Europe » in *Journal of Modern Italian Studies*, « International Volunteers and the Risorgimento Introduction » Vol. 14 n°4, 2009, pp. 445-460.

ISABELLA (Maurizio), *Risorgimento in Exile. Italian Emigres and the Liberal International in the Post Napoleonic Era*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2009. 284 pages.

JANSEN (Marc), « International Class Solidarity or Foreign Intervention? Internationalists and Latvian Rifles in the Russian Revolution and the Civil War » in *International Review of Social History* Vol. 3 n°1 avril 1986, pp. 68-79.

KEFFNER (Jann K.), « From "Belligerents" to "Fighters" and civilians directly participating in hostilities. On the principle of distinction in non-International armed conflicts one hundred years after the Second Hague Conference » in *Netherlands International Law Review*, Vol. 54, n°2, août 2007, pp. 315-336.

KRÜGER (Christine G) et LEVSEN (Sonja) (dir.), *War Volunteering in Modern Times. From the French Revolution to the Second World War*, Basingstoke, Palgrave Macmilllan, 2011, 297 pages.

LELEU (Jean Luc), *La Waffen SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007, 1 237 pages.

MALET (David), *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2013, 256 pages.

MAZUREL (Hervé), *Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec*, Paris, Les Belles Lettres, 2013. 636 pages.

—, « 'Nous sommes tous des Grecs'. Le moment philhellène de l'Occident romantique, 1821-1830 » in *Monde(s). Histoire espaces relations* n°1 « Le débat transnational XIXe-XXIe », mai 2012, pp. 71-88.

MELLER (Stefan), « Pour notre liberté et pour la vôtre ». 200ème anniversaire des Légions polonaises qui combattirent aux côtés de l'armée française sous le commandement du Général Bonaparte » in *Annales historiques de la Révolution française*, Année 1998, Vol. 312, n°1, pp. 311-325.

MOSSE (George Lachmann), *De la Grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette Littératures, 1999. [*Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford, 1990]. 291 pages.

MURACCIOLE (Jean-François), *Les Français libres. L'autre résistance*, Paris, Tallandier, 2009. 424 pages.

PÉCOUT (Gilles), « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale du Risorgimento » in *Revue d'histoire du XIXeme siècle* n°44 Vol. 1 2012, pp. 29-47.

—, « The International armed volunteers : pilgrims of a transnational Risorgimento » in *Journal of Modern Italian Studies* Vol. 14 n°4, 2009, *op. cit.*, pp. 413-426.

—, « Jihad : des combattants internationaux d'un nouveau type » in *Libération* du 19 janvier 2016. Version numérique utilisée : http://www.liberation.fr/planete/2016/01/19/jihad-des-combattants-internationaux-d-un-nouveau-type_1427505

PREZIOSO (Stéfanie), « Les Italiens en France au prisme de l'engagement volontaire : les raisons de l'enrôlement dans la Grande Guerre (1914-1915) » in *Cahiers de la Méditerranée* n°81, 2010, pp. 147-163.

SARLIN (Simon), « Fighting the Risorgimento : foreign volunteers in southern Italy (1860-63) » in *Journal of Modern Italian Studies* Vol. 14 n°4, 2009, *op. cit.*, pp. 475-489.

—, *Le légitimisme en armes. Histoire d'une mobilisation internationale contre l'unité italienne*, Rome, Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome-355, École française de Rome, 2013, 331 pages.

St CLAIR (Williams), *That Greece Might Still Be Free: The Philhellenes in the War of Independence*, Oxford, OpenBook Publishers, 2008. [1972]. 419 pages.

Mercenariat et volontariat contractuel de spécialistes en Espagne durant la guerre civile

BÉNIT (André), « L'engagement espagnol de Malraux vécu et relaté par son 'commissaire politique' » in *Espacio, Tiempo y Forma*, Série V, *Historia Contemporànea* n°11, 1998, pp. 239-278.

BRIDGEMAN (Brian), *The Flyers. The untold story of British and Commonwealth Airmen in the Spanish Civil War and other wars from 1919 to 1940*, Upton, Upon Severn, 1989. 253 pages.

CARVER EDWARDS (John), *Airmen without Portfolio: US Mercenaries in Civil War Spain*, Westport, Praeger, 1997. 150 pages

LAUREAU (Patrick), « Les pilotes mercenaires pendant la guerre civile : problèmes, légendes et réalités » in *Mélanges de la Casa de Velázquez*. Tome 22, 1986, pp. 455-481.

NOTHOMB (Paul), *Malraux en Espagne*, Phébus, 1999. 157 pages.

SAIZ CIDONCHA (Carlos), A*viación Republicana. Historia de las Fuerzas Aéras de la República Española (1937-1939)* - Tome 1, Madrid, Almena Ediciones, 2006. 415 pages.

TODD (Olivier), *André Malraux. Une vie*, Paris, Gallimard, Nrf « Biographies », 2001. 694 pages.

Le volontariat étranger antifasciste en Espagne extérieur aux Brigades internationales

ACCIAI (Enrico), « I primi volontari italiani nella guerra civile spagnola : genesi e nascita della sezione italiana della colonna Ascaso » in *Ebre 193-Revista Internacional de la Guerra Civil 8* n°4, 2010, pp. 13-28.

—, *Viaggio attraverso l'antifascismo : volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la Sezione Italiana della Colonna Ascaso*, thèse de doctorat soutenue sous la direction de Gabriella Ciampi et Leonardo Rapone, Université de Viterbo (Università degli studi della Tuscia, Italie) 2010. 401 pages.

BERRY (David) « Solidarité Internationale Antifasciste : les anarchistes français et la guerre civile d'Espagne » in SAGNES (Jean) et CAUCANAS (Sylvie) (dir.)*, Les Français et la guerre d'Espagne, actes du colloque de Perpignan les 28,29 et 30 septembre 1989*, Saint Estève, Presses Universitaires de Perpignan, 2004, pp. 73-88.

DI LEMBO (Luigi), « La Sezione Italiana della Colonna Francisco Ascaso » in *Rivista Storica dell'Anarchismo*, n°2, 2001. 144 pages.

DURGAN (Andy), « Les volontaires internationaux des milices du POUM », in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires*

internationaux contre Franco, Paris, Éditions Syllepse, 2008, pp. 183-208

FILGUEIRAS CASAL (Miguel), « Mouvement anarcho-syndicaliste à Genève et volontaires libertaires dans la guerre d'Espagne » in CERUTTI (Mauro), GUEX (Sébastien), HUBER (Peter) (dir.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne, Antipodes, 2001, pp. 359-392.

GIMENEZ (Antoine) et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, Montreuil-Marseille, L'Insomniaque et les Giménologues, 2006. 558 pages.

GODICHEAU (François), « Militer pour survivre. Lettres d'anarchistes français emprisonnés à Barcelone (1937-1938) » in *Sociétés et représentations* n°13, 2002, pp. 137-150.

MEFFRE (Liliane), *Carl Einstein (1885-1940) Itinéraires d'une pensée moderne*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2002. 359 pages.

MINTZ (Franck), « Sur les volontaires de langue française en Espagne dans la CNT-FAI » in *Chroniques Libertaires* n°1, juillet-août-septembre 1986, pp. 4-10.

NELLES (DIETER), « La Légion Étrangère de la révolution : les anarchosyndicalistes allemands dans les milices anarchistes durant la guerre civile espagnole » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean) et RAPIN (Ami-Jacques) (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle…, op. cit.*, 2008, pp. 209-223.

NELLES (DIETER), LINSE (Ulrich), PIOTROWSKI (Harald), GARCIA (Carlos), *Antifascistas alemanes en Barcelona (1933-1939). El Grupo DAS : sus actividades contra la red nazi y en el frente de Aragón*. Barcelone, Ediciones Sintra, 2010. 426 pages.

SILL (Édouard), *« Ni Franco, Ni Staline ! » Les volontaires français de la Révolution espagnole. Miliciens et militants révolutionnaires en Espagne 1936-1939*, mémoire de master II soutenu sous la direction de Jean-Marc Largeaud, Université de Tours François Rabelais, 2006. 227 pages

ULMI (Nic), « Solidarité avec les communards des Asturies et préparatifs pour l'Olympiade populaire (octobre 1934-juillet 1936) » in CERUTTI (Mauro), GUEX (Sébastien), HUBER (Peter) (dir.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne, Antipodes, 2001, pp. 209-228.

VARGAS ALONSO (Francisco Manuel), « Voluntarios internacionales y asesores extranjeros en Euzkadi (1936-1937) » in *Historia Contemporánea* n°34, 2007, pp. 323-359.

—, « Anarquismo y Milicias de la CNT en Euzkadi » in *Vasconia* n°24, 1996, pp. 259-299.

VENZA (Claudio), « Tra rivoluzione e guerra. Libertari italiani nella Spagna degli anni Trenta » in MANFREDONIA (Gaetano) (dir.), *La resistenza sconosciuta, gli anarchici e la lotta contro il fascismo*, Milan, Zero in Condotta, 2005, pp. 259-278.

ZEMLIAK (Martin), « Note sur les volontaires étrangers pendant la guerre d'Espagne » in *La Rue* n°37, 2ème trimestre 1986, pp. 33-40.

Les Brigades Internationales (1): Historiographie et outils méthodologiques

ALPERT (MICHAEL), « Una trompeta lejana. Las Brigadas Internacionales en la Guerra de España. Una consideración sesenta años después » in *Espacio, Tiempo y Forma. Historia Contemporánea* n°12, 1999, pp. 225-238.

DE LA CIERVA (Ricardo), *Brigadas Internacionales 1936-1939. La verdadera historia. Mentira y error de Estado*. Madrid, Editorial Fénix, coll. « Serie Máxima », 1997, 477 pages.

DURGAN (Andy), « Freedom fighters or comintern army? The International brigades in Spain » in *International Socialism journal* n°84 automne 1999. Version numérique utilisée :

http://pubs.socialistreviewindex.org.uk/isj84/durgan.htm

GALLEGO REQUEÑA (Manuel), « Las Brigadas Internacionales: una aproximación historiográfica » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, pp. 11-35.

HELLER (Ernst), *La historia y el servicio postal de las Brigadas Internacionales*, Madrid, Lindner Filatélica Ibérica, 2007. 427 pages.

HERREROS AGÜÍ (Sebastián), *The International Brigades in the Spanish Civil War 1936-1939: Flags and Symbols, intervention au XIXe congrès international de vexillologi*e. York (Royaume Uni) 26 juillet 2001, 39 pages.

PUIGSECH FARRÀS (Josep), « Entre el ejército del Comintern y la solidaridad antifascista: La trayectoria de Giuseppe di Vittorio en el debate sobre la naturaleza De las brigadas internacionales » in *Studia historica. Historia contemporánea* N°28, 2010, pp. 309-327.

Les Brigades Internationales (2) : Généralités

Épopée d'Espagne. Brigades internationales 1936-1939. Recueil de récits vécus et de documents historiques édité par L'Amicale des Anciens Volontaires Français en Espagne Républicaine. Paris, 1957.220 pages (1ère édition) 253 pages (2ème édition).

ÁLVAREZ (Santiago), *Historia política y militar de las Brigadas Internacionales. Testimonios y documentos*. Madrid, Compañía Literaria, 1996. 482 pages.

—, «¿Por qué las Brigadas internacionales? ¿Por qué Albacete? » in *Los comunistas en la historia de Albacete*, Albacete, Partido Comunista de España, 1990, pp. 121-145.

ANANIEVA (Anna), « Alfred Kantorowicz: Tschapaiew. Das Bataillon der 21 Nationen » in BANNASCH (Bettina) et HOLM (Christiane) (dir.), *Erinnern und Erzählen: der Spanische Bürgerkrieg in der deutschen und Spanischen Literatur und in den Bildmedien*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 2005, pp. 191-208.

BIZCARRONDO (Marta) et ELORZA (Antonio), « Las Brigadas Internacionales. Imágenes desde la izquierda » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, pp. 67-91.

BROME (Vincent), *The International Brigades. Spain 1936-1939.* Londres, Heineman, 1965. 317 pages.

CASTELLS (Andreu), *Las Brigadas Internacionales de la guerra de España*, Ariel, Barcelone, 1974. 685 pages.

CORDILLOT (Michel), « Jules Brugot (1912-1942). Retour sur l'itinéraire d'un interbrigadiste » in *Les Cahiers d'Adiamos 89*, n°5 « L'Yonne et la guerre d'Espagne. Actes du colloque international organisé par Les associations ADIAMOS 89 et MHRE 89 à l'IUT d'Auxerre (université de Bourgogne) le samedi 27 novembre 2010 », 2011, pp. 59-84.

CROME (Len), « Walter (1897-1947) : A Soldier in Spain » in *History Workshop Journal*, n°9, printemps 1980, pp. 116-128.

CRUSELLS (Magí), *Las Brigadas Internacionales en la pantalla*, Ciudad Real, Universidad de Castilla-La Mancha, 2002. 516 pages.

DELPERRIE DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades Internationales*, Fayard, Paris, 1968. 466 pages.

EBY (Cecil D.), *Comrades and Commissars: The Lincoln Battalion in the Spanish Civil War*, Penn State University Press, 2007. 546 pages.

EISNER (Alexei), *La 12ª Brigada Internacional*, Valence, Prometeo. 1972. 200 pages.

JACKSON (Michael), *Fallen Sparrows. The international Brigades in the Spanish Civil War*, Philadelphie, APS, 1994. 157 pages.

HUBER (Peter) et UHL (Michael), « Die Internationalen Brigaden : politische Überwachung und Repression nach Sichtung der russischen und westlichen Archivaren » in *Ebre 1938. Revista Internacional de la Guerra Civil (1936-1939)* n°11, 2004, pp. 11-34.

LONGO (Luigi), *Las Brigadas Internacionales en España*, México, Ediciones Era, 1966 [1956]. 379 pages.

MESHCHERVAKOV (Marklen), « Судьба интербригад в Испании по новым документам » in *Новая и новейшая история* n°5, 1993, pp. 18-42. Version numérique utilisée : http://scepsis.net/library/id_3252.html

MORENO-NAVARRO (Manuel González), *Las Brigadas internacionales (Guerra Civil Española 1936-1939) su paso y estancia en Cataluña*. Barcelone, PPU, 2009. 195 pages. Version numérique utilisée : http://brigadascatalunya.com/brigadistas.pdf

NÚÑEZ DÍAZ-BALART (Mirta), *La disciplina de la conciencia : las Brigadas Internacionales y su artillería de papel*, Barcelone, Flor del viento ediciones, 2006. 287 pages.

—, « Un cuadrilátero para el combate político : la prensa de las Brigadas Internacionales » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, pp. 121 -141.

PENCHIENATI (Carlo), *I giustiziati accusano. Brigate Internazionali in Spagna*, Rome, Arte della Stampa, 1965. 193 pages.

REQUENA GALLEGO (Manuel), « Albacete, base de reclutamiento e instrucción de las Brigadas internacionales » in *Al-Basit : Revista de Estudios Albacetenses*. Vol. 14, Número monográfico dedicado a la Guerra Civil y las Brigadas Internacionales en Albacete, Novembre 1996, pp. 63-83.

REQUENA GALLEGO (Manuel) et SEPULVEDA LOSA (Rosa) (dir.), *Las Brigadas internacionales. El contexto internacional, los medios de propaganda, Literatura y Memorias*. Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla La Mancha, coll. « La luz de la memoria », 2003. 286 pages.

—, *La Sanidad en las Brigadas Internacionales*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla la Mancha, 2006. 224 pages.

RICHARDSON (R. Dan), *Comintern Army : The International Brigades and the Spanish Civil War*, Lexington, University Press of Kentucky, 1982. 232 pages.

SILL (Édouard), « Le PCF et l'internement en France des volontaires internationaux de retour d'Espagne : l'impossible solde de tout compte du projet kominternien de Brigades internationales » in *Histoire documentaire du communisme*, Jean Vigreux et Romain Ducoulombier [dir.], Territoires contemporains - nouvelle série [en ligne], 3 mars 2017, n° 7, disponible sur : http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/prodscientifique/TC.html.

SKOUTELSKY (Rémi), « Les Brigades internationales » in *Les Cahiers d'Adiamos 89* n°5 « L'Yonne et la guerre d'Espagne. Actes du colloque international organisé par les associations ADIAMOS 89 et MHRE 89 à l'IUT d'Auxerre (Université de Bourgogne) le samedi 27 novembre 2010 », avril 2011, pp. 43-58.

—, *Novedad en el frente. Las Brigadas Internacionales en la Guerra Civil.* Madrid, Temas de Hoy. Historia, 2006. 503 pages.

Les Brigades internationales (3) : Contingents nationaux

Institutul de Studii Istorice si Social-Politice de pe lînga C.C. al P.C.R, *Voluntari români în Spania : 1936-1939 : amintiri si documente*. Bucarest, Editura politică, 1971. 600 pages.

ALEXANDER (Bill), *British Volunteers for liberty : Spain (1936-39)*, Londres, Lawrence & Wishart Ltd, 1982. 288 pages.

BAXELL (Richard), *Unlikely warriors. The British in the Spanish Civil War and the Struggle Against Fascism.* Londres, Aurum Press Ltd., 2012. 516 pages.

—, « El Batallón Británico de la XV Brigada Internacional » in *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, n° 56, Vol. 4, 2004, pp. 165-194.

BAUMANN (Gerold Gino), *Los voluntarios latinoamericanos en la guerra civil española*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, coll. « La Luz de la Memoria », 2009 (1997). 269 pages.

BENSALEM (Abdellatif), « Los voluntarios árabes en las Brigadas Internacionales (1936-39) » in *Revista internacional de sociología* n°4, 1988, pp. 543-573.

BLAINE COLEMAN (Erik), *Some men put in their lives. Americans in the International Brigades, Spain 1936-1939*, Master Degree sous la direction de John M. Gates, College of Wooster, History 451-542. 1994-1995. 148 pages.

BOUČEK (Jaroslav), « La ayuda inestimable: médicos y sanitarios checoslovacos » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano. Los brigadistas del Europa del Este en la guerra civil española*. Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla - La Mancha, coll. « La luz de la memoria », 2009, pp. 140-158.

CAESTECKER (Frank) et VAN DOORSLAER (Rudi), « Poolse vrijwilligers uit België in de Internationale Brigaden » in *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis - Revue d'Histoire Belge* Numéro spécial « *La Belgique et la Guerre civile d'Espagne* ». n°18 Vol. 1-2, 1987, pp. 214-241.

CARROLL (Peter N.), *The Odyssey of Abraham Lincoln Brigade. Americans in the Spanish Civil War*, Stanford, Stanford University Press, 1994. 440 pages.

CELADA (Antonio), DE LA ALEJA (Manuel González) et GARCÍA (Daniel Pastor), *Los Brigadistas de habla inglesa y la guerra civil Española*, Salamanque, Ediciones Almar, 2006. 501 pages.

CIECHANOWSKI (Jan Stanislaw), « La participación de ciudadanos polacos y de origen polaco en las Brigadas internacionales » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…, op. cit.*, pp. 93-132.

COLLUN (Danny D.) et alii, *African Americans in the Spanish Civil War : 'This Ain't Ethiopia, But I'll Do'*, New York, G.K. Hall, 1992. 234 pages.

COWLEY (Malcolm), « Lament for the Abraham Lincoln Battalion » in *The Sewanee Review*, Vol. 92, N° 3 été 1984, pp. 331-347.

CYTROM (Daniel), « Volunteers for Liberty. Letters from Joe and Leo Gordon, Americans in Spain 1937-38 » in *The Massachusetts Review*, Vol. 25, n°3 automne 1984, pp. 348-365.

DIAMANT (David), *Combattants juifs dans l'armée républicaine espagnole : 1936-1939*, Paris, Éditions Renouveau, 1979. 445 pages.

DRAGANOV (Dragomir), « La presencia de búlgaros en las Brigadas » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…, op. cit.*, pp. 161-190.

ERSLER SICHON (Gaby), « Polonais d'origine juive volontaires de la Guerre Civile en Espagne 1936-1939 » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps* Vol. 73, n°73, janvier-mars 2004, pp. 44-48.

—, « Elias Hilsenrad "Maciek Techniczek" » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Vol. 25, n°1, 1991, pp. 41-46.

ERVIN (Randy Gibbs), *The Men of the Mackenzie Papineau Battalion : A Case Study of the Involvement of the International Communist Movement in the Spanish Civil War*, M.A. Thesis soutenue à l'*Institute of Soviet and East European Studies*, Carleton University Ottawa, 1972. 104 pages.

GAST (Jean Pierre), *Gens d'Espagne, gens de Bagnolet. Français et étrangers, ensemble contre le fascisme, pour la liberté et la solidarité,* Bagnolet, Atelier municipal de reproduction, 1997. 167 pages.

GONZALÈZ ALCANTUD (José Antonio) (dir.), *Marroquíes en la Guerra Civil española : campos equívocos*, Granada, Anthropos, 2003. 231 pages.

HARSÁNYI (Iván), « La participación de húngaros en las Brigadas internacionales en retrospectiva histórica » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…, op. cit.*, pp. 73-90.

HOPKINS (James K), *Into the Heart of the Fire. The British in the Spanish Civil War. A Study of Ideas, Politics, and Class in the Thirties*, Stanford CA, Stanford University Press, 1998. 474 pages.

LANDAUER (Hans), *Diccionario de los voluntarios austriacos en la España republicana 1936-1939*. [*Lexikon des österreichischen Spanien-Kämpfer, 1936-1939*, Vienne, 2003]. Madrid, Asociación de Amigos de las Brigadas Internacionales, 2005. 284 pages.

LEDERMAN (David), *Les Polonais de la Brigade internationale Dabrowski internés en France et en Afrique du Nord, destins et itinéraires, 1940-1945*, mémoire de maitrise soutenu sous la direction d'Antoine Prost et Céline Gervais, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, 1999. 226 pages.

LEROY (Camille), *Les volontaires de la région du Centre dans les Brigades internationales*, mémoire de licence en histoire soutenue sous la direction de, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 1995. 85 pages.

LEŠNIC (Avgust), « Les volontaires Yougoslaves/Slovènes dans la guerre civile espagnole (1936-1939) : analyse structurelle et la liste » in *Annali za istrske in Mediteranske Študije (Annals fo Istrian and Mediterranean Studies)* n°17, 2007, pp. 107-138.

LUSTIGER (Arno), *Shalom Libertad ! Les juifs dans la guerre civile espagnole 1936-1939*, Edition du Cerf, Paris 1986. 492 pages.

NALEVKA (Vladimir), « Los voluntarios checoslovacos: su contribución y su perfil político » in REQUENA GALLEGO (Manuel) et EIROA (Matilde) (dir.), *Al lado del gobierno republicano…, op. cit.*, pp. 135-139.

—, « Canadian Volunteers in the Spanish Civil War: New Evidence from the Comintern Archives » in *Labour/Le Travail* Vol. 56, Automne 2005, pp. 371-376.

O'CONNOR (Emmet), « Identity and self-representation in Irish communism: the Connolly Column and the Spanish Civil War » in *Socialist History*, Vol. 34, 2009, pp. 36-51.

—, *Mutiny or sabotage? The Irish defection to the Abraham Lincoln Battalion in the Spanish Civil War*. University of Ulster, Magee College, LAB04 : Rural class relations and radical politics in 20th century Ireland. ESSHC, 2010. 11 pages.

PETROU (Michael), *Renegades. Canadians in the Spanish Civil War*, Vancouver, UBC Press, 2008.

282 pages.

PURCELL (Hugh) et SMITH (Phyll), *The Last English Revolutionary. Tom Wintringham, 1898-1949. Enlarge, revised and updated Edition*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2012 (2004). 289 pages.

ROSENSTONE (Robert A.), *Crusade of the Left: The Lincoln Battalion in the Spanish Civil War*, New Brunswick, Transaction Publisher, 2009 [1969]. 430 pages.

—, « American Commissars in Spain » in *The South Atlantic Quarterly*, Vol. 67, n°4, automne 1968, pp. 688- 702.

—, The Men of the Abraham Lincoln Battalion » in *The Journal of American History*, Vol. 54, N° 2 septembre 1967, pp. 327-338.

SILL (Édouard), « La croisade des gosses. Fugues, disparitions et enrôlements volontaires de mineurs français en Espagne durant la guerre civile » in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n°110. avril-juin 2011, pp. 19-32.

SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1999. 410 pages.

—, « Les volontaires des Brigades internationales de la région parisienne » in GIRAULT (Jacques) (dir.), *Des communistes en France (années 1920- années 1960),* Paris, Publication de la Sorbonne, 2002, pp. 461-475.

—, *Les volontaires français en Espagne républicaine 1936-1939*, thèse de doctorat soutenue sous la direction d'Antoine Prost. Université de Paris I - Panthéon Sorbonne. Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme. 1996. 609 pages.

ULMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936 1939*, Lausanne, Antipodes, 2001. 339 pages.

ULMI (Nicola), « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse » in PREZIOSO (Stéphanie), BATOU (Jean), RAPIN (Ami-Jacques) (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle…, op. cit.*, pp. 267-287.

URCELAY MARAGNÈS (Denise), *Les volontaires Cubains dans la défense de la République Espagnole 1936-1959. La légende rouge*, Paris, L'Harmattan, 2008. 288 pages.

VAINSEL (Élisa), *Les volontaires bruxellois dans les Brigades internationales durant la guerre civile espagnole (1936-1939) : les militants-soldats, de la révolte à l'engagement militaire*, mémoire de licence, Université Libre de Bruxelles, 2002. 202 pages.

VERA JIMÉNEZ (Fernando), « Cubanos en la Guerra Civil española. La presencia de voluntarios en las Brigadas Internacionales y el Ejército Popular de la República » in *Revista Complutense de Historia de América* n°25, 1999, pp. 295-321.

VAN DOORSLAER (Rudi), « Les volontaires gantois pour les Brigades internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire » in *Cahiers d'histoire de la Seconde guerre mondiale* n°6, 1980, pp. 145-188.

VON ZUR MÜHLEN, (Patrik), *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im Spanischen Bürgerkrieg 1936 bis 1939*. Bonn, VerJag Neue Gesemmschaft, 1983. 275 pages.

WEHENKEL (Henri), « Militants ou militaires ? Le cas des volontaires luxembourgeois de la Guerre d'Espagne » in HEYRIÈS (Hubert) et MURACCIOLE (Jean-François), *Le Soldat volontaire en Europe au XXe siècle. De l'engagement politique à l'engagement professionnel. Actes du Colloque international de Montpellier du 3 au 5 avril 20*03, Montpellier, Presses Universitaires de

Méditerranée, 2007, pp. 271-281.

ZAAGSMA (Gerben), *Jewish Volunteers, the International Brigades and the Spanish Civil War*, Londres, Bloomsbury, Coll. « War, Cuture and Society Series », 2017. 252 pages.

—, « Red Devils': The Botwin company in the Spanish civil war » in *East European Jewish Affairs* Vol. 33 n°1 2003, pp. 83-99.

ZUEHLKE (Mark), *The Gallant Cause. Canadians in the Spanish Civil War 1936-1939*, Vancouver-Toronto, Whitecap Books, 1996. 280 pages.

5. Cultures militaires & contexte du combat

AUDOIN ROUZEAU (Stéphane), *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIXe – XXe siècle)*, Paris, Seuil, 2008. 327 pages.

AUDOIN ROUZEAU (Stéphane) et alii, *La violence de guerre 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002. 348 pages.

AUVRAY (Michel), *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire*, La Tour d'Aigues, 1998, 326 pages.

BADIA (Francesc), *Els Camps de treball a Catalunya durant la Guerra civil (1936-1939*), Barcelone, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2001. 458 pages.

BEAUPRÉ (Nicolas) et INGRAO (Christian), « Marginaux, marginalité et marginalisation durant la guerre » in AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane) et BECKER (Jean-Jacques) (dir), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, pp. 761-774.

BECKER (Jean Jacques), « La guerre imaginée par le mouvement ouvrier » in ALLAIN (Jean Claude) (dir.), *Des étoiles et des croix. Mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Paris, Economica, coll. « Hautes Études Militaires », 1995, pp. 41-49.

BOULANGER (Philippe), *La France devant la conscription (1914-1923),* Paris, CFHM-ISC Economica, 2001. 391 pages.

CANINI (Gérard), *Combattre à Verdun. Vie et souffrance quotidienne du soldat 1916-1917*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1988. 160 pages.

—, *Les fronts invisibles, nourrir, fournir, soigner : actes du Colloque international sur la logistique des armées au combat pendant la Première Guerre mondiale, organisé à Verdun les 6-8 juin 1980* Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991. 383 pages.

CASTAN (Nicole), « La justice expéditive » in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 31, n°2, mars-avril 1976, pp. 331-361.

CASTILLO (Monique), « Le corps collectif du soldat » in *Inflexions. Civils et militaires : pouvoir dire* n°12 « Le corps guerrier », 2009, pp. 127-141.

CENTLIVRES (Pierre), FABRE (Daniel) et ZONABEND (Françoise) (dir.) *La fabrique des héros,* Paris, Éditions de la MSH de Paris, 1998. 318 pages.

CHAVES PALACIOS (Julián), « Consejos de Guerra: la interminable espera de un condenado a pena de muerte en las cárceles franquistas » in *Studia historica. Historia contemporánea* n°24, 2006, pp. 179-204.

COCHET (François), « 1914-1918 : l'alcool aux armées. Représentations et essai de typologie » in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Vol. 2 n°222, 2006, pp. 19-32.

CORRAL (Pedro), *Desertores ! La Guerra Civil que nadie quiere contar*, Barcelone, Debate, 2006. 623 pages.

COSTA (Dora L.) et KHAN *(*Matthew E.), *Heroes and Cowards. The Social Face of War*, Princeton, Princeton University Press, 2008. 313 pages.

CREPIN (Annie), *Histoire de la conscription*, Paris, Gallimard, coll. « folio histoire », 2009. 528 pages.

DUCOULOMBIER (Romain), « La « Sociale » sous l'uniforme : obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du syndicalisme français, 1914-1916 » in LOEZ (André) et MARIOT (Nicolas) (dir.), *Obéir-désobéir…, op. cit.*,, pp. 266-279.

DUMÉNIL (Anne), « En marge du combat ? Le crime de lâcheté devant la justice militaire allemande 1914-1918 » in *14-18 Aujourd'hui Today Heute*, Éditions Noesis, n°4, 2001, pp. 89-109.

FUSSELL (Paul), *À la guerre, psychologie et comportement pendant la Seconde guerre mondiale*, Paris, Seuil, 1992 [*Wartime. Understanding and Behaviour in the Second World War* 1989]. 415 pages.

GODICHEAU (François), « Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale : la Cárcel Modelo de Barcelone pendant la guerre civile espagnole » in *Crime, Histoire & Sociétés*, Vol. 8, n°1, 2004, pp. 7-26.

HENDERSON (William Darryl), *Cohesion. The Human Element in Combat. Leadership and Societal Influence in the Armies of the Soviet Union, the United Sates, North Vietnam, and Israel*. Washington D.C., National Defense University Press, 1985. 192 pages.

INGRAO (Christian), « La violence de guerre. Approches comparées des deux conflits mondiaux. Essai de bibliographie introductive » in *Bulletin de l'IHTP,* n°73, 1999, pp. 129-138.

JAHR (Christoph), « Désertion et déserteurs dans la Grande Guerre, p. hénomènes et groupe marginaux ? » in *14-18 Aujourd'hui Today Heute*, Editions Noesis, n°4, 2001, pp. 111-123.

JAMIESON (John), « Censorship and the Soldier » in *The Public Opinion Quarterly* Vol. 11 n°3, 1947, pp. 367-384.

KELLETT (Anthony), *Combat Motivation : The Behaviour of Soldiers in Battle*, Boston, Kluwer, 1982. 362 pages.

LEED (ERIC J.), *No Man's Land. Combat and Identity in World War I*. Londres, New York New Rochelle, Melbourne, Sydney, Cambridge University Press, 2009 [1979]. 257 pages.

LOEZ (André), *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010. 690 pages.

—, « Éléments pour une sociologie des mutins de 1917 » in LOEZ (André) et MARIOT (Nicolas) (dir.), *Obéir/désobéir… op. cit,*, pp. 311-328.

MANAKIN (Victor), « The Shock-Battalions of 1917 » in *Russian Review,* Vol. 14, n° 3 juillet 1955, pp. 214-232 et Vol. 14, n°4 octobre 1955, pp. 332-344.

MANTIN (Jean-Michel), « En uniforme : être et paraître » in *Inflexions. Civils et militaires : pouvoir dire* n°12 « Le corps guerrier », 2009, pp. 47-57.

MARY (Julien), « ordonner ou persuader ? Les ambiguïtés du discours militaire français à la veille de la Grande Guerre » in LOEZ (André) et MARIOT (Nicolas) (dir.), *Obéir/désobéir…, op. cit,*, pp. 17-31.

MATHIVET (François), *Les sections spéciales : discipline militaire dans l'armée française, 1910-1939*, mémoire de Master II soutenu sous la direction de Dominique Kalifa, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 2007. 230 pages.

MESNARD (Philippe), « Héroïsme et désenchantement » in MILKOVITCH-RIOUX (Catherine) et PICKERING (Robert) (dir.), *Écrire la guerre*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal-Maison de la recherche, coll. « Littératures », 2000, pp. 221-236.

MOLINA LUQUE (J. Fidel), *Quintas y servicio militar: Aspectos sociológicos y antropológicos de la*

conscripción (Lleida, 1878-1960), thèse de doctorat soutenue sous la direction de Xavier Roigé i Ventura, Université de Lleida. 1996. 229 pages.

MOSSE (George Lachmann), « Two World Wars and the Myth of the War Experience » in *Journal of Contemporary History*, Vol. 4, n°21, 1986, pp. 491-513.

MULLIGAN (William), *The Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010. 266 pages.

NEITZEL (Sönke) et WELZER (Harald), *Soldats. Combattre, tuer, mourir : Procès verbaux de récits de soldats allemands*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2013. [*Soldaten: Protokolle vom Kämpfen, Töten und Sterben*, 2011]. 619 pages.

ORAM (Gerard Christopher), *Military Executions during World War I*, Houndmills-New York, Palgrave Macmillan, 2003. 272 pages.

RASS (Christoph) et QUADFLIEG (Peter M.), « Une garantie d'obéissance ? Discipline, cohésion sociale et conformisme dans la Wehrmacht durant la Seconde Guerre mondiale » in LOEZ (André) et MARIOT (Nicolas) (dir.), *Obéir-désobéir…, op. cit.*, pp. 93-108.

REESE (Roger R.), *The Soviet Military Experience: A History Of The Soviet Army, 1917-1991*, Londres et New York, Rootledge, 2000. 224 pages.

—, *Stalin's Reluctant Soldiers. A Social History of the Red Army, 1925-1941*. Lawrence, University Press of Kansas, 1996. 267 pages.

RIDEL (Charles), *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007. 348 pages.

ROLLAND (Denis), « Révolte à Vendresse » in OFFENSTATD (Nicolas) (dir.), *Le chemin des Dames…, op. cit.*, pp. 206-215.

ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18,* Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 2014 [2009]. 478 pages.

—, « Abordages. Réflexions sur la cruauté et l'humanité au cœur de la bataille » in OFFENSTATD (Nicolas) (dir.), *Le chemin des Dames, de l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2004, pp. 188-193.

RUIZ (Julius), « "Work and Don't Lose Hope": Republican Forced Labour Camps during the Spanish Civil War » in *Contemporary European History*, Vol. 4, n°18, 2009, pp. 419-441.

SAINT-FUSCIEN (Emmanuel), « Forcer l'obéissance » : intentions, formes et effets d'une pratique militaire dans l'activité combattante de la Grande Guerre » in LOEZ (André) et MARIOT (Nicolas) (dir.), *Obéir-désobéir…, op. cit.*, pp. 32-46.

SHILS (Edward) et JANOWITZ (Morris), « Cohesion and Disintegration in the Wehrmacht in World War II » in *Public Opinion Quarterly* n°12, 1948, pp. 280-315.

SMITH (Leonard V), « The Disciplinary Dilemma of French Military Justice, September 1914-April 1917: The Case of the 5e Division d'Infanterie » in *The Journal of Military History*, Vol. 55, n°1, Janvier 1991, pp. 47-68.

SUARD (Vincent), « La justice militaire française et la peine de mort au début de la première guerre mondiale » in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Vol. 41 n°1, Janvier-mars 1994, pp. 136-153.

VERGNON (Gilles), « Le « poing levé », du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique » in *Le Mouvement Social*, n°212, juillet-septembre 2005, pp. 77-91.

WATSON (Alexander) et PORTER (Patrick Porter), « Bereaved and aggrieved: combat motivation and

the ideology of sacrifice in the First World War » in *Historical Research,* Vol. 83, n°219, 2010, pp. 146-164.

ANNEXES DOCUMENTAIRES

Sommaire des annexes :

1. **Documents de la Première partie** **p. LXXXIII**
2. **Documents de la Deuxième partie** **p. CXXXVI**
3. **Documents de la Troisième partie** **p. CXLVIII**
4. **Documents de la Quatrième partie** **p. CLXVIII**

Documents de la Première partie

Document 1-1 : *Avis de découragement au volontariat international combattant publié par la CNT FAI au printemps 1937*..... LXXXIII

Document 2-1a : *Lettre de Luigi Longo et André Marty à Luis Companys du 7 janvier 1937*..... LXXXVII

Document 2-1b : *Lettre de Luigi Longo et André Marty à Largo Caballero du 11 janvier 1937*..... LXXXIX

Document 2-2: *Signalement des désertions de volontaires étrangers d'Albacete vers les colonnes de la CNT-FAI en décembre 1936* XCI

Document 3-1 : *Récapitulatif des sources principales relatives aux effectifs totaux de volontaires étrangers en Espagne* XCIII

Document 3-2 : *Arrivées totales de volontaires étrangers selon les statistiques officielles des Brigades internationales*..... XCV

Document 3-3 : *Effectifs des ex Brigades internationales dans les six camps de démobilisation de Catalogne au 31 octobre 1938* XCVII

Document 3-4 : *Vérification des effectifs totaux des arrivées en Espagne de volontaires étrangers selon huit sources statistiques issues des Brigades internationales*..... XCIX

Document 3-5a: *Passages de volontaires étrangers non espagnols se rendant en Espagne depuis la France par le poste frontière du Perthus entre le 1er décembre 1936 et le 20 février 1937* CI

Document 3-5b : *Estimations des Renseignements Généraux sur le nombre de volontaires partis de France sur trois dates* CI

Document 3-6 : *Arrivées moyennes des volontaires issus des neuf groupes nationaux majoritaires entre mai 1937 et août 1938*..... CIII

Document 3-7 : *Correspondances des soixante-sept nationalités relevées dans les archives administratives des Brigades internationales avec les citoyennetés, les critères nationaux de classification par groupes culturels et la situation juridique de la majorité des effectifs de chaque contingent*..... CV

Document 3-8 : *Répartitions nationales de 2 271 volontaires de citoyenneté tchécoslovaque*..... CVII

Document 3-9 : *Nationalités des volontaires du contingent canadien (sur 755 volontaires)* CVII

Document 3-10 : *Détails des sources du RGASPI utilisées pour la constitution des tableaux d'analyses des contingents Allemands, Autrichiens, Bulgares, Danois, Espagnols, Hollandais, Hongrois, Italiens, Norvégiens, Polonais, Portugais, Roumains, Suédois, Tchécoslovaques et Yougoslaves*..... CIX

Document 3-11 : *Détails des pays de provenance de onze contingents nationaux d'après les statistiques de la commission des cadres étrangers du Comité Central du PCE*..... CXI

Document 3-12 : *Répartitions des effectifs étrangers entre le front, l'arrière et les hôpitaux en mai 1938*..... CXVII

Document 3-13 : *Situations des volontaires de nationalités italienne, allemande, tchécoslovaque et polonaise fin 1939* CXIX

Document 3-14 : *Distribution par origines des Polonais internés en France au camp de Gurs au 28 août 1939 et proportion d'internés polonais par rapport à leurs pays de provenance*..... CXIX

Document 3-15 : *Évaluation comparative des effectifs attendus et effectivement présents des Brigades internationales sur six dates*..... CXXI

Document 3-16 : *Situation des membres étrangers des Brigades internationales présents et passés au 30 avril 1938 et détermination de la part des absents*..... CXXIII

Document 3-17 : *Moyenne mensuelle des arrivées nouvelles de volontaires étrangers entre le 1er octobre 1937 et le 1er octobre 1938* CXXV

Document 4-1 : *Proportions par nationalités des postulants entre mars et août 1938*..... CXXVII

Document 4-2: *Récapitulatif synthétique des principaux motifs invoqués par la commission de réforme de Paris pour refuser l'engagement de 506 postulants entre mars et août 1938* CXXIX

Document 4-3a: *Répartition en pourcentage par nationalité des chômeurs étrangers en France en 1931 et 1936*..... CXXX

Document 4-3b : *Comparatif des taux de chômage entre travailleurs français et étrangers en France en 1936 sur trois secteurs d'activités dominants parmi les volontaires en Espagne*..... CXXX

Document 5-1a : *Caricature de l'armée nationaliste. Légende : «Francos « Nationale Armee »*..... CXXXI

Document 5-1b : *Caricature d'un soldat allemand et d'un regulares marocain. Légende : «Toi aussi y en a volontaire nationaliste espagnol, comme moi ?...»*..... CXXXI

Document 5-1c : *Caricature de trois soldats de l'armée nationaliste : un Italien, un allemand, un marocain. Légende : « Maintenant il faudrait trouver quelqu'un qui connaisse l'espagnol »*..... CXXXII

Document 1-1 : Avis de découragement au volontariat international combattant publié par la CNT FAI au printemps 1937[1]

Para los que no pueden venir del extranjero.

En todos los países hay numerosos camaradas antifascistas y libertarios que se desviven por llegar a las tierras españolas, donde proletariado internacional libra la gran batalla contra el capitalismo internacional. En los consulados, cuyas puertas golpean insistentes, se les contesta que no hay órdenes del gobierno central para embarcar a nadie, aunque se esté comprendido en la movilización de las cinco quintas convocadas. Los barcos españoles son rigorosamente vigilados cuando no obstruye su navegación, y los compañeros, impotentes en los muelles, ven partir los navíos en los cuales ni de polizón les es posible embarcar. En los comités de ayuda, la respuesta es generalmente la misma: los fondos son escasos, España sobran hombres y faltan armas, es más necesaria una bolsa de trigo que un combatiente. Con qué entusiasmo, con cuenta valentía y sinceridad, esos camaradas proclaman su deseo de IR A ESPAÑA A MORIR POR LA LIBERTAD.

Bien. Concretemos: El frente de Lucha no está solo en rojo de sangre del Manzanares, en el ámbar de las nieves aragonesas, en las pétreas murallas de Oviedo. El frente de lucha está también en los campos y las fábricas, de cuya labor depende el triunfo o la derrota. La economía de guerra es un problema tan vital para nosotros como para las contrarrevolucionarios. Y la lucha con el igual ahínco por esta retaguardia que es el frente económico y que hará que caigan las posiciones más defendidas por los unos o por los otros.

Camaradas del extranjero: os invitamos a ocupar un puesto en este frente: hay que evitar que el enemigo reciba provisiones, maquinas, combustibles, papel, etc. Que el proletariado lo cerque por hambre, así como inútilmente trata de cercanos por bloqueo del capitalismo fascista y del capitalismo democrático. Sed entonces milicianos en el exterior. Con el mismo arrojo con el que un dinamitero despanzurra a un tanque, hay que echarse en los depósitos, en los ferrocarriles, en los puertos, sobre las provisiones del enemigo e inutilizarlas si no posible dirigirlas a nuestros centros de abastecimientos […] Si tú, camarada, que tan generosamente ofrendas tu vida y que llegado a España correrías impetuoso al frente a encarar al invasor, deseas y no puedes ser útil a la causa de la libertad, ¿ Por qué no pones igual voluntad y heroísmo en tu propio país, donde sabes […] que todas las fuerzas del privilegio colaboran activamente en el imposible triunfo Franco y sus satélites[2]?

[1] Source : «Para los que no pueden venir del extranjero» in *Boletín de la CNT y FAI* n°219 du 30 mars 1937, p. 1.
[2] *Pour ceux qui ne peuvent venir de l'étranger. Dans tous les pays il y a d'innombrables camarades antifascistes et anarchistes qui meurent d'envie de rejoindre les terres espagnoles, où le prolétariat international livre la grande bataille contre le capitalisme international. Dans les consulats, où l'on frappait avec insistance aux portes, on leur a répondu qu'aucun ordre du gouvernement central n'autorisait à l'enrôlement hormis les cinq classes convoquées. Les navires espagnols sont rigoureusement surveillés lorsqu'ils ne sont empêchés de naviguer, et les camarades regardent impuissants depuis les quais les navires où ils n'ont pu s'embarquer même clandestinement. Dans les comités d'aide, la réponse est généralement le même : les fonds sont rares. En Espagne il y a assez d'hommes mais pas assez d'armes, un sac de blé compte plus qu'un combattant. Avec quel enthousiasme, avec quel courage et sincérité, ces camarades proclament leur désir d'ALLER EN ESPAGNE MOURIR PAR LA LIBERTÉ. Et le combat avec la même ardeur sur cette arrière garde qu'est le front économique fera tomber les positions les mieux défendues des uns comme des autres. Camarades de l'étranger :*

nous vous invitons à occuper un poste sur ce front-là : il faut empêcher que l'ennemi reçoive des provisions, des machines, du combustible, du papier, etc. Que le prolétariat les affame, comme le capitalisme fasciste et le capitalisme démocratique tentent vainement de le faire contre nous. Soyez ainsi des miliciens de l'extérieur. Avec le même courage que le dinamitero éventre un tank, il faut agir dans les dépôts, les chemins de fer, les ports, sur le ravitaillement de l'ennemi et de les rendre inutilisables s'il n'est pas possible de les diriger vers nos propres centres d'approvisionnement. Si toi, camarade, qui offres si généreusement ta vie et qui vient en Espagne pour te précipiter au front pour affronter l'envahisseur, toi qui voudrais mais ne sais pas comment être utile à la cause de la liberté, pourquoi ne mettrais-tu pas la même volonté et le même héroïsme au sein de ton propre pays, là où tu sais que […] *toutes les puissances des classes privilégiées collaborent activement pour le triomphe hideux de Franco et ses séides ?*

Document 2-1 : Affiche de promotion du Foyer français antifasciste de Barcelone[3]

[3] Source : AD31 1299 W 1bis Surveillance politique des anarchistes (1923-1939)**.** *Ville de Toulouse – Commissariat Spécial de Toulouse.Affiche du Foyer Français de Barcelone.* Toulouse, 14 octobre 1937.

Document 2-2a : Lettre de Luigi Longo et André Marty à Luis Companys du 7 janvier 1937[4]

À M. Luis Companys, Président de la Généralité de Catalogne. 7 janvier 1937 [ajouté à la main en haut à droite : *n'a pas été envoyé*]

Nous sommes informés que sous les auspices de la Généralité de Catalogne a été lancé l'initiative de la constitution de (nouvelles) brigades internationales destinées à opérer en Catalogne.

Après une étude approfondie de la question, nous nous permettons d'attirer votre attention sur une telle initiative, qui, à notre point de vue, présente de sérieux danger à plusieurs égards.

Avant tout, nous pouvons vous déclarer que nos brigades internationales, qui opèrent aux ordres du Gouvernement Espagnol, ne sont l'œuvre particulière d'aucun parti.

Elles ont été créées avec l'appui de tous les courants politiques, et ont l'expression de l'union de toutes les forces populaires de tous les pays.

Dans nos brigades, ~~les seuls insignes et~~ les seules couleurs admis sont ceux de la République Espagnole et le rouge (symbole) de la solidarité internationale.

Dès les premiers jours, nos brigades ont été mises à la disposition de l'État-Major du Gouvernement de la République Espagnole et elles opèrent où celui-ci décide.

Nos brigades se sont déjà battues sur les fronts de Madrid, (d'Andujar), de Teruel, de Guadalajara ; elles sont prêtes à se battre sur n'importe quel autre front d'Espagne, de Catalogne, d'Euzkadi, ou d'ailleurs, selon décidera l'État-Major Général.

Nos brigades n'ont d'autres but que de défendre la liberté et l'indépendance de tous les peules d'Espagne, partout où leur concours pourra être utile.

~~Ainsi précisée~~ la position ~~des~~ (de nos) brigades internationales ~~déjà existantes~~ (ainsi précisé) l'initiative de créer de nouvelles brigades internationales destinées à opérer sur un (front) seul ~~front~~ bien déterminé, nous semble très dangereuse.

Objectivement, au moins, une telle initiative divisera sans nécessité les fronts de la solidarité internationale, et, quoi qu'on fasse, créera certainement des points dangereux de friction et de concurrence entre différents courants politiques de l'Espagne et des autres pays.

Mais, dans la situation actuelle de la lutte en Espagne, tout commande l'union, l'unité d'organisation, de discipline, et de commandement. Au contraire la création de nouvelles brigades internationales, en dehors de celles déjà existantes, portera sur le terrain de ~~la lutte~~ (l'action militaire) et de la solidarité internationale, la division et l'éparpillement.

[4] Source : RGASPI 545.1.20 : Lettre de Luigi Gallo et André Marty à Luis Companys, président de la Généralité de Catalogne du 7 janvier 1937 à propos du monopole sur les formations de combat internationales.

Dans le domaine purement militaire, l'existance de~~s~~ différentes brigades internationales, avec organisation et commandement différents se répercutera très dangereusement sue la discipline et la solidarité de chacune d'elles. (Une telle existence) ~~Elle~~ favorisera la tendance de passer d'une brigade à l'autre, et facilitera le travail de désagrégation des formations de la nouvelle armée populaire ~~des~~ (fait par les) agents fascistes.

Pour toutes ses raisons, M. le Président, nous vous prions de bien vouloir réexaminer la question et de persuader à vos amis de renoncer à la projetée initiative.

Les forces des brigades internationales sont à la disposition de tous les peuples d'Espagne, et aussi du peuple de Catalogne. Si vous considérez nécessaire, le concours des brigades internationales pour la défense des fronts de Catalogne, nous vous prions de demander à l'État-Major Général d'envoyer quelqu'une de nos brigades chez vous.

Nos volontaires seront très heureux et très fiers de pouvoir participer (côte à côte) avec leurs frères catalans à la lutte commun pour l'écrasement du fascisme.

Nous sommes, M. le Président, à votre complète disposition pour tout autre éclaircissement que vous pouvez désirer.

Salutations antifascistes !

Le Commissaire Délégué de Guerre Inspecteur des Brigades Internationales Gallo. P[our] la Commission Politique des Brigades Internationales A. Marty.

Document 2-2b : Lettre de Luigi Longo et André Marty à Largo Caballero du 11 janvier 1937[5]

À M. Largo Caballero, Président du Gouvernement de la République Espagnole [ajouté à la main en haut à droite : *n'a pas été envoyé*]

Nous sommes informés que sous les auspices de la Généralité de Catalogne a été lancé l'initiative de la constitution de *nouvelles* brigades internationales destinées à opérer sur les fronts Catalogne. Après une étude approfondie de la question, nous nous permettons d'attirer votre attention sur une telle initiative, qui, à notre avis, présente de sérieux danger *à* plusieurs points de vue. Comme vous le savez bien et comme nous avons toujours eu le soin de *le* souligner soit dans les discours *que* dans les écrits et dans les faits, nos brigades internationales ne sont l'œuvre *particulière* d'aucun parti. Elles reçoivent l'appui et l'aide de tous les courants politiques, et sont l'expression de l'union de toutes les forces populaires de tous les pays. Dans nos brigades internationales, ~~les seuls insignes et~~ les seules couleurs admis sont ceux de la République Espagnole et le rouge, symbole de la solidarité internationale. Nos brigades, dès les premiers jours, ont été mises à la disposition du Gouvernement et obéissent aux ordres de son État-Major, et opèrent où celui-ci décide.

Nos brigades ont déjà combattu sur les fronts de Madrid, d'Andujar, de Guadalajara, de Teruel. Elles sont prêtes à se battre sur n'importe quel autre front d'Espagne, de Catalogne, d'Euzkadi, ou *partout*, ou décidera l'État-Major Espagnol. Nos brigades n'ont d'autres but que de défendre la cause de liberté et de l'indépendance des peuples d'Espagne, partout où leur concours peut être utile. Dans de telles conditions, l'initiative de créer des *nouvelles* brigades internationales en dehors de celles existantes et destinées à opérer sur un seul front bien déterminé, nous semble très dangereuse.

Objectivement, au moins, une telle initiative divisera sans aucune nécessité le~~s~~ front~~s~~ de la solidarité internationale envers les peuples d'Espagne, et, quoi qu'on fasse, créera inévitablement des points de friction dangereux entre les différents courants politiques de l'Espagne et des autres pays.

~~Comme~~ Le Gouvernement a assez souvent, et si bien souligné, *que* tout, dans la situation actuelle, commande ~~l'union,~~ l'unité d'organisation, de discipline, et de commande. L'initiative en question portera au contraire sur le terrain de la solidarité internationale à un moment où *l'unité* est plus nécessaire que jamais, la division et l'éparpillement. Dans le domaine ~~de commande~~ militaire, l'existance de brigades internationales différentes et obéissant à des ~~commandements~~ centres divers se répercutera très dangereusement sur la discipline et la solidité de chacune d'elles. Parce ~~quelle~~ ~~qu'une telle existence~~ favorisera la tendance à passer d'une brigade à l'autre, et facilitera le travail de désagrégation fait par les agents fascistes dans les formations de la nouvelle armée régulière républicaine.

Pour toutes ces raisons, nous vous prions de bien vouloir bien attirer l'attention de la Généralité de Catalogne sur les dangers que peut présenter pour la cause commune l'initiative

[5] Source :RGASPI 545.1.9 : Lettre de Luigi Longo et André Marty à Largo Caballero du 7 janvier 1937 incluse en copie dans un courrier de Gallo au Commissariat Général de Guerre de Valence, 7 janvier 1937.

de la création de *nouvelles* Brigades Internationales particulières à la Catalogne. Bien entendu, nous sommes entièrement à votre disposition et à la disposition de la généralité de Catalogne, pour tout éclaircissement qui puissent être considéré nécessaire.

Salutations antifascistes !

Le Commissaire Délégué de Guerre Inspecteur des Brigades Internationales Gallo. P[our] la Commission Politique des Brigades Internationales A. Marty.

Document 2-3: Signalement des désertions de volontaires étrangers d'Albacete vers les colonnes de la CNT-FAI en décembre 1936[6]

« Une propagande tenace et souvent adroite, est faite au sein des unités ou dans les cantonnements relevant de la Compagnie de Dépôt. Cette propagande a pour but d'attirer dans les rangs des milices ou colonnes CNT et FAI des volontaires engagés dans la Colonne Internationale, et venus en Espagne recruté par les soins d'organismes qui n'ont aucun rapport avec la CNT et la FAI.

Souvent même, les éléments qui nous sont enlevés, ignoraient avant leur arrivée en Espagne l'existence de ces deux fractions importantes du Frente Popular Espagnol. Ceci, nous avons pu le constater à maintes reprises.

Cette propagande est pour notre autorité une cause d'affaiblissement. Nous tenons à en souligner le danger.

FORMES DE LA PROPAGANDE

Elle se fait presque ouvertement autour des comptoirs des cafés, autour des tables de bars et restaurants. Les agents qui en sont chargés, sont généralement des Espagnols ayant ou non appartenu à la Colonne Internationales, mais ayant vécu longtemps hors d'Espagne et connaissant de ce fait plusieurs langues.

On exploite le moindre sujet de mécontentement du volontaire que l'on veut transformer en recrue pour la CNT ou la FAI. Le thème est toujours le même : « Chez nous, ça ne pourrait pas t'arriver… Chez nous, on ne pourrait pas te faire cela », etc… On fait miroiter adroitement la question matérielle, prêt plus fort, nourriture au restaurant, faveurs, etc…

Mais la propagande ne se confine pas aux cafés, bars et restaurants. Elle ne s'arrête pas aux portes de la caserne, elle y pénètre. Les volontaires déjà travaillés, virtuellement prêts à passer à la CNT ou à la FAI, demeurent envers quelques jours ou semaines de plus parmi nos effectifs, simplement dans le but facile à deviner, de s'assurer quelques recrues éventuelles.

D'autres membres de la Colonne Internationale passés fraîchement à la CNT ou à la FAI, pénètrent dans la caserne sous prétexte « de revoir des copains » et viennent accomplir leur travail de propagande dans nos murs […] C'est souvent à l'occasion d'une affection, d'une mutation, ou à l'occasion d'une décision de rapatriement, que le volontaire touché par la propagande se laisser aller à exprimer, très brutalement parfois […] son désir d'aller aux « anars ».

D'autre exemples nombreux […] viennent aussi appuyer ce fait : passer à la FAI est le dernier recours des volontaires contre une punition qui les frappe ou une mesure qui ne lui plait pas. Il nous faut fermer cette porte de sortie par laquelle des éléments foncièrement tarés ou suspecte échappent à notre travail d'épuration.

[6] Source : RGASPI 545.3.564 : *Base de las BI Rapport à l'EM dela Base des BI.* Par le commandant Basch. Albacete, 24 décembre 1936.

Par trois fois en quelques jours, les recrues CNT et FAI, casernées calle Salamanca, opèrent leur dislocation au retour de l'exercice, sous nos fenêtres. Cette chose n'aurait rien que de très naturel, si par hasard les transfuges ayant passé de notre Colonne à la FAI, ne se trouvaient précisément rangés exactement sous les fenêtres de la caserne Salamanca., de façon à être bien vus par nos camarades. Ceci parait comme une invite à passer de leur côté et n'échappé à personne.

Jusqu'à ce jour, dans le désir d'éviter tout incident, tout point de friction avec des organismes relevant du Front Populaire, nous n'avons pu qu'observer, surveiller, mais nous n'osions pas intervenir pour couper court à cette propagande. Mais la propagande semble s'intensifier.

Elle porte ses fruits, puisque l'on a pu voir un volontaire, sur le point d'être arrêt par la garde requise à la suite d'une bagarre dans un café, lancer au chef de garde « Vous n'avez pas le droit de m'arrêter. Faites attention ! je suis de la FAI ». Or ce volontaire n'appartenait pas à la FAI puisque caserné à la Garde Nationale.

D'autres éléments, souvent sous l'empire de la boisson, se targuent de se faire rendre justice ou d'aller se plaindre à la FAI. Il est donc de toute nécessité de prendre d'urgence les mesures qui nous permettront de mieux pouvoir surveiller ce travail souterrain si dangereux. Nous demandons aussi que les volontaires « désertant » les rangs de la Colonne Internationale (souvent en emportant effets et équipements) ne puissent trouver un asile dans les rangs des Colonnes CNT et FAI.

De notre côté, nous n'admettrions pas, parmi nous, des volontaires quittant irrégulièrement la CNT ou la FAI.

Document 3-1 : Récapitulatif des sources principales relatives aux effectifs totaux de volontaires étrangers en Espagne

Nationalités ou groupes nationaux	**Rapport Gomez** (30 avril 1938)	**Statistiques officielles selon les BI**	**Statistiques officielles de la SDN et statistiques annoncées par André Marty dans *"L'Épopée Sublime"*** (et corrections postérieures de l'auteur)	**Décomptes provisoires du nombre de dossiers individuels possédés par la Commission des cadres étrangers du PCE en 1939**	**Décomptes du Komintern en 1941**	**Estimations de Delperrié de Bayac**
Allemands	2 180	2 117	2 212	4 500[x]	5 563[x]	5 000[12]
Américains	2 274	2 141	2 336	5 000[2]	4 000[7]	2 000
Anglais	1 806	1 825	1 824	NP	1 500[8]	2 000
Autrichiens	846	878	868	2 000	1 189	NP
Balkaniques	2 056	2 095	2 089	1 295[3]	1 609[9]	4 000
Baltes	862	892	887	280[4]	817	NP
Belges	1 701	1 722	1 721	400	NP	2 000
Canadiens	510	512	512	NP	360	NP
Divers	1 072	1 122	1 121[1]	6355	NP	2 000
Français et Algériens	8 773	8 962	8 950	5 600[5]	10 000[10]	9 000
Hollandais	586	628	613	200	NP	NP
Hongrois	510	528	528	250	NP	NP
Italiens	2 908	3 002	2 944 (3 108)	3 500[x]	3 354[x]	3 100
Polonais	3 034	3 117	3 110 (3 724)	2 800[6]	3 805	4 000
Portugais	132	134	131	70	130	NP
Scandinaves	662	799	793	260	625[11]	2 500
Suisses	406	408	408	200	NP	NP
Tchèques et Slovaques	1 046	1 066	1 062 (2 204)	1 500	2 171	NP
Total annoncé	**31 369**	**32 297**	**32 165** (34 029)	**28 490**	**34 387**	**35 600**
Total réel	31 364	31 948	32 109 (34 029)	28 490	34 387	35 600

[1]: Latino-américains, Cubains, Mexicains, Chinois, nationalités diverses et Nansen.
[2] : Américains, Britanniques, Canadiens
[3] : Bulgares, Yougoslaves, Grecs, Roumains, Albanais
[4]: 13 Estoniens, 22 Lituaniens, 46 Lettons
[5] : Français et Algériens
[6] : Polonais, Ukrainiens, Biélorusses, Lituaniens
[7]: Américains et Canadiens
[8]: Anglais, Irlandais
[9]: 1 196 Yougoslaves, 341 Bulgares, 72 Bessarabiens
[10]: Français et Belges
[11]: 307 Suédois, 116 Norvégiens, 202 Danois.
[12]: Autrichiens et Allemands
[x] : Entre un quart et un tiers des effectifs considérés n'étaient pas membres des Brigades internationales

Document 3-2 : Arrivées totales de volontaires étrangers selon les statistiques officielles des Brigades internationales[7]

Nationalités	OCT 36 – MAR 37	AVR 37	MAI 37	JUI 37	JUI 37	AOU 37	SEP 37	OCT 37	NOV 37	DEC 37	JAN 38	FEV 38	MAR 38	AVR 38	MAI 38	JUI 38	JUI 38	AOU 38	TOTAL (corrigé)	TOTAL (original)
Français	6 928	200	46	66	40	77	69	147	117	128	216	364	252	128	99	51	22	12	8 962	8962
Polonais	1 541	95	137	88	88	108	122	88	80	129	187	161	119	91	49	13	10	7	3 113	3 117
Italiens	2 124	151	46	64	41	54	42	72	46	63	80	55	40	30	39	34	3	18	3 002	3 002
Américains	733	178	304	363	217	107	78	64	42	23	45	78	42	0	34	18	10	5	2 341	2 141
Allemands	1 354	215	104	97	36	65	53	57	45	23	44	39	27	21	13	12	7	5	2 217	2 117
Balkaniques	1 184	83	49	59	101	92	82	82	58	46	59	75	60	26	18	5	10	6	2 095	2 095
Anglais	877	53	137	36	30	57	84	79	44	59	95	131	58	66	21	11	4	1	1843	1 825
Belges	1 390	10	11	28	18	22	28	21	16	26	44	40	26	21	14	2	4	1	1 722	1 722
Divers	164	41	87	221	62	47	27	20	7	82	118	129	46	21	17	30	2	1	1 122	1 122
Tchécoslov.	284	16	78	55	65	96	130	91	56	27	52	39	42	15	11	1	4	4	1 066	1 066
Baltes	659	3	20	19	24	16	20	23	17	7	12	22	17	3	15	7	3	5	892	892
Autrichiens	231	4	104	103	66	59	77	78	13	14	29	28	28	12	16	5	1	4	872	878
Scandinaves	98	30	44	59	50	19	11	15	16	33	75	57	76	79	80	35	16	6	799	799
Hollandais	302	4	25	49	40	26	19	16	17	10	29	18	20	11	14	2	11	15	628	628
Hongrois	285	4	35	23	16	14	25	14	19	13	22	23	13	4	11	5	2	0	528	528
Canadiens	173	0	0	0	0	71	54	61	31	46	35	23	16	0	0	2	0	0	512	512
Suisses	275	2	5	11	8	21	14	24	10	7	9	12	7	1	0	2	0	0	408	408
Portugais	112	0	0	0	0	0	3	3	3	2	4	4	1	0	0	2	0	0	134	134
TOTAL (corrigé)	18 714	1 089	1 232	1 341	902	951	938	955	637	738	1 155	1 298	890	529	451	237	109	90	32 256	31 948
TOTAL (original)	18 714	1 089	1 232	1 341	902	951	938	955	637	738	1 155	1 298	890	529	451	237	108	92	32 257	32 297

[7] Source : RGASPI 545.2.108 : Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG. Document sans titre ni date [effectif total des volontaires étrangers des Brigades internationales, août 1938]

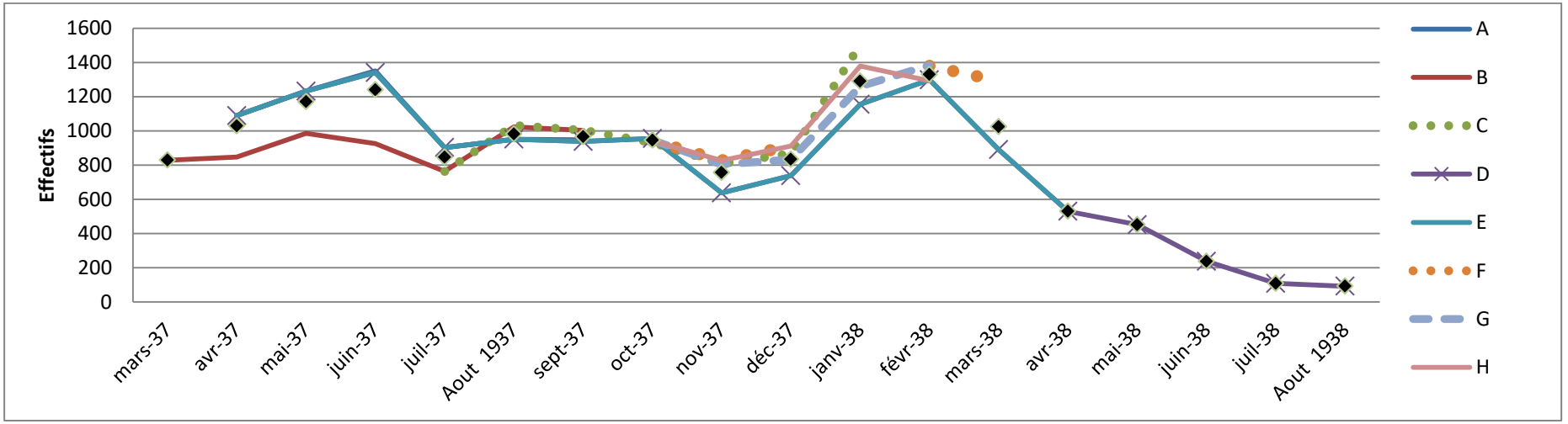
Document 3-3 : Effectifs des ex Brigades internationales dans les six camps de démobilisation de Catalogne au 31 octobre 1938[8]

Groupe germanique		Groupe anglo-saxon		Groupe balkanique		Groupe italien		Groupe franco-belge		Groupe Slave	
Allemands	332	Américains	272	Polonais	674	Italiens	598	Français	1 513	Tchécoslovaques	225
Autrichiens	268	Britanniques	242	Hongrois	90	Portugais	25	Belges	230	Yougoslaves	141
Hollandais	78	Canadiens	201	Ukrainiens	40	Arméniens	5	Suisses	40	Roumains	92
Suédois	86	Cubains	50	Biélorusses	26			Chinois	2	Bulgares	35
Danois	65	Argentins	9	Russes	25			Andorrans	1	Grecs	12
Norvégiens	41	Brésiliens	3	Lettons	18					Turcs	3
Sans nation	3	Mexicains	2	Estoniens	15					Sans nationalité	1
				Lituaniens	10						
Total	873	**Total**	779	**Total**	898	**Total**	628	**Total**	1 786	**Total**	509

[8] Source : RGASPI 495.76.21 : *Relación por nacionalidades de las fuerzas que se encuentran en los campos de desmovilización de las Brigadas internacionales en la fecha del 31 de octubre 1938*.

Document 3-4 : Vérification des effectifs totaux des arrivées en Espagne de volontaires étrangers selon huit sources statistiques issues des Brigades internationales[9]

Il existe un grand nombre de sources à propos du nombre d'arrivées mensuelles de volontaires étrangers à destination des Brigades internationales. Toutes traitent d'une période située entre avril 1937 et août 1938, une seule présente les arrivées de mars 1937[10]. En comparant huit documents statistiques élaborés entre 1937 et 1938, nous obtenons une courbe de tendance. Le graphique ci-dessous montre clairement les variations d'amplitudes suivant les sources mais atteste de tendances incontestables.



[9] Sources : A : RGASPI 545.6.35 tableau récapitulatif du 3 octobre 1937 ; B : 545.6.35 tableau récapitulatif des arrivées depuis le contrôle de la frontière sans date [arrivées de mars à septembre 1937] ; C : 545.6.31 Statistiques arrivées juillet 37 à janvier 38 ; D: RGASPI 545.2.108 : Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG. Document sans titre ni date [effectif total des volontaires étrangers des Brigades internationales, d'octobre 1936 à août 1938] ; E : 545.2.35 idem que 517.3.15 ; G : 545.6.6 Entradas de volntarios [octobre 1937 à février 1938] ; H : 545.6.6 : *Lista de los camaradas, por nacionalidades, salidos de Figueras durante los meses siguientes año 1937* ET *: Idem año 1938.*

[10] Source : RGASPI 545.6.35 : Tableau récapitulatif sans titre des arrivées en mars 1937 depuis le contrôle de la frontière. sans date.

Document 3-5a: Passages de volontaires étrangers non espagnols se rendant en Espagne depuis la France par le poste frontière du Perthus entre le 1er décembre 1936 et le 20 février 1937[11]

	Décembre 1936	Janvier 1937	du 1er au 20 février	Total
Effectifs	3 752	3 111	1 600	8 463
dont Français	953	689	244	1 886
dont étrangers	*2 799*	*2 422*	*1 356*	*6 577*

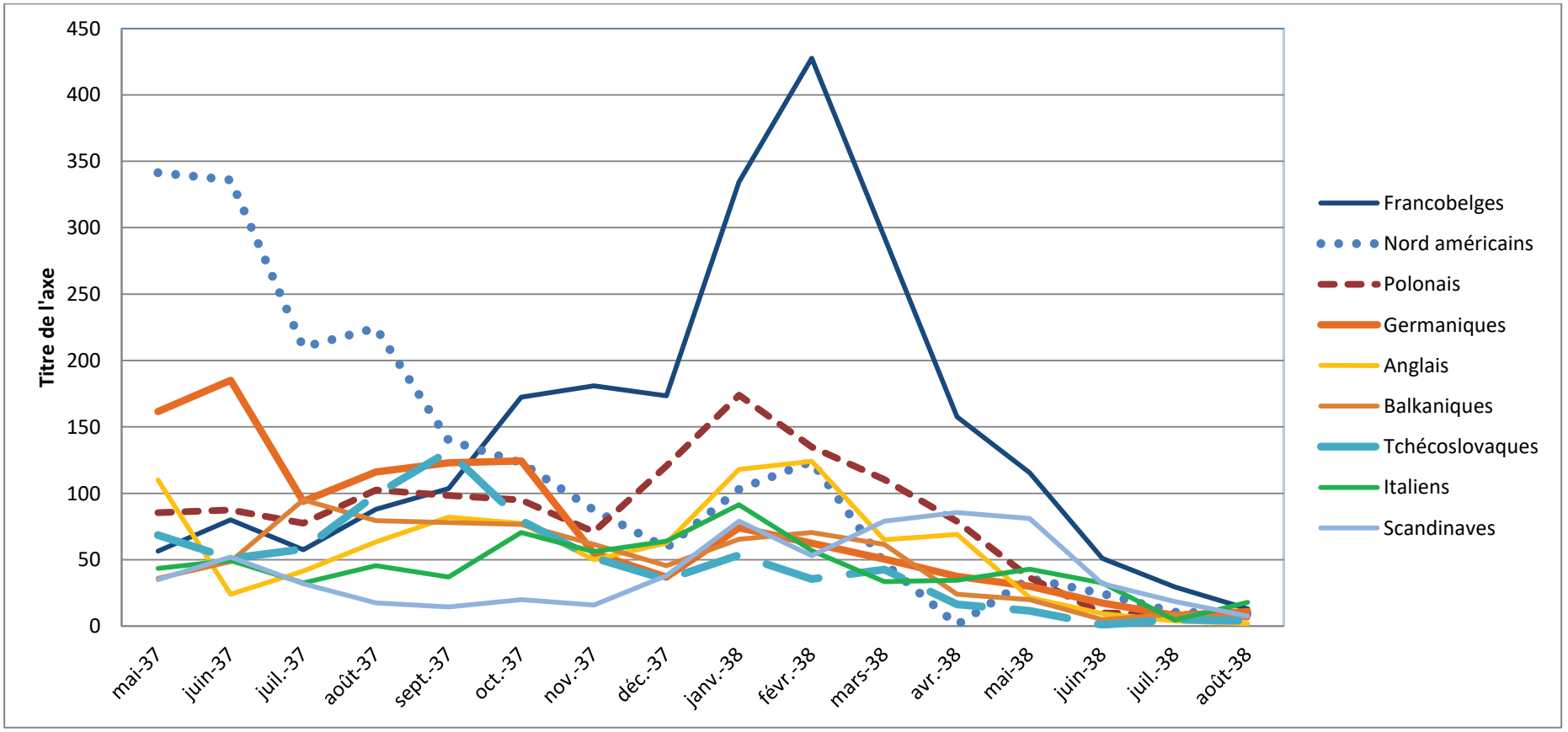
Document 3-5b : Estimations des Renseignements Généraux sur le nombre de volontaires partis de France sur trois dates[12]

Estimations des Renseignements généraux	31 décembre 1936	31 janvier 1937	15 février 1937
Français	11 755	1 070	144
Étrangers	10 944	1 153	475
Total	22 699	2 223	619

[11] Source : SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : État numérique établi par le commissaire spécial du Perthus concernant les volontaires qui se rendent en Espagne en passant par [ce poste]. Renseignement. AS Passage de volontaires pour les Milices espagnoles. Source : sûreté nationale février 1937. 3 janvier 1937, 1er février 1937, 2 mars 1937.

[12] Source : APP BA 1665 Dossier : Révolution Espagnole. Départs de volontaires pour l'Espagne Réponse à télégramme Paris 433 14h 1/2 du 16 février 1937 de l'Intérieur. Paris, le 16 février 1937.

Document 3-6 : Arrivées moyennes des volontaires issus des neuf groupes nationaux majoritaires entre mai 1937 et août 1938[13]



[13] Sources : Moyennes des effectifs mensuels présents dans RGASPI 545.6.54 Arrivées mensuelles de volontaires étrangers et 545.2.108 : Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG. Document sans titre ni date [effectif total des volontaires étrangers des Brigades internationales, août 1938]

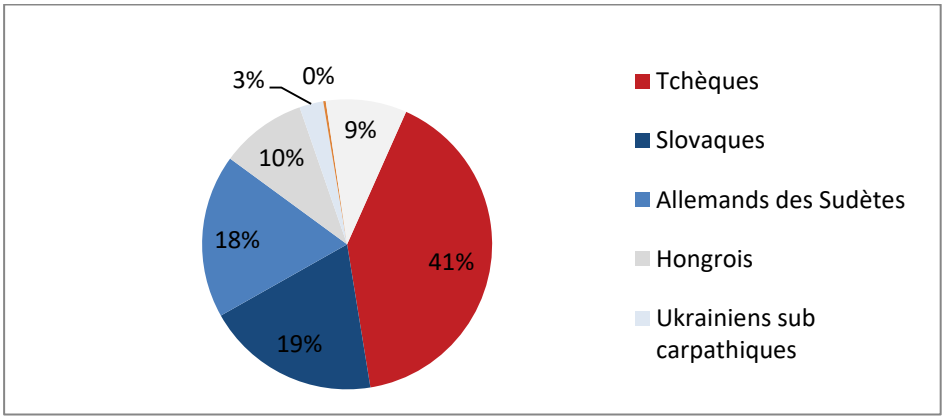
Document 3-7 : Correspondances des soixante-sept nationalités relevées dans les archives administratives des Brigades internationales avec les citoyennetés, les critères nationaux de classification par groupes culturels et la situation juridique de la majorité des effectifs de chaque contingent (1/2)

Nationalités relevées	Correspondances par citoyenneté attendues	Correspondances effectives Brigades internationales et SDN	Origine de la majorité des effectifs
Albanais	Albanie	Balkaniques	*Non déterminée*
Algériens	France	France	*Autochtone*
Allemands	Allemagne	Allemands	*Allochtone*
Américains	États-Unis	Américains	*Autochtone*
Andorrans	Andorre	France	*Autochtone*
Anglais	Grande Bretagne	Anglais	*Autochtone*
Argentins	Argentine	Divers	*Autochtone*
Arméniens	URSS	Balkaniques	*Allochtone*
Australiens	Australie	Divers	*Non déterminée*
Autrichiens	Autriche	Autrichiens	*Autochtone*
Belges	Belgique	Belges	*Autochtone*
Bessarabiens	Roumanie	Balkaniques	*Mixte*
Biélorusses	URSS	Polonais	*Allochtone*
Boliviens	Bolivie	Divers	*Non déterminée*
Brésiliens	Brésil	Divers	*Non déterminée*
Bulgares	Bulgarie	Bulgares	*Allochtone*
Canadiens	Canada	Canadiens	*Autochtone*
Chiliens	Chili	Divers	*Non déterminée*
Chinois	Chine	Divers	*Allochtone*
Chypriotes	Chypriote	Grecs ou Anglais	*Allochtone*
Colombiens	Colombie	Divers	*Non déterminée*
Costa Ricain	Costa Rica	Divers	*Non déterminée*
Croates	Yougoslavie	Balkaniques	*Allochtone*
Cubains	Cuba	Divers	*Mixte*
Danois	Danemark	Scandinaves	*Autochtone*
Dantzig	Ville libre de Dantzig	Allemands	*Non déterminée*
Écossais	Grande Bretagne	Anglais	*Autochtone*
Égyptiens	Égypte	Divers	*Allochtone*
Espagnols	Espagne (émigrés)	Divers ou absent	*Allochtone*
Estoniens	Estonie	Baltes	*Non déterminée*
Finlandais	Finlande	Baltes	*Allochtone*
Flamands	Belgique	Belges	*Autochtone*
Français	France	France	*Autochtone*
Grecs	Grèce	Grecs	*Mixte*
Hollandais	Hollande	Hollandais	*Autochtone*
Hongrois	Hongrie	Hongrois	*Allochtone*
Indochinois	France	France	*Allochtone*
Indous	Empire des Indes	Divers	*Allochtone*

Correspondances des soixante-sept nationalités relevées dans les archives administratives des Brigades internationales avec les citoyennetés, les critères nationaux de classification par groupes culturels et la situation juridique de la majorité des effectifs de chaque contingent (2/2)

Nationalités relevées	Correspondances par citoyenneté attendues	Correspondances effectives Brigades internationales et SDN	Origine de la majorité des effectifs
Irakien	Irak	Divers	*Allochtone*
Irlandais	Irlande	Anglais	*Autochtone*
Islandais	Islande	Divers	*Non déterminée*
Italiens	Italie	Italiens	*Allochtone*
Lettons	Lettonie	Baltes	*Non déterminée*
Lituaniens	Lituanie	Baltes	*Non déterminée*
Luxembourgeois	Luxembourg	Divers	*Autochtone*
Macédoniens	Yougoslavie	Balkaniques	*Allochtone*
Mexicains	Mexique	Divers	*Non déterminée*
Monténégrins	Yougoslavie	Balkaniques	*Allochtone*
Néozélandais	Nouvelle Zélande	Divers	*Non déterminée*
Norvégiens	Norvège	Scandinaves	*Autochtone*
Palestiniens	Palestine	Divers	*Autochtone*
Paraguayens	Paraguay	Divers	*Non déterminée*
Péruviens	Pérou	Divers	*Non déterminée*
Philippins	Philippines	Divers	*Non déterminée*
Polonais	Pologne	Polonais	*Allochtone*
Portoricains	États-Unis	Américains	*Allochtone*
Portugais	Portugal	Portugais	*Allochtone*
Roumains	Roumanie	Balkaniques	*Mixte*
Russes	URSS	Baltes	*Allochtone*
Ruthènes	Tchécoslovaquie	Hongrois ou Tchécoslovaques	*Allochtone*
Salvadoriens	Salvador	Divers	*Non déterminée*
Sarrois	France	France	*Autochtone*
Serbes	Yougoslavie	Balkaniques	*Allochtone*
Slovaques	Tchécoslovaquie	Tchécoslovaques	*Autochtone*
Slovènes	Yougoslavie	Balkaniques	*Allochtone*
Sud-Africains	Afrique du Sud	Divers	*Non déterminée*
Suédois	Suède	Scandinaves	*Autochtone*
Suisses	Suisse	Suisses	*Autochtone*
Syriens	Syrie	Divers	*Non déterminée*
Tchèques	Tchécoslovaquie	Tchécoslovaques	*Autochtone*
Transylvaniens	Roumanie	Balkaniques	*Mixte*
Turcs	Turquie	Divers	*Non déterminée*
Ukrainiens	URSS ou Pologne	Polonais ou balkanique	*Allochtone*
Uruguayens	Uruguay	Divers	*Non déterminée*
Vénézuéliens	Venezuela	Divers	*Non déterminée*
Wallons	Belgique	Belges	*Autochtone*
Yougoslaves	Yougoslavie	Balkaniques	*Allochtone*

Document 3-8 : Répartitions nationales de 2 271 volontaires de citoyenneté tchécoslovaque[14]



Document 3-9 : Nationalités des volontaires du contingent canadien (sur 755 volontaires)[15]

Polonais	104
Finlandais	58
Hongrois	22
Ukrainiens	22
Russes	19
Yougoslaves	18
Tchécoslovaques	17
Roumains	14
Autrichiens	9
Suédois	8
Danois	7
Lituaniens	6
Bulgares	6
Allemands	5
Grecs	5
Norvégiens	4
Suisses	4
Belges	3
Hollandais	3
Italiens	2
Turcs	2
Lettons	1
Russes blancs	1
Total Européens	**340**

Canadiens	201
Canadiens français	36
Américains	8
Terre-neuvas	1
Total Nord-américains	**246**

Anglais	69
Ecossais	67
Irlandais	22
Gallois	8
Total Britanniques	**166**

Australiens	2
Birmans	1
Total Divers	**3**

[14] Source : RGASPI 545.6.1452 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE Volontaires Tchécoslovaques en Espagne républicaine (1936 1938).D'après leur nationalité.* Moscou, décembre 1940, p. 6.
[15] Source : RGASPI 545.6.5 : *Canadian statistics.* [décembre 1937].

Document 3-10 : Détails des sources du RGASPI utilisées pour la constitution des tableaux d'analyses des contingents Allemands, Autrichiens, Bulgares, Danois, Espagnols, Hollandais, Hongrois, Italiens, Norvégiens, Polonais, Portugais, Roumains, Suédois, Tchécoslovaques et Yougoslaves

545.6.635 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires polonais dans l'Espagne Républicaine (1936-1938)*. Moscou Novembre 1940.

545.6.449 : Liste sans titre ni date recensant des Espagnols immigrés enrôlés dans les BI entre avril 1937 et avril 1938.

545.6.327 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE Volontaires Hongrois en Espagne républicaine (1936 1938). Statistiques*.

545.6.71 : Extraits non titrés de *Nach Spanien aus folgende Lande,* rapport de la Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE à propos des volontaires autrichiens en Espagne républicaine (1936-1938), p. 18.

545.6.310 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires Bulgares dans l'Espagne républicaine (1936-1938). Statistiques*, p. 6.

545.6.621 : *Statistik der norwegischen Freiwilligen.* Décembre 1938.

545.6.424 : *Statistik der Dänischen Freiwilligen.*

545.6.346 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires Allemands dans l'Espagne républicaine (1936 1939) Statistiques*. Moscou, juillet 1940. (Il s'agit d'une statistique partielle portant uniquement sur 519 communistes allemands contrôlés par la Commission des cadres étrangers du Comité Central du PCE en 1938, sur un total de 2318 Allemands présents en Espagne entre 1936 et 1939 dont une grande majorité dans les Brigades internationales).

545.6.471 : *Commission des Cadres (étrangers) du Comité Central du PCE Volontaires Italiens dans l'Espagne républicaine (1936 1939) Statistiques*. Moscou, novembre 1940.

545.6.1452 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE Volontaires Tchécoslovaques en Espagne républicaine (1936 1938) Statistiques*. Moscou, décembre 1940.

545.6.831 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires Roumains en Espagne Républicaine (1936 1938). Statistiques*. Moscou, Mars 1941.

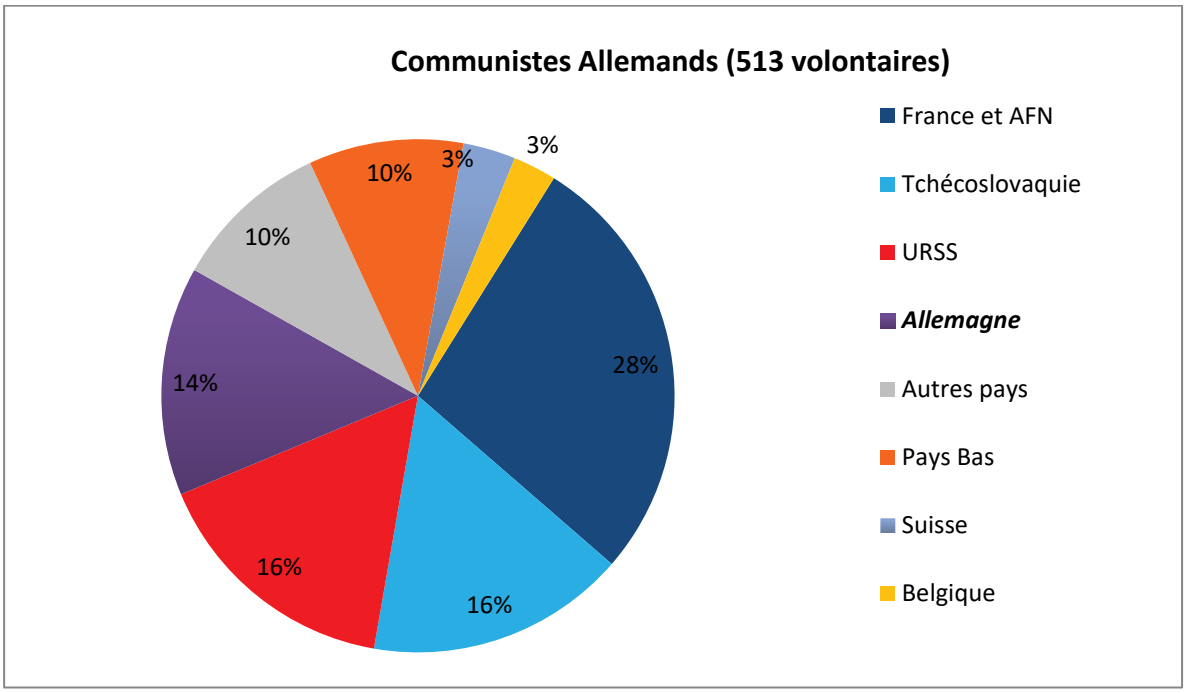
545.6.1522 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires Yougoslaves dans l'Espagne Républicaine (1936-1938)*. Moscou Novembre 1940.

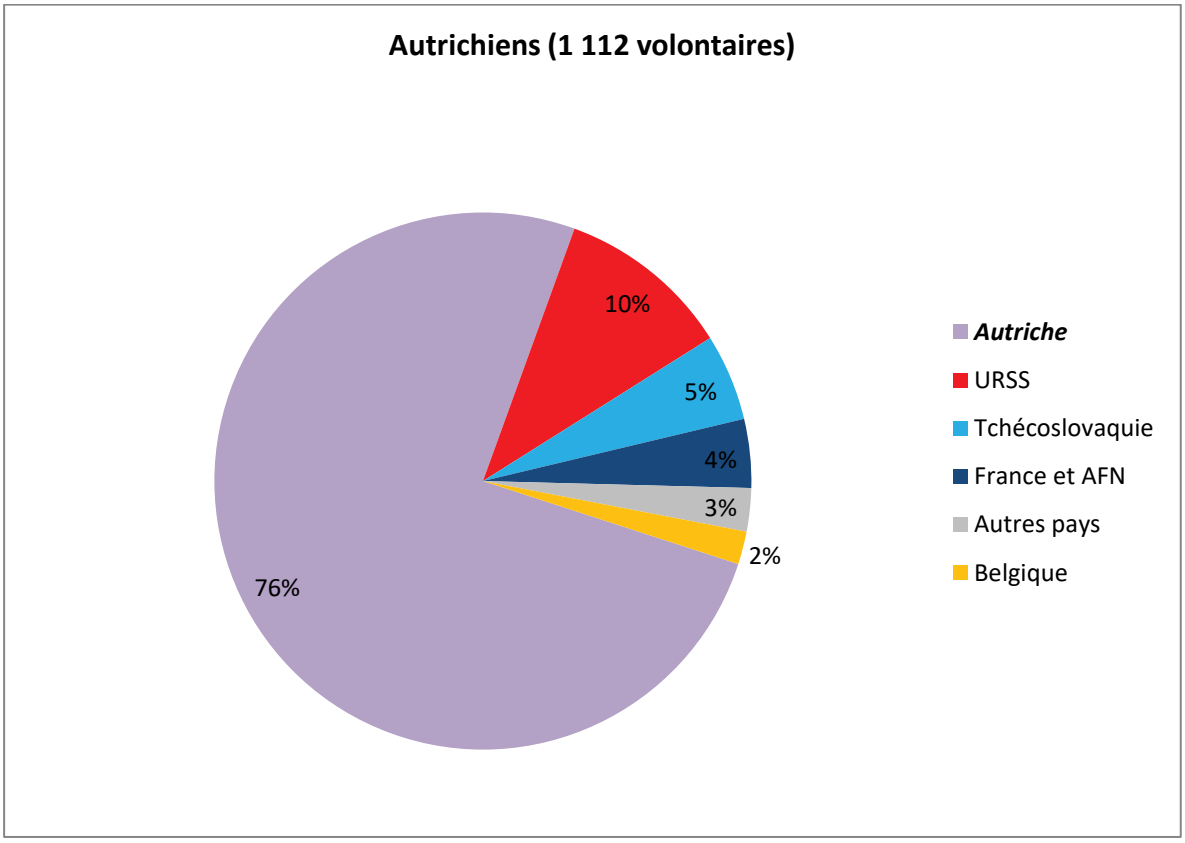
545.6.1504 : *Statistik der Schewedischen Freiwilligen,* Moscou, 31 janvier 1939.

545.6.816 : *Inventario general de orden de la cartoteca de nacionalidad portuguesa*. Barcelone, 26 mai 1938.

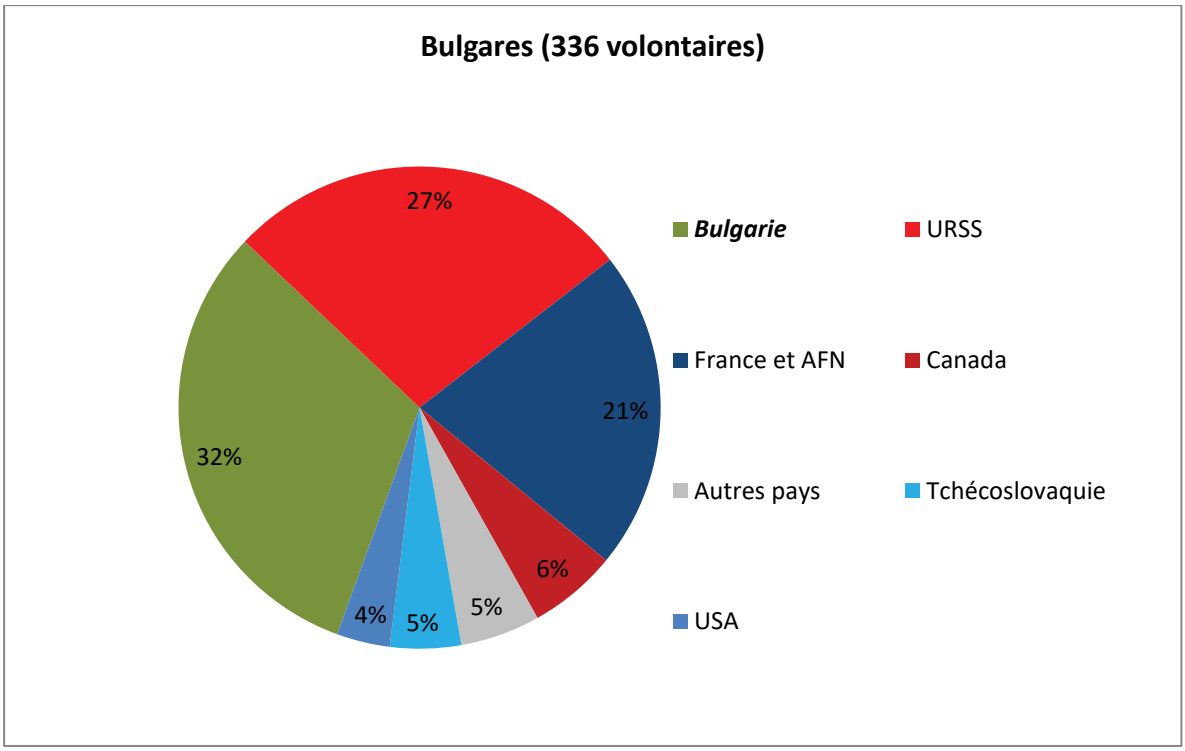
545.6.399 *: An dem Vertreter des EKKIs -VALENCIA. Abschuft an : dem Kaderchef Fernando und dem ZK der KP Niederland* .[Une phrase manuscrite illisible]. S. d. [24 décembre 1937]

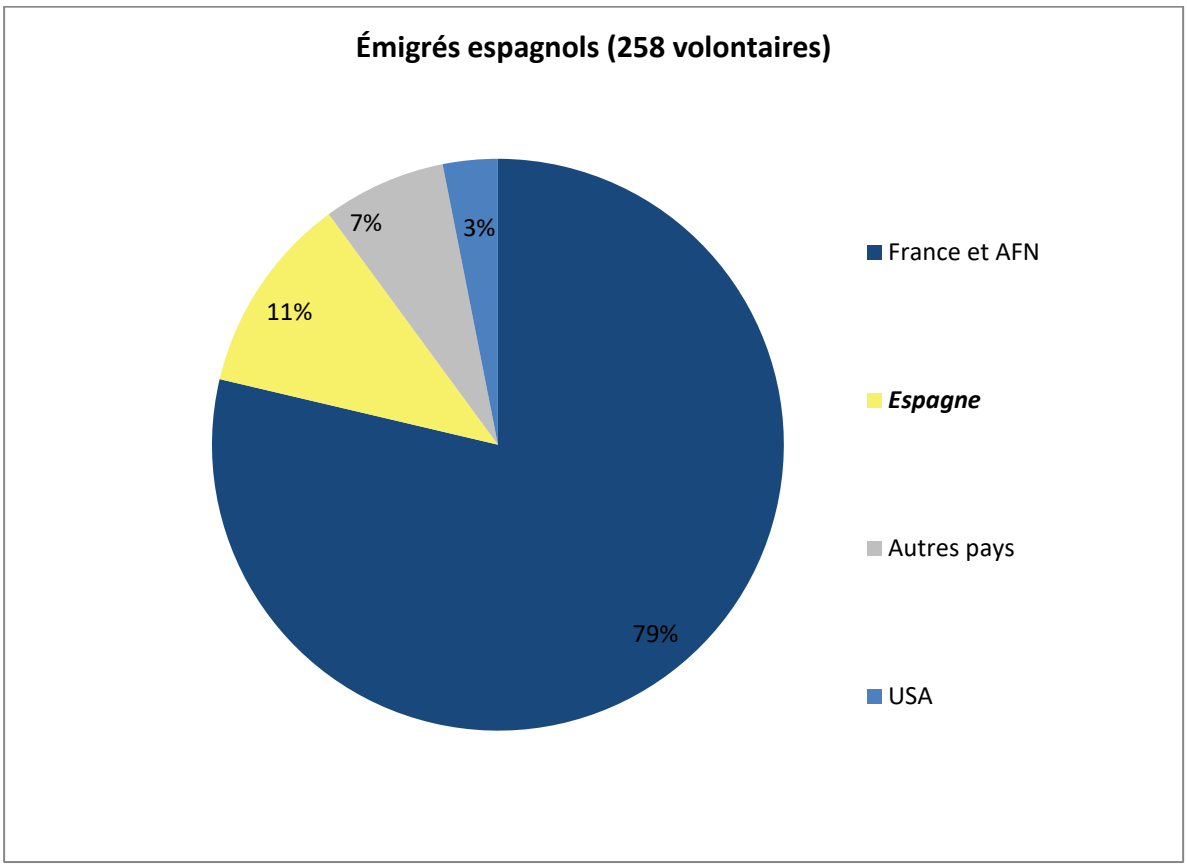
Document 3-11 : Détails des pays de provenance de onze contingents nationaux d'après les statistiques de la commission des cadres étrangers du Comité Central du PCE[16]

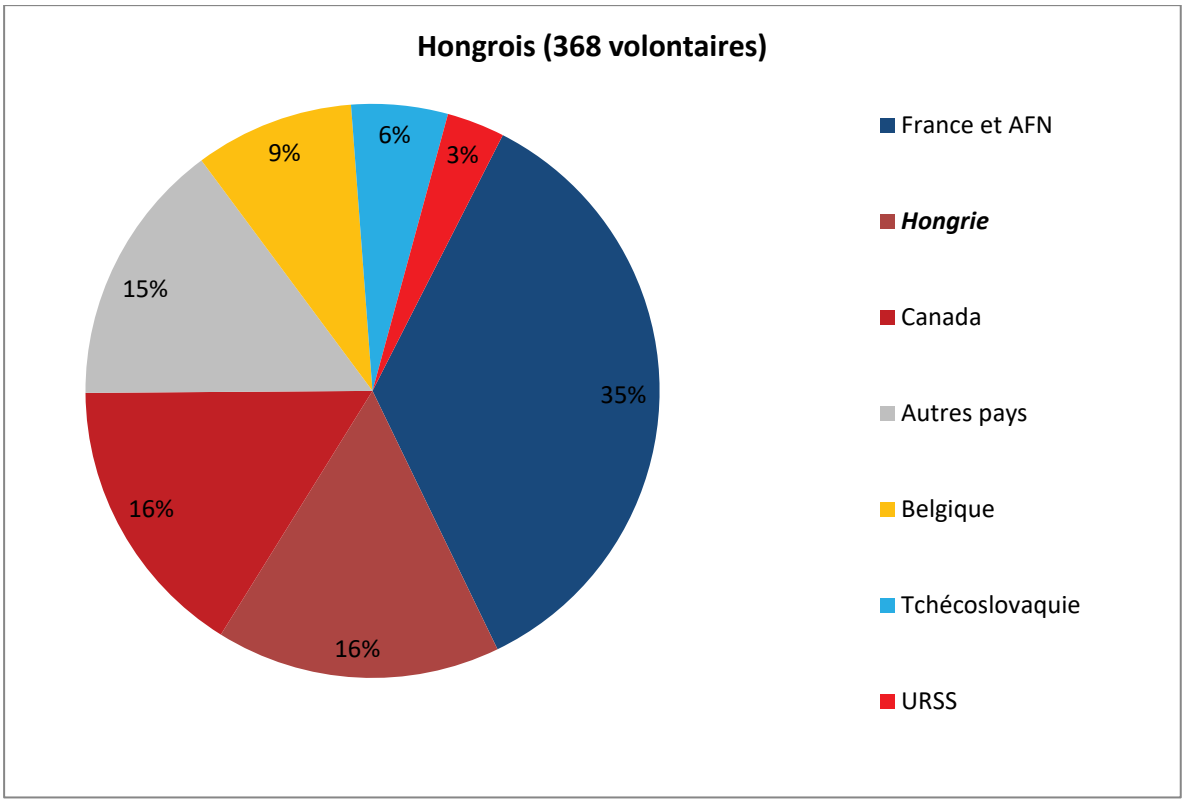


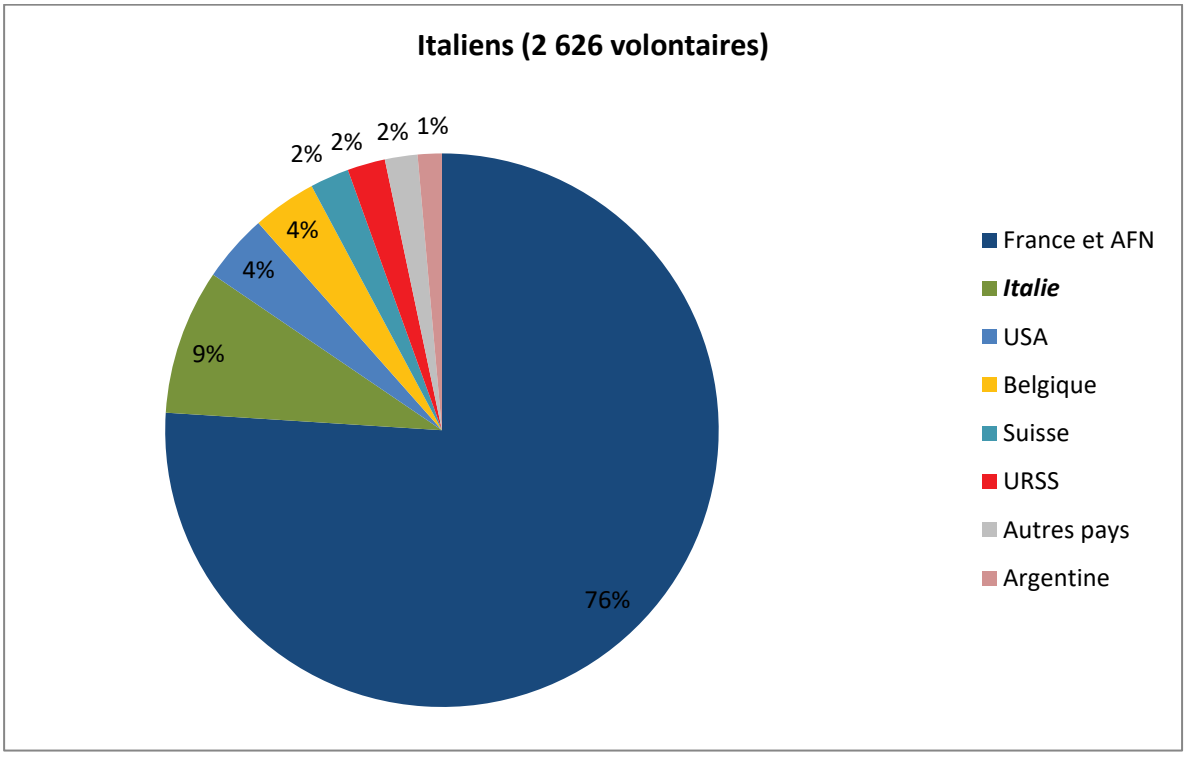


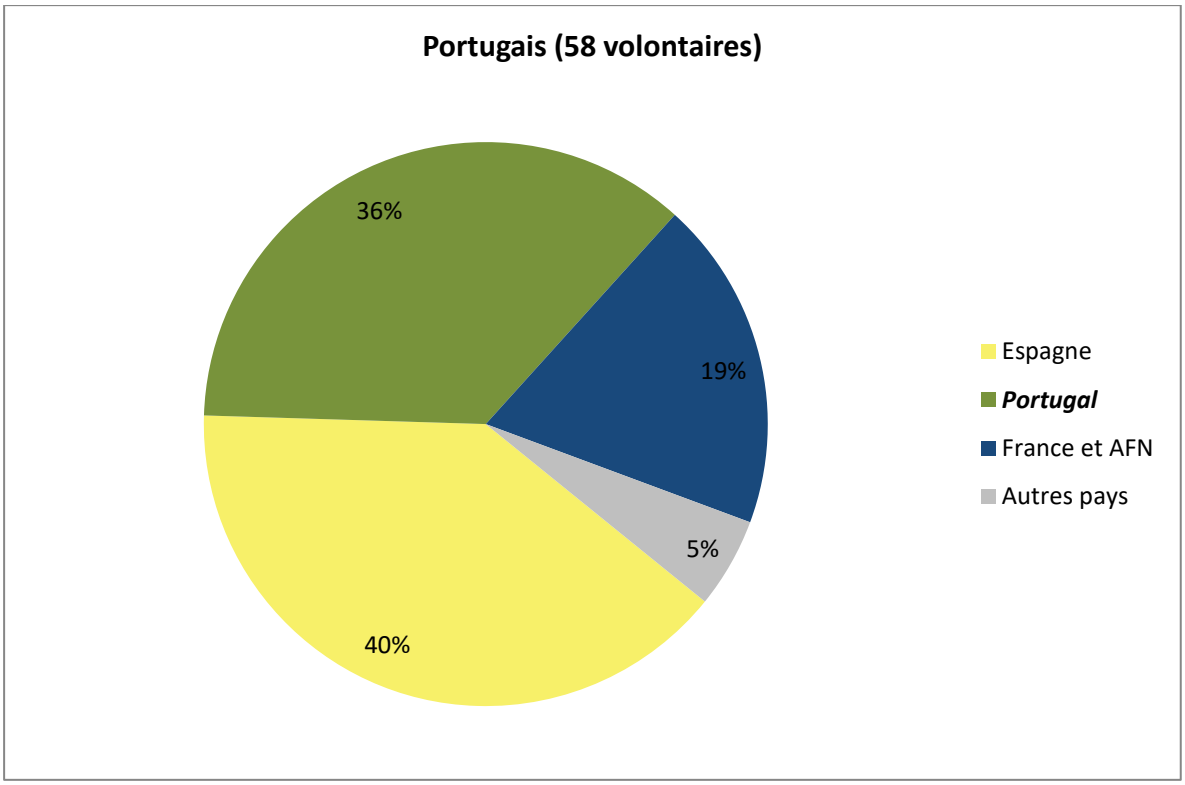
[16] Sources : Voir *infra* Document 3-9. Les échantillons retenus ne comprennent pas les volontaires dont le pays de provenance n'est pas précisé.

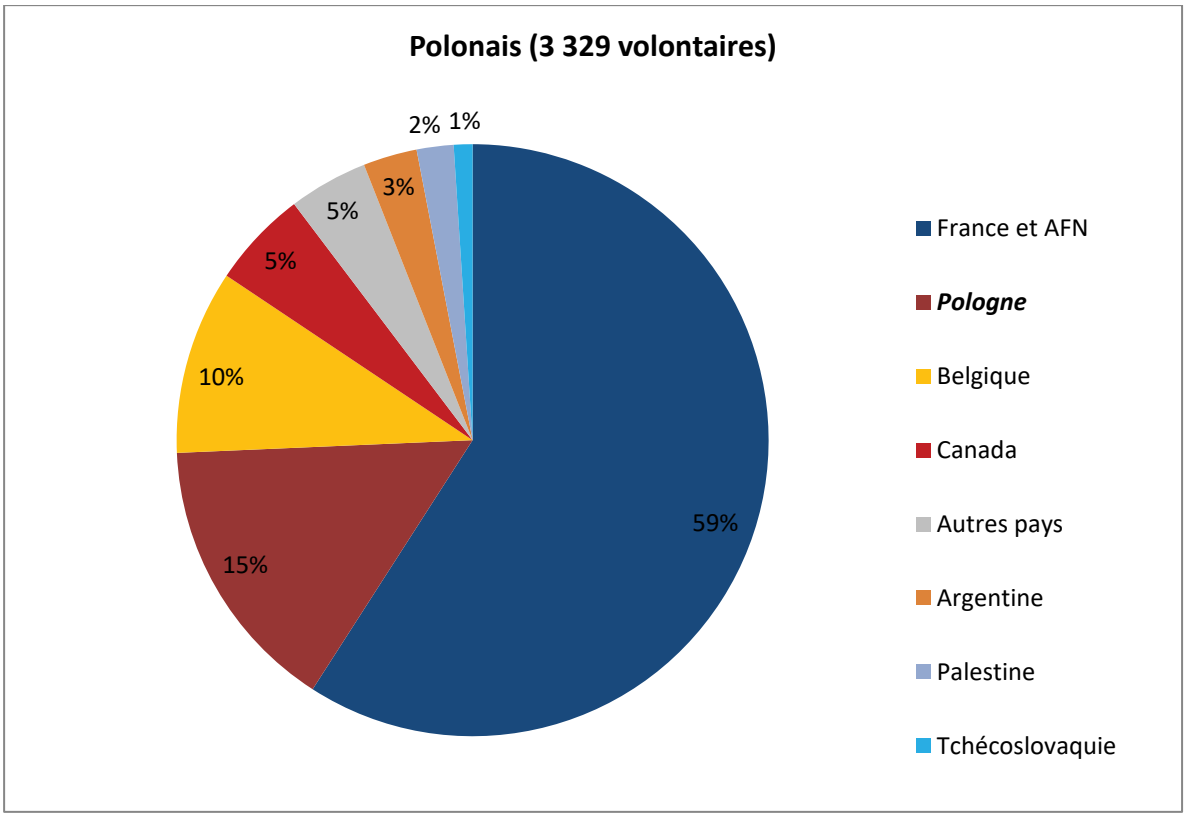

Bulgares (336 volontaires)
27%
21%
32%
6%
4%
5%
5%
Bulgarie
URSS
France et AFN
Canada
Autres pays
Tchécoslovaquie
USA

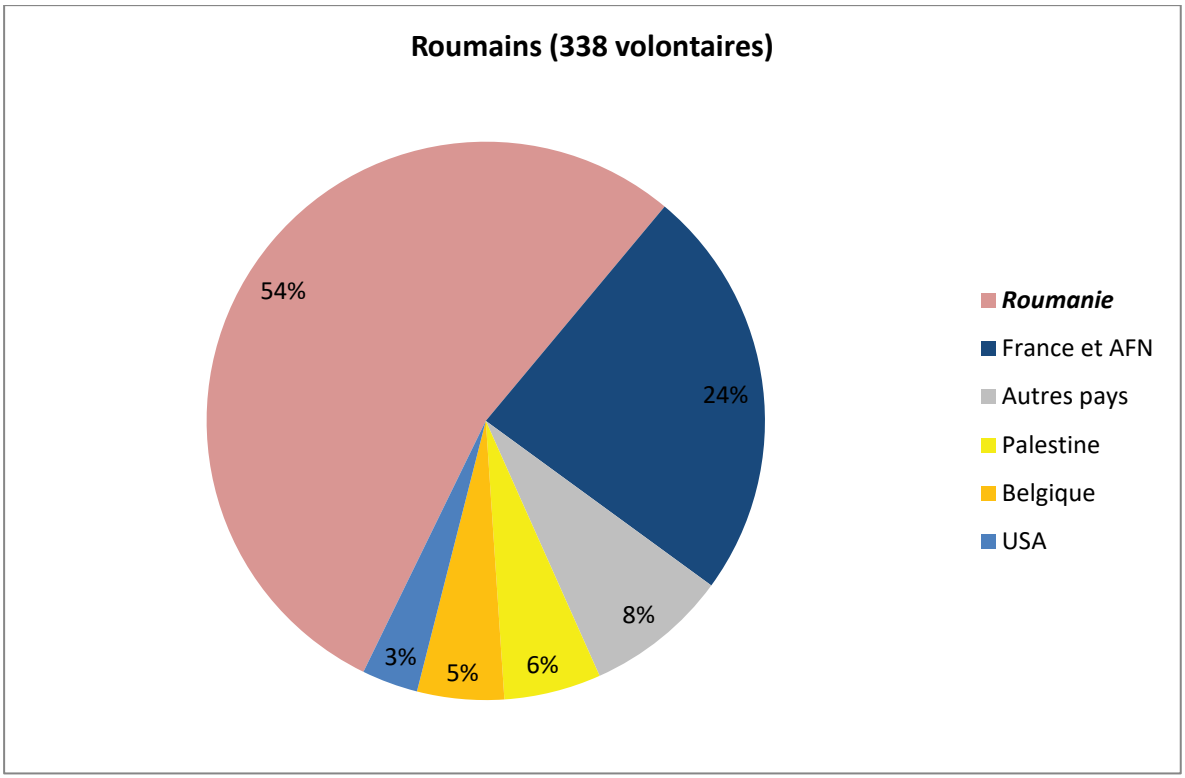

Émigrés espagnols (258 volontaires)
7%
3%
11%
79%
France et AFN
Espagne
Autres pays
USA

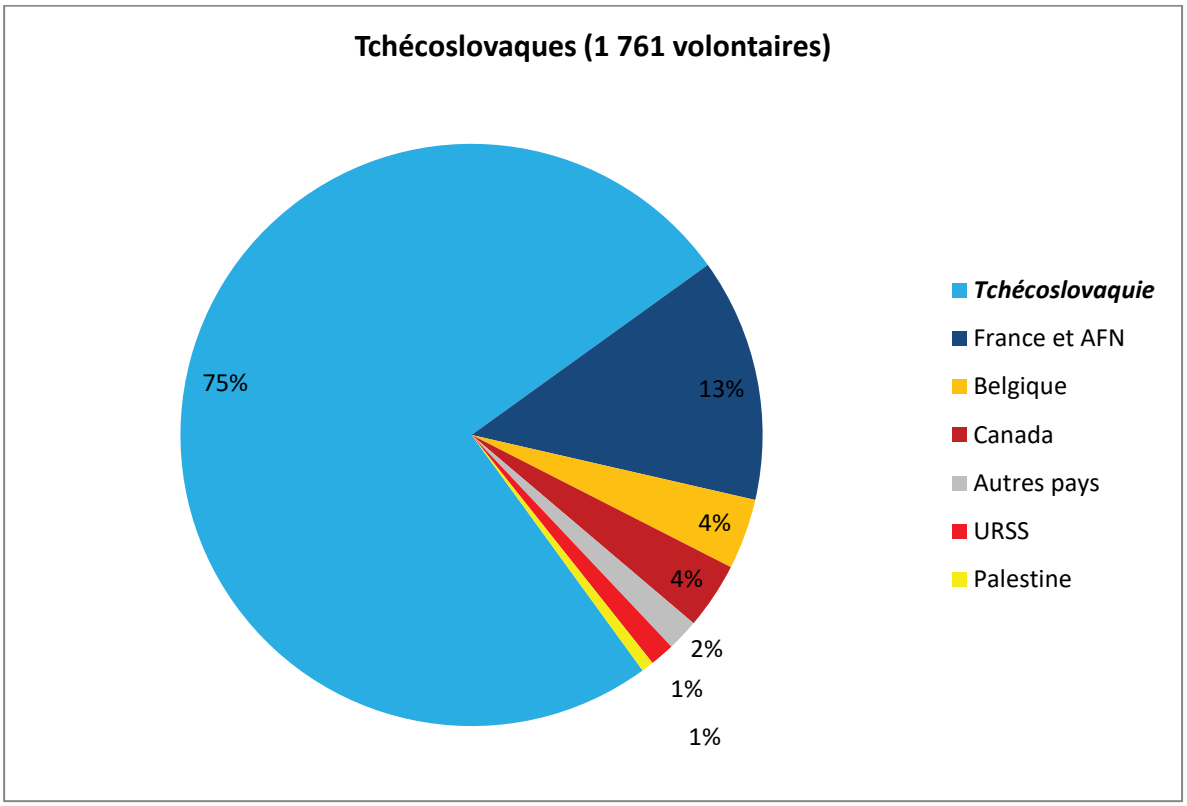

Hongrois (368 volontaires)
35%
16%
16%
15%
9%
6%
3%
France et AFN
Hongrie
Canada
Autres pays
Belgique
Tchécoslovaquie
URSS

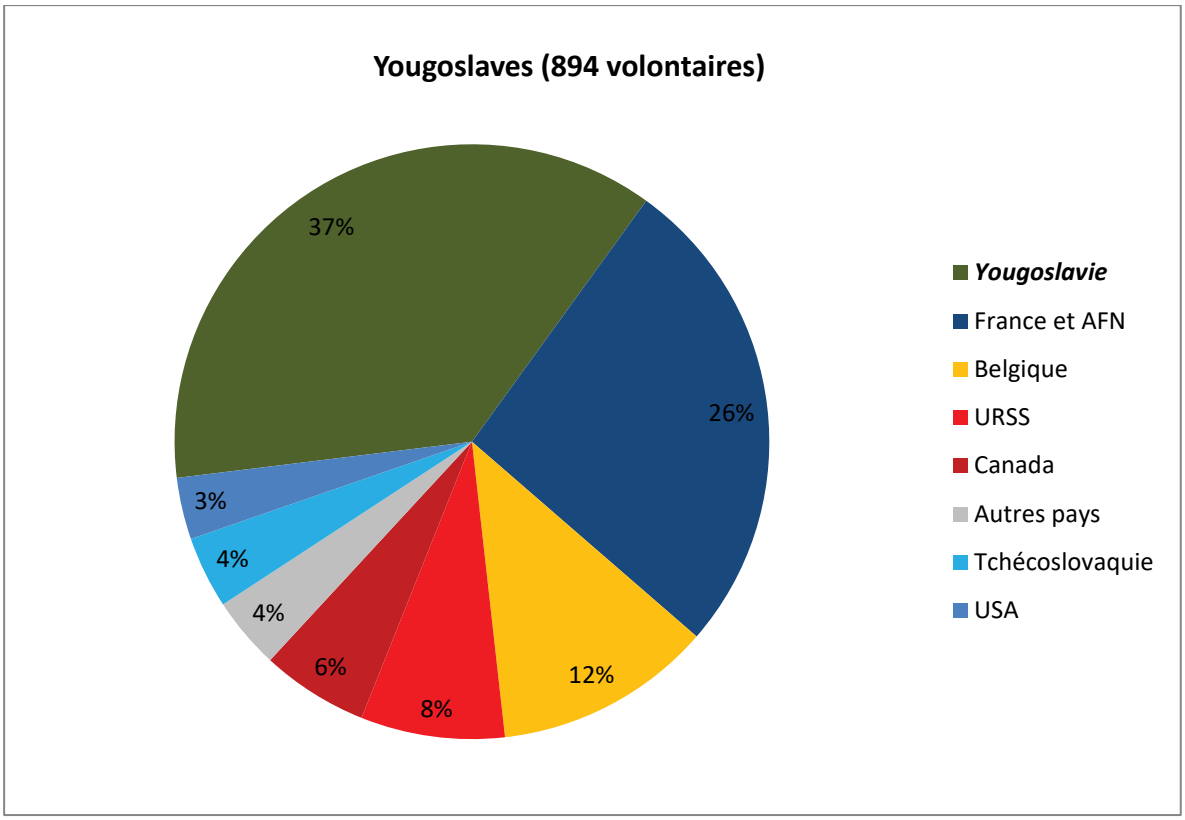

Italiens (2 626 volontaires)
76%
9%
4%
4%
2%
2%
2%
1%
France et AFN
Italie
USA
Belgique
Suisse
URSS
Autres pays
Argentine


Portugais (58 volontaires)
36%
19%
5%
40%
Espagne
Portugal
France et AFN
Autres pays


Polonais (3 329 volontaires)
2%
1%
3%
5%
5%
10%
15%
59%
France et AFN
Pologne
Belgique
Canada
Autres pays
Argentine
Palestine
Tchécoslovaquie


Roumains (338 volontaires)
54%
24%
8%
6%
5%
3%
Roumanie
France et AFN
Autres pays
Palestine
Belgique
USA


Tchécoslovaques (1 761 volontaires)
75%
13%
4%
4%
2%
1%
1%
Tchécoslovaquie
France et AFN
Belgique
Canada
Autres pays
URSS
Palestine


Yougoslaves (894 volontaires)
37%
26%
12%
8%
6%
4%
4%
3%
Yougoslavie
France et AFN
Belgique
URSS
Canada
Autres pays
Tchécoslovaquie
USA

Document 3-12 : Répartitions des effectifs étrangers entre le front, l'arrière et les hôpitaux en mai 1938[17]

Nationalité	Total	En lignes	Arrière	Hospitalisés
Tchécoslovaques	610	464 (76%)	72 (12%)	74 (12%)
Suédois	173	122 (71%)	46 (27%)	5 (3%)
Norvégiens	84	58 (69%)	22 (26%)	4 (5%)
Belges	711	469 (66%)	176 (25%)	66 (9%)
Italiens	1 321	853 (65%)	310 (23%)	158 (12%)
Yougoslaves	387	247 (64%)	88 (23%)	52 (13%)
Bulgares	166	107 (64%)	34 (20%)	25 (15%)
Danois	198	123 (62%)	55 (28%)	20 (10%)
Finlandais	81	50 (62%)	18 (22%)	13 (16%)
Polonais	1 212	745 (61%)	263 (22%)	204 (17%)
Anglais	717	435 (61%)	149 (21%)	133 (19%)
Américains	739	440 (60%)	177 (24%)	122 (17%)
Autrichiens	437	257 (59%)	75 (17%)	105 (24%)
Hongrois	195	115 (59%)	40 (21%)	40 (21%)
Canadiens	181	99 (55%)	32 (18%)	50 (28%)
Roumains	109	59 (54%)	23 (21%)	27 (25%)
Allemands	1 044	557 (53%)	268 (26%)	219 (21%)
Divers/ indeterm.	1 201	629 (52%)	220 (18%)	352 (29%)
Français	2 687	1 322 (49%)	886 (33%)	479 (18%)
Hollandais	171	76 (44%)	40 (23%)	55 (32%)
Suisses	110	46 (42%)	42 (38%)	22 (20%)
Russes	80	32 (40%)	25 (31%)	23 (29%)
Total selon BI	***12 816***	***7 305 (57%)***	***3 263 (25%)***	***2 248 (18%)***

En rouge : les écarts supérieurs de plus 5 points à la moyenne
En jaune : les écarts inférieurs de plus 5 points à la moyenne

[17] Source : RGASPI 545.2.35 : *Relación de los camaradas componentes de la Base orgánica de las BI* in *Informe* [sur le travail réalisé par la Base organique des BI depuis sa création] S.d. [Marty, mai 1938], p. 13.

Document 3-13 : Situations des volontaires de nationalités italienne, allemande, tchécoslovaque et polonaise fin 1939[18]

Nationalités	Total situation	Internés au camp de Gurs	URSS	Autres pays	Morts, disparus, prisonniers, déserteurs
Italiens	3 108	28%	1%	47%	24%
Allemands	2 318	32%	4%	17%	47%
Tchécoslovaques	2 171	28%	1%	50%	22%
Polonais	3 805	25%	2%	52%	21%

Document 3-14 : Distribution par origines des Polonais internés en France au camp de Gurs au 28 août 1939 et proportion d'internés polonais par rapport à leurs pays de provenance[19]

Provenance	Effectifs minimum	Effectifs moins 25% de pertes	Internés à Gurs au 28 août 1939	Proportions indicatives des internés par rapport au nombre de survivants
Amérique du Sud	111	83	69	83%
Hollande et Grande Bretagne	5	4	3	80%
Espagne	38	29	16	56%
Allemagne, Autriche et Italie	20	15	8	53%
Pologne	507	380	147	39%
Palestine	67	50	17	34%
France	1 967	1 475	473	32%
Tchécoslovaquie	34	26	7	27%
Belgique	335	251	46	18%
Amérique du Nord	194	146	3	2%
URSS	16	12	0	0%
Total des Polonais	**2 715**	**2 036**	**733**	**36%**

[18] Sources : RGASPI 545.6.471 : *CCe du CC du PCE. Volontaires Italiens…. Op. Cit.*, p. 17 ; 545.6.346 : *CCe du CC du PCE Volontaires Allemands…. Op. Cit.*, p. 15 ; 545.6.1452 : *CCe du CC du PCE. Volontaires Tchécoslovaques…. Op. Cit.*, p. 21 ; 545.6.635 : *CCe du CC du PCE. Volontaires polonais…. Op. Cit.*, p. 21. Les totaux correspondent à ceux précisés par les enquêtes des Commissions des Cadres étrangers du CC du PCE. Dans les documents originaux, les mentions des pertes sont indiquées comme étant très inférieures à la réalité.

[19] Sources : RGASPI : 545.6.635 : *Commission des Cadres (étrangers) du CC du PCE. Volontaires polonais dans l'Espagne Républicaine (1936-1938)*. Moscou novembre 1940 ; 545.4.25 : *Sklad grupy polskiej wedlug krajow z ktorych przybyli do hispanii*. Gurs, août 1939.

Document 3-15 : Évaluation comparative des effectifs attendus et effectivement présents des Brigades internationales sur six dates[20]

Situation des Brigades internationales sur six dates		Fin mars 1937	Fin juillet 1937	Mi-décembre 1937	Fin mars 1938	Fin avril 1938	Septembre octobre 1938
Total officiel des effectifs des Brigades internationales à date		*20 000*	23 894	46 814	*40-45 000*	37 551	25 099
Total officiel des arrivées de volontaires étrangers à date		**18 714**	**23 278**	**27 497**	**30 840**	**31 369**	**32 256**
*Total pondéré de 20%**		*15 000*	*18 500*	*22 000*	*24 500*	*25 000*	*26 000*
Total des étrangers présents effectivement à date		***9 à 12 000***	**12 502**	**20 089**	**16 551**	**12 816**	***10 000***
Détails des étrangers présents	Hospitalisés	NP	3 287	3 554	2 361	2 248	2 851
	Arrière	NP	5 121	5 356	5 154	3 263	NP
	Front	NP	4 094	8 593	8 309	7 305	*6 000*
	Divers et sans précision	NP	600	2 586	727	NP	NP
Détails des étrangers absents	Morts, disparus et déserteurs (chiffres officiels)	NP	3 354	4 365	NP	4 575	*5 à 6 000*
	Rapatriés légalement	NP	1 500	3 310	NP	5 062	7 000

Les chiffres en italiques sont des estimations, du fait de l'absence de sources. Le total pondéré applique une hypothèse d'un taux d'usure de 20% à titre purement illustratif.

[20] Sources : RGASPI 545.2.108 : Tableau sans titre [Tableau des arrivées totales de volontaires étrangers pour les Brigades internationales sur la totalité du conflit] s.d. [septembre 1938] ; 495.18.1179 : *Réunion du secrétariat de l'ECCI du 7 mars 1937, sténogramme du rapport oral d'André Marty sur la question espagnole*, p. 17 ; 545.2.55 : *État des effectifs des brigades Internationales depuis l'origine jusqu'à la date du 30 juillet 1937* ; 545.1.1 : Conclusions au mémorandum sur *la situation des Brigades Internationales*. Par Luigi Gallo. S.d. [été 1937] ; 545.1.4 : *Precisiones sobre la organización de las BI*. 11 août 1937 ; 545.2.108 : *Composición del efectivo de las BI y de esta Base Orgánica . De fecha del 20 Diciembre 1937 conforme a las listas de haberes. ;* 545.2.108 : *Informe* [sur le travail réalisé par la Base organique depuis sa création] S.d. [Marty, mai 1938] ; 545.2.35 : *Relación de los camaradas componentes de la Base orgánica de las Brigadas Internacionales,* S.d. [Marty, mai 1938] ; AGMA SHM L 1 263 C2 : *Estado de fuerza de las brigadas XI XII XII XIV XV y base en 1 de mayo de 1938*. Barcelone, 16 mai 1938 ; 517.3.15 : *Rapport du commandant de la Base Gomez au Président du Conseil, ministre de la défense, le 1er juin 1938 (Rapport des effectifs de la Base des BI de sa formation à la date ci-dessus)*. 1er juin 1938 ; RGVA 33987. 3.1149 : Lettre de Dimitrov et Manuilsky à Voroshilov. 29 août 1938 in RADOSH (Ronald), HABECK (Mary R.), SEVOSTIANOV (Grigory), *España traicionada. Stalin y la Guerra civil*, Barcelone, Planeta. Historia y Sociedad, 2002, document 74, pp. 549-550 ; RGVA, 33987.3.1149 : Courrier de Sverchevsky à Voroshilov, 20 novembre 1938 in *idem*, document 75 p. 552 ; AD 66 31W273 Dossier Commission militaire internationale : *Société des Nations - Rapport provisoire de la commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non espagnols en Espagne*. Genève, 15 janvier 1939, p. 13 ; SALAS LARRAZABAL (Ramón), *Historia del Ejército popular de la República*, Tome 3, Madrid, La esfera de los libros, 2006 [1973], p. 2911.

Document 3-16 : Situation des membres étrangers des Brigades internationales présents et passés au 30 avril 1938 et détermination de la part des absents[21]

Nationalités et ensembles nationaux composites	Effectifs totaux au 1er mai 1938	Présents effectivement		Soustraction des effectifs dont les motifs d'absence sont déterminés						Part des absents par rapport aux présents en théorie
				Rapatriés officiellement recensés		Morts et disparus officiellement recensés		Présents en théorie		
Baltes	862	161***	-19%	17	-2%	179	-21%	666	-77%	**76%**
Balkaniques	2 056	662	-32%	54	-3%	96	-5%	1 906	-93%	**65%**
Hollandais	586	171	-29%	82	-14%	42	-7%	462	-79%	**63%**
Suisses	406	110	-27%	46	-11%	78	-19%	282	-69%	**61%**
Américains	2 274	739	-32%	337	-15%	276	-12%	1 661	-73%	**56%**
Canadiens	510	181	-35%	51	-10%	71	-14%	388	-76%	**53%**
Hongrois	510	195	-38%	40	-8%	56	-11%	414	-81%	**53%**
Français	8 778	2 687	-31%	2 301	-26%	942	-11%	5 535	-63%	**51%**
« Polonais »*	3 034	1 212	-40%	240	-8%	466	-15%	2 328	-77%	**48%**
« Anglais »**	1 806	717	-40%	460	-25%	124	-7%	1 222	-68%	**41%**
Belges	1 701	711	-42%	330	-19%	185	-11%	1 186	-70%	**40%**
Allemands	2 180	1 044	-48%	189	-9%	308	-14%	1 683	-77%	**38%**
Italiens	2 908	1 321	-45%	335	-12%	526	-18%	2 047	-70%	**35%**
Autrichiens	846	437	-52%	79	-9%	138	-16%	629	74%	**31%**
Tchécoslovaques	1 046	610	-58%	142	-14%	133	-13%	771	-74%	**21%**
Scandinaves	662	455	-69%	92	-14%	91	-14%	479	-72%	**5%**
Autres	1 204	1 201	-100%	267	-25%	864	-81%	132	-11%	**0%**
Total	31 369	12 614	40%	5 062	-16%	4 575	-15%	21 791	-69%	**42%**

*: Polonais, Ukrainiens, Lituaniens, Biélorusses. **: Anglais, Écossais, Irlandais*** : Russes et Finlandais. Les Baltes « authentiques » n'apparaissent pas dans le rapport en date du 1er mai 1938 pour une raison inconnue.

[21] Source : RGASPI 517.3.15 : *Rapport du commandant de la Base Gomez au Président du Conseil, ministre de la défense, le 1er juin 1938 (Rapport des effectifs de la Base des BI de sa formation à la date ci-dessus)*. 1er juin 1938. Deux erreurs de calcul de l'auteur du document statistique original ont été corrigées : le total des arrivées au 1er mai est de 12 816 et non 12 614 selon les valeurs indiquées, le total des rapatriés est de 5 062 et non 6 062.

Document 3-17 : Moyenne mensuelle des arrivées nouvelles de volontaires étrangers entre le 1er octobre 1937 et le 1er octobre 1938[22]

Effectifs de volontaires	Nombre de nationalités représentées	Détails des nationalités (par ordre hiérarchique décroissant au sein de chaque catégorie)
100 et + par mois	1	*Français*
Entre 50 et 100 par mois	1	*Polonais*
Entre 25 et 49 par mois	4	*Anglais, Italiens, Américains, Tchécoslovaques*
Entre 15 et 24 par mois	7	*Allemands, Espagnols, Suédois, Autrichiens, Belges, Canadiens, Yougoslaves*
Entre 5 et 14 par mois	9	*Hollandais, Danois, Roumains, Hongrois, Bulgares, Norvégiens, Finlandais, Cubains, Suisses*
Entre 2 et 4 par mois	3	*Estoniens, Grecs, Portugais*
Un volontaire par mois	5	*Russes, Lituaniens, Palestiniens, Lettons, Luxembourgeois*
Moins d'un volontaire par mois	Plus de 17	*Irlandais, Argentins, Arméniens, Brésiliens, Albanais, « Divers », Sans nationalité, Andorrans, Paraguayens, Écossais, Islandais, Mexicains, Uruguayens, Chiliens, Dantzigois, Portoricains, Turcs*
Un seul volontaire annuel	8	*Australien, Bolivien, Chinois, Colombien, Costaricain, Philippin, Salvadorien, Sud-Africain*

[22] Source : Dépouillementmanuel et systématique des arrivées quotidiennes des volontaires étrangers pour les Brigades internationales (RGASPI 545.6.35 et 36)

Document 4-1 : Proportions par nationalités des postulants entre mars et août 1938[23]

Nationalités	Aspirants	Refusés	Acceptés	% refusés
Belges	110	42	68	38%
Français	816	252	564	31%
Suisses	13	3	10	23%
Hollandais	90	17	73	19%
Baltes	61	11	50	18%
Italiens	198	34	164	17%
Divers	144	24	120	17%
Scandinaves	336	44	292	13%
Tchécoslovaques	87	10	77	11%
Polonais	319	30	289	9%
Américains	118	9	109	8%
Allemands	91	6	85	7%
Anglais	172	11	161	6%
Balkaniques	133	8	125	6%
Hongrois	37	2	35	5%
Canadiens	19	1	18	5%
Autrichiens	68	2	66	3%
Total	**2 812**	**506**	**2 306**	**18%**

[23] Source : RGASPI 545.6.55 Liste des volontaires refusés ou refoulés, rapports quotidiens ou hebdomadaires. Minutes datées du 7 mars 1938 au 25 août 1938 ; 545.2.108 : Documents du service du personnel et du service de l'effectif du QG. Document sans titre ni date [effectif total des volontaires étrangers des Brigades internationales, août 1938]. Les ensembles « Scandinaves », « Balkaniques », « Baltes » et « Divers » ont été construits artificiellement par regroupements des nationalités afin d'être en correspondance avec la nomenclature des groupes nationaux utilisée par l'administration des Brigades internationales. Les 5 Portugais (dont 2 refusés) ont été adjoints au groupe divers.

Document 4-2: Récapitulatif synthétique des principaux motifs invoqués par la commission de réforme de Paris pour refuser l'engagement de 506 postulants entre mars et août 1938[24]

Motifs principaux de réforme	Effectifs	%
Inapte physique	**153**	30%
Santé défaillante	**101**	20%
Motivation insuffisante, fantasque ou mobiles économiques assumés	**42**	8%
Venu de lui-même sans être passé par un comité local	**40**	8%
Douteux	**22**	4%
Déserteur des Brigades internationales	**19**	4%
Motifs non précisés	**19**	4%
Trop vieux (âge non précisé)	**18**	4%
Affiliation ou sympathie politique considérée comme hostile ou	**16**	3%
Ancien détenu ou inscrit aux sommiers judiciaires	**15**	3%
Trop jeune (mineur)	**11**	2%
Alcoolique	**11**	2%
Service ou période militaire à accomplir en 1938	**10**	2%
Indésirable (sans autre précision)	**10**	2%
S'est rétracté ou a disparu avant le départ	**7**	1%
S'est présenté sous une fausse identité	**3**	1%
Refus de la visite médicale	**3**	1%
Violent ou suspect de violence	**3**	1%
A provoqué un scandale durant sa prise en charge à Paris	**3**	1%
Total	**506**	**100%**
Motifs secondaires		
A été soldat dans la Légion étrangère	12	2%
Sans domicile fixe	10	2%
Vétérans d'Espagne (milices et Brigades internationales)	82	16%

[24] Source : RGASPI 545.6.55 : Rapports quotidiens ou hebdomadaires de la commission de réforme sise au 8 avenue Mathurin-Moreau à Paris concernant les volontaires refusés ou refoulés. Minutes datées du 7 mars 1938 au 25 août 1938.

Document 4-3a: Répartition en pourcentage par nationalité des chômeurs étrangers en France en 1931 et 1936[25]

Nationalités des chômeurs étrangers	1931	1936
Italiens	30,5%	41,8%
Polonais	12,2%	8,5%
Espagnols	11,6%	15,9%
Protégés français	8,9%	2,7%
Russes	5,4%	13,6%
Autres nationalités	31,4%	17,5%
Total	100%	100%

Document 4-3b : Comparatif des taux de chômage entre travailleurs français et étrangers en France en 1936 sur trois secteurs d'activités dominants parmi les volontaires en Espagne[26]

	Français		Étrangers	
Répartition des chômeurs en France	**Recensement de 1931**	**Enquête Letellier 1936**	**Recensement de 1931**	**Enquête Letellier 1936**
Manœuvres et manutentionnaires	16,70%	21,20%	30,61%	32,66%
Bâtiment et terrassement	11,90%	13,10%	15,57%	21,87%
Industries métallurgiques et mécaniques	15,70%	17,30%	9,57%	20,07%

[25] Source : LETELLIER (Gabrielle), *Enquête sur le chômage. Tome 2: Les chômeurs d'après les fiches* des fondsde chômage de Paris, Lyon et Mulhouse. Paris, Institut Scientifique de Recherches Scientifiques et Sociales, Librairie du recueil Sirey, 1942. Tableau VIII « Les chômeurs étrangers par nationalité », p. 25. Algériens non compris.

[26] Sources : *Idem Tome 2: Les chômeurs d'après les fiches des fondsde chômage de Paris, Lyon et Mulhouse*. Tableau V : Répartition des chômeurs par profession d'après différentes enquêtes », p. .22 et Tableau VII : « Répartition des chômeurs étrangers d'après la profession dans notre enquête et dans le recensement de 1931 », p. 25.

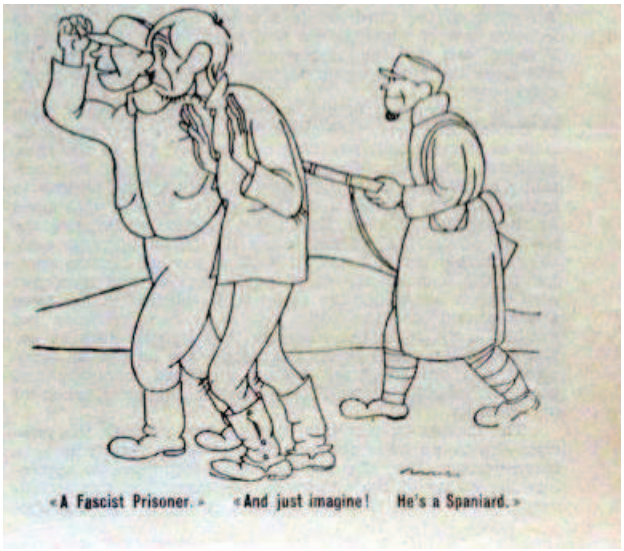
Document 5-1a : Caricature de l'armée nationaliste. Légende : « Francos Nationale Armee »[27]

Document 5-1b : Caricature d'un soldat allemand et d'un *Regulares* marocain. Légende : « Toi aussi y en a volontaire nationaliste espagnol, comme moi ?...»[28]

[27] Source : « Eine Karrikatur (sic) aus unserer Brigadezeitung » in KANTOROWICZ (Alfred), *« Tschapaiew». Das Bataillon der 21 Nationen*, Madrid, Imprenta Colectiva Torrent, 1938, p. 192.
[28] Source : « Les débats de la Conférence Internationale des 16 et 17 Janvier » in *La Défense.* 22 janvier 1937, p.5.

Document 5-1c : Caricature de trois soldats de l'armée nationaliste : un Italien, un allemand, un marocain. Légende : « Maintenant il faudrait trouver quelqu'un qui connaisse l'espagnol »[29]

Document 5-1c : Caricature de deux miliciens du front d'Aragon escortant un prisonnier. Légende : « A Fascist Prisonner» « And juste imagine ! He's a Spaniard »[30]



[29] Source : *Le Métallo. Organe de défense des ouvriers métallurgistes - Union syndicale des ouvriers et ouvriers métallurgistes et similaires de la Région Parisienne* n°30 Janvier 1937, p. 4.
[30] Source : *The Spanish Revolution*. *Weekly Bulletin of the Workers'Party of Marxist Unification of Spain* Vol.2 n°4 du 3 mars 1937, p. 1. [Traduction : *Un prisonnier fasciste. Et devine quoi ! Celui-là est Espagnol !]*

Documents de la Deuxième partie

Document 6-1 : *Affiche du Socialist Party et des Friends of the Debs Column. 1936*…….CXXXVI

Document 6-2 : *Encart paru dans la presse anglophone du POUM*…….…....CXXXVIII

Document 8-1 : *Nombres de familles secourues en novembre 1937 par les comités nationaux établis à Paris*…….…....CXXXVIII

Document 8-2 : *Mouvements de fonds destinés aux familles des volontaires établis par le CIAPE entre septembre et décembre 1937*……...…….....CXL

Document 9-1 : *Texte du pacte de Paris ratifié par le PSI, le PCI et PRI le 27 octobre 1936*.....CXLII

Document 9-2 : « *Quelques mesures en vue de la réalisation de l'offre d'unité faite à l'I.O.S. et la F.S.I. pour l'action en faveur de l'Espagne* » …….....CXLIV

Document 6-1 : Affiche du *Socialist Party* et des *Friends of the Debs Column*[31]

MEN FOR SPAIN

To the householder,

Workers and Fascists have locked horns in Spain in a death struggle. Valiantly fighting the mercenary hordes of German, Italian, and Moorish Fascists, the Government forces are badly in need if trained men.

The EUGENE VICTOR DEBS COLUMN of Anti-fascist Aviator, Technicians, and Men of military experience has been formed to join the heroic INTERNATIONAL BRIGADE NOW IN MADRID!

THE SPANISH FASCISTS MUST BE DEFEATED!

If the Government Forces win, Hitler and Mussolini will be dealt a powerful blow and the day when they must fall will be hastend. On the other hand our victory for the Fascists means the strengthening of the Hitler and Mussolini Blood Regimes.

THIS CONFLICT IS INTERNATIONAL!

German and Italian Fascists are fighting on the Fascist side. And German and Italian REFUGEES are fighting with the Workers' Troops in the INTERNATIONAL BRIGADE, for they realize a defeat of Fascism in Spain is a defeat for Fascism in Germany, Italy, and the rest of the world!

SPANISH FASCISM MUST BE CRUSHED TO HELP PREVENT FASCISM FROM SPREADING THROUGHOUT THE WORLD!

MEN ARE NEEDED!

THE DEBS COLUMN OF AMERICAN ANTI-FASCISTS IS READY TO GO! YOU MUST HELP TO SEND THEM ACROSS!

$50.000 MUST BE RAISED IMMEDIATELY TO PAY THE PASSAGE FOR THESE VALIANT FIGHTERS!

TOMORROW YOU WILL BE VISITED BY AN AUTHORIZED COLLECTOR. GIVE TO THE AMERICAN ANTI-FASCISTS WHO WILL FIGHT SIDE BY SIDE WITH THEIR FRENCH, GERMAN, ENGLISH, IRISH, AND RUSSIAN COMRADES IN THE COURAGEOUS INTERNATIONAL BRIGADE!

Previous donations for food or medical supplies should not deter you from giving generously to THE DEBS COLUMN.

Contributed by the Socialist Party, Philadelphia.

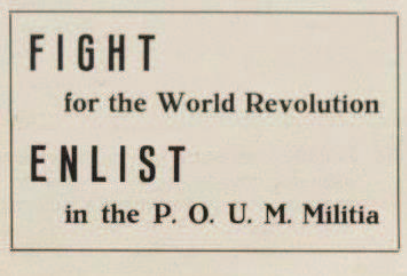
FOR THE Friends of the Debs Column, 1626 Arch Street[32].

[31] Source : Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives. Abraham Lincoln Brigade Archives (ALBA) Collections. ALBA Vertical Files. *Debs Battalion/Debs Column*. Affiche "Men for Spain".

[32] DES HOMMES POUR L'ESPAGNE. Aux chefs de famille. Les ouvriers et les fascistes croisent les fers en Espagne dans une lutte pour la mort. Combattant vaillamment les hordes mercenaires des fascistes allemands,

italiens et maures, les forces gouvernementales ont désespérément besoin d'hommes entraînés. La colonne EUGENE VICTOR DEBS, composées d'aviateur antifascistes, de techniciens et d'hommes militairement expérimentés a été formée pour rejoindre l'héroïque BRIGADE INTERNATIONALE À MADRID MAINTENANT ! LES FASCISTES ESPAGNOLS DOIVENT ETRE VAINCUS! Si les forces gouvernementales l'emportent, Hitler et Mussolini recevront un coup puissant et le jour de leur chute en sera hâté. Inversement, une victoire pour les fascistes signifierait le renforcement des régimes sanglants d'Hitler et de Mussolini. CE CONFLIT EST INTERNATIONAL! Les fascistes allemands et italiens se battent du côté des fascistes. Et des RÉFUGIÉS allemands et italiens combattent dans les troupes ouvrières de la BRIGADE INTERNATIONALE, car ils réalisent qu'une défaite du fascisme en Espagne serait une défaite pour le fascisme en Allemagne, en Italie et dans le reste du monde! LE FASCISME ESPAGNOL DOIT ÊTRE ÉCRASÉ POUR AIDER À EMPÊCHER LE FASCISME DE SE PROPAGER DANS LE MONDE ENTIER! Il FAUT DES HOMMES ! LA COLONNE DEBS DES ANTIFASCISTES AMÉRICAINS EST PRÊTE À PARTIR! VOUS DEVEZ AIDER À LEUR ENVOI! 50 000 $ DOIVENT ETRE IMMEDIATEMENT LEVÉS POUR PAYER LE PASSAGE DE CES CHASSEURS VALANTS! DEMAIN, VOUS SEREZ VISITÉS PAR UN COLLECTEUR AUTORISÉ. DONNEZ AUX ANTIFASCISTES AMÉRICAINS QUI COMBATTENT CÔTÉ À CÔTÉ AVEC LEURS CAMARADES FRANCAIS, ALLEMANDS, ANGLAIS, IRLANDAIS ET RUSSES DANS LA COURAGEUSE BRIGADE INTERNATIONALE ! Les dons effectués de nourriture ou de fournitures médicales ne doivent pas vous dissuader de donner généreusement à la COLONNE DEBS. Production du Parti Socialiste, Philadelphie.

Document 6-2 : Encart paru dans la presse anglophone du POUM[33]



Document 8-1 : Nombres de familles secourues en novembre 1937 par les comités nationaux établis à Paris[34]

Comités nationaux pris en charge à Paris	Nb de familles	Montants des allocations en novembre
Italien	505	156 521
« Région Parisienne » (Français)	463	152 163,25
Espagnol	400	153 965,50
Tchécoslovaque	300	137 064,00
Polonais	295	88 943
Autrichien	185	57 363
Hongrois	184	56 703
Mandat individuels	174	54 965,25
Juifs [Polonais]	134	38 825
Yougoslave	108	30 464
Allemand	81	25 901
Bulgare	58	12 502
Roumain (immigration)	49	15 134
Russe	18	6 580
Portugais	17	7 683
Letton	9	3 850
Total exact	*2 980*	*998 627*
Total figurant sur le document	2 900	997 940
Moyenne par famille		344,12

[33] Source : *The Spanish Revolution* n°2 Vol. 2 février 1937, p. 2.
[34] Source : RGASPI 517.1.1876 : Résumé statistique des familles de volontaires secourues en novembre 1937.

Document 8-2 : Mouvements de fonds destinés aux familles des volontaires établis par le CIAPE entre septembre et décembre 1937[35]

Semaines	Sommes en Francs
du 13 au 20 septembre 1937	444 982,50
du 20 au 27 septembre 1937	363 545,35
du 27 au 4 octobre 1937	350 326,95
du 4 au 10 octobre 1937	380 230,10
du 10au 17 octobre 1937	334 409,15
du 17 au 24 octobre 1937	303 629,80
du 24 au 31 octobre 1937	348 275
du 1er au 7 novembre 1937	473 127,95
du 8 au 14 novembre 1937	323 086,60
du 15 au 21 novembre 1937	358 644,15
du 22 au 28 novembre 1937	345 260
du 29 novembre au 5 décembre 1937	433 591,05
du 5 au 12 décembre 1937	319 848,85
Total versé sur trois mois	4 778 957,45
Moyenne par semaine	367 612,11
Nombre de familles soutenues par semaine	1 068

[35] Source : RGASPI 545.2.37 : *Mouvements de fonds*. Par Rebière. Décembre 1937

Document 9-1 : Texte du pacte de Paris ratifié par le PSI, le PCI et PRI le 27 octobre 1936[36]

Si costituisce la Legione italiana sotto il patronato politico dei partiti socialista, comunista e repubblicano e col concorso delle organizzazioni aderenti al comitato italiano pro Spagna. La Legione si organizza autonomamente e si pone al servizio del governo repubblicano di Spagna.

I tre partiti nominano un comitato politico il quale ha la funzione :

a) di mantenere i rapporti fra la Legione e il governo spagnolo ;
b) di risolvere tutti i problemi politici che il carattere particolare della formazione militare presenta ;
c) di assicurare la concordia fra i diversi elementi politici rappresentati nella Legione ;
d) di amministrare la Legione ;
e) di nominare il comandante ;
f) di deliberare sui casi di indisciplina gravi che gli sono deferiti dal comando ;
g) di collaborare col comando militare senza lederne l'autorità ;
h) di sciogliere la colonna quando lo giudichi opportuno.

Il comando ha la responsabilità dell'organizzazione, della disciplina e della direzione militare della Legione. La Legione si metterà a disposizione dello S.M. spagnolo non appena, a giudizio del suo comandante militare, la preparazione sarà completa. Le autorità spagnole assicureranno ai componenti la Legione lo stesso trattamento fatto ai militari dell'esercito spagnolo. I volontari prendono l'impegno di arruolarsi per un tempo minimo di sei mesi. Il comandante della Legione italiana per designazione dei tre partiti che costituiscono il Comitato politico, è il cittadino Randolfo Pacciardi.

Paris, le 27 octobre 1936[37].

---

[36] Source : PACCIARDI (Randolfo), *Il Battaglione Garibaldi. Volontari italiani nella Spagna Repubblicana*, Rome, La Lanterna, 1945, pp. 41-42.

[37] *Est créée la Légion italienne sous le patronage politique des partis socialiste, communiste et républicain, avec l'aide des organisations participant au Comité italien pro-Espagnol. La Légion est organisée de manière autonome et placée au service du gouvernement républicain d'Espagne. Les trois parties nomment un comité politique qui a pour fonction :*
a) de maintenir le contact entre la Légion et le gouvernement espagnol ;
b) de résoudre tous les problèmes politiques que la spécificité de la formation militaire induit ;
c) de assurer l'harmonie entre les différents éléments politiques représentés dans la Légion ;
d) d'administrer la légion ;
e) de désigner le commandant ;
f)de décider des cas d'indiscipline grave déférés par le commandement ;
g) de coopérer avec le commandement militaire sans porter atteinte à son autorité ;
h) de dissoudre la colonne quand elle le jugera approprié.
Le commandement est responsable de l'organisation, de la discipline et de la direction militaire de la Légion. La Légion se place à la disposition du S.M. Espagnol dès que, selon l'avis de son commandant militaire, la préparation seraterminée. Les autorités espagnoles s'assureront que les membres de la Légion aient le même traitement que les soldats de l'armée espagnole. Les volontaires s'engagent à servir pour un minimum de six

mois. Le commandant de la de la Légion italienne désigné par les trois parties qui composent le Comité politique, est le citoyen Randolfo Pacciardi. Paris, le 27 octobre 1936.

Document 9-2 : « Quelques mesures en vue de la réalisation de l'offre d'unité faite à l'I.O.S. et la F.S.I. pour l'action en faveur de l'Espagne »[38]

5 avril 1937. Original deutsch Окончательный текст Strictement confidentiel

1.- Pour amener l'I.O.S. et la F.S.I à accepter la proposition tendant à l'action commune en faveur de l'Espagne, il faut organiser une campagne internationale. La ligne de la campagne est donnée par l'article du camarade Dimitrov et la réponse télégraphique de camarades espagnols.

2.- Les divers partis communistes doivent d'adresser aux partis socialistes, sous une forme qui correspond à leur situation, afin de réaliser une action commune en faveur de l'Espagne à l'échelle nationale et soutenir la proposition esp gifle tendant à l'action commune des organisations internationales.

3.- Le Parti français doit essayer d'obtenir que la CGT exige de la F.S.I. d'accepter officiellement la proposition de la CGT espagnole.

4.- De même, le parti français doit tenter d'amener le parti socialiste français à intervenir dans le même sens auprès de l'IOS. Le Parti italien, lui aussi, doit faire de même.

5.- Tous les partis communistes doivent prendre des mesures très énergiques tendant à amener différentes organisations des partis socialistes et des syndicats à exiger l'unité d'action internationale avec le Parti Communiste en faveur de l'Espagne, non seulement de leur parti ou de leur syndicat, mais aussi de l'I.O.S. et de la F.S.I.

Dans ce but, envoyer des résolutions, des lettres, des télégrammes à de Brouckère et Schevenels, documents à propager largement par la presse, aux réunions, etc... Il s'agit de développer, au sein de l'I.O.S. et de la F.S.I., un large mouvement pour l'unité d'action

6.- Adresser aux membres des partis socialistes et des syndicats des publications spéciales, (tracts, brochures) et les diffuser largement parmi eux. Tous les partis communistes doivent incessamment éditer l'article du camarde Dimitrov, le télégramme des camarades espagnols et la réponse télégraphique de l'IC., sous forme d'un tract spécial à grand tirage, et diffuser ce tract surtout parmi les membres des partis socialistes et des syndicats.

7.- Consacrer chaque jour une large place dans toute la presse à la question de l'unité d'action internationale pour l'Espagne et placer cette question de l'unité d'action internationale pour l'Espagne et placer cette question effectivement au centre de notre politique quotidienne et de l'attention de l'ensemble du mouvement ouvrier.

8.- Julius doit immédiatement demander à des camarades dirigeants des divers partis communistes, des articles de presse à ce sujet et veiller à leur publication à l'échelle internationale.

[38] Source : RGASPI 495.18.1202 : Quelques mesures en vue de la réalisation de l'offre d'unité faite à l'I.O.S. et la F.S.I. pour l'action en faveur de l'Espagne. Original deutsch. Окончательный текст. Strictement confidentiel. 5 avril 1937. Accord Marty 4 juin 1937.

9.- Les instances de Paris doivent, faire le nécessaire pour obtenir du plus grand nombre possible de personnalités connues dans le monde entier, des démonstrations en faveur de l'unité internationale dans la question espagnole et les rendre publiques dans une large mesure.

10.- Certains partis communistes, Julius et les instances de Paris doivent tout particulièrement s'efforcer d'obtenir des démonstrations analogues de la part des leaders de gauche des partis socialistes et des syndicats.

11.- Les partis communistes doivent organiser dans les centres les plus importants des démonstrations particulières en faveur de l'Espagne, au cours desquelles on traitera la question espagnole sous l'angle de l'unité d'action nationale et internationale.

12.- Au Parlement et dans les Conseils municipaux, les représentants communistes doivent de nouveau poser la question espagnole et motiver ici également la nécessité de l'unité d'action. D'une façon générale, il faut utiliser largement la tribune parlementaire pour populariser notre lutte en faveur de l'action unie pour l'Espagne.

13.- Les Camarades française doivent informer de ces directives les partis européens légaux par courriers spéciaux.

4.6.37 Accord, A. Marty.

Documents de la Troisième partie

Document 10-1 *: Règlement adopté à l'unanimité par les miliciens de la colonne Lenín du POUM à Grañen le 2 août 1936*.....CXLVIII

Document 10-2 : *« Les bons conseils » de Franco, de Hitler, de Mussolini aux mauvais Miliciens, encart ou affiche éditée par les services étrangers du PSUC* CL

Document 10-3 : *Compte rendu de l'Assemblée extraordinaire des miliciens étrangers du 9 mars 1937* CLII

Document 10-4 : *Article « J'suis volontaire, j'fais pas c'que je veux ! » par Jean « Barthel » (Chaintron)*.....CLVIII

Document 11-1 : *Tableau chronologique des évolutions tactiques du 15ème bataillon Six février du 13 au 23 février 1937* CLX

Document 11-2 : *Graphique chronologique des envois et retours de permission entre mai 1937 et septembre 1938*..... CLXIII

Document 11-3 : *Tableau illustrant les proportions des motifs (rationalisés) de rapatriements entre mai 1937 et le 5 août 1938* CLXII

Document 13-1 : *Extrait de la circulaire ministérielle du 19 juin 1937 concernant la situation des membres étrangers de l'Armée républicaine*..... CLXIV

Document 10-1 : Règlement adopté à l'unanimité par les miliciens de la colonne Lenín du POUM à Grañen le 2 août 1936[39]

Art I : Tous les travailleurs qui se sont engagés ou s'enrôleront dans les milices du POUM s'engagent à lutter contre le fascisme et contre la réaction sous la direction du comité militaire constitué qui porte la responsabilité de la direction de la lutte des colonnes du POUM venus de Barcelone.

Art II : Quiconque est indiscipliné ou qui incite les autres camarades à commettre des actes de désobéissance au commandement militaire encourt la plus grave responsabilité et sera jugé suivant son acte et subira le châtiment appropriée à la faute commise.

Art III : Sont rigoureusement prohibées les querelles ou discussions entre miliciens, étant donné que ces actes répréhensibles mènent à la désagrégation de nos forces et le renforcement de l'ennemi.

Art IV : Les caporaux ou chefs de groupes seront en contact d'une façon permanente avec leurs autorités respectives. Quand apparaît une anomalie, si insignifiante soit-elle, ils sont tenus de la porter immédiatement à la connaissance du chef de compagnie, lequel, s'il est nécessaire, transmettra au comité militaire.

Art V : Celui qui, s'étant enrôlé dans les milices, déserterait, que ce soit du front ou de l'arrière, sera jugé avec la plus grande sévérité par le Comité Militaire et quatre camarades nommés par les miliciens. Les sentences édictées par ce tribunal populaire seront exécutées sans appel.

Art VI : Celui qui, s'étant enrôlé ou non dans les milices, se livre au pillage, au vol ou commet tout autre acte analogue, sera passé par les armes sans autre forme de procès.

Art. VII : L'action dans la lutte est centralisée sous toutes ces formes et personne ne pourra prendre de décision sans autorisation du Comité Militaire.

Art. VIII : Les présentes instructions de cette ordonnance seront exécutée et si quelque réclamation ou observation est jugée nécessaire, elle sera présentée de la manière suivante : les réclamations, initiatives ou observations seront portées aux caporaux de groupes ; ceux-ci les transmettent à leurs chefs de groupes ou de compagnies, qui les portent au Comité Militaire.

[39] Source : « Discipline révolutionnaire » in *La Révolution Espagnole, Edition française hebdomadaire du POUM d'Espagne* n°1 du 3 septembre 1936, p. 4.

Document 10-2 : « Les bons conseils » de Franco, de Hitler, de Mussolini aux mauvais Miliciens, encart ou affiche éditée par les services étrangers du PSUC[40]

« Les bons conseils » de Franco, de Hitler, de Mussolini aux mauvais Miliciens :

Milicien, si tu veux aider le FASCISTE, Voilà ce qu'il faut faire : »

1er. Encourage la Désertion.

2ém. Fuis quand nous avançons..

3ém. Laisse rouiller ton fusil. Gaspille tes munitions en les laissant trainer ou en tiraillant inutilement sans but sérieux.

4ém. Grogne con[s]tamment contre tout.

5ém. Parle toujours de la relève surtout dans les moments où elle n'est pas possible.

6ém. Si un responsable te commande, ne refuse pas mais arrange toi pour ne pas exécuter l'ordre.

7ém. Démontre par des arguments à l'allure st[r]atégique, que les officiers antifascistes sont mauvais ou incapables, et qu'ils font tuer inutilement les Miliciens.

8ém. Fait courrir des faux bruits. Raconte par exemple que à l'Etat Major de l'Armée Populaire il y a des fascistes, cela parait bête, mais ça peut prendre et ça jette le trouble.

9ém. S'il manque du Vin à l'ordinaire [, dis qu'à] l'État-Major ou l'intendance [ils l'ont] gardé pour se… saouler.

10ém. Trouve tous les arguments défaitistes possible pour démontrer que ton Bataillon peut tenir mai non avencer.

11ém. Sème la discorde entre Miliciens de différents partis du front populaire ou de différentes nationalités.

12ém. Dénigre constamment les soldats Espagnols auprès des Miliciens Internationaux car ainsi tu empêche la cohésion des forses antifascite.

13ém. Raconte que tous les Miliciens d'origine Françai[se] e[t] Anglaise ou autre sont obligés de retourner chez eux en raison de récents décrets.

14ém. Proteste contre le manque de nourriture même si elle est abondante et contre la [q]ualité même si elle est bonne. Au front tout ne peut être parfait et par conséquent décirer tes habits pour en avoir d'autres car ainsi tu appauvris l'Armée populaire.

[40] RGASPI 545.2.356 : « « Les bons conseils » de Franco, de Hitler, de Mussolini aux mauvais Miliciens : Milicien, si tu veux aider le FASCISTE, Voilà ce qu'il faut faire ». S.d. [1936]. Document rédigé par les services étrangers du PSUC à destination des miliciens francophones de la colonne puis division catalane *Carlos Marx*.

15ém. Saoule-toi quotidiennement. Fait mieux encore e[t] pousse tes camarades à la boisson. Procure-leur l'alcool en quantité pour les rendre inconcients.

16ém. Quand tu change de linge jette le linge sale, au lieu de le récupérer pour le faire laver.

17ém. Si~~,~~ tu est dans un service~~,~~ où il y a des autos, des camions, des motos, efforce-toi de gaspiller l'essence par des voyages superflus. Prends le plus gros camion, pour transporter un homme ou un petit paquet ou pour te promener.

18ém. Sois le plus sale possible pour donner le mauvais exemple et pour que la vermine s'installe ce qui créera des difficultés.

19ém. Pour faire [repérer] les lignes antifascistes, allume des [feux] le plus possible

20ém. [B]avarde à tort et à travers sur nos positions et à n'importe qui.

21ém. Pour faciliter le travail des espions fascistes, marque dans ta correspondance le lieux où tu te trouve, l'Indication de ton unité et divers autres renseignements.

22ém. S'il y a une section disciplinaire pour les Mauvais Miliciens, efforce-toi de leur donner des cigarettes, du vin, etc.. dont ils sont privés. Fais-toi leur avocat auprès des autres Miliciens en prétendant qu'ils ne sont pas coupables.

23ém. En un mot, fais […] ce qu'on te commande mais si possible sans en avoir l'air.

Ainsi le le Fasciste pourra résister à l'Armée Populaire

Signé : Hitler, Franco, Mussolini

Camarades Miliciens antifasciste digne de ce titre glorieux [,] Vous savez à présent comment veux travailler l'ennemi dans nos rangs et vous savez ce qu'ils vous restent à faire.

Et toi Camarade, qui a pu tomber inconsciemment dans une de ces fautes favorable au Fascisme tu dois réparer ton erreur et te corriger.

VIVE L'ARMEE POPULAIRE FORTE DISCIPLINEE FRATERNELLE VICTORIEUSE.

Document 10-3 : Compte rendu de l'Assemblée extraordinaire des miliciens étrangers du 9 mars 1937[41]

Du mardi 9 mars 1937 à 18 heures, « Sala de Actas » de la Casa CNT-FAI à Barcelone, appel avait été fait à tous les miliciens et particulièrement à ceux descendus récemment du front.

Sont nommés pour faire partie du bureau : Alfred Lobel (section française), président ; Fernand Fortin (délégué à la propagande de la section française), vice-président ; C. Styr Nhair (section française) et Bledine (milicien venu du front) en tant qu'assesseurs ; Félix Danon (section française) comme secrétaire.

La séance est ouverte après que sont précisés les buts de cette réunion de miliciens venus tous volontairement en Espagne la parole sera accordée à tout camarade qui la sollicitera :

Georges Bougard (milicien) déclare qu'il ne prend pas la parole en tant que délégué mais en son nom propre. Il affirme qu'une certaine discipline est nécessaire, car l'armée qui est en face de nous est formidablement organisée. Évidemment, il ne s'agit pas non plus de militariser comme certains le prévoient. Il faut comprendre que nous sommes venus ici pour aller jusqu'au bout. La militarisation telle que je la conçois ce n'est qu'une autodiscipline bien ordonnée. Puis, il nous faut aussi plus d'instruction militaire, d'ailleurs nous avons de nombreux camarades français « officiers ». Nous nous trouvons placés entre ce dilemme : militarisation ou disparition totale des milices. Il ne faut pas laisser dissoudre les milices. Ce camarade demande que les milices soient sous le patronage de la CNT, l'organisation la plus puissante d'Espagne.

Julien Cadet (milicien) se prononce contre la militarisation : A la CNT, tous ne sont pas des anarchistes, il faut donc absolument le contrôle de la FAI.

Lovi (Milicien) : déclare qu'on ne peut pas s'isoler dans la question [de la] guerre. Il faudrait s'occuper un peu aussi de la Révolution. On veut nous bander les yeux, nous aveugler par « Tout pour Madrid! Tout pour les enfants! »

Il y a deux capitalismes qui essayent d'éliminer tout mouvement révolutionnaire : le capitalisme de l'intérieur, qui est représenté par le pouvoir de la Generalitad, et le capitalisme de l'extérieur, représenté par Blum, la France, l'Angleterre, l'Amérique etc. Pour nous, la CNT ce ne sont pas seulement les meneurs, les « dirigeants », nous avons confiance dans l'opinion de [toute] la CNT. Le métier d'officier est toujours pour nous un déshonneur. Et s'il faut des techniciens militaires, il faut qu'ils soient contrôlés par des délégués politiques de syndicats. Mais on semble déjà vouloir écarter pense déjà les

[41] Source : « Assemblée extraordinaire de miliciens » in *Bulletin d'Information de la Section Française* - Supplément joint au n°29 du 19 juin 1937, pp. a - d.

syndicats tout comme en Russie. On voudrait écraser la révolution et comme on ne peut pas, on s'efforce de l'étouffer ! …

Raoul Tarrou (milicien) affirme qu'il ne parlera pas en tant qu'antifasciste mais en tant qu'anarchiste. Il s'oppose nettement contre toute autorité, surtout militaire. « A Gelsa, dit-il, il y a deux mois on nous posait l'ultimatum [d'accepter la militarisation]. Mais nous, nous ne voulons que des délégués techniques, pas de marque extérieure de respect, aucun exercice ni marche au pas, etc…Au cas où notre proposition de reformer un corps franc ne serait pas acceptée et si il n'y a pas moyen de s'entendre, je me sens prêt, à rentrer en France ».

Moneck Kresch (Milicien) : En ce moment, ce n'est plus de la révolution sur les barricades. Le peuple espagnol ne peut ni ne doit continuer à jouer avec l'héroïsme. C'est une véritable guerre et il faut la gagner à tout prix. On veut jouer avec les théories et l'esprit des anarchistes pour pouvoir ainsi les désarmer. Notre militarisation ce n'est pas la parade militaire pas plus que le salut militaire. Ce qu'il nous faut c'est un bon commandement au front, ne plus voir des choses aussi fantastiques que notre artillerie tirant contre notre propre infanterie Nous, nous avons d'ailleurs des officiers qui sont de véritables camarades dans aux colonnes Durruti et Ascaso … Il ne faut pas non plus jouer sur le mot militarisation.

Fortin (président) rappelle que ce qui nous intéresse le plus est de savoir pourquoi les camarades sont descendus du front et ce qu'ils désirent faire.

Joaquín Cortés (du comité régional de la CNT) : On m'a demandé de venir faire ici un exposé sur la question de la militarisation. Je suis membre du comité régional, évidemment, mais je ne me sens pas autorisé pour parler des questions avec lesquelles je ne suis pas suffisamment familiarisé pas familiarisé. C'est pourquoi je laisse la parole à notre camarade Ascaso.

Domingo Ascaso ([de la] Division Ascaso) : Nous autres anarchistes espagnols, nous ne sommes pas moins sensibles que nos camarades français. Nous sommes devant un ennemi complètement militarisé. Le camarade Ascaso déclare que les milices ne sont pas organisées pour l'Art de la guerre (si cela peut s'appeler « art » !). Tout cela est bien dur de l'accepter pour un anarchiste et nous avons pourtant même créé des écoles militaires pour avoir la main sur le commandement des milices. Les anarchistes espagnols ont reconnu qu'il nous fallait une discipline, une responsabilité. Au sujet des techniciens, 75% seront élus et 25% par le gouvernement de Valence, et ce seront des techniciens vraiment militaires. Nous sommes arrivés à un tournant particulièrement critique à un moment critique. À certains moments, l'ennemi avançait comme il voulait. Nous avons accepté des postes et des ministères, nous acceptons la militarisation qu'à condition de choisir nous-mêmes les 75%. Il nous faut accepter cela pour aller à la bataille ; de plus, nous aurons une armée à nous. N'oublier que vos lieutenants vous pourrez les « flanquer » en l'air quand vous voudrez. Le moment est très critique. Les

camarades espagnols ont accepté cela et ils ne peuvent reculer maintenant. Vous devez bien comprendre que nous sommes aussi anarchistes que vous.

Sacha Pietra : « Moi, je ne suis pas milicien mais j'ai été en Russie où j'ai vécu la Révolution et j'ai pu remarquer la façon dont on s'est débarrasser des anarchistes là-bas ». Après avoir résumé le mouvement makhnoviste, ce camarade rappelle que cela fait déjà 8 mois qu'il est en Espagne et il souligne que tant que nous avons les armes « la révolution est encore là ». Ici est toujours la Révolution, la vraie vie. Ce qui importe c'est l'esprit qui anime les choses. Nous ne sommes pas perdus, c'est ici que se joue la cause de la révolution mondiale. Je crois que certains camarades critiquent avec trop de facilité. Ce qui importe surtout c'est de garantir l'esprit anarchiste Il s'agit également de trouver les moyens, les forces.

Souchy : Quelques camarades ont accepté la militarisation et la discipline à outrance. Notre militarisme n'a rien à voir avec celui des pays fascistes. Nous avons eu ici une tentative de putsch fasciste et cette Révolution qui est venue s'est transformée en guerre. Or, si nous avons voulu la révolution, si nous l'acceptons, il faut l'accepter avec toutes ses conséquences. Une force révolutionnaire s'est dressée contre le fascisme. Une force militaire se dresse contre nous et, contre cette force militaire, il nous faut dresser une autre force militaire. Il nous faut un peu plus de discipline, un peu plus d'ordre. L'Allemagne et l'Italie font tout pour écraser la Révolution d'Espagne, parce ce que de la réussite de la Révolution ici dépend la Révolution mondiale. Nos camarades de la CNT ont accepté la militarisation. La militarisation bien comprise doit nous sauver.

Blumenthal (milicien) : Le 19 juillet, il y eut réaction du peuple et non de la foule. On tente la diversion avec la conception « gagner la guerre d'abord ». À Barcelone, je vois des choses vraiment dégoûtantes. Même des galons et des étoiles ! Ce n'est pas ainsi que nous allons gagner, nous. En tant qu'anarchiste et tout anarchiste que je suis, je me refuse à devenir non seulement soldat mais un valet du capitalisme.

Maximo (milicien) : (Le camarade Félix Danon traduit, en les résumant, les paroles prononcées par Maximo en espagnol) : Je suis moi aussi antimilitariste, mais que les camarades réfléchissent un peu comme moi : notre lutte n'est pas seulement une lutte entre Espagnols mais c'est une lutte internationale. Si nous restons en état d'alerte, il ne se passera rien. Le jour où nous n'aurons plus confiance en nos capitaines, en nos lieutenants, nous les prierons de démissionner. Notre militarisme n'a rien à voir avec celui des bourgeois.

Bledine (des miliciens de Gelsa) : se prononce nettement contre toute militarisation. Il comprend la discipline, mais durant le combat, où elle est nécessaire. Par contre, à moins de nier idée anarchiste ou d'arriver à un changement, à un révisionnisme de l'anarchisme, il ne peut comprendre tous ces grades, cette hiérarchie, ainsi que ces formes extérieures : respect, salut, uniforme, etc.

Styr Nhair pense qu'il y a au fond de l'attitude des miliciens, un défaut d'information, excusable d'ailleurs pour des combattants isolés de l'activité sociale et politique. La CNT a manqué d'un organe en langue française scrupuleusement à son service. Les miliciens, paraît-il, ne veulent pas se battre pour la république bourgeoise. C'est leur droit, bien que personne à l'heure actuelle ne sache pour quel état social on se bat. La CNT n'a jamais dit d'ailleurs qu'on se battait pour instaurer le communisme libertaire ou l'anarchie. Dès juillet, des Bulletin d'information CNT- FAI en français, ont examiné les limites et possibilités révolutionnaires et on contentait de se déclarer antifasciste, sans préciser le contenu de cette étiquette. On lutte toujours pour un maximum, mais on obtient qu'un minimum. C'est la loi de toutes les luttes sociales. Entre l'idéal et la réalité, il y a toujours qu'une transaction.

Le front antifasciste, composé par des éléments disparates, n'avait nullement pour but de lutter pour notre idéal anarchiste : c'eût été faire violence aux autres secteurs politiques en les employant à la réalisation d'idées qu'ils ne partagent pas. C'était impossible. À ce compte, pourquoi ceux-ci ne nous auraient-ils pas employés, eux aussi, à combattre pour leurs propres idées, qui nous sont hostiles ou étrangères ? C'eût-été le conflit, qui eut amené la dislocation du front antifasciste et la venue de Franco. Il fallait donc y renoncer.

Pour imposer - possibilité qui n'est pas démontré, en tenant compte que nos camarades, malgré tout leur héroïsme, n'auraient pu vaincre s'ils n'avaient été armés dès les premières heures, par la police restée loyale et c'est si vrai que dans les régions où ces armes ont été refusées ou données trop tard, nos camarades ont été battus – pour imposer, dit Styr Nhair, nos mots d'ordre sans disloquer le front antifasciste, il eut fallu recourir à la dictature, ce qui allait précisément à l'encontre de l'idéal poursuivi par la CNT. Et ceux, plus ou moins timorés qui reprochent à la CNT les concessions qui -selon eux, sont du pur réformisme et tournent le dos à la révolution, ne manqueraient pas de venir lui reprocher véhémentement encore d'avoir recouru à des moyens autoritaires !

Mais la Catalogne n'est pas toute l'Espagne. Si nous avions profité de nos forces pour écraser nos ennemis politiques, ceux-ci, là où ils étaient et sont restés en force, auraient pu se prévaloir du même principe pour écraser nos amis, écrasement dont nous aurions porté toute la responsabilité pour avoir été les initiateurs de ce procédé. Les organisations anarchistes espagnoles ont préféré s'entendre avec les modérés plutôt que de se battre avec eux, car c'était la seule solution qui s'imposait. Les concessions ne sont que les conséquences de cette alliance, aussi indispensable et inévitable que cette alliance elle-même. Reprocher aux organisations anarchistes espagnoles d'avoir fait des concessions, revient à leur reprocher d'avoir pris part à la Révolution et à sa défense !

Renoncer à la lutte armée pour se soustraire à la militarisation, acceptée depuis longtemps par la CNT, s'apparente à une désertion. Au nom du même principe, la CNT eut cru abandonner la Révolution depuis le début ! Il y a, de plus, concessions réelles et concessions formelles. La militarisation est surtout une concession formelle, du fait que l'esprit du milicien n'est pas changé. L'acceptation de certains codes, comme celui qui

régissait la colonne Durruti, était une concession réelle, parce que les normes et sanctions édictées par ce code n'ont rien à envier à celles du code militaire classique. Certes, on ne les appliquait pas. Mais en campagne, le code militaire classique, dans ce qu'il a de formel et de casernier, ne s'applique pas non plus. Tout dépend de l'intelligence des officiers. Or, la CNT, dans l'armée populaire catalane, dit posséder le plus haut pourcentage des cadres. La plupart des officiers seraient donc des camarades. Alors ? Alors Styr-Naihr pense que le refus de la militarisation est un prétexte pour se retirer de la lutte. Ces miliciens sont fatigués et la fatigue est humaine… Mais il juge condamnable le prétexte invoqué, qui peut nuire, à l'étranger, aux organisations anarchistes et à la Révolution elle-même.

Blanchard (milicien) : Je déclare et dénonce qu'à Sariñena ce sont les russes qui commandent.

Domingo Ascaso affirme que cela est absolument faux et qu'à Sariñena ne commandent pasles russes

Lobel : Il s'agit de rentrer dans le terrain concret. Que les camarades déterminent les positions prises.

Fortin prend alors la parole. Il estime que nous déplaçons un peu le sujet. Il ne s'agit pas de discuter, cela nous entrainerait trop loin, pour savoir si la militarisation est bonne ou mauvaise : la militarisation existe et c'est un fait accompli. Cette réunion a été organisée pour savoir ce que deviendraient les camarades descendus récemment du front et forcément assez désorientés. Pour lui, il considère que ces camarades sont à classer en trois catégories :

1. Ceux qui se refusent catégoriquement à toute militarisation. Actuellement, à Barcelone, nous subissons très sensiblement les répercussions de la guerre, il y a des privations et toute personne qui ne rend pas utile suivant ses moyens est une bouche de plus à nourrir sans nécessité. Pour ces camarades, le mieux est de retourner en France ou dans un autre pays démocratique. Ce n'est pas à nous de juger leurs décisions. Venus volontairement, ils repartiront de même.

2. Il existe un certain nombre de compagnons qui sont ou déserteurs ou insoumis ou condamnés à la prison Il est évident qu'ils ne seront pas remis aux mains des autorités, - ce qui adviendrait probablement en cas de retour. s'ils retournent en France. Pour ceux-là, nous rechercherons du travail avec l'aide du Groupe français de la CNT et de la Casa Internacional de Voluntarios.

3. Enfin, reste ceux qui veulent se battre. De deux choses l'une : ou ils retourneront au front en acceptant la militarisation et ses conséquences, ou, si toutefois cela est encore possible, ils essayeront de constituer un corps franc, ainsi qu'il a été prévu par certains camarades. Aux compagnons espagnols responsables de nous indiquer s'il existe toujours la possibilité de constituer ce corps franc.

Domingo Ascaso : Ce serait nous demander là une chose impossible. Les anarchistes espagnols n'ont pas fait, à proprement parler, le 19 juillet, de révolution. Pour une fois, c'est plutôt une contre-révolution que nous avons faite en nous dressant contre les fascistes soulevés. La CNT et la FAI ont commencé par accepter des postes de responsabilité et même la militarisation. Cela n'empêche que nous nous croyons aussi anarchistes que vous tous. Domingo Ascaso remercie avec beaucoup d'émotion les miliciens internationaux pour tout ce qu'ils ont fait pour la cause de la liberté.) Ceux qui ne veulent plus se battre se retireront, mais les autres doivent accepter la militarisation. Nous ne pouvons pas, en conséquence, accepter la création d'un corps franc.

La séance est alors levée, après que plusieurs miliciens aient encore pris la parole. Ils s'expriment en espagnol, français et allemand. Tous soulignent qu'ils sont venus se battre pour la liberté du monde entier et non seulement pour la liberté d'un seul pays. La plupart se montrent partisans d'une plus grande discipline et d'une nouvelle organisation technique des Milices.

Document 10-4 : Article « J'suis volontaire, j'fais pas c'que je veux ! » par Jean « Barthel » (Chaintron)[42]

J'suis volontaire, j'fais pas c'que je veux!

—Où vas-tu ami Pierre?

—Je r'joins mon Bataillon, ma permission est terminée.

—Viens donc avec nous boire un coup, t'as bien l'temps.

—Non, j'ai pas l'temps. Si j'bois l'coup je s'rai en r'tard...

—Oh, T'as bien tout d'même un p'tit moment...

—Mais non, mon vieux... J'suis volontaire!... J'fais pas ce qu'j'veux!

Et Pierre partit, laissant confus ses interlocuteurs. Ces derniers mots de l'ami Pierre font sourire et laissent songeur.

Ce n'était pourtant pas une boutade, cette répartie que lança Pierre en s'en allant. Il exprimait ainsi tout simplement sa volonté consciente de combattant antifasciste. Dans sa phrase sans rodomontade, sans même de forme politique et confusément sans doute, il traduisait ce que nous appelons la "discipline librement consentie" qui est la plus haute conscience politique qu'un homme puisse avoir.

Mais n'est-ce pas une caractéristique de la plupart des héroïques combattants de la Liberté en Espagne, de savoir faire des choses plus grandes que ce qu'ils sont capables d'exprimer?

—J'suis Volontaire.

—J'fais pas c'que je veux.

Cela signifie que ce travailleur ne se reconnaît pas le droit de se soustraire à la discipline militaire à laquelle il s'est volontairement soumis pour vaincre le fascisme, pas plus qu'hier il ne se reconnaissait le droit de se soustraire à la discipline du Comité de grève qu'il avait volontairement acceptée pour vaincre son patron rapace.

Pierre ne se laisse pas prendre à la démagogie de ceux qui résistent à chaque règle de discipline dans notre Armée Populaire, maugréant et disant:

—Alors, c'est comme dans l'Armée Bourgeoise?

—Ah! La sâle blague!

Pierre fut soldat par force dans l'Armée de son pays. A ce moment-là, il se permettait souvent de faire un peu de qu'il voulait: retard de permission, saut du mur, désordre et rouspétance. Et ça lui coûtait souvent quelques jours de prison, mais peu lui importait. Il tirait même un peu de gloire, car il était fier d'être une forte tête.

Mais ici c'est une toute autre chose, il est un "soldat volontaire".

Il ne veut plus faire "ce qu'il veut", c'est à dire qu'il ne cède pas à tel ou tel désir de sa fantaisie, si cela nuit à la force de l'Armée de la Liberté, dans laquelle il est entré volontairement pour vaincre le fascisme. Il sait que la discipline est la condition de la victoire, de la victoire, de la victoire de la Liberté.

N'est ce pas le valeureux anarchiste Durruti qui exprimait cette pensée que ce genre de "liberté" que prônent certains dans notre Armée, "la Liberté d'être un lâche", est précisement la négation de la Liberté, car par la pagaie qu'elle produirait elle nous ferait perdre la cause de la Liberté.

Il n'a que faire de la "liberté d'être un lâche" ou un saboteur. La cause de la Liberté se confond avec la discipline.

La discipline! Beaucoup de Volontaires sont étonnés de trouver dans ce mot un nouveau contenu.

"La discipline fait la force principale des Armées..."

Pierre a entendu ça dans l'Armée Bourgeoise où il a servi. Il s'en est moqué, car la discipline dont il était alors question, c'était la discipline de l'adjûdant d'Smaine, qui lui foûtait quatre crans "pour lui apprendre subséquemment à le saluer réglementairement avec le petit doigt (cré nom de nom) sur la couture du pantalon".

Et puis il s'en moquait un peu de la force de l'Armée qui défend les coffres-forts des 200 familles.

Mais ici dans l'Armée Populaire, il comprend que la "discipline fait la force de notre Armée", est la force de défense du Peuple.

Il comprend bien qu'autrement, notre Armée serait un ramassis de combattants amateurs, qui se ferait écraser infailliblement.

Et c'est pourquoi il respecte la discipline.

"Il est Volontaire, pour la discipline."

Et, en définitive, "il fait ce qu'il veut", car ce qu'il veut c'est vaincre le fascisme.

Sang froid et décision c'est ce que représente ce groupe.

JEAN BARTHEL

[42] Source : « J'suis volontaire, j'fais pas c'que je veux » par J. Barthel in *Le volontaire de la Liberté. Organe des Brigades internationales* n°20 du 4 août 1937, p. 2.

Annexes

Document 11-1 : Tableau chronologique des évolutions tactiques du 15ème bataillon *Six février* du 13 au 23 février 1937[43]

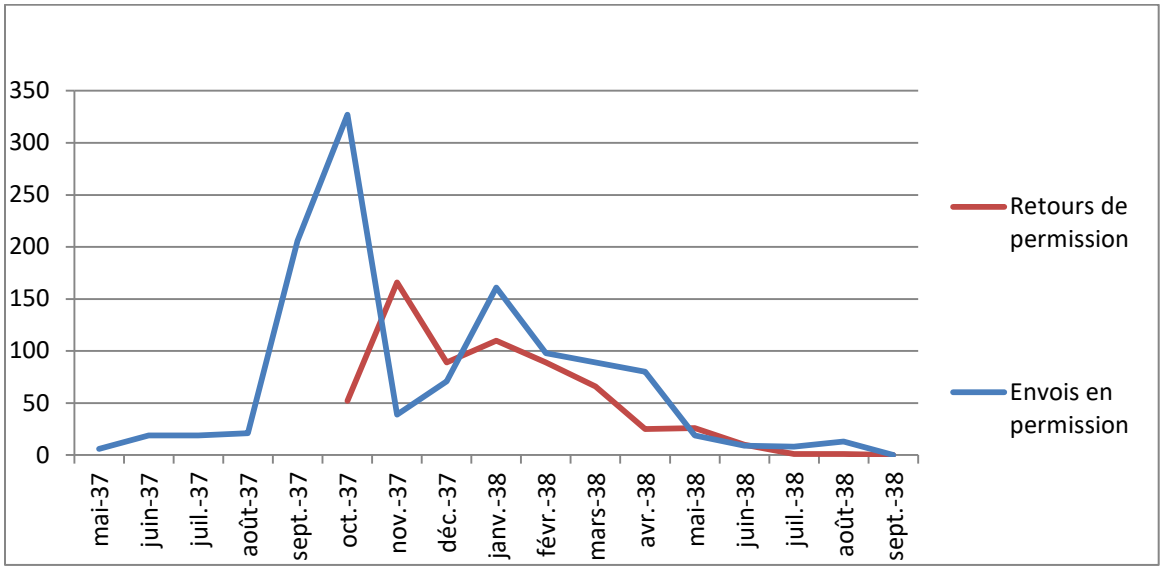
Situation du 15ème bataillon franco-belge *Six Février*			**1er jour (13 février)**	**2ème jour (14 février)**
Mouvements tactiques			*Ordre d'attaque, avance repoussée*	*Ordre d'attaque, avance repoussée*
Commandement du bataillon :		Cdt Fort	Fort blessé => Blin	Blin blessé => Huet => blessé => Gally
Encadrement politique		CP. Gally	CP. Gally	CP Gally => DP Sapir
Commandements de compagnies	1ère Cie	Lieut. Belloti	Belloti Tué => sans précision	*(Commandement non précisé)*
	2ème Cie	Lieut. Blin	Deux chefs de sections tués	*(Commandement non précisé)*
	3ème Cie	Lieut. Huet	Lieut. Huet	*(Commandement non précisé)*
	Cie de Mitr	Lieut. Faivre	Faivre Blessé => Lamigou	Lamigou *(tué?)* => sergent Roder
Effectifs initial du bataillon : 540 hommes			***(Effectif valides indéterminé)***	
Renforts reçus durant la bataille :			Aucun renfort	Aucun renfort

3ème jour (15 février)	**4ème jour (16 février)**	**5ème jour (17 février)**	**6ème jour (18 février)**
Aux tranchées	*Contre-attaque de l'ennemi*	*Aux tranchées*	*Aux tranchées*
Commandement par le commissaire politique Gally			
Commissariat politique par intérim assuré par le délégué politique de compagnie Sapir			
Tous les chefs de sections ont été tués, blessés ou sont portés disparus			
CP et tous les chefs de section tués			
Tous les chefs de sections ont été tués ou blessés. Tous les délégués politiques de section ont été tués ou blessés			
Commandement par le sergent Roder. *Tous les chefs de pièces ou de groupes ont été tués ou blessés*			
120 hommes valides	**150 hommes valides**	**185 hommes valides**	**120 hommes valides**
Une vingtaine de renforts issus des 16e et 18e bataillons		Les disciplinaires sont envoyés en première ligne	

[43] Sources : RGASPI 545.3.435 : *Aperçu sur le mouvement des cadres français de la XVème Brigade, bataillon Franco-Belge, au cours des Combats de février 1937 à Argenda-Morata de Tajuna*. 18 avril 1937 ; 545.3.435. *Reunión de los comisarios politicos de la 15ª Brigada*. 26 mars 1937 ; 545.3.474 et 475 : *Historia documental de la XV Brigada Internacional. Non signé* ; 545.3.494 : *15e Bataillon de la XV ème Brigade internationale. Liste des officiers*. 22 mai 1937 ; CEDOBI AHPA – BI. Carton 63232 caja n°49, dossier Mihail Florescu. Caractéristiques personnelles du volontaire roumain Scheriberg.

<table>
<tr><th>7ème jour (19 février)</th><th>8ème jour (20 février)</th><th>9ème jour (21 février)</th><th>10ème jour (22 février)</th><th>11ème jour (23 février)</th></tr>
<tr><td>Aux tranchées</td><td>Ordre d'attaque, avance repoussée</td><td>Aux tranchées</td><td>Ordre d'attaque, avance repoussée</td><td>Relevés</td></tr>
<tr><td>Gally blessé => Schreinberg</td><td>Schreinberg tué => Blin (guéri)</td><td>Blin (Tué?) => Lefevre</td><td rowspan="6">Le bataillon refuse d'attaquer. Seuls 25 hommes suivent le lieutenant Lefèvre qui donne l'exemple. Il succombe immédiatement ainsi que 17 soldats. 8 survivants reviennent dans les lignes.</td><td rowspan="6">Pertes de l'encadrement militaire et politique : 15 morts, 12 blessés, 3 disparus</td></tr>
<tr><td colspan="3">Commissariat politique par intérim assuré par le délégué politique de compagnie Sapir</td></tr>
<tr><td colspan="3">Tous les chefs de sections ont été tués, blessés ou sont portés disparus</td></tr>
<tr><td colspan="3">CP et tous les chefs de section tués</td></tr>
<tr><td colspan="3">Tous les chefs de sections et les délégués politiques de section ont été tués, blessés ou sont portés disparus.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Sergent Roder, tous les chefs de pièces ou de groupes tués ou blessés</td><td>Roder tué</td></tr>
<tr><td>150 hommes valides</td><td colspan="3">Effectif valides indéterminé</td><td>185 hommes valides</td></tr>
<tr><td>Arrivée de 35 renforts</td><td colspan="4">(Arrivée d'un nombre indéterminé de renforts)</td></tr>
</table>

Document 11-2 : Graphique chronologique des envois et retours de permission entre mai 1937 et septembre 1938[44]



Document 11-3 : Tableau illustrant les proportions des motifs (rationalisés) de rapatriements entre mai 1937 et le 5 août 1938[45]

Motifs de rapatriements rationalisés		
Permissionnaires et convalescents (rapatriements provisoires)	1 338	30%
Réformés et invalides	1 319	29%
Rapatriés pour raison de santé	566	12%
Rapatriés divers sauf santé	484	11%
Périodes militaires et service militaire	285	6%
Motifs familiaux	283	6%
Âge (trop vieux et mineurs réclamés)	115	3%
Mission commandée pour les Brigades internationales (propagande, recrutement, etc.)	113	2%
Sans précision	14	0%
Indésirables	13	0%
Total	4 530	100%

[44] Sources : RGASPI 545.6.35 et 36 : Listes quotidiennes des arrivées (octobre 1937- septembre 1938) ; 545.2.290 *Relación de los combatientes de las Brigadas Internacionales que han regresado al extranjero hasta el primero de agosto de 1938 autorizados por el ministerio de Def. Nacional*. S.d. [août 1938] .

[45] Source : RGASPI 545.2.290 *Relación de los combatientes de las Brigadas Internacionales que han regresado al extranjero hasta el primero de agosto de 1938 autorizados por el ministerio de Def. Nacional*. S.d. [août 1938]. Le document original recense exactement 4 552 volontaires, plus une cinquantaine de noms reportés en « bis », ter ou autre et une centaine d'omissions et d'erreurs plus quelques répétitions constatées. L'échantillon épuré conservé concerne 4 530 entrées, dont 4 466 dont la raison du retour est connue, 4 507 dont la nationalité est indiquée, 4 517 dont le motif de rapatriement est exprimé. On y relève quarante-quatre nationalités déclarées pour un seul sans nationalité et vingt-quatre indéterminés, et une cinquantaine de motifs de rapatriements ou d'expulsion d'Espagne, que j'ai rationalisés en vingt-deux critères.

Document 13-1 : Extrait de la circulaire ministérielle du 19 juin 1937 concernant la situation des membres étrangers de l'Armée républicaine[46]

El Sr. Ministro de la Defensa ha dispuesto que todo el personal extranjero que presta servicio en nuestro ejército, queda encuadrada en las « Brigadas Internacionales » y sea controlado por la Jefatura de Organización de las mismas. Los extranjeros que no se hallan en dicha Brigada, están obligados a pesar a las mismas para continuar su servicio. Si en alguna no internacional existiese un núcleo grande de extranjeros formado unidad, podrá el jefe de aquella solicitar su continuación sometiendo en todo caso a dicho personal al control de Jefatura de las Brigadas Internacionales. Los extranjeros que por su condición de especialistas están en destino fuera de las unidades combatientes, se hallan obligados a renovar su contrato antes de ratificarlos el destino que ocupan. Los extranjeros que pertenecen a unidades de artillería, se agruparan como los de las Brigadas Internacionales en determinadas baterías, que quedaran, en cuanto sea posible afectar a dichas Brigadas para todas clases de servicio. Los extranjeros determinadas nacionalidades que desean actuar reunidos ya se han jefes u oficiales o simples combatientes podrán solicitar por conducto de sus jefes naturales. […] Nota: Los mandos de unidad se exceptúan de las normas anteriores. Otra: Ningún mando ni autoridad está facultado para conceder permisos al extranjero […].

Indalecio Prieto, 19 juin 1937[47].

[46] Source : RGASPI 545.2.54 : Base des Brigades Internationales – Comandancia. Memorandum. *Notre opinion sur l'interprétation de la circulaire ministérielle du 19 juin 1937.* Albacete, le 24 juillet 1937.

[47] *Le ministre de la Défense a ordonné que tout le personnel étranger au service de notre armée soit encadré dans les « Brigades internationales » et contrôlé par la direction de celles-ci. Les étrangers qui ne se trouvent pas dans la dite brigade sont tenus de les rejoindre pour pouvoir poursuivre leur service. Dans le cas où existerait dans une formation non-internationale un noyau important d'étrangers constitué en une unité distincte, il est autorisé de solliciter du chef de la formation susdite l'autorisation d'y demeurer, à condition que le personnel étranger soit contrôlé par la direction des Brigades internationales. Les étrangers qui en qualité de spécialistes sont en poste en dehors des unités combattantes, sont tenus de renouveler leur contrat avant que leur destination ne soit réexaminée. Les étrangers qui appartiennent à des unités d'artillerie seront regroupés de la manière que ceux Brigades internationales dans des batteries déterminées, qui seront-elles-mêmes, dans la mesure du possible, affectées aux dites brigades pour toutes les classes de service. Les étrangers d'une certaine nationalité qui souhaitent demeurer ensemble, qu'ils soient chefs d'unité, officiers ou simples combattants, peuvent en faire la demande à leurs chefs directs.* […] *Remarque: Les commandants d'unités sont exemptés des normes ci-dessus. Note bene : Aucun commandant ou autorité n'est habilitée à délivrer des permis pour l'étranger.* […]

Documents de la quatrième partie

Document 13-1 : *Extrait du rapport discuté par l'ECCI le 1er octobre 1937 intitulé Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*……CLXVII

Document 14-1 : *A good loyalist soldier*……CLXIX

Document 14-2 : *Répartition des qualificatifs utilisés dans la liste noire des volontaires français*……CLXXI

Document 14-3 : *Minute du procès de deux cavaliers des Brigades internationales*……CLXXIII

Graphique 14-4 : *Distribution chronologique et par motifs de 24 condamnations à mort ordonnées dans les Brigades Internationales*……CLXXV

Document 15-1 : *À afficher sur tous les journaux muraux et à lire dans toutes les sections*……CLXXVII

Document 15-2 : *Distributionsdes patronymes identifiés*……CLXXIX

Document 15-3 : *Liste des quatre-vingt patronymes identifiés dans les Brigades internationales, par ordre alphabétique suivant le syntagme le plus couramment utilisé*……CLXXXI

Document 15-4 : *Tableau synthétique des éléments notables de soixante-dix-neuf patronymes identifiés dans les Brigades internationales organisé selon la nature de l'unité et les références implicites du patronyme*……CXCV

Document 16-1 : *Liste approximative des volontaires étrangers affiliés au PCE au 3 mars* 1938……CCII

Document 16-2 : *Affiliations politiques dans la 45ème division en janvier 1938*……CCIV

Document 16-3 : *Affiliations syndicales dans la 45ème division en janvier 1938*……CCIV

Document 16-4 : Juramento del activista, texte de serment des activistes (juillet 1938)……CCVI

Document 16-5 : *Contrat d'émulation proposé par la XVème brigade internationale Lincoln aux autres brigades de la 35ème division dans le cadre de la compétition inter-brigades durant le congrès des Activistes de la division le 1er aout 1938*……CCVIII

Document 16-6 : *Titres envisagéspour la publication d'historiettes sur les Brigades internationales sous forme de feuilletons en 1939*……CCX

Document 13-1 : Extrait du rapport discuté par l'ECCI le 1er octobre 1937 intitulé *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*[48]

Point 1 : Campagne de défense de l'Espagne Républicaine, sous-point e : Sur le rôle de la IIe Internationale et l'unité d'action.

e) Sur le rôle de la IIe Internationale et l'unité d'action.

Il est nécessaire de noter que les leaders de la IIe Internationales n'ont rien fait de sérieux pour aider l'Espagne républicaine à recevoir les armes dont elle a besoin ; ils n'ont pas aidé l'Espagne Républicaine à recevoir des volontaires dans une mesure suffisante ; ils n'ont pas aidé, malgré les possibilités, le gouvernement républicain à faire marcher sa propre industrie de guerre ; ils n'ont rien fait de pratique pour aboutir à la levée du blocus de l'Espagne républicaine et à la cessation de l'aide accordée à Franco par le fascisme allemand et italien ; ils n'ont pas obligé leur section dirigeante, le parti travailliste d'Angleterre, à changer sa position de soutien effectif du gouvernement conservateur d'Angleterre qui facilite par ses agissements la victoire de Franco. Mais en même temps les leaders réactionnaires de la IIe Internationale ont tout fait pour faire échouer l'unité du front populaire d'Espagne, lancer Largo Caballero contre les communistes, affaiblir par là même les forces du Front Populaire et, nageant dans le sillage de la politique des conservateurs anglais, préparer les conditions d'une capitulation de l'Espagne républicaine devant les interventionnistes ; les leaders de la IIe Internationale ont défendu et défendent les agents de l'espionnage de Franco et du fascisme germano-italien sous la forme de l'organisation trotskyste du POUM, qui poignarde traitreusement dans le dos le peuple espagnol en lutte ; ils sont derrière Largo Caballero en train d'essayer d'organiser une scission criminelle dans la UGT ; en fait, ils refusent maintenant leur aide au gouvernement Negrín pour la seule raison que ce gouvernement collabore avec les communistes et veut la victoire militaire sur le fascisme ; ils aident Franco, ils repoussent systématiquement les propositions de l'Internationale Communiste en vue de réaliser l'unité d'action avec la IIe Internationale, pour la raison que le gouvernement conservateur d'Angleterre ne veut pas d'une telle unité d'action. C'est pourquoi toutes les paroles des leaders quand ils affirment que les gouvernements capitalistes doivent venir en aide à la République Espagnole, sont en profond désaccord avec leurs actes. Le mot d'ordre d'aide active à l'Espagne républicaine dans la bouche des leaders réactionnaires de la IIe

[48] Source : RGASPI 495.18.1225 : Rapport présenté devant l'ECCI : *Sur l'aide au peuple espagnol et au peuple chinois*. 1er octobre 1937, pp. 6-8.

Internationale, devient en fait un écran de fumée qui masque aux yeux des ouvriers l'aide réelle que ces leaders procurent à Franco par leur politique. Et si le Président de la IIe Internationale De Brouckère veut réellement arriver à une aide active pour le peuple espagnol et non masquer avec ses paroles de gauche la besogne des Citrine et des Schevenels en faveur de Franco, il doit avant tout se dresser contre la politique de trahison qui non seulement rejette l'unité d'action internationale, mais essaie de la faire échouer là où elle s'est réalisée (Espagne) et prend la défense des pires ennemis du peuple espagnol, -les trotskistes espagnols, qui essaie de pousser le front populaire d'Espagne non à lutter contre le fascisme, mais à capituler devant lui ; qui, en s'efforçant de préparer cette capitulation, répand sur l'ordre des gouvernements fascistes et des conservateurs anglais, un état d'esprit panique à propos du caractère sans espoir de la lutte du peuple espagnol contre l'intervention germano-italienne.

Mais précisément ce genre de politique des leaders réactionnaires de la IIe Internationale et de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam soulèvent de plus en plus l'indignation des ouvriers et d'une partie importante des organisations socialistes et syndicales qui veulent sincèrement aider le peuple espagnol en établissant l'unité d'action internationale. C'est pourquoi, à l'avenir aussi, malgré toutes les difficultés, les sections de l'IC vont travailler sans désemparer à la réalisation d'une seule unité d'action ; elles vont, avec plus d'insistance que par le passé, s'efforcer d'aboutir au front uni avec les partis socialistes et toutes les organisations ouvrières sous le mot d'ordre de lutte pour la cessation de toute espèce d'aide à Franco, mot d'ordre susceptible d'unir les plus larges couches des masses populaires pour l'aide effective au peuple espagnol. L'IC pour sa part fera tout pour aboutir enfin à l'unité d'action du prolétariat pour la défense du peuple espagnol contre les interventionnistes allemands et italiens.

Document 14-1 : *A good loyalist soldier*[49]

A good loyalist soldier

1) He respects his officers and he sees that they respect him. He selects his best experienced honest comrades for political commissar.

2) He never talks politics with his comrades because of the different political party views unless the political commissar of his unit is present. He reads our news and if he can't read he is anxious to know.

3) He never writes or talks to civilians about our army movements or strength or position. He also sees their wrong movements and reports to our government.

4) He never deserts or become panic stricken frome his post or leave his gun in the enemy hands.

5) He obeys army orders and executes them quick with out argument he knows the political commissar will see that the orders are correct because according to his rank he is equal to army officer. He never goes with sick women.

6) He uses common sense, he never fights with his comrades or civilians and he is very kind to them. In an organized way he takes every thing to be settled with his political commissar. He is honest and never steals.

7) He never criticizes or makes suggestions what ever he sees going wrong except through the political commissar of his unit, or higher commission. He takes care of his equipment and clothing because he knows it is the suet [sweat] and toil of the workers.

8) He never gets drunk and when he takes a drink he controls himself and he sees that he don't drink more then he can't stand.

9) He stops and reports any propaganda or sabotage made by any civilian or any comrade private or an officer or broken down demoralized comrades against our army organization or against our government of the Republic.

10) He takes his work serious where ever he is at the front or at the rear. He never gets excited

[49] Source : RGASPI 545.2.266 : « A good loyalist soldier » par J.A. Da[llet] CP du 60ème bataillon *Mackenzie Papineau*, 1937. Texte probablement destiné à être affiché sur un journal mural.

and makes concretes suggestions for improvement... He volunteers for the front to work or fight for the defense of the Republic and he appeals to his comrades to except [accept] and execute the same principles[50].

[50]Le bon soldat loyaliste [républicain] *1) Il respecte ses officiers qui le respectent en retour, il choisit son camarade le plus expérimenté et honnête comme commissaire politique. 2) il ne parle pas de politique avec ses camarades d'opinions politiques différentes à moins que le commissaire politique ne soit présent, il lit la presse et s'il ne lit pas il a soif de le faire. 3) Il ne parle ou n'écrit pas aux civils sur des considérations militaires. Il constate et rapporte à notre gouvernement ce que ces derniers font de mal. 4) Il ne déserte pas de son poste et n'est pas un paniqueur, il ne laisse pas ses armes à l'ennemi. 5) Il obéit aux ordres et les exécute sans commentaires parce qu'il sait que le commissaire politique l'approuvera parce qu'il est l'égal d'un officier. Il ne fréquente pas les femmes malades. 6) Il fait preuve de bon sens, il ne se bagarre pas avec ses camarades ou des civils et il prend soin d'eux. De manière organisée, il travaille de concert avec le commissaire politique. Il est honnête et ne vole pas 7) Il ne critique pas et si jamais il remarque des choses qui ne vont pas, il le dit au commissaire politique de son unité ou au responsable supérieur. Il prend soin du matériel et de ses vêtements car il sait que c'est le produit de la sueur et du labeur des travailleurs. 8) Il ne s'enivre pas et quand il boit il se contrôle et fait attention à ce qu'il ne boive pas plus qu'il ne le peut le supporter. 9) Il interrompt et dénonce les rumeurs et les sabotages issus de civils ou de n'importe quel soldat ou officier, ou d'un camarade démoralisé, contre notre organisation militaire ou contre le gouvernement de la République. 10) Il prend sa tâche au sérieux où qu'il soit, au front ou l'arrière. Il n'est jamais impatient et fait des propositions concrètes pour améliorer les choses. Il est volontaire pour travailler ou combattre pour la République et appelle ses camarades à accepter et suivre les mêmes principes.*

Document 14-2 : Répartition des qualificatifs utilisés dans la liste noire des volontaires français[51]

Déserteur	398
Absence illégale	1
« A quitté sa brigade pour une autre »	1
A perdu sa brigade	1
Total déserteurs	**401**

Indiscipliné	132
Insubordination	6
Scandale	6
Disputes	2
Incontrôlé	1
Rébellion	1
Total indisciplinés	**148**

Ivresse (etc.)	93
Ivrogne	34
Total alcooliques	**127**

Indésirable	118
Total indésirables	**118**

Suspect	41
Douteux	1
Détenu non-documenté	2
Détenu	1
« Sa mission n'est pas claire »	1
Total suspects	**46**

Provocateur	18
Perturbateur	13
Démoralisateur	11
Désorganisateur	2
Total perturbateurs	**44**

Total effectif 998

Voleur	14
Malfaiteur	6
Trafiquant	5
Escroc	3
Malversation	3
Total voleurs	**31**

Espion	15
Fasciste	8
Traitre	3
Trotskiste	3
Saboteur	1
Total ennemis	**30**

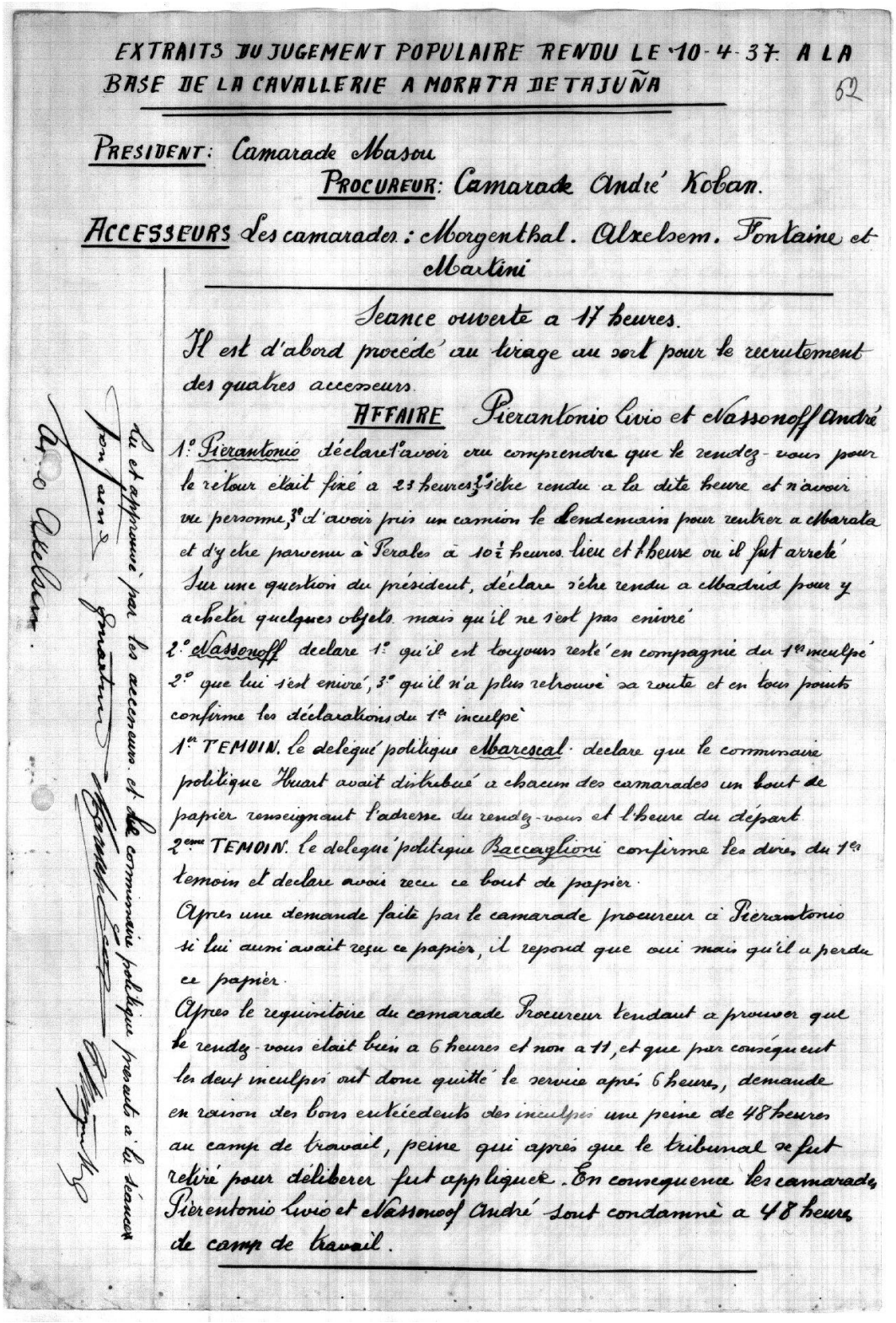
Couard	6
Démoralisé	5
Désaffection au régime	3
Défaitiste	2
« Veut être rapatrié »	2
Total démoralisés	**18**

Criminel	8
Assassin	6
Dangereux	2
Total criminels	**16**

Dégradé	6
« Imprudence »	3
Bigame	2
Immoral	2
Chauvin	1
Dément	1
Falsificateur	1
Incapable	1
Mauvais élément	1
Simulateur	1
Total divers	**19**

[51] RGASPI 545.2.143a : *Lista defranceses. Sans auteur ni date.*

Document 14-3 : Minute du procès de deux cavaliers des Brigades internationales. Morata de Tajuña, 10 avril 1937[52]



EXTRAITS DU JUGEMENT POPULAIRE RENDU LE 10-4-37. A LA BASE DE LA CAVALLERIE A MORATA DE TAJUÑA

62

PRESIDENT: Camarade Masou

PROCUREUR: Camarade André Koban.

ACCESSEURS Les camarades: Morgenthal. Alxelsem. Fontaine et Martini

Seance ouverte a 17 heures.

Il est d'abord procédé au tirage au sort pour le recrutement des quatres accesseurs.

AFFAIRE Pierantonio Livio et Nassonoff André

1° Pierantonio déclare t'avoir cru comprendre que le rendez-vous pour le retour était fixé a 23 heures 2° être rendu a la dite heure et n'avoir vu personne, 3° d'avoir pris un camion le lendemain pour rentrer a Albarata et d'y être parvenu à Perales à 10½ heures lieu et heure ou il fut arreté Sur une question du président, déclare s'être rendu a Madrid pour y acheter quelques objets mais qu'il ne s'est pas enivré

2° Nassonoff declare 1° qu'il est toujours resté en compagnie du 1er inculpé 2° que lui s'est enivré, 3° qu'il n'a plus retrouvé sa route et en tous points confirme les déclarations du 1er inculpé

1er TEMOIN. le delegué politique Marescal declare que le commissaire politique Huart avait distribué a chacun des camarades un bout de papier renseignant l'adresse du rendez-vous et l'heure du départ

2ème TEMOIN. le delegué politique Baccaglioni confirme les dires du 1er temoin et declare avoir reçu ce bout de papier.

Apres une demande faite par le camarade procureur a Pierantonio si lui aussi avait reçu ce papier, il repond que oui mais qu'il a perdu ce papier.

Apres le requisitoire du camarade Procureur tendant a prouver que le rendez-vous était bien a 6 heures et non a 11, et que par conséquent les deux inculpés ont donc quitté le service avec 6 heures, demande en raison des bons antécédents des inculpés une peine de 48 heures au camp de travail, peine qui après que le tribunal se fut retiré pour déliberer fut appliquée. En conséquence les camarades Pierantonio Livio et Nassonoff André sont condamné a 48 heures de camp de travail.

Lu et approuvé par les accesseurs et le commissaire politique présents a la séance

Pour Fontaine

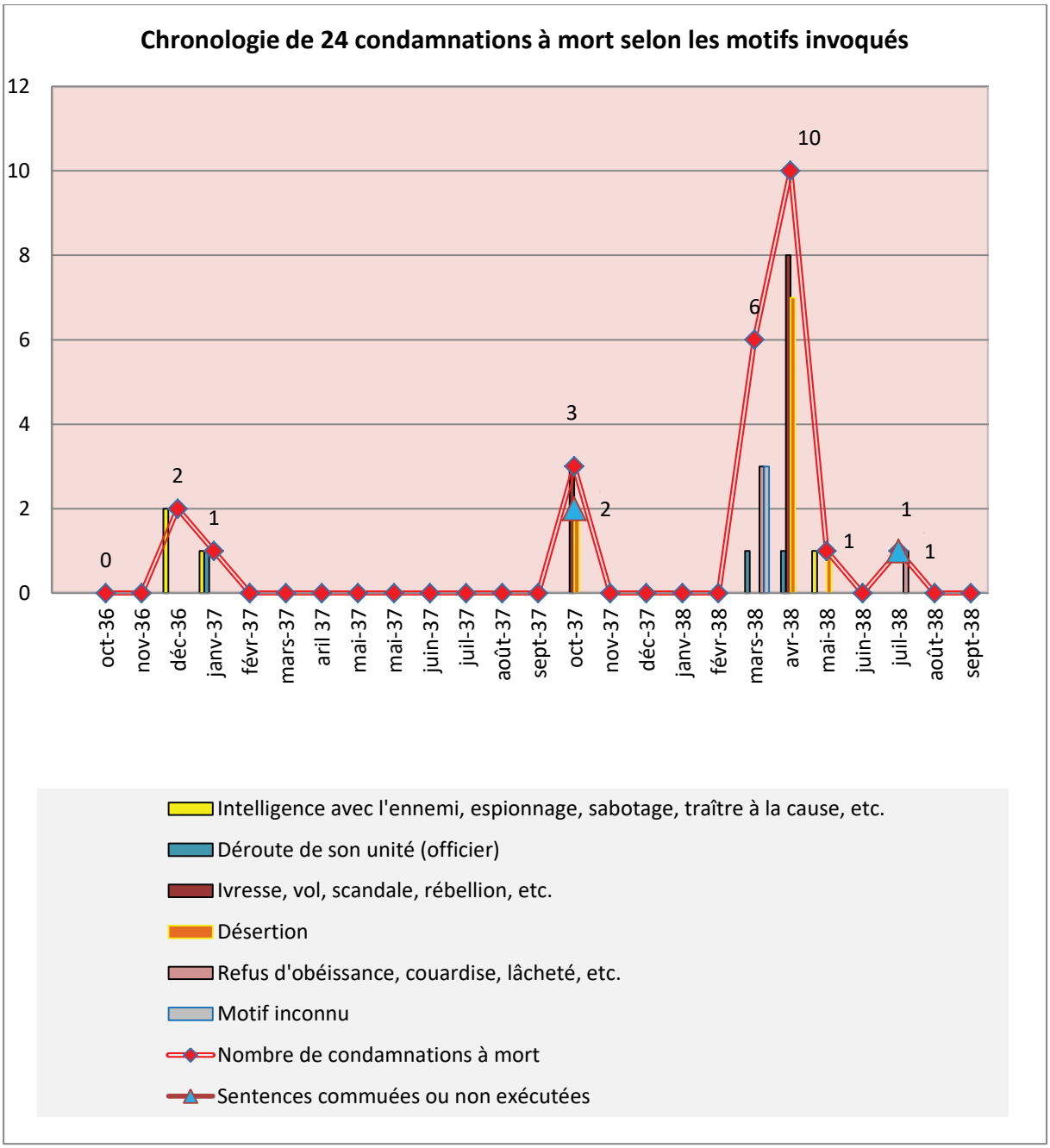
Le Président

Le Procureur

Le Greffier

[52] Source : RGASPI 545.3.450 *: extrait du jugement populaire rendu le 10 avril 1937 à la base de la cavalerie à Morata de Tajuña.*

Document 14-4 : Distribution chronologique et par motifs de 24 condamnations à mort ordonnées dans les Brigades Internationales[53]



[53] Graphique élaboré à partir de rapports de 24 jugements en cour martiale (21 en campagne, 2 sans précision de lieu, 1 à Albacete) conservés dans les archives des Brigades internationales (RGASPI et AGMA) ayant conclu à la condamnation à mort du prévenu. Affaires : officier B., major C., lieutenant Romain C., capitaine Gaston D., soldat Ralph E., lieutenant Raoul G., capitaine Ladislas ou Lucien G., soldat Jean H., capitaine Waclaw G., volontaire de grade inconnu Walter H., volontaire de grade inconnu Erich L., capitaine Pierre M., volontaire de grade inconnu Antti ou Erik N., volontaire de grade inconnu Oscar P., soldat Mario R., capitaine Norbert R., volontaire de grade inconnu Oscar S., lieutenant S., soldat Henry S., sergent ou lieutenant JM S., soldat Lucien S., volontaire de grade inconnu Rudolf Y., sergent ou lieutenant Paul W., capitaine anonyme américano-polonais.

Document 15-1 : À afficher sur tous les journaux muraux et à lire dans toutes les sections[54]

International ! Ce thème sur la nécessité dans notre brigade Internationale d'un bon esprit peut paraitre inutile et même absurde.

Nous sommes, comme notre nom l'indique, née de la Solidarité Internationale et du véritable sens de l'Humanité. Nous ne le sommes pas légèrement et ce n'est pas chez nous une déclaration bon marché, nous sommes venus de France, de Belgique, d'autres pays, pour donner tout ce que nous avons - notre vie - au Peuple Espagnol, pour sa Liberté, son indépendance Nationale, et pour la cause de tous les peuples. Et dans ce sens, le Maire de Madrid, le camarade Helche avait raison quand il nous disait à l'occasion d'une fête : « Pour nous, vous Internationaux, êtes de vrais Espagnols, des Espagnols meilleurs que les Espagnols qui, dans les moments décisifs, se cachaient dans un trou ou prenaient parti pour l'ennemi acharné de notre peuple, pour Franco ».

Ainsi, le véritable Internationalisme calque avec le véritable nationalisme : on ne peut pas aimer l'Humanité si on n'aime pas son propre peuple, et on ne peut pas aimer son propre peuple si en n'aime pas tous les Hommes. La Fayette obéissait au même esprit International quand il courait au secours du peuple Américain. De même le grand écrivain Byron quand il trouvait la mort sur le champ de bataille pour la libération du peuple Grec. Précédait aussi de cette façon André Marty quand il empêchait les canons de la flotte Française de tirer sur la jeune Révolution Russe. Luckacz qui, prisonnier Hongrois en Russie, lutta dans l'armée Rouge contre l'envahisseur. Dombrowski, quand il prit le commandement militaire de la Commune de Paris ` .....

Quand on sait tout cela, ce n'est guère facile de penser qu'il puisse exister après plus d'un an de lutte commune de mauvais ou nuisibles sentiments de nationalisme entre nos camarade se/ Espagnols et Internationaux. C'est cependant et malheureusement un fait. Pas partout et non parmi les meilleurs, mais un tel état d'esprit existe, et le résultat, voulu au non, est l'affaiblissement du la combativité de notre Brigade.

Une unité Militaire dont un des participants nationaux n'estime pas l'autre n'est pas une Unité Militaire ferme.

Nous faisons tout d'abord appel à nos camarades Internationaux. Sans doute ces préjugés nationaux existent aussi chez nos camarades Espagnols, mais chez eux, leur expérience politique plus faible joue un rôle ; quelquefois aussi, ces préjugés sont créés et soulevés par la fausse attitude de camarades internationaux.

Camarades Internationaux, nous faisons appel à vous parce que vous êtes venus [comme] un exemple international. Nous ne vous prêchons rien d'étrange, mais nous vous opposons l'image que le peuple espagnol et tout le Monde a de vous et que vous- mêmes à vos heures de réflexion avez de vous-mêmes. À un examen de ces frictions et préjugés nationalistes, on

[54] Source : RGASPI 545.3.395 : Documents de la XIVème brigade. *À afficher sur tous les journaux muraux et à lire dans toutes les sections*. Sans date [fin de l'été ou début automne 1937]

constate d'abord la méconnaissance des coutumes et d'une langue que l'on ne connait pas. On sait qu'un sourd se craint parfois persécuté et voit dans chaque mot prononce alentour une menace au quelque chose de défavorable pour lui. Les réflexions de quelqu'un qui ne connait pas une langue sont semblables à celles du sourd, il croit que l'on se moque de lui ou qu'on en parle mal.

Est-ce que cette chose ne se passe pas aussi quotidiennement chez nous et existe aussi les sentiments nationaux ?

Document 15-2 : Distributions des patronymes identifiés

Types d'unité baptisée	
Bataillons	30
Batteries	24
Compagnies et sections	28
Groupes d'artillerie	4
Total	86

Origine principale des combattants	
Balkaniques	13
Francophones	12
Polonais	10
Germanophones	9
Italiens	8
Américains	6
Tchécoslovaques	5
Britanniques	4
Nationalités multiples	4
Scandinaves	3
Baltes	2
Hongrois	1
Hollandais	1
Catalans	1

Fréquence des patronymes (uniques) selon l'origine nationale	
Italie	9
France	8
Pologne	8
Autriche	5
Allemagne	5
Roumanie	5
Espagne	5
USA	4
Croatie	3
Tchéquie	3
Bulgarie	2
Grande-Bretagne	2
Lettonie	2
Slovaquie	2
Hongrie	2
Belgique, Brésil, Canada, Cuba, Danemark, Grèce, Hollande, Inde, Irlande, Monténégro, Norvège, Union Soviétique, Slovénie, Suède, Ukraine	1
Total	80

Document 15-3 : liste des quatre-vingt patronymes identifiés dans les Brigades internationales, par ordre alphabétique suivant le syntagme le plus couramment utilisé.

- **« Ana Pauker » :** Batterie d'artillerie dite également *Franco-Belge* créée en novembre 1936 puis groupe d'artillerie (*Grupo Skoda Ana Pauker*) en juin 1937. Groupe d'artillerie divisionnaire de la 35e division en 1938. Personnel français, roumain et balkanique.

  Ana Pauker (1893-1960), roumaine. Cofondatrice du PCR, en prison en Roumanie depuis 1935.

- **« Andersen Nexo » :** Compagnie d'infanterie du bataillon *Hans Beimler*. Personnel danois.

  Martin Andersen Nexo (1869-1954), danois. Écrivain prolétarien, membre du parti communiste danois.

- **« André Marty »** : Bataillon d'infanterie dit également « Franco-Belge » créé le 10 novembre 1936. Personnel franco-belge et immigrés espagnols.
- **« André Marty »** : Batterie d'artillerie dite également « Franco-Belge » crée en novembre 1936. Personnel franco-belge.

  André Marty (1886-1956), français. Député communiste, ancien mutin de la Mer Noire, premier français à parvenir en 1935 au poste de secrétaire de l'Internationale Communiste. Chef des Brigades internationales.

- **« Angeloni » :** Compagnie d'infanterie du bataillon *Garibaldi*, créée en novembre 1936, dissoute en avril 1937. Personnel italien.

  Mario Angeloni (1896-1936), italien. Secrétaire du PRI en exil à Paris, volontaire en Espagne. Cofondateur de la Sezione Italiana de la colonne Ascaso. Tombé le 28 août 1936 à Sariñena (bataille de Monte Pelato).

- **« Antoni Kochanek »** : batterie d'artillerie antichar puis antiaérienne de la XIIIème brigade, créée milieu 1937. Personnel slave.

  Antoni Kochanek (1906-1937), polonais. Militant syndicaliste et communiste, membre du PCF, responsable dans la MOI, volontaire en Espagne. Officier du bataillon Dombrowski, tombé en janvier 1937 à Almadrones (bataille de Mirabueno).

- **« Asturias » :** Batterie d'artillerie, dite également « volante » créée en novembre 1936. Personnel français et espagnol.

  Asturies (octobre 1934): province espagnole concentrant une grande activité minière et sidérurgique depuis le XIXème. En octobre 1934, une insurrection prolétarienne débouche sur une commune révolutionnaire et l'instauration d'une plateforme entre les formations de gauche. L'insurrection est matée par l'emploi de l'armée d'Afrique.

- **« Boris Stefanov » :** Compagnie de mitrailleuses du bataillon *Djacovich*. Personnel balkanique, Roumains majoritaires.

  Boris Ştefanov (1883–1969), bulgare. Secrétaire général du Parti Communiste Roumain de 1936 à 1940. À Moscou durant la guerre civile espagnole.

- **« Botwin » :** Compagnie d'infanterie dite juive du bataillon *Palafox* créée en décembre 1937. Personnel polonais, palestinien et espagnol.

  Izaak Naftali Botwin (1907-1925), juif polonais. Jeune militant du Bund puis du Parti communiste d'Ukraine Occidentale, condamné à mort par la justice polonaise pour l'exécution d'un agent de police infiltré en juillet 1925.

- **« Carlo Rosselli » :** Batterie d'artillerie lourde puis anti-char créée en 1938, groupe *Rosa Luxemburg*. Personnel italien et catalan.

  Carlo Rosselli (1899-1937), italien. Journaliste et historien antifasciste, cofondateur du mouvement Giustizia e Liberta*, créateur de la* Sezione Italiana *en Espagne dont il partage un temps le commandement. Assassiné en France avec son frère par la Cagoule sur ordre de Mussolini le 9 juin 1937.*

- **« Carlos Prestes » :** Batterie d'artillerie créée en février 1937 sur un personnel français. Le 28 décembre 1937, rebaptisée *Vaillant Couturier* tandis que son groupe d'artillerie de tutelle, le 3ème GA DCA reçoit son précédent patronyme.

  Luís Carlos Prestes (1898-1990), brésilien. Militaire insurgé contre l'État brésilien en 1924, il rejoint le PCB en 1928. Il est emprisonné en mars 1936 pour sa participation à la mutinerie de plusieurs garnisons en novembre 1935, insurrection exigée par Moscou. Prestes sorti de prison en 1945 et devint Secrétaire général du PC brésilien.

- **« Commune de Paris » :** Bataillon d'infanterie (2ème puis 9ème puis 56ème). Créé le 22 octobre 1936. XIème puis 150ème puis XIVème. Démobilisé le 25 septembre 1938.

  Commune de Paris (janvier-mars 1871). Épisode insurrectionnel débouchant sur l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire à Paris du 26 mars au 20 mai 1871 du fait du refus de la capitulation du gouvernement français devant les Prussiens.

- **« Connolly »** : Compagnie puis section d'infanterie Irlandaise créée en décembre 1936, bataillon *La Marseillaise* puis *British* puis *Lincoln* en janvier 1937.

  James Connolly (1868-1916), irlandais. Républicain et socialiste irlandais, dirigeant des forces militaires de l'IRA à Dublin durant l'insurrection d'avril 1916. Capturé, il est condamné à mort par un tribunal britannique le 9 mai 1916. Son fils Roderic fut l'un des fondateurs du parti Communiste irlandais en novembre 1921.

- **« De Bosis »** : Compagnie d'infanterie italienne du bataillon *Garibaldi*.

  Adolfo Lauro De Bosis (1901-1931), italien. Etudiant, poète et aviateur dont la mère avait été arrêtée par la police italienne. Il s'envole de Marseille vers Rome, largue 400 000 tracts antifascistes avant de s'écraser en Corse, poursuivit par la chasse italienne.

- **« Dimitrov »** : Bataillon d'infanterie créé en février 1937. Personnel balkanique et slave.
- **« Gueorgui Dimitrov »** : batterie DCA germanophone créée en janvier 1937.

  Georgi Dimitrov (Георги Димитров) (1882-1949), bulgare. Théoricien de l'antifascisme, secrétaire de l'Internationale Communiste depuis 1934.

- **« Djakovic »** : Compagnie d'infanterie yougoslave créée en avril 1937 puis bataillon en juin 1937. Personnel balkanique, yougoslaves majoritaires.

  Đuro Đaković (1886-1929), croate. Cofondateur puis dirigeant du Parti Communiste de Yougoslavie, exécuté en 1929.

- **« Dombrowski »** Bataillon d'infanterie multinational créé le 19 octobre 1936 puis polonais en 1937. Patronyme de la XIIIème brigade internationale à partir de l'été 1937. Personnel polonais, balkanique et tchèque puis polonais et espagnol.

  Jaroslaw Dombrowski (1838-1871), polonais. Patriote polonais et officier de l'armée russe, il participe à l'insurrection polonaise de 1863. En 1871, il se met au service de la Commune de Paris. Nommé général, il meurt durant les combats à Montmartre.

- **« Domingo Germinal » :** Patronyme adopté par le 10ème bataillon *Henri Vuillemin* après sa fusion avec le bataillon espagnol éponyme en avril 1937.

  Domingo Germinal (1880-1936), espagnol. Théoricien Anarchiste, figure majeure de la CNT puis membre de la FAI. Décédé le 12 mars 1936.

- **« Durruti »** : Compagnie catalane du bataillon *Hans Beimler* créée au printemps 1938.

  Buenaventura Durruti (1896-1936), espagnol. Figure majeure de l'anarchisme catalan et chef militaire, il trouve la mort à Madrid le 20 novembre 1936.

- **« Edgar André »** : Bataillon de la XIème brigade, premier bataillon des Brigades internationales créé le 22 octobre 1936. Personnel multinational puis germanique.

Edgar Josef André (1894-1936), allemand d'origine Belge. Dirigeant du KPD, exécuté par le régime nazi le 4 novembre 1936.

- **« Egede-Nissen » :** compagnie scandinave du bataillon *Hans Beimler*.

  Egede-Nissen (1868-1953), norvégien. Cofondateur du parti communiste norvégien puis membre de la direction du parti, président de la branche norvégienne des Amis de l'Union Soviétique.

- **« Fernando de Rosa » :** compagnie italienne du bataillon *Garibaldi* créée en novembre 1936.

  Fernando de Rosa Lenccini (1908-1936), italien. Membre du PSI, antifasciste, auteur d'un attentat échoué contre Umberto II de Savoie en 1929. En exil en Espagne, il participe à la révolte des Asturies en 1934. Combattant dans la milice de la JSU madrilène, il tombe au front de la Sierra de Guadarrama le 16 septembre 1936.

- **« Franz Münichreiter »** : Compagnie d'infanterie du bataillon *Zwölfte Februar* créée en juin 1937.

  Karl Münichreiter (1891-1934), autrichien. Socialiste, chef de section du Schutzbund en février 1934. Exécuté sommairement sur ordre des autorités autrichiennes.

- **« Garibaldi »** : Bataillon d'infanterie italophone créé le 22 octobre 1936, devient la XIIème brigade en avril 1937. Personnel italophone, français et albanais.

  Giuseppe Garibaldi (1807-1882), italien. Figure du Risorgimento italien et du Printemps des Peuples, dit « le héros des deux mondes ». Chef militaire d'une formation de volontaires durant les trois guerres d'indépendances italiennes (1848-1849, 1859 puis 1866), puis dirige une légion italienne durant la guerre franco-prussienne (1870-71).

- **« Gastone Sozzi » :** Compagnie italienne du bataillon *Garibaldi*, créée en novembre 1936
  Gastone Sozzi (1903-1928), italien. Jeune militant communiste italien, arrêté par la police mussolinienne et mort sous la torture.

- **« General Lukács » :** Batterie d'artillerie dite slave créée en 1938. Personnel balkanique, Roumains majoritaires.

  Béla Frankl, dit « Máté Zalka », dit en Espagne « Lukács » (1896- 1937), hongrois soviétique. Fait prisonnier par l'armée russe durant la grande guerre, il dirige une unité internationale de l'armée rouge. Écrivain en URSS, volontaire en Espagne, commandant de brigade puis de division. Tué le 11 juin 1937 durant les opérations contre Huesca.

- **« Georg Branting »** : Compagnie d'infanterie du bataillon *Hans Beimler,* créée en avril 1938. Personnel scandinave et catalan.

Georg Branting (1887-1965), suédois. Député social-démocrate philo-communiste. Très actif en faveur de l'Espagne républicaine en Suède.

- **« Georg Weißel » :** Compagnie de mitrailleuses du bataillon *Tchapaiev* créée en décembre 1936 puis compagnie d'infanterie du bataillon *Zwölfte Februar* en juin 1937. Personnel autrichien.

  Georg Weissel (1899–1934), autrichien. Commandant des pompiers de Vienne et membre du SPÖ, il est en 1934 un des chefs militaires du Februärkampf. Exécuté sommairement par l'armée autrichienne.

- **« Georghe Gheorghiu-Dej » :** Groupe d'artillerie créé en juin 1937. Personnel roumain.

  Georghe Gheorghiu-Dej (1901-1965), roumain. Syndicaliste et cadre communiste, animateur de la grande grève des cheminots roumains à Grivita. En prison depuis 1933, membre du CC du PCR en 1936.

- **« Glowacki »** : Batterie d'artillerie dite slave créée en août 1937. Personnel polonais.

  Wojciech Bartosz Głowacki (1758-1794), polonais. Patriote et leader paysan de l'insurrection patriotique polonais de 1794 menée par Tadeus Kosciusko.

- **« Gottwald »** : Section d'infanterie de la compagnie Mickiewicz dans la XIIIème brigade puis compagnie du bataillon *Dimitrov* en août 1937. Personnel tchécoslovaque.
- **« Gottwald » :** Batterie d'artillerie DCA créée en janvier 1937. Personnel tchécoslovaque et yougoslave.

  Klement Gottwald (1896-1953), tchèque. Cofondateur et secrétaire général du KSČ et membre du secrétariat du Komintern depuis 1935.

- **« Gramsci »** : Batterie d'artillerie de campagne italienne créée le 1er décembre 1936 pour la XIIIème brigade puis 2ème GAL « Skoda » en 1937.

  Antonio Gramsci (1891-1937), italien. Théoricien marxiste, philosophe et figure communiste. Cofondateur du PCI, ex député et secrétaire général du PCI. En prison depuis 1926 jusqu'à sa mort le 27 avril 1937.

- **« Grivita » :** Compagnie roumaine du bataillon *Djakovic* crée en 1937.

  Griviţa : Quartier ouvrier de Bucarest dit « Grivita la Rouge ». Lieu de la grande grève des cheminots roumains en janvier et février 1933 qui se solda par la mort de sept ouvriers dans les combats contre l'armée roumaine.

- **« Guido Picelli** » Batterie d'artillerie de campagne puis anti-char créée janvier 1938. Personnel italien et espagnol.

  Guido Picelli (1889-1937), italien. Membre de l'insurrection de Parme en 1922, ex député communiste italien, en exil. Commandant adjoint du bataillon Garibaldi, il tombe le 5 janvier 1937 à Algora (bataille de Mirabueno).

- **« Guiteras » :** 3ème section cubaine de la 1ère compagnie du bataillon *Lincoln* créée en janvier 1937. Fondue avec la section irlandaise au printemps 1937 puis dissoute.

  Antonio Guiteras Holmes (1906-1935), cubain. Fondateur du mouvement révolutionnaire Joven Cuba *Leader de l'insurrection cubaine de 1930 contre le régime de Machado, gouverneur de province durant les « Cent jours », assassiné par les soldats de Baptista.*

- **« Hans Beimler » :** Bataillon d'infanterie de la XIème brigade, créé en avril 1937. Personnel germanique puis scandinave et catalan en 1938.

  Hans Beimler, (1895-1936), allemand. Dirigeant et député du KPD, volontaire en Espagne. Mort en Espagne à Madrid le 1er décembre 1936.

- **« Henri Barbusse » :** Bataillon français de la XIVème brigade créé en novembre 1936.

  Henri Barbusse (1874-1935), français. Ancien combattant, écrivain pacifiste, coprésident de l'organisation de masse Amsterdam Pleyel, compagnon de route du PCF décédé à Moscou en août 1935.

- **« Henri Vuillemin » :** Bataillon d'infanterie français de la XIIIème brigade créé le 30 novembre 1936. Fondu en janvier 1937 avec le *Louise Michel*. Détruit en avril 1938.

  Henri Vuillemin (1915-1934), français. Jeune militant communiste tué par la police française le 26 février 1934 lors d'échauffourées à Ménilmontant entre militants antifascistes et d'extrême droite.

- **« Ivan Cankara » :** Compagnie slovène du bataillon *Djakovic* créée en septembre 1937.

  Ivan Cankar : (1876-1918), slovène. Poète, écrivain et patriote catholique, membre du Parti Social-démocrate de Yougoslavie.

- ***« Jan Žižka »*** : Compagnie de mitrailleuses du bataillon *Dimitrov* crée en 1937. Personnel tchécoslovaque.

  Jan Žižka z Trocnova a Kalicha (1370-1424), tchèque. Chef de guerre hussite en Bohême et théoricien militaire, âme de la résistance hussite face aux troupes impériales.

- **« Jansona-Brauna » :** Batterie d'artillerie lourde créée à l'été ou automne 1937. Personnel letton et espagnol.

  Janis Jansons dit « Brauns » (1872-1917) : Letton. Critique littéraire et journaliste, patriote social-démocrate letton, rejoint les bolcheviks durant la première mondiale.

- **« John Brown » :** Batterie d'artillerie créée en avril 1937, XVème puis groupe Erik. Personnel anglo-saxon.

  John Brown (1800-1859), américain. Militant abolitionniste, condamné à mort en 1859, figure du mouvement ouvrier américain.

- **« Josef Girl » :** Compagnie autrichienne du bataillon *Zwölfte Februar* créée en juin 1937.

  Josef Girl (?- 1934), autrichien. Schutzbundiste, mort en février 1934 durant les combats du Februärkampf.

- **« Jožka Májek »** : Batterie d'artillerie slovaque créée durant l'été 1937.

  Jožka Májek (1911-1936), slovaque. Fonctionnaire de l'organisation catholique "Orel" et président de l'organisation des jeunes du Parti Hlinka puis membre du PCT en 1935. Volontaire en Espagne. Tombé le 23 novembre 1936 à Madrid.

- **« Kolarov »** : Batterie d'artillerie de campagne du 1er Groupe d'artillerie Lourde « Slave » créée à l'été 1937. Personnel balkanique.

  Basil Petrov Kolarov (Васил Петров Коларов) (1877-1950), bulgare. Leader communiste, un des principaux dirigeants des événements révolutionnaires en Bulgarie en 1923. Président du comité exécutif du Krestintern depuis 1928, membre du presidium de l'ECCI.

- **« Koloman Wallisch** » : compagnie autrichienne du *Zwölfte Februar* créée en juin 1937.

  Koloman Wallisch (1889-1934), autrichien. Secrétaire national du SPÖ. Un des chefs du Schutzbund lors du Februärkampf. Exécuté sommairement par l'armée autrichienne.

- **« La Marseillaise » :** Bataillon de la XIVème brigade, rebaptisé *Ralph Fox* en mai 1937. Dissout en février 1938. Patronyme de la XIVème brigade internationale à partir de l'été 1937. Personnel franco-belge, anglais, allemand.

  La Marseillaise : chant révolutionnaire puis hymne national de la République française, La Marseillaise est plébiscité par le PCF à partir de 1935.

- **« Leona Paegles »** : Batterie antichar balte créée en juillet 1937, 150e puis XIIIe brigade.

Leons Paegles (1890-1926), letton. Écrivain, poète et homme politique communiste membre du parti social-démocrate de Lettonie devenu en 1919 le LKP (Parti Communiste letton). Arrêté à Riga puis envoyé en exil.

- **« Liebknecht» :** Batterie d'artillerie de campagne créée en décembre 1936, XIIème puis XIIIème puis GA *Skoda* puis GA *Rosa Luxemburg.* Personnel multinational.

  Karl Liebknecht (1871-1919), allemand. Cofondateur du KPD. Assassiné à Berlin lors de la révolution spartakiste en 1919. Figure du mouvement ouvrier allemand.

- **« Lincoln » :** Bataillon américain créé en janvier 1937, fusionné avec le Washington en juillet 1937. Patronyme de la XVème brigade internationale à partir de l'été 1937.

  Abraham Lincoln (1809-1865), américain. Homme d'État, 16ème président des États-Unis d'Amérique, durant la guerre de Sécession (1861-1865).

- **« Louise Michel »** : Bataillon français de la XIIIème brigade créé en novembre 1936. Dissous dans le bataillon *Henri Vuillemin* le 27 janvier 1937.

  Louise Michel (1830-1905), française. Institutrice socialiste puis anarchiste. Figure du mouvement ouvrier français et de la Commune de Paris.

- **« Mackenzie-Papineau » :** Troisième bataillon américain créé en mai 1937, dit canadien.

  William Lyon Mackenzie (1795–1861) et Louis-Joseph Papineau (1786-1871), canadiens. Hommes politiques, figures de la révolte des Patriotes de 1837 au Canada. Le premier était le grand père du premier ministre canadien en exercice entre 1936 et 1939 (William Lyon Mackenzie-King).

- **« Major Attlee » :** Compagnie de mitrailleuses britannique du 16eme bataillon *British* de la XVème brigade, créée en janvier 1937, baptisée en décembre 1937.

  Clement Richard Attlee (1883-1967), britannique. Homme d'État travailliste britannique, président du congrès du Labour Party depuis 1935. Ancien combattant, il hérita du surnom de « Major Attlee » du fait de son grade en 1918. Il visite le bataillon britannique en avril 1937.

- **« Masaryk » :** Compagnie tchécoslovaque du bataillon *Dimitrov* puis bataillon d'infanterie en septembre 1937.

Tomáš Masaryk (1850-1937), tchèque. Intellectuel, premier Président de la République tchécoslovaque entre 1920 et 1935. Réélu, il démissionne en faveur de Beneŝ en 1935.

- **« Matej Gubec »** : Compagnie balkanique du bataillon *Dimitrov*.

  Matija Gubec (1538-1573), croate. Chef d'un soulèvement paysan croate et slovène réprimé dans le sang à Stubičke Toplice le 9 février 1573.

- **« Mickiewicz »** : compagnie polonaise du bataillon *Tchapaiev* puis bataillon de la XIIIème brigade en octobre 1937.

  Adam Mickiewicz (1798-1851), polonais. Poète romantique et patriote, figure majeure de la culture polonaise. Tente d'organiser en 1855 un bataillon de volontaires polonais pour combattre les Russes durant la guerre de Crimée.

- **« Nikos Zachariadis » :** Section d'infanterie grecque dite abusivement compagnie créée le 16 avril 1937. Personnel grec et chypriote.

  Νίκος Ζαχαριάδης (1903-1973), grec. Secrétaire général du KKE (Parti Communiste de Grèce) à partir de 1931, à son retour d'URSS. En prison en Grèce depuis août 1936.

- **« Palafox »** : Bataillon d'infanterie créé en juin 1937. Personnel polonais.

  José de Rebolledo Palafox y Melci (1775-1847), espagnol. Général de l'armée régulière, dirige des patriotes espagnols d'Aragon insurgés contre les troupes françaises. Héros de la guerre d'indépendance, deux fois défenseur de Saragosse contre les Français et les Polonais de la Légion de la Vistule.

- **« Pasionaria » :** Batterie d'artillerie de campagne « volante », créée en novembre 1936. XIème brigade puis GA « Skoda» puis *Pauker*. Personnel français et espagnol.

  Dolorès Ibarruri Gomez dite « Pasionaria » (1895-1989), espagnole. Cadre communiste, élue députée des Asturies en 1936, membre du B puis Secrétaire générale du PCE.

- **« Petko Miletitch » :** Batterie d'artillerie antichar yougoslave créée en 1938.

  Petko Miletitch (Петко Милетић) (1897-1939), yougoslave (monténégrin). Dirigeant du SKJ. Emprisonné en Yougoslavie depuis 1932.

- **« Pierre Brachet »** : Bataillon puis compagnie d'infanterie belge créé fin septembre 1937 dans la XIVème bis puis compagnie dans la XIVème *La Marseillaise*. Détruit en avril 1938.

Pierre Brachet Belge (1910 ou 1911-1936), belge. Étudiant socialiste, membre des JGS, volontaire en Espagne. Issu d'une grande famille universitaire, son père avait été recteur de l'ULB. Tombé le 11 novembre 1936 à Madrid.

- **« Rákosi » :** Compagnie d'infanterie hongroise du 1er bataillon *Edgar André* créée en octobre 1936. André puis bataillon en avril 1937. Personnel hongrois et espagnols.

  Mátyás Rákosi (1892-1971), hongrois. Fait prisonnier par les Russes durant la grande guerre, il participe à la création d'une unité internationale de l'armée rouge. Communiste, il rejoint en 1919 le gouvernement de Béla Kun lors de la République hongroise des conseils. En prison en Hongrie depuis 1924.

- **« Ralph Fox » :** Bataillon français de la XIVème brigade, anciennement bataillon *La Marseillaise* rebaptisé début 1937. Dissous en février 1938.

  Ralph Winston Fox (1900-1936), anglais. Journaliste, auteur et biographe, membre du CPGB. Officier dans le bataillon La Marseillaise, tombe le 28 décembre 1936 à Lopera.

- **« Rosa Luxemburg » :** Groupe d'artillerie, d'abord 1er GA Skoda *Rosa Luxemburg* en juin 1937 puis GA de la 35ème division en 1938, converti ensuite en groupe antichar de six batteries durant l'été 1938.

  Rosa Luxemburg (1871-1919), allemande. Figure du mouvement ouvrier, théoricienne marxiste. Cofondatrice du KPD, assassinée à Berlin lors de répression de la révolution spartakiste en janvier 1919.

- **« Rossetti » :** Batterie d'artillerie DCA italienne créée en février 1937.

  Luigi Rossetti (1800-1840), italien. Compagnon de Garibaldi. Participe à l'expédition en Amérique du Sud où il sera tué au combat. **OU :** *Raffaele Rossetti (1881-1951), italien. Membre du PRI, antifasciste, ex héro des MAS durant la Grande guerre. Speaker à radio Barcelone en 1936.*

- **« Saklatvala » :** Bataillon britannique créé le 28 décembre 1936, renommé *British.*

  Shapurji Saklatvala (1874-1936), britannique d'origine indienne. Homme politique travailliste puis membre du CPGB dès sa création. Figure communiste, membre du Parlement entre 1922 et 1923.

- **« Širokŷ » :** Section slovaque de la 3ème compagnie *Gottwald* du bataillon *Dimitrov*.

Viliam Široký (1902-1971), slovaque. Cofondateur du KSČ, président de la direction provinciale slovaque du parti communiste, député depuis 1935.

- **« Six février » :** Bataillon francophone appelé également *Franco-belge* de la XVème brigade, créé le 1er février 1937. Dissous à l'automne 1937.

  6 février 1934 : Manifestation antiparlementaire à Paris à l'appel des ligues d'extrême-droite et de certaines associations d'anciens combattants. La crise qu'elle suscita précipita la conclusion d'un accord d'unité d'action antifasciste en France.

- **« Słowacki » :** Batterie d'artillerie polonaise créée en 1937.

  Juliusz de Leliwa Słowacki (1809-1849), polonais. Poète, dramaturge et patriote ; figure du romantisme polonais.

- **« Stefan Radic » :** batterie anti-char créée en février 1938. Personnel balkanique et slave.

  Stjepan Radić (1871-1928), croate. Cofondateur du Parti paysan croate (HSS, principal parti d'opposition) en 1904 avec son frère Antun. Il meurt assassiné en 1928.

- **« Taras Szewzensko » :** Compagnie d'infanterie du bataillon *Palafox* créée en juin 1937 Personnel polonais et ukrainiens de l'immigration.

  Taras Szewczenko (Тарас Григорович Шевченко) (1814-1861), ukrainien de Russie. Figure majeure de la culture ukrainienne occidentale (polonaise entre 1919 et 1939). Peintre et poète romantique d'origine servile, sa participation à diverses sociétés secrètes patriotiques ukrainiennes lui vaut de connaître la prison et l'exil.

- **« Tchapaiev » :** Bataillon appelé également *Vingt-et-une nationalités*, créé le 18 novembre 1936, dissous le 5 août 1937. Personnel germanophone, slave et balkanique.

  Василий Иванович Чапаев (Vasily Ivanovich Chapayev) (1887-1919), russe. Officier bolchévique tombé durant la guerre civile russe. Il devint un héros soviétique et un personnage de fiction via le roman éponyme de Dmitri Fourmanov puis le film des frères Vassiliev, deux œuvres largement diffusées par le Komintern.

- **« Thälmann » :** Bataillon créé début novembre 1936. Patronyme de la XIème brigade internationale à partir de l'été 1937. Personnel multinational puis germanophone.
- **« Thälmann » :** Batterie d'artillerie, première batterie des Brigades internationales créée le 25 octobre 1936. Personnel germanique, polonais, danois et hollandais.

Ernst Thälmann (1886-1944), allemand. Secrétaire général du KPD, député communiste au Reichstag, en prison depuis mars 1933. Objet d'une vaste campagne de solidarité du Komintern.

- **« Tom Mooney » :** Compagnie de mitrailleuse du bataillon *Lincoln* créée en janvier 1937. Personnel nord-américain.

  Thomas Joseph "Tom" Mooney (1882–1942), américain. Militant anarchiste et syndicaliste, enfermé à Alcatraz depuis 1916.

- **« Vaillant Couturier » :** Bataillon d'infanterie français créé début décembre 1936, renommé *Domingo Germinal* en avril 1937. Dissous en février 1938, recréé le mois suivant comme bataillon disciplinaire.
- **« Vaillant Couturier » :** Batterie DCA créée en février 1937. Personnel franco-belge.

  Paul Vaillant Couturier (1892-1937), français. Écrivain, cofondateur du PCF et deux fois rédacteur en chef de L'Humanité. Maire de Villejuif depuis 1928, il décède de mort naturelle le 10 octobre 1937.

- **« Vladimirescu » :** Batterie d'artillerie de campagne, rattachée à la XIème brigade puis GA *Eslavo*. Personnel balkanique, roumains majoritaires

  Tudor Vladimirescu (1780-1821), roumain. Membre de l'Hétairie, chef militaire des insurgés valaches lors de la révolution de 1821 contre le féodalisme et les Ottomans.

- **« Warynski » :** Batterie d'artillerie de campagne polonaise créée en 1937.

  Ludwik Tadeusz Waryński (1856-1889), polonais. Socialiste et patriote, fondateur du Parti des travailleurs polonais en 1882. Mort en détention à Saint Petersburg.

- **« Washington » :** Second bataillon américain, créé le 24 mars 1937. Détruit le 12 juillet 1937, fusionné dans le bataillon *Lincoln* qui adopte le patronyme de *Lincoln-Washington*.

  George Washington (1732-1799), américain. Patriote, général et homme d'État, Nommé général en chef par le Congrès Continental à la tête des armées en 177puis premier président des États-Unis d'Amérique en 1789.

- **« Wróblewski » :** Batterie d'artillerie polonaise créée en 1937 ou début 1938.

  Walery Wroblewski (1836-1908), polonais. Patriote. Participe à l'insurrection polonaise de 1863 puis en exil à Paris. Propose sans succès de former une légion polonaise durant la guerre de 1870 puis nommé général par les insurgés durant la Commune de Paris.

- **« Zeven Provincien » :** Compagnie hollandaise du bataillon *Edgar André* créée en 1938.

  HNLMS De Zeven Provinciën. Croiseur hollandais dont les marins se mutinèrent en février 1933. Cette mutinerie fut exploitée par le mouvement ouvrier hollandais sans que celle-ci n'ait eu de mobiles explicitement politiques.

- **« Zwölfte Februär » (Douze février) :** Bataillon autrichien créé en juin 1937.

  12 février 1934 : date du déclenchement du Februärkampf à Vienne (12- 16 février 1934), affrontement entre les formations paramilitaires socialistes (Republikanischer Schutzbund) et conservatrice (Heimwehr) qui se solda par la défaite militaire des socialistes et l'instauration de la dictature de Dollfuss.

Document 15-4 : Tableau synthétique des éléments notables de soixante-dix-neuf patronymes identifiés dans les Brigades internationales organisé selon la nature de l'unité et les références implicites du patronyme

Type d'unité	Patronyme	Origine nationale du patronyme	Origines majoritaires du personnel	Période de référence	Affiliation	Nature du patronyme	Divers
Bataillon, batterie et Brigade	*Thälmann (Ernst Thälmann)*	Allemagne	Germanophones	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Batterie puis Gr. d'art.	*Carlos Prestes*	Brésil	Francophones	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Bataillon et Batterie	*Dimitrov (Георги Димитров)*	Bulgarie	Balkaniques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Batterie	*Kolarov (Васил Петров Коларов)*	Bulgarie	Balkaniques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Cie.	*Andersen Nexo (Martin Andersen Nexø)*	Danemark	Scandinaves	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Batterie	*Pasionaria*	Espagne	Francophones	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Bataillon et Batterie	*André Marty*	France	Francophones	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Cie.	*Nikos Zachariadis (Νίκος Ζαχαριάδης)*	Grèce	Balkaniques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Bataillon	*Rakosi (Mátyás Rákosi)*	Hongrie	Hongrois	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Batterie	*Gramsci (Antonio Gramsci)*	Italie	Italiens	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Batterie	*Petko Miletitch (Петко Милетић)*	Monténégro	Balkaniques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Cie.	*Egede-Nissen (Adam Hjalmar Egede-Nissen)*	Norvège	Scandinaves	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Groupe d'art.	*Gheorghe Gheorghiu-Dej*	Roumanie	Balkaniques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Batterie puis Groupe d'art.	*Ana Pauker*	Roumanie	Nations multiples	XXème	PC	Cadre communiste vivant	En prison
Cie.	*Boris Stefanov*	Roumanie	Balkaniques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Sec.	*Širokŷ (Viliam Široký)*	Tchécoslo. (Slovaquie)	Tchécoslovaques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	

Type d'unité	Patronyme	Origine nationale du patronyme	Origines majoritaires du personnel	Période de référence	Affiliation	Nature du patronyme	Divers
Sec. puis Cie. puis Bataillon et Batterie	*Gottwald (Klement Gottwald)*	Tchécoslo. (Tchèquie)	Tchécoslovaques	XXème	PC	Cadre communiste vivant	
Bataillon et Batterie	*Vaillant Couturier (Paul Vaillant Couturier)*	France	Francophones	XXème	PC	Cadre communiste vivant (puis décédé)	
Bataillon	*Edgar André*	Allemagne	Germanophones	XXème	PC	Figure communiste décédée	
Batterie	*Liebknecht (Karl Liebknecht)*	Allemagne	Germanophones	XIXème	PC	Figure communiste décédée	
Bataillon	*Hans Beimler*	Allemagne	Germanophones	XXème	PC	Figure communiste décédée	Mort en Espagne
Groupe d'art.	*Rosa Luxemburg*	Allemagne	Nations multiples	XXème	PC	Figure communiste décédée	
Bataillon	*Djakovic (Đuro Đaković)*	Croatie	Balkaniques	XXème	PC	Figure communiste décédée	
Bataillon	*Henri Barbusse*	France	Francophones	XXème	PC	Figure communiste décédée	Homme de lettres
Batterie	*General Lukács*	Hongrie	Balkaniques	XXème	PC	Figure communiste décédée	Mort en Espagne
Bataillon	*Saklatvala (Shapurji Saklatvala)*	Inde	Britanniques	XXème	PC	Figure communiste décédée	
Batterie	*Jansona-Brauna (Janis Jansons dit « Brauns »)*	Lettonie	Baltes	XXème	PC	Figure communiste décédée	
Batterie	*Leona Paegles (Leons Paegles)*	Lettonie	Baltes	XXème	PC	Figure communiste décédée	

Type d'unité	Patronyme	Origine nationale du patronyme	Origines majoritaires du personnel	Période de référence	Affiliation	Nature du patronyme	Divers
Bataillon	*Zwölfte Februar (Douze Février)*	Autriche	Autrichiens	XXème	Hist	Histoire de l'antifascisme	
Bataillon	*Six février*	France	Francophones	XXème	Hist	Histoire de l'antifascisme	
Bataillon	*Henri Vuillemin*	France	Francophones	XXème	PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*Gastone Sozzi*	Italie	Italiens	XXème	PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*Botwin (Izaak Naftali Botwin)*	Pologne (Juifs)	Polonais	XXème	PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*Franz Münichreiter*	Autriche	Autrichiens	XXème	Non PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*Georg Weissel*	Autriche	Autrichiens	XXème	Non PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*Josef Girl*	Autriche	Autrichiens	XXème	Non PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*Koloman Wallisch*	Autriche	Autrichiens	XXème	Non PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*Guiteras (Antonio Guiteras Holmes)*	Cuba	Cubains	XXème	Non PC	Martyr antifasciste	
Batterie	*Carlo Rosselli*	Italie	Italiens	XXème	Non PC	Martyr antifasciste	
Cie.	*de Bosis (Adolfo Lauro De Bosis)*	Italie	Italiens	XXème	Non PC	Martyr antifasciste	
Bataillon	*Pierre Brachet*	Belgique	Franco-phones	XXème	PC	Volontaire tombé en Espagne	Mort en Espagne
Bataillon	*Ralph Fox (Ralph Winston Fox)*	Grande Bretagne	Franco-phones	XXème	PC	Volontaire tombé en Espagne	Mort en Espagne/ Homme de lettres

Type d'unité	Patronyme	Origine nationale du patronyme	Origines majoritaires du personnel	Période de référence	Affiliation	Nature du patronyme	Divers
Bataillon	*Guido Picelli*	Italie	Italiens	XXème	PC	Volontaire tombé en Espagne	Mort en Espagne
Batterie	*Antoni Kochanek*	Pologne	Polonais	XXème	PC	Volontaire tombé en Espagne	Mort en Espagne
Batterie	*Jožka Májek*	Tchécoslov. (Slovaquie)	Tchécoslo-vaques	XXème	PC	Volontaire tombé en Espagne	Mort en Espagne
Cie.	*Angeloni (Mario Angeloni)*	Italie	Italiens	XXème	Non PC	Volontaire tombé en Espagne	Mort en Espagne
Cie.	*Fernando de Rosa*	Italie	Italiens	XXème	Non PC	Volontaire tombé en Espagne	Mort en Espagne
Bataillon	*Domingo Germinal*	Espagne	Francophones	XXème	Non PC	Personnalité non communiste décédée	
Cie.	*Durruti*	Espagne(Catalogne)	Catalans	XXème	Non PC	Personnalité non communiste décédée	Mort en Espagne
Cie.	*Tom Mooney(Thomas Joseph Mooney)*	États-Unis	Nord-Américains	XXème	Non PC	Personnalité non communiste vivante	En prison
Cie.	*Major Attlee (Clement Attlee)*	Grande Bretagne	Britanniques	XXème	Non PC	Personnalité non communiste vivante	
Cie.	*Georg Brantig*	Suéde	Scandinaves	XXème	Non PC	Personnalité non communiste vivante	
Bataillon	*Masaryk (Tomáš Masaryk)*	Tchécoslov. (Tchèquie)	Tchécoslovaques	XXème	Non PC	Personnalité non communiste vivante (puis décédée)	
Bataillon	*Tchapaeiv (Василий Иванович Чапаев)*	Russie	Germanophones	XXème	PC	Personnage historique communiste	
Bataillon	*Mackenzie-Papineau (William Lyon Mackenzie et Louis-Joseph Papineau)*	Canada	Nord-Américains	XIXème	Hist	Personnage historique national	

Type d'unité	Patronyme	Origine nationale du patronyme	Origines majoritaires du personnel	Période de référence	Affiliation	Nature du patronyme	Divers
Bataillon	*Palafox (José de Rebolledo Palafox y Melci)*	Espagne (Aragon)	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Batterie	*John Brown*	États-Unis	Nord-Américains	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Bataillon puis Brigade	*Lincoln (Abraham Lincoln)*	États-Unis	Nord-Américains	XVIIIème	Hist	Personnage historique national	
Bataillon	*Washington (George Washington)*	États-Unis	Nord-Américains	XVIIIème	Hist	Personnage historique national	
Bataillon	*Louise Michel*	France	Francophones	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Cie. puis Sec.	*Connolly (James Connolly)*	Irlande	Britanniques	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Bataillon puis Brigade	*Garibaldi (Giuseppe Garibaldi)*	Italie	Italiens	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Bataillon	*Dombrowski (Jarosław Dąbrowski)*	Pologne	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Batterie	*Glowacki (Wojciech Bartosz Głowacki)*	Pologne	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Batterie	*Słowacki (Juliusz Słowacki)*	Pologne	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	Homme de lettres
Cie. puis Bataillon	*Mickiewicz (Adam Mickiewicz)*	Pologne	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Cie.	*Warynski (Ludwik Waryńsk)*	Pologne	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Batterie	*Wróblewski (Waléry Wróblewski)*	Pologne	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	

Type d'unité	Patronyme	Origine nationale du patronyme	Origines majoritaires du personnel	Période de référence	Affiliation	Nature du patronyme	Divers
Cie.	*Taras Szewczenko (Тарас Григорович Шевченко)*	Pologne (Ukraine)	Polonais	XIXème	Hist	Personnage historique national	Homme de lettres
Batterie	*Vladimirescu (Tudor Vladimirescu)*	Roumain	Balkaniques	XIXème	Hist	Personnage historique national	
Cie.	*Jan Zizka (Jan Žižka z Trocnova)*	Tchécoslov. (Tchèquie)	Tchécoslovaques	XVème	Hist	Personnage historique national	
Cie.	*Matej Gubec (Gubecz Maté)*	Yougoslavie (Croatie)	Balkaniques	XVIème	Hist	Personnage historique national	
Batterie	*Stefan Radic (Stjepan Radić)*	Yougoslavie (Croatie)	Balkaniques	XXème	Hist	Personnage historique national	
Cie.	*Ivan Cankara (Ivan Cankar)*	Yougoslavie (Slovènie)	Balkaniques	XXème	Hist	Personnage historique national	Homme de lettres
Batterie	*Asturias*	Espagne	Nations multiples	XXème	Hist	Épisode historique	
Bataillon	*Commune de Paris*	France	Francophones	XIXème	Hist	Épisode historique	
Bataillon puis Brigade	*La Marseillaise*	France	Francophones	XVIIIème	Hist	Épisode historique	
Sec.	*Zeven Provincien (HNLMS De Zeven Provinciën)*	Hollande	Hollandais	XXème	Hist	Épisode historique	
Cie.	*Grivita*	Roumanie	Balkaniques	XXème	Hist	Épisode historique	

CC

Document 16-1 : Liste dite « approximative » des volontaires étrangers affiliés au PCE au 3 mars 1938[55]

Nationalités	***Estimation du nombre d'adhérents***	***dont officiers***	***dont CP***	***% cadres***
Français	2 000	140	20	8%
USA	1 232	24	15	3%
« Allemands » (Autrichiens compris)	1 200	141	17	13%
Grande-Bretagne et Commonwealth*	1 142	27	14	4%
Tchécoslovaques	900	30	10	4%
Italiens	700	100	15	16%
Polonais	682	40	10	7%
Yougoslaves	288	25	2	9%
Scandinaves*	146	11	3	10%
Suisses	141	10	2	9%
Hollandais	133	6	2	6%
Bulgares	131	51	2	40%
Belges	128	5	0	4%
Hongrois	100	31	2	33%
Roumains	45	SP	SP	SP
Grecs	30	5	0	17%
Autres Balkaniques	25	10	0	40%
Total	9 023	656	114	9%

[55] Source : RGASPI 545.6.8 : *Lista aproximativa de los miembros del Partido según la nacionalidad*. 3 mars 1938.

Document16-2 : Affiliations politiques dans la 45ème division en janvier 1938[56]

Partis	XIIe brigade *Garibaldi*	XIIIe brigade *Dombrowski*	*Agrupación de Reserva*	Total 45ème division	**% par affiliation**
PCE	508	415	204	1 087	**55%**
JSU	207	175	62	394	**20%**
Autres (sic)	2	181	286	183	**9%**
IR	72	66	27	138	**7%**
PSOE	21	30	2	51	**3%**
Parti Syndicaliste	23	22	3	46	**2%**
PSUC	12	19	6	38	**2%**
FAI	8	19	2	27	**1%**
Total affiliés	**853**	**927**	**592**	**1 964**	**100%**
Total effectif	*2 733*	*2 481*	*1 123*	*6 337*	
% affiliés	31%	37%	53%	**31%**	

Document 16-3 : Affiliations syndicales dans la 45ème division en janvier 1938[57]

Syndicats	XIIe brigade *Garibaldi*	XIIIe brigade *Dombrowski*	*Agrupación de Reserva*	Total 45ème division	**% par affiliation**
UGT	886	1068	366	2320	**68%**
CNT	504	407	135	1046	**30%**
Union de Rabassaires	16	45	5	66	**2%**
Total affiliés	**1406**	**1520**	**506**	**3432**	**100%**
Total effectif	2733	2481	1123	6337	
% affiliés	51%	61%	45%	**54%**	

[56] Source : RGASPI 545.2.75 : *Composición política de la 45ª división en el mes de diciembre* [1937]
[57] Source : RGASPI 545.2.75 : *Composición social de la 45ª división en el mes de diciembre* [1937]

Document 16-4 : *Juramento del activista*, texte de serment des activistes (version juillet 1938)[58]

Los activistas de nuestra Brigada se han comprometido a un programa que forma la manera el que el trabajo militar y político de nuestra Brigada pueda alcanzar nuevos niveles de combatividades eficaces. El programa es el siguiente:

Como activista me comprometo voluntariamente con el honor y orgullo de un combatiente antifascista, a cumplir fielmente los siguientes puntos:

1) Asimilar con rapidez la ciencia militar.

2) Ayudar a los demás combatientes a mejorar su técnica de lucha.

3) Cuidar las armas como mi propia vida.

4) Conocer todas las armas de combate.

5) Ser un campeón de unidad, digno representante del Gobierno de Unión Nacional.

6) Trabajar sin descanso para aumentar la capacitad política de los combatientes teniendo como base los 13 puntos del Gobierno de Unión Nacional.

7) luchar sin descanso contra los derrotistas y provocadores.

8) No estar satisfecho en tanto haya un luchador analfabeto.

9) Tener como consigna, ser el más fuerte en el ataque y el más firme en la resistencia.

10) No descansar en tanto quede un soldado que no sea activista.

Prometo ser un soldado modelo y dedicar mis armas, mi vida y mi honor de antifascista a la independencia de España[59].

---

[58] Source : RGASPI 545.1.3 : *Juramento del activista*. Barcelone, 20 juillet 1938.

[59] *Les activistes de notre Brigade ont réalisé un programme qui détermine la manière par lequel le travail politique et militaire de notre Brigade doit permettre de parvenir à une efficacité de combat accrue. Ce programme est le suivant :*
Comme activiste je jure de mon plein gré sur mon honneur et ma fierté de combattant antifasciste d'accomplir fidèlement les points suivants :
1) Assimiler avec zèle la science militaire
2) Aider les autres combattants à améliorer leur technique de lutte.
3) Veiller sur mes armes comme sur ma propre vie.
4) Connaître le maniement de toutes les armes de combat.
5) Être un champion de l'unité, digne représentant du Gouvernement d'Union Nationale.
6) Travailler sans relâche pour augmenter la capacité politique des combattants en me basant sur les 13 points du Gouvernement d'Union Nationale.
7) Lutter sans relâche contre les défaitistes et les provocateurs.
8) Ne pas m'arrêter tant qu'il demeure un combattant analphabète.
9) Adopter comme consigne d'être le plus fort dans l'attaque et le plus ferme dans la résistance.
10) Aucun repos tant qu'il demeure un soldat non activiste.
Je jure d'être un soldat modèle et d'offrir mes armes, ma vie et mon honneur d'antifasciste à l'indépendance de l'Espagne.

Document 16-5 : Contrat d'émulation proposé par la XVème brigade internationale *Lincoln* aux autres brigades de la 35ème division dans le cadre de la compétition inter-brigades durant le congrès des Activistes de la division le 1er août 1938[60]

Contrata de competición presentada por la XV Brigada a las demás Brigadas de la 35 División. Plan de actividades a realizar hasta al 1° de agosto de 1938, celebrando este día un congreso de examen o competición de las diversas actividades.

1° Llegar a esta fecha sin ningún analfabeta dentro de las Brigadas, con la ayuda directa del mayor número de Activistas.

2° Organizar el mayor número de lectores y comentadores dentro de las Unidades.

3° Crear el mayor número de clases de la lengua española para internacionales con mayor número de alumnos. […]

4° Conocer y manejar el mayor número de armas automáticas, por mayor cantidad de activistas.

5° Competición de tiro a puntación, con fusil, fusil ametrallador y ametralladora, realizarlo un mayor número de activistas.

6° Competición entre Transmisiones y Señales, con toda clase de aparatos de comunicación.

7° Competición y trabajos de fortificación, alambradas, etc.

8° Competición en ejercicios sanitarios, curas de heridos, etc.

9° Exposición de croquis y panorámicos de un determinado punto, realizado por los Observadores.

10° Exposición de trabajos especiales realizados por la Armería.

11° Desarrollar la mayor actividad de educación militar, cultural y política fuera de las horas de instrucción señaladas.

12° Exposición de periódicos murales en mayor cantidad y calidad y con mayor colaboración.

13° Desarrollar una mayor cantidad de actividades artísticas: como coros, grupo de declaración, teatro, danza, etc.

14° Competición de coros de la Brigada y grupos de declaración y danza.

15° Organizar el mayor número de grupos gimnásticos y deportivos dentro de la Brigada.

[60] Source : RGASPI 545.1.4 : *Contrata de competición presentada por la XV Brigada a las demás Brigadas de la 35 División*. 20 juillet 1938.

16° Competición de futbol y otras manifestaciones deportivas entre las brigadas.

17° Como prueba de las buenas relaciones que existen entre los componentes de nuestras brigadas, llegar en la fecha del congreso a que cada activista tenga una hermano de diferente país.

18° Desarrollar el mejor trabajo de Capitación de nuestros activistas bajo la consigna: un nuevo adepto por cada activista presente.

19° Organizar de la mejor manera el movimiento activista.

20° Crear mayor número de grupos activistas dentro de la oficialidad[61].

Por el Batallón 57 John Pent, 58 Morris Boldstein, 60 Antonio Sanches, Transmisiones : Antonio Miguel, 59 Antonio Palleja, Comisario de guerra Valentin Mullot.

[61] *Contrat d'émulation proposé par la XVème brigade aux autres brigades de la 35ème division. Plan des activités à réaliser pour le 1er août 1938, jour où se tiendra un congrès d'examen ou de compétition sur les différentes activités [des activistes]*
1° Parvenir à cette date [du Congrès] sans qu'il ne reste plus un seul analphabète dans les Brigades, avec l'aide du plus grand nombre d'Activistes.
2° Organiser le plus grand nombre de lecteurs et de commentateurs au sein des Unités.
3° Créer le plus grand nombre de classes de langue espagnole pour les internationaux avec le maximum d'élèves. […]
4° Connaître et manipulation du plus grand nombre d'armes automatiques par le plus grand nombre possible d'activistes.
5° Compétition de tir de précision, au fusil, fusil-mitrailleur et mitrailleuse, pour distinguer le plus grand nombre possible d'activistes.
6° Concours entre les Transmissions et les Signalisations, sur l'ensemble des appareils de communications.
7° Concours [sur les] travaux de fortifications, fils barbelés, etc.
8° Concours sur les exercices sanitaires, soin des blessés, etc.
9° Exposition de croquis et de panoramiques depuis un angle choisi, réalisé par les Observateurs.
10° Exposition de travaux spéciaux réalisés par l'Armurerie
11° Réaliser la plus grande activité d'éducation militaire, culturelle et politique en dehors des heures d'instruction prévues.
12° Exposition de journaux muraux en grandes quantité et qualité, dans la collaboration la plus étendue.
13° Mettre en place le plus grand nombre d'activités artistiques : comme les chœurs, les groupes de déclamations, le théâtre, la danse, etc.
14° Concours des chœurs de la Brigade et des groupes de déclamation et de danse..
15° Organiser le plus grand nombre de groupes gymnastiques et sportifs au sein de la Brigade.
16° [Organiser des] compétition de football et diverses manifestations sportives entre les brigades.
17° Comme preuve des bonnes relations qui existent entre les différentes composantes de nos brigades, mettre à l'ordre du jour du congrès que chaque activiste adopte un frère d'une nationalité différente de la sienne.
18° Développer le meilleur travail de capacitation de nos activistes sous la consigne : chaque activiste présent vient avec un nouveau.
19° Organiser de la meilleure manière possible le mouvement activiste.
20° Créer le plus grand nombre de groupes d'activistes chez les officiers.

Document 16-6 : Titres envisagés pour la publication d'historiettes sur les Brigades internationales sous la forme de feuilletons en 1939[62]

- *Comme à Leipzig, face aux barbares : Le bataillon Dimitrof*
- *Fils de Berlin et de Vienne en Espagne : Le bataillon Edgar André*
- *Sagnier et Szinda : Un ouvrier de Paris et un ouvrier de Berlin en action contre les sauvages*
- *Garibaldi face aux Chemises Noires / Guadalajara, Vestices Gaeta*
- *Le bataillon Commune de Paris*
- *Comment Dombrowski battit Hitler et Mussolini en Espagne*
- *Tchapaiev Le bataillon de 21 nationalités commandé par un Suisse*
- *Ceux du Masarik face aux nazis*
- *Les vrais fils de Lincoln (Jarama)*
- *Ralf Fox et Wide (l'écrivain et l'ouvrier pour la même cause).*
- *Suédois, Norvégiens, et Danois en Espagne : les « neutres » mettent en échec Hitler et Franco.*
- *Madrid invaincu ! (comment les meilleurs enfants de 53 pays entrèrent dans l'épopée espagnole)*
- *Quinze guérilleros*
- *Trois tankistes*
- *Commissaires dans la bataille (Anton, Belmonte, les nôtres)*
- *Officiers dans la bataille d'Espagne : ouvriers et professionnels (contre les traitres)*

[62] Source : RGASPI 495.76.46a : *Confidentiel BI. Commission pour l'étude des problèmes des BI (décision du Présidium du 26 septembre 1939).* Annexe 2 : « Éditions sur les BI ».

Table des matières

Remerciements……..…..1

Sommaire…….....3

Introduction générale...…….....5

Première partie :

Typologie du phénomène et de ses manifestations……..…….33

Introduction de la première partie……..……...35

Chapitre 1 : Aux origines du phénomène de volontariat international combattant antifasciste durant la guerre d'Espagne……..……**37**

A. Un phénomène situé à l'intersection du contexte global et de l'événement local……38

1. Le contexte : des relations internationales marquées par une fièvre obsidionale……38
2. Le coefficient : la révolution stratégique de la diplomatie soviétique…….40
3. L'événement : le pronunciamiento raté et la résistance populaire espagnole……..….43
4. Le paradoxe : « Hombres sobran », les attentes déçues des Espagnols……..…….46

B. Un artefact d'une sociabilité transnationale préexistante : l'antifascisme…...…....….49

1. Une mobilisation internationaliste ?……..…..49
2. L'antifascisme comme sociabilité transpartisane.……...……...…….....52
3. Un cosmopolitisme moderne.……..…….....54

C. L'Espagne *Hic et Nunc.* Un phénomène produit spontané d'une émotion mondiale…….56

1. L'Espagne, Armaggedon de la guerre civile européenne.……....57
2. L'enveloppe émotionnelle du phénomène : une indignation mondialisée.……..59
3. La cause espagnole et le processus de transfert et d'identification.…….....62
4. L'Espagne, une « occasion ».……...64

D. Un objet géopolitique central de la guerre d'Espagne.…….....67

1. Le phénomène et son reflet.……..67
2. La lecture analogique et symétrique des présences militaires étrangères en Espagne.71
3. Le phénomène et la non-intervention d'août 1936 à mars 1937.…….....75

Chapitre 2 : Les formes organisées du volontariat international combattant antifasciste en Espagne (juillet 1936 - septembre 1938)…….....**79**

A. Le temps des milices (été 1936) ……..79

1. Le Pays basque et la poche Nord : un espace rapidement circonscrit puis marginalisé……80
2. La Catalogne, l'espace d'expansion du phénomène.……..…….82
   a) *La colonne Durruti (CNT-FAI).*…….…….83
   b) *Les colonnes Hilario-Zamora puis Ortiz-Sur Ebro (CNT-FAI).*……..…...84
   c) *Les colonnes Garcia Oliver et Ascaso (CNT-FAI).*……..…...85
   d) *La colonne Lenín (POUM).*……..86
   e) *Les colonnes Del Barrio-Carlos Marx, 19 Juliol et Jaume Graells (PSUC–UGT).*……....86
   f) *La colonne Libertàt (CNT-FAI et PSUC).*……...87
3. À Madrid et au Levant : des formations miliciennes internationales inopinées…....89

B. Le creuset catalan : les formes initiales du phénomène (été-automne 1936)…...……91

1. La Catalogne, une matrice déterminante dans le développement des formes matures du volontariat combattant étranger.……91
2. Le phénomène à l'épreuve des concurrences partisanes en Catalogne.…….....94
3. La redistribution des formations internationales selon les évolutions politiques antagoniques de l'espace républicain espagnol……....98

C. Les Brigades internationales -première période : une armée privée (automne 1936 – été 1937).……..……..**102**

1. L'irruption d'un nouvel acteur.……...……102
2. La Base d'Albacete : un organe hybride inattendu du volontariat international……104
3. Un corps de bataille en croissance permanente…….....107
4. Une volonté monopolistique et extensive.…….....110
   a) *L'amalgame des missions sanitaires internationales*……...110
   b) *La saisie de l'escadrille España.*……...112
   c) *La création de la 86ème brigade pseudo-internationale.*……....112
   d) *La tentative d'extension du périmètre d'Albacete à la Catalogne.*……...113

D. La césure de l'été 1937 : la relégation puis la disparition des formes alternatives du phénomène (printemps – été 1937).…….....115

1. Évolutions des formes et des structurations.……...116
2. La militarisation et les résistances à la régularisation comme lignes de force de la restructuration du phénomène en Catalogne.…….....118
3. Dégénérescence et disparition des manifestations alternatives du phénomène.…….122

E. les Brigades Internationales - deuxième période : le phénomène désormais circonscrit à une seule manifestation (été 1937 – été 1938).…….….124

1. 1937 : le zénith artificiel des Brigades internationales durant l'été 1937…….....124
2. La régularisation des Brigades internationales (septembre 1937- mars 1938).....126
3. Érosion et extinction du phénomène (mars–août 1938).……...….128
4. Disparition subite et rémanences du phénomène…….…..130

Chapitre 3 : Des remues d'hommes : inventaire du phénomène……..……...133

A. La multitude, caractéristique fondamentale du phénomène…….....133
1. Les étrangers des milices antifascistes catalanes (1936-1937)…… ……....135
2. Un espace interstitiel du phénomène : étrangers hispanophones, Portugais et Marocains en dehors des formations internationales.…….....…...139
3. Les Brigades internationales, principales récipiendaires du volontariat étranger antifasciste……..……..……...141

B. Identification des flux et mise en contexte des périodes du phénomène.…….144
1. Analyse des quatre périodes constitutives des Brigades internationales.……...145
2. Première période (octobre 1936 – mars 1937).…….……...148
3. Deuxième période (avril –septembre 1937) ……...…150
4. Troisième période (octobre 1937 – mars 1938) : ……...152
5. Quatrième période (avril septembre 1938)…….…154

C. Nationalités, citoyennetés et origines géographiques des volontaires.……155
1. Nationalité ou citoyenneté ? .…….155
2. Le poids des immigrations.…….158
3. Un phénomène transnational européen et non mondial.……...……..162

D. Des volontaires inégaux entre eux.…….……166
1. Inégalités dans les grades et fonctions.……...166
2. Inégalité dans la capacité à s'extraire de leur situation commune.…….168
3. Inégalités dans leur destin immédiat *post bellum*.……..170

E. Le problème des absents : la moitié des effectifs a disparu.……....172
1. Les pertes officielles, un difficile décompte et un problème politique.……...173
2. Une attrition constante.……...176
3. Le spectre des absents.……178

Chapitre 4 : Du technicien au fantassin, ou l'ambition d'un volontariat spécialisé transmué en volontariat de masse.……..…….…….…….…**181**

A. Un volontariat originellement destiné à importer en Espagne des compétences et des spécialités depuis l'étranger……..……181
1. La recherche et l'importation de spécialistes étrangers vers l'Espagne.…….....183
2. Formation et expérience militaires préalables des volontaires étrangers.……..185
3. L'absence des compétences attendues.……...189

B. « Bon pour le front ». Du qualitatif au quantitatif, une transition déterminante du volontariat étranger vers l'Espagne républicaine……..…….....192
1. Le recrutement des bonnes volontés.……....192
2. Les candidats refusés et réformés : une marginalité éclairant le fait majoritaire.…...195
3. Le critère politique dans le choix des postulants, un indice performatif et restrictif..198

C. Les facteurs stimulants de la massification du volontariat.……..200
1. Une grande rumeur opportune.…….…..201
2. S'engager pour l'Espagne ou s'engager pour le front ?.…….205
3. Les pensions familiales, une contrepartie incitative.……..…209

D. « Les fils de la crise ».……212
1. Le chômage, une toile de fond ou un facteur fondamental du phénomène ?.……...213
2. Un formidable vivier d'hommes disponibles.……...215
3. Partir en Espagne comme une échappatoire.……....218
4. Une source de candidats potentiels surexploitée par les recruteurs.……..219

Chapitre 5 : Caractères communs et logiques fondamentales du volontariat international combattant antifasciste en Espagne.…….……..**225**

A. Le volontaire international, un personnage construit par antithèses.……226
1. L'étranger, c'est l'ennemi.……..……...226
2. L'individu : le volontaire international comme l'envers du mercenaire.……228
3. Le collectif : une multitude innombrable comme une anti-légion étrangère.……..231

B. Les cadres statutaires labiles de l'engagement combattant volontaire.……..234
1. L'hypothèse du volontariat par nature gratuit et non contractuel.…….....234
2. L'assermentation comme succédané à l'absence de contrat d'engagement.……..…236
3. La durée d'engagement, une notion fluctuante.…….....238

C. Une sous-estimation assumée du cadre militaire de l'engagement combattant volontaire.....241
1. L'expérience militaire, une notion utile mais dispensable.……..…..241
2. Une préparation militaire considérée comme accessoire.……..…245
3. Une surexposition sacrificielle.……...……247

D. Une conscience de soi providentielle.…….249
1. « De braves garçons». Une perception fantasmée de l'Espagne et des Espagnols.…250
2. Apporter « la guerre moderne » en Espagne.……..252
3. L'Espagne c'est le front. Une volonté impatiente de faire la guerre.…….255

E. Le volontariat étranger envisagé comme un appoint offensif.……257
1. Les formations de choc en Espagne.……...258
2. Un héritage importé en Espagne des violences politiques de l'entre-deux-guerres...262
3. « Nos Brigades doivent être des Brigades de choc ».…….264

Conclusion de la première partie……...……..……..…….269

Deuxième partie :

***Les Brigades internationales : un projet politique transnational hétéronome (été 1936- automne 1937)*……...271**

Introduction de la deuxième partie……..……..…….273

Chapitre 6 : Le volontariat combattant vers l'Espagne, un objet consubstantiel de la solidarité internationale.……..……..**275**

A. La fabrique du volontariat armé transnational durant l'été 1936.…….275
1. La solidarité communiste inhibée par la diplomatie soviétique.……...276
   a) *L'immédiate neutralité soviétique*.…….276
   b) *Une solidarité intergouvernementale et non internationaliste*…….277
   c) *La délocalisation en France de la solidarité pragmatique*……...278
2. L'influence de la non-intervention sur les formes actives de la solidarité internationale.279
   a) *Une solidarité neutralisée*.…….280
   b) *Une solidarité désarmée*……...……281
   c) *Une solidarité décevante*.……...283
3. La synergie des facteurs d'entrainement au volontariat transnational.…….284
   a) *La dynamique créée par les immigrés espagnols durant l'été 1936*…. …...284
   b) *Les démultiplicateurs italiens et anarchistes*……...……286
   c) *Une dynamique perceptible outre-Atlantique*.……...…288

B. Typologie des projets de volontariat combattant exportés vers l'Espagne.……....289
1. Les projets collectifs élaborés depuis l'étranger.…….……..289
   a) *Le « bataillon Peyrotte »*.……...290
   b) *La centurie Sébastien Faure*.……290
   c) *Le contingent de l'Independant Labour Party britannique*……..291
   d) *La Debs Column, seule tentative de contestation de la primauté communiste sur le volontariat combattant vers l'Espagne*.……...……292
2. Le projet avorté de « brigade internationale anarchiste » en Aragon.……...294
3. Les projets italiens : un antifascisme transnational et pluriel.……...296
   a) *Une idée précoce*.……...297
   b) *Un projet faisant de la libération de l'Italie son horizon*.....…….297
   c) *Des scissions politiques sous des formes militaires*……...……...…299
   d) *Les projets socialistes*.…….……..…300

C. Les limites théoriques du volontariat combattant vers l'Espagne.…….301
1. Le volontariat armé confronté au pacifisme intégral.…….302
2. Un internationalisme rapidement circonscrit par la dénonciation des évolutions politiques et sociales intérieures espagnoles.……...……...306
3. Partir comme volontaire en Espagne c'est soutenir les communistes.……..…….....310

D. Les partis communistes d'Europe occidentale et la question du volontariat combattant de juillet au début du mois de septembre 1936.……..……...…311
1. Une dynamique incontestable en France, des positions contrastées ailleurs.…….311
2. Les premières expériences du feu : Irun et le Pays Basque.…….…….....314
3. Les projets communistes de volontariat combattant durant l'été 1936.…….....316
4. Le Komintern se mobilise pour le *Quinto Regimiento* à Madrid.……...318

Chapitre 7 : Du projet communiste français de Colonne internationale au projet kominternien de Brigades internationales……..……323

A. La diplomatie soviétique et l'intégration du volontariat combattant comme vecteur de la solidarité communiste en septembre 1936……..……. …...…323
1. L'URSS et la question espagnole…… …….324
2. Le projet « français » de Maurice Thorez.…….....326
3. Un projet décidé ou validé par le Komintern ?.....329

B. Une amplification immédiate du projet de colonne internationale……332
1. L'implémentation du projet en Espagne républicaine.……...332
2. L'élévation du projet transfrontalier en un corps de bataille international.……336
3. Les Brigades internationales, filles du grand recrutement.……339

C. Les Brigades internationales comme projet militaire distinct du soutien soviétique à la République espagnole…….....340
1. L'*Opération X*, un dispositif totalement indépendant du Komintern……....342
2. Les relations entre les cadres soviétiques en Espagne et les BI……..346
3. Les BI exclues de la chaîne logistique militaire soviétique vers l'Espagne…...…..350

D. Les Brigades internationales, un projet éminemment politique du komintern.……352
1. Placer la création des Brigades internationales sous un patronage commun…… 354
2. La décision politique de décembre 1936 : l'extension du volontariat vers le monde.357
3. Le PCF comme délégué de pouvoir du Komintern pour la campagne de solidarité vers l'Espagne : la conférence des PC d'avril 1937 en France.……..360
4. Le sacrifice du chef pour la sauvegarde du projet.……..362

Chapitre 8 : Les Brigades internationales, une organisation de masse éphémère et circonstancielle du Komintern……..…….**367**

A. Doter la mobilisation internationale autour de l'Espagne d'une organisation de masse…..368
1. L'émotion espagnole des opinions publiques, une double opportunité.……...…..369
2. Un mouvement de masse composite dans son élaboration.……...….371
3. Les Brigades internationales déclarées « Res Nullius ».……375

B. Le bras armé du front populaire mondial……379
1. Une guerre mondiale accidentellement espagnole.……...…….380
2. Les prodromes de la guerre à venir contre l'Allemagne.……...…….383
3. L'Espagne clef de la sécurité collective en Europe.……...……386

C. Le front populaire comme cadre de structuration et ligne politique.…….388
1. Une organisation interne initiale syncrétique…….…….388
   a) *L'essai d'une infrastructure interne par cartel de partis*……389
   b) *La structuration du parti communiste dans les Brigades internationales*.…390
2. Le « petit Komintern » : du problème structurel des diversités communistes dans les Brigades internationales.……..…….....392
3. Le remplacement par une structuration de front unique.……....393
   a) *Restructuration autour du commissariat politique*…… …….....393
   b) *L'introduction d'une ligne apolitique de front populaire*……..394
   c) *Sous le signe du front populaire : une renormativité symbolique*……. 395

D. Le front mondial : les démarches pour insérer et imposer le volontariat combattant dans la solidarité internationale.……...397

1. L'intégration du volontariat combattant dans les initiatives de solidarité extérieures avec l'Espagne républicaine.……..…….397
2. Lier les Brigades internationales à l'étranger par le parrainage.……...….399
3. Le raccordement mondial et la mise en réseau des Brigades internationales….. ….401
4. Financer les Brigades, une lourde charge répartie sur les solidarités…….405

Chapitre 9 : « Unir. Unir pour sauver l'Espagne ». Les Brigades internationales comme support d'une stratégie unitaire extérieure à la guerre civile espagnole.……...……...……..……..**411**

A. L'aide à l'Espagne en interface entre les trois Internationales.……..412

1. L'unité d'organique comme axe central de la stratégie du Komintern dès 1934..…412
2. Deux réussites unitaires mondiales autour des Brigades internationales…….....417
3. 1937, « l'année de l'union dans la solidarité ».…….…… …421

B. Les Brigades internationales, vitrine de l'unité organique.……...…….....427

1. Les Brigades internationales, « exemple vivant » de l'unité réalisée.……....427
2. Les Brigades internationales en permanente représentation d'elles-mêmes.…….430
3. Faire prendre la parole aux volontaires socialistes.……433

C. L'unité d'action réalisée par le volontariat armé : l'exemple de la *Connolly Column* et du *battaglione Garibaldi*.……..……..436

1. L'éphémère *Connolly Column*, un projet unitaire irlandais.…… …436
2. Le Pacte de Paris pour une légion nationale italienne en Espagne.……...… 438
3. La XIIème brigade *Garibaldi,* une vitrine fragile du front unique.……. ……440
4. Un projet unitaire en crise.…… ……..…..442

D. Les ambiguïtés socialistes à propos du volontariat international.……...444

1. Les Internationales socialistes et les Brigades internationales, une proximité essentiellement discursive.…… ……..444
2. Les socialistes dans les Brigades internationales, une minorité singulière…..…….…448
3. L'action parallèle plutôt que l'unité d'action.…… ……..452

Conclusion de la deuxième partie……...……..…….....455

Troisième partie :

La transformation du phénomène par l'intervention de facteurs participant à son altération, sa limitation et son extinction…..…….457

Introduction de la troisième partie……..……459

Chapitre 10 : Discipline et militarisation : les formations combattantes internationales confrontées à la régularisation militaire…….**461**

A. La discipline comme pivot d'un modèle militaire alternatif.……462
1. Une réforme perçue comme une résurgence du militarisme.……....462
2. Discipline révolutionnaire contre discipline militaire.……...465
3. Une tentation martiale se substituant à la vocation militaire.……467

B. L'influence prépondérante d'une culture antimilitariste militante.…….470
1. Un puissant choc culturel.……...470
2. La caserne espagnole.…….474
3. Faire la guerre sans militaires.……478

C. Les conséquences de la régularisation militaire sur les étrangers hors des Brigades internationales……..…..481
1. L'altération irréversible des conditions initiales ayant déterminé leur volontariat…481
2. Une mutation ouvrant le champ du renoncement…….....483
3. Une relégation structurelle conduite comme un limogeage progressif.……..487

D. L'accompagnement de la militarisation dans les Brigades internationales par le maintien d'un substrat militant.……..……488
1. Le maintien des pratiques démocratiques dans les Brigades internationales.……489
2. La « discipline librement consentie », un aphorisme performant d'origine militante…..492
3. La militarisation du secrétaire de cellule.…….……..…….495

Chapitre 11 : Regretter, renoncer, repartir……...……...**501**

A. Décevante Espagne.……501
1. Des perspectives révolutionnaires évanescentes.……....503
2. Promesses non tenues, gratifications insuffisantes et affectations décevantes.……..505
3. Les sacrifiés. Faire la guerre à la place des Espagnols.……..508
4. Des déçus bavards et menaçants.……....511

B. Une guerre démoralisante.……515
1. Le volontaire international, un soldat de l'« utile »…….516
2. Le poids des défaites et la lassitude des combats.……...519
3. Une guerre sans fin.……522
4. Un système de rapatriements et de permissions insuffisant et déprimant…….526
   a) *La reconnaissance du droit à la permission et les rapatriements*.……526
   b) *La mise en place des permissions*.……527
   c) *Un système insatisfaisant et générateur de frustrations*.……...528

C. La désertion, un congé multiforme et polysémique……...**530**
1. La qualification de la désertion suppose l'existence d'un cadre régulier d'engagement……...530
2. Trouver, compter et lire les désertions des volontaires étrangers…..…….532
3. Une fonctionnalité de mise en retrait…… ……535
   a) *La désertion vers l'arrière-front et les absences irrégulières*……...……...535
   b) *Les simulations et blessures volontaires*…….…….……536
   c) *Le transfuge d'unité*…….……..…...537
4. Déserter vers les lignes ennemies : une dangereuse porte de sortie.……..539
5. La recherche d'une sortie de guerre.…….……..542

Chapitre 12 : L'hispanisation des Brigades internationales……...……...**547**

A. Le choix de l'amalgame, une inflexion cruciale du projet initial.……548
1. L'amalgame pour survivre.…….……548
2. L'amalgame pour grossir.…….……..550
3. Des Espagnols majoritaires.…….……...552
4. Les faiblesses du dispositif.....…….555
   a) *Une concentration flagrante des Espagnols au front*……..556
   b) *Un déséquilibre patent dans les répartitions par grades et fonctions*.……557

B. L'hispanisation, un puissant facteur de tension…….557
1. Des supplétifs traités comme tels.……..…….558
2. Une intégration difficile.……...……..……563
   a) *L'intégration de recrues : une ligne de faille parallèle à l'hispanisation*.....563
   b) *Les BI perçues comme une destination défavorable*……..……564
   c) *Des Espagnols majoritaires mais relégués*……...566
3. Des affrontements internes violents, symptômes d'un malaise profond.……...567

C. La transformation du rôle et de la structure des Brigades internationales imposée par l'hispanisation de ses effectifs.…….……570
1. Du choc du combat au modèle de choc.……..570
2. Une armée-école venue de l'étranger.……...…..…572
3. Les Brigades internationales à l'heure espagnole : l'hispanisation des pratiques, des cadres et des représentations culturelles.……575
   a) *La dénonciation des récalcitrants*…… ……...575
   b) *L'hispanisation de l'encadrement*…… ……...577
   c) *L'introduction de l'Espagnol comme langue véhiculaire obligatoire*…….578

Chapitre 13 : Le volontariat international, un acteur inattendu dans la guerre civile et un allié rapidement importun……..……..……..……...**581**

A. De l'enthousiasme aux doutes. Le regard des Espagnols sur les volontaires étrangers…...582

1. L'Espagne n'est pas seule. De l'expression de la solidarité internationale à la survenue en Espagne d'étrangers solidaires.…….…….582
2. Enthousiasmes et méprises à propos de l'étrange Colonne internationale…….584
3. Rivalités hégémoniques et luttes politiques autour de la Colonne internationale…. 587

B. La nouvelle perception du volontariat international par la CNT et le POUM comme un facteur instable et politiquement dangereux..……..……588

1. Une réinterprétation de la présence des volontaires étrangers établie à l'aune des Brigades internationales…….……..…...589
2. Les miliciens étrangers de la CNT : un ensemble minoritaire et contestataire générateur de complications.…… …….591
3. La disparition des formes alternatives du volontariat international combattant antifasciste et la reconnaissance du monopole des Brigades internationales…….... 596
   a) *Le volontariat international parmi les victimes des Fets de Maig*…….....596
   b) *L'amalgame de l'Exercit de Catalunya dans l'armée républicaine et la suppression des formations paramilitaires*…… ……..598
   c) *Le volontariat international combattant antifasciste désormais assimilé à un objet politique de l'adversaire communiste*…… ……..…599

C. La Base d'Albacete, un intermédiaire perturbateur et indésirable.……...601

1. Une subordination immédiatement erratique.…….……602
2. L'argent, principal variateur limitant l'autonomie de la Base d'Albacete.……604
3. L'impossible dépolitisation des Brigades internationales.……606

D. Statuer pour encadrer, légiférer pour circonscrire, ségréger pour échanger…….....609

1. Une innommable Légion étrangère.…… …….....609
2. Rassembler les combattants étrangers dans une formation unique.……..….....611
3. Un statut juridique définitif à l'inverse aux postulats initiaux.…… ……..612

E. Les Internationaux, acteurs et monnaie diplomatiques.…..…….…….616

1. La constitution d'une monnaie d'échange diplomatique…….....617
2. L'action de la diplomatie républicaine en faveur du retrait des étrangers……620
3. Le retrait unilatéral ou l'échec de l'emploi du volontariat international comme monnaie d'échange.……..…..623

Conclusion de la troisième partie……..…….....627

Quatrième partie :

***La reformulation des Brigades internationales (automne 1937- automne 1938)*……..…...629**

Introduction de la quatrième partie……631

Chapitre 14 : Le virage stratégique du Komintern à l'automne 1937 et la désinternationalisation des Brigades internationales……..…….....**633**

A. L'élaboration d'une nouvelle ligne stratégique……..633

1. L'Espagne et les Brigades internationales dans la lecture géopolitique du Komintern durant l'été 1937…….…….....634
2. La redéfinition de la politique espagnole du Komintern.……...…638
3. La redéfinition du rôle géopolitique des Brigades internationales.…….....640
4. Maintenir en vie les Brigades internationales : le second recrutement.… ……644
5. Le retour d'André Marty en Espagne.…….……...647

B. L'encadrement des Brigades internationales, un appareil complexe fortement soumis à des interférences extérieures.…… …….....650

1. Une faiblesse congénitale de l'appareil.…… ……...….650
2. Indispensables représentants.…… ...……..….653
3. Problèmes du polycentrisme.…….….655

C. La désinternationalisation de l'encadrement des Brigades internationales.……659

1. Les Brigades Internationales « envahies » par les étrangers.…….659
2. La déconnection de l'étranger par l'intégration des Internationaux dans le PCE…..662
3. Les difficultés rencontrées par l'application de la désinternationalisation.……668

Chapitre 15 : L'éthos du volontaire : le façonnement de la norme et la sanction de l'écart……..……..…….....**673**

A. La fabrication et la diffusion de la norme……..674

1. La construction d'un éthos individuel.…….....674
2. La diffusion du modèle : des vecteurs variés mais formatés ……...677
   a) *Les journaux de tranchées et la presse du CGBI*…….....……678
   b) *Les autres vecteurs et supports didactiques de la diffusion de la norme*…….680
   c) *La lettre apocryphe, un support inattendu de diffusion de l'ethos*……..…..681
3. Le contrôle de la déviance individuelle par la censure postale…….682

B. La figure du « vrai » volontaire au travers de trois contre-modèles.……....683

1. Qu'est-ce qu'un mauvais volontaire ? ……..…685
   a) *Le vin, un aliment du moral facteur d'indiscipline*.…….……...685
   b) *Les lumpenprolétaires*…….……686
   c) *Une politisation de la figure du « meneur »*……..…….687
2. Le déserteur, un « faux » volontaire.…….....688
   a) *Le déserteur est-il par nature un mauvais volontaire ?*……...…...688
   b) *La figure du renégat*…….....690
   c) *Un volontaire déchu de son droit à se revendiquer comme tel*……...690

3. L'ennemi intérieur, un anti-volontaire……..……693
a) *La justification espagnole des paranoïas staliniennes*……..…..693
b) *Le trotskiste, l'introuvable parangon de l'ennemi infiltré*…….….695

C. Juger et sanctionner les combattants volontaires étrangers……..696
1. La justice dans les Brigades internationales, une institution hybride.……697
2. Une justice partisane transposée dans un champ militaire.……...701
3. Une justice militaire fortement autolimitée dans ses prérogatives.……...705

D. Punir. L'application des peines et le rôle de la sanction……...709
1. La réhabilitation par la mise à l'épreuve.……...710
2. La relégation temporaire : l'isolement et la prison.……....714
3. Au radical de la justice par l'exemple : le problème des exécutions capitales et des condamnations à mort.……..……..717
a) *Une intensité variable*……..…718
b) *Le terrible printemps 1938*……..720
c) *Une punition exceptionnelle source de complications*…….....721

Chapitre 16 : De l'internationalisme à la fraternité : la fabrication d'une communauté combattante transnationale…….....……...**725**

A. Enjeux et problèmes du facteur multinational……...726
1. La question nationale dans les Brigades internationales.……...726
2. Des antagonismes culturels facteurs de frictions entre les nationalités.……730
a) *Une source de désagrégation*……..…730
b) *La reproduction d'antagonismes traditionnels préexistants*……...731
c) *Des antagonismes culturels perçus comme des antagonismes de classes*……..734
3. La balkanisation des Brigades internationales comme support de la cohésion.……..…735

B. Le concert des Nations : représenter les siens dans les BI……..739
1. La création d'une nouvelle unité comme outil de propagande extérieure.….....739
2. La reconstruction des parrainages transnationaux en 1937…….....742
3. Un attribut d'exportation fondamental : le patronyme.……..……745

C. La fabrication d'une épopée historique inscrite dans un cadre légitime…….752
1. Un socle symbolique prenant la Révolution française comme cadre de référence premier.……..…752
2. Placer les Brigades internationales dans une filiation historique multiple.…….…...756
3. Des emplois de l'Histoire comme entreprise de légitimation et d'édification.……..758

D. Une communauté imaginaire transnationale.……763
1. La sédimentation de la cohésion autour de l'idée de Brigades internationales……....764
2. Les Brigades internationales comme une personnification de *L'Internationale*……..766
3. Une communauté combattante fraternelle autosuffisante.……..…..768

Chapitre 17 : Les Brigades internationales comme formations militaires modèles du PCE et la capitalisation de l'expérience espagnole par le Komintern……..771

A. L'aggiornamento politique des Brigades internationales……..772
1. « À quoi servent désormais les Brigades internationales ? »..…….....772
2. Les vecteurs de la reconversion.……774
3. L'assimilation des Brigades internationales dans l'espace politique espagnol….....779

B. Un nouvel interlocuteur : les anarchistes espagnols des Brigades internationales…….781
1. Une présence anarchiste ancienne dans les Brigades internationales.……...782
2. La CNT, seconde force politique dans les Brigades internationales en 1938……...784
3. La « main tendue » vers les anarchistes espagnols……788

C. Un ersatz de front unique transnational : le mouvement de l'activisme appliqué dans les Brigades internationales.……790
1. La capacitation et le mouvement des activistes.……791
2. L'importation d'un modèle performatif soviétique.…….……..796
3. Le retour du choc : la capacitation militaire et les « groupes d'audace »..……798
4. Un résultat circonstanciellement efficace mais éphémère.……...800

D. Le retrait des étrangers et la capitalisation de l'expérience espagnole.……803
1. La démobilisation des combattants étrangers, une opération soigneusement préparée par le Komintern…….…….804
2. L'expérience espagnole comme une épreuve du feu. Les volontaires étudiés, classés et préparés avant leur retour.……...……..807
3. Perpétuer les Brigades internationales dans une « génération Espagne ».……809
4. Écrire au singulier l'histoire des Brigades internationales.……...811

Conclusion de la quatrième partie……...……...815

Conclusion générale……..817

I. Le volontariat international armé dans le cadre de la d'Espagne…...……...……817
II. Les incidences du phénomène dans le déroulement de la guerre d'Espagne ..……824
III. La situation originale des Brigades internationales dans le phénomène de volontariat international armé en Espagne..……..…….…826
IV. Le « brigadisme » comme concept performant à propos du phénomène de volontariat transnational combattant dans sa séquence espagnole…….…….……....829
V. Le « brigadism » en son siècle.…….…….…….…….…….…….…….…….…..……..832

Table des sigles……..…….....I
Table des figures……..……V
Sources……..……..…XI
Bibliographie…..……..……..…….……...XLIX
Annexes…….……..…….....LXXIX
Table des matières……..…….……..…….....CCXI
Résumé……...……..…….....CCXXV

Résumé

Le volontariat international combattant durant la guerre civile espagnole (1936-1939) demeure un sujet particulièrement étudié et régulièrement mobilisé à propos des débats sur les engagements combattants transnationaux contemporains, à la mesure des caractéristiques exceptionnelles adoptées alors par le phénomène et de la multiplicité de ses points de rencontre avec le contexte de la « guerre civile européenne ». Cependant, les fameuses Brigades internationales avaient accaparé l'attention de l'historiographie, dissimulant le phénomène derrière sa principale manifestation. De ce fait, le volontariat international combattant n'avait pas encore été envisagé depuis une perspective globale, comme une séquence singulière d'un phénomène transnational récurrent, dans laquelle les Brigades internationales constituent un objet singulier. Étayée sur un corpus d'archives en grande partie inédit, cette thèse s'attache à mettre en relief le phénomène du volontariat international combattant durant la guerre d'Espagne, en considérant sa dimension majoritaire antifasciste, pro-républicaine. Cette perspective induit par conséquent un exercice de redéfinition et de réinterprétation de la place des Brigades internationales, tant dans les stratégies géopolitiques et culturelles transnationales du mouvement communiste que dans le champ plus large de l'antifascisme du mitan des années trente.

Le fil heuristique repose sur trois axes problématiques. Le premier procède par un changement d'échelle dans l'analyse du phénomène, en retournant la perspective habituelle d'histoire sociale qui prend comme postulat les seuls volontaires, pour envisager le phénomène d'un point de vue systémique afin d'en révéler les ressorts ainsi que l'espace qu'il occupe. Le second propose de dégager le phénomène de l'ombre des Brigades internationales pour observer et comparer ses différentes manifestations, permettre d'en révéler la pluralité et les variétés, et interroger leurs rapports et présences entre elles et avec l'événement. Le troisième considère les intentions et destinations politiques ayant déterminé le phénomène, son ampleur, sa périodicité et ses variétés. Ce fil heuristique permet de revoir l'historicité du phénomène comme une séquence d'une histoire longue dont il porte les traces et poursuit l'héritage, tout en soulignant sa dépendance à des logiques partisanes circonstancielles.

La thèse est divisée en quatre parties diachroniques, séquencées de manière chronologique. Les deux premières traitent de la période allant de juillet 1936 à septembre

1937. Les deux dernières couvrent la période courant d'octobre 1937 à octobre 1938. Deux parties (la première et la troisième) considèrent le phénomène dans sa globalité tandis que les deux autres (la deuxième et la quatrième) sont entièrement consacrées aux Brigades internationales, dans leurs origines, intentions et situations dans le phénomène. La première partie se présente sous la forme d'une description panoramique et d'un inventaire du phénomène tandis que la seconde observe la survenue des Brigades internationales et les desseins poursuivis par l'Internationale communiste dans leur création. La troisième partie est consacrée aux transformations subies par le phénomène durant son immersion espagnole et aux processus ayant conduit à sa réduction puis à son extinction. La dernière partie considère les Brigades internationales durant leur dernière année d'existence tandis qu'elles sont devenues l'unique manifestation du phénomène, et les conséquences à leur endroit de l'aggiornamento de la politique espagnole du Komintern.

Mot-clefs : Volontariat international armé ; Guerre d'Espagne ; Brigades internationales ; Guerre civile européenne ; Combattants étrangers ; Internationalisme ; Antifascisme ; Communisme.

English Abstract

International war volunteerism during the Spanish Civil War (1936-1939) is a widely studied topic and frequently called upon the contemporary politics about transnational volunteerism, in accordance with the originality of the phenomenon during this time, through the background of the "European Civil War". However, the famous International Brigades have captured all the attention of historiography, concealing the phenomenon under its main manifestation. As a result, international war volunteerism has not yet been considered from a global perspective, as a singular sequence of a recurrent transnational phenomenon in which the International Brigades constitute a highly idiosyncratic object in themselves. Based on a largely unpublished corpus of archives, this thesis focuses on highlighting the phenomenon of international war volunteerism during the Spanish Civil War by considering its predominantly anti-fascist, pro-Republican dimension. This perspective has therefore led to an exercise in redefining and reinterpreting the place of the International Brigades both in the transnational geopolitical and cultural strategies of the communist movement, and in the wider field of anti-fascism in the mid-1930s.

The heuristic thread is based on three major problematic lines. The first one proceeds with a change of scale in the analysis of the phenomenon, by reversing the usual perspective of social history, which takes as a postulate the volunteers alone, and by considering the phenomenon from a systemic point of view in order to reveal the impulse behind it as well as the space it occupies. The second proposes to disengage the phenomenon from the shadow of the International Brigades so as to observe and compare its various manifestations, reveal their plurality and variety, and examine their presence and relations both with each other and with the event. The third one considers the political intentions and destinations which determined the scale, periodicity and varieties of the phenomenon. This heuristic thread makes it possible to reconsider the historicity of the phenomenon as a sequence of a long history of which it bears the traces and pursues the inheritance, while emphasizing its dependence on circumstantial partisan logics.

The thesis is divided into four diachronic, chronologically-sequenced parts. The first two deal with the period from July 1936 to September 1937 while the last two cover the period from

October 1937 to October 1938. Two of the parts --the first and third ones-- consider the phenomenon in its entirety, while the other two --the second and fourth-- are entirely devoted to the International Brigades, from the vantage point of their origins, intentions and situation in the phenomenon. The first part takes the shape of a description and inventory of the phenomenon, whereas the second part observes the appearance of the International Brigades and the designs pursued by the Communist International in their creation. The third part is devoted to the transformations undergone by the phenomenon during its Spanish immersion, and to the processes that led to its reduction and extinction. The last part considers the International Brigades as they became the only manifestation of the phenomenon during their last year of existence, and the consequences for them of the aggiornamento of the Spanish policy of the Comintern.

Keywords: International war volunteering; Spanish Civil War; International Brigades; European Civil War; Foreign Fighters; Internationalism; Antifascism; Communism ;

Résumé

Le volontariat international combattant durant la guerre civile espagnole (1936-1939) demeure un sujet particulièrement étudié et régulièrement mobilisé à propos des débats sur les engagements combattants transnationaux contemporains, à la mesure des caractéristiques exceptionnelles adoptées alors par le phénomène et de la multiplicité de ses points de rencontre avec le contexte de la « guerre civile européenne ». Cependant, les fameuses Brigades internationales avaient accaparé l'attention de l'historiographie, dissimulant le phénomène derrière sa principale manifestation. De ce fait, le volontariat international combattant n'avait pas encore été envisagé depuis une perspective globale, comme une séquence singulière d'un phénomène transnational récurrent, dans laquelle les Brigades internationales constituent un objet singulier. Étayée sur un corpus d'archives en grande partie inédit, cette thèse s'attache à mettre en relief le phénomène du volontariat international combattant durant la guerre d'Espagne, en considérant sa dimension majoritaire antifasciste, pro-républicaine. Cette perspective induit par conséquent un exercice de redéfinition et de réinterprétation de la place des Brigades internationales, tant dans les stratégies géopolitiques et culturelles transnationales du mouvement communiste que dans le champ plus large de l'antifascisme du mitan des années trente.

Abstract

International war volunteerism during the Spanish Civil War (1936-1939) is a widely studied topic and frequently called upon the contemporary politics about transnational volunteerism, in accordance with the originality of the phenomenon during this time, through the background of the "European Civil War". However, the famous International Brigades have captured all the attention of historiography, concealing the phenomenon under its main manifestation. As a result, international war volunteerism has not yet been considered from a global perspective, as a singular sequence of a recurrent transnational phenomenon in which the International Brigades constitute a highly idiosyncratic object in themselves. Based on a largely unpublished corpus of archives, this thesis focuses on highlighting the phenomenon of international war volunteerism during the Spanish Civil War by considering its predominantly anti-fascist, pro-Republican dimension. This perspective has therefore led to an exercise in redefining and reinterpreting the place of the International Brigades both in the transnational geopolitical and cultural strategies of the communist movement, and in the wider field of anti-fascism in the mid-1930s.

Mots Clés

Volontariat international armé ; Guerre d'Espagne ; Brigades internationales ; Guerre civile européenne ; Combattants étrangers ; Internationalisme ; Antifascisme ; Communisme.

Keywords

International war volunteering; Spanish Civil War; International Brigades; European Civil War; Foreign Fighters; Internationalism; Antifascism; Communism.